

LIANA LEVI



Tom Segev
C'était en Palestine
au temps des coquelicots

Tom Segev

C'était en Palestine au temps des coquelicots

Traduit de l'hébreu par Katherine Werchowski

Traduit avec le concours du Centre national du livre

Liana Levi

Les Premier Israéliens, Calmann-Lévy, 1998

Le Septième Million, Liana Levi, 1993

Titre original :

Yemei Ha Kalaniot

Copyright © by Keter Publishing House P.O.B. 7145, Jérusalem

© Éditions Liana Levi, 2000, pour la traduction française

On se reverra

Sur le versant sud du mont Sion à Jérusalem s'étend un petit cimetière. Un sentier bordé de pins, de cyprès, d'oliviers, de citronniers et de lauriers blancs et roses y conduit ; on y pénètre par un portail en fer forgé envahi par une odorante vigne vierge. Entre les ruines d'une ville fortifiée des temps bibliques sont disséminées un millier de tombes. Les vieilles pierres semblent émerger des coquelicots. À quelques pas de là, au sommet de la colline, les juifs vénèrent le tombeau du roi David et les catholiques le Cénacle. Pour ces derniers, c'est dans la crypte voisine qu'eut lieu la Dormition de la Vierge. Les musulmans, eux aussi, vénéraient jadis en cet endroit d'autres sépultures. Le cimetière, consacré vers 1840 par l'archevêque protestant Samuel Gobât, était alors destiné à la petite communauté des « amis de Jérusalem ». Très peu en étaient natifs, et la plupart de ceux qui s'y étaient établis venaient des quatre coins du monde, d'Amérique à la Nouvelle-Zélande. Leurs épitaphes sont gravées en anglais, en allemand, en hébreu, ainsi qu'en arabe ou en grec ancien. On peut même en lire une en polonais ¹.

Lorsque furent inhumés les premiers morts de ce cimetière, la Palestine se trouvait sous domination ottomane. Elle n'était alors qu'une province reculée, sans lois ni administration. La vie s'y déroulait au ralenti, dans le carcan de la tradition et au rythme du chameau. À la fin du XIX^e siècle, de nombreux étrangers se mirent à affluer et permirent au pays de sortir de sa torpeur levantine. Attirés par la Palestine, ils étaient mus par la foi et l'enthousiasme. Très peu s'y établirent, mais ceux qui le firent s'installèrent définitivement. Visionnaires, rêveurs, aventuriers, pionniers, auxquels se mêlèrent imposteurs et marginaux venus du monde entier, ils furent les instigateurs d'une effervescence créatrice multiculturelle et d'une véritable révolution qui se poursuivra pendant presque un siècle.

Bien qu'il soit nécessaire de faire la part entre apparences et réalité, cette période reste incontestablement marquée par une volonté novatrice. Pendant un temps domine l'illusion que tout est possible. En 1908, un Américain importe la première voiture, ce qui fait sensation. Un journaliste hollandais débarque en Galilée avec l'idée de diffuser l'espéranto en Palestine. Un pédagogue juif roumain crée le premier jardin d'enfants à Rishon-Le-Zion et participe au lancement du premier journal pour enfants. Simha Whittman ouvre le premier kiosque de glaces et de confiseries à Tel-Aviv. Un certain Aba Cohen est à l'origine du service des pompiers. Un Berlinois devient le premier apiculteur. Un chef d'orchestre ukrainien crée l'opéra de Palestine. Un commerçant anversoise un atelier de taille de diamants. Un agronome russe, après des études à Zurich, se lance dans la culture de l'eucalyptus. Un industriel originaire de Vilnius prend la tête de la première usine de fabrication de clous, Barzélit. Un médecin russe, le docteur Arie Léo Boehm, fonde l'institut Pasteur de Jérusalem. Un Polonais, Smiatitzki, entreprend la traduction en hébreu d'*Alice au pays des merveilles*². Antonius, originaire d'Alexandrie en Égypte, personnalité éminente chez les Arabes de Palestine, qui rêve de créer une université arabe, part en quête d'investisseurs pour financer l'édition d'un dictionnaire technique en arabe³. Les Arabes de Palestine étaient alors originaires de Turquie, du Maroc, de Perse, d'Afghanistan et d'une dizaine d'autres pays. Certains étaient des esclaves marrons ou avaient été affranchis sur place⁴.

Des milliers d'hommes, juifs pour la plupart, arrivaient d'Europe centrale et orientale. Parmi eux se trouvaient des agitateurs combattifs et des aventuriers en quête d'une identité nouvelle forgée par l'idéologie sioniste. Beaucoup avaient fui les pogroms et la misère, et s'étaient réfugiés là un peu malgré eux. Aaron David Gordon, prêcheur-paysan à la barbe fleurie, sorte de Tolstoï local, prônait en Galilée les vertus du travail de la terre et du retour à la nature. D'origine ukrainienne, il fut l'un des idéologues du mouvement travailliste sioniste qui mena le pays à l'indépendance. Sur les collines de Galilée on pouvait voir trotter la jument d'une jeune femme folle et fanatique, vêtue à la mode arabe, Manya Wilbushewitz. Elle venait elle aussi de Russie où elle s'était laissée gagner par la ferveur révolutionnaire. Elle fut parmi les fondateurs de la première ferme collective, précurseur du kibboutz où elle avait pour tâche de monter la garde : elle se trouva ainsi à l'origine du premier groupe organisé d'autodéfense, Ha-shomer, forme embryonnaire de la future armée israélienne, Tsahal⁵. Parmi les immigrants juifs, certains commençaient une vie nouvelle dans les premiers *moshav* et kibboutz.

Plusieurs Juifs de Jaffa entreprirent d'édifier au bord de la Méditerranée une ville nouvelle qui plus tard prendra le nom de Tel-Aviv.

Les catholiques avaient apporté avec eux les ambitions impérialistes de leurs pays et jeté leur dévolu sur Jérusalem. « La Palestine, et plus particulièrement Jérusalem, était devenue une véritable tour de Babel », observa plus tard Chaïm Weizmann ⁶. Chacun, en effet s'efforçait de la marquer de son empreinte et de la façonner à son image, comme s'il s'était agi d'un vaste chantier cosmopolite. Les Russes coiffèrent leurs églises de clochetons à bulbes dans le style du Kremlin. Les Italiens érigèrent à côté de l'hôpital qu'ils avaient construit, la tour du Palazzo Vecchio de Florence. Les Allemands édifièrent sur le mont Sion une église inspirée de la cathédrale d'Aix-la-Chapelle, capitale de l'Empire de Charlemagne. La Colonie allemande ¹ au sud de la ville ressemblait à un village de Forêt-Noire, avec ses dizaines de petites maisons en pierre aux toits de tuiles rouges et dont la plupart des occupants appartenaient à la secte protestante des Templiers.

« Palestine, terre d'asile de gens peu ordinaires » pouvait écrire Estelle Blyth, la fille du bâtisseur de la cathédrale anglicane de Jérusalem, fortement inspirée du New College d'Oxford ⁷. Un avocat de Chicago, qui s'était installé à proximité, avait fondé la Colonie américaine avec les membres de sa secte qui avait pour objectif de diffuser à travers le monde l'amour, la miséricorde et la paix ⁸. Les pères de la colonie sont eux aussi enterrés dans le petit cimetière de l'archevêque Gobât. Tout près repose un banquier allemand, l'un des promoteurs de la première ligne de chemin de fer Jaffa-Jérusalem. Un ami de Lord Byron, qui avait construit le premier hôtel européen de Jérusalem, est enterré à ses côtés. Un peu plus loin se trouve la tombe d'un médecin polonais qui, après avoir servi dans la Légion étrangère avait créé, rue des Prophètes, le premier hôpital pour enfants de la ville. Conrad Schick, enseveli à proximité, avait édifié dans cette même rue plusieurs maisons qui lui valurent d'être reconnu comme l'un des grands bâtisseurs de la ville moderne. Dans son pays d'origine, en Suisse, il était fabriquant de coucous !

Un peu plus haut repose l'Anglais William Matthew Flinders Petrie ⁹, considéré comme le père de l'archéologie moderne. Il travaillait en Égypte et avait entrepris des fouilles en Palestine. Au soir de sa vie, il s'était établi à Jérusalem où il mourut à quatre-vingt-dix ans. Avant d'être mis en terre, sa veuve avait exigé que son cadavre fût décapité. Sa tête, conservée dans du formol, fut placée dans une urne et expédiée à Londres pour y être autopsiée afin de déceler l'éventuel secret de son génie ² !

Dans le cimetière de l'archevêque Gobât, ennemis et compagnons d'armes gisent les uns à côté des autres. L'appareil du pilote allemand Adolf Flohl s'était écrasé au milieu du mois de novembre 1917, moins de quatre semaines avant l'entrée des Britanniques dans Jérusalem. Les Allemands combattaient alors aux côtés des Turcs. À quelques mètres, repose le sergent britannique N.E.T. Knight, tombé en avril 1948, moins de quatre semaines avant le départ des Britanniques. L'un comme l'autre symbolisent une génération marquée par la terreur et par l'espoir.

La « Grande Guerre », qui précipita l'Europe dans le XX^e siècle, modifia également la physionomie de la Palestine. Pendant plus de sept cents ans elle était restée sous la férule des musulmans pour désormais passer aux mains des chrétiens. De nombreux combattants britanniques se sont de ce fait identifiés aux croisés. À leur arrivée en 1917, l'Empire britannique était sur son déclin. Au moment de leur départ, après trente ans d'occupation et sur le point de perdre l'Inde, la Palestine était encore l'un des joyaux de la Couronne, et devenait l'épilogue d'une époque illusoire, qui allait bientôt balayer le mythe de l'Empire tout-puissant. Elle restera dans l'histoire de l'Empire britannique un épisode sans gloire ¹⁰.

Les Britanniques furent accueillis comme des libérateurs : les Arabes comme les Juifs rêvaient d'indépendance et pensaient y parvenir sous l'égide des Anglais qui, avant de conquérir la Palestine, s'étaient compromis dans une correspondance confuse et maladroite avec les Arabes. Ces derniers avaient cru pouvoir obtenir la Palestine en échange de leur soutien contre les Turcs. Mais juste avant sa conquête, le gouvernement de Sa Très Gracieuse Majesté avait annoncé « qu'elle envisageait favorablement » l'établissement en Palestine d'un « foyer national » pour le peuple juif. Les Britanniques leur avaient en effet promis d'y établir un État juif. D'aucuns allèrent jusqu'à dire que la terre promise l'avait été deux fois.

Les Anglais tinrent les promesses faites aux sionistes en ouvrant le pays à un afflux massif d'immigrants juifs. Dans les trente années qui suivirent, leur nombre se trouva multiplié par dix. Autorisés à acquérir des terres, ils développèrent l'agriculture, créèrent des entreprises et ouvrirent des banques. Les Britanniques les laissèrent fonder des centaines de nouvelles colonies, dont plusieurs villes. Les Juifs mirent sur pied une armée, créèrent un système éducatif, se dotèrent d'institutions démocratiquement élues et se choisirent des dirigeants. Cette conjoncture leur permit de triompher des Arabes sous le regard bienveillant des Britanniques et tout cela à cause d'une promesse de 1917. C'est une histoire étonnante. Les Britanniques ne tirèrent aucun profit

de leur domination en Palestine. Bien au contraire, le coût financier de cette opération les amena maintes fois à envisager leur départ.

Elle ne revêtait pas non plus d'intérêt stratégique, bien que certains aient prétendu le contraire. De nombreux responsables militaires affirmaient que la Palestine n'était d'aucun intérêt pour la Couronne et certains même déclarèrent que la conquête britannique ne pouvait qu'affaiblir l'Empire. Ils pouvaient pressentir qu'ils se fourvoyaient dans une entreprise sans issue : c'était une raison suffisante pour ne pas la conquérir.

Mais la Palestine nécessitait une tout autre approche. Son statut n'avait pas été établi en raison de son emplacement géopolitique. Elle relevait avant tout d'idées préconçues et non de la réalité tangible, comme le reconnut par la suite un des membres du gouvernement britannique ¹¹.

Les Britanniques pensaient qu'en se plaçant du côté des sionistes ils bénéficieraient du soutien d'un allié puissant et influent. Cela faisait écho à la croyance selon laquelle les Juifs avaient une influence sur la marche de l'Histoire, illustrant ici la combinaison tout à fait singulière de préjugés enracinés dans l'antisémitisme classique et de l'adoration romantique de la terre biblique et de son peuple. En réalité, le peuple juif se trouvait totalement impuissant et n'avait rien d'autre à offrir que les craintes qu'il inspirait. L'histoire du pouvoir britannique en Palestine apparaît donc avant tout comme celle d'un mythe.

L'établissement du foyer national juif était censé se faire sans heurter les Arabes. Mais cela s'avéra impossible. C'était encore une illusion : deux mouvements nationaux rivaux affermissaient leur identité en Palestine pour se diriger inexorablement l'un et l'autre vers le conflit. Pour l'historien Izza Khalaf, il ne pouvait y avoir de place en Palestine pour un compromis entre le nationalisme arabe et le nationalisme juif soutenu par ses partisans occidentaux ¹². Dès 1917 ne se présentaient que deux éventualités : soit les Arabes venaient à bout des sionistes, soit les sionistes l'emportaient. La guerre entre les deux camps était inévitable.

Cet épisode est passionnant bien qu'il ne soit pas toujours auréolé de gloire. Car, à l'image de bien des peuples ayant déclenché des révolutions nationales dans leurs pays, ces deux peuples eurent tendance à placer leur nationalisme au-dessus des droits de l'homme et des valeurs démocratiques. Le dirigeant du mouvement national arabe alla jusqu'à pactiser avec Hitler. Ce mouvement essuya de cruels revers, mais l'idéologie sioniste s'avéra, elle aussi, dans une large mesure, une fiction : la terre d'Israël ne pouvait garantir l'existence du peuple juif.

Les Britanniques se trouvaient pris entre deux feux. Le haut-commissaire Arthur Wauchope se comparait volontiers à un clown, sur la piste d'un cirque, tentant de chevaucher deux montures à la fois dont l'une s'emballe et l'autre avance trop lentement ¹³. Un temps, ils s'accrochèrent vainement à l'espoir de créer en Palestine une seule identité, commune aux Juifs et aux Arabes, allant jusqu'à parler du « peuple » de Palestine. C'était encore un leurre. « Ils trompent les Arabes, les Juifs, ainsi qu'eux-mêmes », s'exclama un jour Chaïm Weizmann. Et c'était vrai ¹⁴.

Certains membres du gouvernement britannique s'identifiaient aux Arabes, d'autres aux Juifs. D'autres encore éprouvaient une même aversion pour les uns comme pour les autres. « Ils me répugnent tous autant qu'ils sont », écrivait le général sir Walter Norris « Squib » Congreve. « Arabes, Juifs et chrétiens de Syrie ou de Palestine, c'est la même chose : un peuple répugnant. À eux tous, ils ne valent pas un seul Anglais ! » C'était là une opinion largement répandue. L'officier de police Raymond Cafferata, avec un certain sens de la litote, pouvait dire : « Je ne suis ni antisémite, ni anti-arabe. Je suis simplement pro-britannique. » C'est en effet ce que pensaient de nombreux Britanniques, si ce n'est la très grande majorité, qui servaient en Palestine ¹⁵.

Vingt ans après la conquête, les Arabes voulurent refouler les Britanniques hors du pays. Ces derniers furent à deux doigts de partir. Cela aurait été probablement préférable pour eux, mais dix autres années seront encore nécessaires avant qu'ils ne se décident. Entre-temps éclata la Seconde Guerre mondiale. Après la guerre, les Britanniques devinrent la cible du terrorisme juif. Des milliers payèrent de leur vie l'aventure coloniale.

Le cimetière de l'archevêque Gobât descend jusqu'à une falaise surplombant la mer Morte. La plupart des défunts ensevelis dans les parcelles situées en contrebas tombèrent lors des flambées de violence qui avaient marqué les trente années de domination britannique. Lewis Andrews, assassiné par des terroristes arabes y repose. Non loin est inhumé Thomas Wilkin, assassiné, lui, par des terroristes juifs. Andrews, Australien de quarante et un ans était l'adjoint du gouverneur de Galilée. Un dimanche de septembre 1937, alors qu'il allait aux vêpres à l'église anglicane de Nazareth, quatre Arabes armés, embusqués à proximité, l'attendaient. Neuf balles l'atteignirent. Un policier qui l'accompagnait mourut aussi des suites de ses blessures. Andrews était un ami des sionistes. Il avait aidé les pionniers juifs à s'installer en Galilée. Ayant obtenu une nouvelle affectation, des responsables sionistes s'étaient insurgés et avaient tout mis en œuvre pour obtenir la

prolongation de son mandat en Palestine. Le juge Anwar Nusseibeh l'avait catalogué comme ennemi des Arabes. « Il a trouvé son Dieu à l'endroit même où il était venu le chercher » : ce fut sa seule réaction après son assassinat ¹⁶.

Wilkin faisait, lui, partie des services secrets britanniques, et fut exécuté en septembre 1944 pour avoir participé à l'arrestation et à l'élimination de « Yair », leader du Lehi, organisation terroriste que les Britanniques avaient dénommée le « groupe Stern ». Wilkin ne détestait pas tous les juifs. Shoshana Borochoy, fille d'un des pères du socialisme juif russe, était présente à ses obsèques. Elle était sa compagne ¹⁷.

Les tombes regardent en direction du mont du Mauvais-Conseil, là où s'élève la résidence du haut-commissaire. En se tournant vers l'ouest, on peut apercevoir dans le paysage montagneux d'autres édifices, autant de vestiges de l'ère britannique, témoignages d'une splendeur et d'une puissance révolues. À l'ouest du palais du commissaire, à côté de la gare, le regard est aussitôt attiré par une église écossaise au clocher rectangulaire. Elle était autrefois noyée, à chaque printemps, dans un tapis de fleurs sauvages. Plus à l'ouest encore, s'étend Talbieh, quartier remarquable par ses villas cossues dont la plupart des occupants jadis étaient de riches Arabes chrétiens. L'occupation britannique leur avait été bénéfique. L'un d'eux, l'avocat Abcarius Bey, y avait fait construire une spacieuse maison pour sa maîtresse juive, Léah Tennenbaum, de trente ans sa cadette. Lorsqu'elle le quitta, il loua la « villa Léah » à Haïlé Selassié, l'empereur d'Éthiopie en exil ¹⁸.

Dans le prolongement du regard, s'étendent les abords d'une grande artère construite par les Britanniques afin de donner à la ville un aspect digne d'une capitale de l'Empire, avenue dénommée d'ailleurs avenue Georges V. En contrebas, à l'est, s'élève majestueux, le palace qui porte le nom du roi David. Inauguré en 1930, havre cosmopolite pour épicuriens, il représentait alors tous les fastes de l'Orient « C'est tout à fait extraordinaire », s'exclamait, enthousiaste, Edwin Samuel dans une lettre à sa mère, la femme du premier haut-commissaire. Une touriste américaine crut même en le voyant que l'on avait restauré le Temple de Salomon. Le maire de la ville, Nashashibi, avait l'habitude de venir s'y faire coiffer ¹⁹.

La qualité de sa cuisine comme le service irréprochable assirent vite sa réputation : il suffisait de voir ces colosses soudanais, sanglés dans des livrées rouges, s'affairer fébrilement autour des convives, leur servant whiskies et cafés sur des plateaux en or.

Le King David était l'un des symboles du pouvoir britannique. Le 22 juillet 1946 les membres de l'Irgoun réussirent à introduire dans ses sous-

sols plusieurs bidons de lait remplis d'explosifs. Une des ailes du bâtiment abritait le secrétariat du gouvernement britannique. Quatre-vingt-onze personnes furent tuées par l'explosion. Beaucoup furent enterrées sur le mont Sion. Quelques pierres tombales rappellent que les défunts ont donné leur vie pour la Palestine. Sur d'autres sont gravés ces mots : « On se reverra. »

L'Irgoun était une des organisations juives clandestines. Les actes terroristes perpétrés contre les Britanniques demeurent dans la mémoire collective israélienne comme l'expression d'un soulèvement national contre l'occupant étranger au nom de la lutte pour la libération et l'indépendance. À vrai dire, le terrorisme sioniste n'était surtout que le reflet des luttes intestines du pouvoir pour l'établissement d'un État que tous appelaient de leurs vœux. Les années du Mandat resteront dans l'ensemble caractérisées par une étroite collaboration entre les instances sionistes officielles et les autorités britanniques. L'establishment sioniste était opposé au terrorisme et ne participa aux opérations de sabotage que lorsqu'elles s'avérèrent nécessaires pour prouver son patriotisme. Dans les mois qui précédèrent le départ des Britanniques, les dirigeants officiels sionistes insistèrent auprès d'eux pour qu'ils prolongent leur séjour.

Face au King David surgit d'entre les toits une immense construction phallique en pierre : la tour de la YMCA (Young Men Christian Association), symbole d'abondance. Érigée elle aussi dans les années trente, elle est considérée comme une prouesse architecturale, fruit de l'imagination du même cabinet d'architecte qui construisit l'Empire State Building à New York²⁰. Les membres du gouvernement et la haute société avaient l'habitude de venir siroter une limonade sur la véranda. Les hommes étaient coiffés de casques coloniaux et les femmes s'abritaient sous des ombrelles en soie blanche, observant scrupuleusement les règles de la bonne société anglaise, buvant du thé chaque après-midi et s'habillant pour dîner. Ils se fréquentaient lors de soirées littéraires ou au concert, se retrouvant parfois aux bals organisés en leur honneur par miss Annie Landau, directrice d'une école juive orthodoxe, ou encore se rendaient chez Cathy Antonius, fameuse maîtresse de maison arabe.

Tous ces gens avaient une conscience de classe rigoureuse. Les simples soldats fréquentaient les bars et les maisons closes. Les officiers chassaient le renard et le chacal. Le club de chasse britannique de Ramla proposait à ses adhérents de faire l'acquisition de manteaux rouges dont les boutons portaient l'emblème du club, comme le rapporte l'un d'entre eux dans ses mémoires²¹. Pour le confort de leurs fonctionnaires amateurs de pique-niques de fin de

semaine, les autorités britanniques avaient pris soin de paver la route entre Latroun et Ramallah ²². Beaucoup jouaient aussi au tennis.

On jouait au football en Palestine bien avant l'arrivée des Anglais, mais ces derniers importèrent le tennis comme une part de leur folklore, de leur culture et de leur état d'esprit colonial ²³. Ronald Storrs, gouverneur de Jérusalem, consigne dans son journal la scène suivante : le ministre des Colonies, lord Milner, s'était rendu en Palestine. Après avoir bu une tasse de thé en compagnie du gouverneur d'Hébron et de ses hôtes, il alla disputer une partie de tennis. Deux petits malfaiteurs arabes, élargis pour la circonstance, s'évertuaient à ramasser les balles. Les deux hommes avaient les pieds enchaînés, ce qui ne semblait pas le moins du monde contrarier le jeu de Milner ²⁴.

Bien que totalitaire, comme avait pu l'écrire le gouverneur de Galilée, Edward Keith-Roach, l'administration coloniale cherchait toutefois à contenter ses sujets ²⁵. Beaucoup de Britanniques affichaient une certaine morgue impérialiste et un sentiment de supériorité culturelle. Nombreux étaient ceux qui se croyaient investis d'une mission civilisatrice. Herbert Samuel, qui plus tard allait devenir le premier haut-commissaire, suggéra à son gouvernement de conquérir le pays et de le « policer » ²⁶. Au cours de l'éloge funèbre prononcé à la mémoire d'un de ses hommes, Samuel le gratifia de la plus haute vertu qui existait à ses yeux : cet homme avait contribué à jeter les fondations d'un pays moderne ²⁷. Ils avaient trouvé en arrivant un pays sous-développé et laissaient en partant les signes remarquables du progrès, principalement dans la population juive. Mais ils laissaient également derrière eux une situation de retard incontestable, surtout dans la population arabe.

Leur administration avait l'apparence d'un kaléidoscope d'intérêts et d'opinions de tous bords. Fonctionnaires, diplomates, politiciens, militaires et journalistes rivalisaient et débattaient dans un déluge de mots, intrigant, contractant des alliances et fomentant des trahisons.

Le cabinet du Premier ministre, les ministères des Affaires étrangères, des Colonies, du Trésor, des Affaires indiennes, de la Guerre, et les différents corps de l'armée n'étaient que l'émanation des autorités centrales britanniques. L'administration locale apparaissait ainsi comme un appareil lui-même en butte aux nombreuses contradictions et oppositions intestines, écheveau inextricable de sections, départements et sous-départements où fourmillait une multitude de fonctionnaires, rédigeant notes, rapports et

lettres, noircissant des centaines de milliers de pages. Chaque rapport engendrant un contre-rapport.

À la veille de son départ, l'un des derniers hauts fonctionnaires affirma que les Britanniques n'avaient jamais eu de véritable politique : celle-ci se résumait en une suite d'improvisations et d'atermoiements ²⁸. Il avait raison. Les commissions d'enquête se succédaient, prenaient connaissance de la situation et en restaient là. Le gouvernement britannique avait coutume d'adopter les conseils prodigués par les différentes commissions envoyées en Palestine, puis revenait sur ses décisions et en dépêchait une nouvelle. « Si l'on faisait une pile de tous les livres et de toutes les données statistiques établies par les dix-neuf commissions d'enquête qui tentèrent de trouver un règlement à la question palestinienne, elle atteindrait le dernier étage de l'hôtel King David », écrivit Henry Gurney, le dernier des secrétaires généraux du gouvernement mandataire ²⁹. Comme nombre de ses collègues, il quitta la Palestine déçu, amer et triste. Le dernier haut-commissaire prétendit que les Britanniques étaient partis « avec dignité ». C'était faux. Gurney quant à lui écrivit qu'ils étaient partis la conscience tranquille ³⁰. Cela dut être le cas pour un grand nombre : durant leur séjour en Palestine, ils avaient toujours veillé à jouer dignement leur rôle. De cela, David Ben Gourion aussi témoignera, avec un certain étonnement : « L'Angleterre est un bien curieux pays », observe-t-il dans ses *Mémoires* ³¹.

Le temps des illusions (1917-1927)

Jane Lancaster était une femme étrange. Anglaise, chrétienne, sans enfants, elle habitait le quartier d'Amona au sud de Jérusalem. Personne ne savait pourquoi elle était venue s'installer là. D'elle, on ne savait qu'une chose : Miss Lancaster aimait la Palestine. Une fois par an, elle allait dans les montagnes de Judée pour y planter des bulbes de narcisses et de cyclamens ainsi que des graines de coquelicots.

1. Khalil Al Sakakini et son hôte

1. Le mercredi 28 novembre 1917, au lever du jour, l'homme qui vint frapper à la porte de Khalil Al Sakakini le mit dans une situation qui risquait de le conduire à la potence. Sakakini, Arabe chrétien, était un écrivain et pédagogue réputé ; il vivait près des remparts, à l'ouest de la vieille ville de Jérusalem.

Cette nuit-là, il avait eu du mal à trouver le sommeil. À force de s'agiter dans son lit, il avait fini par se lever, et après avoir préparé son narguilé, s'était assis pour écrire une lettre.

« Le plus terrible de tout n'est en définitive pas si terrible », écrivit-il entre autres. Il était presque trois heures lorsqu'il acheva sa lettre. Sakakini regagna son lit, mais quelques minutes plus tard, il entendit des tirs de mortier qui lui parurent tout proches. Cela semblait venir de la rue. Il se releva pour réveiller son épouse Sultana, et ils montèrent au dernier étage pour écouter ce qui se passait : les salves semblaient venir de l'ouest, du quartier de Mea Shearim. Sakakini comme sa femme ne pouvaient rien distinguer. Il était déjà près de quatre heures et demie et ils retournèrent se coucher, pensant pouvoir s'assoupir encore une heure ou deux. Des coups de canon se mirent soudain à retentir. Ils étaient si proches que l'on aurait cru des coups de tonnerre. « Nous crûmes que la maison allait s'écrouler sur nos têtes », écrivit Sakakini dans son journal ¹. Les Britanniques progressaient rapidement. Le Premier ministre Lloyd George voulait conquérir Jérusalem avant Noël ².

Aux premières lueurs du jour, alors que Sakakini se préparait à faire couler son bain, il entendit tambouriner contre sa porte. Il descendit ouvrir et se retrouva nez à nez avec Alter Levin, un agent d'assurance juif. Les deux hommes se connaissaient. Levin venait chercher asile auprès de lui. La police turque était à ses trousses, expliqua-t-il, et en tant que citoyen américain il

risquait d'être expulsé. Les nuits précédentes il était passé de porte en porte cherchant asile, mais il n'avait désormais plus où aller.

Les ennuis de Levin avaient commencé au mois d'avril avec le départ de Jérusalem du consul américain et l'entrée en guerre des États-Unis. Le consul Ballobar avait, lui aussi, conseillé à Levin de quitter la ville lequel était allé s'installer à Petah Tiqvah. Sa famille, elle, s'était fixée à Rehovot. En septembre, le vice-consul d'Espagne ³ lui avait écrit pour le prévenir que les autorités le soupçonnaient d'espionnage ^{3 4}.

Levin était en effet un homme mystérieux. Il voyageait souvent et cultivait de nombreuses relations avec un grand nombre de diplomates. Ami du consul américain Otis Glazebrook, il lui rendait très probablement compte de la situation locale. Toutefois, dans l'abondante masse de documents qu'il laissera, il n'est pas fait la moindre allusion à d'éventuelles activités d'espionnage. Dès qu'il en avait l'occasion, il revenait à Jérusalem. Un beau jour, sans que l'on sache véritablement pourquoi, il fut arrêté. À cette époque, de nombreuses personnes l'étaient sans raison précise. Peut-être sa citoyenneté américaine en était-elle la cause ; les Américains étaient alors systématiquement expulsés ⁵. Ou peut-être était-ce dû à la publication de son recueil de poèmes aux relents sionistes ⁶.

Levin réussit à se faire libérer en soudoyant l'un de ses geôliers, mais continua pourtant à être recherché. « Mon père, dès lors, vécut dans la clandestinité en se cachant chez des amis, car il craignait de rester trop longtemps dans un même lieu de peur d'être découvert ⁷ », écrira quelques années plus tard sa fille Shulamit. Sa femme et ses trois filles durent, elles aussi, se cacher : « Là où nous nous trouvions le matin nous n'étions déjà plus l'après-midi, et là où nous passions la nuit, nous ne restions pas la matinée. »

La police finira pourtant par les retrouver. La petite fille assista à l'arrestation de sa mère et à son passage à tabac par la police pour la contraindre à dénoncer son mari. Le consul Ballobar confirma qu'elle fut violemment torturée et que son incarcération avait ébranlé ses nerfs et lui avait fait perdre, semble-t-il, quelque peu la raison ⁸. Pendant ce temps, Levin allait frapper à la porte de Khalil Al Sakakini, « un professeur arabe ami », comme il le désignerait plus tard ⁹.

« Dieu me garde d'avoir sous mon toit un espion », pensa alors Sakakini stupéfait. Mais sa conscience l'y obligeait. Jamais il n'avait eu à prendre une décision d'une telle importance ¹⁰.

2. Trois années plus tôt, quelques jours après que la Turquie se fut alliée à l'Empire germanique et fut entrée en guerre, une foule se pressait sous les fenêtres du consul d'Espagne à Jérusalem. Ce dernier, Antonio de la Cierva Lewita, comte de Ballobar, était sorti sur la véranda. Il reviendra plus tard, dans son journal, sur cette manifestation de sympathie des habitants de la ville à l'égard du pouvoir. Lors de l'appel à la prière à la mosquée El Aqsa, l'entrée en guerre de la Turquie avait été qualifiée de Djihad ⁴. La communauté juive s'était empressée elle aussi de faire allégeance : tous ses membres étaient coiffés de tarbouches et, à leur corps défendant, étaient devenus patriotes, racontera plus tard Meir Dizengoff, le premier maire de Tel-Aviv. À l'annonce de la noyade du ministre britannique de la Guerre Kitchener, les rues avaient toutes été pavoisées. Le consul d'Espagne relate dans son journal la consternation dans laquelle les chrétiens de la ville avaient alors été plongés ¹¹.

Pendant ce temps, Khalil Al Sakakini s'apprêtait à célébrer en grande pompe le premier anniversaire de son fils Sari. La fête avait dû être annulée. « En raison des circonstances, écrivit-il, nous ne pouvons que lui adresser mille baisers. » Comme beaucoup d'autres, il croyait que le conflit serait de courte durée. Si Dieu le veut, pensait-il, nous lui ferons une belle fête pour son prochain anniversaire ¹². Comme la plupart des Juifs, il craignait, lui aussi, d'être appelé sous les drapeaux et faisait tout ce qui lui était possible pour échapper à l'armée.

Nombre de ceux qui émigraient en Palestine ne voulaient pas renoncer à leur citoyenneté d'origine. Parmi eux se trouvaient des milliers de Juifs, citoyens russes pour la plupart. La guerre les plaçait devant un cruel dilemme : soit ils quittaient le pays ou attendaient d'être expulsés, soit ils prenaient la citoyenneté ottomane et devaient s'enrôler dans l'armée. La peur de l'expulsion les conduisit en masse à choisir la nationalité ottomane en dépit des obligations militaires. Les sionistes, dont l'objectif était d'empêcher à tout prix que la population juive de Palestine ne s'étiolle, se trouvaient à l'origine de ce ralliement unanime. Parmi leurs militants, deux personnalités éminentes contribuèrent grandement, à l'instar de Chaïm Weizmann, à promouvoir le sionisme politique : le linguiste Eliezer Ben Yehoudah, instigateur de « la renaissance de la langue hébraïque », et David Ben Gourion, qui, âgé d'une vingtaine d'années, faisait ses premiers pas en politique dans un petit parti ouvrier.

Lorsqu'il exhortait les Juifs à embrasser la nationalité turque, Ben Gourion, coiffé lui aussi du tarbouche, avait l'allure d'un fonctionnaire. Il

disait « notre État » en évoquant l'Empire ottoman, croyait en la victoire des Turcs et espérait pouvoir à la fin de la guerre établir en Palestine une entité autonome juive. Aussi proposa-t-il de constituer des brigades juives au sein de l'armée turque et s'opposa-t-il à leur présence dans l'armée britannique ¹³. « Peut-être nous sommes-nous trompés, peut-être que non », écrira-t-il plus tard ⁵.

En dépit des quotas imposés par les autorités ottomanes restreignant l'immigration juive et limitant l'acquisition de terres, le mouvement sioniste avait marqué de nombreux points : pendant les dix années qui avaient précédé la guerre, des dizaines de milliers de Juifs étaient venus s'installer dans le pays. Les autorités les avaient autorisés à fonder les premières fermes collectives et à développer un réseau éducatif indépendant ¹⁴. Mais les persécutions dont les sionistes faisaient l'objet s'étaient, au fil du conflit, aggravées.

La majorité des Juifs qui vivaient alors en Palestine ne soutenaient pas encore le sionisme et nombreux étaient ceux qui le considéraient avec méfiance, en particulier les membres de « l'ancien Yishouv », composé en grande majorité d'orthodoxes. « Un abîme sépare les deux parties du Yishouv », écrivait Ben Gourion, déterminé à déclarer la guerre à « ces traîtres de rabbins ». Ils dénigraient le sionisme et vitupéraient son mode de vie séculier, craignant que le sionisme militant ne conduise les autorités à s'en prendre à tous les Juifs et voyant dans son renforcement une menace pour l'hégémonie communautaire ¹⁵. Djamal Pasha, l'homme fort du pays, ne l'ignorait pas. Il n'avait cessé de répéter aux Juifs que son opposition au sionisme n'avait rien à voir avec de l'antisémitisme. Le consul Ballobar rapporte dans son journal les racontars que l'on colportait sur son compte : Djamal Pasha avait épousé une juive. (Quelques mois plus tard, la chose lui sera confirmée de la bouche même de l'intéressé.) Mais le bruit courait dans les ruelles de la vieille ville qu'elle était une prostituée ¹⁵. Djamal suivait attentivement les velléités nationales arabes. Ballobar fit une description terrifiante des premières victimes nationalistes arabes. Le pouvoir ottoman avait coutume d'exhiber aux portes de la ville les corps des pendus suppliciés. Ballobar pouvait les apercevoir des fenêtres du consulat. Il put même un jour identifier un de ces corps : c'était l'une de ses connaissances, le mufti de Gaza. Un jour, Djamal avait menacé Ballobar de l'envoyer à la potence. Le consul avait trouvé la plaisanterie de fort mauvais goût ¹⁷. Les deux hommes se fréquentaient régulièrement. Ils avaient l'habitude de se promener ensemble à cheval dans le désert de Judée. Djamal était souvent l'hôte du consul qui habitait en face du Couvent éthiopien, dans la partie ouest de

Jérusalem, près de la maison d'Eliezer Ben Yehoudah. Ballobar lui préparait de somptueux repas. Ils buvaient du champagne, puis allaient s'installer sur la terrasse pour fumer le cigare et jouer au poker jusqu'à une heure avancée de la nuit.

Le comte de Ballobar, qui au début de la guerre avait tout juste vingt ans, avait une mère juive : son père l'avait rencontrée alors qu'il était attaché militaire auprès de son ambassade à Vienne. C'était un homme mince, de petite taille, arborant une épaisse moustache sous un long nez. Il se répandait dans le monde en costume élégant, coiffé d'un Panama. Il laissera le souvenir d'un homme « de belle prestance » ¹⁸. Une femme de son pays rencontrée alors qu'elle faisait un pèlerinage à Jérusalem devint sa compagne.

Ballobar avait particulièrement à cœur le respect des monastères et des églises, mais il œuvrait aussi beaucoup en faveur des Juifs ¹⁹. La politique locale apparaît sous sa plume comme un kaléidoscope, haut en couleurs, d'intrigues, de complots, de manœuvres perfides et surnoises ourdis par les pachas et les patriarches, les officiers et les consuls, les commerçants et les agents secrets, se flattant et s'abusant les uns les autres, médissant à l'envi sur leurs hôtes, colportant des on-dit, soudoyant et espionnant à loisir, profitant du sous-développement du pays et de la corruption du pouvoir ottoman à l'agonie. Jusqu'à la fin de la guerre, Ballobar représentera simultanément une douzaine d'États dont certains étaient en conflit les uns contre les autres, parmi lesquels : l'Empire russe, l'Empire austro-hongrois, l'Empire germanique, la France, l'Empire britannique et les États-Unis. On trouve dans l'histoire de la diplomatie peu d'exemples comparables au destin de cet homme que la neutralité de son pays avait fait devenir le représentant de tant de nations différentes ²⁰.

Le jeune comte, homme d'une grande sagacité et fin observateur, comme en témoigne son journal, s'acquittait de sa charge avec une autodérision non dénuée de charme. Les Turcs s'apprêtaient à prendre possession du canal de Suez. De l'autre côté du front, le plus génial de tous les charlatans, Lawrence d'Arabie, fomentait ses intrigues. « Nous nous retrouverons de l'autre côté du canal, ou alors nous nous rencontrerons au ciel », avait dit Djamel Pasha à Ballobar. Le diplomate pensait que la seconde hypothèse était la plus plausible, mais il s'était bien gardé de faire part de ses sentiments à son interlocuteur.

De ce qu'il avait pu observer il avait beaucoup appris : les soldats turcs offraient un spectacle pitoyable. Leurs uniformes étaient grossièrement rapiécés et la discipline dans leurs rangs laissait à désirer. Ballobar avait un

jour surpris parmi eux un soldat transportant de l'eau potable dans un landau probablement dérobé dans une des cours avoisinantes. Un peu plus tard, le consul consignait ce qu'il avait pu voir à la sortie sud de la ville, sur la route de Bethléem : un groupe de femmes et d'enfants avait été recruté pour des travaux de force et creusait des tranchées pendant qu'un soldat turc, censé veiller au bon déroulement des opérations, tricotait ! Avec une telle armée, n'avait-il pu s'empêcher de penser, les Turcs n'avaient aucune chance de triompher.

En janvier 1917, cinq camions remplis de soldats avaient fait halte devant la maison de Ballobar. Ils étaient restés là toute la journée. Il tombait une fine pluie désagréable. Le consul remarqua qu'ils n'avaient rien mangé de la journée. Vers cinq heures de l'après-midi on leur avait distribué à chacun un maigre petit pain et une soupe de lentilles. Ballobar observant ces jeunes gens affamés, prêts à lever le camp vers le désert pour sauver l'Empire, avait été pris de pitié ⁶ 1. Ils n'avaient, aucune chance : sans la supériorité militaire de l'armée britannique qui bientôt allait les anéantir, la faim aurait eu raison d'eux. Parfois des soldats se livraient en ville à des pillages. Il leur arrivait même d'égorger pour les manger des chameaux censés les conduire au front. Un enfant de Jérusalem se rappellera, plus tard, comment en chemin vers le *heder* ⁶, un soldat turc s'était jeté sur lui pour lui arracher des mains une moitié de pita ²².

De nombreux soldats turcs désertaient. Bertha Spafford Vester, la fille des fondateurs de la Colonie américaine, fut témoin de l'entrée en ville de ces soldats enchaînés par leurs officiers ²³.

3. Quelque temps après l'échec des Turcs dans leur tentative de conquérir le canal de Suez, les Britanniques essuyèrent un échec cuisant en tentant de s'emparer de Gaza. Ils s'y reprirent à deux fois mais furent refoulés. Les deux batailles pour la conquête de la ville, au printemps 1917, coûtèrent dans chaque camp la vie à des milliers de soldats ²⁴. Ses habitants durent l'évacuer. « La panique qui s'était abattue sur les habitants de Gaza avait gagné tous ceux de Palestine », écrivit Moshe Smilansky, un écrivain-paysan ayant beaucoup fréquenté les Arabes : « À quoi sert cette expulsion ? Tout le pays devra-t-il être évacué avant l'arrivée des Anglais ? Des milliers d'exilés affamés et hagards encombraient les routes. »

Une femme lui rapporta comment la population avait été expulsée. Les soldats turcs allaient de maison en maison et, armés de fouets, menaçaient les occupants et les forçaient à partir sans leur permettre de prendre quoi que ce soit. D'après Smilansky, près de quarante mille personnes furent chassées de

Gaza. L'historien arabe Araf Al Arif, qui deviendra gouverneur de la ville, estimait quant à lui le nombre de personnes déplacées à vingt-huit mille. Environ dix mille personnes avaient déjà quitté la ville. Plusieurs familles juives se trouvaient parmi les expulsés.

Les exilés fortunés purent s'installer à Hébron, à Ramla ou à Lod. Les plus nécessiteux se dispersèrent dans différents sillages ou se réfugièrent dans des vergers et dans des champs. Smilansky prétendit que les autorités avaient envisagé d'installer un certain nombre de ces réfugiés dans des fermes agricoles juives, avant d'y renoncer. Nous avions quelques craintes à l'égard de tels hôtes, écrivit Smilansky, en raison de l'indigence, de l'insalubrité et de l'anarchie ambiante. Mais nous compatissions malgré tout à leur sort. Il valait mieux qu'ils expulsent les Arabes chez nous, plutôt que de nous envoyer chez eux ²⁵. » Quelques semaines plus tard, les habitants de Jaffa et de Tel-Aviv furent à leur tour contraints d'abandonner leurs maisons. Certains trouvèrent refuge chez les Arabes.

À cette époque quelque cinquante mille personnes, dont dix mille Juifs, habitaient Gaza. Près de deux mille Juifs vivaient à Tel-Aviv, banlieue fleurie des environs. Les autorités avaient décrété que l'évacuation de la population de Jaffa s'avérait nécessaire pour sa propre sécurité. Djamal Pasha la justifia comme à son habitude : il était impossible d'en découdre en entendant les femmes et les enfants crier, déclara-t-il au consul Ballobar. Ce dernier estimait que le pouvoir allait s'en prendre principalement aux Juifs de la ville et profiterait de l'évacuation pour porter préjudice aux sionistes. L'avenir lui donna raison ²⁷. Quelques jeunes Juifs furent autorisés à rester pour garder les maisons. Les autres durent partir ²⁸.

L'évacuation dura deux semaines. Au début, tout se passa dans le calme, mais ce fut bientôt la plus grande confusion. Un correspondant local décrit une foule hébétée, des chevaux, des mules et des monceaux de paquetages jonchant les rues. Hommes, femmes et enfants juchés sur leurs balluchons attendaient dehors jour et nuit qu'une charrette vienne les chercher. Elles se succédaient par centaines, chargées de pianos, de tapis et de meubles, débordant de bibles, de blé et autres denrées alimentaires, en ne laissant derrière elles que les excréments des animaux. Smilansky raconte même avoir vu un âne attelé à un landau, conduit par deux enfants ²⁹.

Avant de quitter sa maison du 11, rue Herzl à Tel-Aviv. Mordekhaï Ben Hillel Ha Cohen eut un dernier regard pour les deux lauriers roses de son jardin, situés dans la véranda près de la fontaine. Quelques jours encore et leurs fleurs allaient exhaler leur doux parfum, songea-t-il, mais qui donc en

profiterait. Les roses aussi allaient être perdues. Il eut du mal à retenir ses larmes. Ha Cohen, homme d'affaires, homme public et écrivain était l'un des bâtisseurs de Tel-Aviv. Il se promet de revenir, mais eut besoin de toute la passion nécessaire pour s'en convaincre : « Toute notre existence s'est effondrée », écrivit-il ³⁰. Tel-Aviv est sinistrée, nota quant à lui Smilansky, il règne dans les rues un silence de mort. Une épidémie de la force d'une tempête semble l'avoir dévastée... – Un correspondant local reprit comme titre un graffiti tracé sur un mur par une main d'enfant : Adieu Tel-Aviv ³¹.

La plupart des Juifs en exil se réfugièrent d'abord à Petah Tiqvah. Quelque temps plus tard, ils furent contraints de remonter plus au nord. Parmi eux se trouvait le professeur et écrivain Yosef Chaïm Brenner, ancien secrétaire de Mordekhaï Ben Hillel Ha Cohen, qui sur la route de Galilée avait aperçu une femme gisant à terre avec à ses côtés un bébé mort.

De nombreux exilés étaient logés dans des conditions extrêmement précaires. Au bout de quelques semaines, une épidémie de typhus se propagea. Une catastrophe en appelle une autre », écrivit Smilansky ³⁵.

Quelques jours après l'évacuation de Jaffa, Djamal Pasha convoqua en urgence les consuls qui se trouvaient encore à Jérusalem, dans une immense citadelle de pierre, sur le mont des Oliviers. Inspirée de la citadelle de Hohenzollern, elle porte le nom de l'Impératrice Augusta Victoria. Elle était censée exalter la gloire de l'Empire germanique mais personne ne savait véritablement à quoi pouvait servir cette lourde masse architecturale. Djamal avait installé son état-major et s'apprêtait à annoncer aux consuls sa décision d'évacuer Jérusalem, comme il l'avait déjà fait pour Gaza et Jaffa. Mais le consul d'Espagne évoquait dans son journal une intuition qui devait s'avérer juste : les Allemands allaient contraindre les Turcs à préserver l'intégrité de Jérusalem et à l'évacuer sans livrer bataille ³³. Il ne se trompait pas : Jérusalem fut en effet épargnée.

L'expulsion de Jaffa et de Tel-Aviv avait fini par entamer la confiance des habitants dans les Turcs. « Nous ne pardonnerons pas à Djamal Pasha d'avoir commis une telle faute ! » écrivit Ha Cohen, mû aussi par des raisons personnelles : son fils David servait dans l'armée turque. Fier comme pouvait l'être un père de son grade d'officier, il réalisa pourtant lorsqu'il fut expulsé de la ville que son fils risquait sa vie pour un Empire malade et dont le monde entier souhaitait la chute.

Mordekhaï Ben Hillel (Marcus Halelovitch) Ha Cohen était arrivé à Jaffa en provenance de Moghilev en Biélorussie. Délégué du premier congrès sioniste, il fut l'un des premiers à prendre la parole en hébreu, et devint vite

un des ténors de l'establishment sioniste en Palestine. Une de ses filles épousa Ahad Ha Am et l'autre Arthur Ruppin, un des maîtres d'œuvre du peuplement sioniste en Palestine.

Lorsque lui parvint l'ordre d'évacuer la ville dans la semaine, Ha Cohen se prit à imaginer qu'il pouvait s'y opposer. « Si Djamal s'apercevait que les Juifs n'étaient pas prêts à être conduits comme du bétail à l'abattoir, écrivit-il, peut-être se rétracterait-il au dernier moment. » Mais ce n'était qu'une pensée fugace, l'expression d'une colère impuissante. « Car en définitive, que pouvait faire le troupeau face aux loups du désert ? » Tel était le choix auquel plus d'une fois la communauté sioniste se trouva confrontée : faiblesse ou force, prudence ou résistance, fierté patriotique mettant la population en danger ou responsabilité sioniste condamnant à l'inertie.

Mais sa propre faiblesse se retourna contre lui et il se mit à déverser sa colère sur les Arabes : beaucoup avaient réussi à rester à Jaffa malgré l'ordre d'évacuation, et nombreux furent ceux qui purent bientôt regagner leurs maisons. « Nous sommes européens, loyaux, prompts à exécuter les ordres », écrivait fièrement Ha Cohen quelque peu désabusé. Déjà à l'époque, témoin du crépuscule de l'Empire ottoman, il avait pu préjuger des problèmes fondamentaux de l'existence juive dans le monde et de l'avenir du rêve sioniste en Palestine. L'existence juive en Diaspora ne lui inspirait que du dégoût. Mais les Juifs de Palestine avaient besoin du soutien de leurs coreligionnaires de Diaspora et devaient les convaincre de quitter leur pays d'origine pour venir s'installer en Palestine.

Cette dépendance s'accrut au fur et à mesure que la guerre se prolongeait et que la famine s'étendait à travers le pays. C'est à cette époque que fut créé le Joint, grande organisation juive caritative dont le siège était à New York. Ce lien de dépendance vis-à-vis de la Diaspora ne faisait qu'attiser le ressentiment de Ha Cohen. La réticence des Juifs allemands quant à l'aide nécessaire à apporter aux expulsés de Jaffa, devant prendre en compte la position de leur propre gouvernement, lui fit même tenir des propos antisémites : « Nos "youpins" des pays assimilés détectent toujours de leurs longs nez d'où vient le vent », écrivit-il. Bien qu'éprouvant un profond mépris pour les Juifs de Diaspora, Ha Cohen ne cessa jamais d'être l'un des leurs. Dix ans s'étaient écoulés depuis qu'il se trouvait en Palestine, mais il continuait de lire *Die Jüdische Rundschau*, la gazette des Juifs allemands, et ne se sentait plus de joie lorsqu'il tombait par hasard sur des journaux russes évoquant la Révolution. « Que de miracles se produisent là-bas en ce moment, dans notre patrie si proche et si lointaine », écrivit-il, redoutant qu'en obtenant l'égalité des droits, les Juifs russes ne viennent plus s'installer

en Palestine, n'ayant plus aucune raison de partir de chez eux. Mais ayant lu que le Tsar avait renoncé à sa couronne et qu'un gouvernement provisoire avait été constitué, il nota dans son journal : « Notre Salut est imminent ! » comme s'il n'habitait pas Tel-Aviv au bord du Yarkon, mais se trouvait toujours sur les rives du Dniepr ³⁴. C'était là une des caractéristiques des nouveaux arrivants de Palestine, dont un grand nombre était sioniste : il s'agissait avant tout d'une génération d'émigrants.

Dans les fermes collectives sionistes, de nombreux ouvriers ne mangeaient à cette époque qu'un jour sur deux. La soupe populaire était pourtant servie aux indigents, mais cela ne suffisait pas. Beaucoup mouraient du choléra. Le comte de Ballobar décrit avec force détails la propagation de l'épidémie. Il cessa de se brosser les dents de peur que l'eau du robinet ne soit contaminée. Smilansky relate sa visite à Mea Shearim, d'où il ressortit profondément troublé : « Dieu ! écrit-il. Quelle misère noire ! Comment cela peut-il seulement exister ? Comment peut-il y avoir des endroits si insalubres et si sombres ? Des vieillards faméliques, des enfants gémissants dont le visage exprime le drame terrible de la faim : ces pleurs incessants et misérables sont l'expression de la faim qui les torture. Ils sont tous presque nus ou en guenilles, rongés par la vermine. [...] Leurs corps, de la tête aux pieds ont traîné dans la fange, et sont couverts de coups et de blessures. [...] Comment des hommes peuvent-ils vivre ainsi sans se donner la mort ! » Selon une autre source, beaucoup se suicidèrent en se jetant des toits ou en se noyant dans des puits pour ne pas être témoins de l'agonie de leurs propres enfants.

Les nombreuses déambulations de Smilansky à travers les villages arabes lui permirent d'établir que le tiers de la population mourait de faim ou de maladies graves. « En travers des chemins, écrivait-il, sous des clôtures, dans des canaux ou dans des puits gisent des cadavres. Il arrive qu'un homme tombe malade et reste au milieu d'un champ ou sur une route un ou deux jours, puis finisse par mourir sans que personne ne soit venu le secourir. » Bertha Spafford Vester raconta avoir vu des femmes arabes s'introduire dans la cour de la Colonie américaine pour vendre leurs bébés en échange de nourriture. Boris Shatz rapporta ce qu'une femme juive lui avait raconté. Ayant remarqué que le chien de sa voisine ne cessait d'aboyer depuis plusieurs jours, elle s'était approchée de la maison pour voir ce qui s'y passait. « Lorsqu'elle ouvrit la porte, écrivit Shatz, elle vit trois enfants morts couchés sur le sol. La mère et sa fille aînée étaient assises enlacées à l'écart sur de vieilles hardes. En avançant, elle fut saisie d'effroi en constatant qu'elles aussi étaient mortes. Tétanisée, elle s'enfuit pour appeler à l'aide,

laissant la porte ouverte derrière elle. Lorsque les secours arrivèrent, ils trouvèrent le chien qui avait déjà eu le temps de dévorer un des enfants... » Izzat Darwazza, un des dirigeants du mouvement nationaliste arabe de Palestine, témoigna avoir vu des femmes manger leurs bébés ³⁵. Au cours de la guerre cent mille personnes périrent en Palestine, dont trente mille Juifs. Certains furent tués, d'autres moururent de faim, d'autres encore prirent la fuite, s'exilèrent ou furent expulsés ⁷. Beaucoup de ceux restés dans le pays appelaient de leurs vœux la venue des Britanniques ³⁶.

4. Laissant l'Égypte derrière eux, les Britanniques se dirigeaient désormais vers le nord, en passant par le désert du Sinaï, et progressaient au rythme de la construction du chemin de fer et des canalisations d'eau qui nécessitèrent la mobilisation de cinquante-six mille hommes et trente-cinq mille chameaux. À partir du mois de juin 1917, le général sir Edmund Allenby, grand escogriffe au nez aquilin reflétant assez le charisme, la soif de pouvoir et la puissance qui le caractérisaient, prit le commandement des forces britanniques. Ses soldats l'adulaient. Il donnait ses ordres de sa tente qu'il avait plantée sur le front. Descendant d'Oliver Cromwell, c'était un soldat hors pair, âgé déjà de cinquante-six ans, passé maître dans l'attaque surprise et convaincu des ressources infinies de la cavalerie. Avant d'arriver en Palestine, il avait combattu en Afrique du Nord et en France.

Allenby était un grand lecteur de la Bible et s'intéressait à l'histoire, la géographie, la faune et la flore du pays qu'il s'apprêtait à conquérir. Dans les lettres adressées à sa femme il évoquait les oiseaux et les arbres, et décrivait les êtres qu'il côtoyait avec le regard d'un anthropologue. « Ils semblent tous directement sortis de la Bible », écrivait-il. Son biographe prétend que les oiseaux, les animaux et les fleurs le passionnaient davantage que ses soldats. À la fin du mois d'octobre 1917, ses troupes entraient dans Beer Sheba et Gaza ³⁷.

Cette bataille engendra l'une des plus célèbres anecdotes de l'histoire du renseignement, avec pour héros le colonel Richard Meinertzhagen. Ce dernier avait pour mission de convaincre les Turcs que les Britanniques allaient revenir attaquer Gaza. En réalité, ils s'apprêtaient à prendre d'abord Beer Sheba. Meinertzhagen rapporta cette histoire dans son journal : « [...] Je fabriquai le faux journal d'un officier d'état-major dans lequel j'écrivis toutes sortes d'inepties sur nos projets et nos difficultés. Puis je pris la route du nord-ouest en direction de Beer Sheba pour remettre le journal entre les mains de l'ennemi. Je rencontrai en chemin une patrouille turque qui se lança à ma poursuite. Prenant la fuite au galop et les ayant distancés d'un mille environ,

ils cessèrent de me poursuivre. Je m'arrêtai alors et tirai des coups de feu dans leur direction. Ils repartirent à mes trousses en faisant feu sur moi. Je laissai tomber ma sacoche, mes jumelles et la gourde qu'elle contenait ainsi que mon pistolet que j'avais pris soin de tacher du sang frais de mon cheval pour qu'ils me croient blessé. Lorsqu'ils se furent suffisamment rapprochés, je fis encore tomber une autre sacoche dans laquelle se trouvaient mon journal, différentes cartes et mon déjeuner. J'aperçus l'un d'eux la ramasser ainsi que mon pistolet et je pris la fuite, léger comme une plume. S'ils tenaient compte des notes de mon journal, nous courions droit à la victoire... »

Selon Meinertzhagen tout se passa comme prévu : l'assaut donné sur Beer Sheba avait surpris les Turcs. Cette histoire se répandit comme une traînée de poudre. Un responsable de l'armée allemande crut bon de la démentir.

Meinertzhagen eut encore recours à un autre subterfuge pour tromper l'ennemi. Au coucher du soleil, des avions britanniques survolaient les différentes bases des forces turques en larguant des cigarettes d'opium. Allenby avait interdit cette pratique, mais selon Meinertzhagen ils continuèrent à agir de la sorte sans lui en rendre compte. « Le 6 novembre, une grande partie de l'armée turque à Sarihah et Gaza semblait comme hébétée et plongée dans une profonde torpeur. Certains des prisonniers ne pouvaient même pas parler, et de toute façon n'auraient pu opposer la moindre résistance ³⁸. »

Les combattants britanniques souffraient particulièrement de la chaleur. « Nous venons d'achever la seconde étape de notre long périple, écrivit un soldat en plein désert. Je ne pourrais pas dire que je sois particulièrement heureux en ce moment. J'écris sous une tente répugnante ; il fait parfois jusqu'à quarante degrés à l'ombre. Si tu observes attentivement les quelques taches sur le papier, tu comprendras d'où elles viennent. Avant que je ne m'asseye pour t'écrire, j'ai dû chasser un serpent de ma tente, adorable créature de quarante-cinq centimètres de longueur. Une autre bête repoussante, de vingt-cinq centimètres, vient de sauter sur ma jambe. Je pense qu'il s'agissait d'un lézard, mais elle est partie si vite que je n'ai pas eu le temps de l'identifier. C'est un endroit extraordinaire, avec une multitude de bêtes qui grouillent autour de toi et où même les mouches inspirent la sympathie : je suis couvert de piqûres et de morsures ³⁹. »

Les troupes d'Allenby comptaient soixante-quinze mille fantassins, dix-sept mille cavaliers et quatre cent soixante-quinze canons. Plus de la moitié avait participé à la bataille de Beer Sheba. Gaza, elle, fut défaite et détruite presque dans sa totalité. Six tanks avaient participé à l'assaut ⁴⁰. Les troupes

continuèrent d'avancer vers le nord. Deux semaines plus tard, à la mi-novembre, elles atteignaient Jaffa.

Les premiers soldats britanniques à pénétrer dans la ville furent particulièrement étonnés de pouvoir manger du pain frais et de prendre un bain. « C'est l'Europe ! C'est l'Europe ! » s'exclamaient-ils. Mordekhaï Ben Hillel Ha Cohen, qui s'était empressé de rentrer chez lui, prit cela pour des compliments : les Britanniques n'imaginaient pas trouver dans cette Asie arriérée une ville si ordonnée, aux si belles maisons et aux rues si propres et si bien tracées, écrivit-il avec fierté dans son journal.

Certains se livrèrent au pillage, s'introduisant dans les maisons de Tel-Aviv dont les occupants n'étaient pas encore revenus, saccageant les meubles, profanant les livres, arrachant portes et linteaux des fenêtres pour s'en servir comme bois de chauffage. L'une des plus anciennes habitantes de la ville raconta que sa mère avait au dernier moment réussi à sauver un piano dérobé par des soldats. Elle avait eu également vent de « plusieurs incidents regrettables dont avaient été victimes des petites filles ». Ha Cohen et ses compagnons à la tête de la communauté de Jaffa allèrent se plaindre auprès des officiers qui leur « suggérèrent » de renoncer à leurs doléances. Dans le cas contraire, les pillards risquaient d'être conduits devant un tribunal et condamnés à mort. Ha Cohen et ses compagnons préférèrent renoncer : il n'y avait pas d'autre choix que d'assister avec compassion à la sauvagerie des soldats, écrivit Ha Cohen. « Peut-être prennent-ils Tel-Aviv pour une bourgade allemande, ajouta-t-il pour se consoler, avec eux ils ont apporté ordre, loi, et discipline. » Il conclut : « Nous avons été sauvés, nous sommes rachetés ! »

De nombreux soldats parmi les premiers à entrer en Palestine étaient australiens. « Ils sont sympathiques et ont de bonnes têtes, écrivait Ha Cohen. On dirait de grands enfants. » « Les Australiens étaient généreux et serviables », écrira plus tard une des habitantes de la ville, qui à l'époque était encore une petite fille : « Un jour, alors que je sautais à la corde devant la maison, un Australien est venu jouer avec moi. Nous avons ri ensemble. Il a pris la corde pour me faire sauter avec lui, puis il m'a donné une grande barre de chocolat. » Ils étaient venus avec un orchestre à qui se joignit Moshe Hopenko ⁴¹, le premier professeur de violon de Tel-Aviv.

Le premier Australien que Moshe Smilansky aperçut était en train d'arpenter un verger. « Issu d'un peuple de bergers, ce soldat s'était porté volontaire dans une armée qui allait conquérir la Palestine, écrivit-il. Enfant, on lui avait enseigné la Bible comme à ses camarades d'école, et il savait que

la terre biblique avait été volée aux Fidèles du Livre et se trouvait sous le joug de l'occupant turc. [...]. » Lorsque le premier conflit mondial éclata, le peuple australien fut appelé à se porter volontaire et les femmes entreprirent des collectes pour la guerre en Palestine. Il décida alors lui aussi de prendre les armes avec la bénédiction de sa mère et de sa sœur : « Va rendre sa patrie à un peuple sans terre », l'avaient-elles encouragé. Smilansky fit entrer le nom du jeune homme dans l'Histoire : Sid Sheerson ⁴². Mais la guerre n'était pas encore terminée. Des avions allemands bombardaient Jaffa et Petah Tiqyah passait de mains en mains pendant qu'Allenby se dirigeait déjà vers sa nouvelle destination : Jérusalem. Les Britanniques progressaient suivant deux axes principaux : l'un devant les conduire du sud au nord, parallèlement à la route d'Hébron et le second le long de la route de Jaffa en venant de l'ouest.

Les Turcs ripostèrent : ils parvinrent à stopper l'avancée des Britanniques vers Jérusalem et même à les refouler. Ils s'étaient postés dans des fortifications aux flancs des montagnes de Qastel et de Nabi Shemu'el. Les Britanniques arrivaient en contrebas. De toute part il y eut des combats directs, au corps à corps, à l'épée et à la baïonnette. « Il n'est pas facile de maîtriser d'une main un cheval au galop, qui se cabre et s'emballe, et de l'autre manier l'épée, écrivit un des officiers britanniques... Les pistolets et autres armes rendaient plus difficile encore de pouvoir toucher le Turc qui esquivait les coups. Il fallait le frapper encore et encore, sans arriver à atteindre ma cible, jusqu'à ce que finalement, manquant de rapidité, il ne puisse plus m'échapper. [...] On me demanda plus d'une fois ce que j'avais ressenti dans de tels moments. Les seules fois où je n'ai pas éprouvé de peur, ce fut avant les assauts. J'étais bien trop occupé et en proie à une trop forte émotion. Un peu comme après avoir bu du champagne à jeun ⁴³. »

Les Britanniques étaient bien organisés. Contrairement aux Turcs, ils ne souffraient pas de la faim. Ils recevaient leur ravitaillement, ainsi que leur pain, directement d'Égypte, par le train pour la plus grande partie du trajet. Dans les derniers kilomètres de la voie ferrée, des mulets aidaient à tracter les wagons. De Beer Sheba vers le nord, le ravitaillement se faisait à dos de mulets, puis des camions étaient utilisés et la fin du transport se poursuivait à dos de chameaux. Beaucoup ne résistaient pas à la route montagneuse, aux sentiers bourbeux et marécageux. Les soldats devaient les achever pour abrégier leurs souffrances, faisant rouler leurs cadavres dans le lit des oueds. Les indigènes, comme en témoigna un des officiers, savaient accommoder leur viande en de délicieux ragoûts. Des souvenirs évoquant les combats de cette époque relatent encore la souffrance des chevaux blessés par les obus turcs. Eux aussi avaient du mal à gravir les montagnes de Judée. Allenby

donna l'ordre de faire venir d'Égypte des milliers d'ânes. Quant aux canons que les Britanniques en avaient rapportés, ils ne purent parvenir jusqu'à Jérusalem.

Mais les Turcs et les Britanniques avaient désormais un ennemi commun : l'hiver qui approchait à grands pas. Après de longues semaines de combats commencés dans la chaleur du désert, la plupart des soldats britanniques étaient encore vêtus de shorts et d'uniformes légers. Beaucoup avaient été enrôlés parmi les populations égyptienne, indienne, néo-zélandaise ou australienne, et souffraient terriblement du froid. Un de leurs généraux compara même les montagnes de Judée à l'Himalaya ⁴⁴.

L'existence poursuivait paisiblement son cours dans la ville, malgré la famine, presque jusqu'à la fin de la guerre. « Près des ruelles », écrivit Smilansky après avoir sillonné les venelles affamées de Mea Shearim, « des personnes repues demeuraient dans d'élégantes maisons [...] sans s'émouvoir du spectacle qui s'offrait à leurs yeux ⁴⁵ ». En février 1917, le consul Ballobar fut invité à un bal masqué organisé par la famille Mani. Déguisé en femme turque, tout le monde le prit pour la fille du gouverneur ce qui déclencha l'hilarité générale ⁴⁶. Des annonces publiées quelques jours plus tard dans l'un des derniers numéros de *Herout*, l'ultime journal à paraître encore, promettaient aux habitants de Jérusalem « un spectacle pour la fête de Pourim à mourir de rire », ainsi qu'une pièce humoristique et la présence d'un comique. À la fin du mois de mars au cinéma muet Pig fut projetée une aventure de Sherlock Holmes. La publicité promettait « un plaisir total de l'esprit ». Peu de temps après, le journal fut suspendu. Les caractères d'imprimerie furent confisqués sur ordre des autorités pour être transformés en munitions ⁴⁷. La ville insouciance, et pourtant totalement affamée allait connaître alors un tournant décisif : des coups de canon de plus en plus proches se faisaient désormais entendre la nuit. « Jérusalem va tomber demain ou après-demain », écrivit Khalil Al Sakakini qui ne se trompait que de deux semaines. Entre-temps, Alter Levin allait franchir le seuil de sa maison ⁴⁸.

5. En le voyant devant sa porte. Sakakini eut peur d'introduire chez lui le Juif en fuite, car il savait que s'il se faisait prendre, il serait accusé de trahison par les autorités. Mais en le laissant tomber, il renierait la tradition d'hospitalité propre à sa culture. Il était convaincu qu'en venant se réfugier chez lui, Levin cherchait avant tout à tester l'hospitalité arabe. « Il cherchait de la sorte à trouver refuge dans la culture de mon peuple, celle d'avant et après l'Islam, écrivit-il. Je dois dire qu'il me faisait honneur en venant chez moi chercher asile, car il me permettait ainsi d'incarner notre histoire et notre

culture. [...] J'espérais que mes frères se réjouiraient qu'un étranger se soit réfugié chez eux par mon intermédiaire, et je l'accueillis alors en leur nom, après qu'il eut été renié par les siens qui lui avaient fermé leurs portes [...] ⁴⁹. » Levin lui promit que personne ne savait qu'il se trouvait là. Sakakini le fit alors entrer.

Dans les jours qui subirent, ils eurent de longues conversations et apprirent à se connaître. C'étaient deux personnalités complexes, pleines de paradoxes, se débattant dans leur propre culture et leur identité. Levin, originaire de Russie, avait alors trente-cinq ans et était père de trois filles. Sakakini était né à Jérusalem. Il avait trente-neuf ans et un fils. Le père de Levin, Maurice, administrateur de biens dans la région de Minsk, était arrivé à Jérusalem au début des années trente, mais était parti peu de temps après aux États-Unis afin de collecter des fonds pour la fondation de la *yeshivah* Ets Chaïm et de l'hôpital Bikour Holim. La plus grande partie de la population hiérosolymitaine vivait alors des subsides récoltés en Diaspora par l'intermédiaire d'émissaires comme Maurice Levin. Quelques années plus tard, il avait obtenu la nationalité américaine. Son fils Alter avait huit ans lorsqu'il arriva à Jérusalem pour être envoyé à la *yeshivah* Ets Chaïm. Plus tard il rompit avec le milieu orthodoxe au sein duquel il avait grandi, mais il continua toutefois à se définir comme juif pratiquant, bien qu'il fût considéré comme traître par les orthodoxes en raison de ses activités sionistes ⁵⁰.

Khalil Al Sakakini avait fait ses études à l'école de l'Église orthodoxe grecque puis dans celle fondée par l'archevêque Blyth. Son père était charpentier, et, comme celui de Levin, avait milité au sein de sa communauté ⁵¹. Plus tard, Sakakini avait connu quelques démêlés avec le patriarche grec orthodoxe et ses fidèles. Le différend revêtant un aspect culturel et idéologique portait essentiellement sur l'hégémonie de la communauté : « Je refuse d'être sous la coupe de ces prêtres corrompus et vils et de faire partie de ce troupeau servile », dira-t-il en rompant avec cette Église. « Je ne suis pas orthodoxe ! Comme Levin, il cherchait son identité dans le nationalisme libéral, tout en restant attaché à ses racines religieuses. Dans son testament, il invitera son fils à vivre dans l'esprit du Sermon sur la montagne ⁵².

Levin était un homme d'affaires moderne, ayant l'intuition du nouvel esprit du siècle naissant dans lequel il avait grandi. Il avait débuté comme courtier dans la société de fabrication de machines à coudre Singer, révolutionnaire alors en Palestine, puis était devenu importateur de machines à écrire. Il devint ensuite courtier d'assurances pour différentes sociétés étrangères, et se spécialisa dans l'assurance vie, ce qui était aussi quelque

chose de véritablement nouveau. Il réussit tant et si bien dans ses affaires, qu'il fut bientôt connu comme le « roi de l'assurance » en Palestine. Plusieurs succursales furent ouvertes dans différentes villes du Proche-Orient. Lorsqu'il vint se réfugier chez Sakakini, c'était déjà un homme riche, propriétaire de nombreuses terres et de maisons en Palestine, mais aussi un usurier. Avant d'entrer dans la clandestinité, il avait pris soin de donner une procuration à son beau-père pour la poursuite de ses affaires ⁵³. En raison de ses fréquents déplacements professionnels à Tel-Aviv, il aurait probablement décidé de s'y installer s'il n'avait été follement épris de Jérusalem.

À l'aube de ce siècle, Sakakini était également un pionnier dans son domaine. Dans l'école qu'il avait fondée, il mettait en pratique une pédagogie révolutionnaire. L'enseignement y était dispensé en arabe, et non en turc comme cela se faisait alors. Les élèves ne devaient pas apprendre leurs leçons par cœur, mais les comprendre. Il n'y avait pas de devoirs à la maison, ni examens, ni diplômes. Sakakini prônait la « liberté de l'élève ». Rien, selon lui, n'était plus haïssable qu'un enseignement autoritaire. Les professeurs ne devaient pas sanctionner les élèves ni les humilier comme il était alors d'usage, mais plutôt les aider à s'épanouir. Les relations entre professeurs et élèves devaient être ouvertes. Il encourageait les initiatives sociales, comme la publication d'un journal écrit par les élèves, et les activités sportives, tout à fait marginales à l'époque. Près de son école, avaient été créés un internat et un jardin d'enfants, ce qui était encore révolutionnaire ⁵⁴. Sakakini et Levin pensaient tous deux fermement que le sport purifiait l'âme. Sakakini rejoignit une des loges maçonniques de Jérusalem. Letin était, lui aussi, franc-maçon.

Ces deux hommes d'action et de culture, en proie à de violents conflits intérieurs, prirent l'habitude de discuter chaque soir, jusqu'à une heure tardive. Ils pouvaient percevoir au loin le son des cloches des églises. La mélodie du muezzin appelant les fidèles à la prière était couverte par le grondement des canons. Levin rêvait qu'un million de Juifs viennent s'installer entre la Méditerranée et l'Euphrate dans le grand Israël dont parle la Bible, mais prônait aussi un État binational juif et arabe. « La Palestine est notre sœur, la lune a rendu deux peuples nomades de la nuit », écrivit-il dans un de ses poèmes ⁵⁵. Sakakini abhorrait le sionisme parce qu'il tentait de s'ériger en seul maître sur les ruines de son rival : conquérir la Palestine revenait à conquérir le cœur de la nation arabe ⁵⁶.

De temps en temps, Levin et Sakakini faisaient preuve, l'un comme l'autre, de bonne volonté. Levin affirmait alors que le rêve d'une régénération de la nation juive en Palestine était mort, car la plupart des Juifs avaient déjà

compris que la Palestine ne pouvait accueillir tout le monde. Aussi, ne pouvaient venir que deux à trois cent mille personnes tout au plus. Sakakini répondait alors que le monde était en marche vers son unité et que le jour viendrait où il ne formerait plus qu'une seule nation ⁵⁷. Mais en recouvrant, l'un et l'autre, leur lucidité, ils redevenaient conscients de leur rivalité culturelle et politique et de leurs antagonismes nationaux.

Sakakini s'efforçait de faire la distinction entre Juifs et sionistes. Pour Levin, cela n'avait aucune importance. Bien qu'ayant renoncé à la plupart de ses devoirs religieux, Levin en observait toutefois quelques-uns, et particulièrement la *casherout* (prescriptions alimentaires), comme la plupart des sionistes laïcs. C'était la raison pour laquelle il ne pouvait pas manger chez Sakakini. Son hôte écrivit dans son journal que Levin ne se contentait que de pain aux olives en buvant du thé. Il en avait été blessé : « Que Dieu te pardonne, écrivit-il, pourquoi refuser de manger à notre table ? Si ce que nous mangeons est impur, nous aussi nous le sommes. Pourquoi donc être venu chercher asile chez nous ? » Levin incarnait parfois à ses yeux tous les Juifs, et Sakakini s'exprimait au nom de tous les chrétiens : – Nombreux sont vos péchés envers nous, mais nombreux aussi furent vos sacrifices ⁵⁸ ! » Cela ne se limitait toutefois pas à un conflit culturel : Sakakini avait une bonne raison d'en vouloir à son hôte, car Levin n'avait jamais eu l'intention de se laisser mourir de faim. Un ou deux jours après être arrivé chez lui, ayant aperçu par la fenêtre un passant juif, il lui demanda de contacter sa belle-mère. L'homme avait fait ce qu'il lui avait demandé pour qu'elle lui apporte des repas *casher*. C'est ce qu'elle fit, mais deux ou trois jours plus tard, elle revenait, escortée de la police.

C'était le 4 décembre 1917, à trois heures du matin. Des cordons de police encerclaient la maison. Sakakini entendit les policiers monter l'escalier et charger leurs armes. Il ne faisait aucun doute qu'ils venaient arrêter Levin. « Je sautai hors de mon lit et me précipitai vers celui de notre ami, écrivit Sakakini. Je frappai à la porte de sa chambre, en pensant peut-être réussir à le faire fuir à temps. Mais il ne se réveillait pas. Pendant ce temps, les soldats attendaient derrière la porte et il ne me restait plus qu'à me soumettre. » Il leur ouvrit et les policiers se précipitèrent à l'intérieur. La belle-mère de Levin était avec eux. Les policiers arrêtaient Levin et Sakakini ⁵⁹.

6. Il ne restait plus au pouvoir turc que cinq jours à passer dans la ville. « Nous avons de plus en plus peur », écrivit plus tard Elisa Gidoni, qui n'était alors qu'une enfant, se remémorant les charrettes tirées par des bœufs qui transportaient des morts et des blessés turcs. Elle se demandait si elle s'en

sortirait vivante. « Les cris et les gémissements des soldats étaient terrifiants, ils perdaient leur sang le long des chemins [...] On les conduisait dans des hôpitaux de fortune à Jérusalem ou ailleurs ⁸. »

Antonio de Ballobar fut particulièrement touché par la terrible détresse du regard des blessés. Il régnait alors dans la ville quelque chose d'inhabituel, se souvint plus tard le juge Gad Frumkin : « Sur la route de Bethléem et de la gare, on pouvait voir des flots de véhicules, des mulets, des fantassins en déroute passer devant la poste et se dirigeant vers l'est, en direction de Jéricho. Cela avait tout l'air d'une retraite, d'une débandade. » Dans un des quartiers de la ville, écrivit Frumkin, un soldat turc, gisant à terre à bout de force semblait n'avoir pas mangé depuis plusieurs jours et suppliait qu'on lui apporte du pain et de l'eau. On racontait qu'à certains endroits de la ville, des soldats ottomans étaient prêts à échanger leurs armes contre du pain. Beaucoup avaient abandonné leur fusil pour pouvoir fuir plus facilement ; un grand nombre s'était enfui les pieds nus ⁶⁰.

Khalil Al Sakakini fit une description des événements tels qu'il pouvait les observer par la lucarne de sa geôle de l'Esplanade russe : « Au plus fort des combats », nota-t-il dans son journal « des obus tombaient de tous côtés, c'était l'anarchie la plus totale, des soldats couraient en tous sens, et la peur dominait ». Les derniers diplomates étrangers avaient alors déjà brûlé leurs archives et quitté la ville ⁶¹.

Dans la citadelle Augusta Victoria, la sœur Théodora demanda au général Erich von Falkenhayn ce qu'elle devait faire au cas où la foule pénétrerait dans le bâtiment après le départ du dernier Allemand. Il avait servi de quartier général et il ne restait entre ses murs qu'une poignée de religieuses. Von Falkenhayn était le commandant en chef des forces militaires de Palestine. Dans les mois qui suivirent, il s'opposa à l'idée de faire évacuer Jérusalem sans opposer de résistance. On avait compris à Berlin que la ville n'avait aucun intérêt stratégique et qu'il était préférable d'y renoncer de peur que les Allemands ne soient jugés responsables de la destruction des lieux saints. Von Falkenhayn s'était entretenu à ce sujet avec son chef d'état-major, Franz von Papen, qui plus tard, promu Chancelier, allait remettre les rênes du pouvoir à Hitler. Von Falkenhayn ne sachant trop que répondre à la religieuse lui conseilla de prier et ordonna que soit décroché du mur de l'entrée l'imposant portrait de l'empereur pour le protéger des mains de la populace ⁶².

L'anarchie la plus grande régnait dans la ville. Elle fut le théâtre d'une scène digne d'un vaudeville mettant en scène le commandant de la police turque se rendant au consulat d'Espagne pour exiger du consul qu'il lui livre

deux des dirigeants de la communauté juive, Yaakov Thon, délégué du mouvement sioniste de Palestine, et Siegfried Hoofien, son trésorier. Les deux hommes étaient menacés d'expulsion ainsi que d'autres personnalités juives. Ballobar leur avait accordé l'asile politique. En entendant le commandant de la police approcher du bâtiment, le consul leur fit signe d'aller se cacher derrière un paravent. Une fois entré, Ballobar promit de lui livrer « le lendemain » les deux hommes. Il était persuadé que dans les vingt-quatre heures les Turcs auraient quitté la ville. Les deux dirigeants sionistes derrière leur paravent étaient tétanisés, pensant que le consul avait réellement l'intention de les livrer. Ballobar décrivit cette scène avec beaucoup de verve. Thon et Hoofien resteront dans le pays, et ce dernier deviendra même « attaché » auprès du consulat ⁶³.

Ballobar continua d'organiser des dîners avec les officiers de l'armée allemande, qui, jusqu'au dernier jour, ne dérogeront pas à leurs habitudes de venir prendre, à Jérusalem, un verre de whisky avec le consul. Il notait toujours scrupuleusement ce qu'il entendait et ce qu'il voyait, mais cette semaine, lui, devant qui s'ouvraient toutes les portes et à qui l'on se confiait facilement, écrivit dans son journal : « Je n'y comprends plus rien ! » En guise de cadeau d'adieu macabre, les Turcs avaient projeté de faire sauter les moulins à blé. Le consul Ballobar ayant demandé à l'un de ses pairs de faire appeler un fiacre, se précipita jusqu'à l'état-major situé sur le mont des Oliviers et réussit à sauver les moulins. Izzat Bey, gouverneur de la ville, s'en alla détruire à coups de marteaux le dernier télégraphe. Il signa sa lettre de capitulation aux Anglais, et après l'avoir remis au maire, mit en pièces un des chars de la Colonie américaine, pour quitter, comme il se devait, la ville avec dignité.

Le 8 décembre, une violente tempête secoua les montagnes de Judée. Un épais brouillard rendait la visibilité quasiment nulle. Les forces britanniques furent contraintes de s'arrêter. Ce jour-là, elles avaient déjà dépassé Bethléem où les soldats furent accueillis en libérateurs. Une partie des troupes venait de franchir Eïn Kerem. À la tombée du jour, la tempête commença à s'apaiser.

Le comte de Ballobar monta alors sur le toit de sa maison pour contempler le paysage. Le ciel était constellé d'étoiles. Un silence enveloppait soudain la ville. Seuls les coups d'un canon résonnaient à intervalles réguliers ce qui agaçaient le consul et faisait aboyer les chiens. Ballobar entendant au loin une voiture s'efforça de deviner qui était à son bord. Il songea un instant aux temps qui changent puis rentra se coucher. Dans la nuit, d'autres tirs se firent entendre sans parvenir à troubler son sommeil ⁶⁴.

2. Alliance avec le judaïsme

1. Les Britanniques étaient entrés en Palestine dans le seul but d'infliger une défaite aux Turcs. Ils y restèrent pour empêcher les Français de s'en emparer et l'abandonnèrent aux sionistes guidés par des sentiments d'amour et de haine des « Juifs », d'adoration et de mépris, mais surtout par crainte et sans aucune considération stratégique ni arrière-pensée politique. À cela vint se greffer l'annonce officielle du soutien au sionisme, connue sous le nom de « déclaration Balfour », nullement guidée par un quelconque intérêt politique ou militaire, mais qui fut plutôt l'aboutissement de promesses fallacieuses, de préjugés mêlés à des convictions profondes : chrétiens ou sionistes, mais pour la plupart antisémites, ils croyaient que les Juifs étaient maîtres de l'univers.

La première proposition de conquête de la Palestine et d'établissement à court terme d'un État juif, fut déposée au siège du cabinet britannique moins de trois mois après l'entrée en guerre de la Turquie. Elle fut rédigée par le ministre des Postes, Herbert Samuel, juif de nature circonspecte, sioniste par conviction. Il semble qu'il ait considéré le sionisme comme un pont entre sa judéité et sa sensibilité libérale. Il avait trente-quatre ans lorsque la Grande Guerre éclata ¹.

Samuel était bien conscient des difficultés qui l'attendaient : il ne fallait pas précipiter « cent ans trop tôt » l'établissement d'un État juif, au risque de prendre un retard de plusieurs siècles, écrivit-il dans son rapport. L'époque n'était pas encore mûre pour cela. Une minorité juive ne pouvait dominer une minorité arabe : il fallait d'abord constituer une majorité juive. La Palestine ne pourrait ni accueillir tous les Juifs de la Diaspora, ni davantage résoudre le problème des Juifs d'Europe, mais elle pourrait quand même accueillir trois à quatre millions de personnes.

La proposition de conquête de la Palestine correspondait à l'état d'esprit qui prévalait alors à Londres. Lorsque, au début de la guerre, fut évoqué le

démembrement de l'Empire ottoman, l'image la plus communément utilisée était celle d'un gros gâteau à partager : un tel recevrait une « part », tandis qu'un autre devrait se contenter de telle autre. Les territoires qu'allait bientôt perdre l'Empire ottoman étaient qualifiés de « butin de guerre »². « Nous voici à un moment crucial de l'Histoire : la carte du monde va être redessinée », pouvait-on lire dans un bulletin sioniste anglais³. Plus d'une fois fut évoquée la possibilité d'échanges de territoires : si la France acceptait de renoncer à la Palestine, elle recevrait en contrepartie une quelconque colonie africaine. D'aucuns continuèrent à l'envisager plusieurs années encore après le « morcellement » de l'Empire ottoman⁴.

Il y eut peu de rapports dans le style de celui de Samuel, tenant à la fois du mythe et de la prophétie, déposés au siège du Cabinet britannique. Le ministre des Affaires étrangères, Edward Grey, le qualifia à l'époque d'envolée lyrique³. « Que l'on n'aille pas s'imaginer qu'ils n'aient pas de génies, ceux issus de la même terre qu'Isaïe, ou qu'ils ne comptent pas de héros parmi les descendants des Maccabées », écrivit Samuel paraphrasant le célèbre historien Thomas Macaulay. Il promettait que si elle pouvait s'incarner, l'âme juive reviendrait enrichir le monde. En privé, Samuel évoquait aussi la nécessité de reconstruire le Temple de Jérusalem.

L'annexion de la Palestine et son peuplement par des Juifs permettraient à la Grande-Bretagne de retrouver sa vocation historique à travers le monde, autrement dit de policer les pays sous-développés, écrivit Samuel à ses pairs. Samuel décrivait en détail la situation de la Palestine ottomane : arriérée, insalubre, aux mains d'un pouvoir tyrannique et corrompu. Depuis des siècles, le pays n'avait rien rapporté aux autres nations. Avec eux les Juifs apporteraient progrès technique et culture. La conquête britannique favoriserait quant à elle le « salut » de la Palestine en augmentant le prestige de l'Empire et en auréolant la Couronne d'un halo de « pureté ». L'opinion publique britannique en avait bien besoin : elle serait profondément déçue si la guerre devait s'achever sans succès tangible. Quelques colonies allemandes en Afrique, que la raison commandait de toute façon d'abandonner, ne suffisaient pas. En revanche, le monde protestant accueillerait avec bienveillance cette renaissance sur la terre biblique, tout comme un meilleur accès et une sauvegarde des lieux saints.

Les liens entre les Juifs et la Palestine remontent à la nuit des temps, écrivait Herbert Samuel. Cela fait mille huit cents ans qu'ils vivent dans l'espoir d'y retourner un jour. Si la Grande-Bretagne annexait la Palestine dans l'intention d'y établir un État juif, les millions de Juifs dispersés à

travers le monde, dont deux millions de Juifs américains, lui en seraient éternellement reconnaissants. On ne peut aller contre la volonté de « toute une race, écrivait-il, rappelant que de nombreuses personnalités prestigieuses, des hommes d'État, des prophètes, des juges et des soldats s'étaient distingués lorsque les juifs peuplaient la Palestine. L'âme juive revêt une spécificité psychologique » qui ne peut être ignorée.

Brièvement et de façon anodine, Samuel revenait sur le danger que pourrait représenter la conquête de la Palestine par l'une des grandes puissances européennes, en menaçant les intérêts de la Grande-Bretagne dans le canal de Suez. La France bien évidemment était visée ⁹ ⁶. Le ministre des Affaires étrangères, Grey, accueillit le document avec mépris. L'idée que les juifs du monde entier puissent se rassembler sur une même terre le faisait frémir : « Quelle extraordinaire communauté », écrivit-il goguenard. Grey affirma à Samuel qu'il avait toujours trouvé « un certain charme émotionnel » dans cette idée de donner la Palestine aux Juifs. Mais il pensait que la Grande-Bretagne devait éviter de s'embarrasser de nouvelles colonies, considérant que la Palestine ne pouvait être que source d'ennuis ⁷.

Après sa conversation avec le ministre des Affaires étrangères et après avoir consulté différentes personnalités, Herbert Samuel décida de revoir son rapport. Il biffa de la première version plusieurs phrases trop empreintes d'émotion, ajoutant que même parmi les juifs qui ne soutenaient pas ouvertement le sionisme, sa proposition était accueillie avec bienveillance. Il revoyait à la baisse le nombre de Juifs qu'il prévoyait d'installer en Palestine : non plus « trois ou quatre millions » mais « seulement trois ». Dans cette nouvelle version, il ne parlait plus de « l'annexion de la Palestine à l'Empire britannique », mais de l'établissement d'un « protectorat » britannique. Il ne s'agissait que de corrections de pure forme et le principe même de la proposition restait inchangé.

Quelques mois plus tard, se réunissait à Londres une commission interministérielle avant pour objet l'avenir des territoires que l'Empire ottoman allait bientôt céder. Les membres de cette commission n'eurent à l'esprit que des considérations purement stratégiques. La question était de savoir comment garantir l'accès vers l'Inde. C'était là l'explication communément avancée pour expliquer l'importance stratégique que revêtait la Palestine. Toutefois, le contrôle de la route des Indes n'impliquait pas nécessairement sa conquête, et l'occupation de la Palestine n'induisait pas non plus qu'il faille la donner aux Juifs. Elle pouvait tout aussi bien être remise aux Arabes. Ainsi les membres de cette commission ne se prononcèrent-ils pas en faveur de la conquête du pays.

À cette époque, la Grande-Bretagne pensait encore que le meilleur moyen de vaincre l'Allemagne passait par une confrontation directe en Europe. Elle n'avait pas encore adopté la stratégie d'en découdre en Orient même, dans ce qui restait de l'Empire ottoman. Ce que proposait Herbert Samuel apparaissait donc en contradiction avec la position officielle de la Grande-Bretagne : plutôt que de se faire l'écho des positions stratégiques défendues par ses pairs, il se faisait le chantre de leur sentiment de justice historique, de leur inclination supposée pour les Juifs, de leur vague mais réelle croyance dans leur immense pouvoir, mais aussi de leur espoir inconscient de pouvoir s'en débarrasser ⁸.

C'est ce qui conduisit la Grande-Bretagne à proposer l'Ouganda aux Juifs, quelque dix années avant le rapport de Samuel. Ainsi, l'un des partisans de Herzl à Londres s'était attaché les services d'un avocat pour aider le mouvement sioniste dans ses relations avec le Foreign Office. Il s'agissait de David Lloyd George. Quelque temps plus tard, le *Jewish Chronicle* lui attribuait une foi aveugle dans le mouvement sioniste ⁹. Samuel était également venu le consulter pour la rédaction de son rapport. Lloyd George, partisan du retour à Sion, allait devenir ministre des Finances.

2 Lloyd George faisait partie de ces Anglais ayant grandi une Bible à la main. À l'école, on m'a davantage enseigné l'histoire des Juifs que celle de mon pays, confia-t-il un jour. J'étais capable d'énumérer les noms de tous les rois d'Israël, en revanche, je pense que je ne connaissais que six ou sept noms de rois d'Angleterre. Lloyd George raconta à Ben Gourion qu'il connaissait les noms des fleuves, des plaines et des montagnes de Palestine, qu'il qualifie dans ses mémoires de « pays de Canaan ¹⁰ », avant même de connaître un seul nom topographique de son propre pays. Le retour à Sion faisait donc intimement partie de sa foi religieuse. Samuel insiste sur la force de ce sentiment dans son rapport. Edward Grey décrivit ce document comme la mise au jour d'une nouvelle version de *Tancred*.

Cette comparaison était pertinente : Tancred, héros du roman de Benjamin Disraeli, jeune comte anglais émigrant en Terre sainte, poussait l'Orient à la révolte. « Palmerston ne trouvera pas le repos tant qu'il ne se sera pas emparé de Jérusalem », était-il écrit Trente ans plus tôt, le ministre des Affaires étrangères Palmerston poussait son ambassadeur en Turquie à faire pression sur le gouvernement local afin d'autoriser les Juifs à revenir en Palestine. À Londres le *Times* dans son éditorial avait alors accueilli favorablement cette idée ^{10 11}.

Lloyd George devait écrire plus tard que la question de la Palestine n'avait absolument pas été à l'ordre du jour au début de la guerre, mais qu'elle ne fut seulement évoquée qu'à la fin du conflit. Ce n'était pas tout à fait exact. Il avait lui-même déjà suggéré sa conquête en 1915 avec un argument dénué de toute objectivité, brandi également par Samuel dans son rapport, selon lequel la conquête de la Palestine ne pouvait qu'augmenter le prestige de l'Empire britannique ¹². Ce point fut évoqué lors d'une conversation entre Lloyd George et Lord Herbert Kitchener, alors ministre de la Guerre, et qui se mit en colère. Ses propos se trouvent consignés dans le protocole : « La Palestine ne présente aucun intérêt pour nous. » Peut-être s'emporta-t-il seulement parce qu'il ne souffrait pas la contradiction ¹³. Quoiqu'il en soit, en juin de l'année suivante, Kitchener se noya emportant avec lui ses arguments stratégiques. Lloyd George que l'on avait entre-temps nommé ministre des Munitions, allait devenir un peu plus tard Premier ministre. Il pensait qu'il fallait frapper l'Allemagne par le sud et par l'est, à travers l'Empire ottoman, plutôt que de concentrer toutes les forces en Europe.

Au cours des quatre premiers mois de sa nouvelle fonction de Premier ministre, les deux premières tentatives de prendre Gaza échouèrent. Lloyd George décida d'envoyer un militaire plus expérimenté. Il pensa d'abord au général Jan Smuts qui se trouvait en Afrique du Sud, mais celui-ci préféra le ministère de la Guerre. Il choisit alors Allenby ¹⁴.

Le ministre des Affaires étrangères Edward Grey écrivit qu'en réalité Lloyd George ne s'intéressait guère aux Juifs, ni à leur passé, ni même à leur avenir : il voulait seulement éviter que les lieux saints de Palestine ne tombent aux mains des Français. Cela n'était pas vrai non plus. Lloyd George haïssait les Français et n'avait absolument pas l'intention de leur laisser la Palestine. Mais fidèle à lui-même, il détestait surtout les Juifs car ils lui faisaient peur ¹⁵.

Jusqu'à ce que Lloyd George rédige ses mémoires, à la fin des années trente, l'opinion publique en Grande-Bretagne considérait que le soutien apporté aux Juifs était une erreur. Lloyd George tenta de la convaincre de la justesse de ses vues. Six ans après l'accession des nazis au pouvoir, il aurait pu affirmer simplement qu'il avait soutenu les sionistes parce qu'ils avaient raison, comme le prouvait la persécution des Juifs d'Europe, et qu'il avait agi tout naturellement avec un minimum de justice à leur égard. Mais il avait préféré évoquer son soutien au mouvement sioniste comme une alliance contractée avec un haut responsable politique dont il fallait se garantir la sympathie. Selon lui, cela s'avérait nécessaire à cause de la guerre. En fait, il prétendait que les sionistes avaient imposé son adhésion à son gouvernement.

Il n'y avait alors aucune raison de mettre en doute sa manière de penser. C'était une prise de position éminemment antisémite.

« La race juive », comme l'explique Lloyd George dans ses mémoires, était dotée d'un pouvoir considérable, capable d'infléchir le cours de la guerre. Selon lui, les Juifs étaient guidés par leurs seuls intérêts financiers. (Ils avaient le pouvoir d'influencer les États-Unis pour qu'ils interviennent plus rapidement dans la guerre. Les Juifs, véritables instigateurs de la Révolution russe, pouvaient agir sur les relations de la Russie avec l'Allemagne. Plus vite les Russes signeraient un armistice séparé, plus vite l'Allemagne déplacerait ses forces vers le front ouest. En réalité, les Juifs offraient leurs services au plus offrant. Si les Britanniques ne s'étaient empressés de gagner leurs faveurs, les Allemands auraient pu prendre leur place.

Lloyd George croyait que la sympathie manifestée au peuple juif ne pourrait qu'être utile à la Grande-Bretagne, et que son hostilité, au contraire, ne pourrait que lui nuire. Aussi la Grande-Bretagne n'avait-elle guère d'autre choix : elle devait sceller une alliance avec le judaïsme ¹⁶.

« Je ne pense pas que l'on surestime le pouvoir international des Juifs », affirma un jour lord Robert Cecil, à l'époque vice-ministre des Affaires étrangères. C'était une opinion alors largement répandue. Voici quelles furent plus d'une fois les observations des ambassadeurs britanniques en différents endroits du monde : l'ambassadeur britannique en Turquie parlait de complot international entre Juifs, francs-maçons et sionistes, responsable de la Révolution des Jeunes Turcs. « L'influence des Juifs est immense, transmettait l'ambassadeur à Washington. Ils sont très bien organisés et leur influence est particulièrement sensible dans la presse, le monde politique et les marchés financiers. » Selon lui, « la plupart des gens » prétendaient que les Allemands avaient gagné les faveurs des Juifs américains ¹⁷.

« Loin d'ici, loin derrière les gouvernements et les armées, un puissant mouvement était en train d'émerger des profondeurs, à l'initiative de gens extrêmement dangereux », écrivait John Buchan, dans son roman d'espionnage, devenu un classique, *Les Trente-Neuf Marches*. Buchan dirigeait les services de renseignements du gouvernement de Lloyd George. Il faisait évidemment référence aux Juifs. Ce sont eux qui tirent les ficelles de la guerre conformément à leurs propres intérêts, écrivait-il. « Après ce qui s'était produit dans les Balkans [...]. Comment une nation pouvait-elle soudain en vaincre d'autres, comment des alliances pouvaient-elles être conclues puis rompues, pourquoi certaines personnes avaient-elles brusquement disparu [...]. Le but d'un tel lien était de tendre un piège à la Russie et à l'Allemagne

[...]. Le Juif est derrière tout cela. Il hait davantage la Russie que Satan [...]. Le Juif est partout [...] prêt à surgir et à mordre comme un serpent. C'est lui qui domine aujourd'hui le monde, un couteau à la main, ourdissant les pires complots contre l'Empire du Tsar ¹⁸. » Chaïm Weizmann allait faire de son mieux pour conforter ces sentiments.

3. Weizmann s'était installé en Angleterre une douzaine d'années auparavant. Il avait alors trente ans. Né en Russie, il avait résidé plusieurs années en Suisse. Orateur de talent, il s'était déjà fait un nom dans le mouvement sioniste, en stigmatisant la ligne politique prônée par Theodor Herzl, trop modérée à son goût.

Lorsque Weizmann commença à militer au sein du sionisme en Angleterre, Herzl n'était déjà plus de ce monde. C'était au cours de l'été 1904. Il n'avait alors pas de fonction officielle dans le mouvement, mais comptait parmi ses militants incontestables. En quelques semaines, il avait réussi à obtenir un rendez-vous avec le vice-ministre britannique des Affaires étrangères, lord Eustace Percy.

Quelques jours plus tard, Weizmann lui faisait parvenir un compte rendu de leur entretien. Cela avait fait grincer des dents au Foreign Office. Percy n'avait pas mesuré que Weizmann « l'interviewait », mais le considérant avec sérieux, il chercha à rectifier certaines formules du compte rendu comme si cela était effectivement un document né de la conversation entre les représentants de deux peuples ¹⁹. Il fut également en son temps concerné par la rédaction du rapport historique de Herbert Samuel.

C'est là que se trouvait la clef du mouvement sioniste à cette époque, à savoir la manière dont Chaïm Weizmann réussit à se hisser jusqu'aux plus hautes sphères du pouvoir politique britannique. Il arriva à atteindre tous ceux qu'il voulait toucher, presque comme il l'entendait. À son arrivée en Angleterre, il ne maîtrisait pas encore l'anglais. Il avait dû s'adresser à Percy en français. Il pensait en yiddish. Il avait adopté un nom anglais, Charles, dans une tentative pathétique de se fondre dans la société britannique et vivait dans le souci constant de pouvoir subvenir à ses besoins, en étant maître de conférences de chimie à l'université de Manchester. Tel fut le destin de cet immigrant juif, originaire d'une bourgade d'Europe orientale, venu tenter sa chance à l'étranger.

Même s'il tremblait comme une feuille lorsqu'il pénétrait dans les salons lambrissés du pouvoir impérial, il faisait totalement illusion : Weizmann était doté de courage, d'audace, d'intelligence, de malice et d'un incontestable charisme. Il avait « un charme presque féminin » écrivit Ronald Storrs. Il

avait appris à s'habiller avec goût, à s'exprimer correctement, et d'une certaine façon à penser comme les Britanniques. C'était un parfait anglophile, son aisance incitait à lui faire confiance. « Ne m'avait-il pas expliqué à ma sœur et à moi-même la théorie de la relativité d'Einstein jusqu'à me faire croire que je l'avais enfin comprise ²⁰ ? », écrivit Storrs. Il arrivait parfois comme un pauvre bougre cherchant à susciter la pitié. Il était passé maître dans l'art du chantage affectif et trouvait presque partout de bons chrétiens qui ne cherchaient qu'à lui offrir leur aide. Il lui arrivait de se prendre lui-même pour un homme d'État parlant sur un pied d'égalité à d'autres hommes d'État, au nom du peuple juif, allant parfois jusqu'à adopter un ton menaçant. Il n'était alors qu'un fabulateur n'ayant jamais été délégué par le peuple juif et sans aucun pouvoir.

Au début de la guerre, Weizmann connaissait déjà un certain nombre de personnalités politiques, dont Winston Churchill. Elles lui avaient été présentées par C.P. Scott, rédacteur en chef du *Manchester Guardian*, qui lui avait fait connaître aussi James Balfour.

Les deux hommes firent connaissance en 1906. Trois ans auparavant, le gouvernement britannique avait proposé au mouvement sioniste un foyer en Afrique de l'Est : c'était « le projet Ouganda ». Le Premier ministre de l'époque était Arthur James Balfour. Une proposition gouvernementale à ce sujet, datant de 1903, est considérée à juste titre comme la « première déclaration Balfour ²¹ ». Rejetée par le congrès sioniste, elle alimentait encore la conversation de Weizmann et de Balfour lors de leur première entrevue.

Weizmann dit à Balfour que Moïse aurait brisé les tables de la Loi s'il avait eu connaissance de cette proposition de troquer la Palestine contre l'Ouganda, et lui demanda s'il accepterait d'échanger Londres contre Paris. La réaction de Balfour engendra de vifs échanges, conservés dans les annales sionistes. « Mais, docteur Weizmann, répliqua-t-il, Londres nous appartient ! » Ce à quoi Weizmann répondit :

« Vous avez raison, mais Londres n'était encore qu'une terre marécageuse alors que nous avions déjà Jérusalem. » Balfour, apparemment décontenancé, lui demanda si de nombreux Juifs pensaient comme lui, et Weizmann lui rétorqua qu'il exprimait l'opinion de millions de personnes. Balfour poursuivit en disant qu'il n'avait pas rencontré beaucoup de Juifs comme lui. Weizmann lui répondit qu'il n'avait probablement pas dû rencontrer les bons juifs.

Ils continuèrent à se voir de temps à autre. Un jour, Balfour rapporta à Weizmann la conversation qu'il avait eue avec Cosima Wagner, la veuve du

célèbre compositeur, et lui signifia qu'il partageait nombre de ses opinions antisémites. Ce n'était un secret pour personne. En 1905, Balfour avait été l'un des promoteurs de la loi limitant l'immigration. C'était dans une large mesure une loi anti-juive. Lors du septième congrès sioniste, il fut brocardé par certains comme antisémite ²³.

Mais Weizmann, passé maître dans l'art de la maîtrise de soi, savait être circonspect, même lorsque Balfour lui raconta sa conversation avec Cosima Wagner. Les sionistes partagent « l'antisémitisme culturel », disait Weizmann, et croient que ceux parmi les Juifs allemands qui se définissent comme « Allemands rattachés à la loi mosaïque » ne font que porter préjudice à leur communauté. Il ajouta toutefois qu'il ne fallait pas apporter un crédit total aux théories antisémites de Wagner, que les Juifs avaient aussi contribué à la grandeur de l'Allemagne, tout comme ils avaient contribué à celle de la France et de l'Angleterre. Il raconta à Balfour tout ce qui s'était produit depuis en Palestine : la lutte pour l'hégémonie de la langue hébraïque, le rêve de bâtir une université, la création de l'école des beaux-arts Betsalel de Boris Shatz. Balfour, écrivit Weizmann dans une lettre à Ahad Ha Am, en fut ému jusqu'aux larmes.

Une nuit de l'année 1916, le ministre des Affaires étrangères, Balfour, sortit raccompagner son hôte. Chaïm Weizmann, qu'il avait reçu à dîner. Il était déjà plus de minuit. Balfour fit deux cents mètres avec lui, jusqu'au monument érigé à la mémoire du duc d'York. Il convainquit Weizmann de le raccompagner à son tour, puis lorsqu'ils furent arrivés, Balfour repartit avec son hôte jusqu'à la statue du duc. Les deux hommes rebroussèrent à nouveau chemin et firent ainsi de nombreux allers et retours pendant près de deux heures. Weizmann parlait et Balfour écoutait. Il lui avait déjà dans le passé, exposé sa thèse fondamentale, à savoir les intérêts communs du mouvement sioniste et de l'Empire britannique. Le mouvement sioniste utilisait alors des concepts politiques modernes mais était l'expression d'une profonde reconnaissance religieuse qui était la seule chose qui pouvait maintenir le mouvement en vie. Balfour commençait à intégrer le sionisme comme l'une des composantes de sa foi chrétienne. La nuit était belle. La lune brillait dans le ciel ²⁴. En mars 1917, Balfour déclara au cours d'une séance de cabinet : « Je suis sioniste. »

Weizmann envoyait parfois des lettres outrepassant ses prérogatives : « Nos amis américains doivent intervenir auprès de nos amis russes pour qu'ils soutiennent avec la plus grande ardeur la politique britannique et les États de l'Alliance, et qu'ils agissent fermement contre toutes les forces

d'opposition ²⁵ », écrivit-il un jour à l'un de ses collaborateurs à Washington. « Nous agissons également dans ce sens. Télégraphiez-moi ce que vous avez décidé de faire ²⁶. »

Dans une lettre adressée au juge américain Louis Brandeis, Weizmann écrivait : « Nous devons tout faire pour empêcher les Allemands de mettre un pied dans le sud de la Russie. Des renseignements lui étaient parvenus selon lesquels ces derniers s'apprêtaient à acquérir des marchandises et de l'essence pour mettre fin au boycott dont ils faisaient l'objet. Weizmann déclarait que cela pourrait réduire à néant l'efficacité de leur « propre boycott » et mettre en danger les intérêts des alliés et ceux de la Palestine. « Nous croyons que les Juifs du sud de la Russie qui contrôlent le commerce, peuvent efficacement mettre en échec les manœuvres des Allemands et des bolcheviks en s'alliant avec l'Ukraine, écrivait Weizmann. Nous avons envoyé un télégramme à nos amis de Saint-Petersbourg [...] et nous demandons que vous agissiez de même et que vous insistiez au nom de l'intérêt des alliés et de la Palestine. Il faut mettre en œuvre toute notre influence. [...] Les Juifs ont là une excellente occasion d'exprimer leur gratitude aux Anglais et à l'Amérique. » Cela était probablement destiné à la censure britannique.

En véritable conspirateur, mais peut-être avec une complicité non feinte, Weizmann avertissait le juge américain de garder la chose totalement secrète. Parallèlement, il écrivit à ses camarades en Russie qu'il pressa d'agir au plus vite. Il prit également soin d'écrire à Saint-Petersbourg en anglais. Les services secrets britanniques, bien évidemment, vinrent s'en mêler. Weizmann s'empessa d'en rendre compte à l'un des hauts fonctionnaires du Foreign Office ^{11 2 7}.

Sir Mark Sykes allait en apprendre beaucoup sur l'influence des Juifs par la manière dont ils avaient réussi à prendre connaissance de l'accord qu'il avait signé avec les Français sur le partage de l'influence au Proche-Orient. C'était un accord secret. Weizmann en avait connu l'existence grâce à C.P. Scott. La nouvelle l'avait rempli d'effroi : l'accord Sykes-Picot garantissait l'indépendance aux Arabes. Le partage de la Palestine entre Français et Anglais représentait une menace pour l'établissement d'un État juif. L'un des responsables du mouvement sioniste écrivit que les Français allaient imposer leur langue en Palestine, au détriment de l'hébreu. Weizmann alla se plaindre au Foreign Office. Selon une note conservée, il était arrivé « fulminant de colère ». Au Foreign Office l'éventualité de signer un accord avec les Français était à nouveau évoquée. L'indignation des sionistes contribua à ce que l'accord fut enterré. Cela ne put qu'accroître la paranoïa de Sykes qui

voyait des Juifs partout et derrière chaque prise de décision. Lloyd George pensait également que l'on ne pouvait ignorer l'opposition manifestée par Weizmann ²⁸.

Lorsqu'il n'écrivait pas « la race juive », Lloyd George écrivait « le judaïsme mondial », et parfois, comme si cela était un terme équivalent, « les sionistes ». Ce fut la principale victoire de Weizmann : il avait réussi à ce que dans l'esprit du Premier ministre, le sionisme et le « judaïsme mondial » soient équivalents, et était parvenu à convaincre les responsables britanniques que les intérêts de la Couronne comme ceux des sionistes étaient les mêmes.

Ce n'était pourtant pas tout à fait exact. Aucun véritable intérêt national ne dictait de soutien au mouvement sioniste. Le mouvement, considéré alors comme un centre d'influence, occupait à Londres quatre petites salles obscures sur Piccadilly Circus. Les documents archivés étaient conservés dans une caisse déposée dans un petit hôtel, sous le lit de Nahum Sokolov ²⁹. La plupart des Juifs ne soutenaient pas le sionisme, le mouvement sioniste était lui-même déchiré entre plusieurs mouvances, et Weizmann ne pouvait influencer sur les conséquences de la guerre. Mais la croyance dans le pouvoir mythique des Juifs dépassait la réalité. L'influence du mouvement n'était qu'une croyance chimérique. Aussi le gouvernement prenait-il des décisions en s'appuyant sur des considérations purement erronées, sans aucune prise sur la réalité. Cela conduisit à la création des brigades juives et à la déclaration Balfour.

L'implication des Juifs dans la guerre, la constitution de brigades juives indépendantes, tout cela devait contribuer à accélérer la reconnaissance de leur identité nationale et à garantir leur part de butin, c'est-à-dire la Palestine, à la fin du conflit. L'hypothèse de départ était qu'ils participeraient à la guerre pour la Palestine. Ce qui apparaissait comme une initiative du cabinet du Premier ministre était mal accepté au ministère de la Guerre et des Affaires étrangères. Le ministre se demandait ce que cela pouvait bien signifier. La constitution des brigades posait des problèmes opérationnels et juridiques. Personne n'en avait véritablement besoin. Mais l'un des collaborateurs de Lloyd George expliqua que le Premier ministre était conscient de l'immense influence des Juifs à travers le monde, que nombre d'entre eux commençaient avant l'heure à œuvrer en faveur de la paix. Il « leur » fallait la paix pour remettre « leurs » affaires à flot. La création d'une unité juive participant à la conquête de la Palestine ne pouvait que les encourager à apporter leur soutien dans la suite du conflit.

D'un point de vue purement militaire ce fut un échec. Les brigades ne saisirent pas l'occasion que l'Histoire leur offrait. Jérusalem fut conquise avant qu'elles n'arrivent en Palestine. Ces brigades donnèrent au mouvement sioniste une réelle expérience militaire et l'auréolèrent d'une certaine aura. Mais plus que tout, cette histoire en disait long sur la crainte tenace que les Juifs inspiraient et la vivacité du mythe romantique biblique dans l'imaginaire de Lloyd George et de Balfour ³⁰.

4. De nombreuses années plus tard, Lloyd George décrivit la déclaration Balfour comme la récompense accordée par un monarque magnanime et généreux à ses Juifs de cour : Weizmann avait réussi à développer un système de fabrication d'acétone à partir du maïs. L'acétone était nécessaire à la fabrication des obus. Lloyd George en personne voulut le récompenser de son assiduité, mais Weizmann répliqua qu'il voulait seulement un soutien à son peuple. Cela aboutit à la lettre qui exprimait le soutien du gouvernement au sionisme, à savoir la déclaration Balfour. Weizmann détestait cette histoire : « J'aurais été presque satisfait si les choses avaient été si simples, écrivit-il, s'il n'y avait eu les tourments, le travail de titan et les doutes qui ont précédé la déclaration. » Mais cette histoire n'était certainement pas aussi fausse qu'il le prétend.

Dès 1915, Weizmann s'était attelé à sa recherche dans un des laboratoires de l'Amirauté, aux environs de Londres. Il travailla également par la suite au ministère des Munitions se heurtant à une série de difficultés qui le rendirent amer. Sa fonction officielle et son salaire ne le satisfaisaient pas. La question était de savoir à qui revenait le brevet d'invention, car Weizmann avait des concurrents. Il y avait toutes sortes de retards administratifs, et les fonctionnaires ne facilitaient pas les choses. Weizmann réussit à surmonter tout cela comme il en avait l'habitude, c'est-à-dire en sollicitant à nouveau l'homme qui lui servait d'intermédiaire, C.P. Scott. Celui-ci procéda comme à l'accoutumée en s'invitant une fois de plus chez les membres de son parti, le premier Lord de l'Amirauté et le ministre des Munitions, respectivement Arthur James Balfour et Lloyd George. Les deux hommes n'avaient pas oublié Weizmann, ce professeur juif originaire de Russie préoccupé par les aspirations nationales juives, et toujours secondé par C.P. Scott.

Weizmann se révéla alors un gèneur infatigable. Au moment où il déléguait C.P. Scott auprès des ministres de l'Empire, celui-ci comptait plus de quatre cents millions de sujets, et avait sur ses différents fronts plus de huit millions de soldats ³¹. Nul doute que Weizmann n'aurait pu arriver jusqu'à Lloyd George et Balfour sans l'aide du rédacteur du *Manchester Guardian*. Cela pourrait être l'histoire des liens tissés par un homme dans la presse et de

ses nombreuses relations. Heureusement pour Scott, Weizmann fut à la hauteur de ses espérances : son projet scientifique fut couronné de succès. Aussi put-il à nouveau présenter Weizmann devant Lloyd George et Balfour quand ceux-ci prirent respectivement leurs nouvelles fonctions de Premier ministre et de ministre des Affaires étrangères ³².

Tout au long de la guerre, Weizmann n'eut pas moins de sept entrevues avec le Premier ministre. Il arriva qu'ils fussent tous deux invités à la table de lady Astor. Weizmann qui avait déjà contribué à l'effort de guerre, voulait désormais une lettre de soutien au sionisme.

Il n'y avait aucune raison de la lui refuser. Lorsqu'il se rendit auprès d'un des fonctionnaires du Foreign Office pour solliciter cette lettre, il n'eut pas besoin de commencer par le commencement. « Eu égard au soutien accordé par le Premier ministre au mouvement sioniste, par Monsieur Balfour et d'autres hommes d'État, nous aussi apportons notre soutien », rapportait au début de l'été l'un des employés du Foreign Office avec qui Weizmann était en contact ³³.

Balfour veillait à garder la tête froide. Lorsqu'il avait déclaré « je suis sioniste » cela ne signifiait pas que la Grande-Bretagne resterait en Palestine le temps de garantir l'indépendance des Juifs, et de toute façon ce n'était pas à elle que devait revenir cette lourde charge. Il ne voulait en aucune façon annexer la Palestine à l'Empire britannique. Mais il consacra au sujet un temps non négligeable, y travaillant avec un plaisir manifeste. La Palestine le reposait des tracasseries que lui causait la guerre. Balfour lui-même la décrivait comme un grand idéal. Le retour des Juifs sur leur terre était une entreprise historique à laquelle il voulait associer son nom. C'était aussi une expérience : « N'aurons-nous jamais plus d'autres aventures ? », demanda-t-il à ses pairs de la si snob Chambre des lords. Un monde sans aventure historique était pour lui un monde sans imagination. George Antonius, qui avait fait sa connaissance, estimait que la Palestine représentait aux yeux de Balfour « une expérience intellectuelle historique ³⁴ ». En filigrane persistait la croyance dans la puissance mythique des Juifs : « Qu'il soit ou non justifié, écrivait Balfour, le sionisme est beaucoup plus important que les aspirations de sept cent mille Arabes demeurant en Palestine ³⁵. »

Le gouvernement britannique n'avait pas encore fixé définitivement sa politique au Proche-Orient. Il voulait « s'immiscer d'une façon ou d'une autre » et contenter tout le monde à la fois ³⁶. Aussi tentait-il de louvoyer entre les intérêts contradictoires des sionistes et des Arabes, mais il devait également considérer les innombrables propositions écrites tout en ménageant

les susceptibilités des fonctionnaires. Au ministère des Affaires étrangères comme au ministère de la Guerre, au commissariat de Grande-Bretagne au Caire comme au ministère chargé des Affaires indiennes, des gens avaient pour tâche de formuler leur propre politique étrangère. Chacun ne considérait que ses intérêts. Aussi y avait-il des dissensions entre ceux qui soutenaient les Arabes et les tenants du sionisme. Il y avait également des divisions entre Juifs et sionistes, mais aussi des différends politiques entre Weizmann et plusieurs membres de son mouvement. La déclaration de soutien au sionisme lui était nécessaire pour faire taire ses rivaux.

Le rapport le plus exhaustif opposé à la publication de la déclaration Balfour portait le même titre que celui de Samuel, quelque trois années auparavant : « L'avenir de la Palestine. » Son auteur était lord George Curzon, fonctionnaire au ministère de la Guerre. La rumeur circulait qu'il s'était opposé à la publication de la déclaration parce qu'il jalousait lord Balfour. Quoi qu'il en fût, son rapport était fort bien argumenté.

Curzon n'excluait pas la possibilité qu'après la conquête de la Palestine fut instituée une administration européenne responsable des lieux saints et garantissant l'égalité des droits à tous ses citoyens, qu'ils soient ou non juifs. Il n'écartait pas non plus l'éventualité que l'administration ouvre le pays à l'immigration juive et permette aux Juifs d'acquérir des terres. « Si cela est le sionisme, il n'y a aucune raison pour que nous ne soyons pas tous sionistes », écrivait-il. Mais la déclaration présentée au ministère pour y recevoir son imprimatur promettait bien davantage. Aussi s'y opposa-t-il. « En fait, déclara Curzon devant ses pairs, nous allons au-devant de grandes désillusions. » Et il ne se trompait pas : les difficultés qu'il avait énumérées allaient embarrasser le pouvoir britannique jusqu'à son départ de Palestine.

Le premier argument invoqué était qu'il ne savait pas très bien ce qu'il fallait entendre par « foyer national ». D'aucuns prétendaient qu'il s'agissait d'un État totalement indépendant, d'autres d'un « centre spirituel ». Le gouvernement britannique allait endosser des responsabilités dont il ne connaissait même pas le sens. Cela ne pouvait être que source de problèmes.

Le deuxième argument avancé était que la Palestine était un petit pays, pauvre et morcelé consécutivement à la guerre. Il n'y avait donc aucune chance de pouvoir la doter d'un nombre respectable d'habitants avec les douze millions de Juifs dispersés à travers le monde. Toute entreprise de peuplement nécessiterait de plus un investissement financier considérable.

Le troisième argument rappelait que la Palestine n'était pas inoccupée. Elle était peuplée d'Arabes qui n'accepteraient pas d'être chassés de leur terre

pour qu'elle soit offerte aux Juifs et qui refuseraient également de travailler pour les Juifs comme bûcherons ou porteurs d'eau. Jérusalem ne pourrait être la capitale du foyer national, trop de religions revendiquant un lien privilégié avec elle.

Pendant ce temps, les représentants britanniques au Caire tentaient de pousser les Arabes à la révolte contre l'Empire ottoman. C'est là que s'illustra Thomas Edward Lawrence, dit Lawrence d'Arabie. En échange de leur soutien, ils promirent aux Arabes l'indépendance. Cette promesse apparaît dans une lettre adressée par Lawrence à Henry Mac-Mahon, haut-commissaire en Égypte, en octobre 1915. Plus tard allait resurgir la question de savoir s'ils leur avaient également promis la Palestine. Il semble que oui, même s'il est peu probable qu'ils en aient jamais eu l'intention. La formulation était floue, probablement intentionnellement, afin d'abuser les Arabes, mais peut-être tout simplement aussi par simple négligence.

Cette histoire connut des rebondissements et fut évoquée entre 1920 et 1930, pas moins d'une dizaine de fois au Parlement. Les Arabes prétendirent que les Anglais s'étaient désavoués, mais Mac-Mahon lui-même affirma qu'il n'avait jamais eu l'intention de leur donner la Palestine ³⁷. Quelques six semaines avant la déclaration Balfour, le brigadier-chef Gilbert Clayton avait prévenu qu'une déclaration pro-sioniste ne pouvait que provoquer l'ire des Arabes et avait proposé d'en annuler la publication. C'était le principal conseiller politique d'Allenby qui était alors en route vers la Palestine ³⁸. Le gouvernement refusa la proposition de cet homme de terrain. Pendant les trente années qui suivirent, jamais il ne voulut tenir compte des opinions avisées de ses militaires en poste en Palestine 12 ³⁹.

Edwin Montagu, neveu de Herbert Samuel, fut d'abord ministre des Munitions, puis secrétaire d'État aux Affaires indiennes. Selon lui le sionisme représentait une lourde menace. Son opinion mérite qu'on s'y arrête : elle incarnait les dissensions au sein de la communauté juive du Yishouv. Montagu refusait la conception selon laquelle les Juifs formaient une nation. Les reconnaître comme une nation à part entière menaçait selon lui leur combat pour obtenir l'égalité des droits dans leur pays d'origine. Chaque pays qui reconnaîtrait la Palestine comme revenant aux Juifs voudrait alors se débarrasser de ses propres Juifs 13 ⁴⁰.

Montagu pensait aussi que le sionisme chrétien anglais reflétait le désir de se défaire des Juifs et de les expulser vers la Palestine où ils vivraient dans un ghetto national. Dans une lettre adressée au Premier ministre Lloyd George, le ministre juif prétendait que si la Palestine devenait le foyer national du peuple

juif, chaque organisation et chaque journal antisémite se demanderaient de quel droit un Juif pouvait assurer une fonction au sein du gouvernement britannique, « L'Angleterre, le pays pour lequel j'ai travaillé depuis que j'ai quitté l'université, le pays pour lequel s'est battue ma famille, me dit aujourd'hui que mon foyer national et naturel est la Palestine ⁴¹. » C'était en effet le sens principal de la déclaration Balfour : la Grande-Bretagne reconnaissait que le mouvement sioniste représentait le peuple juif.

Certains des camarades de Weizmann lui reprochaient de s'être érigé en véritable despote au sein du mouvement. Il ne prenait jamais conseil auprès d'eux, ni ne les informait comme il aurait dû le faire. Certains détestaient également sa femme, Véra. Son biographe relate les gesticulations du « chef », tel qu'il avait été surnommé, comme les improvisations fantasques d'un homme qui n'écoutait que lui-même, bien qu'il prît parfois conseil auprès d'un sage, Asher Ginsberg, employé dans la manufacture de thé Wisotski, plus connu sous son nom de plume, Ahad Ha Am.

Weizmann s'offusquait des critiques formulées à son encontre, ou peut-être feignait-il seulement de l'être : il le fit en effet sentir plus d'une fois. Quoi qu'il en soit, il se plaignit en septembre de l'atmosphère délétère de suspicion et de jalousie, vitupérant le fanatisme ambiant qui l'empêchait de faire un travail productif. Il écrivit à C.P. Scott que ses camarades commençaient à user « de tactiques soviétiques ⁴² ». Ayant besoin à tout prix d'un succès réel il déploya toute l'énergie nécessaire pour renforcer encore le sentiment répandu de l'influence considérable des Juifs.

Lorsque Henry Morgenthau, ancien ambassadeur des États-Unis en Turquie, lança l'idée de faire signer un armistice séparé à l'Empire ottoman tout en maintenant son intégrité territoriale, Chaïm Weizmann revêtit l'uniforme diplomatique pour s'y opposer. Il voulait une Palestine indépendante. Les Britanniques non plus ne souhaitaient pas l'arrêt des combats. Weizmann réussit à convaincre Montagu de rentrer en Amérique. Ce fut une heureuse victoire remportée par un Juif sur un autre.

Pendant ce temps, Nahum Sokolov, président de l'Organisation sioniste mondiale, sillonnait les capitales du monde entier pour recueillir des déclarations de soutien au sionisme, sortes de « déclarations Balfour » avant la lettre. Partout il fut reçu comme le représentant d'une grande puissance influente. Il se rendit à Paris et à Rome. Le pape lui accorda même une audience privée. Entre temps, Weizmann informait le Foreign Office que le gouvernement allemand envisageait aussi de publier une déclaration de soutien au sionisme, ce qui était exact ⁴³.

Edwin Montagu parvint d'une certaine façon à convaincre ses pairs qu'on ne pouvait publier une déclaration de soutien au sionisme sans avoir préalablement consulté le président des États-Unis, Thomas Woodrow Wilson. Ce fut une initiative avisée. La Maison-Blanche préconisa l'annulation de la déclaration et l'affaire faillit être enterrée. Weizmann s'en alla quérir Brandeis. Celui-ci parla au conseiller de Wilson et la Maison-Blanche changea alors d'avis. Un billet qu'il fit transmettre à l'un de ses conseillers témoigne de l'importance que le président Wilson accorda à l'affaire : celui-ci venait de trouver dans sa poche la déclaration que le mouvement sioniste réclamait à la Grande-Bretagne. Il ne s'opposait pas à sa publication. La manière dont les sionistes réussirent à faire revenir le président sur sa décision ne sortait pas du domaine des relations publiques dont ils s'occupaient à Washington, mais provoqua en revanche une levée de boucliers à Londres. Cet épisode conforta Lloyd George dans sa conviction que les Juifs régnaient également à Washington. Herbert Samuel, quant à lui, continuait de promettre que la conquête de la Palestine rendrait les Juifs éternellement reconnaissants envers la Grande-Bretagne ⁴⁴.

L'Institut royal des relations internationales, Chatham House, estima par la suite que la déclaration Balfour reflétait effectivement les sentiments de la Grande-Bretagne envers la Terre sainte, mais qu'elle avait été également guidée par d'autres considérations, comme en témoignait le compte rendu publié par cet Institut. On ne pouvait croire que le ministère de la Guerre avait pris une telle décision dans un élan d'altruisme envers les Juifs. En s'appuyant sur les propos tenus par Lloyd George au Parlement quelques années plus tard, l'Institut affirmait que Londres avait été submergé de rapports du monde entier qui tous concluaient que la victoire ne pouvait être obtenue qu'avec le soutien indispensable des Juifs. La déclaration Balfour, martelait le compte rendu de l'Institut, n'avait été qu'une des armes de la guerre. Le fait est que plusieurs pays avaient rivalisé pour s'assurer du soutien des Juifs, soulignait le rapport ⁴⁵.

Si l'on avait accordé aux Juifs tout ce qu'ils réclamaient, le gouvernement britannique aurait alors déclaré que la Palestine deviendrait un État juif. La version finalement adoptée reflétait la prudence des sionistes eux-mêmes et les différentes dissensions surgies au cours des polémiques sur la déclaration. Aussi le document ne mentionnait-il pas un « État », mais un « foyer national », néologisme forgé lors du premier congrès sioniste afin de masquer le rêve véritable du sionisme et de modérer l'opposition de ses détracteurs.

Il n'était pas non plus dit que la Palestine serait le foyer national des Juifs, mais que le foyer national verrait le jour en Palestine, c'est-à-dire non pas sur

la globalité de son territoire mais sur une partie seulement. Les Arabes n'étaient pas explicitement mentionnés, comme s'il ne s'était jamais agi d'un pays arabe. Ils figuraient sous la mention de « communautés non juives », dont le respect conditionnait la naissance du foyer national. Afin d'apaiser l'inquiétude d'Edwin Montagu et d'autres Juifs contempteurs du sionisme, le foyer national juif ne pourrait voir le jour qu'à la condition de ne pas porter atteinte aux autres Juifs de Diaspora. Les sionistes parvinrent à introduire une correction de dernière minute : les Britanniques avaient écrit la race juive », mais ils renoncèrent au terme de race et acceptèrent que lui fût substitué le mot « peuple ¹⁴ ⁴⁰ ».

Le 31 octobre 1917 à midi, alors que Weizmann se trouvait dans l'une des pièces jouxtant la salle de réunion du ministère de la guerre, un des fonctionnaires du Foreign Office, Mark Sykes, sortit et cria à son adresse : « Docteur Weizmann, quel plaisir de vous revoir ! » Weizmann écrivit plus tard que ce n'était pas l'homme qu'il avait espéré voir. Le mouvement sioniste devait à nouveau se contenter de peu, comparativement à ce qu'il avait désiré obtenir. Toutefois, ce soir-là les Weizmann avaient quelque chose à fêter : ils avaient invité des amis pour dîner. La soirée s'acheva par des danses hassidiques ⁴⁷. « Voici qu'une nation promettait à une autre la terre d'une tierce nation », écrivit Arthur Koestler au sujet de la déclaration de James Balfour qu'il qualifiait de « nègre blanc ⁴⁸ ».

La publication de la déclaration connut quelques attermoissements afin de ne pas mettre en péril la croisade colonisatrice d'Allenby. Il était alors en route vers Beer Sheba et il avait été décidé à Londres de ne publier la déclaration qu'après son entrée dans la ville. Lorsque la nouvelle de la prise de Beer Sheba tomba enfin, il n'y avait plus la place d'insérer l'événement dans le bulletin hebdomadaire du *Jewish Chronicle* qui paraissait chaque vendredi. Pour faire plaisir au journal il fut convenu d'un commun accord de repousser la publication dans le courant de la semaine. La nouvelle fut ainsi officiellement publiée le 9 novembre. Pire moment ne pouvait être choisi : tous les titres étaient consacrés à la victoire de Lénine ⁴⁹.

Le mouvement sioniste sut, pour sa part, conférer à la déclaration Balfour toute la valeur symbolique qu'elle incarnait : « Depuis le roi Cyrus, il n'y a pas eu dans toute l'Histoire d'événement autant inspiré par un sens supérieur d'intelligence politique à long terme et de justice envers le peuple juif que cette déclaration qui restera à jamais ancrée dans les mémoires », écrivit Weizmann à Balfour ⁵ ». Dans le monde entier nombre de témoignages de reconnaissance se firent entendre.

En Palestine, la nouvelle circula de bouche à oreille comme en témoigne l'histoire rapportée par le peintre et écrivain Nahum Gutman au sujet d'un officier australien mélomane. Juste après avoir pénétré avec ses troupes dans Tel-Aviv, il entendit un air de violon provenant d'une des maisons. Il s'arrêta net, écouta la mélodie puis s'approcha pour applaudir et fit part de la déclaration Balfour. La nouvelle se répandit aussitôt. Certains mirent en doute ses propos, mais le professeur de violon déclara que les amateurs de musique ne pouvaient pas mentir ⁵¹.

5. Le dimanche 9 décembre 1917, au lever du soleil, Antonio de Ballobar notait dans son journal « qu'une belle journée s'annonçait » : le dimanche d'une vie nouvelle, écrivait le consul ⁵². Aux premières lueurs de l'aube, le maire Hussein Salim Al Hussein s'en alla à la rencontre des nouveaux maîtres du pays. Fils de l'une des plus puissantes familles arabes de Jérusalem, il avait hérité sa charge de son père. Il parlait un excellent anglais. Il partit à cheval en délégation, accompagné par le chef de la police, remettre à l'armée britannique sa lettre de capitulation au nom des habitants de la ville.

Ils s'attardèrent d'abord dans la Colonie américaine pour informer ses habitants qui, apprenant la nouvelle, se mirent à entonner des chants de joie. Le maire, ancien élève de l'école de la Colonie, se joignit à eux. « Sa mère l'avait bien prévenu de sortir en ville muni d'un drapeau blanc », raconta Bertha Spafford Vester. Selon ses dires, ils prirent un drap blanc qu'ils hissèrent au bout d'un manche à balai et congédièrent le maire avec la bénédiction de Dieu. L'un des habitants de la Colonie, le photographe suisse Hol Lars Larsson, le rejoignit. Sur ce qu'il advint du maire et de sa délégation lorsqu'ils reprirent la route, les versions divergent ⁵³. Les années passant, l'histoire confine à la légende, mais grâce aux photos prises par Larsson, il semble qu'il y ait quelque chose de vrai dans tout cela. Quoi qu'il en soit, le flou de cette histoire l'auréole d'un certain charme, révélé dans la manière dont Jérusalem fut amenée à capituler à sept reprises.

Presque au même moment où le maire venait frapper à la porte de la Colonie américaine, un officier de l'armée britannique qui bivouaquait à l'extrême nord de la ville fut pris d'une envie subite de manger des œufs pour son petit-déjeuner. Il délégua le cuisinier de son unité ainsi qu'un simple soldat pour trouver un poulailler dans l'un des villages alentour. Le cuisinier flanqué de son acolyte prit la route mais se trompa de chemin. En route, ils se retrouvèrent soudain devant un groupe de civils brandissant un drapeau blanc. C'étaient les deux premiers soldats que voyait le maire de la ville, qui s'avança vers eux et leur annonça solennellement que la ville de Jérusalem

accueillait avec sa bénédiction l'armée de Sa Majesté et lui remettait sa capitulation. Les deux soldats eurent quelque difficulté à comprendre ce qu'il voulait. Ils étaient investis d'une mission d'un tout autre genre : leur major attendait son petit-déjeuner anglais. Husseini continua vers l'ouest, en direction de la maison d'Antonio de Ballobar.

Ce matin-là, Ballobar fut réveillé par une immense clameur provenant de l'extérieur de sa maison. En regardant par la fenêtre, il aperçut une dizaine de femmes surexcitées. Leurs maris avaient été arrêtés ces derniers jours par les Turcs et avaient été emmenés vers une destination inconnue. Les femmes venaient le supplier d'intervenir. Il reconnut Sultana Sakakini et Gitel Levin. Depuis l'incarcération de leurs époux, les deux femmes s'étaient rendues aux portes de la prison de l'Esplanade russe pour tenter de leur faire parvenir des vêtements, de la nourriture et de l'argent. Les soldats les avaient chassées et les avaient dépossédées de leur argent ⁵⁴. Mais ce matin-là, la situation était différente et le consul avait pratiquement perdu le pouvoir qu'il avait eu pendant toute la période ottomane. Il n'avait plus, malheureusement, les moyens d'intervenir, fut-il contraint de dire aux femmes éplorées.

Quelques heures plus tôt, Khalil Al Sakakini et Alter Levin avaient été extraits de leur cellule. Des soldats turcs les avaient conduits à travers la vieille ville jusqu'à la porte Saint-Étienne, d'où ils avaient marché jusqu'à Jéricho. Ce fut un long et douloureux voyage qui devait les conduire jusqu'à la prison de Damas. Ils avaient été ligotés avec une même corde. « J'étais lié des deux mains à mon camarade Alter Levin avec lequel je partageais les mêmes souffrances, écrivit-il plus tard. Mes liens étaient si serrés que je sentais mon sang battre dans mes mains. Lorsque je leur demandai de les relâcher un peu, mes geôliers me répondirent que ça leur était égal que je meure. » À l'entour, résonnaient les pas de milliers de soldats en déroute. Dans le ciel tournait un avion britannique ⁵⁵. Ballobar ignorait encore ce matin-là ce qu'il était advenu des deux hommes.

Un serviteur noir du palace allemand Fast vint entre-temps l'informer que le maire de la ville était parti à la rencontre des Anglais. Le consul se rendit à l'hôtel. Il y trouva les habitants de la Colonie allemande, pour la plupart membres de la secte des Templiers. Eux qui étaient du camp ennemi attendaient les Anglais avec anxiété. Ballobar s'en alla parcourir la ville. Il emprunta la rue Yafo. Ce devait être l'heure de la passation de pouvoir entre les deux puissances. Partout il pouvait voir des pillards dérobant tout ce qu'ils trouvaient, des meubles aux fils du télégraphe, des pots de fleurs jusqu'aux jantes de roues brisées. La pédiatre Helena Kagan put même en voir certains voler les draps et les couvertures de l'hôpital italien spécialisé dans les

maladies infectieuses. Vers neuf heures moins le quart, les premiers soldats britanniques franchissaient la porte de Sion ⁵⁶.

La nouvelle se répandit aussitôt. Le juge Gad Frumkin sortit inquiet dans la rue. Mohammed Al Hussein, son voisin arabe, le rassura : les Anglais arrivaient ; le maire, son neveu, était parti à leur rencontre ⁵⁷. Menashe Eljashar, fils d'une des familles juives les plus respectées, rentrait chez lui. Les Turcs avaient installé une mitrailleuse dans la cour de sa maison et la famille Eljashar avait dû se réfugier provisoirement chez des proches. Il venait voir où les choses en étaient. Croisant en chemin le maire qu'il avait l'habitude de recevoir régulièrement chez lui, Hussein lui proposa de l'accompagner. « Ainsi seras-tu témoin d'un événement historique », lui dit-il, et ils prirent ensemble la direction de Sheikh Baader, qui devait plus tard devenir le quartier de Roméma.

Soudain un cri retentit : « Stop ! » Deux sergents britanniques avaient surgi d'entre les ruines, les mettant en joue. Le maire leva les mains, le portedrapeau agita le drapeau. Le maire se tourna alors vers les deux sergents en leur annonçant solennellement que Jérusalem accueillait avec sa bénédiction l'armée de Sa Majesté et qu'il désirait leur remettre la lettre de capitulation que lui avait adressée le gouvernement turc. Les sergents Sedgewick et Hurcombe, vêtus de simples shorts étaient en patrouille et appartenaient à une unité qui n'était pas encore entrée dans la ville. Ils allaient chercher des cigarettes, ils refusèrent de prendre la lettre de capitulation mais acceptèrent d'être photographiés avec le maire et son escorte et promirent d'en rendre compte à leurs supérieurs. Le maire décida d'attendre.

Les Anglais qu'il rencontra ensuite étaient deux officiers d'artillerie, Bac et Berry. Le maire tenta pour la troisième fois de capituler mais les deux officiers déclinèrent l'offre de remplir cette mission historique. Ils s'engagèrent eux aussi à en informer leurs supérieurs et le maire dut encore patienter. Quelque temps après, un colonel du nom de Bailey vint à passer. Le maire se posta devant lui pour lui annoncer que la ville de Jérusalem donnait sa bénédiction à l'armée de Sa Majesté. Le colonel prit contact avec le général Shy. Entre-temps était arrivé le brigadier-chef Watson. Pour la cinquième fois le maire essaya de capituler. Watson accepta de recevoir de ses mains la lettre de reddition, tout en lui demandant où il pourrait prendre une tasse de thé. Toute l'escorte se dirigea vers la rue Yafo, en direction de l'hôpital Shaareï Tsedek du docteur Moshe Wallach.

Wallach était originaire d'Allemagne, c'était un pionnier, de ceux qui avaient réalisé en Palestine des choses jamais entreprises auparavant. En

collaboration avec « Shavaster Zalma », l'infirmière principale Zalma Meir, il avait fondé son hôpital en associant de manière originale les dernières découvertes médicales aux commandements de la loi mosaïque. Wallach accueillit le maire et le général anglais dans la plus pure tradition juive en allant au-devant d'eux avec dans les mains du pain et du sel. Peu de temps après, arrivait à son tour le consul Ballobar. Ils burent ensemble du thé tout en mangeant des biscuits. Les officiers britanniques désiraient tout savoir sur leurs ennemis : quand Falkenhayn avait-il quitté la ville ? Combien y avait-il de soldats allemands ? Quelle était la situation de l'armée turque ? Le diplomate extrêmement prudent, par son statut de neutralité, mais aussi par fierté, déclara n'avoir aucune information militaire. Sa sollicitude allait tout entière à la population civile. Il invita Watson à ravitailler au plus vite la ville affamée, et proposa de mettre aussitôt en place une force de police. Il exigea que ne soit aucunement portée atteinte aux habitants de la Colonie allemande. Watson repartit sans s'attarder, pendant que le consul poursuivait sa promenade.

La foule commençait à envahir les rues. Ballobar n'avait jamais vu une telle liesse populaire spontanée. L'enthousiasme était aussi bien partagé par les juifs que par les Arabes. Un accueil triomphal était réservé à chaque soldat anglais qui passait dans la rue. Le peuple idolâtre les encerclait, palpaient leurs uniformes, caressait leurs cheveux, et les bénissait dans tout ce que l'Orient comptait de langues. L'émerveillement de la foule était à son comble. Beaucoup sortaient dans la rue pour la première fois, après des mois de clandestinité de peur d'être mobilisés ou expulsés. Pendant de nombreux mois, ils avaient attendu la venue de cette armée de libération. Ballobar s'identifiait à eux, mais veillait à ne pas sortir de son devoir de réserve. Il était censé rester neutre. Lorsqu'il fit dans son journal le résumé des événements de cette journée, il prit soin de ne pas commettre d'impair, mais eut du mal à se maîtriser : « Adieu, Turcs honnis ! » écrivit-il ⁵⁸.

Le maire de la ville Al Hussein devait une fois encore capituler ce jour-là. Sa sixième reddition, dans l'après-midi, fut transmise au général Shy sur les marches de La tour de David. Shy avait été délégué par le général Allenby. Ce dernier était encore sous sa tente d'où il envoyait ses ordres, aux environs de Jaffa. Lorsque lui parvint la nouvelle de la conquête de Jérusalem, il se trouvait en compagnie du major T.E. Lawrence, Lawrence d'Arabie, à qui il proposa de se joindre à lui pour entrer officiellement dans la ville, deux jours plus tard.

La cérémonie de la septième capitulation avait été préparée dans ses moindres détails. Allenby descendit de cheval devant la porte de Jaffa et

pénétra à pied dans la Ville sainte. Les représentants des différentes communautés l'attendaient, vêtus de caftans bariolés et coiffés de somptueux turbans. Allenby était venu avec des délégués français, italiens et américains. Il lut une déclaration, rédigée à Londres avec le plus grand soin et traduite en arabe, hébreu, français, italien, grec et russe. Elle se résumait, pour l'essentiel, à la garantie de préserver les lieux saints de la ville. Parmi les invités qui lui furent présentés se trouvait le consul Ballobar. « Allenby fut très aimable », observa le consul. Il remercia Ballobar des efforts qu'il avait déployés tout au long de la guerre. Ballobar aperçut des caméras qui filmaient. « Si seulement Djamal Pasha pouvait voir ce film », pensa-t-il ⁵⁹.

Des coups de feu résonnaient encore ici et là dans la ville. Plusieurs soldats turcs s'étaient barricadés sur le mont des Oliviers. Des combats au corps à corps à la baïonnette furent nécessaires pour parvenir à les déloger. Sur l'un des versants de cette colline fut par la suite érigé le cimetière militaire. Les Britanniques avaient fait appel pour la bataille de Jérusalem à vingt-six mille combattants dont huit mille cavaliers. Mille six cent soixante-sept hommes trouvèrent la mort dans leurs rangs. Cinq mille chevaux furent tués. Depuis qu'ils avaient quitté Beer Sheba, dix-huit mille combattants anglais avaient été blessés. Les Turcs, quant à eux, avaient quelque vingt-cinq mille blessés et leurs prisonniers se comptaient par milliers ⁶⁰.

Un ou deux jours plus tard, une petite guerre d'un tout autre genre se déroulait à Jérusalem : le général Shy se battait contre le général Watson. Lorsqu'il fut informé par hasard que des photographies prises par Hol Larsson immortalisaient Watson lors d'une des cérémonies improvisées de capitulation, il ordonna que les négatifs fussent détruits. On ne devait se souvenir de la reddition de Jérusalem que comme étant son histoire. Larsson tenta de se dérober, mais Shy devenant menaçant, il dut obtempérer et ne garda que les clichés des deux sergents. Les Britanniques veillèrent à conserver le drapeau blanc. Le drapeau historique fut expédié au musée impérial de la guerre à Londres ⁶¹.

À Jérusalem, comme toujours, la victoire fut drapée dans un voile de légende. Les Juifs l'accueillirent comme le miracle de Hanoukka. Ils allumèrent dans la soirée la première bougie. Le rabbin Avraham Itshak Ha Cohen Kook, alors à Londres, rédigea plus tard une prière de grâce pour l'événement. Tous citaient une prophétie que les Arabes avaient coutume de raconter à la gloire de l'Empire ottoman : les Turcs quitteraient la Palestine le jour où le Prophète prolongerait le Nil jusqu'en Palestine. Les Britanniques

avaient laissé derrière eux des canalisations qui les avaient approvisionnés en eau en plein désert. C'est ainsi qu'Allenby s'était mué en prophète.

Le bulletin de l'armée britannique publia aussi cette histoire : un vieil homme, Rabbi Shmuel Schmilkes, avait l'habitude de sortir chaque veille de shabbat avec à la main un fichu rouge pour accueillir le Messie. Plus les années passaient, plus il avait de difficultés à se mouvoir, mais semaine après semaine il poursuivait tout de même inlassablement sa tâche. Trois jours avant l'arrivée d'Allenby, Rabbi Schmilkes rendait l'âme. On put lire dans le bulletin de l'armée qu'il avait vécu dans l'attente du Messie et qu'il était mort en l'attendant, mais, qui sait, peut-être avait-il entendu dans ses derniers instants résonner les pas du Sauveur... » Deux hommes ayant porté la Croix ont réussi à libérer la Ville sainte, écrivait le major Vivian Gilbert : Godefroi de Bouillon et Edmund Allenby ⁶².

C'était le seul combat pour lequel James Pollock aurait tout donné. En arrivant à Jérusalem quelques mois après sa conquête, il eut une vision mystique qui, selon lui, allait changer complètement son existence. Alors qu'il était assis, seul, sur le mont des Oliviers, à contempler Jérusalem, Jésus, qui avait tant souffert pour lui et pour l'Humanité entière, lui était apparu. Il se sentit investi d'une mission divine, écrivit-il à ses parents, entendant soudain une voix lui dire : « Va te battre ! Le plus grand et le plus âpre des combats se déroule en ce moment ». Dans les mois qui suivirent, l'armée britannique devait achever la conquête de la partie nord de la Palestine. « Je sentais qu'il comprenait le sens de notre combat, j'eus comme l'impression fugitive qu'il était auprès de moi, et mon âme alors s'emplit d'une immense quiétude et d'un sentiment de gratitude envers notre Seigneur. » C'était, selon Pollock, le sentiment général qui régnait alors. Un prêtre lui raconta que la demande de nouveaux testaments parmi les soldats dépassait l'offre. « Jérusalem nous donnait à tous le sentiment que Jésus était des nôtres », poursuivit-il ⁶³.

Lorsque fut connue à Londres la nouvelle de la conquête de Jérusalem, les cloches de la cathédrale de Westminster se mirent à sonner, pour la première fois depuis trois ans. L'annonce fut transmise au Parlement et le roi Georges V envoya personnellement un télégramme de félicitations à Allenby.

Allenby resta on ne peut plus circonspect sur les événements. Même la lettre qu'il envoya à sa femme après son entrée dans Jérusalem était exempte de toute effusion de sentiments. Six mois plus tôt, sir Edmund et lady Allenby avaient perdu leur fils unique Michael qui avait été tué sur le front français. S'il ne lui avait pas été donné d'avoir connu Michael, sa peine aurait été plus

grande encore que celle qu'il avait dû subir en vivant momentanément séparé d'elle, écrivit-il à son épouse en la remerciant de vingt-cinq années d'un bonheur sans tache. Pour Noël, il joignit à sa lettre un coquelicot ⁶⁴.

3. Self-service

1. Quelques jours après avoir été expulsé de Jaffa, Yosef Eliahou Shelouche, un des notables juifs de la ville, fournisseur en matériaux de construction, entrepreneur, et l'un des bâtisseurs de Tel-Aviv, se retrouvait devant le gouverneur général. Lorsque les Turcs avaient chassé les habitants de Jaffa, la famille Shelouche avait trouvé refuge dans un petit village de Samarie. Les villageois de Djamal l'avaient accueillie chaleureusement. Quelque temps plus tard, sa mère mourait et Shelouche dut se mettre en quête d'une concession. Les dignitaires du village lui donnèrent l'autorisation d'inhumer sa mère sur place, mais ne lui permirent pas de se porter acquéreur de la terre. Dans ses mémoires Shelouche décrit le marchandage auquel il dut se livrer et qui rappelait la transaction entre Abraham et Effon le Hittite pour l'acquisition de la grotte de Makhpéla à Hébron. Abraham avait réussi à convaincre le Hittite de la lui céder contre quatre cents sicles d'argent. Shelouche quant à lui put acquérir la concession pour la somme de quarante médjidié turcs.

Shelouche demanda l'autorisation de transférer le corps de sa mère dans le cimetière juif de Jaffa. La guerre n'était pas finie. Allenby et ses soldats s'apprêtaient, en passant par Damas, à conquérir le nord du pays. La vie quotidienne n'avait pas retrouvé son cours normal. La requête de Shelouche venait à point nommé tester l'autorité du gouverneur militaire sur ses services locaux. Sa demande fut satisfaite.

Shelouche fut d'abord dirigé vers le ministère de la Santé où un médecin agréé par le gouvernement lui prodigua quelques conseils. Le lendemain, il fut autorisé à se rendre à Djamal, escorté par deux médecins, l'un militaire, l'autre civil. Ils apportèrent avec eux deux cercueils : l'un en bois, l'autre en métal, et étaient accompagnés d'un ferblantier et de dix ouvriers.

Le lendemain, après avoir passé la nuit à Djamal, ils ouvrirent le caveau. Bien qu'enterré depuis déjà dix bons mois, le corps était bien conservé. Ils l'installèrent d'abord dans le cercueil métallique qu'ils placèrent ensuite dans celui en bois. Le ferblantier le scella, les médecins remplirent les formulaires d'usage et le corps, fut de nouveau inhumé à Jaffa, selon les règles de la loi ottomane. Le cadre législatif et administratif restait encore inchangé, conformément aux conventions internationales sur la guerre ¹.

Antonio de Ballobar fut surpris de voir comment les Britanniques régnaient sur la totalité du pays à partir d'un simple campement militaire qui se limitait en tout et pour tout à quelques grandes tentes rudimentaires, équipées cependant de téléphone et d'électricité. Allenby le convia à déjeuner et lui expliqua le fonctionnement de son administration. Celle-ci était organisée selon une logistique savamment étudiée : le commandant en chef, Allenby, était secondé par deux officiers supérieurs, chargés l'un de la politique et l'autre de la trésorerie. Sous le commandant en chef, se trouvait le chef d'état-major avec sous ses ordres un officier chargé de l'administration supervisant différentes sections dont l'administration générale, les affaires juridiques, la police et les affaires publiques. Les gouverneurs étaient secondés par des adjoints. Le découpage territorial avait été maintenu tel qu'il existait déjà, en régions et en districts et conservait les mêmes municipalités locales.

Le quartier général se trouvait basé en Égypte et le commandement territorial à Bir Salem, près de Ramla ¹⁵. Allenby et deux de ses officiers se déplaçaient en Rolls Royce, leurs généraux de brigade en Vauxhall, les colonels en Sunbeam, tandis que le reste des officiers se partageait quatorze Ford Box.

Allenby servit à son hôte un plateau de charcuteries. Au dessert, ils purent goûter toutes sortes de surprenants puddings. Il n'y avait pas de serveurs. Chaque convive devait se lever pour aller se servir à une grande table dressée au fond de la tente. C'était un signe des temps modernes : les Britanniques appelaient cela *self-service* ce qui ne sembla pas du goût du comte de Ballobar qui parut passablement interloqué ¹⁶.

Pendant ce temps à Londres, les membres du mouvement sioniste évoquaient la constitution d'un gouvernement provisoire avec à sa tête un « président » juif dont les prérogatives auraient été égales à celles d'un haut-commissaire des colonies. Un projet fut rédigé en anglais, mais ses auteurs prirent soin de désigner le président de cette administration par un terme hébraïque. À côté du président, était envisagée la constitution d'une sorte de

gouvernement, fonctionnant à l'image des ministères par départements. Celui des affaires intérieures engloberait aussi la pousse, qui serait une police juive, un département des finances était prévu, avec deux divisions, un pour la communication et l'autre pour les affaires publiques. Devaient aussi figurer dans ce gouvernement un département chargé de l'immigration et de l'acquisition des terres, un du commerce et de l'industrie, et un autre des affaires juridiques.

Ce projet était assez détaillé. Aucune allusion n'était faite aux nombreuses réserves qui avaient été annexées à la déclaration Balfour : le président juif était censé gouverner sur toute la Palestine, et il revenait à l'armée d'annoncer aux habitants que le pays était devenu le foyer national juif. Les sionistes proposaient de constituer face à l'armée une « délégation juive » conduite par Chaïm Weizmann ¹⁵ ¹⁶ ¹⁷ : ce fut le « comité des délégués » dont l'action dura trois ans et demi, et qui devint *de facto* le premier gouvernement sioniste. Deux systèmes cohabitaient désormais : l'administration militaire britannique et l'administration indépendante sioniste qui collaboraient l'une avec l'autre, mais se livraient aussi inévitablement à des luttes de pouvoir.

Près de trois mille enfants juifs orphelins et des milliers d'autres orphelins arabes erraient dans les rues de la ville. Des adolescents vendaient aux soldats britanniques des boissons alcoolisées prohibées. Des adolescentes se prostituaient et les maladies sexuellement transmissibles se propageaient. « Ce spectacle est affligeant », écrivait Chaïm Weizmann à sa femme ⁶. L'hiver fut rigoureux, partout il y avait pénurie de carburants et de bois de chauffage. Seuls les collectionneurs trouvaient encore un intérêt à la monnaie turque. La monnaie égyptienne utilisée par les Britanniques n'avait pas encore gagné la confiance de la population ¹⁸. Écoles et banques étaient fermées, la poste n'assurait plus aucun service, l'état de guerre avait été décrété à Jérusalem.

En arrivant à Jérusalem, Ronald Storrs avait croisé dans le hall de l'hôtel Fast un de ses camarades, arrivé avant lui, et qui l'avait prévenu qu'il n'y avait que deux choses à faire dans cette ville, dormir ou prendre des bains. En réalité, il n'y avait pas dans tout l'Empire de poste plus convoité que celui de gouverneur de Jérusalem.

La nouvelle de sa nomination avait provoqué chez Storrs « une explosion de joie » ; il arriva dans la ville « profondément enthousiasmé ». Jérusalem était une grande aventure, écrivit-il à Herbert Samuel. Il avait pour habitude de rédiger sa correspondance à l'encre rouge ⁷.

Il réussit à résoudre les dossiers les plus urgents qu'il avait trouvés à son arrivée. Entre autres, il promit à un cultivateur de lui fournir semences et mulets. C'était sa contribution pour essayer d'enrayer un peu la famine. Cet homme, Berl Katznelson, déjà célèbre parmi ses camarades comme journaliste et pour ses dons d'orateur, devait peu de temps après devenir l'un des dirigeants du mouvement travailliste. Pour une affaire de cœur il avait quitté sa maison sur les bords du lac de Tibériade et était venu cultiver des légumes à Jérusalem. Storrs félicita Katznelson pour son zèle patriotique, mais exigea d'être payé pour les mulets ⁸.

Le consul Ballobar mit Storrs au parfum des amusants ragots qui circulaient sur les anciens responsables de l'administration précédente et consentit à le laisser consulter son journal. Tous deux partageaient la même nostalgie pour les huîtres de l'hôtel Sheper du Caire et avaient la même fascination pour la politique de Jérusalem, petite ville aux intérêts si mesquins, dont la sphère d'activité ne dépassait guère deux ou trois rues, mais dont l'influence réelle ou supposée embrassait le monde entier.

Politicien chevronné, Storrs ne s'intéressait qu'à ceux qui avaient été propulsés aux plus hautes fonctions. Les dizaines de différents partis que trouva Storrs à Jérusalem, de juifs, de musulmans et de chrétiens vêtus de cafetans et d'imposants turbans, bruissaient de la rumeur ininterrompue d'alliances et de trahisons, de corruptions et de crainte du châtement divin. Storrs entra dans la politique locale avec une curiosité insatiable et s'y plongea avec l'ardeur d'un joueur d'échecs. Il fonda d'ailleurs un club dans la ville. Au cours de la première partie qu'il disputa avec Mordekhaï Ben Hillel Ha Cohen, il le laissa astucieusement gagner ⁹.

Storrs, ancien élève du Fambruke College de Cambridge, était un homme spirituel et brillant, fier et rusé, snob, retors et cynique, flatteur et intrigant. Il savait allier l'ironie au grotesque et savait, en outre, écrire. Il lisait beaucoup, pouvant opportunément citer ses classiques. Il maîtrisait plusieurs langues, dont l'arabe, et connaissait même quelques phrases en hébreu. Il écoutait de la musique classique et s'intéressait à l'histoire et à l'architecture. Condescendant et distant, il raillait ses contemporains avec froideur et avait tendance à observer les gens comme des insectes rares qu'il se devait d'épingler pour ajouter à sa collection. Égocentrique jusqu'à la caricature, il s'identifiait à Jérusalem, comme s'il en avait été l'empereur et qu'elle était le centre du monde. Il réussit à obtenir une entrevue avec le président des États-Unis, Warren Gamaliel Harding, se rendit auprès du roi d'Italie et fut même reçu deux fois par le pape. Le Saint-Père, petit homme brun, très vif bien qu'un peu sourd, des chaussures dorées aux pieds qui avaient aussitôt attiré le

regard moqueur de Storrs, s'était enquis avec inquiétude sur ce qu'il comptait faire des prostituées de Jérusalem. Storrs s'était lancé dans de longues explications non sans un certain plaisir dissimulé. Le gouvernement de Sa Majesté fait du mieux qu'il peut pour purifier la Ville sainte, déclara-t-il avec un certain air de componction ¹⁹, mais que faire ? La Ville sainte a, elle aussi, ses propres déjections et l'on ne peut s'en débarrasser totalement ¹⁰.

Au début de sa prise de fonction, Storrs jouissait d'un pouvoir presque illimité, régnant, tel un despote éclairé, sans partage sur la ville : il n'y avait ni tribunaux ni journaux. Plus tard, il décrivit ces quelques mois comme « une ère de pureté originelle ¹¹ ». Semblable à Hérode qui avait régné sur la ville mille neuf cents ans avant lui, Storrs imposa ses critères esthétiques. Il avait sur Jérusalem des idées spirituelles, romantiques et conservatrices. La vieille ville se devait d'être préservée comme une pièce de musée, entourée de pelouses ¹². De nombreux matériaux de construction furent interdits au profit de la pierre.

Storrs ne pardonnait pas aux Turcs d'avoir autorisé les boutiquiers à installer leurs échoppes contre les remparts. Il eut du mal à s'en défaire, mais ordonna que l'on détruisît la somptueuse tour de l'Horloge érigée par les Turcs sur les remparts. Il créa une association pour la réhabilitation de Jérusalem qui finança la restauration des remparts et de la mosquée de la Roche ainsi que la rénovation de l'éclairage public. Cette association faisait sa fierté. Storrs se rendait souvent à l'étranger pour y récolter des fonds. L'association finança également la formation et la venue d'artisans choisis pour rehausser d'un charme folklorique la vieille ville : tisserands, souffleurs de verre et céramistes débarquèrent. L'association commanda à ces derniers, d'origine arménienne, la fabrication des plaques de rues ¹³.

Storrs prit une part active dans le choix du nom des rues, au gré de son imagination et de ses prétentions historiques : la rue Saladin et l'impasse Tancred, la rue Soliman-le-Magnifique, la rue Saint-Francis et la place Allenby. C'était là un sujet sensible, international : Storrs sentait les yeux du monde braqués sur sa ville. Aussi fit-il de même pour l'école de musique qu'il avait créée. Son trésorier honoraire était le consul Ballobar, le président n'étant autre que lui-même. Il était particulièrement conscient de l'aspect diplomatique que revêtait ce projet : les Juifs voulaient qu'elle fût appelée « école anglo-juive » et s'opposaient à ce qu'un représentant musulman siège au conseil de direction. Le président Storrs décida d'autorité que l'école ne porterait que le nom de Jérusalem et qu'un représentant musulman figurerait parmi les membres de la présidence. Il constitua un chœur de religieuses

russes, dont il prit lui-même la direction, qui interprétait des extraits des *Maîtres chanteurs* de Wagner. Il créa aussi pour les jeunes un club de football. Harry Luke, son second, le décrivait comme un Robin des bois cultivé ¹⁴.

Douglas Duff, brigadier-chef, qui deviendra plus tard chef de la police de Jérusalem, écrivit que la plupart des membres de l'administration militaire en Palestine étaient des gens qui avaient refusé de rentrer chez eux après la guerre, ou qui ne savaient où aller. La guerre les avait façonnés, elle était devenue leur compagne. Ils n'avaient pas d'autre intérêt et redoutaient la routine de la vie civile. Beaucoup parmi eux étaient tout simplement incapables de rester en place, après ce qu'ils avaient vécu sur le front. Duff les décrivait comme une « légion d'hommes perdus » dont lui-même faisait partie. Il avait été marin pendant la guerre, et avait songé entrer dans les ordres mais n'en avait pas eu le courage et s'était finalement engagé dans la police irlandaise. À cette occasion il avait appris ce que signifiait une guerre civile : il n'y a pas de guerre plus sale, écrivit-il ¹⁵. Ce fut son unique expérience professionnelle. Des générations de Duff avaient été mercenaires dans de nombreuses armées à travers le monde. Son père, capitaine dans la marine, l'avait encouragé à marcher sur ses traces. C'est ainsi qu'il s'était retrouvé en Palestine. L'Europe était pleine de ces jeunes gens qui cherchaient aventure. Beaucoup recherchaient des armées de substitution et d'autres petites guerres. Ils étaient tous soldats, pas un n'avait été préparé à diriger un pays.

Storrs disséquait la biographie de chacun des hommes de son équipe. Parmi eux se trouvaient un employé de banque de Rangoon, un imprésario de théâtre, deux employés d'une agence de voyage, un marchand d'art, un *cocher*, un expert en biens mobiliers, un viticulteur de Glasgow, un organiste, un marchand de tissus d'Alexandrie, un architecte, un chauffeur de taxi égyptien, un facteur londonien, deux enseignants ainsi qu'un missionnaire 20
¹⁶.

Mais certains des officiers de l'administration militaire étaient arrivés en Palestine forts d'une certaine expérience héritée des colonies. La plupart venaient d'Égypte. L'officier supérieur chargé de l'administration, Arthur Wigram Money, avait débarqué en Palestine après avoir servi pendant trente ans dans les colonies de l'Empire, dont plus de vingt au Proche-Orient. Storrs, âgé alors de trente-neuf ans, avait aussi précédemment séjourné au Caire. Son second, Harry Luke, qui avait trente-six ans à l'époque, avait été dans la Sierra Leone, à la Barbade et à Chypre.

Edward Keith-Roach, qui plus tard devait succéder à Storrs, arriva lui aussi en Palestine avec une certaine expérience coloniale. À dix-sept ans il avait été envoyé travailler comme rédacteur dans une banque londonienne. Il fut ensuite placé dans l'une de ses succursales de Bombay. Trois ans plus tard il rentra, se maria, eut un fils et travailla en tant qu'expert-comptable dans une société de Manchester. Lorsque la guerre éclata, il se porta volontaire dans l'armée. Il participa à l'offensive avortée de Gallipoli puis devint gouverneur dans une région reculée du Soudan où il ne se passait pas grand-chose. Keith-Roach s'ennuyait. Une fois il eut à juger un meurtrier qu'il condamna à mort et dut surseoir à son exécution pendant plusieurs mois jusqu'à ce qu'il obtienne l'autorisation d'exécuter la sentence. Entre-temps les deux hommes avaient sympathisé. Lorsque l'autorisation lui parvint enfin, il pendit l'homme de ses propres mains. Il lisait beaucoup la Bible. Sa femme et son fils lui manquaient et il se sentait seul. Il ne les vit pas pendant quatre ans. Lorsqu'il apprit que la Palestine avait été conquise, il demanda à y être muté. Il cherchait à faire carrière et à obtenir de l'avancement ¹⁷. À son arrivée en Palestine, il avait tout juste trente-cinq ans.

Lorsque la Première Guerre mondiale éclata, James (« Shamus ») H.H. Pollock avait vingt et un ans et poursuivait ses études à l'université de Leeds. Enrôlé dans la troupe de carabiniers du royaume irlandais, il fut blessé et transféré en Égypte. Il fut promu alors au grade de capitaine. Son premier poste en Palestine fut provisoire : il hésitait entre rester ou rentrer s'occuper de ses affaires familiales en Irlande. Finalement « un district » lui fut dévolu et il décida de rester. Il ne voyait que son propre intérêt : le service colonial en Palestine garantissait sa carrière, un avancement rapide et un salaire honorable. Il fit part à son père des difficultés qu'éprouvait tout soldat à s'habituer à un monde nouveau sans guerre, se demandant ce que pouvaient bien faire les politiciens cloîtrés chez eux, en dehors de chercher à supplanter l'armée. Dans ce contexte, il ne savait pas quel avenir l'attendait ¹⁸.

Les membres de l'administration militaire étaient ballottés entre des intérêts opposés et des ordres contradictoires, y compris ceux qui émanaient de Londres, de la part de simples civils ne connaissant pas le terrain et qu'ils détestaient : « un soldat conquiert un pays en six mois, un civil le détruit en deux ans » s'insurgeaient-ils, citant leurs généraux ¹⁹. La plupart ne restèrent en fonction que peu de temps. Les nombreux changements de poste rendaient plus difficile encore la constitution du pouvoir administratif et perturbaient son bon fonctionnement. Jamais non plus ils ne s'accordèrent sur une répartition claire des différentes tâches du pouvoir.

3. Tout comme le projet présenté par Herbert Samuel au gouvernement britannique dès le début de la guerre et comme la version de la déclaration que les responsables sionistes avaient tenté d'obtenir de Lord Balfour, l'idée de nommer un « président » juif en Palestine ne put non plus se concrétiser, à la grande déception des sionistes. Ce fut désormais l'une des constantes de la relation entre le mouvement sioniste et le gouvernement de Londres : les sionistes se sentaient lésés, ayant le sentiment de ne jamais obtenir ce qu'ils demandaient. Mais bien des fois leur déception était feinte car, le plus souvent, ils obtinrent ce qu'ils avaient réclamé, à savoir un pays, des brigades militaires et maintenant le « comité des délégués », prélude à une autonomie, avec à sa tête Chaïm Weizmann.

La création du comité des délégués se fit en plusieurs étapes, rappelant celles qui avaient précédé la constitution des brigades juives et la version définitive de la déclaration Balfour. Les bonnes dispositions de l'administration londonienne à travailler de concert avec les sionistes se heurtèrent comme par le passé aux réticences des militaires sur le terrain, qui l'avaient mise en garde contre les velléités de la délégation sioniste à pousser les Arabes à la révolte. Cela faillit même coûter à Weizmann son haut-de-forme.

Il sut restituer l'histoire dans toute sa saveur. Avant le départ de la délégation sioniste, il devait avoir un entretien privé avec le roi Georges V qui faisait là un geste politique de bonne volonté, affichant ainsi son estime pour Weizmann. Pour l'entrevue, Weizmann avait fait l'acquisition d'un haut-de-forme. L'entretien devait avoir lieu un samedi. Il s'était d'abord rendu comme convenu au ministère des Affaires étrangères où il avait trouvé le diplomate sir Mark Sykes en proie à une vive agitation et se confondant en excuses. Il venait juste de recevoir plusieurs télégrammes du Caire. Les membres de l'administration britannique locale signalaient que les Arabes commençaient à poser des problèmes. Sir Mark Sykes pensait qu'il valait mieux annuler la rencontre.

Cependant, comme la promesse lui en avait été faite, Weizmann ne renonça pas pour autant à voir le roi. Il évoqua plus tard une « discussion chaleureuse mais parfois douloureuse » touchant un sujet politique d'une importance capitale à ses yeux. Comme il l'avait fait dans le passé, et comme il le fit si souvent par la suite, il usa de la seule arme qu'il avait en sa possession : le scandale. Si l'entretien ne lui était pas accordé, la délégation ne partirait pas en Palestine. Sir Mark fit de son mieux. La discussion dura une bonne heure. Les deux hommes s'entretenaient dans le couloir du ministère des Affaires étrangères. À un certain moment, ils purent distinguer, en haut

des marches lord Balfour et s'accordèrent pour lui soumettre le problème. Sykes suggéra que Weizmann le lui expose. Celui-ci, plus avisé encore, lui rendit la politesse, et Sykes s'exécuta. Une demi-heure s'écoula encore. Weizmann, son haut-de-forme à la main, attendait dans le couloir en compagnie du major William Ormsby-Gore. Membre du parti conservateur au Parlement, puis plus tard ministre des Colonies, il avait été l'un des artisans de la déclaration Balfour. Il était sur le point de partir avec la délégation sioniste pour servir d'officier de liaison auprès des autorités militaires de Palestine.

Balfour avait décidé que la rencontre devait bien avoir lieu, mais l'heure de l'entretien avait été dépassée. Balfour téléphona au palais de Buckingham et présenta ses excuses pour avoir fait attendre Sa Majesté. Il était fautif, étant arrivé en retard au ministère, s'excusa-t-il. Le rendez-vous fut reporté. Le roi ne sembla pas s'en formaliser : Balfour était toujours en retard, devait-il avouer à Weizmann. La création du comité des délégués, des années avant que les Britanniques ne décident de se fixer en Palestine et qu'ils n'exercent un mandat sur le pays, et ce contrairement à l'avis des militaires sur place, reflétait l'influence du sionisme et la force de persuasion de Chaïm Weizmann à Londres. Il devait jouer le rôle d'une ambassade, déclara Weizmann par la suite, mais avec le temps il allait prendre l'importance d'un gouvernement.

Le comité était venu escorté d'un aréopage très hétéroclite représentant les Juifs de Grande-Bretagne, sionistes et non-sionistes, mais aussi les Juifs italiens et français. Quelque temps plus tard, il était rejoint par des représentants des États-Unis, de Russie et de Hollande. Zeev Jabotinsky devait le rejoindre en Palestine : autant tribun qu'officier de liaison ²⁰, il fut l'un des instigateurs des brigades juives ; journaliste célèbre en Russie, écrivain et traducteur, il signait ses papiers de son nom de plume : *Altaléna*. Il avait constitué en Russie une pseudo-milice afin de protéger les Juifs d'Odessa.

En 1903, Jabotinsky s'était rendu à Kichinev après le pogrom de sinistre mémoire. Il y rencontra, entre autres, Chaïm Nahman Bialik dont il traduisit plus tard de l'hébreu en russe son poème sur les événements : *Dans la ville du massacre*. Jabotinsky ne vit pas Weizmann à Kichinev. Ce fait est important à signaler, car Weizmann prétendit s'être rendu sur les lieux du drame dès qu'il en eut connaissance, pour constituer des groupes de Juifs armés afin de « protéger les femmes et les enfants ». Son biographe, Yehoudah Reinharz, découvrit qu'il avait inventé cette histoire de toutes pièces : Weizmann tentait de mentir à l'Histoire voulant ainsi se bâtir une légende héroïque ²¹.

Weizmann s'était lui-même hissé à la tête du comité, garantissant ainsi les prérogatives de ses amis politiques, les sionistes britanniques. L'un d'entre eux allait bientôt diriger le comité des délégués presque à lui tout seul : il s'agissait du docteur David Eder, jeune baroudeur, que les trois mouvements idéologiques fondateurs du XX^e siècle, le socialisme, la psychanalyse et le sionisme avaient fasciné. Il lui arriva même d'être fait prisonnier par une tribu de cannibales. Peu connu, il mérite d'être mentionné comme le premier Premier ministre sioniste de Palestine. Sigmund Freud lui reconnaissait « une grande capacité d'amitié ».

4. Montague David Eder conserva jusqu'à la fin de ses jours une cicatrice sur le front, à la suite des célèbres incidents entre manifestants et policiers sur Trafalgar Square, à la fin de novembre 1887. Eder étudiait alors à l'université de Londres. Fils d'un riche diamantaire juif, il avait rallié les premiers syndicats socialistes qui virent le jour en Angleterre, telle la Société fabienne ²¹ dont George Bernard Shaw était un des membres éminents. Dans son testament figurait une lettre courroucée de Shaw : une malformation héréditaire empêchait Eder de pouvoir le comprendre, lui écrivait Shaw, mais il récidivait par écrit en enfonçant le clou : « encore et encore et encore et encore et encore et encore et encore et encore ». Pendant ses études de médecine, Eder partageait un studio avec son oncle qui commençait à percer dans le monde des lettres : l'écrivain Israël Zangwill. Ce dernier avait invité Theodor Herzl à Londres et était profondément sioniste. Comme lui, il n'attribuait pas une importance capitale à la Palestine. N'importe quel territoire libre, sûr et prospère pouvait accueillir des Juifs, pensait-il. Il fonda le Mouvement territorialiste. « Monty » Eder, son neveu, achevait pendant ce temps ses études. Zangwill l'envoya au Brésil vérifier si l'on pouvait y installer des Juifs. C'était son troisième voyage en Amérique du Sud. Il avait été précédemment en Colombie pour rendre visite à son oncle, propriétaire de plantations de caoutchouc et de café. Quelque temps après son retour, ayant répondu à une petite annonce publiée dans le journal par le consulat de Bolivie à Londres, il repartait à destination de la Bolivie, à la tête d'une équipe médicale. Ses nombreux périples le conduisirent jusqu'à des chemins perdus de la Cordillère des Andes où il se retrouva sous les feux d'une guerre civile et fut accusé d'espionnage. Une autre fois, il tomba malade, ne put poursuivre sa route, et faillit mourir. Des indigènes le soignèrent.

Ils lui offrirent à manger la tête d'un bébé qui s'avéra finalement n'être que la tête d'un bébé singe. Il découvrit qu'ils mangeaient des cadavres, mais qu'ils ne tuaient pas d'hommes pour se nourrir. S'il venait à mourir, ils

allaient faire un excellent repas, s'imagina Eder dans un accès de délire dû à sa maladie.

Il se rétablit, rentra chez lui et se passionna pour la psychanalyse. Il se rendit à Vienne chez Sigmund Freud. Celui-ci écrivit plus tard qu'il trouva en Eder quelque chose qu'il trouvait aussi en lui, ce quelque chose d'extraordinaire, que la psychanalyse n'est pas encore parvenue à définir, ce quelque chose si particulier au Juif ». Eder se heurta à une vive opposition en Grande-Bretagne dans ses efforts de propager les idées de la psychanalyse, mais réussit toutefois à se frayer sa propre voie : son travail porta sur les enfants des quartiers déshérités de Londres et il fonda la première clinique spécialisée dans les traumatismes causés par la guerre. La plupart de ses patients venaient du front des Dardanelles, véritable front de la défaite où se battaient également des soldats de la brigade juive.

Eder soutenait la brigade avec l'un de ses camarades d'enfance devenu son beau-frère, Joseph Cowen. C'était l'un des proches de Weizmann, et c'est lui qui présenta les deux hommes l'un à l'autre. Eder n'était alors pas encore sioniste. Il se définissait comme « juif et athée » et avait exigé d'être incinéré après sa mort. Le sionisme était aux antipodes de son idéologie socialiste. Il croyait en un monde où les hommes aboliraient les différences de religion, de nation et de race. Cynique et humaniste à la fois, il résumait sa propre existence en ces termes : « Nous naissons fous, nous nous dotons de références morales puis nous devenons idiots et misérables. » Weizmann devait plus tard le considérer comme son meilleur ami.

Eder se lia également d'amitié avec l'écrivain D.H. Lawrence qui sut déceler en lui la fibre aventurière qui l'avait poussé à partir en Palestine : « N'importe qui doit de toute façon, je suppose, aller quelque part. N'est-il pas tout à fait méprisable de rester à ne rien faire dans le Néant ? » Mais il refusait de comprendre le sionisme : « Pourquoi vas-tu chez les Juifs ? demanda-t-il à Eder. Ils s'agripperont à toi sans relâche. Il vaut mieux que tu renonces à être juif. Laisse le judaïsme disparaître. Ce serait beaucoup mieux [...]. » Mais pour être en compagnie d'Eder, devait-il écrire plus tard, il était prêt à le suivre même en Palestine ²².

Avant leur départ. Chaïm Weizmann écrivit à l'un des membres du mouvement sioniste des États-Unis que les actions du comité nécessitaient d'urgence la somme d'un million de dollars. Pendant ses trois années et demie d'existence, le comité disposa de plus d'un million de livres sterling, qui équivalaient selon le cours en vigueur à quelque quatre millions de dollars. Cette somme représentait un peu moins de quarante pour cent de l'argent

alloué à l'époque au Yishouv ²³. L'organisation Hadassah était représentée en Palestine par une délégation médicale. Les soupes populaires devenaient de plus en plus nombreuses grâce au financement du Joint qui venait également en aide aux orphelinats et aux maisons de retraite.

5. Vingt minutes après le départ en train de Paris de Chaïm Weizmann et de sa délégation pour Londres et Rome, les Allemands bombardaient la ville. « Je pars faire mon service militaire », écrivit Weizmann à propos de sa mission en Palestine, « le service de la patrie ». Sa femme était restée en France chez sa sœur. « Sois fort et tiens bon ! » lui écrivit-il en précisant que c'était l'antienne de Josué fils de Noun lorsqu'il approchait de la terre d'Israël ²⁴.

En route pour la Palestine, Weizmann convoqua les premières réunions du comité, à l'hôtel Excelsior à Rome et sur le pont du navire *Canberra* qui devait les conduire en Égypte ²³. Ils rédigèrent, dès le début, des protocoles en bonne et due forme. Tout au long du travail du comité, la paperasse ne cessait de s'accumuler. Les dizaines de milliers de lettres qu'il recevait et les copies de celles qu'il envoyait étaient toutes numérotées et classées. Au début ses membres tâtonnaient, car aucun n'avait été préparé à diriger un pays. Les milliers de documents qu'ils léguèrent attestent de l'étonnante diversité des affaires qu'ils eurent à traiter, mêlant œuvres de charité et aides sociales, problèmes d'ordre privé et politiques.

Ils durent déployer toute l'énergie nécessaire pour satisfaire les innombrables demandes dont ils étaient submergés par les autochtones, particulièrement à Jérusalem, dès l'ouverture de leurs locaux, rue Yafo. La plupart étaient formulées par écrit : des milliers de petits billets, en différentes langues, souvent dans un style châtié presque biblique et dans une calligraphie hébraïque désuète. Ils demandaient des aides financières pour pouvoir acheter du pain, des médicaments, des vêtements chauds pour l'hiver, de quoi payer leur loyer et les études de leurs enfants. « Je suis une pauvre veuve avec un fils dont j'ai encore la charge, écrivait Rachel Bitchkow. Par pitié et au nom de la miséricorde divine, je m'adresse à vous [...] car je n'ai plus personne dans mon malheur vers qui me tourner. [...] Au cas où vous ne pourriez satisfaire ma demande, moi-même et mon fils orphelin serions contraints de connaître les affres de la faim.

Une certaine M^{me} Kimhi réussit à convaincre le consul Ballobar de faire pour elle la demande d'une aide pécuniaire. Elle avait été abandonnée par son mari. Le comité des délégués recevait de toutes parts des demandes de recherche de proches disparus qui avaient dû quitter la ville pendant la guerre.

Des recherches étaient effectuées entre Sydney et Mexico. « Si seulement tu pouvais imaginer les requêtes qui nous sont adressées, écrivait à son épouse Chaïm Weizmann. De la demande de crédit à long terme jusqu'aux prononciations de divorce, de la construction d'une synagogue à l'élargissement d'un voleur en prison. » Il perdait patience : « Quel peuple envahissant ! » écrivait-il dans une formule lapidaire. L'histoire de cette communauté avait été jalonnée de mille tragédies et son seul avenir résidait dans la mendicité organisée. « Il n'y a pas au monde de ville comparable, où presque quatre-vingts pour cent de la population vit de multiples subventions, sans en être affligée, humiliée ou même outragée », écrivait Mordekhaï Ben Hillel Ha Cohen ²⁶.

La plupart des Juifs de Jérusalem vivaient depuis toujours des dons qu'ils recevaient de la Diaspora européenne. C'était le système de la Haloukkah ²². Les juifs qui en étaient bénéficiaires étaient censés représenter à Jérusalem les différentes communautés d'Europe et se consacrer en leur nom à l'étude de la Loi et à la liturgie. La plupart ne pouvaient subvenir par elles-mêmes à leurs besoins et n'avaient plus aucune ressource depuis la guerre. Le comité des délégués travaillait en s'inspirant directement de la Haloukkah : une portion de pain journalière pour plus d'un millier de vieillards, plus de sept mille écoliers, de huit cents malades et de mille cinq cents orphelins. Une aide sociale mensuelle fut prodiguée à quatre cent quarante-huit familles et mille six cent quatre-vingt-quatre veuves. Des *talmud-torah* et des *yeshivah* furent subventionnés. Plus de soixante-cinq pour cent de l'aide financière du comité des délégués revint à Jérusalem. La majorité de cet argent servait à venir en aide directement aux nécessiteux, ce qui en tout et pour tout représentait chaque mois des dizaines de milliers de livres égyptiennes ²⁷.

La situation commençait à devenir malsaine, ce dont étaient tout à fait conscients les membres du comité des délégués. Ce n'était pas ainsi qu'ils s'étaient imaginé leur tâche. Bien qu'ils sussent combien il était difficile de se confronter aux Juifs de la Haloukkah, ils espéraient que l'essentiel des subventions permettrait aux assistés de s'aider eux-mêmes. À leur arrivée, ils reçurent des propositions de travail de la part de membres du mouvement sioniste déjà installés en Palestine, portant sur la création de lieux de travail en ville et sur l'aide aux agriculteurs ²⁸.

Le comité des délégués fut à l'initiative de créations d'imprimeries et d'ateliers de confection. Plusieurs femmes de la ville furent en charge des jardins publics. Ses membres essayaient d'encourager l'industrie, et les investissements. Ils accordèrent des crédits aux fermes agricoles et

financèrent la création de plusieurs kibboutz. Ils œuvrèrent pour l'augmentation des salaires des enseignants, donnaient leur avis sur le programme de peuplement et accueillirent les premiers Juifs qui commençaient à arriver de Diaspora. Ils contribuèrent à l'acquisition de terres et à la fondation de nouvelles agglomérations. Le secteur de l'aide sociale et de la santé n'excéda jamais quatre pour cent du budget ²⁹, le comité s'efforçant de contrôler les aides allouées aux œuvres de bienfaisance en exigeant des résultats et en transformant autant que possible leurs subventions en prêts.

Malgré cela, ils étaient considérés comme des philanthropes prodigues et néfastes. Le journal *Ha'Aretz* accusa le comité des délégués d'avoir commis « une faute grave » en favorisant le laisser-aller, la corruption et la mendicité, plutôt que d'encourager le travail.

Edwin Samuel, l'un des officiers de liaison entre le comité et l'armée, rapporta à son père que le système des subventions portait grandement préjudice aux habitants de Jérusalem. Weizmann, aussi, savait pertinemment que cette aide favorisait la corruption morale et que quatre-vingt-dix pour cent de ses bénéficiaires restaient à ne rien faire. « Je suis rempli de honte ! écrivit-il. Mordekhaï Ben Hillel Ha Cohen pensait que les habitants de Jérusalem abusaient et profitaient de leur statut d'étrangers ³⁰.

Une commission d'enquête diligentée par les États-Unis exigea du comité une gestion plus rigoureuse et plus rationnelle. David Eder se vexa. La situation était critique, prétendait-il, et les gens avaient besoin d'aide. Weizmann tenta de le calmer : « Mettre un peu d'ordre dans ce capharnaüm, est une tâche qui exige nécessairement des années, écrivit-il à sa femme, il nous faut pour cela une forte énergie et une patience angélique ! » Mais Weizmann poursuivait aussi une stratégie politique : le fait que les populations orthodoxes de Jérusalem acceptent l'argent du comité des délégués sionistes apparaissait *de facto* comme une reconnaissance de son autorité. Le mouvement sioniste avait ainsi tout intérêt à s'attacher dans la mesure du possible le plus grand nombre d'habitants. Aussi Weizmann tenta-t-il de proposer aux agglomérations orthodoxes un marché : un soutien financier contre leur engagement d'assurer l'enseignement en hébreu plutôt qu'en yiddish. Il tenta également de s'immiscer dans la politique locale mais bien évidemment il échoua : rien ne le prédisposait à pouvoir se retrouver dans cette jungle ³¹.

Weizmann avait Jérusalem en horreur. Elle incarnait à ses yeux le contraire du rêve sioniste et symbolisait le judaïsme obsolète : Voilà déjà une

semaine que je suis à Jérusalem, et j'en suis encore à chercher mon chemin dans ce vaste borbier, écrivait-il à sa femme. Il n'y a rien de plus infamant que "notre "Jérusalem. Tout ce que les hommes ont pu faire pour profaner et souiller le sacré, ils l'ont fait. La passion du lucre, une telle hypocrisie, de tels mensonges éhontés, tout cela est difficile à imaginer. » Il manifestait son dégoût pour la ville en des termes plus concrets encore : « C'est une ville maudite dans laquelle on ne trouve rien, sans le moindre confort. » Il y trouvait tous les désagréments d'une grande ville, sans ses avantages, « une ville où l'on ne trouve même pas un appartement chaleureux et propre », mais où prévalent la saleté, la laideur et où sévissent de nombreux pique-assiettes. Dans son désir de convaincre l'un des responsables de l'autorité militaire que les Juifs de Palestine « valaient davantage » que les indigènes, il dut se faire véritablement violence pour inclure aussi les orthodoxes de la ville ³².

Les frictions entre orthodoxes et sionistes étaient alors l'un des thèmes majeurs du débat politique. Le sionisme était un mouvement politique dont le désaveu était inscrit dans la loi rabbinique. Le Saint Béni Soit-Il, était-il écrit dans un Midrash, avait fait jurer aux Juifs de ne pas « faire de brèche dans le mur », autrement dit de ne pas affluer en nombre vers la Palestine. Il leur avait ainsi fait jurer de ne pas « se soulever contre les nations » tant qu'ils demeureraient sous leur joug. Il leur fallait attendre sans « précipiter les événements ». Mordekhaï Ben Hillel Ha Cohen pensait que les Hiérosolymitains avaient besoin « d'un enseignement nouveau » pour les années à venir ^{23 33}.

Peu de temps après, Weizmann prit la décision d'acquérir le Mur occidental ³⁴. La propriété du lieu le plus saint du judaïsme était censée renforcer le statut du sionisme face aux orthodoxes mais aussi face aux musulmans et aux chrétiens de la ville. « Les mosquées, les clochers et les dômes qui s'élèvent effrontément dans le ciel semblent contester bruyamment le fait que Jérusalem soit une ville juive », écrivait Weizmann. C'était, selon lui, « affligeant et dangereux ³⁵ ». Le Mur occidental, lieu de prières, devait se muer en symbole national.

Des Juifs avaient déjà tenté depuis le siècle dernier d'acquérir le Mur occidental et les maisons lui faisant face. Mordekhaï Ben Hillel Ha Cohen, qui observait attentivement toutes ces manœuvres, avait le sentiment que les Juifs avaient raté l'occasion de conclure l'affaire par manque d'habileté. Plutôt que de traiter directement avec le gouvernement, ils avaient laissé s'en mêler de trop nombreux intermédiaires, comme s'il s'était agi d'une simple transaction immobilière. Les délégués commencèrent à évoquer l'idée de

l'acquisition du Mur occidental sur le pont du *Canberra* et en rediscutèrent par la suite à plusieurs reprises. Tout le monde s'accordait à penser qu'il ne fallait pas en faire une question d'argent : il fallait réunir les fonds pour l'acheter coûte que coûte.

Weizmann agit selon son habitude : il s'adressa à Allenby, puis après avoir écrit à son officier de liaison, William Ormsby-Gore, il écrivit à Balfour. En décrivant le Mur occidental comme « l'un des soubassements originaux du Temple », Weizmann affirmait que les bâtiments mitoyens étaient vétustes et à l'abandon et que l'endroit dans son ensemble était insalubre. Les maisons, ajoutait-il, appartenaient « à une obscure communauté religieuse » et l'esplanade qui lui faisait face était abandonnée aux vagabonds arabes et aux rôdeurs dont la présence et le comportement nuisaient à la sérénité des Juifs en prière.

« Les autorités militaires consentent à donner le Mur occidental aux Juifs, écrivait Weizmann, mais craignent de heurter la sensibilité des Musulmans. » Ronald Storrs le confirma par la suite et tenta même de l'aider. Weizmann promit de dédommager généreusement les Musulmans. L'acquisition par les Juifs du Mur occidental correspondait à l'espoir d'un renouveau de la vie nationale du « judaïsme » et, comme par le passé, il garantissait à Balfour des changements politiques : « Si la question est résolue de façon satisfaisante, cela augmentera d'autant notre prestige. Cela conduira à ce que le monde juif apprécie à sa juste valeur le régime britannique en Palestine et contribuera à rassembler les Juifs, essentiellement les Juifs pieux de Russie, de Galicie, de Roumanie, mais aussi d'Angleterre, d'Allemagne et d'Amérique autour de notre projet, c'est-à-dire autour de l'idée d'une Palestine juive sous la tutelle de la Grande-Bretagne. » Balfour, extrêmement prudent, répondit qu'il fallait aborder le sujet « progressivement » et qu'en tout cas, il faudrait le faire en s'adressant directement aux représentants musulmans. Une intervention gouvernementale ne pouvait que nuire au projet.

Le Mur resta la propriété des Musulmans. On peut se demander s'ils eurent jamais l'intention de le vendre aux sionistes. Le sujet revint périodiquement dans les relations entre Juifs et Arabes : les Juifs croyaient qu'ils pourraient acheter l'assentiment des Arabes de vivre avec les autorités sionistes, mais ils ne parvinrent à corrompre que quelques collaborateurs. Mordekhaï Ben Hillel Ha Cohen pensait lui aussi que Weizmann avait raté l'occasion de conclure la transaction ³⁶.

Weizmann respectait Ha Cohen. Il s'était rendu une ou deux fois chez lui à Jaffa où il lui avait raconté, allongé sur un canapé, ses rêves en yiddish, ses

crainces et les soutiens politiques sur lesquels il pouvait compter. Il avait également évoqué son prochain voyage à Aqqabah pour s'entretenir avec le chef de la rébellion arabe, Fayçal, le fils de Hussein ³⁷. Pendant ce temps, Ha Cohen s'occupait des préparatifs de l'inauguration de l'université.

Weizmann s'amusa un jour à comparer le statut de l'université du futur État juif à celui du casino de Monte-Carlo. Il avait auparavant comparé celle-ci au troisième Temple, et c'est en ces termes qu'elle fut évoquée lors des festivités inaugurales. À l'instar du Temple, l'université se devait d'être un centre spirituel et national mais, contrairement à celui-ci, elle devait servir le nationalisme séculier. Plusieurs rabbins avaient pour cette raison menacé de boycotter la cérémonie ³³.

6. Trois hommes au moins, dont deux rabbins, avaient rêvé de l'édification de l'université avant que l'idée n'émerge en 1897 lors du premier congrès sioniste. Depuis, cette idée faisait partie intégrante de l'idéal sioniste. Le rôle essentiel de l'université était de promouvoir le nationalisme juif en Palestine. Weizmann apparemment ne savait pas comment concrétiser ce rêve. En homme pragmatique, il n'avait pour seule certitude que l'université verrait le jour, comme l'État, progressivement. Il avait l'intention de la construire département par département, en fonction des dons qu'il réussirait à récolter. Entre-temps, il se concentrait sur la cérémonie d'ouverture. Celle-ci se résuma à une démonstration de force et cristallisa ce que le mouvement sioniste faisait alors de mieux en sachant saisir les occasions : les relations publiques politiques. La première pierre de l'université hébraïque était comme la pierre angulaire du futur État juif.

Les dignitaires de l'armée britannique de Palestine s'opposèrent d'abord à la cérémonie. Allenby prétendit que Weizmann ne pouvait choisir pire moment : les Turcs étaient susceptibles à tout instant d'attaquer de nouveau Jérusalem. La Palestine n'était pas encore totalement conquise. La guerre en Europe, aussi, était loin d'être terminée : les Allemands approchaient des portes de Paris. Weizmann répliqua que la guerre allait être gagnée. Il réussit à vaincre à sa manière les réticences de l'armée, ayant obtenu une autorisation de Balfour. Auparavant, il avait obtenu celle de pouvoir acquérir intégralement la maison de sir John Gray-Hill de Liverpool et son terrain environnant sur le mont Scopus ³⁹.

L'organisation de la cérémonie ne fut pas chose facile. Ha Cohen pensait ériger douze pierres, en souvenir du nombre des tribus d'Israël. Il espérait qu'elles pourraient honorer comme il se devait les organisations, les corporations et les personnalités, ceux qui exigeaient les honneurs et avaient

demandé le droit de poser leur propre pierre lors de l'inauguration du bâtiment. Au dernier moment il s'avéra que si Weizmann posait la première pierre « au nom du sionisme », treize pierres seraient nécessaires. Ha Cohen dut encore s'occuper du financement des pierres et dans sa naïveté, crut que les tailleurs de pierre allaient travailler bénévolement, s'acquittant ainsi d'une bonne œuvre. La facture le fit bondir : « Lorsque je leur fis part de ma façon de voir les choses, écrivit-il dans son journal, ils me regardèrent comme s'ils avaient eu affaire à un homme bizarre et parurent d'autant plus vexés. »

Près de six mille invités se pressèrent sur la colline. Une grande tente avait été déployée et décorée de fleurs. C'était le 24 juillet 1918. Le général Allenby conduisit Weizmann dans sa Rolls Royce et Balfour lui fit parvenir un télégramme de félicitations. Le mufti et l'archevêque anglican posèrent avec les rabbins de la ville une pierre « au nom de Jérusalem ». Le consul Ballobar s'amusa de la présence sur les lieux de l'archevêque antisémite et nota que le mufti, lui non plus, ne pouvait dissimuler son amertume : son visage était aussi jaune qu'un melon trop mûr, nota le consul dans son journal. La cérémonie lui apparut comme une manifestation politique superflue et préjudiciable. Il n'aimait pas Weizmann.

Weizmann posa également une pierre « au nom de l'armée juive ». Allenby avait refusé que les soldats de la brigade juive assistent aux festivités. Les autres pierres représentaient le baron Rothschild et Y.L. Goldberg, un millionnaire juif russe qui avait financé l'acquisition du terrain, mais également la ville de Jaffa, les colonies agricoles, le comité de l'éducation et celui des enseignants, les artistes, les ouvriers et la nouvelle génération : plusieurs dizaines d'enfants étaient rassemblés sur le lieu de la cérémonie, à qui des friandises furent offertes et à qui furent données des explications sur le bâtiment de l'université, présenté comme « un temple sacré ».

La journée de Weizmann ne fut pas pour autant terminée après ces festivités : il se sentait extrêmement affaibli, mais une foule de gens, bien plus que le nombre d'invités prévus, était venue envahir l'hôtel Amdursky et l'attendait. Il n'arriva que vers minuit ayant été invité à dîner chez Mordekhai Ben Hillel Ha Cohen. Les gens commençaient à s'impatienter, certains même étaient ivres. La promiscuité était très pénible, la foule exigeait un discours, et le pauvre Weizmann se mit en colère. Ha Cohen réussit le lendemain à le calmer et lui offrit en cadeau la truelle qui avait servi lors de l'inauguration.

Par la suite Weizmann se plut à évoquer la cérémonie avec une nostalgie empreinte d'une certaine poésie : « Le soleil couchant inondait de ses derniers feux les montagnes de Juda et de Moab, il me semblait que les collines

métamorphosées observaient stupéfaites, peut-être avaient-elles l'obscur intuition que c'était, après tant d'années, le début du retour de leurs fils. Jérusalem trônait au-dessous de nous, irradiant comme une pierre précieuse. » Ils demeurèrent un long moment encore autour des pierres dressées, mais après avoir entonné la *Ha Tiqvah*, ils n'eurent plus envie de partir. « Nous demeurâmes silencieux, la tête baissée, à observer la petite rangée de pierres, tandis que le crépuscule se faisait nuit », écrivit Weizmann. On entendait au loin de faibles explosions, échos de la guerre pour la Palestine qui était encore loin de s'achever ⁴⁰.

7. Allenby avait besoin de quelques mois pour se préparer à poursuivre la conquête. Il devait encore transférer une partie de ses troupes en Europe. Les Turcs et les Allemands tentèrent, sans succès, de revenir à Jérusalem. Les soldats d'Allenby avaient traversé le Jourdain, mais furent refoulés lors de la bataille pour la prise d'Amman. Quelques mois s'écoulèrent avant qu'ils ne tentent une offensive par le nord. Une grande bataille fut livrée dans les environs de Megiddo. Allenby ajouta à son nom le titre de lord. Ce fut la dernière victoire de cavalerie de l'Histoire. Des Juifs et de jeunes Arabes de Palestine participèrent à cette campagne.

La mobilisation posait un cruel dilemme. Mordekhaï Ben Hillel Ha Cohen et les responsables de la communauté juive de Jaffa reçurent à ce sujet une proposition d'un des commandants de l'armée. Il rappelait l'existence des brigades juives mobilisées en Grande-Bretagne et aux États-Unis et prétendait que lorsque la campagne de Palestine toucherait à sa fin, les hommes mobilisés pourraient travailler dans la police : la Palestine ne devait-elle pas en définitive revenir aux Juifs ?

Ha Cohen et ses acolytes frémirent. La guerre en elle-même les effrayait. Ils craignaient pour la vie des habitants juifs du nord du pays car la Galilée était encore aux mains des Turcs. Ha Cohen craignait aussi pour la vie de ceux qui avaient dû s'exiler à Damas où ils croupissaient toujours en prison comme Meir Dizengoff, chef du comité local de Tel-Aviv. Qui sait si les soldats seraient autorisés à rester en Palestine ? Si la guerre l'exigeait, ils seraient emmenés sur un autre front. Ha Cohen déclara : « Nous n'avons pas à inciter nos jeunes à s'enrôler dans quelque armée que ce soit, et il nous est interdit d'éloigner nos propres troupes des frontières de la Palestine, particulièrement nos jeunes qui ont tant besoin de notre régénération dans le pays et de travail sous quelque forme qu'il se présente. » Ha Cohen redoutait aussi des heurts entre les soldats juifs qui servaient dans l'armée britannique et ceux qui combattaient dans l'armée turque, et craignait que cela ne dégénère en guerre fratricide. Plusieurs centaines de jeunes gens affaiblis,

affamés et les nerfs à vif ne pouvaient contribuer à l'effort de guerre britannique. Ha Cohen n'attribuait aucune valeur nationale à la mobilisation de plusieurs centaines de Juifs au service d'une si grande armée.

Mais la petite communauté allait bientôt se trouver au centre d'une violente polémique qui allait alimenter sans fin le débat public du Yishouv. Car, entre-temps, Jabotinsky s'était mis à encourager la population à s'engager dans les troupes d'Allenby. Mordekhaï Ben Hillel Ha Cohen l'invita chez lui. Jabotinsky exigea d'obtenir son soutien. Ils s'entretenirent cordialement autour d'une tasse de thé. Ha Cohen et ses amis dirigeants de la communauté ne voulaient pas heurter de front Jabotinsky.

À un certain moment, la conversation prit une tournure quasi surréaliste. Il était question de judaïsme et de militarisme. Jabotinsky affirmait que tout le monde était militariste. Ha Cohen lui répliqua qu'il demandait aux jeunes des sacrifices qui n'étaient pas justifiés, et que l'idée elle-même était étrangère à l'esprit du judaïsme. Il écrivit indigné dans son journal : « Quelle énergie et quel talent Jabotinsky avait-il dû sacrifier à cet étrange engouement militaire. Quel courage et quelle bravoure avait-il dû consacrer à ce culte idolâtre.⁴¹... » Auparavant, Jabotinsky lui avait confié qu'il était proche du désespoir et songeait à mettre fin à ses jours. Ha Cohen parut effrayé et Jabotinsky lui expliqua alors qu'il avait renoncé à se suicider. Peut-être était-il préférable pour lui de cesser de s'occuper de la brigade et de se consacrer à l'écriture et de gagner sa vie. Ha Cohen pensait que c'était en effet une bonne idée mais il n'osa le lui dire⁴².

L'enrôlement dans la brigade, embryon de la future armée, était censé endurcir les jeunes de Palestine au nom de l'idéal national.

“Nous voulons verser notre sang pour cette terre, déclarait l'écrivain Moshe Smilansky, car sans ce sang sacrifié, les pierres du futur édifice national seront réduites en poussière. » L'un des rapports rédigés plus tard par le comité des délégués affirmait : « Toute la jeune population masculine s'est mise à la disposition des brigades juives. » Cela n'était pas tout à fait exact. Seules quelques centaines de jeunes s'étaient enrôlées et n'avaient livré de réels combats que pendant deux ou trois heures. Leurs véritables ennemis étaient la fièvre et la grippe espagnole qui avaient déjà ravagé l'Europe. Des centaines tombèrent malades, des dizaines succombèrent⁴³.

Jusqu'à ce qu'il achève totalement la conquête du pays, Allenby eut recours à plus de trois cent cinquante mille soldats, dont plus de cent mille Égyptiens et des dizaines de milliers d'indiens, soit près d'un soldat pour deux habitants. Ils étaient venus accompagnés de seize mille chevaux et

chameaux, et firent quatre-vingt-dix mille prisonniers turcs et allemands, laissant derrière eux plus de douze mille tombes britanniques ⁴⁴.

Quelques jours après l'entrée à Nazareth des soldats d'Allenby, Antonio de Ballobar partit parcourir le nord du pays. « La terre de Jésus, écrivit-il dans son journal, a été purifiée de ses occupants impies. » Le ciel d'octobre était sans nuages et le consul d'excellente humeur. C'était un périple dans un pays meurtri et sinistré. En chemin il fut témoin de scènes macabres inoubliables : monceaux de ferraille fouillée, boîtes de tôle, bouteilles vides, caisses de munition, charrettes défoncées, débris d'avions, pistolets, que des soldats avaient jetés dans leur fuite, mais aussi canons abandonnés, cadavres de chevaux et de chameaux exhalant des miasmes putrides. Le consul et ses acolytes arrêtaient leur véhicule pour recueillir des souvenirs de guerre et pour photographier l'ampleur du désastre. Au nord de Naplouse ils croisèrent une file de voitures incendiées. Soudain, ils virent des cadavres de soldats en état de putréfaction avancée : des tas de cadavres et de squelettes humains en partie calcinés. Des bêtes sauvages avaient dévoré leurs chairs. Dans le ciel, tournaient encore des avions de chasse. C'était comme dans un film, écrivit Ballobar.

Il passa la nuit dans Haïfa libérée et succomba au charme du paysage planté de pins qui s'étendait au-dessus du Carmel. À l'hôtel Carmel, le consul croisa Ronald Storrs et apprit de sa bouche que les Britanniques avaient déjà atteint Damas ⁴⁵. Parmi les clients, se trouvait aussi Meir Dizengoff, tout juste autorisé à quitter son exil Ballobar entreprit de s'occuper du retour des autres exilés, pour la plupart hiérosolymitains, dont Khalil Al Sakakini et Alter Levin.

8. Neuf mois avaient passé depuis l'arrestation de Sakakini, le dernier jour de l'occupation turque. Il avait quitté la ville pieds et poings liés à ceux d'Alter Levin et ils avaient dû marcher quatre jours, via Jéricho, jusqu'à Damas d'où ils avaient été conduits en train jusqu'à la prison où ils partageaient le même lit.

Pendant leur détention les deux hommes avaient entrepris de tenir un journal. Leur famille leur manquait terriblement.

« Rendez-moi ma famille, et vous pourrez alors m'envoyer en exil pour l'éternité », écrivit Sakakini ⁴⁶. Levin quant à lui nota : « Mon cœur gémit comme l'océan une nuit d'orage [...] comme le claquement des ailes d'un aigle, résonne la voix de ma bien-aimée et de mes filles qui me sont plus chères que ma propre existence, leurs ombres ont l'éclat des collines de Jérusalem. » Ils se sentaient très seuls : la veille du Nouvel An, Sakakini

écrivit : « Je n'ai pu contenir des larmes amères [...]. La dernière nuit de l'année 1917 dans une prison de Damas, si loin de celle que j'aime [...]. Ô terrible destin ! » La veille de la Pâque, Levin écrivait : « Une nuit sainte comme celle du *Seder*, dans une geôle souillée, tel le genévrier dans la steppe, parmi des centaines d'âmes impures... »

Levin considérait Sakakini comme son ami, mais Sakakini était plus réservé : « Je ne le comprends pas et il ne me comprend pas non plus. »

Il attribuait à Levin l'opinion selon laquelle les Juifs se considéraient comme un peuple élu, supérieur aux autres, mais pensait aussi que Levin lui attribuait un même orgueil ⁴⁷. Ce n'était pas tout à fait exact : Levin était enclin à s'identifier à l'univers de Sakakini. Il serait juste d'honorer sa mémoire comme celle d'un des artisans du rapprochement entre la tradition biblique hébraïque et la culture arabe de Palestine. Leurs adversaires les avaient surnommés « les Cananéens », Levin fut le premier poète cananéen. Il vénérât le soleil et le désert, illustrant son recueil de poésies de dessins de chameaux et d'un croissant de lune. Il demanda qu'un palmier fût planté sur sa tombe. Dans nombre de ses poèmes, il se fit le chantre de légendes de passions arabes, empreintes de violence et de sensualité, aimant insérer dans ses vers des expressions arabes. Khalil Al Sakakini lui avait appris cette langue. Sa correspondance est truffée d'expressions arabes. Dans l'une de ses lettres il confie : « Je me sens étranger à la culture aryenne, je ne me trouve à mon aise que dans le passé, ma route me conduit naturellement vers le soleil. »

Il écrivit beaucoup, laissant derrière lui des centaines de poèmes jamais publiés. Un grand nombre glorifie la splendeur de Jérusalem : les pierres et la lumière, la magie et l'immanence divine. Il vouait une passion presque érotique à la ville, et les poèmes qu'il lui consacra ont les accents de la nostalgie de l'amant pour sa bien-aimée : « Tu es toute entière douce lumière et soierie [...] Ton cou, ta bouche, tes jambes de gazelle, ton sein, ton corps/ta voix, tout ton être me sont apparus et m'ont charmé [...] » Il prit comme pseudonyme Asaf Halévy le Hiérosolymitain. Levin ne fut jamais considéré comme un grand poète. Les quelques critiques qui cherchèrent à lui rendre hommage eurent du mal, semble-t-il, à trouver les mots justes. La poétesse Rahel écrivit simplement que l'expression enfantine de Levin était touchante, mais comme la plupart des critiques, elle se limita à louer la belle édition de luxe de ses poèmes dans la pure tradition orientale.

Son livre mérite d'être mentionné dans l'histoire de l'édition hébraïque en Palestine. Levin le publia à compte d'auteur, veilla à son impression et en fit

lui-même l'éloge : « Superbe édition sur papier parchemin, planches illustrées et titres pour chaque partie. La fin des poèmes est enluminée avec des incrustations de cuivre représentant des vues de Palestine. Vingt exemplaires en format in-octavo, trois cent vingt pages, une reliure luxueuse et sur la page de titre, le symbole des tribus d'Israël. » La poésie hébraïque ne lui fit aucune place et il fut très vite oublié.

Une photographie le représente habillé d'un cafetan de cheik arabe et coiffé d'un keffieh. Elle est conservée dans son testament avec une autre le représentant dans la même pose, vêtu cette fois d'un costume, rehaussé d'une élégante cravate. La première porte la mention : « Orient », la seconde « Occident ». Sa tentative de faire le pont entre les deux cultures donna naissance à un long poème, racontant l'histoire de Blanche-Neige, légende populaire du désert : « Au nom d'Allah et du Prophète ! / du ciel m'apparut Blanche-Neige, qui n'est autre que Talguieh », écrivait Levin. Ces vers étaient prononcés par un émir, le cheik des montagnes ⁴⁸. Il utilisait des stéréotypes rebattus : l'« Arabe », tel qu'il se le représentait, était un noble sauvage, romantique, sensuel et cruel.

Pendant qu'il était encore derrière les barreaux, Levin s'émerveillait de la ferveur des prisonniers musulmans. Il décrivit leur prière ; le cliquetis des chaînes qui retenaient leurs pieds se mêlait à la litanie de leurs chants. « Qui n'a pas été témoin de ce spectacle n'a jamais assisté à une scène religieuse », écrivit-il dans son journal. Sakakini, quant à lui, était arrivé à la conclusion qu'il fallait abolir les prisons : au lieu de s'occuper des criminels, mieux valait traiter les causes du mal ⁴⁹. L'un et l'autre cultivaient le rêve américain. Les États-Unis étaient à leurs yeux le symbole de la liberté.

Les écrits conservés dans le fonds légué par Levin témoignent de son admiration pour la culture américaine. On était au début de l'hégémonie américaine : « L'Amérique doit forcément dominer l'Europe, tout comme le grand capital doit engloutir le petit capital », écrivait Theodor Herzl ⁵⁰. Levin identifiait son rêve américain à sa vision sioniste. Il souhaitait que les Juifs de New York investissent leur argent et leur énergie en Palestine afin que l'État juif voie le jour en tant qu'étape du processus d'américanisation du monde entier. Pour Levin, New York venait juste après Jérusalem. « C'est un spectacle immense et sublime, écrivit-il un jour à propos de Manhattan, à la gloire de l'entreprise de simples mortels, un chef-d'œuvre humain, la perfection... l'exaltation, l'éternelle aspiration de l'homme vers les sommets... Une liberté qui répand sa lumière sur l'étranger de passage et appelle peuples et races à exalter cette nouvelle nation en gestation : le peuple

américain... » Il est possible qu'il ait fait le rapprochement entre ce peuple en marche et ses fantasmagories cananéennes. Wall Street apparaît transfigurée dans son journal, devenant la « rue du Mur occidental ⁵¹ ».

Sakakini caressait lui aussi le rêve américain : « Si je survis, écrivait-il, je déciderai de m'exiler en Amérique où je mettrai mon fils dans l'une des meilleures écoles. Il y apprendra les mœurs et la culture américaines. [...] Rien ne pourrait me rendre plus heureux que de voir mon fils en tenue de sport, bras, jambes et tête nus, ses cheveux blonds au vent, dévalant à New York les marches de l'université de Columbia pour aller au stade pratiquer un de ces sports qui entretiennent la musculature et nécessitent rapidité, élégance, courage, audace, discipline et vivacité [...]. »

Alors qu'il était encore jeune, quelques années avant la Grande Guerre, Sakakini était parti tenter sa chance en Amérique. Peut-être s'y serait-il fixé si la chance lui avait souri. En y songeant, il écrivit : « Partout où je me rendrai, j'agirai en patriote et j'œuvrerai pour le progrès de la société dans laquelle je me trouve, qu'elle soit américaine ou anglaise, ottomane ou noire, chrétienne, musulmane ou même polythéiste. Je n'agirai qu'au service de la science, et la science n'a pas de patrie. Si le patriotisme signifie être un homme sain, vigoureux, énergique, humaniste, vertueux et aimable, alors je suis patriote. Mais si cela signifie privilégier une religion au détriment d'une autre, s'en prendre à autrui parce qu'il n'est pas du même pays ou de la même religion que soi, alors je ne le suis pas. »

Pendant son séjour aux États-Unis, Sakakini avait suivi des cours à l'université de Columbia et avait collaboré à la rédaction d'une revue arabe. Pour vivre, il donnait des cours privés d'arabe et allait travailler sur les marchés et à l'usine. Ce fut une période pénible. « J'aimerais m'envoler comme un oiseau vers Jérusalem, écrivit-il dans son journal, et me décharger de mes soucis et de mes peines aux pieds de Sultana. Je lui ai écrit pour lui dire : donne-moi une année encore et si je ne réussis pas, juge-moi comme bon te semble ⁵². » Il ne tint pas le coup. Moins d'un an plus tard, il rentrait chez lui.

Le rêve américain qu'entretenaient les deux hommes n'était pas seulement l'expression d'aspirations personnelles. Le mouvement sioniste dépendait alors déjà de ses militants américains. Le nationalisme arabe devait aussi beaucoup à l'action des missionnaires américains ⁵³. Les deux hommes rêvaient l'un comme l'autre de l'indépendance de leurs peuples.

Tous deux se préoccupaient beaucoup de leurs enfants. Sakakini voulait que son fils Sari devienne enseignant ou, à défaut, médecin. « Je ne veux pas

qu'il se marie, mais si cela devait arriver, que ce soit avec une femme qui le hisse vers le haut. » Levin voulait que ses trois filles, Rivkah, Shulamit et Rahel s'épanouissent « dans l'humilité et à l'abri des regards ». Les deux hommes firent donner des cours de piano à leurs enfants.

Sakakini s'efforçait d'aider Levin : « Depuis que nous avons quitté Jérusalem, je ne cesse d'avoir pitié de lui comme si c'était mon frère et j'essaie d'apaiser son esprit en attribuant nos nombreuses tribulations au destin malheureux ⁵⁴. » Quant à Levin, il se tourmentait : « C'est une malheureuse victime des circonstances dont je suis seul responsable », confiait-il dans une lettre à sa femme Gitel à qui il enjoignait d'entretenir des relations avec Sultana Sakakini.

Sakakini avait été gagné par ce qu'il appelait sa « philosophie du bonheur » : « Le rire exige une âme généreuse, la tristesse et la douleur sont un péché mortel... » Levin estimait que Dieu avait des comptes à lui rendre : « Mon Dieu, mon Dieu, comment peux-tu maltraiter ainsi les enfants juifs de Palestine ? Comment as-tu pu les jeter au fond d'un puits, sans lumière et sans liberté ? » Il avait une adoration pour Heinrich Heine. Sakakini exaltait la volonté de puissance de Nietzsche. Tous les deux s'identifiaient à Cervantès et à Oscar Wilde, écrivains qui, eux aussi, avaient goûté à la prison. Ils n'aspiraient qu'à rentrer chez eux.

Ils connaissaient à Damas des gens qui leur vinrent en aide. Levin fréquentait la plupart des autres exilés, dont Meir Dizengoff et David Yelin le célèbre pédagogue, Boris Shatz de Betsalel et Arie Feigenbaum, ophtalmologiste à Jérusalem, voisin et ami du consul Ballobar. Levin écrivit à ses relations au sein du mouvement sioniste, Chaïm Kalvarisky et Arthur Ruppin qui tentèrent eux aussi d'intervenir. Il écrivit à Istanbul, à Bâle, à Amsterdam et à Washington. Son beau-père, Samuel Harkabi, journaliste installé à New York, fit paraître une annonce émouvante en yiddish où il exigeait qu'on l'autorisât à rentrer chez lui. Le Joint demanda l'intervention du consulat américain de Jérusalem ⁵⁵. Levin réussit par on ne sait quel moyen à se procurer un peu d'argent. Sakakini n'avait pas un réseau de connaissances aussi étendu que son camarade assureur, mais reçut néanmoins le soutien de jeunes écrivains de Palestine.

Lors de leur interrogatoire, ils donnèrent une version concordante des faits, selon laquelle ils ne se connaissaient pas et que Levin ne s'était jamais caché chez Sakakini. Ce n'était que par hasard qu'ils avaient été arrêtés dans la même maison. Ils ne furent pas jugés. Sakakini fut libéré en janvier 1918. En attendant de pouvoir rentrer à Jérusalem, il loua une chambre à Damas et

vécut en donnant des cours d'anglais. Il constitua autour de lui un petit groupe de professeurs et de journalistes qui se retrouvaient chaque matin dans un café et rêvaient à l'avenir du mouvement national arabe. « Je ne suis pas politicien, écrivait alors Sakakini, mais je suis avant tout arabe. » Un jour, leur groupe fut rejoint par un jeune homme de Jérusalem, Moussa Alami. Celui-ci, ancien élève de Sakakini, avait alors vingt et un ans. Sakakini en avait quarante. Ils cohabitèrent pendant plusieurs mois. Plus tard, Alami allait devenir l'un des éminents leaders du mouvement national arabe. Sakakini avait rédigé un hymne à la gloire du mouvement, *Pour sauver la patrie*. C'était, selon lui, une sorte de *Marseillaise* arabe.

Sakakini allait régulièrement rendre visite à Levin en prison. Levin fut libéré à la fin du mois d'avril, surtout, semble-t-il, grâce à l'intervention du consul Ballobar ⁵⁶. Il fut autorisé à séjourner en Syrie et resta les premières semaines à Damas. Il passait son temps en compagnie de Sakakini et de ses camarades. Sakakini se demandait intérieurement pourquoi ils continuaient d'être amis. Ils semblaient avoir du mal à se séparer l'un de l'autre. Au mois d'août, Sakakini quitta Damas pour rejoindre les troupes de la rébellion arabe dirigées par l'émir Fayçal. « Nous étions environ trois cents hommes chevauchant des chameaux, j'étais à l'avant-garde sur un cheval puissant tel un prestigieux commandant », écrivit Sakakini. Ils entonnèrent l'hymne qu'il avait composé à la gloire de son peuple et dont le désert répercutait l'écho ⁵⁷. Deux ou trois mois plus tard, il était de retour chez lui à Jérusalem. Levin resta encore quelque temps en Syrie où il trouva un emploi dans une société d'assurance allemande. Dans les lettres qu'il envoyait clandestinement à Jérusalem par toutes sortes de voies détournées, il répétait à l'envi qu'il n'avait aucun besoin d'argent. Il ne resta pas longtemps là-bas. En quelques mois, les habitants de Jérusalem firent courir le bruit que « le roi de l'assurance » était de retour ⁵⁸.

9. Le capitaine H.H. Pollock, fils d'une riche famille catholique irlandaise, commença à servir en Palestine en tant que gouverneur adjoint de la ville de Ramallah. Avant de prendre son poste, il avait travaillé dans les bureaux de l'administration militaire où il devait satisfaire aux demandes d'autorisation de sortie du territoire. Nombreux étaient ceux qui désiraient partir en Égypte et importer de la nourriture et des marchandises qui manquaient à Jérusalem, mais les trains étaient toujours surchargés de soldats. Pollock loua à Jérusalem une ancienne et charmante maison toute en pierre, ceinte d'une haie de pins, agrémentée de tourelles et de combles mansardés. Il était le voisin du comte de Ballobar dans une rue anciennement appelée « la rue des colonels » et rebaptisée sur ordre du gouverneur Ronald Storrs « la rue des

prophètes ». Conrad Schick, qui avait fait bâtir la maison pour les siens, lui avait donné un nom tiré des Psaumes, Tabor, que James et Margaret Pollock avaient pris soin de faire figurer en tête des lettres qu'ils envoyaient à leur famille, comme s'ils préservaient jalousement le patrimoine familial. Ils aimaient à décrire avec précision la maison qu'ils avaient aménagée avec amour.

« Shamus m'a offert pour mon anniversaire de splendides rideaux, un superbe travail artisanal, rapportait Margaret Pollock à sa mère. Nos murs blancs font encore mieux ressortir leur couleur rouge et noire, blanche, verte et bleue ; ils ne jurent pas, mais se marient merveilleusement ensemble. J'ai recouvert le canapé d'un tissu bleu et j'ai confectionné des coussins en soie multicolores. Cela fait très bien. Le sol est recouvert de dalles en marbre blanc et noir et le canapé bleu ajoute à la pièce une touche supplémentaire. Nous avons des tapis anciens et de jolis bibelots ainsi qu'un superbe lustre », dont elle envoya à sa mère un dessin. Ce soir-là elle recevait pour la première fois et joignit à sa lettre le menu du dîner composé de sept plats.

Ils se recevaient régulièrement les uns les autres et s'envoyaient souvent par le biais de leurs serviteurs des invitations imprimées, comme le voulait l'usage. Dans l'héritage de James Pollock fut trouvé un carton d'invitation sur lequel était écrit : « Le gouverneur est chez lui, le lundi 23 février, de quatre à six heures trente. » C'était une petite communauté d'étrangers vivant en vase clos et qui cultivait une fiction sociale toute britannique. Tout le monde se connaissait, médissait sur son voisin, souffrant de l'ennui et des moustiques, mais tous faisaient comme s'ils étaient non pas dans une petite ville reculée mais dispersés dans des domaines situés à des distances de plusieurs heures à cheval, ou dans une ville imaginaire. La vie coloniale avait du bon. La plupart vivaient mieux à Jérusalem que chez eux et avaient apporté avec eux leur confort domestique.

Helen Bentwich se souvint plus tard comment elle et son mari « avaient trouvé » une vaste maison de neuf pièces dans la Colonie allemande et comment ils s'étaient rendus dans les remises placées sous séquestre regorgeant de trésors de guerre abandonnés par les Allemands 24 ⁵⁹. Les portefaix qui avaient transporté les meubles jusqu'à la maison des Bentwich étaient des détenus. Les officiers, écrivit Bentwich, avaient été autorisés à faire appel à des prisonniers sans leur donner de rémunération. Un policier arabe avait été chargé de les escorter depuis la prison. Ils travaillaient aussi dans les jardins des officiers britanniques. Les condamnés à mort portaient des vêtements rouges. Par la suite l'ordre fut donné d'enchaîner les

prisonniers. Bentwich ne pouvait supporter ce spectacle et renonça à en employer.

Un soir les Bentwich reçurent à dîner le général sir Arthur Wigram Money, officier supérieur en charge de l'administration, avec son épouse, lady Money. Au même moment, la police venait arrêter leur cuisinier. M^{me} Bentwich fut « prise de panique », mais la police consentit aimablement à le libérer, à condition que celui-ci rejoigne sa cellule après le dîner ⁶⁰.

Margaret Pollock quant à elle parlait régulièrement dans ses lettres de sa cuisinière et ne cessait de s'en plaindre. « Tous les invités sont partis, je me sens seule et je n'arrive pas à m'en sortir avec elle, écrivit-elle un jour à sa mère. Elle ne sait pas faire la cuisine. » Toutefois, elle s'efforçait d'apprendre. Elle apprit même à faire des biscuits anglais et c'était bien la seule cuisinière qui pût se vanter de savoir les faire. M^{me} Pollock jouissait d'un grand succès auprès de ses hôtes qu'elle invitait à prendre le thé. Elle pouvait s'enorgueillir d'avoir la meilleure cuisinière de la ville.

Mais elle continuait pourtant de se plaindre auprès de sa mère de son personnel. Ils ne savent pas travailler et prétendent trop en faire. En plus ils sont trop chers : l'employée de maison gagne deux livres sterling par mois alors que les domestiques du capitaine Pollock en reçoivent trois. La cuisinière gagne deux livres et demie et la nourrice de leur fils Patrick qui vient de naître touche un salaire mensuel de quatre livres ! Elle pestait contre l'augmentation des prix : la vie à la maison n'aurait pas coûté moins cher, gémissait-elle, or on aurait pu penser qu'en s'expatriant dans un pays si lointain l'existence aurait été non seulement plus agréable mais également moins coûteuse. Son mari avait actuellement besoin d'un costume de soirée qui à Jérusalem coûtait vingt-cinq livres. « Je ne sais pas comment les pauvres peuvent vivre ici », se demandait M^{me} Pollock, ce qui n'était pas étonnant, car elle ne devait certainement pas les fréquenter ⁶¹.

Une fois par semaine, Margaret Pollock se rendait chez la femme du colonel Popham, un des lieutenants de Storrs. Les deux femmes chantaient ensemble. Un jour M^{me} Popham la convia à rendre une visite de courtoisie à un cardinal de passage dans la ville. M^{me} Pollock fut jalouse de la robe pourpre qu'il portait : si elle avait eu la même, écrivit-elle, elle aurait pu la mettre pour aller à l'opéra ⁶².

Lorsque les Pollock emménagèrent dans leur nouvelle maison, James Pollock écrivit joyeusement à sa mère qu'elle n'était pas bien différente de n'importe quelle demeure anglaise. De même, tous les après-midi, il faisait

une promenade à cheval. Il lui arrivait de rencontrer leur voisin, le consul d'Espagne, un homme tout à fait sympathique. Pollock écrivit un jour à son père qu'il allait probablement faire très prochainement la connaissance du célèbre Lawrence d'Arabie ⁶³.

Lawrence faisait parfois de brèves apparitions à Jérusalem ; la petite communauté britannique était alors en effervescence, puis il disparaissait comme il était venu. Storrs relate la scène suivante : alors qu'il se trouvait chez lui au début du mois de janvier et qu'une violente tempête de neige se déchaînait au-dehors, son serviteur vint lui annoncer qu'un bédouin, pieds nus était devant sa porte et demandait à entrer. C'était Lawrence. Il resta jusqu'au soir et emporta en partant un recueil de vers de Virgile ⁶⁴.

Pollock se mit rapidement à apprendre l'arabe. En mars, il se fit photgraphier, comme Lawrence, un keffieh sur la tête. James et Margaret Pollock écrivaient presque tous les jours à leur famille. « La vie suit son cours », écrivit-elle à sa mère ⁶⁵.

4. Sensibilités opposées

1. Arrivé en Palestine à la tête du comité des délégués, Weizmann fut tout d'abord invité à la base militaire d'Allenby, dans les environs de Ramla. Un matin, alors qu'il se trouvait près de sa tente, Allenby passa près de lui en voiture. Donnant l'ordre à son chauffeur de s'arrêter, il lui proposa de l'accompagner jusqu'à Jérusalem. Weizmann avait très envie de monter, mais « son sixième sens » l'en dissuada. « Vous risquez de vous sentir mal à l'aise si l'on vous aperçoit en ma compagnie à Jérusalem », lui dit-il. Allenby descendit de voiture et s'avança vers Weizmann. Semblant un instant hésiter, il sourit et lui tendit la main en disant : « Je crois que vous avez raison. Je pense que nous allons devenir bons amis ¹. »

« Je ne suis pas certain qu'il ait mesuré et compris à sa juste valeur l'importance spirituelle et politique du mouvement sioniste, écrivit Weizmann à sa femme Vera, mais il a fait preuve d'une réelle bonne volonté pour nous comprendre et nous aider. » Dans les semaines qui suivirent, il lui écrivit encore « qu'Allenby avait fait montre d'un soutien chaleureux et d'une sincère estime ». Même si Allenby était quelque peu réticent quant à la possibilité d'établir en Palestine un État juif, Weizmann le considérait comme « l'un des leurs ». Il lui avait d'ailleurs confié qu'il lisait la Bible chaque nuit 25 ².

Sir Edmund Allenby rendait des visites solennelles à la communauté juive de Jérusalem et de Tel-Aviv. Partout un accueil chaleureux lui était réservé, dans l'enthousiasme général. Les habitants de Tel-Aviv baptisèrent de son nom l'ancienne rue Hevrah Hadashah qui s'étendait des bureaux du comité des délégués jusqu'à la mer ³.

Le comité des délégués interpréta ces visites comme une reconnaissance de fait du sionisme.

Le général n'avait cessé de marteler que sa tâche consistait à rester provisoirement en Palestine jusqu'à la mise en place d'une administration civile, promettant d'user d'ici là d'une « neutralité bienveillante ». En tant que soldat, Allenby avait tendance à penser que le sionisme était un obstacle. Cette opinion prévalait alors. Certains officiers défendaient la cause du sionisme, d'autres soutenaient les Arabes. En général, par principe, ils ne désavouaient pas le sionisme, ni sur le plan éthique ni sur le plan politique, mais mettaient en garde leur gouvernement contre les conséquences néfastes que pourrait avoir un soutien au sionisme ⁴. La majorité considérait toutefois comme un devoir la politique en faveur du foyer national.

Le gouvernement militaire dura deux ans et demi pendant lesquels le pays exsangue reprit vie. La grande famine fut éradiquée, le département de la santé réussit à enrayer les épidémies de choléra et de typhus. Le pays fut bientôt réapprovisionné en nourriture : la majorité des vivres était importée d'Égypte. L'administration distribua des plants et des semences et entreprit de former les paysans juifs et arabes. L'alimentation en eau fut modernisée, essentiellement à Jérusalem. Pour la première fois de son histoire, la ville fut approvisionnée en eau courante : celle-ci était stockée dans les Vasques de Salomon, au sud de Bethléem. Auparavant, l'usage était de recueillir les eaux de pluie dans des puits. Le comité des délégués considéra plus tard que ce fut l'action la plus remarquable réalisée par l'administration militaire britannique.

L'entretien des rues se trouva nettement amélioré. La municipalité fut réorganisée : le maire Al Hussein, qui avait accueilli les Britanniques à leur arrivée, mourut quelques mois plus tard et Ronald Storrs nomma à sa place son frère, Moussa Kasem Al Hussein.

Des écoles et des banques furent ouvertes dans tout le pays. Les instances juridiques furent réhabilitées : les juges, juifs et arabes, bénéficièrent d'émoluments plus élevés que par le passé et la corruption s'en trouva d'autant diminuée. Parallèlement, le système de collecte des impôts fut amélioré. La livre égyptienne avait fini par gagner la confiance des habitants. Les routes du pays détruites pendant la guerre furent réparées, et de nouvelles furent ouvertes. Ces grands travaux permirent d'employer plusieurs milliers de chômeurs. Ici et là des voitures privées commençaient à circuler. De nouvelles lignes de chemin de fer furent dressées. Très vite un service de transport public reliant les principales villes du pays fut mis en place. Le consul Ballobar put ainsi se rendre en train de nuit de Lod à Al Kantara. Il avait à sa disposition dans son compartiment un lit et un buffet, ce qui l'impressionna énormément. De nouvelles lignes télégraphiques furent installées, des téléphones privés firent leur apparition. Le service postal fut

réhabilité : pour la première fois il devenait possible d'envoyer une lettre avec l'espoir de la voir arriver ⁵.

Tout cela nécessitait bien évidemment quelques compétences, une certaine organisation, de l'argent, et ne semblait pas extrêmement compliqué. Mais lorsque Mordekhaï Ben Hillel Ha Cohen se rendit chez le gouverneur de Jaffa pour exiger que toutes les déclarations du gouvernement soient désormais publiées également en hébreu, le gouverneur se trouva devant une réelle difficulté : il ne connaissait pas l'hébreu et mesura qu'il s'agissait d'une incontestable revendication politique.

Les relations des autorités britanniques avec le sionisme furent dès le début confondues avec celles qu'elles pouvaient avoir avec la langue hébraïque. Celle-ci était associée au rêve sioniste. Les innombrables requêtes transmises à ce sujet aux autorités avaient pour objectif de renforcer le principe selon lequel l'émergence du foyer national n'avait de sens que si la langue hébraïque revêtait la même légitimité que l'arabe. Le gouverneur de Jaffa, W.F. Stirling, et le gouverneur de Jérusalem, Ronald Storrs, s'amusaient de telles revendications : la majorité des habitants juifs ne connaissait pas l'hébreu, comme le fit remarquer Stirling. Pour mener un tel combat, encore fallait-il qu'ils apprennent la langue censée devenir leur langue maternelle. Storrs pour sa part pensait qu'il s'agissait d'une manifestation symbolique superflue, caractéristique du « sionisme de samovar », comme il qualifiait le combat de Weizmann et de ses camarades originaires de Russie ⁶.

De même nature apparaissait la protestation contre l'utilisation de plaques d'immatriculation ne portant que des chiffres « anglais » et « arabes », et non des lettres « hébraïques ». Le gouverneur Stirling se souvint que les habitants d'un village avaient retiré l'enseigne située au-dessus du bureau de poste de leur localité parce qu'y figuraient des inscriptions en arabe, à côté de celles en anglais et en hébreu. « Leur bêtise m'exaspère », écrivit-il, leur donnant trois jours pour la remettre à sa place, et les menaçant, s'ils ne s'exécutaient pas, de les faire courir jusqu'à Jérusalem pour aller y chercher leur courrier. L'enseigne retrouva aussitôt sa place. Cet incident le conforta dans le sentiment que les Juifs étaient individuellement intelligents, mais collectivement stupides.

Rien ne semblait répugner davantage les membres de l'administration militaire que la politique locale. Contrairement à Ronald Storrs, la plupart s'en désintéressaient, n'y entendaient rien, et faisaient tout pour ne pas y être mêlés. Ils étaient venus se battre, conquérir et dominer la Palestine, et non faire de la politique, affirma le gouverneur de Jaffa au délégué du mouvement

sioniste”. Mais la plupart comprirent vite la primauté de la politique locale. Chaque thème traité par le comité des délégués s’y référait presque toujours. Lorsque les autorités militaires envisagèrent d’installer un nouveau tout-à-l’égout dans plusieurs quartiers de Jérusalem, David Eder accepta de participer au financement du projet mais à la condition que les travaux soient réalisés par un entrepreneur juif. L’un des responsables du comité exigea que les Juifs deviennent propriétaires des sources de Jérusalem, même à un prix prohibitif ⁸. Le comité avait de réels réflexes communautaires : les intérêts commerciaux de simples individus étaient considérés comme relevant de l’intérêt national. Aussi, se mêlèrent-ils aux tractations en cours pour le bail de l’hôtel Fast de Jérusalem.

Deux énormes dossiers témoignent de cette histoire. Des investisseurs juifs s’étaient intéressés à l’éventualité de pouvoir acquérir le bail de l’hôtel et d’en négocier les conditions avec son propriétaire, le patriarcat arménien. Le comité des délégués avait tenté d’intervenir : le palace ne pouvait qu’ajouter au prestige du mouvement sioniste. L’investisseur, un homme d’affaires juif du Caire, Barsky, exigeait d’acquérir l’hôtel avec l’ensemble de son mobilier et de son équipement qui étaient sous séquestre au titre de biens appartenant à l’ennemi : les frères Fast étaient allemands et membres de la secte des Templiers. Ils avaient déjà donné leur accord pour vendre à Barsky tout ce que contenait l’hôtel. L’affaire en définitive put aboutir grâce à l’intervention du consul Ballobar. Mais l’administrateur judiciaire retarda l’opération. Barsky déclara que sans le mobilier et ce qui l’accompagnait, la tractation ne pouvait avoir lieu.

Le comité des délégués était partie prenante dans cette affaire. Dans les archives, il est question de victoire et d’échec. Le comité réussit à venir à bout de tous les obstacles et à convaincre l’investisseur de revenir sur sa décision. Il était d’accord, à la condition que le comité lui fasse obtenir un prêt à des conditions intéressantes. Le comité intervint auprès de la banque anglo-palestinienne. La banque sioniste suggéra que le comité supporte une partie des frais. Celui-ci posa alors ses conditions : la cuisine de l’hôtel devait être *casher*. L’investisseur refusa. La banque proposa un compromis selon lequel il y aurait une cuisine *casher* et une autre pas, ainsi que deux salles à manger dont la qualité du service et les prix devaient être équivalents. Le comité posa une dernière condition : le menu devait être rédigé en hébreu. Il fut convenu qu’il serait imprimé en hébreu et en anglais. Une longue correspondance avec la banque et le comité fut encore nécessaire car l’investisseur refusait que les intérêts excèdent six pour cent. Les destinataires approuvèrent totalement

l'idée, s'accordant à penser que « sur le plan politique » il était primordial que les Juifs possèdent un hôtel prestigieux à Jérusalem ²⁶.

Ainsi, avec une détermination nationale bien arrêtée, les délégués veillèrent à ce que les thermes de Tibériade passent entre des mains juives et tentèrent d'obtenir une série de concessions tant sur le réseau téléphonique, que sur l'électricité et l'exploitation de la mer Morte. Le comité avait ainsi dans tous les domaines les prérogatives d'un gouvernement. Il avait une centaine d'employés à son service et avait réussi à imposer le sionisme. De nombreux membres de l'administration britannique « ne virent pas cela d'un bon œil » mais, conformément à la politique que lui dictait Londres, l'armée reconnut que le comité représentait toute la communauté juive, comme si le mouvement sioniste avait été le représentant exclusif du nationalisme juif. Ainsi chargea-t-elle le comité de percevoir les impôts gouvernementaux dans les agglomérations juives. C'était là un succès politique incontestable ⁹.

Après l'accord donné pour l'inauguration de l'université hébraïque lors d'une cérémonie aux nets relents nationalistes, les autorités avaient autorisé le comité des délégués à contrôler les écoles où l'enseignement était jusqu'à présent dispensé en allemand, et avaient reconnu le statut officiel de l'hébreu, à côté de l'anglais et de l'arabe. Lorsque l'ophtalmologiste hiérosolymitain, Arie Feigenbaum, refusa de payer ses impôts au motif que les récépissés n'étaient pas rédigés en hébreu, Ronald Storrs annonça qu'il en serait dorénavant ainsi. La direction des chemins de fer satisfait la demande d'imprimer les billets ainsi que les horaires en hébreu. Il fut également convenu que la version anglaise de toute annonce gouvernementale devait figurer au centre, la version arabe à droite et la version hébraïque à gauche. Le gouverneur de Jaffa accepta d'avoir dans son bureau un dactylographe connaissant l'hébreu, envoyé par David Eder ; il s'agissait d'Ehoud Ben Yehoudah, le fils du célèbre linguiste qui apporta avec lui sa machine à écrire avec un clavier en caractères hébraïques ¹⁰.

2. Wyndham Deedes, officier des renseignements d'Allenby, qui devint plus tard numéro deux de l'administration civile, était un fervent catholique aux fortes convictions sionistes. Plus il faciliterait le retour des Juifs dans leur patrie, plus il précipiterait la résurrection du Christ, avait-il dit un jour à l'un de ses collaborateurs. Il croyait à une alliance secrète entre l'Empire britannique et le judaïsme mondial. La collaboration entre Juifs et Anglais, qui devait conduire à l'avènement du « foyer national », apparaissait aux yeux de Deedes comme un élément de l'effort commun pour l'établissement de la

paix mondiale. Son camarade, Norman Bentwich le décrivit comme un « saint des temps modernes ¹¹ ».

Le major Bentwich était juif, juriste et sioniste. Il était arrivé à Jérusalem dès sa conquête, avec une caravane de chameaux, et très vite était devenu procureur général, une des fonctions les plus prestigieuses de l'administration militaire ¹².

Bentwich avait épousé la cousine d'Edwin Samuel, qui lui aussi était arrivé dans la ville quelques jours après sa conquête. Il était le spécialiste des affaires juives dans l'état-major d'Allenby, mais il ne resta toujours que le fils de son célèbre père. Il redoublait d'enthousiasme à l'idée d'être nommé à Jérusalem : même si des dizaines de milliers de livres lui étaient offertes, il n'accepterait pas un autre poste, confiait-il dans une lettre à son père ¹³. Les lettres qu'il lui envoya attestent qu'il fut un agent double : parallèlement à sa fonction auprès d'Allenby, il adressait des rapports détaillés à son père à Londres : « Je sais que tu t'intéresses de près aux renseignements concernant la situation locale, écrivait-il, c'est pour cela que je suis venu ici. » Herbert Samuel tira en effet profit des informations que lui faisait parvenir son fils. Plusieurs fois il apporta son aide à Weizmann pour concevoir les prochaines étapes du sionisme.

L'officier principal chargé de la politique et de l'administration au sein de l'état-major d'Allenby était le général sir Gilbert Falkingham Clayton, qui en son temps s'était opposé à la publication de la déclaration Balfour. Il était opposé à la remise immédiate de la Palestine aux mains des Juifs, qu'il trouvait injuste : quatre-vingt-dix pour cent des habitants du pays n'étaient pas juifs et les sionistes n'avaient aucune expérience du pouvoir. En revanche, il ne s'opposait pas à ce que le sionisme asseye son pouvoir de façon progressive. Excessivement formaliste, mais fondamentalement peu hostile au sionisme, il se rendit un jour en visite officielle à Tel-Aviv : les athlètes du club Maccabi lui firent une démonstration sportive, et l'école de musique lui offrit un petit concert. Il fut invité à un repas chez Dizengoff. Mordekhaï Ben Hillel Ha Cohen fit remarquer que cette visite participait d'une démarche politique évidente : le département politique de l'administration militaire ne s'embarrassait pas sans raison de ce genre de visites. Clayton se prononça en faveur du statut officiel de la langue hébraïque. Weizmann entretenait avec lui de courtoises relations de travail. Dans ses mémoires, il le cite comme l'un des partisans du sionisme. D'autres encore, dont Jabotinsky, affirmaient que Clayton les soutenait ¹⁴. Ce dernier intégra par la suite l'administration civile.

Selon Ronald Storrs, Clayton partageait son point de vue : Storrs également était sioniste ¹⁵.

Il arriva de temps à autre que Storrs se heurtât aux membres du comité des délégués, mais il considérait le retour des Juifs sur leur terre comme un acte de justice historique et salvateur allant jusqu'à définir le sionisme comme un idéal divin, ayant recours dans ses mémoires au terme hébraïque de *Shekhinah* pour désigner l'immanence divine. Pendant des générations les Juifs avaient fait profiter le monde de leur génie mais n'avaient récolté partout qu'une énorme injustice. Aujourd'hui, la culture humaine reconnaissait qu'elle avait une dette morale et politique envers eux, et lui, Storrs, avait été désigné, pour mener à bien cette mission. Là résidait tout le charme de sa mégalomanie. Il manifestait un intérêt profond et réel pour la culture juive, fréquentant assidûment Ahad Ha Am et Bialik ¹⁶.

Imaginant la Palestine comme une sorte d'Irlande du Nord juive, membre le cas échéant d'une fédération régionale, il rêvait d'une collaboration entre sionistes et Arabes. Le symbole de l'association pour la réhabilitation de Jérusalem était représenté par le croissant arabe, l'étoile de David et la croix de Jérusalem. Cette volonté de chercher un consensus caractérisait sa tendance à manipuler les autres comme s'ils n'étaient que des pions sur un échiquier.

À la veille du premier anniversaire de la déclaration Balfour, le comité organisa une manifestation. Le gouverneur Storrs l'avait autorisée, à la condition qu'aucun drapeau ne soit brandi et que la procession ne s'approche pas de la porte de Jaffa. Il honora le cortège de sa présence et prononça un discours. Quelques écoliers violèrent les ordres du gouverneur et se dirigèrent vers la porte de Jaffa en agitant des banderoles. Deux gamins déguenillés, l'un musulman, l'autre chrétien se saisirent de l'une d'elles, brisèrent la hampe et frappèrent leur professeur. Arrêtés sur-le-champ, ils furent emmenés au commissariat de police. Avant la tombée de la nuit, David Eder se rendit chez le gouverneur pour porter plainte. Storrs téléphona au major Bentwich, au tribunal, et les deux gamins furent condamnés à quatre ans de prison ferme. C'était une peine sévère et ils firent appel.

Storrs consigna cet incident comme revêtant un caractère politique : il n'avait pas été prémédité, mais on ne pouvait ignorer le fort sentiment antisioniste qui régnait alors dans la ville. Le lendemain, le gouverneur entendit un brouhaha derrière la porte de son bureau et sortant voir ce qui se passait, se retrouva nez à nez avec le maire de la ville. Moussa Kasem Al Hussein se tenait à la tête d'une délégation qui entendait protester contre

l'intention de donner la Palestine aux Juifs et venait remettre à Storrs une pétition. Celui-ci devait encore jouer un rôle dans cette affaire. D'un commun accord avec Bentwich, il s'adressa à David Yelin, alors chef de la municipalité juive de Jérusalem, et suggéra d'aider à la réconciliation. Yelin exigea qu'Al Husseini se joigne à lui, ce qu'il refusa de faire. Ils parvinrent à un compromis en proposant d'organiser une rencontre dans le bureau de Storrs. Il y eut un échange de poignée de mains et Yelin consentit alors à retirer sa plainte. Cela permit au tribunal de réduire la peine à six jours de prison, peine que les adolescents avaient déjà purgée depuis leur arrestation. Ils furent aussitôt libérés.

Conformément à l'accord conclu entre Storrs et Yelin, les deux adolescents présentèrent leurs excuses à l'enseignant et s'engagèrent à rembourser la hampe qu'ils avaient cassée. Mais il s'avéra que les adolescents n'avaient pas de quoi payer. « Il ne me reste plus qu'à m'acquitter de leur dette », écrivit Storrs. Une légère ironie transparaissait dans ses propos, une morgue qui allait bientôt jouer en sa défaveur. Il semble toutefois que la portée historique de cet incident ne lui avait pas échappé. Il portait en germe certains des éléments du conflit pour l'hégémonie de la Palestine : la tension nationale, sociale et symbolique, le poids de l'honneur, l'incurie du système juridique et l'illusion qu'un semblant d'autorité suffisait pour réconcilier les autochtones, autant de fautes imputables aux Anglais ¹⁷. « Je ne suis ni pour les uns ni pour les autres, écrivit Storrs, je soutiens les uns comme les autres. Deux heures à écouter les récriminations arabes font que je me précipite dans la synagogue la plus proche et un trop plein de propagande sioniste me donne l'envie irrépressible de me convertir sur-le-champ à l'Islam 27 ¹⁸. »

Plusieurs officiers s'opposèrent énergiquement à la politique sioniste de leur gouvernement. Le lieutenant général Congreve, commandant en chef des troupes d'Égypte et de Palestine, craignait qu'un soutien trop appuyé au sionisme n'embrase tout le monde arabe. Chaïm Weizmann le décrivait comme un gentleman sympathique, n'entendant que peu de chose au sionisme. Il croyait qu'il était possible d'apprivoiser le général. Au début, en effet, Congreve crut envisageable l'idée d'un « foyer national » tel qu'il avait été promis aux Juifs, avec ses réserves, et manifesta même « un soutien chaleureux » au sionisme 28 ¹⁹.

Si les Juifs avaient su agir intelligemment, discrètement et sans précipitation, écrivit-il plus tard, tout aurait pu être réglé. Mais le Juif est par nature « agressif, belliqueux et impétueux ». Congreve ne tarda pas à souhaiter l'annulation de la déclaration Balfour. « Nous aurions pu tout aussi

bien déclarer légitime que l'Angleterre revienne aux Italiens parce que jadis y régnaient les Romains », écrivit-il ²⁰. Selon lui, beaucoup d'officiers de l'administration militaire partageaient son avis, convaincus que les sionistes voulaient envahir le pays et imposer des Juifs, principalement ceux des classes sociales inférieures de Russie, Pologne et Roumanie, pour créer une majorité en Palestine. Dès qu'ils seraient assez forts, ils écraseraient les Arabes, les chasseraient de leur terre et finiraient aussi par expulser les Britanniques ²¹.

En employant le terme « Juif » les membres de l'administration militaire désignaient le plus souvent les sionistes ; toutefois un certain nombre étaient aussi de véritables antisémites. L'officier des renseignements Wyndham Deedes montra à Chaïm Weizmann quel genre de lecture avaient les soldats postés en Égypte : *Les Protocoles des Sages de Sion*. La croyance dans le complot juif mondial transparaissait dans les rapports circonstanciés rédigés par les officiers ²². Congreve écrivait : « Weizmann et les sionistes nous accusent d'être antisionistes et je ne doute pas qu'au fond de nous cela soit vrai. Quiconque vit parmi les Juifs de Palestine a du mal à faire la part entre la théorie sioniste et ceux qui l'incarnent, lesquels se révèlent être tout à fait antipathiques. Il ne faut pas oublier non plus quels liens existaient entre les Juifs et les bolcheviks et les centaines d'années d'hostilité larvée chez les Britanniques à l'égard des Juifs : il semble tout naturel qu'ils ne soient pas pour les Juifs. » L'officier principal en charge de l'administration en Palestine, le général Arthur Wigram Money, laissait transparaître de nombreuses saillies antisémites tant dans son journal que dans ses télégrammes ^{28 23}.

Toutefois la plupart des membres de l'administration militaire ne tenaient pas de tels propos. Quoi qu'il en soit, cela n'avait, selon Congreve, aucune incidence sur leur politique : tous agissaient conformément à la politique sioniste du gouvernement et n'étaient pas antisionistes. Ils veillaient à l'impartialité de leurs relations avec les différentes religions et les différents intérêts. C'est la raison pour laquelle les sionistes ne les aimaient pas car ils voulaient avoir un traitement préférentiel ²⁴.

Les sujets principaux de friction qui, plus tard, devaient préoccuper le mouvement sioniste, et qui allaient être au centre du conflit avec les Arabes et peser sur les relations avec les autorités, étaient encore, à ce stade, en veilleuse : le comité des délégués n'exigeait pas que soit levée l'interdiction de vendre des terres. Le mouvement sioniste n'avait alors pas encore assez d'argent pour en acquérir suffisamment et l'interdiction de les vendre enrayait

toute spéculation inflationniste. Entre-temps, le comité préparait un vaste programme de peuplement. Ses membres usaient parfois de termes désobligeants envers les Arabes : « Nous avons du mal à les considérer comme des êtres humains », écrivait l'officier de la police Douglas Duff ²³.

Avec l'accord des autorités, les milliers de Juifs expulsés à l'époque turque furent autorisés à revenir ²⁶. Toutefois le mouvement sioniste n'exigea pas alors l'ouverture du pays à tout juif qui désirait émigrer. Tant qu'il n'était pas prêt à accueillir une immigration massive, il préférait limiter l'entrée du pays, ce qui facilitait d'autant plus les relations avec les Britanniques.

Les sionistes ne purent obtenir tout ce qu'ils réclamaient : ils voulaient émettre des billets de banque mais n'y furent pas autorisés. Le comité des délégués tenta, sans y parvenir, d'obtenir des autorités le droit exclusif d'importer des fonds en Palestine. Ainsi voulut-il empêcher les orthodoxes de recevoir l'argent de la Haloukkah. Weizmann demanda sans succès à l'armée de pouvoir acquérir la citadelle Augusta Victoria pour y installer la bibliothèque de l'université. Il n'obtint pas non plus la ligne de chemin de fer devant relier Jaffa à Jérusalem, ni satisfaction à la longue liste de doléances qu'il avait adressée aux autorités ²⁷. Weizmann se plaignit plus d'une fois de la politique menée par le gouvernement militaire ²⁸. Mais lorsque les délégués dressèrent le bilan du travail effectué par le comité, ils purent affirmer que leurs relations avec l'administration avaient été des plus amicales. « Les membres de l'administration firent preuve de loyauté et de bienveillance, rapportèrent les délégués. Ils firent en définitive tout ce qui était en leur pouvoir pour les aider ²⁹. » Le comité transmit à l'armée des rapports confidentiels et circonstanciés sur la situation locale et prit même en charge les frais y afférant ³⁰. Ce fut une collaboration démentant totalement l'affirmation selon laquelle l'administration militaire avait agi contre les intérêts sionistes. Les échanges de renseignements avaient pour objectif de porter préjudice aux intérêts nationaux arabes.

À un certain moment, les délégués et les officiers de l'administration militaire entrèrent en conflit sans que cela concerne les divergences politiques ni même le fait que plusieurs officiers fussent ouvertement antisionistes, voire même antisémites. Cela relevait d'une différence de sensibilité : « L'existence du comité des délégués est une insulte permanente à l'administration britannique », écrivait le général Congreve en précisant que son fonctionnement s'appuyait sur une structure subdivisée en départements, à l'image même de l'administration militaire. C'était exact ³¹. « Ils ne cessaient d'aller et venir en uniformes kakis sanglés dans des ceintures militaires, ne

cessant de poser des questions », relevait Edward Keith-Roach. Selon lui, le comité par trop enthousiaste manquait de tact et de prudence. Sa politique, se lamentait-il, était « trop agressive ».

Ils avaient en effet l'habitude de parler d'égal à égal aux officiers de l'administration, comme Weizmann naguère s'était adressé aux différents politiciens de Londres. Les officiers de l'administration n'étaient pas habitués à ce que des autochtones se mettent à leur niveau. Keith-Roach crut déceler chez les soldats un léger penchant pour les Arabes plutôt que pour ce « ramassis de Juifs d'Europe de l'Est ». James Pollock écrivait à son père : « Les Juifs constituent le peuple le moins tolérant et le plus arrogant au monde ²⁹ ».

Le comité des délégués guettait le moindre dérapage de la part des officiers de l'administration militaire. James Pollock écrivit à son père : « Il s'est passé quelque chose d'amusant mais aussi de grave : les sionistes ont décrété que j'étais anti-juif et je pense qu'ils vont tout faire pour me faire muter ³³. » Pollock écrivait que l'on voulait le démettre de ses fonctions uniquement parce qu'il mettait Juifs et Arabes sur un pied d'égalité. Au fond, pourquoi pas ? s'interrogeait-il ³⁴. En effet, comme le fit très justement remarquer Congreve, le comité des délégués ne voulait pas se contenter d'une « donne équitable » et s'opposait à quiconque n'était pas ouvertement sioniste. Pollock ne se trompait pas. Le mouvement sioniste réussissait parfois à évincer des officiers gênants. Ce fut l'un des aspects les plus marquants de son influence ³⁰.

« Il faut empêcher le colonel Gabriel de revenir en Palestine », décréta Weizmann lors d'une réunion du comité des délégués. Edmund Vivian Gabriel était chargé du budget de l'administration militaire. Les sionistes le considéraient comme leur étant hostile. Il défendait les intérêts de l'Église, aussi Weizmann l'accusait-il de travailler en faveur des Arabes. Il envoya Samuel s'entretenir de ce problème avec Winston Churchill et s'adressa lui-même directement à Balfour ³⁵. Gabriel ne revint jamais. Lord Curzon se mit en colère : les Juifs outrepassaient leurs droits. On ne pouvait admettre que le docteur Weizmann s'autorise des critiques sur les personnes affectées en Palestine par le gouvernement de Sa Majesté.

Weizmann avait des manières d'autocrate, comme si Gabriel n'avait jamais été employé par l'Empire britannique mais par l'Organisation sioniste mondiale. Il réussit non seulement à faire expulser des gens qui ne lui convenaient pas mais aussi à faire en sorte que ceux qui trouvaient grâce à ses yeux puissent obtenir un poste clef, et parmi eux Richard Meinertzhagen.

Celui-ci était à la fois un antisémite notoire et un sioniste convaincu. « Je suis pétri de sentiments antisémites, écrivait-il dans son journal, quel jour maudit, en effet, que celui où il fut donné aux juifs et non aux chrétiens l'occasion d'énoncer publiquement les principes du sionisme et où les cerveaux juifs et l'argent juif contribuèrent à son avènement, presque sans l'aide de chrétiens, si ce n'est une poignée d'excités d'Angleterre. » Meinertzhagen admirait Weizmann à un point tel qu'il lui pardonnait difficilement d'être juif. Weizmann voulut que Meinertzhagen prît la place de Clayton en tant qu'officier principal chargé de la politique et son vœu fut exaucé ³⁶.

L'officier principal en charge de l'administration, Louis John Bols, considérait le comité des délégués comme un État dans l'État : les Juifs obéissent à leur administration et non à la mienne, écrivit-il ³⁷. Il était amer. Un mois après son arrivée, il était débordant d'enthousiasme et d'ambition comme un enfant qui vient de recevoir un jouet tout neuf. Il pensait que le sionisme avait sa chance, écrivit-il à Allenby. L'action de Weizmann contribua à faire baisser la tension. Pendant ses premières semaines en Palestine, il acquit la conviction qu'en dépit de la propagande arabe, rien ne s'opposait à ce qu'elle fut peuplée d'une majorité de Juifs, pourvu que la chose se fasse sans ostentation. Il eut voulu que Herbert Samuel vînt le seconder. Il avait besoin du soutien d'un millionnaire quelconque. En obtenant un prêt de dix ou vingt millions, pour développer le pays, il était possible d'accroître le nombre d'habitants de neuf cent mille à deux millions et demi. Selon lui, le pays était assez vaste. La seule plaine du Jourdain pouvait accueillir un million de personnes. « Je sens que je pourrai développer le pays, ça ne pourra qu'être rentable », écrivit-il encore à Allenby lui promettant que d'ici dix ans le lait et le miel ruisselleraient dans cette terre. Aucun obstacle antisioniste ne pourrait freiner son action ³⁶.

Lorsqu'il demanda cinq mois plus tard la dissolution du comité des délégués, Bols ne s'était pas changé en ennemi du sionisme. Ce général anglais, manquant peut-être de finesse, s'était lassé de recevoir constamment des ordres de ses propres sujets. Il n'était guidé par aucune volonté politique, mais se sentait outragé. Il cita plusieurs lettres, émanant du comité, qui ne faisaient preuve d'aucune humilité mais plutôt d'une excessive arrogance.

Le comité des délégués se plaignit un jour que la police avait engagé des policiers juifs sans avoir au préalable avalisé leur candidature. « Ce n'est que par ce biais que le comité des délégués peut exercer un contrôle indirect et avoir quelque prérogative sur les policiers juifs », écrivait le secrétaire du comité, comme si ce dernier était responsable de tous les Juifs du pays, y

compris ceux qui travaillaient dans la police. Les autorités consentirent à recevoir des recommandations sur tout Juif proposant sa candidature dans la police, mais elles eurent le sentiment que le comité cherchait à imposer ses décisions ³⁹.

La police représentait un objectif national important. La plupart des policiers étaient arabes. D'un niveau socioculturel extrêmement bas, corrompus, ils accomplissaient des tâches ingrates ⁴⁰.

Il n'était pas facile de trouver des Juifs acceptant de travailler dans la police. Pour les y encourager, le comité des délégués leur avait offert une prime en sus de leur salaire. C'était là une forme de corruption. « Il n'est par principe pas correct qu'un responsable sioniste rétribue les fonctionnaires du roi Georges », déclara Bols à Eder. Le responsable du comité des délégués rétorqua à l'officier principal de l'administration qu'il avait raison, à condition que le roi Georges paie ses employés correctement. La police resta, jusqu'à son départ, le domaine le plus sensible de l'administration britannique en Palestine, particulièrement à cause des bas salaires alloués aux policiers ⁴¹.

Le système éducatif juif fut dès le début organisé de manière totalement indépendante. Bols se plaignit de la campagne d'intimidation faite à l'encontre des enseignants qui osaient envoyer leurs élèves dans des écoles britanniques. Il cita des articles parus à ce sujet dans la presse juive. Le journal *Doar HaYom* appelait à boycotter les Juifs qui mettaient leurs enfants dans des écoles étrangères les accusant d'être des traîtres à leur peuple et menaçant de divulguer leurs noms. Le rédacteur en chef du journal, Itamar Ben Avi, le fils d'Eliezer Ben Yehoudah, vouait aux gémonies un grand nombre de personnalités juives qui n'avaient pas hébraïsé leur patronyme, comme Bialik, Tchernikovsky, Ussishkin, Dizengoff, etc. Bols attribuait tout cela au comité des délégués qu'il qualifiait d'instance despotique et bolchevique ⁴².

3. La Palestine frémissait d'une certaine impatience nationale propre à toute société secouant le joug de l'oppresseur. Les Turcs avaient à peine quitté le pays que fleurissaient déjà syndicats, conseils, associations, corporations, maisons de la culture, des sports et de la communication, syndicats professionnels, comités communautaires et partis divers : tous organisaient des assemblées et des élections, rivalisant à l'envi d'un zèle patriotique sioniste. Ce faisant, ils eurent tendance à manifester suspicion et ressentiment à l'égard de l'administration : le sentiment de frustration fut l'une des constantes de l'attachement national. Plus ils protestaient, plus il leur semblait faire preuve de patriotisme ⁴³.

Vers la fin des « grandes vacances » de l'année 1919, un groupe d'élèves de Jérusalem partit en excursion sur le mont Hermon. Ils avaient comme professeur le célèbre éducateur Chaïm Arié Zouta. Une fois arrivés sur la montagne, ils écrivirent leur nom sur une feuille de papier qu'ils introduisirent dans une bouteille pour l'enterrer. Puis ils plantèrent le drapeau national et repartirent en direction de Métoula. Des Arabes qui avaient été témoins de la scène alertèrent la police. Celle-ci déterra la bouteille et arracha le drapeau. Des journaux de Damas virent dans cette affaire la preuve que les juifs avaient l'intention de conquérir tout le pays. Zouta expliqua plus tard que le drapeau devait témoigner que des Juifs s'étaient rendus sur la montagne, mais il revint ensuite sur ses explications, probablement selon les consignes du comité des délégués : le drapeau n'avait eu pour seul but que de marquer la destination des élèves et ne revêtait aucun symbole politique. Un simple bout de chiffon, expliqua un fonctionnaire de Métoula, la preuve que les promeneurs étaient arrivés à bon port.

Quelques jours après cet incident, les autorités interdirent que soient brandis des drapeaux nationaux. Il avait auparavant été interdit d'entonner des hymnes nationaux à l'exception du leur. Cette interdiction engendra une longue correspondance entre David Eder et le colonel Popham, le second de Storrs, comportant entre autres une discussion sur le sens littéral de la *Ha Tiqvah*. L'hymne sioniste fut, pour la circonstance, traduit en anglais ⁴⁴.

Tous exigeaient du comité des délégués qu'il se batte pour la défense de l'honneur national. Celui-ci ne manifesta pas un enthousiasme débordant : « Des choses comme celles-là apparaissent pour la majorité des délégués comme totalement superflues », fit remarquer Mordekhaï Ben Hillel Ha Cohen. Selon lui, certains délégués trouvaient même que la lutte pour les symboles nationaux confinait à un chauvinisme dangereux ⁴³. Mais le comité craignait de perdre de son influence sur l'opinion publique. Aussi manifestait-il un certain « orgueil » national.

Le comité reçut d'innombrables plaintes qui portaient principalement sur deux points : l'hébreu et les brigades juives. « la primauté de la langue hébraïque est le symbole des droits du peuple juif sur sa terre », écrivirent au comité les membres de l'Organisation sioniste à Jérusalem. La principale voix d'opposition à se faire entendre fut celle de Jabotinsky ⁴⁶. Quelques jours après la conquête britannique, – d'assemblée constituante ³¹ » décida que le droit de vote comme le droit d'être élu étaient conditionnés par la connaissance de la langue hébraïque ⁴⁷.

L'une des premières revendications adressées par l'Organisation sioniste de Jaffa au comité des délégués fut une liste d'ouvrages à traduire : *Pères et fils* d'Ivan Tourgueniev, *Les Voyages de Gulliver* de Jonathan Swift, *les Grands Cœurs* d'Edmondo de Amicis, etc. ³² 4 ³¹.

La majorité des membres du comité ignorait totalement l'hébreu. Leurs assemblées se déroulaient en anglais. Menahem Ussishkin, l'un des porte-drapeau de la langue hébraïque, originaire de Russie, ne comprenait pas l'anglais et les membres du comité ne parlaient pas tous le yiddish. Lorsque Ussishkin rallia le comité, ils furent contraints de parler dans la seule langue qu'ils connaissaient tous : l'allemand. Au cours d'une réunion, Weizmann demanda de pouvoir passer indifféremment de l'allemand au yiddish pour pouvoir s'exprimer avec précision. Il faisait toujours ainsi lorsqu'il voulait créer une atmosphère « intimiste » se souvint plus tard Moshe Shertok. Les hommes publics locaux se consultèrent, rejetèrent sa demande et l'obligèrent à parler en hébreu. David Ben Gourion les agressa sur leur condition d'étrangers : les membres du comité arpentaient la Palestine sans même en connaître la langue, se plaignit-il ³³ 4.

Le commandant des brigades juives était John Henry Patterson, ingénieur irlandais qui avait jadis acquis une certaine célébrité comme chasseur de lions. Dans un livre à succès écrit à la suite de son épopée sur le fleuve Tsavo en Afrique de l'Est, il décrivait un des problèmes qu'il avait rencontré : chaque nuit, un lion entrait dans son camp pour dévorer un de ses serviteurs swahilis. Ils construisirent un pont et Patterson abattit les lions les uns après les autres, huit en tout.

Lui aussi avait grandi une Bible à la main. « Lorsque j'étais adolescent, écrivit-il plus tard, je dévorais les histoires célèbres des guerriers juifs tels Josué, Joab, Gédéon ou encore Judas Maccabée. » Il s'imaginait que ce dernier se serait senti chez lui dans son camp. « Il aurait partout entendu parler hébreu et aurait vu une petite troupe de Judéens obéissant aux mêmes ordres que ceux qu'il intimait à ses soldats lorsqu'ils combattaient avec tant de noblesse [...] sous son drapeau ⁵⁰. »

Patterson aurait préféré commander un régiment plutôt que quelques brigades. Il se plaignit de ne pas être suffisamment armé et que ses hommes n'aient pas participé à l'occupation de la Galilée. Selon lui, ils n'étaient pas convenablement soignés dans les hôpitaux. Jabotinsky rendit compte de tout cela en détail dans une série de lettres qu'il adressa à Weizmann, Eder et Allenby. Ce dernier, selon Jabotinsky, cherchait à camoufler la participation des Juifs dans la conquête de la Palestine. C'était inexact. Allenby, dont les

propos furent répercutés à travers le pays, louait au contraire leur participation⁵¹.

Beaucoup de ceux qui s'étaient enrôlés dans les brigades souhaitent rentrer chez eux. Certains voulurent rester en Palestine. Weizmann désirait accroître le nombre des brigades et les intégrer dans la garnison britannique. Plusieurs d'entre elles étaient postées à Haïfa, mais furent écartées à la demande des dignitaires de la communauté arabe après quelques échauffourées entre soldats des brigades et jeunes Arabes de la ville. Une des brigades fut transférée dans la région de Rafiah et affectée à la garde d'un camp de prisonniers. Jabotinsky interpréta cela comme une brimade. Les Britanniques devaient bientôt envoyer plusieurs soldats de la brigade en Égypte, ce qui entraîna une véritable mutinerie. Les brigades aussi étaient politisées. Berl Katznelson, David Ben Gourion, Itshak Ben Zvi, Levi Shekolnik et d'autres encore, futurs cadres du mouvement travailliste, allaient d'une tente à l'autre pour évoquer les bases de leur futur parti.

Lorsque Eder eut vent du soulèvement au sein de la brigade, il se précipita dans le sud du pays pour servir d'intermédiaire entre les soldats et leurs officiers. Il réussit à faire céder les rebelles mais dut encore convaincre les commandants de l'armée du Caire. « Je tremblais intérieurement, bien qu'il n'y parût rien », écrivit-il plus tard. Il réussit à trouver une issue à cette histoire : les soldats consentirent à aller en Égypte, moyennant quoi l'armée accepta de les faire revenir quelques jours plus tard. Eder retourna à Tel-Aviv. Ces quarante-huit heures d'intense diplomatie furent, selon lui, parmi les moments les plus éprouvants de son travail en Palestine⁵².

Jabotinsky suggéra de porter plainte auprès du roi Georges. Il fut demandé à Eder de se joindre à lui⁵³. C'en était trop. Pour Eder, ce n'était pas le zèle patriotique qui avait motivé les mutins. La révolte avait été provoquée, selon lui, parce que les soldats d'une brigade n'avaient pas pu saler leur plat, et parce que dans une autre une sanction trop lourde avait été infligée à un soldat pour avoir abandonné sa mule. Ben Gourion prétendit que « c'étaient des choses terribles à vous faire dresser les cheveux sur la tête ». Il menaça d'assigner Eder en justice. Ce dernier le rabroua froidement³⁴.

Eder avait quelque temps plus tôt refusé de garantir un emploi aux soldats de la brigade libérés de leurs fonctions et qui voulaient demeurer en Palestine. Sans cette garantie, les autorités militaires refusaient de les autoriser à rester. Ben Gourion exigea qu'il délivre de fausses autorisations. Eder eut du mal à en croire ses oreilles : il avait été élevé dans le respect de la loi. Ben Gourion avait grandi, quant à lui, avec l'a priori que le pouvoir, quel qu'il soit, était

toujours hostile aux Juifs et qu'il fallait donc l'utiliser. Il y avait un antagonisme patent dans leur façon de concevoir le pouvoir, mais aussi entre la Palestine et la Diaspora, comme on avait coutume de le dire alors : les personnalités de Palestine voulaient régler les affaires elles-mêmes. Le comité des délégués était un pouvoir étranger à leurs yeux. Les dissensions s'accrurent avec le temps et vinrent s'ajouter au conflit entre « Arabes » et « Juifs ».

Quelque temps après son retour en Palestine, Ben Gourion demanda que Weizmann lui explique pourquoi il s'était contenté de la promesse d'établir en Palestine un « foyer national » et n'avait pas exigé un « État ». Weizmann répondit qu'il ne l'avait pas exigé car il ne l'aurait jamais obtenu. « C'était une simple question tactique », affirma-t-il ⁵⁴. Ainsi se caractérisait l'opposition entre un jeune politicien sans responsabilité et un autre en train de façonner l'avenir de son peuple. Weizmann était partisan d'agir progressivement. C'était sa théorie des petits pas.

Vieux briscard de la politique, Weizmann avait tendance à considérer la vie publique de Palestine comme une pantalonnade. Il rejeta la demande des dirigeants du Yishouv d'interférer dans les décisions du comité des délégués. Son attitude était par trop condescendante, presque colonialiste. Il représentait le peuple juif dans son ensemble et venait de Londres. Tout était censé se dérouler selon l'ordre des priorités et conformément à la cadence imposée par le « peuple ». C'était aussi le « peuple » qui finançait les vastes opérations de réhabilitation à travers le pays. Il représentait le mouvement sioniste, c'est-à-dire probablement Weizmann en personne. « Nous vous demandons un peu de discipline ! », déclara Weizmann aux représentants du Yishouv.

Dans les rapports communiqués à ses correspondants à Londres relatifs aux relations avec les autorités, Weizmann épinglait les responsables du Yishouv pour leur manque de tact. Certaines des réclamations adressées à l'administration apparaissaient à ses yeux comme autant « de harcèlements mesquins » et de vexations qu'il était possible d'éviter. Il pensait que la population juive de Palestine se prenait véritablement trop au sérieux ⁵⁵.

5. Mohammed et M. Cohen

1. Le 23 janvier 1919, Khalil Al Sakakini fêtait son anniversaire. Il y a quarante ans, écrivit-il, on m'a appelé Khalil, comme mon frère aîné, qui est mort très jeune. Mon premier souvenir d'enfance remonte à la maison que nous occupions dans la vieille ville. J'étais aussi roux que le sont aujourd'hui Sari et Sultana et j'avais les cheveux si longs qu'il fallait me faire une natte comme à une fille. J'étais si rond qu'on aurait dit une boule roulant sur elle-même ¹.

Sakakini, comme Alter Levin, était lui aussi en proie à une quête identitaire. « Je ne suis ni chrétien, ni bouddhiste, écrivait-il, ni musulman, ni juif. Tout comme je ne suis ni arabe, ni anglais, ni français, ni allemand, ni turc. Je suis tout simplement un être humain [...]. Il avait fait graver sur sa carte de visite : « Khalil Al Sakakini, simple mortel par la grâce de Dieu. »

Peu à peu Sakakini eut tendance à se définir « avant tout » comme arabe, dont le devoir consistait à œuvrer pour la renaissance de sa « malheureuse nation » : « Nous avons pour seul objectif de devenir une nation unie, d'être éduqués selon une seule et même culture et de nourrir les mêmes espérances », écrivit-il ajoutant que cette tâche n'était pas insurmontable pour un véritable patriote. « Nous avons une terre, une langue et une culture », expliquait-il. Il fut parmi les initiateurs de la prise de conscience nationale arabe de Palestine, un des premiers adhérents des cercles littéraires ouverts à la fois aux chrétiens et aux musulmans, véritables prémices du mouvement national arabe. « L'indépendance ! L'indépendance ! » clamait-il dans son journal. Il entretenait en outre de nombreuses relations dans les milieux politiques.

De retour d'exil, Sakakini vécut en donnant des cours d'arabe. Une nuit, alors qu'il rentrait d'une de ses leçons, il rencontra dans la rue un jeune homme du nom d'Amin Al Hussein. Ils évoquèrent alors la conjoncture. « Je

hais la politique, déclara Hussein, mais on ne peut aujourd'hui y échapper. « Sakakini répliqua : Si faire de la politique consiste à agir en faveur de son pays, alors nous devons tous nous en mêler. »

Hussein avait à l'époque vingt ans. Ayant séjourné avant-guerre au Caire pour ses études, il se préparait à prendre la succession de son père, le mufti de Jérusalem. Il pouvait s'enorgueillir du titre de Hadji après le pèlerinage à La Mecque qu'il avait fait en compagnie de sa mère. Lorsque la guerre éclata, il s'engagea dans l'armée turque. Au début de l'année 1917, il rentra à Jérusalem, réformé du service militaire pour raison de santé. Il semble qu'il se rétablît rapidement, car à peine les Britanniques étaient-ils entrés dans la ville qu'il dut mobiliser à leur service quelque deux mille volontaires, si ce n'était davantage : voilà qu'un musulman pieux servait dans une armée chrétienne opposée à un ennemi musulman. Khalil Al Sakakini le chrétien se gaussait de gens tels que lui, brocardant leur hypocrisie : « Hier, ils flattaient bassement le gouvernement ottoman, ne tarissant pas d'éloges et de reconnaissance, aujourd'hui ils louent le gouvernement anglais », écrivit-il dans son journal.

Mais, tout comme la brigade juive, la légion arabe était censée promouvoir le nationalisme arabe. À l'instar des soldats de la brigade juive – les Arabes aussi tenaient à rester en Palestine et exigeaient d'avoir un drapeau national. Ils avaient combattu entre autres en Transjordanie, aux côtés des soldats de La brigade juive dans laquelle servait Zeev Jabotinsky ; une armée, un front, un ennemi et une seule ambition, l'indépendance nationale en Palestine.

Lorsque les Britanniques arrivèrent, une certaine agitation politique, réprimée jusqu'alors, commençait à se faire sentir parmi les Arabes. La politique arabe était concentrée uniquement dans les villes et avait pris la forme d'une certaine rivalité clanique. – Il y a dans chaque famille musulmane de Jérusalem une tradition transmise de père en fils, écrivait Sakakini. L'intérêt et l'influence de la famille sont ce qu'il y a de plus important. Si vous chargez quelqu'un d'élire un représentant au Parlement, au conseil municipal, au comité chargé de l'éducation ou dans n'importe quelle association d'intérêt national, il choisira toujours le patriarche de sa famille, qu'il soit apte ou non à remplir la fonction. Demandez-lui quel est le plus fidèle patriote, l'homme le plus vertueux, le plus cultivé et le plus avisé, et il désignera toujours son père, son frère ou son cousin. [...] chacun représente sa famille et non sa patrie ⁴. »

En 1910, il y avait une quarantaine d'associations nationales regroupant quelque trois mille membres, musulmans et chrétiens. Des réunions avaient

parfois lieu chez Sakakini auxquelles assistaient aussi Hadj-Amin, Al Hussein, Sakakini rapporte dans son journal : « Ces jours-ci sont les plus importants du pays. [...] Nous devons cultiver le sentiment national. [...] Peut-être renaîtra-t-il de ses cendres, après avoir failli disparaître. [...] Nous devons donner une nouvelle jeunesse à notre nation, lui insuffler de l'espoir. [...] Nous devons répercuter partout notre action : Dans les maisons et sur les routes, dans les cercles et les conférences. La question nationale doit être sur toutes les lèvres. [...] Il nous faut attirer l'attention du monde. Bref, nous devons montrer que nous existons bel et bien. » – Il n'avait en fait pas l'intention d'entrer dans les affaires publiques, mais les circonstances l'y avaient contraint : « Je suis presque devenu le leader du mouvement national », écrivit-il dans son journal ⁶.

Les premiers signes sensibles de la conscience nationale arabe en Palestine apparurent dès le XIX^e siècle. Elle se trouva, dès le début prise entre les feux des colons sionistes et ceux des paysans arabes. Les Juifs achetaient des terres pour pouvoir fonder des agglomérations agricoles. Plus d'une fois il arriva que des paysans arabes soient déjà installés sur les terres qu'ils convoitaient parfois les colons durent les déloger par la force avec l'aide des autorités. De violents incidents jalonnèrent plus d'une fois ces expulsions sauvages, qui s'achevèrent parfois dans un bain de sang ⁷. C'était alors déjà un conflit historique entre deux peuples qui devait bientôt faire partie du quotidien.

Ahad Ha Am avait déjà publié en 1891 *De la situation en Palestine* – Les colons juifs, écrivait-il, ont un comportement haineux et cruel à l'égard des Arabes, empiètent injustement sur leurs frontières, les frappent honteusement sans raison et de surcroît se flattent d'agir ainsi. » Il attribuait à ce comportement des causes psychologiques : « Esclaves en diaspora, ils se sont retrouvés soudain totalement dans une liberté débridée qui n'existe que dans un pays comme la Turquie. Ce brusque changement a développé en eux un personnage tyrannique, parfaite illustration, s'il en est, de la dialectique du « maître et de l'esclave. » Ahad Ha Am avertissait : « Nous avons l'habitude de croire que les Arabes sont des sauvages, un peuple primitif, incapable de voir ou de comprendre ce qui se passe autour de lui. Mais c'est une grave erreur. L'Arabe, comme tout sémite, à l'esprit vif et rusé. [...] S'il arrive un jour que la vie de notre peuple en Palestine se développe au point de refouler cette populace, celle-ci ne cédera pas facilement sa place ⁸. »

Un des notables arabes de Jérusalem voulut interpellé Theodor Herzl par ces paroles : « Le monde est assez vaste, il existe d'autres pays inhabités où

l'on pourrait très bien installer des millions de Juifs infortunés. [...] Au nom de Dieu, laissez la Palestine en paix ! » C'était en 1899. Deux ans plus tard, plusieurs personnalités arabes signaient une pétition, réclamant la limitation de l'immigration juive et l'interdiction de vendre des terres à des Juifs ⁹. Ainsi posaient-ils les jalons de la résistance arabe contre le sionisme. En 1905 Najib Azuri, un des chantres du nationalisme arabe, publia un ouvrage. Le réveil du peuple arabe coïncidait avec la volonté des Juifs de restaurer en Palestine la royauté d'Israël. Ces deux mouvements étaient condamnés à se combattre perpétuellement, jusqu'à ce que l'un ait raison de l'autre. Le destin de l'humanité dépendait de l'issue de cette lutte ¹⁰.

Les Arabes observaient attentivement les faits et gestes du mouvement sioniste. Mohammed Izzat Darwazza, l'un des leaders du mouvement national arabe, se rappela avoir lu dans la presse arabe *L'État juif* de Herzl. Certains Arabes voulaient diriger leurs propres affaires en s'inspirant directement des sionistes, y compris en matière d'enseignement et de collectes de fonds. Sakakini fut un jour témoin d'une manifestation en l'honneur de la venue du baron Rothschild. « La nation arabe a besoin d'hommes tels que lui, un mécène qui finance sa renaissance », nota-t-il dans son journal ¹¹.

Toutefois Sakakini exagérait un peu lorsqu'il s'imaginait en leader du mouvement national arabe. Les Arabes de Palestine n'avaient pas encore de « mouvement national » institutionnalisé comparable au mouvement sioniste et n'étaient donc pas en situation d'avoir un « leader » digne de ce nom. Le porte-parole marquant de cette époque était incontestablement Moussa Kasem Al Husseini, le maire de Jérusalem. Mais le mouvement sioniste conserve dans ses archives les rapports rédigés par des dizaines, voire des centaines, de collaborateurs arabes employés par des sionistes. Ils témoignent de l'émergence d'un véritable sentiment national et d'une effervescence politique croissante dès le début de l'occupation britannique. Dans tous les cafés les gens parlaient de politique nationale. Dans chaque village on se rassemblait autour de l'instituteur qui lisait les journaux en public.

Au mois de mai 1919, dans la salle du cinéma muet Zohar de Jaffa, se tint une assemblée publique à l'instigation des ligues musulmanes et chrétiennes de la ville. Des invitations mentionnant que l'assemblée traiterait de sujets nationaux fondamentaux furent envoyées. La réunion, qui eut lieu un dimanche, débuta à dix heures du matin et dura deux bonnes heures. Cinq cents habitants de la ville et des villages environnants étaient présents. Le premier à ouvrir les débats, et qui présidait la séance, était chrétien. Les trois intervenants suivants étaient musulmans, dont un cheik aveugle de Ramla.

Tous tenaient le même langage : les habitants de Palestine avaient vécu sous le joug cruel des Turcs, mais aujourd'hui l'heure de leur libération avait sonné. Les orateurs ne tarissaient pas d'éloges à l'égard du gouvernement, mais soulignaient que le peuple arabe était promis à un grand destin car il avait derrière lui un passé glorieux : n'avait-il pas sorti l'Europe de l'obscurantisme ? Aussi auraient-ils leur indépendance nationale. Bien que musulmans et chrétiens, ils avaient une même foi, la foi en la patrie qui leur donnait à tous les mêmes droits.

Ils déclarèrent qu'ils octroieraient aux Juifs un statut identique mais s'opposeraient à la poursuite de l'immigration juive. L'un d'eux ajouta : « Nous ne sommes absolument pas opposés aux Juifs. Nous ne sommes opposés qu'aux sionistes, ce qui est tout à fait différent. Le sionisme n'a aucune racine dans la Loi mosaïque. C'est une pure invention de Herzl. » Il souligna ironiquement que beaucoup de Juifs n'étaient pas partisans du sionisme. « Nous ne nous opposons pas à ce que ces Juifs-là viennent. » Un autre orateur précisa même que les Arabes devaient les accueillir selon les règles de l'hospitalité tant que ces derniers n'avaient plus l'intention de faire sécession.

Quatre banderoles, rouge, verte, noire et blanche se détachaient derrière les orateurs, portant chacune une inscription expliquant sa couleur. Le rouge symbolisait le sang ; « Nous vivons et nous mourons au nom de la nation arabe », était-il inscrit. La verte symbolisait la liberté et portait l'inscription suivante : « La terre arabe ne saurait être divisée. » La blanche était à la gloire du prince Fayçal, et la noire incarnait le deuil que représentait l'immigration sioniste.

La déclaration finale reconnaissait la Palestine comme une partie de la Grande Syrie, dans laquelle lui serait accordée l'autonomie, mais où ne figurerait pas de foyer national pour les Juifs. Quelqu'un tenta d'en faire approuver les différents points à l'unanimité, mais des dissensions apparurent alors. Les participants ne s'étaient jamais mis d'accord préalablement sur ces décisions. Des cris s'élevèrent, il y eut une bousculade dans l'assistance, et des échanges de coups. Un jeune homme fébrile monta sur l'estrade en hurlant : « Vous ne savez pas ce qu'est l'intérêt national ! Vous n'êtes qu'un troupeau. Vous ne comprenez pas ce que ce jour représente pour notre peuple. En cet instant son sort se trouve scellé pour les générations à venir. Nous n'accepterons pas d'être conduits comme un troupeau à l'abattoir. » Finalement, les esprits s'apaisèrent, mais le gouverneur militaire ordonna de disperser la réunion ¹².

Un autre intervenant, résident de Jaffa, évoqua une représentation théâtrale dans un club arabe : cinq actes sur le despotisme de Djamal Pasha. Ce dernier se retrouvait dans la dernière scène devant les cadavres de résistants arabes qu'il avait fait pendre. Ils étaient drapés dans des linceuls blancs sur lesquels on pouvait lire : « La renaissance arabe. » Chacun entonnait à la fin l'hymne que chantaient les hommes de l'émir Fayçal, peut-être celui qu'avait composé Sakakini. Le public se joignait à eux et les acteurs brandissaient les drapeaux de la nation arabe ¹³.

C'étaient là les principales revendications arabes. Elles étaient reformulées de temps à autre à l'occasion de conférences nationales sans modifications substantielles : il s'agissait toujours de la revendication d'indépendance, de l'opposition à l'immigration juive, de l'interdiction d'achat de terres par les Juifs. D'innombrables requêtes dans le même esprit furent envoyées à l'administration militaire. Nombreuses étaient celles qui stigmatisaient l'administration dans son soutien indéfectible au sionisme au détriment de la cause arabe ¹⁴.

Ils se mirent alors à revendiquer leur droit à l'autodétermination, énonçant les principes de la démocratie que le monde avait adoptés à la suite de la guerre. Comme les Juifs qui voulaient établir un foyer national en Palestine selon le postulat d'une justice historique, les Arabes commencèrent à s'intéresser à leur histoire. Le pouvoir arabe s'était exercé pendant plus de sept cents ans en Espagne, affirmaient-ils dans l'une de leurs requêtes : ils avaient considéré l'Espagne comme leur foyer et l'avaient marqué de leur culture. Venait-il seulement à l'esprit qu'ils pourraient être autorisés à y revenir ¹⁵ ?

Tout comme le mouvement sioniste, le mouvement national arabe était divisé en différentes tendances. Aussi s'interrogeait-il sur des questions tactiques : les relations avec les Juifs et les Britanniques, le recours à la violence, et l'aspiration à l'indépendance. La question de savoir s'ils étaient prêts pour l'indépendance fut un jour évoquée chez Sakakini : « Y a-t-il parmi nous quelqu'un de compétent pour être directeur général, trésorier, inspecteur de l'éducation, responsable des postes et du télégraphe ou encore de la police ? » Sakakini lui-même en doutait. Leur relation avec les Britanniques avait été intégrée, comme pour les Juifs, dans leur politique intérieure : « Pourquoi tout le monde déteste-t-il le général Storrs ? écrivait-il. Je pense que cela est dû au fait qu'ils ne connaissent que la famille Husseini et n'écoutent que leurs avis [...] ¹⁵. »

Quelques mois avant le début de la guerre, Sakakini rencontra l'un des militants sionistes de Russie, Binyamin Ivri (Berstein). Il s'occupait de l'achat de terres et s'était fixé à Jérusalem dans le but d'acquérir la propriété de sir Gray-Hill sur le mont Scopus. Il donna rendez-vous à Sakakini à l'hôtel Fast pour que celui-ci lui enseigne l'arabe. Les deux hommes parlèrent bien évidemment du sionisme. Sakakini déclara que la Palestine appartenait aux Arabes, ce à quoi Ivri répliqua qu'ils l'avaient laissée à l'abandon. Sakakini renchérit en disant qu'ils y avaient diffusé leur langue et leur culture. Ils polémiquèrent sur la question de savoir à qui revenait la Palestine. Sakakini ne niait pas qu'autrefois, dans un passé fort lointain, les Juifs l'avaient possédée, mais avec le temps ce droit de propriété était devenu caduc. En revanche, martela-t-il « notre droit existe bel et bien ». Ivri rétorqua que l'éternelle nostalgie des Juifs de la Palestine leur donnait le droit de retourner y vivre. Sakakini affirma quant à lui qu'il n'était pas contre l'indépendance juive, mais qu'il s'opposait à ce que les Juifs « étouffent une nation entière pour pouvoir vivre ici ». Ivri affirma que les Juifs n'avaient nullement l'intention d'expulser les Arabes, mais qu'au contraire ils désiraient vivre avec eux. « La Palestine est vaste et sa terre est fertile 35¹⁷. » Sakakini ne fut pas convaincu. « Si vous voulez éradiquer un peuple, prenez sa terre et supprimez sa langue. C'est exactement ce que les sionistes veulent faire à la nation arabe. » Ivri désirait ardemment recevoir l'agrément de Sakakini. « Les Juifs ont besoin de vous. Ils veulent vivre parmi vous, ils ont besoin de votre sang. Nul doute qu'à l'avenir ils adopteront vos coutumes et votre langue. Et si de nombreux Juifs devaient venir s'installer en Palestine, elle deviendrait alors un pays bilingue, comme la Suisse. Déjà, beaucoup de Juifs parlent arabe et hébreu et nul doute que les Arabes sauront bientôt aussi parler hébreu. Ils ont des intérêts communs et sont en relation permanente, mais s'opposent néanmoins sur un seul point : le rôle de la femme. Les Juifs veulent qu'elles participent aux rencontres entre Juifs et Arabes, mais les Musulmans s'y opposent. Nous surmonterons cela avec le temps. »

Ivri était un proche d'Ahad Ha Am et pensait, comme lui, que la Palestine ne pouvait être qu'un centre spirituel et qu'aucun État juif n'y verrait jamais le jour. Aussi pouvait-il sincèrement affirmer que les Arabes n'avaient rien à craindre : les Juifs étaient conscients que la Palestine ne pouvait accueillir tout le monde, pas plus de deux cent à trois cent mille d'entre eux-ne pourraient venir. C'était un point de vue marginal. Le mouvement sioniste avait la volonté de créer en Palestine une majorité juive et d'y fonder un État pétri de culture européenne 36¹⁸.

Sakakini pensait que le peuplement juif de la Palestine pouvait mettre en péril le monde arabe, ce qui ne l'empêcha pas de déclarer à Ivri : « Vous êtes une étoile à son déclin. Ne vous imaginez pas être le centre du monde ¹⁹. »

Les sionistes avaient tout intérêt à prouver que Juifs et Arabes pouvaient cohabiter en paix. Aussi se mirent-ils à magnifier leurs relations passées. « Nos relations en Palestine avec les Arabes ont jusqu'à présent été satisfaisantes », est-il notifié dans un document présenté au comité des délégués. Certains des porte-parole de la communauté séfarade prétendaient que leurs relations avec les Arabes s'étaient détériorées par la faute des ashkénazes. « Nous étions comme une même famille », écrivait Jacob Yehoshua.

Les militants de la communauté séfarade se plaignaient que leurs homologues du mouvement sioniste, en majorité d'origine européenne, ne les associaient pas à leurs décisions politiques. Même le gouverneur Ronald Storrs pensait que les séfarades sauraient améliorer les relations avec les Arabes en raison de leurs affinités culturelles. Quelques porte-parole arabes prétendirent également que leurs relations avec les Juifs avaient été excellentes jusqu'à l'arrivée des sionistes. Moussa Alami, éminent leader arabe, aimait dire qu'il avait « un frère juif », un enfant né dans la maison voisine de la sienne dont sa mère avait été la nourrice. Yehoshua racontait que des femmes arabes avaient allaité des bébés juifs et que des Juifs avaient circoncis des bébés arabes ²⁰. Chacun avait ses propres raisons de faire une description idyllique du passé ^{37 2} !

Les sionistes suivaient de près le développement du nationalisme arabe. Ils pensaient même qu'il s'agissait d'un sujet crucial. La presse hébraïque traduisit plus d'une fois des articles arabes épinglant le sionisme. David Ben Gourion avait lu le livre d'Azuri auquel il imputait les « germes de la haine ²² ».

2. Alors qu'il était en route avec le comité des délégués pour la Palestine, Weizmann s'arrêta au Caire pour y rencontrer quelques personnalités arabes. Il tenta de les convaincre qu'il n'y avait aucune raison de craindre le sionisme. En signe de bonne volonté, il fit à l'université du Caire un don de cent livres. Weizmann expliqua qu'il ne s'agissait pas, entre Juifs et Arabes, d'un conflit d'ordre national, mais tout au plus de divergences économiques parfaitement surmontables, niant toutefois l'existence d'un peuple arabe en Palestine. « Le pauvre *fellah* ignorant n'a que faire de la politique, écrivit-il à ses correspondants de Londres. Mais lorsque des gens qui prétendent servir ses intérêts lui répètent à l'envi que ses moyens de subsistance se trouvent

menacés par les sionistes, alors il devient notre ennemi spirituel. » Il avait tendance à n'accorder que peu d'importance aux revendications arabes, les considérant plutôt comme de la propagande à laquelle il fallait s'habituer comme on s'habitue aux moustiques. « L'Arabe est primitif, décréait-il, il croit tout ce qu'on lui dit ²³. » Aussi, eut-il tendance à nier que les sionistes aspiraient à un État indépendant. Lors de la première réunion du comité des délégués, il poussa ses partisans à éluder la question de la volonté sioniste de fonder une Palestine juive et indépendante : moins on en parlerait, mieux cela vaudrait, fut le mot d'ordre qu'il fit passer ²⁴.

C'est l'attitude qu'il observa lorsqu'il eut à s'adresser à plusieurs notables arabes de Jérusalem et s'entretenir avec les responsables de l'administration militaire. Cette posture conciliante révélait en fait une morgue excessive : « Nous n'avons nulle intention de chasser Mohammed pour mettre à sa place M. Cohen », écrivit-il au général Money. Cette phrase mérite d'être relue attentivement : elle n'a pas son pareil pour rendre compte de l'antagonisme entre Juifs et Arabes, cristallisé dans ces deux images opposées. L'Arabe était « Mohammed » et le Juif « M. Cohen ». Weizmann ne laissait planer aucune ambiguïté quant à sa signification : il y avait, selon lui, une différence fondamentale entre le Juif et l'autochtone ²⁵. Il pensait qu'il ne fallait pas négocier avec les Arabes de Palestine : lors d'entretiens avec des membres de l'administration militaire, il expliqua qu'il n'était pas disposé à négocier avec eux, parce qu'ils constituaient une « race sans grande moralité ». Dans une lettre à Balfour, il suggéra qu'il fallait les surveiller de près, en raison de leur « perfidie » et de peur qu'ils ne plantent des couteaux dans le dos de l'armée ²⁶. Auparavant, il avait écrit à sa femme : « Je pense qu'il est préférable que je n'aie plus à traiter avec les Arabes. » Il avait fait, selon lui, tout ce qu'on lui avait demandé pour leur expliquer sa position : s'ils le voulaient, ils pourraient obtenir ce qu'ils demandaient, dans le cas contraire, ils n'auraient rien ²⁷. Ils ne comprenaient que la force mais pouvaient être aussi achetés. C'est ce qu'il avait l'intention de faire avec le prince Fayçal. « Je compte lui dire que s'il projette d'établir un empire arabe fort, nous autres Juifs, et seulement nous, sommes prêts à l'aider, écrivit Weizmann à Balfour. Nous pourrions lui apporter l'aide pécuniaire et logistique nécessaire. En tant que voisins, il n'aura rien à craindre de nous, parce que nous ne sommes et ne serons jamais une grande puissance. » Il décrivait les Juifs comme les médiateurs naturels entre la Grande-Bretagne et le Hedjaz ²⁸. S'étant rendu auprès de Fayçal mandaté par l'imaginaire sioniste, il n'avait aucune chance de revenir avec un accord de paix historique. En définitive, c'était un voyage de relations publiques.

L'émir Fayçal était l'un des fils d'un souverain arabe de La Mecque. Ceux qui parmi les membres de l'administration britannique avaient planifié la mainmise de l'Empire sur le « Proche-Orient », l'avaient investi d'un rôle prépondérant en tant qu'allié. Ils l'encourageaient à combattre les Turcs, lui avaient promis l'indépendance et lui fournissaient une aide militaire et financière. Il jouissait d'une grande popularité parmi les habitants de Palestine. « Son nom était repris dans toutes les chansons », faisait remarquer Sakakini ²⁹. Il incarnait leur unité nationale, la Palestine était censée devenir une partie de son royaume, « la Syrie méridionale ».

Convainquant et persuasif, sir Mark Sykes conditionna Fayçal comme à son habitude : « Je sais pertinemment que les Arabes méprisent, blâment et haïssent les Juifs », écrivit-il à l'émir, tout en l'avertissant qu'il valait mieux tirer enseignement de ceux qui avaient persécuté les Juifs avant eux : l'Empire espagnol tout comme la Russie tsariste n'étaient plus.

« Croyez-moi, écrivait Sykes, car je suis sincère lorsque je vous dis que cette race, vile et faible, est hégémonique dans le monde entier et qu'on ne peut la vaincre. Des Juifs siègent dans chaque gouvernement, dans chaque banque, dans chaque entreprise. » Il promit que les Juifs n'avaient pas l'intention de chasser les Arabes de Palestine, l'invitant à les considérer, à l'instar du Premier ministre Lloyd George, comme des alliés puissants ³⁰. Fayçal, quant à lui, pensait que les Juifs avaient une influence considérable sur la presse mondiale ³¹.

Le trajet qui mena Weizmann jusqu'au prince dura plusieurs jours. « En pleine canicule, en ce mois de juin 1918, cela n'avait rien d'un voyage d'agrément », écrivit-il plus tard. Il avait d'abord pris le train jusqu'à Suez et de là il s'était embarqué sur un bateau qui l'avait conduit jusqu'à Aqqabah. « C'était un vieux rafiot sale et mal entretenu », raconta-t-il. L'équipage était grec. La chaleur était insoutenable, la nourriture médiocre et les toilettes inutilisables. « Nous dûmes faire avec », écrivit Weizmann. Le major William Ormsby-Gore qui l'accompagnait fut atteint de dysenterie et ne put poursuivre le voyage.

Dans le camp britannique d'Aqqabah furent mis à sa disposition une voiture, un accompagnateur et un guide arabe. Trois heures plus tard la voiture rendit l'âme. Ils durent poursuivre leur route à dos de chameaux, puis à pied. « Il n'y avait ni végétation, ni ombre, ni eau, ni le moindre village où l'on eût pu faire halte, mais pour tout horizon les montagnes du Sinaï, comme la frontière d'un désert de rocs et de dunes incandescentes. » Ils arrivèrent finalement au campement de l'armée de l'air britannique où ils obtinrent une

nouvelle voiture et un chauffeur. Mais là encore, la voiture ne résista pas à la route accidentée et ils durent à nouveau continuer à pied. Ils furent finalement accueillis par des cavaliers envoyés par le prince à leur rencontre, avec des fruits et de l'eau. Lorsqu'ils arrivèrent enfin au camp de Wadi Vahadia, la nuit était déjà tombée.

« C'était une nuit superbe de pleine lune », écrivit plus tard Weizmann, se laissant comme souvent aller à une rêverie biblique. « Peut-être étais-je un peu étourdi par le changement climatique, mais j'eus soudain l'impression de me retrouver trois mille ans en arrière. Voici que j'étais sur la même terre, devant remplir la même mission pour laquelle nos ancêtres avaient été mandatés, à l'aube de l'histoire de notre peuple, lorsqu'ils étaient venus rencontrer les maîtres du pays pour leur demander l'autorisation de traverser leur territoire afin de pouvoir rejoindre leur patrie... Je ne sais si c'était un rêve, une vision ou un mirage, mais je fus soudain rappelé à la réalité par la voix grossière d'une sentinelle britannique : "Pardon monsieur, je crains que vous ne soyez sorti des limites du campement." »

Le lendemain, il rencontra Fayçal. Ses hommes participaient à une fantasia. Lawrence d'Arabie était là. Weizmann crut comprendre qu'il préparait une opération, probablement le sabotage d'une ligne de chemin de fer du Hedjaz. Les gens reçurent de Lawrence des livres anglaises en or. Weizmann supposa qu'elles étaient arrivées dans les lourdes caisses qu'il avait pu apercevoir sur le bateau qui l'avait conduit au canal de Suez ³². Le même jour un avion allemand apparut dans le ciel et atterrit sur les dunes. Le pilote, qui agitant un drapeau blanc, était un émissaire turc. Il venait proposer à Fayçal de passer du côté turc en échange de monceaux d'or ³³.

Fayçal reçut Weizmann avec tous les honneurs qui s'imposaient. Le colonel Joyce servait d'interprète car Weizmann ignorait l'arabe et Fayçal ne maîtrisait pas suffisamment l'anglais. Ils passaient parfois au français. La conversation se prolongea pendant près d'une heure. Ils échangèrent beaucoup de formules de politesse et de courtoisie, Weizmann affirmant que les Juifs voulaient développer la Palestine pour le bien-être de tous ses habitants sous l'égide de la Grande-Bretagne. Il proposait d'apporter une aide financière et économique, et allait bientôt se rendre aux États-Unis où, comme chacun savait, les sionistes avaient une forte influence. Fayçal posa de nombreuses questions. Weizmann fut impressionné de voir qu'il avait une solide connaissance du mouvement sioniste. Il manifesta le désir de collaborer avec les Juifs mais se garda prudemment de tout engagement explicite : son père ne l'avait pas autorisé à se prononcer sur l'avenir de la Palestine,

expliqua-t-il avec prudence et malice. À la fin de l'entretien, Fayçal invita son hôte à poser pour une photo souvenir.

« Quel chef ! » s'exclama Weizmann dans une lettre à sa femme où il parlait également de « l'étonnante beauté » de l'émir. C'était le premier véritable chef national arabe qu'il rencontrait. Il voulait régner à Damas et en Syrie du nord. La Palestine ne l'intéressait pas. « Il n'a que mépris pour les Arabes de Palestine, qu'il ne considère même pas comme de véritables Arabes ! » écrivit Weizmann à sa femme. Aussi le loua-t-il comme « un homme très intègre et doté d'une intelligence certaine ». Les Britanniques étaient également satisfaits : cette rencontre avait créé « d'excellentes relations » entre les deux hommes. Weizmann écrivit plus tard que cet entretien fut le début d'une amitié qui devait se prolonger jusqu'à la mort de Fayçal ^{3 4} ».

Il plaçait alors sa confiance en Fayçal, ce qu'il ne craignait pas d'affirmer. Plus le mouvement national arabe prendrait de l'ampleur et s'épanouirait sous la direction de Fayçal, moins il y aurait de tension avec le mouvement sioniste. Ce que l'on appelait « la question arabe de Palestine » resterait confinée à l'échelle locale. Tous les spécialistes estimaient qu'il ne fallait pas la prendre trop au sérieux.

Fortuitement, Weizmann rappelait l'existence de « ses amis américains », le juge de la Cour suprême Louis Brandeis et le professeur Félix Frankfurter, qui devint plus tard lui aussi juge à la Cour suprême, et souligna son intention de diligenter à Washington un émissaire pour informer le président Wilson de la situation locale, à la condition, bien sûr – ajoutait-il poliment –, que Balfour y consente. Il rappelait ainsi, comme si de rien n'était, « l'importance politique des États-Unis », c'est-à-dire, en réalité, le statut du mouvement sioniste.

Le sionisme, expliquait Weizmann, se trouve étroitement lié à la puissance de la Grande-Bretagne en Orient. Aussi ne pouvait-on retirer le moindre maillon de l'axe Londres-le Caire-Jérusalem-Delhi. Il exigeait de Balfour qu'il reniât l'accord Sykes-Picot qui s'opposait aux intérêts sionistes, desservant par conséquent les intérêts britanniques, et qui n'était plus d'actualité. Avec une courtoisie de circonstance, par trop obséquieuse, Weizmann lui faisait remarquer que les quartiers généraux du Caire et de Jérusalem agissaient sans coordination et que le général Clayton ne pouvait poursuivre sa tâche dans ces conditions. Weizmann demanda à cette occasion que fût nommé un nouvel officier chargé de la politique : le major Ormsby-

Gore, médiateur entre le gouvernement et le comité des délégués et partisan incontesté de la cause sioniste ³⁵.

À l'automne 1918, Weizmann retourna à Londres. Le Premier ministre Lloyd George l'invita à déjeuner. Le 11 novembre 1918, jour de l'invitation, la guerre prenait officiellement fin. Le cabinet du Premier ministre fit savoir à Weizmann que l'invitation était maintenue. Vers une heure trente, Weizmann s'achemina vers Green Park. Près du portail métallique noir conduisant à Downing Street, était agglutinée une foule bruyante. Un policier lui barra le passage. Weizmann lui dit qu'il était invité à déjeuner chez le Premier ministre. Le policier répliqua sèchement qu'il avait entendu cette phrase plusieurs fois déjà dans la même journée. On le laissa finalement entrer. Weizmann trouva le Premier ministre profondément bouleversé, les larmes aux yeux, plongé dans la lecture des Psaumes ³⁵.

3. Quelque temps après la rencontre entre Weizmann et Fayçal, se réunissait le comité provisoire pour les Juifs de Palestine devant débattre de l'avenir des relations avec les Arabes. Le protocole d'un de ces débats mérite que l'on s'y arrête. Déjà alors, tout ce que l'on pouvait dire sur le sujet, et qui devait ensuite être rebattu dans le futur, fut évoqué. Le témoignage de Chaïm Margalit Kalvarisky, un des personnages les plus passionnants de l'histoire des relations entre Juifs et Arabes, fut l'objet de la controverse. Agronome originaire de Pologne, il s'était installé en Haute Galilée depuis 1890. Il était à la tête de l'association JCA (Jewish Colonisation Association), qui achetait des terres et encourageait le peuplement juif en Palestine. Il multiplia les contacts avec les leaders arabes, y compris avec le prince Fayçal, pensant, à juste titre, que l'on pouvait les soudoyer. Durant toute son existence, il lutta pour amener le mouvement sioniste à négocier avec les Arabes et finit par affirmer qu'il avait raté l'occasion de faire avec eux la paix.

Kalvarisky raconta comment il avait expulsé, la première fois, des Arabes de leurs terres. Son récit est la version classique de ce que l'autodérision israélienne devait plus tard désigner sous les termes de : « On tire d'abord puis on pleure. » « La question arabe s'est révélée dans toute son acuité dès le premier achat de terres, lorsque je dus expulser pour la première fois des habitants arabes pour y installer à leur place nos frères. Longtemps après continua de résonner à mes oreilles la triste plainte des bédouins rassemblés cette nuit-là autour de la tente des pourparlers, avant qu'ils ne quittent le village de Shamsin près de Yama, l'actuel Yavniel. J'étais assis sous la tente, où j'étais en train d'achever les modalités des négociations avec le cheik Fafoul Madlika.

Les bédouins étaient rassemblés autour d'un grand feu où ils me préparèrent un café ainsi qu'aux différents hôtes. Ils se mirent alors à entonner des chants de deuils sur leur destin contrarié qui les contraignait à quitter le berceau de leur patrie. J'avais le cœur serré et je compris alors à quel point le bédouin était attaché à sa terre. »

Cela faisait vingt-cinq ans qu'il expulsait des Arabes, poursuivit Kalvarisky. Ce n'était pas une tâche facile, particulièrement pour un homme comme lui, qui ne les considérait pas comme du bétail, mais comme des êtres humains dotés d'un cœur et d'une âme. Il était forcé de procéder à ces expulsions, car c'est ce qu'on exigeait de lui, disait-il, mais il veilla toujours à ce qu'ils ne partent pas les mains vides et que les *effendi*, intermédiaires dans les transactions de terres, ne leur volent pas leur argent.

Cette entrée en matière aboutissait à la conclusion suivante : il fallait tout faire pour arriver à un accord avec les Arabes. Jusqu'à présent, le mouvement sioniste avait éludé le sujet. Ses responsables avaient occulté « la question arabe », prétendant que les Arabes n'étaient « que des ignorants flagorneurs, prêts à tout vendre pour un plat de lentilles ». Kalvarisky proposait un accord politique. Il avait déjà noué des relations avec des leaders arabes, dont le prince Fayçal. « La Palestine doit être notre foyer national, l'hébreu doit devenir la langue véhiculaire du futur État, à côté de l'arabe. L'immigration juive et le peuplement juif doivent se faire en toute liberté, organisés par les Juifs eux-mêmes. »

Kalvarisky se plaignait des trop nombreuses interventions sionistes. Les Arabes pensent que les sionistes cherchent à les chasser de Palestine, avertissait-il en racontant les efforts qu'il avait déployés pour les convaincre du contraire. Partout les Arabes lui réservaient un accueil chaleureux, disait-il, nuancé toutefois : « Je suis parfois amené à reconnaître devant eux qu'il se trouve parmi eux des jeunes gens très ouverts. Les Arabes de Jérusalem n'ont pas à avoir honte de leurs enfants devant les Juifs. [...] Tout ce que l'on demande aux Juifs est de se comporter comme un peuple cultivé progressiste et de ne pas faire de discrimination entre les différentes religions. » Il suggérait aux Juifs d'apprendre l'arabe ; lui-même avait fondé à Tibériade une école ouverte aux Juifs et aux Arabes où les cours étaient dispensés en hébreu, en arabe et en anglais ³⁷. Que les Juifs ne fassent pas aux Arabes ce qu'ils ne veulent pas que les *goyim* de Diaspora leur fassent, et qu'ils ne construisent pas non plus leur foyer national « sur les ruines d'autres peuples », c'est à cette condition que réside l'espoir de paix. Il semble qu'il faisait allusion à une autonomie juive, dans le cadre d'un royaume arabe, probablement sous l'égide de Fayçal.

Les débats pouvaient commencer. Éphraïm Gisin, agriculteur de Petah Tiqvah, volontaire de la brigade juive, déclara : « Ne nous leurrions pas ! Nous connaissons les Arabes [...]. Une “amitié” avec le “peuple” arabe est impensable ! » Yosef Sprinzak, du parti HaPoel HaTsair, ironisa : « Peut-être devrions-nous tous porter le tarbouche ou un keffieh ? Non ! Nous refusons ! [...] Demander que nos camarades apprennent l’arabe est d’autant plus ridicule que l’on sait combien parmi nous ne connaissent pas encore l’hébreu [...]. » David Remez, du syndicat Ahdout HaAvodah déclara à son tour qu’il fallait non seulement œuvrer pour encourager les bonnes relations avec les Arabes, mais aussi « autant que possible, tout faire pour qu’elles soient réduites à leur strict minimum ». C’étaient les fondements de ce qui allait être stigmatisé plus tard comme une politique ségrégationniste. « Remez a raison », soutint un autre intervenant, Blumenfeld : « Il faut tout faire pour limiter les relations avec eux. Nous devons essayer d’arriver à une situation où ne resteraient en Palestine que des Juifs et où nous serions maîtres de la situation. » Un autre participant, Shohat, estimait quant à lui que tout cela n’était que bavardage inutile : « Avons-nous déjà résolu les autres questions ? » demanda-t-il.

David Ben Gourion déclara : « Tout le monde considère les relations entre Juifs et Arabes comme problématiques. Mais ils ne voient pas tous que cette question est insoluble. Il n’y a pas de solution ! Un gouffre sépare les deux communautés sans que rien n’y puisse changer. Cet antagonisme dans les intérêts juifs et arabes en Palestine ne peut être résolu par des sophismes. Je ne connais aucun Arabe qui accepterait que la Palestine devienne juive, même si les Juifs apprenaient l’arabe [...] et je ne vois pas quel intérêt je peux avoir, moi comme d’autres, à l’apprendre. Vous imaginez un instant si nous devons adapter notre existence au rythme de la langue arabe. D’un autre côté, je ne vois pas non plus la nécessité qu’un “Mustapha” quelconque apprenne l’hébreu, bien qu’il puisse m’arriver parfois d’échanger deux ou trois mots avec lui. C’est ici une question d’intérêt national. Nous voulons que la Palestine soit notre nation. Les Arabes veulent exactement la même chose. La question devra être tranchée lors de la conférence de paix [...] ³⁸. »

4. La conférence de paix de Paris fut pour Weizmann l’occasion de mettre comme jamais ses talents de politicien en pratique. Il réussit à garantir que les Britanniques resteraient en Palestine, conformément au Mandat qu’ils avaient reçu de la Société des Nations, dans lequel il était clairement spécifié qu’ils devaient aider les Juifs à édifier leur foyer national. C’est l’histoire d’une victoire, en grande partie celle d’un seul homme. Le Premier ministre Lloyd George et le ministre Séfarade des Affaires étrangères Balfour continuaient de

considérer Weizmann comme le leader d'une puissance obscure tirant les fils de l'Histoire. Aussi toutes les portes continuaient-elles de s'ouvrir devant lui : la Grande-Bretagne et l'Europe avaient traversé l'une des épreuves les plus dramatiques de leur histoire. Pendant la guerre, près d'un million de soldats britanniques avaient trouvé la mort, deux millions avaient été blessés. La grippe espagnole continuait de faire des victimes. La Grande-Bretagne et l'Europe entière étaient traumatisées. Le nouveau monde, de nouvelles valeurs et idéologies, des modes de vie différents lui avaient été imposés dans la douleur. Des millions de gens s'étaient retrouvés sans travail. Mais le Premier ministre et son gouvernement étaient à chaque fois présents pour écouter Weizmann lorsque celui-ci devait faire une intervention.

Entre-temps, Weizmann avait constitué une table ronde avec à sa tête Herbert Samuel. Partant du préjugé selon lequel les intérêts sionistes et britanniques convergeaient, ses participants n'évoquèrent rien d'autre que la tactique à adopter à ce sujet. Samuel usait d'un « nous » collectif. Durant les échanges objectifs et sincères, furent évoqués entre autres l'ouverture du pays à l'immigration et l'achat de terres en vue du peuplement juif. Lors de cette table ronde, Weizmann ne laissa planer aucun doute : la Palestine serait un État juif. Il ne pouvait donner d'échéance précise : cela pourrait prendre dix à vingt ans, vingt-cinq ou trente, voire cinquante ans, mais cela se ferait. Il compara cette gageure à un assaut d'escrime. Des officiers militaires et des fonctionnaires du gouvernement assistaient à cette réunion. « Ce n'est pas leur place ! » déclara Ahad Ha Am. Samuel leur garantit que rien ne filtrerait des débats³⁹. Weizmann put ainsi évaluer très précisément ce qu'il pouvait ou non espérer obtenir.

Le document que le mouvement sioniste présenta en définitive à la conférence de paix apparaissait comme une sorte de compromis, qui portait entre autres sur la formulation à donner à l'objectif final poursuivi par les sionistes. Une assemblée publique en Palestine, en réponse aux aspirations du « peuple de Palestine » avait décrété : « La Palestine redeviendra un État juif. » Ces mots, écrits de la main de Jabotinsky, figuraient au-dessus de cette phrase : « La Palestine sera le foyer national du peuple d'Israël. » Dans les revendications retenues pour la conférence de paix on pouvait lire : « En Palestine seront créées les conditions politiques, administratives et économiques devant garantir l'émergence du foyer national juif qui conduira finalement à l'établissement d'un Commonwealth autonome [...] ». Weizmann dut s'expliquer lors de la conférence sur le sens des termes « foyer national ». Il répondit qu'il fallait entendre par là que la Palestine

serait juive tout comme la France était française et l'Angleterre anglaise. Ce fut, selon ses propres termes, un des grands moments de son existence ⁴¹.

Jusqu'à ce qu'ils s'accordent et aboutissent à la version définitive du Mandat, en juillet 1922, les sionistes connurent de nombreuses déceptions. Ainsi furent-ils contraints de renoncer à une partie des territoires : la carte du rêve sioniste qu'ils soumièrent à la conférence de paix incluait le sud du Liban, le plateau du Golan et la rive orientale du Jourdain, quasiment le double de la superficie sur laquelle les autorités britanniques allaient finalement exercer leur pouvoir ⁴².

L'écart entre ce qu'exigeaient les sionistes et ce qu'ils reçurent attisa, comme autrefois, les sentiments de frustration, réels ou supposés, mais comme par le passé, les sionistes pouvaient se persuader qu'ils avaient obtenu l'essentiel. Ce fut une lutte difficile. Weizmann, qui s'improvisait diplomate, dut ainsi surmonter d'innombrables obstacles, y compris l'impatience patriotique des porte-parole du Yishouv et les tentatives des Juifs non sionistes de torpiller le projet sioniste à la conférence de paix. L'un d'eux, Sylvan Levi, fut membre pendant un certain temps du comité des délégués. Weizmann le qualifia de traître ⁴³. Le plus dur fut le combat contre les adversaires du sionisme à Londres.

À deux reprises l'on put croire, ne fut-ce qu'un instant, que tout allait se passer autrement. Il fut au début question que ce soit non pas la Grande-Bretagne mais les États-Unis qui prennent le pouvoir en Palestine. Puis fut évoquée l'éventualité que le foyer juif de Palestine voie le jour comme une province autonome dans un royaume arabe avec pour capitale Damas. Ces deux épisodes à la portée historique mineure ne cessèrent cependant pas d'exciter l'imagination.

Le système mandataire avait pour finalité de donner au colonialisme une façade de respectabilité : apparemment, les grandes puissances ne se partageaient plus comme autrefois le butin de guerre, mais se présentaient comme les tuteurs des peuples vaincus qu'elles voulaient conduire à l'indépendance. Tout était censé se dérouler conformément au droit international et aux principes de la démocratie et de la justice. Le pouvoir mandataire avait été accordé par la Société des Nations qui avait aussi théoriquement le droit de l'annuler. Tout était censé être fait, dans la mesure du possible, selon la volonté exprimée par les autochtones de chaque pays ⁴⁴. Il s'agissait bel et bien, en réalité, d'un pouvoir colonial.

À Londres prévalait l'opinion selon laquelle il ne fallait pas davantage agrandir l'Empire. La revue *Round Table*, qui avait une forte influence sur la

politique étrangère de la Grande-Bretagne, pressait les États-Unis de s'impliquer dans le nouvel ordre mondial, et, ce faisant, lui suggérait de prendre la responsabilité du mandat sur la Palestine. L'auteur de l'article pensait que les États-Unis ne pouvaient pas mieux convenir pour « défendre la Palestine » en raison des nombreux Juifs qui y résidaient. Lord Balfour et plusieurs ministres avaient déjà exprimé la même idée longtemps auparavant. Elle avait également rencontré l'adhésion de certains membres de l'administration militaire. Ronald Storrs avait déclaré à Ballobar que c'était une bonne idée, mais celui-ci avait estimé que les Anglais n'avaient nullement l'intention de quitter la Palestine, même si on leur tirait dessus 38⁴⁵. Lloyd George en parla à l'un des conseillers du président Wilson, le colonel House, qui ne fit preuve d'aucun enthousiasme : les États-Unis ne savaient pas administrer leurs colonies. Les Philippines restaient en effet un mauvais souvenir ⁴⁶.

Toutefois, un argument devait aussi rencontrer leur faveur : si les Juifs obtenaient leur État, ils pourraient en contrepartie mettre fin à la révolution bolchevique dont ils avaient été les instigateurs en Russie et qu'ils menaçaient d'étendre à d'autres pays. Le colonel House rapporte dans son journal une conversation qu'il avait eue à ce sujet avec Balfour : celui-ci avait le sentiment que le mouvement bolchevique et tant d'autres désordres du même genre étaient le fait des Juifs. « J'ai suggéré qu'on les transfère, tout au moins les meilleurs d'entre eux, en Palestine, et qu'on les charge de la responsabilité que les Juifs du monde entier se comportent convenablement. » Balfour pensait que ce projet était réalisable. Quelque temps plus tard, House l'évoqua avec Wilson en personne. Weizmann trouvait « particulièrement choquante » l'idée selon laquelle la Palestine devait être administrée par deux puissances à la fois ⁴⁷.

Les sionistes étaient également opposés à ce que les États-Unis administrent seuls la Palestine car la démocratie américaine était incompatible avec le projet du foyer national. « La démocratie américaine, était-il écrit dans une publication de l'Organisation sioniste de Londres, repose sur le pouvoir de la majorité, sans faire de différence entre les personnes, leur niveau de culture et leur valeur. Cela s'appelle le "creuset", ce qui signifie que la minorité doit se noyer dans la majorité. C'est tout à fait naturel aux États-Unis et cela fonctionne en général très bien. Mais que se passerait-il si une administration américaine en Palestine distillait aussi ce genre d'idées ? D'un point de vue numérique, la majorité des autochtones est aujourd'hui arabe et non juive. D'un point de vue qualitatif, il est avéré que les Juifs sont supérieurs aux Arabes et que s'ils se retrouvaient dans les mêmes conditions,

ils démontreraient encore leur supériorité pendant une ou deux générations. Mais si l'on considère la simple supériorité numérique aujourd'hui ou à l'avenir, la majorité qui gouvernerait en Palestine serait arabe. L'émergence et le développement d'une grande communauté juive en Palestine deviendraient infiniment plus difficiles ⁴⁸. »

Ce fut l'un des problèmes auxquels le sionisme achoppait constamment. C'était le début de l'ère américaine. Le président Wilson évoquait les principes de la liberté nationale et du droit à l'autodétermination des peuples. C'étaient les idéaux au nom desquels les États-Unis étaient entrés dans la guerre et avaient perdu près de cent mille soldats. Le rêve sioniste était à l'opposé des principes démocratiques. Les sionistes ne craignaient pas de s'exprimer au nom de quinze millions de Juifs face à un demi-million d'Arabes. Le fait que les Juifs n'étaient pas encore rentrés chez eux ne les dispensait pas pour autant du droit légitime de définir le destin de leur pays ⁴⁹.

Balfour formula cela différemment. Il s'agissait, selon lui, d'une difficulté qui n'était que provisoire : les Juifs seraient bientôt majoritaires en Palestine ; il n'y aurait plus alors aucune contradiction entre leur rêve national et les principes démocratiques. En outre, affirmait Balfour, les Arabes ne connaîtraient jamais de régime démocratique. Weizmann renchérissait : « Seul celui ayant quelque idée du mode de vie arabe, peut comprendre combien est grotesque la proposition d'octroyer, au nom de la démocratie, un pouvoir politique à une élite arabe ». Mais lorsque fut évoquée l'idée de consulter les habitants quant à l'avenir de la Palestine, Balfour s'y opposa énergiquement. Leurs réponses ne feraient pas l'ombre d'un doute. Le droit d'exprimer leur opinion rendrait plus difficile encore l'établissement du foyer national juif ⁵⁰.

L'idée de demander aux Arabes d'Israël de donner leur avis émanait de Howard Bliss, le fils des fondateurs de l'université américaine de Beyrouth, ami de longue date du président Wilson. Il espérait que la Palestine passe sous pouvoir américain. Bliss, tuberculeux et mourant, se rendit à Paris. Il déclara à Wilson que telle était sa dernière volonté. Le prince Fayçal qui lui aussi se trouvait à Paris, suggéra de déléguer en Palestine une commission chargée d'examiner quelle était la volonté des Arabes espérant ainsi empêcher les Français de s'emparer de la Palestine.

C'est ainsi que vit le jour la commission King-Crane. Henri Charles Ring était le directeur de l'Oberlin College de l'Ohio. Catholique pratiquant et missionnaire, il était l'un des responsables de la YMCA. Charles Crâne était industriel et homme d'affaires à Chicago, partisan du président Wilson. La commission se déplaça de ville en ville, entendant partout les Arabes

plébisciter les Américains. Jusqu'aux bédouins du désert, écrivit Crâne plus tard, qui disaient vouloir que les Américains fassent pour eux ce qu'ils avaient fait pour les Philippins. Le comité des délégués prit la commission au sérieux et mit à sa disposition de nombreux documents afin de lui prouver que seuls les Britanniques pouvaient gouverner en Palestine. Le comité acheta les voix de plusieurs dizaines d'Arabes pour conforter leur position ⁵¹.

Khalil Al Sakakini déclara à Storrs : « Je ne vous cacherais pas que presque toute l'opinion publique veut que le Mandat soit remis aux États-Unis, parce qu'elle a compris que les Anglais ont promis aux Juifs de leur donner la Palestine pour qu'ils y installent leur foyer national. Elle a aussi été témoin de ce que les Anglais avaient fait en soutenant le mouvement sioniste. » Il lui expliqua qu'eux non plus ne voulaient pas de l'Angleterre, ce qui signifierait que la France s'emparerait de la Syrie, et qu'ils refusaient catégoriquement un arrangement entre les deux puissances. « Nous voulons que la Palestine demeure sous la tutelle d'une seule puissance et c'est ainsi seulement que nous pourrions conserver notre unité. [...] Nous avons pour préférence la nation qui nous délivrera du sionisme et évitera toute partition. »

Mais Sakakini estimait que dans les faits les Arabes ne pourraient choisir le pouvoir qui leur conviendrait. Il n'y avait aucune chance pour que la Palestine devînt indépendante, car les grandes puissances avaient décidé qu'elle n'était pas apte à gouverner par elle-même. Il n'y avait aucun espoir pour que le pouvoir échût aux États-Unis, car on aurait alors dit que l'Amérique était trop éloignée et qu'elle n'avait aucun intérêt dans ce pays. Seuls restaient donc en lice les Britanniques ⁵².

C'est en effet ainsi que les choses se passèrent. La commission King-Crane arriva à la conclusion que les habitants plébiscitaient majoritairement les Américains, appelant elle-même de ses vœux un mandat des États-Unis. Son rapport parvint encore à temps entre les mains de Howard Bliss qu'il put réjouir quelques jours avant sa mort, mais Wilson n'en fut jamais averti : tombé malade, il allait bientôt quitter le pouvoir. Le rapport fut enterré et publié pour la première fois plusieurs années plus tard comme un scoop historique par un journal américain. ⁵⁵

5. Quelque temps après sa rencontre avec Weizmann dans les environs d'Aqqabah, le prince Fayçal se rendit à Paris. Félix Frankfurter, l'un des responsables de la communauté juive américaine, organisa un entretien avec le président Wilson. Fayçal parapha avec Weizmann un accord dont l'essentiel résidait dans l'acceptation d'une majorité juive en Palestine en échange d'un grand royaume arabe indépendant.

L'un des officiers de l'administration militaire de Palestine prétendit que cet accord ne valait pas même le papier sur lequel il avait été écrit ni les efforts dépensés pour y parvenir. Si, malgré cela, il était rendu public, il serait comme une corde au cou de Fayçal que les Arabes considéreraient alors comme un traître. Celui qui prétendait que Fayçal représentait les Arabes de Palestine commettait une grave erreur, écrivit le major J.N. Camp, second de l'officier politique de Palestine. Fayçal jouissait du soutien des Arabes tant qu'il incarnait le nationalisme arabe en se faisant le héraut de leur politique, mais il perdrait toute son influence s'il concluait un accord avec les sionistes. Camp s'appuyait sur une conversation qu'il avait eue avec Sakakini qui s'opposait résolument à trois choses : le sionisme, la partition du royaume de Fayçal et l'immigration juive ⁵⁴.

Dès son retour chez lui, Fayçal entra à Damas et en mars 1920 s'autoproclama roi de la « Grande Syrie ». Weizmann considéra cela comme une opération fomentée par des membres de l'armée britannique de Palestine, opposants au « foyer national » ⁵⁵. Cet épisode mérite d'être évoqué parce qu'il fut utilisé maintes fois comme la preuve formelle d'un accord possible entre sionistes et Arabes modérés ⁵⁶. Les Français allaient bientôt prendre le pouvoir à Damas et détrôner Fayçal. Les Anglais l'autoriseraient à demeurer quelque temps en Palestine. Il arriva accompagné d'une douzaine de conseillers, de vingt-cinq femmes, cent soixante-quinze gardes du corps, deux voitures, vingt-cinq chevaux et quatre tonnes de bagages. Il hésitait à se rendre en Italie ou en Suisse. Pendant son séjour en Palestine, le roi s'installa à Haïfa chez une Anglaise du nom de Frances Newton. Il reçut un grand nombre de sympathisants et accorda de nombreuses interviews à la presse ⁵⁷. Il devint ensuite roi d'Irak.

Mordekhaï Ben Hillel Ha Cohen ne pensait pas qu'un tel lien fût possible. « Lorsque les Arabes font des promesses, elles sont toujours fallacieuses, les accords conclus avec eux sont toujours déçus », écrivit-il lorsque Weizmann lui fit part du voyage qu'il projetait de faire à Aqqabah. Il confia dans son journal l'espoir que l'entreprise sioniste ne soit jamais dépendante de l'agrément des Arabes ⁵⁸.

Dans les trois années qui suivirent, l'opinion publique juive de Palestine fut soumise à rude épreuve, en Galilée, à Jérusalem et à Jaffa. Pour traumatisantes qu'elles fussent, elles développèrent une mythologie tenace et façonnèrent les relations entre Juifs et Arabes pour les dix années à venir. L'enseignement à tirer de tout cela était que la confrontation entre les deux peuples ne pouvait être réglée que par la force et non par des mots.

6. Le lundi premier mars 1920 au matin, plusieurs centaines d'Arabes s'attroupèrent devant l'entrée d'une ferme isolée en Haute Galilée, à proximité de la frontière libanaise. C'était une cour dans Tel-Haï. Ce territoire était alors sous la souveraineté de deux royaumes : les Turcs avaient été vaincus, les Britanniques et les Français avaient accepté que la Haute Galilée soit incluse dans la zone sous contrôle français, mais tous savaient qu'il ne s'agissait que d'un accord provisoire. Personne ne comprenait véritablement qui gouvernait des groupes d'hommes armés patrouillaient alentour : des combattants du Herout, des terroristes, des aventuriers, des voyous et des voleurs de grand chemin. Il était difficile de savoir qui était qui. Les Arabes agglutinés dans l'entrée de la cour de Tel-Haï poursuivaient les soldats français craignant qu'ils ne se cachent chez les Juifs.

Résidaient alors en Haute Galilée plus d'une centaine de Juifs, en majorité des jeunes garçons, et très peu de femmes : des ouvriers, des bergers et des agriculteurs. Ils s'étaient tout d'abord installés à Métoula, puis s'étaient dispersés pour former trois agglomérations dont Tel-Haï. La terre appartenait à l'une des sociétés qui encourageaient le peuplement juif. Aussi les colons se considéraient-ils à la fois comme des pionniers et des émissaires. L'occupation du sol revêtait à leurs yeux un enjeu national, un pas en avant vers la réalisation du rêve sioniste. Ils restèrent sur place autant qu'ils le purent, malgré la tension grandissante. Certains d'entre eux étaient nés dans le pays, d'autres venaient d'Europe de l'Est, d'autres encore étaient arrivés d'Amérique avec les brigades juives. Ils étaient armés.

Ils essayèrent autant que possible de rester neutres. Mais cela s'avéra impossible : parfois ils protégeaient les Arabes, parfois ils autorisaient les soldats français à pénétrer dans leurs cours. Avec la recrudescence de la tension, les instances dirigeantes du Yishouv furent divisées pour savoir s'il fallait envoyer des renforts en Galilée ou ordonner aux habitants de quitter les lieux. Ce fut encore une de ces vagues-hésitations douloureuses pour l'opinion publique. Zeev Jabotinsky, l'homme des brigades juives et militariste convaincu, estima qu'il n'y avait aucune chance de pouvoir protéger les habitants de Haute Galilée. Il exigeait que leur soit dite l'amère vérité et qu'on les fasse rentrer chez eux. Jabotinsky fut également pressé de répondre à la question de savoir s'il fallait que les habitants de Tel-Haï meurent pour leur pays, auréolés de gloire : il répondit par la négative. Depuis la Première Guerre mondiale, le sacrifice de martyrs avait peu de valeur, écrivit-il.

David Ben Gourion affirmait malgré cela qu'en prenant la fuite, ils seraient non seulement contraints de quitter très vite la Haute Galilée, mais aussi la Palestine. C'était une querelle sur les valeurs fondamentales

existentielles, à savoir qui était patriote et « pour la Galilée », ou qui était défaitiste et « contre ». C'était aussi un différend politique ⁵⁹. Il fut décidé d'envoyer une délégation en Galilée dont l'un des membres était David Eder. Lorsqu'ils arrivèrent, il était déjà trop tard.

Ce qui se produisit au matin du 1^{er} mars 1920 ne fut jamais totalement élucidé. Ce jour-là, il n'y avait pas un seul Français. Les habitants de Tel-Haï ne s'opposèrent pas aux fouilles arabes. L'un d'entre eux tira en l'air un coup de fusil, signe convenu pour demander l'aide de l'agglomération la plus proche, à savoir Kfar Giladi, à dix kilomètres de là. Lorsqu'ils entendirent les salves, dix hommes se mirent en route vers Tel-Haï, avec à leur tête Yosef Trumpeldor.

Il avait alors la réputation d'un héros adulé. Dentiste de formation, il avait été officier dans l'armée russe et avait perdu son bras gauche pendant la guerre qui opposait alors son pays au Japon ⁶⁰. Son infirmité l'avait contraint à exercer un nouveau métier : il avait commencé des études de droit à l'université de Saint-Pétersbourg. Parallèlement, il avait rassemblé autour de lui un groupe de jeunes gens et avait débarqué en Palestine en 1912 avec plusieurs de ses camarades. Ils s'étaient regroupés au début dans une ferme collective au bord du lac de Tibériade, puis il avait travaillé comme simple ouvrier au kibboutz Dgania. Avec la guerre, il avait quitté la Palestine et était devenu l'un des instigateurs des brigades juives au sein desquelles il combattait.

Après son service, il était rentré chez lui à Saint-Pétersbourg, où entre-temps s'était déclenchée la Révolution. Il avait rassemblé des Juifs dans des mouvements d'autodéfense, était entré en politique en ralliant le mouvement sioniste-socialiste, et avait créé le parti Ha-Haloutz. Plusieurs dizaines de ses partisans envisageaient d'aller s'installer en Palestine. Trumpeldor s'y était rendu pour préparer leur venue et s'était mêlé de politique locale en tentant d'unifier le mouvement travailliste. Les habitants des agglomérations de la région de Métoula appartenaient à son parti. Il était allé leur rendre visite. Peu de temps après, il s'apprêtait à rentrer en Russie.

Lorsqu'il arriva à Tel-Haï, Trumpeldor repéra d'abord le poste de commandement. Peut-être ouvrit-il le feu ? Peut-être tira-t-il trop tôt ? Était-il nécessaire de tirer ? Dans un des premiers rapports émanant de Tel-Haï on parle d'« incompréhension dans les deux camps ⁶¹ ». Quoi qu'il en soit, à un certain moment les coups de feu se mirent à fuser de toutes parts. Trumpeldor fut blessé, d'abord touché à la main puis au ventre. Ce n'est qu'en début de soirée qu'arriva un médecin et qu'on essaya de le transporter à Kfar Giladi. Il

mourut en chemin. Cinq autres juifs trouvèrent aussi la mort. Ils furent inhumés à Kfar Giladi dans deux caveaux jumeaux : quatre hommes dans l'un et deux femmes dans l'autre. Cinq Arabes furent également tués. Les habitants de Tel-Haï et de Kfar Giladi durent quitter les lieux.

Quelques jours après le drame, plusieurs versions en provenance de Tel-Haï circulèrent quant aux derniers mots prononcés par Trumpeldor : « Ce n'est rien, il vaut mieux mourir pour le pays », « Rien de tel que de mourir pour la Terre d'Israël », ou encore « Il est bon de mourir pour notre terre ». Un an après les faits, on pouvait lire dans le journal : « Un an déjà et sur les tombes de Kfar Giladi fleurissent les bourgeons miraculeux du mythe national. » C'était exact. Sur le mur du jardin d'enfants de Houlida avaient été accrochés des rameaux portant l'inscription suivante : « Il est bon de mourir pour notre terre. » Dessous était suspendu le portrait de Trumpeldor. Le journal rapportant ces faits expliquait que tel était le message de Tel-Haï : l'occupation par des milliers de jeunes gens des terres de la patrie ⁶². Tel-Haï se mua ainsi en légende qui, comme toutes les légendes nationales, resta plus vivace que la propre force de ses héros.

Comme tout mouvement national, le sionisme avait également besoin d'un mythe héroïque, précisément au moment où le rêve de l'indépendance juive entraînait dans sa phase décisive. S'il n'y avait eu Tel-Haï, il aurait fallu l'inventer. La colonisation, principalement dans des zones agricoles, était considérée comme l'une des composantes fondamentales du processus d'identité nationale à l'égal du combat pour la primauté de la langue hébraïque. La moindre atteinte dans ce processus apparaissait comme une brèche dans le fondement de l'existence collective : le slogan « il est bon de mourir pour notre pays » sanctifiait le peuple et sa terre comme valeurs supérieures au mépris de la vie individuelle ^{39 64}.

Tel-Haï incarnait le principe selon lequel on ne pouvait abandonner un sillage. L'abandon des sillages après l'attaque fut généralement occulté. La défaite se transforma en victoire ⁶⁵. Trumpeldor illustrait parfaitement ce mythe déjà pour avoir été un héros de son vivant, sorte de Judah Maccabée moderne, mais surtout pour avoir appartenu au mouvement travailliste : il devait bientôt largement dominer la vie publique de Palestine. Ce faisant, il s'arrogeait le monopole de l'expression des valeurs sociales et de leurs symboles, Josef Chaïm Brenner rédigea une élégie à la mémoire du premier héros mythique du Yishouv dans un pathos biblique caricatural : « Yosef Trumpeldor, homme aimé, charmant, fort et élu, parangon de bravoure, par ta mort je suis bouleversé (II Samuel, I, 19,25). Devant des scélérats ton sang

s'est répandu (II Samuel, II, 34). Il est bon de mourir pour notre terre ? D'accord ! Heureux celui qui meurt en ayant vivement conscience, Tel-Haï à son chevet ⁶⁶. » Quelque temps plus tard, un immense lion en pierre fut érigé sur la tombe des disparus.

Berl Katznelson composa un éloge funèbre à la mémoire des défunts, considéré lui aussi comme la pierre angulaire de la reconnaissance nationale et de l'identification collective de la communauté juive : « Le peuple d'Israël se souviendra des âmes pures de ses fils et de ses filles ; fidèles et braves, marqués au sceau du labeur et de la 40 paix, qui ont suivi la charrue et ont sacrifié leur âme pour l'honneur et l'amour d'Israël. Que le peuple d'Israël se soutienne et qu'il soit béni par sa descendance, qu'il porte le deuil pour sa jeunesse partie dans l'éclat de sa grâce, de sa vaillance, pétrie d'idéal et d'abnégation, tombée lors d'une cruelle bataille. Israël ne retrouvera le calme, ne se consolera, ni ne quittera son deuil que le jour où il retrouvera sa terre dont il fut dépossédé 41 ⁶⁷. »

Ici réside toute l'importance que revêt l'incident de Tel-Haï : il drapa le projet sioniste d'un voile héroïque mythique. Celui-ci fut également nécessaire dans le contexte où les institutions nationales ne purent, si l'on peut dire, prêter assistance aux habitants de Galilée. Tel-Haï fut leur échec. Dans une lettre adressée à Weizmann. Eder le mettait en garde de dénoncer l'incident comme la preuve de l'hostilité entre Juifs et Arabes. Il fallait autant que possible veiller à ne pas provoquer les Arabes car ces derniers se cherchaient des martyrs ⁶⁶. Cela était on ne peut plus vrai. Le correspondant de *Ha'Aretz* à Damas rendit compte de la commémoration massive en mémoire de sept nationalistes arabes exécutés à l'époque de l'administration turque. Tous les orateurs félicitèrent les disparus de s'être sacrifiés en combattant le sionisme : « Il n'y a pas de plus belle mort que celle pour la patrie », s'exclama l'un d'eux ⁶⁹.

6. Nabi Moussa, 1920

Le dimanche 4 avril 1920 au matin, Khalil Al Sakakini se rendit à la mairie, près de la porte de Jaffa, pour assister comme il en avait chaque année l'habitude aux processions de Nabi Moussa. En cette semaine du « mois le plus austère », on fêtait en même temps la Pâque et les Pâques grecques orthodoxes, mais avait également lieu le pèlerinage musulman traditionnel sur la tombe de Moïse, aux environs de Jéricho. Ces festivités furent le prétexte à un violent déchaînement des passions, parfaite illustration de ce mélange de « désir et mémoire » dont parle T.S. Eliot. Ces incidents du printemps à Jérusalem apparaissent comme les prémices de la guerre pour l'hégémonie de la Palestine et sont rapportés en détail par Sakakini dans ses écrits ¹.

« Les célébrations de Nabi Moussa à Jérusalem sont plus politiques que religieuses. Des chrétiens du monde entier affluent massivement en cette saison ; les musulmans seraient bien avisés d'investir, eux aussi, la Ville sainte pour empêcher que les chrétiens ne se l'approprient. Ils arrivent de toutes les villes du pays, mais aussi des pays limitrophes, en clans et en caravanes, se rangeant derrière leurs étendards et brandissant leurs armes, comme s'ils portaient au combat. Les autorités ont installé un canon près de la porte Saint-Étienne, en l'honneur du drapeau à l'effigie du Prophète, et escortent la procession en l'encadrant d'imposantes forces militaires et policières. L'aspect religieux de la manifestation n'a pour seul but que d'attirer les foules ; sans cela, elle serait moins populaire. Pour cette raison aussi, de la nourriture est distribuée aux participants. »

Sakakini aimait les observer, comme il aimait également leurs chants qui, selon lui, renforçaient l'identité nationale. Il proposa même de constituer dans chaque village « un conseil musical » chargé de composer de nouveaux hymnes et d'initier les jeunes du village aux danses traditionnelles : « Nous leur apprendrions à se servir d'une arme, à danser l'épée à la main, comme

tout ce qui peut favoriser l'épanouissement des âmes. L'ère de la chevalerie reviendrait et la nation serait purifiée dans le creuset de l'Ère nouvelle [...] ⁴². »

Lorsqu'il arriva sur l'esplanade de la mairie, soixante, voire soixante-dix mille personnes y étaient déjà rassemblées. Certains étaient venus d'Hébron en procession, d'autres de Naplouse, brandissant des banderoles et agitant des drapeaux. Sur le balcon du Cercle arabe étaient rassemblés les notables de la ville qui ne purent tous prononcer de discours en raison du brouhaha. De dépit, l'un d'entre eux déchira même les notes qu'il avait préparées pour son allocution.

Il devait être environ dix heures et demie. Dans les ruelles de la vieille ville, des voyous arabes se livraient depuis plus d'une heure à des actes de vandalisme. Ils s'étaient introduits en bande dans les venelles du quartier juif, agressant et molestant les passants, investissant et pillant les échoppes des Juifs qui firent leur possible pour se mettre à l'abri. Un enfant fut blessé à la tête ².

Pendant ce temps, sur le balcon du Cercle arabe les discours successifs s'éternisaient. Quelqu'un brandit alors le portrait de Fayçal qui venait de s'autoproclamer roi de la Grande Syrie. La foule se mit à scander : « Nous voulons l'indépendance ! » Les orateurs vitupéraient le sionisme. Un adolescent de treize ans prit la parole, suivi du maire, Moussa Kasem Al Hussein. Araf Al Arif, rédacteur en chef du *Souria Allai Genovia* (la Syrie méridionale), prononça un discours à califourchon sur son cheval. La foule se mit à hurler : « La Palestine est notre terre, les Juifs sont nos chiens », ce qui rime en arabe.

La commission d'enquête diligentée après les événements recueillit plusieurs témoignages et différentes versions sur ce qui avait pu mettre le feu aux poudres. Un Arabe, brandissant un drapeau, aurait été pris à partie par un Juif qui aurait tenté de le lui arracher en lui crachant au visage. D'autres prétendirent que tout avait commencé au moment où un Arabe avait montré du doigt un Juif qui passait par là en disant : « Tiens ! Voilà un sioniste, fils de chien ! » Nombreux furent ceux qui accusèrent des Arabes d'avoir agressé un vieux Juif à l'entrée de l'hôtel Amdursky. Frappé à la tête avec des matraques, il se serait alors effondré la tête en sang. Quelqu'un aurait tenté de lui venir en aide, mais lui aussi aurait été blessé, criblé de coups de couteau. Des coups de feu auraient été également tirés. « La folie semblait s'emparer des esprits échauffés », écrivit Sakakini. Tout le monde hurlait : « La religion mahométane revivra par le glaive ! » Des matraques et des poignards furent

brandis. Sakakini réussit à sortir de la vieille ville avant qu'elle ne soit bouclée par les forces de l'ordre. « Je me dirigeai vers le parc municipal, révolté et atterré par tant de folie humaine ³. »

2. Tout au long de l'année, les relations entre Juifs et Arabes s'étaient détériorées. Cela s'était, entre autres, cristallisé dans le différend entre Ussishkin et le maire Al Hussein. Ussishkin, l'un des leaders sionistes de Russie, était venu remplacer Chaïm Weizmann à la tête du comité des délégués. David Eder, qui avait assuré la suppléance en l'absence de Weizmann, ne manifesta pas un enthousiasme débordant pour le nouveau venu. Leurs caractères étaient diamétralement opposés. Eder était anglais, peu disert, circonspect presque effacé. Ussishkin était russe, bavard, très sensible aux honneurs. Eder pensait que le succès du sionisme dépendait de sa capacité à rester discret, à s'abstenir de toute manifestation ostentatoire afin de ne pas provoquer la population arabe. Ussishkin, au contraire, croyait en la nécessité de manifestations publiques flattant la fibre nationale.

Le premier entretien avec le maire de la ville dégénéra dès le début ; le mot fatidique de « guerre » fut très vite lâché en plein milieu de la conversation. Les deux hommes avaient fait appel à des interprètes : Ussishkin parlait hébreu. Al Hussein, arabe. Ussishkin engagea les hostilités : comment se fait-il que les rues de Jérusalem soient à ce point défoncées et poussiéreuses ? s'insurgea-t-il. Le maire expliqua que les ingénieurs de la mairie n'avaient pas réussi à goudronner la chaussée parce que les rues n'étaient pas plates. L'asphalte n'était pas plus sûr : les hommes et les bêtes pouvaient glisser. Ussishkin, qui avait son opinion sur tout, s'obstina : il était possible, malgré tout, d'aplanir la chaussée. Le maire rétorqua que cela l'était en effet, mais qu'il n'avait pas le budget nécessaire. Puis il demanda ce qu'il était ressorti de la conférence de Paris. Ussishkin répondit que pour l'heure un accord n'avait pas encore abouti, mais que sur l'essentiel toutes les parties s'étaient accordées pour que la Syrie soit sous la tutelle des Français, à l'exception de la Palestine qui resterait aux mains des Britanniques. Hussein déclara que les Arabes n'y consentiraient pas. Ussishkin le coupa : « Je viens de vous dire que tout avait déjà été décidé », enchérit-il en précisant qu'un accord avait été trouvé avec Fayçal. Hussein répliqua que les Arabes de Palestine n'avaient jamais mandaté l'émir pour faire en leur nom des concessions aux sionistes. Il ne s'opposait pas aux Juifs, poursuivit-il, car ceux qui vivent en Palestine devaient y rester, les Arabes étant seulement opposés à l'immigration juive. Il tenta de convaincre Ussishkin que tout n'était qu'affaire de style : les sionistes ne comprenaient rien à la culture arabe et s'adressaient à eux avec arrogance et condescendance.

Tenez, dit le maire, alors qu'on s'apprêtait à fêter le premier anniversaire de la conquête britannique, les Juifs ont subitement exigé que les invitations soient également rédigées en hébreu. Ussishkin déclara que c'était la langue de la plupart des habitants de la ville, mais Al Hussein n'était pas dupe : premièrement, la plupart des Juifs comprenaient aussi l'arabe ; deuxièmement, ils ne connaissaient pas tous l'hébreu ; troisièmement, la demande d'imprimer les invitations en hébreu n'avait pour seule finalité que de forcer la municipalité à se soumettre aux *desiderata* des sionistes. Or celle-ci n'était pas prête à rendre aussi facilement les armes.

Ussishkin ne niait pas que les Juifs aient pu blesser quelquefois les Arabes. Selon lui, l'on pouvait réparer le mal qui avait été fait, mais jamais les Juifs ne renonceraient à leurs revendications nationales. Cela ne pouvait faire l'objet d'aucun compromis. Nous ne voulons pas la guerre, poursuivit-il, en réalité, nous faisons tout pour l'éviter. Cela dit, si elle s'avérait inévitable, nous ne nous y opposerions pas. Comme vous le savez, ajouta-t-il, nous nous armons à l'heure actuelle en prévision d'un conflit. La guerre nuirait aux deux parties, mais les Arabes en pâtiraient davantage, déclara Ussishkin.

Il ne restait plus rien à ajouter. Ussishkin rappela cependant que les Juifs avaient erré dans le désert pendant quarante ans avant d'arriver en Palestine. Moussa Kasem Al Hussein répondit en esquissant un sourire que s'ils avaient écouté le Prophète, cela ne serait jamais arrivé. Aussi suggéra-t-il qu'ils l'écoutent aujourd'hui, au risque que quarante autres années ne s'écoulent avant qu'ils ne puissent atteindre leur but. Ussishkin en conclut que Moussa Kasem Al Hussein comptait parmi les opposants des juifs ⁴.

Les responsables du Yishouv mettaient de temps à autre en garde le pouvoir contre l'organisation politique de mieux en mieux structurée des Arabes. Des informations en provenance de Jaffa avaient averti de la constitution d'un groupe de terroristes arabes, répondant au nom de « la Main noire », susceptibles selon le comité des délégués d'attaquer des Juifs pour les empêcher d'émigrer en Palestine. Lors des processions de Nabi Moussa de 1919, le comité avait aussi mis en garde contre l'éventualité que la manifestation ne tourne à l'émeute ; celle-ci, toutefois, s'était déroulée sans incident ⁵.

Pendant l'hiver 1920, des leaders arabes organisèrent des manifestations en faveur de l'indépendance, contre le sionisme et déjà contre les Britanniques. Le pouvoir les avait autorisées. Des milliers de personnes défilèrent dans le calme, avec toutefois ici et là quelques accrochages entre manifestants et passants juifs.

À l'approche des célébrations de Nabi Moussa, le comité des délégués alerta encore les autorités sur un risque d'émeutes. Le général Bols garantit que ses troupes étaient prêtes à parer à toute éventualité. Le conseil municipal de Jérusalem s'adressa à ce sujet au gouverneur Storrs qui assura que les festivités se dérouleraient dans le calme ⁶.

Quelques jours plus tôt, Storrs avait lui-même averti les dirigeants de la communauté arabe, mais il n'avait pas fait davantage. Par la suite il prétendit que ses contradicteurs n'avaient pas voulu voir les nombreuses difficultés auxquelles il avait été confronté. La vieille ville était un dédale inextricable de ruelles étroites, escarpées et tortueuses, avec de nombreux escaliers : ni un cheval ni une voiture ne pouvaient s'y aventurer. Il était tout à fait possible, dans les recoins sombres d'assassiner une famille entière sans qu'un policier s'en aperçoive. Les forces de police dont il disposait – des Indiens pour la plupart – n'avaient ni l'entraînement ni l'expérience nécessaires, notait Storrs. Cent quatre-vingt-huit hommes avaient été réquisitionnés, dont huit officiers ⁷.

« Un pogrom peut se produire à tout moment », écrivit Zeev Jabotinsky à Chaïm Weizmann. Ce dernier revenait d'Égypte. En arrivant à Jérusalem, il se rendit auprès du général Allenby qui séjournait alors dans la ville. Il avait à ce moment-là un visiteur : Herbert Samuel, venu se rendre compte de la situation avant que ne soit tranché le sort de la Palestine. Le général Bols était lui aussi à Jérusalem, dans la citadelle Augusta Victoria sur le mont des Oliviers. Weizmann les mit en garde : on ressentait une forte tension dans la ville, pouvant faire redouter un pogrom. Bols et Allenby cherchèrent à le calmer en lui disant que l'armée maîtrisait parfaitement la situation et lui souhaitèrent bonne fête. Weizmann partit pour Haïfa passer le repas du *Seder* dans sa maison maternelle. Son fils, Banji, qui allait bientôt célébrer sa *bar-mitsvah*, était avec lui. Ils rentrèrent le samedi à Jérusalem où la tension était de plus en plus sensible.

Le Saint-Sépulcre fut le théâtre des premiers incidents. Richard Adamson, simple soldat, se retrouva dans une situation surréaliste. Il avait été envoyé sur place, pour veiller au respect de l'ordre public dans l'église, où une foule compacte se pressait pour assister à la cérémonie du feu sacré. Des flammes étaient censées surgir du ciel, dans une alcôve attenante au tombeau, devant les pèlerins russes et grecs orthodoxes. « Un mystère éclatant, écrivit Storrs, à la fois politique et païen où se mêlaient ivresse, vandalisme et assassinats. » Soudain, la porte céda et une bande de voyous se rua dans l'église. Adamson vit un Arabe qui s'apprêtait à porter un coup fatal au Patriarche. Avant qu'il

ait pu courir à son secours, le feu sacré embrasa l'alcôve. Le voyou recula, terrifié, et le Patriarche fut ainsi épargné ⁸.

Le dimanche matin, Storrs se rendit à l'église Saint-Georges en compagnie de ses parents. À la fin de l'office, on lui fit part dans la rue de ce qui était en train de se passer près de la porte de Jaffa. « C'était comme si une épée m'avait transpercé le cœur », rapporta-t-il plus tard. Il se précipita au Quartier général installé dans les bâtiments de l'Hospice autrichien, à proximité de la porte de Damas. Le général Louis John Bols, officier principal de l'administration, avait entre-temps convoqué ses hommes pour une réunion de crise. Soudain, Weizmann avait fait irruption dans la pièce. Il venait d'apprendre ce qui se passait dans la ville et exigeait que tout soit mis en œuvre pour que l'ordre soit rétabli au plus vite ⁹. Il était révolté, indigné, à juste titre, pour avoir averti à l'avance du risque d'émeutes. Storrs lui rappela que l'année précédente le comité des délégués avait déjà mis en garde contre l'éventualité que des incidents n'éclatent « à tout moment » dans Jérusalem, mais que rien alors ne s'était produit.

Mais c'était avant tout son propre échec. Il aurait dû s'inspirer de l'expérience des Turcs qui avaient coutume de réquisitionner pour les commémorations de Nabi Moussa des milliers de soldats. Que l'année précédente tout se soit déroulé dans le calme n'aurait pas dû le tromper : en homme politique d'expérience, il aurait dû savoir évaluer que les événements des dernières semaines – dont l'incident de Tel-Hai et l'intronisation du roi Fayçal, mais surtout le climat nationaliste exacerbé – pouvaient dégénérer, comme l'en avaient prévenu les représentants juifs mais aussi les rapports circonstanciés en sa possession ¹⁰. Il avait échoué non seulement pour n'avoir pas su éviter les incidents, mais aussi pour n'avoir pas réussi à les réprimer. Trois jours passèrent avant que les violences ne furent jugulées.

Des centaines de Juifs avaient rejoint, dans les derniers mois, des groupes d'autodéfense. Beaucoup étaient membres du club sportif Maccabi. Certains avaient fait partie des brigades juives. Ils s'entraînaient physiquement au combat, armés de gourdins. Khalil Al Sakakini les avait aperçus quelques heures après le début des incidents de Nabi Moussa, marchant en file, quatre par quatre, et chantant un gourdin à la main. Sakakini s'était moqué d'eux, se souvenant des vers d'un poète : « Lâche, face au champ déserté – Il partira seul au combat ¹¹.

Leur chef était Jabotinsky. Quelques mois auparavant, celui-ci avait été chassé de l'armée : « C'est un brave homme, avait écrit à son sujet le général Money, mais une véritable tête brûlée. » Jabotinsky faisait de trop nombreuses

déclarations publiques et ne cessait de harceler les autorités militaires de ses lettres revendicatrices, les accusant d'être hostiles au mouvement sioniste ¹². Démis de ses fonctions militaires, il s'installa à Jérusalem avec son épouse Johannah et son fils Ari, et se mit à traduire des poèmes et écrire des articles dans le journal *Ha'Aretz* qui commençait tout juste à paraître.

Jabotinsky aimait recevoir. Il habitait dans le centre-ville, non loin de la maison Feingold où Weizmann avait élu domicile, près des bureaux du comité des délégués et de la poste centrale. Son appartement ne désemplissait pas. Les commandants de la brigade juive, les membres du comité des délégués et ceux de la délégation médicale Hadassah s'y rendaient fréquemment. Certains occupaient le sous-sol transformé en studio. Jabotinsky avait l'habitude de convier des écrivains et des journalistes, dont Ahad Ha Am et Itamar Ben Avi. Ce dernier, défenseur de la nouvelle identité juive laïque, pensait qu'il fallait écrire l'hébreu en caractères latins. Jabotinsky était aussi de cet avis. Il y avait également Pinhas Rutenberg, l'un des initiateurs des brigades juives, ministre dans le gouvernement révolutionnaire russe et assassin en cavale. Ronald Storrs le comparait à un sphinx. Sa tête était comme un bloc de granit, écrivait-il, imaginant que dans une situation d'urgence Juifs et Arabes le plébisciteraient, comme un seul homme, à leur tête. Rutenberg fut partie prenante dans la constitution des groupes d'autodéfense à Jérusalem.

Jabotinsky avait pris soin d'entraîner ses combattants volontaires au vu et au su de tous. Il en avait fait une question de principe, ce dont il débattit avec plusieurs membres du mouvement travailliste, partisans au contraire d'un mouvement clandestin. Les exercices et les parades militaires se déroulaient dans une cour d'école. Plus d'une fois Jabotinsky fit défiler ses hommes à travers la ville. Le comité des délégués avait mis à sa disposition deux salles de ses propres bureaux, lui servant en quelque sorte de quartier général. Le comité des délégués informa les autorités de la constitution de ce groupe d'autodéfense et demanda, en vain, que certains de ses membres puissent être armés ¹³.

Dès le début des incidents, Jabotinsky et Rutenberg partirent à la recherche de Storrs. Ils ne le trouvèrent pas tout de suite. Il semble que le gouverneur se trouvait encore à l'église. Vers midi, ils le rencontrèrent enfin dans la rue. Storrs fréquentait également la maison de Jabotinsky. Il devait bientôt devenir un ami de la famille. « Il est difficile d'imaginer un officier plus courageux, plus passionnant et plus cultivé que Vladimir Jabotinsky », rapporta Storrs. Il avait également une grande affection pour son fils Ari. Il recopia dans ses mémoires la traduction anglaise, que lui avait offerte Jabotinsky, du célèbre poème de Bialik *Prends-moi sous ton aile*. Mais Storrs

pensait aussi que Jabotinsky était capable d'entraîner la Palestine dans la guerre 43 ¹⁴.

Jabotinsky suggéra que l'on ait recours à ses hommes. Storrs lui donna rendez-vous dans l'après-midi et exigea de savoir où étaient cachées les armes des membres de la Haganah. Il demanda à Jabotinsky et à Rutenberg de lui remettre leurs pistolets. Il était de son devoir de les arrêter pour port d'armes illégal. Lorsqu'ils se retrouvèrent dans l'après-midi, ils discutèrent de la possibilité de créer un comité de surveillance juif non armé. L'un des conseillers de Storrs approuva cette idée. Ce dernier y était, en revanche, opposé.

Il changea plus tard d'avis. Jabotinsky reçut la consigne de se rendre sur l'Esplanade russe avec deux cents hommes pour qu'ils prêtent serment et s'engagent dans la police. Ce qu'il fit.

Le colonel Popham, second de Storrs, commença à superviser la cérémonie comme la loi l'exigeait. Il reçut soudain l'ordre d'arrêter. On lui fit savoir que l'on n'avait pas besoin d'eux et qu'ils pouvaient rentrer chez eux. Parallèlement, les autorités avaient invité des volontaires arabes à rejoindre les forces de l'ordre, mais ceux-ci furent eux aussi éconduits ¹⁵.

Rahel Yanaït avait été informée par ses voisins de ce qui se passait. Elle recevait ce jour-là Itshak Ben Zvi et David Ben Gourion. Ils parlèrent politique jusqu'à l'heure du déjeuner. Ces dernières semaines avaient été agitées par une campagne électorale houleuse : les Juifs de Palestine s'apprêtaient à élire l'assemblée des élus.

Lorsqu'ils eurent vent des troubles qui venaient d'éclater, Ben Gourion et Ben Zvi se précipitèrent en ville. Yanaït décida elle aussi de se rendre dans la vieille ville. Elle pensait qu'en s'habillant élégamment elle ne serait pas arrêtée et sortit de l'une de ses valises une robe qu'elle n'avait portée qu'en Europe ainsi qu'un petit chapeau qui avait autrefois appartenu à sa mère en Ukraine. Mais avant de partir, elle prit soin de glisser un revolver dans sa poche. Elle fut autorisée à entrer dans la vieille ville et s'aventura dans les ruelles sans but précis. Le souk était désert. De temps en temps lui parvenait la clameur de la foule. À un moment donné, elle se perdit. Apercevant une religieuse russe, Yanaït lui demanda le chemin de la porte de Jaffa. La religieuse effrayée ne répondit pas et s'enfuit en courant. À proximité du Saint-Sépulcre, Yanaït crut distinguer deux soldats portant un blessé sur un brancard et crut reconnaître Ben Zvi et Ben Gourion. Mais c'était sûrement une hallucination. Les deux hommes avaient passé le plus clair de leur temps dans les bureaux du comité des délégués, à l'extérieur de la vieille ville. Elle

poursuivit son chemin et aperçut au loin Storrs, puis rencontra Nahman Sirkin, l'un des idéologues du mouvement sioniste socialiste, qui résidait aux États-Unis et se trouvait en Palestine en simple touriste. Ils se rendirent ensemble dans le quartier juif, mais se retrouvèrent subitement au milieu d'un nuage de duvets et de plumes, signe funeste annonciateur de pogrom ¹⁶.

Dès la tombée de la nuit, fut décrété le couvre-feu. Face aux faibles effectifs de l'armée et de la police, il semble qu'il n'y ait guère eu d'alternative. Des dizaines d'agitateurs arabes furent arrêtés. Dès le lendemain matin, ils étaient conduits à la prière et relâchés. Les troubles reprirent. Des voyous continuèrent de plus belle à attaquer au couteau des passants juifs et à s'introduire dans des maisons juives, surtout celles dont les cours avaient des Arabes pour locataires.

Le rabbin Zorah Epstein raconta que des voyous s'étaient introduits chez lui et avaient tout dévalisé. Ils s'étaient emparés des matelas, des couvertures, des oreillers, des chandeliers d'argent et des bijoux de son épouse. Ils avaient mis à sac la *yeshivah* Torat Chaïm, avaient profané les rouleaux de la Torah et y avaient mis le feu. Deux passants furent ce matin-là assassinés à coups de couteau. La vieille ville fut bouclée : des Juifs qui cherchaient à s'enfuir ne furent pas autorisés à sortir. Dans l'après-midi, l'état d'urgence était décrété. Le soldat Adamson se souvint plus tard que, contrairement aux usages, les femmes arabes avaient aussi été fouillées parmi les passants : c'était sur elles que l'on avait retrouvé la plupart des armes illégales ¹⁷.

Les pillages se poursuivirent. Plusieurs maisons furent incendiées. Sur le cimetière du mont des Oliviers, plusieurs stèles furent brisées. Dans la soirée, les soldats furent évacués de la vieille ville. La commission d'enquête déterminait par la suite que cela avait été une erreur. Le groupe d'autodéfense dirigé par Jabotinsky était censé protéger les Juifs qui habitaient en dehors de la vieille ville. Ceux qui résidaient dans le quartier juif n'avaient pas été préparés à se défendre eux-mêmes ¹⁸. Ce fut là une grave négligence.

Le mardi matin des voyous s'en prirent à la cour de la maison de Hanah Yafa, à proximité de la porte des Immondices, non loin du Mur occidental. Trois familles juives y logeaient. Elles s'étaient barricadées depuis le début des désordres. Les agresseurs finirent par faire céder la porte. Les locataires s'enfuirent en gagnant le dernier étage et les pillards commencèrent à briser les meubles et à s'emparer des biens de la maison. Ils montèrent au second étage et s'en prirent violemment aux locataires. Moshe Lipshitz fut très sérieusement blessé à la tête après avoir été frappé à coups de barre de fer. Les enfants aussi furent molestés. Ils violèrent l'une après l'autre les sœurs de

Lipshitz ; l'une avait vingt-cinq ans et était mariée, l'autre n'avait que quinze ans.

Deux des hommes de Jabotinsky pénétrèrent dans la vieille ville, vêtus de blouse blanche, à bord d'une ambulance de la Hadassah. Chacun dissimulait sur lui une arme. L'un avait fait partie de la brigade juive aux États-Unis. Il était originaire d'Ukraine. En arrivant aux États-Unis, il avait vendu des journaux et avait travaillé chez un tailleur. Puis il avait poursuivi des études à l'université de Chicago en militant au sein d'un syndicat juif d'artisans. Il s'appelait Nehemiah Rubitzov. Ben Gourion prétendit plus tard que c'était lui qui l'avait engagé dans la brigade. Il avait tout d'abord été refusé en raison d'une légère infirmité aux jambes mais avait tenté sa chance dans un autre bureau de recrutement en se faisant appeler Rabin et avait cette fois-ci été engagé. C'est ainsi qu'il s'était retrouvé en Palestine.

En arrivant avec son camarade Zvi Nadav dans la vieille ville, ils avaient proposé aux habitants de monter la garde à tour de rôle et leur avaient enjoint de préparer sur les toits des pierres et de l'eau bouillante pour refouler les émeutiers. Puis ils aidèrent certains d'entre eux à sortir de la vieille ville. À la porte de Jaffa, Rabin rencontra une jeune femme de leur groupe déguisée en infirmière. Rosa Cohen était la nièce de Mordekhaï Ben Hillel Ha Cohen. Elle avait débarqué de Russie trois mois auparavant. Rosa la Rouge était une révolutionnaire. En Russie bolchevique, elle dirigeait une usine de fabrication d'explosifs appartenant à l'armée. Elle n'était pas sioniste et avait eu l'intention d'émigrer aux États-Unis. Le hasard voulut qu'elle rencontrât un groupe de jeunes gens qui s'embarquait sur le *Roslen* ⁴⁴ et elle décida de se joindre à eux. Elle allait bientôt tomber amoureuse de Nehemiah Rabin et l'épouser. Deux ans plus tard, naissait leur fils Itshak ¹⁹.

Certains des membres du groupe juif d'autodéfense échangèrent des coups de feu avec des gitans installés entre Mea Shearim et Sheik Jarrah. Khalil Ai Sakakini, témoin oculaire, écrivit : « Je hais les Juifs lorsqu'ils s'en prennent aux Arabes, mais je hais tout autant les Arabes lorsqu'ils s'en prennent aux Juifs et je hais l'humanité tout entière lorsqu'elle n'est mue que par la haine et le ressentiment. » La ligue musulmane et chrétienne décida entre-temps d'exiger la démission de Storrs, demandant également que les Juifs soient désarmés ²⁰.

À peu près au même moment, l'armée envoya plusieurs de ses hommes rechercher des armes chez les Juifs. Ils se rendirent entre autres chez Chaïm Weizmann mais repartirent bredouilles. Dans l'appartement de Jabotinsky on retrouva trois fusils, deux pistolets et deux cent cinquante munitions. Dix-

neuf hommes furent arrêtés et envoyés en prison. Jabotinsky, accompagné de l'avocat Mordekhaï Elias, se rendit à Kichlé, la prison de la porte de Jaffa, pour se constituer prisonnier. Il fut arrêté, mais un juge militaire le libéra car il ne se trouvait pas chez lui lorsque les fusils avaient été trouvés. Quelques heures plus tard, il était de nouveau arrêté.

Storrs se rendit à la prison pour s'enquérir personnellement de sa santé. Il le conduisit lui-même dans une cellule plus confortable. Il tenta de se montrer affable, écrivit Jabotinsky plus tard, « comme un châtelain recevant son hôte dans son salon ». Il ordonna que son prisonnier ait un lit avec un véritable sommier et lui fit apporter une table de toilette. Il veilla également à ce qu'on lui apportât ses repas, avec du vin, de l'hôtel Amdursky, situé à quelques pas de là.

Puis Storrs se rendit lui-même chez Jabotinsky où il fit préparer, avec l'aide de sa femme, deux valises contenant des vêtements propres, des effets divers, du papier et un stylo. Lorsqu'il arriva à la prison, le gouverneur de Jérusalem dut ouvrir les valises pour que l'on vérifie leur contenu avant qu'elles ne soient remises à leur destinataire, conformément au règlement et aux consignes de sécurité. Jabotinsky écrivit plus tard : « Il faut avoir vécu comme moi sept ans avec les Anglais pour voir comment, du désordre et de la plus grande anarchie, est né leur ordre, avec un certain retard, comme une plante au milieu d'une tourbière. » Il avait raison : cette affaire illustre les contradictions internes, les hésitations et l'incurie, caractéristiques des autorités britanniques dès le commencement.

Quelques jours plus tard, Jabotinsky était traduit en justice. Il était accusé d'avoir troublé l'ordre public et de s'être trouvé illégalement en possession d'une arme. Ronald Storrs fut le principal témoin cité par l'accusation. Ses propos furent à la fois confus et grotesques. Il déclara « ne pas se souvenir » avoir été informé par Jabotinsky de l'existence du groupe d'autodéfense ²¹.

Le lendemain de l'ouverture du procès, Storrs se rendit en visite officielle auprès du dirigeant du comité des délégués, pour lui « présenter ses condoléances » : « Je suis venu vous faire part de ma profonde affliction pour le malheur qui vient de vous frapper... », commença-t-il. « De quel malheur s'agit-il ? » le coupa Ussishkin. « Je faisais allusion aux regrettables incidents de ces derniers jours », répondit Storrs. « Vous voulez dire un pogrom », rétorqua Ussishkin. Storrs répondit, gêné, que l'on ne pouvait pas parler de « pogrom ». Il savait parfaitement ce dont il était question : l'attaque de Juifs sous la tutelle des Britanniques. Le jour précédent il avait mis en garde les membres du comité des délégués contre l'usage abusif de ce terme.

Fraîchement débarqué de Russie, Ussishkin n'en démordit pas : « Colonel, vous êtes spécialiste de l'administration, moi, je suis expert en pogroms », ajoutant qu'il n'y avait aucune différence entre ce qui s'était passé à Jérusalem et les pogroms de Kichinev. Ce n'est pas au gouverneur de Jérusalem qu'il s'adressait mais au gentleman anglais. Ce n'était pas tant la mort de quelques Juifs qui le consternait, on en avait tué davantage encore en Russie, mais plutôt le fait d'avoir été trahi. L'Histoire allait retenir qu'un pogrom s'était déroulé sous les yeux de Ronald Storrs. Comment le colonel se serait-il senti si l'on avait violé sa sœur ou sa fiancée ? Sa peine n'y pourrait rien changer, ni même ses explications. Ussishkin les refusait au même titre que le monde se refusait à entendre celles des Juifs sur la crucifixion de Jésus.

Storrs lui demanda s'il fallait qu'il démissionne. Ussishkin lui répondit qu'il était trop tard. S'il avait été un véritable gentleman il aurait démissionné au début des émeutes. Storrs ne répondit pas. Il espérait que la prochaine fois, ils se rencontreraient dans de meilleures circonstances, lâcha-t-il avant de prendre congé ²².

Jabotinsky avait, entre-temps, été reconnu coupable d'avoir été en possession d'une arme qu'il avait remise à Storrs dans la rue, au plus fort des troubles. Condamné à quinze ans de prison, on l'envoya par le train dans une prison en Égypte. Ses gardiens le firent asseoir dans un compartiment de première classe. Le lendemain, il fut reconduit en Palestine à la prison de Saint-Jean-d'Acre. Personne ne sut jamais pourquoi il avait été envoyé en Égypte et ensuite reconduit en Palestine. Une seule chose était certaine : il avait fait aussi le voyage du retour en première classe. Son procès et le verdict déclenchèrent une tempête de protestations. Les journaux de Londres, y compris le *Times*, s'indignèrent. On en débattit au Parlement. Le général Congreve, responsable des troupes britanniques de Palestine, n'avait pas besoin de l'éditorial du *Times*. Quelques jours avant sa parution, il écrivait au maréchal Wilson : « La peine infligée en la circonstance est beaucoup trop sévère au regard de celles prononcées l'été dernier concernant des faits beaucoup plus graves. Aussi m'incombe-t-il de commuer la peine de Jabotinsky à une année de prison et celle des autres accusés à six mois de détention ²³. » Ce qui se produisit.

Le bilan fut lourd : cinq Juifs tués, deux cent seize blessés, dont dix-huit gravement. Les Arabes comptaient quatre morts, vingt-trois blessés dont un grave. Six soldats furent aussi blessés, probablement frappés par la foule arabe. Une petite fille se trouvait parmi les Arabes tués. Elle avait été touchée, semble-t-il par erreur, sous les yeux d'Edward Keith-Roach consterné : il sortait de l'église du Saint-Sépulcre, lorsque des coups de feu avaient retenti.

L'enfant était tombée de la fenêtre de sa maison : une balle perdue l'avait touchée à la tempe ²⁴.

« De tels troubles ne s'étaient pas produits depuis plus de cent ans », écrivit Moshe Smilansky dans *Ha'Aretz*, soulignant qu'il s'agissait d'une confrontation directe entre deux peuples. Joseph Klausner publia également, dans le même journal, ces lignes : « Si les Arabes veulent nous provoquer en nous déclarant la guerre à nous, Juifs de Palestine qui sommes minoritaires, et pensent qu'ils nous vaincront facilement, ils commettent une grave erreur. Nous avons trois millions et demi de Juifs à travers le monde. Et chacun sait combien d'hommes d'États, d'hommes intelligents et influents nous comptons en Europe et en Amérique. » Ces propos méritent examen non seulement en raison de l'utilisation faite du cliché du Juif maître de l'univers, mais aussi par le revirement effectué dans la dialectique sioniste : au lieu de voir l'État juif comme un moyen pour sauver la Diaspora, les Sionistes demandaient à celle-ci de protéger les Juifs de Palestine ²⁵. Ils en rejetaient la responsabilité sur les Britanniques. « Le pouvoir est entré en conflit ouvert avec les Juifs de Palestine », écrivit l'un des leaders du mouvement travailliste 45 ²⁶.

3. Plus de deux cents personnes furent traduites en justice, dont trente-neuf Juifs. L'un des deux violeurs qui avaient agressé les deux sœurs fut condamné à quinze ans de prison. Hadj Amin Al Hussein et Araf Al Arif furent condamnés à dix ans de réclusion, mais ils avaient déjà quitté la ville 46 ²⁷. Le maire Al Hussein fut limogé et à sa place fut nommé le fils de la famille rivale, Raghib Al Nashashibi.

Le général fut amené à prendre la défense de ses hommes accusés d'un forfait plus grave encore : son officier politique, Richard Meinertzhagen, prétendait que plusieurs officiers de l'administration militaire avaient provoqué les troubles afin de démontrer que la politique en faveur de l'établissement du foyer national était vouée à l'échec. Le chef d'état-major d'Allenby, le colonel Betrie Harry Watson-Taylor, avait donné à Hadj Amin Al Hussein des directives claires afin de « montrer au monde » que les Arabes de Palestine ne supporteraient pas davantage le pouvoir hégémonique des Juifs. Ils avaient agi de la sorte parce qu'ils étaient antisémites, fascinés par le romantisme arabe, prétendait Meinertzhagen. Lui aussi qualifia les événements de pogroms. Dix ans auparavant, il s'était rendu à Odessa où il avait assisté par hasard à un pogrom. Jamais il ne s'en était remis. Il transmit ses accusations à l'encontre des officiers de l'administration militaire directement au ministre des affaires étrangères, Curzon. Allenby menaça de

démissionner. Meinertzhagen fut expulsé de Palestine ²⁸. Quatre jours avant les émeutes de Nabi Moussa, Meinertzhagen avait écrit au Foreign Office que le calme régnait en Palestine et qu'aucun incident n'était à craindre dans les jours à venir ²⁹. Cela conforte la thèse d'un complot ourdi par des officiers britanniques. Meinertzhagen, sioniste antisémite, tient dans son journal des propos peu cohérents qui restent aujourd'hui une source peu fiable pour une si terrible accusation. Toutefois, il exprimait ce que beaucoup ressentaient à l'époque 47 ³⁰.

Le comité des délégués tenta d'amplifier la thèse du complot par une série de témoignages circonstanciés. Ceux-ci se fondaient entre autres sur l'attitude étrange des laitiers arabes venus à Mea Shearim le dimanche matin : contrairement à leur habitude, ils avaient exigé d'être payés sur-le-champ, expliquant qu'ils ne reviendraient pas dans le quartier. Des commerçants chrétiens avaient pris soin de marquer préalablement d'un signe distinctif leurs échoppes afin qu'elles ne soient pas mises à sac par erreur ³¹. Un rapport interne du comité des délégués avait établi, bien avant les faits, que Ronald Storrs attisait volontairement la tension entre Juifs et Arabes, illustrant ainsi la devise « diviser pour régner ». Il soutenait les Arabes de peur que les Juifs ne prennent le pouvoir en Palestine et ne les chassent. L'un de ses conseillers arabes, était-il inscrit dans le rapport, avait intentionnellement torpillé la tentative de Weizmann d'acquérir le Mur occidental ³².

La commission d'enquête était arrivée à une conclusion plus logique. Le gouverneur Storrs avait échoué pour « avoir eu trop confiance en lui ». Il avait cru que la police était capable de maintenir l'ordre pendant les processions de Nabi Moussa comme elle l'avait fait lors de précédentes manifestations. C'était un euphémisme : ils auraient pu écrire plus franchement qu'il « avait péché par trop d'orgueil ». Il semble que cela révélait surtout une négligence criminelle. Weizmann se plaignit de ce que les commandants de l'armée britannique manquaient « foncièrement de manières britanniques ³³ ». Les autorités indemnisèrent rapidement les blessés. Les troubles de Nabi Moussa révélèrent à quel point l'administration manquait de coordination et de ligne politique : différentes personnes avaient agi selon des ordres, des opinions et des intuitions opposés. Le problème de Storrs était qu'il n'était plus crédible pour personne, écrivit David Eder : ni pour les Juifs, ni pour les Arabes, ni même auprès de ses pairs de l'administration ³⁴.

La commission d'enquête ne découvrit rien qui ne fut déjà visible dans les rues de Jérusalem pendant les événements : les forces de l'ordre n'étaient pas suffisamment prêtes ; les principales victimes étaient juives. Les membres de

la commission, deux généraux, un colonel et un conseiller juridique, retracèrent l'histoire de la Palestine des origines à l'époque moderne. Ce faisant, ils soulignèrent que la souveraineté des Juifs sur la Palestine ancienne n'avait duré en tout et pour tout que trois cents ans. Tous les malheurs avaient commencé avec la publication de la déclaration Balfour, conclurent les membres de la commission. Nul doute que l'intention recherchée était la création d'un État juif. Ils estimaient que le mouvement sioniste avait échappé au contrôle de Chaïm Weizmann, homme modéré s'il en fut, pour passer aux mains d'éléments extrémistes, et décrivaient le sionisme comme un mouvement nationaliste tyrannique dont l'objectif était l'expulsion des Arabes de Palestine. Aussi arrivèrent-ils à la conclusion que les craintes des Arabes étaient fondées.

Le mouvement sioniste, poursuivaient les membres de la commission, était gangrené par le bolchevisme. De nombreux Juifs venus s'installer en Palestine étaient pétris d'idéaux bolcheviques. La commission en désigna un nommément : le lieutenant Jabotinsky. La rumeur disait qu'il avait fondé un club à l'idéologie foncièrement bolchevique où militaient les Poaleï Zion. Ce n'était pas la seule ineptie de ce rapport. Les membres de la commission se targuaient d'avoir entendu cent cinquante-deux témoins parlant huit langues : « L'anglais, le français, l'arabe, l'hébreu, le yiddish, le « jargon », le russe et l'hindi. » Ils semblaient ignorer que le « jargon » désignait alors le yiddish. Ils consacrèrent plus de la moitié de leur rapport à une grande investigation historique s'avérant, en différents endroits, erronée. Il ne fut jamais publié. Jusqu'à son achèvement en juillet 1920, l'administration civile remplaça l'administration militaire. Cela compta aussi parmi les victoires incontestables de Chaïm Weizmann ³⁵.

4. Après la Pâque, Weizmann se rendit dans la station balnéaire de San Remo en Italie où Anglais et Français s'apprêtaient à régler le sort de la Palestine. En chemin, il s'arrêta au Caire pour rendre visite à Allenby. En lui faisant le récit des événements de Jérusalem, il éclata en sanglots. « Je suis fatigué, extrêmement las, je n'en peux plus », écrivit-il à sa femme, lui racontant combien il avait été inquiet, lors des émeutes qu'il n'arrive malheur à leur fils Banji. « Nous étions comme dans un piège à rats, coupés du monde, sans savoir si nous serions encore en vie le lendemain matin après une nuit de cauchemars. » Il avait besoin de sa femme pour épancher son cœur : « Le monde est menaçant. Peut-être est-il inexact de prétendre que ce sont les Anglais qui ont déclenché le pogrom, mais nul doute qu'ils y ont contribué par leur passivité. À l'exception de Wyndham Deedes et de Richard Meinertzhagen ils ne sont tous que des loups et des chacals ».

Oui, confirmait-il, il s'était bien renseigné sur le prix des tapis que sa femme lui avait demandé d'acheter dans le souk de Jérusalem, mais c'était avant les émeutes. Il n'avait pu n'en acheter qu'un pour l'entrée et n'avait pas encore pu trouver le grand tapis qu'elle voulait. « Cela n'a plus d'importance, j'ai d'autres soucis. » concluait-il ³⁶.

Mais à San Remo il sut agir comme il savait le faire. Le ministre des Affaires étrangères, Curzon, expliqua aux délégués français qu'il n'y avait guère d'alternative : les sionistes faisaient pression pour que la Grande-Bretagne obtienne le Mandat sur la Palestine, celui-ci incluant la déclaration Balfour. Les Français acceptèrent. La décision de remettre le Mandat aux mains de la Grande-Bretagne précéda les événements sinistres de Nabi Moussa. Mais leur ombre planait encore quand il fut décidé de substituer un régime civil à l'administration militaire. Les Britanniques étaient mus par la même volonté qui avait précédé la publication de la déclaration Balfour : empêcher que la Palestine ne revienne aux Français, et, de ce fait, acquiescer ainsi aux pressions sionistes ³⁷.

David Eder se rendit également à San Remo. Après avoir célébré la Pâque chez lui à Londres, il se mit en route vers Jérusalem où il descendit à l'hôtel Royal. Dans l'après-midi, il s'installa dans le hall en compagnie de Weizmann, Nahum Sokolov et Herbert Samuel autour d'une tasse de thé. Soudain Lloyd George apparut. Samuel se leva pour le saluer. Lloyd George l'invita à le suivre. Vingt minutes plus tard, il revenait auprès des sionistes pour leur dire que le Premier ministre leur faisait savoir confidentiellement qu'il lui avait offert le poste de haut-commissaire en Palestine. « Ma chérie, écrivit Weizmann à son épouse, voici venue la fin de nos ennuis ³⁸. »

5. De retour à Londres, Weizmann tenta de faire accélérer la libération de Jabotinsky. Il en parla au ministre des Colonies, Winston Churchill. Il pensait qu'avec l'arrivée de Samuel, Jabotinsky serait libéré au bout de quelques semaines. Mais pendant ce temps, en Palestine, les esprits continuaient de s'échauffer. Jabotinsky était devenu un symbole. La prolongation de son incarcération alimentait un patriotisme anti-britannique. Dans un acte de révolte, des habitants de Tel-Aviv avaient substitué une plaque à son effigie à une autre portant le nom d'Allenby. Dans un geste d'une extraordinaire audace, le grand rabbin Abraham Itshak Ha Cohen Kook avait profané le septième jour de la Pâque en apposant sa signature, à la synagogue, au bas d'une pétition réclamant la libération de Jabotinsky et de ses camarades. Des centaines de fidèles firent comme lui 48 ³⁹.

Jabotinsky passa son temps en prison à traduire des poèmes et des aventures de Sherlock Holmes de Conan Doyle. Mais il n'était pas pour autant serein et se sentait abandonné. « Il souffre d'une véritable pathologie qui me fait craindre sérieusement pour sa santé mentale », écrivait le psychiatre David Eder à Weizmann dans une lettre où il l'informait également d'un projet qui s'ébruitait : l'attaque de la prison de Saint-Jean-d'Acre pour faire évader Jabotinsky. Weizmann en fut indigné. Si Jabotinsky était libéré par la force, ce serait alors le début de sa dictature, s'insurgea-t-il : « Du haut du mont Sinaï, il appellerait les Juifs à combattre la perfide Albion, Samuel, l'Organisation sioniste qui avait vendu les Juifs, etc. » Une telle démagogie le révoltait, poursuivait-il. Il n'avait plus le moindre doute : il ne s'agissait que d'ambition personnelle, mesquine et grossière ⁴⁰. Jamais il ne s'était emporté de la sorte contre les membres du Yishouv. Lorsqu'il écrivit à Ben Gourion et à Berl Katznelson, c'est en russe qu'il le fit, car c'était seulement dans cette langue qu'il pouvait laisser libre cours à son indignation en utilisant les jurons appropriés. La perfidie, l'hystérie, les pressions, l'amertume, l'animosité, la grandiloquence, les hurlements de la foule scandant « Zeev, Zeev », cet héroïsme de pacotille pour un faux martyr lui faisait éprouver de plus en plus de sympathie, comme jamais auparavant, pour l'administration britannique. Plus que tout, il ne supportait plus ces politiciens de Palestine qui tentaient de s'immiscer dans ce que faisaient les dirigeants sionistes à Londres ⁴¹.

Les représentants officiels du Yishouv, dont Berl Katznelson et David Ben Gourion, allaient bientôt, eux aussi, débarquer à Londres pour critiquer violemment Weizmann qui selon eux n'en faisait pas assez. Ce à quoi Weizmann répondit que l'on ne pouvait pas métamorphoser le Jourdain en Nil et que ses détracteurs n'étaient que de beaux parleurs. « Peuple d'Israël, dit-il goguenard à leur adresse, qu'as-tu fait ? » C'était là une phrase politique pleine de sous-entendus. La presse de Palestine déforma les propos de Weizmann et rapporta que celui-ci se serait écrié : « Peuple d'Israël, où vas-tu ? » tel un prophète qui châtierait son peuple pour ne s'être pas levé en masse afin de revenir sur sa terre ⁴².

Ainsi prenait fin un autre chapitre. Désormais il nous faut commencer à construire le pays, écrivit Weizmann à sa femme. Lloyd George l'avait quitté en ces termes : « Vous avez les cartes en main. Tout maintenant dépend de vous. » « Il règne toujours un certain optimisme dans les halls d'hôtel », ajoutait Weizmann à sa femme Véra en la remerciant de son soutien. Leur fils Banji était parti, entre-temps, à Paris. Weizmann avait confié le tapis à un colonel qui avait promis de passer la douane sans le déclarer. Il rapporterait lui-même le collier d'ambre et la Halva ⁴³. Ronald Storrs, en flatteur

impénitent, s'était empressé d'envoyer un télégramme de félicitations à Herbert Samuel pour ses nouvelles fonctions. Bien des surprises l'attendaient, écrivit-il à l'encre rouge comme à son habitude. Storrs avait la certitude qu'il s'agissait là d'une fonction à haut risque ⁴⁴.

7. Le grand Israël

1. Avant que l'armée ne remette le pouvoir à l'administration civile, les autorités militaires organisèrent une cérémonie d'adieu à laquelle furent conviés des responsables de la communauté arabe. Khalil Al Sakakini prit la parole en leur nom. Bien que témoignant aux généraux présents, selon ses termes, le plus grand respect, il voulut insister sur la plaie ouverte qu'ils laissaient en partant. Il fit, entre autres, allusion à la nomination de Samuel et demanda aux officiers britanniques une faveur : « Lorsque vous rentrerez, dites bien quelle est notre amertume et que nous n'avons plus aucune estime ni aucune confiance en l'Europe ¹ ».

Depuis son retour d'exil, Sakakini entretenait les meilleures relations avec les responsables de l'administration militaire. Certains, dont le général Watres-Taylor, avaient appris l'arabe avec lui. Le directeur du département de l'éducation l'avait consulté quant au fonctionnement du système éducatif arabe et les avait nommés lui et sa femme Sultana membres du comité éducatif. Par la suite, il était devenu directeur de l'institut de formation des maîtres, investissant dans sa nouvelle fonction autant d'énergie qu'en politique et semblant croire que ces deux activités étaient tout à fait complémentaires. « Nous devons avoir des écoles qui insufflent à nos élèves un esprit de liberté, de fierté, d'indépendance, de courage, de sincérité et de tout autre principe qui permette d'édifier des nations en les sortant de l'abîme de la dégénérescence et en secouant le joug de l'esclavage qui, durant des générations, les a opprimées », déclara-t-il au directeur du département de l'éducation. Il créa une bibliothèque pour ses élèves, auxquels il prescrivait une douche glacée quotidienne comme lui-même en avait l'habitude ².

À cette époque, il alla s'installer dans la partie occidentale de la ville, non loin du couvent Saint-Pierre-de-Ratisbonne. Des Juifs aisés entreprirent de bâtir à proximité leurs maisons, dans ce qui allait devenir l'un des endroits les

plus prestigieux de la ville, le quartier de Rehaviah. Il y avait là un vieux moulin à vent que la famille de Sakakini loua pour en faire sa résidence. De temps à autre, Sakakini rencontrait Levin qui s'efforçait de lui manifester encore de la sympathie. Il avait réussi à lui obtenir un prêt auprès de la banque sioniste en se portant caution et avait offert à l'occasion à son fils Sari des bonbons et un pyjama. Sakakini avait consigné tout cela dans son journal³. En l'honneur de l'arrivée de Samuel, Levin avait publié dans le journal *Ha'Aretz* un poème, signé, comme d'habitude, de son pseudonyme Asaf Halévy, le Hiérosolymitain. C'était un hymne à une ère nouvelle : « L'aube frémissait baignée de lumière/Nous avions pressenti sa venue [...] nous avons vaincu l'obscurité/car nous avons voulu consacrer notre cœur/au culte du soleil⁴. » Sakakini s'apprêtait, quant à lui, à donner sa démission.

Il voulut démissionner pour protester contre la nomination de Samuel. Ronald Storrs l'avait convoqué pour le mettre en garde, ayant entendu dire qu'il faisait partie des personnalités qui avaient appelé les fonctionnaires arabes à la démission. Ce n'était pas ainsi qu'il fallait procéder. L'administration allait mettre à leur place des Anglais ou des Juifs et ne les réemploierait plus. Il tenta de le dissuader. En Angleterre, selon lui, personne ne s'enquérirait de la religion d'un homme quel qu'il soit. Lui, Storrs, n'avait jamais su lorsqu'il allait à l'école si tel ou tel de ses camarades était catholique, protestant, ou même païen. Le gouvernement britannique considérait Samuel comme un Anglais et l'avait nommé au poste de haut-commissaire pour ses compétences.

Il avait conscience que les Arabes le considéraient tout d'abord comme juif, mais s'il avait été catholique, les Juifs n'auraient eu de cesse de prétendre qu'il agissait contre leurs intérêts parce qu'il était antisémite. Le gouvernement avait préféré choisir un Juif pour parer à toute éventualité : on ne pourrait l'accuser de détester les Juifs pour ce qu'il n'aurait pas fait. En réalité, de nombreux Juifs en avaient conscience et s'étaient opposés à sa nomination. Certains lui dirent qu'il serait nécessaire, au moins dans les premières semaines, de lui adjoindre une garde rapprochée de soldats britanniques pour le protéger des Arabes, mais qu'il faudrait ensuite des policiers arabes pour le protéger des Juifs. Tout cela parce qu'il se faisait le héraut de la politique anglaise. Sakakini loin d'être convaincu prit soin de s'assurer que tous connaîtraient le motif de sa démission : il refusait de travailler sous les ordres d'un commissaire juif. Araf Al Arif avait prévenu, pour sa part, que cette nomination conduirait à un bain de sang⁵.

À l'annonce de la nomination de Samuel, le capitaine James Pollock songea lui aussi à rentrer chez lui. Un Britannique qui se respecte ne peut rester ici, écrivit-il à son père : « La Grande-Bretagne est peut-être en train de commettre la plus grande injustice jamais commise par un État moderne. » Il avait le sentiment de se trouver au-dessus du cratère d'un volcan en éruption, poursuivait-il dans sa lettre. Il avait fini par se calmer, mais n'espérait pas que les choses s'arrangent. « Nous avons perdu la confiance des Arabes en brandissant la sacro-sainte justice britannique », écrivit-il. La Palestine allait être remise aux mains des Juifs à leur détriment. Il n'y aurait que des Juifs du sud-est de l'Europe. Les Juifs aisés et cultivés resteraient en Angleterre ou à New York. La Grande-Bretagne a besoin de la miséricorde divine, poursuivait Pollock ⁶. Allenby était opposé lui aussi à la nomination de Samuel. C'est une fonction à haut risque, avait-il prévenu le ministre des Affaires étrangères, Curzon.

Sur ces entrefaites, le maréchal sir Henry Wilson réitéra ses propos selon lesquels la Grande-Bretagne n'avait rien à faire en Palestine : plus tôt elle partirait, mieux se serait pour elle. Depuis des années, Wilson avertissait son gouvernement que l'Empire ne pouvait se permettre d'avoir une domination aussi étendue et qu'il devait se retirer de tous les pays qui ne lui appartenaient pas pour concentrer son pouvoir en Angleterre, en Irlande, en Égypte et en Inde. « Le problème de la Palestine est identique à celui de l'Irlande, écrivait-il, deux peuples vivant dans un petit pays et qui au nom de Dieu se vouent une haine inextinguible [...]. La seule chance d'instaurer parmi eux la paix serait de leur imposer un pouvoir suffisamment fort qui puisse leur dicter sa volonté. » Il ne croyait qu'en la vertu d'un pouvoir autoritaire : « Ou vous dominez d'autres peuples, ou ce sont eux qui vous dominent », écrivait-il encore. La Grande-Bretagne ne pouvait imposer son autorité en Palestine parce qu'elle n'avait pas la capacité militaire suffisante pour le faire. En Irlande elle n'avait d'autre alternative que de régner au risque de perdre la face.

Wilson stigmatisait à l'envi les civils. *Ha Méilim* ⁴⁹, comme il les avait surnommés, pour n'avoir pas compris que la dispersion de leur armée sur un Empire de cette importance ne pouvait que conduire à son déclin. Il ne cessait de marteler qu'il était nécessaire que l'Angleterre se retire de Palestine : « Partons vite de ce “pays de Juifs” tant qu'il en est encore temps et laissons-le leur afin qu'ils le détruisent aussi vite qu'ils le voudront. » Il ne semblait attribuer à la Palestine aucun intérêt stratégique ⁷. Wilson, que sa carrière militaire avait promené d'un bout à l'autre de l'Empire, entretenait une correspondance avec le général sir Walter Norris Congreve. Ce dernier n'était

pas loin de partager son opinion. C'est un pays répugnant, très impopulaire parmi nos soldats. À cela rien d'étonnant : le gouvernement exigeait que l'armée fasse régner la paix entre Juifs et Arabes mais elle devait en réalité se battre contre les uns et les autres, écrivait-il ⁸. Samuel pendant ce temps préparait ses bagages.

2. Il débarqua sur la côte de Jaffa en uniforme blanc et avec un casque colonial. Il portait en écharpe un ruban violet avec une décoration, remise avant son départ par son roi. Son col droit et ses larges épaulettes étaient rehaussés de fils d'or. À sa gauche il portait une fine épée à la lame acérée. Il ressemblait à un personnage d'opérette : l'allure solennelle, affable, paraissant plus jeune que ses cinquante ans, il avait typiquement l'allure coloniale. Un navire spécial avait été affrété pour le faire venir d'Italie. Un avion de chasse le survolait et ses canons tirèrent dix-sept salves en son honneur. C'était en juillet 1920. Un premier incident avait déjà eu lieu : le maire de Tel-Aviv, Meir Dizengoff, avait prononcé un discours de bienvenue en hébreu, alors qu'il avait été convenu qu'il s'exprimerait en anglais comme son homologue arabe de la mairie de Jaffa. Samuel trouva cela incorrect. Des moyens de sécurité exceptionnels avaient été déployés pour le protéger : le comité des délégués avait prévenu que des Arabes projetaient de dynamiter le train qui devait le conduire à Jérusalem ⁹.

Après la décision du gouvernement de Lloyd George de confier la Palestine aux Juifs et de gouverner lui-même en attendant, on ne pouvait choisir meilleur postulant au poste de haut-commissaire. Herbert Samuel ne fut pas choisi parce qu'il était juif ou malgré cela. Ce ne furent pas ses seules compétences ni son expérience qui contribuèrent à sa nomination. Herbert Samuel avait été envoyé en Palestine principalement parce qu'il était sioniste.

Fils de riches banquiers de Liverpool, il avait été élevé dans le respect de la *casherout* et du shabbat. Sa famille avait un rôle influent au sein de la communauté juive et dans le milieu politique. Son frère était membre du Parlement. Samuel avait étudié à Oxford et était entré ensuite en politique. Il était membre du parti libéral de Lloyd George. En tant que ministre de l'Intérieur, il avait institué l'heure d'été et fut à l'origine de la loi permettant aux femmes d'être élues au Parlement. Il fut également impliqué dans la répression des violences qui éclatèrent en Irlande. George Bernard Shaw pensait qu'il serait le prochain Premier ministre ¹⁰.

Depuis sa proposition, juste après que la guerre eut éclaté, de fonder un État juif en Palestine, Samuel avait pris part à toutes les étapes, couronnées de succès, du mouvement sioniste : la déclaration Balfour, les brigades juives, la

conférence de Paris et le Mandat. Il s'était de nombreuses fois impliqué dans les différents problèmes que lui avait soumis Weizmann. Sa correspondance avec son fils révèle sa foi dans le sionisme politique mais aussi sa profonde implication affective et culturelle. Il y compare la situation en Palestine à une momie exhumée de son cercueil, qui, ôtant ses bandelettes, reprendrait vie. Il se mit avec sa femme à apprendre l'hébreu ¹¹.

Mais avant que ne lui échût sa fonction. Samuel fut taraudé par le doute : peut-être n'était-il pas judicieux de placer un Juif en Palestine. Cela pouvait être préjudiciable tant aux sionistes qu'aux Britanniques ¹². Il s'en entretint avec le Premier ministre. Lloyd George pensait qu'il serait possible de surmonter cette difficulté. Le gouvernement de Grande-Bretagne avait décidé de mandater en Palestine un homme véritablement à même de mener à bien l'entreprise sioniste, écrivit Samuel. D'un naturel optimiste, rationnel et aux fortes convictions libérales, il avait une conscience profonde de l'Histoire et se préoccupait beaucoup de l'avenir. Il croyait qu'il était possible d'établir un État juif en Palestine en évitant un conflit armé. Cela impliquait que l'on agisse avec raison, modération et sans précipitation. Pour l'heure, il ne pouvait y avoir d'État juif, écrivit-il à sa nièce : l'émigration devrait être limitée et le peuplement du pays se faire progressivement. D'ici cinq ans, la cadence pourrait être accélérée. Dans une cinquantaine d'années, une majorité juive se dessinerait progressivement. Il existerait alors déjà un pouvoir juif et, avec la génération suivante, il deviendrait probablement possible de parler d'un pays juif duquel émergerait un État juif. L'opportunité de pouvoir amorcer ce formidable projet, poursuivait-il, l'animait d'un « enthousiasme extraordinaire ». Dans une lettre à sa femme, il évoquait le « bonheur de la Création ». Même sa vieille mère lui avait conseillé d'accepter une telle fonction. Il avait perdu son siège au Parlement un an et demi auparavant et n'occupait plus depuis de fonction honorable ¹³.

Chaïm Weizmann s'adressait à lui comme s'il avait fait partie de sa propre équipe. Avant qu'il n'arrive en Palestine, il prétendait que Samuel était un homme « pusillanime, craintif et timoré, trop prudent » à son goût. Il avait besoin d'être secoué pour comprendre la situation, écrivit-il. Néanmoins, l'opinion juive l'avait accueilli comme le Messie, « sauveur et rédempteur d'Israël ». On lui envoya des rouleaux de parchemins sur lesquels figuraient des chants et des louanges à sa gloire, dans une calligraphie hébraïque désuète. Son portrait fut reproduit sur des tapisseries décoratives comme autrefois l'avait été celui de Theodor Herzl ¹⁴. S'il était l'objet de tant d'honneurs ce n'était pas tant parce qu'il était juif et sioniste que parce qu'il était d'abord britannique : les sionistes avec leur rêve politique s'identifiaient

à la culture européenne. Depuis toujours ils avaient scellé leur destin à celui d'une des grandes puissances coloniales européennes.

3. Le mouvement sioniste avait émergé en Europe, imprégné par sa culture, et faisait partie intégrante de son histoire. Le nationalisme et le romantisme du sionisme, le libéralisme et le socialisme, tout cela venait d'Europe. En ce sens aussi, l'histoire du Yishouv appartenait à l'histoire européenne. Les pères du mouvement avaient conféré à l'Europe une mission culturelle. L'État juif en Palestine, selon Theodor Herzl, devait servir à l'Europe de rempart contre l'Asie : « Nous devons être les porte-drapeaux de la culture contre la barbarie ¹⁵. » Max Nordau affirmait, quant à lui, que les Juifs ne perdraient pas en Palestine leur culture européenne, ni n'adopteraient la culture asiatique, tout comme les Britanniques ne s'étaient pas fondus parmi les Indiens d'Amérique, ni parmi les Hottentots d'Afrique ou les Papous d'Australie. « Nous essaierons de faire en Asie mineure ce que les Anglais ont fait en Inde [...], nous avons l'intention de venir en Palestine en tant que hérauts de la culture occidentale et d'élargir les frontières morales de l'Europe jusqu'à l'Euphrate », devait déclarer Nordau lors d'un des premiers congrès sionistes ¹⁶.

Ils confrontaient l'image qu'ils avaient de leur culture européenne à celle qu'ils se faisaient des Arabes et à celle que plus tard ils se feraient des Juifs originaires des pays arabes. Ils parlaient alors surtout des Juifs yéménites.

Mordekhaï Ben Hillel Ha Cohen écrivait : « Nous sommes en Palestine la population la plus civilisée, personne ne peut rivaliser avec nous sur le plan culturel. La plupart des indigènes sont des *fellah* et des bédouins ignorant tout de la culture occidentale [...] Du temps sera encore nécessaire avant qu'ils apprennent à vivre sans rapines, vols et autres forfaits, jusqu'à ce qu'ils éprouvent de la honte devant leur nudité et leurs pieds nus et qu'ils adoptent un mode d'existence où prévaudra la propriété privée, et où il sera nécessaire que des routes soient tracées et les chaussées goudronnées, que les écoles, les maisons de charité et les tribunaux essaient sans qu'il y ait de corruption. » C'était là une opinion largement répandue : écrivains, journalistes et politiciens avaient l'habitude de décrire les Arabes comme des « sauvages » ou des « demi-sauvages », à l'opposé des Juifs « civilisés » comme l'on disait alors. Ha Cohen avait tendance à comparer les Arabes aux séfarades : les uns et les autres sont levantins, il ne faut ni les imiter ni assimiler leur culture ¹⁷.

Aaron Abraham Kabak, écrivain et enseignant, ergotait sur les différences entre les enfants dont les parents venaient de Russie ou de Galicie, « trésor d'énergie et de dons spirituels », et ceux originaires d'Éthiopie : « L'enfant

éthiopien, après plusieurs générations de vie oisive, de misère, d'humiliation, d'esclavage sous le soleil brûlant d'Éthiopie, cultivate, à côté de son intelligence et de sa malice orientale, un penchant à la rêverie, à la paresse, à la lenteur tant intellectuelle que corporelle. » Shmuel Yavliéli affirmait à l'encontre des Juifs éthiopiens : « Ce sont des gens qu'il faut éduquer, ils ne peuvent rien faire sur le plan culturel. Seuls les jeunes ashkénazes peuvent agir dans ce domaine, indispensable pour la renaissance de notre nation ¹⁸. »

Zeev Jabotinsky écrivait : « Dieu merci, nous Juifs n'avons rien en commun avec ce que l'on appelle "l'Orient". Nous devons venir en aide à ceux parmi le peuple qui sont incultes et qui s'inscrivent dans des traditions et des lois spirituelles archaïques orientales ; c'est ce à quoi nous œuvrons dans chaque école digne de ce nom et ce que parvient à faire merveilleusement l'existence elle-même. Nous allons en Palestine, d'abord pour notre "bien-être" national, ensuite [...] pour en expurger systématiquement [...] toute trace de "l'âme orientale". Quant aux Arabes de Palestine, ce n'est pas notre affaire. Si nous pouvons peut-être leur rendre service, il n'y a guère qu'un moyen : les aider à s'émanciper de la culture orientale ¹⁹. »

Ici et là, quelques initiatives furent prises pour s'intégrer à la culture du pays. D'aucuns portaient le keffieh, préparaient leur café dans des *findjian* – petites casseroles servant à faire bouillir le café turc – et apprenaient l'arabe. Des intellectuels juifs tentèrent d'associer la culture juive ancienne à la culture palestinienne découverte à leur arrivée. La figure emblématique de l'agriculteur juif dans la littérature, l'art et le nouveau folklore naissant de Palestine, fut façonnée sous l'influence du personnage idyllique du « fils du cheik » arabe ²⁰.

Toutefois, Alter Levin, l'un des précurseurs de ce courant, ne voulait pas pour autant abandonner la culture dont il était issu. Les nombreuses lettres qu'il adressa à sa femme et à ses filles ressemblent à s'y méprendre à un traité de vertu à l'usage des jeunes filles de bonne famille du siècle dernier. Sa femme et ses filles se trouvaient alors en cure à Vienne. Levin et sa femme correspondaient en yiddish, cette dernière ne maîtrisant pas suffisamment l'hébreu, au grand dam de son époux, car elle ne pouvait apprécier sa poésie. Dans l'une de ses lettres, il lui demandait de se faire photographier vêtue de son manteau de fourrure. Il voulait qu'elle le garde ouvert, le col retombant, une fleur à la boutonnière, avec un collier de perles et un élégant chapeau. Il voulait qu'elle ait une main gantée, la seconde devant rester nue, et exigeait qu'elle porte des bas de soie et de petits souliers fins. Ce devait être un

portrait d'hiver. Levin avait l'intention de confier la photographie à un peintre pour qu'il en fasse un portrait.

Il écrivait à ses filles en hébreu mais avait recours à l'allemand pour certains mots clefs. Il voulait qu'elles apprennent le français, l'allemand et l'anglais, qu'elles prennent des cours de danse et de piano et écoutent de la musique classique, en particulier Beethoven et Meyerbeer. Il exigeait qu'elles lisent beaucoup et attendait qu'elles lui envoient leur « journal ». Il voulait également qu'elles apprennent la broderie et le tennis, leur écrivait de Jérusalem ce qu'elles devaient manger et leur expliquait comment on pouvait garder un corps sain en préconisant l'utilisation d'huiles et d'onguents adoucissant la peau : il fallait aussi qu'elles prennent soin de leurs ongles : – La beauté et la délicatesse d'une femme transparaissent dans le soin qu'elle porte à ses mains et dans l'entretien de ses ongles », écrivait-il, leur enjoignant d'utiliser *l'Odol*, lotion buccale rafraîchissante en vogue alors à Vienne, et de penser à se faire masser.

Levin les conseillait sur les sous-vêtements qu'elles devaient mettre, leur interdisait le port du corset, car il ne fallait pas qu'elles oublient qu'elles étaient avant tout des « jeunes filles de Jérusalem » et que par conséquent elles ne pouvaient céder à « une fausse culture » par trop laxiste. La véritable Europe, celle d'avant-guerre, écrivait-il à ses filles, était une Europe rationnelle, toute d'harmonie, d'ordre et de persévérance. C'était celle qu'il voulait ériger en modèle. À l'instar de Mordekhaï Ben Hillel Ha Cohen, il identifiait la culture européenne au sionisme. La culture arabe était exactement son contraire : « l'Arabe », écrivait Levin, est primitif et sa culture exempte « d'harmonie » 50 ²¹.

Khalil Al Sakakini était lui aussi, attaché à la culture européenne. Comme Levin, il lisait beaucoup, de Shakespeare à Nietzsche. Lui aussi voulait imposer son mode de pensée à ses enfants et les façonner à son image jusqu'au plus petit détail bourgeois. « Quelle serait ma joie lorsque, après dîner, nous rejoindrions le salon pour voir Sari se mettre au piano, jouer de la flûte ou encore du violon », écrivait-il. Il prit un professeur de piano juif. Sultana Sakakini aimait également Beethoven. Mais sa passion pour la culture européenne était exceptionnelle pour un Arabe. Au contraire, Levin incarnait la ligne culturelle dominante de la population du Yishouv. Sakakini se débattait aussi avec ses propres démons : « Je ne veux pas renoncer à ma culture orientale, écrivait-il, je ne peux occulter mon appartenance orientale [...] ²² 51. »

La maison d'édition du HaPoel HaTsair devait bientôt publier un opuscule faisant l'apologie des Anglais. Son auteur ne signa que de l'initiale P. « En raison de leur témérité et de leur réelle volonté, les Anglais ne pourront que réussir dans tout ce qu'ils entreprendront », écrivit-il. « Ils surpassent tous les autres Européens dans leur capacité à fonder des colonies ».

P. citait un écrivain anglais anonyme : « Il paraît surprenant que presque tous les jeunes Anglais aiment à risquer leur vie. Il se trouvera toujours des dizaines de volontaires pour participer à une partie de chasse dangereuse, grimper en haut d'un grand arbre, traverser à la nage un torrent impétueux, etc. » C'est ainsi qu'ils réussirent à bâtir un Empire : « C'est par leurs indéniables qualités que les Anglais ont réussi à renforcer leur pouvoir dans des contrées lointaines et à assujettir tant de peuples. Tout le monde use à leur endroit du plus grand respect, même là où on ne les aime pas en raison de leur pouvoir souverain ²³. » Le lecteur juif pouvait ainsi être rassuré : le mouvement sioniste avait à ses côtés le meilleur dépositaire du pouvoir qui puisse exister.

Ha Cohen voyait dans les Anglais des alliés culturels ; « L'Angleterre viendra constituer un gouvernement en Palestine et nous reliera ainsi à l'Europe », écrivait-il dans son journal. Chaïm Weizmann enfonçait le clou : au lieu du régime turc, « dont la culture est inférieure », les Britanniques imposaient « des modèles européens légitimes ».

« Nous sommes venus ici nourris de culture européenne, déclara Ben Gourion. Nos racines sont en Orient, nous y retournons, mais nous apportons avec nous la culture européenne. Nous ne voulons pas rompre nos attaches ni les liens de la Palestine avec cette culture. La Grande-Bretagne en est son porte-drapeau à travers le monde et la Palestine doit servir de passerelle entre l'Orient et l'Occident. Nulle autre qu'elle ne peut mieux représenter la culture occidentale ²⁴. »

L'identité culturelle cristallisait l'idéologie politique, mais l'inverse était également vrai. « Nous sommes aux côtés de l'Europe », martelait *Ha'Aretz* six mois avant l'arrivée de Samuel. « Ici, en Orient, nous avons besoin d'une chose avant tout : d'un ordre et d'un régime européens. Cette condition passe avant toute autre, même avant les droits nationaux [...]. Il nous faut ici un droit européen sans lequel nous ne pourrions rien construire. [...] Nous avons et nous aurons encore d'autres polémiques et d'autres malentendus avec les Français à propos de la frontière nord du pays et avec les Anglais sur tel ou tel autre détail. Mais au-delà de tout cela, demeure un principe inaltérable : nous soutenons l'Europe [...]. Notre place est aux côtés de l'Angleterre et de la

France [...]. » Le journal louait également la Grande-Bretagne et la France pour avoir éduqué les populations de leurs colonies et leur avoir inculqué « la loi et l'ordre ». Zeev Jabotinsky tenait lui aussi des propos semblables ²⁵.

Dans ce contexte on peut mieux apprécier la forte humiliation ressentie par les Juifs de Palestine lorsque les Britanniques les qualifièrent « d'indigènes ». Ils s'étaient plaints de ce que les autorités mettent sur un même plan les deux populations : les indigènes juifs et arabes. Les uns comme les autres bénéficiaient d'un traitement identique à celui des gens de couleurs dans les colonies britanniques, affirma un peu plus tard un haut responsable du mouvement sioniste, Frederick Kisch, en citant des propos de fonctionnaires comparant la situation palestinienne avec celle de la Sierra Leone ou des îles Fidji. Cette tendance à considérer les Juifs et les Arabes comme d'authentiques indigènes, mettait le Juif sur le même plan que l'Arabe, lequel avait autant d'égard pour sa femme que pour une bête de somme. Lui à califourchon sur son âne, elle le suivait à pied, ployant sous une lourde charge 52 ²⁶.

Certains membres de l'administration britannique considéraient le sionisme comme un mouvement culturel à vocation européenne. Ha Cohen relevait lui aussi une tendance semblable chez les fonctionnaires britanniques de Palestine : « Ils manifestent l'envie d'être invités chez nous étant donné que nous sommes les seuls européens du pays ²⁷, » Mais la thèse inverse existait aussi : « En général, l'administration britannique préférera l'indigène au Juif, particulièrement dans les grades les plus bas, non pas justement par favoritisme ou antisémitisme, mais parce que l'indigène est par nature plus malléable que le Juif de Palestine », écrivait Chaïm Weizmann. Selon Humphrey Bowman, responsable du département de l'éducation, le fonctionnaire anglais sentait qu'il était beaucoup plus facile de nouer des relations avec un Arabe plutôt, qu'avec un Juif. Ce lien reposait sur un désir commun de liberté, d'audace et d'aventure. Mais cela ne signifiait pas pour autant que le fonctionnaire britannique moyen était antisémite. Au contraire, il avait souvent des amis juifs, il reconnaissait être fortement impressionné par le « sionisme culturel » ; le renouveau de la langue hébraïque et la création de l'université. Il n'aimait pas, en revanche, le sionisme politique car il menaçait le statut des Arabes. William Ormsby-Gore écrivait pour sa part : « On ne peut ignorer le penchant naturel quasi inconscient des Anglais pour les musulmans, eux qui ont vécu en Inde ou au Soudan au détriment des chrétiens et des Juifs. » Un des membres du mouvement sioniste relève dans ses Mémoires une expression qui émaillait le discours de ses interlocuteurs britanniques sur les Arabes : « Nos petits amis ²⁸. »

C'était un sujet à la fois culturel et affectif, touchant les racines de la nouvelle identité que voulaient se forger les sionistes en Palestine, mais c'était également, un sujet politique. Au regard du droit légitime selon lequel ils revenaient dans le pays de leurs ancêtres, ils devaient s'avouer satisfaits d'être qualifiés « d'autochtones ».

Leur condition d'étrangers affaiblissait leur principal argument : « Je ne suis pas un étranger en Palestine, bien que je sois né et ai grandi dans l'extrême-nord », déclara Weizmann lors d'une rencontre avec des Arabes de Jérusalem. Mais à l'approche de la version définitive du Mandat, il écrivit à Samuel en exigeant qu'il veille à ce que le document ne mentionne pas les Juifs comme « une population d'indigènes » ²⁹. Les seuls indigènes reconnus comme tels étaient les Arabes.

4. Avant que Samuel n'occupe ses nouvelles fonctions, l'officier ⁵³ principal de l'administration lui demanda de parapher l'un des documents les plus souvent cités dans l'histoire de la Palestine : « J'ai reçu des mains du major général sir Louis J. Bols, le grand Israël ⁵³ ».

Herbert Samuel demeura cinq ans en Palestine. C'était l'âge d'or, se souvint le juge Gad Frumkin ; – une période d'exaltation spirituelle de maturité nationale : ou l'honneur national juif affirmait enfin et ou la sainteté du nom d'Israël triomphait aux yeux des goyim et particulièrement à ceux des Arabes. – Frumkin, par trop emphatique, exagérait, mais au fond il avait raison. On peut dire que Samuel conduisit la Palestine vers le XX^e siècle. À son départ, il laissa une administration qui fonctionnait, convenablement, une économie stabilisée, tandis que régnaient la loi, l'ordre et le calme, tout cela devait contribuer à favoriser les intérêts sionistes. Les Arabes le considéraient comme leur étant hostile. Selon eux, la situation qu'il laissait était pire que celle qu'il avait trouvée en arrivant ⁵⁴.

Sa moustache noire, qu'il entretenait avec soin, lui donnait une impression de rigidité militaire et de distance glaciale. Son visage était comme taillé à la serpe, écrivit l'officier de district Edward Keith-Roach. Il avait un regard perçant et malicieux. Il aurait été plus facile d'arracher une larme à la statue de Cromwell que de faire changer d'avis Samuel ⁵³, disait-on de lui au Parlement. Frederick Kisch, qui épousa sa nièce, décrivait ses entrevues avec le commissaire comme autant de « douches froides ». Margery Bentwich, la sœur du procureur général, qui l'avait invité à prendre le thé chez elle, l'avait trouvé suffisant, il n'était pas d'un commerce agréable, écrivit-elle, et semblait toujours en représentation ; les lettres à son fils témoignent

également d'un grand formalisme et d'une sévérité exagérée, totalement dénuées de naturel.

Il occupait sur le mont des Oliviers l'aile nord de la citadelle Augusta Victoria, désormais désignée comme « la résidence du gouvernement », qui comprenait une centaine de pièces, agréables l'été mais difficiles à chauffer en hiver. Il consacra, au début, du temps à son nouvel aménagement. Sa femme était restée en Angleterre, pour faire les dernières valises et s'occuper de la location de leur maison. Jusqu'à ce qu'elle le rejoigne, six mois plus tard, avec leurs deux jeunes enfants, il s'occupa de tout, du choix des meubles et des canapés, de l'argenterie et des rideaux, jusqu'à la confection des menus. La salle à manger devait être décorée aux frais du gouvernement, comme le voulait l'usage, mais il ne fallait pas abuser, avait-il averti son épouse : elle n'était pas sans savoir que le mode de vie en Palestine était plus simple qu'en Angleterre ³².

Le chef cuisinier français était rentré chez lui car sa femme était tombée malade, aussi le général Allenby envoya-t-il provisoirement son propre chef du Caire. Le jardinier de la résidence du gouvernement dressa une liste des graines qu'il voulait faire venir d'Angleterre. Des femmes russes recrutées sur place s'occuperaient de la literie, mais il eût été bien que vienne aussi un couple de gardiens d'Angleterre. Un logement dans la cour fut aménagé à leur intention. Sa femme expédia des cantines les unes après les autres. La première contenait une Bible. Samuel lui écrivit qu'il n'était pas nécessaire qu'elle prévoit un haut-de-forme ; les habitants de Palestine n'avaient pas l'habitude d'en porter et il ne comptait pas en introduire l'usage. Béatrice Samuel ne savait trop quel devrait être son statut. Il n'y avait jamais eu jusqu'alors de première dame en Palestine. Elle décida que son rôle consisterait à être affable envers tout le monde ³³.

Le haut-commissaire s'efforça lui aussi de paraître aimable. Il sillonna les nouvelles exploitations agricoles sionistes et fut très impressionné par la richesse de certains colons riches. Lors du shabbat des consolations, il était descendu à pied du mont des Oliviers prier à la synagogue Hourva. Il s'y était rendu flanqué des dignitaires de son administration, dont Ronald Storrs. La foule s'était pressée pour le voir et l'acclamer. Il lut les versets de Jérémie XL : « Réconfortez, reconfortez mon peuple », s'était-il exclamé, précisant, tout sourire, que son mauvais accent ne permettait pas de déterminer s'il parlait l'hébreu avec un accent ashkénaze ou séfarade, ne risquant ainsi de fâcher personne. Ce fut l'une des plus émouvantes cérémonies de son existence, confia-t-il plus tard 55 ³⁴ ».

Dès son arrivée, il ordonna que soit libéré Zeev Jabotinsky et gracia deux notables arabes arrêtés lors des incidents de Nabi Moussa. Au cours d'une visite en Transjordanie, on lui demanda d'annuler les condamnations d'Araf Al Arif et de Hadj Amin Al Hussein et de les autoriser à revenir à Jérusalem, ce à quoi il consentit aussitôt. Il se rendait régulièrement dans les villages arabes et rencontrait les responsables de la communauté chrétienne. Partout il était le bienvenu, heureux et surpris à la fois du calme qui régnait en Palestine. Lorsqu'il était ministre des Postes, il avait connu des périodes plus agitées, comparé à la situation qui prévalait alors en Palestine ³⁵.

Quelque temps après son arrivée, deux surprises l'attendaient. Contrairement à leur impatience affichée, les membres du mouvement sioniste n'étaient pas encore prêts à concrétiser leur projet. Celui-ci connaissait alors une sérieuse crise financière ³⁶ qui se manifestait en particulier par une chute du flux migratoire. Samuel proposa d'accorder seize mille cinq cents visas. Le mouvement sioniste suggéra alors de se contenter d'un millier. Dans une lettre adressée à toutes ses fédérations à travers le monde, il conseilla à ses militants de recommander aux prétendants à l'émigration de ne pas liquider leurs affaires inutilement. En attendant le moment propice, fit savoir l'Organisation sioniste de Londres, il fallait s'armer de patience et maintenir une certaine discipline. Samuel fut désappointé. Weizmann crut bon de devoir lui présenter ses excuses : il lui expliqua que tout était de la faute des Juifs américains qui n'avaient pu satisfaire ses besoins financiers, mais promit que l'argent finirait par venir. Huit mille Juifs arrivèrent finalement cette année-là, pendant que, dans le même temps, un peu plus d'un millier quittait le pays ³⁷.

Juste après son arrivée, Samuel comprit aussi que la Palestine n'était pas considérée comme revêtant une importance stratégique qu'il fallait à tout prix financer. Le ministère des Finances lui fit savoir qu'il n'en avait en tous cas pas l'intention. Toutes les dépenses de l'administration et les frais nécessaires au développement du pays seraient couverts par les impôts, recettes et autres contributions prélevés en Palestine. Cela aussi fut une terrible déception. Le ministère des Finances lui fit ainsi parvenir la facture de la ligne de chemin de fer construite par l'armée pendant la conquête du pays. Elle servait désormais au transport des simples civils. Il n'y avait aucune raison pour que la Palestine la reçoive en cadeau. Le Trésor exigea du gouvernement de Palestine qu'il rogne sur son budget pour acquitter la facture.

Samuel aurait probablement mieux fait de proposer à l'armée de démolir la ligne et de rapatrier les rails à Londres, mais il préféra négocier avec le

Trésor. Ce fut une erreur : la ligne entre Rafiah et Haïfa lui coûta un million de livres sterling. C'était une raison suffisante pour qu'il écrive à son fils que les seuls problèmes de Palestine provenaient directement de Londres. « La tendance générale est à l'économie. La principale question est de savoir pourquoi nous devrions dépenser de l'argent pour la Palestine ³⁸ ». »

Aussi Samuel eut-il du mal à trouver les fonds nécessaires au développement du pays et les plus grandes difficultés à convaincre la Grande-Bretagne de financer la création d'un port dans la rade de Jaffa. Il fut fait plus d'une fois référence au port de Jaffa comme revêtant une importance stratégique justifiant la présence en Palestine. Son coût s'avérait trop élevé. Sur le plan de la politique impérialiste, la Palestine ne représentait aucun intérêt, décréta encore le ministère de la Guerre ; aussi était-il préférable de la considérer comme une entité distincte et de placer les forces armées sous tutelle de l'administration civile. Le ministre des Colonies, Churchill, mit aussi le gouvernement en garde contre ce qu'allait coûter au contribuable britannique la garnison de Palestine de huit mille hommes sur le budget de l'année 1922-1923 : plus de trois millions trois cent mille livres sterling ³⁹.

Churchill hérita du dossier palestinien par l'entremise du Foreign Office. Pendant et après la guerre, il émit des doutes sur le fait que la Grande-Bretagne puisse se charger de la réalisation du projet sioniste. Il pensait que les États-Unis devaient l'assumer à sa place suggérant même que la Grande-Bretagne renonce purement et simplement à la Palestine. À côté du coût financier que représentait une telle entreprise, il était également préoccupé par son coût politique, ne sachant pas jusqu'où le conflit entre Juifs et Arabes allait entraîner le pays.

Il fut l'une des premières personnalités que Chaïm Weizmann rencontra dès son arrivée en Grande-Bretagne. Bien qu'il ne fût pas animé par la même ferveur religieuse, à l'origine de l'engouement pour le sionisme d'un David Lloyd George ou d'un Balfour, Churchill partageait toutefois le sentiment que les « Juifs » représentaient une puissance considérable et qu'il fallait par conséquent gagner leurs faveurs. Il croyait aussi que le « Juif cosmopolite » était l'instigateur de la Révolution russe, « obscure conspiration » ourdie contre la culture occidentale. Il qualifiait les bolcheviks de « microbes propagateurs d'épidémie », expression qui faisait alors florès dans la propagande antisémite. Les sionistes étaient censés agir contre les Juifs de l'ombre et doter à nouveau la culture occidentale d'une certaine stabilité au lieu du chaos dans lequel elle était en train de sombrer 56 ⁴⁰.

En avril 1921, il se rendit à Jérusalem en compagnie de Lawrence d'Arabie. Il immortalisa son séjour dans la ville en exécutant une toile. Samuel eut du mal à s'émouvoir devant sa peinture mais fit remarquer poliment qu'elle « était d'un réalisme saisissant ». Un dimanche après-midi, comme il le fit remarquer plus tard avec un profond dédain, Churchill installa sur le trône de Transjordanie le prince Abdallah. Le prince se contenta heureusement de cinq mille livres en échange de l'accord qu'ils avaient conclu ». Abdallah était le frère de Fayçal qui devait bientôt hériter de l'Irak. Cela permit aux Britanniques d'affirmer qu'ils tenaient toutes leurs promesses : les Arabes acquéraient l'indépendance, les Français la Syrie, et les juifs la Palestine.

Les Arabes de Palestine se plaignirent de ce que la Palestine ait été séparée de la Syrie. Les sionistes se plaignirent de ce que la Transjordanie ait été détachée de la Palestine. Le tracé des frontières nord ne correspondait pas à la carte rêvée par les sionistes ⁴². Arabes et Juifs prétendirent plusieurs années plus tard qu'ils avaient été lésés. Mais si la France avait perdu la Syrie, elle aurait pu remettre en cause l'accord qui prévoyait qu'elle abandonne la Palestine aux Britanniques et il n'y aurait alors jamais eu de foyer national. Churchill croyait que le futur État juif abriterait trois à quatre millions d'habitants.

Moussa Kasem Al Husseini, le maire de Jérusalem limogé pour avoir participé aux événements de Nabi Moussa, lui demanda d'abroger la déclaration Balfour, de fermer la Palestine aux émigrants juifs et d'annuler sa séparation d'avec la Syrie. Churchill lui répondit très sèchement, à la limite de la grossièreté. Même s'il avait pu annuler la déclaration Balfour, il ne l'aurait pas fait, car la politique en faveur du foyer national était une politique équitable, qui ne pouvait qu'être profitable à tous les habitants de Palestine. Il promit aux Arabes que sa réalisation ne serait pas immédiate : tous les acteurs aujourd'hui en présence, leurs fils et leurs petits-fils seront déjà au ciel avant que ne soit érigé le foyer national. En attendant, le pouvoir britannique sera maintenu. Ainsi, leur affirma-t-il encore, ne verraient-ils jamais de leur vivant une indépendance arabe en Palestine.

Churchill fit comprendre aux sionistes que l'émergence du foyer national ne dépendait que de leur capacité à mobiliser les fonds nécessaires, les encourageant à faire un effort dans ce sens. Les dirigeants du mouvement sioniste de Palestine étaient satisfaits. Churchill partit ensuite sillonner les agglomérations juives. Il fut accueilli, à juste titre, comme un ami. La nuit précédant sa venue à Tel-Aviv, des ouvriers du conseil municipal avaient déraciné plusieurs arbres des environs qu'ils avaient replantés dans le sable,

près de la maison de Meir Dizengoff afin d'impressionner Churchill. En raison de la cohue, l'un des arbres s'était effondré et la supercherie avait été découverte. « Monsieur Dizengoff, les arbres ne peuvent pousser sans racine », fit remarquer Churchill à son hôte. Le rédacteur en chef de *Ha'Aretz*, Moshe Glickson, qui était arrivé un an plus tôt à bord du *Rosslan*, écrivit que le ministre des Colonies avait fait preuve d'un « sens de l'à-propos remarquable » ⁴⁴.

Quelques jours avant que Churchill ne rentre chez lui, mourait le mufti de Jérusalem. Les institutions musulmanes avaient besoin d'un nouveau leader et Samuel décida d'en confier la charge à Hadj Amin Al Hussein. Ce dernier, chef de plus en plus populaire, ambitieux et compétent, avait déjà vingt-six ans. Bernard Wasserstein, biographe de Samuel, qui éprouva toujours une grande sympathie à son égard, considéra pourtant cette nomination comme une grave erreur, ce que beaucoup pensaient déjà alors. Mais cette nomination était en réalité tout à fait compréhensible.

Hussein était le dernier d'une glorieuse lignée : le rôle de mufti avait échoué à son grand-père, à son père et à son frère aîné. Il n'avait pas réussi à se faire élire au premier tour, mais était parvenu à faire l'unanimité sur lui. Feu son frère avait beaucoup aidé les autorités qui avaient décidé d'allouer à sa veuve et à ses cinq enfants une « pension politique », dix fois plus élevée que la retraite légale. Il est difficile d'exagérer l'importance des services prodigués au gouvernement par l'ancien mufti, était-il consigné dans un rapport interne. Auparavant, la famille Hussein avait perdu la mairie. Le nouveau maire était le fils de la famille adverse, les Nashashibi. Cette raison était suffisante pour laisser la fonction de mufti entre les mains des Hussein. Samuel intervint en ce sens sur les conseils de Ronald Storrs qui avait plus d'expérience que lui, était rompu au jeu politique hiérosolymite et surtout connaissait parfaitement bien Hussein.

Au début du mois d'avril, il organisa une rencontre entre Hussein et le commissaire. Samuel fut agréablement surpris. Il croyait dans les bonnes intentions britanniques à l'égard des Arabes, déclara Hussein, et s'engagea à user de l'influence de sa famille pour maintenir le calme à Jérusalem ⁴⁵. Il tint parole. La procession de Nabi Moussa s'était déroulée cette année sans le moindre incident. Jérusalem était restée calme, même lorsque, plusieurs mois plus tard, Jaffa et d'autres agglomérations furent le théâtre d'incidents violents. De fait, le calme perdura à Jérusalem pendant plusieurs années.

Désormais, Al Hussein allait devenir le personnage dominant de la politique arabe de Palestine. « Certains le traitaient de gangster », écrivit le

juge Anwar Nusseibeh qui le connaissait bien. Nul doute que ses adversaires politiques, tout en le craignant, le respectaient. Dans ce sens, il peut être comparé à Atatürk ou à Staline. Il était considéré comme un homme de clan auquel on ne pouvait accorder aucune confiance. C'était un ambitieux à l'esprit étriqué. Ceux qui ne partageaient pas ses vues le considéraient comme un ennemi redoutable. Lent, mais scrupuleux et suspicieux, il n'accordait pas sa confiance facilement et se rattachait à une tradition ancienne accordant aux liens familiaux un plus grand poids qu'en Occident, faisant naturellement davantage confiance aux membres de sa famille. » L'historien Izza Khalaf le qualifiait de tyran fourbe et corrompu qui n'aurait reculé devant rien s'il avait dû assassiner ses ennemis, privilégiant ses propres intérêts plutôt que ceux de son peuple ⁴⁶.

Plus tard, Husseini allait prendre la tête de la fronde arabe voulant bouter les Britanniques hors de Palestine. Samuel ne pouvait savoir ni imaginer que les Juifs allaient aussi entreprendre de vouloir les chasser. Même si certains éléments auraient pu lui mettre la puce à l'oreille, il avait dû choisir entre un adversaire déclaré et un collaborateur parjure : c'était là le choix que Husseini lui avait soumis ⁴⁷. Il prit la décision de travailler avec un ennemi déclaré. Ce choix était sensé.

Quelques mois après son arrivée, Samuel créa un « conseil consultatif » où siégeait une vingtaine de membres : la moitié était constituée de fonctionnaires anglais, quatre étaient musulmans, membres de la communauté arabe, trois chrétiens et trois juifs. Ils se réunissaient une fois par mois dans la résidence du gouvernement, évoquant l'éducation, les moyens de communication, l'approvisionnement en eau, la santé, etc., autant de sujets d'importance majeure mais sans aucune incidence politique. Samuel s'efforçait de paraître libéral. Dans une lettre au ministre des Affaires étrangères, Curzon, il affirmait ne rien vouloir imposer dans le pays où ruissellent le lait et le miel.

Les membres du conseil consultatif n'avaient aucune autorité, hormis celle d'écouter et d'émettre des avis. Il régnait lors des réunions une atmosphère cordiale. Aucune des décisions n'était soumise au vote : « Ils s'accordaient toujours sur tous les sujets évoqués », écrivit Samuel de nombreuses années plus tard, comme s'il croyait encore à l'optimisme qu'il avait affiché en arrivant.

Avec les années, un certain nombre d'actes législatifs furent entérinés. En 1922, une sorte de constitution devait aboutir : « La parole du roi dans le cadre du conseil. » L'opinion eut la possibilité « d'exprimer son avis » sur les

propositions de loi formulées par les conseils juridiques du haut-commissaire, mais la législation pourtant n'était ni libérale ni démocratique et préconisait le recours à la peine de mort et aux peines collectives ⁴⁸.

5. Le haut-commissaire était le représentant du roi d'Angleterre. Lorsque revêtant son uniforme blanc il convoquait sur le mont des Oliviers des notables triés sur le volet pour leur lire des déclarations solennelles, il semblait que par sa voix s'exprimait l'immense puissance de l'Empire britannique. Le commissaire avait le pouvoir de légiférer. Il n'existait pas de parlement souverain susceptible de limiter son pouvoir. Le système judiciaire n'était autonome qu'en apparence, et s'il arrivait parfois que des juges adoptent des décisions contraires aux positions gouvernementales, les tribunaux se considéraient comme faisant partie de l'appareil d'État et non comme un contre-pouvoir. « Le quatrième pouvoir », la presse, était libre de critiquer les autorités tant que le tolérait le commissaire. C'était un souverain apparemment tout puissant.

C'était pourtant là une erreur d'appréciation. Le haut-commissaire avait du mal à faire quoi que ce soit sans avoir préalablement reçu l'agrément du ministère des Colonies. En apparence aussi, il fallait l'assentiment de la communauté internationale : la Grande-Bretagne régnait en Palestine conformément au Mandat qui lui avait été remis par la Société des nations, laquelle chapeautait une commission dont le rôle était de garantir que tout se passait en conformité avec le Mandat. De ce point de vue, la Palestine n'était pas une colonie royale habituelle et n'appartenait pas à l'Empire. Ses habitants étaient citoyens de Palestine ⁵⁷

La commission internationale de contrôle n'avait en réalité aucun pouvoir réel. Le véritable pouvoir émanait de Londres. Le ministre des Colonies avait autorité pour confirmer ou infirmer les lois édictées par le commissaire, et pour s'opposer aux dépenses souhaitées par celui-ci ou aux nominations qu'il se proposait de faire. Le commissaire devait également prendre en compte les intérêts des autres ministères.

Mais aucun des ministres des Colonies ne restait longtemps en poste. Jusqu'à la fin des trente années que dura le Mandat britannique, pas moins de dix-sept ministres se succédèrent, alors qu'à la même époque, en Palestine, il y eut sept hauts-commissaires successifs.

Cela laissa toute liberté aux hauts fonctionnaires. Il est permis de douter qu'une seule des mille lettres envoyées au ministère des Colonies ait seulement pu arriver sur le bureau du ministre, écrivit Edward Keith-Roach ⁵⁰.

La correspondance entre les hauts-commissaires de Jérusalem et les fonctionnaires du ministère des Colonies à Londres, soit une quantité non négligeable de documents, reflétait l'incessant conflit entre l'homme de terrain et un certain « sir Humphrey », bureaucrate tout puissant, qui agissait en vertu de l'idée préconçue selon laquelle il savait mieux que le haut-commissaire ce qu'il y avait à faire. Ce dernier, qui s'avéra plus d'une fois impuissant, ne pouvait que grincer des dents et inventer toutes sortes de prétextes pour justifier les décisions de ses supérieurs et dissimuler sa propre inertie. Très souvent, le commissaire agit comme s'il s'était trouvé à la tête de quelque lobby local plutôt que mandaté par un pouvoir tout puissant ⁵⁸.

À l'approche de la visite de Churchill en Palestine, Samuel voulut profiter de l'occasion pour obtenir de lui des décisions concernant certains dossiers restés au point mort. Cela faisait des mois déjà qu'il tentait de convaincre les fonctionnaires du ministère des Colonies de la nécessité de commencer les travaux du port de Haïfa. Rien ne pouvait être opposé au projet, mais les fonctionnaires traînaient des pieds. Il essaya également d'élargir le réseau ferroviaire, source de revenus confortables pour le gouvernement. À ce stade il suggéra de faire un sondage d'opinions sur la nécessité de prélever deux cents livres sur le budget. Le commissaire envoya au ministère des Colonies un télégramme à ce propos, portant le numéro 6745. Les fonctionnaires lui répondirent par la négative et une longue correspondance fut nécessaire pour que la dépense soit avalisée.

Cela faisait des mois, poursuivait Samuel, qu'il écrivait au ministère des Colonies dans la vaine tentative d'obtenir l'autorisation de refaire la route entre Jaffa et Jérusalem, sur le tronçon ouest reliant Jaffa à Ramla. La chaussée était défoncée. Les cantonniers proposaient de combler les trous avec des pierres. Une carrière à Jérusalem pouvait être utilisée à cet effet. Le ministère répondit par la négative. Samuel voulut faire part à Churchill de ses récriminations : la circulation était extrêmement dense sur cette route. La route accidentée abîmait les voitures dont la vignette était fort onéreuse pour les propriétaires. Le scandale avait déjà été répercuté par la presse locale, mais ce qui était plus ennuyeux encore, c'est qu'un nombre important de touristes était amené à utiliser cette route endommagée ⁵².

Lorsque Samuel adressa sa requête pour le tronçon ouest Jaffa-Ramla de la route reliant Jaffa à Jérusalem, le ministère des Colonies se trouvait à la tête d'un immense Empire de plusieurs centaines de millions d'habitants. Le statut de haut-commissaire se révélait, par sa requête, être l'équivalent de celui du dernier des moukhtars dans sa propre administration.

Samuel dirigeait un gouvernement qui fonctionnait via différents départements, sortes de ministères chapeautant un domaine défini : les finances, le droit, l'éducation, l'émigration, la santé, l'agriculture et la pêche, les antiquités, le commerce et l'industrie, les travaux publics, les trains, les postes et les télégraphes, la douane, le cadastre, les statistiques, etc. Pour coordonner tout l'appareil administratif, le commissaire était assisté par un secrétariat général. Celui-ci était le numéro deux de son administration et fut plus d'une fois amené à prendre les commandes à sa place. L'administration avait pour rôle de développer la Palestine et de dispenser des services à ses habitants.

Une grande partie du pouvoir se trouvait concentrée entre les mains du gouverneur du district, fonction dont la définition et l'ampleur des prérogatives changeaient de temps à autre et d'un endroit à l'autre. En règle générale, la population n'avait aucun contact direct avec une personne d'un niveau hiérarchique supérieur. Le gouverneur était, entre autres, responsable de la collecte des impôts et de la sécurité. Il avait également autorité pour juger les criminels.

C'était une fonction très honorable lorsque l'on débutait une carrière dans les colonies. Il n'y a pas mieux, écrivait Edwin Samuel ⁵³, le fils de Herbert Samuel. En héritant de la charge de Ramallah, il eut le sentiment que la chance lui avait souri. Son célèbre patronyme ne le desservit pas, bien que son père ne fût déjà plus haut-commissaire. Ramallah était alors un grand village où vivaient environ trois mille habitants. La zone d'influence d'Edwin Samuel s'étendait aussi sur les villages environnants.

Les agents de liaison entre les villages et le gouverneur étaient les moukhtars, chefs de villages. Certains avaient été élus par les habitants, d'autres avaient été imposés par les autorités. Certains encore avaient hérité de leur fonction parce qu'ils appartenaient à la famille la plus influente du village, d'autres avaient dû combattre leurs ennemis pour accéder à leur fonction.

Les grands villages avaient plusieurs moukhtars qui étaient en charge de l'état-civil et avaient parfois des prérogatives de juges. Ils étaient responsables de la sécurité intérieure du village et de la collecte des impôts et s'octroyaient à eux-mêmes un certain pourcentage des prélèvements effectués par leur soin ⁵⁴.

Avant qu'il ne se rende à Ramallah, Edwin Samuel alla prendre conseil auprès d'une vieille connaissance, le maire de Jérusalem, Raghib Nashashibi. Que devrait-il faire, si un moukhtar refusait de se rendre à sa convocation

dans ses bureaux, demanda-t-il. « Les Turcs l'auraient fouetté, répondit le maire, mais jamais vous n'agirez de la sorte, car vous êtes anglais. De toute façon le moukhtar viendra de son plein gré, sachant pertinemment que vous pourriez envoyer la police pour l'arrêter et l'amener de force. »

Effectivement, les moukhtars se déplacèrent toujours, et Edwin Samuel multiplia ses visites auprès d'eux. Il passa le plus clair de son temps de gouverneur à parcourir les villages de son district, deux à trois chaque jour en moyenne. Il se déplaçait en voiture aux couleurs du drapeau britannique et parfois à cheval. Ayant coutume d'annoncer sa venue, les moukhtars venaient à sa rencontre et sacrifiaient en son honneur un mouton. Plus d'une fois Samuel resta passer la nuit dans le village. Les moukhtars faisaient part de leurs doléances : untel voulait que l'on ouvre des classes, tel autre une nouvelle route. Il fallait ici des semences, là un médecin. Ils se plaignaient parfois de l'intrusion de pillards ou demandaient l'intervention du gouverneur pour régler des conflits locaux. Ils mangeaient, buvaient, parlaient de choses et d'autres puis abordaient enfin le sujet qui avait motivé la venue du gouverneur : la collecte des impôts.

Edwin Samuel détestait cela. Devant lui se trouvaient des paysans, ployant sous le faix de leurs dettes. À l'instar de James Pollock, son prédécesseur, plus d'une fois il annula celles de certains villages les mentionnant dans son registre comme « dettes perdues ». Le paiement, sorte de « dîme » en usage déjà à l'époque ottomane, devait représenter la récolte, mais, dans les faits, était déterminé après un long marchandage entre le gouverneur et le moukhtar.

Plus d'une fois il eut recours aux menaces dans un arabe approximatif, s'adressant à ses interlocuteurs comme s'il avait affaire à de grands enfants et se répandant en circonlocutions bibliques : « Si vous vous acquittez aujourd'hui de la somme que l'on vous réclame, mes enfants, avait-il l'habitude de dire, je serai semblable à la rosée qui bénit vos champs et au miel sur vos lèvres. Sinon, je serai comme le loup s'immisçant dans vos troupeaux et comme le feu dévastant vos champs. » En les voyant tremblants de peur, il les renvoyait chez eux au pas de course lui rapporter « un petit acompte ». Le percepteur notait à ses côtés les sommes acquittées. Il était escorté de quatorze policiers qui avaient pour tâche de le protéger lorsqu'il parcourait les routes avec d'importantes sommes d'argent.

Sans succès, il tenta de leur imposer des outils modernes comme la charrue en fer pour la culture des champs, mais arriva à la conclusion que mieux valait les laisser dans leur sous-développement dans lequel il trouvait

un certain charme romantique et la confirmation de sa propre supériorité culturelle. « C'était comme si j'étais passé du XX^e au XI^e siècle, écrivit-il, j'avais les prérogatives d'un baron de l'époque féodale. Les paysans pouvaient être misérables, besogneux et ignares, mais ils étaient mes sujets. Je les protégeais de l'arbitraire du pouvoir et en échange, j'attendais d'eux qu'ils me témoignent le plus grand respect ⁵⁵. »

Les autorités avaient aussi tendance à considérer les maires comme des moukhtars importants. Dans les premières années, les édiles ne furent non pas élus mais simplement désignés. « La population était ainsi moins bien représentée qu'elle ne l'était à l'époque ottomane », déclara Herbert Samuel ^{59 s6}.

Le gouvernement contrôlait le travail des municipalités par l'entremise des gouverneurs locaux : de l'élaboration du budget à l'interdiction de placarder des affiches sur les murs des maisons, de la lutte contre les épidémies jusqu'à l'aménagement du territoire, tout cela nécessitait l'autorisation préalable du gouverneur. Cela obligeait aussi le gouvernement à prendre ses responsabilités et, de ce point de vue, les municipalités avaient tout intérêt à ce qu'il s'implique pour financer des travaux urgents, comme l'approvisionnement en eau de Jérusalem ou l'édification d'un hôpital à Tel-Aviv, etc. À l'instar des moukhtars dans les villages, les maires servaient également d'agents de liaison entre les habitants et les autorités. Les véritables maîtres du jeu restaient les gouverneurs ^{60 5 7}.

L'appareil administratif s'agrandissait d'année en année : Samuel disposait d'une vingtaine de départements ; le dernier haut-commissaire en poste en avait plus de quarante sous sa responsabilité. Avec les années, parallèlement à l'accroissement démographique dramatique du pays, le nombre d'agents recrutés par le gouvernement augmenta et lorsque Samuel prit ses nouvelles fonctions, il avait sous ses ordres moins de deux mille cinq cents employés ; à la fin du Mandat, ils étaient près de trente mille ⁵⁸. Le gouvernement était le plus grand employeur, consacrant pour les salaires soixante-quinze pour cent de son budget global ⁵⁹. Une aussi vaste entreprise dans un si petit pays était comparable à un enfant ayant revêtu les trop grands vêtements de son père, écrivirent ses détracteurs en stigmatisant les contradictions, les points obscurs et la gabegie de l'administration : « C'est la tour de Babel, s'insurgeaient-ils, chaque gouverneur n'en fait qu'à sa tête. L'administration n'est pas compétente. » Il faut dire que le responsable de la section des taxes était un acteur de théâtre ⁶⁰.

Cela faisait penser à ce qu'aurait pu écrire Ronald Storrs. Toutefois, plus les années passaient, moins il était possible de trouver au sein de l'administration britannique « un organiste » ou un « négociant en vins de Glasgow » comme ceux qui avaient formé la première équipe de Storrs. Comme dans le reste de l'Empire, les membres de l'appareil gouvernemental britannique de Palestine appartenaient à la noblesse de l'administration coloniale marquée au sceau d'une certaine norme politique rigide importée de Londres.

6. Ils étaient censés se comporter en véritables « gentlemen anglais » : c'étaient des officiers démobilisés ou de jeunes diplômés de l'université. S'ils avaient poursuivi leurs études dans des écoles privées, s'ils étaient sportifs et « présentaient bien », leur chance d'obtenir un poste augmentait considérablement. Les consignes quant à l'aspect extérieur du candidat confinaient au racisme. Il devait non seulement veiller à sa tenue vestimentaire mais aussi à la manière dont il s'exprimait. Les recruteurs considéraient également l'aspect physique, la couleur des cheveux et des yeux, la forme de la bouche et des ongles. « Les lèvres tombantes et le regard fuyant sont incontestablement des signes de faiblesse, décréta l'un des doyens du service colonial à ses pairs, un regard vif et un menton volontaire témoignent d'une véritable détermination et d'une réelle ténacité ».

Très souvent les prétendants au service colonial étaient introduits par leurs pères et perpétuaient ainsi une certaine tradition familiale en allant s'expatrier au-delà des océans. Ils ralliaient le service colonial dans la mesure où ils rencontraient des difficultés à pouvoir trouver chez eux un emploi similaire mais aussi parce que l'appareil administratif colonial ne cessait de s'élargir. Ces fonctions étaient assez prisées, et les demandes furent même parfois plus importantes que les offres. Les postes n'étaient que temporaires : quelques années à Malte, au Tanganyika, ou en Sierra Leone, et pour finir quelques-unes à Jérusalem.

Virils, téméraires, forts du sentiment de s'acquitter d'une mission morale, ils étaient censés promouvoir au-delà des mers les fondements de l'administration britannique, son fonctionnement régulier, respectable et apolitique ⁶¹. La manière dont ils se décrivaient eux-mêmes n'avait rien à voir avec la réalité car ils n'étaient pas neutres et ne faisaient pas partie de l'élite administrative. Les salaires des fonctionnaires étaient inférieurs à ceux d'Angleterre. Aussi les colonies n'attiraient-elles pas les jeunes les plus doués.

Les Britanniques n'occupaient tout au plus que dix pour cent des postes. La majorité des employés était recrutée sur place. Au début des années vingt, la supériorité numérique des Juifs et des Arabes chrétiens était patente, bien plus que leur pourcentage dans la population. Si l'on se réfère à leur nombre, la représentativité des Arabes musulmans était nettement inférieure. Avec les années, leur nombre s'accrut tandis que celui des Juifs tombait en dessous de leur représentativité au sein de la population. Le pourcentage d'Arabes chrétiens restait relativement élevé. La participation des Juifs à des postes importants fut toujours plus élevée que leur pourcentage relatif dans la population globale. Le fait que les Britanniques voulussent préserver l'identité nationale et religieuse des employés, comme en témoignent des statistiques exhaustives, ne pouvait être compatible avec la volonté d'établir un appareil administratif compétent et apolitique. La question de savoir où classer les Britanniques d'origine juive se trouvait ainsi posée. L'on eut tendance à les inclure parmi les Juifs ⁶².

Les Juifs se virent confier des responsabilités importantes surtout lorsque Samuel fut haut-commissaire. Avec les fonctionnaires sionistes de l'administration, ils occupaient des postes clés, ce dont se plaignait le lieutenant-colonel P. Bramley, en charge de la sécurité intérieure. En fait, écrivit-il, ce sont les sionistes qui gouvernent au sein de l'administration de Samuel. Le haut-commissaire et le secrétaire général sont de braves gens, écrivait le colonel Stirling, gouverneur de Jaffa, mais le fait que le gouvernement les ait précisément choisis pour occuper de si hautes fonctions ternissait la réputation de l'Angleterre au Proche-Orient ⁶³.

Les Britanniques pensaient que leur tâche essentielle consistait à garantir que tout le monde vive en bonne intelligence. De façon moins romantique, ils se retrouvaient trop souvent, jour après jour, pris en porte à faux entre les Juifs et les Arabes. Luke vilipendait la déclaration Balfour qui énonçait, selon lui, des exigences irréalisables et allait conduire inéluctablement à la partition. « Rien de bien nouveau, faisait-il remarquer, sur la terre du roi Salomon ⁶⁴. »

Censés être dépositaires de la culture, les Britanniques, contrairement à l'impérialisme culturel de la France, ne cherchaient toutefois pas à imposer dans leurs colonies leurs propres valeurs. Ils gardaient une certaine distance avec la population ; tout au plus, affichaient-ils une certaine curiosité pour le folklore local veillant à préserver les traditions des « indigènes » ⁶⁵.

Cela était révélateur non seulement d'un certain calcul politique mais aussi d'une certaine inclination romantique les faisant considérer la Palestine comme un vaste musée de cire. Charles Robert Ashbee, architecte, conseiller

de Storrs, dépensa beaucoup d'énergie pour sauver de l'oubli l'art du soufflage de verre à Hébron. La Palestine idéale apparaissait à ses yeux, telle qu'elle avait été à l'époque biblique, sous-développée mais pourtant si harmonieuse et si séduisante. Les villageois incarnaient la beauté et les splendeurs passées, ils étaient arabes. Quant aux Juifs débarqués en Palestine, ils avaient apporté avec eux la laideur et la dysharmonie des villes européennes méridionales, orientales et américaines, véritable salmigondis répugnant aux yeux d'Ashbee ⁶¹ ⁶.

Aussi les autorités rechignèrent-elles à interdire le mariage forcé des petites-filles. Cette pratique était courante parmi les Arabes et les Juifs originaires des pays arabes. Une organisation de femmes juives commença à se battre contre ces enfances violées. Les autorités tentèrent de se dérober. Aussi fut-il nécessaire de rallier à cette cause Eleanor Rathbone, membre du Parlement britannique, qui ne remporta pas immédiatement de victoire. Dix années plus tard, on demandait encore à Rathbone de s'insurger contre le fait que des fillettes de treize ans soient ainsi forcées à se marier. Ce n'est que vers 1935 que les autorités acceptèrent d'élever l'âge légal du mariage à quinze ans ⁶⁷. Une association publique, rejointe par plusieurs responsables du gouvernement britannique dont Lloyd George, voulut mettre en garde Rathbone : la lutte contre le mariage de fillettes arabes n'était qu'un prétexte fallacieux dont se servait le mouvement sioniste pour régner en Palestine. Après leur avoir confisqué leur liberté et leur avoir retiré toute possibilité de développement économique, les sionistes cherchaient à présent à imposer aux Arabes leurs références morales. Dans ces circonstances, le gouvernement britannique devait se garder de toute ingérence dans cette affaire. Les autorités ne firent pas non plus preuve d'un zèle exemplaire pour accorder aux femmes arabes le droit de vote ⁶⁸.

Tous avaient succombé à la mosaïque haute en couleurs trouvée à leur arrivée en Palestine. Luke énumérait les différentes fonctions occupées par son personnel : la nourrice était venue d'Angleterre, le maître d'hôtel, Vladimir, était un « Russe blanc », réfugié d'URSS, ayant combattu la Révolution. Se trouvaient aussi à Jérusalem des « Russes rouges » fidèles au régime révolutionnaire. Son ordonnance, Khalil Ali, Turc, était venu avec lui de Chypre où il était précédemment en poste. Le cuisinier Ahmed était un sauvage noir d'Égypte et l'apprenti cuisinier un Arménien qui, par la suite, s'avéra être une jeune femme travestie, alors que la femme de chambre venait du couvent russe du mont des Oliviers. Quant à Edwin Samuel, lorsqu'il évoquait son personnel, la nourrice et l'employé de maison, il parlait de « ses deux Yéménites » ⁶⁹.

Mais les Britanniques faisaient souvent preuve d'une certaine condescendance ironique et railleuse. Edward Keith-Roach, gouverneur de Jérusalem, qualifiait les Arabes de « fainéants incorrigibles. » Ils sont toutefois d'un commerce agréable, écrivait-il : « Leurs cafetans dissimulent leurs trop nombreux péchés. » Keith-Roach raconta ainsi comment le maire lui avait demandé d'inaugurer solennellement les nouvelles latrines construites par la municipalité à proximité de la place Sion. Il lui fallut « convaincre » l'édile de renoncer à toute « inauguration » : « Pour la première fois, un bâtiment public fut ouvert sans discours », écrivit Keith-Roach, acerbe, non sans un certain sentiment de victoire. Il représentait le progrès et la raison face à une population sous-développée dont les dirigeants étaient incultes, vénaux, avides de pouvoir et d'honneur et, de toute façon, moins intelligents qu'il ne l'était lui-même ⁷⁰.

Humphrey Bowman se moque dans ses mémoires des fautes d'anglais figurant sur les panneaux que les arabes installaient dans les autobus et autres lieux publics. En tant que responsable du département de l'éducation, lui incombait la responsabilité de lutter contre cela ; toutefois, selon un point de vue tout personnel, sa fonction n'exigeait aucunement qu'il se préoccupe de leur maîtrise de l'anglais ⁷¹. La même attitude prévalait aussi chez les premiers juges qui arrivèrent en Palestine.

7. Un matin, alors que le soleil inondait la ville, sept hommes étaient montés sur le toit du tribunal de Jérusalem pour se faire photographier. Six d'entre eux faisaient partie de la cour d'appel, le dernier était, semble-t-il, un huissier. Le tribunal se trouvait sur l'Esplanade russe. Il avait été édifié au siècle dernier pour servir d'auberge aux pèlerins du Tsar. Sa coupole était en pierre. En arrière-plan on pouvait apercevoir un dôme doré pittoresque et quelques cyprès. Les six juges étaient accoudés à une rambarde de pierre, l'huissier se tenait derrière eux sur une marche, faisant contraste avec ses bottes, son pantalon d'équitation, sa jaquette couverte de poches et de boutons dorés descendant jusqu'à la ceinture. Solennel, d'âge mûr, droit comme un i, arborant une épaisse moustache, coiffé d'un tarbouche rouge et portant en écharpe une ceinture de cuir, il semblait avoir été oublié là par les Turcs lorsqu'ils avaient quitté la ville.

Les six juges assis à ses pieds, vêtus de robes noires aux cols blancs amidonnés, dégageaient une sérénité paternelle par trop rassurante. Deux étaient musulmans, un Arabe chrétien et un autre, Gad Frumkin, juif. Les trois juges arabes figurant sur la photographie portaient des tarbouches rouges, Frumkin était tête nue. Au milieu se trouvait sir Thomas Haycraft, le doyen du groupe. Lui et un autre juge britannique portaient une perruque blanche,

attribut professionnel autant que symbole de classe, qu'ils avaient apportée de chez eux. Ils ne se sentaient aucunement ridicules ni supérieurs au peuple. La perruque les différenciaient des juges locaux : ils étaient les seuls à pouvoir porter sur leur tête la toison des chèvres.

Ces faits étaient révélateurs d'une certaine idéologie selon laquelle le système judiciaire ottoman était inférieur au système judiciaire britannique. Toutefois, il n'incombait pas aux autorités de laisser les habitants du pays préjuger des vertus de la justice britannique. Ainsi de nombreuses années s'écoulèrent-elles avant que les tribunaux n'accordent aux habitants de Palestine la possibilité de bénéficier du droit coutumier britannique.

Des années plus tard, les autorités considéraient encore qu'en regard des différences énormes entre les us et coutumes et les modes de pensée des Britanniques et des indigènes, ces derniers ne pouvaient bénéficier de la jurisprudence anglaise. Leur imposer ces lois aurait fait l'effet d'une « injustice criante », du fait qu'elles leur étaient totalement inconnues. Dans moins de dix ans, martelaient les juges britanniques, six cent mille Juifs résidant en Palestine, pétris de culture occidentale comme un million et demi d'Arabes entretenant des liens commerciaux et culturels avec l'Europe, pourront alors bénéficier de notre droit coutumier. Entre temps les juges se succédaient les uns les autres, de moins en moins conservateurs et de moins en moins condescendants. Avec le temps, les juges locaux furent eux aussi autorisés à porter la perruque.

Ils eurent tendance à éduquer les autochtones et à les habituer à respecter l'indépendance du tribunal. Un jour, un journaliste publia un article critiquant un tribunal pour avoir acquitté des Arabes accusés d'avoir assassiné des Juifs alors qu'un autre avait condamné des Juifs accusés d'avoir assassiné des Arabes. L'opinion n'avait plus foi dans le système judiciaire, constatait le journal. L'un de ses rédacteurs fut traduit en justice pour outrage. Comme sur l'île de Saint-Vincent dans les îles d'Inde occidentale et dans les autres petites colonies où la plupart des indigènes sont des hommes de couleur, tranchait le tribunal, il était obligatoire, même en Palestine, que l'on veillât au respect des tribunaux. Le journal, précisait le tribunal, s'adressait à des lecteurs « prolétaires » ; la majorité était issue de pays où la justice était bafouée. Aussi ce qu'avait osé publier ce journal se révélait-il de la plus grande gravité

72.

Cette profession était ainsi, dans une large mesure, autonome vis-à-vis de l'appareil administratif. Toutefois lorsque l'on demandait aux juges de se

prononcer sur des sujets politiques, ils essayaient en général d'harmoniser leurs verdicts avec les nécessités de l'administration.

Ils n'étaient pas assermentés. La condition *sine qua non* était qu'ils soient suffisamment politiciens et suffisamment corrompus. À l'époque ottomane, écrivit un avocat, le juge avait l'allure d'un serveur d'hôtel refusant tout pourboire ⁷³. La corruption à cette époque était tout à fait entrée dans les mœurs. Certains en usaient pour influencer sur des décisions auxquelles leur sort était suspendu. Il fallut des années avant que les gens ne commencent à croire en l'intégrité de l'appareil administratif britannique. La baisse de la corruption au sein de la justice fut l'un des succès majeurs de son administration.

En réalité, des juges eurent plus d'une fois à se prononcer sur des sujets d'ordre politique. Leurs décisions reflétaient leur appartenance idéologique. Sur ce plan, le système judiciaire apparaissait comme éminemment politique. Il voulait donner l'impression que tous avaient accepté les règles du jeu. Il y avait là des Anglais, des Arabes, des Juifs venus du monde entier s'exprimant alors en toutes sortes de langues, des chrétiens de différentes communautés, portant des vêtements multicolores, d'élégants turbans, des uniformes impeccables ; des juges, des avocats, des plaideurs, des procureurs, des défenseurs, des accusés, des voleurs et des assassins, des escrocs et des terroristes, des violeurs et des prostituées, des huissiers accompagnés de leurs clercs, des journalistes, de simples curieux, chacun s'accordant préalablement à reconnaître comme valeurs les définitions du droit et de l'interdit, du bien et du mal, de la justice et de l'iniquité.

Il y avait des divergences mais aussi des accords, des luttes et des concessions, des fidélités et des trahisons ; des destins se trouvaient ainsi tranchés dans une atmosphère quasi familiale, où tout le monde se connaissait, chacun préservant son propre mode de vie, sa langue, son humour.

Tout cela était éminemment politique. Toutefois, la véritable confrontation nationale, si sensible en dehors des murs du tribunal, s'effaçait ici dans le froissement des cafetans, comme s'il ne s'était agi que d'une lutte entre mille autres qu'il fallait régler sans hypocrisie. Cette fiction à nulle autre pareille était cultivée dans l'enceinte du tribunal.

Les juges aussi se laissaient prendre à leur propre jeu. Le président de la Haute Cour de justice de Jérusalem, plein de superbe, se comportait comme s'il avait été président de la Haute Cour de Londres. En réalité, le grade d'un juge de la Haute Cour de justice en Palestine était équivalent à celui d'un juge

de paix en Grande-Bretagne et son salaire sensiblement inférieur. Edward Keith-Roach écrivit que les instances judiciaires dans les colonies acceptaient de recruter des gens ayant échoué aux concours du barreau irlandais ou anglais. Toutefois, comparé à celui de Ceylan ou de Chypre, le système judiciaire de Palestine était considéré comme l'un des meilleurs de l'Empire ⁷⁴.

8. En quittant la Palestine, cinq ans plus tard, Samuel put recenser les succès imputables à son administration : des routes avaient été construites sur près de mille kilomètres, des progrès sensibles étaient visibles dans le domaine médical, près de deux cents classes avaient été ouvertes, les trains et le courrier arrivaient dorénavant à temps. Des mesures avaient été prises pour la conservation des antiquités. S'il pouvait se prévaloir d'autres succès encore, il s'enorgueillissait surtout d'avoir laissé plus d'un quart de million de livres dans les caisses de Palestine. Le contribuable anglais n'avait pas eu à la financer, à l'exception des frais de séjour de l'armée qui selon Samuel avaient diminué de quatre-vingts pour cent ⁷⁵.

De temps à autre il était nécessaire d'avoir recours à des emprunts, mais tant que le calme relatif était maintenu en Palestine, le gouvernement fonctionnait selon des critères budgétaires prudents et conservateurs. Dans la période ayant précédé la Seconde Guerre mondiale, il ne dépensa que dix à douze pour cent de son budget pour les services de santé et d'éducation. Il en était de même dans les autres colonies. La Grande-Bretagne elle-même, ne consacrait que cinquante pour cent de son budget à ces services ^{62.7 6}.

Des intervenants juifs et arabes n'avaient de cesse d'affirmer que la politique de l'administration avait deux poids deux mesures. Le mouvement sioniste prétendait également que la contribution de la population juive aux dépenses du gouvernement était plus importante que les services que le gouvernement offrait à la population, ce qui signifiait que les Juifs finançaient le bien-être des Arabes. Chaïm Weizmann se plaignit à Samuel de ce que les Juifs finançaient une grande part de l'éducation arabe ⁷⁷.

Les Arabes quant à eux se plaignaient de la politique douanière du gouvernement à la solde de l'industrie juive et qui desservait la population arabe, ainsi que des lourdes taxes qui avaient pour but de financer une administration pléthorique au service quasi exclusif d'une population juive en constante augmentation : la plupart des nouvelles routes avaient été goudronnées, selon eux, pour servir essentiellement les besoins de la population juive ⁷⁸.

Les Britanniques autorisaient le mouvement sioniste à faire affluer en Palestine de l'argent et des émigrants. Ils les autorisaient à acquérir des terres et leur accordaient des concessions économiques importantes, comme le droit de produire de l'électricité ou d'exploiter les richesses de la mer Morte. Les taxes douanières servaient à renflouer les caisses de l'État, mais profitaient essentiellement à l'industrie juive en pesant sur la population arabe, particulièrement dans les villages.

Les fonctionnaires juifs au service du gouvernement avaient exigé et obtenu un salaire supérieur à celui des fonctionnaires arabes. Mais le fossé entre la puissance économique juive et la faiblesse de l'économie arabe n'était pas tant le reflet de la politique économique britannique que de la force d'initiative sioniste ⁷⁹. Le désir de posséder une économie autonome faisait partie de l'aspiration à l'indépendance nationale ⁸⁰.

Herbert Samuel pensait qu'en accordant à tous des services de confort il aurait pu neutraliser les tensions entre Juifs et Arabes. Il avait tendance à ne voir dans le conflit qui les opposait qu'une incidence sociale et économique. Arthur Ruppin, juriste et économiste, originaire de Prusse, le verbe abrupt et d'un naturel toujours inquiet, regrettait que les Juifs ne se donnent pas plus de mal pour faire appel à la bonne volonté des Arabes : « Pendant les trois ans et demi qui viennent de s'écouler depuis la promulgation de la déclaration Balfour, nous n'avons rien fait qui pût être économiquement profitable aux Arabes », écrivit-il, comme s'il voulait en cela occulter leur identité nationale ⁸¹. La confrontation entre Juifs et Arabes en Palestine n'avait rien d'un différend économique ; c'était surtout un conflit national. Mais Samuel était prisonnier de sa propre conception et la reformula à maintes reprises comme s'il croyait qu'il suffisait de surmonter les difficultés économiques pour que le problème soit réglé. Les rapports qu'il adressait au roi étaient eux aussi très optimistes.

Le contact direct avec le Palais était quelque chose de nouveau, qui flattait sa sensibilité. Il demanda et obtint quelques conseils sur la manière dont il devait s'adresser par écrit au roi. Même tapées à la machine, ses lettres devaient toujours être signées de façon manuscrites. La formule « Monsieur, votre fidèle sujet et votre serviteur » n'était pas nécessaire. Pourtant, Herbert Samuel l'utilisa souvent dans son courrier qui devait toujours commencer par ces mots : « Herbert Samuel s'adresse par la présente humblement à son altesse royale 63 ⁸². » De temps en temps, Samuel envoyait au roi des timbres de Palestine.

Un jour, il se rendit à cheval visiter le village arabe de Malkhah, aux abords de Jérusalem. Samuel fut reçu dans la maison de la famille la plus importante du village. Parmi ses hôtes, quelle ne fut pas sa surprise de trouver là Darwish, l'un des fomenteurs des incidents de Nabi Moussa. Darwish croupissait en prison lorsque Samuel était arrivé à Jérusalem, mais il avait ordonné sa libération, en même temps que celle de Jabotinsky. Lorsque celui-ci avait demandé à être reçu par le haut-commissaire, Samuel avait pris soin de convoquer également Darwish. « Ses propos iconoclastes ont fait long feu, comme s'ils avaient été prononcés il y a une centaine d'années », écrivit Samuel à sa femme. Quelque temps plus tard, il devait lui faire part de sa stupéfaction face au constat qu'à Safed aussi le bain de sang « avait été oublié »⁸³. Tout est calme, écrivit Samuel à Chaïm Weizmann dans un de ses rapports optimistes : « On peut même entendre une mouche voler ». Moins d'un an plus tard, la Palestine s'embrasait.

8. Jaffa, 1921

1. Au sud-est de Jaffa, dans le quartier arabe d'Abou Kabir, de l'autre côté des vergers, se trouvait la « Maison rouge », appelée ainsi à cause de la couleur de son second étage. Celle-ci était entourée d'un haut mur abritant une cour, un puits et une étable. En avril 1921 la famille Yatzker y demeurait. Il n'y avait aucun autre Juif dans les environs. Yehoudah Yatzker, agriculteur de cinquante-cinq ans, était arrivé de Russie un an et demi auparavant. En Palestine, il était devenu laitier. Il possédait quelques vaches. La maison qu'il occupait en tant que locataire était suffisamment spacieuse : un escalier conduisait à une grande entrée, comme dans les maisons arabes traditionnelles, avec les autres chambres disposées autour. La famille Yatzker en sous-louait quelques-unes à d'autres Juifs. « Cette maison attirait toutes sortes d'impécunieux en quête de solitude et de tranquillité », écrivit plus tard Rivkah Yatzker-Shatz.

Il y avait là un chercheur chimiste qui s'efforçait de produire un matériau de construction bon marché, un ou deux poètes en quête d'inspiration ainsi qu'un éditeur. L'une des chambres était occupée par Y.H. Brenner, écrivain, éditeur, traducteur et publiciste, dont la réputation n'était plus à faire en Palestine et qui comptait de nombreux admirateurs. Il avait pour tout meuble une table et une caisse en guise de siège. Il dormait sur un lit pliant en toile ¹. Il travaillait alors à la compilation des lettres de Yosef Trumpeldor.

Il traversait une mauvaise passe : à quarante ans à peine, il venait de se séparer de sa femme. Avec leur fils Ouri elle était partie s'installer à Berlin. Brenner était né en Ukraine, avait étudié dans une *yeshivah*, puis était devenu athée et s'était lancé dans la rédaction d'articles et de nouvelles en hébreu. Il servit quelque temps dans l'armée russe jusqu'à ce qu'éclate la guerre entre le Japon et la Russie. Contrairement à Trumpeldor, Brenner déserta, et s'enfuit à Londres où il créa une revue littéraire en hébreu, *HaMéorer*. En 1909, il

s'installa à Jérusalem. Pendant une brève période il fut ouvrier, puis rejoignit l'équipe éditoriale de l'hebdomadaire sioniste socialiste *HaPoel Hatsaïr*. Pendant la guerre, il enseigna au lycée juif de Jaffa. Lorsque les Turcs chassèrent les habitants de la ville, il s'exila dans le nord avec ses élèves et après quelques errances, revint à Tel-Aviv où, pour subvenir à ses besoins, il se remit à enseigner. Ses premières nouvelles parurent dans les revues qu'il éditait.

Il avait l'air d'un jeune homme rêveur et romantique. Dès son arrivée en Palestine, il s'était laissé pousser une épaisse barbe qui renforçait encore son charisme naturel. « Nous le suivions passionnément », écrivit l'un de ses admirateurs. C'était un homme de petite taille ; ses mâchoires saillantes donnaient à son visage oblong un côté slave incontestable que ses admirateurs prenaient pour l'expression d'une indéniable virilité juive. Il éprouvait une attirance presque sensuelle pour la Palestine. Une nuit, après avoir donné une conférence à Havat Houlida, quelques-uns de ses fidèles l'avaient accompagné chez lui. L'un d'entre eux décrivit la scène suivante : « Brenner soudain s'agenouilla dans un champ labouré, serra entre ses doigts des mottes de terre, les embrassa et, dans un sanglot, s'écria : "Palestine, ne seras-tu jamais à nous ? Palestine, seras-tu seulement un jour à nous ?" »²

Il rédigeait des pamphlets particulièrement acerbes, ce qui à l'époque était assez nouveau, faisant souvent montre d'acrimonie et d'une certaine hargne. Il se trouva parfois au centre de polémiques passionnées, car Brenner, apôtre de l'athéisme juif, cherchait ainsi à rompre avec l'existence juive de « Diaspora », comme on disait alors. Les Juifs de Diaspora qui peuplaient ses nouvelles étaient représentés comme des êtres vils, dégénérés, répugnants et fourbes. Leur description confinait à l'antisémitisme.

D'aucuns stigmatisaient chez lui une forte haine de soi. La nouvelle culture juive, y compris les valeurs socialistes et le travail de la terre, ne pouvait se substituer à l'identité juive traditionnelle. Brenner appartenait à un univers littéraire juif qui s'était épanoui en hébreu et en yiddish en dehors de la Palestine. Bialik, Ahad Ha Am et Tchernikovsky n'étaient pas encore arrivés en Palestine, et Agnon venait de partir pour un long voyage en Europe. Entre les Juifs de Diaspora et les Arabes de Palestine, Brenner préférait encore les Juifs. *Ha'Aretz*, affichant la plus grande prudence, écrivit : « Il se distingue incontestablement parmi les membres de notre si petite famille littéraire³. »

Dans le dernier et court récit qu'il publia dans *Kountres*, organe du mouvement travailliste, Brenner relatait un incident dont il jugeait

responsables ses voisins arabes. Il rentrait chez lui. Ses voisins étaient assis sur le seuil de leur maison. Brenner les salua. Ils ne lui répondirent pas ce qui le vexa. « Leur silence malveillant était voulu », écrivit-il. Il crut lire sur leurs visages une expression de triomphe semblant signifier : « Nous devons nous garder de saluer les Juifs. » Brenner, dans sa colère, se demanda si les dires selon lesquels les Arabes de Palestine descendaient des Hébreux étaient vrais, et il se dit qu'ils ne pouvaient prétendre à une si noble ascendance ⁶⁴ 4. Quoi qu'il en soit, il n'avait d'autre choix que de passer devant eux, qu'ils le veuillent ou non, mais il aurait alors préféré croiser un passant en Lituanie.

Sur son chemin, il lui sembla « qu'un grand Arabe » venait à sa rencontre. Il s'agissait, à son grand étonnement, d'un adolescent d'environ treize ans. Brenner essaya d'engager la conversation mais ne put comprendre que quelques mots. Aussi s'en voulut-il de ne pas avoir appris l'arabe. Il eut l'impression que l'adolescent lui parlait de sa misère et il se sentit soudain comme investi d'un devoir moral à son égard : « Il faut que je t'ouvre les yeux sur les relations humaines », écrivit-il. Auparavant, Brenner avait qualifié les Arabes « d'ennemis irréductibles » dans l'un de ses écrits. Il semblait comprendre qu'il s'agissait d'un conflit opposant deux mouvements nationaux. « Dans ce petit pays de Palestine, écrivait-il, résident aussi six à sept cent mille Arabes, qui en dépit de leur infériorité culturelle et de leur ignorance, sont les véritables maîtres du pays ; nous venons vivre chez eux, poussés par la nécessité. La haine qui déjà nous sépare ne peut que s'amplifier. » Le sentiment d'étrangeté, l'arrogance, la peur et le ressentiment, tout cela vient d'eux, soulignait Brenner en contemplant les vergers alentour ⁵. Un cimetière musulman faisait face à la Maison rouge.

La semaine pascale s'écoula paisiblement ; mais le lendemain, 30 avril 1921, jour du shabbat, les locataires de la Maison rouge redoutèrent des échauffourées entre Juifs et Arabes le dimanche 1^{er} mai. Brenner proposa qu'ils montent la garde pendant la nuit. Zvi Shatz, le mari de Rivkah Yatzker, avait un fusil. La nuit s'écoula sans incidents. Le lendemain matin, Rivkah et son mari se rendirent à Tel-Aviv, accompagnés de leur fille cadette et de la mère de Rivkah pour y conduire un âne. Le père, Yehoudah Yatzker, et son fils Avramatchik, les accompagnèrent puis s'en retournèrent. Les trois sous-locataires, dont Brenner, étaient restés sur place.

Rivkah et Zvi Shatz voulaient assister au défilé du 1^{er} mai à Tel-Aviv. Il y avait foule près du foyer des travailleurs. Des manifestants agitaient des drapeaux rouges et un portrait de Karl Marx. Soudain, des tirs se firent entendre. Rivkah Shatz envoya son mari voir ce qui se passait, mais il revint

sans pouvoir satisfaire la curiosité de son épouse ⁶. Peut-être était-ce l'officier de police Cohen qui avait tiré, peut-être son collègue arabe, Toufiq Bey Al Saïd, l'un des officiers supérieurs de la police de Jaffa. Shatz ne poursuivit pas davantage ses investigations car il dut dès lors s'occuper jusque tard dans l'après-midi de trouver un véhicule pour aller chercher les occupants de la Maison rouge. Entre-temps, Jaffa allait se trouver en proie à une violence que n'avait pas connu le pays depuis la guerre.

2. Les premiers tirs avaient eu probablement pour objectif de disperser la manifestation partie de Jaffa en direction de Tel-Aviv. Ses organisateurs n'avaient pas obtenu d'autorisation. Il s'agissait des membres du parti communiste, que leurs adversaires avaient surnommé « Mopsim », à partir des initiales du nom de leur parti – Parti des travailleurs socialistes. *Mops* en allemand désigne aussi un chien au museau large et écrasé ressemblant à un bouledogue. La nuit précédente, les Mopsim avaient chargé des adolescents de diffuser des tracts en hébreu et en yiddish, appelant à renverser les Britanniques pour instaurer à leur place en Palestine un régime de type soviétique. Le matin, l'officier Al Saïd s'était rendu dans le local du parti à Jaffa où les soixante membres étaient présents pour leur signifier l'interdiction de la manifestation. Passant outre, ils avaient pris la direction de Tel-Aviv, via Manchia, quartier à la population mixte, à la limite des deux agglomérations.

Pendant ce temps, se préparait à Tel-Aviv le défilé du 1^{er} mai organisé par l'Ahdout Ha Avodah, principal parti juif ouvrier de l'époque qui lui, avait obtenu l'autorisation de manifester. À un certain moment, les Mopsim et les membres de l'Ahdout Ha Avodah se rencontrèrent et il y eut quelques échauffourées. La police refoula les Mopsim vers Jaffa où ils furent pris à partie par la population arabe.

La commission d'enquête établit par la suite que la confrontation entre les manifestants des deux cortèges avait été l'étincelle qui avait mis le feu aux poudres. Le consulat américain de Jérusalem estima quant à lui que les violences auraient de toute façon éclaté ⁷. Quoi qu'il en soit, des dizaines de témoins juifs et arabes donnèrent la même version des faits. Des Arabes avaient surgi, saccageant tout autour d'eux, suivis par des femmes qui s'étaient livrées à des pillages. Certains étaient armés de gourdins, de couteaux, d'épées, mais aussi parfois de pistolets avec lesquels ils agressèrent des passants juifs et s'introduisirent par la force dans les habitations et les magasins juifs. Ils blessèrent et assassinèrent de nombreuses personnes avec une sauvagerie inouïe, sans même épargner les enfants.

Comme lors des événements de Nabi Moussa l'année précédente, les témoins mentionnèrent les couvertures et les oreillers déchirés ainsi que les plumes volant dans les ruelles, faisant resurgir le souvenir des pogroms de Russie. La commission d'enquête évoqua par la suite une « orgie de violence ». De nombreux témoins reconnurent leurs voisins parmi les émeutiers et les assassins. Dans certains endroits, des Arabes étaient accourus à la rescousse des Juifs leur proposant de se réfugier chez eux. Nombreux furent ceux qui affirmèrent avoir vu des policiers arabes parmi les fauteurs de troubles ⁸. Quelque quarante-cinq mille personnes vivaient à Jaffa, la moitié était musulmane, un tiers juif, le reste chrétien.

3. En ce milieu d'après-midi, deux officiers britanniques sillonnaient les venelles du marché. En vacances, ils avaient décidé de se promener dans la ville en compagnie de leurs épouses. Après avoir terminé leurs emplettes, ils se retrouvèrent soudain au milieu d'une foule agitée. Des gens couraient en tous sens dans une sorte d'hystérie collective, agitant des planches et des barres de fer. Cela se passait dans le quartier d'Agimi. Reginald Samuel Forster ne pouvait en croire ses yeux : un homme était en train d'aiguiser sur une pierre les couteaux de ses camarades. C'étaient de longs couteaux, témoigna-t-il plus tard. Il eut le sentiment que quelque chose de terrible allait se produire. Forster et son ami entrèrent dans l'hôpital français pour mettre leurs épouses à l'abri. Il escalada le toit du bâtiment et entendit retentir des coups de feu. Son camarade, le sergent-major Euclid Brooks Wager, était resté pendant ce temps au rez-de-chaussée. Sa femme, choquée, s'était évanouie. Il monta ensuite sur le toit, mais ne put voir grand-chose car il redescendait régulièrement voir comment se portait son épouse. Forster pendant ce temps put voir la foule tenter de briser la porte d'un bâtiment voisin.

C'était le foyer d'accueil des immigrants, aménagé par le comité des délégués. Une centaine d'hommes s'y trouvaient ce jour-là. La plupart étaient arrivés depuis plusieurs semaines, certains seulement depuis quelques jours. Filles et garçons se rendaient parfois à la mer, bras-dessus bras-dessous, ce qui choquait les Arabes. Comment la Grande-Bretagne, dépositaire de la morale chrétienne, pouvait-elle permettre que de tels gens puissent régner en Palestine ? Cet argument devait être à nouveau invoqué dans les années qui subirent ⁶⁵ ⁹. Ils prétendirent également qu'ils étaient tous bolcheviques. Repaire sioniste et lieu de débauche, c'était une cible symbolique privilégiée. Mais peut-être furent-ils agressés seulement parce qu'ils se trouvaient sans défense, en plein milieu du quartier arabe.

Lorsque l'attaque se produisit, la plupart des gens se trouvaient dans la salle à manger où l'on venait juste de servir le déjeuner. Vers une heure, ils

entendirent des cris en provenance de la rue, témoigna Rachel Rodenberg, vingt-cinq ans, jeune émigrante d'Ukraine, arrivée en Palestine six semaines plus tôt. Quelques-uns se rendirent dans la cour, verrouillèrent la porte et s'appuyèrent le dos contre elle pour résister à la pression de la foule. Des pierres commencèrent à pleuvoir dans la cour. Soudain, une grenade explosa, suivie de coups de feu. Quelques minutes plus tard, une autre grenade explosa à nouveau. La majeure partie des immigrants tenta de se réfugier dans le bâtiment annexe. Rodenberg, avec d'autres, s'enfuit vers la bibliothèque. La porte d'entrée céda. La foule s'engouffra dans la cour. Par la fenêtre de la bibliothèque, Rodenberg aperçut un policier. Elle annonça à ses camarades qu'ils n'avaient plus rien à craindre, que la police était là. Mais les coups de feu ne cessèrent pas pour autant. Elle crut que les policiers tiraient en l'air pour disperser les émeutiers, mais elle se rendit compte alors qu'ils tiraient à l'intérieur de la maison. Ils coururent vers la dernière pièce dont ils barricadèrent la porte avec des chaises et des tables. Ils pouvaient entendre les coups de l'extérieur. On tentait de briser la porte et les gonds commençaient à céder.

Dans la cour, la violence était alors à son comble. Un policier tira à bout portant sur un immigrant qui fut tué sur le coup. D'autres furent molestés et poignardés. Les émeutiers continuaient de frapper contre la porte de la bibliothèque pour la faire céder. Shoshana Sandak, dix-neuf ans, originaire de Lituanie, débarquée cinq mois plus tôt en Palestine, reconstitua les faits avec précision : la porte commença à se fissurer, l'armoire qu'ils avaient plaquée contre elle commença à bouger. Il y avait dans la pièce une autre porte dérobée donnant sur une cour intérieure. Cinq femmes purent s'enfuir. Un policier les poursuivit en tirant. Trois réussirent à lui échapper.

Dvora Malher, l'hôtesse des lieux, avait trouvé refuge dans un coin avec une autre jeune fille qui se cachait derrière elle. Un policier voulut l'attraper, mais Malher s'interposa. Le policier la frappa à la tête. Elle lui remit la chaîne en or qu'elle portait autour du cou mais le policier ne parut pas pour autant satisfait. Elle lui fit signe qu'elle n'avait plus rien à lui offrir. Il lui signifia qu'elle se trompait et commença à dégrafer les boutons de son pantalon. Elle tenta de s'enfuir. Le policier tira vers le sol pour l'effrayer et retroussa sa jupe. Elle essaya de lui échapper mais il tira à nouveau vers le sol. Elle réussit enfin à s'enfuir pendant que le policier tirait dans sa direction sans toutefois réussir à l'atteindre ¹⁰.

Plusieurs immigrants se précipitèrent dans la rue. Reginald Samuel Forster, toujours posté sur le toit de l'hôpital français, entendit les hurlements d'une femme et aperçut des hommes en train de poursuivre une jeune fille

d'une quinzaine d'années qui s'effondra sur le sol. Foster vit un homme la frapper avec une barre de fer au visage. Le sergent major Wager, qui montait et descendait de la terrasse pour s'enquérir de la santé de son épouse, aperçut un homme en train de courir. Des gens le prirent en chasse et l'attrapèrent par ses vêtements. L'homme tomba. Alors qu'il était étendu sur le sol, ils le frappèrent avec une barre de fer et le piétinèrent, puis ils lui enfoncèrent la barre métallique à travers le corps. Quelques minutes plus tard, Wager vit un homme s'effondrer, battu à mort. Il raconta tout cela lors de la commission d'enquête. L'une de ses amies lui demanda s'il n'avait pas eu l'idée de descendre dans la rue pour voir s'il pouvait faire quelque chose. Sa réponse à elle seule illustre le dilemme dans lequel étaient enfermés les Anglais : « Lorsqu'il nous apparut qu'il s'agissait d'un problème entre Juifs et Arabes, nous nous sommes dit qu'il ne fallait pas intervenir, ne sachant pas lesquels des deux nous devions contenir ¹¹. »

4. Herbert Samuel fit du mieux qu'il put pour faire cesser les émeutes. Il était consterné. Sa femme aussi avait été profondément choquée. L'un des fonctionnaires de l'administration se souvint plus tard que pendant que son mari se réunissait avec ses hommes, lady Samuel arpentait le long vestibule de pierre de la citadelle Augusta Victoria en marmonnant : « Ils assassinent notre peuple. » Samuel envoya à Tel-Aviv deux hauts fonctionnaires de son administration, deux sionistes convaincus, Wyndham Deedes et Norman Bentwich. Parallèlement, il demandait qu'on lui envoie des renforts d'Égypte. Allenby envoya à Jaffa deux destroyers et un autre à Haïfa. L'état d'urgence fut proclamé, la presse fut soumise à la censure ; dans les jours qui suivirent, les journaux parurent avec de grands espaces blancs ¹².

Samuel rencontra les représentants de la communauté arabe et tenta de les calmer. Moussa Kasem Al Hussein exigeait que l'immigration soit suspendue. Deux ou trois bateaux avec à leur bord quelque trois cents immigrants approchaient pendant ce temps des côtes du pays. Samuel demanda à Allenby l'autorisation de les faire débarquer à Port Saïd ou à Alexandrie. Allenby refusa. Samuel autorisa le gouverneur de Ramla à annoncer qu'il avait décidé de suspendre l'immigration. Les bateaux ne furent pas autorisés à jeter l'ancre et durent revenir jusqu'à Istanbul ¹³. Samuel annonça à Hadj Amin Al Hussein qu'il avait finalement décidé de le nommer mufti de Jérusalem.

Ni Weizmann, ni Ussishkin, ni Jabotinsky ni Ben Gourion n'étaient alors en Palestine. Les responsabilités incombaient donc à David Eder, Itshak Ben Zvi, Arthur Ruppin et Nahum Sokolov, diplomate sioniste qui avait été

impliqué comme Samuel dans les négociations préalables à la déclaration Balfour. Il était alors en visite en Palestine. Les protocoles témoignent tout à la fois de leur peur, de leur irritation et de leur immense impuissance. Ils évoquèrent l'avenir, mais débattirent surtout de la situation présente : que dire au haut-commissaire ? « Si tout le peuple arabe est contre nous, déclara Ben Zvi, nous devons le lui dire. » L'un de ses camarades s'y opposa : cela était en contradiction avec la position affichée par le mouvement sioniste et ne pouvait que servir la propagande arabe. « Les sionistes prétendent que la violence est le fait de provocateurs et n'est en rien l'expression de véritables aspirations nationales 66 ¹⁴. »

Sokolov demanda à Samuel de ne pas suspendre l'immigration, car cela ferait le jeu du terrorisme. Il suggéra plutôt de l'interrompre sans l'annoncer officiellement. Le mouvement sioniste s'en chargerait, promit-il. Cela bien évidemment ne pouvait rien changer. Afin d'apaiser les Arabes, Samuel devait user de l'effet d'annonce. Il soumit à Sokolov la déclaration qu'il allait faire. Les deux hommes se mirent à ergoter sur chaque terme. Samuel mit Sokolov en garde : la Palestine pourrait bien devenir une seconde Irlande. Celui-ci répondit qu'il n'y avait pas lieu de s'inquiéter. Il s'agissait de provocations d'une petite bande, rien qui pût permettre de dire que la nation arabe tout entière s'opposait au sionisme. Samuel le reprit : « Vous vous trompez, c'est la guerre de la nation arabe contre la nation juive. » Les membres du comité national avaient qualifié les événements de pogroms. « J'étais à Kichinev durant les massacres », rappela le rabbin Y.L. Fishman devant ses pairs ¹⁵. Ils agitaient l'épouvantail de Kichinev comme Samuel brandissait la menace de l'Irlande.

La comparaison entre les événements de Jaffa et le pogrom de Kichinev réapparut également dans l'histoire de la Haganah, même si Chaïm Arlosoroff écrivait à sa mère : « Les pogroms se passent de commentaires ». L'un des participants au débat qualifia les événements de Jaffa de « Shoah » ¹⁶.

5. Pendant tout ce temps, Zvi Shatz continuait ses allées et venues auprès des membres du comité de la Haganah à Tel-Aviv pour trouver un véhicule qui permettrait d'évacuer les occupants de la Maison rouge. Dvora Yatzker-Shatz raconta plus tard que tant qu'il n'avait fait allusion qu'à sa famille, sa demande n'avait pas été satisfaite, mais que ce n'est que lorsqu'il déclara que Brenner se trouvait aussi là-bas, qu'un véhicule lui fut fourni. Il devait être cinq heures. Un policier arabe était également du voyage. Trois apiculteurs juifs, les frères Lerer de Nés Ziona se trouvaient dans la Maison rouge. Ils étaient venus contrôler les ruches qu'ils avaient installées dans un des champs

avoisinants. Il fallait sauver neuf personnes, or il n'y avait que trois places disponibles dans la voiture. Les trois frères Lerer purent partir. Zvi Shatz resta avec les autres locataires. Les frères Lerer racontèrent par la suite que Brenner avait insisté pour leur céder sa place ¹⁷.

Les nouvelles sur les événements de Jaffa étaient entre-temps parvenues aux derniers soldats de la brigade juive, qui n'existait plus réellement, mais qui officiellement n'avait pas encore été démantelée. Certains de ses membres se trouvaient alors dans le camp de Sarafand. D'autres étaient partis à Tel-Aviv. Deedes accepta de leur procurer des fusils. Pinhas Rutenberg était lui aussi arrivé à Jérusalem et commençait à régler certaines affaires ¹⁸. Le lundi, des Juifs armés sortirent dans les rues de Jaffa pour une expédition punitive. Les témoignages à ce sujet concordent avec ceux des Juifs, y compris sur les pillages. Ils pénétrèrent dans des maisons arabes, dont ils molestèrent et tuèrent les occupants, une femme et un enfant se trouvant parmi les victimes. Dans un verger, un arabe bossu et ses enfants furent également assassinés. Certains cadavres furent mutilés. Parmi eux se trouvait un sergent de police juif ¹⁹.

Personne ne revint secourir les locataires de la Maison rouge. Le lundi, vers onze heures, ils décidèrent apparemment de tenter de rejoindre Tel-Aviv par leurs propres moyens. Ils fermèrent la maison puis prirent la route, mais ils n'eurent pas le temps d'aller bien loin. En effet, à quelques centaines de mètres, ils passèrent devant le cimetière arabe où étaient célébrées les funérailles d'un enfant arabe, le fils du policier Mahmoud Zaïat. S'ils étaient restés cloîtrés chez eux, peut-être auraient-ils eu la vie sauve. Face au cortège, ils n'avaient plus aucune chance de pouvoir s'en sortir. Certains furent assassinés à coups de matraque et de hache, Brenner et Shatz furent abattus par des armes à feu. Leurs corps ne furent découverts que dans la soirée. Berl Katznelson faisait partie de ceux qui furent envoyés pour les identifier. Le temps que la police consente à ce que leurs corps soient évacués, un cadavre avait disparu et ne fut jamais retrouvé. Les corps avaient été mutilés. Brenner fut retrouvé couché sur le ventre, à moitié nu. Un témoin oculaire raconta qu'il tenait à la main un morceau de papier taché de sang sur lequel il avait griffonné quelques lignes ²⁰.

Les cadavres furent transportés pour être identifiés à l'entrée du collège juif puis furent enterrés dans une fosse commune. La rue conduisant au cimetière avait été baptisée « rue Trumpeldor ». « Quelle merveilleuse fin ! » s'exclama l'écrivain R. Binyamin qui était l'ami de Brenner. « Quelle belle mort ! » Car selon lui, Brenner n'avait pas cherché à fuir ni n'avait eu peur. S.

Y Agnon écrivit que Brenner « avait purifié sa vie par sa mort et sanctifié sa mort par sa vie ».

Brenner aurait pu tenir des propos semblables sur Trumpeldor. Les deux hommes participaient en effet l'un comme l'autre d'un mythe commun. À l'instar de Trumpeldor, Brenner fut lui aussi adulé de son vivant ; comme lui, il se mua en symbole patriotique et comme lui il fut abattu par des Arabes. D'aucuns prétendirent que les balles qui avaient causé leur mort avaient eu pour objectif d'anéantir le sionisme. Sur leur pierre tombale on pouvait lire : « Ceci est la tombe de frères aux âmes saintes et pures [...] Le peuple d'Israël vaincra par leur sang versé et sera sanctifié par leur sainteté 67 ²¹. » À l'image de la mort de Trumpeldor, le meurtre de Brenner se transfigura en épopée nationale, permettant ainsi d'étouffer une forte culpabilité : Brenner comme Trumpeldor auraient pu être sauvés 68 ²

La tension dura plusieurs jours encore à Jaffa. Elle s'étendit aux agglomérations voisines, Petah Tiqvah, Hadérah, Réhovot et Kfar Sabba. Samuel ordonna que l'aviation bombarde les émeutiers arabes. Il y eut quatre-vingt-quinze tués, dont quarante-sept Juifs et quarante-huit Arabes, cent quarante-six Juifs blessés et soixante-treize Arabes ²³. Ce fut en effet une véritable guerre, comme le déclara Samuel à Sokolov. Cela conduisit à considérer la situation différemment.

6. Quelques jours après les violents incidents de Jaffa, le comité de Tel-Aviv eut à se prononcer sur le maintien d'un ouvrier dans ses fonctions, désigné dans le protocole comme on pouvait s'y attendre par son seul prénom : Mohammed. Il s'agissait, en réalité, de l'avenir des relations entre Juifs et Arabes en Palestine. Des réacteurs avaient été sabotés et les soupçons s'étaient portés sur Mohammed. Aussi fut-il envisagé de le licencier, mais la majorité des membres proposa de surseoir à cette décision et de la reporter à deux ou trois semaines. Pendant ce temps, Mohammed ne travaillerait pas mais percevrait tout de même son salaire. Dix jours plus tard, le sujet fut à nouveau évoqué. Le comité aurait préféré que Mohammed reste à Jaffa, mais il craignait de l'expulser « de peur de la mauvaise impression que cela ferait sur l'opinion ». On décida de lui donner un autre emploi, loin des réacteurs ²⁴. Entre le premier et le second débat, Tel-Aviv avait cessé d'être un quartier de Jaffa : le haut-commissaire l'avait doté d'un statut de conseil municipal indépendant. C'était la plus grande victoire sioniste depuis San Remo, la pierre angulaire de l'autonomie juive en Palestine et l'officialisation de la séparation entre Juifs et Arabes.

Tel-Aviv fut fondée par des Juifs qui ne voulaient plus vivre parmi les Arabes ; cela ne relevait ni d'une volonté politique ni d'une nécessité sécuritaire : les fondateurs de Tel-Aviv aspiraient à un mode de vie européen. « Après mon mariage en 1888, écrivit Rahel Danin, mon père nous avait loué un appartement à Jaffa, non loin de la route qui mène au port, près du marché arabe. L'endroit était pollué par la fumée des maisons arabes et particulièrement celle des établissements de bain. Les maisons arabes étaient contiguës à la nôtre et cette promiscuité commença à nous peser le jour où naquit mon fils aîné, Moshe. La pollution, les insultes, l'influence néfaste des enfants arabes, tout cela était nuisible à l'éducation d'un enfant. [...] Nous aussi, les adultes, nous sentions isolés dans cet environnement étranger, sans aucune vie culturelle, où les Juifs se trouvaient disséminés en différents endroits de la ville. Cette existence difficile fit naître chez mon mari l'idée de créer un quartier éloigné des Arabes, différent, moderne, dont les maisons ne seraient pas les unes sur les autres comme dans une caserne [...]. Il se prit à imaginer que chaque habitant posséderait un jardin, des fleurs, des poules ; en somme une ville fleurie. »

Dans la maison de ses parents, se souvint plus tard Ezra Danin, il y avait cinq chambres lumineuses et aérées. « De grandes salles de bain spacieuses étaient quelque chose de tout à fait inhabituel pour l'époque. Comment décrire la joie des enfants lorsqu'ils virent des robinets alors [qu'à Jaffa] ils devaient attendre qu'Abou Khalil ou Abou Hasan apporte de l'eau dans de grandes outres nauséabondes. Parfois nous devions attendre une journée entière qu'Abou Khalil consente à nous apporter cette eau si rare. [À Tel-Aviv⁷], les enfants couraient tout le temps ouvrir le robinet et s'exclamaient ravis : l'eau coule sans... Abou Khalil [...] 25. »

Après les événements du 1^{er} mai, des milliers d'habitants juifs de Jaffa s'étaient réfugiés à Tel-Aviv. Ils étaient logés dans des campements au bord de la mer. La tension invitait à la prudence. Tel-Aviv dépendait encore de Jaffa. La majeure partie de ses habitants y travaillait. Le ravitaillement et les différents services provenaient de Jaffa. Un marchand de légumes arabe exhibait un papier confirmant que pendant les incidents de Jaffa il avait sauvé des Juifs. Aussi les habitants de Tel-Aviv devaient-ils « l'aborder avec courtoisie » et quiconque s'en prendrait à lui serait sévèrement puni. La maison d'un autre Arabe fut endommagée par ses voisins parce qu'il avait abrité des Juifs persécutés. Les habitants de Tel-Aviv organisèrent une collecte en sa faveur, « pour que l'on ne croit pas que nous ne soutenons pas ceux qui sont bons avec les Juifs ». Dizengoff s'efforça de maintenir des relations normales avec les dirigeants de la communauté arabe de Jaffa. Lors

d'une rencontre solennelle organisée chez Segal, un restaurant de Tel-Aviv, un an après les émeutes de mai, Dizengoff souhaita la bienvenue à son hôte en usant d'une véritable formule sioniste : « Jaffa et Tel-Aviv seront bientôt de belles villes européennes. »

Le désir d'autonomie citadine avait précédé les événements du 1^{er} mai, de même que la décision de confier le Mandat sur la Palestine à la Grande-Bretagne avait précédé les événements de Nabi Moussa. Mais tout comme les émeutes de Jérusalem avaient influencé les hommes d'État en présence à San Remo, celles de Jaffa influèrent sur la définition du statut autonome de Tel-Aviv ²⁶.

La revue *Kountres* dans laquelle écrivait Brenner, avait réagi aux événements de Jaffa dans un article au titre évocateur : « Barricadons-nous ». Il disait en substance : nous voulions la paix ; toi, frère criminel, tu as repoussé la main qui t'était tendue. Aussi n'avons-nous pas eu le choix. Nous avons incendié derrière nous tous les ponts. Nous ne reculerons devant rien. Au contraire : nous allons redoubler d'énergie. Nous n'oublierons pas ce que tu nous as fait. Les membres du Yishouv étaient décrits dans *Kountres* comme « les fils d'Israël », « nous », première personne du pluriel, opposé à l'« Arabe », troisième personne du singulier. L'article développait également la thèse selon laquelle la terre de Palestine ne pouvait être acquise que par le travail et par le sang. Les hommes qui avaient été tués étaient qualifiés de « saints ». L'article intentionnellement était écrit au passé, voulant donner le sentiment que les événements du 1^{er} mai avaient marqué la fin de la période de crédulité.

Des incidents de Jaffa, l'auteur retenait que les Juifs ne pouvaient compter que sur eux-mêmes affirmant, dans l'esprit de Brenner : « Tant que nous serons en vie, nous serons heureux ne serait-ce que d'avoir la possibilité de verser notre sang pour la patrie juive, de nous enrôler nous et nos fils dans une armée juive ²⁷. »

À cette époque, des informations parvenaient sur la persécution des Juifs d'Ukraine. Selon diverses estimations, soixante-quinze à deux cent mille Juifs avaient été assassinés. Les journaux se firent l'écho du massacre. Ils décrivirent les victimes comme « un troupeau mené à l'abattoir ». Le rabbinat appela à un jour chômé et de deuil national. Une collecte fut organisée en faveur des victimes. Cent cinquante orphelins arrivèrent en Palestine. L'initiateur de ce projet était Israël Belkind, un éducateur qui avait été à la tête du premier groupe d'émigrants du *Bilou*, vers 1880. En 1903, il avait fondé une école agricole pour les enfants orphelins de Kichinev. Comme pour

ces derniers, le fait de faire venir les enfants d'Ukraine fut l'objet de nombreuses controverses. La question était de savoir qui financerait leur prise en charge et quelle éducation ils devraient recevoir.

Comparé à l'ampleur de la tragédie, il s'agissait d'un geste symbolique et non d'une opération de sauvetage, mais comme l'écrivit Ahad Ha Am, l'idée elle-même de sauver les enfants de Kichinev « était une idée formidable » ! C'était une idée sioniste : l'État juif de Palestine devenait un refuge pour les Juifs persécutés dans d'autres pays. Max Nordau, l'un des premiers à avoir soutenu Herzl, proposa l'immigration immédiate sur quelques mois de six cent mille personnes, sans prendre en compte la capacité d'intégration économique du pays ²⁸.

Mais les incidents de Jérusalem et de Jaffa firent ressortir à quel point le Yishouv était dépendant de la Diaspora. *Ha'Aretz* adressa un appel vibrant : « Ne nous abandonnez pas sur le front. Venez en masse. Que les meilleurs d'entre vous nous rejoignent pour renforcer notre position, et pour participer au travail et à la défense du pays ! » C'était l'appel d'une communauté aux abois. Le comité national demanda aux Juifs de Diaspora de faire des dons en faveur des Juifs de Palestine. C'était encore une nouvelle étape dans l'évolution de l'idéologie sioniste. La Palestine, qui avait été à l'origine un moyen de sauver le peuple juif, se transformait peu à peu en véritable enjeu national : « Notre espoir réside dans l'émigration, notre seule force est le flux ininterrompu d'hommes et de moyens vers la Palestine », écrivait l'un des journalistes de *Ha'Aretz*. Des politiciens de Palestine, dont Ben Gourion et Berl Katznelson continuaient à vilipender la Diaspora et à stigmatiser les carences de la politique de Chaïm Weizmann ²⁹.

Il n'y avait aucune preuve que les émeutes aient été préméditées ; les leaders de la communauté arabe et leurs portes paroles, avec à leur tête Moussa Kasem Al Hussein, les avaient fermement condamnées. Quant à Hadj Al Hussein, il avait franchi le Rubicon : il commençait à frayer avec des jeunes gens prônant le terrorisme contre le sionisme. Sa nomination, obtenue grâce à l'intervention des Britanniques, n'avait pas changé son point de vue ; il devait désormais se tourner entièrement vers la politique, en empêchant par tous les moyens qu'il y ait à nouveau des flambées de violence ³⁰. Les Arabes firent part de leurs doléances dans une lettre adressée à la Société des nations. Ces mêmes positions furent défendues jusqu'à la fin du Mandat britannique : ils exigeaient l'indépendance et la démocratie. Parmi les Arabes de Palestine, se trouvaient des centaines de jeunes gens frais émoulus de l'université dont des ingénieurs, des architectes, des médecins, des avocats et des professeurs.

De nombreux Arabes occupaient des postes de responsabilité dans l'appareil administratif d'autres pays. Cela était, selon eux, suffisant pour établir un régime parlementaire stable conformément au principe d'autodétermination énoncé par Woodrow Wilson, président des États-Unis ³¹.

À l'époque, Khalil Al Sakakini séjournait au Caire où il dirigeait une école. Il passait le plus clair de son temps au café à fumer et à songer aux mutations de la société arabe, partagée entre la tradition et la modernité, et à réfléchir au sens de l'appartenance levantine. « La ville européenne s'est liée à l'homme oriental avant qu'elle ne croise le destin de la femme orientale. Aussi l'homme se trouve-t-il aux prises avec deux éléments : à l'extérieur la ville européenne et à l'intérieur la femme. Il semble, écrivit-il, que l'influence de la femme soit supérieure à celle de la ville ³². »

7. La commission mandatée par Samuel pour enquêter sur les événements de Jaffa continuait pendant ce temps son travail. Ses conclusions furent plus avisées que celles de la commission chargée d'enquêter sur les incidents de Nabi Moussa. Elle était dirigée par sir Thomas Haycraft, président de la Haute Cour de Justice, dont un des membres était Harry Luke, le conseiller de Storrs. Les questions furent pratiquement les mêmes : les émeutes avaient-elles été préméditées ? La commission établit que non. S'agissait-il d'un pogrom antisémite ? Là encore la réponse fut négative : les émeutiers ne haïssaient pas les Juifs, ils s'opposaient au sionisme. Les autorités avaient-elles tout fait pour réprimer les émeutes ? Elle répondit cette fois-ci affirmativement, mais reconnut du bout des lèvres que des policiers avaient participé aux émeutes et au pillage. La corruption et le manque d'efficacité de la police s'expliquaient en partie par le niveau des salaires. La majorité était arabe ; la plupart des Juifs n'étaient pas prêts à servir dans de telles conditions.

Contrairement à celle qui avait enquêté l'année précédente sur les incidents de Nabi Moussa à Jérusalem, la commission Haycraft ne s'appesantit pas sur les prémices du drame. Elle accusait les Arabes mais manifestait néanmoins une certaine compréhension quant à leurs véritables motivations : le sionisme les effrayait et les sionistes n'avaient rien fait pour calmer leur inquiétude. La commission énonça un principe quasi anthropologique : les Arabes sont trop dociles bien qu'ils aient une certaine propension à la violence. Les Juifs quant à eux le sont moins, aussi sont-ils moins enclins à la violence.

Le rapport de la commission irrita les Juifs d'Angleterre. Le *Jewish Chronicle* adopta une position sioniste de circonstance : « Essayez d'imaginer

que les animaux sauvages du parc zoologique sortent de leur cage et tuent quelques-uns des visiteurs, et que la commission chargée d'enquêter sur les circonstances établisse que la raison du drame est que les animaux n'aimaient pas leurs victimes. Comme s'il ne relevait pas du devoir de la direction du zoo de garder les animaux dans leurs cages et de s'assurer qu'elles sont bien fermées. »

Ce rapport provoqua également l'ire des porte-parole du Yishouv. Quelques jours avant sa publication, le 2 novembre, jour anniversaire de la déclaration Balfour, des voyous arabes firent irruption dans le quartier juif de la vieille ville de Jérusalem. Cinq Juifs et trois Arabes furent tués ³³.

Les leaders du Yishouv et leurs porte-parole réclamaient l'éviction de Ronald Storrs. « Partez ! » écrivit *Ha'Aretz*, réitérant son appel jour après jour pendant quelque temps. « La gestion administrative de Storrs pêche par son romantisme et son amateurisme », déclarait le journal. « Doit-on regarder couler le sang juif comme si c'était un jeu, à la manière dont les Romains s'adonnaient aux jeux du cirque ? » demandait-il ³⁴. C'était juste non pas parce que Storrs avait monté les Arabes contre les Juifs, mais parce que, par orgueil, il avait cru que son influence personnelle suffirait à les freiner. Il avait mis en garde les dignitaires de la communauté arabe. Lorsque les émeutes malgré tout éclatèrent, il fut profondément vexé. Les leaders du Yishouv retournèrent le couteau dans la plaie : David Ben Gourion le décrivit comme « l'un des hauts responsables forcément coupables, aux mains pleines de sang », affirmant que sa présence même en Palestine menaçait la vie du Yishouv. Les Arabes assassinent les Juifs car c'est dans leur nature, expliquait-il, mais un pogrom, à savoir le meurtre de Juifs sous la protection des autorités, aurait pu être empêché. Il est un fait que les Turcs eux, savaient contenir les Arabes ³⁶.

Storrs se renferma dans son sarcasme altier. Il se demanda plus tard comment l'agression des Juifs ne l'avait pas rendu antisémite. Lors du procès qu'il choisit de ne pas évoquer dans ses mémoires, il écrivit :

« Jamais il n'y eut de pogrom plus cruel contre un goy ³⁸. » Il continua de considérer la Palestine comme un animal de compagnie colonial et docile mais dont il fallait toutefois se méfier, au risque de se fâcher avec ses voisins.

Plusieurs des villages dont les habitants avaient participé aux émeutes furent condamnés à de lourdes amendes. Des personnes, impliquées davantage, furent traduites en justice : l'une écopa de quinze ans de prison, un adolescent fut condamné à être fouetté. Lorsque trois Juifs, dont un policier, furent reconnus coupables de complicité de meurtre à l'égard de plusieurs

Arabes, une forte protestation s'éleva au sein de l'opinion juive : « Il y a des juges en Angleterre, écrivit Joseph Klausner, qui ne s'occupent de rien d'autre si ce n'est du respect de la justice et de la vérité ; mais en Palestine, pays des prophètes, de vérité et d'équité, où sont la vérité et la justice. » Les conséquences, prévenait Klausner, seraient dramatiques : « Les fondements de l'univers s'effondrent dès l'instant où la justice chancelle. » La Haute Cour acquitta par la suite les accusés au motif qu'ils avaient agi en état de légitime défense, mais la confiance entre l'opinion juive et les autorités était ébranlée. Quelques mois plus tard, trois personnes, accusées du meurtre de Brenner, furent traduites en justice, mais, dans le doute, furent acquittées ³⁷.

L'officier de police Toufiq Bey Al Saïd avait démissionné de la police de Jaffa. Un jour, alors qu'il marchait dans la rue, quelqu'un derrière lui l'apostropha. Lorsqu'il se retourna, une balle l'atteignit en pleine tête ; Saïd fut tué sur le coup. Un journal arabe prétendit qu'il avait été assassiné en représailles, suite à sa participation à l'attaque de l'hôpital, en mai 1921. Un journal juif répondit qu'il s'agissait d'une calomnie répugnante et que les Juifs n'avaient pas pour habitude de se venger par le sang. Ce n'était pas tout à fait exact : Ha Shomer, organisation juive d'autodéfense, en activité en Galilée avant le premier conflit mondial, avait coutume de venger ses hommes.

Un certain David Bar fut accusé du meurtre de Saïd, mais fut finalement acquitté ³⁸. Le véritable meurtrier ne fut jamais arrêté. C'était Yerahmiel « Luka » Lukacher, personnage légendaire de Galilée : il semble bien qu'il ait agi sous l'impulsion des anciens de Ha Shomer, pour venger le meurtre de Brenner. Il était originaire de Russie. Ses camarades se souvinrent de lui comme d'un homme ayant fière allure, plein de charme, pionnier, aventurier, brigand romantique et espion communiste. David Ben Gourion fit un jour allusion au fait qu'il aurait pu lui aussi être assassiné par Lukacher. Peu après, ce dernier retourna en URSS et ne fit plus parler de lui ³⁹.

8. Au début du mois de juin 1921, Samuel fit une allocution en l'honneur de l'anniversaire du roi et insista sur l'engagement de la Grande-Bretagne à respecter la deuxième partie de la déclaration Balfour : l'établissement du foyer national juif ne porterait nullement atteinte aux Arabes. L'émigration ne serait favorisée que dans la mesure où elle n'étoufferait pas l'économie du pays. Il n'y avait rien dans ses propos qui ne fut totalement conforme à la politique officielle de son gouvernement, mais ses auditeurs furent contrariés de voir comment il essayait de se concilier les Arabes à la barbe des Juifs.

David Eder qui était présent fut bouleversé : « J'avais le mot "traître" sur le bout des lèvres », écrivit-il à ses pairs ⁴⁰.

David Eder, partisan d'un rapprochement avec les Arabes, s'opposait à ce que les deux populations fussent séparées, comme à Tel-Aviv et Jaffa. Il n'excluait pas la possibilité que l'État juif fasse partie d'une fédération régionale englobant d'autres pays arabes. Toutefois cet homme modéré avait été échaudé par les échauffourées de Jaffa. Le terrorisme avait ainsi atteint son but et avait ébranlé les dispositions et la bonne volonté de ceux qui appréhendaient les choses rationnellement. Après les émeutes de Jaffa, Eder réagit en suggérant d'annuler le Mandat sur la Palestine. Mieux valait laisser les Juifs en découdre avec les Arabes par leurs propres moyens, écrivit-il, estimant qu'il y avait en Palestine des dizaines de milliers de Juifs capables de se servir d'une arme, trois mille au moins avaient déjà servi dans une armée. Lors de sa parution devant la commission chargée d'enquêter sur les émeutes de Jaffa, Eder déclara que les Arabes ne respectaient que la force et que c'est ainsi qu'ils avaient été dressés par leurs dirigeants. Tant qu'ils auraient l'impression que la justice ne se trouvait que du côté des Juifs, ils continueraient de les prendre pour cible en perpétrant meurtres et pillages ⁴¹.

À son retour du mont des Oliviers, Eder, en proie à une forte agitation, prit la décision de télégraphier à Weizmann pour lui demander de faire le nécessaire afin d'écarter Samuel. C'était le soir du shabbat.

Eder téléphona à Samuel qui l'invita à se rendre chez lui ; il semble qu'il parvint à le convaincre que son éviction serait davantage préjudiciable aux sionistes qu'elle ne les servirait. Eder se satisfit de la proposition de boycotter les manifestations officielles auxquelles participerait le commissaire ⁴². C'était la confrontation de deux Juifs sionistes anglais. S'il avait hésité, parce qu'il était juif, à accepter le poste de commissaire, c'est parce que Samuel craignait que les Arabes ne le prennent pour un agent sioniste. Aujourd'hui, c'étaient les Juifs qui le considéraient comme un agent arabe : « Jusqu'à hier encore, il apparaissait à leurs yeux comme le Messie, aujourd'hui on le qualifiait de traître », écrivit Ruppin dans son journal.

Ruppin, libéral allemand, lui aussi à l'origine de la création de Tel-Aviv, pouvait s'identifier à Samuel. Il aurait mieux valu qu'il réprimât les Arabes par la force, écrivit-il, mais parce qu'il était libéral, « européen et intègre », il n'en était pas capable. « Je me sens, de ce point de vue, des affinités avec lui », écrivait-il encore en décidant de quitter ses fonctions au sein du mouvement si la réalisation du projet sioniste nécessitait de faire appel aux armes. Samuel aussi devrait alors partir, estimait Ruppin : « C'est une lourde

tâche pour un Juif. » Cela avait aussi des incidences sur la mission des leaders du Yishouv : « Il est sioniste, fit-il remarquer, et nous ne pouvons nous plaindre de ce qu'il a fait. » Contrairement à leurs intentions, ils ne pouvaient le menacer de lui réclamer sa démission, car Samuel les avait pris de court en menaçant de le faire lui-même ⁴³. Ils ne voulaient pas le voir partir mais nourrissaient à son égard une rancune tenace.

Itshak Ben Zvi et les membres du comité national envoyèrent à Samuel des lettres empreintes d'une forte émotion dans lesquelles ils faisaient part de l'humiliation de tout un peuple : en tant que juif, Samuel devait avant tout être « l'un des nôtres ». Mais il représentait l'Empire britannique et, à ce titre, était également responsable de la population arabe qu'il n'avait aucunement l'intention de sacrifier. Aussi se sentaient-ils trahis ou du moins feignaient-ils de l'être ⁴⁴. Il n'était jamais possible de savoir véritablement quand les leaders du Yishouv exprimaient une réelle détresse ou quand leur amertume n'était que pure tactique.

Chaïm Weizmann, prudent, malin et particulièrement aguerri, développa cette duplicité en art politique. Le pessimisme qu'il affichait parfois était savamment calculé ⁴⁵. « Le malheur est, bien sûr, que Samuel soit si timoré », écrivit Weizmann de nouveau à sa femme. Il lui en voulait particulièrement d'avoir décidé de remettre des centaines de milliers de Dounam de terres du gouvernement dans la vallée de Beït Shéan aux mains d'une tribu de bédouins ⁴⁶. L'un de ses conseillers, écrivit Weizmann à Ahad Ha Am, était revenu de Palestine en racontant « de nombreuses histoires sur l'incompétence de notre héros ⁴⁷ ». Frederick Kisch prétendit que Samuel était trop intègre : il avait adopté, se plaignit-il, une politique d'équité totale au lieu de favoriser son peuple. Son but était de construire la Palestine comme un domaine colonial dans lequel il y aurait une population d'indigènes juifs et arabes ⁴⁶.

Dans les lettres que Weizmann envoyait à Samuel il lui manifestait toujours une grande estime, allant même jusqu'à compatir à ce qui s'était passé et proposant son aide non sans une certaine flagornerie. « Nous devons nous rendre compte à quel point sa situation est difficile et le soutenir le mieux possible, écrivit-il à David Eder. Plus il sera harcelé, plus nos ennemis de l'intérieur comme de l'extérieur auront les coudées franches. C'est une véritable épreuve. Nous devons faire preuve de patience et de persévérance ⁴⁹. » Tout porte à croire que « nos ennemis de l'intérieur » désignaient ici David Ben Gourion et Zeev Jabotinsky : « J'ai clairement senti aujourd'hui le mal que nous causait le "commissaire juif" par ses craintes et sa pusillanimité », écrivit Ben Gourion à ses camarades ⁵⁰.

Jabotinsky continua, comme à son habitude, d'adresser des lettres historiques transmises à Winston Churchill par l'un des conseillers, prouvant ainsi au ministre à quel point il était fou ⁵¹. Comme à l'époque du comité des délégués, la propension à stigmatiser la « trahison » des Britanniques continuait d'être considérée comme une preuve de fidélité patriotique. Weizmann, qui passait d'un extrême à l'autre, demanda au congrès sioniste d'être compréhensif à l'égard de Samuel ⁵². Il s'interrogeait bien sûr sur l'opportunité de provoquer l'éviction de Samuel, mais décida finalement qu'il était préférable de le laisser à son poste. « Respectez-le tout en vous méfiant de lui » déclara-t-il. ⁵³

Herbert Samuel ne trahit point. Son implication tant politique qu'affective en faveur du foyer national ne se démentit pas. Son discours pour l'anniversaire du roi fut analysé plus tard comme l'expression d'un « bouleversement » dans sa conception politique. D'aucuns prétendirent que cette nouvelle orientation était due non seulement aux événements de Jaffa mais aussi à l'appartenance juive de Samuel : il savait frayer avec les nationalistes arabes, mais quant à sa propre judéité, il ne savait comment se dépêtrer du nationalisme politique juif ⁵⁴. Cela n'était pas vrai : Samuel était et resta toujours foncièrement sioniste. Il avait toujours cru, et continua de le croire jusqu'à la fin de sa vie, que le sionisme se réaliserait par étape. Déjà en 1917 son fils Edwin, arrivé avant lui en Palestine, lui écrivait dans cet état d'esprit : « Il faut agir lentement. Nous n'avons rien à perdre en peuplant la Palestine progressivement. Trop de précipitation, au contraire, ruinerait tous nos efforts. » Ce fut la position adoptée par Samuel pendant des années et qui justement aida le mouvement sioniste à faire progresser ses intérêts ; c'est ce qu'il écrivit au Premier ministre Lloyd George la veille de son arrivée en Palestine. C'était aussi l'opinion de Chaïm Weizmann. Samuel s'impliqua autant que lui dans l'entreprise sioniste.

Il était conscient du poids grandissant de la peur que s'inspiraient mutuellement Juifs et Arabes. Il savait aussi que de part et d'autre certains l'attisaient volontairement. Aussi pensait-il que les sionistes devaient se maîtriser et s'abstenir de tout geste symbolique superflu susceptible de donner l'occasion aux Arabes de sortir de leur réserve. Il agissait à l'encontre des Arabes comme s'il s'était agi déjà d'une minorité qu'il fallait protéger. En tant que juif et anglais libéral, il aurait eu honte de constater que l'établissement d'un État juif pouvait causer du tort aux Arabes, écrivit-il, craignant que la seule chose que les Juifs aient retenue de milliers d'années d'oppression soit la façon d'opprimer d'autres peuples. Il n'y aurait pas pire que cela.

Toutefois, lorsqu'il parlait des droits des Arabes de Palestine, il faisait uniquement référence à leur bien-être économique, religieux et culturel. Il ne les considérait pas comme un peuple à part entière et pensait sincèrement qu'il y avait des intérêts communs entre la Grande-Bretagne et les sionistes⁵⁵. C'était la position fondamentale affichée par le gouvernement. Aussi Samuel n'avait-il pas à se débattre entre des croyances contradictoires.

Les émeutes de Jaffa lui firent comprendre que sa tâche était plus difficile qu'il ne l'avait pensé. Le calme qui avait précédé sa venue l'avait induit en erreur. Les émeutes l'avaient pris par surprise. Il n'avait pas eu auparavant clairement conscience qu'il s'agissait d'une guerre entre deux peuples. Mais, comme put l'écrire Ruppin, Samuel n'était pas suffisamment « libéral ». Son opposition à réprimer durement les Arabes provenait d'un froid calcul : cela ne ferait que renforcer la violence, ce qui porterait préjudice aux intérêts sionistes, expliqua-t-il à Sokolov⁵⁶.

Selon Samuel on ne pouvait faire avancer le projet sioniste en agitant les baïonnettes de l'armée britannique. L'opinion britannique s'y opposerait. La tension entre Juifs et Arabes en Palestine ne pouvait que donner lieu à des réactions hostiles au Parlement. Le sionisme ne pouvait se le permettre. Plusieurs journaux affichaient en effet un penchant de plus en plus prononcé pour les Arabes. La présence britannique en Palestine menaçait aussi de coûter trop cher⁵⁷. Le maréchal H.H. Wilson, sorte de Don Quichotte avant la lettre, continuait pendant ce temps à rédiger des missives qui disaient en substance que le roi était tout nu. Wilson écrivait que Churchill avait l'intention de régner en Palestine comme il avait tenté de le faire en Irak : grâce à des missiles, à des avions de combat et à des Juifs. Il pensait qu'il ne fallait pas régner ainsi sur des peuples étrangers, particulièrement des Noirs, mais que si l'on ajoutait en plus des Arabes on obtiendrait « un surprenant cocktail » qui compliquerait encore davantage les choses. Toutefois Wilson avait aussi en horreur le penchant des politiciens à fuir leurs responsabilités en octroyant l'autonomie à de petits peuples incapables de se gouverner eux-mêmes et qui toujours finissent par tomber entre les mains de milieux extrémistes : aussi ne comprit-il jamais, comme il l'écrivit au général Congreve, ce que les Britanniques pouvaient bien faire en Palestine⁵⁸.

Entre temps Weizmann réussit à mettre la main sur un document émanant de l'état-major de Congreve dans lequel il était stipulé que, comme en Irlande, l'armée ne pouvait pas ne pas prendre position en faveur de telle ou telle partie et qu'en l'occurrence, il était clair qu'en Palestine sa sympathie allait aux Arabes. Le gouvernement de Grande-Bretagne n'accepterait pas que

la Palestine soit pour les Juifs ce que la Grande-Bretagne était pour les Anglais, était-il spécifié. Weizmann l'expédia à Balfour et au Premier ministre Lloyd George. « Le ministère des Colonies s'est insurgé que ce document ait pu se retrouver encre mes mains, écrivit-il. J'ai répondu que je m'obstinerai dans cette affaire, jusqu'à ce que le gouvernement décide de chasser de tels fonctionnaires ou d'annuler le Mandat [...] ⁵⁹. » Churchill et Samuel reconnurent que la plupart des fonctionnaires n'étaient pas de fervents partisans du sionisme. « La politique fondée sur la déclaration Balfour n'est pas équitable », affirma l'un d'eux, Charles Robert Ashbee, citant les propos de George Adam Smith dans son ouvrage sur la géographie et l'histoire de la Terre sainte : « La Palestine [...] est le pays où se côtoient différentes tribus. L'idée qu'elle puisse un jour n'appartenir qu'à une seule nation, même s'il s'agit des Juifs, est contraire à la nature mais aussi aux saintes Écritures ⁶⁰. »

Tout cela semblait démontrer que la collaboration entre sionistes et Britanniques battait de l'aile. En réalité, elle ne faisait que se renforcer. Le mardi 22 juillet 1921, Weizmann se rendit chez Arthur James Balfour. À sa demande, ce dernier avait également convié le Premier ministre David Lloyd George ainsi que le ministre des Colonies, Winston Churchill ⁶¹. Le secrétaire du gouvernement et un fonctionnaire du ministère des Colonies étaient aussi présents. On peut douter qu'à travers tout l'Empire britannique d'autres dirigeants nationaux aient pu organiser une telle rencontre. Weizmann mena les débats. Lloyd George et Balfour sortirent de leur réserve pour le satisfaire. Churchill parla peu, mais finalement se conduisit convenablement, faisant montre d'une certaine docilité. Ce fut un entretien étonnant.

Weizmann fit état tout d'abord d'un différend qu'il avait eu avec les dirigeants de la communauté juive américaine. Il avait eu le dernier mot. Lloyd George le félicita. Balfour suggéra qu'il transmette au Premier ministre une enquête sur la situation du mouvement sioniste. Weizmann se plaignit de la situation en Palestine où les tensions freinaient son action au sein du mouvement. Il fit part d'un certain nombre de récriminations à l'encontre de Samuel. Son allocution en l'honneur de l'anniversaire du roi contredisait la déclaration Balfour, semblant signifier que les Juifs ne réussiraient jamais à instaurer une majorité en Palestine. Churchill n'était pas d'accord avec cette interprétation. Lloyd George et Balfour convinrent qu'il s'agissait « d'un débat inopportun ». La déclaration Balfour avait toujours, selon eux, fixé comme objectif la création d'un État juif.

C'était plus qu'ils n'en avaient jamais dit. Churchill était abasourdi.

Selon lui, neuf fonctionnaires sur dix étaient opposés à la déclaration Balfour, tout comme de nombreux Juifs. Il déclara qu'il fallait établir en Palestine un gouvernement représentatif. Weizmann y était opposé, car les Juifs n'étaient pas encore majoritaires. Lloyd George s'adressa alors à Churchill : « Vous n'avez pas le droit d'établir un gouvernement représentatif en Palestine. » Churchill répondit qu'il revenait au cabinet de débattre de ce sujet.

Weizmann prétendit que la suspension de l'immigration encourageait la violence des Arabes. La situation était si précaire qu'il avait fallu faire passer clandestinement des fusils en Palestine, sans son autorisation, bien évidemment, ajouta-t-il prudemment. Churchill répondit : « Cela nous est égal que vous agissiez ainsi, pourvu que vous n'en parliez pas. » Weizmann, comme s'il avait du mal à en croire ses oreilles, demanda s'il avait bien entendu : le Premier ministre britannique acceptait-il que l'on fasse entrer clandestinement des fusils en Palestine ? Tous acquiescèrent. Weizmann allait bientôt allouer une certaine somme pour acquérir des armes ⁶². Tous reconnurent que l'arrêt de l'immigration n'était que provisoire. Lorsque Churchill demanda combien d'émigrants les sionistes comptaient faire entrer en Palestine, Weizmann ne sut que répondre. Churchill fit remarquer qu'il ne fallait pas envahir le pays d'émigrants besogneux. Tout le monde sur ce point était d'accord. En quelque mois, l'immigration fut à nouveau autorisée.

Ils évoquèrent ensuite différents sujets. Weizmann déclara que c'était une ineptie d'affirmer que la Palestine pesait au contribuable britannique. Lloyd George et Balfour en convinrent tandis que Churchill affichait sa désapprobation. Weizmann évoqua « l'erreur absurde » qui consistait à affirmer qu'ils volaient le pain des Arabes. Lloyd George éclata de rire. Il demanda combien d'argent les sionistes avaient déjà investi en Palestine. Weizmann n'écrivit pas ce qu'il répondit alors au Premier ministre, mais souligna que Lloyd George avait été « passablement interloqué ». Churchill parla de Moussa Kasem Al Hussein qui devait venir le voir à la tête d'une délégation arabe. Churchill souhaitait que les sionistes arrivent à un accord avec les Arabes. Weizmann déclara qu'il ne pouvait rien proposer aux Arabes avant de connaître la position du gouvernement. « Pour parler franchement, dit alors Lloyd George, vous voulez savoir si nous avons l'intention de tenir nos engagements ? » Weizmann répondit par l'affirmative, conforté par Balfour qui opinait du chef. « Vous devez faire encore beaucoup de propagande », répondit Lloyd George, en ajoutant que Samuel était « faible et timoré ».

Le Premier ministre se leva pour prendre congé. Balfour reviendra à l'occasion sur l'une de ses allocutions pro-sionistes, ajouta-t-il encore, s'exclamant soudain sur le pas de la porte : « Vous devez acheter les Arabes ! » Weizmann, à nouveau excessivement prudent, répondit que c'était immoral, mais ajouta, avec une sécheresse toute britannique qu'il avait su acquérir si laborieusement avec les années, que la corruption aussi avait cessé d'être un moyen efficace car la politique britannique entraînait une augmentation du coût des Arabes. Deux ans plus tôt, il aurait été capable d'acquérir le statut d'un dirigeant nationaliste arabe.

Balfour raccompagna le Premier ministre jusqu'à sa voiture. Il vous soutient et vous témoigne toute son estime, dit-il à Weizmann, en lui demandant s'il pouvait faire autre chose pour lui. Weizmann voulait faire démettre de ses fonctions Congreve, qu'il qualifiait de véritable ennemi. Churchill acquiesça à sa demande ⁶³. Il suggéra au gouvernement une série d'initiatives destinées à renforcer le Yishouv : écarter de l'administration les fonctionnaires opposés à la politique sioniste, sanctionner les villages dont les habitants avaient porté préjudice aux fermes agricoles juives, renforcer ces dernières, octroyer aux Juifs des droits économiques et les impliquer davantage dans le choix des émigrants.

Le maréchal H.H. Wilson écrivit qu'une seule chose pouvait expliquer cela et dans une large mesure il n'avait pas tort : les *Méilim* voulaient se garantir l'amitié des Juifs qui régnaient sur les marchés financiers de Chicago, Washington, Londres, Paris, Berlin et Moscou ⁶⁴.

9. Le mouvement sioniste en Palestine s'était, entre-temps, doté de nouvelles institutions : le comité des délégués s'était transformé en direction sioniste ; la lettre du Mandat préconisait l'émergence d'une « agence juive » : apparemment un organe consultatif, mais dans les faits une sorte de gouvernement juif.

David Eder rentra chez lui et fut remplacé par Frederick Kisch, Juif britannique et patriote. S'il avait été envoyé en Palestine pour se glisser dans l'appareil du pouvoir colonial, il aurait probablement mieux servi son pays. Officier britannique, colonel, il était né en Inde. Son père, dont la famille était originaire de Prague, était directeur des Postes au Bengale. Kisch avait servi dans le génie militaire, et avait été blessé sur le front des Flandres, puis avait été transféré dans l'un des centres du renseignement à Londres. Il travailla à l'élaboration de différents projets diplomatiques. Un jour de juin 1917, son commandant le convoqua et le présenta à Chaïm Weizmann. Celui-ci, sur ordre du gouvernement, s'apprêtait à partir en mission à Gibraltar, pour tenter

de torpiller l'initiative individuelle de paix de Henry Morgenthau, ex-ambassadeur des États-Unis en Turquie. Kisch fut préposé à l'organisation du voyage.

Lorsque Weizmann avait cherché à remplacer Eder, c'est tout naturellement qu'il s'était tourné vers l'establishment britannique. Il prit conseil auprès du lieutenant-général sir George Macdonogh, de l'Intelligence Service. Ce dernier, « ami fidèle du mouvement sioniste », comme le qualifie Weizmann dans ses mémoires, lui recommanda Kisch. Celui-ci voulait rester dans l'armée. Il démissionna avec une profonde tristesse et un sentiment de frustration et d'échec. De l'avis de Weizmann, c'était le choix idéal. Son père était sioniste et Kisch était un officier démobilisé, fort d'une expérience diplomatique et politique. Il avait, entre autres, travaillé avec la délégation britannique pour la conférence de paix de Versailles. C'était un homme austère, précis, réfléchi, autant de qualités que Weizmann prisait chez les Anglais. Il continua de se considérer comme un officier anglais, ce qui facilita grandement ses relations avec les membres de l'administration. Kisch s'habillait comme les Britanniques, parlait et pensait comme eux, les invitait à prendre le thé l'après-midi et jouait avec eux au cricket. En arrivant à Jérusalem, il ne connaissait pas un traître mot d'hébreu.

Weizmann voulut le prévenir : il ne serait pas accepté par les Juifs parce qu'il était trop anglais ; les Anglais quant à eux l'accuseraient de retourner sa veste en jouant les autochtones. Weizmann avait vu juste : Kisch arrivait en général à se faire comprendre des autorités mais fut souvent en désaccord avec eux. Il réussissait en général à s'entendre avec les dirigeants du Yishouv, sans toujours parvenir à se faire comprendre ⁶⁵. C'était un véritable nœud gordien, typiquement juif, fait d'attentes et de croyances déçues et qui rendait plus difficile la tâche des fonctionnaires juifs de l'administration de Samuel comme celle du commissaire lui-même. Au sujet des hauts fonctionnaires juifs, Kisch écrivit : « Ce n'est pas qu'ils soient de mauvais Juifs, ils sont simplement trop juifs. » De Samuel il disait qu'il interdisait que des chiens entrent chez lui pour ne pas irriter ses hôtes musulmans, comme il interdisait le port du tarbouche à ses serviteurs pour ne pas contrarier ses hôtes juifs. Un des membres de l'administration balaya tout cela d'une boutade : il avait adopté un chien qu'il avait surnommé « Tarbouche » ⁶⁶.

À l'instar de Chaïm Weizmann, Kisch eut le sentiment en s'installant à Jérusalem que les Britanniques pouvaient et devaient faire davantage que ce qu'ils avaient fait jusqu'alors pour faire avancer le projet sioniste. Il ne fut jamais satisfait et resta toujours frustré. Mais comme Weizmann, Kisch croyait, naïvement, que le colonialisme britannique avait fondamentalement

besoin du sionisme tout comme le sionisme avait besoin de l'administration britannique.

Les sionistes auraient eu, de toute façon, besoin des Britanniques même s'il n'y avait pas eu d'Arabes en Palestine, écrivit Kisch, car ils ne comprenaient toujours pas comment fonctionnait l'administration publique. Cinquante ans auraient peut-être encore été nécessaires pour qu'ils acquièrent suffisamment d'expérience pour administrer un État indépendant : « Le Mandat, encore le Mandat, rien d'autre que le Mandat », déclara-t-il un jour⁶⁷. Mais à Londres, un haut-fonctionnaire et son subordonné du ministère des Colonies furent mis en disponibilité pour dresser un bilan historique : quel bénéfice les Britanniques avaient-ils tiré de la déclaration Balfour ?

10. C'était peu de temps après le cinquième anniversaire de la déclaration. Dans le bureau de sir John Shackburg, responsable du département des affaires du Proche-Orient au ministère des Colonies, s'achevait une réunion matinale habituelle. Shackburg demanda à l'une des personnes présentes, Sydney Moody, de bien vouloir rester pour un entretien à huis clos. Shackburg, ancien élève d'Eton et du King College de Cambridge, avait travaillé en Inde. Moody, de douze ans son cadet, avait fait ses études à Oxford après avoir été officier du district de Safed. Il avait été envoyé en formation à Londres pour revenir en Palestine travailler au secrétariat du gouvernement. Les deux hommes partageaient un désespoir commun. De mémoire, Moody résuma en quelques mots la situation : espoirs, contraintes, attermoissements, désillusions et traquenards. Les notes prises au cours de cet entretien reflètent un sentiment d'impuissance, d'embarras, de honte et de crainte. Dans les vingt-cinq années qui suivirent, personne n'exprima cela mieux qu'eux.

Shackburg ne voyait aucune finalité ni aucune issue à la situation palestinienne. Il avait tenté d'obtenir un accord entre Juifs et Arabes. Les Arabes étaient amers et les Juifs qui accusaient les fonctionnaires de l'administration britannique d'avoir une attitude anti-juive, insatisfaits. « Nous n'avons pas de chance avec nos clients », déclara Shackburg en s'apitoyant sur son sort.

Il avait l'impression que la Grande-Bretagne allait à l'aveuglette. Il ne voyait qu'une alternative : imposer par la force leur politique sioniste ou y renoncer. La Grande-Bretagne ne pouvait éternellement être prise entre deux feux, faire des concessions, tantôt déshonorantes, tantôt humiliantes, aux uns et aux autres. Cette duplicité politique n'était pas digne du gouvernement britannique et lui portait ombrage. La décision se compliquait encore

désormais car il s'avérait que la Palestine n'était plus considérée comme revêtant un intérêt stratégique. La chambre des lords venait d'affirmer récemment que loin de renforcer l'Empire, elle l'affaiblissait ⁶⁸. Shackburg avait eu écho de propos similaires dans les milieux militaires.

Shackburg devait bientôt siéger au sein d'une commission spéciale chargée d'évaluer l'intérêt stratégique de la Palestine, lequel était loin de faire l'unanimité. Certains des participants faisaient leurs les concepts utilisés lors de la guerre précédente : si les Turcs revenaient en Palestine, ils pourraient menacer le statut de la Grande-Bretagne en Égypte. La Palestine était nécessaire pour protéger l'accès au canal de Suez. Shackburg brandit, comme il avait coutume de le faire, l'argument de « l'intérêt impérialiste » : quiconque perdait la Palestine, perdait le contrôle sur le monde arabe. Les représentants de l'armée de l'air déclarèrent que leur présence en Palestine faciliterait les relations entre l'Égypte, l'Irak et l'Inde. La Palestine refoulerait ses ennemis hors d'Égypte. Les représentants de la marine prétendirent qu'il ne fallait pas compter sur les ports de Palestine et que pour protéger le canal de Suez, il était préférable d'être basé à Chypre.

L'état-major général déclara que la Palestine n'était pas indispensable à la protection du canal : les forces basées en Égypte étaient suffisantes. Au contraire : la nécessité de protéger la Palestine pouvait être préjudiciable à ces forces. La thèse de l'importance de la Palestine comme lien entre l'Égypte et l'Inde fut rejetée avec dédain par le chef de l'état-major : si nous adoptons le principe selon lequel il nous faut repousser l'ennemi hors des territoires de l'Empire, il nous faudra gouverner sur la quasi-totalité du globe. Le principal intérêt d'une présence en Palestine est « moral » et non stratégique. Le ministre de la Guerre concluait : « Même si dans les circonstances actuelles la Palestine ne revêt aucune valeur stratégique, il faut toutefois la conserver », pensant peut-être un jour y découvrir des gisements de pétrole ⁶⁹.

C'était un débat entre les différents corps d'armée sur lequel se greffait la polémique classique opposant militaires et simples civils. Malheureusement, déclara sir John Shackburg, on ne pouvait compter sur les spécialistes militaires : généralement divisés, leur position changeait tous les six mois.

À la même époque, des appels furent lancés dans la presse ainsi qu'au Parlement pour faire évacuer unilatéralement la Palestine. La situation était inextricable, tout cela coûtait trop cher, disaient-ils en substance. C'est dans ce contexte que fut publié en 1923 le livre de l'éditorialiste du *Times*, Philip Graves, dans lequel il développait une thèse politique, militaire et éthique en faveur du maintien en Palestine. Il invoquait comme argument que si la

Grande-Bretagne quittait la Palestine, ce serait alors le règne de l'anarchie : tout le monde combattrait tout le monde. Peu de temps après, une autre grande puissance viendrait envahir le pays. Qu'il s'agisse de la Turquie, de la France, ou même de l'Italie, cela menacerait les intérêts de la Grande-Bretagne en Égypte. Graves évoquait le canal de Suez et le pont aérien entre l'Égypte et l'Inde. La raison politique et stratégique commandait de demeurer en Palestine.

Graves pensait que le pouvoir en Terre sainte, dans le respect des lieux les plus saints au monde pour l'Occident, auréolait la Grande-Bretagne d'un certain prestige et que par conséquent, l'enjeu en valait la peine. Celui qui était prêt à renoncer à la valeur sentimentale du pouvoir en Palestine devait se rappeler que si la Grande-Bretagne décidait d'annuler la déclaration Balfour, elle perdrait alors le soutien des Juifs américains. Il ne fallait pas négliger ce fait, particulièrement face à la forte influence des Irlandais d'Amérique, déclarait Graves. En manquant à la promesse faite aux Juifs, on ne ferait que précipiter nombre d'entre eux dans les bras du communisme. Graves pensait qu'il fallait encourager le sionisme modéré, dans l'esprit d'Ahad Ha Am. On faisait communément la distinction entre « sionistes modérés » sous la direction de Chaïm Weizmann et « sionistes extrémistes » dirigés par Menahem Ussishkin, estimant que les Arabes ne dénonçaient que le sionisme « politique » et accepteraient volontiers de cohabiter avec le sionisme « culturel » ⁷⁰.

Shackburg discuta avec David Eder. « Pourquoi ne nous forceriez-vous pas à arriver à un accord », suggéra le fidèle de Weizmann qui déjà s'apprêtait à rentrer chez lui, notamment à cause des difficultés qu'il avait à s'adapter aux positions et au style d'Ussishkin ⁷¹. Shackburg semblait prêt à accepter sa proposition mais voulait tout d'abord en faire part à Moody. Ils allaient convoquer les Juifs et les Arabes, dit-il, pour leur dire la chose suivante : « Nous avons promis l'indépendance aux Arabes et nous avons promis aux Juifs un foyer national. Vous devez vous asseoir à la même table et fondre les deux promesses en un seul et même accord. Vous avez six mois. Au-delà, toutes nos promesses seront nulles et non avenues et nous exercerons notre pouvoir en Palestine comme bon nous semblera. Ni indépendance, ni foyer national. » « Bien évidemment, ajoutait prudemment Shackburg, il faut qu'il soit bien clair pour vous qu'en cas d'accord, les Britanniques ne partiraient pas de sitôt. Il faudrait tout d'abord s'assurer que l'accord fonctionne. »

Il semble que Shackburg ait songé à une autonomie juive dans le cadre d'un État arabe. Si seulement les Arabes considéraient la chose, essayait-il de se convaincre lui-même, ils arriveraient à la conclusion que cette proposition

ne pourrait que favoriser leur propre indépendance. De leur côté les juifs accepteraient, de peur de perdre la tutelle de la Grande-Bretagne et de rester seuls face aux Arabes. Il se représentait les avantages de ce projet : il n'aurait plus le sentiment que son pays se désavouait. Le pouvoir britannique garantirait le compromis entre les deux parties et la Palestine deviendrait une paisible colonie royale. Il demanda ce qu'il en pensait à Moody, lequel acquiesça. Le compromis suggéré par Shackburg les libérerait en définitive du poids des promesses contradictoires faites aux deux parties.

En prenant note de leur conversation, Moody ajouta, entre parenthèses, des réflexions et des réserves sur les propos tenus par Shackburg. Il s'agissait d'un pays sous-développé faiblement peuplé que seuls les Juifs pouvaient développer pour le bien-être de tous ses citoyens, car ils étaient les seuls à posséder l'argent, la volonté et la main-d'œuvre nécessaires. Hélas, ils n'étaient apparemment pas disposés à le faire en faveur également des Arabes ; toutefois, Moody songea au fonctionnaire juif de son cabinet qui lui disait pourquoi les Britanniques avaient intérêt à aider les Juifs : la Palestine juive s'enfoncera comme un os dans la gorge de l'Empire arabe. Moody, hostile à l'unité arabe, pensait que c'était là une bonne chose.

Moody dit à son supérieur qu'il fallait surtout s'armer de patience en Palestine. La solution allait venir d'elle-même. Celui qui saurait être patient triompherait. Le contribuable britannique continuerait pendant ce temps à financer les dépenses de l'armée, pourtant en nette diminution. Il était d'accord avec la voie prônée par Shackburg mais avec toutefois certaines réserves car sa conscience le tourmentait : oui, les Juifs auraient une certaine autonomie, mais il savait fort bien qu'ils allaient s'accrocher à la déclaration Balfour et considéreraient comme une trahison la proposition de Shackburg.

Il s'installa dans un fauteuil en cuir ; Shackburg lui faisait face, dos à la cheminée. Moody se souvint que son pantalon avait des plis au niveau des genoux. Il demanda à son supérieur quel était son avis : la Grande-Bretagne avait-elle reçu une « compensation » lorsqu'elle avait offert aux sionistes la déclaration Balfour ? Sir John répondit comme un gentleman embarrassé : il avait tendance à considérer que la déclaration Balfour n'était pas rentable, mais cela n'y changeait rien, conclut-il ; dans cette transaction la Grande-Bretagne ne gagnait rien de ce qu'elle avait escompté. Bien au contraire.

9. Conflit culturel

1. Au début de l'année 1923, Jérusalem entra en ébullition : on attendait la visite d'Albert Einstein. « Il n'y a pas dans le monde d'homme plus célèbre », écrivait le journal *Ha'Aretz* ¹. C'était un voyage de relations publiques : Einstein venait aider Chaïm Weizmann à promouvoir la création de l'université hébraïque. L'acceptation du célèbre physicien, lauréat du prix Nobel, d'associer son nom au projet et d'y consacrer de son temps compte parmi les succès indéniables de Weizmann. Il avait auparavant réussi à le convaincre de l'accompagner aux États-Unis pour collecter des fonds. C'était aussi un succès politique, lorsque l'on sait que l'université hébraïque était indissociablement liée au projet sioniste. Kisch écrivit que c'était la meilleure réponse à donner aux ennemis du sionisme ².

Dès son arrivée à Jérusalem, Einstein fut traîné de réception en réception, de soirée en soirée et de cérémonie en cérémonie. Bien que logé dans la résidence du gouvernement, en tant qu'hôte du haut-commissaire il était, pour ainsi dire, l'otage du mouvement sioniste. Partout, de longs discours en hébreu auxquels il n'entendait rien lui étaient infligés. On voulait tout lui montrer, tout était fait pour gagner sa sympathie. On tenta également de le convaincre de s'installer à Jérusalem, en le promenant dans la rue du Haloutz dans le nouveau quartier résidentiel de Eïn Kerem, pour susciter son admiration ⁶⁹. « Le cœur dit oui, écrivit Einstein dans son carnet de voyages, mais la raison s'y oppose. »

Einstein exposa devant un nombreux auditoire sa théorie de la relativité, dans l'une des salles de l'unique bâtiment que possédait l'université sur le mont Scopus. Les organisateurs avaient distribué trop de billets d'entrée. Herbert Samuel et le gouverneur Storrs étaient présents ainsi que des consuls étrangers accompagnés de leurs épouses. Helen Bentwich écrivit que les gens étaient venus non pas dans l'espoir de comprendre la théorie de la relativité

mais plutôt pour raconter plus tard qu'ils avaient vu le grand homme. Ahad Ha Am ne trouva pas de place assise.

Einstein fit son exposé en français. Il ne connaissait pas encore l'anglais et s'excusa auprès de l'assistance de n'avoir peut-être pas été bien compris en raison de son mauvais français. Ses propres limites, ajouta-t-il, ne permettaient pas non plus d'espérer qu'il réussisse un jour à apprendre l'hébreu. Il lut toutefois en guise de préliminaire quelques formules de politesse en hébreu qu'il avait retranscrites en caractères latins et qu'il eut du mal à déchiffrer. Le malheureux professeur paraissait bien ridicule, écrivit le colonel Kisch doutant de l'impact publicitaire d'une telle opération. *Ha'Aretz* écrivit que malgré les efforts du conférencier, qui illustra son propos à l'aide de croquis, et malgré l'attention soutenue de l'auditoire, peu nombreux furent ceux qui réussirent à appréhender les principes de « l'extraordinaire théorie »³. L'idée que dans la nature il y ait non pas trois dimensions mais quatre, avec le temps, « était difficile à concevoir », commentait le journal, comme si cela représentait la principale difficulté de l'exposé, soulignant aussi qu'aucun Arabe n'était présent dans l'assistance : « L'univers scientifique semble apparemment encore étranger à ces gens-là », observait le journal⁴.

Einstein eut beaucoup d'agrément : les réceptions auxquelles il fut constamment convié le touchèrent profondément. Il n'y eut guère qu'envers les fidèles en prière au Mur occidental qu'il émit certaines réserves : c'étaient à ses yeux des hommes du passé. Il rapporta avoir vu des « Juifs sales » dans une synagogue du quartier boukharien de Jérusalem.⁵ En revanche, il fut séduit par le quartier de Dgania, une exploitation agricole communiste. Leur idéologie fera long feu, mais dans l'intervalle, ils auront éduqué la nouvelle génération. Il se rendit un soir chez Norman Bentwich pour jouer avec lui un quintette de Mozart. Einstein jouait du violon ; l'une des sœurs du conseiller juridique, Margery, était également violoniste et sa sœur Talma Yelin une violoncelliste renommée⁶. Ce fut l'un des événements qui put donner à Storrs le sentiment que Jérusalem était bien digne de lui. Lui-même s'était mis au piano.

L'idée originelle était de fonder une université pour accueillir les jeunes refoulés des autres universités, essentiellement d'Europe de l'Est, au motif qu'ils étaient juifs. Comme il ne s'était pas opposé, au début du siècle, à l'idée d'établir un État juif en dehors de la Palestine, Weizmann n'avait pas non plus écarté l'éventualité que l'université hébraïque voie le jour, du moins dans un premier temps, en Angleterre ou en Suisse. Il n'avait pas non plus tenu à tout prix à ce que la recherche et l'enseignement soient faits en hébreu.

Certains s'opposèrent à la fondation de l'université prétendant que c'était un projet trop cher et trop ambitieux : c'était l'opinion de Max Nordau, ami de Herzl et d'Arthur Ruppin. D'autres craignaient que l'ouverture de l'université hébraïque n'entraîne l'expulsion des étudiants juifs des universités de leurs pays ; c'était la même appréhension qu'avaient en leur temps nourrie les opposants à la déclaration Balfour, de nouveau prétexte à la lutte entre Juifs et sionistes.

Mais en Palestine également d'aucuns s'opposaient au projet. À côté des orthodoxes hostiles à l'université, par trop laïque à leur goût, se dressaient plusieurs porte-parole du mouvement travailliste. L'un d'entre eux fut, en son temps, Yosef Chaïm Brenner, qui raila le projet avec un souverain mépris : « Ceux qui se targuent aujourd'hui de régénérer notre peuple n'ont-ils pas d'autres préoccupations que l'université ⁹ ? » C'était aussi l'avis affiché par les Poaleï Zion pendant les débats du congrès sioniste. Leurs membres pensaient que les « besoins réels » en Palestine étaient prioritaires et que la création de l'université revenait « à créer des jardins avant d'élever des maisons ».

Même Berl Katznelson, l'un des idéologues du mouvement travailliste, cloua au pilori les scientifiques qui n'avaient d'autre préoccupation que de publier des « propos fumeux » pour asseoir leur célébrité, au lieu de servir les intérêts du pays ; toutefois, il donnait une chance à l'université : à elle de prouver qu'elle pouvait servir « l'entreprise de construction » du pays, écrivit-il. « La science n'avait-elle pas été créée par la nation ? [...] La science qui n'a pas pour finalité de servir la société et la nation est peut-être fondamentale en elle-même, mais elle n'a pour nous aucune importance », déclarait Katznelson.

Cela traduisait la forte tendance anti-intellectuelle qui caractérisait alors un certain nombre de responsables du mouvement travailliste. « Que feront les centaines de docteurs qui sortiront chaque année de l'université ? », s'interrogeait l'un des opposants au projet. A.D. Gordon craignait que le pays ne soit envahi de médecins, d'ingénieurs, d'agronomes ou de professeurs qui à leur tour formeraient une génération d'universitaires : « Et où trouverons-nous les paysans et les ouvriers ? s'interrogeait Gordon. Faudra-t-il à nouveau recruter chez d'autres peuples ? » Certains partageaient ces sentiments. « Nous sommes venus au congrès avec une question fondamentale, comment créer le cultivateur juif, et la réponse qui nous a été donnée est : Vive l'université hébraïque ! [...] » L'un des membres des Poaleï Zion se plaignit que « l'enthousiasme pour les diplômes fut plus fort que celui qu'insufflait l'odeur de l'humus... ». Ce fut l'une des premières manifestations du conflit

entre la ville et l'agriculture, l'un des conflits majeurs, à venir, de la politique locale.

C'était aussi une protestation culturelle et affective contre ce que beaucoup des leaders du mouvement sioniste assimilaient à la ville de Jérusalem et à ses habitants membres de la Haloukkah, qu'ils abhorraient et méprisaient. Elle allait prendre la forme, quelques années plus tard, d'un véritable débat politique et idéologique. L'un des responsables du mouvement travailliste dut mettre en garde les étudiants contre leur attitude par trop condescendante à l'égard des ouvriers ¹⁰.

Il ne s'était rien passé depuis la pose des treize premières pierres de l'édifice. Weizmann s'efforçait de rassembler des fonds ¹¹ et ne progressait qu'à petits pas. Le sentiment qui prévalait à Jérusalem était que le projet était bloqué. Eliezer Ben Yehoudah, Ahad Ha Am, Joseph Klausner, Menahem Ussishkin, David Yelin et d'autres encore n'en imputaient pas la faute à Weizmann et comprenaient combien il était difficile de mobiliser les sommes nécessaires. Toutefois ils mettaient en garde contre un retard supplémentaire qui porterait préjudice à l'établissement du foyer national lui-même. Le long rapport qu'ils rédigèrent à ce propos ne laissait planer aucun doute : l'université hébraïque leur apparaissait avant tout comme une entreprise nationale.

Cela se passait en 1922. L'université hébraïque, comme ils l'écrivirent alors, était devenue une nécessité après les événements de Nabi Moussa et de Jaffa : « Les incidents de ces deux dernières années dans notre pays ont eu pour conséquence que nos convictions tant politiques que spirituelles ont été sérieusement ébranlées après que notre honneur a été bafoué au vu et au su de tous. [...] Le respect que manifestaient les nations à notre égard [...] s'est transformé en mépris. On nous rit au nez, on nous méprise, ne nous considérant que comme de beaux parleurs, impuissants à mener à bien, ne serait-ce qu'une partie de ce que nous prétendons pouvoir faire. » Le mépris est une véritable menace pour le Yishouv, soulignaient les signataires du rapport. Une partie des fonctionnaires du gouvernement qui avait soutenu le sionisme parce qu'il semblait devoir triompher, ne le soutenait plus, et plus leur soutien s'affaiblissait, plus s'accroissait la violence des Arabes.

Pendant ce temps un autre danger se profilait : des personnalités étrangères projetaient d'établir une université britannique et œuvraient déjà aux préparatifs de son inauguration. C'était une idée de Ronald Storrs. Chez les leaders de la communauté arabe circulait aussi l'idée d'ouvrir une université arabe ¹². Pendant ce temps, de jeunes Juifs s'expatriaient pour aller

faire leurs études à l'étranger. Ce faisant, écrivaient les signataires du rapport, « ils se christianisaient ». La plupart des professeurs à l'étranger étaient plus ou moins antisémites : « Étant donné que ce sont d'éminents professeurs, chacun spécialiste dans sa discipline, nos jeunes ne peuvent que les admirer. Ils baignent ainsi dans une atmosphère délétère dans laquelle, avec la science véritable, on leur inculque des opinions erronées et mensongères sur leur peuple et sa Loi, dont ils ont ensuite du mal à se défaire, eu égard au respect que leur inspirent leurs maîtres. [...] » Une autre menace se profilait encore pour ceux parmi le peuple de Palestine qui ne pouvaient financer leurs études à l'étranger : s'inscrire dans des universités arabes ; nul doute que ce qu'ils y apprendraient serait hostile au Yishouv. La langue hébraïque se trouvait aussi lourdement menacée, déclaraient Ben Yehoudah et ses camarades. Toute une génération s'était battue pour un statut officiel de l'hébreu et elle avait triomphé. Cette victoire constituait « l'un des plus solides fondements déterminant nos droits à un foyer national sur la terre de nos ancêtres ». Elle allait être réduite à néant si les écoliers ignoraient que l'université hébraïque les attendait.

Ils comprirent qu'il n'était pas facile d'ériger une telle université, aussi suggérèrent-ils de se contenter dans un premier temps d'un institut des sciences humaines, entendant probablement par là un institut des sciences du judaïsme. Tout le monde comprenait bien que ce n'était que sur la terre biblique que l'on pouvait parvenir à une parfaite compréhension de la Loi d'Israël et de ses prophètes. Un institut des sciences humaines doté d'une bonne bibliothèque, dirigé par une équipe de spécialistes, serait capable d'attirer de nombreux étudiants étrangers et pourrait même être financièrement rentable pour la ville de Jérusalem. D'autres villes du pays, Jaffa (Tel-Aviv) et Haïfa, développeraient les secteurs économiques et industriels ; quant à Jérusalem, elle nourrirait un seul espoir : « enrichir l'esprit par l'acquisition des sciences ». C'est à ce prix que Jérusalem pourrait devenir « une riche et grande ville », déclaraient les rédacteurs de ce rapport

13.

Le rêve de l'université changea ainsi de cap : elle n'était plus destinée en premier lieu aux Juifs dans la détresse, mais avait pour but principal de promouvoir le nationalisme juif de Palestine. Weizmann promit que la recherche scientifique aboutirait au développement de nouvelles techniques agricoles et qu'ainsi l'université contribuerait au développement du foyer national. Cela engendra encore une polémique. « Des sciences utiles ne peuvent servir la nation », écrivit Simon Bernfeld, rabbin et célèbre érudit, traducteur du Pentateuque en allemand. Peu importe qu'un chimiste ou un

biologiste travaille à Jérusalem, Paris ou Berlin. Ce n'est pas parce que Jérusalem deviendra un centre de sciences pratiques que les Juifs du monde entier la considéreront comme un centre spirituel. Ils choisiront Jérusalem si la ville devient « un centre historique israélien », voulant signifier par là qu'il fallait donner la priorité aux « sciences du judaïsme ». « D'un côté ce centre doit travailler sur ce que les premières générations ont occulté et de l'autre il doit enrichir le judaïsme pour les générations à venir. Quoi qu'il en soit il sera la clef de voûte sur laquelle reposeront notre peuple et le lien fondateur de notre existence historique. »

« L'institut des sciences du judaïsme » vit le jour comme « le miracle de Hanoukka » en décembre 1924 et se développa comme un centre de recherche laïc. Ses membres, tous d'origine européenne, aux sensibilités politiques et scientifiques diverses, partageaient toutefois la même ambition de renforcer, à travers leurs travaux, les fondements de l'idéologie sioniste. L'université était aussi censée contribuer au caractère européen du foyer national : il fallait « y attirer nos frères des pays occidentaux, d'Europe et d'Amérique » ¹⁴.

Jusqu'à ce que l'institut de chimie voie le jour et que soit engagé le premier professeur, Andor Fodor, d'origine hongroise, l'on discuta pour savoir ce qui servirait le mieux l'université et les besoins du public : la recherche ou l'enseignement. Weizmann était d'avis qu'il valait mieux privilégier la recherche. C'était plus facile et moins coûteux de concentrer à Jérusalem des chercheurs de haut niveau qui renforceraient le prestige de l'établissement, plutôt que de mettre sur pied un projet d'enseignement. Les sionistes eurent toutefois beaucoup de difficultés à recruter de bons scientifiques parlant hébreu et acceptant de quitter leurs pays pour venir s'établir à Jérusalem. Aussi les premiers étudiants furent-ils des auditeurs libres et n'eurent pas à s'acquitter de frais de scolarité ¹⁵.

Tout l'argent destiné à l'université provenait des États-Unis. David Yelin, érudit hiérosolymitain et homme politique, président du comité national, s'était un jour rendu à Chicago pour tenter de s'attirer la sympathie d'un homme d'affaires, Julius Rosenwald. Ce dernier soutenait financièrement le développement du réseau éducatif des Noirs. Yelin était venu citant un verset du prophète Amos : « N'êtes-vous pas comme les fils des Couthites, Ô fils d'Israël ⁷⁰ ». Il put apercevoir accrochée au mur du bureau de Rosenwald une immense carte sur laquelle étaient cochées les écoles américaines ayant bénéficié de son soutien. « Il avait dépensé pour l'éducation des "Nègres" plus de deux cents millions de dollars », écrivit Yelin à sa femme. Comme cela aurait été formidable s'il en avait donné, ne serait-ce qu'une partie, pour

promouvoir l'éducation en Palestine : « Il nous est difficile de nous faire à l'idée que l'un des nôtres donne son argent à ceux qui, de toute façon, sont condamnés à l'échec », écrivait Yelin, mais se reprenant aussitôt : « Avons-nous le droit d'être jaloux en voyant des Juifs si généreux envers des hommes d'une telle inculture ? ». « Tout n'est qu'affaire de *business*, résumait-il finalement. Il faisait chaque année fortune avec les Noirs, c'était bien le moins qu'il pouvait faire ¹⁶. »

Patrick Geddes, le célèbre architecte philosophe qui dans ses recherches intégrait des éléments de biologie et de sociologie, fut sollicité pour concevoir le nouveau campus. Il fit entre autres le plan d'un bâtiment central surmonté de la plus grande coupole du monde.

Ce bâtiment devait donner sur un paysage antique à couper le souffle au-dessus du mont Scopus, telle la demeure de Dieu. Le projet ne fut jamais réalisé. Il était trop grandiose au goût de certains, ou trop dispendieux pour d'autres. D'aucuns considéraient encore que l'on ne pouvait confier un tel projet à un architecte non juif ¹⁷.

2. Au début des années vingt, la population avait le sentiment de vivre une première historique : elle avait pleinement conscience d'avoir forgé une société nationale. Les fondements des instances dirigeantes du « nouveau Yishouv » avaient été dès le début imprégnés du parlementarisme tel qu'il avait cours au sein du mouvement sioniste. Aussi se préparaient-elles, tout naturellement, à organiser des élections : une « assemblée constituante » et « un conseil provisoire » élirent une « assemblée d'élus » et constituèrent son organe exécutif : « le comité national ». L'ensemble des électeurs juifs fut officiellement désigné plus tard comme « Knesset Israël ».

L'opinion laïque était éparpillée dans des dizaines de partis dont certains représentaient une origine commune comme les « séfarades », ou d'étroits intérêts économiques comme les organisations d'agriculteurs, les corporations d'artisans, etc. Ils furent tous regroupés sous la désignation empruntée à la politique européenne : « la droite ». La plus grande force politique était alors représentée par « les partis de gauche », bien que le parti travailliste, ainsi que furent qualifiés pour simplifier tous ces différents partis, n'obtint jamais la majorité absolue ¹⁸. Certains des partis qui militaient au sein de l'opinion juive de Diaspora étaient également représentés en Palestine. Leur force provenait dans une large mesure des liens entretenus avec leurs sièges basés en Diaspora. L'essentiel de leur combat se focalisait sur le partage des ressources, initié par le mouvement sioniste.

Le mouvement travailliste puisait l'essentiel de sa force dans la Histadrout, la Confédération générale des travailleurs juifs de Palestine, fondée en 1920. Plus d'une fois furent évoqués les « travailleurs » et les « ouvriers », mais en réalité l'objectif était de rallier tous les « salariés » qu'ils fussent fonctionnaires ou enseignants. La force de la Histadrout ne résidait pas seulement dans la manière dont elle avait réussi à améliorer les conditions de travail en général, mais surtout dans sa capacité à fournir du travail et des services, y compris des services de santé. Elle créa une société de construction, Solel Boneh, travaillant en coordination avec le gouvernement, des entreprises industrielles ainsi qu'une banque et fut à l'origine de l'émergence d'un certain nombre d'agglomérations et de plusieurs kibboutz. Elle créa aussi une organisation militaire, la Haganah, ainsi qu'un mouvement de jeunesse et donna une forte impulsion au secteur éducatif et culturel.

Les partis de « gauche » revendiquaient leur héritage socialiste, mais peu parmi eux se préoccupaient de la « lutte des classes » qui devait instaurer la « dictature du Proletariat ». Tous les autres se cantonnaient dans les limites de la social-démocratie occidentale européenne. La Histadrout identifiait ses objectifs à ceux du mouvement sioniste, oscillant entre un syndicat professionnel et une organisation pan-nationale. Son principal objectif était de promouvoir l'autonomie juive en vue de la future indépendance. Ce fut dans une large mesure un succès à mettre au compte de David Ben Gourion. Chaque fois que les membres du parti travailliste se heurtèrent à des contradictions, entre le credo socialiste et leur identité nationale, ils prirent finalement parti pour le sionisme ¹⁹.

Cela évita le conflit avec les partis de « droite » ou avec le « bloc oriental » comme étaient alors surnommés les partis n'appartenant pas à la « gauche ». Au centre et à droite, les militants prônaient l'économie de marché au détriment de la propriété collective. Mais eux aussi étaient avant tout sionistes. Ils n'en furent pas toujours conscients mais, rétrospectivement, ce qui ressemblait parfois à une guerre sans merci entre la gauche et la droite ne dégénéra jamais véritablement dans la mesure où les deux partis étaient solidaires face à la menace arabe et luttèrent ensemble pour la création de l'État ²⁰.

Le but commun national garantissait ainsi, fidèle à l'esprit des congrès sionistes, le caractère démocratique dans la vie publique qui elle aussi était influencée par le régime britannique. Lors des réunions de l'assemblée des élus, des cris ou des sifflements retentissaient parfois, mais en général les échanges ne sortaient pas du cadre des débats parlementaires classiques. Les

règles du jeu étaient plus ou moins consensuelles. À l'inverse du sentiment qu'ils inspiraient et de celui qu'ils avaient de leur lutte, ce n'était pas un combat entre « bolcheviques » et « fascistes » : tout se déroulait d'un extrême à l'autre dans le cadre institutionnel sioniste ²¹.

Cela s'avéra particulièrement patent lorsque Zeev Jabotinsky quitta les instances dirigeantes sionistes pour créer le mouvement dit révisionniste en 1923. Jabotinsky, anglophile et libéral convaincu, s'opposait au sionisme modéré et prudent de Chaïm Weizmann. Leurs différends portaient sur la bonne tactique à adopter et non sur le fond. Jabotinsky, plus radical, voulait précipiter les événements. Ainsi exigeait-il d'accroître l'immigration et de créer une armée. « Jabotinsky, sioniste impétueux [...], écrivait Weizmann, était assez laid mais avait un charme indéniable, savait s'exprimer, était chaleureux, généreux, toujours prêt à rendre service. Mais au-delà de toutes ces qualités, il avait une attitude théâtrale, un étrange et inhabituel côté chevaleresque qui n'avait rien de juif ²². » Ce témoignage mérite attention : lors de son séjour à Londres, Jabotinsky avait partagé le même appartement que Vera et Chaïm Weizmann.

La forte dynamique politique créée par Jabotinsky conduisit sous la houlette de Weizmann au rapprochement entre l'establishment sioniste et le parti travailliste de Palestine. Toutefois, l'activisme de Jabotinsky devait aussi forcer le mouvement travailliste à adopter des positions plus patriotes, plus « militantes » face aux Anglais, aux Arabes et même face aux orthodoxes. Pour avoir quitté le camp sioniste et rallié le camp orthodoxe, Jacob Israël De Haan fut assassiné.

De Haan faisait partie de ces marginaux, aventuriers et fanatiques que la Palestine avait attirés et enchaînés, comme si elle avait incarné l'utopie tant rêvée. Juriste, poète et journaliste, il venait de Hollande.

Il fréquenta des adolescents arabes et écrivit des poèmes homosexuels.

On le loua au début comme étant un intellectuel sioniste. Chaïm Weizmann lui remit une lettre de recommandation, et Zeev Jabotinsky le présenta à l'assistance lors d'une conférence sur les soins à apporter aux enfants abandonnés. Il était, en Hollande, le représentant d'un grand journal. Il étudia le droit à Jérusalem. Il connaissait tout le monde et tout le monde l'appréciait. Lorsqu'il tomba dans les rets du leader de la communauté orthodoxe, le rabbin Yosel Chaïm Zonenfeld, et qu'il commença à œuvrer en sa faveur, il fut violemment critiqué. David Ben Gourion le qualifia de traître et il fut traité de misérable antisémite par le journal *Ha'Aretz*. De Haan tenta une ou deux fois de démentir les propos qu'on lui prêtait : il était faux de

prétendre qu'il avait dit à lord Northcliffe, le magnat de la presse britannique, qu'il fallait annuler la déclaration Balfour. Il avait seulement dit qu'il fallait la revoir de manière à reconnaître aussi les droits de la communauté orthodoxe²³.

On refusa de le croire. Des étudiants boycottèrent les cours qu'il donnait dans la nouvelle école de droit ; *Ha'Aretz* insinua qu'il était devenu fou : « Nous avons devant nous un cas pathologique intéressant, écrivait R. Binyamin, un être véritablement bizarre. Cet homme est-il sain d'esprit ? N'est-ce pas un psychopathe ? N'est-il pas dérangé ? » Le colonel Kisch qui l'avait qualifié dans son journal de « Juif jésuite », écrivit que De Haan souffrait de folie de la persécution²⁴.

Voici la preuve flagrante de sa paranoïa : il avait reçu des menaces de mort et s'amusa à l'idée d'être un jour assassiné : « Comme vole un oisillon/mon poème s'envole / jusqu'à ce que la balle atteigne mon cœur », écrivit-il. C'était un homme d'un certain embonpoint, portant un binocle doré sur le nez et coiffé d'un chapeau melon. Il fut assassiné dans la soirée du mardi 30 juin 1924, alors qu'il sortait de la synagogue Shaareï Tsedek, rue Yafo, à Jérusalem. Trois balles de pistolet l'atteignirent, dont une en plein cœur. Il avait quarante-trois ans. L'assassin, Abraham Zilberg, qui plus tard changea son patronyme en Tehomi, avait vingt et un ans. Né à Odessa, il était arrivé en Palestine en 1923 où il avait travaillé comme ouvrier puis avait rallié la Haganah de Jérusalem aux côtés de Itshak Ben Zvi et Rahel Yanaït. Il semble que Ben Zvi ait participé à la décision d'éliminer De Haan²⁵.

Les autorités s'intéressèrent de près aux activités de Ben Zvi. Une polémique interne se déclencha quant à son soutien réel ou supposé au bolchevisme. On estima finalement que son parti adoptait une ligne assez mesurée et que son activité clandestine au sein de la Haganah ne pouvait engendrer la Révolution. Ben Zvi fut toutefois rappelé à l'ordre et il semble que les autorités aient été loin de s'imaginer qu'il ait pu tremper dans une affaire d'assassinat politique. Ben Zvi et ses camarades haïssaient De Haan autant qu'ils admiraient Yosef Trumpeldor qui était tout son contraire : l'un avait été officier, l'autre héros de guerre ; l'un avait été un patriote sioniste socialiste, charismatique et attachant, l'autre un intellectuel terne, échappé du ghetto, esseulé, friand de mauvaises plaisanteries de potaches. Les orthodoxes, eux, en firent un saint²⁶.

Tout se résumait à une confrontation entre le monde des valeurs du nouveau Yishouv, qui avait produit le sionisme séculier, et l'univers orthodoxe, contempteur du sionisme. La lutte se focalisa ainsi sur le vote des

femmes. Ce fut, à cette époque, le sujet qui déchaîna les passions et agita le monde politique de Palestine.

3. Au printemps 1921 une réunion se tint chez Edmond de Rothschild dans la ferme collective de Rishon Lé Zion. L'invitée d'honneur était Dame Milicent Fawcett de Londres. « Ce fut une expérience inattendue », écrivit-elle par la suite, voulant faire preuve de tact car les femmes du village avaient apparemment tenté de la convaincre de la nécessité d'accorder le droit de vote aux femmes. Fawcett, qui avait alors soixante-quatorze ans, se battait depuis cinquante ans pour que les femmes puissent participer aux élections au Parlement ; depuis que la guerre était finie, elle commençait seulement à récolter les premiers fruits de son combat.

Chaïm Weizmann avait adressé, avant qu'elle n'arrive, une lettre à David Eder. « L'impression que des hôtes étrangers se font de la Palestine dépend des gens qu'ils rencontrent. Aussi est-il important que Fawcett ne tombe pas entre les mains de nos adversaires, juifs et non juifs », écrivait-il ²⁷. Il semble qu'il se trompait sur l'identité de Fawcett. Il pensait qu'elle était la sœur de lady Astor, première femme à avoir été élue au Parlement, célèbre pour son combat en faveur des droits des femmes. Mais Fawcett avait aussi de nombreux admirateurs et était digne de l'intérêt que Weizmann voulait qu'Eder lui porte : le mouvement sioniste soignait beaucoup son image libérale. Comme les mouvements qui avaient émergé à partir de l'idéologie nationaliste libérale en Europe, il avait dès ses débuts reconnu l'égalité formelle des femmes et dès son troisième congrès en 1899, leur avait octroyé le droit de vote ²⁸. En cela, il devançait nombre d'États européens, y compris la Grande-Bretagne 71 ²⁹.

Dame Milicent, une fois rentrée chez elle, écrivit un récit sur son voyage en Palestine. Sans être convaincue de la justesse des positions politiques du sionisme, elle avait été impressionnée par ses succès et nota avec admiration que parmi les sept membres du comité de Zikhron Lé Zion, se trouvaient quatre femmes. Elle fut en revanche choquée de la situation des femmes arabes : elle avait été invitée dans un village par une jeune fille de seize ans qui avait déjà accouché quatre fois et dont tous les bébés étaient morts à la naissance ³⁰.

La vitalité politique du Yishouv après l'expulsion des Turcs engendra également la création d'associations de femmes. Celles-ci concentrèrent au début leurs efforts sur la société convalescente qu'il fallait rebâtir, fondèrent des orphelinats, créèrent des soupes populaires et des ateliers de couture pour jeunes filles, mais elles organisèrent aussi des cours du soir, tout cela en

coordination avec le comité des délégués et les autorités militaires. « Notre leader Herzl, le premier à avoir tracé la voie vers l'indépendance politique du pays, déclarait Sarah Azariahou, nous invite à mener à bien son entreprise dans un esprit de véritable démocratie. » Ce fut l'une des premières actions au sein du mouvement en faveur de l'égalité des femmes. La lutte pour le statut des femmes en Palestine fut présentée dès le début comme partie du combat sioniste. « Le droit des femmes est le droit du sionisme », déclara Joseph Klausner ³¹.

Dans la lutte menée pour le droit de vote des femmes l'on avait parfois recours à des expressions empruntées aux domaines de la morale et de la philosophie. Cela ressemblait parfois à l'antienne opposant Adam et Ève. Les femmes de Petah Tiqvah s'indignèrent contre le premier article du texte régissant les élections locales, qui établissait pour tout homme le droit de vote. Cela signifiait que les femmes étaient exclues. Une assemblée de femmes à Haïfa faillit tourner au pugilat lorsque plusieurs hommes montèrent sur l'estrade pour vilipender la femme, en général, et dans l'histoire en particulier. Ils apportaient pour preuve celle de Cléopâtre. Les femmes dans la salle tentèrent de couvrir leurs voix par des cris et des sifflets.

Itamar Ben Avi publia un article dans lequel il se livrait à un examen de conscience historique. L'homme avait réprimé la femme pendant cinq mille ans : « Nous n'avons jamais osé faire à un chien ce que nous avons fait subir à la femme, et lorsque nous l'avons glorifiée comme une déesse ce n'étaient que mensonges », écrivit-il, tout au plus avait-on exalté son rôle de mère et de ménagère ³².

Hannah Thon, la seconde épouse du délégué sioniste en Palestine, elle aussi militante sioniste, appela, dans l'hebdomadaire *Ha Ishah*, à la libération de la femme, « asservie par son mari et esclave des tâches ménagères ». Toutefois, les organisations féminines veillaient à limiter leur lutte au plan politique. L'hebdomadaire *Ha Ishah* mettait en garde contre toute velléité féministe cherchant à « rompre le joug » et à défaire les liens du mariage. Il fallait lutter contre ce danger et s'assurer que la femme ne sacrifie pas sa famille à son « égoïsme personnel ». Elles luttaient pour le droit d'accès aux professions qui leur étaient fermées. Rosa Ginossar, la fille de Mordekhai Ben Hillel Ha Cohen et fiancée d'Ahad Ha Am dut se battre pour pouvoir devenir la première avocate de Palestine.

Toutefois, la libération sexuelle et individuelle des femmes n'apparaissait pas au centre des préoccupations des organisations féminines. Elles reconnaissaient le rôle de la femme en tant que mère et femme au foyer : les

femmes devaient s'inquiéter du bien-être de leur époux, des tâches ménagères, de la cuisine et des enfants. Cela explique pourquoi l'establishment masculin ne s'opposa pas aux revendications féminines : la lutte en faveur du droit de vote ne menaçait pas la répartition des rôles traditionnels au sein de la famille. À cet égard, ce n'était pas une lutte féministe : les femmes eurent gain de cause car elles n'étaient pas de véritables féministes. Pour lever toute ambiguïté, l'association des femmes déclara qu'elle ne cherchait pas à copier quelque mode nouvelle répandue à travers le monde, mais plutôt à « contribuer à la construction du pays, c'est-à-dire apporter sa contribution au patriotisme sioniste »³³. Cela facilita grandement l'adhésion des partis sionistes à sa cause 72³⁴.

Les militants du parti, en grande majorité des hommes, concentrèrent leurs efforts dans la tentative d'imposer le sionisme aux orthodoxes. Cela les préoccupait davantage que la libération des femmes. C'était la position de David Ben Gourion : dans de nombreux pays les femmes ne participaient pas aux élections ; par conséquent, la Palestine ne devait pas les émanciper ; mais parce que les orthodoxes en faisaient une affaire de principe, il ne fallait pas leur céder, car autrement, poursuivait-il, « il ne resterait rien qu'ils ne voudraient supprimer par quelque obscur décret ». Au cours d'un débat, il qualifia les orthodoxes « d'hommes en noir »³⁵. Ceux-ci portaient du principe qu'il ne fallait pas accorder le droit de vote aux femmes orthodoxes ; l'octroi du droit de vote aux femmes ferait presque doubler la force relative des sionistes.

Mais la politique reste la politique et le droit des femmes fut sacrifié à d'autres considérations, comme celle de garantir une plus large participation aux élections, pour représenter la force et la cohésion nationale face aux Arabes et aux Anglais. Les membres du Mizrahi, le parti religieux sioniste, jouèrent ainsi un rôle clé, proposant que leur soient accordées de nombreuses concessions. Ils voulaient qu'une distinction soit faite entre le droit de vote des femmes et leur éligibilité. La jurisprudence rabbinique n'interdisait pas aux femmes de voter, mais les hommes ne pouvaient siéger à côté des femmes dans les institutions du pouvoir, de crainte qu'ils ne violent le principe de chasteté. De là vint la proposition d'autoriser les femmes à participer aux élections mais de leur interdire d'être élues. Ils proposèrent même un référendum pour trancher la question, mais surgit alors une polémique quant à la participation des femmes lors de la consultation ³⁵ ».

Il fut plusieurs fois demandé aux femmes de renoncer à leur vote ou du moins de temporiser, au nom de l'impératif national : la tenue d'élections,

sans cesse repoussées. « Nous n'avons pas le choix et devons cette fois y renoncer, écrivit Joseph Klausner, de peur que l'on dise que les institutions du Yishouv ne sont pas représentatives de toute la population juive. » Est-il préférable d'écarter le principe de l'unité nationale pour une question restée jusqu'à ce jour irrésolue en Europe, demandait le journal *Doar Ha Yom* dans un appel solennel aux femmes : « Soyez fortes et renoncez cette fois encore ³⁶. »

Un compromis fut cherché. Le parti travailliste bataillant pour le principe de la parité, consentit alors à un accord, pour le moins cynique, qui mérite d'être mentionné comme l'un des premiers maillons de la longue chaîne des compromis entre religieux et laïcs dans la politique palestinienne : les femmes participeraient aux élections et les hommes orthodoxes de Jérusalem voteraient dans des urnes séparées dont les voix compteraient double comme si leurs femmes elles aussi avaient voté ! Ils supposaient naturellement qu'elles auraient voté comme leurs époux ³⁷ ».

Devant toutes ces difficultés, les militantes féminines remportèrent toutefois quelques victoires non négligeables. Elles réussirent à obtenir le droit de vote et d'éligibilité. Elles fondèrent leur propre parti. Quatorze femmes siégèrent lors de la première assemblée des élus, soit quatre et demi pour cent de l'ensemble des délégués, dont cinq représentantes de la liste des femmes. Elles tentèrent également de se battre pour la création de tribunaux laïcs spécialisés dans le droit familial ainsi que sur d'autres fronts. Ces combats n'aboutirent généralement pas. En janvier 1926, l'assemblée des élus entérina la décision de reconnaître l'égalité des femmes « dans tous les domaines de l'existence civile, politique et économique ». Mais Petah Tiqvah campa sur son refus. Au début de l'année 1930, il fallut encore les protestations véhémentes d'une assemblée féminine convoquée au cri de ralliement « le malheur d'être une femme ». Dix autres années passèrent avant que les femmes de Petah Tiqvah ne soient autorisées à voter.

À un certain moment les autorités britanniques instituèrent une législation qui ne reconnaissait pas aux femmes le droit dont elles jouissaient déjà, celui de participer aux élections des conseils locaux. La députée du Parlement, Eleanor Rathbone, s'insurgea. Le gouvernement lui répondit que les femmes de Palestine n'avaient jamais reçu le droit de vote en dehors du cadre strictement communautaire et dans certains cas, comme à Tel-Aviv, d'après les directives particulières données par le haut-commissaire. La loi électorale établissait que seuls les hommes pouvaient voter et être élus, lui écrivit l'un des fonctionnaires du ministère des colonies, mais Rathbone pouvait être rassurée : le haut-commissaire, seul habilité à accorder aux femmes le droit de

vote, le ferait probablement. Face à l'opposition des Musulmans mais aussi de certains Juifs, Miss Rathbone reconnaîtrait sûrement qu'il ne serait pas réaliste d'ériger en loi un principe qui concernerait automatiquement toute la population ³⁹.

Lors de la réunion des Suffragettes à Jérusalem, Milicent Fawcett appela les femmes juives de Palestine à se battre aussi pour les droits des femmes arabes. Consciente qu'il s'agissait d'un sujet sensible, écrivit-elle plus tard, elle prit soin de lire ce qu'elle avait préparé par écrit : la Terre sainte ne remplirait pas sa mission tant que les juifs, les musulmans et les chrétiens ne surmonteraient pas leurs divisions et ne s'uniraient pas pour faire de la Palestine « une nation forte ». C'était alors l'ambition affichée officiellement par le gouvernement. Aussi lady Samuel qui se trouvait dans l'assistance ne put qu'approuver ses propos 73 ⁴⁰.

C'était évidemment un leurre. Les femmes juives ne pouvaient ni ne voulaient « s'unir » aux femmes arabes pas plus que ne le pouvaient ni ne le voulaient les hommes. La lutte des femmes juives était déjà assez dure sans qu'elles tentent de changer aussi la société arabe 74 ⁴¹.

Au cours de sa visite en Palestine, Fawcett fut fortement impressionnée par Annie Landau et Frances Newton. Landau était une femme orthodoxe, âgée à l'époque de cinquante-cinq ans, qui dirigeait l'école de filles Évelyn de Rothschild. Elle venait d'Angleterre, avait fait ses études en Allemagne et représentait à Jérusalem une association juive de bienfaisance. Dans l'école qu'elle dirigeait, il n'y avait que des jeunes filles juives ; parallèlement à l'enseignement religieux, était dispensé un enseignement général et professionnel préparant entre autres au secrétariat. Son école était située dans un bâtiment qui avait autrefois servi de résidence à la princesse d'Éthiopie. La chaussée, devant l'entrée, était complètement défoncée, creusée par de profondes ornières. Fawcett avait demandé la raison pour laquelle elle n'avait pas été réparée, ce à quoi Landau avait répondu que la mairie n'avait pas d'argent. Elle lui expliqua que le régime britannique jouait l'immobilisme car il agissait en vertu des lois plus ou moins régulières de l'administration. À l'époque ottomane, on avait un jour laissé devant sa porte le cadavre d'un chameau. La puanteur augmentait de jour en jour et malgré ses protestations, la mairie n'était pas venue retirer le cadavre. Aussi Landau avait-elle adressé une lettre au gouverneur l'avertissant que si le chameau n'était pas évacué dans les vingt-quatre heures, elle le ferait à ses frais transporter devant sa demeure. Le jour même, la charogne avait disparu. Mais ces ultimatums

n'impressionnaient guère les Britanniques, ajouta Landau. Fawcett aimait beaucoup cette histoire.

Landau n'était pas sioniste. Ronald Storrs écrivit qu'elle était plus britannique que les Anglais eux-mêmes – elle aimait brandir l'Union Jack –, et plus juive que sioniste : elle interdisait à son personnel de décrocher le téléphone pendant le shabbat. Deux langues étaient pratiquées dans son établissement : l'hébreu et l'anglais. L'enseignement, bien que de forte inspiration orthodoxe, était censé inculquer aux élèves un attachement patriotique à la Grande-Bretagne. Les élèves avaient élu un parlement et formé un gouvernement. En l'honneur de la visite de Fawcett, elles avaient mis en scène une crise dans la coalition au pouvoir et organisé un débat public sur le système de répression le plus approprié ⁷⁵4 2.

Frances Newton invita Fawcett dans sa maison située sur le mont Carmel. Fille d'un missionnaire anglais, Frances Newton habitait en Palestine depuis vingt-cinq ans avec une femme que Fawcett désignait comme sa secrétaire. Elle avait des manières 'masculines' et fumait la pipe ⁴³. Peu après son arrivée en Palestine, elle avait fondé un hôpital à Jaffa grâce à des dons récoltés par l'Église en Grande-Bretagne. Elle devint plus tard une sorte d'avocat des pauvres, écrivit Fawcett : le sous-sol de sa maison grouillait de monde en quête de réconfort matériel, moral et politique ». C'étaient des Arabes. Newton, maîtrisait parfaitement leur langue. Elle réussissait à aider ceux qui étaient aux prises avec les autorités et savait organiser les réconciliations entre familles ennemies. Elle se consacra à la lutte nationale arabe et sa maison devint une sorte de centre social ⁷⁶ 44.

Lorsque Newton se rendit à Londres avec une délégation arabe de Palestine, Weizmann demanda à la rencontrer. Le colonel Kisch l'invita à dîner. Le but était de lui expliquer la légitimité du sionisme. Henriette Szold avait également été conviée. Militante de l'organisation Hadassah, elle venait d'Amérique. Ce fut un véritable échec : Szold en avait trop fait, déclara Kisch après avoir raccompagné Newton chez elle. Ses longs discours avaient ennuyé les convives. Il semble que Szold et Newton aient tenté d'agir conjointement au sein d'un mouvement de femmes juives et arabes mais leur collaboration n'eut que peu de résultats. Kisch reçut un rapport selon lequel Newton présentait à ses hôtes *Les Protocoles des Sages de Sion*.

Kisch s'attela alors aux préparatifs pour l'inauguration de l'université hébraïque. Les relations publiques du mouvement sioniste avaient prouvé toute leur efficacité : des milliers d'invités de différents pays étaient attendus

pour l'événement ^{4 5}. L'invité d'honneur était un frêle vieillard de soixante-dix-sept ans : Arthur James Balfour.

4. Avant son inauguration officielle, le 1^{er} avril 1925, l'université comprenait déjà un institut de chimie, un institut des sciences du judaïsme et un département de microbiologie. Il y avait aussi une bibliothèque. L'université comptait alors sept professeurs et une trentaine d'enseignants. Judah Leib Magnes qui la dirigeait, était un rabbin réformé originaire d'Oakland en Californie. Ses parents avaient émigré de Pologne en Amérique, mais il leur arrivait de parler allemand entre eux. Il avait entre autres poursuivi ses études à Berlin et à Heidelberg. Avant que les États-Unis n'entrent dans la Première Guerre mondiale, Magnes avait rejoint un mouvement pacifiste américain où il s'était distingué par son militantisme. En tant que l'un des leaders de la communauté juive de New York, il était connu pour son sens du consensus et son talent de médiateur entre les Juifs riches de la ville, originaires d'Allemagne, et les pauvres émigrants d'Europe de l'Est. Il entretenait d'étroites relations avec la police de New York, avait ses entrées dans la pègre et chez les chefs de la mafia juive. Sa capacité et son aptitude à passer d'une culture à l'autre et à les associer, fit naître en lui l'envie de tenter de rapprocher les Juifs et les Arabes de Palestine. Quand il arriva à Jérusalem avec sa famille en 1922, il ne songeait pas alors à s'y établir. Sans la pression de la communauté juive américaine qui avait tenu à ce qu'il dirigeât l'université hébraïque, il serait probablement rentré chez lui. Il se révéla de nature pugnace, campant sur ses positions face aux militants sionistes et même en présence d'Albert Einstein. Ils se divisèrent quant à la manière d'administrer l'université. Einstein préféra alors renoncer à ses prérogatives ⁴⁷.

À l'approche de la cérémonie, Magnes se sentit mal à l'aise : « L'inauguration », écrivit-il, entre guillemets, n'était qu'une supercherie, « un bluff juif », comme l'écrivit en allemand Félix Warburg, l'un des responsables de la communauté juive de New York. Le colonel Kisch eut aussi recours aux guillemets lorsqu'il évoqua « l'inauguration » dans son journal ⁴⁸. Car, en fait, qu'allait-on ouvrir ? Magnes n'aimait pas non plus que l'université fut utilisée à des fins de propagande sioniste. Les Arabes de Palestine appelèrent à la grève générale. Les maisons furent couvertes de drapeaux noirs. « N'aurait-il pas été possible d'ouvrir l'université sans que le monde musulman se ligue contre nous ? » écrivit Magnes à Ahad Ha Am. Aussi émit-il les plus grandes réserves sur la venue de Balfour qui impliquait de quadriller les lieux par l'armée et par la police ; l'université apparaissait

ainsi comme l'un des bastions de l'impérialisme britannique, se lamentait Magnes.

C'était en effet le but de la visite de Balfour : personne mieux que lui ne pouvait symboliser l'engagement de l'Empire britannique à aider à la création de l'État juif. Weizmann œuvra pendant un an et demi pour obtenir sa venue. C'était une visite privée, mais il logea à Jérusalem dans la résidence du haut-commissaire. Le général Allenby vint également à Jérusalem assister à la cérémonie. Le combat mené pour obtenir un billet d'entrée dans l'amphithéâtre spécialement construit pour l'occasion sur le mont Scopus, fut à l'origine de bien des humiliations jamais effacées ⁴⁹.

Comme lors de la cérémonie d'inauguration, tout le monde était enclin à comparer l'université hébraïque au Temple. Chaïm Nahman Bialik, le poète national, avait érigé cette idée en principe intangible. L'ouverture de l'université, où « brûlerait le feu sacré » serait l'occasion d'« une fête sainte consacrée à Dieu et au Peuple », avait-il déclaré. L'université, précisa-t-il plus tard, « est le palais de la foi sioniste » ⁷⁷⁵⁰. Balfour levait les mains au ciel en parlant ; le vent agitait sa chevelure blanche. Il avait l'air d'un prophète, écrivit le colonel Kisch. Samuel fit, selon Kisch, le discours le plus sioniste qu'il ait jamais prononcé jusque-là, concluant sa péroraison par la bénédiction en hébreu « *Shé-Héhéyanou* ». Ronald Storrs, toujours aussi snob, prononça quelques mots en latin, ce dont il s'excusa auprès des orthodoxes de l'assistance. Magnes répondit pour eux : « Ce n'est rien, cela fait longtemps que nous avons pardonné à Titus. » Kisch estima que douze mille personnes au moins avaient assisté à la cérémonie ⁵¹.

Balfour fut conduit de kibboutz en ferme collective. Partout un accueil triomphal lui fut réservé ; on lui demanda d'écouter et de faire des discours solennels. Il inaugura à Tel-Aviv une rue à son nom. Kisch réussit cependant à empêcher, à la dernière minute, qu'on ne lui impose d'escalader un château d'eau d'où il pourrait admirer la ville. Pour son départ on lui offrit le rouleau du livre d'Esdras et de Néhémie. Ses hôtes furent impressionnés de voir à quel point il fut touché. Quelques heures avant le *Seder*, il partit en train de Tsemah pour Damas où il échappa de peu à la mort. Pour des raisons de sécurité, on le fit descendre avant Damas : Balfour continua son voyage en voiture, et le train poursuivit son trajet comme convenu. À la gare de Damas, une foule en colère l'attendait, mais Balfour était entre-temps déjà arrivé à l'hôtel Victoria. Lorsque les manifestants comprirent qu'ils avaient été bernés, ils affluèrent vers la ville. Ils devaient être six mille environ. Des policiers à cheval tentèrent de les disperser.

Perché sur un toit, face à l'hôtel, se trouvait le correspondant du *Times*. La foule, écrivit-il plus tard, se répandait dans la rue en grondant. Des pavés avaient été entassés pour réparer la chaussée. Des gens se mirent à en jeter en direction de l'hôtel. Les policiers ouvrirent le feu. La violence de la foule s'accrut rapidement. Des bagarres éclatèrent entre manifestants et policiers. Certains tentèrent de désarçonner les policiers à cheval et de s'emparer de leurs armes. Le journaliste rapporta des violences extrêmes. L'un des manifestants fut tué. La foule se dispersa alors dans les ruelles adjacentes. À trois heures, le haut-commissaire français arriva sur les lieux. Il entra dans l'hôtel pour en ressortir aussitôt. Deux avions survolant l'hôtel lançaient des grenades fumigènes. Quelques minutes plus tard, Balfour fut évacué et conduit en voiture jusqu'à Beyrouth. Il y arriva vers huit heures et s'embarqua sur *Le Sphinx* en direction d'Alexandrie. Le *Times* écrivit que sa vie avait été fortement menacée.

Oui, déclara le secrétaire des Colonies au Parlement, l'éventualité que la visite de Balfour à Damas engendre des manifestations, avait été prise en compte. Quelques jours avant qu'il ne parte pour Damas, des rumeurs évoquant un risque d'attentat avaient filtré. L'information avait été transmise aux autorités françaises et celles-ci s'étaient engagées à prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer sa sécurité. Balfour lui-même déplora l'incident : il n'avait voulu en fin de compte que se promener dans Damas. S'il avait seulement pu prévoir ce qui allait arriver, il ne serait jamais venu ⁵².

La visite de Balfour en Palestine avait eu aussi pour objectif de reconnaître l'action menée par Herbert Samuel en faveur du foyer national. Il devait bientôt achever son mandat et avait très envie de s'installer à Haïfa, mais son successeur, lord Plumer, s'y opposa. Samuel y renonça à regret. Avant son départ il déploya une certaine énergie à réparer une erreur historique embarrassante publiée dans un ouvrage, démentant avoir autorisé la prostitution à Jérusalem. Au contraire, son gouvernement avait tout fait pour la combattre ⁵³.

5. Alter Levin, sous son pseudonyme Asaf Halévy le Hiérosolymite, si romantique, continuait de glorifier « sa vville enchanteresse ». Il était revenu pour publier le recueil de poèmes qu'il avait envoyé à de nombreuses personnes. Sa reconnaissance lui tenait réellement à cœur. Des écrivains et des poètes dont Abraham Shlonsky, lui adressèrent des propos flatteurs : il semble qu'ils n'aient pas manifesté un grand empressement à publier ses poèmes, mais lui, écrivaient-ils, « l'ami et l'écrivain », ne refuserait pas de publier une annonce dans son recueil littéraire pour les soutenir

financièrement. « Une grande annonce », soulignait Shlonsky ⁵⁴. « Le roi de l'assurance » en publia plusieurs et, en contrepartie, ils éditérent quelques-uns de ses poèmes.

La présence britannique lui avait été bénéfique. Ses affaires étaient florissantes. Il assimilait le sionisme à une vaste entreprise économique et croyait probablement sincèrement que le capital injecté par le mouvement sioniste en Palestine avait amélioré le niveau de vie de toute la population, comme le prétendaient les porte-parole du mouvement. À l'instar d'industriels et d'autres hommes d'affaires, il était enclin à identifier ses propres affaires au projet sioniste, comme s'il vendait ses polices d'assurance non pas en vue de faire des profits mais pour l'avenir du peuple. Dans une interview accordée à un journal anglais, il afficha un enthousiasme débordant. Son existence et sa vie en Palestine, déclara-t-il, étaient une extraordinaire aventure. Les journalistes le trouvèrent très attachant : c'est ainsi que l'on aurait pu s'imaginer le prophète Ézéchiél s'il avait vendu des polices d'assurance, écrivirent-ils ⁵⁵. Il allait bientôt acheter une Cadillac et embaucher un chauffeur pour le conduire dans Jérusalem. Dans son bureau était accroché dans un cadre argenté un télégramme de la reine d'Angleterre envoyé pour le remercier des vœux de bonne santé qu'il avait adressé au roi au nom des Juifs de la ville ⁵⁶. Sur la liste de ses créanciers figurait le tout Jérusalem, ainsi que de nombreux Arabes.

De temps à autre Levin participait à des rencontres organisées par un petit comité composé de Juifs et d'Arabes qui s'efforçaient de maintenir le dialogue entre les deux communautés. Le juge Gad Frumkin en faisait partie. Du côté arabe se trouvait Khalil Al Sakakini. « L'on y parlait du rapprochement des peuples, de la coopération et de la diffusion des informations en Palestine », écrivit plus tard Frumkin. Ils envisagèrent aussi de créer un club. Ils organisèrent des cours d'arabe pour les Juifs, d'hébreu pour les Arabes, et d'anglais pour tous. Selon Frumkin, « ce n'étaient que de vains efforts inutiles » ⁵⁷. Cela était peut-être une initiative de l'Organisation sioniste pour tenter de neutraliser le fanatisme du mouvement national arabe ⁵⁸. Sakakini n'en savait rien ; Levin non plus n'était peut-être pas au courant.

C'étaient deux hommes replets, robustes, de petite taille, aux mâchoires carrées. Sur certaines de ses photos, Alter Levin ressemble à Méphistophélès, sur d'autres son regard est imprégné d'une douceur romantique d'adolescent. « Il faisait des yeux de velours », écrivait le journaliste Ouri Keisari. Il marchait d'un pas tranquille, élastique, prêt à bondir sur sa proie. Mais il pouvait aussi sauter à reculons. Autrefois, il avait porté une barbiche noire

carrée, comme les barbes assyriennes. Comme s'il avait surgi d'un autre temps dans l'époque moderne, il exhalait des senteurs orientales, où se mêlaient rêves et malice, une imagination débordante et quelques mesquineries. »

Lorsqu'il parlait, se souvint Keisari, Levin s'inclinait avec déférence devant son interlocuteur et lui tirait sa révérence. Il affichait « une obséquiosité fière et une outrecuidance maîtrisée », écrivit-il ⁵⁹. L'écrivain Dov Kimhi le qualifia de « véritable dandy » ; il avait été particulièrement impressionné par le monocle qu'il laissait pendre sur les chemises de ses costumes blancs. Sakakini faisait aussi montre d'une grande élégance : « J'aime faire preuve de coquetterie et entretenir ma jeunesse et ma beauté », écrivit-il ⁶⁰.

La première fois que Keisari rencontra Levin ce fut dans les couloirs de l'Anglo-Bank. « Alter Levin, le roi de la vie et de la mort », dit-il pour se présenter. Keisari éclata de rire. L'aspect à la fois pathétique et clownesque de Levin le séduisit aussitôt. « De la vie et de la mort ? » demanda Keisari tandis que l'agent d'assurances sortait d'un dossier différentes brochures et des formulaires en lui expliquant qu'il n'y avait rien de plus terrible que la mort et qu'il fallait donc être prévoyant. « Je ris en moi-même », se souvint Keisari qui lui demanda de quel parfum il s'était aspergé. Levin parut un instant décontenancé, mais sourit aussitôt en disant : « Le parfum fait partie des ornements de la culture orientale. J'aime les parfums, les poèmes et les couleurs... » Ils n'évoquèrent plus d'assurance vie à cette occasion.

Quelque temps plus tard, les deux hommes se croisèrent à nouveau. C'était dans une salle d'attente chez un dentiste. « Je voulais lui parler de littérature et de sentiment », écrivit Keisari, mais Levin s'empressa de lui dire : « Alors ? Quand finalement comptez-vous vous assurer ? » « Taisez-vous Alter Levin, rétorquai-je. Laissez à Asaf Halévy la liberté de s'exprimer. » Levin esquissa un sourire et lorsqu'il sortit, Lun des patients qui attendait son tour s'exclama : « C'est Alter Levin... un scélérat. Pour de l'argent il vendrait même son âme... »

Levin s'était entre-temps fait construire une maison dans le nouveau quartier de Roméma, au nord de la rue de Yafo. Il en avait été l'un des fondateurs, tous les propriétaires étant pour la plupart de riches hommes d'affaires. Les maisons avaient une certaine majesté levantine, à l'image des maisons cossues arabes de Talbieh, de Katamon ou de celles de la vallée du Jourdain. Construites en pierre et en béton armé, elles étaient d'inspiration à la fois européenne et méditerranéenne avec dans l'entrée des vitraux et des

colonnades, fleuries de géraniums. Il y avait de nombreux escaliers extérieurs ainsi que des colonnes en pierre telles les pions d'un immense échiquier ⁶¹. David Ben Gourion fut courroucé. L'entreprise en charge des constructions de Roméma, bien qu'affichant sa fidélité au sionisme, n'employait pas un seul ouvrier juif, s'insurgea-t-il ⁶². La maison de Levin était tout près de l'endroit où le maire Al Hussein avait remis sa lettre de capitulation au général Allenby, le jour où Levin et Sakakini étaient partis en exil à Damas. Une stèle commémorative avait, depuis, été érigée là. Levin avait planté un palmier dans son jardin.

La troisième fois que Levin et Keisari se rencontrèrent, ce fut à Paris. Levin avait la passion du luxe et des palaces. Il laissa après sa mort du papier à en-tête des différents hôtels célèbres comme l'Excelsior, le Savoy ou le Regenev où il avait l'habitude de descendre entre Beyrouth et Londres. Keisari fut impressionné par la livrée du chasseur à l'entrée de l'hôtel de Levin et le nombre de valises qu'il avait avec lui, lui demandant ce qu'elles pouvaient bien contenir. Levin les ouvrit devant lui. « Je vis des costumes parfaitement coupés et des chemises en soie mais aussi des centaines de livres. Des ouvrages récents tout juste publiés mais également des livres anciens de toutes époques qu'un agent d'assurances de Jérusalem avait "dénichés" chez les bouquinistes des bords de Seine... »

Puis Levin sortit d'une grande caisse des toiles de maîtres. Keisari se demanda comment Levin pouvait être si dépensier et il eut soudain le sentiment que son masque était tombé lorsqu'il lui avait déclaré « des couleurs... je donnerais tout pour des couleurs... » Ce fut l'un des plus célèbres collectionneurs de Palestine. « Je dresse une passerelle entre l'Orient et l'Occident », dit-il à Keisari. Il fut également le mécène d'un certain nombre d'artistes locaux.

Du temps s'écoula avant qu'ils ne se rencontrent à nouveau. Ce fut cette fois à l'initiative personnelle de Levin. Ayant téléphoné à Keisari pour lui demander de l'accompagner à Damas en voiture, ils se donnèrent rendez-vous dans le bureau de Levin à Jérusalem. Keisari se retrouva dans une pièce sombre dont les meubles étaient noirs, les murs et les voilages verts. « Levin était assis derrière son bureau comme un prince de légende », écrivit Keisari, mais lorsqu'il ouvrit la bouche, il demanda à son hôte de souscrire une police d'assurances. « Taisez-vous Alter Levin, dit à nouveau Keisari comme par le passé. Laissez Asaf Halévy s'exprimer. » Levin répliqua avec cynisme, les lèvres crispées : « Si Levin ne parlait pas, Asaf Halévy ne pourrait être poète ⁶³. »

Dans son legs fut retrouvé un billet de S. Y Agnon. Il semble qu'il lui avait demandé quelques recommandations pour qu'un de ses poèmes soit publié dans un recueil littéraire, tout en profitant de l'occasion pour essayer de lui vendre une police d'assurances. Agnon savait repousser les importuns et lui avait indiqué l'adresse d'un éditeur à Tel-Aviv, le dissuadant de s'adresser à nouveau à lui pour un quelconque contrat d'assurances : « Je rentre de voyage pour repartir aussitôt », répondait-il avec une écriture en pattes de mouche. Peut-être avait-il su déceler les deux âmes de l'homme qu'il avait ainsi éconduit, celle d'Alter Levin et celle d'Asaf Halévy le Hiérosolymitain ⁶⁴.

10. Yefim Gordin émigre en Palestine.

1. En juin 1926, un jeune Juif, Yefim Gordin, arriva au port de Haïfa. Il venait de terminer sa scolarité au lycée juif de Vilnius. Ses professeurs lui avaient conseillé de poursuivre ses études en Suisse ou en Italie, mais Gordin voulait aller en Palestine. Il était sioniste. « Cette carte est la dernière que je vous envoie d'Europe ; dans quelques heures, je vais devenir "asiatique" », écrivit-il à ses parents avant d'embarquer au port de Constantza en Roumanie. « Je ne suis pas particulièrement attaché au plaisant qualificatif d'"européen" ; que Dieu fasse que tout se passe pour le mieux et que nous nous retrouvions au plus vite sur le mont Sion à Jérusalem ¹. »

Les années qui suivirent, il resta chez lui à écrire presque chaque jour, pas moins de quatre pages en petits caractères serrés pour économiser le papier et les frais d'envoi. Il n'y avait que deux départs de courrier par semaine pour Vilnius. Gordin écrivait en hébreu et sa mère lui répondait en polonais. Le graphisme et son écriture témoignaient d'une bonne maîtrise de la langue. Il racontait tout à ses parents, de ses rêves patriotiques à ses peines intimes, du conflit avec les Arabes jusqu'aux trous dans ses chaussettes. Pendant les trois premières années de son séjour en Palestine, rien ne le préoccupa davantage que d'obtenir pour ses parents et sa sœur Hannah un visa pour la Palestine. Pour cela, il devait apporter la preuve qu'il était à même de subvenir à ses besoins. Officiellement, seule une autorisation des autorités était nécessaire, mais bien vite il découvrit que tout dépendait des appuis qu'il obtiendrait.

La plupart des Juifs européens, soit près de dix millions de personnes, étaient restés en Europe. La majeure partie des Juifs des pays arabes étaient demeurés dans leur pays d'origine tant que cela avait été possible. Avant la Première Guerre mondiale, près de deux millions et demi de Juifs avaient quitté l'Europe, la majorité pour s'installer aux États-Unis. Dans les années vingt, sept cent cinquante mille personnes émigrèrent, dont plus de la moitié

aux États-Unis. Un tiers des émigrants juifs partit s'installer en Palestine. Mais même lorsque l'émigration juive était la plus forte, les Juifs immigrant en Palestine ne représentaient que quatre Juifs sur mille dans le monde ². Dans ces mêmes années vingt, le nombre d'immigrants en Palestine atteignit cent mille personnes. Tous venaient d'Europe de l'Est. La population juive de Palestine se trouva multipliée par deux ³. Les nouveaux venus faisaient partie de la troisième et quatrième *alyah* ⁷⁸.

Les immigrants de la troisième *alyah* furent souvent présentés comme des travailleurs agricoles ⁴. En réalité, seule une petite minorité de ceux arrivés dans les années vingt l'étaient, un grand nombre de travailleurs agricoles n'arrivèrent que dans la seconde moitié de la décennie, au cours de la quatrième *alyah*. Ce n'étaient là que des distinctions assez artificielles. La majeure partie des immigrants venus en Palestine dans les années vingt le firent en quête d'une vie meilleure. La plupart débarquèrent après la fermeture de leurs frontières par les États-Unis, en 1924. Un immigrant sur quatre ne resta pas en Palestine. Quatre-vingts pour cent choisirent de s'établir en ville. Tous les regards étaient à l'époque braqués sur Tel-Aviv avec convoitise : une municipalité juive au bord de la Méditerranée, peuplée d'immigrants, rappelant autant Moscou, Varsovie ou Paris que New York. Ils caressaient de si grands espoirs qu'ils s'exposaient à de fortes désillusions ⁵.

2. Le peuplement juif de la Palestine était clairement spécifié dans la déclaration Balfour. Celle-ci s'était trouvée intégrée au Mandat que la Grande-Bretagne avait reçu de la Société des nations, faisant d'une simple promesse unilatérale non contraignante une obligation juridique internationale, des « millions » de personnes étaient évoquées, l'objectif premier étant de créer en Palestine une majorité juive. Cela s'avérait nécessaire non seulement pour que les Juifs soient plus forts, mais aussi pour que l'on puisse dire qu'ils construisaient légitimement leur foyer national. Car la plupart des habitants de Palestine, à savoir les Arabes, prétendaient que la politique en faveur du foyer national violait les principes de la démocratie et le droit à l'autodétermination.

Il n'y avait aucune chance de les voir changer d'avis. Aussi était-il nécessaire de changer de majorité.

Le mouvement sioniste exigea tout d'abord que soit reconnu le principe de l'immigration illimitée, bien que Samuel ait averti que c'était là un principe dangereux pouvant conduire à une immigration ouverte à tous, y compris aux Arabes. Il avait été convenu, dès le début, que la Palestine s'ouvrirait uniquement à l'immigration juive. Aussi Samuel suggéra-t-il de

laisser le mouvement sioniste et le gouvernement britannique débattre de l'immigration dans le cadre des engagements en faveur de l'établissement du foyer national, ce qui ne pouvait que favoriser l'immigration juive ⁶. Et c'est ce qui allait se passer : la protestation des Arabes fut entendue et enregistrée, mais le principe selon lequel ils n'avaient pas à intervenir dans la politique d'immigration ne changea pas. Comme par le passé, le mouvement sioniste, bien que satisfait, ne s'estima pas tout à fait comblé.

Le permis d'immigrer était délivré par le département de l'immigration du gouvernement de Palestine, mais en réalité les Britanniques reconnaissaient le mouvement sioniste comme seul compétent dans le choix des pays, ses délégués devant choisir les candidats à l'immigration ⁷. Aussi les premières formalités dont devaient s'acquitter les futurs candidats ne se faisaient-elles pas auprès du consulat britannique le plus proche, mais dans les locaux du mouvement sioniste. Cela garantissait qu'ils soient bien juifs et permettait également de procéder à une certaine sélection.

Bien qu'évoquant de temps à autre la libre immigration, rien n'inquiétait davantage le mouvement sioniste qu'une immigration incontrôlée et non planifiée. « Si l'on octroyait, plus qu'il n'en faut, des visas d'entrée aux travailleurs, nous ne contribuerions pas ainsi à l'enrichissement du pays, mais nous le conduirions vers la crise économique ⁷ », expliquaient les responsables du mouvement dans une circulaire interne : « Les nouveaux immigrants seraient alors menacés par la famine et nous imposerions à l'Organisation sioniste une charge insupportable. » Les délégués de l'Organisation furent enjoins d'empêcher les capitalistes d'affluer en trop grand nombre : « Nos représentants doivent également les informer des conditions d'existence en Palestine », précisait la circulaire, expliquant que les déceptions pourraient engendrer des départs après faillite ⁸.

Dans une lettre à Samuel, Chaïm Weizmann expliquait que la victoire juive en Palestine n'était pas conditionnée par l'établissement d'un million de Juifs. Cent mille suffisaient amplement. « Si nous parvenons à faire venir cent mille Juifs créatifs et productifs, l'État juif commencera alors à prendre forme, ce dont nous pourrions être témoins encore de notre vivant ⁹. » Cette position avisée aboutit à un accord de principe entre le mouvement sioniste et le gouvernement britannique sur l'adaptation de la politique migratoire à la « capacité d'absorption » du pays, c'est-à-dire à la possibilité de fournir du travail.

Ainsi s'accordaient-ils tous les six mois sur le nombre d'immigrants autorisés à entrer dans le pays et sur les métiers à privilégier : agriculteurs,

ouvriers du bâtiment, etc. La création d'emplois pour les nouveaux arrivants dépendait pour beaucoup de la capacité du mouvement sioniste à mobiliser des dons, principalement aux États-Unis. Le mouvement se devait de subvenir aux besoins et au logement de chaque immigrant pendant la première année de son arrivée. Pour Herbert Samuel, cela allait dans le sens de ses intérêts. Les engagements pris sous sa responsabilité l'autorisaient aussi facilement à rejeter les demandes d'immigration de candidats incapables de se prendre eux-mêmes en charge ⁷⁹ ¹⁰.

Les immigrants « capitalistes » étaient autorisés à venir sans restriction. Les premiers décrets les obligeaient à fournir la preuve qu'ils détiennent au moins cinq cents livres sterling. Ces décrets changeaient parfois, ainsi que la somme exigée. Les dirigeants du Yishouv demandaient que cette somme soit revue à la baisse. Les autorités n'y consentaient pas facilement : tout dépendait de la fortune de ces immigrants, déclara sir John Shackburgh, du ministère des Colonies ¹¹.

Dans les vingt années qui suivirent, fut de temps à autre débattue la question de savoir s'il fallait seulement adapter l'immigration à la « capacité d'absorption économique » juive ou s'il fallait également prendre en considération la situation économique de la population arabe. Les sionistes demandèrent parfois que le rythme de l'immigration soit accéléré, même s'il n'était pas possible de garantir à l'avance des emplois pour les arrivants. L'argument invoqué était que l'immigration doperait l'économie. Il fallait aussi déterminer qui parmi ses proches l'immigrant était autorisé à faire venir avec lui, et il fallait aussi se mettre d'accord sur son itinéraire. Se posait également la question de savoir s'il devait acquitter des taxes douanières pour ses bagages. Les sionistes demandèrent que les affaires personnelles des immigrants ne soient pas taxées, ainsi que les livres, les appareils scientifiques, les matières premières et l'outillage ¹².

Samuel plaça à la tête du service de l'immigration plusieurs employés juifs, dont Albert M. Hyamson. Comme le commissaire, Hyamson était juif et sioniste, et s'attirait aussi parfois les foudres de ses coreligionnaires car, à l'instar de Samuel, il ne voyait pas dans sa judéité un motif suffisant pour favoriser le mouvement sioniste au détriment de son gouvernement. Hyamson travaillait énormément, jusque tard dans la nuit. Il examinait attentivement toutes les candidatures ⁸⁰.

Le département de l'immigration de la direction sioniste se plaignait parfois de l'attitude des Britanniques qui prenaient souvent en considération l'opposition des Arabes, sans fixer les quotas d'immigrants d'après les seules

considérations économiques. Parfois, les délégués du Yishouv faisaient part publiquement de leurs récriminations, et la presse s'en faisait largement l'écho. Il fallait de temps en temps faire appel aux multiples relations de Chaïm Weizmann à Londres pour désamorcer les conflits avec les autorités. Mais en définitive, le mouvement sioniste agissait en synergie et en accord avec le gouvernement sur les principes fondamentaux de la politique d'immigration et les détails de sa réalisation.

3. Les demandes de visas affluaient de toutes parts, depuis l'Iran jusqu'en Argentine. « Une foule de gens débarquent dans nos bureaux pour nous demander des visas », écrivait le délégué du mouvement de Lituanie. Le choix opéré était dans une large mesure politique. Ainsi était-il convenu par le mouvement sioniste que chaque parti politique devait avoir son quota de visas en fonction de sa représentativité au sein du Congrès sioniste. C'était un sujet permanent de luttes de pouvoir. Les militants des partis de Palestine y prirent une part active. Tous étaient bien conscients de fixer ainsi le rapport des forces politiques en Palestine. « La Diaspora nous construit », déclara Ben Gourion ¹⁴. Les Britanniques ne s'en mêlèrent pas tant que les nouveaux arrivants n'étaient pas communistes » ¹⁵.

La direction sioniste exigea que ne soient envoyés que des « éléments qui ne seraient pas une charge, des hommes qui aideraient à la construction du pays ». Il était clair que l'immigration juive devait contribuer aux besoins de la Palestine, et non l'inverse. Il paraissait alors déjà évident que la Palestine ne pouvait accueillir les Juifs du monde entier ni même parmi eux tous les demandeurs d'asile. « Personne ne peut rester indifférent au “malheur national” qui touche les Juifs d'Europe orientale », déclara l'Organisation sioniste, faisant allusion aux pogroms d'Ukraine ; « toutefois les sionistes ne doivent jamais perdre de vue leur but essentiel et fondamental : l'avenir de la terre d'Israël ». « Nous devons être cruels, écrivait l'un des idéologues du mouvement travailliste. Lorsque nous maîtriserons la situation, nous pourrons dire : que les massacres se poursuivent, mais nous, nous sauverons le Yishouv et assumerons son avenir, car c'est en lui seulement que réside le destin de notre peuple. » Cette position était aussi défendue par Zeev Jabotinsky ¹⁶.

Les candidats les plus prisés étaient les jeunes garçons célibataires « idéalistes et courageux » qui s'engageaient à l'avance à travailler pendant deux années consécutives dans des villages agricoles. « On a ici grandement besoin de vous, écrivait l'immigrant Bertshneider à ses camarades. Seule une immigration régulière et massive de jeunes gens sachant manier aussi bien la bêche que le fusil peut sauver le Yishouv de la catastrophe. » Une autre

immigrante recommandait à ses amies : « N'envoyez pas ici des gens sans qualification. Il y a aujourd'hui à Jaffa de nombreux pionniers désœuvrés. Et chaque semaine de nouveaux bateaux accostent avec encore à leur bord d'autres pionniers. » La règle qui prévalait alors était que l'individu devait « contribuer » à faire progresser la société ¹⁷.

Herbert Samuel craignait un « déluge » d'immigrants dont des personnes indésirables. Il pensait surtout aux communistes. Afin de pouvoir les « identifier », il proposa que chaque agence du mouvement sioniste agisse comme un « filtre ». Il était favorable à la constitution de « listes noires » de personnes non autorisées à émigrer n'excluant pas la possibilité d'expulser les immigrants indésirables. Weizmann promit que les délégués de l'Organisation sioniste examineraient soigneusement le profil politique des candidats à l'immigration pour empêcher rentrée des bolcheviks.

Ceux qui n'avaient pas de profession étaient considérés comme des « éléments indésirables » et préjudiciables au bon développement du Yishouv. Les femmes aussi étaient considérées comme des éléments dont il fallait limiter l'entrée ¹⁸. Étaient refoulés autant que possible les malades contagieux, les fous, les criminels et autres délinquants, les prostituées et les alcooliques. Le comité des délégués se plaignit de ce que l'on envoie des gens misérables et en mauvaise santé. « Des invalides réussissent parfois à se faire déclarer aptes au travail et à obtenir un visa », déplorait le département de l'Immigration. Des centaines de cas purent être répertoriés. Les responsables du département envoyèrent aux délégués du mouvement à l'étranger une liste de noms de personnes malades : il était hors de question de les laisser entrer, indiquaient-ils en suggérant de congédier les médecins qui ne s'opposeraient pas à leur départ ⁸¹¹ ⁹.

Conscients des responsabilités dont les avaient chargés les autorités, les membres du département de l'immigration prévinrent leurs délégués de veiller aux formalités d'usage et de s'assurer de la bonne foi des candidats. C'est ainsi, que des gens débarqués étaient sans cesse découverts, en possession de visa d'autres personnes, ou alors avaient reçu un visa en prétendant être ouvriers agricoles mais se révélaient sur place être en réalité tailleurs ! Ils étaient systématiquement refoulés par le département de l'immigration. Plusieurs incidents de ce genre se produisirent apparemment. La direction sioniste prévint que si cela devait se reproduire, les Britanniques pourraient alors dénier à l'Organisation sioniste le droit de faire la sélection des immigrants.

La plupart de ces derniers voyageaient à leurs frais et étaient censés subvenir à leurs besoins. L'engagement pris par l'Organisation sioniste d'assurer la subsistance des immigrants lors de leur première année en Palestine l'avait été vis-à-vis des autorités et non des immigrants. « Une lettre de recommandation, expliqua le mouvement à ses délégués, ne donne aucun droit à l'immigrant envers l'Organisation sioniste ». Si le mouvement reconnaissait le droit des immigrants à récriminer, il attirerait en Palestine une « masse humaine » indésirable, précisait-il ⁸²20.

Pour l'officier britannique de la police des frontières, ils apparaissaient comme une bande de misérables auxquels soudain le bonheur avait souri. Douglas V. Duff les décrivit avec un étonnement extrême : « Ils débarquaient après de longues semaines passées dans la plus sordide promiscuité sur les ponts de frêles embarcations. Les conditions d'existence étaient pires que celles qu'avaient connues autrefois les galériens, sans toilettes ni douches. Ils avaient apporté avec eux dans des sacs leur nourriture, constituée principalement de pain et de poisson fumé. Avant de mettre pied à terre, il leur fallait monter à bord de canots. Des matelots arabes les poussaient hors du pont comme de la vulgaire marchandise. Ils dégageaient de loin une odeur infecte. Il m'est souvent arrivé de vomir en montant sur le pont avec l'officier sanitaire. » Les ponts étaient jonchés d'excréments et de détrit.

À son grand étonnement, il ne trouvait aucune rancœur chez les voyageurs, seulement animés d'une vive exaltation. « Une étrange lumière brillait dans leurs yeux. En apercevant au loin le Carmel et les montagnes bleutées de Galilée, ils se mettaient à entonner des chants. Duff, se laissant emporter par le lyrisme de ses propos, les qualifia « d'anciens poèmes hébraïques.

« Le pont bruissait d'une forte clameur. Il fallait une poigne de fer pour maîtriser tout ce mouvement, écrivit-il. Une foule de gens venait accueillir les immigrants, brisant avec hystérie les barrières de barbelés. Elle accourait en quête de nouvelles de parents restés en Europe. Le problème était, continuait Duff, que les policiers arabes, par trop nerveux, utilisaient des matraques et des cravaches pour disperser ceux qui étaient venus accueillir les nouveaux arrivants. Lorsqu'ils n'arrivaient pas à faire régner l'ordre, ils les traînaient derrière eux avec les immigrants jusqu'aux appareils de désinfection. En chemin, ils devaient traverser les ateliers des chantiers navals. Les matelots arabes se moquaient des immigrants qui formaient une étrange procession d'hommes vêtus, à l'européenne, de hardes puantes, recrues de fatigue et ployant sous le poids de leurs bagages, qui ne cessaient de chanter d'anciennes mélodies juives. Seuls certains d'entre nous surent comprendre

ce qui se passait sous nos yeux et en saisir la portée historique. Quelques centaines de mètres plus loin, ils arrivaient à l'établissement de bains. Ils devaient alors se séparer de leurs enfants pour les fouilles d'usage, puis se dévêtir totalement. Les hommes étaient conduits dans une pièce et les femmes dans une autre. Il fallait entre autres s'assurer qu'ils ne dissimulaient pas d'arme. Puis ils étaient désinfectés. Ils passaient la nuit-là, sous la tente, sans draps ni moustiquaires. Les anophèles s'en donnaient à cœur joie. Les conditions étaient effarantes. » Duff, ne voulant pas s'étendre davantage concluait : « Il est facile de se les imaginer ²¹.

Ces immigrants apportaient avec eux le drame d'un destin bouleversé et du passage d'un continent à un autre et parfois même d'une identité à une autre. Ce fut l'histoire de Yefim Gordin.

4. Lorsqu'il débarqua à Haïfa, après le bain, la séance de désinfection et les vaccinations contre la variole et le typhus, Gordin se rendit tout d'abord à la poste pour envoyer un télégramme à ses parents, puis au centre communautaire de l'école Ha Reali, pour y chercher l'adresse de son oncle David. Ses bagages étant restés en quarantaine, il n'avait été autorisé à prendre avec lui que deux petits paquets.

Haïfa était alors en pleine mutation. L'ancien petit village reculé de pêcheurs s'était rapidement transformé en véritable ville, attirant autant les villageois arabes des environs que les Juifs européens ⁸³² 2.

À partir des années vingt, les Juifs de la ville commencèrent à s'établir dans des quartiers séparés. Celui de Hadar Ha Carmel avait été édifié autour du Technion, le prestigieux institut de technologie, pierre angulaire de la culture sioniste, qui se développa parallèlement à l'université hébraïque de Jérusalem. Hadar Ha Carmel, conçu aussi par l'architecte Richard Kaufmann, devait être un quartier d'habitation calme, constitué de maisons d'un ou deux étages, entourées de jardins, comme à Tel-Aviv ou dans les quartiers résidentiels de Jérusalem, pour permettre aux Juifs de vivre loin du tumulte de la ville arabe. Quelque temps après que Tel-Aviv fut devenue une ville à part entière, séparée de Jaffa, Hadar Ha Carmel bénéficia également d'une certaine autonomie pour gérer les affaires de ses habitants. Le comité les assujettit à l'impôt, leur procura l'eau courante et construisit des routes. Il y avait aussi un jardin d'enfants et une école ²³. Comme au début de l'édification de Tel-Aviv, les habitants furent enclins à s'opposer à l'ouverture de magasins dans leur quartier. Lorsque Yefim Gordin arriva chez son oncle et sa tante, Hadar Ha Carmel comptait déjà trois mille âmes.

L'oncle David et la tante Rachel l'accueillirent chaleureusement. David Ettinger était un homme d'affaires relativement aisé. Il s'était installé en Palestine en 1918 où il avait d'abord commencé par vidanger les bateaux. Le ménage possédait un cinq-six pièces et avait une vue sur le golfe, de beaux meubles, des tapis, et une gouvernante qui arrivait le matin et repartait dans la soirée, écrivit Gordin à ses parents. Ils l'installèrent pour dormir sur le canapé du salon. Comme de nombreux immigrants, il eut une poussée de fièvre et dut garder le lit pendant trois jours.

Tante Rachel pestait en permanence contre la Palestine. « Maudit pays », maugréait-elle en yiddish. Elle regrettait d'avoir quitté l'Allemagne et dénigrait tout, comparé à ce qu'elle pouvait trouver à Berlin, se mettait tout le temps en colère, menaçant de vouloir rentrer en Allemagne, même si elle vivait ici tout à fait à son aise. L'oncle David, en revanche, avait plutôt tendance à exagérer dans le sens inverse, essayant de montrer que tout allait pour le mieux dans le meilleur des mondes. Son oncle et sa tante ne cessaient de se disputer, surtout lorsque l'oncle David rentrait tard pour dîner.

« Il y a de bons et de mauvais côtés », écrivait Gordin. La cherté de la vie le tracassait. Il avait entre-temps recouvré la santé et était allé chercher ses bagages. Le cocher lui avait demandé dix groush pour sa course, raconta Gordin fort dépité. Dans les jours qui suivirent, il partit à la recherche de vagues connaissances à qui il était censé remettre des lettres de Vilnius. Il constata que l'on construisait beaucoup dans la ville et que quantité de petits kiosques s'élevaient de toutes parts. Le soda s'appelait ici « gazoz », écrivit-il à sa petite sœur ²⁴.

Gordin chercha du travail. En ville, bien évidemment : « Travailler dans les fermes agricoles est une ineptie car l'on ne peut y faire que des tâches agricoles qui par définition sont pénibles », expliquait-il à ses parents ²⁵. Possédant quelques rudiments d'anglais il aurait aimé travailler à la douane mais cela ne se fit pas. Il décida alors de rendre visite à son oncle Jacob et sa tante Anita à Jérusalem.

Il fit le trajet en autocar en passant par la vallée d'Izréel. Un jeune garçon, un « pionnier » débarqué en Palestine six ans plus tôt, était du voyage ainsi qu'un vieillard, négociant en coton, ressemblant à un Arabe vêtu à la mode orientale et coiffé d'un tarbouche, mais qui s'avéra être un Juif caucasien, établi depuis trente-cinq ans en Palestine. Il revenait de Beyrouth où il s'était rendu pour affaires. À dix minutes de Haïfa, ils aperçurent l'usine de ciment Nesher, la plus grande entreprise du pays aux allures d'une vaste ville. Ils passèrent près de Nahalal, *moshav* conçu lui aussi par Richard Kaufmann,

voisin du kibboutz de Eïn Harod, qui avait vu le jour quelque cinq années auparavant : « Les baraques ont belle allure et les champs sont cultivés », écrivait Gordin. Au loin, on pouvait apercevoir Beït Alfa, autre kibboutz fondé quatre ans plus tôt. Quelques mois auparavant, avait été découverte une ancienne synagogue au sol recouvert d'une splendide mosaïque. « La vallée a été conquise, ou plutôt est sur le point de l'être. Il nous incombe aujourd'hui de conquérir encore d'autres territoires. Nous ne devons pas manquer à ce devoir », poursuivait-il.

« Nous croisons ici et là des villages arabes dont les habitants vivent comme de véritables porcs. « Leurs champs étaient couverts de pierres. Dans l'un d'eux il lui sembla qu'elles étaient amoncelées selon un certain ordre. C'était un cimetière musulman. Ses compagnons de voyage lui expliquèrent que les Arabes ne se préoccupaient pas beaucoup de leurs morts, mais qu'ils ne faisaient pas grand cas non plus des vivants : « Si seulement vous pouviez voir comment et ce qu'ils mangent, et où ils dorment, vous ne pourriez leur parler sans éprouver un profond dégoût, écrivait Gordin. Oui, les travailleurs juifs exigent plus d'argent que les travailleurs arabes, mais il y a tout lieu de s'en réjouir, car un travailleur juif ne peut se contenter d'une demie miche de pain : il lui faudra également un journal, mais aussi du savon et du dentifrice, car l'eau ne suffit pas pour se laver. Les Arabes l'ignorent, me semble-t-il. »

Ils firent une halte à Jenine. C'était une ville entièrement arabe. Le médecin était le seul Juif du lieu. « Nos voisins manquent encore de forces culturelles », soulignait-il. Des médecins juifs isolés habitaient aussi d'autres localités arabes ²⁶. Sur la route conduisant à Jérusalem, Gordin aperçut plusieurs monastères : « Ces monastères souillent le pays. Dans chaque lieu où la culture biblique est présente on trouve un monastère. Dieu merci, Tel-Aviv n'est pas mentionnée dans les Saintes Écritures et grâce à cela nous avons une ville en terre d'Israël sans monastère. » Le vieil homme assis à ses côtés dans l'autocar lui montra l'endroit où Joseph avait été jeté dans le puits par ses frères. « Il en fit une description comme s'il en avait été le témoin oculaire », écrivit Gordin. Telles furent ses premières impressions de voyage.

L'oncle Jacob et la tante Anita Ettinger l'accueillirent avec affabilité. Ils vivaient dans un deux-pièces avec un salon sur la rue Betsalel. L'oncle Jacob possédait un atelier de reprographie. Après avoir installé Gordin sur le canapé dans l'antichambre, ils l'exhortèrent à rester à Jérusalem. Ils connaissaient un professeur du nom de Klein, qui avait promis de parler de lui au professeur Magnes, de l'université ; peut-être pourrait-il ainsi obtenir une bourse d'un montant de cinq livres. Gordin approuva cette idée. Jérusalem lui plaisait. La vie culturelle y était, selon lui, plus intéressante.

Gordin avait un lointain lien de parenté avec un homme connu et fort influent : l'avocat Mordekhaï Elias. Il alla se présenter à lui pour lui demander une lettre de recommandation pour entrer à Hadassah. Elias ne voulut pas bouger le petit doigt, mais il promit toutefois de s'entretenir avec Magnes au sujet de la bourse.

Entre-temps, Gordin réussit à trouver une place chez M. Halliday, directeur de l'association pour la réhabilitation de Jérusalem, fondée par Ronald Storrs. Il travaillait de sept heures du matin à deux heures de l'après-midi. On lui avait promis cinq livres pour le premier mois. En fait, il aurait préféré travailler à la Bibliothèque nationale, mais son directeur, Hugo Bergmann, se trouvait en Europe, et, en son absence, de nouveaux employés ne pouvaient être recrutés. Il passa le plus clair de son temps à taper à la machine. La première question que l'on posait à tout nouvel immigrant était : Savez-vous taper à la machine, et avec combien de doigts ? Aussi conseillait-il à tous ceux qui désiraient émigrer de s'initier à la dactylographie.

Chaque après-midi, il se rendait en auditeur libre à l'institut des sciences du judaïsme. L'oncle Jacob allait bientôt déménager. Il aurait alors une pièce supplémentaire, mais aussi des toilettes à l'européenne avec une chasse d'eau. Gordin aurait ainsi un petit coin à lui, presque une chambre. Mais l'oncle David l'appela alors à Haïfa pour lui proposer un emploi dans son bureau. Quoi qu'il en soit, il n'avait pas réussi à maîtriser la langue officielle comme l'exigeait M. Halliday. Il n'avait personne auprès de qui prendre conseil et ses nouvelles chaussettes étaient déjà trouées, écrivit-il à sa mère ²⁷.

Deux mois après son arrivée, il était de retour à Haïfa où il travaillait tous les matins dans le bureau de l'oncle David. C'était un travail très facile. On lui dictait des lettres qu'il tapait à la machine. Son oncle lui avait promis un salaire de cinq à six livres. Il aurait aimé davantage. Dans la journée, il allait au restaurant boire un verre de lait qui lui coûtait un grouch. Un chauffeur lui avait proposé un emploi de mécanicien. Tous les midis il rentrait déjeuner avec son oncle. Pendant la semaine, ils prenaient des repas végétariens, ne mangeant de la viande que le jour du shabbat. L'oncle David devint de plus en plus dur à son égard, comme avec ses autres employés et ne l'appelait plus que Gordin. La tante Rachel continuait toujours de se plaindre. Il lui avait rapporté de Jérusalem deux paquets de gélatine, de bonne qualité et de fabrication locale, pour confectionner des puddings, mais sa tante ne voulait utiliser que des produits importés d'Allemagne ²⁸.

Gordin formait de multiples projets. L'un concernait l'hôtel que gérait la fille du rabbin Hidesheimer. Un bel hôtel, bien agencé, qu'elle n'avait

malheureusement pas bien su gérer, aussi avait-elle fait faillite. L'oncle David connaissait les créanciers. S'il se portait acquéreur de l'hôtel, pour six cents à sept cents livres, son père et sa mère pourraient venir de Vilnius se charger de la gérance. Mais son oncle s'opposait à ce que les Gordin émigrent sans avoir de quoi vivre au moins six mois par leurs propres moyens.

Entre-temps, Gordin avait pris une chambre à l'hôtel Vilnius. Elle était équipée d'un lit et d'une table. Après d'âpres négociations, il avait réussi à louer la chambre cent soixante grouch par mois, avec une tasse de thé matin et soir. Il y avait beaucoup de mouches et de moustiques, mais ce n'était pas si mal comme solution provisoire. Les chambres à louer sur le Carmel n'étaient pas meublées et les prix pouvaient atteindre jusqu'à deux livres cinquante. Il aurait bien aimé trouver un colocataire pour partager ses frais et son ennui. Parfois, il allait se promener sur le Carmel. Il s'était mis à étudier la *Gemarrah* avec cinq autres jeunes garçons. Il avait décidé d'acquérir une bicyclette et avait commencé à publier un journal, *Bé-Artzénou* (« Dans notre pays »), qu'il tapait lui-même à la machine.

Trois slogans figuraient en exergue : « Il est bon de vivre dans notre pays, il est bon de souffrir dans notre pays, il est bon de travailler dans notre pays ²⁹. » Dans le premier numéro était décrit le paysage du Carmel. « Très loin, au-delà de l'horizon, existe une autre Europe où l'on retrouve toute la Pologne, chargée de tant de souvenirs. » Il n'était pas si facile de devenir « asiatique ». La solitude lui pesait et sa famille lui manquait. « Mes larmes coulent toutes seules », écrivait-il à ses parents, demandant des nouvelles de tout ce qui se passait, de l'état de santé de la tante Rivkah jusqu'aux derniers commérages de son ancien lycée. Ses parents lui avaient envoyé un coussin par l'intermédiaire d'une connaissance de Vilnius. Gordin s'était rendu à Tel-Aviv pour le chercher. Son oncle Chaïm y vivait, non loin de la maison de Menahem Ussishkin, à côté du casino.

5. Le casino était moins un établissement de jeux qu'un café, mais son nom était à la hauteur des ambitions de Tel-Aviv, capable d'embraser l'imagination des rêveurs de tous pays. Les fonds pour la construction du « casino » avaient été fournis par des investisseurs américains ; l'architecte, Yehoudah Megidowitch, était venu d'Ukraine à bord du *Rosslén*. Son architecture rappelait les résidences secondaires que s'étaient fait construire sur la côte les riches familles d'Odessa, mais avait surtout l'allure d'un vaste chapiteau de cirque. Son nom, *Galet Avivy* figurait en hébreu et en anglais sur deux enseignes en forme de roues, conférant à la façade l'aspect d'un immense ventilateur ou d'un moulin à vent. Les terrasses étaient décorées de

lampions et de fanions. « Autour de la terrasse, jaillissent d'une fontaine des jets d'eau et de lumière », était-il écrit sur un panneau publicitaire.

Le maire de la ville, Dizengoff, et ses camarades considéraient le casino comme un bâtiment public revêtant un intérêt national. Ils avaient détourné la rue Allenby pour qu'elle finisse exactement à l'entrée du bâtiment. Un orchestre jouait des airs de fox-trot et de charleston. « Les généraux anglais venaient y déjeuner, se souvint plus tard un barman. Ils y rencontraient de jeunes femmes juives ; cela finissait parfois par un mariage. L'atmosphère était gaie et il y régnait une bonne ambiance ³⁰. »

Tel-Aviv fut construite dans différents styles hétéroclites au gré de l'imagination. Durant ces folles années vingt, un immeuble, à l'allure de pagode, fortement inspiré d'un café américain, avait soudain surgi des dunes ; un autre ressemblait à un palais tout droit sorti des contes de Grimm, avec d'étroits donjons de métal semblables à des chapeaux de clowns. Les vérandas circulaires étaient munies de rampes de style néoclassique en fer forgé, rehaussées de bas-reliefs représentant la Ménorah du Temple et avec des fenêtres ressemblant à celles des palais de califes d'Arabie.

Les maisons étaient ornementées de lions et d'aigles de stuc. On eut même recours, à un certain moment, aux dalles de céramique fabriquées à l'école Betsalel de Jérusalem selon une technique et un goût très viennois : portraits de prophètes et allégories des tribus, caravanes de chameaux, profusion de palmiers figurant sur les façades des maisons. Dans la maison de Bialik, des palmiers de céramique venaient orner une impressionnante cheminée qu'il s'était fait construire probablement dans l'attente d'hivers rigoureux. Sur la façade d'une autre maison était immortalisé son propriétaire. Sous la plaque en céramique à son effigie était gravée l'inscription suivante : « Shmuel Wilson, entrepreneur américain diplômé. » C'était cette alliance entre l'Orient et l'Occident qui avait tant exalté l'imagination d'Alter Letin : « Vous n'avez pas construit des avenues et des jardins, vous n'avez pas construit de maisons sur les dunes, écrit-il aux habitants de Tel-Aviv, mais des palais ouverts au soleil. Les portes dorées du Temple/une joyeuse cité offerte aux vagues !... / Un phare et une tour/aux confins des délices orientaux/pour chaque maison d'Israël ³¹ [...]. »

Ce fut la décennie des bâtisseurs : en 1920, Tel-Aviv comptait deux mille habitants, en 1924, leur nombre atteignait vingt mille et quarante mille en 1929. Dans une même année, un million cinq cent mille livres furent investies dans la construction, plus de soixante-dix pour cent de l'investissement global en Palestine. L'année 1925 fut celle de tous les records : près de trente-cinq

mille immigrants arrivèrent en Palestine : il n'y eut jamais autant d'immigrants juifs en une seule année. C'était la première fois que leur nombre était supérieur à ceux d'autres pays, y compris les États-Unis. Plus de la moitié venait de Pologne. Cela était essentiellement le résultat de la nouvelle politique économique adoptée par le Premier ministre et le ministre des Finances Ladislav Grabski : les nouveaux décrets promulgués portaient particulièrement atteinte aux classes moyennes, dont faisaient partie de nombreux Juifs. Plus de la moitié des « immigrants de Grabski », ainsi qu'ils avaient été surnommés, pourvus d'un capital confortable, s'établirent à Tel-Aviv ³². Probablement aucune ville ne connut jamais de croissance aussi rapide.

Cette même année, la mairie commanda un important chantier à l'architecte urbaniste qui avait déjà proposé un projet pour l'université hébraïque de Jérusalem. La frénésie de construction qui s'était emparée de toute la ville ne permit pas de corriger ce qui existait déjà, mais on doit toutefois à Geddes quelques réalisations bien pensées : des rues parallèles à la mer, du sud au nord, et des rues perpendiculaires d'est en ouest, pour permettre la circulation de l'air marin. Tel-Aviv devait rester une ville verte avec de nombreuses places et des jardins autour des maisons. Geddes aimait le mode de vie de Tel-Aviv : une ville juive, affranchie, selon lui, des contraintes oppressantes de Jérusalem ³³.

Le bâtiment du lycée aurait pu tout aussi bien égayer une quelconque ville européenne, tout comme ses rues rectilignes, si différentes des ruelles tortueuses et sombres de Jaffa. Aucune influence arabe ni même celle du ghetto juif. C'était une ville juive et européenne. Lors des défilés de Pourim, pendant que le maire Dizengoff paradait en tête sur son cheval blanc, se dégageait une impression d'intimité naïve, presque enfantine et bouleversante ³⁴. « Herzl s'il avait seulement traversé la rue Allenby, remarquait l'écrivain Dov Kimbi, aurait arboré une fière posture, à laquelle déjà le prédisposait sa grande taille ; peut-être même aurait versé quelques larmes [...] Tel-Aviv, fragment d'une vie... Qui sait où cela nous mènera ?... »

Nul doute que l'homme du monde Herzl aurait considéré Tel-Aviv, à l'instar de Chaïm Weizmann, trop provinciale à son goût. « On y croise toujours les mêmes gens, se plaignait-il. Vous voyez toujours les mêmes ensemble et la moindre parole échappée d'une maison se répand telle une traînée de poudre. Les gens parlent trop et sont satisfaits d'eux-mêmes. Chaque Juif représente son "courant" ou son "organisation" ; tout cela frise le ridicule et est consternant ³⁷. »

« C'est une ville sans histoire et tournée vers l'avenir, écrivit un voyageur français, érigée sur les dunes, elles aussi sans légendes, par les classes moyennes [...] Lorsque, en vain, je cherchai à lui rattacher un passé de plus de vingt ans, je ne trouvai que du sable. Nahuro Gutman écrivait ; « Je peux écrire ton nom, Tel-Aviv ; de droite à gauche et de gauche à droite, comme chacun de nous peut écrire avec le doigt le nom des filles qu'il a aimées dans son enfance, sur le sable humide du bord de mer, laissant aux vagues le soin de les effacer. »

En 1923, le journal *Ha'Aretz* déménageait de Jérusalem à Tel-Aviv. C'était là non seulement la reconnaissance du statut économique et politique de la ville, mais aussi de son hégémonie culturelle : Tel-Aviv était devenue la nouvelle capitale culturelle juive laïque. Lorsque Chaïm Nahman Bialik vint s'y établir en 1924, un accueil digne d'un héros national lui fut réservé : autour de la maison mise à la disposition d'Ahad Ha Am par la mairie, des chaînes avaient été installées pour empêcher que les automobiles et les charrettes ne viennent troubler le repos du grand homme ³⁸. Des pièces de théâtre furent montées. De grandes œuvres de la littérature mondiale furent traduites en hébreu bien que, longtemps encore, la plupart des habitants continuèrent de penser, parler, aimer et haïr en russe, polonais ou yiddish. « La tante Rachel, écrivit Yefim Gordin à ses parents, parle avec son mari en russe, en yiddish et en allemand, et elle s'adresse à ses enfants en allemand. Son mari leur parle en hébreu, et ils s'expriment entre eux dans cette langue ³⁸. »

Ainsi se présentait cette société dont les membres étaient pour la plupart installés en Palestine depuis moins de cinq ans. Au début des années vingt, l'âge moyen était de vingt-deux ans. Six personnes sur dix n'étaient pas mariées. Le nombre d'hommes célibataires était trois fois supérieur à celui des femmes. Quatre couples sur dix n'avaient pas d'enfants ^{843 9}.

« Le rythme de l'existence », comme on disait alors, ressemblait beaucoup à celui de la Diaspora. Une usine de fabrication de chaussettes qui venait d'ouvrir portait fièrement le nom de « Loggia ». Ces années-là conférèrent au kaléidoscope culturel israélien son aspect spécifiquement polonais, caractérisé par le personnage mythique de la « mère juive », par trop étouffante, exigeante, fardée outrageusement, taraudée par un sentiment diffus de culpabilité qu'elle communiquait, victime hypocrite, à tout son entourage, Yefim Gordin raconta à ses parents comment se déroulait l'existence chez tante Anita. Elle gémissait toute la journée sur son infortune, se plaignant de ne pas avoir de bonne, et lorsqu'elle préparait le déjeuner, elle n'oubliait

jamais de lui rappeler qu'elle n'avait fait la cuisine que pour lui, et que s'il n'était pas venu elle aurait eu moins de travail. Elle faisait mal la vaisselle, et lorsqu'il l'essuyait, elle se vexait ⁴⁰.

Yefim Gordin, jeune homme sérieux, n'était nullement impressionné par Tel-Aviv. « Un homme venant de Varsovie, européen, ne s'émerveillera pas à la vue d'une maison de quatre étages, d'un dallage bien entretenu, d'un trottoir ou d'un réverbère électrique dans la rue ⁴¹ », écrivit-il à ses parents. Gordin ne pouvait vivre à Tel-Aviv : « On ne peut s'imaginer à quel point la désinvolture, l'oisiveté et la recherche du plaisir prévalent à Tel-Aviv, leur racontait-il. Jérusalem, en comparaison, m'apparaît être une ville si sérieuse, si réfléchie et sage ; c'est ce que j'aime ⁴² »

C'était un choix entre deux univers culturels et politiques opposés.

Jérusalem se définissait comme une ville religieuse de cinq mille ans, sise sur un rocher, éminemment politique, intolérante, pour ne pas dire fanatique. Quant à Tel-Aviv, ce n'était ni le passé, ni l'avenir, mais la vie elle-même qui rythmait son existence : « D'où et vers où nous conduit notre destinée est une question superflue », écrivait Abraham Shlonsky ⁴³. Yefim Gordin s'installa à Jérusalem.

6. Il s'établit dans la ville au début de l'année universitaire 1927-1928. Ses excellentes notes au baccalauréat, passé à Vilnius, étaient suffisantes pour qu'il s'inscrive. La scolarité était alors gratuite. L'oncle Jacob lui avait loué pour trois livres par mois une chambre dans son appartement, mais Gordin ne s'y sentait pas tout à fait à son aise ; aussi préféra-t-il louer avec un cousin une autre chambre dans le quartier d'Akhvah au nord-ouest de la ville. Dans ce quartier, il y avait de nombreux acacias et l'air y était pur et agréable. Il y avait également un « jardin municipal », mais en raison de la pénurie d'eau, on ne pouvait véritablement parler de jardin. Pour en voir, il fallait se rendre à Hadar Ha Carmel ou à Safed, notre Suisse à nous, écrivit Gordin. Les bourgeois voyageaient en Europe où les rues étaient goudronnées ⁴⁴. Gordin insistait sur ce fait car la plupart des rues à Jérusalem ne l'étaient pas et les jours de pluie on pataugeait dans la boue.

La chambre avait tout le confort. Il y avait l'eau courante. L'appartement possédait « des toilettes européennes », et une salle de bains avec douche et baignoire. Chacun payait une livre et demie. C'était un prix tout à fait modéré. Ils n'avaient pas trouvé la chambre facilement, ayant dû chercher pendant un mois. Ils avaient acheté une petite table et deux simples chaises pour quarante groush. Il n'y avait malheureusement qu'un seul lit et un

hamac. Aussi les occupaient-ils à tour de rôle. Mais Gordin était content : M. Ben Zakkaï, le propriétaire de la chambre, travaillait au sein de la direction sioniste et était traducteur. Une de leurs relations de Vilnius le connaissait. C'étaient des gens intelligents et affables, écrivit-il. Ils n'avaient pas d'enfants, seuls leurs conjoints et une autre parente d'une vingtaine d'années vivaient dans l'appartement dans le plus grand calme ⁴⁵.

Gordin prenait son petit déjeuner et son dîner chez lui. Du thé et du cacao, du pain, du beurre, des olives, des oranges, des dattes, de la confiture, du halva et du fromage : « Je ne mange pas tout cela en même temps, bien sûr », racontait-il à sa mère, toujours dans les moindres détails et sans aucun humour. Probablement exigeait-elle de tout savoir, et lui, jeune homme tout juste échappé du cocon familial, s'exécutait. Il déjeunait dans un « restaurant végétarien » où le menu changeait chaque jour et où le repas coûtait trois groush ⁴⁶. Le soir du shabbat, il mangeait dans la cuisine des ouvriers du HaPoel Ha Mizrahi [Branche travailliste du parti religieux Mizrahi. (*N, d. T.*)] de la carpe farcie, un bouillon de riz, de la viande avec une purée de fève et de la compote. Le samedi à midi, il y retournait pour déjeuner : de la carpe farcie, du *tchoulent*, de la viande avec des vermicelles et des raisins secs, avec pour finir de la compote. On prononçait la bénédiction sur le vin, souvent délicieux. Les deux repas revenaient à dix groush ⁴⁷.

Sa mère lui faisait régulièrement parvenir des colis. Gordin prenait soin de lui confirmer que tout était bien arrivé : un recueil de poèmes de Yehoudah Halévy, un pot de graisse d'oie, un saucisson, une boîte de petits beurres, de la confiture de prunes et toutes sortes de friandises. Tante Berakhah lui avait envoyé des poires confites, dans une petite boîte ronde ⁴⁸. Parfois, il recevait un peu d'argent, d'autres fois lui-même en envoyait, chacun s'indignant à ce propos. C'était là le mode de vie de tout immigrant : Gordin mangeait ce que l'on mangeait en Pologne, se lavait avec du savon qu'on lui envoyait de chez lui et lisait les livres qu'il recevait de Vilnius. Il commandait parfois des ouvrages à ses parents en leur disant comment se les procurer. C'était une symbiose culturelle entre Jérusalem et la Jérusalem de Lituanie, ainsi que les Juifs désignaient Vilnius. Il adressa aussi à ses parents une branche de palmier et une autre de cédrat ⁴⁹.

Dans ce contexte, les propos de Gordin, un an après son arrivée, avaient quelque chose de pathétique : « Je peux être fier car depuis un an que je suis en Palestine, je me suis débarrassé de la gangue d'impureté de la Diaspora et me suis purifié du mieux possible [...] Je me moque de la Diaspora [...] Je voulais une patrie. Être un homme comme les autres, égal aux autres, fier

comme eux d'être en Palestine. Telle était mon ambition et c'est ce à quoi je suis parvenu. Dès l'instant où mes pieds ont foulé la terre de mes ancêtres, j'ai rompu tout lien avec l'Europe et l'Amérique [...] ⁵⁰. » Il avait renoncé à la nationalité polonaise et était devenu citoyen palestinien. « Cela m'a toutefois coûté une demie livre, écrivit-il, mais tout est bon pour cesser d'être citoyen d'un pays qui n'est ni le mien ni celui de mon futur fils ⁵¹. » Il ne supportait plus la psychologie du ghetto ⁵². Il se faisait appeler Chaïm Shalom en précisant : « Je suis hébreu et mon nom est hébreu car je suis issu du pays des Hébreux ⁵³. »

Malgré cela, il continuait à vivre comme sa famille en Diaspora. Il portait un panama et des costumes trois pièces, gris et blanc, comme les jeunes gens en Europe. Un jour, il écrivit à sa mère qu'il les avait portés à nettoyer et reprendre, en lui communiquant les tarifs de la blanchisserie : une chemise : un grouch et demi ; des caleçons : un grouch... Dans cette lettre il demandait à ses parents de lui dire comment se servir de cette matière tenant à la fois de la poudre et de la crème, et qui permettait de retirer les poils de barbe sur ses joues, comme le faisaient de nombreux Juifs religieux qui ne se rasaient pas. Quand finalement il décida de se raser avec un rasoir, il les en informa ⁵⁴.

Toute son existence était rythmée par les heures d'ouverture de la poste. Si un jour il ne recevait pas de courrier, il était anéanti. Il s'efforçait de chercher un emploi. S'il avait pu prouver qu'il gagnait seize livres par mois, il aurait pu faire venir ses parents et sa sœur Hannah. C'était l'objectif qu'il poursuivait. Entre-temps, il réussit à trouver un emploi provisoire dans les bureaux de la société Kehilat Zion.

7. Kehilat Zion était une société américaine dont le siège se trouvait à New York. Elle achetait des terres en Palestine et avait fondé, entre autres, le *moshav* Balfouriva dans la vallée d'Izréel. C'était une affaire à but lucratif, mais qui avait aussi pour objectif de mobiliser les sionistes américains afin qu'ils contribuent au développement du pays. Pendant que Gordin travaillait comme employé dans les bureaux de la société à Jérusalem, elle poursuivait l'un de ses projets les plus ambitieux : la fondation de la ville d'Afoula dans la vallée d'Izréel.

El-Foulé était, à l'origine, un petit village arabe, mentionné pour la première fois sur les cartes utilisées par Napoléon lors de sa campagne de conquête de la Palestine. Il se trouva plus tard sur la ligne de chemin de fer Damas-Haïfa-Naplouse. Au début du siècle, le Fonds national juif (KKL) avait fait l'acquisition de plusieurs terrains dans la région. Le vendeur s'appelait Elias Soursouq, un homme d'affaires arabe établi au Liban. La

tractation dépendait de l'expulsion de plusieurs paysans arabes. À partir de ce moment-là, El-Foulé se mua en symbole national arabe, preuve indubitable de la volonté sioniste d'évincer les Arabes.

La ville juive d'Afoula devait concrétiser le rêve citadin des Juifs de Pologne. Kehilat Zion entreprit d'acquérir les terrains de la ville. Afoula devait devenir une ville moderne, conçue avec plus de rigueur que ne l'avait été Tel-Aviv. Le projet en fut confié à Richard Kaufmann. La ville telle qu'il la dessina devait être abondamment fleurie. Le prix du terrain était deux fois celui de Tel-Aviv. Comme au début du siècle, il fallut à nouveau expulser les paysans arabes. Certains acceptèrent de partir après indemnisation.

Un rapport rédigé par le lieutenant-colonel Percy Bramley, ancien responsable de la sécurité intérieure, établit que seul un quart de la centaine de familles installées sur place était parti de leur plein gré, après avoir reçu entre cinq et vingt livres selon leur statut. Bramley expliqua que cette compensation financière ne garantissait pas l'avenir des familles : dans de nombreux cas, l'agriculteur se trouvait totalement démuní après avoir dépensé cet argent en achetant un nouveau cheval ou une nouvelle femme.

Le gouvernement proposa d'autres terres en dédommagement aux agriculteurs d'El-Foulé, mais au dire de Bramley, certaines d'entre elles étaient la propriété de la famille Soursouq et devaient être vendues prochainement. Une partie des agriculteurs auraient dû s'établir dans des villages où ils étaient indésirables. Aussi refusèrent-ils de s'en aller. Le Conseil suprême musulman de Jérusalem suggéra au gouvernement de consentir à un compromis : aider les paysans à acquérir les terres de Soursouq au même prix qu'elles étaient vendues aux sionistes. Le Conseil suprême musulman se décida à prendre un avocat, mais avant qu'il ait pu intervenir, les transactions en cours avaient abouti. Un journaliste américain ayant suivi l'affaire de près, décrivit la joie des villageois juifs chantant, dansant et buvant toute la nuit.

Le lendemain, plusieurs d'entre eux entreprirent de cultiver les nouvelles terres, bénéficiant, conformément à la loi, de la protection de la police britannique. Certains des habitants d'El-Foulé leur lancèrent des pierres. Un Juif tira dans leur direction. Un Arabe fut tué. *Ha'Aretz* fit part de ses regrets. Le colonel Kisch, à la tête de la direction sioniste, craignit que cet incident ne rende plus difficile à l'avenir l'acquisition de nouvelles terres. Il était interdit de se munir d'un fusil pour aller travailler aux champs, écrivit-il. Deux Juifs furent arrêtés, accusés de meurtre et condamnés à des peines de prison ferme,

mais ayant fait appel, ils furent finalement acquittés. Leur procès connut un fort retentissement ⁵⁵.

Afoula était devenu un mythe dans le monde des illusions sionistes. En Amérique et en Pologne, les gens se mirent à acheter des parcelles de terres « dans le centre » et même « à côté de l'opéra », investissant près d'un million de dollars. Mais vingt ans plus tard, Afoula restait une ville sous-développée, ne comptant que deux mille habitants, dont la plupart, n'ayant pas le choix, étaient contraints de travailler dans les champs. Les projets trop ambitieux étaient à l'image du casino de Tel-Aviv. Richard Kaufmann se défendit d'avoir jamais eu l'intention de construire un opéra à Afoula, affirmant que dans ses projets il n'avait été question que de « théâtres » ⁵⁶.

Gordin perdit vite son emploi à la Kehilat Zion. Il continua à tenter de tisser un réseau de relations sans lequel rien n'était possible. À Vilnius on disait qu'un certain Goldberg dirigeait en Palestine une « grande firme ». Gordin se lança à sa recherche. Il alla de quartier en quartier pour finalement le trouver dans le quartier boukharien où il s'avéra qu'il dirigeait, non pas une grande entreprise, mais une modeste épicerie ! Gordin lui demanda s'il pouvait le recommander à un tiers, ce à quoi l'homme ne lui répondit que par le mépris ⁵⁷.

8. Le jour de Rosh Ha Shanah, l'oncle Jacob l'accompagna à la synagogue Yeshouroun. C'était une synagogue aristocratique, écrivit Gordin à ses parents, soulignant que de nombreux fidèles parlaient entre eux en anglais. On pouvait y apercevoir tout ce que la ville comptait de célébrités : les juges Gad Frumkin et Mordekhaï Levanon, le conseiller juridique du gouvernement, Norman Bentwich, le docteur Magnes de l'université et le docteur Mordekhaï Elias, l'avocat : tant de gens dont la seule signature au bas d'une lettre aurait suffi à régler tous ses problèmes ; mais comment les approcher ? Elias le salua d'un signe de tête. Gordin ayant entendu que l'on cherchait à embaucher au Keren HaYesod ⁸⁵, Elias accepta qu'il se recommande de lui, mais refusa d'intervenir en sa faveur. Cela n'était pas suffisant. Gordin essaya alors d'approcher Leib Yafé, le directeur général de la société, qui malheureusement se trouvait à l'étranger ; mais ses parents connaissant sa femme, il se décida à lui rendre visite ⁵⁸.

M^{me} Yafé le reçut à bras ouverts. Qu'y avait-il de nouveau à Vilnius ? Comment allait untel ou un tel ?, etc. Il pouvait, bien évidemment se recommander d'elle, lui dit-elle. Gordin arriva au Keren HaYesod juste avant la fermeture pour s'entendre dire que la liste des candidatures était close, mais s'étant réclamé de M^{me} Yafé, sa demande fut néanmoins acceptée. Une

semaine plus tard, il écrivit à ses parents qu'il était fou de joie, car il venait de recevoir une lettre du Keren HaYesod. Yafé n'était pas encore rentré, mais dès son retour, il allait s'adresser à lui personnellement.

Il décida alors de revenir voir M^{me} Yafé pour lui demander à nouveau d'intercéder en sa faveur. Elle l'invita à déjeuner et lui remit un billet pour son mari dans lequel elle écrivit qu'il était le cousin de Rachel Broida. La tante Anita déclara qu'elle avait dû sûrement tomber amoureuse de lui. Leib Yafé lui aussi l'accueillit chaleureusement. Après tout, n'était-il pas un cousin ? Malheureusement, il n'avait aucun emploi à lui proposer. Gordin était consterné : « Que faire ? Comment une telle recommandation pouvait être aussi inutile ? » alors qu'il y avait mis tant d'espoirs ⁵⁹.

L'oncle Jacob lui proposa un travail dans son atelier de reprographie avec un salaire de douze livres par mois. C'était suffisant pour faire venir sa mère, malheureusement il refusait de libérer Gordin pour ses cours à l'université ⁶⁰. Il tenta sans succès de trouver un emploi à la mairie de Jérusalem mais trouva heureusement quelques élèves ayant besoin de cours particuliers en hébreu et en anglais. Finalement, il réussit à approcher l'un des fidèles de Yeshouroun, Reouven Katznelson, responsable du département des statistiques à Hadassah. Ce dernier lui procura un emploi à mi-temps. « Pour ce qui est du salaire, il ne m'a rien dit et moi-même je n'ai rien osé demander. Cela ne se fait pas », écrivit-il à ses parents ⁶¹.

Ce n'était qu'un début sur lequel reposait beaucoup d'espoir. Il évoqua la possibilité de faire venir, dans un premier temps, sa mère et sa sœur, pensant la chose possible, vu le salaire qu'il percevait à Hadassah, et les émoluments de ses cours particuliers. Mordekhaï Elias s'opposa à ce qu'elles immigrèrent et refusa toute « intervention. Gordin en fit malgré tout la demande. Un autre de ses professeurs d'université accepta de lui faire la lettre de recommandation nécessaire pour appuyer sa requête.

Gordin décrivit alors les différentes démarches administratives : le département de l'immigration du gouvernement mandataire n'était ouvert au public qu'à partir de l'heure du déjeuner. Le temps d'arriver, il ne reçut que le numéro 25 dans la file d'attente. À quatre heures moins le quart, on n'en était qu'au numéro treize. En permanence, des gens « respectables » et de charmantes jeunes femmes allaient et venaient sans même faire la queue. Finalement, lui aussi réussit à se faufiler. La procédure était longue et fatigante, les formulaires à remplir interminables et fastidieux. Puis commençait une nouvelle attente à vous mettre les nerfs à vif. Dans une petite ville où tout le monde se connaissait, il connaissait par chance l'employé

préposé aux demandes, et put ainsi savoir de temps à autre où en était son dossier pour informer ses parents de la moindre rumeur et de la moindre avancée.

Pendant ce temps, il se mit d'accord avec eux pour changer leur patronyme. Il voulait qu'ils participent au choix définitif. Son père proposa : « Gordin Ish Levi ». Gordin n'était pas d'accord : « Cela revient au même », se plaignit-il. Il voulait rompre totalement avec la Diaspora. Non, tenta-t-il de les rassurer, il ne voulait pas faire du passé table rase, mais seulement gommer son passé diasporique. Il alla dans le sens de son père : Ish Levi ou Ish Ha Lew, ou Levi, ou bien encore Halévy. Ce dernier nom était préférable car il y avait déjà trop de Levi. La sonorité aussi était belle et ils optèrent finalement pour ce choix ⁶².

L'un de ses élèves avant décidé de le quitter, son revenu s'en trouva d'autant diminué. Il craignit que cela n'eût des conséquences sur ses chances d'obtenir un visa ⁶³. La demande fut refusée et il en fut très abattu. Il fit en vain appel. « Je me sens terriblement angoissé », écrivit-il ⁶⁴. Quelque temps plus tard, il réitéra sa demande et Elias cette fois-ci accepta d'intervenir en sa faveur. Au mois d'avril 1929, il fut augmenté à Hadassah, mais il ne gagnait encore que douze livres. Tout était maintenant entre les mains de Hyamson, juif antisémite et fieffé salaud, tel qu'on le considérait à Vilnius ⁶⁵.

9. À l'université, Halévy se spécialisa dans les lettres et les sciences du judaïsme. Son professeur, Joseph Klausner, spécialiste de littérature hébraïque, l'encouragea à faire une monographie sur Jacob Shmuel Bik, originaire de Galicie, dramaturge et traducteur du début du siècle dernier. Halévy écrivit à sa sœur de demander son aide au proviseur de son ancien lycée de Vilnius ⁶⁶.

Klausner, humaniste à la forte personnalité, originaire de Russie, était un homme controversé. Spécialiste de la période du second Temple, il aurait aimé enseigner l'histoire, mais il n'en eut pas l'autorisation. Il était trop connu, trop populaire, trop mêlé à la nouvelle politique culturelle hébraïque. Ses collègues, principalement ceux venus d'Allemagne, le considéraient comme un charlatan. Un livre écrit par Klausner en 1922 sur Jésus avait fait grand bruit : il le décrivait comme un Juif extrémiste nationaliste et bien que les Juifs se refusent à le considérer comme Dieu, fils de Dieu, il fallait néanmoins le reconnaître comme l'apôtre de la morale et l'auteur de paraboles à nulles autres pareilles. Le jour viendrait, écrivait Klausner, où le « livre de morale » de Jésus, c'est-à-dire, le Nouveau Testament, deviendrait « l'un des trésors de la littérature d'Israël de tous les temps ». Les articles

qu'il publiait dans la presse quotidienne dénotaient un patriotisme fanatique, belliqueux, le rendant plus odieux encore aux professeurs allemands qui prônaient un libéralisme conservateur modéré ⁶⁷.

Klausner représentait un curieux mélange d'ouverture à la culture mondiale et de nationalisme juif. Chaïm Shalom Halévy le vénérât et fit part à ses parents d'un grand secret : il s'était attelé à la rude tâche d'aider Klausner à transformer l'Institut des sciences du judaïsme en Institut de sciences humaines. C'était, selon lui, un combat contre les « obscurantistes » ⁶⁸ et cela résonnait dans ses lettres comme un complot visant à renverser le régime en place. Il s'agissait en effet d'une lutte entre la culture religieuse et le sionisme séculier. Une ou deux fois, Klausner invita ses élèves chez lui. À la fin de chaque année universitaire, c'était les larmes aux yeux qu'il s'en séparait ⁶⁹.

La journée de Halévy commençait très tôt. À cinq heures et demie, il faisait la prière du matin, puis prenait son petit déjeuner au restaurant. À sept heures, il était déjà à son travail à Hadassah. À onze heures, il faisait une pause. À deux heures, il déjeunait dans son restaurant végétarien, puis se rendait à l'université sur le mont Scopus. À sept heures et demie, il rentrait chez lui, dînait, lisait un peu, puis allait se coucher ⁷⁰. Parfois il allait au théâtre. Klausner prétendait qu'un homme cultivé et lettré devait aussi aller à l'opéra. Il vit *Le Dabbouk*, *Le Golem*, *Le Rêve de Jacob*, et *Le Juif errant* qui le marqua profondément : « En voyant Rubina larmoyante et gémissante, écrivit-il à ses parents, j'ai aussitôt fondu en larmes ⁷¹. »

Une ou deux fois, il sortit avec ses camarades de l'université pour aller à Tel-Aviv assister aux défilés de Pourim, sans toutefois y prendre de véritable plaisir, ou pour se rendre aux obsèques d'Ahad Ha Am. De temps en temps, il se rendait aussi à des soirées d'étudiants où assis autour de longues tables, ils avaient l'habitude de commenter des « journaux satiriques » distillant plaisanteries et autres galéjades sur eux-mêmes et leurs enseignants. Cela se terminait souvent en dansant. En fin de soirée, ils raccompagnaient les étudiantes ⁷². La plupart du temps, il se sentait pourtant très seul ⁷³.

Une nuit, revenant du mont Scopus, il écrivit : « La lune, deux fois plus grosse qu'en Pologne, éclaire comme en plein jour. Je ne cesse de m'adonner à la rêverie, et toujours, vous êtes au centre de mes pensées ⁷⁴. » Il se plaignait de moments de déprime : « elle surgit comme un vampire, aspirant de mon âme tout ce qui lui semble bon ». Il avait entrepris la rédaction d'un journal ; un jour, en le feuilletant, il s'aperçut que la mort était présente à chaque page ⁷⁵. Il restait taraudé par le doute que ses parents lui en voulaient

de ne pas avoir suffisamment agi pour leur obtenir un visa ; peut-être son père lui en voulait-il également d'avoir un moment songé à ne faire venir que sa mère. « Je fus en proie à un violent combat intérieur jusqu'à ce que je décide de ne présenter ma demande que si je pouvais faire venir mon père et ma mère ensemble », leur écrivit-il.

Ce n'est que trois ans après avoir immigré que sa demande fut enfin satisfaite. « Je peux maintenant vous raconter que l'oncle Jacob m'a un jour affirmé que je ne voulais pas que vous veniez [...] » Les larmes lui étaient montées aux yeux. Après une nuit d'insomnie où il s'était senti terriblement oppressé, il s'était levé, « le corps transi », et avait décidé de poursuivre sans relâche ses efforts pour que ses parents puissent enfin immigrer. Mais peut-être, se demanda-t-il alors, n'avaient-ils, eux, pas envie de venir. Peut-être ne voulaient-ils venir que parce qu'il se trouvait ici. Viendraient-ils s'il était en Autriche ou à Cuba, s'interrogea-t-il ⁷⁷. Il s'imagina qu'ils cherchaient à retarder leur départ : pourquoi en effet ne vendaient-ils pas leur maison ?

Pourtant, ils commencèrent à faire leurs bagages. Halévy leur donna des conseils sur ce qu'ils devaient emporter ou laisser. « Il ne faut apporter ni casseroles ni marmites, et il est préférable de prendre des oreillers et des draps, mais aussi des vêtements. Seulement des shorts. » Il avait des idées bien arrêtées sur le sujet : « Je vous encourage vivement à prendre le fauteuil à bascule. Cela ne coûtera pas trop cher en espérant qu'il arrive entier. C'est ici une chose utile et agréable et qui coûte très cher. Mais autant je suis pour le fauteuil à bascule, autant je suis contre le fait que vous vous embarrassiez de la bibliothèque. Il est important de mettre à part les vêtements en velours, car pendant la désinfection, ils pourraient être abîmés. Quiconque arrive sur la terre d'Israël renaît, leur écrivit-il, tout désormais dépend de vous ⁷⁷. »

11. L'homme nouveau

1. Une partie des immigrants arrivés en Palestine dans les années vingt se consacra à l'agriculture. Ils n'étaient guère plus de vingt mille et ne représentaient pas même vingt pour cent des cent mille personnes débarquées alors ¹. La plupart allèrent s'installer dans les anciens villages agricoles. Quelques centaines se regroupèrent dans des kibboutz, sortes de communautés fondées sur le principe collectiviste afférent à tous les domaines de l'existence, de l'éducation des enfants jusqu'à la propriété privée. C'était une innovation sociale tout à fait originale mais qui restait, somme toute, marginale. À la fin des années vingt, on ne comptait pas plus de quatre mille personnes dans les kibboutz, incluant les enfants, soit deux et demi pour cent de l'ensemble de la population ². Ceux-ci étaient alors répartis dans une trentaine de villages. La principale contribution des kibboutz à l'effort national n'était pas d'ordre économique ou social mais militaire. C'étaient les garants de la propriété sioniste. Leur déploiement détermina dans une large mesure les futures frontières du pays.

Le mode de vie communautaire associait contrainte et idéal. Les conditions d'existence étaient pénibles. Ils vivaient sous la tente, au mieux dans des baraques. Il fallut du temps avant que des maisons en dur soient construites. Leurs habitants se connaissaient déjà souvent avant d'immigrer et avaient débarqué en groupes organisés. Ils parlaient en général l'hébreu et travaillaient dans les plantations à l'épierrage des champs et au pavage des routes. L'égalité des sexes était l'une des valeurs fondamentales, bien qu'étant au quotidien l'objet de luttes incessantes. Les femmes étaient souvent reléguées aux cuisines et aux tâches ménagères ³.

Les lettres adressées à leurs parents, les journaux intimes et les mémoires qui furent publiées par la suite sont autant de témoignages d'une expérience de jeunesse passionnante à tous points de vue, dans laquelle on ne savait s'ils

étaient davantage soldats – pionniers et promoteurs d’une idéologie – ou membres d’une secte mystique, tributaires de la culture européenne qu’ils avaient dû délaisser. Ils lisaient beaucoup et débattaient souvent de questions d’ordre « cosmique et éthique »⁴. Ils vivaient leurs dissensions avec une véritable fougue émotionnelle et idéologique comme s’il s’agissait de la lutte des ténèbres contre la lumière. C’est ce dont témoigne le journal d’un membre du kibboutz B., préposé à la surveillance de la vallée d’Izréel, qui s’était d’abord établi à Haïfa avant de s’installer au *moshav* Nahalal. C’était un magnifique campement. Les superbes tentes blanches comprenaient chacune trois ou quatre lits. Hommes et femmes dormaient généralement séparés. Des planches autour du piquet central servaient de table, et les lits de siège. C’était au début de l’année 1922. Tous étaient membres du HaShomer HaTsair et travaillaient au pavage de la route qui devait relier Neve Shaanan, le nouveau quartier juif du Carmel, à la ville basse. Ils parlaient beaucoup de la nécessité de travailler sérieusement, craignant qu’on ne les accuse d’apporter avec eux des ouvrages de Nietzsche ou de Freud plutôt que des outils.

L’auteur du journal signait du curieux sobriquet de « Takhki », diminutif de *Takhkmoni* – ce qui signifie « sage » ou « érudit » –, comme s’il n’avait ni nom ni individualité propre, et n’était qu’un simple élément de la collectivité. Il écrivait : « Pour l’heure, la vie communautaire n’a rien de contraignant. Celui qui le désire peut déposer ses vêtements dans la buanderie commune. La plupart ont été conquis par cette idée et l’on a pu voir aussitôt dans la cour une procession de porteurs de valises se dirigeant vers la buanderie attenante à la cuisine. Certains membres toutefois n’adhèrent pas au principe communautaire. Ils prétendent que la création d’une communauté est prématurée et que les conditions nécessaires, à savoir une vie intense en collectivité, ne sont pas requises. Quand toutes ces conditions seront réunies, la communauté émergera nécessairement. »

Quelques jours plus tard, il notait : « Hourra ! Nous avons bâti une baraque sur la terre battue, équipée d’une douche : deux tonneaux posés l’un sur l’autre, reliés par un tuyau, le dernier touchant le plafond. Dans celui du bas est installée une pompe à air, et si l’envie te prend de te doucher, il faut pomper une demi-heure au moins pour que l’eau monte jusqu’au tonneau supérieur. Il a installé une sorte de chauffage central, appareil peu identifiable à première vue ! Des coquilles de noix ou de noisettes servent de combustibles, mais il n’y en a généralement jamais assez [...] et pas assez d’eau. »

Puis, rapportant les conversations du kibboutz : « Nous eûmes hier une passionnante conversation. Fut évoqué (en fait un seul parla et les autres se

turent) la sexualité dans la société, l'individu et sa liberté. »

Le mal du pays, les incertitudes, ce qu'ils attendaient de l'existence en général et de la vie au kibboutz en particulier, mais aussi l'espoir que chacun caressait pour soi-même, la solitude en groupe, tout cela les angoissait terriblement. « Il arrive qu'allongé sur ton lit tu te mettes à songer au kibboutz, à son existence et à ceux qui en font partie, et que soudain l'on entende des sanglots et des gémissements, écrivit Takhki. Tu te lèves alors et te précipites dehors, voulant porter secours au camarade qui souffre. Près de la tente d'où retentissent les cris, se tiennent quelques femmes hystériques qui refusent ton aide. »

Mais il se faisait aussi l'écho d'extases et de vibrants transports de l'âme. La première soirée dansante organisée s'était transformée en véritable cérémonie cultuelle : « Nous nous sommes enveloppés de draps blancs, éclairés par les rayons de la lune et avons exécuté des danses cosmiques. » Dans les jours qui suivirent, ils n'eurent de cesse de revenir sur ce qui s'était passé, chacun disant à l'autre que cette nuit-là « l'âme du kibboutz avait fusionné ». C'était une sorte de cérémonie initiatique de passage à la maturité. Entre-temps, les filles de Varsovie s'étaient rapprochées des garçons de Galicie. « Il n'est pas insignifiant que la sexualité occupe une place si importante dans nos conversations », nota Takhki.

Six mois plus tard, le travail était sur le point de s'achever à Neve Shaanan et les membres du kibboutz furent transplantés à Nahalal pour travailler à l'assèchement des marais. Le marteau et le maillet furent troqués pour la bêche et la pioche : « Des outils dénués de tout romantisme », écrivait Takhki, conscient pourtant de l'importance de cette tâche. Les marais propageaient en effet les épidémies. Les membres du kibboutz s'entretenaient désormais en permanence de leur nouveau travail. Takhki semblait consterné : « Le travail que nous effectuons toute la journée ne suffit-il pas pour que nous en reparlions encore ensemble ? » Le malheur était, selon lui, que certains accordaient une importance démesurée au travail et à l'économie plutôt qu'à l'existence sociale interne du kibboutz. Très vite ils eurent tous la fièvre, avalant des cachets de quinine avec du cacao mélangé à du sucre pour en atténuer l'amertume. La nuit « ils faisaient des blagues », grimant le visage de ceux qui dormaient, faisant peur aux ânes ou s'empiffrant de poissons séchés, de halva et de raisins secs.

Takhki rapporta quelques incidents, expression de certaines tensions internes et idéologiques, qui allaient jalonner la vie du kibboutz au cours de l'été 1922. Plusieurs membres avaient fait irruption dans la baraque où

avaient été installés les quatre premiers enfants nés au kibboutz – Arale, Ouriel, Itan et Amira –, et qui avait été aménagée comme la chambre d’une famille classique de Diaspora : « Deux lits s’y trouvaient, avec une paire de chaussons sous l’un des deux, une longue pipe à côté du lit du père et divers autres accessoires, caractéristiques d’un intérieur petit-bourgeois. » Par ce geste, ils voulaient protester contre le repliement des couples sur eux-mêmes, qui « refusaient de se mêler à la grande famille du kibboutz ». L’incident avait provoqué un certain émoi. Une femme s’était même effondrée en larmes. Quelqu’un suggéra que tout le monde vive dans une même baraque pour renforcer davantage les liens. Cela fit l’objet de nombreux débats. « Il est clair que quelque chose ne va pas dans notre vie sociale, écrivit Takhki. Il y a quelque chose de vicié auquel il faudrait fondamentalement remédier. » Il y avait un certain nombre de défections. Certains semblaient désespérés et cessaient de croire en l’avenir du kibboutz. « Ils se mettent toujours en colère et lors de conversations privées, tentent de prouver que notre kibboutz n’est qu’un ramassis de doux rêveurs et de fainéants prétendument éclairés, où il n’y a pas un seul homme simple et robuste, ni d’ouvriers ayant une relation saine au travail. Ils prétendent que les intellectuels sèment le trouble dans les esprits les plus simples. »

C’est ce qui arriva à la fin du mois de septembre : « Désertion ! Dix membres ont aujourd’hui quitté le kibboutz. Parmi ceux qui râlent, des hommes simples, et non des intellectuels comme ils aiment à se qualifier eux-mêmes. Ils ont quitté le kibboutz pour Haïfa. Quelle incidence cela aura-t-il sur notre propre existence ? D’aucuns prétendent qu’ils n’avaient pas leur place au kibboutz. Ce n’étaient que des perturbateurs incapables de s’adapter au mode de vie collectiviste. » Deux semaines plus tard, Takhki était bien obligé de constater que malgré les difficultés, la vie au kibboutz suivait son cours : « Les plus faibles s’en iront et les plus forts resteront », concluait-il.

En décembre l’hiver s’installa et le travail en fut diminué. Les membres du kibboutz passaient le plus clair de leur temps à lire. *Jean-Christophe* de Romain Rolland mais aussi *Sexe et Caractère* d’Otto Weininger étaient les ouvrages les plus plébiscités. Ils s’étaient maintenant dotés d’une petite bibliothèque aménagée dans l’une des baraques. Les travaux d’assèchement des marais avaient été interrompus. Ils entassaient des pierres en vue de la réfection des chaussées et de nouvelles constructions, sans vraiment savoir pourquoi. La nourriture était médiocre et le plus souvent brûlée.

Takhki, optimiste, s’efforçait de donner à l’hiver une note poétique : « La nuit, lorsque le vent souffle et fait tomber les tentes, et que tu te retrouves à l’extérieur allongé sur ton lit, exposé au vent et à la pluie, tu te précipites alors

à la boulangerie où cuit le pain fabriqué avec la farine arrivée pendant la nuit de Haïfa [...] Tous ceux que le vent a chassés de leur maison ou de leur tente s'invitent la nuit dans la chaude boulangerie pour s'y régaler de pitas et de cafés noirs sans sucre, jusqu'aux premières lueurs du jour où il devient alors possible de redresser sa tente. »

Les départs se poursuivaient. « Ils s'en vont les uns après les autres ; certains y voient une forme de sélection naturelle, mais cela fait cependant un grand vide. On en parle parfois entre nous. Mais dans ton for intérieur, le doute commence à te ronger : tiendrais-je le coup. Resterai-je ? » En mars 1924, il écrivait : « Il n'y a pas de travail mais une épidémie de fièvre, et la faim nous tenaille. » Heureusement, se trouvaient parmi eux un violoniste et un flûtiste : « La musique a commencé à occuper une place importante dans notre vie », soulignait Takhki ; un an et demi plus tard, en mai 1925, il relatait un événement extraordinaire : « Nous allons recevoir en cadeau de Prague un piano. Nous lui ferons une place d'honneur avec la bibliothèque dans une pièce dont il nous faudra chasser l'occupant. » Ils reçurent également deux mules, Tsipora et Dvora. Les membres du kibboutz avaient pu les acquérir grâce à un emprunt. Ils les envoyèrent travailler sur l'une des routes du Carmel. Au mois de mai 1924, ils furent contaminés par la fièvre qui avait gagné toute la Palestine : la culture du tabac.

Cet engouement se produisit à la suite des nouvelles taxes sur les importations de cigarettes. Dans un même élan, nombreux furent ceux qui se mirent à investir dans la culture du tabac, et les premiers succès remportés attirèrent encore de nouveaux investisseurs. Cela donna à nouveau du travail aux membres du kibboutz mais se solda malheureusement par un échec. Ils n'avaient pas la moindre idée de la manière de cultiver, de sécher, de traiter et de commercialiser le tabac. Ils s'étaient engouffrés dans cette branche avec le fol enthousiasme de parieurs professionnels, mais ils échouèrent lamentablement : la récolte fut deux fois plus importante que la demande. La qualité était plus que médiocre et le tabac ne pouvait donc être destiné à l'exportation. Ils avaient tous fondé leurs espérances en la personne d'un millionnaire de Berlin, un certain Louvliner, qui s'était engagé à l'avance à acquérir une grande part de la récolte, mais l'année suivante, on n'entendit plus jamais parler de lui. Des milliers de gens se retrouvèrent alors sans travail ⁵.

À l'approche du second anniversaire de sa création, les membres du kibboutz B, ne savaient pas quel avenir les attendait. Les cinq enfants nés depuis les avaient confrontés à de nouveaux problèmes. Pendant l'allaitement des nourrissons, il fallait frapper sur des boîtes en tôle pour faire fuir les rats

qui effrayaient les jeunes mères. Sous des prétextes féministes, les filles refusaient de laver les langes des bébés. Une polémique s'engagea pour savoir s'il fallait les regrouper dans une pouponnière. Au kibboutz Dgania, fut examinée la question des enfants à l'aune de l'idéal communautaire : « Lorsque nous vîmes nos premiers enfants dans le “poulailler” des bébés “s'étriper” pour s'approprier tel ou tel jouet, nous fûmes véritablement consternés. Ne suffisait-il déjà pas d'être élevé en communauté pour couper à la racine toute velléité égocentrique ? Ainsi l'utopie de notre conception sociale originelle s'effondrait-elle lentement ⁶. »

Après une réunion à Beït Alfa, Takhki nota dans son journal : « Les mères ont laissé leurs bébés pour pouvoir venir. Seule H., qui a tout juste accouché il y a quelques semaines d'un garçon, Amnon, est restée. Les mères sont convenues que H, avait assez de lait pour allaiter tous les bébés. » Peut-être était-ce une décision un peu dure, faisait remarquer Takhki, mais elles savaient cela mieux que quiconque, étant toutes mères. L'incertitude quant à leur avenir continuant à les tourmenter, ils avaient fondé un petit commerce d'appoint : ils se mirent à consommer les radis de leur production ⁷ et se dotèrent également d'un pigeonier.

2. C'étaient des « pionniers ». Le terme est emprunté à la Bible et ressortit au registre militaire. En français le terme peut aussi être traduit par « avant-garde », c'est-à-dire celui qui est à la tête. Ben Gourion qualifiait les pionniers « d'armée instigatrice du rêve sioniste » ⁸⁶⁸.

Le « pionnier » faisait partie intégrante du mouvement. Il fallait « l'enrôler » en vue de l'effort collectif. Le mouvement était censé servir une noble cause : à l'égal des soldats ayant avec Josué contribué à la conquête et traversé le Jourdain, « l'avant-garde devant l'Éternel », les pionniers du mouvement sioniste venaient aussi se battre et conquérir la Palestine au nom de l'idéal national et social. Dans un des manifestes du mouvement on pouvait lire : « Quiconque, parmi vous, fait partie de son peuple, que son Dieu soit avec lui et qu'il s'élève ! » C'est le dernier verset de l'Ancien Testament contenant l'appel du roi de Perse Cyrus à la construction du Temple de Jérusalem. Chaïm Nahman Bialik décrivit la ferveur pionnière comme l'intrication entre une expérience religieuse et une émotion érotique : les pionniers étaient « prêts à sacrifier leur jeunesse pour rendre fertile cette terre aride ». Ils savaient élever le travail simple au rang de « dignité suprême, de religion ». Berl Katznelson, quant à lui, écrivait : « Partout où se rend le travailleur juif, la *Shekhinah* – l'immanence divine – lui emboîte le pas ⁹. » C'était la religion du travail.

L'idéologie pionnière s'était forgée progressivement, particulièrement après la Première Guerre mondiale ; on ne cessa avec le temps d'en parler et d'hésiter sur sa signification. Les pionniers étaient-ils des « précurseurs » ou des « instigateurs » de cette nouvelle idéologie, pouvait-on parler de cadres d'existence limités à eux-mêmes ou avaient-ils comme finalité de créer une société tout entière « pionnière » ¹⁰ ? Il n'était pas toujours évident de savoir si la vie pionnière était une fin en soi ou un moyen d'atteindre un objectif en tant que membres du parti Ha'Haloutz, à savoir préparer de jeunes Juifs à devenir agriculteurs en Palestine.

L'agriculture devait régénérer le peuple juif, « malade », et « dégénéré » en Diaspora, elle devait le rendre plus combatif, mais elle était aussi considérée comme un devoir moral ¹¹. De nombreux « pionniers » adoptèrent les slogans du socialisme bolchevique, évoquant un « monde nouveau » d'où émergerait « un homme nouveau ». L'inclination à vouloir « retourner à la nature » s'inspirait aussi des courants de pensée nationalistes romantiques européens ; de ce point de vue, elle avait quelque chose de profondément conservateur, rejoignant l'idéologie pré-sioniste précédant la destruction du Temple et l'Exil.

De même, on critiquait la vie citadine. Moshe Smilansky qualifiait Tel-Aviv d'immense hôtel, mettant en garde contre le « mercantilisme » qui conduirait ses habitants au « vagabondage, à l'assimilation et à la persécution, et non au renouveau national ». « C'est une agglomération juive à l'image du ghetto russe, se lamentait un autre, avec les magasins qui empiètent les uns sur les autres, les hôtels qui se font face, les auberges, les coiffeurs, les échoppes vendant des limonades et les kiosques. » « Pas une maison où il n'y ait un limonadier », récriminait aussi Y.H. Ravnitski dans *Ha'Aretz*, stigmatisant le « terrible fléau » du prêt à intérêt dont se rendaient coupables « les usuriers suceurs de sang ». Lorsque les porte-parole du mouvement ouvrier voulurent dénoncer ce qu'il y avait de pire, ils prophétisèrent l'avènement futur à Tel-Aviv d'un marché boursier, le but étant de « faire oublier la ville 87 ¹² ».

Ici et là résonnait la clameur de la ville, dans l'esprit de Herzl, qui avait rêvé d'une société urbaine moderne. Moshe Ben Hillel Ha Cohen, un des fondateurs de Tel-Aviv, avait déjà écrit en septembre 1919 que l'on pouvait supposer que les Juifs du monde entier préféreraient, même en Palestine, vivre dans des villes et qu'il était par conséquent nécessaire de les développer. Un autre polémiste affirmait dans *Ha'Aretz* que les villes étaient plus importantes que les villages car c'étaient elles qui pouvaient imprimer au pays

son cachet culturel. Meir Dizengoff, maire de Tel-Aviv, s'illustra dans le combat pour la place qui devait revenir à la ville dans l'expérience nationale et dans le budget sioniste. Chaïm Weizmann écrivit que le kibboutz comportait plus d'inconvénients que d'avantages ¹³. Mais c'étaient des voix isolées. Le credo agricole restait le plus fort.

Les habitants des villes aussi commençaient à y croire, car le mouvement travailliste avait su identifier son idéologie au combat sioniste tout entier. La plupart des habitants du pays, membres du « camp citoyen », comme ils aimaient à se désigner eux-mêmes, n'étaient animés par aucune ferveur idéologique. Leur « camp » n'avait pas su non plus organiser ses intérêts en force politique : il recouvrait quelque chose de terne, de pâle et de trop individualiste ¹⁴. Il n'avait pas su substituer un autre patriotisme à celui prôné par le mouvement travailliste. Ainsi les habitants de Tel-Aviv avaient immortalisé sur les murs de leurs maisons des scènes pastorales dans le goût biblique.

Moshe Glickson, rédacteur de *Ha'Aretz*, habitant de Tel-Aviv, tenta de faire en sorte que les propriétaires des maisons des nouvelles banlieues vertes de Haïfa et de Jérusalem soient partie prenante dans l'éthique nationale. Ces banlieues citadines, arguait Glickson, étaient le reflet d'un « changement de valeurs ». Il insistait sur le fait que les gens n'avaient pas loué mais acquis ces maisons, preuve s'il en était, de « leur lien indéfectible à la terre », vertu dont ne pouvaient se prévaloir les Juifs de Diaspora : « Cela relève de la psychologie propre à l'agriculteur et à l'homme du terroir », écrivait admiratif Glickson, expliquant qu'il faisait allusion à ce « fort sentiment de vie culturelle traditionnelle que les Allemands désignent sous le terme de *Bodenständigkeit* (« La possession du sol »). C'était une manière de manifester sa fidélité à l'idéologie dominante. Glickson n'était pas le seul. Meir Dizengoff, homme cossu, s'insurgeait par écrit contre « l'appât du gain », Mordekhaï Ben Hillel Ha Cohen, lui-même riche homme d'affaires, stigmatisait « l'indolence nationale et la passivité dans le travail ^{881 5} ».

3. La figure du « pionnier » rejoignait dans une large mesure celle de « l'homme nouveau » idéal, censé émerger en Palestine. Représenté sur des affiches et immortalisé sur des photos, il figurait sous les traits d'un jeune homme, heureux, tout en muscles et à la chevelure claire. Ce concept avait accompagné dès le début le mouvement travailliste. Max Nordau se rendit célèbre par son appel en faveur du renouveau d'un « judaïsme musclé ». Arthur Ruppin fit le panégyrique des pionniers de la « nouvelle race juive ¹⁶ ». Zeev Jabotinsky déclara : « Il est nécessaire de créer un nouvel état d'esprit

juif, je dirais presque : une nouvelle race psychologique de Juifs. » Ben Gourion rêvait « d'un nouveau type juif qui serait à montrer en exemple aux étrangers ». Dans les années vingt et trente, cet idéal s'inspirait des États-Unis mais aussi de l'Allemagne de la République de Weimar et de l'Italie fasciste¹⁷.

Chaïm Shalom Halévy, c'est-à-dire Yefim Gordin, adopta lui aussi ce mode de pensée nécessaire à sa nouvelle identité. Son père et sa mère devaient savoir, leur écrivit-il, qu'en arrivant en Palestine ils trouveraient une génération nouvelle, « une génération hébraïque et fière, saine de corps et d'esprit, ayant conscience de sa propre valeur ; une âme saine dans un corps sain ». L'existence en Diaspora apparaissait à ses yeux comme « une vie de chien et de mendicité »¹⁸.

L'homme nouveau était façonné dès l'école. « Le jeune de Palestine a des qualités que n'a pas le jeune de Diaspora », écrivait un des responsables de l'éducation, énonçant cliché sur cliché : « Il a fière allure, est courageux, plaisant, physiquement développé, aime le travail, le sport et les divertissements, est libre dans ses mouvements, et se donne tout entier à la cause de son peuple et à son enrichissement. » Dans un article paru dans *Ha'Aretz* on pouvait lire sur les élèves tout juste sortis de l'école d'agriculture de Ben Shemen : « Ils contribueront par leur sang neuf et pur à la tâche nationale, le travail de la terre. » Chaïm Weizmann en fit la description dans une lettre adressée à sa femme : « Ils sont incroyables ! Tu serais conquise en les voyant ! Des enfants totalement épanouis ! [...] Beaux, naturels, adorant le pays, gais [...]. » Les enfants des villages agricoles représentaient à ses yeux « la vie hébraïque originelle ». « Ce n'est plus une légende, écrivait-il à sa femme Véra, mais l'absolue et totale vérité¹⁹ ! »

Dans certaines des écoles proches du mouvement travailliste on était pendant ce temps enclin à réduire la part de la culture humaniste, si ce n'est de la culture en général : « Lire moins, discuter et se promener davantage », tel était le mot d'ordre des enseignants qui expliquaient :

« Nous avons pour tâche d'élever des paysans intègres [...] et non des philosophes. » Cela traduisait entre autres la crainte que l'enseignement général n'encourage les élèves à quitter le pays : « Une relation directe, spirituelle, profonde avec chaque motte de terre, chaque pierre, chaque rocher, chaque brin d'herbe, chaque arbre ou tout être vivant » devait garantir la fidélité patriotique des élèves. Le retour à la terre signifiait « le retour au sein de la nation²⁰ ».

Il y avait un aspect incontestablement conservateur dans les kibboutz et autres agglomérations agricoles : les enfants étaient censés suivre la trace de leurs parents. Mais pour la majorité des élèves, fils et filles de citadins, la tentative de vouloir créer « un homme nouveau les conduisit à se rebeller contre les valeurs et la mentalité de leurs aînés. Le poète David Shimoni écrivait : « N'écoute pas, mon fils, la morale du père ; ne prête pas l'oreille au sermon de la mère [...] Que l'homme écoute plutôt le chant du fils ²¹. » Cette nouvelle jeunesse hébraïque qui commençait à émerger à Tel-Aviv voyait aussi dans la « Brigade du travail » un modèle digne d'être imité.

La Brigade de défense et du travail avait reçu son nom de Yosef Trumpeldor. La plupart de ses membres étaient originaires de Russie. Âgés de quinze à vingt ans, ils étaient bacheliers et célibataires. Beaucoup avaient été élèves de Trumpeldor. Leur chef, Menahem Elkind, était l'un de ses amis. Ils s'adonnaient à des tâches extrêmement pénibles, généralement financées par le gouvernement et très peu rémunérées. Dans le meilleur des cas, ils avaient leur propre tente, mais très souvent ils dormaient à la belle étoile, sur leur lieu de travail ²².

« Chaque matin, en route pour le lycée, nous les rencontrions », écrivit Ziona Rabau de Tel-Aviv, fille de parents arrivés de Russie avant la guerre : « Des garçons, les cheveux hirsutes, avec des chemises au col montant et des filles sveltes aux cheveux bouclés retombant sur la nuque, vêtues de robes fleuries qui leur serraient la taille. Ils travaillaient sur le bord des routes, concassant les pierres pour paver les routes. En passant devant eux, je ne pouvais m'empêcher de baisser les yeux, honteuse d'être privilégiée et de pouvoir poursuivre des études, de vivre insouciant dans le confort, pendant que ces jeunes gens beaux et fiers construisaient le pays de leurs propres mains. »

À l'âge de quatorze ans, Ziona Rabau décida de fonder avec trois garçons et deux autres filles son propre « groupe » en se fixant pour objectif de travailler la terre et de vivre en collectivité. C'était un groupe clandestin : « Chaque matin, l'un d'entre nous apportait des coquelicots fraîchement cueillis que l'on dissimulait sous le revers de nos cols en signe d'amitié et d'égalité », écrivait-elle.

Certains jeunes quittaient la maison de leurs parents en ville pour aller rejoindre, au moins pour quelque temps, des villages agricoles : c'était un des rites de passage à l'âge adulte. S'ils partaient pour « se réaliser soi-même » comme ils le disaient, ils le faisaient généralement dans le cadre des mouvements de jeunesse. Mais plus nombreux encore étaient ceux pour qui

l'accomplissement par le travail agricole ne dépassait pas le stade de la rêverie. Ziona Rabau se contenta des parterres de fleurs de son lycée. Berl Katznelson attribua à son potager de Jérusalem une valeur sioniste ²³.

Tel était donc l'hiatus entre la réalité quotidienne et les valeurs véhiculées par le credo national. Mais c'était aussi le début de l'ère urbaine, comme en Europe et aux États-Unis. La majorité des Juifs de ces pays habitaient la ville. Il était naturel qu'ils eussent tendance à continuer de vivre en ville dès leur arrivée en Palestine, et c'est effectivement ce qu'ils firent. Les agglomérations agricoles collectivistes dépendaient, pour survivre, des institutions nationales ²⁴. De ce point de vue, leur situation ressemblait davantage à celle des Juifs de « l'ancien Yishouv » vivant des subsides de la Haloukkah qu'à « l'homme nouveau » qu'ils se faisaient gloire de vouloir créer.

Plus ils s'écartaient du modèle national, plus ils en vantaient les vertus en termes grandiloquents, cherchant à l'imposer aux autres. Moshe Smilansky se lamentait que de nombreux immigrants, ne montrant aucune disposition pour le travail agricole, « empoisonnaient l'air ». Certains apportaient avec eux les rêves d'une existence dorée, pouvait-on lire dans *Ha'Aretz*, avec l'espoir « d'obtenir une quelconque fonction », tout en réclamant en même temps de vivre dans des maisons confortables, « comme à Tel-Aviv ». Il ne pouvait en être ainsi : tout le monde était bienvenu, mais il fallait qu'ils sachent qu'en « Palestine il n'y avait de place que pour mille philosophes et pas davantage ! Pas davantage ! Quant aux autres, s'ils voulaient vivre et construire, ils n'avaient nul besoin de cerveau mais plutôt de leurs mains ! » Il y avait aussi trop d'intellectuels parmi les immigrants, selon Weizmann, particulièrement des médecins et des avocats ²⁵. « La foi pionnière s'en va à vau-l'eau », se lamentait Ben Gourion de Tel-Aviv. La majorité des membres du mouvement travailliste préférait vivre en ville. Ben Zion Dinaburg, professeur, habitant de Jérusalem, déplorait que de trop nombreux paysans « soient contaminés par le luxe » au lieu de ne s'occuper que du travail de la terre : « Un paysan a même acheté un piano », s'insurgeait-il ²⁶.

Beaucoup étaient déçus particulièrement à cause de l'inadéquation entre idéal et réalité. La Brigade du travail était au centre d'intrigues et de luttes intestines violentes qui conduisirent à sa scission, puis à son démantèlement. Menahem Elkind et plusieurs dizaines des membres de la Brigade retournèrent dans la Russie de Staline où l'on n'entendit plus jamais parler d'eux. Elkind travailla encore un temps à la rédaction de *La Pravda* puis disparut lors d'une « purge ». Anita Shapira, historienne, écrivit plus tard : « Ils avaient été attirés par « le monde de demain » comme un papillon par le

feu et, comme lui, étaient partis en fumée ²⁷. » Mais la plupart de ceux qui partirent le firent pour des motifs plus prosaïques : ils n'avaient pu trouver en Palestine de quoi vivre.

4. Chaïm Shalom Halévy crut distinguer les signes avant-coureurs de la crise quelques jours après son arrivée ; aussi pressait-il ses parents de venir tant qu'il était encore possible de se procurer des visas. La crise comportait selon lui un certain avantage : le prix de location des chambres allait baisser. Comme l'illusion de l'abondance enivrante, le choc désespérant de la crise appartenait essentiellement à l'histoire de Tel-Aviv. Au plus fort de cette crise, un chômeur sur deux y résidait. Le taux de chômage en Palestine touchait dix-sept pour cent de l'ensemble de la population active ²⁸. Halévy expliqua à ses parents comment cela avait pu arriver : « La quatrième *alyah* a favorisé la construction de bâtiments sur les dunes ; pourtant, chacun sait qu'il n'y a pas plus mouvant que le sable ²⁹. » Le casino fit bientôt faillite et fut démoli.

En 1925, soixante-quatre pour cent des investissements étaient affectés au bâtiment ³⁰. La construction fut bénéfique à de nombreuses entreprises et aux affaires. On construisit également des logements locatifs, pensant que les immigrants continueraient d'affluer. La construction dépendait de l'apport des fonds en provenance de l'étranger. C'était un processus complexe : des gens versaient leur capital au bureau de l'Organisation sioniste ou dans une banque locale et en obtenaient le change dans les succursales des banques de Palestine. Souvent ils prenaient un crédit dans l'intervalle, avec pour caution le capital en transfert vers la Palestine.

En 1926, la situation économique en Pologne s'aggrava et la monnaie polonaise connut une forte dévaluation. De nombreuses personnes s'endettèrent. On cessa alors de construire. Des sociétés du bâtiment et d'autres industries parallèles firent faillite les unes après les autres. Beaucoup se retrouvèrent sans travail. De mauvaise grâce et de manière limitée le gouvernement consentit à élargir le domaine des travaux publics. Par principe, il ne voulut pas intervenir. La Histadrout, et le mouvement sioniste n'étaient pas encore capables de pouvoir faire face à une crise de cette ampleur.

Le désespoir gagna toute la Palestine. Des dizaines de milliers de gens décidèrent de quitter le pays. En 1926, le nombre des départs frôla la moitié du nombre des arrivées ; en 1927, le nombre de ceux qui partirent dépassa celui de ceux qui arrivèrent ; en 1928, le nombre de départs et d'arrivées s'équilibra : au total, pendant ces trois années on avait pu enregistrer près de quinze mille départs. Mais la crise ne dura pas longtemps. Le secteur des agrumes allait bientôt s'accroître, essentiellement grâce aux nouvelles

perspectives d'exportation, et l'industrie se développer : les petites entreprises, sortes d'ateliers, durent fermer et laisser la place à de plus grandes qui améliorèrent les systèmes de production, de gestion et de commercialisation. Le mouvement sioniste injecta de nouveau des fonds. Un an, voire deux ans plus tard, la crise n'était plus qu'un mauvais souvenir : l'émigration reprit et les départs se firent plus rares ³¹.

Des hommes politiques voulurent exploiter ce qui s'était passé, ce qui donna lieu à de mémorables joutes oratoires. Les classes moyennes venues en Palestine avaient échoué, écrivit Ben Gourion, sans que cela pût être évité, car au lieu d'avoir obéi à « l'injonction de la nécessaire mutation et du changement des valeurs », les classes moyennes avaient voulu continuer de vivre en Palestine comme en Diaspora. L'échec du « limonadier et des courtiers immobiliers » était le symbole de ce désespoir. « Le désespoir du propriétaire a contaminé l'âme sioniste », écrivit Ben Gourion. Les leaders de l'économie privée accusèrent pour leur part le mouvement sioniste de ne pas avoir suffisamment investi dans le développement de l'industrie ⁸⁹.

La crise ne laissa aucune trace visible dans l'économie et l'approche fondamentale resta inchangée : la politique sioniste avait pour but de promouvoir la construction de l'État. De nombreuses actions du mouvement étaient en contradiction avec la logique économique. De temps à autre il était demandé aux leaders du Yishouv d'être plus efficaces, conformément aux objectifs économiques. Cette demande émanait essentiellement des leaders des communautés juives américaines. En règle générale, les considérations nationales avaient la préférence : « Si nous n'agissons que selon des critères économiques, déclarait Menahem Ussishkin, mieux vaut que nous renoncions totalement à la Palestine. On peut trouver ailleurs de meilleures opportunités économiques ³². »

Halévy écrivit à ses parents que la décision même de s'établir en Palestine comportait un sacrifice et que d'autres sacrifices seraient encore nécessaires. « Chaque nouvelle étape implique qu'il faille nous dépasser, nous sacrifier, renoncer. » C'est un pays unique, leur expliquait-il : « Il n'aime que ceux qui s'y attachent corps et âme. Seul celui qui vient ici sans regarder derrière lui et largue les amarres, de Constantza, de Trieste ou de Marseille (les différents ports d'embarcation pour la Palestine), seul celui-là pourra s'adapter et s'enraciner. » La Palestine a besoin de soldats, écrivait Halévy. « Une longue et pénible guerre nous attend : une guerre contre les Arabes et les Anglais, sur mer et sur fleuve, dans les montagnes et dans les plaines, dans le froid et la chaleur, dans le sable et le désert, sur les pierres et sur les rochers, une guerre

qui, peut-être, durera des centaines d'années ; pourvu seulement que mon petit-fils en voit la fin ³³ ! »

Halévy poursuivait : « À l'étranger, la Palestine semble romantique [...], mais quiconque aime le romantisme doit rester où il est [...] dès l'instant où vous foulerez le sol de Palestine, tout romantisme disparaîtra, le rêve se dissipera, laissant la place à la terre caillouteuse et rocailleuse, une terre nouvelle, sauvage et encore sous-développée ³⁴. » Parfois Halévy reprochait à ses parents de ne pas être encore prêts pour le sacrifice qui leur était demandé et concluait en s'inspirant du Deutéronome : « Que celui qui a peur et se sent mollir s'en retourne chez lui. » Halévy voulait aussi que soit refoulé tout homme avide d'argent : « Nous n'avons que faire, écrivait-il, de ceux qui viennent de Diaspora comme s'ils débarquaient dans un nouvel Eldorado, à seule fin de se remplir les poches d'or. Il n'y a ici ni métal précieux ni pierres précieuses ³⁵. »

L'opinion qui prévalait alors était celle-ci : le « départ » de Palestine était considéré comme une fuite, une désertion, voire une trahison. « L'existence du peuple est en danger, écrivait A.Z. Rabinovitch. Quiconque se sent concerné par le bien du peuple ne peut se dérober. Nous resterons ici jusqu'à ce que nos chairs soient corrompues. Nous ne quitterons jamais notre terre. C'est le devoir de l'armée des travailleurs hébreux. » Mais parallèlement, une certaine impression de forte oppression, semblable à celle décrite par Takhki dans son journal du kibboutz, se renforçait : « Les meilleurs et les plus forts resteront et les faibles s'en iront. » « Qu'ils s'en aillent et n'empoisonnent pas l'air », écrivait avec mépris *Ha'Aretz* ; c'est ce qu'on pouvait aussi lire dans un manifeste publié par un des partis : « Nous avons besoin aujourd'hui de l'afflux de pionniers en Palestine et non de déserteurs ou de réfugiés. Que ceux-ci s'abstiennent, plutôt que de venir pour s'en retourner aussitôt ³⁶. »

Tout cela ne faisait que conforter le sentiment, qui persista longtemps d'ailleurs, que la vie en Diaspora était bien meilleure. C'était le fossé entre le grand rêve collectiviste auquel tout le monde participait et la déception individuelle assortie d'un fort sentiment d'échec. Ce fut la première impression ressentie par Chaïm Shalom Halévy lorsqu'il arriva à Haïfa affublé de son premier patronyme chez sa tante. Ce fut la première confrontation de son idéal avec la réalité et le sentiment général. Il se considérait lui-même comme un soldat combattant pour son idéal. Ce faisant, il fut partie prenante dans le combat qui opposa à Jérusalem les deux langues du peuple juif, l'hébreu et le yiddish ou « jargon » comme on avait alors

l'habitude de l'appeler. Par tempérament et par conviction, il était naturel qu'il fût en première ligne de ce combat.

5. Nous étions au milieu de l'année 1927. Au mois de mai, Martin Buber arriva à Jérusalem, invité par l'université hébraïque. Halévy, étudiant et membre de l'organisation la Brigade des défenseurs de la langue tenta, avec quelques-uns de ses camarades, de convaincre Buber de ne pas faire d'allocution en allemand. – Peut-être cela vous paraît-il d'une outrecuidance et d'une grossièreté innommables, écrivit-il à ses parents, mais c'est au nom de notre idéal grand et sacré que nous commettons cet acte audacieux, que tout le monde reconnaît aujourd'hui comme juste. »

Ils rencontrèrent Buber dans son hôtel et s'adressèrent à lui en hébreu ; celui-ci leur répondit en allemand, leur expliquant qu'il n'avait pas une assez grande maîtrise de l'hébreu. Ils lui demandèrent de lire sa conférence en hébreu. Buber leur rétorqua qu'il parlerait en allemand ou qu'il ne parlerait pas. N'osant pas le lui dire en face, ils lui écrivirent qu'il ferait mieux d'annuler sa conférence. Buber hésita, mais le recteur de l'université, Judah Leib Magnes, réussit à l'en dissuader. Buber s'exprima en allemand. La Brigade des défenseurs de la langue dut se contenter d'une protestation écrite : quiconque ne savait pas, après trente années d'activité sioniste, s'exprimer en hébreu, devait s'abstenir de le faire en allemand, s'insurgèrent-ils ³⁷.

La Brigade des défenseurs de la langue avait vu le jour au sein des élèves du lycée hébraïque de Hertzelya à Tel-Aviv. Ziona Rabau en avait été l'une des instigatrices. Ils avaient pour slogan : « Juif, parle hébreu ! » et multipliaient leurs efforts pour donner des cours d'hébreu aux nouveaux immigrants, luttant contre ceux qui parlaient des langues étrangères. Un jour, ils glissèrent un billet sur lequel était écrit leur slogan dans les mains d'un homme assis sur un banc public et qui était en train de s'entretenir en yiddish avec un ami. Cet homme n'était autre que Chaïm Nahman Bialik ³⁸. D'autres « brigades » du même genre essaimèrent en différents endroits. L'avocat Israël Amikam était à la tête de la brigade de Haïfa. À Jérusalem, c'était le juge de paix Mordekhaï Levanon. Parmi leurs fervents partisans on trouvait Mordekhaï Ben Hillel Ha Cohen et Zvi Yehoudah Kook, le fils du grand rabbin 90 ³⁹.

Ils étaient quelques dizaines de membres actifs, étudiants pour la plupart. Lors de la soirée que la Brigade avait réussi à organiser dans l'école Takhkmoni pour son troisième anniversaire, il y eut une centaine de personnes, dont la moitié était invitée ⁴⁰. Halévy rejoignit la Brigade quelque

temps après son arrivée à Jérusalem. Ses activités de militants jouèrent un rôle important dans son existence : il leur consacrait chaque jour deux ou trois heures. Dans une lettre à ses parents, il expliquait ses motivations : tout d'abord, écrivit-il, il était profondément idéaliste, et c'était la raison qui l'avait poussé à venir s'installer en Palestine ; mais déjà à Vilnius il se battait contre le « jargon ».

Ce n'était pas tout. À Haïfa, peu de temps après son arrivée, il « s'ennuyait à mourir » et ne réussissait pas à trouver un compagnon de son âge avec qui il aurait pu discuter. Il était peu liant, comme le savaient ses parents, et à l'université non plus il n'avait pas d'amis. Mais il réussit à en trouver au sein de la Brigade : trois ou quatre garçons avec qui il s'était lié d'amitié. « La Brigade m'a permis d'avoir des camarades », écrivit-il.

La brigade avait eu également un autre avantage : grâce à elle, il avait trouvé un élève à qui il donna pour une livre par mois des cours particuliers. « Sachez que la Brigade a pour principe que tout professeur d'hébreu travaille gratuitement, mais que si un élève veut payer, l'argent tombe directement dans la caisse de l'organisation. » Il remettait entre dix et quinze grouch à la Brigade sur le salaire qu'il percevait, cette somme permettant d'augmenter les chances d'obtenir des visas pour ses parents et sa sœur.

Il aimait son travail au sein de la Brigade après de longues heures d'étude, ayant ainsi le sentiment d'accomplir une tâche importante : il écrivait des lettres, donnait des instructions à ses camarades. La respectabilité que lui conférait sa tâche le remplissait d'aise : il prononçait de petits discours et côtoyait des gens importants, plus importants même que le juge Levanon, écrivit-il, comme Léo Motskin, un important homme d'affaires du mouvement sioniste, Martin Buber ou encore H.N. Bialik. Tous ces détails étaient nécessaires pour convaincre ses parents que ce qu'ils avaient entendu dire à Vilnius sur la Brigade des défenseurs de la langue était faux.

Les journaux juifs généralement édités en yiddish avaient tendance à qualifier les membres de la Brigade de sauvages⁴¹, de fanatiques et d'effrontés. Parmi toutes les institutions et autres organisations qui œuvraient en faveur de la diffusion de la langue hébraïque, la Brigade des défenseurs de la langue faisait figure de chien de garde patriote et méchant, mais qui mordait rarement. Elle n'exerçait guère qu'un pouvoir de nuisance.

Le papier à en-tête de la Brigade énumérait toute une liste d'activités comme « la culture, sa diffusion, l'enseignement, l'art, la propagande et son financement ». Elle essayait en effet de trouver des professeurs d'hébreu et de rassembler des fonds, mais dans les faits il semble que l'association était

moins organisée qu'elle ne l'affichait. Ce que le papier à en-tête annonçait pompeusement comme « groupe de défense pour la sauvegarde des panneaux » se révélait en réalité le démarchage de ses membres de boutique en boutique, exigeant que soit mise à l'honneur la langue hébraïque sur leurs enseignes. Annie Landau se plaignit de l'abondance de lettres qu'elle recevait de la Brigade, lui enjoignant de modifier le panneau de son école : il fallait d'abord inscrire son nom en hébreu, lui recommandait-elle, et à gauche, transcrire son nom en anglais. Dans sa translittération en hébreu, la Brigade avait décelé une faute, et la menaçait de mener contre son établissement une « guerre sans merci » ⁴².

Ses membres multipliaient les lettres aux institutions et aux différentes personnalités, et menaçaient de boycotter les hommes d'affaires qui refusaient de traiter en hébreu avec leurs clients. Ils n'hésitaient pas à prendre à partie les passants. Une fois ou deux, ils tinrent perturber des conférences publiques qui n'étaient pas prononcées en hébreu. Ils jetèrent un jour une bombe de gaz lacrymogène confectionnée dans le laboratoire de leur lycée pendant la conférence en yiddish d'un homme de lettres célèbre. Plusieurs fois ils perturbèrent la projection de films en yiddish. Un jour ils jetèrent sur l'écran des bouteilles d'encre et des œufs pourris et la police dut intervenir. Lorsqu'ils tentèrent d'empêcher les élèves de l'école française de l'Alliance de pénétrer dans leur établissement, ils furent arrêtés, jugés et condamnés à une amende. Le haut-commissaire en fut profondément choqué : si les Juifs agissaient ainsi entre eux, il était facile d'imaginer comment ils pourraient le faire à l'encontre des Arabes, écrivit-il ⁴³.

Quelques membres du mouvement sioniste exprimèrent aussi leur crainte face à ce qu'ils considéraient comme la manifestation d'un chauvinisme dangereux. Le succès de l'entreprise sioniste dépendait de sa capacité à savoir agir avec modération, écrivit l'un d'eux au colonel Kisch. Un jour, lors d'une allocution, Menahem Ussishkin « conjura » le public de garder foi en la langue hébraïque en lui demandant de jurer en levant le bras gauche ⁴⁴. Kisch trouva que ce geste était plutôt digne d'un fanatique arabe que d'un leader juif, mais il considérait toutefois la Brigade avec une certaine bienveillance paternaliste. Ce n'étaient que des enfantillages, dit-il pour apaiser ses partisans, mais c'étaient pour l'essentiel de braves gens qui faisaient du bon travail. Il leur fit même un don.

Chaïm Arlosoroff, à la tête du département politique de l'Agence juive, se mit en revanche en colère lorsque Halévy protesta contre le fait qu'une partie de sa correspondance soit rédigée en anglais. La Brigade exigea qu'il cesse

d'écrire dans cette langue et menaça de rendre la chose publique s'il ne s'exécutait pas sur-le-champ. Arlosoroff qualifia la Brigade de « police secrète de la langue » et rédigea une réponse virulente. Moshe Shertok, prudent, voulut minimiser l'incident ⁴⁵. Le patriotisme faisait craindre que les membres de la brigade puisent leur force dans le fanatisme.

La conférence de Buber ne fut pas un réel succès pour la Brigade. En prévision de la prochaine bataille, Halévy et ses comparses amassèrent des pierres dans la cour de l'université. Si une chaire de yiddish était créée, promirent-ils, ils briseraient alors toutes les vitres.

Tout commença à l'occasion d'un dîner solennel donné en l'honneur de Magnes et de l'université par David Shapira, l'éditeur de *Tag*-un quotidien new-yorkais en yiddish. Au cours du repas, Magnes annonça que Shapira s'apprêtait à réunir une somme de cinquante mille dollars pour créer au sein de l'université hébraïque une chaire de yiddish. Il proposa à Magnes une avance de dix mille dollars. Il fallait insuffler un nouvel élan non seulement au yiddish, mais également au journal et à la nouvelle université. Le journal *Davar*, pour ne pas être en reste, offrit lui aussi la même somme, ce qui provoqua un véritable scandale à l'université ; Joseph Klausner déclara à ses étudiants, dont Chaïm Shalom Halévy, qu'il allait démissionner en signe de protestation.

Magnes fit de son mieux pour que la polémique ne s'ébruite pas hors de l'université. Halévy quant à lui s'empressa d'aller trouver un des journalistes de *Doar HaYom* pour lui proposer de publier cette boutade : « Shylock a vendu pour de l'argent une livre de sa chair, et nous nous avons vendu notre âme pour de l'argent. » Des manifestations furent organisées devant la maison de Magnes et des tracts de protestation avec un liseré noir furent distribués comme s'il s'agissait d'un faire-part de décès, avec des propos d'une rare férocité : « La chaire de jargon est la mort de l'université », ou encore « la chaire de jargon est une idole dans le Temple » ⁹¹⁴ ⁶.

Comme « la guerre des langues » qui avait quinze ans plus tôt secoué la petite communauté juive de Palestine, l'action intentée contre cette chaire ressemblait à une guerre d'usure au nom de l'existence nationale. Face à l'affaiblissement du statut de la religion, la langue hébraïque restait le dernier bastion du nationalisme juif et la création d'une chaire de yiddish représentait, aux yeux de ses contempteurs, un véritable danger pour l'intégrité de la nation ⁴⁷.

Halévy raconta à ses parents que les étudiants s'étaient réunis pour discuter de ce sujet. La réunion s'était envenimée et achevée par des rixes.

« Quelle honte ! » s'exclamait-il, car nombreux étaient ceux qui soutenaient la création de la chaire ⁴⁸. Non, écrivait-il, ce qu'ils avaient pu entendre était faux ! Tous les étudiants n'étaient pas favorables. Il fallait distinguer ici entre qualité et quantité : la plupart des étudiants ne venaient que pour tromper leur ennui, pour tuer le temps ou pour manger à bon compte à la cafétéria de l'association des étudiants. La majorité s'était prononcée en faveur de la chaire. Seule une petite minorité venait pour poursuivre des études sérieuses. Ceux-là étaient opposés à la chaire. Halévy n'avait pas honte de faire partie de la minorité. Il ne trahirait pas ce qui lui tenait tant à cœur. Le monde n'était que mensonges où triomphaient politique et diplomatie ⁴⁹.

Quelques membres du mouvement travailliste, dont Berl Katznelson, ne s'opposaient pas non plus à la création de la chaire. Ici et là, certains proposaient que l'on ait recours à des langues étrangères à l'école, comme cela s'avérait nécessaire pour l'enseignement scientifique. On polémique sur le statut de l'anglais et de l'arabe en tant que langues étrangères, craignant que ces langues ne fassent « une concurrence déloyale » à l'hébreu. De même que l'on tentait de « faire oublier » la ville, on cherchait aussi à « faire oublier » les langues étrangères ⁵⁰. Il fut encore suggéré de transcrire l'hébreu en caractères latins. Halévy trouva l'idée farfelue ⁵¹. La polémique s'amplifia, accroissant encore les tensions, provoquant dans les deux camps opposés des humiliations que le temps ne réussit pas à effacer.

Mais aucun des partisans de la chaire n'osa se prononcer en sa faveur avec la même fougue patriotique et revendicatrice que celle de ses opposants. Ainsi, Chaïm Nahman Bialik s'illustra-t-il par sa pusillanimité. Eliezer Ben Yehoudah et Ahad Ha Am n'étaient plus de ce monde ; Bialik, le poète national, faisait partie des responsables de l'université. Sa position revêtait naturellement une grande importance : « Magnes croyait en Bialik comme en Dieu », écrivit Joseph Klausner ⁵². Bialik était pour la création de la chaire de yiddish, mais craignait de le proclamer haut et fort. Il osa cependant s'en prendre à la Brigade de défense de la langue qu'il traita de « gamins aux actes inconséquents » lors d'une réunion publique, qualifiant leur combat de « crachat insolent » ; mais lorsqu'une rumeur de protestation s'éleva parmi l'auditoire, il se ravisa aussitôt.

Halévy était présent et releva ses propos. Bialik développa la thèse selon laquelle l'hébreu ne devait d'avoir survécu que grâce au yiddish, qualifiant celui-ci de « mère nourricière ». Si les Juifs avaient su parler hébreu dans tous les pays de Diaspora, la langue aurait varié d'un pays à l'autre et sa forme originelle aurait été altérée à jamais. Grâce au yiddish, qui avait pris le relais

pendant une certaine période, l'hébreu avait pu conserver sa forme originelle. Bialik expliqua que le yiddish était condamné à mourir, que l'hébreu appartenait à l'avenir, mais Halévy ne fut pas pour autant convaincu. Bialik radote, se lamenta-t-il. Lorsque Bialik proposa que la future chaire de yiddish se concentre sur la recherche linguistique, Halévy réagit avec véhémence : c'était comme si on injectait de la morphine au jargon. Bialik dut s'incliner : au cours de débats internes, il vota pour l'ajournement du projet ⁵³, Magnes aussi estima que la polémique ne pouvait que nuire à l'université et préféra, bien malgré lui, y renoncer. La création de la chaire fut « reportée sine die ».

Israël Amikam continua pendant ce temps son combat en expédiant des télégrammes en caractères hébraïques. Les autorités permettaient que l'on envoie des télégrammes en arabe, mais ceux en hébreu n'étaient autorisés que dans une translittération en caractères latins. Pendant quinze ans, Amikam entretenait une correspondance avec la direction des Postes de Palestine, avec le haut-commissaire et la commission des mandats de la SDN. Employé aux télégrammes à la poste de Jérusalem, il inventa un morse en hébreu pour faciliter l'usage de la langue. Ses supérieurs hiérarchiques lui ordonnèrent de cesser de faire de la politique. Amikam donna alors sa démission. Il entreprit des études de droit, puis s'installa à Haïfa en tant qu'avocat. Il ne cessa de harceler les tribunaux pour que sa requête soit acceptée par le gouvernement. Elle fut toujours refusée mais il fit infatigablement appel.

Il bénéficia ici et là du soutien d'un certain nombre de personnalités. Le comité national se joignit à sa demande mais n'obtint qu'une réponse technique de la part du secrétaire d'État du gouvernement Wyndham Deedes : on ne pouvait expédier à l'étranger de télégrammes en hébreu car les conventions postales internationales ne le permettaient pas ; à l'intérieur du pays, il n'était pas non plus possible d'envoyer des télégrammes en caractères hébraïques car il n'y avait pas une demande suffisante pour créer un tel service : le pourcentage des télégrammes en hébreu retranscrits en caractères latins n'excédait pas onze pour cent. Presque tous les employés du télégraphe connaissaient l'arabe mais peu comprenaient l'hébreu. Chaque télégramme devait passer entre les mains d'une douzaine d'employés et de télégraphistes et l'on ne pouvait pas exiger des autorités « en cette période de crise » de recruter les employés nécessaires à la transmission de télégrammes en caractères hébraïques ⁵⁴.

Amikam infatigable importun, ne baissa pas les bras pour autant. Son combat put être évalué à l'aune de la paperasse administrative accumulée au fil des ans, à savoir des milliers de pages, de rapports, d'innombrables pétitions, de signatures de soutien de la plupart des dirigeants sionistes dont

Zeev Jabotinsky et David Ben Gourion, et même une lettre du *Times* londonien. Finalement, il finit par faire plier l'Empire britannique et fut autorisé à envoyer de la petite poste d'Afoula le premier télégramme en hébreu depuis que le monde avait été créé »⁵⁵.

C'est par ces combats menés par de tels individus que le sionisme finit par triompher. Chaïm Shalom Halévy était l'un d'entre eux. À vingt ans, il se mit à fréquenter une jeune fille. Simhah est belle et intéressante, écrivit-il à ses parents : mais à sa mère qui exigeait de tout savoir, il répondit que dans ce domaine aussi, la Palestine avait fait de lui un autre homme. À Vilnius il rougissait chaque fois qu'il parlait à une fille. Peut-être cela était-il normal là-bas, lui disait-il, mais en Palestine c'était différent : il pouvait parler aux filles sans rougir⁵⁶.

12. Tractations entre camarades.

1. Le lundi 11 juillet 1927, Doumia Sakakini, quatre ans, était en train de jouer à la poupée lorsque la terre se mit à trembler en Palestine. Des milliers de maisons furent endommagées, faisant deux cent cinquante morts et un millier de blessés. La tante de Doumia parvint à la sauver des décombres du moulin à vent qui, aux confins du quartier de Rehavia à Jérusalem, servait alors de résidence à la famille. Doumia, quant à elle, réussit à sauver sa poupée.

Lorsque Khalil Al Sakakini rentra de son long séjour en Égypte, Herbert Samuel se trouvait encore en poste ; il refusa de revenir travailler au département de l'Éducation du gouvernement. Il était rentré à Jérusalem parce que le climat du Caire nuisait à la santé de son fils Sari. Il avait vécu jusqu'à présent en donnant des cours d'arabe et en écrivant des articles.

Dès son retour il put percevoir les premiers signes concrets de la révolution sioniste et réaliser à quel point la Palestine avait changé. Mais chez les Arabes, constata-t-il, rien de remarquable ne s'était produit. Sept Arabes sur dix continuaient de vivre dans des villages musulmans ou chrétiens. Les autorités britanniques avaient procuré aux paysans des systèmes de culture plus performants et de meilleurs services de santé. Elles avaient construit des écoles, relié des villages aux artères principales. L'amélioration des moyens de communication leur avait permis de s'ouvrir au monde extérieur et avait facilité les relations autrefois inexistantes entre personnes éloignées. Cela avait profondément modifié leur physionomie : de nouveaux modes de vie et des idées nouvelles avaient été adoptés, brisant ainsi les cadres de l'autorité traditionnelle où ils avaient été jusqu'à présent confinés ¹.

Mais en définitive, les Britanniques agirent très peu pour faire entrer les villages arabes dans le XX^e siècle. Fondamentalement, ils eurent plutôt tendance à vouloir préserver les modes de vie traditionnels, poursuivant en

cela une logique politique. Ils cherchèrent à imposer le calme et la stabilité et non à promouvoir une quelconque révolution sociale. Aussi reconnurent-ils le statut des moukhtars et travaillèrent de concert avec eux. Cela fut particulièrement patent dans l'aide prodiguée en faveur de la révolution sioniste.

Dans les villages arabes, la vie quotidienne se déroulait au ralenti, tout entière imprégnée d'une tradition indifférente à la modernité : une jeune fille et un jeune garçon nés dans un de ces villages étaient promis à la même existence que celle de leurs parents. Comme eux, ils n'allaient pas à l'école et ne savaient ni lire ni écrire. À l'instar de leurs aînés, leur enfance était assez brève : le garçon était vite considéré comme un homme et la fille ne tardait pas à devenir mère. Il allait travailler dans les champs, elle faisait la cuisine, repassait, s'occupait des enfants, et au besoin, participait aussi aux travaux agricoles. La femme obéissait à son mari qui, lui, s'inclinait devant le père de famille et le moukhtar. Ils vivaient au rythme des cycles de la nature et de la religion, entre labour et moisson.

Sakakini s'était impliqué dans le mouvement national arabe et était connu comme éducateur et comme écrivain. Il participa, en tant que délégué, aux congrès qu'organisaient de temps à autre les Arabes, et lui, le chrétien, avait même été invité à monter à la chaire du prédicateur de la mosquée El Aqsa pour protester contre la visite de lord Balfour. Il allait bientôt prendre part à la fondation de la « nouvelle école nationale » inspirée de ses principes pédagogiques. Il devint, entre-temps, végétarien.

À cette époque il avait pour habitude de s'installer à la terrasse d'un café à proximité de la porte de Jaffa. C'était avant la Première Guerre mondiale. L'endroit fut plus tard transformé en une sorte de club pour journalistes et écrivains surnommé le « café des pauvres ». Pour Sakakini tous ceux qui s'y rendaient appartenaient au « parti des pauvres » pour lequel il établit même une « plate-forme » électorale, le « programme des pauvres ». On pouvait y voir de nombreux intellectuels exilés, des réfugiés de l'éphémère administration de Fayçal à Damas. Le rêve d'une « grande Syrie » s'était évanoui ; les Français étaient désormais maîtres de Damas. Les autochtones durent donc se forger leur propre identité qui prit forme à mesure que le programme sioniste avançait. Ils évoquaient la nécessité de s'organiser de façon cohérente pour pouvoir agir, discutaient pour savoir s'il fallait focaliser leur combat sur les Britanniques ou sur les Juifs et s'il fallait recourir ou non au terrorisme. Cela était dans la continuité des débats qu'ils avaient eus auparavant ³. Au début de l'année 1926, une douzaine de revues arabes paraissaient en Palestine, soit deux fois plus que cinq ans plus tôt. Mais les

lecteurs étaient relativement peu nombreux, même dans les villes, où la majorité des Arabes étaient analphabètes.

Dans les années vingt il ne se passa rien de plus sur le plan de la politique arabe. Les ligues musulmanes et chrétiennes, première expression du sentiment national arabe en Palestine, ne se transformèrent en parti que très progressivement. Les relations entre grandes familles étaient encore au centre de la vie politique. Tout n'était qu'affaire d'hégémonie, d'honneur, d'intérêts économiques antagonistes plutôt que de divergence idéologique. Une partie de la politique locale se résumait à la rivalité entre Musulmans et Chrétiens. L'aspiration à l'indépendance nationale n'occupait qu'une place secondaire, comparativement à la place centrale que lui conférait la politique sioniste. Les autorités britanniques savaient comment s'y prendre avec les différentes familles rivales. Les unes comme les autres recevaient de l'argent, des postes et d'autres avantages encore. Elles soignaient tout particulièrement Hadj Amin Al Hussein.

La carrière politique du mufti Al Hussein était en plusieurs points comparable à celle de David Ben Gourion. Il avait su asseoir son autorité au sein du Conseil suprême musulman. Son statut lui avait permis d'acquérir une immense fortune ainsi qu'une grande influence sur la justice et l'éducation, y compris sur les nominations et les postes à pourvoir. Hussein tirait également son pouvoir du comité exécutif, organe laïc créé en 1920 censé représenter la population auprès des autorités ⁴. Ben Gourion, quant à lui, s'était érigé en leader incontesté de la Histadrout et tenait son pouvoir du parti. Le mufti utilisait l'Islam à seule fin de promouvoir le nationalisme arabe. Ainsi lança-t-il une campagne de souscription nationale pour financer la restauration des mosquées du mont du Temple. Ben Gourion voulait que le socialisme serve exclusivement les intérêts du sionisme. Chacun des deux hommes fut amené à s'imposer face à un rival de poids : le mufti dut renforcer le statut de Jérusalem face à Damas, Ben Gourion dut veiller à affirmer la primauté de Tel-Aviv face au mouvement national à Londres. Leur pouvoir respectif fut proportionnel à leur reconnaissance en tant que représentant légitime par les autorités. Tous deux prônaient un nationalisme fortement engagé, mais n'assurèrent leur survie politique qu'en tenant tête à des adversaires politiques plus extrémistes qu'eux. Adulés par leurs coreligionnaires, érigés bientôt en symboles nationaux, ils conduisirent la Palestine à la guerre. Jamais ils n'eurent l'occasion de se rencontrer.

2. Dans les années vingt, les relations entre Juifs et Arabes en Palestine se limitaient essentiellement aux tentatives des Juifs de soustraire le pays des mains de ses propriétaires. Les Arabes étaient vendeurs. En général, l'offre

excédait les capacités financières réelles du mouvement sioniste. Une partie des propriétaires terriens vivait en dehors de la Palestine. Certains des vendeurs étaient des marchands de biens et de nombreuses terres étaient achetées directement aux paysans. Parmi ceux qui cédaient ainsi les terres de la patrie se trouvaient un certain nombre de dirigeants du mouvement national arabe : officiellement patriotes, ils s'avérèrent être en réalité des traîtres.

Le mouvement sioniste avait depuis toujours projeté de devenir propriétaire de la Palestine. Herzl, lui-même, avait eu l'intention d'acheter une concession au sultan turc. Au début du siècle le mouvement sioniste avait fondé le KKL, le Fonds national juif, qui avait pour tâche essentielle d'acquérir des terres. Cette opération nationale partait du principe que les terres acquises par le KKL ne tomberaient pas en mains « étrangères », c'est-à-dire arabes. Mais d'autres organismes eurent également pour fonction d'acheter des terres pour y installer des Juifs ; il y avait aussi des acheteurs privés ⁹².

Le Fonds national juif était l'instigateur d'un projet fondateur, gérait d'importants budgets et organisait des réunions dont les protocoles étaient toujours consignés. Mais celles-ci n'étaient qu'un prétexte. Les achats de terres relevaient davantage de la gageure, de la chance, de l'improvisation, de la médisance, de la corruption, de la violence et du leurre que de la procédure régulière. Ce fut en tout cas la méthode vantée et utilisée avec succès par Joshua Chankin, originaire de Russie et ⁹³ « rédempteur » de la terre, personnage légendaire qui acheta un dounam sur trois acquis par les Juifs. À la fin de la période mandataire, ceux-ci se trouvaient en possession de deux millions de dounam, soit presque dix pour cent de la Palestine.

Ils espéraient pourtant acquérir bien davantage. Au début de l'occupation britannique, ils avaient prévu qu'en moins de cinq ans ils se rendraient maîtres de cinq millions de dounam. Sur la carte du rêve sioniste, telle qu'elle fut présentée lors de la conférence de paix de Paris, les acquisitions étaient nettement inférieures à dix pour cent. Sur la carte réelle de la colonisation, c'est-à-dire sans le désert du Néguev, elles représentaient vingt-cinq pour cent ^{93.5}.

Ceux qui fixaient la politique foncière du mouvement sioniste polémiquèrent sur la quantité et la manière d'acheter des terres. La querelle engagée sur les zones à acquérir reflétait la lutte entre la ville et l'agriculture. On jugeait préférable et plus sage de privilégier la colonisation urbaine, en supposant que cela neutraliserait l'opposition de la population arabe. Des arguments idéologiques furent avancés : « Notre but essentiel est de ramener

notre peuple au travail de la terre », était-il mentionné dans un rapport rédigé en 1923 par le KKL et présenté au Congrès sioniste. Cela mis à part, les responsables du KKL prétendaient que les terres agricoles étaient meilleur marché. En fait, ce n'était pas toujours la raison principale ⁶. La plupart des terres acquises par les Juifs se trouvaient situées sur la plaine côtière, en Galilée orientale ou dans les vallées : le but recherché était surtout de créer une continuité territoriale.

Dès le début du siècle les leaders de la communauté arabe s'opposèrent à ce que les Juifs achètent des terres en Palestine. Au début des années vingt, une pièce écrite par Mohammed Izzat Darwazza, intitulée *Le Marchand de biens et le propriétaire*, fut jouée au théâtre *Al Manchia* de Naplouse. C'était l'histoire d'un marchand de biens dont la fille intriguait pour convaincre le fils du propriétaire de vendre ses terres aux Juifs. Les journaux arabes stigmatisaient régulièrement ces transactions. Mais la loi du marché était la plus forte : la demande faisait grimper les prix des terres et les Juifs savaient être généreux.

Sur de nombreuses terres acquises par le KKL vivaient des agriculteurs et des fermiers. Il est très difficile d'établir combien furent évacués, combien furent déplacés par la force, combien furent dédommagés et pour quel montant, et ce qu'il advint d'eux après leur expulsion. La question fut maintes fois posée par les différentes commissions d'enquête. Lorsque, dans les années trente, l'occasion fut offerte aux personnes déplacées de demander réparation, on dénombra trois mille requêtes émanant de quelque quinze mille personnes. Mais ces données doivent également être maniées avec précaution : certaines demandes étaient sans doute sans objet ⁷.

Certains vendaient leurs terres par nécessité, d'autres se laissaient embobeliner comme l'agriculteur de la pièce de Darwazza, d'autres encore vendaient leurs terres pour investir en ville. Quoi qu'il en soit, la misère des paysans arabes fut salubre pour la politique sioniste. À partir de cette dynamique ainsi amorcée, les porte-parole arabes accusèrent le sionisme d'expulser les Arabes ; ce que les représentants du mouvement sioniste niaient énergiquement. Ils promettaient que même s'ils devenaient majoritaires dans le pays, jamais il ne serait porté préjudice aux Arabes en tant que minorité : « Comme nous avons appris de nos ancêtres en sortant d'Égypte à être toujours juste et équitable à l'égard de l'étranger, pour avoir été nous-mêmes étrangers en Égypte, et soumis aux persécutions et à l'humiliation, nous nous devons, en quittant la Diaspora pour notre terre, de ne persécuter ni d'humilier quiconque ⁸ ». Quoi qu'il en soit, les propriétaires

terriens n'étaient jamais contraints de vendre ; mais ils se firent tous les complices de l'intérêt sioniste, desservant ainsi leur intérêt national.

L'avocat Abd Al Hadi, un des célèbres leaders de la communauté arabe, aida Joshua Chankin à se porter acquéreur des terres de Wadi Havarat. La transaction ne put se faire qu'en évacuant les paysans qui s'y trouvaient. Abd Al Hadi alla voir le haut-commissaire pour lui demander d'interdire la vente de terres aux Juifs ⁹. « Il y a loin des actes à la parole, écrivit alors Khalil Al Sakakini. Ils vendent des terres et spéculent, achètent aux Juifs et leur vendent, puis s'insurgent, protestent et exigent que le gouvernement légifère afin de leur interdire la vente de terres. Ils ressemblent à ces fumeurs d'opium invétérés qui demanderaient à un tiers de les empêcher de se droguer et qui dans le même temps hurleraient qu'on porte atteinte à leur liberté privée ¹⁰. »

Les membres du mouvement sioniste consignèrent scrupuleusement ce paradoxe et purent produire, dès que le conflit entre Juifs et Arabes s'attisa, la liste des noms de notables qui vendaient, probablement pour faire du chantage ou créer une guerre psychologique, ou pour les deux raisons à la fois. Dans une liste de 1937, qui comprenait les noms d'une vingtaine de notables ayant vendu leurs terres aux Juifs, figuraient ceux de Moussa Kasem Al Hussein, maire de Jérusalem et pendant plusieurs années leader incontesté du mouvement national arabe, ainsi que ceux d'autres membres de la famille Hussein dont le père du mufti Hadj Amin Al Hussein et l'avocat Djamal Al Hussein, un des leaders du mouvement national arabe. On trouvait encore sur cette liste les noms de Raghib Nashashibi et de sept autres maires dont ceux de Jaffa et de Gaza. D'autres listes mentionnaient des noms de maires, de militants politiques, de chefs religieux, d'hommes d'affaires et de différents notables, certains étant même des nationalistes connus issus de familles nobles comme les Dajani de Jérusalem, les A-Shawah de Gaza, etc., familles tant musulmanes que chrétiennes. Moussa Alami, un des grands leaders arabes du pays, vendit aux Juifs les terres sur lesquelles vit le jour le kibboutz Tirât Zvi, du nom de l'un des chantres du sionisme ¹¹.

3. La promptitude avec laquelle certains leaders arabes vendaient leurs terres aux Juifs ne faisait que renforcer le mépris des responsables du mouvement sioniste pour le mouvement national arabe. C'est ainsi que Chaïm Weizmann livra son sentiment après s'être entretenu avec plusieurs notables arabes : « Ils sont prêts à vendre leur âme au plus offrant ». L'accord qu'il avait signé avec Fayçal partait également du principe qu'il tirerait bénéfice de la paix qu'il allait conclure avec les sionistes. L'un de ses conseillers ayant reçu mille livres sterling d'acompte exigea plus tard davantage ¹². Ce faisant,

les responsables du mouvement sioniste avaient acquis la conviction qu'il était possible par la corruption d'endormir la conscience nationale des Arabes de Palestine. Leaders nationaux et voleurs de bas étage, notables et malfrats proposaient ainsi au mouvement sioniste d'espionner, de propager fausses rumeurs et calomnies ainsi que de recourir au chantage et au vandalisme pour les servir. Plus d'une fois l'offre excéda la demande.

Une partie des informations glanées par les agents du mouvement sioniste facilita l'acquisition d'autres terres. Ils s'attachaient également à avoir une vue globale des courants et des différentes tendances politiques des Arabes ainsi que des luttes intestines qui agitaient leur mouvement national. De temps à autre leur parvenaient des informations très précises afférant au jour même : un tel est venu, un tel s'en est allé, tel autre a parlé à celui-là, ces deux-là encore ont assisté à une réunion qui s'est tenue dans la maison d'untel, qui a dit ceci, qui a dit cela, celui-ci a acheté un pistolet, cet autre un cheval. Parfois les membres des services secrets payaient en échange d'une signature au bas d'une pétition adressée aux autorités en faveur du sionisme et finançaient çà et là des opérations subversives destinées à semer la zizanie dans le clan Husseini ¹³.

Une partie de ces liens remontait à l'époque ottomane ; ils s'étaient développés sous la période mandataire sous l'impulsion de l'agronome juif légendaire, Chaïm Margalit Kalvarisky qui en tant qu'employé de la société YKA était devenu propriétaire terrien, principalement en Haute Galilée ¹⁴. Sioniste et pacifiste, idéaliste et cynique, il pensait qu'il n'y avait pas d'autre solution que de corrompre les Arabes et que la paix était à ce prix.

Kalvarisky fit un jour la rencontre d'un homme qu'il ne connaissait que par ses initiales et qui était un proche de Kasem Al Husseini, le célèbre leader du mouvement national arabe. Au début de leur conversation, celui-ci s'était plaint de ne pas avoir touché son argent. On lui avait dit que les sionistes ne tenaient jamais leurs engagements, mais que Kalvarisky, lui, était différent. Il s'avéra pourtant être comme eux. Husseini, quant à lui, avait fait ce qu'on lui avait demandé. Il avait promis que le calme régnerait dans le pays, et en effet, depuis les événements du 1^{er} mai à Jaffa, le calme avait été généralement maintenu. Que voulait-on de plus de lui ?

Kalvarisky répondit que le mouvement sioniste voulait parvenir à se faire mieux comprendre de la population arabe sans remettre en cause la déclaration Balfour et la domination britannique. « Non ! répond Husseini avec véhémence, non ! Je ne vendrai pas ma patrie contre de l'argent ! » Kalvarisky lui rétorqua qu'en homme politique d'expérience il devait se

rendre à l'évidence. Il y avait des faits historiques indéniables. La déclaration Balfour faisait partie du Mandat, lequel avait été approuvé par un accord international. Aucune propagande ne pouvait s'y opposer. Soudain Husseini l'interrompit : « Avant de parler sérieusement de politique, les sionistes devraient d'abord tenir leurs promesses. »

La question était de savoir, conclut Kalvarisky, si Husseini aurait le courage de passer ouvertement du côté des sionistes. Kalvarisky pensait qu'il n'en serait pas capable, mais estimait par ailleurs que cela n'était pas absolument nécessaire : « Il est préférable qu'il reste officiellement à la tête du camp opposé, mais qu'officieusement il tente de saper leurs actions ; ainsi contribuera-t-il à préparer le terrain pour une entente réciproque. » Il songeait à la création d'une organisation arabo-musulmane qui « serait en nos mains comme l'argile dans celles du potier et qui recevrait nos ordres ». Mais pour ce faire, il fallait de l'argent, poursuivit-il ^{94.1} 5.

Les « arabophiles » du mouvement sioniste tentèrent alors de créer un réseau de cercles musulmans nationaux pour rivaliser avec les ligues musulmanes et chrétiennes qui progressivement évoluaient vers un mouvement national. Le secrétariat arabe qui avait fondé le comité national pendant l'été 1922 fit savoir que ses membres « prodiguaient des conseils » aux responsables de ces cercles et leur « indiquaient la meilleure voie à suivre ». Le colonel Kisch, chef du département politique de l'agence juive, envisagea de créer un parti arabe « modéré et pro-sioniste » ainsi que de faire paraître un journal arabe. Il fallait, selon lui, exploiter la rivalité entre les grandes familles du pays, voyant d'un bon œil la fin de l'hégémonie de la famille Husseini ¹⁶.

Un jour, quelqu'un téléphona à Kisch pour lui demander un rendez-vous. L'homme refusa de décliner son identité et Kisch : raccrocha. Mais l'inconnu téléphona à nouveau et il accepta finalement de le recevoir chez lui. Il s'agissait de Tahir Al Husseini, le neveu du mufti, qui venait le voir dans l'espoir que les sionistes et les Britanniques l'aident à fomenter une révolution de palais : il voulait écarter son oncle et prendre sa place et était détenteur d'informations inédites. Il raconta ainsi que c'était le mufti lui-même qui avait été l'instigateur de la manifestation contre la visite de Balfour à Damas. Il avait alors envoyé quelques centaines de livres qui avaient été transportées par l'intermédiaire d'émissaires bédouins et qui provenaient des caisses du Conseil suprême musulman.

Le mufti, prétendit encore Tahir Al Husseini, était aussi à l'origine des incidents de Jaffa et de Jérusalem, censés être les prémices d'une

« Révolution » : il avait l'intention d'instaurer un gouvernement national arabe en se hissant à sa tête, racontait son neveu, et avait dans cette intention créé un groupe armé qui s'entraînait dans les montagnes. Ils s'étaient procuré des armes qui avaient traversé illégalement la frontière et recevaient une aide du Patriarche latin. Le mufti pensait qu'il serait aidé par la France et qu'en échange il appuierait l'occupation française en Syrie. Il avait l'intention d'envoyer prochainement une délégation aux États-Unis conduite par Moussa Kasem.

Kisch crut son informateur. L'homme ne réclamait pas d'argent. Il affirmait, à juste titre, qu'en étant venu le voir il le rendait maître de son sort. Il pouvait écarter son oncle en moins d'un mois et n'avait nullement l'intention de le supprimer mais plutôt de le bannir. L'opération ne devait pas engendrer de troubles : l'opinion publique arabe n'admettrait pas que la fonction de mufti soit retirée aux Husseini, mais personne ne trouverait à redire si elle passait des mains d'un Husseini à un autre. Kisch pensa qu'il avait raison. Husseini lui demanda de parler au haut-commissaire. Il voulait l'assentiment du gouvernement et exigea que Ronald Storrs ne soit pas mis dans la confiance mais ne s'opposa pas à ce que Norman Bentwich fût averti. Il déclara être l'ami des Juifs à l'instar de feu son père qui avait par le passé assuré également la fonction de mufti, ce que Kisch confirma.

Kisch se rendit chez Samuel. Bentwich était aussi présent. Le haut-commissaire promit d'examiner l'affaire, mais elle n'eut pas de suite.

Le mufti ne fut pas limogé, mais eut, lui aussi, à un certain moment, des démêlés avec des Juifs : l'entrepreneur juif Baruch Katinka se vit confier par lui la construction d'un palace à Jérusalem.

Ce palace devait s'élever en face du grand cimetière musulman de Mamila. Katinka pensait qu'un Juif ne pourrait obtenir le chantier, aussi décida-t-il de s'associer avec un entrepreneur arabe. Les deux hommes, ainsi que Touvia Doumia, le beau-frère de Chaïm Weizmann, signèrent un contrat avec le Conseil suprême musulman et se mirent à l'œuvre. Le mufti exigea que priorité soit donnée aux ouvriers arabes et que s'il devait y avoir un jour de repos hebdomadaire, ce devait être le vendredi. Mais lorsqu'il dut choisir entre sa ferveur religieuse en tant que chef religieux et ses intérêts en tant qu'investisseur, il se retrancha derrière l'entrepreneur juif.

On avait depuis peu de temps commencé à forer des puits : comme cela arrivait fréquemment à Jérusalem, on découvrit des tombes sous le terrain sur lequel devait être bâti l'hôtel. En creusant, plusieurs squelettes furent exhumés. Katinka demanda au mufti ce qu'il devait faire et Al Husseini lui

ordonna de garder la chose secrète. Plus que tout, il craignait que le maire de la ville ne soit mis au courant et qu'il profite de l'occasion pour exiger que cessent les travaux. Les squelettes furent discrètement dissimulés et les travaux purent continuer. Nashashibi réussit toutefois à nuire à son ennemi juré : il refusa de relier le bâtiment au tout à l'égout. Karinka proposa au mufti un système de tuyauterie et de pompage permettant d'évacuer les eaux usées de l'hôtel vers le cimetière après les avoir partiellement filtrées. Le mufti accepta, à condition que les travaux soient réalisés de nuit et dans le plus grand secret. En aucun cas cela ne devait se savoir.

Le Conseil suprême musulman investit soixante-dix mille livres dans la construction de cet hôtel de quatre étages, entièrement décoré d'arches de pierre sculptées. Dans le hall se trouvait un escalier colossal soutenu par d'immenses et splendides piliers de marbre. Les chambres possédaient toutes des toilettes individuelles et des salles de bains modernes, des lits à baldaquins et des téléphones à portée de main. Le mufti se rendait régulièrement sur les lieux. C'était un homme agréable, intelligent, vif et courtois, écrivit Katinka. Il tentait d'entraîner le beau-frère de Weizmann dans des discussions politiques, comme il avait l'habitude d'en avoir avec certaines personnalités du Yishouv ^{95.1} 7.

Ce que les Juifs recevraient avec joie comme une concession, dit-il un jour, serait perçu par les Arabes comme une trahison. Aussi n'y avait-il pas de place pour un accord. Les deux entrepreneurs juifs veillaient à ne pas créer de problèmes. Katinka raconta un jour au mufti l'histoire d'un immigrant juif qui vendait des beignets à l'entrée d'une banque à New York. Un accord avait été conclu : il ne se mêlait pas des affaires de la banque et celle-ci ne vendait pas de beignets. Le mufti fut satisfait. Katinka et Doumia lui construisirent sa maison : bon marché et à crédit sur deux ans, écrivit plus tard Katinka sans spécifier si le mufti s'était acquitté de sa dette ¹⁸.

L'« Arabe modéré » ne devait pas nécessairement être sioniste. Il devait transmettre le message selon lequel le sionisme allait triompher. Kisch consacra une bonne partie de son temps à le diffuser. Avec le temps, les choses prirent une tournure officielle : une partie des contacts avec les différents collaborateurs se faisait par écrit. L'un d'entre eux, Ibrahim Avdin de Ramallah, demanda qu'on lui envoie la plate-forme de communication qu'il avait pour tâche de diffuser et la teneur des articles que le mouvement sioniste devait lui faire parvenir pour qu'il puisse les faire paraître dans la presse arabe sous des noms d'emprunt. Il avait déjà trouvé un local pour y installer un nouveau cercle : « Les affaires ici sont excellentes », écrivit-il, demandant qu'on lui envoie au plus tôt dix livres. Dans les registres du

budget sioniste, les dépenses figuraient sous la mention : « Tractations entre camarades ». Weizmann reçut dans ce but une partie de l'argent du baron Rothschild à Paris. Des sommes relativement peu élevées : quelque vingt mille livres par an et ses collaborateurs devaient à chaque fois signer des reçus ¹⁹.

Kisch relata cette histoire dans son journal. Il n'aimait pas ce qu'il faisait. Dans le cercle musulman de Tibériade il avait passé « un mauvais moment » : les membres du cercle lui avaient demandé cinq cent soixante livres. Après d'âpres négociations il avait réussi à réduire leurs exigences à deux cents. Le jour-même il devait « remercier » le maire de Tibériade : « un grand sot », ainsi qu'il le qualifiait dans son journal ²⁰. Il réussit à faire baisser le « salaire » du maire de Beït Shean de trente à dix livres, avec les plus grandes difficultés ²¹.

Une violente querelle éclata alors au sein du cercle national musulman de Jérusalem et Kisch fut contraint de trouver un arrangement entre les différents « faucons ». Ces derniers se rendirent chez lui et s'installèrent dans des pièces séparées. Kisch allait de l'une à l'autre. Il réussit finalement à se débarrasser du président du cercle contre cinquante livres et nomma quelqu'un d'autre à sa place. D'après les comptes inscrits dans son journal, il réussit à baisser le budget du cercle de deux cent cinquante à cent livres par mois ²². Ils prirent l'habitude de venir régulièrement chez lui. « Dans l'après-midi, Khalid Bev de Naplouse est venu me réclamer cent livres que je lui aurais, soi-disant, promis ». L'homme exigeait maintenant quatre cents livres. Kisch lui répondit qu'il ne paierait qu'en échange de tâches limitées et précises ²³. Parfois il ne payait pas : cet homme intriguait, il était clair qu'il ne cherchait qu'à se remplir les poches, écrivit-il au sujet d'un cheik qui lui avait offert ses services ²⁴. Un Arabe du Liban exigea six cents livres « pour une mission politique » et avait déjà reçu cent livres d'acompte. Kisch le trouvant très désagréable l'éconduisit au bout de dix minutes. ²⁵

Ibrahim Najar, rédacteur du seul quotidien en arabe *Lisan Al Arav*, demanda que son salaire mensuel passe de soixante-quinze à cent livres. Kisch se mit en colère : « Quel toupet ! écrivit-il. Il était très agressif et s'adressait à moi comme si je l'avais volé. Il n'a pas obtenu le moindre sou. » Une deuxième fois, l'homme retint à la charge en lui affirmant que la guerre entre la Grande-Bretagne et la Turquie allait reprendre. Kisch lui remit cinquante livres. « Pour de l'argent il serait capable, allez savoir, de se transformer en tigre ! » commenta-t-il. Mais il récidiva quelques mois plus tard, en menaçant de passer à l'ennemi s'il ne recevait pas deux cent soixante-

quinze livres. « J'ai refusé de me soumettre à un tel chantage », écrivit-il. Quelque temps plus tard il lui octroya cependant une avance sur le mois suivant. Étant donné la situation politique, mieux valait calmer son ardeur frondeuse ²⁶.

Kisch avait aussi le pouvoir de placer la personne de son choix à des postes gouvernementaux, afin de brider toute velléité extrémiste ou fanatique. Aussi les membres de l'Agence juive accueillirent favorablement la nomination d'Araf Al Arif au poste de gouverneur de Jenine ²⁷. Kisch manifesta une grande générosité envers plusieurs délégués arabes du conseil consultatif créé par Herbert Samuel. En se rendant à ces réunions, ils reconnaissaient de fait le pouvoir britannique et la politique en faveur du foyer national. Le mouvement sioniste avait tout intérêt à encourager une telle présence. Leurs adversaires politiques leur décochèrent des flèches empoisonnées pour les pousser à la démission, écrivit Kisch à Weizmann.

Kisch proposa à l'un d'entre eux cent livres par mois, mais l'homme, Arif Pasha Dajani rétorqua que même pour deux cents livres il n'accepterait pas de siéger au sein du conseil de Samuel. Il en exigeait cinq cents. Le maire Raghib Nashashibi réclama la même somme. Ce faisant, il expliqua que pour avoir une quelconque influence il se devait d'adopter des positions violemment antisionistes. « Il est difficile de travailler avec des gens qui fonctionnent selon de tels principes », se plaignait Kisch, quelque peu mortifié, mais comprenant la logique interne de la démarche. Il pensa qu'il pouvait se concilier les deux hommes contre une somme de quatre cents livres. « C'est à mon avis, écrivit-il, ce qu'il faut leur donner ²⁸. »

Au début de l'année 1923, Kisch fit parvenir au secrétaire principal, Wyndham Deedes une lettre portant une lourde accusation selon laquelle les autorités encourageaient le fanatisme national arabe. Selon Kisch, la plupart des Arabes comprenaient que le sionisme était une véritable bénédiction pour l'économie et désiraient établir de bonnes relations avec les Juifs. Nombreux étaient ceux qui étaient prêts à collaborer avec l'Agence juive, mais les hommes du mufti faisaient tout pour les en empêcher et les freiner sans que les autorités interviennent. Il raconta l'histoire d'un cheik qui avait refusé de rompre ses relations avec les Juifs et que ses adversaires accusaient d'avoir marié un couple de mineurs ; la police l'avait alors envoyé en prison. Ou encore celle d'un kadi que les autorités avaient écarté à la suite d'une dénonciation parce qu'il était l'ami des Juifs. Celle encore d'un homme soupçonné d'avoir volé un troupeau de vaches parce qu'il entretenait de bonnes relations avec les sionistes. Kisch mentionnait parmi les amis des Juifs

et des sionistes lâchement abandonnés à leur triste sort, Hasan Shokri, le maire de Haïfa, injustement écarté.

Deedes mit en branle l'appareil gouvernemental : la police secrète, les gouverneurs des différents districts, le conseil juridique du gouvernement, tous firent parvenir à Jérusalem des rapports circonstanciés sur les différentes personnalités nommées par Kisch. Tous faisaient le même portrait du collaborateur arabe : « intéressé, versatile et sans principe », « ayant un sale caractère », « abusant le gouvernement », « un imposteur mêlé à toutes les intrigues du sillage », « peu fiable ». Un homme à qui Kisch ne voulait que du bien, était décrit ainsi dans un des rapports transmis à Deedes : « C'est un homme machiavélique, un imposteur, un voleur, un menteur et un criminel. Il était accusé de fraude : « C'est un escroc qui essayait de frayer avec les Juifs, qu'il détestait pourtant, dans l'espoir de faire de l'argent. À la tête d'une bande de brigands et soupçonné de tentative de meurtre, il avait fait de la prison pour avoir agressé un fonctionnaire du gouvernement, un véritable hors-la-loi, plein de haine à l'égard des Britanniques ». Au sujet de Hasan Shokri il était spécifié avec une certaine froideur qu'il dirigeait la ligue nationale musulmane, « que l'on supposait financée par les sionistes ».

Sur la base de ces informations, un des hommes de Deedes proposa de donner à Kisch des notions de politique et de morale dont la leçon à tirer était de s'opposer à la corruption. La tentative d'acheter un parti avec de l'argent, des cadeaux ou d'offrir quelque avantage gouvernemental ne pouvait qu'« altérer » les meilleures volontés arabes et les pousser à identifier le sionisme à la corruption. Il ne restait plus alors que le soutien d'éléments indésirables. Celui qui définissait ce type de parti comme « un parti modéré » se faisait des illusions. Quiconque demandait à un gouvernement de soutenir un tel parti demandait à ce gouvernement de se faire complice de pratiques qu'il ne pouvait que désapprouver. Il ne croyait pas non plus en leur efficacité.

Si Kisch avait été en possession d'un tel document, il aurait probablement su en faire une lecture appropriée : il n'était pas sans savoir comment l'Empire britannique avait l'habitude de corrompre les gouvernants arabes. Lorsqu'il était officier des renseignements, il était lui-même responsable du salaire en or de Hussein, le dirigeant de La Mecque et du Hedjaz. Storrs et ses hommes allèrent jusqu'à acheter des dirigeants locaux. Mais l'effort prodigué par l'administration pour trouver la réponse que Deedes devrait faire à Kisch fut vain. Le rapport fut enterré : « Je ne pense pas qu'il sortira quoi que ce soit de la poursuite des discussions [...] mieux vaut encore renoncer à toute correspondance », trancha quelqu'un, clôturant définitivement le débat ²⁹.

David Ben Gourion, pour sa part, était d'avis qu'il ne valait pas la peine de négocier avec les Arabes que l'on pouvait suborner. Selon lui, « chaque Arabe » était prêt à recevoir de l'argent. Aussi ne fallait-il accorder d'importance qu'aux négociations conclues avec les Arabes patriotes. Jabotinsky, lui aussi, avait mis en garde contre la politique de corruption de Kalvarisky qui finalement ne payerait pas. « Ils prennent notre argent et derrière notre dos se moquent de nous », écrivit-il dans un de ses rapports. Lors d'une réunion quelqu'un s'était plaint que la corruption ne conduirait qu'à un « amour platonique ». Le consulat américain ayant suivi ces débats émit une autre opinion : dommage pour l'argent dépensé ! Les Britanniques proposent beaucoup plus que ce que les Juifs peuvent offrir ³⁰. D'un point de vue politique, c'était en effet de l'argent gaspillé en vain, qui n'avait pas réussi à endormir le nationalisme arabe ni même à le brider.

4. Un jour, le directeur du département de l'éducation de l'Organisation sioniste à Jérusalem lut une information dans un journal allemand selon laquelle sir Ellis Kadoorie, le millionnaire juif originaire d'Irak, était mort à Hong-Kong, et léguait cent mille livres sterling pour permettre de promouvoir l'éducation en Palestine. Ce fut une joie immense car on crut naturellement qu'il s'agissait d'éducation juive. Herbert Samuel mit sur pied une commission chargée d'évaluer le coût d'un tel projet. Ce n'est que quelque temps plus tard que l'on connut la teneur exacte du testament et qu'il s'avéra que c'était non pas la Palestine qui en était l'héritière mais le gouvernement britannique, à qui Kadoorie laissait toute liberté dans l'usage qu'il voudrait bien en faire, que ce soit en Palestine ou en Irak. Rien dans le legs ne faisait allusion à l'éducation juive. Commença alors une course contre la montre. Weizmann alerta le frère du défunt et réussit à obtenir que l'argent soit investi en Palestine. Mais Humphrey Bowman, directeur du département de l'Éducation, proposa que cet argent le soit dans la fondation d'une école d'élite, sorte de *Public School* pour garçons juifs et arabes.

L'idée était que dans les petites classes l'éducation soit dispensée en hébreu et en arabe, et que dans les classes moyennes et supérieures l'essentiel le soit en anglais. Les élèves étaient censés être tous internes et devaient former une petite communauté binationale devant cultiver « l'esprit de la Palestine ». Le mouvement sioniste s'inscrivit aussitôt en faux contre un tel projet. Kisch dut mener des négociations plus ou moins politiques avec le directeur de l'éducation, arguant du fait qu'au stade actuel de son développement, le foyer national juif avait besoin d'éducation nationale juive. Bowman ne cacha pas sa déception : « L'occasion d'un rapprochement entre Juifs et Arabes sur un même terrain vient d'être manquée », écrivit-il dans ses

mémoires. Cela aurait pu être l'héritage légué avant son départ. Il allait bientôt terminer son mandat et rentrer chez lui. Le gouvernement céda. Il y aurait un lycée d'enseignement général pour les Juifs et une école agricole pour les Arabes, car on partait du principe qu'ils n'avaient pas besoin de lycée. L'Organisation sioniste donna au début son accord, puis la nécessité d'ouvrir pour les Juifs une école agricole se fit alors sentir par crainte de donner le sentiment que leur légitimité sur la terre de leurs ancêtres était plus contestable que celle des Arabes. Kisch était d'avis qu'une école agricole, ouverte aussi bien aux Juifs qu'aux Arabes, serait un succès, à l'exemple de l'école de droit qui avait entre-temps ouvert ses portes à Jérusalem ; mais il se garda bien de faire part de son avis publiquement. D'autres difficultés innombrables étaient encore à surmonter. Finalement deux écoles agricoles au nom de Kadoorie, à proximité l'une de l'autre, ouvrirent bientôt, l'une à Tull Qerem et l'autre à Kfar Tabor : le principe de la séparation triomphait. Jabotinsky évoqua alors « le mur de fer » qu'il fallait élever entre Juifs et Arabes ³¹.

Le principe de l'apartheid était accepté par tout le mouvement sioniste, à l'exception de quelques voix isolées. Lorsque fut évoquée la possibilité que la Palestine soit incluse dans une grande fédération arabe, Ahad Ha Am, pourtant modéré, écrivit que dans ce cas il n'y resterait pas : « Mieux vaut mourir sur un sol étranger en Diaspora qu'ici, et être enterré sur la terre de mes ancêtres, si celle-ci doit être considérée comme la "patrie" des Arabes sur laquelle nous ne serions que des étrangers. » Weizmann mandata Kisch auprès du haut-commissaire pour l'avertir que si le gouvernement adoptait l'idée de la fédération, les Juifs ouvriraient alors les hostilités. Le principe de la fédération exigeait de créer en Palestine une continuité territoriale juive même au prix d'un renoncement à quelques territoires dans d'autres parties du pays. Il avait conduit à la création de Tel-Aviv, et il avait même été question à un certain moment de la partition de Jérusalem et de la création de deux sous-municipalités, l'une arabe et l'autre juive ³². Ce projet avait été à l'origine de la lutte pour les orangeries de Petah Tiqvah.

5. Cela se produisit vers la mi-décembre de l'année 1927. Les paysans de l'exploitation avaient l'habitude de vendre leurs agrumes sur l'arbre, et dans ce cas, l'acheteur, généralement un commerçant arabe, finançait la cueillette. Cherchant naturellement à faire baisser le coût du travail, il faisait toujours appel à une main-d'œuvre arabe. C'était l'année de la fameuse crise économique. Des centaines d'ouvriers juifs exigeaient d'être employés à la place des Arabes, ce qui allait incontestablement augmenter le coût de la cueillette. Le salaire journalier à la fin des années vingt était de cent soixante-

quinze mille livres pour un ouvrier juif et de cent cinquante mille pour une ouvrière juive. Un ouvrier arabe touchait cent mille livres pendant qu'une ouvrière arabe en recevait soixante mille. Les ouvriers juifs demandaient également à être employés aux travaux des champs. Les paysans estimaient que cela leur ferait perdre entre trente et quarante pour cent de leurs gains habituels ³³.

C'était une lutte entre ouvriers et paysans et non entre Juifs et Arabes ; mais au plus fort du conflit, les ouvriers juifs introduisirent des groupes de contestataires dans les vergers de Petah Tiqvah pour empêcher les ouvriers arabes de travailler. Les paysans juifs alertèrent la police britannique. Des policiers à cheval, armés de matraques, durent disperser par la force les cordons de manifestants. Il y eut des blessés et des arrestations.

La lutte pour « le travail juif » avait déjà commencé à l'époque ottomane. Dès le début, cela avait conduit les paysans des premières exploitations à choisir entre leurs intérêts économiques et leur fidélité nationale. À l'instar des Arabes, qui en contradiction avec leurs impératifs patriotiques, vendaient leurs terres aux Juifs, de nombreux agriculteurs avaient préféré employer des Arabes. Non seulement ils revenaient moins cher, mais ils étaient aussi plus expérimentés et plus « dociles ». Les « pionniers » tout juste sortis des lycées des villes russes n'avaient jamais eu, jusqu'alors, à accomplir de rudes tâches physiques et ne se destinaient pas à l'agriculture. Ils avaient débarqué avec l'arrogance de leur jeunesse et pétris d'idéologie socialiste ; les paysans ne voyaient en eux qu'une menace.

Berl Katznelson put entrevoir la difficulté psychologique qu'il y avait à vouloir diriger des ouvriers juifs qui par ailleurs participaient pleinement au combat national. Il cita à ce propos un proverbe : « Quiconque achète un esclave hébreu s'embarrasse du même coup d'un maître. » Il était plus aisé d'avoir à faire à un ouvrier arabe qu'à un juif, expliquait également à un hôte anglais Chaïm Arlosoroff : l'un obtempère sans poser de questions sur son temps de travail, le droit des femmes, des enfants, etc ³⁴, alors que l'autre exige non seulement un salaire plus élevé, mais encore un traitement différent. Aussi de nombreux paysans préféraient-ils employer des Arabes.

Plus d'une fois ils furent amenés à se défendre. Le rédacteur en chef de *Ha'Aretz*, capitaliste convaincu et citadin dans l'âme, exigea que les paysans fassent abstraction de ce qu'il considérait comme de « petits profits » au détriment du « bilan national ». Les représentants des paysans s'insurgèrent contre de tels propos ; n'habitait-il pas en ville, au milieu de « palais » privés construits par des capitaux privés ? Glickson répondit que le sionisme reposait

sur deux fondements essentiels : le retour à la culture hébraïque et le retour à la terre. Lui-même pouvait justement se prévaloir de contribuer par son journal à la préservation de la culture hébraïque. Il demandait aux paysans de renoncer à une part de leurs profits, car sans le travail juif le sionisme était sans fondement ni espoir. Les « Boazim »³⁵ comme étaient surnommés les paysans, d'après le personnage biblique de Booz, furent blâmés pour avoir alerté la police britannique : c'était de la « délation » assimilable à une trahison.

S'ouvrirent alors les négociations. Les paysans acquiesçaient au principe patriotique mais refusaient de devoir le financer. Les ouvriers n'acceptaient pas de se contenter d'un salaire arabe. C'était plus qu'un dilemme entre patriotisme et profit : les paysans craignaient que les ouvriers ne prennent le pouvoir dans les fermes agricoles. La Histadrout, qui représentait les ouvriers, se battait pour le statut du mouvement travailliste. C'était purement politique.

De leur côté, les leaders du mouvement travailliste étaient partagés entre la lutte pour le salaire du travailleur juif, leurs propres intérêts politiques et leur idéologie socialiste. La théorie s'opposait à toute discrimination à l'encontre de l'ouvrier arabe. Aussi devaient-ils décider s'ils acceptaient ou non d'accueillir au sein de la Histadrout des ouvriers arabes. En leur ouvrant leur centrale syndicale, les Juifs en perdraient aussitôt le contrôle, et ce serait comme s'ils n'avaient jamais rien fait, car dès le début, ils avaient identifié le combat du travailleur juif à la lutte pour l'indépendance nationale. Le combat national figurait comme l'une des priorités de la Histadrout qui allait bientôt devenir un des centres du pouvoir du Yishouv. Comme pour le principe de la séparation. Ben Gourion suggéra que les Arabes aient leur propre organisation syndicale, n'écartant pas la possibilité que les deux organisations conviennent entre elles d'une « alliance »³⁸

Ils ne cessaient de parler de cela, cherchant en vain à calmer leur conscience socialiste. Cela exigeait certaines acrobaties idéologiques. Ils adoptèrent l'idée selon laquelle s'ils aidaient les ouvriers arabes à s'organiser en syndicats et leur enseignaient les droits auxquels ils pouvaient justement prétendre, conformément aux valeurs socialistes, ceux-ci exigeraient tout naturellement d'avoir un salaire équivalent à celui des ouvriers juifs. Si cela se produisait, les paysans n'auraient plus aucune raison de les embaucher et ce serait alors la victoire du travail juif³⁷.

Certains caressaient le projet de trouver des Juifs prêts à travailler aux conditions salariales des Arabes ou de pouvoir les faire venir de l'extérieur. Ils en tinrent à s'intéresser à plusieurs centaines de Bédouins de Bagdad et à

leur prêter quelque ascendance juive. Itshak Ben Zvi manifesta de l'intérêt pour une tribu de Bédouins de Galilée voulant se convertir au judaïsme et pressa le colonel Kisch de prendre l'affaire en mains. Ce dernier se tourna vers le rabbinat central. Préalablement, on avait fait venir des ouvriers juifs du Yémen qui reçurent un salaire plus élevé que celui des Arabes, mais inférieurs à celui des Juifs européens, pour la bonne raison qu'ils se contentaient de peu³⁸.

Certains prétendaient que l'emploi d'ouvriers arabes allait faciliter le rapprochement entre Juifs et Arabes de Palestine et que la fermeture de l'économie juive aux Arabes attiserait l'opposition de ces derniers au sionisme. Norman Bentwich qualifia plus tard le principe du travail juif « d'apartheid économique »³⁹. De son côté, Ben Gourion répliqua que la plupart des conflits violents éclataient dans des lieux où des Arabes étaient employés. Il rattachait ce phénomène à l'histoire juive : « L'amère expérience des Juifs dans tous les pays a prouvé que l'emploi d'ouvriers non juifs par des employeurs juifs non seulement n'étouffe pas la haine à l'endroit d'Israël, mais au contraire l'alimente et l'amplifie. » La nécessité du travail juif était liée à la nécessité de former des agriculteurs juifs ; dans ce contexte, Ben Gourion ne manquait pas de souligner que l'économie arabe était fermée aux Juifs.

Il répondit à chaque argument qui lui était opposé pour justifier l'emploi d'ouvriers arabes dans des exploitations juives. Son argument essentiel était que « le mouvement sioniste n'était pas autorisé, ne fût-ce qu'un instant, à oublier que le travail juif était le fondement essentiel à la construction du pays sans lequel on ne pouvait accueillir la masse du peuple d'Israël. Sans le travail juif, il n'y aurait pas d'économie juive, ni de patrie. Quiconque remettait en cause son principe, remettait en cause la raison même du sionisme^{96 40} ».

Le principe était acquis par tous mais la lutte en faveur du travail juif se poursuivit. Il y eut parfois quelques échauffourées⁴¹, car en réalité les Juifs continuèrent d'employer des Arabes contrairement à l'idéologie sioniste. Le problème fut tranché conformément aux principes du libre marché et parallèlement au niveau de tension que l'on pouvait observer : lorsqu'elle augmentait, les ouvriers arabes cessaient de venir, lorsqu'elle cessait, ils revenaient.

6. « Quel tremblement de terre ! » écrivit Chaïm Shalom Halévy à ses parents. Il se trouvait alors à bord d'un autobus en direction du mont Scopus et ne sentit pas la moindre secousse. « Je regrette de n'avoir rien senti »,

écrivit-il. « Tout le monde affirme que c'est une impression étonnante et qui sait si l'occasion se représentera ? » Un des bâtiments de l'université avait été détruit, d'autres furent sérieusement endommagés.

Ce jour-là, les étudiants avaient cours sous un poivrier sauvage. Judah Leib Magnes les avait pris en photo. Il avait déclaré, raconta Halévy à ses parents, que la vente des photos pourrait permettre de récolter un peu d'argent pour les réparations nécessaires ⁴².

Le séisme avait également touché le kibboutz Dgania. Les dommages furent évalués à près de cinq mille livres. Le kibboutz sollicita une aide auprès du Fonds gouvernemental créé à cette occasion. Le gouvernement répondit par la négative : Dgania appartenait en réalité au Keren Hayesod, l'organisme financier de l'Agence juive. Il n'avait nullement besoin d'un prêt. Cette anecdote est édifiante quant aux relations qui existaient entre le mouvement sioniste et le gouvernement : Kisch, terriblement anglais, interpréta la réponse du gouvernement comme un camouflet pour le mouvement sioniste. Se tenait derrière cette décision le secrétaire du gouvernement, Stewart Simes, un des caciques de l'administration militaire nommé par la suite gouverneur au Soudan, et qui, selon Kisch, n'aimait pas les Juifs ⁴³.

Si l'Organisation sioniste acceptait de recevoir de l'aide, ce serait avouer que sa situation financière était des plus désespérées. Cela n'était pas acceptable. Aussi Kisch proposa-t-il de ne pas marchander avec le gouvernement. Le responsable du Fonds, Arthur Hantke, originaire de Berlin, déclara toutefois qu'il s'agissait d'une question de principe et qu'il n'y avait aucune raison de céder. Kisch porta le sujet jusqu'à Londres où il fut décidé qu'il en allait de l'honneur du mouvement sioniste qui ne pouvait quémander un prêt de cinq mille livres à l'Empire britannique.

Le haut-commissaire était désormais le glorieux maréchal, élevé à la dignité de lord, Herbert Charles Plumer. Il venait d'avoir soixante-dix ans quelques mois avant le tremblement de terre. Le successeur de Herbert Samuel était arrivé deux ans plus tôt en Palestine après avoir été pendant cinq ans gouverneur général à Malte.

C'était un petit vieillard râblé, portant toujours le même costume de laine bleue et un chapeau melon, s'appuyant sur un parapluie, ce qui lui donnait l'air d'un grand-père magnanime, écrivit Edward Keith-Roach. Helen Bentwich, la femme du conseiller juridique du gouvernement, évoquait pour sa part ses yeux bleus perçants. Sa moustache blanche clairsemée était devenue célèbre. L'officier de police Douglas Duff déclara un jour que c'était

ainsi que les caricaturistes américains devaient représenter les généraux anglais ⁴⁴. Les années de son mandat furent paisibles, et Plumer réussit à se tenir à l'écart de la scène politique.

Que le deuxième haut-commissaire ne fût pas juif étouffait les rancœurs qui avaient accompagné le mandat de Samuel. Dans le même temps, l'immigration s'était ralentie : la crise économique qui avait touché de plein fouet le mouvement sioniste l'avait rendu moins menaçant. Les leaders de la communauté arabe, dont le mufti Hadj Amin Al Husseini, ne se sentaient pas concernés par une quelconque insurrection nationale et n'étaient pas, à ce stade, encore capables de l'organiser. Ils redoutaient que toute velléité insurrectionnelle ne se transforme en tentative de les évincer. Le « Grand mufti », comme l'appelaient poliment les Britanniques, devait son poste aux autorités, et son maintien n'était garanti qu'à la condition que le calme perdure. Les Britanniques qui l'avaient nommé pouvaient tout aussi bien le limoger. Ils pouvaient de la même manière dissoudre le Conseil suprême musulman qui avait vu le jour grâce à eux. Cette dépendance à l'égard des Britanniques lui commandait la plus extrême prudence ⁴⁵. Le mufti combattit la déclaration Balfour comme si elle n'avait pas dépendu des Britanniques, mais collabora toutefois avec eux sans s'en préoccuper.

Certains responsables arabes prirent alors conscience de l'importance de l'opinion publique britannique. Ils se rendirent à Londres où ils furent accueillis comme représentants en titre de la population. Contrairement aux sionistes, ils firent leurs premiers pas en politique en véritables amateurs. Leur manquaient des appuis internationaux et le soutien financier dont bénéficiaient les sionistes. Pourtant, comme eux, ils descendirent dans des hôtels de luxe où ils occupèrent des suites et partirent en quête de soutiens politiques, s'efforçant d'être soutenus par de bonnes relations publiques. Miss Newton les accompagnait. Wyndham Deedes relata une réunion publique organisée en leur honneur par certains de leurs partisans au parlement qui avaient réussi à convaincre un lord, un certain Lemington, à la présider, bien que le public fût composé pour l'essentiel de vieilles dames et d'officiers militaires à la retraite. Aucun politicien important n'était présent ⁴⁶. Ils avaient réussi toutefois à mobiliser quelque peu la presse. Mais il fallait là encore rester circonspects : le soutien de l'opinion publique dépendait du fait que la Palestine ne s'embrace pas.

Plumer fut enclin à voir dans le calme politique ambiant une donnée stable : quelque temps après son arrivée en Palestine, il proposa à Londres de renoncer aux rapports mensuels qu'il recevait des gouverneurs des différents

districts. Il dut bientôt réorganiser les forces de sécurité du pays. Une partie des unités de police fut supprimée. Adoré par ses hommes et apprécié tant par les Juifs que par les Arabes, le vieux maréchal put rapporter à Londres qu'il n'y avait aucun sujet d'inquiétude et qu'aucun changement de politique ne s'avérerait nécessaire. Les fonctionnaires de Londres se montrèrent satisfaits : s'ils avaient encore du mal à s'expliquer comment ils avaient pu entrer en Palestine, le mandat de Plumer les confortait dans le sentiment qu'il n'y avait aucune raison de partir ⁴⁷.

L'exercice du pouvoir en Palestine comme à Malte se révéla aux yeux de Plumer une tâche purement administrative. Lorsqu'il remit aux mains de la population arabe certaines terres de Beït Shean, il considéra ce geste comme devant faciliter le développement agricole et lorsqu'il prit l'initiative de certains travaux publics il le fit dans l'idée de juguler le chômage, particulièrement celui qui frappait la population juive. Ainsi, sans arrière-pensée politique, recommanda-t-il que soient refoulés les nouveaux immigrants qui ne trouvaient en Palestine aucun moyen de subsistance et reconnut-il les instances représentatives du Yishouv. Il autorisa la tenue d'élections municipales, nécessaires à ses yeux, et devant constituer les prémices de l'autodétermination ainsi que cela était stipulé dans le Mandat. Lorsque les Arabes proposèrent de reconsidérer l'idée, écartée dans le passé, de constituer une assemblée législative, il ne sembla pas s'émouvoir du fait que cela représentait un premier pas dans leur reconnaissance officielle par les autorités britanniques et pensa que l'affaire était trop politique pour qu'il s'en occupe.

Gouverneur éclairé, il laissa toute latitude à la presse pour le critiquer, mais interdit toutefois que l'on porte atteinte à l'honneur du gouvernement et de ses employés. Avec le pragmatisme qui le caractérisait, il introduisit la citoyenneté sur le plan local et une monnaie pour remplacer la livre égyptienne ⁴⁸. Il sut aussi répondre aux attentes inquiètes du gouvernement pour qui la Palestine ne devait pas coûter le moindre penny.

Les Plumer avaient l'habitude d'inviter les Bentwich à venir prendre le thé. C'était un couple formidable, écrivit M^{me} Bentwich dans une lettre postée de Jérusalem. Lady Plumer, mince et plus grande que son époux, portait des vêtements démodés, de longues jupes balayant le sol. Lorsqu'elle sortait, elle mettait un immense chapeau à plumes. Ils avaient renouvelé le mobilier de leur maison, mettant en valeur les bibelots auxquels elle tenait et les décorations qu'il avait obtenues ; la résidence du gouvernement ressemblait à une ancienne propriété de village appartenant à un fonctionnaire en retraite.

Le juge Gad Frumkin fut impressionné par les éventails en soie, en ivoire et en nacre de lady Plumer qui collectionnait aussi les miniatures.

Helen Bentwich initia lady Plumer aux subtilités diplomatiques. Il ne fallait pas inviter le haut-commissaire français en compagnie de certains Arabes car les Français opprimaient la population de Damas en la bombardant. Et il ne convenait pas non plus de convier à sa table l'ancien Premier ministre belge avec le consul italien car le premier était socialiste et le second fasciste.

Ils recevaient beaucoup. Dame Milicent Fawcett était revenue au pays en compagnie de sa sœur. Pendant qu'elle était reçue par les Bentwich, elle reçut un télégramme de Londres ; la proposition de loi d'octroyer aux femmes le droit de vote avait été acceptée en seconde lecture à la chambre des députés. Laissant éclater leur joie, les deux vieilles femmes se mirent à danser autour de la pièce. Plumer eut du mal à laisser percer la moindre émotion. Officier d'une autre époque, il avait refusé la présidence d'honneur du mouvement scout de Palestine parce que les jeunes filles y étaient admises. Le colonel Kisch, officier et gentleman, avait refusé lui aussi pour les mêmes raisons d'en assumer la responsabilité ⁴⁹. Le commissaire, considérant qu'il fallait endurcir les élèves, avait des opinions bien arrêtées sur l'éducation. De façon générale, pensait-il, les Juifs investissaient trop d'argent dans l'éducation. Il aurait été préférable qu'ils investissent davantage dans l'agriculture.

C'était un grand amateur de cricket. Sa femme aimait jouer au bridge. Tous deux prenaient un grand plaisir à participer aux soirées musicales organisées chez les Bentwich où ils convièrent même un jour le chœur de l'opéra de Tel-Aviv. Le mufti de Jérusalem et le patriarche latin furent également invités. Ils s'amusèrent à observer les ennemis jurés du sionisme, écrivit Helen Bentwich plus tard, tout en écoutant des chants hébraïques dans la résidence officielle du haut-commissaire. Les Plumer habitaient aux environs de Bethléem car le tremblement de terre avait également endommagé la citadelle Augusta Victoria sur le mont Scopus.

La ville de Safed n'avait pas non plus été épargnée, mais c'était surtout Naplouse qui avait été le plus durement touchée. Des centaines de maisons avaient été détruites ⁵⁰. Chaïm Shalom Halévy lut dans le journal que de nombreux habitants de la ville avaient été contraints d'abandonner leurs maisons. « Qui sait ? écrivit-il à ses parents, peut-être les dunes de notre cousin Ismaël renaîtront-elles de leurs cendres pour devenir celles d'Abraham, Isaac et Jacob ? » Il s'étonna que l'on ait fait venir de Tel-Aviv, où se trouvaient tant de chômeurs, trois camions remplis de pain. Les Arabes,

soulignait Halévy, avaient demandé de l'aide à Henry Ford qui détestait les Juifs ; mais un millionnaire juif, un certain Nathan Straus, leur avait envoyé, spontanément, cinq mille dollars en aide de première urgence. « C'est ainsi que nous sommes », poursuivait Halévy, autant par dépit que pour se lancer des fleurs ⁵¹. Le mouvement sioniste devait faire don de cent mille livres au Fonds d'aide gouvernemental ⁵². Ce fut là l'occasion de prouver que le sionisme œuvrait pour tous les habitants du pays. Quelque temps auparavant, le colonel Kisch avait encouragé Straus à financer une usine alimentaire pour les enfants arabes de Jérusalem. Dans son journal, le colonel insistait sur la portée de tels gestes ⁵³.

Aucun Juif ne se trouvait parmi les deux cent cinquante morts du séisme. Le rabbinat central avait programmé pour le shabbat des chants d'action de grâces ⁵⁴. L'une des mosquées sur le mont du Temple avait été endommagée, mais le Mur occidental n'avait subi aucun dommage. Halévy attribua ce miracle au « doigt de Dieu » ⁵⁵. Le juge Horace Samuel fit part de toute son amertume, regrettant que le tremblement de terre, plutôt que de provoquer la mort de tant d'innocents, n'ait pas englouti les lieux saints, foyers de tant de tension et de tant de haine ⁵⁶.

La terreur (1928-1938)

« Cela fait plus de six ans que je cultive des plantes médicinales dans mon jardin du quartier d'Amona. Ce n'est pas un passe-temps mais un véritable travail, que je fais pour rendre service aux habitants du pays, juifs et non juifs. Bien que je n'en vive pas, c'est toute ma vie. »

Jane Lancaster

13. Jérusalem à fleur de peau.

1. Le dimanche 23 septembre 1928 dans l'après-midi, l'officier de police Douglas Duff, alors qu'il patrouillait dans la vieille ville, rencontra l'officier de district Edward Keith-Roach. « Le Pacha de Jérusalem » – comme on le surnommait – invita Duff à l'accompagner à la Makhkama, le palais de justice musulman. L'une des fenêtres du tribunal donnait sur le Mur occidental. C'était la veille de Kippour et les fidèles commençaient à arriver pour la prière du *Kol Nidré* ⁹⁷. Soudain, Keith-Roach remarqua un paravent installé sur l'esplanade du Mur. C'était, selon Duff, un paravent comme ceux que l'on peut installer chez soi dans une chambre à coucher, constitué de minces panneaux de bois tendus de tissu, et qui servait à séparer les hommes des femmes. Duff l'avait déjà aperçu dans la matinée mais n'y avait pas prêté une attention particulière. Keith-Roach fit remarquer qu'il n'avait jamais vu de paravent à cet endroit. Ces propos allaient déclencher les événements des mois suivants, et avec eux la mort de centaines de personnes. Plus aucun doute n'était permis : le conflit pour l'hégémonie de la Palestine allait inexorablement conduire à la guerre.

Duff estima plus tard que si l'officier de district s'était abstenu de toute remarque, rien de tout cela ne serait arrivé. La commission d'enquête recueillit des témoignages selon lesquels les Musulmans avaient été informés de l'intention des Juifs d'installer le paravent. Selon ces sources, ils l'avaient été par hasard, à la suite d'une querelle qui avait opposé le bedeau séfarade du Mur au bedeau ashkénaze. Quoi qu'il en fût, lorsque Keith-Roach le désigna du doigt aux cheiks qui l'avaient invité à la Makhkama, ces derniers, manifestement troublés, protestèrent énergiquement et exigèrent qu'il fût retiré sur-le-champ, s'exonérant de toute responsabilité sur ce qui pourrait arriver dans le cas contraire. Ces menaces, rarement mises à exécution, leur étaient, en effet, coutumières ¹.

Keith-Roach s'efforçant de dédramatiser promit d'aller lui-même le retirer. Il se rendit au Mur en compagnie de Duff où il trouva le bedeau ashkénaze, Noah Baruch Glasstein, un respectable vieillard. Keith-Roach ne lui cacha pas qu'il devait, à la demande des Arabes, retirer le paravent. Le rabbin lui demanda d'attendre la fin de la prière : il trouverait ensuite des ouvriers non juifs pour l'enlever. Keith-Roach donna son accord et se rendit à la synagogue Hourra pour « une visite de politesse », selon les termes de Duff.

Ils trouvèrent parmi les fidèles le conseiller juridique du gouvernement et lui rapportèrent l'affaire. Norman Bentwich exigea que rien ne soit entrepris avant la fin du jeûne. Mais le gouverneur insistant pour que les Arabes ne soient à aucun prix irrités ², Duff retourna près du Mur. Le rabbin, les larmes aux yeux, promit d'enlever le paravent pendant la nuit. Duff partit en rendre compte à Keith-Roach. L'officier de district se trouvait alors chez lui, dans le quartier chrétien de la vieille ville, où il recevait des invités ; Duff s'étonna que le Mur ne semblât plus être au centre de ses préoccupations. Keith-Roach lui versa un verre de whisky soda et lui ordonna de veiller à ce que le paravent soit retiré avant l'aube.

À la lecture de ses mémoires, Duff apparaîtrait comme un homme violent, raciste, misogyne et stupide. Même s'il ne comprit pas, lorsqu'il l'aperçut pour la première fois, la signification que pouvait revêtir le paravent, il eut néanmoins le sentiment que cette affaire ne pourrait que lui créer des ennuis. Il sortit son carnet, y nota les instructions de Keith-Roach et les lui fit parapher, prenant même la peine de se rendre dans son bureau pour y apposer un cachet officiel, puis il retourna près du Mur. Le paravent était toujours là. Il avertit le bedeau que si à sept heures le lendemain matin il devait le revoir encore, il le ferait alors détruire. À six heures trente, il se prépara à agir et appela du renfort. Ses hommes prirent aussitôt position, car ils savaient par expérience que lorsque Duff les appelait, il allait y avoir de l'action. Ils étaient environ une dizaine, et armés. Duff leur ordonna de se munir de leurs casques. « Nous fîmes irruption dans la rue David, écrivit-il ⁹⁸. Les cris des habitants arabes du quartier les encourageaient : « Mort aux chiens juifs ! Faisons grève ! À l'angle du Mur, ils se trouvèrent face à un quarteron de vieillards. Le paravent n'avait pas bougé. Duff saisit le bedeau par les épaules et le secoua violemment. Le vieillard, terrifié, était incapable de proférer la moindre parole. « Cet homme ne devait probablement pas apprécier la violence », écrivit simplement Duff.

Il ordonna à l'un de ses sergents de détruire le paravent. Des fidèles commençaient à affluer. Duff se plaignit de l'odeur douceuse et âcre de la

sueur des femmes. Il s'agissait selon lui d'une lutte des sexes : les femmes, hystériques, hurlaient et frappaient de leurs ombrelles la tête des policiers en essayant de déchirer leurs vêtements. Duff les traita de « furies comme s'il s'était agi d'une manifestation de suffragettes. L'un des fidèles, vêtu d'un long cafetan, un *streïmel* sur la tête, s'accrocha au paravent en hurlant en anglais qu'il préférerait mourir plutôt que de le lâcher. Les policiers le traînèrent jusqu'à la porte des Immondices et le jetèrent dans la vallée du Cédron, où ils l'abandonnèrent, des lambeaux de tissu encore entre les mains. À part quelques égratignures, écrivit Duff, l'homme ne fut pas blessé.

Ses supérieurs étaient furieux, avec raison : l'officier de police avait recouru abusivement à la force et ce, de manière inconsidérée. L'irruption sur l'esplanade et l'accrochage avec les fidèles, le jour de Kippour, avaient, comme l'on pouvait s'y attendre, provoqué une forte tension. Duff pouvait se féliciter d'avoir pris soin de demander un ordre par écrit. Il ne fut pas écarté et fut même autorisé à rester dans la ville. Les Arabes le considéraient désormais comme un héros, alors que les Juifs l'avaient pris pour cible. À trois reprises, selon lui, ils tentèrent de l'éliminer : une première fois, une grosse pierre déboula sur lui ; une deuxième fois une voiture manqua l'écraser : une troisième, on lui tira même dessus. Par chance, écrivit-il, il eut la vie sauve : autrement, il aurait été enterré dans le cimetière de l'archevêque Gobât, sur le mont Sion, lieu qui était loin de lui convenir : le jour viendrait en effet où des fouilles archéologiques y seraient entreprises pour exhumer l'ancienne cité jébuséenne ^{98 3}.

2. Les Juifs priaient devant le Mur occidental depuis le Moyen Âge. Situé dans une étroite ruelle, il était pour eux un vestige du soubassement du temple d'Hérode. Les musulmans le vénéraient comme faisant partie de la mosquée El Aqsa où, selon l'islam, le prophète Mahomet aurait attaché sa jument El Bouraq, avant d'être enlevé jusqu'au septième ciel. Ainsi était-ce un lieu saint tant pour les Juifs que pour les Arabes. S'il n'y a pas pour les Juifs de lieu plus saint sur terre, les musulmans, en revanche, vénèrent davantage les mosquées du mont du Temple, sises à proximité, et plus encore La Mecque et Médine. Mais comme il s'agissait d'une partie de l'enceinte du mont du Temple géré par le Wakf – entité autonome héritière de l'administration ottomane –, le Mur se trouvait aussi sous sa tutelle.

À l'époque turque, les Juifs étaient autorisés à y prier, et ils ne rencontraient pas de difficultés particulières. Ils attendaient la venue du Messie et l'établissement du troisième Temple à la place des deux grandes mosquées ; mais le Messie tardait à venir. Les Juifs de la Haloukkah, d'inoffensifs vieillards, ne revendiquaient aucun droit de propriété sur les

lieux et ne représentaient pas une véritable menace. Avec les années, un statu quo assez souple s'était instauré et la prière était limitée officiellement par une série d'interdits. Dans les faits, c'était le règne du bakchich et personne n'y trouvait à redire : les jours de fête, et particulièrement les Jours terribles*, les Juifs étaient autorisés à sonner du schofar et même à installer près du Mur un tabernacle et des bancs. Miss Landau rapporta même au colonel Kisch qu'elle se souvenait que les Juifs avaient été parfois autorisés à disposer un paravent pour séparer les hommes des femmes ⁴.

Keith-Roach n'était pas sans savoir tout cela, aussi avait-il du mal à comprendre l'affaire du paravent. Les musulmans lui expliquèrent que la séparation entre hommes et femmes n'était d'usage qu'à la synagogue, et qu'ils soupçonnaient les Juifs de vouloir, par cette installation, conférer à l'esplanade un statut semblable à celui des synagogues, ce qui, selon eux, était un premier pas vers la confiscation du pouvoir administratif musulman. Ils rattachaient cela au projet sioniste et à la déclaration Balfour. Ainsi les responsables du Wakf expliquèrent à Ronald Storrs la raison pour laquelle ils s'obstinaient à refuser que les Juifs apportent des chaises sur l'esplanade : « Aujourd'hui, ils apportent des chaises... demain, ils installeront des bancs en bois qu'ils remplaceront ensuite par des bancs en fer, puis par des bancs de pierre. Ils construiront après un auvent pour s'abriter du soleil, et des murs pour se protéger du froid. Et les Musulmans auront alors sur leur territoire des maisons dont ils ne voudront pas. » En cela résidait le conflit sur la Palestine : « Que pouvait donc bien comprendre le monde à la sensibilité à fleur de peau de Jérusalem », s'insurgeait Ronald Storrs dans son journal. Qui mieux que lui pouvait mesurer le caractère explosif de l'intrication des sentiments et de la politique ⁵.

La lutte pour la Palestine était aussi un conflit de symboles, de mythes et de croyances religieuses pour l'honneur national et pour l'Histoire. Juifs et Arabes investissaient dans ce combat des passions confinant à la violence. Plus d'une fois, ils eurent du mal à faire la part entre les mots, les images et la réalité.

Cette lutte perpétuelle et sans fin se répercutait entre autres au sein de la commission de retranscription topographique de la Palestine. Cela s'avérait bien évidemment une tâche impossible, non seulement parce que Jérusalem était aussi Al Qouds (la Sainte), Hébron, Al Khalil (l'Ami de Dieu), Naplouse, Nablus (à savoir l'antique Sichem), mais aussi parce que les délégués juifs de cette commission exigeaient que Jenine fût appelée Ir Ganim et Tantura, Doar. Les rapports de la commission reflétaient les différends pseudo-scientifiques, sans révéler aucun parti pris politique. En réalité, le

véritable débat était de savoir à qui devait revenir la Palestine. La commission locale de terminologie fonctionnait en tant que sous-commission d'un organe chargé d'établir la nomenclature topologique du globe. Un de ses membres observait : « Cela fait quinze ans que je siége au sein de cette commission et il me semble approprié de dire que la Palestine soulève beaucoup plus de difficultés que n'importe quel autre pays de l'Empire, mais aussi que n'importe quel autre pays du monde ⁶. »

Les Juifs auraient aimé que le gouvernement privilégie le nom hébraïque de la Palestine ; toutefois, ils acceptèrent d'accoler à son nom les initiales *EI*. (*Eretz Israël*) sur les documents officiels, ainsi que sur les timbres et sur les billets de banque. Un responsable de la communauté arabe, Djamal Al Husseini, adressa une requête à la Haute Cour de justice pour faire supprimer des timbres ces initiales, mais sans succès. Le colonel Kisch proposa que soit retenu le terme de *shekel* pour la pièce de cinquante sous, car, s'il était adopté, les autorités n'auraient d'autre choix que de le reconnaître. Mais cela non plus ne rencontra pas d'écho ⁷.

Les hymnes et les drapeaux échauffaient et enflammaient continuellement les imaginations. Combien de fois fut-il rapporté que des soldats, des officiers ou des membres de l'administration ne s'étaient pas levés en entendant la *Ha Tiqvah* – l'hymne sioniste – lors de cérémonies publiques ⁸. Un jour, miss Landau se rassit ostensiblement avec les officiers de l'administration militaire lorsqu'il fut entonné : « Nous connaissions des traîtres, mais pas encore de traîtresse », écrivit *Ha'Aretz*, la comparant à Jacob De Haan ⁹. Chaque fois que des membres de l'administration britannique se levaient, par respect, pendant l'hymne sioniste, ils s'attiraient les foudres de Frances Newton.

L'infatigable Frances Newton, véritable lobby à elle seule, découvrant un jour que l'encyclopédie britannique avait représenté, parmi les drapeaux de tous les pays, le drapeau sioniste – deux bandes bleues avec au milieu l'étoile de David –, s'empressa d'envoyer une lettre de protestation à l'éditeur. Celui-ci répondit que l'encyclopédie « avait su anticiper son époque » ; dans les éditions suivantes, l'emblème sioniste fut supprimé ⁹⁹. Le mouvement sioniste protesta quant à lui auprès de l'éditeur de l'encyclopédie américaine pour avoir imputé le déclenchement des événements de Nabi Moussa aux provocations d'un Juif qui aurait profané le drapeau musulman ¹⁰.

Juifs et Arabes investirent beaucoup d'énergie mais tout autant d'argent dans l'élaboration de leur propre histoire. L'Agence juive finança la rédaction d'un ouvrage en anglais par Ben Zion Dinaburg, qui plus tard se fera appeler Dinur. Le but poursuivi était de « battre en brèche le préjugé erroné selon

lequel l'exil du peuple d'Israël aurait été total et que les Arabes auraient trouvé en Palestine un pays sans aucun Juif. Dinaburg était originaire de Russie. À partir de 1921, il enseigna au sein d'un séminaire de professeurs dirigé par David Yelin à Jérusalem. Personne autant que lui ne contribua à l'harmonisation de l'histoire du peuple juif aux nécessités du credo sioniste. Ainsi insistait-il sur la continuité de l'histoire juive et sur son unité à travers le monde comme s'il s'était agi d'une même histoire ininterrompue, fixant le début de l'Exil au VII^e ou au VIII^e siècle lorsque la Palestine avait, selon lui, perdu par l'arrivée des Arabes sa « spécificité juive ». Dinaburg réduisait ainsi l'époque exilique à mille ans ¹¹. De temps à autre, l'Organisation sioniste produisait de savantes études afin de prouver que quantité d'Arabes n'étaient arrivés que tout récemment ¹².

Les Arabes, eux aussi, cultivaient une certaine identité nationale, invoquant des arguments historiques afin de tenir tête aux sionistes ¹³. Ils s'inspiraient largement du mouvement sioniste dans leurs initiatives, comme dans leur politique de boisement ou dans leurs efforts pour inciter les gens à affranchir leurs lettres avec des timbres nationaux, à l'instar du KKL. Les Arabes étaient convaincus de l'importance de la propagande nationale et de la nécessité pour chaque citoyen de faire l'acquisition de son propre fanion afin de financer le combat national : chaque élève devait ainsi apprendre le slogan « Honte à Herbert Samuel ! » George Antonius se préoccupa quant à lui de la fondation d'une académie pour la promotion de la langue arabe ¹⁴.

Lorsque les Arabes furent autorisés à inhumer dans la mosquée El Aqsa, Mohammed Ali, le frère du leader de la communauté musulmane indienne, le mouvement sioniste, en réaction, fit transporter de Vienne à Jérusalem les meubles du bureau de Theodor Herzl, il avait auparavant tenté, mais sans succès, de faire rapatrier ses ossements pour les enterrer à Jérusalem. Il réussit en revanche à faire l'acquisition de Massada, un éperon rocheux près de la mer Morte, pour la somme de trois mille livres ¹⁵.

Le mouvement sioniste n'avait pas renoncé à se rendre maître du Mur occidental. En mai 1926, il fit ainsi appel au juge Gad Frumkin qui entretenait de nombreuses relations avec la communauté arabe, et qui engagea des négociations avec les propriétaires des environs. L'objectif premier était d'ouvrir un nouveau passage à partir de la rue David. Mais cela s'avérait une tâche délicate, car, en tant que juge, Frumkin n'était pas censé être mêlé à ce genre d'affaires. Kisch prit grand soin de faire figurer en tête de sa lettre la mention « personnel et confidentiel » et lui envoya par mandat la somme de

vingt-cinq livres sans indiquer si cette somme devait couvrir ses dépenses ou servir à le corrompre.

Dans le même temps, Kisch réussit à convaincre le millionnaire juif Nathan Straus de faire un don de cinq mille livres pour l'acquisition d'une maison dans le périmètre du Mur. Son propriétaire, un membre de la famille Al Khalidi, avait accepté de la lui vendre. Kisch voulut organiser d'autres ventes dont la somme pouvait atteindre jusqu'à cent mille dollars. Il promit à Straus qu'il acquerrait ainsi le privilège d'être associé à cette grande opération nationale et lui proposa de donner son nom à la première maison qu'il avait achetée. Il ne fallait en aucun cas que l'on sache que le juge Frumkin y avait participé.

Frumkin écrivit également à Straus, lui racontant comment des philanthropes juifs du siècle dernier, dont Moshe Montefiore et le baron Rothschild, avaient essayé, en vain, d'acquérir le Mur occidental. Il y avait, là encore, une nouvelle chance historique, assurait-il, lui réclamant mille dollars pour acheter la bonne volonté de certains propriétaires. Straus craignit qu'on ne cherche à l'abuser. Les Arabes demandaient des « sommes faramineuses », se plaignit-il, et l'affaire en resta là. Le Mur occidental était beaucoup trop cher pour lui et il préféra investir son argent dans une maison de santé érigée en son nom. Kisch ne renonça pas pour autant : lieu national centralisateur, le Mur renforçait le mouvement sioniste face aux ultra-orthodoxes et aux Juifs du monde entier, mais aussi face aux Arabes et aux Britanniques.

Ces derniers avaient l'intention de maintenir la situation des lieux saints en l'état où ils l'avaient trouvée à leur arrivée, mais ils se virent contraints de décider s'il fallait ou non s'en tenir au statu quo officiel ou s'il fallait reconnaître la réalité telle qu'elle se présentait dans les faits. La question donna lieu à une abondante correspondance et à de nombreux débats juridiques et historiques¹⁶. Le Mur n'était pas le seul lieu objet de tels litiges. De nombreuses fois, les représentants du pouvoir se retrouvèrent partie prenante dans des querelles entre les différentes communautés chrétiennes relatives au Saint-Sépulcre ou à d'autres lieux saints. Ils durent intervenir auprès d'un moine qui avait dressé une échelle près d'une crypte ne lui appartenant pas, d'une religieuse qui avait allumé un cierge à une heure indue, ou encore s'opposer à une ouverture pratiquée sans autorisation préalable ; autant de faits extrêmement sensibles qui les conduisirent parfois à en venir aux mains¹⁷.

Plus d'une fois il fut demandé aux autorités d'intervenir dans des conflits entre Juifs et chrétiens. Cela concernait évidemment surtout Jérusalem. Il

fallut à Charles Luke toute son habileté politique pour empêcher qu'un groupe d'immigrants russes ne s'en prenne aux dépouilles de deux dévotés de la cour du tsar.

Le premier corps était celui de la grande duchesse Élisabeth, petite-fille de la reine Victoria et sœur de la tsarine. Son mari, le grand-duc Sergueï, avait été assassiné en 1906, et elle avait décidé d'entrer dans les ordres pour se consacrer aux bonnes œuvres. Elle avait été, elle aussi, assassinée pendant la Révolution avec sa gouvernante, religieuse comme elle. Leurs corps avaient été tout d'abord transportés clandestinement jusqu'en Chine. Après maintes tribulations, elles furent inhumées dans la Ville sainte. Luke avait assisté à Jérusalem à de nombreuses cérémonies religieuses, mais il n'avait jamais vu, comme il l'écrivit plus tard, de scène aussi émouvante : les deux modestes cercueils en bois étaient arrivés à la gare de Jérusalem. Deux moines russes éplorés avaient entonné de mélodieux chants de deuil et le petit cortège s'était lentement dirigé vers le cimetière russe du mont des Oliviers.

En route vers le cimetière, rue Yafo, un émissaire à cheval avait informé le sous-gouverneur qu'un groupe de « pionniers », fraîchement débarqués de Russie et encore animés par la flamme révolutionnaire, s'apprêtait à troubler les funérailles de la princesse. Luke avait alors détourné le cortège vers un sentier latéral, en contrebas, sur le versant sud du mont Sion ¹⁸.

Le rédacteur en chef du *Doar Ha Yom*, Itamar Ben Avi, fut traduit en justice pour avoir offensé les chrétiens : tout avait commencé par une annonce embarrassante de l'Organisation sioniste : Hans Herzl, le fils du père du sionisme, s'était converti au christianisme. *Doar Ha Yom* fit remarquer que contrairement à Jésus, le fils de Herzl n'était pas un bâtard. Le procès faillit dégénérer rapidement en un conflit entre judaïsme et christianisme, mais il se solda finalement par l'acquittement d'une faible amende. D'autres conflits éclatèrent entre Juifs et chrétiens mais le mouvement sioniste tenta de les étouffer. Lorsque l'archéologue juif Kliezer Sukeniek révéla avoir trouvé un sarcophage sur lequel figuraient les noms de Jésus, Yehoshuah et Jeshuah, fils de Joseph, le colonel Kisch s'empessa d'exiger qu'il démente aussitôt la nouvelle, de peur de donner le sentiment que les sionistes remettaient en doute l'emplacement traditionnel de la tombe de Jésus ¹⁹.

Ronald Storrs prit au sérieux la requête du patriarche latin de Jérusalem lorsque ce dernier s'insurgea contre *La Juive*, l'opéra de Jacques Fromental Halévy, l'un des protagonistes était un cardinal et son personnage, stigmatisant à nouveau la rivalité entre judaïsme et christianisme, irritait le patriarche. Storrs dut intervenir et conclure une paix historique. Il le fit avec

délectation : homme d'expérience, malin, sachant dissimuler son mépris, il proposa de faire du cardinal un juge, et le patriarche s'estima satisfait. Dans la presse hébraïque une polémique s'engagea : *Ha'Aretz* écrivit que cela ne changeait rien, que le cardinal apparaisse sur scène en robe rouge, une croix autour du cou, ou en robe noire et sans croix. *Doar Ha Yom*, plus virulent et plus radical, affirma que l'intervention du gouverneur faisait régner à Jérusalem une atmosphère inquisitoriale ^{100 20}.

De temps en temps les Juifs se plaignaient de la rupture du statu quo au sujet du Mur. Kliezer Ben Yehoudah avait aperçu, en se promenant dans la vieille ville, des ouvriers arabes en train d'y colmater une fissure et il s'était empressé d'avertir le comité des délégués qui à son tour alerta le gouverneur Storrs dans une lettre lui faisant part de sa grande émotion. Storrs dépêcha sur place ses ingénieurs qui suggérèrent que le gouvernement prenne lui-même en charge les réparations nécessaires sur le budget du département « les antiquités, c'était sa manière de louvoyer entre le statu quo officiel et la pratique, un jour, il proposa que le Wakf se charge lui-même de l'installation des bancs pour les fidèles juifs devant le Mur afin d'afficher ainsi sa suprématie sur les lieux ^{101 21}.

3. L'incident du Mur le jour de Kippour de l'année 1928, à l'origine d'une vague de violence sans précédent, ne fut pas seulement causé par les propos malencontreux de l'officier de district Keith-Roach ni par l'intervention fâcheuse de Duff. L'affaire prit une ampleur démesurée en raison également des tensions internes inhérentes à la politique arabe et à la politique juive. Les adversaires politiques des deux camps rivalisaient alors de patriotisme, s'accusant mutuellement de trop de pusillanimité. Dans la politique arabe comme dans la politique juive les sentiments religieux étaient exaltés à des fins de pure propagande : tous se laissèrent entraîner par des attitudes extrémistes, au risque bientôt de perdre tout contrôle sur les événements. Chez les Arabes, cela se réduisait surtout à des luttes hégémoniques entre Nashashibi et Husseini. Chez les Juifs de Palestine, les rivalités s'exacerbaient entre les partisans de Ben Gourion et ceux de Jabotinsky.

Les adversaires du mufti s'étaient renforcés et l'accusaient d'être tyrannique et corrompu. Contrairement aux responsables du mouvement sioniste, il ne pouvait se prévaloir d'aucun progrès sensible dans sa volonté de conduire son peuple vers l'indépendance. À un certain moment, le camp du mufti se divisa et certains de ses partisans pactisèrent avec ses adversaires ²² –, le mufti se sentit alors menacé. Mais l'incident du paravent lui fut profitable : il accusa les sionistes, non seulement de vouloir se rendre maîtres

du Mur, mais aussi de vouloir détruire les mosquées du mont du Temple pour reconstruire le Temple dans le cadre de leur projet de domination sur toute la Palestine. En s'érigeant ainsi en protecteur des lieux saints de l'Islam, il renforça son image de leader national.

Les sionistes n'avaient jamais eu l'intention de détruire les mosquées, l'édification du temple n'avait jamais fait partie de leurs projets. Ils aimaient entretenir la nostalgie religieuse afin de collecter des fonds. Les innombrables affiches sionistes placardées à travers le monde avaient choisi de représenter le rêve national sous la forme d'un somptueux édifice imaginaire coiffé d'un dôme surplombant Jérusalem. Le consulat américain de Jérusalem expédia à Washington un dessin diffusé par des propagandistes arabes et inspiré d'un bulletin sioniste des États-Unis. *Das Yiddishe Falk*, représentant Herri observant une vague humaine déferler sur Jérusalem, représentée sous les traits d'une ville arabe. Sur l'un des bâtiments qui faisait penser au dôme de la Roche flottait le drapeau sioniste : deux bandes avec au milieu l'étoile de David. La propagande sioniste avait symboliquement confisqué le mihrab érigé par les Mamelouks sur les murailles de la vieille ville que les juifs dénommaient la tour de David ²³.

L'expression « foyer national » évoquait irrésistiblement le Temple ; quelques mois après l'affaire du paravent, au lendemain de la semaine de la Pâque, les fidèles de la synagogue Yeshouroun organisèrent une soirée à Jérusalem. Le principal orateur était Menahem Ussishkin qui, frappant du poing sur la table, déclara : « Le peuple d'Israël veut un État juif sans compromis ni concession, de Dan à Beer Sheba, de la Méditerranée jusqu'au désert et jusqu'à la Transjordanie. » Il donnait à cet instant l'impression d'un prophète, écrivit Chaïm Halévy à ses parents. Ussishkin conclut sa péroraison en ces termes : « Faisons le serment que jamais le peuple d'Israël ne rendra les armes avant d'avoir érigé son foyer national sur le mont Moriah ²⁴. » L'intervention d'Abraham Itzhak Ha Cohen Kook dans la lutte pour l'hégémonie du Mur occidental renforça encore le sentiment que ferveur religieuse et projet sioniste ne faisaient qu'un : le grand rabbin Kook était sioniste.

Tout cela alimenta la croyance populaire dans le danger que pouvait représenter le sionisme, croyance que sut exploiter le mufti, jouant ainsi avec le feu jusqu'à provoquer une véritable déflagration ²⁵. Une dynamique similaire caractérisa également le mouvement sioniste.

4. À la tête du mouvement sioniste, Chaïm Weizmann continuait de concentrer entre ses mains prestige et pouvoir, mais plus les années passaient,

plus il se trouvait confronté à une opposition interne menée par deux hommes : David Ben Gourion et Zeev Jabotinsky. Les révisionnistes étaient devenus la principale force d'opposition, qui en tant que telle rivalisait avec le mouvement travailliste ²⁶. Ben Gourion, quant à lui, œuvrait essentiellement à asseoir son statut de leader du Yishouv en Palestine. Il pensait en termes d'organisation et de pouvoir. Jabotinsky, quant à lui, partageait ses activités entre le monde sioniste et la politique palestinienne. Orateur éloquent, il cultivait les valeurs de bravoure et les symboles de l'indépendance. Comme par le passé, il se plaignait, de ce que les autorités manquent à leur devoir en n'aidant pas les Juifs et en favorisant les Arabes, exploitant ce qu'il dénonçait comme une humiliation nationale.

Quelques jours après l'incident du paravent, Jabotinsky débarquait en Palestine pour commencer une nouvelle carrière d'agent d'assurances. Il s'installa à Jérusalem et devint rédacteur de la revue *Doar Ha Yom*, à la place d'Itamar Ben Avi. Il organisa également son parti qui fonda un mouvement de jeunesse – le Betar –, acronyme de *Brit Yosef Trumpeldor*, l'Alliance de Yosef Trumpeldor. Les membres du Betar portaient, un uniforme militaire et, à l'image du parti et de son leader, se targuaient d'être plus patriotes que les autres partis et mouvements de jeunesse.

Voulant résumer les réactions publiques au sujet du Mur, Jabotinsky écrivit : « En dehors de nous, personne n'a semblé offusqué. » Les « gauchistes » avaient fait, selon lui, de beaux discours, mais l'on ne pouvait facilement abuser un homme d'expérience tel que lui : je sentais, comme eux devaient aussi le sentir, que derrière cette emphase ne se trouvait aucune tension ²⁷. » Ben Gourion avait en effet déclaré qu'il fallait « sauver » le Mur, estimant que cela pouvait être réalisable « dans les six mois à venir », mais il rejetait toute la phraséologie et l'hystérie d'Ussishkin. Il rappelait ainsi à Jabotinsky qu'il avait en son temps refusé de prêter main-forte aux habitants de Tel Haï et mettait en garde contre toute confrontation directe avec les Arabes, suggérant plutôt de s'en prendre au gouvernement ²⁸. Dans ce zèle, Jabotinsky sortit cette fois-là vainqueur. L'affaire du Mur joua en sa faveur autant qu'elle avait profité au mufti.

5. L'incident du paravent engendra une série d'actions de contestation de la part des Arabes, sous forme de déclarations et de télégrammes adressés à la Société des nations, allant même jusqu'au décret d'une grève générale d'une heure ²⁸. Dans les jours qui suivirent, les Arabes s'en prirent au bedeau du Mur. La direction sioniste se tourna elle aussi vers la Société des nations et se plaignit à nouveau au gouverneur de Jérusalem des travaux de construction

qu'effectuaient des musulmans à proximité du mur. Quelques jours plus tard, le bedeau, ayant encore essayé d'installer des chaises, était à nouveau pris à partie. Deux agitateurs arabes furent condamnés, au terme d'un procès expéditif, à six mois de prison. Le mufti envoya un télégramme indigné au roi d'Angleterre. De son côté le Rav Kook, le lendemain, lui en expédia un de la même teneur. Tout cela se passait au mois d'octobre.

Pendant ces quelques mois, il n'y eut pas à Jérusalem de haut-commissaire : Plumer était parti en juillet, et son remplaçant n'arriva qu'en novembre. John Chancellor fit forte impression : Edward Keith-Roach le comparait, avec son physique de jeune premier, à un acteur shakespearien³⁰. Son uniforme rehaussait encore sa noble prestance. Originaire d'Édimbourg en Écosse, il avait cinquante-huit ans lorsqu'il arriva en Palestine, après avoir serti vingt-cinq ans dans l'armée comme officier dans les colonies, à l'île Maurice, Trinité et Tobago, et en Rhodésie.

D'après son dossier constitué par l'Organisation sioniste lorsque fut confirmée sa nomination, Chancellor croyait en la capacité financière illimitée de l'Organisation. C'était un homme courtois, ignorant tout de la Palestine, qui s'étonnait que l'on n'eût pas encore trouvé de généreux bienfaiteur acceptant de se rendre acquéreur du Mur occidental. Les membres de la délégation sioniste qui s'entretenaient avec lui avant son départ pour la Palestine eurent la nette impression qu'il pourrait être utile pour cette acquisition. Il exprima le sentiment que lui revenait le privilège de pouvoir contribuer à la réalisation du grand idéal sioniste, mais demanda que cela ne soit pas révélé publiquement. Il venait avec beaucoup d'espoirs et de projets, mais à la fin des trois années de son mandat, il dut reconnaître tristement que les habitants n'étaient pas plus heureux que lorsqu'il avait débarqué dans le pays³¹. Il n'avait pas eu de chance. Le calme qu'il avait trouvé à son arrivée s'était révélé n'être qu'illusion, comme le mufti devait plus tard l'écrire à Nathan Straus : « On a l'impression de l'eau qui dort, mais dans les profondeurs, la tempête fait rage ; le feu couve sous la cendre. »

Le haut-commissaire le rencontrait régulièrement. Il leur arrivait de s'entretenir des heures entières, parlant entre autres choses des menus détails présidant à l'organisation de la prière juive près du Mur, s'il fallait ou non des candélabres, un grand tapis ou une simple natte de paille, que l'on sonne ou non du schofar... Au mufti qui se plaignait du bruit que faisaient les Juifs, le commissaire répondit qu'il ne pouvait dicter à quiconque la bonne manière de s'adresser à son Dieu, que ce fût en silence ou à voix haute. Il s'agissait là d'un sujet religieux et national particulièrement sensible.

Chancellor fut frappé de voir le mufti prendre peur et être contraint, par des jeunes gens plus extrémistes que lui, à faire marche arrière ³². Certains de ses hommes échappaient à son contrôle, affirma Husseini au haut-commissaire. L'atmosphère était très tendue comme pouvaient en témoigner les nombreux articles, les manifestes et les discours d'incitation à la violence.

Dans les mois qui avaient suivi l'incident, la tension s'était en effet accrue. Le mufti avait organisé une conférence internationale pour la protection du Mur, à laquelle avaient participé quelque quatre cents délégués. Le gouvernement britannique publia un « Livre blanc » dans lequel il défendait l'action de Douglas Duff. En mai 1929, des voyous arabes lancèrent des pierres sur des fidèles rassemblés devant le Mur, faisant un blessé. Le lendemain ils s'en prirent à nouveau au bedeau qu'ils molestèrent. En juin, des Arabes vinrent perturber la prière du soir du shabbat et se mirent à jouer du tambour et de la flûte selon une vieille tradition, le *Zicre* ; ils continuèrent pendant une semaine malgré les sommations du gouverneur.

En juillet, le Rav Kook de retour en Palestine, se plaignit que les Arabes aient ouvert une brèche dans un des murs contigus au Mur occidental. De nombreuses réunions furent organisées à ce propos, de multiples protestations se firent entendre, des articles furent publiés. Au début du mois d'août, d'autres pierres furent à nouveau lancées sur des Juifs en prière. Le congrès sioniste, réuni entre-temps à Zurich, s'insurgea contre le fait que les autorités aient autorisé les musulmans à construire près du mur une nouvelle mosquée. « C'est un conflit absurde », écrivit Edwin Samuel, à l'époque secrétaire du suppléant du haut-commissaire ³³.

6. Mais la lutte pour l'hégémonie du Mur n'était pas seulement le reflet de manipulations politiques. Elle avait aussi bouleversé de nombreux Juifs. Chaïm Shalom Halévy y faisait constamment référence dans les lettres qu'il envoyait à Vilnius. De caractère privé, intimes, écrites par un fils à ses parents, elles expriment, mieux que ne pourrait le faire une déclaration publique, l'intensité de la douleur et de la colère, de l'humiliation et de la haine que beaucoup ressentaient. C'étaient alors les vacances universitaires, et Halévy attendait la venue de ses parents et de sa sœur. Il était toujours employé à Hadassah et donnait en plus des cours particuliers. Il avait le plus grand mal à se concentrer sur son travail : « La tête et le cœur, écrivait-il à ses parents, l'esprit et les sentiments » sont tout entiers mobilisés par « ces actes terribles » commis par le gouverneur Keith-Roach et l'officier de police Douglas Duff. « J'ai le cœur trop meurtri et la blessure est encore trop vive pour que je puisse considérer les choses sereinement », poursuivait-il ; mais la

portée de l'incident dépassait largement, selon lui, le seul périmètre du Mur³⁴.

Dans ce contexte, quelques semaines avant que la tension ne se transforme en véritable violence, Halévy décrivit à ses parents ce que beaucoup ne purent comprendre qu'après les événements sanglants d'Hébron. C'était le récit d'une haine entre deux peuples, et pas seulement de la haine des Juifs : « Ne craignez pas la haine des Arabes, écrivait-il à sa famille de Vilnius, ce n'est pas vous que les Arabes haïssent [...] Mais nous. Et ils ont raison, car nous aussi nourrissons contre eux une haine implacable. » C'était la stricte vérité, affirmait-il, bien au-delà des bonnes paroles et de la bonne volonté affichée parfois par le mouvement sioniste : la réalisation du rêve sioniste ne pourra que conduire à l'éviction des Arabes hors du pays. Le jour viendrait où ils seraient tous définitivement refoulés³⁵.

Halévy avait l'habitude de vivre avec cette haine des Juifs et refusait d'accepter la position de l'establishment sioniste. Quelques jours après l'incident du Mur, les membres de la synagogue Yeshouroun obtinrent de la police l'autorisation de manifester à l'occasion des fêtes de Soukkot et de Simhat Torah, mais la direction sioniste s'y opposa. « Kisch réproouve les manifestations quelles qu'elles soient, écrivait Halévy. C'est un pacificateur qui tente la médiation par des prières, et qui ne récolte que du vent. » Ce devait être une procession religieuse, mais Kisch, craignant qu'elle ne dégénère en manifestation politique, ordonna d'y renoncer aux membres de Yeshouroun, lesquels obtempérèrent. Kisch accepta que soit replacé l'ancien tabernacle près du Mur et que le nouveau, installé par les fidèles, soit retiré, parce qu'il était trop grand et que cela pouvait remettre en cause le statu quo. « Hier, un sacrilège a été commis, écrivit Halévy à ses parents. Le dieu Kisch est un diplomate qui sait composer avec le gouvernement et faire sans cesse, encore et encore, des concessions. » Ainsi pensait-il que ce n'était pas contre Keith-Roach qu'il fallait manifester mais plutôt contre Kisch¹⁰².

Halévy pensait qu'Anglais et Arabes ne se moquaient alors des Juifs qu'à cause de leur faiblesse. Rien ne pouvait le contrarier davantage. Il n'y avait rien de pire, de plus blessant et de plus humiliant que la haine des Arabes, écrivait-il, citant les propos de l'empereur romain Caligula : « Qu'ils me haïssent, pourvu qu'ils me craignent. » L'empereur était peut-être fou, écrivait-il, mais il avait exprimé là une vérité extraordinaire dont seul un fou pouvait être capable. Avec l'incident du Mur, les Juifs s'étaient déshonorés : « Jusqu'à présent, je pouvais croiser un Anglais ou un Arabe et le regarder droit dans les yeux car nous étions deux adversaires luttant à armes égales. Il

me haïssait comme je le haïssais et nous nous opposions l'un à l'autre. Il n'en est plus de même désormais. Je rougirai dès que je rencontrerai un étranger, lequel aura assisté à notre déshonneur, aura vu notre faiblesse et dont les yeux ne trahiront plus aucun sentiment de haine. Ce misérable cabot, le Yishouv de Palestine, qui ne sait rien faire d'autre que de se glisser entre les jambes et aboyer bruyamment, ne peut plus éveiller la haine ni être digne d'être haï. » Cela était à ses yeux « la pire déchéance qu'ait jamais connue le gouvernement sioniste ».

Halévy se consolait en pensant que l'Histoire prendrait sa revanche : « L'Histoire ne connaît pas la pitié, écrivait-il, elle ne comprend rien ni à la politique ni à la diplomatie. Elle vengera le peuple qu'ils ont humilié et méprisé, ses dirigeants et ses responsables. Elle assurera la revanche du peuple qui a été un jouet entre leurs mains. » Ses parents avaient apparemment du mal à comprendre la force des sentiments qui l'animait. « C'est la distance qui sépare la Diaspora de la Palestine », leur écrivait-il, mais malheureusement, même en Palestine, beaucoup n'ont pas « l'esprit libre, le dos droit, la tête haute et le regard fier ». Il faisait, entre autres, allusion à Chaïm Margalit Kalvarisky qui tentait désespérément d'intervenir auprès des Arabes pour faire baisser la tension. « Cette vermine, écrivait Halévy, [...] ce vil provocateur déambule dans les rues de Jérusalem sans qu'il ne se trouve quiconque qui ose l'approcher dans la rue Yafo pour le gifler afin que les oreilles lui tintent. Personne ! Que dire ? Y a-t-il un peuple, un peuple vivant ? Non ! Il est mort ! C'est une sorte de cadavre en putréfaction, qui se décompose lentement, laissant exhaler des miasmes putrides, un cadavre que tout le monde manipule à sa guise. » Halévy était conscient de la dureté de ses propos : « Mes cheveux se hérissent et mon corps est parcouru de frissons lorsque j'écris de telles choses, mais ce à quoi nous assistons autour de nous est si terrible, si horrible et si effrayant que l'on ne peut contenir une colère sourde, pour ne pas dire désespérée ³⁷. »

C'est l'état d'esprit dans lequel il se trouvait lorsqu'il rejoignit le Comité pour la sauvegarde du Mur présidé par son vénéré professeur Joseph Klausner. Désormais il devenait combattant. Klausner projetait d'utiliser ses partisans en faisant fi de la politique de la direction sioniste ³⁸. Ce ne fut pas une décision facile à prendre.

Halévy confia à ses parents que tout cela le préoccupait beaucoup mais que finalement sa décision était prise : « Il n'est pas interdit de se battre contre la direction sioniste et contre le comité national. On a le droit de ferrailer contre eux, bien qu'ils aient reçu l'ordre de ne pas riposter. Il est permis de crier et de provoquer un esclandre ; bienvenue à tous ceux que cela

fait bouillir de colère et qui sont prêts à hausser le ton contre ces dirigeants en hurlant : Partez ! Car le peuple en masse s'apprête à sauver son Mur que dans votre indifférence et par vos basses manœuvres politiciennes, vous avez vendu et abandonné ! »

C'était le plein été ; le 14 août 1929 commençait la fête de Tisha Be Av. Le Comité pour la sauvegarde du Mur ne cessait de débattre sur ce qu'il fallait entreprendre ; Halévy crut là encore déceler de « la peur, de la soumission et de la servitude ». Mais après d'âpres débats il se retrouva dans le camp des vainqueurs : « Il faut qu'il se passe quelque chose ! Sinon, je m'en vais », écrivit-il, s'inspirant d'un verset des Psaumes : « Il est temps d'agir, Seigneur, on viole ta Loi ³⁹. »

7. Ils furent des milliers, cette nuit-là, à se masser près du Mur. Halévy était responsable du service d'ordre. Une forte tension régnait, mais l'ordre fut toutefois maintenu. La police resta à l'écart. Klausner était rentré chez lui, mais Halévy demeura sur l'esplanade jusqu'après minuit. Pendant la journée, une manifestation organisée par « la jeunesse nationale ¹ » –, réunissant plusieurs centaines de personnes, avait convergé vers le Mur ⁴⁰. Il semble que la plupart des manifestants appartenaient plus ou moins à la Brigade de défense de la langue. Certains faisaient probablement aussi partie du Betar. Beaucoup venaient de Tel-Aviv. La police avait autorisé la manifestation mais les manifestants, outrepassant les ordres se mirent à faire des discours politiques sur l'esplanade, et hissèrent le drapeau national en chantant la *Ha Tiqvah* ⁴¹.

Les musulmans répliquèrent par une contre-manifestation. C'était un vendredi, à la fin de la prière, le jour anniversaire de la naissance du Prophète. Quelques hommes s'écartèrent du périmètre du mont du Temple et investirent l'esplanade du Mur, se mettant à frapper des Juifs en prière et à déchirer leurs livres saints. Le soir, ils organisèrent une marche aux flambeaux. Le lendemain, ils retournèrent près du Mur, importunant à nouveau les fidèles. Chaïm Shalom Halévy se rendit sur place, escorté de plusieurs dizaines de jeunes gens, pour les protéger. « La situation dans la ville empire, écrivit-il à ses parents. Il ne se passe pas un jour sans que des gens se fassent attaquer ou agresser à coups de couteau ⁴². »

Dans une telle situation le moindre incident pouvait mettre le feu aux poudres. Abraham Mizrahi, dix-sept ans, fut assassiné parce que le ballon avec lequel il jouait, près du village arabe de Lifta, avait atterri dans un champ de tomates appartenant à une famille arabe. Une petite fille s'était emparée du ballon et avait voulu le cacher sous ses vêtements. Mizrahi et ses

camarades avaient tenté de le récupérer. La petite fille s'était mise à hurler. En quelques minutes, l'altercation avait dégénéré en rixe : quelqu'un avait frappé Mizrahi à la tête avec une barre de fer et lui avait ouvert le crâne. Grièvement blessé, il avait dû être conduit à l'hôpital. Le même soir, une autre violente dispute avait éclaté, à la suite de laquelle un passant arabe avait été lui aussi blessé. « Pour préserver le statu quo, il aurait mieux valu que les deux hommes meurent », consigna l'ordonnance du haut-commissaire dans son journal. Mizrahi mourut des suites de ses blessures. L'Arabe, quant à lui, survécut.

La police imposa toute une série de mesures pour le bon déroulement des funérailles de Mizrahi, mais les obsèques se transformèrent vite en manifestation. La police fit alors une démonstration de force dont l'instigateur se trouvait être encore Douglas Duff. Halévy écrivit à ses parents en rentrant de l'enterrement : « Bien que nos Juifs soient en partie fautifs, la police a fait preuve d'une cruauté sans pareille et je tremble encore en repensant au spectacle de violence auquel j'ai pu assister il y a quatre heures ⁴⁴. »

Le haut-commissaire Chancellor, un grand nombre de membres de l'administration britannique mais aussi les responsables de la communauté juive étaient alors absents de Palestine. La chaleur estivale les avait fait fuir pendant la période des vacances et regagner leur pays d'origine ou aller assister aux débats du congrès sioniste dans la ville plus fraîche de Zurich. Kisch s'empessa de quitter Londres par avion pour informer le ministère des Colonies de la situation. Le vice-ministre, sir John Shackburg, interrompit ses vacances et rejoignit aussitôt Londres pour tenter de remédier à la crise en Palestine. Il envoya à Jérusalem un télégramme d'avertissement. Le remplaçant du haut-commissaire était alors Charles Luke. Le problème auquel il se trouvait confronté, écrivit quelque temps plus tard son secrétaire, Edwin Samuel, s'était déjà posé plus d'une fois aux différents gouverneurs des colonies britanniques : s'ils appelaient des renforts à temps et qu'il ne se passait rien, on disait d'eux « qu'ils avaient fait beaucoup de bruit pour rien ». S'ils les faisaient venir alors qu'il était déjà trop tard, ils étaient tenus pour responsables de ce qui s'était passé ⁴⁵.

8. Sir Harry Charles Luke, le secrétaire général, avait alors quarante-cinq ans. Originaire de Londres, il avait fait ses études à Eton et à Oxford. Sa carrière coloniale l'avait conduit de la Sierra Leone à Chypre, en passant par la Barbade. Après la Palestine, il devait se rendre à Malte pour occuper le poste de gouverneur des îles Fidji. En 1921, il avait fait partie de la commission d'enquête qui avait publié le rapport contesté sur les événements de Jaffa. Typiquement anglais et colonial, il avait l'habitude de cacher ses

origines. Cela faisait jaser : un père juif américain, d'origine hongroise et qui s'appelait Locker. Ben Gourion le considérait comme timoré ¹⁰³.

Rétrospectivement, Luke fut enclin à rattacher l'échec des Britanniques en Palestine à la déclaration Balfour, comme s'il s'était agi d'un péché originel ; mais il croyait aussi que la guerre avait été un coup du destin, comme dans les tragédies grecques. Si tels étaient ses sentiments pendant l'été 1929, les négociations entre Juifs et Arabes qu'il avait initiées et qui s'étaient soldées par un échec, n'avaient aucun sens ; Luke pouvait toutefois se convaincre qu'il avait fait de son mieux. Ainsi, il invita le mufti à déjeuner pour lui enjoindre de tout faire afin que le calme soit maintenu. Après quoi il s'entretint avec le Rav Kook.

Il fit un effort méritoire pour tenter de conclure une sorte d'armistice. Il ressort de son journal que l'initiative vint du camp juif. Il réussit à convoquer chez lui trois personnalités représentant l'Organisation sioniste en l'absence de Kisch, dont l'avocat hiérosolymitain Shalom Horowitz et les représentants du mufti, ainsi que l'avocat Awni Abd Al Hadi. Le haut représentant sioniste était Itshak Ben Zvi, auquel faisait pendant du côté musulman Djamel Al Hussein, un proche du mufti. Le lendemain des funérailles mouvementées d'Abraham Mizrahi, le jeudi 22 août 1929 dans l'après-midi, ils se rendirent chez Luke.

Luke leur offrit le thé et leur proposa de les laisser seuls, mais ils insistèrent pour qu'il assiste à la conversation. Avec une certaine solennité, il exprima sa satisfaction d'avoir réussi à organiser une telle rencontre, ajoutant qu'il aimerait qu'elle aboutisse à une déclaration commune rassurante à l'approche des prières du vendredi, le lendemain. Une heure après, il partit à son bureau en leur demandant de lui téléphoner dès qu'ils seraient parvenus à un accord.

Ce n'était apparemment qu'une rencontre locale entre dirigeants communautaires, mais elle se déroula comme se déroulaient indéfiniment les entrevues entre les dirigeants des deux mouvements nationaux et leurs représentants diplomatiques. En ce sens, ce fut une sorte de rencontre au sommet dans un bac à sable. Au début, Juifs et Arabes se rejetèrent la faute. C'était là une sorte de rituel immuable dans les discussions politiques entre délégués des deux mouvements : ils commençaient toujours par s'accuser les uns les autres. Puis ils entraient dans le vif du sujet. Sur le principe, ils s'accordèrent pour rendre publique la déclaration que Luke leur réclamait. Dans la version présentée par les Arabes, il était stipulé que les Juifs reconnaissaient les prérogatives de l'Islam sur El Bouraq et que les

Musulmans reconnaissaient le droit des Juifs à se rendre sur place, conformément au statu quo qui avait précédé la tension des derniers jours.

Les Juifs prétendirent que le terme d'El Bouraq était par trop ambigu : s'agissait-il seulement du Mur ou cela englobait-il l'esplanade qui lui faisait face ? Quoi qu'il en soit, dirent-ils, ils n'avaient pas été mandatés par le peuple juif pour signer un accord historique devant régler le statut du Mur. Ils ne venaient que pour conclure un armistice et désiraient une déclaration générale, imputant ce qui s'était passé à une regrettable incompréhension et appelant au calme.

En début de soirée, ils téléphonèrent à Luke pour lui annoncer qu'ils avaient conclu un accord. Revenu chez lui, il constata que cela n'était pas le cas. Ils continuèrent de discuter jusqu'à neuf heures et demie, en vain. Luke fit pression pour qu'ils déclarent, au moins, s'être rencontrés, pensant que cela suffirait pour apaiser les esprits à l'approche du vendredi. Dans son journal, il semble que les Juifs aient accepté mais que les Arabes s'y soient opposés. Ils se mirent d'accord pour se revoir le lundi suivant. Luke téléphona à Amman pour demander des renforts ⁴⁶. On peut se demander ce qui se serait passé s'ils avaient fait cette nuit-là une déclaration commune apaisante. Peut-être auraient-ils pu éviter un bain de sang et empêcher les terribles événements qui allaient se dérouler quelques heures plus tard.

La veille, Chaïm Halévy avait écrit à ses parents qu'ils ne viendraient pas dans un pays en paix. L'heure de la conquête est arrivée, leur écrivait-il : « Nous devons conquérir le pays ; chacun sait que toute conquête exige des sacrifices et que quiconque désire y participer doit être prêt à en faire ⁴⁷. » Cette nuit-là, à Hébron, le calme régnait encore. Trois semaines auparavant, un nouveau commandant de police avait été nommé dans la ville.

14. Hébron, 1929

1. Le vendredi 23 août 1929 aux premières lueurs du jour, des milliers de villageois affluaient en direction de Jérusalem pour assister à la prière sur le mont du Temple. Dans un climat de tension et de violence, beaucoup étaient armés de gourdins et de couteaux. Harry Charles Luke, qui en l'absence du haut-commissaire assurait l'intérim, demanda des renforts d'Amman. Vers neuf heures trente, les commerçants juifs se mirent à fermer leurs boutiques. Une heure et quart plus tard, le mufti affirma au remplaçant du chef de la police de Jérusalem pour le rassurer que si les fidèles portaient des couteaux et des gourdins, c'était par crainte de provocations de la part des Juifs. Un des prédicateurs se lança dans une harangue nationaliste exhortant les fidèles de l'islam à combattre les Juifs jusqu'à la dernière goutte de leur sang. Le mufti Al Husseini appela quant à lui au calme ¹.

Vers onze heures, vingt à trente coups de feu, probablement tirés dans le but d'échauffer les esprits, retentirent sur le mont du Temple. Des centaines de fidèles s'infiltrèrent dans les ruelles du Souk et se mirent à agresser des passants juifs. Edwin Samuel, le secrétaire particulier de Luke, se trouvait alors à son bureau, près de la porte de Damas. Il ne perçut qu'une faible rumeur semblant provenir de loin et qui lui fit penser au bourdonnement d'un essaim de guêpes ². Bientôt un attroupement se forma devant la résidence du gouvernement. Luke convoqua aussitôt le mufti par téléphone, exigeant qu'il calme les esprits au plus vite. Celui-ci alla affronter la foule, mais Luke eut le sentiment que sa présence ne faisait que l'exciter davantage. Le mufti expliqua plus tard qu'au même moment des Arabes blessés par des Juifs venaient d'arriver, et qu'il avait eu les plus grandes difficultés à calmer la foule. Edwin Samuel garde de ce mois d'août le souvenir de la lame des couteaux des émeutiers, étincelante à la lumière du soleil de midi ³.

Edward Keith-Roach était pendant ce temps en train de sillonner la vieille ville ; il rencontra sur son trajet en début d'après-midi, près de la porte de Jaffa, un Juif à bout de force qui tentait d'échapper à une bande de voyous arabes, brandissant des gourdins. C'était peut-être le même homme qu'aperçut plus tard Ben Zvi alors qu'il se trouvait dans les bureaux de la direction sioniste de la rue Yafo. On lui avait d'abord dit que les fidèles s'étaient dispersés dans le calme ; informé ensuite de la mauvaise tournure qu'avaient prise les événements, il s'était précipité à la porte de Jaffa. Le Juif en fuite qu'il rencontra était blessé et couvert de sang. Avant d'être conduit d'urgence à l'hôpital par un de ses camarades, il eut le temps de lui raconter qu'il se trouvait sur le seuil de la boutique de son fils lorsqu'il avait vu surgir les premiers fidèles du mont du Temple, qui s'étaient mis à le molester ⁴.

Au même moment, deux ou trois Arabes étaient assassinés dans le quartier de Mea Shearim. Un rapport émanant du consulat américain qui témoigne avec force détails de ces événements, presque minute par minute, établira que cela se produisit entre midi et midi et demie. Une polémique s'engagea par la suite pour savoir qui, ce jour-là, des Juifs ou des Arabes, avaient été les premières victimes ⁵.

La violence gagna vite la plupart des quartiers de la ville et jusqu'à ses faubourgs. « L'on pouvait entendre des coups de feu de toutes parts », écrivit l'un des habitants de Talpiot, Shmuel Yosef Agnon : « J'entendis entre deux coups de feu un Arabe dire *Hawadje*, c'est-à-dire, monsieur". Les Arabes semblaient si proches de la maison. Les tirs s'intensifiaient. Je portai ma main instinctivement à mon oreille pour m'assurer que je n'avais pas le tympan crevé. Je réalisai bientôt avec effroi que nous étions totalement isolés à Talpiot, que personne ne pouvait nous protéger, et qu'aux salves des Arabes les Anglais ne ripostaient pas. Nous avons été bien bernés. »

La police se révéla impuissante. Elle ne disposait dans tout le pays que de mille cinq cents hommes, en majorité des Arabes, quelques Juifs, et cent soixante-quinze Britanniques ⁶. Cela était la conséquence d'une politique de rigueur économique mais aussi de l'état d'esprit selon lequel, la situation semblant calme, aucune force de police supplémentaire ne s'avérerait nécessaire. En réalité, fit remarquer plus tard l'ordonnance du haut-commissaire Chancellor, la sécurité intérieure du pays avait été préservée grâce au charisme de lord Plumer. Les policiers arabes, même s'ils ne se mêlaient pas à la populace, se trouvaient limités dans leur action, craignant qu'en ouvrant le feu sur des Arabes ils ne tuent l'un de leurs coreligionnaires et ne s'exposent alors à leur vengeance. Avant que n'arrivent les renforts

demandés par Luke, de nombreux fonctionnaires du gouvernement avaient rejoint les forces de l'ordre, bien que n'y ayant jamais été préparés. Les fonctionnaires juifs furent les premiers à être réquisitionnés, mais on leur enjoignit aussitôt de regagner leurs bureaux ⁷. Plusieurs étudiants en théologie d'Oxford, en villégiature dans la ville, rejoignirent eux aussi les forces de police. Entre-temps, les lignes téléphoniques avaient été coupées et le couvre-feu décrété dans la ville.

Les policiers britanniques se gardèrent de toute intervention tant que les Juifs étaient les seuls agressés. L'ordonnance du commissaire Chancellor estima par la suite que cela avait été une sage décision : s'ils avaient tiré sur la foule arabe, celle-ci aurait alors reporté sur eux sa colère et ils se seraient retrouvés face à elle, totalement impuissants, d'autant qu'ils étaient ce jour-là extrêmement fatigués, n'ayant que très peu dormi les nuits précédentes ⁸.

Quelques habitants de Yemin Moshe accueillirent les Arabes par des coups de feu, mais la plupart ne purent se défendre. La Haganah, née des événements de Jaffa, n'était alors qu'une petite confédération de cellules locales sans commandement centralisé. Elle n'avait aucune réelle capacité d'action. Le commandement avait été installé dans le quartier de Rehavia, dans la cour de Rahel Yanaït Ben Zvi. Margery Bentwich, la sœur du conseiller juridique du gouvernement, habitait non loin de là. Celle-ci fit la description d'un défilé organisé par plusieurs jeunes gens du voisinage qui, munis de gourdins, donnaient l'impression d'une foule tout droit sortie d'un drame shakespearien. Itshak Ben Zvi exigea que des armes soient distribuées aux habitants mais sa demande fut rejetée. Dans les jours qui suivirent, il réitéra sa demande, mais en vain ⁹.

2. Lorsque l'officier de police Raymond Cafferata reçut l'ordre de quitter Jaffa et de prendre le commandement de la police d'Hébron et de ses environs, il prit cela comme un défi : « C'est un poste très intéressant, qui promet d'être riche en expérience », écrivit-il alors à sa mère, lui expliquant qu'une quarantaine de villages arabes se trouvait sous sa tutelle : « Dans certains, c'est la loi du crime. Des pillards ont pris l'habitude de franchir la frontière transjordanienne et de s'attaquer aux caravanes de chameaux. Ils sont armés jusqu'aux dents. » Cela excitait son esprit d'aventure. Hébron comptait alors vingt mille habitants, pour la plupart des Arabes musulmans et quelques centaines de Juifs : huit cents selon les estimations de l'Agence juive, six cents selon les évaluations de Cafferata ¹⁰.

Raymond Cafferata était issu d'un milieu bourgeois. Son père avait été avocat à Liverpool, mais il avait refusé de faire des études. Dans un journal

qu'il jeta au feu, et dont seules quelques bribes échappèrent aux flammes, Cafferata avait écrit qu'il subissait régulièrement des châtements corporels. Il avait été renvoyé une fois ou deux de l'école où il ne se distinguait qu'à l'occasion des matchs de football, ce que ses supérieurs consignèrent plusieurs années après dans son dossier. À dix-sept ans, il avait commencé à travailler comme employé des chemins de fer. C'était pour lui un enfer et il avait été particulièrement heureux lorsque la Première Guerre mondiale avait éclaté. Comme beaucoup d'autres, il avait menti sur son âge, prétendant avoir vingt et un ans, ce qui lui permit de s'engager dans l'armée. Il participa aux combats des Flandres. Son commandant le décrivait comme un officier remarquable, courageux, efficace, brave et plein d'audace, ce qui lui valut de gagner la confiance de ses camarades et de ses supérieurs. Il fut décoré par le roi de Belgique. Après la guerre, il rallia la police irlandaise et prit part à la répression des émeutes. Dès 1921, il servit dans la police en Palestine. Il avait alors trente-deux ans et était célibataire lorsqu'au début de ce mois d'août il fut muté à Hébron. Ses camarades l'avaient surnommé « Caf ».

Tout s'était passé si vite : son prédécesseur avait été obligé de rentrer précipitamment chez lui, et Cafferata avait eu à peine le temps de faire ses bagages. Il venait de rencontrer la femme de sa vie : « J'ai un peu de mal à devoir quitter Peggy », écrivit-il à sa mère. Peggy Ford-Dunn vint le voir en Palestine et ils prirent l'habitude de se retrouver dans le club de hockey de Jaffa. Il se sentait particulièrement seul à Hébron où ne résidaient pas d'autres Britanniques, excepté deux vieilles missionnaires. Il passa les premiers jours à régler certaines formalités. Il loua la maison qu'avait occupée son prédécesseur et dont on lui demandait d'acquitter les loyers à l'avance, ce qui fut aussi une désagréable surprise. Mais la maison était meublée. Il ne manquait rien excepté la literie. Elle était spacieuse et, il lui semblait bizarre d'y vivre seul, après tant d'années passées dans un camp militaire, comme il le confia à sa mère. Il lui fallut également acheter une voiture et il acquit pour cinquante-cinq livres une Citroën de cinq chevaux plus économique selon lui que les voitures américaines. Cafferata espérait qu'elle résisterait aux routes accidentées du pays ¹¹.

Tout cela explique probablement pourquoi il ne consacra pas davantage de temps à étudier les problèmes de la ville. Il déclara plus tard devant la commission d'enquête qu'il n'avait eu le temps de connaître que très peu des dirigeants de la communauté arabe et il semble qu'il n'eut pas non plus

l'occasion d'approcher la petite communauté juive de la ville. Lorsque lui parvinrent les informations sur la tension croissante à Jérusalem, Cafferata dépêcha des enquêteurs pour lui rendre compte de ce qui s'y passait. Jusqu'alors, la police d'Hébron n'avait pas de service de renseignements et il partit lui-même patrouiller dans plusieurs villages alentour afin d'y rencontrer les moukhtars et de s'enquérir de l'état d'esprit. Il fut surpris de constater qu'ils n'avaient aucune doléance sérieuse. Les récoltes avaient été bonnes. En dehors de quelques querelles locales, tout allait, selon eux, pour le mieux. À aucun moment il ne fut question des Juifs.

Cafferata s'entretint également avec les Juifs qui lui racontèrent qu'ils habitaient Hébron depuis de nombreuses générations, qu'ils connaissaient bien leurs voisins arabes avec lesquels, pour la plupart, ils entretenaient des liens d'amitié. Les séfarades y étaient installés depuis plus de huit cents ans, quant aux ashkénazes, ils s'y trouvaient depuis près d'un siècle. Beaucoup fréquentaient la *yeshivah* Slovodka, d'autres s'occupaient de commerce ou d'artisanat ou encore travaillaient dans l'industrie laitière. Quelques-uns vivaient du prêt à intérêt. La banque anglo-palestinienne sioniste possédait également une succursale dans la ville. Quelques dizaines de Juifs y vivaient dans une sorte de ghetto où se trouvaient plusieurs synagogues. La plupart habitaient sur la route de Beer Sheba et sur celle de Jérusalem et étaient souvent locataires de propriétaires arabes. Un certain nombre de maisons avaient été spécialement construites pour être louées à des Juifs. Le loyer dont ils s'acquittaient représentait une part non négligeable de l'économie de la ville. Les relations entre locataires et propriétaires étaient généralement bonnes.

Après la conquête britannique, au fur et à mesure que l'immigration s'accélérait, que le programme sioniste se concrétisait, et que le mouvement national arabe se développait, les relations de bon voisinage entre Juifs et Arabes commencèrent à se détériorer à Hébron. Ainsi, des Arabes se mirent à s'en prendre quotidiennement aux Juifs, les molestant publiquement. C'étaient en apparence des incidents de peu d'importance : des enfants brisaient les vitres de maisons juives à coups de pierres ou des voyous importunaient les fidèles qui se rendaient à la grotte de Makhpela. Mais déjà en 1923, le comité de la ville imputait ces incidents à la ligue musulmane et chrétienne, stigmatisant son caractère politique. Les membres de la ligue, écrivait le comité juif, semaient la haine, apprenant entre autres aux garnements de la ville des chants pleins de mépris pour les Juifs. Les Juifs d'Hébron se plaignaient déjà que la police ne fasse rien pour les protéger ¹².

Cafferata prit également conseil auprès d'Abdallah Kardous, un Arabe qui remplaçait l'officier de district, ainsi qu'auprès du sous-officier de la police de Gaza qui était venu cette semaine-là lui rendre visite. Les deux hommes lui assurèrent, eux aussi, qu'il n'y avait pas lieu de s'inquiéter. Hébron resterait calme. Nouveau venu dans la ville, il n'était pas en mesure de pouvoir mettre en doute ces propos rassurants. Il disposait de dix-huit policiers à cheval et de quinze autres à pied, dont onze vieillards. Tous étaient arabes. Un seul était juif : Hanoch Brojinski ¹³.

L'ordre fut maintenu dans Hébron jusqu'à l'après-midi de ce vendredi 23 août 1929. À trois heures moins le quart, Cafferata consigna dans son rapport que tout semblait calme ; vers trois heures, il posta à l'entrée de la ville trois de ses hommes pour fouiller les automobilistes revenant de Jérusalem après la prière. Ceux-ci rapportèrent ce qui s'y passait. La rumeur selon laquelle des Juifs y assassinaient des Arabes se répandit rapidement. Il y eut bientôt un attroupement près de la station d'autobus de la ville : beaucoup voulaient se rendre à Jérusalem. Un homme fit un discours. C'était le cheik Talib Markha. Cafferata se mêla à la foule pour tenter de la convaincre que la rumeur était sans fondement. Lorsqu'il s'approcha, le cheik s'interrompit. Tout est calme, mentit Cafferata. Il estima la foule à quelque sept cents personnes et dépêcha une patrouille pour surveiller les maisons juives. Flanqué de huit policiers à cheval, il se rendit dans le quartier juif. Ici et là des Arabes s'étaient regroupés et jetaient des pierres sur les maisons juives. Cafferata put apercevoir de nombreux Juifs montés sur les toits et les terrasses de leurs maisons. Il leur enjoignit de rentrer chez eux, mais ils refusèrent d'obtempérer.

Près du petit hôtel de la famille Schniorson, Cafferata aperçut le rabbin Yaakov Yosef Salonim et sa fille. D'après certaines versions, ils se dirigeaient vers la maison de Cafferata. Ce dernier s'étonna de les voir courir et hurler sans raison apparente. Salonim se mit aussi à crier à l'adresse de Cafferata, exigeant sa protection. Ses cris s'étaient mêlés à ceux de la populace, provoquant de part et d'autre des jets de pierres. Une femme hurla du haut d'une terrasse en direction de Cafferata qui avait entre-temps réussi à convaincre les Salonim de regagner leur maison. L'échange entre le rabbin et le commandant de police fut par la suite l'objet de nombreuses controverses. Il fut reproché à Cafferata de s'être montré grossier. Il était toutefois indiscutable qu'il avait tout fait pour que les Juifs restent chez eux.

Après avoir réussi à se débarrasser du rabbin et de sa fille, il tenta de disperser la foule avec l'aide de ses hommes armés de gourdins. Vers quatre heures, des gens s'agglutinèrent près de la *yeshiva* d'Hébron et se mirent à

jeter des pierres. Ne s'y trouvait, en dehors du bedeau, qu'un étudiant de vingt-quatre ans. Originaire de Pologne, Shmuel Halévy Rosenholz. Blessé par une pierre jetée à l'intérieur de la pièce, il tenta de quitter le bâtiment, mais, se retrouvant nez à nez avec les Arabes, il voulut revenir vers la *yeshivah*. C'était trop tard. Rattrapé, il fut criblé de coups de couteau. Le bedeau réussit à leur échapper en se cachant dans un puits. Cafferata, craignant que les funérailles du jeune homme ne provoquent de nouvelles émeutes et se souvenant des obsèques d'Abraham Mizrahi à Jérusalem, interdit qu'il y ait plus de cinq personnes à son enterrement.

Cafferata suggéra à Abdallah Kardous de réunir les moukhtars des environs et de leur confier la responsabilité du maintien de l'ordre. L'officier arabe lui opposa un refus, prétendant que cela ne ferait qu'exciter davantage les esprits. À six heures et demie le calme revint dans Hébron. Cafferata demanda, en vain, des renforts de Jérusalem. Il tenta alors sa chance auprès de ses collègues de Gaza et de Jaffa qui lui promirent de l'aider ¹⁴. Vers neuf heures du soir, plusieurs moukhtars se rendirent chez Cafferata. Ils avaient entendu dire qu'à Jérusalem des Juifs égorgeaient des Arabes et que le mufti exigeait d'eux qu'ils prennent les armes sous peine de sanctions, Cafferata leur assura que tout était calme et leur donna l'ordre de rentrer chez eux et d'y rester.

À Jérusalem aussi le calme avait été rétabli. Huit morts chez les Juifs et cinq chez les Arabes avaient été dénombrés dans la ville, ainsi que quinze blessés du côté juif et neuf du côté arabe. Cette nuit-là, les hav'arits de Talpiot, restés quatre heures sans protection, avaient été évacués. Joseph Klausner se trouvait parmi eux. Son voisin, Agnon, se souvint plus tard des balles qui sifflaient autour d'eux, assis et recroquevillés sur eux-mêmes ; Klausner affirma pathétiquement qu'il serait resté sur place si sa femme n'avait pas été malade. Mais ils furent rapidement évacués et regroupés avec les réfugiés des autres quartiers. Avant de monter dans l'autobus, Agnon rassembla en hâte dans un sac plusieurs manuscrits, qu'il perdit dans sa précipitation et dans la bousculade, "Je pensais déjà avoir perdu tous mes écrits et devoir m'en remettre à la seule grâce de Dieu, car comment tous ces gens suppliciés pouvaient-ils m'attendre ? » écrivit-il plus tard. Mais à la lueur d'une bougie allumée par un employé municipal, ses écrits furent heureusement, retrouvés ¹⁵.

Les habitants de Rohavia furent conduits à la maison du comité de la ville, rue des Éthiopiens. Cette nuit-là, ils dormirent dans le couvent de Saint-Pierre de Ratisborme. Margery Bentwich imputait les événements de la journée au Mur occidental : "Quelle vaste fumisterie ! Symbolise-t-il la gloire du passé ?

Il incarne davantage la dégénérescence du présent. Voir un homme se jeter sur des pierres et, les embrasser, n'est-ce pas proprement révoltant ? Cela a tout d'un culte idolâtre ! Comme si les pierres pouvaient entendre ! Il aurait été préférable qu'il fût totalement détruit. Il est étonnant que tant de gens soient prêts à mourir pour de telles chimères et que si peu soient prêts à vivre pour des choses vraies. » Cette nuit-là Raymond Cafferata dormit dans son bureau¹⁶.

3. Le samedi 24 août 1929 à Hébron, vers sept heures, on s'apprêtait à célébrer la prière du matin dans la maison d'Eliezer Dan. La nuit précédente, des dizaines de Juifs craignant de rester chez eux y avaient trouvé refuge. Le fils du rabbin Salonim, Dan, membre actif de la communauté se trouvait là ainsi que Y.I. Grodzenski, un visiteur de Pologne arrivé la veille dans la ville. Mais alors qu'ils commençaient à prier, Grodzenski aperçut par la fenêtre des voitures bondées avec à leur bord des Arabes, armés de gourdins, de sabres, de couteaux et de poignards qui partaient en direction de Jérusalem. En apercevant les occupants de la maison, ils passèrent le doigt le long de leur gorge pour leur signifier qu'ils allaient égorger des Juifs.

Quelque temps plus tard, le cheik Maraka passa devant l'hôtel de Shniorson, lequel l'invita à entrer prendre une tasse de thé. Selon le fils de l'hôtelier, Maraka aurait déclaré que la situation ne semblait pas préoccupante, qu'il ne se passerait rien, et que l'on pouvait rester ouvert. Le cheik lui-même témoigna par la suite que Shniorson, le raccompagnant, l'avait pris par le bras et avait fait un bout de chemin avec lui. Ils étaient bons amis, confirma-t-il, affirmant avoir mis en fuite le jour précédent plusieurs jeunes Arabes qui tentaient de s'en prendre à des Juifs¹⁷.

Une horde de villageois des alentours se mit à affluer vers la ville. Des discussions s'engagèrent dans la maison de Dan : Grodzenski, bien que touriste, protestait contre l'ordre qui leur avait été donné de demeurer chez eux. Si la police ne pouvait assurer leur sécurité à l'extérieur, comment pouvait-elle les protéger chez eux, prétendait-il, suggérant de s'adresser sans plus tarder à Cafferata. Plusieurs partirent à sa recherche. En chemin, ils furent l'objet de jets de pierres. D'après l'un d'eux, Cafferata les éconduisit brutalement : il leur était interdit de sortir, répéta-t-il à plusieurs reprises. Cafferata nia les avoir vus ce matin-là, ce qui fut confirmé par Grodzenski qui affirma qu'ils avaient rebroussé chemin à mi-parcours.

Auparavant, témoin comme Grodzenski du départ de nombreux habitants pour Jérusalem, Cafferata n'avait rien fait pour les en empêcher, car il ne disposait pas d'assez de policiers et qu'en tout état de cause, il était satisfait

de les voir quitter la ville. Vers huit heures trente, des gens commençaient à lancer des pierres sur les maisons juives.

Cafferata tenta de mettre en fuite les fauteurs de trouble. Il était escorté par dix-huit policiers à cheval. Il semble qu'à ce moment-là, ils n'étaient pas encore armés de fusils. Il put voir comment certains tentèrent de s'introduire dans une maison isolée. Deux jeunes Juifs en sortirent, Cafferata et ses hommes les encerclèrent pour les protéger, mais l'un fut atteint par une pierre et le second frappé d'un coup de couteau, aux pieds de la monture de Cafferata. Les deux hommes succombèrent. Puis les assaillants s'en prirent à Cafferata qu'ils désarçonnèrent. Sain et sauf, il s'empara d'un fusil et d'un nouveau cheval. Auparavant, il avait à nouveau, par téléphone, demandé des renforts à Jérusalem.

Dans la maison de Dan, la prière se poursuivait. Grodzenski aperçut les assaillants parmi des fidèles. « Voilà les Arabes », cria-t-il, faisant signe à l'assemblée de se taire. « Nous nous mîmes à courir dans tous les sens, comme des fous, allant d'une pièce à l'autre, pour tenter de renforcer la porte, se souvint Grodzenski. Les cris des femmes et les hurlements des bébés emplissaient la maison. Je m'approchai à nouveau de la porte avec une dizaine de personnes pour la bloquer à l'aide de caisses et de tables, mais en voyant nos agresseurs la briser à coups de hache et comprenant qu'ils n'allaient pas tarder à pénétrer dans la maison, nous quittâmes la porte, courant à travers les pièces où, chaque fois, une pluie de pierres nous accueillait. La situation était critique. Il est difficile de décrire l'intensité des cris et des pleurs. En entrant dans une pièce, j'aperçus ma mère, près de la fenêtre, hurlant au secours. Jetant un regard au-dehors, j'aperçus une horde d'Arabes déchaînés qui lançaient des pierres en riant. Craignant que ma mère ne soit blessée, je réussis, je ne sais comment, à l'attraper et la fit se glisser derrière la bibliothèque dans l'angle, près de la fenêtre. Après y avoir caché également une jeune fille, un enfant de douze ans et un élève de la *yeshivah*, je m'y faufilai à mon tour. « Serrés ainsi les uns contre les autres, nous pûmes entendre les voix des Arabes s'introduisant dans la pièce, leurs chants se mêlant aux cris et aux gémissements de ceux qu'ils frappaient sans pitié. Dix minutes plus tard, un silence de mort, entrecoupé de râles, emplissait la maison. Soudain, des coups de feu retentirent, apparemment tirés par la police. »

Cafferata se retrouva face à une immense foule qui encerclait des maisons juives près de la maison Hadassah. Il donna l'ordre de faire feu. À l'un de ses hommes qui demandait s'il fallait tirer sur elle ou en l'air, il ordonna que l'on vise la foule, ouvrant lui-même le feu. Un homme touché s'effondra. Une

rafale de coups de feu se fit entendre sans faire de blessés. Cafferata continua de tirer, touchant deux ou trois hommes. La foule se dispersa. Cafferata se rendit au galop dans le quartier juif où il avait placé plusieurs de ses hommes pour empêcher les émeutiers d'y pénétrer, mais il s'aperçut qu'ils avaient malgré tout réussi à s'y introduire. Il tira de nouveau et abattit deux émeutiers, comme il le consigna dans son rapport. Des hommes prirent la fuite en direction du souk où, profitant de la confusion, ils mirent à sac des échoppes juives et arabes.

Cafferata entra dans une maison d'où provenaient des cris : « Un Arabe brandissait un sabre au-dessus de la tête d'un bébé pour lui trancher la gorge. Il l'avait déjà frappé une première fois et s'apprêtait à recommencer, lorsqu'il m'aperçut. Il tenta alors de m'atteindre avec son arme, sans y parvenir. Se trouvant juste dans la visée de mon fusil, je lui tirai entre les jambes. Derrière lui une femme juive baignait dans son sang, et à côté d'elle, se tenait un homme avec à la main un poignard. C'était le policier Izza Charif de Jaffa, en civil, qui en me voyant s'enfuit dans une autre pièce en criant : "Je suis policier !" Je l'abattis alors. »

Grodzenski raconta : « J'eus le plus grand mal à m'extraire de ma cachette. Il était difficile de pousser la bibliothèque à cause des cadavres qui bloquaient le meuble. Ma vue se troubla au spectacle des morts et des blessés. Je fus saisi de tremblements. Ne sachant où poser le pied, je reconnus dans une mare de sang Eliezer Dan et son épouse, les amis et compagnons de Dovnikov, un professeur de Tel-Aviv, et beaucoup d'autres blessés et de morts. Ils avaient eu le crâne ouvert par des haches ou des couteaux. Certains avaient les côtes brisées, d'autres jonchaient le sol, éventrés. Il m'est impossible de décrire l'expression des yeux des blessés et des mourants car j'en tremble encore. Dans les autres pièces c'était un même spectacle d'horreur. Dans la deuxième pièce dévastée, je découvris la femme de mon frère, étendue, à moitié nue, sans aucun signe de vie ; des plumes volaient et les murs étaient couverts de sang.

« M'approchant de la fenêtre, je vis des policiers et leur demandai d'appeler au plus vite un médecin. Au même instant passèrent des Arabes portant un cercueil, qui à ma vue me menacèrent du poing. Je regagnai ma cachette. Quelques instants plus tard, j'entendis des voix. C'étaient celles des blessés qui tentaient de se relever et de ceux qui par miracle avaient échappé au carnage en se cachant dans la salle de bains, derrière les toilettes, où les émeutiers avaient eu le temps de tuer un homme qui s'y était réfugié.

« Parmi les blessés je reconnus mon frère. Il avait été atteint à la tête par une hache et un couteau et portait une plaie profonde sur le front, causée sûrement par les jets de pierres. Je l'aspergeai d'eau et il put ainsi se mettre debout, mais il s'éteignit quelques heures plus tard.

Il n'y avait aucun rescapé chez Dovnikov qui apparemment avait été étranglé. À côté de lui, gisait sa femme. Je pus identifier également de nombreux morts et d'autres blessés. Je m'approchai à nouveau de la fenêtre pour demander l'aide de médecins, car beaucoup auraient pu être sauvés si une aide médicale leur avait été prodiguée à temps. L'un des policiers postés à l'extérieur me répondit en hébreu qu'elle ne saurait tarder. Un quart d'heure plus tard, des automobiles vinrent nous chercher pour nous conduire à la police. C'est alors que nous commençâmes à nous occuper des blessés ¹⁸. »

Dans une lettre envoyée par la suite au haut-commissaire, les responsables de la communauté juive décrivirent avec force détails certaines atrocités : Comment le rabbin Meir Qastel, soixante-huit ans, et le rabbin Zvi Dobkin, soixante-dix ans, ainsi que cinq autres garçons furent émasculés ; comment le boulanger Noah Imarman fut brûlé à mort avec un réchaud à gaz ; comment la fille du pharmacien Zion Gershon, un boiteux grabataire, qui pendant quarante ans avait servi Juifs et Arabes, avait été violée et assassinée ; son père fut lui aussi tué sauvagement. Comment Itshak Aboshded fut pendu au bout d'une corde comme Dovnikov. Comment Itshak Abo Hannah, un vieillard de soixante-dix ans, fut ligoté, attaché à une porte et battu à mort. Comment l'on tordit le cou au petit Menahem Segal âgé de deux ans. Ils détaillaient d'autres sévices encore et des scènes de viol, produisant des photos de mains et de doigts sectionnés probablement dans le but de voler bagues et bracelets. Maisons, commerces, synagogues furent pillés et livrés aux flammes. Une partie de ceux qui en réchappèrent furent sauvés pour s'être couchés sous des cadavres et avoir feint d'être morts. Vers dix heures trente du matin, les émeutes prirent fin et les villageois regagnèrent leurs maisons.

Il y eut soixante-sept morts juifs, pour la plupart originaires d'Europe orientale, dont douze femmes, mois enfants de moins de cinq ans, et sept élèves de yeshivah, originaires eux des États-Unis et du Canada. Les blessés se comptaient par dizaines. La moitié était des femmes et il y avait une douzaine d'enfants dont l'un avait tout juste un an ; ses parents avaient été assassinés. Le consulat américain rapporta qu'il y avait neuf morts parmi les Arabes ¹⁹. Les morts d'Hébron furent enterrés dans des fosses communes, et les blessés et les rescapés furent conduits à Jérusalem.

À peu près au même moment, des habitants du village arabe de Kolonia attaquaient la maison de la famille Maklef à Motsah, à l'entrée de Jérusalem. Ils assassinèrent le père de famille, sa femme, leur fils, leurs deux filles ainsi que deux invités qui se trouvaient chez eux, soit sept personnes. Après avoir pillé la maison, ils y mirent le feu. Seul un des fils, Mordekhaï, eut la vie sauve : Ce fut une terrible semaine, écrivit Chaïm Shalom Halévy à ses parents : il avait du mal à se réinstaller dans la routine, et comprenait difficilement que certains puissent s'accommoder de ce nouvel état de fait, sentant qu'après ces événements, la vie ne serait plus tout à fait la même ²⁰.

4. David Ben Gourion compara la tuerie d'Hébron au pogrom de Kichinev, décrit par Bialik dans son célèbre poème : *La Ville du massacre*, et utilisa plus tard le terme de *Judenreich* pour évoquer la ville après le départ des Juifs. « Ce pogrom fut causé par la multitude arabe d'Hébron, écrivit plus tard l'auteur d'un des ouvrages sur cette affaire. Tous les Arabes d'Hébron y ont participé, à l'exception de quelques individus ayant accueilli leurs voisins juifs. » Il identifia le « pogrom » aux persécutions antijuives perpétrées en d'autres temps et en d'autres lieux. « Pogroms, massacres, carnages ont accompagné l'histoire de notre peuple dans son exil et voici que se répète ici en Palestine cette vision d'horreur ²¹. » Cette description ne correspond pourtant pas à la réalité des faits.

Le massacre des Juifs d'Hébron ne fut pas un « pogrom » au sens historique du terme, car à l'inverse des attaques perpétrées à l'encontre des Juifs d'Europe orientale, les autorités n'en furent pas les instigatrices, et la police ne fut pas tenue à l'écart. La police d'Hébron avait été impuissante. Raymond Cafferata avait fait du mieux qu'il avait pu. Trois ans plus tard. David Ben Gourion écrivit : « Que pouvait faire un seul officier britannique dans une ville comme Hébron ? » Cela était vrai s'agissant du pouvoir britannique en général.

La violence écorna la réputation du pouvoir britannique, remettant en cause sa compétence en tant que garant des lois et de l'ordre public. Eric Mills, l'adjoint du secrétaire général, déclara que cela avait été l'un des instants les plus amers de son existence, lorsque lui, citoyen anglais, avait vu ce qui s'était produit sous l'égide du pouvoir britannique. Les moyens mis en œuvre pour sauver les Juifs n'étaient pas nécessairement le reflet d'une sympathie pour la cause sioniste. Cafferata écrivit à sa mère qu'un regain de violence, à la manière du « drame irlandais », ne l'étonnerait pas tant que le gouvernement refuserait de céder à certaines revendications arabes. Estimant

que les Arabes n'accepteraient pas moins que l'annulation de la déclaration Balfour, il critiquait l'opposition de son gouvernement ²².

L'agression des Juifs d'Hébron avait été causée par un mélange de sentiments de peur et de haine. Les Arabes avaient cru que les Juifs avaient l'intention de confisquer les lieux saints de l'Islam et que les sionistes projetaient de les expulser de Palestine. Le consulat américain émit l'hypothèse selon laquelle les Juifs avaient été assassinés également pour des considérations économiques, en tant que commerçants et usuriers ²³. C'était davantage de la xénophobie : la plupart venaient d'Europe et d'Amérique et avaient été des cibles faciles, car ils étaient minoritaires et sans défense. Certains furent probablement mus par des pulsions meurtrières, sans motif particulier. De nombreux émeutiers n'étaient pas originaires d'Hébron mais venaient des villages avoisinants.

La plupart des Juifs d'Hébron qui furent sauvés avaient été cachés par des Arabes. Dans une lettre adressée au haut-commissaire, les responsables de la communauté écrivaient : « Sans l'aide prodiguée par certaines familles arabes, il n'y aurait eu aucun survivant. » Dans les archives sionistes sont conservées des listes de Juifs qui furent cachés dans des maisons arabes. Dans l'une d'elles apparaissent quatre cent trente-cinq noms. Plus des deux tiers de la communauté trouvèrent ainsi refuge dans vingt-huit maisons. Certaines accueillirent des dizaines de Juifs. « Des Arabes furent blessés pour avoir voulu protéger leurs voisins », témoigna un Juif. Un médecin égyptien, le docteur Abdel Aal, reçut une lettre de remerciements officielle du colonel Kisch pour avoir secouru des Juifs d'Hébron. En plus des soins médicaux prodigués à des blessés, il avait sauvé toute une famille. Des informations selon lesquelles des Arabes avaient aidé des Juifs en d'autres lieux encore, dont à Gaza, parvinrent également* ²⁴.

* L'avocat S. Horowitz qui eut en charge cette affaire écrivit au colonel Kisch qu'il fallait rayer de la liste des rescapés le nom d'une femme juive qui avait trouvé refuge chez l'un des moukhtars : il s'agissait d'une prostituée qui était demeurée à Hébron. ⁶

Certains attendirent peut-être, en échange, d'être rétribués, mais il semble surtout qu'ils aient agi par respect pour la dignité humaine, parfois même au mépris de leur propre existence. Ils le firent dans la plus pure tradition d'hospitalité, celle qui, plusieurs années auparavant, avait conduit Khalil Al Sakakini à ouvrir sa porte à Alter Levin. Beaucoup sauvèrent leurs locataires. Quoi qu'il en soit, l'histoire juive recèle peu de faits de salut collectif de ce genre.

Des actes de violence se poursuivirent le dimanche dans Jérusalem. Shmuel Agnon, tremblant que les archives historiques qu'il avait dû laisser chez lui ne fussent perdues, allait d'une personne à une autre, mais les gens avaient d'autres soucis. Agnon errait dans les rues de Jérusalem à la recherche de qui accepterait de sauver ses archives. « Les gens se moquaient de cet homme venant en de telles circonstances leur parler de sa paperasse », mais il trouva finalement Abraham Krishevsky, membre de la Haganah qui, péremptoire, lui déclara : « De telles archives valent autant que des vies humaines », et il le conduisit à Talpiot. Les archives volaient dans toute la maison et jusque dans la cour. Pressé par Krishevsky, Agnon ne savait que prendre. Il s'empara rapidement de quelques très anciens manuscrits et retourna en ville. La porte de la maison de Klausner avait aussi été forcée et sa bibliothèque avait été pillée ²⁵.

Parmi les personnes agressées ce jour-là à Jérusalem se trouvait l'agent d'assurances Alter Levin. Peu après le début des émeutes, plusieurs habitants du village arabe de Lifta avaient pénétré dans Roméma et avaient ouvert le feu sur les maisons du quartier. Levin, sa femme et ses filles s'étaient couchés à plat ventre au second étage de leur maison. Des coups de feu avaient touché la maison sans atteindre personne. Ils étaient ainsi restés couchés sur le sol plusieurs heures, jusqu'à ce que des policiers britanniques refoulent les assaillants. La maison ayant été endommagée, Levin rédigea une déclaration pour le remboursement des sinistres ²⁶.

La violence s'étendit à travers toute la Palestine. Des Arabes tentèrent de s'introduire dans Tel-Aviv. Les Britanniques avaient demandé d'urgence des renforts d'Égypte et de Transjordanie, mais malgré cela, des atrocités continuaient d'être perpétrées. Les émeutes de Safed furent semblables à celles d'Hébron. Le colonel Kisch rencontra cinq fillettes dont les parents avaient été assassinés sous leurs yeux ²⁷.

Les Arabes firent également part d'atrocités commises par des Juifs à l'encontre de civils arabes, accusés d'avoir lynché des passants et assassiné des femmes et des enfants. Ils prétendirent même que dans certains cas, des Juifs s'en étaient pris aux Arabes qui les avaient accueillis chez eux. L'Agence juive voulut vérifier de telles allégations. Arthur Ruppin écrivit dans son journal que dans « certains cas isolés » des Juifs « outrepassèrent honteusement leur droit à l'autodéfense ». Dans un rapport détaillant la manière dont les Juifs s'étaient introduits dans une mosquée et avaient fait l'autodafé de livres saints, une main avait ajouté au crayon : « C'est hélas bien vrai ! » Le bilan officiel fut de cent trente-trois Juifs et cent seize Arabes

tués ; il y eut trois cent trente-neuf Juifs et deux cent trente-deux Arabes blessés ²⁸.

Après les événements d'Hébron, Agnon n'eut plus le même comportement à l'égard des Arabes : « Voici quelle est ma relation à leur endroit, écrivit-il, je ne les hais point, mais je ne les aime pas, je ne demande plus qu'une chose : ne plus les voir. À mon humble avis, il faudrait désormais constituer un immense ghetto d'un million et demi de Juifs de Palestine, sinon nous sommes perdus ²⁹. »

Le haut-commissaire Chancellor revint le 31 août, le même jour que le colonel Kisch, laissant à Londres son fils qui venait de naître quelques jours plus tôt. Le lendemain de son arrivée, le commissaire évoqua l'éventualité de bombarder par avion plusieurs villages arabes.

Il renonça au projet, son ordonnance ayant consigné dans son journal que le calme semblait à nouveau régner en Palestine ³⁰. Chancellor publia une déclaration selon laquelle il condamnait les violences perpétrées à l'encontre des Juifs, mais il se retrouva dans la même situation que Cafferata, c'est-à-dire pris entre les deux parties : les Arabes se déclarèrent blessés. Chancellor publia alors une seconde déclaration, mais les Juifs s'estimèrent à leur tour offensés ³¹. Se rendant en visite à Hébron, il écrivit à son retour à son fils Christopher qu'il n'y avait pas de mots assez forts pour traduire l'effroi qui l'avait alors saisi : « Je ne pense pas qu'au cours des cent dernières années, l'Histoire ait pu enregistrer de faits plus effroyables ³². », il ne pensait plus désormais qu'à rentrer chez lui : « La Palestine et tout ce qui lui est attaché me répugnent et je n'ai plus qu'une seule idée : m'en aller au plus vite ³³. »

15. Un petit déjeuner à Chequers

1. Le haut-commissaire Chancellor ne connut pas un mandat de tout repos en Palestine. Chaque jour apportait son lot de contrariétés. Le Premier ministre le détestait. Passfield, le ministre des Colonies, non content de s'immiscer dans ses affaires, se révélait totalement inefficace. Ainsi lorsque Chancellor voulut renforcer la police et que Londres lui opposa des arguments financiers, il ne trouva rien d'autre que de lui suggérer de recruter des policiers soudanais ¹⁰⁴ 1.

Chancellor rencontra également des difficultés avec l'armée et dut intervenir dans des polémiques internes à l'armée de l'air où chacun se targuait d'être le seul à savoir comment il fallait agir pour renforcer la loi et l'ordre en Palestine. Les militaires passaient leur temps à s'offenser les uns les autres. À propos d'un haut gradé de l'armée de l'air le commissaire eut ce jugement : « Son point de vue sur la situation en Palestine est idiot et met en danger l'équilibre de l'Empire ². »

Ce ne fut pas de gaieté de cœur que Chancellor fit traduire en justice les assassins des Juifs ainsi que les Juifs qui s'étaient attaqués aux Arabes. Tout se faisait en apparence conformément à la loi et au droit. Même la langue utilisée était juridique. En réalité, le commissaire demandait aux tribunaux d'adopter des positions politiques claires : ainsi voulait-il faire accroire à une équité entre les Juifs et les Arabes. Le président de la Haute Cour de justice de Palestine, sir Michael Francis Joseph McDonnell, collabora mais exigea en contrepartie la mise à pied de Bentwich, le conseiller juridique auprès du gouvernement, qui assurait également la fonction de procureur général. Les Arabes aussi réclamaient sa démission, le jugeant trop sioniste à leur goût. Chancelier lui reconnaissait de grandes compétences et trouvait qu'il était injuste de le démettre de ses fonctions. Il aurait préféré que Bentwich donne lui-même sa démission, mais cela ne semblait pas lui être facile. Chancellor

suggéra de lui confier la présidence de la Haute Cour de justice de Chypre ou de l'île Maurice, à son choix, mais Bentwich voulait rester à Jérusalem.

Le problème fut réglé comme cela se passait souvent en Palestine : un jour, alors qu'il sortait de son bureau pour aller déjeuner, Bentwich se retrouva nez à nez avec un employé arabe du tribunal. Il sortit un pistolet et lui tira dessus. Bentwich fut blessé à la cuisse. Il rentra chez lui se soigner mais ne revint jamais : c'était en réalité une démission. Le juge McDonnell qui donnait l'impression de le haïr, fut « profondément soulagé ». Weizmann réussit à lui trouver un poste de maître de conférence à l'université hébraïque où son arrivée ne déclencha pas un fol enthousiasme non plus ^{105 3}.

Quelque sept cents Arabes furent traduits en justice pour des actes de violence et de pillage. Cent vingt-quatre furent accusés de meurtre, cinquante-cinq furent reconnus coupables et vingt-cinq condamnés à mort. Cent soixante Juifs furent également cités à comparaître. Sur les soixante-dix accusés de meurtre, deux seulement furent reconnus coupables et condamnés à mort, et encore leur peine fut-elle commuée en peine de prison à perpétuité ⁴.

Chancellor devait à présent trancher sur le sort des Arabes condamnés à la peine capitale. Ce fut l'une des décisions les plus douloureuses de son existence, comme il l'écrivit à son fils ; décision également difficile d'un point de vue politique. Les tribunaux ne l'avaient pas suffisamment aidé, à son goût : pour des questions de procédure, les deux plus grands criminels, l'un juif et l'autre arabe, n'avaient pas été condamnés à mort. Chancellor se demanda s'il était par conséquent, juste et fondé que les autres condamnés soient pendus. Il craignait qu'une pendaison ne lui fasse perdre tout contact avec la population arabe et que si, à l'inverse, elle n'avait pas lieu, d'apparaître aux yeux de l'opinion publique comme un faible. Dans les deux cas il savait qu'il ferait figure de méchant. Tout le problème était de savoir à quel point. En définitive, il donna l'ordre que l'on pende trois Arabes et commua les autres peines en prison à perpétuité. Au colonel Kisch qui vint lui rendre visite le jour des exécutions, le commissaire apparut passablement abattu. Kisch tenta de le reconforter : « La psychologie arabe a besoin d'être muselée », lui affirma-t-il ^{106 5}.

La psychologie du conflit sur la Palestine permet à elle seule d'expliquer l'incident macabre de l'exhumation des corps des victimes d'Hébron. Les journaux juifs prétendirent que les meurtriers d'Hébron avaient mutilé les corps. Les représentants arabes opposèrent un démenti formel. Kisch s'efforça avec la plus grande énergie de mettre un terme à cette polémique superflue, mais en vain. Il fut alors décidé de vérifier qui avait raison. Kisch pensant que

c'était une grave erreur, expliqua au haut-commissaire Chancellor qu'il n'avait pas eu le choix et qu'il avait subi trop de pressions. Le commissaire qui y était lui aussi opposé ne put rien empêcher ⁶.

Des médecins juifs, arabes et anglais, accompagnés de croque-morts juifs et arabes se rassemblèrent ainsi autour de la fosse commune d'Hébron et entreprirent de creuser la terre pour exhumer les corps. Ils se trouvaient dans un état de putréfaction avancée, et il était impossible de savoir s'ils avaient été ou non mutilés. Lorsque Kisch arriva au cimetière, on lui fit savoir que l'examen des vingt premiers corps ne permettait pas de se prononcer clairement, et il donna alors l'ordre aux médecins d'interrompre leur travail. Il pensait ainsi que l'affaire était close, mais comme il fallait s'y attendre, les Arabes affirmèrent que l'expertise leur avait donné raison : les corps n'avaient pas été mutilés. Les autorités s'apprêtèrent à publier une déclaration mais elles avaient besoin pour cela du rapport sioniste. Des querelles intervinrent à propos d'un bras sans corps dont on ne parvenait pas à savoir s'il avait été coupé pendant que la victime se trouvait encore en vie, ou après sa mort. Kisch avait raison : la propagande sioniste ne gagnait rien dans cette affaire. Norman Bentwich s'étonna plus tard que tout cela ait pris tant d'ampleur ¹⁰⁷ ⁷.

Dans les semaines qui suivirent, Kisch déploya de nombreux efforts pour améliorer les relations avec l'administration. Ce n'était pas chose facile : « Aujourd'hui la haine des Juifs pour les Anglais est plus forte que celle qu'ils éprouvaient pour la Russie », écrivit Shmuel Yosef Agnon à Zalman Schocken. C'était un sentiment partagé. Helen Bentwich en fit l'amère expérience dans son club de tennis où chaque fois qu'elle perdait une balle, les femmes des fonctionnaires britanniques manifestaient bruyamment, lâchant à toute occasion des insultes. « Maudits Juifs », hurlaient-elles. Le haut-commissaire décida, à regret, d'interdire les matchs de football entre les équipes de soldats britanniques et les clubs juifs, de peur qu'ils ne dégénèrent ⁸.

Kisch allait de ville en ville, prenant toujours soin de rencontrer les officiers de district et les officiers de police pour les remercier personnellement de leurs efforts en faveur des Juifs et de n'avoir souvent pas hésité à mettre leur vie en danger. L'officier de police Douglas Duff l'avait trouvé « très affecté » par les accusations proférées à l'encontre des policiers arabes, considérant que beaucoup étaient infondées, et que sans ces derniers, le nombre des victimes juives aurait été beaucoup plus élevé ⁹. En revanche, Kisch s'insurgea contre le fait que Raymond Cafferata, qui faisait désormais

figure de héros, ait été décoré. La Grande-Bretagne avait célébré ses faits de gloire et les journaux de Liverpool ne tarissaient pas d'éloge : il avait su tenir tête à vingt mille hommes et avait sauvé de nombreux enfants juifs.

Sa photo accompagnée de sa biographie s'étaient dans la presse. Il reçut de nombreuses lettres de félicitations et fut décoré par le roi.

Kisch, toujours en proie à des sentiments contradictoires, vit en cela une tentative d'occulter les indéniables incuries qui avaient causé l'assassinat de tant de Juifs ¹⁰. Mais dans le même temps, il envoyait un rapport secret aux éditeurs de la presse juive, exigeant qu'ils tempèrent la virulence de leurs critiques de crainte que le mouvement sioniste ne perde le soutien des Britanniques sans lequel il n'avait aucune chance de réaliser son programme. On ne peut mettre en cause personnellement des fonctionnaires incapables de se défendre eux-mêmes, écrivit Kisch aux journaux ¹¹.

La tendance à vouloir rendre responsables les Britanniques de ce qui s'était passé conduisit le commissaire Chancellor à la conclusion que les Juifs étaient « une race ingrate ». Il n'était pas le seul à le penser. Kisch sentait qu'il avait raison. « Il est important que l'on sache comment les Anglais se comportent avec leurs tommies, des hommes simples mais bienveillants, et que comme eux nous considérions les policiers comme des amis », écrivit-il dans son journal ¹².

Comme Chancellor qui s'était trouvé aux prises avec les Juifs et les Arabes, le colonel Kisch n'était pas seulement partagé entre les juifs et les Britanniques mais aussi entre le mouvement travailliste et le mouvement révisionniste. La rivalité et les inimitiés entre les uns et les autres s'exacerbèrent encore après les événements de l'été 1929 ¹³. David Ben Gourion avait acquis un poids politique renforcé. L'hiver suivant il fonda le Parti des travailleurs de Palestine, le Mapaï, qui se rangea tout d'abord aux côtés de la Histadrout, puis il fonda par la suite la Haganah qui lui permit d'affermir son pouvoir en Palestine. Les événements de 1929 attisèrent le sentiment nationaliste cher aux révisionnistes. Jabotinsky déclara, comme l'on pouvait s'y attendre, qu'il avait prévenu de ce qui arriverait et exigea à nouveau le départ de la direction sioniste. Ben Gourion, œuvrant pour sa propre cause, alla dans le même sens. Comme après les événements de Nabi Moussa et de Jaffa, presque dix ans plus tôt, il suggéra « d'exploiter » ce qui venait de se passer afin de promouvoir le projet sioniste, fustigeant parallèlement Jabotinsky en le rendant responsable des événements ¹⁴.

Chaïm Shalom Halévy éprouvait lui aussi une immense peine au regard de la situation politique de Palestine. Le Yishouv n'avait retenu aucune leçon, se lamentait-il. Au lieu de s'unir pour former une même force dans un élan sioniste collectif, ses membres continuaient de s'empêtrer dans des querelles byzantines. « Il n'est pas si terrible de sacrifier son existence pour la Palestine. Nous chantons toujours : il est bon de mourir sur notre terre, il est bon de mourir pour notre terre. Mais le plus terrible c'est de s'apercevoir que cette mort est vaine. Les politiciens agissent comme s'ils versaient de l'eau et non du sang », écrivait Halévy, or le sang est « l'huile dont il faut enduire les rouages de l'Histoire ». Jabotinsky n'aurait pu lui-même trouver d'expression plus forte pour traduire ce sentiment ¹⁵.

2. Entre-temps arriva la commission d'enquête avec à sa tête sir Walter Shaw, naguère président de la Haute Cour de justice de Singapour. Elle était composée de trois députés du Parlement, représentant chacun la tendance des trois grands partis. Il devait s'agir d'une procédure judiciaire, mais comme cela s'était déjà produit, les choses tournèrent au conflit politique et à l'entreprise de propagande 108 ¹⁶. Furent également évoquées les questions afférentes au pouvoir mandataire et au programme sioniste, mais le rapport de la commission n'avait pas pour finalité de dévoiler une quelconque vérité historique. La question était de savoir s'il devait être « pro-sioniste » ou « pro-arabe ».

Telle fut toujours la question principale sous-jacente aux innombrables « enquêtes » : la SDN dépêcha en Palestine une commission chargée d'enquêter sur le problème du Mur occidental et les Britanniques, quant à eux, chargèrent un certain sir John Hope-Simpson d'enquêter sur le nombre de Juifs que la Palestine pouvait encore accueillir 109 ¹⁷.

Toutes ces enquêtes engendraient des monceaux de documents, statistiques, rapports et contre-rapports dont les auteurs prenaient soin de peser chaque mot, sous l'incessante pression qu'exerçaient à leur endroit tant les sionistes et les Arabes que les hommes politiques britanniques. Tout cela donnait l'impression que la politique britannique était déficiente, mauvaise, et de toute façon irréalisable. John Chancellor en était en grande partie responsable.

Il continuait toutefois d'assurer sa fonction, organisant des garden-party, et faisait bonne figure lors des manifestations publiques. « Maman et moi sommes allés aux floralies organisées dans la tour de David, écrivit-il à son fils, une manifestation terne en apparence ; mais il est important que les gens aient le sentiment que tout est normal ¹⁸ » La Palestine continuait pourtant de

l'exaspérer. Pinhas Rutenberg lui demanda d'arrêter le mufti, prétendant qu'il avait été l'un des principaux initiateurs de la vague de violence. Tout, selon Rutenberg, s'était déroulé conformément aux instructions écrites que le mufti avait fait parvenir aux différents moukhtars. Le mufti déclara qu'il s'agissait de faux documents. Chancellor exigeait des preuves. Rutenberg ne put en apporter mais ne renonça pas pour autant : en révolutionnaire averti il savait, assura-t-il, que dans une telle situation quiconque pouvait exercer un pouvoir de nuisance devait être arrêté. Le commissaire lui répondit qu'il en était peut-être ainsi en Russie, mais qu'il se devait, par son serment d'allégeance, de gouverner conformément à la loi ¹¹⁰ ¹ ⁹.

Le consulat américain à Jérusalem avertit le commissaire que les Juifs avaient réussi à mettre en place un réseau d'espionnage et que toutes les informations qu'il faisait parvenir en secret à Londres passaient d'abord entre leurs mains. Cela aussi ne manqua pas de l'agacer. Les représentants des Arabes irritaient également le commissaire par leur arrogance dans le courrier qu'ils lui adressaient. Il était presque obligé de les menacer pour leur extorquer ne serait-ce qu'une critique sur les événements meurtriers de l'été ²⁰.

Pendant ce temps, Juifs et Arabes continuaient de se quereller au sujet de l'esplanade du Mur occidental. À l'approche de Kippour, se posa la question de savoir si les Juifs pourraient sonner du schofar. Les Arabes s'y opposèrent, et les Juifs menacèrent le commissaire de ne pas se rendre près du Mur s'ils n'y étaient pas autorisés ; Chancellor répliqua qu'il était préférable qu'ils n'y viennent plus. Finalement, ils acceptèrent de se rendre à la fin de la prière dans la synagogue la plus proche pour sonner du schofar. Le commissaire écrivit à son fils : « Comme tout cela est puéril ¹¹¹ ²¹ ! »

Chancellor se sentit offensé un jour où il s'était rendu à la cathédrale Saint-George de Jérusalem : à la fin de l'office, le *God save the Queen* ne fut pas joué. Chancellor s'insurgea : dans toutes les colonies de l'Empire, l'usage voulait que l'hymne national soit joué. Le prêtre déclara qu'il avait été décidé de ne l'interpréter qu'en certaines occasions, car il se trouvait parmi les fidèles de nombreux Américains qu'il ne fallait pas froisser. Chancellor, furieux comme on savait l'être à Jérusalem dès qu'il s'agissait d'hymnes, de drapeaux ou de symboles, rétorqua : « Quoi ?! Les Britanniques n'auraient-ils plus le droit de prier en l'honneur de leur roi, dans une cathédrale britannique située dans un territoire sous sa tutelle, pour la seule raison de risquer de déplaire à quelques étrangers ? » Et il ordonna que l'hymne fût à nouveau joué le dimanche ²².

Chancellor allait vite arriver à la conclusion que la déclaration Balfour avait été une « grossière erreur » : inique pour les Arabes, elle portait également préjudice aux intérêts de l'Empire. Il fut peu à peu gagné par le désespoir : « La situation est sombre », écrivait-il à son fils ²³. Les lettres qu'il lui adressait, sorte de journal intime, l'aidaient sans doute à formuler sa pensée. À la fin du mois d'octobre, le haut-commissaire évoquait quatre possibilités : chasser les Juifs, expulser les Arabes, annuler la déclaration Balfour ou instaurer un régime militaire. Chancellor craignait que l'on exige de lui qu'il poursuive la politique de la déclaration Balfour sans avoir d'armée à sa disposition. En janvier 1930, il adressa un long rapport détaillé à Londres dans lequel il réclamait que la Grande-Bretagne cesse la politique induite par la déclaration Balfour, espérant ainsi infliger un camouflet au sionisme politique ²⁴.

Le seul moyen pour la Grande-Bretagne de préserver son statut en Palestine était d'accorder à ses habitants une certaine autonomie, écrivait-il, faisant bien évidemment allusion à la majorité arabe. Les juifs pouvaient considérer la Palestine comme leur loyer national sans qu'elle devienne pour autant leur État et il suggérait de limiter leurs droits d'acquérir des terres et de veiller davantage à adapter l'immigration à la capacité d'accueil du pays. Depuis le jour où il était arrivé en Palestine, il pensait que ses prédécesseurs s'étaient fourvoyés en laissant tant de Juifs s'y installer dans les années vingt : le pays n'avait pu encore les intégrer. Ses propos furent considérés à Londres avec le plus grand intérêt. Le Roi demanda qu'un exemplaire de son rapport lui soit communiqué ²⁵. À l'instar des différents rapports engendrés par les multiples enquêtes diligentées en Palestine, celui de Chancellor fut à l'origine de l'amorce d'une nouvelle politique. C'était en octobre 1930.

3. La principale nouveauté proposée par le Livre blanc publié au mois d'octobre 1930 par le ministre des Colonies, Passfield, résidait dans la thèse selon laquelle la déclaration Balfour engageait la Grande-Bretagne, tant à l'égard des Juifs qu'à l'égard des Arabes. Il proposait de redéfinir la capacité d'intégration économique du pays. Il fallait désormais tenir compte du chômage chez les Arabes et en conséquence contrôler l'immigration juive. Reprenant la position de Chancellor, Passfield partait du principe que les Juifs étaient minoritaires et qu'ils pouvaient tout au plus prétendre à une certaine autonomie, en particulier sur le plan culturel. Le Livre blanc promettait de développer le pays pour pouvoir accueillir plusieurs autres dizaines de milliers de personnes, y compris des Arabes. Pour ce faire, le gouvernement préconisait d'injecter en Palestine plusieurs millions de livres.

Les fonctionnaires de l'administration de Palestine se déclarèrent fort satisfaits. Le Livre blanc, confièrent-ils à Chancellor, rendait finalement la situation plus claire et leur indiquait ce qu'il fallait faire. Ils pourraient s'acquitter désormais de leur tâche avec la plus grande détermination, ce que Chancellor considéra comme étant une bonne chose ²⁶. Les Arabes se montrèrent eux aussi satisfaits. Les Juifs, quant à eux, déclarèrent que la Grande-Bretagne les avait trahis. « Pauvre Passfield, écrivit A.J.P. Taylor, il a été cloué au pilori comme le pire des scélérats qui se soit dressé contre les Juifs depuis l'époque d'Aman ²⁷. »

En définitive, le Livre blanc de Passfield mérite surtout d'être cité parce que le mouvement sioniste réussit à le faire annuler de façon assez stupéfiante. Voici que naissait une nouvelle politique, approuvée au Cabinet après maints débats et qui avait été précédée d'innombrables rapports et mémorandums ²⁸. Selon les Britanniques, elle procédait d'une certaine logique : les événements de l'été 1929 avaient permis d'évaluer à son juste prix le soutien aux sionistes. Mais quelques mois plus tard cette nouvelle politique était déjà lettre morte : les sionistes avaient à nouveau triomphé.

Ce fut, dans une large mesure, le succès personnel de Chaïm Weizmann : le triomphe de son charisme, de sa malice, de sa confiance en soi, de son intelligence politique, de son audace et de sa chance. Weizmann discourt avec les Anglais au nom de l'intérêt britannique et s'exprima comme une maîtresse offensée, se déclarant sévèrement déçu de leur patriotisme. Il démissionna en signe de protestation de la présidence du mouvement sioniste et rassembla ses réseaux comme il savait si bien le faire : son agenda ressemblait en effet au bottin mondain ¹¹².

Trois membres de l'opposition conservatrice adressèrent au *Times* une lettre de protestation : l'ancien Premier ministre, Stanley Baldwin, l'ancien ministre des Affaires étrangères, Austen Chamberlain, et l'ancien ministre des Colonies, Léopold Amery. David Lloyd George, Winston Churchill et Herbert Samuel furent également sollicités pour protester contre le Livre blanc. Chancellor lui attribuait une grande importance. « Tout aurait été résolu s'il avait été publié », écrivit-il. On fit également appel à un allié, Ernest Bevin, qui plus tard allait devenir un des plus féroces ennemis de la cause sioniste. Celui-ci œuvra pour que soit modifié le contenu du Livre blanc sur fond d'élections communales à White Chapell dont un grand nombre d'habitants étaient juifs ²⁹.

Le gouvernement se trouvait en position de faiblesse, principalement préoccupé par la crise économique. Tout le monde était encore sous le choc

provoqué par le krach boursier du mois d'octobre 1929. La crise avait renforcé l'opposition du ministre des Finances à l'une des principales préconisations du Livre blanc : l'investissement de millions de livres pour le développement de la Palestine. Le ministre, Philip Snowden, et particulièrement sa compagne, comptaient parmi les partisans du projet sioniste et figuraient sur la liste des amis de Weizmann. Les agents du Trésor demandèrent que soit reconsidérée la question ³⁰.

Le Premier ministre Macdonald envoya à Weizmann son fils Malcolm, vieux compagnon du mouvement travailliste sioniste. Le ministre des Affaires étrangères Henderson eut aussi à s'occuper du sujet. Des négociations s'ouvrirent. Quelques mois plus tard, Weizmann reçut une lettre du Premier ministre expliquant que le Livre blanc était annulé. L'Empire s'inclinait presque en faisant des excuses. C'était une défaite cuisante qu'aucune considération politique n'avait provoquée et qui reflétait les craintes irrationnelles que continuaient d'inspirer les Juifs. Ces derniers effrayaient Macdonald, comme l'écrivit Chancellor à son fils. La crise économique mondiale invitait à une certaine prudence : qui donc aurait voulu se compromettre face au « judaïsme mondial » ? Chancellor lui-même ne se montrait pas étonné : depuis l'instant où il avait débarqué en Palestine, il s'irritait contre cette communauté difficilement gouvernable et dont les représentants frayaient dans la plus grande liberté avec le gouvernement, ayant même délégué, selon lui, un homme dont la seule tâche consistait à s'assurer les bonnes grâces du Premier ministre ³¹. Il faisait allusion au parlementaire Wedgwood ¹¹³³².

Le succès du mouvement sioniste était patent à un moment où il ne possédait que peu d'argent et pas d'armée. De fortes divisions internes existaient en son sein : ses adversaires à Tel-Aviv et à New York harcelaient sans cesse Weizmann, remettant en cause son leadership. Dans le même temps, l'Agence juive avait élargi son assise et représentait également des organisations juives non sionistes, mais elle était loin, toutefois, de représenter les Juifs du monde entier. Weizmann passait son temps à démissionner. Le Yishouv de Palestine était totalement dépendant du bon vouloir de l'administration britannique, tant pour son développement que pour sa sécurité. L'idée qu'il put exercer sur le pouvoir britannique une quelconque coercition opposée à ses intérêts était chimérique.

Pinhas Rutenberg déclara à Chancellor que le Livre blanc confrontait la Grande-Bretagne à quinze millions d'ennemis disséminés à travers le monde, de Moscou à Washington. Chancellor le crut. Les Juifs tirent les ficelles du

département d'État, écrivit-il à son fils. Quelques années plus tard, Chancellor évoqua les pressions qu'avaient exercées les Juifs américains comme l'une des principales causes ayant abouti au retrait du Livre blanc. Même l'un des plus anciens membres du ministère des Affaires étrangères, sir George Rendel, finit par attribuer une importance capitale à l'influence des États-Unis sur la politique britannique en Palestine : « Les Américains ne pouvaient se permettre de déplaire à l'électorat juif de New York, de Détroit, de Chicago ou d'autres villes encore ; aussi ne cessèrent-ils jamais de nous imposer le point de vue sioniste. » Dans certains endroits, les Juifs manifestèrent contre le Livre blanc, ce à quoi la presse donna un large écho. Chancellor croyait lui aussi que les Juifs avaient la mainmise sur la presse ³³.

Weizmann conclut cette affaire à la manière d'un général dressant le bilan d'une bataille : « Ce fut une attaque remportée avec succès. » Il pensait que le Premier ministre Macdonald n'avait pas su évaluer avec justesse l'équilibre des forces. Mais de nombreuses années plus tard, Weizmann avait encore du mal à s'expliquer comment il avait réussi à faire autant peur aux Britanniques, rappelant qu'à la suite de cette victoire, ils avaient ouvert la Palestine à quarante mille, voire à soixante mille immigrants par an. Ce fut même la dernière victoire personnelle remportée par Chaïm Weizmann. En été 1931, il se trouva de fait écarté de la présidence de la direction sioniste au motif que la ligne qu'il adoptait à l'égard des Britanniques et des Arabes était trop modérée. La défaite qu'il avait infligée au Livre blanc de Passfield ne fut pas mise au compte de ses succès, à cause de l'initiative des révisionnistes à la tête desquels se tenait Zeev Jabotinsky ¹¹⁴ ³ ⁴.

Dans ce contexte se déroula un autre petit drame qui en dit long sur le statut du mouvement sioniste face au gouvernement britannique. Cet événement eut lieu quelques jours avant l'éviction de Weizmann qui, dans un baroud d'honneur, dépêcha Ben Gourion à Londres pour obtenir du Premier ministre Ramsay Macdonald l'accord revêtu de sa signature sur l'établissement du principe de « parité » en Palestine : Arabes et Juifs participeraient au pouvoir, mais au lieu que leur statut soit déterminé sur la base de leur représentativité, les deux populations seraient considérées comme ayant un statut équivalent. Les Britanniques avaient jusqu'alors rejeté cette idée ; mais en cas d'agrément, elle permettrait à Weizmann de remporter un incontestable succès politique lors du Congrès.

Weizmann prit soin de déléguer Ben Gourion en raison de l'amitié qui le liait au Labour à travers la personne du Premier ministre et de son fils. Ben Gourion fut accompagné par l'homme de confiance de Weizmann, un historien respecté du nom de Louis Namier. L'avion eut du retard. Ben

Gourion ne put en avertir le Premier ministre qui l'attendit en vain ; mais le lendemain, il convia les deux hommes dans sa résidence de Chequers, à deux heures et demie de voiture de Londres. Ils firent le voyage dans la Daimler du millionnaire juif Israël Ziv.

Le Premier ministre les invita à prendre le petit déjeuner, en compagnie de ses deux fils, sa fille, ses petits-enfants, un ami ainsi que deux vieilles femmes que Ben Gourion ne réussit apparemment pas à identifier. Il était assis à la gauche du Premier ministre et Namier à sa droite. « Les plats étaient disposés sur une autre table et chacun de nous devait aller se servir comme il le désirait », écrivit Ben Gourion. C'était sa deuxième visite chez Macdonald à Chequers. La maison construite au XI^e siècle ne sembla guère l'impressionner ; le Premier ministre lui montra l'épée de Cromwell et le pistolet de Napoléon, sa bibliothèque ainsi qu'un tableau de Rembrandt, puis l'emmena visiter les jardins de sa propriété. Ben Gourion fut impressionné par la beauté du paysage et par les arbres centenaires. Le Premier ministre lui déclara que les Juifs lui causaient de terribles soucis, mais ajouta qu'il n'oublierait jamais sa visite en Palestine quelques années plus tôt. Ben Gourion avait alors relevé que le mouvement sioniste avait acquis à sa cause un nouvel ami, ce que l'avenir n'allait pas démentir ³⁵.

Ils eurent une conversation informelle, d'égal à égal, comme deux personnes se faisant mutuellement confiance. Namier se plaignit de ce que le haut-commissaire Chancellor ait débaptisé la rue Nathan Straus à Jérusalem pour lui donner son nom. Le Premier ministre répondit qu'il connaissait l'inimitié du commissaire à l'égard des Juifs et que, s'il avait pu, il l'aurait écarté depuis longtemps déjà. Il n'allait pas tarder à quitter son poste, poursuivit-il, et il exprima sa crainte qu'à son retour à Londres il ne prenne la tête d'une coalition pro-arabe. Il demanda à Ben Gourion s'il connaissait les partisans de Chancellor à Londres et consulta alors une édition mise à jour du bottin mondain pour tenter de trouver quels seraient les gens susceptibles de s'allier à Chancellor.

Namier affirma que Chancellor n'était pas le seul fonctionnaire de l'administration britannique en Palestine qui soit hostile au sionisme, en désignant même un nommément. Le Premier ministre répondit en avoir entendu parler, qu'il fallait mettre un terme à son contrat et l'écarter ; mais cela n'était pas si facile car il n'avait aucun contrôle sur le ministère des Colonies. C'était toutefois sans importance ; il y aurait bientôt un nouveau haut-commissaire plus favorable à la cause sioniste à qui le Premier ministre promit de parler. Puis, avec un malin plaisir, ils se mirent à dénigrer le ministre des Colonies Passfield pour en venir enfin au sujet de la « parité ».

Le Premier ministre déclara que l'on ne pouvait se satisfaire de l'égalité entre les deux communautés, et qu'il fallait imaginer un système privilégiant les Juifs. Ben Gourion et le fils du Premier ministre, Malcolm, entreprirent de rédiger le projet dont Weizmann avait été l'initiateur, auquel le Premier ministre apposa sa signature. Mais alors se posa la question de savoir comment Ben Gourion allait revenir à Bâle.

Il rata le seul vol du jour. Le lendemain, un dimanche, il n'y en avait pas. Le fils Macdonald téléphona au cabinet de son père. À Downing Street on trouva un vol spécial mais que le prix du billet était de soixante livres. Ben Gourion refusa de payer une telle somme. Macdonald téléphona de nouveau : le cabinet du Premier ministre fit de nouvelles recherches et annonça que l'on en avait trouvé un ne coûtant plus que cinquante livres. Ben Gourion répondit que c'était encore trop cher. Macdonald appela alors le ministère des Armées où on lui dit que si telle était la volonté du Premier ministre, M. Ben Gourion pouvait faire le voyage dans l'avion privé du gouvernement. Macdonald hésita, mais décida que ce n'était pas une bonne idée, car cela pourrait susciter une interpellation du Premier ministre par un membre du Parlement. Aussi se tournèrent-ils à nouveau vers Downing Street. Le cabinet du Premier ministre se renseigna encore et découvrit qu'il était possible de se rendre à Bâle par le train. Mais se posait alors un nouveau problème : le train passait par la France et Ben Gourion n'avait pas de visa. Macdonald alla troubler le repos dominical de l'ambassadeur de France et le problème fut résolu. Malcolm Macdonald, que Ben Gourion appelait par son prénom allait l'accompagner à Londres ¹¹⁵ M.

Le consul américain à Jérusalem, Paul Knabenshue, ne se montra pas surpris que le ministre des Colonies Passfield ait sous-estimé la force des Juifs. Il attribuait cette erreur à ce qui caractérisait selon lui tous les membres du Labour : pour être par trop naïfs et croire en l'intégrité du système, ils n'accordaient foi qu'aux rapports circonstanciés qui leur étaient soumis. Dans un rapport officiel qu'il adressa au secrétaire d'État, le consul décrivait le Livre blanc comme un document peu sérieux : « Passfield, homme extrêmement précis et méticuleux, n'accorde de crédit qu'aux faits et aux chiffres. Nul doute que si on affirme devant lui que la lune est un fromage vert, il ne le croira pas. Mais nul doute non plus que si on lui montre des statistiques sur l'exportation des fromages verts de la lune vers Mars et Vénus, alors il y croira ³⁷. » La lettre de Macdonald, « la lettre noire » comme la qualifièrent les Arabes, plaça Chancellor dans une situation intenable : « Les Arabes fulminent contre le gouvernement de Sa Majesté et contre les Juifs », écrivit-il, persuadé qu'ils allaient se soulever contre les Britanniques

³⁸. Il tenta d'intervenir entre les Juifs et les Arabes, sans, selon lui, favoriser l'un ou l'autre camp. Ni les uns ni les autres ne lui en furent reconnaissants. Mais les Juifs étaient les pires de tous, car ils étaient incapables de voir les choses autrement que de leur propre point de vue et de reconnaître que les autres aussi pouvaient avoir des droits. Il avait conscience que les Juifs le haïssaient, écrivit-il à son fils.

Chancellor avait l'impression que les Juifs installés en Palestine représentaient une minorité sans espoir qui ne pourrait survivre que sous la protection des baïonnettes britanniques. Seuls les Britanniques pouvaient les protéger des couteaux et des balles arabes.

Mais le jour viendrait où le contribuable britannique en aurait assez. Ce jour-là les soldats s'en iraient. La vengeance serait alors terrible tant que les Juifs n'auraient pas définitivement quitté le territoire. Il avait toujours à l'esprit la situation irlandaise, écrivant que finalement seul Dieu pourrait se substituer au haut-commissaire ³⁹.

Sa femme non plus ne goûtait pas l'existence en Palestine. Elle souffrait de la chaleur et la résidence qui avait été mise à leur disposition manquait de confort. La cherté de la vie ne leur permettait pas d'y faire des économies. Au contraire : le commissaire calcula qu'il avait déjà dépensé mille deux cents livres en frais de réception. À l'approche de l'été, s'achèverait une période de son service qui lui donnerait droit, s'il partait, à une confortable retraite. Un riche homme d'affaires lui proposa de développer pour son compte ses relations en Rhodésie ce qui ne fut pas pour lui déplaire. C'étaient de bonnes raisons de terminer sa longue carrière dans les colonies de l'Empire et il décida de démissionner. Avant son départ, Chancellor s'occupa de faire construire une nouvelle résidence pour le haut-commissaire qu'il n'eut malheureusement pas la possibilité d'habiter longtemps. « La vie est pleine de déceptions », fit-il remarquer ⁴⁰.

James H.H. Pollock avait entre-temps décidé de s'occuper de l'organisation du mariage de l'année. Raymond Cafferata « le héros d'Hébron » allait épouser Peggy Ford-Dunn. La cérémonie se déroula à Jaffa ; « Caf » et Peggy passèrent chez eux leur lune de miel. Si l'on en croit la presse, tout Liverpool fêta l'événement ⁴¹ !

1. Le palais du haut-commissaire, officiellement dénommé « Présidence du gouvernement », était édifié sur le « mont du Prédicateur », Djabal Moukhabar, au sud de Jérusalem, souvent identifié à tort comme le « mont du Mauvais Conseil » du Nouveau Testament. Donnant sur un panorama d'une beauté à couper le souffle, dans un environnement de jardins et de pins

entourant une pièce d'eau, le palais reflétait dans son architecture une savante combinaison orientale et occidentale. La pierre semblait exhiler puissance et pérennité ; à sa vue, aucun doute n'était permis : l'Empire britannique demeurerait à jamais. Aux pieds du bâtiment se trouvait un cimetière pour chiens où l'on pouvait lire des épitaphes telles que : Botts né en juin 1938, mort en mai 1941 ; Juddy né en juin 1938, décédé en juin 1944.

Au rez-de-chaussée, près de la salle à manger et de la salle de billard se trouvait la salle de bal dont le parquet, couvert de tapis persans, était réputé dans tout le Proche-Orient. Une somptueuse cheminée était ornée de carreaux de céramique arménienne bleu et blanc. Les rideaux, les meubles, ainsi que les pièces d'orfèvrerie, tout avait été transporté par bateau. Les murs étaient couverts des portraits des rois d'Angleterre dans d'imposants cadres dorés. Un lustre en cristal illuminait la salle dotée d'une estrade où jouait l'orchestre de la police. Des toilettes étaient spécialement destinées aux Anglais et d'autres réservées aux enfants ¹.

Arthur Wauchope remplaça John Chancellor en novembre 1931. Général d'âge mûr, célibataire, paternaliste, c'était un véritable amphytrion. Le consulat américain à Jérusalem informa un jour Washington qu'en un mois Wauchope avait reçu pas moins de six cents personnes. C'était un homme cossu : « L'argent et le champagne coulaient à flot », comme pouvait l'écrire alors un haut fonctionnaire ².

Jérusalem n'était qu'illusion, apparence et leurre. On disait : le « gouvernement » ; comme s'il s'était agi du gouvernement de l'Empire et non d'une société de fonctionnaires évoluant dans l'appareil modeste d'une province reculée ; un directeur de département était respecté comme un ministre, un consul recevait les honneurs d'un ambassadeur, chaque dame se prenait pour une duchesse ; le commissaire lui-même se faisait appeler « Son Excellence ». En cela résidait la clef de leur vie sociale, écrivit plus tard un de ces fonctionnaires. La promiscuité étouffante dans laquelle ils vivaient leur donnait le sentiment d'être plus importants qu'ils ne l'étaient réellement. « Plus l'aquarium est petit, plus les poissons semblent gros », poursuivait cet homme ³. Ils s'habillaient avec élégance, avaient un langage châtié, se recevaient souvent comme le voulait l'usage, conformément aux règles de bienséance et de savoir-vivre.

Béatrice Magnes, l'amie du président de l'université, se souvint d'un incident qui, de petite révolte sociale, dégénéra en véritable scandale. Les femmes de la haute société, pour la plupart compagnes des hauts fonctionnaires de l'administration, exhibaient toujours lors des soirées

organisées par le haut-commissaire leurs épaules nues dans des robes légères aux décolletés plongeants, se refusant de déroger à leurs habitudes même pendant les fraîches nuits hiérosolymitaines. Béatrice Magnes brisa ce diktat un jour apparaissant les épaules couvertes d'un châle de la couleur d'un melon. Cela fit bien sûr jaser. Un soir, son châle s'accrocha malencontreusement aux médailles qu'un des hôtes arborait sur son costume d'apparat. Avant que l'ordonnance du haut-commissaire n'ait eu le temps d'intervenir pour les séparer, ils avaient déjà fait connaissance : il s'agissait du négus Ras Tafari qui allait bientôt devenir l'empereur Hailé Sélassié ⁴. Cet incident fit encore jaser. Tous ces gens médisaient à plaisir, et non sans une certaine malignité : « Le major Bentley a acheté un bracelet en argent pour la secrétaire du général Park ; dès que le capitaine Bolder entre dans une pièce, miss Sherwood en sort aussitôt ostensiblement ⁵. » George Antonius, un des leaders de la communauté arabe, haut fonctionnaire du gouvernement, évoqua dans une lettre à sa fille les « couples » qu'il avait observés dans un jardin au cours d'une réception. Ils étaient tous assis autour de petites tables comme dans un café arabe. Il y avait un orchestre musette. Antonius relatait dans le détail qui dansait, et avec qui. Lui-même avait invité M^{me} Knabenshue, la femme du consul des États-Unis. Du champagne fut servi mais les serveurs avaient reçu comme consigne d'offrir cette boisson rare avec parcimonie. Antonius lança à la cantonade qu'il avait l'intention d'organiser prochainement une fête et d'inviter une dizaine de couples, à condition que chaque homme vienne avec une femme qui ne soit pas la sienne et que chaque femme se présente avec un homme autre que son mari. Gloussements et chuchotements s'étaient élevés dans l'assemblée, entrecoupés de regards complices. D'interminables palabres s'ensuivirent, chacun cherchant à savoir qui viendrait avec qui. Une dame déclara que peu lui importait qui serait son compagnon, « pourvu que ce ne soit pas K.R. » Antonius, ancien censeur militaire, n'écrivit que ces initiales comme s'il craignait, peut-être à raison, que ce simple commérage ne tombe entre d'autres mains. Il s'agissait sûrement de Keith-Roach ⁶.

Keith-Roach évoqua lui-même plus tard, les multiples déjeuners extraordinaires, le club de golf de Sodome et Gomorrhe, près de la mer Morte, et la maison close ouverte par les autorités militaires pour la soldatesque dans un hôtel de Jérusalem. Il s'était, de son propre aveu, opposé à son ouverture, bien que les femmes qui y travaillaient fissent l'objet de fréquentes visites médicales. Le secrétaire général Battershill évoque avec nostalgie, dans ses Mémoires, les poneys de la police que lui et ses camarades montaient lors des compétitions de Polo. La tension augmentant, leurs

distractions et leurs activités sportives furent interrompues et Battershill se retrouva misérable, accablé par l'ennui, dans un climat caniculaire insupportable ⁷.

Battershill évoque encore les cailles et les poules faisanes qu'il chassait avec le haut-commissaire dans la cour du palais ⁸.

Dans son journal, Chaïm Arlosoroff relatait en ces termes une soirée au club des officiers : « Les conversations portaient surtout sur la chasse aux canards. » Lord Ridding, un jour où il s'était retrouvé lors d'un dîner assis à ses côtés, s'était lancé dans un récit de ses souvenirs de chasse au tigre en Inde. Chaque fois qu'Arlosoroff avait besoin de joindre un haut fonctionnaire pendant un week-end, il avait le plus grand mal à le faire, ce qui ne manquait pas de l'agacer : « Si un dimanche matin une révolution éclatait à Jérusalem, écrivait-il, elle aurait toutes les chances de triompher avant le retour du gouvernement dans la capitale ⁹. »

En 1931, Arlosoroff remplaça le colonel Kisch à la tête du département politique de l'Agence juive. Kisch avait démissionné après l'éviction de Weizmann. À l'instar de son prédécesseur, Arlosoroff allait de réceptions en dîners, et se rendait à des thés et au concert. Ainsi put-il faire la connaissance du général en chef des armées, du responsable du département de l'Éducation, du directeur des Postes et du président de la Haute Cour de justice. On pouvait souvent les croiser sur la terrasse ou au bar du King David. Comme Kisch, Arlosoroff n'avait pas son pareil pour régler une affaire autour d'un verre de whisky, même si, contrairement à son prédécesseur, cela lui pesait souvent. Kisch était un officier anglais, un véritable gentleman. Arlosoroff avait grandi en Allemagne. C'était un socialiste et un idéologue, docteur en économie. Le secrétaire général n'avait jamais entendu parler de Chaïm Bialik, écrivit passablement interloqué Arlosoroff dans son journal, se demandant comment il était possible d'espérer soutien et compréhension de la part de quelqu'un qui ignorait tout du mouvement sioniste 116 ¹⁰.

L'Agence juive s'évertua à complaire aux membres de l'administration en établissant un programme mettant à leur disposition des clubs sportifs et en organisant des bals. Ainsi fut-il projeté de construire à leur intention des courts de tennis ; ils furent également encouragés à venir habiter dans les quartiers juifs, l'Agence juive promettant de payer leur loyer. Cela s'avéra malheureusement un échec : la plupart des Britanniques de Palestine préféraient vivre entre eux ou dans les quartiers arabes. « Le Juif est obnubilé par la politique, mais c'est un sujet qu'il faut éviter en Terre sainte », écrivait

alors un responsable de la police qui pour cette raison ne préférait parler que de boxe ¹¹.

À l'instar des membres de l'administration, de nombreux membres de la communauté juive avaient le sentiment de vivre en marge de la culture. Cette situation leur pesait car ils se sentaient européens. Ce qu'ils avaient trouvé à Jérusalem n'était, à l'image de l'opéra, qu'un pâle substitut à la véritable culture.

L'opéra avait pu voir le jour grâce à l'imagination et au courage d'un de ces hommes venus faire en Palestine ce que personne n'avait entrepris auparavant. Le chef d'orchestre, Mikhaïl Golinkin, était arrivé d'Ukraine. Les mécomptes essuyés après qu'il eut monté *La Traviata* et que se fut brisé son rêve, apparaissent dignes à eux seuls d'un opéra. Mais cette expérience fut l'un des premiers miracles qui donnèrent à ces jours toute leur spécificité. Dans la salle Eden de Tel-Aviv et la salle Sion de Jérusalem furent également représentés *Aida*, *Le Barbier de Séville* et quantité d'autres grands opéras. À défaut d'orchestre, l'on eut recours à un pianiste. *Ha'Aretz* souligna que le professeur Avilia jouait si bien que l'absence d'orchestre ne se faisait pas sentir ¹², rappelant incidemment que Theodor Herzl avait été le premier à imaginer dans son grand roman utopique sur l'État juif, *Altneuland*, la création d'une salle d'opéra 117 ¹³.

Conscients de leur place en marge de la culture européenne, rien n'émouvait davantage les membres de la nouvelle société juive que les visites de personnalités venues d'Europe. Béatrice Magnes les comptabilisait, comme celles de Jascha Heifetz qui vint à deux reprises, d'Arturo Toscanini, mais aussi de Thomas Mann qui fit un bref séjour en Palestine ¹⁴. Ils renforçaient ainsi la propre image que cette élite, détachée de son centre culturel, avait d'elle-même. Ses membres tentaient d'impressionner leurs hôtes, comme Menahem Ussishkin qui tenta de séduire Magnus Hirschfeld, le célèbre sexologue juif berlinois apôtre de l'homosexualité, qui était venu accompagné de son jeune assistant chinois, une « sorte de Tarzan », comme le qualifie Chaïm Arlosoroff dans son journal. Ussishkin lui raconta l'histoire d'un berger juif qu'il avait rencontré dans un champ en train de lire ; Ussishkin s'étant approché et lui ayant demandé ce qu'il lisait, le berger se serait exclamé : « Oh ! Ce n'est que *Du Monde comme volonté et représentation*, de Schopenhauer ¹⁵. » Hirschfeld le crut et qui sait, peut-être cela s'était-il réellement passé.

Les relations entre les intellectuels de Palestine et les milieux culturels juifs d'Europe étaient particulièrement complexes. Car si la culture

européenne avait pour finalité de faire partie intégrante de l'existence du nouveau Juif de Palestine, la culture juive devait rester en Diaspora. Cependant, de nombreux intellectuels de Palestine avaient l'impression de vivre dans une province et cherchaient à préserver le lien avec le milieu culturel qu'ils avaient quitté. Cela explique les tentatives désespérées de Mordekhaï Ben Hillel Ha Cohen pour convaincre le grand historien Simon Doubnov de s'installer en Palestine, ou tout au moins de s'y rendre en visite.

Les deux hommes entamèrent à ce sujet une correspondance conflictuelle. Doubnov assurait Ha Cohen qu'il ne niait pas l'extraordinaire renaissance accomplie en Palestine mais qu'il croyait aussi en l'avenir de l'existence juive en Europe. Ha Cohen s'efforça de le convaincre de venir, comme les responsables de la communauté avaient en leur temps essayé de convaincre Albert Einstein de rester en Palestine : car, à côté de la tendance à vouloir la « dénigrer » sur un plan éthique et moral, à côté du mépris et de la morgue affichés à son égard, existait en Palestine un désir fort d'être reconnu par la Diaspora. Ha Cohen se jura de ne laisser aucun répit à Doubnov tant qu'il ne l'aurait pas convaincu. « Je le ferai venir ! Il viendra, j'en suis sûr », écrivit-il dans son journal 118 ¹⁶.

Le major général Arthur Wauchope avait cinquante-sept ans lorsqu'il arriva en Palestine. Écossais, né à Édimbourg, c'était un militaire de carrière. Il avait participé à la guerre des Boers et à la Première Guerre mondiale, avait combattu en Australie et en Nouvelle-Zélande et avait acquis une certaine expérience politique à la tête du secteur britannique de la commission de contrôle militaire alliée à Berlin. Il avait également l'expérience de la lutte anti-terroriste, ayant été chef des forces britanniques en Irlande du Nord, avant d'arriver en Palestine.

Ses hommes le décrivaient comme un tyran lunatique. Il lui arrivait parfois de s'en prendre à eux de la manière la plus grossière, de les offenser cruellement, puis sortant de sa réserve, de les consoler en leur octroyant quelque médaille de sa fabrication. Edward Keith-Roach disait de lui qu'il était l'incarnation du docteur Jekyll et de Mr. Hyde. Il donnait l'impression d'un homme puissant doté d'un pouvoir totalitaire, mais en réalité, il changeait d'avis en permanence, selon le secrétaire général William Denis Battershill. Habile et intrigant, il était enclin à adopter l'avis du dernier conseiller avec lequel il s'était entretenu. Il exigeait que tout le monde lui cède. Tous le haïssaient, dans un climat de suspicion collective. Le secrétaire général Battershill le comparait à Adolf Hitler : son bureau aux murs verdâtres avait la réputation chez ses hommes d'être « une salle de torture ». « S'il avait été aussi fort que Hitler et avait mieux su gérer son

administration ! » regrettait le secrétaire. Il allait sans cesse sur le terrain, prenant lui-même des décisions, bien souvent illégales et contre l'avis de ses hommes. Son administration ressemblait à un opéra-comique, se lamentait le secrétaire général ¹⁷.

Contrairement à Chancellor, il aimait la Palestine. Rien, selon lui, n'était plus détestable que le mensonge, la colère et la méchanceté qui contrariaient le bonheur de ses habitants juifs comme arabes. De temps à autre, il faisait des dons à des œuvres de bienfaisance. Norman Bentwich le décrivait comme un homme éclairé, proche du Labour : « Il aimait s'entourer d'artistes et d'écrivains. » Il croyait dans la force du bien. Dans une lettre de quatorze pages qu'il adressa un jour au ministre des Colonies, il avait mis en exergue une citation de John Milton : « Le temps dans son envol reculera pour saisir l'âge d'or. » ¹⁸

Ainsi le nouveau haut-commissaire apporta-t-il avec lui cette illusion entretenue par certains à plaisir : tout était redevenu comme avant, comme s'il ne s'était jamais rien passé. Une partie des biens juifs pillés pendant l'été précédent fut retrouvée et restituée à leurs propriétaires ¹⁹. Les rescapés furent indemnisés par le gouvernement. Au printemps 1931, quelque cent soixante Juifs retournèrent, sous la houlette du rabbin Chaïm Bagaïo, à Hébron où ils demeurèrent jusqu'au début de la Révolte arabe au milieu des années trente 119 ²⁰.

La police fut réorganisée. Un ministre du gouvernement déclara que la Palestine était « un parc zoologique bien gardé » ²¹. Edwin Samuel trouva le temps de sillonner le pays en compagnie de Bernard Shaw et du champion du monde de boxe, Gene Tunney. « Tout est normal », écrivit-il à son père, se réjouissant qu'en certains lieux Juifs et Arabes aient réappris à travailler ensemble ²². L'entrepreneur juif Baroukh Kalinka reprit les travaux du Palace, l'hôtel de luxe commandé par le mufti, qu'il avait dû interrompre pendant une dizaine de jours ²³. En avril 1933, le général Allenby arriva à Jérusalem pour l'inauguration de la tour de la YMCA ; plus tard, furent gravées dans le hall les paroles qu'il prononça à cette occasion : « Ce lieu est un havre de paix. Les rivalités politiques et religieuses s'effaceront, laissant place à l'unité des peuples pour l'éternité. »

Même l'optimisme impérialiste incarné par le palais du haut-commissaire, décrit alors comme un lion somnolant semblant veiller sur la ville, n'était qu'un leurre ²⁴. Car pendant qu'on dansait sur son somptueux parquet, une nouvelle vague de violence s'abattait sur la Palestine : les jours du pouvoir britannique étaient désormais comptés. Des hauts fonctionnaires se moquaient

déjà de l'administration. L'un d'eux se souvint plus tard de cette histoire désopilante : dans leur département travaillait un fonctionnaire qui arborait toujours un chapeau lorsqu'il se rendait dans les quartiers juifs et un tarbouche rouge lorsqu'il allait dans les quartiers arabes. Se trouvant un jour au milieu d'une rixe opposant des Juifs à des Arabes, l'homme se précipita dans la cabine téléphonique la plus proche pour en avertir le département et savoir lequel des deux couvre-chefs il devait porter. « Portez les deux », s'entendit-il répondre ²⁵.

Le consul américain à Jérusalem envoya à Washington un rapport circonstancié : « La véritable question est de savoir si la Palestine deviendra un État arabe ou un État juif », écrivait-il. Arthur Ruppin n'était apparemment pas étranger à ce rapport. Aussi apporta-t-il son browning à son bureau. Il demeura dix ans, chargé, au fond de son tiroir sans qu'il le touche. « On ne sait jamais ce qui peut arriver », nota-t-il dans son journal ²⁶. Il pensait que la guerre entre Juifs et Arabes était inévitable. C'était la principale leçon politique que lui avaient enseignée les événements de l'été précédent.

Pendant ce temps, Alter Levin rêvait de brasser des affaires plus importantes encore. À la fin du mois d'octobre 1929, il fit parvenir à la banque anglo-palestinienne le projet d'un investissement de dizaines de milliers de livres pour deux nouvelles sociétés d'assurances, *Jérusalem* et *Yarden*. « Ce sera un grand bénéfice et un grand événement pour la Palestine, et avec le temps pour les pays voisins aussi », écrivit-il enthousiasmé. C'était une illusion. Eliezer Hoeffin, le directeur général de la banque, un homme prudent et sec, lui répondit trois jours plus tard en rejetant l'idée d'une seule phrase ²⁷.

Levin était alors en train d'écrire des lettres d'amour enflammées en français à une mystérieuse femme qui semblait habiter Beyrouth. Il l'aimait passionnément, lui écrivit-il. Il lui composait des poèmes et lui parlait de sa Rivka morte à l'étranger et portée en terre à Jérusalem, à l'ombre d'un vieil olivier. Avec une noble retenue, il bridait son désir avec un respect remarquable, dans cette relation apparemment très platonique. Il lui écrivait à la machine à écrire, probablement avec une de celles rapportées de ses nombreux voyages. On ne sait s'il conserva dans son legs les doubles de ses lettres ou si elles arrivèrent jamais à destination. En tout cas, si son amie lui répondit, il ne conserva pas ses lettres. Peut-être ne le fit-elle pas, peut-être n'exista-t-elle même que dans son imagination.

Depuis plusieurs années Levin ressassait la tragédie qui avait bouleversé sa vie. Sa femme et ses filles n'étaient pas en bonne santé. Comme cela se

faisait alors en Palestine, il les avait envoyées se faire soigner chez les plus grands médecins européens. Levin voulait que les meilleurs soins leur soient prodigués mais ne cessait d'en discuter le prix. Sa fille aînée Rivka était morte dans une clinique de Berlin ²⁸.

Un certain mystère entoure certains aspects de son existence, comme ses relations avec sa fille. On racontait à Jérusalem que Rivka était un jour venue voir son père pour lui raconter qu'elle était tombée amoureuse d'un certain Leniado. Levin s'était opposé à leur union car il n'était pas juif mais espagnol. Aussi avait-il envoyé sa fille pour la séparer de son amant en Europe où elle était morte de chagrin. Peut-être, qui sait, avait-elle mis fin à ses jours ? C'était une légende dans la ville. Entre-temps sa femme avait perdu la raison. Jusqu'à ce qu'elle fût rapatriée à Jérusalem, elle errait dans les rues de Berlin, blasphémant contre le Ciel, ne s'étant probablement jamais remise du profond traumatisme qu'elle avait subi lorsque les Turcs avaient torturé son époux quelque dix ans plus tôt.

Un nouvel épisode allait bientôt s'ajouter à cette légende. À son tour, disait-on, sa deuxième fille, Rahel, s'était éprise aussi de ce même Leniado qui avait précédemment conquis sa sœur Rivka. Les deux amants s'étaient mariés et avaient quitté la ville. Dans les poèmes qu'il cachait au fond du tiroir de son bureau, Levin évoquait « le déclin du jour » et la tombée de la nuit ²⁹. À l'approche du dixième anniversaire de la mort de sa fille Rivka en 1933, il se pendit au palmier qui se trouvait dans la cour de sa maison, ne laissant aucune lettre à l'exception d'un poème dans lequel il demandait qu'un palmier soit planté sur sa tombe : « Le palmier, véritable havre de paix/me veillera nuit et jour/et les gouttes de miel de ses dattes couleront sur ma tombe [...] / Sous le ciel de mon pays/je pourrai alors goûter l'éternité ! [...] 30 »

Khalil Al Sakakini apprenant dans le journal le suicide de Levin éprouva une immense peine. « Pauvre homme ! pensa-t-il. Si les Anglais avaient mis plus de temps à entrer dans Jérusalem, notre destin aurait été d'être pendus ; et voici que cet homme qui avait échappé à la potence turque s'est pendu. C'est en Dieu seul que réside la force. Il avait fui la mort mais elle l'a rattrapé. Que Dieu lui accorde sa miséricorde. » De temps à autre Sakakini se souvenait des circonstances de leur rencontre ; malgré tout ce qui s'était passé, il ne regrettait pas de lui avoir ouvert sa porte ^{120 3 1}.

2. La violence qui avait débuté en 1929 se poursuivit dès lors sans interruption ³². Le terrorisme politique faisait désormais partie du quotidien.

Jusqu'aux nouvelles émeutes de 1933, d'autres morts, tant du côté juif qu'arabe, allaient se succéder.

La plupart des actes de violence provoqués par des Arabes pour des motifs politiques étaient perpétrés en général contre des agriculteurs juifs. En juillet 1932, un Arabe avait attenté à la vie d'un haut fonctionnaire : l'homme avait été sauvé mais sa femme avait été tuée. La grande explosion de l'hiver 1933 débuta elle aussi comme une protestation contre la politique britannique : au cours de l'année, trente mille Juifs étaient arrivés en Palestine, soit trois fois plus que l'année précédente.

Le mouvement national arabe avait pris une réelle ampleur. En un mois, après les émeutes de l'été 1929, s'étaient tenus pas moins de cinq congrès représentant la diversité de la population arabe, dont un congrès d'étudiants, et un de femmes. Chaïm Arlosoroff estimait que d'ici quinze à vingt-cinq ans, le mouvement national arabe pourrait affronter le mouvement sioniste d'égal à égal ³³.

Comme le Yishouv, la communauté arabe s'était dotée d'un parti national, radical, qui n'avait toutefois pas réussi à rallier à sa cause beaucoup de monde et dont l'existence avait été éphémère. Mais à l'instar des révisionnistes du mouvement sioniste et dans le prolongement de la dynamique politique engendrée par les événements de 1929, le parti Istiqlal (Indépendance), força les instances dirigeantes à afficher sa fidélité à la cause nationale ³⁴. Le mufti paraissait ragaillardir après les événements de l'été 1929. Son statut dépendait de sa capacité à savoir habilement manœuvrer entre son peuple et les autorités. Cela devenait jour après jour de plus en plus difficile.

En octobre 1933, le mufti entraîna des milliers de manifestants à travers le pays pour protester contre la politique d'émigration du gouvernement et contre la vente de terres aux Juifs. Dans les semaines qui suivirent, des manifestants arabes se heurtèrent aux forces de police à Jérusalem, Jaffa, Naplouse et Haïfa. Il y eut deux cents blessés et une trentaine de morts, dont un policier et un enfant de six ans ³⁵. « La Palestine s'est transformée aujourd'hui en véritable champ de bataille, écrivit Khalil Al Sakakini à son fils Sari, il y a des manifestations de toutes parts, des attaques de commissariats et de gares, des morts et des blessés par centaines. Les hôpitaux sont submergés et la colère monte. De quoi demain sera-t-il fait ? Dieu seul le sait » ¹²¹.

Chaque année, le jour anniversaire de son arrestation avec Alter Levin quelques heures avant la conquête de Jérusalem par les Britanniques, Sakakini s'interrogeait sur les bouleversements de l'époque. En décembre 1933,

seizième anniversaire de l'arrivée des Britanniques, il écrivit dans son journal qu'il ne leur était redevable de rien, pas même de son salut. Selon lui, la Palestine n'était pas plus heureuse qu'à l'époque turque ³⁷. Il qualifiait les événements meurtriers d'épiphénomène : « On ne peut analyser les révoltes en Palestine à l'époque des Anglais, sans prendre en considération les différentes étapes de leur amplification : la première insurrection fut locale et limitée à Jérusalem, la deuxième fut plus étendue, mais limitée à quelques villes ; quant à la troisième, elle fut plus importante, s'étendant à tout le pays aussi bien aux villes qu'aux campagnes. »

Les Arabes s'étaient soulevés contre le gouvernement à cause du soutien apporté aux Juifs qu'ils combattaient âprement, écrivait Sakakini. Le message s'adressait aussi bien aux uns qu'aux autres : « Que le monde entier sache que la Nation arabe n'est pas une proie facile. » Sakakini ignorait quelle incidence auraient les événements sur le gouvernement, pensant que les Juifs étaient pris de panique. La violence n'était qu'à son début : « Ou bien les gens ravaleront leur colère et alors la folie triomphera, ou ils se révolteront et la Palestine si belle et si tranquille deviendra le théâtre de sanglantes révoltes. Dans les deux cas, la vie en Palestine deviendra insupportable ³⁸. »

Dans cette atmosphère délétère, même les crimes de droit commun prenaient une ampleur nationale comme en témoigne l'histoire de Yohanan Stahl de Givat Brenner, vingt-deux ans, fraîchement débarqué d'Allemagne, et de Salia Zohar, d'un an son aînée, originaire de Ben Shemen : Ils s'étaient rencontrés à Tel-Aviv et étaient partis en excursion. En chemin, ils furent assaillis par des bédouins qui après avoir tué le jeune homme d'un coup de poignard violèrent sa compagne puis l'assassinèrent. La police fit une enquête sur les causes de leur disparition et lança un avis de recherche avec leur photo ; mais leurs corps ne furent pas retrouvés.

Le journal révisionniste *Doar Ha Yom* présenta l'enquête comme la preuve de l'incurie flagrante de l'Agence juive : si elle avait montré moins de servilité à l'égard des autorités, la sécurité sur les routes du pays aurait permis aux deux jeunes Juifs de se promener sans crainte, et les autorités auraient multiplié leurs efforts pour tenter de débusquer les criminels. Le journal s'exprimait au nom de la collectivité juive comme si l'assassinat du jeune couple avait été commis contre le Yishouv. L'Agence juive exigea des autorités qu'elles accélèrent l'enquête comme s'il s'était effectivement agi d'un sujet national*.

Ainsi le fossé ne cessait-il de se creuser entre le mouvement travailliste et les révisionnistes, ou, comme l'on disait déjà, entre « la gauche » et « la

droite ». Alors que la tension était à son comble, Chaïm Arlosoroff, le chef du département politique de l'Agence juive et l'un des ténors du Mapaï, fut assassiné à Tel-Aviv en juin 1933. Le meurtre demeura une énigme, mais le Mapaï prétendit qu'Arlosoroff avait été assassiné par des révisionnistes ³⁹.

Il y avait déjà, à cette époque, des révisionnistes qui évoquaient la nécessité de bouter les Britanniques hors du pays et qui n'allaient pas tarder, dans ce but, à vouloir pactiser avec l'Italie fasciste et l'Allemagne nazie. Le secrétaire général Battershill avertit ses supérieurs du risque de voir des terroristes juifs organiser des attentats contre des fonctionnaires de l'administration britannique ³⁹. Ainsi, dans la continuité logique des événements de 1929, l'extrémisme et la violence entre Juifs et Arabes se développèrent-ils. Les uns et les autres formèrent leurs « zélotes ». La Grande-Bretagne dépêcha des renforts.

3. Alex Morrison, tommy de dix-sept ans originaire de Liverpool, aimait son service en Palestine. « Rétrospectivement, écrivit-il plus tard, je pense que j'y ai passé les jours les plus heureux de ma carrière militaire. » Alors qu'il était encore en Angleterre, il avait honoré son unité d'un titre de champion de boxe ; aussi ses supérieurs avaient-ils rechigné à le laisser partir, mais Morrison n'avait pu résister à l'annonce épinglée au tableau d'affichage de son corps ; on demandait des volontaires pour servir en Palestine. Il s'était inscrit aussitôt : « J'avais entendu beaucoup d'histoires romantiques sur les mystères de l'Orient », expliqua-t-il plus tard.

Mais lorsque le *California* accosta, avec à son bord Alex Morrison et des milliers d'autres soldats, ce fut une grêle de balles arabes qui les accueillit. Un de ses camarades fut tué et son corps fut englouti par les flots. Le service en Palestine promettait d'être riche en émotions ³¹. Morrison était en quête d'aventures et d'amitiés viriles : il avait trois camarades dont il ne se séparait jamais.

Il devint chauffeur de camion dans une unité responsable du ravitaillement. Sa base se trouvait dans le camp Gibraltar à Haïfa. Les hommes dormaient dans des baraquements. Ils se levaient à six heures, se douchaient et se rasaient. À six heures trente, c'était l'appel, puis suivait l'entraînement pendant une heure. Après avoir nagé et couru sur la plage, ils prenaient une douche et s'habillaient rapidement. À huit heures, ils avalaient leur petit déjeuner. Selon Morrison la nourriture était excellente. Ils mangeaient beaucoup d'oranges et s'ils en désiraient davantage, ils allaient voir le marchand de légumes de la base, Ali, un Arabe à qui ils avaient

l'habitude de demander des petits services, parfois à la limite de la légalité. Ils avaient également un tailleur indien pour leur confectionner leurs uniformes.

À neuf heures, ils se mettaient au travail. Il s'agissait de l'entretien des véhicules qu'il fallait vérifier et laver en prenant soin de faire briller la carrosserie. Souvent un officier venait faire l'inspection. Il se glissait sous le véhicule, vérifiait le châssis, la boîte de vitesses, le moteur ; et malheur à qui n'avait pas un véhicule étincelant de propreté !

Trois jours par semaine ils étaient sur les routes, transportant ravitaillement et eau pour les unités basées sur la frontière nord. En peu de temps, Morrison connut mieux les routes de Palestine que les rues de Liverpool. Ils travaillaient dur mais étaient contents. À quatre heures et demie de l'après-midi, ils étaient libres, jouaient au football ou au tennis. Une piscine était également à leur disposition. Morrison et ses trois camarades avaient appris l'arabe car ils rêvaient de se faire embaucher dans une société pétrolière irakienne.

Haïfa leur fit bon accueil. C'était une ville blanche, accrochée aux flancs du Carmel et aux rivages dorés, écrivit Morrison. Avec ses palmiers elle semblait si paisible. Ainsi s'était-il toujours représenté la Terre promise. Il aimait particulièrement Hadar Ha Carmel, ses boutiques, ses cafés et son cinéma. Là vivaient des Juifs, pour la plupart de nouveaux immigrants. La ville arabe était interdite aux militaires. Morrison et ses camarades n'étaient autorisés à y entrer que pendant leur service. Parfois ils se risquaient sans autorisation dans la ville interdite, errant dans les ruelles du souk, dans les sentines où l'on fumait le narguilé et autour des mosquées. Il y avait également une grande salle où chaque soir on dansait le « French Cancan », mais c'était trop cher, et seuls les Arabes aisés pouvaient y accéder.

Haïfa s'était métamorphosée. À la fin des années vingt, elle était devenue une des villes industrielles les plus importantes, comptant un dixième des entreprises du pays. Celles-ci employaient seize pour cent de l'ensemble des ouvriers de l'industrie, juifs comme arabes, qui produisaient le quart de la production industrielle du pays et représentaient trente-cinq pour cent du capital investi dans l'industrie. Le vieux Mordekhaï Ben Hillel Ha Cohen laissa éclater sa joie lorsqu'il vint rendre visite à son fils David. Pour la première fois de son existence, il voyait un bâtiment de cinq étages : Sors de ta tombe, Theodor Herzl, et vois comment ton rêve à Haïfa est devenu réalité, écrivit-il dans son journal 122 ⁴³.

La plupart des Juifs de Haïfa étaient d'origine européenne. Beaucoup venaient d'Allemagne. Ils avaient été forcés de s'enfuir comme l'avait prédit

le mouvement sioniste, mais la majorité n'était pas sioniste. C'était une histoire assez triste : la plupart des émigrants d'Allemagne auraient préféré rester dans leur pays ; ils se retrouvaient là en tant que réfugiés et avaient du mal à se sentir chez eux ⁴⁴. La plupart des Arabes venaient des villages alentour : trente mille hommes originaires de quelque trois cents villages. Cela aussi était une triste histoire.

Ils avaient quitté leurs villages car la terre familiale ne pouvait plus subvenir à leur besoin. C'était le reflet d'un véritable drame démographique : dix ans après l'entrée des Britanniques en Palestine, la mortalité infantile avait considérablement baissé et l'espérance de vie avait augmenté. La croissance démographique dans les villages nécessitait des méthodes nouvelles d'exploitation de la terre, mais la plupart des villageois avaient tendance à vouloir conserver leur tradition agricole. Un grand nombre d'entre eux connaissaient une véritable misère ⁴⁵. Beaucoup, asphyxiés par de trop lourds impôts, firent des emprunts. Nombreux furent ceux qui se laissèrent convaincre de vendre leurs terres aux Juifs, directement ou par l'intermédiaire de marchands arabes. Cela leur rendait plus difficile encore la possibilité de subvenir aux besoins de leur famille. C'étaient là de bonnes raisons pour quitter la maison familiale et aller s'installer en ville. Un rapport interne de l'Organisation sioniste établissait que dans la région de Naplouse des villages entiers avaient été désertés ; tous les habitants étaient partis travailler en ville ⁴⁶. De nouvelles routes raccourcissaient les distances ; aussi n'y eut-il pas de rupture définitive : un jeune Arabe pouvait travailler quelque temps en ville, revenir dans la maison familiale et repartir à nouveau. Beaucoup prirent l'habitude d'utiliser des vélos. La plupart n'avaient jamais jusqu'alors quitté la maison familiale. Comme Alex Morrison et de nombreux autres soldats britanniques dispersés à travers le pays, ainsi que beaucoup d'émigrants, ils faisaient à Haïfa l'expérience du déracinement et de la maturité.

4. Dans les six premiers mois de l'année 1929, séjourna en Palestine l'écrivain Rudyard Kipling, qui au cours d'une visite à l'école normale arabe affirma aux élèves qu'une fois devenus de bons professeurs, ils se rendraient compte qu'ils ne savaient rien en définitive ⁴⁷. C'est plus ou moins ce qui arriva.

En arrivant en Palestine, les Britanniques avaient trouvé le système éducatif turc totalement démantelé par la guerre. Même auparavant, il ne valait pas grand-chose. Seuls quatre enfants arabes sur dix allaient à l'école, en grande majorité des garçons. Environ la moitié fréquentait des écoles chrétiennes. Les autres se rendaient au *koutab*, sorte de *heder* de village où

l'on apprenait essentiellement le Coran que l'on devait connaître et réciter par cœur. Dans ce domaine aussi, les Britanniques durent presque recommencer à zéro. Ce ne fut pas chose facile ⁴⁸.

Peu de temps après leur arrivée, les Britanniques décidèrent que les leçons seraient désormais dispensées en arabe et non plus en turc. Ce fut une véritable révolution, contraire à l'inclination des Britanniques à vouloir maintenir le statu quo, et un geste en faveur de l'identité nationale arabe. Herbert Samuel s'était fixé pour objectif d'ouvrir une école dans chaque village arabe et il fut en effet témoin de la construction de plusieurs centaines d'établissements ⁴⁹.

Les dirigeants du département de l'Éducation tentèrent d'élargir le réseau éducatif. Certains faisaient preuve d'une plus grande exigence pour des motifs culturels et politiques. Jérôme Farrell, un des dirigeants de ce département s'efforça de convaincre ses supérieurs qu'il ne fallait pas traiter les Arabes de Palestine comme des tribus de sauvages d'Afrique ou de Papouasie. Le haut-commissaire Wauchope demanda également au ministre des Colonies de se montrer plus généreux pour le budget de l'Éducation ⁵⁰. Ainsi vit-on s'amonceler des tas de lettres, de mémorandums et de rapports, des protocoles et des comptes rendus de commissions d'enquête diligentées pour vérifier certains aspects de l'éducation, sa structure, ses finalités et son contenu. Mais toute cette paperasserie s'avéra inutile : les Britanniques négligeaient l'éducation arabe car ils ne voulaient pas la financer par crainte de la voir exercer une quelconque influence politique.

Le budget de l'Éducation du gouvernement mandataire variait entre quatre et sept pour cent des dépenses. Au moins deux tiers, puis davantage par la suite, étaient dévolus à l'éducation arabe, le reste étant alloué à l'éducation juive. Les Juifs finançaient par leurs propres moyens la plupart des dépenses afférentes à leur éducation. La majorité des élèves arabes étaient à la charge du gouvernement ⁵¹. De temps à autre les Britanniques s'interrogeaient sur le bien-fondé de telles dépenses. En 1931, une commission enquêtant sur cette question qualifia une partie de l'éducation arabe au village de « gabegie », accusant les habitants : « Comme en Inde, les gens retirent leurs enfants de l'école pour les envoyer travailler. Certains, après un certain temps, ne savent plus ni lire ni écrire. Il n'y a aucun sens à vouloir maintenir des écoles dans des endroits où l'on n'a pas réussi à les éduquer ⁵². » « D'aucuns s'interrogeaient sur l'utilité d'apprendre à lire et à écrire aux enfants des villages », se souvint plus tard un des dirigeants du département de

l'Éducation : « Les écoles ne sont-elles pas la malédiction de l'Orient, un vivier de futurs provocateurs », entendait-on souvent.

Humphrey Bowman, directeur du département de l'Éducation, formula la règle suivante : « Veille à ce que ton paysan soit satisfait et rassasié, et alors il ne causera aucun trouble », ce qui dans les faits signifiait qu'il fallait donner aux élèves une certaine formation, surtout professionnelle, mais qu'il ne fallait pas aller au-delà de l'apprentissage de la lecture et de l'écriture. Il fallait empêcher que les paysans alphabétisés quittent leurs villages pour la ville, dans l'espoir d'intégrer l'administration, comme cela s'était produit en Égypte et en Inde ⁵³.

Un enfant arabe était censé commencer ses études à sept ans et rester à l'école pendant cinq ans. Les principales matières étudiées dans les villages étaient la religion, l'arabe (écrit et parlé), le calcul, l'hygiène, l'histoire, la géographie, les sciences naturelles, la gymnastique, le dessin, l'artisanat et l'agriculture appliquée, c'est-à-dire la culture des légumes et des fleurs dans le jardin de l'école. L'inspecteur Khalil Al Sakakini semblait satisfait. Revenant de trois écoles de village près de Ramallah, il écrivit, enthousiaste : « Les élèves sont capables de lire, d'écrire et de s'exprimer convenablement. » Sakakini constitua des « groupes d'hygiène » qui avaient pour but d'inculquer aux autres villageois les règles élémentaires de propreté apprises à l'école, mais aussi des « groupes de lecture et d'écriture », afin de lire aux habitants des journaux et des livres et de les aider à rédiger leurs lettres ⁵⁵.

L'éducation dans les villes creusait davantage encore le fossé entre elles et les villages. En ville étaient enseignés aussi la géométrie et, à la place de l'agriculture, quelques rudiments de sciences. Dès le CM1, il y avait des cours d'anglais. La plupart des élèves étaient des garçons qui n'étaient pas censés poursuivre leurs études dans le secondaire. S'ils réussissaient au baccalauréat, ils n'étaient pas destinés à poursuivre à l'université. Les filles apprenaient la couture et les tâches ménagères. Selon le directeur du département de l'Éducation, cela était supposé affranchir la femme, à la différence de ses aînées : « Il n'y a plus de bonne, mais une jeune femme qui sait élever ses enfants dans un environnement propre et sain ⁵⁶. »

Des enfants de tous âges étudiaient souvent dans la même pièce avec un professeur enseignant plusieurs matières dont beaucoup n'étaient pas de sa compétence. Une école qui possédait un tableau et de la craie était considérée comme moderne. La présence d'un globe terrestre était un signe d'avant-garde. Très souvent, les élèves quittaient l'établissement en cours de cycle.

Sorte de garderie d'enfants, l'école avait pour but de ne pas modifier la structure traditionnelle de la société afin d'éviter tout problème. C'était un sujet permanent de discussion entre les représentants de la population arabe et le gouvernement. Plus d'une fois les Arabes accusèrent les Juifs de vouloir les maintenir dans l'ignorance. Contrairement à eux, ils n'investissaient pas beaucoup dans leur éducation. Les études n'étaient pas imposées par la loi ⁵⁷.

Certaines écoles étaient meilleures que d'autres, comme celle du village de Bir Zeit au nord de Ramallah, un établissement privé où la plupart des élèves étaient chrétiens et où les enseignants sortaient de l'université américaine de Beyrouth. Les élèves, dont un certain nombre de filles, allaient jusqu'au baccalauréat. Hilde Wilson, un professeur anglais qui y enseigna pendant une année, garda le souvenir d'élèves particulièrement intelligents. Lorsqu'ils lurent en classe le célèbre discours de John Milton sur la literie de la presse, un rouquin assis au premier rang, Khalid, demanda pourquoi cette liberté existait en Grande-Bretagne et pas en Palestine.

Ils étudiaient *Hamlet*. Les élèves s'identifiaient facilement à lui. En réalité, écrivit Hilde Wilson, sur bien des plans *Hamlet* était plus proche de la mentalité arabe que de celle des Anglais du XX^e siècle. Elle songeait à la vengeance et à l'obéissant aveugle qu'Ophélie avait jurée aux hommes de sa famille. La propension des Arabes à tout enrober dans une gangue d'éloquence dramatique trouvait selon elle un écho dans *Hamlet* ; il y avait également dans la pièce le personnage de cet étudiant à l'université de Wittenberg, rentrant chez lui dans un univers misérable. Hilde Wilson supputait que ses élèves pensaient, eux, à l'université de Beyrouth.

Ses élèves étaient très nationalistes. Un jour miss Wilson lut un poème sur le courage des soldats anglais pendant la Première Guerre mondiale : « Ils parurent au combat en chantant, ils étaient jeunes/ [...] Ils s'effondrèrent faisant face à l'ennemi. » Les élèves s'écrièrent : – La Palestine ! » Fwad, un garçon au beau regard en qui miss Wilson voyait la réincarnation du roi David, lui demanda dans quel camp elle se trouvait. Ils s'identifiaient aux guérilleros qui combattaient les Britanniques. Mais elle ? Elle répondit qu'elle pleurerait les soldats britanniques morts dans la guerre pour la Palestine et leur demanda de se joindre à sa douleur. Ils acceptèrent, nota-t-elle fort impressionnée.

Le journal qu'elle rédigea à Bir Zeit est un document passionnant, et montre ce qu'il aurait fallu faire et ce qu'il manquait à une génération d'élèves arabes. Cela est particulièrement patent lorsque l'on considère la forte demande en matière d'éducation : le nombre d'inscrits chaque année

dans les écoles arabes était le double du nombre d'élèves acceptés ⁵⁸. Le manque d'investissement dans l'éducation était flagrant en regard des moyens mis en œuvre par les autorités pour contrôler le contenu des cours : dans un des rapports, on peut lire que les inspecteurs de l'Éducation envoyaient en moyenne cent trente lettres par an pour chaque école, une tous les deux jours, soit plusieurs milliers ³⁹, les fonctionnaires du département de l'Éducation et même le commissaire Wauchope se mirent à s'intéresser aux leçons d'histoire. Jérôme Farrell, le directeur du département trouvait que les livres d'histoire étaient par trop « chauvins ». Aussi le département se devait-il de les censurer, bien que, selon lui, cela n'en valait pas la peine : l'organe de censure n'aurait pas été efficace, et de toute façon, cela serait revenu trop cher 123 ⁶⁶. La majorité des Arabes resta pour cette raison inculte mais des dizaines de milliers désertèrent leurs villages.

5. Les jeunes villageois qui débarquaient à Haïfa se rendaient tout d'abord dans leur famille ou chez des amis arrivés avant eux dans la ville. Ils trouvaient ainsi du travail et un gîte. Ils travaillaient dans des carrières ou dans le bâtiment, comme portefaix au port ou comme ouvriers dans des usines. Certains travaillaient dans le souk, d'autres tentaient leur chance comme colporteurs. Ils dormaient en groupe dans des grottes, à même des nattes sur la plage, dans des baraques ou dans des pièces insalubres louées à d'autres Arabes de Haïfa, ou encore sur les toits des maisons ou dans les cours. Il n'y avait pas toujours de douches ou de toilettes. Ils mangeaient dans le souk ou se faisaient eux-mêmes la cuisine. Certains se mariaient à Haïfa, en général avec une jeune fille de leur village : les Arabes de Haïfa les considéraient comme inférieurs, les regardant avec condescendance. Aussi un mariage entre un ouvrier d'origine villageoise et une jeune fille de Haïfa était-il un événement extrêmement rare ⁶¹.

Certains imputaient leur situation au fait que leur famille avait vendu leurs terres à des Juifs. Plus d'une fois, ils se retrouvèrent comme ouvriers en bâtiment dans les nouveaux quartiers investis par les Juifs. Même s'il ne s'agissait pas d'habitations luxueuses, cela ne pouvait pas ne pas scandaliser l'ouvrier arabe qui, après une journée entière de travail, devait retourner dans une grotte ou dans un baraquement à l'autre bout de la ville. Les ouvriers juifs qui travaillaient avec eux étaient mieux payés et avaient un syndicat défendant leurs intérêts qui, plus d'une fois, réussit à leur donner la place d'ouvriers arabes.

Lorsque fut commencée la construction du port de Haïfa, les représentants de la communauté juive vinrent trouver le haut-commissaire Chancellor pour

lui demander de promettre qu'une partie du travail soit confiée à des ouvriers juifs. Ce n'était pas tout : ils exigeaient aussi d'être mieux payés que les ouvriers arabes sous la forme d'une prime de cinquante *livres* par jour, soit trente pour cent de plus que le salaire d'un ouvrier arabe. Le motif invoqué était qu'ils avaient un niveau de vie supérieur à celui des Arabes.

Le commissaire déclara que cela lui rappelait l'Afrique du Sud, mais que là non plus l'on n'était pas parvenu à venir à bout de la rivalité entre ouvriers blancs et noirs. Il supposait donc, peut-être uniquement dans une perspective discursive, que les Arabes travaillaient mieux mais que les Juifs étaient plus intelligents. Aussi suggérait-il que les Juifs ne fassent pas de tâches ingrates, et qu'ils soient mieux payés. Les délégués de la communauté rejetèrent sa proposition : les Juifs ne voulaient en aucune façon apparaître comme « une aristocratie ouvrière » ; ils voulaient aussi leur part dans les tâches difficiles, mais ils devaient bénéficier d'un salaire supérieur à celui des Arabes ^{124 6 2}.

Des garçons misérables, arrachés à leur environnement naturel, trouvèrent dans la ville alcool, cinéma, plaisirs futiles, prostituées et tripots, écoutant dans les cafés la radio et discutant politique ⁶³. La solitude et le déracinement poussèrent plusieurs d'entre eux dans le giron communiste ou dans des clubs socio-politiques, faibles maillons du mouvement national. Beaucoup étaient attirés, comme au village, non pas par l'opposition politique, mais par Dieu. Dans la mosquée de l'Istiqlal dans la ville basse, se trouvait un prédicateur qui n'avait pas son pareil pour vanter l'espoir en une foi véritable, pour échapper à la solitude et à l'anonymat de la ville, à la misère et à la rancœur. Il s'agissait du cheik Izz ed Din Al Qassam.

17. Khalil Al Sakakini construit sa maison

1. Mohammed Izz ed Din Al Qassam avait quitté la Syrie et était arrivé à Haïfa. Il était né vers 1880 à Djabla, un village près de Lattaquié. Son père était enseignant et adepte du soufisme. À l'instar de Hadj Amin Al Husseini, Al Qassam avait fait ses études à l'université d'Al Azhar du Caire. De retour dans son village, il était devenu à son tour enseignant et imam, prêchant un retour aux valeurs religieuses.

En 1911, l'armée italienne envahissait la Libye. Al Qassam proclama alors le *djihad*, la guerre sainte, et se mit à collecter des fonds en faveur des Libyens pour lesquels il composa un hymne. Très vite il allait rallier des dizaines de volontaires et ils se mirent en route vers la Libye. Mais ils furent arrêtés par les autorités ottomanes qui leur ordonnèrent de rentrer chez eux. La Première Guerre mondiale allait éclater et Al Qassam s'engagea dans l'armée turque. Après avoir suivi un entraînement militaire, il devint aumônier dans un camp près de Damas. À la fin de la guerre, il rentra dans son village, alors sous tutelle française et constitua une milice locale. Les Français montaient les habitants les uns contre les autres. Al Qassam gagna la montagne avec quelques-uns de ses camarades et se prépara à la guérilla.

Dans une atmosphère délétère, semblable à celle qui avait conduit à l'attaque de Tel Haï, Al Qassam s'était replié sur Damas où il avait rejoint l'émir Fayçal. Lorsque les Français assiégèrent Damas, il prit la fuite avec un certain nombre de ses compagnons, munis de faux papiers. Ils réussirent à atteindre Beyrouth puis partirent pour Haïfa, où il fut rejoint peu après par sa femme et ses filles. Il avait alors déjà une quarantaine d'années.

À Haïfa, il commença à enseigner dans une école, puis fut très vite nommé imam de la mosquée de l'Istiqlal. Son discours mystique et sa fougue nationaliste lui conféraient un grand charisme. Il s'intéressait aux ouvriers des villages qu'il rassemblait aux quatre coins des rues.

Plus d'une fois il se rendit dans leurs quartiers misérables, dans les galetas des prostituées et dans les bouges où l'on fumait du haschich. Il fonda un mouvement local de jeunesse. Proche du parti Istiqlal, il avait acquis de la notoriété et faisait l'objet d'une certaine vénération. De riches mécènes finançaient ses activités.

Al Qassam devint officier d'état-civil local, nommé par le Conseil suprême musulman. Il travaillait désormais au service du mufti de Jérusalem. Il lui appartenait de se rendre de village en village, de nouer des liens et d'acquérir une certaine influence. Partout il prononçait des sermons religieux et nationalistes et se mit peu à peu à encourager les partisans d'actions terroristes contre les Britanniques et les Juifs. Il possédait un véritable arsenal. Trois membres du kibboutz Yagour furent bientôt assassinés, ainsi qu'un père et son fils du *moshav* Nahalal. Yagour et Nahalal étaient des symboles sionistes, pierres angulaires du programme du foyer national. Les compagnons d'Al Qassam entreprirent de déraciner des arbres plantés par des Juifs et sabotèrent la voie ferrée construite par les Britanniques ; autant de cibles éminemment symboliques ¹.

C'était une insurrection populaire plus ou moins spontanée, l'explosion de rancœurs accumulées par toute une génération qui avait grandi sous la tutelle britannique et l'expression du chaos social et du mécontentement national. Al Qassam tenta de convaincre le mufti Al Husseini de lancer un appel commun à la guerre sainte contre les Britanniques ou d'appeler à la révolte populaire, mais le mufti refusa.

En novembre 1935, Al Qassam quitta Haïfa avec quelques-uns de ses acolytes pour rejoindre les montagnes de la région de Jenine. Entre-temps la tension s'était accrue en Palestine, favorisée par l'immigration massive : « Chaque jour des bateaux déchargent leurs cargaisons de centaines d'émigrés juifs, faisait remarquer Khalil Al Sakakini. Si l'émigration se poursuit ainsi [...] l'avenir de la Palestine sera des plus sombres. Il n'y a d'autre solution que de sortir de sa torpeur, de se réveiller, et nous n'avons d'autre choix que d'agir ² ! » Une cargaison d'armes et de munitions dissimulées dans des sacs de ciment que des Juifs avaient tenté de faire entrer illégalement sur le territoire fut découverte dans le port de Jaffa. Cela ne fit qu'accroître davantage la tension déjà existante.

La situation en Europe et dans les pays voisins avait aussi une certaine influence : l'Arabie Saoudite, l'Irak, la Syrie et l'Égypte n'allaient pas tarder à se soulever pour conquérir leur indépendance. En Allemagne, les nazis accédaient au pouvoir et certains commençaient à envisager l'imminence de

la guerre. En Italie, le pouvoir fasciste s'était renforcé. Lorsque l'armée de Mussolini envahit l'Éthiopie, la Grande-Bretagne se révéla impuissante ³.

Le séjour d'Al Qassam dans les montagnes est toujours resté enveloppé d'un voile de mystère et de légendes. Il fut dit qu'il allait avec ses compagnons de grotte en grotte, se consacrant à l'étude des sourates du Coran. On ne connaît pas exactement leur nombre, peut-être n'étaient-ils qu'une douzaine, ni celui de ses partisans, quelques centaines tout au plus. Quitta-t-il Haïfa pour prendre les armes ou pour se cacher ? Il avait déjà alors une cinquantaine d'années et ses compagnons n'étaient pas tellement plus jeunes que lui. Quoi qu'il en fût, ils demeurèrent dans les montagnes une vingtaine de jours, se ravitaillant dans les villages alentour. Les autorités savaient plus ou moins précisément où ils se cachaient, grâce, semble-t-il, à des indicateurs. Un jour une altercation se produisit entre deux hommes d'Al Qassam et des policiers à la poursuite de voleurs de fruits. Un échange de coups de feu s'ensuivit et un policier, juif, fut tué. Les forces de sécurité se lancèrent à la recherche d'Al Qassam qu'ils ne tardèrent pas à découvrir, quelques jours plus tard, dans une grotte près du village de Yaabed où, après une fusillade, il fut abattu ⁴.

David Ben Gourion qualifia quelques mois plus tard cet incident de Tel Haï arabe, et Al Qassam de guerrier fanatique prêt à se sacrifier en martyr ⁵. Il avait raison : Al Qassam était un Trumpeldor arabe. Comme lui, il était venu de l'étranger et, comme lui, il avait une certaine expérience militaire. Le nationalisme sioniste du dentiste de Russie fleurait le marxisme. Le nationalisme arabe du professeur de Syrie était tout emprunt d'islamisme. Leurs bases étaient constituées d'ouvriers. Les partisans de Trumpeldor étaient des écoliers de villes de Russie partis en Palestine pour devenir agriculteurs. Les militants d'Al Qassam étaient des paysans qui avaient quitté leurs terres pour la ville. Le culte dont ils étaient l'objet ne fit que se renforcer lorsqu'ils moururent au combat et leurs mouvements respectifs furent auréolés d'un mythe de bravoure avec plus d'efficacité pour leurs peuples que de leur vivant.

Comme Trumpeldor, Al Qassam légua à l'Histoire ses dernières paroles, une prière à Dieu pour fortifier son âme dans le combat. On raconta que ses derniers mots avaient été griffonnés sur un billet retrouvé dans les plis de son turban. Ses obsèques attirèrent des milliers de personnes et furent le prétexte à une immense manifestation d'unité nationale. Son personnage incarnait un certain idéal et devenait un modèle pour les futurs combattants ⁶. « Le peuple arabe est derrière eux », déclara Ben Gourion. Berl Katznelson estimait que le

meurtre d'Al Qassam était « une bien mauvaise affaire » ; il aurait mieux valu le laisser en vie : « Qu'aurait-il fait ? Il aurait (tout au plus) tué une dizaine de Juifs ⁷. » L'auteur de *La Prière des morts* savait reconnaître le pouvoir d'un héros national mort 125 ⁸.

2. Les terroristes agissaient en groupes ou en « bandes » comme on disait alors dans le Yishouv. Khalil Al Sakakini observa que nombre d'entre eux étaient des jeunes gens de dix-sept ans, certains n'ayant même qu'une douzaine d'années : « La nation anglaise sait-elle seulement que la plupart vont encore à l'école », s'insurgea-t-il consterné ⁹. Miss Wilson ne l'ignorait pas. Plus d'une fois, l'enseignante de Bir Zeït avait pu croiser sur les routes de jeunes garçons tenant à la main des morceaux de verre qu'ils dirigeaient vers le soleil pour envoyer des signaux, probablement aux guérilleros cachés dans les montagnes. Elle écrivit à leur sujet des pages empreintes d'une grande tendresse ¹⁰.

Nationalistes idéalistes, chômeurs ou délinquants, et parfois même les deux, certains recrutés à plein temps, d'autres seulement occasionnellement, tous ces hommes rôdaient dans les villages, dormant dans les montagnes ou dans les bosquets, chaque nuit dans un endroit différent. Ils transportaient leurs provisions à dos d'âne et étaient nourris par les villageois. Ils avaient des listes détaillées de ce dont ils avaient besoin : sucre, riz, farine, orge, cigarettes, dattes, thé, fromage, olives, savon, etc., exigeant ces denrées sous la menace, faisant, si nécessaire, usage de la force. Ils confisquaient aux villageois les armes datant de l'époque turque et les rançonnaient. Les maires leur fournissaient de l'argent pour acheter des armes. Ils tenaient une comptabilité des recettes et des dépenses, et avaient des agents de liaison dans un certain nombre de villes qui s'occupaient de la gestion de leurs comptes bancaires.

Les différents groupes terroristes ne manquaient pas de coordination au plan local ; toutefois, il manquait un commandement au niveau national. Une partie des combattants, avec à leur tête Fawzi Al Qawuqji, mais aussi une partie de l'argent et des armes venaient d'Irak. Certains possédaient même des mitrailleuses de fabrication française capables d'atteindre des cibles aériennes. Ils réussirent un jour à abattre un avion britannique ¹¹. Plusieurs fois, ils menèrent une guerre ouverte, dans un face à face avec les Britanniques, mais ils se tenaient la plupart du temps en embuscade.

Le chauffeur de camion de Liverpool Alex Morrison prit un jour la route de Haïfa à Safed avec un convoi de ravitaillement composé d'une dizaine de camions et de plusieurs autres véhicules, dont une ambulance et six ânes pour

le transport des vivres jusqu'à des positions militaires isolées. C'était au milieu de l'année 1936. « La situation en Palestine n'a jamais été pire qu'aujourd'hui », écrivit un fonctionnaire de l'administration, soulignant que la circulation à travers le pays n'était possible que sous escorte ¹².

Ils s'engagèrent sur de mauvaises routes de montagne. Au-dessous d'eux s'étendait « la vallée de la mort », comme ils l'appelaient. Soudain une terrible explosion se fit entendre. Lorsque le nuage de poussière se dissipa, Morrison vit, là où se trouvait le camion qui le précédait, un énorme trou dans le sol. Des débris du camion qui s'était volatilisé avaient rebondi sur sa carrosserie, mais la plupart des morceaux s'étaient dispersés au loin dans l'oued. Il ne restait du chauffeur qu'une botte avec une jambe à l'intérieur. « Lawrence d'Arabie avait bien appris aux Arabes comment fabriquer des bombes », songea Morrison. Il pensa également au chauffeur, Snowy, avec lequel il avait dormi dans le même baraquement. Tout au long du voyage, il n'arriva pas à se sortir de l'esprit l'idée qu'il aurait pu se trouver à la place de son camarade.

Après avoir déchargé, ils reprirent leur route. Alors qu'ils commençaient à peine l'ascension du mont Canaan, ils furent bloqués par un immense barrage de pierres. Ils firent stopper le convoi, sortirent de leur véhicule, prirent position et attendirent. Pendant plusieurs minutes, rien ne se produisit, tout semblait calme, mais soudain, comme si un signal avait été donné, une pluie de balles s'abattit sur eux. Morrison connu se mettre à l'abri sous son camion.

« J'avais peur de la mort, écrivit-il dans son journal, mais l'émotion me stimula. Prenant mon courage à deux mains, je sortis de ma cachette et parcourus du regard les montagnes. Je n'avais aucune cible, mais j'avais envie d'agir. Soudain j'aperçus un reflet fugace derrière un rocher. J'armai mon fusil dans sa direction ; je n'avais plus peur ; un instant plus tard, je vis un nouvel éclair et quelque chose de blanc qui s'agitait. Je tirai. À ma stupéfaction, un Arabe surgit. Il se tenait debout face à moi, puis s'effondra. C'est ainsi que je tuai mon premier Arabe. Je n'avais que dix-sept ans. L'émotion m'étreignit. Je n'avais plus peur. » Morrison continua de tirer sur tout ce qui bougeait. Cela dura peut-être une heure, puis des soldats britanniques se mirent à descendre du mont Canaan à leur rencontre. « Nous avions eu beaucoup de chance, c'est tout à fait incroyable, concluait-il. Seulement trois blessés légers. Nous avons laissé derrière nous beaucoup d'Arabes morts ¹³. »

Hilde Wilson avait pour habitude d'arrêter des camions militaires pour se faire conduire à Jérusalem. Des soldats qui un jour l'avaient prise en stop lui

affirmèrent qu'ils avaient seize et dix-sept ans. Elle eut du mal à les croire, mais ils ne paraissaient guère plus âgés. Elle leur dit qu'elle enseignait à des adolescents arabes de leur âge. Un soldat lui répondit en riant qu'il en avait tué deux la veille.

Hilde Wilson faisait partie de ces Anglais attirés et fascinés par la Terre sainte et qui s'identifiaient à ses habitants. Elle était tombée amoureuse des parterres de pavots bleus, rouges et rose clair qui s'étendaient entre Bir Zeit et Jelazon, sur les routes de Ramallah et de Jérusalem, se désolant presque chaque fois qu'elle en piétinait un. Assise dans le camion militaire bringuebalant sur la route cahoteuse, miss Wilson était absorbée par ses pensées ; on accuse les Arabes de pousser de jeunes garçons au meurtre, parce qu'ils échappent à la peine capitale. Elle se demandait quelle pouvait bien être la différence avec les agissements des Britanniques qui utilisaient des jeunes gens de moins dix-huit ans pour commettre des opérations meurtrières. Elle pensait qu'il ne servait à rien de vouloir résoudre par la force les problèmes du pays et en fit part aux soldats qui lui sourirent sans rien dire ¹³.

Alex Morrison avait sa propre opinion sur la situation : ils avaient été envoyés en Palestine pour, semblait-il, maintenir la paix des deux côtés et punir les terroristes, qu'ils soient juifs ou arabes. En réalité, les autorités favorisaient les Juifs qui n'étaient jamais condamnés avec la même sévérité, c'était injuste. « Les Arabes se font toujours avoir », écrivait-il. Les chauffeurs servant dans son unité lui avaient appris cette règle : « Si tu écrases un Arabe, veille à ce qu'il soit bien mort, même s'il te faut pour t'en assurer faire marche arrière. S'il est toujours vivant, il te faudra payer les frais d'hospitalisation ¹⁴. »

3. Les terroristes arabes sévissaient aussi dans les villes. Le 16 mai 1936 à la fin du shabbat, trois Juifs qui sortaient du cinéma Edison de Jérusalem étaient assassinés. Le docteur Zvi Shabaliowski, trente ans, était médecin en Pologne ; cela faisait six mois qu'il se trouvait en Palestine où il travaillait bénévolement à l'hôpital Hadassah. Sa femme attendait un enfant. Itshak Yalovski, était un boulanger de vingt-sept ans ; originaire de Pologne, il vivait dans le pays depuis près d'un an. Il s'était marié depuis à peine un mois et demi. Alexander « Sacha » Polonski était un étudiant de vingt-trois ans ; originaire de Pologne, il s'était établi lui aussi depuis environ un an en Palestine où il travaillait comme maçon et attendait que sa fiancée reçoive l'autorisation d'émigrer. On projetait ce soir-là à l'Edison *La Chanson du bonheur*, un film soviétique en russe. Le meurtrier avait pu s'enfuir. Le haut-commissaire Wauchope fit part de sa grande émotion. Khalil Al Sakakini manifesta quant à lui son admiration devant un tel acte : « Il n'y a pas

d'action plus glorieuse excepté la bravoure du cheik Al Qassam », écrivit-il à son fils Sari ¹⁵.

Quelques semaines plus tard, un jeune Arabe faisait feu sur la voiture d'un officier de police de Jérusalem qu'il blessa. Un soldat britannique riposta. Le terroriste touché mourut des suites de ses blessures. Sakakini le connaissait personnellement : il s'agissait de Sami Al Ansari, le cousin de Moussa Alami, un garçon très doué, selon lui, qui était devenu professeur d'anglais alors qu'il n'avait pas encore dix-neuf ans : « Grand, musclé, mince, vif et en bonne santé, beau, élégant et sportif, il commençait tout juste à vivre, » L'officier de police britannique qu'Al Ansari avait tenté de supprimer avait, selon Sakakini, l'habitude de s'en prendre aux Arabes. La « nation » récriminait sans cesse, en vain, contre cet homme auprès du haut-commissaire. Pour cette raison. Al Ansari s'était porté volontaire pour « débarrasser les gens de cet être malfaisant ».

Avant de mourir, poursuivait Sakakini, il avait encore eu le temps d'appeler son frère et lui avait dit : « Ne soyez pas tristes, j'ai fait mon devoir. » Le lendemain, « la Nation se rendit dans la maison du père, l'homme qui avait engendré un tel héros ». On ne le consola pas, on le loua. Le père parla fièrement de son héros de fils, faisant dire à Sakakini : « Il ne peut qu'être fier. » Les hauts faits du terrorisme sont l'expression de l'esprit de la nation pensait-il, faisant part à son fils Sari d'un autre détail qu'il avait appris depuis sur Sami Al Ansari : c'était lui qui avait commis l'attentat du cinéma Edison 126 ¹⁷.

En octobre 1935, Sakakini demanda l'autorisation de posséder une arme. Voici ce qu'il écrivit sur le formulaire où il devait motiver sa demande : « Étant donné que les Juifs sont armés et qu'ils cherchent à nuire aux Arabes, que chaque fois qu'un Arabe tombe entre leurs mains, ils lui causent du mal, étant donné que le gouvernement les couvre, les favorise, les encourage au point de bafouer la loi, pour toutes ces raisons, je demande l'autorisation de pouvoir acquérir une arme ¹⁸. »

Au sein de la communauté juive on avait coutume de dire que les « événements » avaient commencé le 19 avril 1936 à Jaffa : ce jour-là, neuf Juifs avaient été tués et quarante autres blessés. À Tel-Aviv se vendait alors un album ayant pour titre *Que Dieu se souvienne* ¹²⁷ dans lequel se trouvaient « les photos et l'histoire des dix-huit martyrs du printemps 1936 ». Sur la page de garde figurait la photo d'un homme du nom d'Israël Hazan, sous laquelle on pouvait lire cette légende : « La première victime. » Hazan, un volailler de soixante-dix ans originaire de Grèce, avait été abattu par surprise

alors qu'il roulait en voiture près de Tull Qerem. C'était le 15 avril. Un livre édité par le quotidien de la Histadrout, *Davar*, plaçait en tête de la liste des victimes Moshe Rosenfeld, le policier juif tué lors de l'altercation avec les hommes d'Al Qassam ¹⁹. Chacun rivalisait pour s'arroger le titre de « première victime ». En réalité, ils avaient tous été tués pendant les vagues de violence qui avaient succédé aux événements de l'été 1929. Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, l'on put recenser plus d'une dizaine de milliers d'incidents au cours desquels furent tués pas moins de deux mille hommes, dont une moitié d'Arabes. Le nombre de Juifs tués au cours d'attaques terroristes à cette époque fut de plus de quatre cents personnes ; celui de Britanniques, de plus de cent cinquante ¹²⁸²⁰.

Les terroristes utilisaient différents moyens : mines, bombes, exécutions, embuscades sur les routes, attentats dans les villages. N'importe qui pouvait être victime d'une grenade jetée de la fenêtre d'un train ralliant Jaffa. Quiconque conduisait ses enfants à l'école ne pouvait écarter la possibilité que le feu soit mis au bâtiment. En s'asseyant à la terrasse d'un café, rien ne pouvait assurer qu'une bombe n'ait pas été placée sous une chaise.

Moshe Shertok fit part aux membres de la direction de l'Agence juive des informations lui étant parvenues selon lesquelles les Arabes avaient dorénavant décidé de s'en prendre aux dirigeants juifs et aux fonctionnaires britanniques ²¹. Le secrétaire général auprès du gouvernement mandataire confirma ces craintes au ministère des Colonies à Londres ¹²⁹.

La confrontation entre les deux peuples menaçait ainsi la sécurité de tout individu, chaque jour de la semaine et à chaque heure du jour et de la nuit : un terrorisme total, l'horreur au quotidien. « Nous nous endormons et nous nous réveillons en entendant siffler les balles, écrivait Sakakini à son fils. Des grenades sont lancées, des coups de feu tirés, des champs incendiés, les vergers des Juifs dévastés à Jaffa, des ponts sabotés, les câbles du téléphone coupés, les fils électriques arrachés, chaque jour des barrages sont élevés et les Arabes manifestent jour après jour un courage dont le gouvernement ne les aurait pas crus capables ²². »

Sakakini songeait à la manière dont les médias allaient répercuter la révolte : la presse et la radio étaient sous le contrôle des Juifs. Mais le glaive est plus fort que le livre, écrivait-il, glorifiant auprès de son fils cet autre acte terroriste. « Deux héros anonymes ont jeté une grenade sur un train de voyageurs transportant de nombreux Juifs escortés par des soldats anglais. Qui aurait pensé que la Palestine comptait de tels héros ? Quelle fierté, Sari, d'être arabe en Palestine ! » Quelque temps plus tard, il décrivait les

événements comme une confrontation personnelle entre Weizmann et Al Hussein, soulignant : « Weizmann aurait aimé être Hussein. »

Lorsque la vague de violence s'étendit et s'intensifia, la direction politique avec Al Hussein à sa tête tenta de les rallier à sa cause. Elle fonda ainsi « le Haut Comité arabe », sorte de gouvernement d'union nationale. Comme par le passé, le mufti essaya de jouer un double jeu entre les autorités et son propre mouvement, mais au milieu des années trente, les événements le contraignirent à trancher. Le mufti choisit, apparemment sans grand enthousiasme, de prendre parti pour la révolte. Il en prit la tête, collecta des fonds et tenta de se procurer des armes ^{130 2} 4. En réponse à la demande de certains membres de l'Istiqlal de Naplouse, la nouvelle direction appela à la grève générale, conférant ainsi à la violence une forme de protestation nationale organisée.

4. La cessation brutale de toute activité était une forme habituelle de protestation. Les Juifs y avaient parfois recours. Les ouvriers ne se rendaient pas au travail, les magasins n'ouvraient pas, les moyens de communication étaient paralysés et les écoles restaient fermées. La plupart des grèves ne duraient que quelques heures ; certaines se prolongeaient une journée entière. La grève arabe décrétée en 1933 fit écrire à Sakakini, admiratif : « Qui aurait cru que le pays ferait grève pendant huit jours ²⁵ ! » Celle qui commença en avril 1936 allait durer six longs mois.

Un million de personnes ne pouvaient supporter six mois de grève générale ; aussi tout le monde n'était-il pas en grève : les fonctionnaires et les pouvoirs locaux continuèrent de travailler et empêchèrent très certainement que l'administration ne se délite ²⁶. Khalil Al Sakakini continua d'exercer ses fonctions d'inspecteur de l'Éducation mais lorsqu'on lui proposa de participer à des émissions de radio en arabe, il refusa parce que les speakers disaient « la terre d'Israël » en hébreu, au lieu de « la Palestine » ^{131 2} 7.

Mais peut-être Sakakini s'irrita-t-il de ce qu'on ne lui ait pas proposé de diriger une émission radiophonique. Il était très sensible aux honneurs. De toute façon, ce fut sa manière de boycotter les autorités. Ayant reçu un jour une invitation à dîner chez le haut-commissaire, il n'y avait pas donné suite : « Ton vil esclave est misérable, écrivait-il ironique, et il ne demande à l'existence que de travailler, et de manger avec les siens tout ce qui se présente ²⁸. »

Les ouvriers du port de Haïfa continuèrent eux aussi de travailler, craignant apparemment que des ouvriers juifs ne prennent leur place. La

plupart des agriculteurs ne laissèrent pas leur terre en jachère et la grève des écoles fut largement couverte par les grandes vacances. Certains en furent dispensés, d'autres payèrent pour ne pas la faire, d'autres encore désobéirent.

Chaque ville et de nombreux villages virent naître des comités d'action et de bienfaisance pour les indigents. Des pauvres avaient tendance à se soulever ici et là contre les riches ; certains membres de la révolte se prenaient souvent pour des Robin des Bois. Menaces, manœuvres d'intimidation, chantage et actes de vandalisme avaient souvent cours au nom du patriotisme ²⁹. Cela ressemblait bien souvent davantage à une guerre civile qu'à une révolte nationale. Quelques dirigeants, dont plusieurs maires, trouvèrent ainsi la mort. Ils avaient été accusés de collaborer avec les Britanniques et avec les Juifs, même si plus d'une fois les raisons étaient en réalité politiques. D'autres fois encore, sous couvert d'action nationale, l'on assista à des règlements de compte familiaux, telle l'histoire de ce garçon fiancé à sa cousine, qui livra aux autorités ses deux cousins qui s'opposaient à leur mariage et qui avaient participé à la révolte. Son frère l'assassina peu après ³⁰.

La révolte allait bientôt prendre la forme d'une véritable guerre civile, « amère, destructrice et abominable », selon les termes du juge Anwar Nusseibeh. Les insurgés étaient apparemment assujettis à l'autorité du mufti, mais celui-ci résidait à Damas, et les leaders des révoltés étaient devenus les maîtres du pays avec un pouvoir exclusif sur la vie et les biens des gens, particulièrement dans les villages. Ils avaient l'habitude de sévir aveuglément contre leurs ennemis, avec cruauté et de façon stupide, selon Nusseibeh : de nombreux Arabes furent en effet assassinés par d'autres Arabes ³¹.

Sakakini raconta à son fils que les meneurs de la grève forçaient les commerçants à fermer leurs magasins, et qu'une fois leur boutique close, ils leur confisquaient les clefs. Tel était le sort de ceux qui en ville arboraient des tarbouches rouges. Les révoltés exigeaient qu'ils les troquent contre des keffieh, demandant aussi aux femmes arabes d'être voilées comme dans les villages ³².

Cela faisait partie de ces luttes pour les symboles patriotiques dont le mouvement sioniste était coutumier. Le keffieh blanc orné d'une bande noire symbolisait le peuple arabe dans son combat national. Le tarbouche, hérité de l'époque turque, incarnait la vie citadine aisée. C'était aussi un combat social qui allait bientôt se muer en combat politique : quiconque revêtait le tarbouche était considéré comme sympathisant de l'opposition à la tête de laquelle se trouvait Nashashibi ¹³²³ ³.

La grande grève porta préjudice aux Juifs mais également aux Arabes qu'elle affaiblit. Mais elle n'avait pas conduit à la paralysie totale de l'économie, et de ce point de vue, elle fut un échec. Toutefois, elle refléta un effort de coordination à l'échelle nationale unique en son genre et qui délivrait un message clair : la communauté arabe de Palestine réclamait l'indépendance. Elle identifiait le pouvoir britannique au programme sioniste, et exigeait son départ. Les Britanniques invitèrent plusieurs souverains arabes à intervenir dans la crise et leur médiation permit de faire cesser la grève. Tel fut l'enrobage diplomatique que revêtit l'affaire. La vérité était beaucoup plus simple : « J'ai des enfants, déclara un des organisateurs, si je ne vais pas travailler, ils mourront de faim ³⁴. »

L'historien Yehoshuah Porat tenta d'établir un lien entre le développement de la grève et la demande de main-d'œuvre dans les vergers. Lorsqu'il fallait des ouvriers, la grève cessait ; personne n'était dupe. Moshe Shertok faisait correspondre les vagues de violence au rayonnement de la lune : « Ne riez pas, écrivit-il à Chaïm Weizmann, c'est un facteur qui a son importance [...] même les insurgés ne peuvent se soustraire à son influence ³⁵. »

L'insurrection des Arabes les révéla sous un jour nouveau. « D'une foule désordonnée et excitée n'aspirant qu'au pillage », ils étaient devenus selon Ben Gourion « une communauté organisée et disciplinée, manifestant sa volonté nationale et faisant preuve de maturité politique et d'un certain penchant à l'autosatisfaction ». S'il avait été arabe, Ben Gourion se serait, selon ses dires, lui aussi révolté, avec une plus grande énergie encore, à force de rancœur et de désespoir. Ils n'étaient pas si nombreux à pouvoir le comprendre et il crut bon de les avertir : il ne s'agissait pas seulement de terrorisme ; ce n'était qu'un moyen. Il ne s'agissait pas seulement de politique. « Il n'est question ni de Nashashibi ni du mufti », disait Ben Gourion. Ce n'était pas qu'une question d'argent. Les Arabes avaient commencé une guerre nationale. Ils se battaient pour empêcher qu'on leur vole leur patrie. C'était un mouvement primitif, mais qui n'était pas dénué d'idéal par l'abnégation dont les Arabes faisaient preuve. C'était, selon Ben Gourion, ce qu'il avait appris d'eux depuis l'époque d'Al Qassam ³⁶.

5. Tout en rendant compte des événements de la révolte à son fils Sari, Khalil Al Sakakini investissait la plupart de son temps dans la construction de sa nouvelle maison, dans le quartier de Katamon à Jérusalem. Il considérait ce projet, non sans arrière-pensée, comme son foyer national. Tout avait commencé en mai 1934 : Sakakini et des camarades défilaient en brandissant

d'immenses cartes. « Nous sillonnions la montagne, la vallée et la plaine pour inspecter les terres », écrivit-il plus tard.

Il n'avait pas d'argent, mais il savait que s'il attendait d'en avoir, jamais il n'achèterait de terre. Aussi décida-t-il d'emprunter cent à cent cinquante livres qu'il rembourserait par paiements échelonnés. Ce projet enflammait son imagination. Il était au début question d'une modeste maison, puis il considéra qu'il fallait aussi un bosquet où viendraient oiseaux et animaux ainsi qu'un terrain de tennis. Puis il se demanda pourquoi il ne planterait pas aussi des cocotiers pour élever des singes et pourquoi il ne creuserait pas une piscine. Plus il rêvait, plus il était désespéré : il n'avait toujours pas d'argent. Peut-être valait-il mieux ne rien construire et vivre le restant de ses jours comme il l'avait toujours fait, en déménageant régulièrement. Des problèmes se posèrent également pour l'acquisition d'un terrain, mais il finit par réussir à en acheter un à Katamon ³⁷.

Sakakini s'apprêtait à fêter ses noces d'argent. Sultana, la mère de Sari, était l'amour de sa vie : « Joie de mon existence, source de mon bonheur, chère à mon âme. » Il avait cinquante-huit ans et se demandait comment il aurait pu vivre sans elle : il aurait sûrement vieilli plus vite et serait peut-être déjà sénile, pensait-il.

Deux années passèrent. On avait déjà commencé à creuser un puits et les premières fondations. Sakakini espérait terminer les travaux avant que son fils Sari ait terminé ses études à l'université en Amérique et avait prévu d'organiser une fête en son honneur. Ce n'était pas sa nouvelle maison qu'il voulait fêter mais le haut niveau d'études acquis par son fils, dans tout l'éclat de sa jeunesse. Il retrouvait chez lui son propre optimisme : « Pourvu seulement que la paix et la fraternité règnent entre les hommes et que l'humanité entière soit heureuse et que nos fêtes soient le début d'une ère de paix, de fraternité et de bonheur, si Dieu le veut [...]. »

Mais était survenue la grande grève qui avait interrompu les travaux pendant près de six mois. Puis il y avait eu le mois du Ramadan et la saison des pluies. Mais Sakakini continuait de rêver : « Construire une humble maison, c'est déjà, écrivait-il, la moitié du bonheur ³⁸. »

Pendant ce temps, il allait d'une école à l'autre, préférant son travail aux vacances ³⁹. Il apportait avec lui un unique message :

« L'éducation doit être avant tout nationale et c'est seulement ensuite qu'elle peut être envisagée pour elle-même. – Il enjoignait aux enseignants de donner à leurs élèves une conscience nationale : "Ils doivent prendre

conscience qu'ils font partie d'une nation noble, respectable et éclairée. Ils doivent se flatter d'être arabes. – Il rédigea un slogan pour les écoles, dans la veine de ce qu'avait dit un poète de Bagdad, Ibn Al Rumi : « J'ai une patrie que je me suis juré de ne vendre jamais/et de ne jamais voir entre des mains étrangères. » Si, le célèbre poème de Rudyard Kipling, inspira fortement Sakakini lorsqu'il composa un nouvel hymne national.

À l'instar des nationalistes qui exaltaient la culture hébraïque, Sakakini savait aussi manifester un patriotisme culturel au quotidien, stigmatisant la propension qu'avaient certains habitants de Jérusalem à vouloir s'approprier les bonnes manières de la société britannique. Lorsqu'un jour il fut invité à prendre le thé, il exigea perfidement que lui soit servi un café turc. Lorsqu'on lui offrit une cigarette, il demanda un narguilé. « Une nation qui souffre d'un complexe d'infériorité et qui a honte d'elle-même est une nation à l'agonie », écrivit-il. Ses périples à travers le pays renforçaient son attachement à ses paysages : « Si quelqu'un l'achetait contre tout l'or du monde, il ferait une affaire. Si quelqu'un la vendait contre tout l'or du monde, il en ferait une très mauvaise », écrivit-il. La Palestine à ses yeux était le paradis ⁴⁰.

Mais comme pour de nombreux autres sujets, Sakakini était, là encore, hésitant et extrêmement suspicieux : « Je ne te cacherai pas que plus je sillonne le pays, plus je désire être aveugle pour ne pas voir, être sourd pour ne pas entendre, et manquer d'odorat pour ne pas sentir », écrivait-il à son fils Sari. Plus que tout, la pensée que ses enfants y vivraient lui était douloureuse. Il aurait voulu qu'ils vivent dans un pays dont le niveau de culture aurait été plus élevé.

Sakakini écrivit à son fils que des gens lui reprochaient de l'avoir envoyé à l'étranger plutôt qu'à l'université Al Azhar au Caire. Qu'allait-on dire si l'on apprenait qu'il préférait Beethoven à Abedl Wahab et Oum Kalsoum ; qu'il prisait davantage la Bible que le Coran et qu'il ne s'opposait pas à ce que de jeunes gens fréquentent des jeunes filles en toute liberté ⁴¹ ?

« La culture de Palestine, écrivait-il, est une culture faite d'honneurs et de formes, une culture de l'épicurisme, de la force et de la susceptibilité, et non celle du sacrifice, du pardon et du respect. » S'il le pouvait, il quitterait la Palestine. Quelque temps plus tard, il relata à son fils sa visite à Naplouse. « Chaque fois que je vais à Naplouse, j'ai l'impression de revenir au Moyen Âge. Il semble que l'on ignore ce que sont l'électricité, le cinéma, le théâtre, les salles de spectacles et les courts de tennis. » Avec le nationalisme, Sakakini cherchait à faire pénétrer dans les enceintes des écoles les principes progressistes dont il avait autrefois vanté les vertus, comme la liberté de

l'élève, la suppression des examens, l'éducation sexuelle mais aussi les valeurs humanistes et sociales ⁴².

Le terrorisme aussi le préoccupait. « Ne me demande pas, Sari, si je souffre de la situation actuelle », écrivait-il, car sur ce sujet, comme sur bien d'autres, Sakakini était en proie au doute. « Je souffre de tant de malheurs, qui concernent aussi bien les Arabes que les Britanniques ou les Juifs. Et c'est pourquoi un jour tu me verras aux côtés des Arabes, un autre, des Anglais, et un autre encore, du côté des Juifs. Et si des animaux étaient concernés, ne fût-ce même qu'un peu par ces malheurs, je me trouverais alors aussi de leur côté ⁴³. »

Trois années s'écoulèrent. Les travaux avançaient. Sakakini se rendait chaque jour sur les lieux. « Pierre après pierre, on mesure la hauteur, la longueur et la largeur. Là est la chambre à coucher : ici, nous placerons le lit ; là, l'armoire devant la chaise. Et la cuisine : là, nous mettrons le four ; ici, l'évier. À côté sera le bureau de Doumia et de Hala dont nous couvrirons les murs d'étagères. La table de Doumia sera placée à cet endroit et celle de Hala à côté. »

Un jour, alors qu'il était sur place, sa femme vint le trouver une lettre de Sari à la main qui commençait par ces mots : « Mon très cher Khalil ! » Sakakini était transporté de joie. « Je ne pense pas que personne ait fait cela avant toi », écrivit-il à son fils, l'encourageant à poursuivre dans cette voie : « dorénavant tu seras Sari et moi, Khalil. Laissons Papa et Maman pour les autres. »

Des ragots commencèrent à circuler sur son compte : d'où tirait-il tant d'argent pour construire sa maison ? Il faut dire que Sakakini construisait sans compter : le maçon était le meilleur, tout comme le charpentier et le serrurier, le carreleur ou encore le peintre. Il songeait que le poète parlait peut-être de lui lorsqu'au XIII^e siècle il écrivait : « Laisse-le tomber s'il est réputé bon marché, ne te satisfais que de ce qui est très cher. »

Il décida de baptiser sa maison « L'île », car à l'exception d'un côté, elle était entourée de rues, semblable à la péninsule arabique. Il décida de donner à chaque pièce un nom : Sanaa et Damas, Cordoue, Bagdad et Le Caire. Le portail devint « les portes de l'éternité ». Il ne cessait d'imaginer le retour d'Amérique de Sari, « en triomphateur et en conquérant, instruit et érudit », faisant plusieurs fois avec lui le tour de la maison comme s'il s'était agi de la Kaaba à La Mecque, passant de chambre en chambre comme s'ils se rendaient d'une ville à une autre, pour y déposer une couronne de lauriers et des branches d'oliviers.

Ils s'installèrent en mai 1937 dans cette maison en pierre à un seul étage, plaisante mais sans cachet particulier, avec un toit de tuiles rouges et un jardinet entouré d'un muret. « Chacun avait le sentiment d'une renaissance », écrivit Sakakini, et celui qui la voit aujourd'hui ne peut qu'être émerveillé. Quelle jeunesse exubérante ! Chaque hôte avait droit à une visite guidée des lieux : la chambre à coucher, le bureau, le salon, etc. Sakakini donnait un plan à chaque invité. « La maison, la maison, nous ne parlons que d'elle, écrivit-il. C'est l'univers que nous peuplons, et l'éternité est notre serviteur. »

Quelle ne fut pas sa joie lorsque le téléphone fut installé. Nous sommes reliés au monde, nous sommes rattachés les uns aux autres, philosophait-il : « Le téléphone ! Comment peuvent bien faire ceux qui n'en n'ont pas ! » Sari rentra cet été-là. La révolte était alors à son comble. « Si nous survivons, nous survivrons dans l'honneur, si nous mourons, nous mourrons dans l'honneur », écrivait Sakakini quelques jours plus tôt ⁴⁴.

18. La production nationale

1. En août 1934, Ben Gourion se rendit à Sra'afat, un petit village arabe situé au sud de Jérusalem où habitait Moussa Alami, un proche du mufti, diplômé de l'université de Cambridge et haut fonctionnaire du ministère public. Alami reçut Ben Gourion sous le chêne de la cour. C'était, selon lui, le plus vieil arbre du pays. Ben Gourion venait avec deux idées : la participation des Juifs et des Arabes au pouvoir, sur une base de parité, avec un statut équivalent pour les deux communautés, sans qu'il soit tenu compte de leur représentativité, et l'éventuelle participation de la Palestine à une fédération régionale. Les Juifs, alors majoritaires, gouverneraient, mais le lien fédéraliste entretenu avec les États voisins intégrerait alors les Arabes de Palestine dans une majorité régionale.

Comme l'affirmait l'antienne sioniste, Ben Gourion assurait que les Juifs étaient venus pour développer le pays avec bienveillance à l'égard de ses habitants arabes. Alami préférait laisser le pays pauvre et désolé une centaine d'années encore jusqu'à ce que les Arabes parviennent à le développer eux-mêmes et suggérait que les Juifs reçoivent un canton autonome intégrant Tel-Aviv, dans un État arabe indépendant sous l'égide de la Grande-Bretagne. Les Juifs devraient considérer alors ce canton comme la réalisation du foyer national. Alami promit à Ben Gourion de le rencontrer à nouveau en compagnie du mufti, mais cela ne se fit pas ¹ 133.

Ben Gourion eut d'autres entretiens avec des dirigeants arabes. George Antonius, lui aussi diplômé de Cambridge, se révéla être un intellectuel sympathique. Ben Gourion lui affirma que les sionistes voulaient un État de quatre millions de Juifs, dont les frontières seraient identiques à celles de l'époque biblique. Awni Abd Al Hadi, un avocat, membre du parti Istiqlal lui fit mauvaise impression, avec « son sourire narquois ». Moshe Shertok rapporta les propos d'Abd Al Hadi qui avait déclaré : « Si j'avais été à votre

place, j'aurais été sioniste, et si vous aviez été à la mienne, vous auriez comme moi été un Arabe nationaliste. »

Ben Gourion rendit compte de ses différents entretiens au haut-commissaire Wauchope. Il ressortait de ces conversations, comme cela se produira très souvent, que le fossé entre le mouvement national arabe et le mouvement sioniste ne pouvait être comblé ².

Lorsqu'en novembre 1936 David Ben Gourion tenta d'analyser les causes de la révolte arabe, il arriva à ce constat : « La cause principale en est la faiblesse numérique des Juifs. » La seconde raison invoquée était « la violence inhérente à l'islam ». Il attribuait aux Arabes une certaine inclination au meurtre et un manque de tolérance à l'égard des minorités : s'il n'y avait pas eu de Juifs en Palestine, ils s'en seraient pris, selon lui, aux chrétiens ³.

Pour ce qui est des Arabes, disait Ben Gourion, leur révolte était venue un peu trop tard et pour les Juifs, un peu trop tôt ⁴. Il avait raison : dans la seconde moitié des années trente, les Arabes n'avaient plus la force nécessaire pour détruire l'infrastructure nationale édiflée par le mouvement sioniste en Palestine. Les fondements du foyer national jetés dans les vingt premières années du pouvoir britannique étaient solides.

Mais les Juifs étaient encore minoritaires et pas suffisamment puissants pour pouvoir se défendre eux-mêmes. L'établissement du foyer national nécessitait encore l'aide des Britanniques. Un haut fonctionnaire demanda un jour à Ben Gourion quand il serait, selon lui, possible d'affirmer que le foyer national était solidement établi. Ben Gourion se déroba : il s'agissait non pas d'une situation, répondit-il, mais plutôt d'un processus ⁵ duquel Arthur Wauchope était lui aussi partie prenante car il était sioniste. Il était naturel que le mouvement sioniste veuille poursuivre son alliance historique avec l'Empire. Ben Gourion y était favorable, et Zeev Jabotinsky lui-même avait à ce moment-là encore foi dans les Britanniques.

Deux polémiques allaient bientôt s'engager : la manière appropriée pour réagir au terrorisme arabe apparaissait au cœur de la première ; la seconde concernait l'éventualité de partager le pays en deux États. En marge de ces polémiques, une alternative était envisagée : soit l'établissement d'un État binational commun aux Juifs et aux Arabes, soit l'expulsion de ces derniers de Palestine.

2. Pendant la première décennie du pouvoir britannique, plus de deux cent cinquante mille Juifs s'étaient établis en Palestine, soit plus du double qu'au cours des dix années précédentes. En 1936, le nombre d'immigrants y était

supérieur à soixante mille : jamais il n'y en avait eu autant en une seule année⁶. Ce fut là l'avantage que tira le mouvement sioniste de l'accession des nazis au pouvoir. Ce fut le tort que les nazis causèrent aux Arabes.

Le procédé restait le même : les autorités octroyaient à l'Agence juive un nombre limité de permis d'immigrer que celle-ci distribuait de façon plus ou moins arbitraire. Les Juifs aisés, ainsi que leurs proches, étaient autorisés à venir sans restriction.

Comme auparavant, les autorités avaient tendance à n'accorder qu'une partie des visas réclamés par l'Agence juive. C'était là encore un sujet de perpétuel marchandage avec le commissaire. L'Agence juive ne cessait de se plaindre de l'administration et prétendait, comme par le passé, que les Britanniques cherchaient à léser les Juifs. Le ton montait souvent. Les Juifs viendraient, avec ou sans autorisation, déclara Chaïm Weizmann à Wauchope, et s'il le fallait, même à la nage. Les responsables de l'Agence juive se plaignirent plus d'une fois du comportement des fonctionnaires à l'égard des immigrants. Certains parvenaient à s'introduire illégalement dans le pays. La plupart, démunis, arrivaient avec un visa de touriste et s'installaient. La grande majorité était autorisée à demeurer dans le pays. Seules quelques dizaines furent refoulées ¹³⁴7.

Des femmes obtenaient des autorisations d'immigrer en contractant des mariages blancs. Moshe Ben Hillel Ha Cohen relate dans son journal une histoire d'amour qui avait commencé au port de Haïfa. Un inconnu s'était approché d'un chauffeur de taxi, et lui avait demandé s'il était libre. Le chauffeur, acquiesçant, avait allumé son moteur. « Non, avait repris l'homme, êtes-vous libre, je veux dire, sans femme, êtes-vous célibataire ? » Le chauffeur avait encore répondu par l'affirmative et avait accepté de monter à bord d'un bateau pour y être marié à une jeune femme qui n'avait pas obtenu de visa et qui ainsi avait été autorisée à débarquer. Le chauffeur ne connaissait que le russe et l'hébreu, et sa toute nouvelle épouse ne parlait que l'allemand. Mais ils ne se séparèrent pas. Au début, écrivit Ha Cohen, ils communiquaient par signes, « en s'embrassant et en parlant avec les mains ». Elle se mit à apprendre l'hébreu, lui l'allemand, et ils goûtèrent enfin une existence paisible, pleine d'amitié, de fraternité et d'amour. Ce genre de pratique était connu du gouvernement ; aussi modifia-t-il la loi : la citoyenneté du mari ne fut plus automatiquement accordée à sa femme ¹³⁵8.

Mais tout cela n'était que le reflet de ce que Ben Gourion qualifiait de « lutte incessante » et quotidienne. L'essentiel était la collaboration entre l'Agence juive et le gouvernement, sur la base du principe convenu de

limitation de l'immigration à la capacité de l'économie juive à accueillir les nouveaux venus ⁹.

De nombreux immigrants, essentiellement réfugiés d'Allemagne, apportèrent avec eux de l'argent, donnant un certain élan au programme sioniste et à l'économie de la Palestine. Cela permettait au trésor britannique de faire des économies, ce qui concernait au premier chef le ministre des Colonies. Wauchope s'identifiait à la détresse des réfugiés de l'Allemagne nazie. L'ouverture du pays à une immigration massive correspondait à ses opinions politiques, à la manière dont il s'identifiait au sionisme et à ses penchants humanitaires. Au début des années trente, les Juifs représentaient dix-sept pour cent de la population, et dans les années quarante, quarante pour cent, soit près d'un demi-million ¹⁰.

3. Pendant les dix années qui s'écoulèrent entre les événements de 1929 et le début de la Seconde Guerre mondiale, le mouvement sioniste continua d'acquérir des terres en Palestine. Même pendant la révolte arabe, il n'eut aucune difficulté à trouver des vendeurs. En réalité, l'offre était supérieure à sa capacité d'achat. Le KKL refusa d'acquérir un certain nombre de terrains qui lui étaient proposés. Néanmoins, le mouvement sioniste avait plus de mal que par le passé à faire évacuer les fermiers arabes installés sur les terres qu'il venait d'acquérir : plus d'une fois ils refusèrent de partir ¹¹. Les tribunaux tranchaient de temps en temps en faveur des nouveaux acquéreurs. Les autorités envoyaient alors des soldats pour faire exécuter la décision, et le Fonds national proposait aux fermiers une indemnité et une nouvelle terre. Mais plus le temps passait, moins la question de savoir qui avait raison avait d'importance d'un point de vue juridique : il était clair que les Juifs dépossédaient les Arabes de leurs terres.

Le mouvement sioniste faisait de grands efforts pour prouver que l'évacuation des agriculteurs ne leur causait aucun tort. Une enquête sur la situation de plusieurs centaines de villageois installés autrefois dans la vallée d'Izréel établissait que la plupart vivaient dans des conditions acceptables et qu'en aucun cas leur situation n'avait empiré depuis leur évacuation ¹². Les Britanniques tentèrent de déterminer le nombre d'agriculteurs arabes dépossédés de leurs terres qui s'étaient retrouvés par la suite sans travail et déléguèrent pour ce faire en Palestine Lewis French, un fonctionnaire colonial, qui avait auparavant servi en Inde. Sur plus de trois mille plaintes, il n'en prit en considération qu'à peine sept cents. Cela était dû, entre autres, à la manière dont les requêtes étaient examinées : elles devaient d'abord passer

entre les mains des membres de l'Agence juive, comme si celle-ci était neutre dans cette affaire et faisait naturellement partie de l'organe administratif ¹³.

Parallèlement un projet de loi vit le jour, cherchant à limiter l'acquisition par les Juifs d'autres terres. Cela devint un sujet politique majeur, même si, jusqu'à la fin des années trente, les autorités ne s'opposèrent pas aux projets de plus en plus nombreux de colonisation de l'Agence juive : pendant les dix années précédant la Seconde Guerre mondiale, cent trente agglomérations nouvelles virent le jour, en majorité des implantations agricoles dont cinquante-trois colonies et kibboutz ¹⁴.

À une partie de ces agglomérations fut accolée l'expression héroïque de « tour et muraille ». Les colons, des jeunes gens pour la plupart proches du mouvement travailliste, arrivaient dans les lieux à coloniser en pleine nuit ou à l'aube, circonscrivaient le terrain et y installaient une tour d'observation. Dans un premier temps, l'occupation du sol avait pour objectif d'empêcher les agriculteurs arabes de travailler la terre acquise par le mouvement sioniste. Les villages de « tour et muraille » incarnaient la lutte patriotique comme s'il s'était agi d'une opération militaire secrète ¹⁵. Cela traduisait également les efforts du mouvement sioniste pour s'assurer de son pouvoir sur la ferveur nationale de ses membres.

Ici et là, des frictions survenaient entre colons et gouverneurs des districts, mais en général, ces villages voyaient le jour en coordination et avec l'assentiment des autorités. C'est ainsi que s'ouvrirent des négociations avec le gouvernement sur la création de Hanita, un village devenu le symbole du sionisme. Les autorités cherchèrent à repousser l'opération, mais quelques jours plus tard, le secrétaire général Battershill annonça à Moshe Shertok que le gouvernement donnait son accord à la création du village. L'explication, comme le nota Shertok dans son journal, était simple : les autorités avaient consenti à la création de Hanita, conformément à la mission dont elles étaient investies pour aider à l'établissement du foyer national ¹⁶.

« Pendant mon service en Palestine », écrivit Wauchope à Moshe Shertok quelque temps après avoir quitté ses fonctions, « je considérais de mon devoir d'encourager le peuplement juif et je n'avais d'autre ambition que de voir leur sécurité assurée ». Dans une lettre à Ben Gourion, il qualifiait la colonisation de « grande aventure ¹⁷ ».

On continuait d'attribuer aux kibboutz un rôle particulier. Le Yishouv considérait toujours ses membres comme une élite politique et idéologique, mais le centre de la vie sioniste restait à Tel-Aviv qui, dans les années trente,

vit le nombre de ses habitants multiplié par quatre, passant de quarante-cinq mille à cent soixante-cinq mille. Vers la fin de la décennie, un Juif de Palestine sur trois y habitait. C'était là que se trouvait la véritable élite.

Quand Mordekhaï Ben Hillel Ha Cohen quittait Jérusalem pour se rendre dans la ville dont il avait été l'un des bâtisseurs, il se sentait comme un étranger dans une réalité idéalisée : « Il y a des maisons de quatre étages, consigna le vieil écrivain dans son journal, les rues sont pleines de monde, la circulation automobile est telle que les piétons doivent être vigilants ; des gens passent des nuits entières dans des dancings. » De nombreux membres de l'administration décrivaient Tel-Aviv avec le même enthousiasme. Le commandant de la police écrivit y avoir passé les années les plus heureuses de son existence, au son des orchestres de jazz qui se produisaient dans les hôtels. Tel-Aviv représentait pour lui ce que le peuple juif était capable de faire ¹⁸.

De temps en temps, Ha Cohen allait voir sa vieille maison de la rue Herzl, qui lui appartenait encore. À son grand étonnement, on lui en offrait la somme de vingt mille livres. Il ne voulait pas la vendre, et même son banquier lui disait qu'il ne fallait pas vendre une maison située dans la rue Herzl : son prix ne pouvait qu'augmenter. Ha Cohen consigna ce fait comme un événement dans l'histoire de Tel-Aviv 136 ¹⁹. Un jour, au cinéma Allenby, il vit un documentaire sur le XIX^e congrès sioniste ²⁰.

L'aval donné par les autorités pour la création de nouvelles agglomérations engageait naturellement leur responsabilité d'assurer la sécurité en cas d'agressions arabes. Ainsi l'Union des agriculteurs louait dans un de ses rapports annuels le sous-gouverneur du district du sud, Pollock, qui avait répondu aux demandes du syndicat à toute heure du jour et de la nuit. L'Union félicitait tout autant son épouse, Margaret, qui « avait agi infatigablement » pour savoir où se trouvait son mari lorsqu'il partait sillonner les villages et les exploitations agricoles : « Plus d'une fois le syndicat réussit à obtenir des autorités et de la police, grâce aux liens réguliers qu'il entretenait avec eux, que soit dépêchée l'aide nécessaire à telle ou telle exploitation dans les circonstances les plus graves, ou que des renforts de l'armée ou de la police soient envoyés dans des lieux particulièrement exposés. » Les Juifs qui désiraient servir dans la police n'étaient acceptés qu'après avoir été recommandés par l'Agence juive ²¹.

En réalité, les autorités ne s'opposèrent pas non plus à la création de la Haganah, mais réclamèrent « dans le secret le plus total » d'aboutir sur cette question à un *gentleman's agreement* —. Il y avait ainsi une étroite

collaboration entre les trois domaines les plus importants de l'action sioniste : l'immigration, la colonisation et la sécurité.

Wauchope estimait que les intérêts du sionisme et ceux de la Grande-Bretagne étaient les mêmes. « Je crois de toute mon âme dans le succès du foyer national », écrivit-il. « J'ai une profonde sympathie non seulement pour les Juifs qui tiennent s'installer en Palestine mais aussi pour l'idéal qui les anime. »

Le colonel Kisch que l'on avait envoyé pour l'interroger avant son arrivée, compara ses sentiments sionistes à ceux de Balfour. « Il fut le meilleur haut-commissaire que l'on ait jamais eu », écrivit David Ben Gourion, qui confia à Wauchope que jamais les Juifs ne s'étaient autant sentis en sécurité que sous son Mandat ²³.

Wauchope fut le premier haut-commissaire à reconnaître Ben Gourion comme le leader incontesté du Yishouv. Un jour, il l'invita à passer la nuit au palais et l'écouta parler jusqu'à une heure avancée, des origines idéologiques du sionisme, de ses aspirations et de ses besoins. Le mouvement sioniste, selon Ben Gourion, était reconnaissant envers la Grande-Bretagne et s'identifiait à sa culture. Lorsqu'il était enfant, raconta-t-il au commissaire, il avait lu *Daniel Deronda* de George Eliot qui exprimait parfaitement le salut auquel aspirait le peuple juif. Ben Gourion savait depuis que les Juifs comptaient de nombreux amis en Angleterre. Wauchope répondit qu'il était fort possible qu'il ait aussi lu ce livre.

Ben Gourion qui avait l'habitude de l'appeler « le Vieux », demanda un jour au commissaire un conseil : « Apprenez-moi comment faire pour vous combattre. » Le commissaire lui promit de lui faire un rapport ²⁴. Ben Gourion et ses camarades le rencontraient souvent ainsi que son administration pour essayer d'agir en coordination. Le commissaire mit plus d'une fois les membres de l'Agence juive au courant d'informations secrètes. Il s'entretenait avec eux avec une étonnante liberté, fustigeant même un jour le doyen des juges à cause de son antisémitisme. Lorsque la révolte arabe éclata, les liens entre l'Agence juive et l'administration se resserrèrent encore davantage et ils collaborèrent pour tenter de la réprimer ²⁵.

4. Le terrorisme arabe fut tout d'abord dirigé principalement contre les Britanniques, mais lorsque les incidents à l'encontre des Juifs se multiplièrent, des désirs de vengeance se manifestèrent, c'était surtout une réaction psychologique. Les victimes du terrorisme étaient décrites comme autant « d'âmes pures et innocentes martyrisées ». Les incidents furent qualifiés de « shoah ²⁶ ». De même que l'on avait eu tendance à qualifier les

événements des années vingt de pogroms, les porte-parole du Yishouv furent enclins à identifier le terrorisme des années trente avec les persécutions des Juifs d'Europe, s'obstinant à prétendre qu'il n'y avait pas eu d'autre solution ». Dans ce contexte, les poètes employaient le « nous collectif » : « Notre sang est comme l'eau sur toutes les terres de l'univers, écrivait David Shimonovitz. Mais ici [...] nous ne croiserons pas la mort comme un troupeau [...] qu'il ne tremble ni ne s'effraie de la terreur des méchants/ce peuple à qui il ne reste qu'une issue/une seule : être sauvé sur sa terre, la terre d'Israël ; – Ainsi le terrorisme arabe devait-il servir de facteur unificateur. « Il y a des moments où une nation est épurée », des moments où « les circonstances fortifient l'homme » et « où l'Histoire se fait », écrivait Berl Katznelson, avertissant : « Malheur à ceux qui, dans de tels moments, décevraient »²⁷.

Les premières actions de représailles furent spontanées. À Tel-Aviv, des passants s'en prirent à deux enfants arabes, des cireurs de chaussures, en les frappant. Ben Gourion saisissant aussitôt le sens de cet incident, affirma qu'il s'agissait « d'une terrible provocation » et appela au calme. Quelque temps plus tard, survenait la tuerie du cinéma Edison. Ce soir-là, Ben Gourion se trouvait dans son bureau. Les membres de la Haganah de la ville réclamaient le droit d'exercer des actions de représailles. Ben Gourion refusa. Ils campèrent sur leurs positions. Tard dans la nuit, il dut les menacer de donner sa démission s'ils désobéissaient, mais il reconnut que cette nuit-là, il s'était senti capable d'enfreindre cette règle : le désir de vengeance était véritablement très fort²⁸.

Ce n'était pas l'envie de se venger qui lui manquait, bien qu'il le démentît avec force. « Je n'ai jamais éprouvé de haine à l'égard des Arabes, et toutes leurs basses manœuvres ne m'ont jamais donné Tende de le faire », écrivit-il dans son journal ; mais il fallait selon lui rayer Jaffa de la surface de la terre : « Il faut détruire Jaffa, la ville et son port, écrivait-il, cette ville qui a doublé par l'immigration doit disparaître, car elle constitue une véritable menace pour ceux qui l'ont bâtie et qui assurent sa survie. Si Jaffa devait être anéantie, cela ne me causerait pas la moindre peine »²⁹. »

La question essentielle était de savoir si le contre-terrorisme serait bénéfique au projet sioniste ou s'il lui causerait du tort, et s'il était ou non moral. La nécessité d'agir reposait sur le raisonnement selon lequel la retenue ne pourrait être interprétée que comme une faiblesse. Plus les Arabes jugeraient les Juifs faibles, plus ils multiplieraient leurs actions terroristes. La faiblesse des Juifs pourrait même conduire les Britanniques à les abandonner à leur triste sort. La Haganah n'était pas encore une véritable armée et ses

membres s'occupaient surtout d'assurer la sécurité des villages. C'était une activité parfaitement légale. Ils étaient armés par les autorités. En tant qu'unités « mobiles », lorsqu'ils patrouillaient en dehors de leurs villages, ils attaquaient des villages arabes mais n'agissaient généralement pas conformément à une stratégie nationale. Le « commandement national » était une sorte de comité directeur ayant une action plus politique que professionnelle. Jusqu'à l'avènement de la Seconde Guerre mondiale, la Haganah n'avait pas de chef d'état-major ³⁹.

Deux principaux arguments étaient avancés en faveur de la retenue : le contre-terrorisme pouvait marquer le début d'un enchaînement sans fin d'actes de représailles dans la pure tradition arabe. Ce facteur dissuasif n'avait pas non plus échappé aux premiers colons juifs de Palestine au début de la colonisation sioniste. La politique de représailles pouvait également nuire à la collaboration avec les Britanniques.

C'était aussi un débat moral. En se voulant les dépositaires de l'humanisme européen, ceux qui s'insurgeaient contre la vengeance prétendaient que l'on ne pouvait s'en prendre à de simples citoyens arabes innocents. C'était ainsi la confrontation entre la loi du Talion et l'injonction biblique « tu ne tueras point » : « Ce commandement qui depuis toujours accompagne ce peuple millénaire est encore d'actualité », écrivaient les signataires d'un manifeste en 1939, dénonçant le terrorisme. Shmuel Yosef Agnon, Shaül Tchernikovsky, Martin Buber, Berl Katznelson et d'autres intellectuels encore, mais aussi des politiciens comme Golda Meyerson y apposèrent leur signature ³¹.

L'image flatteuse que voulaient se donner les dirigeants de la communauté juive en tant que garants de la morale et parangons de vertu face aux « hommes du mal », participait à la fierté nationale. « Nous n'avons pas marché dans leurs traces », écrivait Brakhah Habas dans un nouvel hebdomadaire pour enfants créé par Berl Katznelson. « Nous n'avons pas mis le feu aux champs ni n'avons déraciné des arbres [...] et nous en sommes fiers ³². » La plupart des journaux dénonçaient les actions de représailles conformément à la loi et à la politique de non-intervention prônée par la direction sioniste 137 ³³.

D'autres aussi défendaient le contre-terrorisme, prétendant que la morale juive sanctifiait la vengeance et qu'elle avait condamné les Amalécites ¹³⁸ bien qu'il y eût parmi eux des innocents ; les Anglais avaient organisé le blocus de l'Allemagne pendant la guerre mondiale et avaient, eux aussi, affamé des femmes et des enfants. « Personne n'avait jugé cela comme

immoral », écrivait-ils en concluant : « Vous avez choisi la vie ! Choisissez l'honneur, la pénitence, la défense et la guerre offensive, car c'est en elle que réside votre espoir d'être sauvés et de vivre dans l'honneur de la patrie ³⁴. »

David Ben Gourion, ses camarades, et dans une certaine mesure également Zeev Jabotinsky, se trouvèrent ainsi face à un problème identique à celui que les hommes d'Al Qassam et le mouvement Istiqlal avaient posé au mufti. Une même inquiétude les unissait : tous tremblaient pour leur image de fiers patriotes. La maîtrise de soi était considérée comme une faiblesse. C'était aussi la primauté de l'honneur national qui habitait et poussait à agir Chaïm Shalom Halévy. « Deux voies s'offrent à vous, était-il dit dans le manifeste en faveur du contre-terrorisme, la voie qui conduit à la vie, celle qui conduit à la mort ; la voie de l'honneur et celle du déshonneur, la voie de la soumission et de l'assujettissement à Ismaël et celle de la guerre et de la victoire totale ³⁵ [...]. »

Pendant ce temps, les révisionnistes évoquaient la possibilité d'organiser leur propre mouvement de défense, qui plus tard allait s'appeler « l'Organisation militaire nationale », connu sous l'acronyme d'Etsel. Chaïm Shalom Halévy figurait parmi ses fondateurs. Abraham Stern, un ancien camarade d'université, avait déjà composé *Soldats inconnus*, qui plus tard allait devenir l'hymne de l'organisation des « Combattants pour la liberté d'Israël » que les Britanniques allaient désigner comme le « groupe Stern ³⁶ ».

Quelque temps auparavant, Ouri Zvi Grinberg avait écrit un poème exhortant les Juifs à agir « comme les Zélotes », une secte terroriste juive qui avait combattu contre les Romains. Il accueillit favorablement la création d'une organisation qui allait faire long feu : « l'Alliance des brigands ».

La soif de vengeance et la logique du contre-terrorisme ne firent que s'amplifier. Elles permirent à l'Organisation militaire nationale ainsi qu'à une unité terroriste issue de la Haganah de se développer 139 ³⁷. Ses membres attaquaient et assassinaient des Arabes, lançaient des grenades dans les cafés ou sur les marchés. Ces attentats causèrent des dizaines de morts. À l'instar des terroristes arabes et des membres de la Haganah, ceux d'Etsel agissaient souvent sans aucune coordination nationale. Tel fut le cas de la fusillade d'un autobus arabe reliant Safed à Rosh Pinah au mois d'avril 1938, en représailles au meurtre de quatre Juifs en voiture, quelques jours plus tôt ; dans le bus se trouvaient un enfant et deux femmes ; un passager sortit indemne et les trois agresseurs furent arrêtés et traduits en justice. L'un d'eux, Shlomo Ben Yosef fut le premier terroriste juif condamné à mort et exécuté ³⁸. Etsel avait désormais aussi son héros. Ben Gourion prétendit que tel avait été le but

recherché et que les révisionnistes avaient tout intérêt à ce que Ben Yosef fût pendu.

Les révisionnistes s'efforçaient d'exciter l'opinion. Un drapeau noir fut hissé sur le bâtiment du comité exécutif de la Histadrout. Ben Gourion exigea qu'il soit enlevé. « Ce n'est pas un jour de deuil, dit-il, mais un jour de honte. Je ne suis pas choqué que l'on pendre un Juif en Palestine. J'ai plutôt honte de ce qui a pu conduire à cela. » Il ne voyait pas pourquoi l'on s'offusquait de cette exécution : ne pourrait-on pas pendre un Juif qui aurait commis un viol, assassiné un enfant ou tué sa mère ? La tentative de faire de Ben Yosef un martyr était, à ses yeux, désastreuse : il ne s'agissait pas, selon lui, d'un « sentiment juif », mais d'un sentiment « fabriqué » par les révisionnistes.

Comme les jeunes Arabes qui forçaient les commerçants à fermer leurs boutiques, les jeunes révisionnistes se rendaient aussi d'un magasin à l'autre pour forcer leurs propriétaires à fermer en signe de deuil et de protestation ³⁹. Des actes de violence éclatèrent entre la Haganah et Etsel. La tentative de dialogue entre Eliahou Golomb, un responsable de la Haganah, et Zeev Jabotinsky fut un échec. « Il cherche à cultiver le culte de Ben Yosef chez le peuple d'Israël, conclut Golomb. Jabotinsky le considère comme plus important encore que Trumpeldor. Par ce culte, il espère créer la confusion et diviser nos jeunes. Avec : ses espoirs, il est prêt à persévérer dans cette voie sans craindre de conséquences ⁴⁰. » Ben Gourion le qualifiait de « Satan fasciste et les révisionnistes de « mouvement nazi » 140 ⁴¹.

La direction du Yishouv stigmatisait le contre-terrorisme, à l'instar du Congrès sioniste ⁴². Mais la pendaison de Ben Yosef donna à Etsel un nouveau souffle. Plus ils multipliaient leurs actions, plus les jeunes du mouvement travailliste exigeaient également d'agir ; plus d'une fois, ils furent, eux aussi, entraînés dans des actions de représailles contraires à la politique de non-intervention. Ben Gourion craignait que les révisionnistes ne s'arrogent le monopole du patriotisme et qu'il ne perde le contrôle de ses hommes. « La pression exercée par la base contraignit les principaux officiers à donner libre cours aux sentiments de colère et de vengeance qui emplissaient les cœurs », est-il écrit dans le livre d'histoire de la Haganah ⁴ : « En été 1939, Ben Gourion accepta que soit créée une organisation chargée d'opérations punitives sous sa tutelle, en tant que président de l'Agence juive : les unités « d'action spéciale ».

Ces unités avaient été fondées pour mener des opérations de représailles contre des Arabes ayant tué des Juifs, mais aussi contre le pouvoir britannique, les délateurs et les traîtres, écrivit Nahoum Shadmi relatant une

action menée à Louhia, un village arabe de Basse Galilée. Les membres du commando s'étaient introduits dans le village avec des chaussures de sport pour ne pas laisser d'empreintes, répandant derrière eux de l'essence pour que les chiens ne puissent flairer leurs traces. Entrés à la tombée de la nuit, ils désignèrent une maison encore éclairée à l'intérieur de laquelle ils purent apercevoir trois hommes et deux femmes assis devant un cadavre couché sur le sol, s'approchant de la fenêtre, ils ouvrirent le feu. Un des membres de ce commando, Yigal Allon, allait devenir célèbre. Deux hommes et une femme furent tués. Parmi les trois blessés se trouvaient un enfant de deux ans et une fillette de dix ans.

Quelques jours plus tard, Berl Katznelson condamna violemment cette action dans *Davar* et expliqua ce que l'on devait entendre par la non-intervention : « Faisons taire nos armes. » Shadmi et ses camarades furent interloqués. Ils voulurent se rendre à Tel-Aviv pour expliquer à Katznelson le sens de leur action. On leur expliqua que cela n'en valait pas la peine, et que c'était le partage naturel des rôles : Katznelson écrivait dans un journal et eux agissaient sur le terrain ⁴⁴.

Shadmi fut également témoin d'un violent interrogatoire d'un membre d'Etsel, probablement un « mouchard » ou un « traître ». Celui qui l'interrogeait, David Shaltiei, « le traitait de manière abominable », écrivit Shadmi. Comme le terrorisme juif, les actes de vengeance attiraient des criminels de droit commun. Moshe Shertok consigna dans son journal une « sombre affaire » d'assassinat d'un Arabe par un Juif pour un différend personnel. « Jadis, personne n'aurait pu imaginer qu'une querelle de ce genre pût conduire à des coups de feu mortels », écrivit-il, suggérant à ses camarades de faire preuve d'« une certaine audace » et de ne pas hésiter à livrer de tels « écervelés » aux autorités, comparant le terrorisme juif au terrorisme arabe : « Le remugle de la communauté arabe s'insinue dans certains cercles du Yishouv ⁴⁵. »

5. Les actes de violence, la grève arabe et les tentatives de boycotter l'économie juive rendirent extrêmement difficiles les contacts quotidiens entre habitants juifs et arabes et anticipèrent sur le principe de séparation entre les deux peuples. Ben Gourion considérait cette séparation comme une indépendance économique vis-à-vis des Arabes et comme un premier pas vers l'indépendance. L'importance symbolique que revêtait alors le port de Tel-Aviv n'en fut que renforcée.

Le port fut construit en 1936 en réaction à la grève qui paralysait celui de Jaffa. Ce n'était pas l'aspect économique qui intéressait Ben Gourion. Peu

expert en matière d'import-export, il identifiait le port avec l'idéal sioniste : « Finalement, nous avons conquis notre accès à la mer et cela revêt à mes yeux la même importance qu'une nouvelle déclaration Balfour. » Ce n'était pas un hasard si dans ce contexte il parlait de « conquête ». Selon lui, « des peuples se faisaient tuer pour avoir accès à la mer ». « Je veux une mer juive », déclara-t-il à ses camarades, expliquant que la mer était « dans le prolongement de la Palestine » et concluant, péremptoirement : « nous devons agrandir la Palestine⁴⁶ ».

Le haut-commissaire Wauchope exigea en vain de l'Agence juive que des ouvriers juifs soient affectés au fonctionnement du port de Jaffa, espérant ainsi briser la grève. Ben Gourion considérait la grève arabe comme une bénédiction car elle encourageait « le travail juif ». « De ce point de vue, nous n'avons aucun intérêt à l'interrompre », affirma-t-il⁴⁷. Certains Juifs mirent en garde contre la création d'un port autonome à Tel-Aviv, de crainte qu'éclate une guerre économique de laquelle les Juifs pourraient sortir perdants. Ben Gourion déclara que quiconque ne mettait pas toute son énergie dans la création du port « méritait d'être fusillé⁴⁸ ».

Il se rendit à l'embarcadère construit en bois brut : « Un embarcadère n'est qu'un embarcadère, écrivit-il plus tard, et nos jeunes, la peau hâlée par le soleil, travaillent dans l'eau, nus, chargeant et déchargeant, tirant des barques comme des Bourlakim [hommes ignorants et grossiers]. » Il avait, selon lui, du mal à se rappeler un moment de son existence où il ait éprouvé une aussi grande joie. Lors d'une de ses visites, quelqu'un s'était approché de lui et lui avait demandé en yiddish s'il était vrai qu'il y aurait un port à Tel-Aviv. « Un port, mais aussi le rétablissement de la royauté », lui avait répondu Ben Gourion qui écrivit dans son journal : « Il faut donner un prix d'excellence à ceux qui sont responsables de cette grande œuvre. » Quelque temps plus tard, il déclarait : « Le mufti a rendu un immense service au peuple juif⁴⁹. »

Devant l'accroissement du terrorisme, de nombreux Juifs quittèrent Jaffa, et Tel-Aviv dut accueillir des milliers de réfugiés. « Ils ne peuvent en sortir et ne peuvent davantage y vivre », écrivit Khalil Al Sakakini avec jubilation⁵⁰. Beaucoup dormaient sous des tentes sur la plage. Nombreux étaient ceux qui avaient dû abandonner leur maison à Tibériade, Haïfa ou dans la vieille ville de Jérusalem. Chaïm Arlosoroff s'entretint avec le gouverneur du district de Jérusalem sur l'éventualité de couper la ville en deux. Les Juifs d'Hébron, qui étaient rentrés chez eux quelque temps après les émeutes de 1929, avaient de nouveau quitté la ville⁵¹.

Dans ce contexte, la polémique soulevée par ceux qui soutenaient que l'économie devait nécessairement reposer sur « le travail juif » s'enflamma de nouveau. D'aucuns ferraillaient pour n'utiliser que la « production nationale », c'est-à-dire les produits des exploitations et des entreprises appartenant à des Juifs. Parallèlement, on tentait de renforcer le statut de la langue hébraïque et de prôner une éducation juive séparée.

Plus le terrorisme sévissait en Palestine, plus étaient invoqués des arguments sécuritaires dans la polémique engagée sur le travail juif. Un rapport des services de renseignements dressait un « constat effarant » selon lequel certains terroristes arabes avaient autrefois été employés par des Juifs. « Les travailleurs arabes dans nos champs seront toujours des espions », y était-il écrit⁵².

Au milieu des années trente apparut à Tel-Aviv une « association en faveur de la production nationale ». Ce nom apparemment anodin ne révélait pas son véritable but : elle ne cherchait pas tant à encourager la « production locale » qu'à prôner une production exclusivement juive. À l'instar de la « brigade en faveur de la langue hébraïque », il s'agissait d'imposer aux gens une fidélité nationale au quotidien. « Chaque homme et chaque femme du Yishouv, sans distinction de courant ou de parti, doit participer à cette importante organisation afin de renforcer l'économie intérieure et d'élever une muraille défensive contre les menées subversives de ceux qui s'opposent à notre Renaissance », était-il spécifié dans un des manifestes de l'organisation. Ses membres allaient bientôt se considérer comme « l'Alliance des fidèles de la production nationale ». Le choix de produits agricoles ou de toute production quelle qu'elle soit, d'exploitations ou d'entreprises juives devait être considéré comme « un commandement divin ».

Les bénévoles de cette organisation parcouraient les marchés, tançant les commerçants « infidèles » et fustigeant « les traîtres » dans des tracts ou sur des graffitis sur les devantures des boutiques. Il leur arrivait même de briser des vitrines. Comme les défenseurs de la langue, ces zélés défenseurs de la production locale rencontraient une certaine opposition ; d'aucuns leur attribuaient des méthodes de gangsters, mettant en garde que Tel-Aviv ne devienne un second Chicago ⁵³. Mais ils étaient reconnus comme les pionniers du génie patriotique. Le rédacteur de *Davar le Yeladim* encourageait ses jeunes lecteurs à désobéir à leur mère et à ne pas manger de produits importés : « Dites à votre maman qu'elle n'achète que des produits fabriqués par l'économie juive* ⁵⁴. »

* Cette histoire a accompagné l'entreprise sioniste depuis ses débuts. Quelque temps après l'entrée des Britanniques en Palestine, la direction sioniste avait demandé l'autorisation d'importer, en échange de la création d'une entreprise de fabrication de savons. Jabotinsky cita de mémoire ce que lui avait répondu alors un des fonctionnaires britanniques : « N'oubliez pas qu'il y a à Naplouse une usine de savon qui fonctionne à merveille. Si les Juifs aussi en créaient une, peut-être les savons seraient-ils moins chers et de meilleure qualité. Qu'arriverait-il alors à l'usine arabe ? » Dans le journal *Ha'Arriv* une réclame vantait les vertus d'un savon parfumé de fabrication locale à partir d'huile d'olive purifiée « sans tous les mélanges des Arabes et de meilleure qualité que le savon de Naplouse ».

La lutte en faveur de la « production nationale » apparaissait également comme un combat linguistique pour imposer la langue hébraïque : « Il faut avertir l'opinion publique de ne pas acheter de produits du pays qui ne posséderaient pas d'étiquettes ou d'emballage en hébreu », fut-il soutenu pendant la campagne d'action du « conseil pour la promotion de l'hébreu au sein du Yishouv », l'un des nombreux organes qui s'occupaient de cette question. Des milliers de gens se mirent à adopter des patronymes hébraïques.

Mais en vue de forger une identité nationale à part entière, les responsables du Yishouv investirent principalement leur effort dans le système éducatif. Une commission britannique, enquêtant sur l'enseignement hébraïque, établit que les parents des élèves juifs de Palestine attendaient davantage de l'éducation que ce qu'en attendaient les parents en Angleterre, lui attribuant une valeur nationale. La majorité des écoles, relevait la commission, faisaient en effet d'immenses efforts pour inculquer aux élèves un amour profond et un réel sentiment d'appartenance à la Palestine. Les écoles juives exaltaient la culture hébraïque et particulièrement la Bible et la littérature. L'étude de la géographie de Palestine était qualifiée de leçons sur la « patrie », accompagnée de nombreuses excursions destinées à insuffler aux élèves l'idéologie sioniste. Les membres de la commission trouvaient cela « dérangeant ». C'était là une manière plus diplomatique de dire ce que certains fonctionnaires déclaraient de façon plus agressive, tel Jérôme Farrell qui compara même l'éducation juive à l'éducation nazie ¹⁴¹.

Ainsi encore, cette histoire de balançoires et de bac à sable dans la ville de Safed, au début de l'année 1940. Tout le conflit sur la Palestine se trouvait subitement résumé dans l'histoire de cette aire de jeux aménagée dans la cour d'une école juive avec l'argent de la fondation Bertha Guggenheimer, dans le cadre de l'association américaine de femmes, Hadassah. Des enfants arabes devaient bientôt eux aussi, venir dans cette aire de jeux, mais le conseil des

parents d'élèves soutenu par le responsable de la communauté, Moshe Podhortzer, décida de leur en interdire l'accès.

Un échange de lettres s'ensuivit. La représentante de la fondation Guggenheimer écrivit que la fermeture de l'aire de jeux aux enfants arabes apparaissait comme la négation de l'héritage de la généreuse donatrice, et que se posait au-delà « une question fondamentale : si l'on voulait conduire à un rapprochement entre les deux communautés », il fallait instaurer un échange entre Juifs et Arabes.

Ainsi la représentante de la fondation se félicitait-elle de voir des enfants arabes venir spontanément dans l'aire de jeux : « C'est, à notre avis, la seule voie qui s'impose et il serait injuste de leur fermer les portes. » Se fondant sur la politique pacifiste affichée par le mouvement sioniste elle demandait d'accepter les jeunes enfants arabes jusqu'à l'âge de treize ans.

Podhortzer, qui devint plus tard maire de la ville, n'éluda pas le principal débat : « Si vous craignez que l'héritage de Bertha Guggenheimer ne soit dénaturé, de même éprouvons-nous les plus grandes craintes quant à un héritage plus ancien et plus important, autrement dit, l'éducation de nos enfants dans l'esprit de la loi et de la pureté de la morale juive, et nous nous devons ainsi de les éloigner de mauvaises fréquentations. » Il rejetait la proposition d'autoriser l'accès de l'aire de jeux aux jeunes enfants de moins de treize ans.

Cette suggestion, écrivit-il, fait fi du caractère corrompu de ces enfants depuis leur plus tendre enfance [...] Même jusqu'à l'âge de dix ans, ils ne profèrent qu'insanités et grossièretés et sont capables des actes les plus répréhensibles. »

Podhortzer ne voyait aucune raison de se féliciter de ce que des enfants arabes viennent en toute liberté dans l'aire de jeux : « Nous pouvons vous assurer que ces "enfants" seront toujours prêts à y venir ainsi que partout où l'occasion leur sera donnée de fréquenter les nôtres. » Parfaitement capable d'évaluer avec justesse la nécessité d'un rapprochement entre communautés, écrivait-il, jamais il ne consentirait à ce que cela soit fait au détriment des enfants juifs, en les dévoyant et en corrompant leur morale et leur vertu : « C'est un prix trop cher à payer pour nous. Ce n'est pas l'espace qui manque pour le rapprochement des communautés, conformément aux décisions des différents congrès sionistes, et il n'est pas nécessaire que cela se passe précisément dans ce bac à sable. » La fondation Guggenheimer se tourna vers le département de l'Agence juive ; Moshe Shertok hésita, mais décida finalement de ne pas s'en mêler ⁵⁵.

Jérôme Farrell, du département de l'Éducation du gouvernement, ne se plaignait pas seulement de ce que les programmes des écoles juives soient établis en fonction de l'idéologie et des intérêts des divers courants politiques. Il prétendait également que les modes d'enseignement étaient par trop archaïques et moyenâgeux, que le système tout entier n'était pas dirigé avec efficacité et qu'une partie des élèves, principalement les enfants issus des communautés orientales, n'apprenaient en définitive rien ⁵⁷.

Ce système éducatif juif connaissait en effet de nombreuses difficultés, dont certaines d'ordre financier. De temps à autre, les enseignants faisaient grève. Le système était trop hétérogène : les écoles étaient différentes par leur niveau et par leur esprit. La plupart en effet appartenaient à tel ou tel courant idéologique. Mais à la différence du système éducatif arabe, le système juif reflétait un effort national et communautaire sans pareil ⁵⁸. Une commission qui, quelques années plus tard, enquêta sur le sujet, établit étonnamment qu'il y avait beaucoup trop d'enseignants dans les écoles juives : un pour vingt-deux élèves. C'était beaucoup plus que dans le système éducatif anglais, soulignait la commission, et davantage que ce qu'il s'était fixé pour objectif.

Une grande part du budget de l'Éducation provenait de dons de l'étranger, mais aussi des taxes dont s'acquittait le Yishouv. Le gouvernement n'en finançait qu'une partie. L'Agence juive prétendait de temps à autre que les autorités affectaient au budget de l'éducation juive moins que ce à quoi elle avait droit ⁵⁹ ». À la différence des enfants arabes, presque tous les enfants juifs, filles et garçons commençaient leurs études à l'école, c'était la grande différence entre les deux mouvements nationaux. Outre la tentative d'imposer l'usage de la langue hébraïque, c'était également là le grand succès remporté par le sionisme.

6. Parallèlement à l'apartheid entre juifs et Arabes, Ben Gourion tenta de séparer le Yishouv du centre du mouvement sioniste mondial, voulant le déplacer de Londres à Jérusalem. Il ne s'agissait pas là d'un différend politique de principe : Weizmann, lui aussi, voulait l'indépendance et Ben Gourion n'exigeait pas de chasser les Anglais. Ici et là surgissaient des dissensions tactiques : Ben Gourion était d'avis de parler aux Britanniques de manière plus agressive et d'exiger d'accélérer le rythme de l'immigration, tout en étant parfaitement conscient des limites de ce qui était réalisable et prenant soin de ne pas provoquer de crise. Fondamentalement, Ben Gourion n'essayait pas de prendre la place de Weizmann à la tête du mouvement sioniste. Son objectif était de pouvoir contrôler la conduite des affaires en

Palestine ; c'était dans la suite logique du rôle qu'il avait assuré par le passé, lorsque le comité des délégués administrait la vie en Palestine.

En 1935, Weizmann fut réélu à la présidence du mouvement sioniste. Ben Gourion avait soutenu sa candidature, exigeant toutefois qu'un certain contrôle soit effectué sur son action pour qu'il ne s'érige pas en « dictateur ». Weizmann, selon lui, devait être « le premier d'une communauté d'hommes égaux » et pas davantage. Peu de temps après, il déclarait : « Weizmann est dangereux pour le sionisme. » Évoquant l'indépendance, il écrivit : « Lorsque l'on parle de la "politique officielle", il faut faire la distinction entre celle de Chaïm [Weizmann], celle de Moshe [Shertok] et la mienne⁶⁰ ». » Weizmann réagit, furieux, considérant que Jérusalem le traitait comme s'il était un simple ambassadeur. Rapidement, la direction sioniste de Jérusalem décida de demander à Weizmann de bien vouloir soumettre ses lettres au gouvernement avant de les envoyer ⁶¹.

À l'instar de Ben Gourion, Wauchope avait aussi tendance à prendre de lui-même les décisions concernant la Palestine. Cela se passa bien, non seulement à cause de la forte personnalité du commissaire, qui contrairement à son prédécesseur était proche du Premier ministre, mais aussi parce que le ministre des Colonies avait changé quatre fois pendant la durée de son mandat. « Le centre de décision est passé de Londres à Jérusalem », affirma Ben Gourion à ses camarades avec satisfaction. Ce processus s'harmonisait à ses idées et rendait ainsi plus aisées ses relations avec le commissaire ⁶².

Plus la Palestine prenait du poids, moins la pensée sioniste que développait Ben Gourion se concentrait sur les besoins du peuple juif dans sa totalité, mais plutôt sur ceux de la communauté juive de Palestine. Le devoir des sionistes en théorie restait inchangé : en juin 1938, Ben Gourion écrivait : « La vocation de l'État juif doit être d'absorber le plus d'immigrés juifs possible et de contribuer par ce biais à la solution de la question du peuple juif dans le monde [...] » Le futur État devait également « sauver » les Juifs à travers le monde et concrétiser leur droit au retour ⁶³. Mais l'ordre concret des priorités, selon lui, était sensiblement différent : l'État avait pour finalité première de renforcer le Yishouv de Palestine face aux Arabes.

Cela devint de plus en plus sensible au fur et à mesure que le terrorisme s'amplifiait et qu'il apparaissait clairement que la guerre avec les Arabes était inéluctable. Mais cela devenait également évident au fur et à mesure que la situation des Juifs européens empirait. Des millions parmi eux cherchaient un refuge et la Palestine ne pouvait pas les accueillir. Les divagations de Ben Gourion à ce sujet étaient tout à fait fantaisistes : en 1934, il déclarait qu'il y

avait de la place en Palestine pour quatre millions de Juifs. Deux ans plus tard, il parlait de huit millions « tout au plus ⁶⁴ ». Il lui arrivait d'évoquer un rythme de cinquante mille ou même de cent mille immigrés par an. Dans tous les cas de figure, il comprit que ce processus durerait entre cinquante et cent ans. Même alors, seulement guère plus de la moitié des Juifs du monde entier s'installeraient en Palestine ⁶⁶. Cela ne pouvait sauver les Juifs persécutés en Europe depuis les années trente. En cela réside la tragédie de l'idéologie sioniste : elle sut anticiper la catastrophe mais la solution qu'elle préconisa ne s'avéra absolument pas pertinente.¹⁴²

Lorsque l'on comprit que la Palestine ne pourrait absorber tous les Juifs persécutés, l'on cessa de la considérer comme le moyen de salut du peuple juif et l'on se concentra sur les besoins du Yishouv. En 1937, Ben Gourion évoquait la possibilité de faire émigrer, en quinze ans, un million et demi de Juifs, expliquant que cela était nécessaire si l'on voulait créer une majorité juive en Palestine ⁶⁷.

C'est ainsi que d'aucuns purent voir dans l'accession des nazis au pouvoir en Allemagne un « levier » en faveur du sionisme, et par là-même le renforcement du Yishouv en Palestine ⁶⁸. « Nous voulons qu'Hitler soit anéanti, déclara Ben Gourion, mais comme il est là, nous avons tout intérêt à exploiter sa présence pour le bien de la Palestine. » Ainsi s'agissait-il de faire venir les réfugiés juifs en Palestine et pas ailleurs. Un jour, Ben Gourion déclara au haut-commissaire : « S'il était possible de transférer les Juifs polonais en Amérique ou en Argentine, nous le ferions, en dépit de notre idéologie sioniste ⁶⁹. » Toutefois, il voyait dans les tentatives de porter secours aux Juifs européens en d'autres endroits du monde une concurrence néfaste, étrillant entre autres le Joint, l'organisation d'entraide juive, qui fonctionnait dans de nombreux pays et qui n'était pas sous la tutelle du mouvement sioniste ⁷⁰.

Tel était le sens des propos tenus par Ben Gourion au sujet de la commission internationale réunie à Évian afin de discuter du sort des réfugiés juifs ; il mit en garde contre l'ouverture d'autres pays à l'immigration juive à l'encontre de la volonté sioniste, réclamant leur transfert vers la Palestine. Celle-ci dépendait de l'immigration, écrivait-il, exprimant aussi la crainte de l'influence des persécutions en Europe sur la capacité du mouvement sioniste à récolter des fonds pour les besoins du développement sioniste en Palestine : « Tant que des centaines et des milliers de réfugiés juifs seront opprimés et épuisés dans des camps d'internement, on ne s'intéressera pas aux besoins des sionistes en Palestine ⁷¹. »

Cet état d'esprit lui avait fait également dire quelques jours plus tôt au sujet de l'aide à prodiguer aux enfants allemands : « Si je savais qu'il est possible de sauver tous les enfants allemands en les transférant en Angleterre, ou une moitié en les transférant en Palestine, je choisirais évidemment la seconde possibilité, car il s'agit non seulement du sort de ces enfants mais aussi du bilan historique de la Palestine ⁷². » Il tint ces propos en décembre 1938, peu de temps après les pogroms de la Nuit de cristal. Pour qu'il ne subsiste aucun doute, Ben Gourion déclara : « Comme tout Juif je désire naturellement que l'on tente de sauver chaque Juif partout où cela est possible, mais rien ne saurait être plus fondamental que le salut du peuple juif sur sa terre 143 ⁷³. »

La politique d'immigration des responsables du Yishouv était induite par leur tendance à considérer les Juifs européens comme un « réservoir humain » nécessaire à l'établissement de l'État, plutôt que voir dans la création de l'État le moyen de sauver les Juifs européens. Si on lui laissait le choix, disait Ben Gourion, il choisirait de jeunes immigrés, plutôt que des vieillards, mais pas d'enfants : les enfants devaient naître en Palestine. Il préférait des ouvriers ⁷⁴. La plupart des visas délivrés dans les années trente furent prioritairement accordés aux « pionniers » célibataires d'une vingtaine d'années. Seul vingt pour cent furent octroyés à des jeunes filles ⁷⁵.

Trois ans après l'accession des nazis au pouvoir en Allemagne et à l'approche de la Seconde Guerre mondiale, des institutions du Yishouv constituèrent un fonds spécial pour financer le rapatriement d'immigrés atteints de maladies incurables. L'explication était simple : ces immigrés « étaient devenus une charge pour le Yishouv et pour ses institutions sociales ». Parmi les initiateurs de cette collecte, se trouvaient la Histadrout et la municipalité de Tel-Aviv. Jusqu'à la fin du mois de décembre 1936, le fonds prit en charge le retour de plusieurs dizaines d'immigrés dans leur pays d'origine. C'est ainsi que l'on prit soin de bien choisir les enfants, de crainte que ne débarquent des « enfants retardés » ce qui aurait rendu plus difficile encore leur intégration dans le pays 144 ⁷⁰.

À côté de la sélection, il était reproché aux Juifs dont le Yishouv avait le plus besoin de ne pas se presser de venir. Moshe Shertok se plaignait de ce que les Juifs de Pologne ne montrent pas beaucoup d'empressement à utiliser les visas que leur envoyait l'Agence juive, évaluant le nombre des hésitants à quelques milliers. « Les Juifs de Pologne ne voient probablement pas l'épée de Damoclès qui se trouve au-dessus de nos têtes », s'insurgea-t-il faisant allusion au Yishouv de Palestine, et il proposa de semer « la panique » parmi

eux pour les inciter à venir ⁷⁷. Les Juifs de Diaspora étaient également appelés à aider au financement du projet sioniste. « Leur contribution est vraiment minime », écrivit Arthur Ruppin lors d'une tournée parmi les communautés juives de Pologne. C'était en mars 1938, un an et demi avant l'invasion de la Pologne par l'Allemagne nazie et le début de l'extermination de ses Juifs. Moins de deux semaines avant la guerre, Ben Gourion déclarait : « Le destin de la Palestine est dans la balance ⁷⁸. »

La veille de la guerre, Ben Gourion fustigeait encore les Juifs d'Europe : « Traitez-moi d'antisémite, mais je dois le dire : nous mourons de honte à la vue de ce qui se passe en Allemagne, en Pologne et en Amérique où les Juifs refusent de se battre », ajoutant quelques mots sur la psychologie de la vie en Diaspora. « Nous n'appartenons pas à ce peuple juif-là. Nous ne pouvons que nous insurger contre ce genre de Juifs. Nous n'avons rien à voir avec de tels Juifs. » Quelques mois auparavant, Ben Gourion disait dans un tout autre contexte : « Ce ne sont que de plaisantes psalmodies pour rabbins et pour femmes ; notre voie n'est pas dans la prière mais dans l'action politique ⁷⁹. »

Ben Gourion était fort impressionné par la puissance de l'Empire britannique. Pourtant il n'avait de cesse de blâmer ses fonctionnaires et ses politiciens, s'emportant même un jour contre tous ces « maudits Britanniques 145 ⁸⁰ ». Mais il vénérât la démocratie britannique : une visite au parlement lui fit dire sur le mode de la plaisanterie qu'il s'y sentait comme dans un congrès sioniste, tant les parlementaires faisaient preuve de sympathie à l'égard de leur cause ⁸¹.

Les sionistes croyaient que les Britanniques soutenaient leur mouvement non seulement pour servir leurs intérêts, mais aussi par respect de l'obligation sous-jacente à la déclaration Balfour et par sympathie pour la détresse juive. Ainsi Ben Gourion tança-t-il Menahem Ussishkin : Nous croyons naïvement que l'État britannique est sous notre botte et qu'il se doit de répondre à tous nos caprices », écrivit-il, se substituant un instant au colonel Kisch. Ce dernier avait en son temps estimé que le mouvement sioniste aurait besoin de l'aide des Britanniques pendant encore une cinquantaine d'années.

La situation politique nécessitait de ménager la bonne volonté des Britanniques et leur disposition à aider les Juifs, avertissait Ben Gourion, car bientôt allait se déchaîner « le plus grand cataclysme que le monde ait jamais connu » et personne ne pouvait dire quelle armée serait alors en Palestine : celle d'Hitler, de Staline, d'Ibn Séoud ou de Grande-Bretagne. Les sionistes ignoraient alors quel sort leur réservait la guerre ⁸⁹.

19. Histoire d'un âne

1. Pendant toutes ces années, les liens inlassablement tissés par Chaïm Weizmann permirent de renforcer à Londres la position du mouvement sioniste. Selon un fonctionnaire du Foreign Office, l'Agence juive y jouissait d'un statut comparable à celui d'une ambassade étrangère ¹.

Certains membres de l'administration continuaient de manifester les mêmes égards envers Weizmann même si son influence était amoindrie. Un soir, le leader du parti radical, sir Archibald Sinclair, l'invita à dîner. Parmi les invités se trouvait Winston Churchill. Ce dernier, qui avait trop bu, traita le Premier ministre Stanley Baldwin « d'idiot » et promit à Weizmann de soutenir les sionistes même s'ils commettaient les pires bêtises. S'adressant au futur Premier ministre Clement Attlee. Churchill, désignant du doigt Weizmann, déclara : Il est votre maître, il est mon maître, il fut celui de Lloyd George, nous ferons ce qu'il nous dira de faire ². »

Plus d'une fois, les membres du mouvement sioniste eurent connaissance de ce qui se disait à leur insu. La nièce de lord Balfour, Blanche Dugdale, croyante et sioniste comme son oncle, se porta volontaire comme espionne à leur service devint l'amie intime d'un ministre du gouvernement, considéré comme un ami – par David Ben Gourion et Moshe Shertok. Il s'agissait de Walter Elliot qui assuma diverses fonctions gouvernementales dans les années trente. Les informations que sa « Baffy » lui soutirait furent précieuses pour le mouvement sioniste. Ils se rencontraient quotidiennement comme elle le confiait à son journal, s'entretenant principalement de la situation en Palestine. Ben Gourion la comparait à la prophétesse Déborah. C'était une femme intelligente. Weizmann et Ben Gourion s'estimaient satisfaits non pas tant de ses relations personnelles que de son entregent dans leurs missions diplomatiques ¹⁴⁶

D'aucuns considéraient le soutien au sionisme comme relevant à la fois de la décence et du « politiquement correct ». Le prestigieux *Times* de Londres était à l'origine de cette manière de voir qui divisait les partis mais rassemblait la majorité de l'establishment politique. Beaucoup étaient gagnés à la cause sioniste. Comme par le passé, cela revêtait la forme d'une curieuse attirance, mélange de crainte et de haine, d'adoration et de mépris.

Un soir à Londres, Moshe Shertok se rendit au théâtre. Quel ne fut pas son étonnement de voir qu'il était question de la Palestine à travers l'histoire d'un haut fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères : ayant trompé sa femme, son entourage lui conseillait de démissionner. Il se sentait frustré : s'il n'avait pas été poussé à la démission, il aurait, pensait-il, mis fin aux troubles en Palestine. À l'une des protagonistes de la pièce qui demandait : « Que veulent-ils, enfin, ces Arabes ? », la femme du fonctionnaire en disgrâce répondait : « Tout ce que je sais d'eux c'est qu'un bout de savon ne pourrait leur faire de mal », provoquant, selon Shertok, l'hilarité générale ⁴.

De temps à autre la Palestine était évoquée lors des débats au gouvernement, au Parlement, ou dans la presse, mais la menace de l'Allemagne nazie en Europe, et surtout l'émoi de la classe politique après l'abdication du roi à cause de son amour pour une Américaine divorcée, reléguaient la Palestine au second plan. Ben Gourion estimait que seule une centaine de personnes, membres du gouvernement et du Parlement, ainsi que des journalistes s'intéressaient réellement à ce qui s'y passait. Si tous ces gens, disait-il, embarquaient sur un bateau et faisaient naufrage, personne n'entendrait plus parler de la Palestine. Tout au plus exhumerait-on un jour une lettre datée de 1917 faisant référence à un certain engagement ⁵.

Plus s'intensifiait la protestation arabe et plus s'amplifiait le terrorisme en Palestine, plus la guerre semblait imminente en Europe, et plus se renforçait le sentiment à Jérusalem et à Londres que la Palestine devenait un boulet dont il fallait se débarrasser. Ce sentiment était l'aboutissement d'une analyse rationnelle, le reflet d'un certain mécontentement et d'une grande impatience : les Britanniques commençaient à en avoir assez de ce pays. Ce problème s'éternisait, comme l'écrivit un haut fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères, et semblait sans solution. Les promesses et les obligations auxquelles s'était engagée la Grande-Bretagne à l'égard des Juifs et des Arabes ne pouvaient être respectées sans mécontenter l'une ou l'autre des parties. Le terrorisme contraignait les Britanniques à envoyer des renforts en Palestine, ce qui coûtait très cher. Wauchope menaça bien ses habitants de

financer les dépenses afférentes à la sécurité par une augmentation des impôts, mais son pouvoir en la matière était limité ⁶.

Au cours de l'été 1936, les autorités détruisirent plusieurs centaines de maisons de la vieille ville de Jaffa : huit cents, selon les Arabes ; trois cents selon le *Times*. Les maisons furent dynamitées, créant ainsi le « grand territoire ». Ordre avait été donné aux milliers d'habitants arabes d'évacuer leurs maisons dans les vingt-quatre heures. Ces ordres avaient été transmis par avion. Des dédommagements leur furent promis, mais ils ne furent pourtant pas relogés. Au début, ils se regroupèrent en masse dans des écoles, dans les caves des boutiques ou sur les plages ⁷.

Les maisons détruites se trouvaient dans un dédale de ruelles étroites rendant difficiles les déplacements des forces de sécurité. Elles servaient de repaires aux lanceurs de pierres et aux tireurs embusqués. Un éditorialiste du *Times* félicita les autorités : c'était un quartier déshérité où ne régnaient qu'insalubrité et violence. Les crimes n'étaient pas rares. Sa démolition, selon lui, allait permettre d'y circuler librement, alors que jusque-là, aucun policier n'osait s'y aventurer seul ⁸. Mais le doyen des juges, sir Michael McDonnell, écrivit au gouvernement pour avoir menti aux habitants : au lieu de leur dire la vérité, à savoir que la démolition des maisons avait été ordonnée pour des raisons de sécurité, celui-ci avait fait croire qu'il s'agissait d'un projet de rénovation pour des motifs esthétiques et de salubrité publique. Selon le juge, le gouvernement cherchait à abuser les habitants. Au cours du procès qui s'ensuivit, il s'avéra que les différentes instances du pouvoir s'étaient dérobées pour ne pas être rendues responsables de ces démolitions : cela non plus n'avait pas échappé au juge. Le jugement « fit bondir » Wauchope : « C'est un couteau planté dans le dos du gouvernement de la part de McDonnell. » Cette affaire ternissait le prestige du gouvernement et les Arabes ne manquèrent pas de l'exploiter. Le juge fut très vite remercié ¹⁴⁷ ⁹.

Les démolitions à Jaffa témoignaient de la volonté d'éradiquer le terrorisme, mais les efforts stupides pour occulter le véritable but de l'opération reflétaient l'extrême difficulté dans laquelle se trouvaient les autorités. Wauchope exigeait que toute latitude lui fût laissée dans son action pour réprimer le terrorisme, mais ne voulait pas que son administration apparaisse comme intransigente : il voulait être considéré comme « un père magnanime » et non comme le commandant de « soldats cruels ». C'était une question tactique mûrement réfléchie : après tout, ce n'était pas à l'armée de cohabiter avec la population une fois le calme rétabli, mais à l'administration civile. L'affaire de Jaffa avait provoqué l'ire de l'opinion arabe. Aussi le

commissaire tenta-t-il de retarder autant qu'il le pouvait la décision d'instaurer en Palestine un régime militaire ¹⁰.

Wauchope finit par reconnaître qu'il s'était fourvoyé. Il était arrivé en Palestine avec l'espoir de faire cohabiter les Juifs et les Arabes. Ainsi avait-il tenté de réaliser ce qui avait déjà été évoqué en Palestine à l'époque d'Herbert Samuel : l'établissement d'un conseil législatif judéo-arabe. Mais ce projet fit long feu. Personne n'en voulait : Juifs et Arabes désiraient la victoire et non un compromis ¹⁴⁸ ¹.

La révolte arabe l'avait convaincu qu'il n'y avait aucun espoir de mélanger les Juifs et les Arabes, car ni les uns ni les autres ne le désiraient. Aussi était-il arrivé à la conclusion qu'il fallait partager la Palestine. Le déclin de l'Empire britannique représentait de plus en plus une menace, même si le ministre des Colonies pouvait clamer pathétiquement : « L'Empire britannique ne s'effondrera pas ! » Sir Robert Vansittart du Foreign Office n'écartait pas la possibilité qu'une autre grande puissance exerce le Mandat sur la Palestine. Comme ils en avaient l'habitude, les Britanniques nommèrent une commission d'enquête en été 1936. Lorsqu'elle arriva sur place, l'hiver était déjà là.

C'était une commission éminemment respectable, « royale », avec à sa tête le très estimé et ancien ministre des Affaires indiennes, William Robert Peel. Quatre de ses cinq membres avaient le titre de « sir » : un ancien gouverneur, un ancien juge colonial, un ancien ambassadeur et un professeur d'histoire d'Oxford. Tous, en effet, pouvaient se targuer de l'expérience et des compétences nécessaires pour ce genre d'enquête ¹³. Ils débarquèrent en Palestine vêtus de fracs et coiffés de hauts-de-forme ¹⁴⁹ ¹ ⁴.

Les débats furent envisagés avec le plus grand sérieux. Weizmann, Ben Gourion, Jabotinsky, le mufti, Winston Churchill et le vieux Lloyd George, se présentèrent devant la commission qui siégeait en public ou à huis clos. Ben Gourion déclara : « La Bible est notre mandat. » Comme les représentants du mouvement sioniste en avaient l'habitude, il prit soin de s'abstenir d'utiliser le terme d'« État », expliquant que les Juifs avaient pour seule volonté de posséder un « foyer national ». Le mufti affirma qu'il n'y avait aucune chance de voir coexister en Palestine deux peuples si différents et que toute tentative de les y contraindre ne pourrait que leur porter préjudice à l'un comme à l'autre ¹⁵⁰ ¹ ⁵.

Ce fut la plus claire mise au point jamais faite jusqu'alors au sujet du conflit sur la Palestine, même si elle était quelque peu faussée. La

commission royale n'était évidemment pas là pour « enquêter » sur quoi que ce soit : elle était venue dans le but d'aider le gouvernement à se débarrasser de la Palestine. Il semble que pour lord Peel son opinion était déjà faite : « Il n'est plus possible de combler les fossés sociaux, moraux ou politiques qui séparent les Juifs des Arabes », écrivit-il au ministre des Colonies. Dans le compte rendu publié à la fin de leur enquête, les membres de la commission citaient un proverbe anglais : « Mieux vaut se contenter d'une demi-miche de pain plutôt que de mourir de faim », s'efforçant de convaincre les Juifs et les Arabes qu'il valait beaucoup mieux, pour eux, accepter de partager leur terre

16.

Cette proposition n'était pas très originale. Au cours des trente années précédentes, pas moins de dix projets différents avaient été proposés pour partager le pays en régions, « cantons », territoires autonomes ou États indépendants. Deux de ces projets avaient été initiés par les Arabes ¹⁷. La commission Peel rédigea un volumineux ouvrage de quatre cents pages où figurent quantité d'informations et d'analyses pertinentes qui en font l'une des plus importantes sources d'enquête de l'époque. S'y trouvaient également de nombreuses cartes dont l'une traçait les frontières éventuelles devant séparer les deux États : les Juifs pourraient avoir Tel-Aviv, la plaine côtière, les vallées et une partie de la Galilée ; quant aux Arabes, ils hériteraient de la Transjordanie et de la région montagneuse. Les Britanniques conserveraient Jérusalem et un étroit corridor reliant la ville à la mer.

Le gouvernement britannique prit en considération les conseils de la commission. Après vingt ans de présence en Palestine, il semblait que le terrorisme arabe avait eu raison des Anglais, ne laissant au gouvernement que Jérusalem, geste surtout affectif et politique. En renonçant à un lien terrestre entre l'Égypte et l'Irak et en laissant le port de Haïfa sur le territoire du futur État juif, le gouvernement britannique déniait désormais toute valeur stratégique à la Palestine.

C'était là une opinion largement répandue. Moshe Shertok l'entendit de la bouche de sir Basil Henry Liddell-Hart, célèbre et influent spécialiste en théories de combats et en stratégie militaire. « Il est fermement convaincu que notre terre n'a que peu de valeur au regard de l'Empire britannique », nota Shertok, quelque peu déconcerté.

« Baffy » Dugdale fit savoir qu'elle avait aussi été confrontée ces derniers temps à une certaine tendance à vouloir minimiser l'intérêt stratégique de la Palestine ¹⁸. Sir Robert Gilbert Vansittart, du Foreign Office, considérait lui aussi la Palestine comme un boulet : la situation qui régnait dans le pays allait

obliger la Grande-Bretagne à mobiliser les forces nécessaires à une guerre en Europe, fit-il observer à Chaïm Weizmann. D'autres opinions avaient également cours, mais ce qui prévalait alors était, comme dans le passé, la valeur stratégique et économique qu'il fallait accorder à la Palestine : le prix de la sécurité était le facteur dominant dans les considérations du gouvernement ¹⁹.

La majorité des Arabes et beaucoup de Juifs ne voulaient pas d'un partage. Edward Keith-Roach, d'un naturel typiquement colonial et qui conservait toujours son air hautain, résumait ainsi l'attitude des uns et des autres : « Ils se comportent comme des enfants gâtés : ils ne veulent ni confiture, ni miel, ni gâteau. Ils veulent toujours autre chose. Que faire, il n'y a rien d'autre à leur proposer ²⁰. »

Telle apparaissait donc la situation politique : chez les Arabes, les dirigeants, sous la tutelle du mufti, s'opposaient à la partition, faisant taire le peu de gens qui y étaient favorables ²¹. Chez les Juifs, la direction sioniste avec à sa tête Weizmann et Ben Gourion était encline à approuver cette idée, mais sous la pression de ses détracteurs, de « droite » comme de « gauche », elle fut contrainte d'émettre des réserves. L'opposition des Arabes était catégorique. Les Juifs quant à eux étaient plus hésitants et polémiquaient beaucoup.

Les Arabes ne pouvaient accepter qu'une partie de leurs terres se retrouve sous souveraineté juive. La commission Peel recommandait de faire évacuer plusieurs milliers d'Arabes du territoire réservé à l'État juif, et de les transférer sur le futur État arabe, rappelant à ce propos les transferts de populations entre la Turquie et la Grèce à partir de 1923. Un de ses membres, sir Horace Rumbold, y avait participé alors. Frances Newton se demandait ce qu'allaient devenir les vergers d'agrumes et les oliveraies : « On ne peut transporter les arbres comme on transfère leurs propriétaires », écrivit-elle à John Chancellor, résumant ainsi l'état d'esprit des Arabes devant la publication des recommandations de la commission royale : « Tout le monde ici est abasourdi ; un des membres m'a déclaré : "Ce rapport est comme une bombe insecticide, et nous, nous sommes tombés comme des mouches ²²." »

Si le mouvement sioniste ne rejetait pas le principe du partage, il n'en approuvait pas pour autant tous les détails. Aussi se plongea-t-il dans un débat particulièrement dramatique. La proposition du partage était censée réaliser le rêve sioniste, à savoir l'État juif, mais les opposants au projet pensaient que le territoire dévolu au futur État était trop petit. Ils parlaient comme s'ils s'étaient véritablement trouvés face à une décision historique. Ainsi se

demandaient-ils s'ils avaient le droit de renoncer à une partie du pays, dont Jérusalem. L'avenir des relations entre les Juifs et les Arabes tout comme celui du peuple juif se trouvait au centre de leurs préoccupations. Ce fut le plus grand séminaire sur les problèmes fondamentaux de l'histoire juive qui ait jamais eu lieu 151 ²³.

Ben Gourion était favorable au partage. Il n'en acceptait pas toutes les modalités mais voyait dans cette solution un premier pas vers son projet de mainmise progressive sur tout le pays de part et d'autre du Jourdain. « Un État juif partiel n'est pas une fin en soi, mais un début, expliquait-il à son fils Amos, une puissante amorce dans notre effort historique de salut du pays. » Ben Gourion dressant la liste des avantages et des inconvénients de la proposition concluait qu'un point seulement plaidait en sa faveur : « le transfert forcé ²⁴ ».

2. David Ben Gourion eut du mal à en croire ses yeux. En réalité, il n'avait pas compris d'emblée la recommandation faite de transférer les Arabes hors de l'État juif. Lorsqu'il la saisit à la seconde lecture, il ne put contenir sa joie : « Elle va nous donner quelque chose que nous n'avions pas eu jusqu'à présent, même lorsque nous étions indépendants, même à l'époque du premier Temple et même à l'époque du Second », écrivit-il dans son journal, soulignant d'un trait les termes de « transfert forcé ». Évoquant la recommandation selon laquelle il fallait lui attribuer une « importance capitale », il affirmait : « C'est la première fois de l'histoire qu'un État *véritablement juif* est prêt de voir le jour. » (Il souligna également ces deux mots.) Ainsi était-il donné aux Juifs « une possibilité inespérée et que même dans nos rêves les plus fous nous ne pouvions imaginer ». « Notre charte d'indépendance ! » ainsi Ben Gourion qualifiait-il le rapport de la commission, prophétisant qu'il allait supplanter la déclaration Balfour ²⁵.

L'idée avait accompagné le mouvement sioniste dès ses débuts, apparaissant dans sa première version dans le journal de Theodor Herzl : « Nous essayons de transférer discrètement la population pauvre en dehors des frontières en lui procurant du travail dans des pays d'accueil, écrivait Herzl en juin 1895, et sur notre terre nous les empêchons de travailler. »

Au cours des vingt-cinq années qui suivirent, cette question ne fut plus à l'ordre du jour, mais lorsque les Britanniques conquièrent la Palestine, les membres du Yishouv l'évoquèrent de plus en plus fréquemment ²⁶. Yosef Sprinzak, un des leaders du Hapoel Hatsaïr, déclara au cours d'un débat : « [...] Nous devons obtenir la Palestine sans la moindre restriction ni concession. Mais il y a un nombre non négligeable d'Arabes en Palestine

qu'il faut satisfaire. Quiconque voudra labourer, labourera sa terre. Celui qui ne voudra pas sera dédommagé et ira chercher son bonheur dans un autre pays 152 2⁷. »

Au début des années vingt, l'idée trouva un porte-parole en la personne de l'écrivain Israël Zangwill. Il faut convaincre les Arabes « d'émigrer », écrivait-il, formulant un argument qui allait devenir l'une des antennes du mouvement sioniste : les Arabes avaient pour eux le monde arabe tout entier, alors que les Juifs ne possédaient que la Palestine. De deux choses l'une, écrivait Zangwill : ou la minorité juive dominait la majorité arabe et ce n'était pas démocratique, ou elle se retrouvait sous sa férule. Aucune de ces deux propositions n'était enviable. Ainsi, la seule conclusion qui s'imposait était qu'il fallait chasser les Arabes ²⁸.

Zangwill était un curieux personnage : il pensait que l'État juif pouvait voir le jour à n'importe quel endroit du globe, et pas nécessairement en Palestine. Sa proposition d'expulser les Arabes mérite d'être rappelée uniquement parce qu'elle fut maintes et maintes fois citée par des représentants arabes comme preuve de l'intention sioniste de les bouter hors du pays, et parce que les responsables sionistes en avaient tiré une importante leçon : il ne fallait en aucune façon donner le sentiment que la réalisation du projet sioniste nécessitait de les chasser, au risque de leur donner un argument valable et de voir ainsi le sionisme perdre son soutien à travers le monde. Certains responsables du mouvement sioniste se détournèrent de Zangwill lui déniaient le droit de s'exprimer au nom du sionisme. « Il y a de la place pour nous et pour vous », dirent-ils aux Arabes, se fixant pour règle que moins ils parleraient de transfert, mieux cela vaudrait ²⁹.

Dans les faits un « petit transfert » fut réalisé dès que l'on commença à acquérir des terres et à évacuer leurs occupants. « Nous avons toujours peuplé le pays en transférant la population », affirma Ben Gourion lors d'un débat sur le transfert ³⁰. Durant l'été 1951, le colonel Kisch écrivit à Weizmann qu'il fallait pratiquer à ce sujet une politique claire, nécessitant les avis de plusieurs personnes. Yaakov Thon, qui avait aussi activement participé à la colonisation avant la Première Guerre mondiale, répondit que du point de vue sioniste, la solution la plus souhaitable était « bien évidemment » de transférer les Arabes de l'autre côté du Jourdain, car pour eux aussi, c'était ce qu'il y avait de mieux : contre l'argent qu'ils recevraient en échange de cent dounam de terres en Palestine, ils pourraient en acquérir cinq cents en Transjordanie. Cela étant, Thon avertissait que plus les sionistes afficheraient leurs

intentions, moins le projet avait de chance de se réaliser ; tout devait se faire « confidentiellement ³¹ ».

C'était en effet la quintessence du rêve sioniste et la condition pour qu'il puisse se réaliser. Donner le jour au nouvel État juif, avec une population constituée d'Arabes installés sur leur terre et de Juifs concentrés à Tel-Aviv ou dans ses environs, équivalait selon Menahem Ussishkin à « la destruction du troisième Temple » avant même que ne commence la construction de l'État. Au sein de la direction de l'Agence juive, on estimait que le transfert concernerait au moins cent mille Arabes : Ussishkin parlait de soixante mille familles. « Je ne crois pas qu'il faille transplanter un seul village. Je crois à la nécessité du transfert de villages entiers », déclara Arthur Ruppin ³².

À l'exception de quelques voix isolées, personne ne contestait que le transfert forcé était souhaitable, pour ne pas dire moral, pour le mouvement sioniste. « Je suis prêt à défendre devant le Saint Béni Soit-Il ou devant la Société des nations la portée morale de notre entreprise », affirma Menahem Ussishkin. « Je n'y vois rien d'immoral », déclara Ben Gourion ³³. Il arriva à se convaincre de la « terrible difficulté » d'arracher par la force à leurs villages une centaine de milliers d'Arabes qui y avaient vécu pendant des centaines d'années, mais ce qui le préoccupait surtout c'était « la faiblesse de pensée, de volonté et le préjugé stupide » de certains Juifs qui pensaient que l'on pouvait éviter ces expulsions. Menahem Ussishkin exprimait la même crainte : « Mohammed allait soudain quitter notre pays : et pourquoi ? demandait-il, avertissant : « Par le nombre de leurs femmes, les Arabes se multiplieront plus vite. » Ben Gourion adoptait leur état d'esprit : – Tout est possible », leur assurait-il. Seul le tourmentait le doute de savoir si la Grande-Bretagne allait oser rendre les expulsions effectives ⁴⁴.

C'était la question primordiale : le transfert était-il réalisable et de quelle manière ? David Ben Gourion avertit que la proposition devait venir des Britanniques et qu'il leur revenait de la mettre en pratique : « Nous ne pouvons ni n'avons le droit de proposer une telle chose, car jamais nous n'avons voulu expulser les Arabes, écrivait-il à son fils Amos. Mais étant donné que l'Angleterre remet une partie de la terre qui nous a été promise à un État arabe, ce n'est que justice que les Arabes de notre État soient transférés dans la partie arabe ³⁵. »

À partir des années trente, le mouvement sioniste commença à préparer le transfert. Il constitua dans ce but une commission spéciale. On parlait ici et là de la souffrance causée aux habitants qui seraient contraints de quitter leurs maisons. Serait-ce un transfert forcé ou volontaire ? Toutefois, lorsque l'on

disait « volontaire », il s'agissait non pas de la volonté de chaque individu, mais d'un accord entre États permettant que l'on transfère des gens, qu'ils le veuillent ou non ³⁶.

En général, les débats de la commission revêtaient un aspect pragmatique et extrêmement concret. Qui allait être évacué ? Des villageois ou des citadins ? (La préférence allait aux villageois.) À quelle cadence cela se ferait-il ? (Une dizaine d'années étaient envisagées.) Vers quelle destination ? (Aussi loin qu'il était possible, entre Gaza et Bagdad.) Et combien cela coûterait-il ? (Il était question de près de trois cents millions de livres ³⁷.) Ben Gourion suggéra que le transfert soit financé par le mouvement sioniste. Une proposition avait également été faite, dans ce sens, de conditionner le droit au travail à l'obtention de « cartes de travail » spéciales et d'en limiter le nombre octroyé aux Arabes dans l'esprit de ce que préconisait Herzl. Un membre de la direction de l'Agence juive proposa d'augmenter les impôts pour les contraindre à partir ³⁸.

Il fut, comme à l'accoutumée, envisagé de soudoyer les Arabes afin d'obtenir leur assentiment. Ben Gourion estima dans son journal que dix millions de livres sterling pourraient être versés à l'Irak s'il acceptait d'accueillir sur son territoire cent mille familles arabes de Palestine, soit un demi-million de personnes ³⁹. Chaïm Weizmann, quant à lui, se laissa séduire par un personnage étrange, Harry St John Philby, soldat et orientaliste, quelque peu charlatan : pendant qu'ils étaient installés à l'Atineum, les deux hommes se mirent à envisager l'éventualité que le roi Ibn Séoud reçoive entre « dix et vingt millions » de livres en échange de l'évacuation de tous les Arabes de Palestine. Cela sous-entendait probablement que le gouvernement des États-Unis participe au financement de l'opération ⁴⁰.

Dans les années quarante, cette idée continua de circuler au sein du mouvement sioniste et lorsque la Seconde Guerre mondiale éclata, la discussion prit une nouvelle tournure avec l'évocation d'un transfert de masse dans les territoires conquis par l'armée allemande. « Le monde s'est fait à l'idée d'immigrations massives et finit presque par l'approuver », écrivit Zeev Jabotinsky, ajoutant : « Hitler, fût-il le plus haïssable des hommes, a rendu ces derniers temps l'idée célèbre dans le monde entier ⁴¹. »

À l'approche de la fin de la Seconde Guerre mondiale, un statisticien, Roberto Bachi, rédigea un rapport secret par lequel il mettait en garde contre le danger démographique induit par le fort taux de natalité arabe en Palestine, le plus élevé au monde. Il faisait deux prévisions jusqu'à l'an 2001, l'une « optimiste », l'autre « pessimiste ». Selon elles, pour arriver en cinq ans à

une majorité de deux à trois pour cent, il fallait un million d'immigrés, soit une centaine de milliers par an ; toutefois, cette majorité ne pourrait être maintenue que peu de temps : Bachi prévoyait que vers 2001 le pourcentage des Juifs en Palestine retomberait et oscillerait alors entre vingt et un et trente-trois pour cent. Afin que le sionisme puisse poursuivre son objectif, il suggérerait de transférer « une grande partie » des Arabes du pays dans d'autres États arabes « par des moyens pacifiques ».

L'on essaya plus tard de corriger la position de Ben Gourion. Il semble qu'une main inconnue ait tenté de falsifier une lettre conservée dans ses archives, pour inventer une phrase qu'il n'écrivit jamais : « Nous devons chasser les Arabes. » Aussi le biographe de Ben Gourion, Tevet, laissa-t-il éclater sa colère affirmant qu'il était au contraire étranger à l'idée du transfert. Des documents historiques également publiés tentèrent d'atténuer son désir de les expulser ⁴³. Ces tentatives furent les unes comme les autres assez stupides. La position des responsables du mouvement sioniste, dont faisait partie Ben Gourion, était sans ambiguïté à cet égard, comme l'attestent les multiples témoignages, oraux ou écrits, tant officieux qu'officiels. L'idée du transfert se trouve en réalité bien ancrée dans l'idéologie sioniste. Elle était dans la logique du principe de séparation entre Juifs et Arabes et reflétait l'inclination à vouloir bâtir un État juif sur des fondations culturelles européennes. Elle se justifiait aussi par l'opposition des Arabes à la création par le mouvement sioniste d'un État en Palestine dont la majorité des habitants seraient juifs ainsi que par le terrorisme arabe 153 ⁴⁴.

Tout cela ne reflétait donc pas seulement l'idéologie sioniste, mais aussi le fait qu'il n'y avait aucune base pour un compromis entre les deux mouvements nationaux, comme cela avait été établi par la commission royale. Ainsi, Djamal Al Husseini, un proche du mufti, déclara-t-il : « Les Arabes ne voient aucun intérêt à se débarrasser des Juifs, mais si les Juifs veulent quitter la Palestine, ils n'y voient aucun inconvénient, au contraire. Il y a déjà quatre cent mille Juifs en Palestine, aussi le moment est-il venu qu'ils trouvent un autre endroit pour fonder leur foyer national. » Selon lui, « les Juifs avaient transformé la Palestine en enfer ⁴⁵ ». Cela ne laissait ainsi aucune illusion aux Juifs qui étaient partisans d'un État binational.

3. Le journaliste et écrivain Yelioshuah Ha Talmi (Radler-Feldman), plus connu sous le pseudonyme de Rabbi Binyamin, suggéra un jour de résoudre le conflit entre Juifs et Arabes en procédant à un « mariage mixte » entre les deux communautés : « Que chacun s'assemble pour ne former qu'un tout ». Quelques années plus tôt, Arthur Ruppin avait fondé l'association « Alliance

pour la paix », appelant les deux peuples à renoncer à leurs aspirations nationales : « Nous ne voulons pas d'un État juif mais d'un État binational », écrivait l'un des sympathisants de cette association ⁴⁶.

Ruppin et ses camarades venaient, pour la plupart, d'Europe centrale et avaient fait des études universitaires. De sensibilité libérale, ils avaient l'habitude de discuter et de correspondre entre eux en allemand. Beaucoup habitaient Jérusalem et organisaient des réunions, rédigeaient des manifestes et publiaient des articles ⁴⁷. Ils avaient des sympathisants à l'étranger : Martin Buber et Shlomo Zalman Schocken à Berlin, lord Herbert Samuel à Londres 154 ⁴⁸.

Pendant l'été 1930, l'Alliance pour la paix rédigea plusieurs dizaines de propositions concrètes destinées à aboutir à un rapprochement entre Juifs et Arabes : un système de coopératives agricoles pour le commerce des oranges, une collaboration dans le service des pompiers, une recherche commune dans la lutte contre la malaria, une politique concertée des loyers, une censure cinématographique commune, mais aussi des syndicats communs, un système éducatif mixte et des partis politiques ouverts aux deux communautés. Tout cela relevait davantage d'un état d'esprit commun que d'un projet concret ⁴⁹.

L'idée fut plus tard associée au nom de Judah Leib Magnes, qui n'était pourtant pas un des fondateurs de l'Alliance pour la paix, ni même ne comptait parmi ses membres actifs : il craignait que Ruppin ne soutienne l'expulsion des Arabes à la moindre occasion, et il s'avéra qu'il avait raison ³⁰. Magnes agissait au sein de l'« Union », une association similaire fondée après l'Alliance.

Les membres de l'Alliance pour la paix ainsi que d'autres associations apparues peu à peu s'efforçaient de rester fidèles à l'idéologie sioniste et faisaient de grands efforts pour avoir la bénédiction du mouvement. Il semble que le fait d'avoir été mis à l'index par le camp sioniste leur fut parfois plus pénible que la crainte que le sionisme ne conduise à la guerre. « Nous sommes tous de bons sionistes », assurait Martin Buber ⁵¹. Mais s'ils étaient fidèles aux idées qu'ils défendaient, force leur était de reconnaître qu'elles n'empruntaient pas la voie sioniste. Selon leur programme, le rythme de l'immigration, même si celle-ci n'était pas remise en cause, devait garantir que les Juifs ne représenteraient pas plus de la moitié de la population ³².

L'Organisation sioniste les condamna : « Il est vrai que vous contribuez beaucoup par vos discours à renforcer sur notre terre le Yishouv, mais votre programme et vos actions conduisent inmanquablement à faire échouer ce

but », leur écrivit le colonel Kisch ⁵³. Un bruit circulait dans les couloirs de l'Agence juive selon lequel il fallait se méfier des initiatives de paix de Magnes et de ses camarades, car elles risquaient de révéler le manque d'unité du Yishouv. Cela ne pouvait qu'accroître les revendications arabes. Un document intitulé « Danger des Juifs modérés », faisait ainsi référence à la proposition d'un accord de paix qu'avait rédigé Chaïm Kalvarisky 155 ³⁴.

Ils ne comptèrent jamais plus d'une centaine de membres, mais l'Organisation sioniste déploya pourtant une grande énergie pour les combattre : l'objectif était d'éviter de donner l'impression que la paix avec les Arabes était plus chère aux partisans d'un État binational qu'à l'establishment sioniste. L'Alliance pour la paix eut de nombreux échos en Grande-Bretagne et aux États-Unis et gagna la sympathie de plusieurs membres de l'administration. Le président de l'université hébraïque. Magnes, avait acquis en tant qu'humaniste une renommée internationale. Mais au-delà des répercussions que la presse avait pu donner, l'idéologie sioniste se retrouvait confrontée à sa propre conscience.

À la différence de plusieurs mouvances révolutionnaires, le mouvement sioniste ne s'était pas doté d'un propre code d'éthique. Il cherchait ses valeurs parmi celles du libéralisme occidental, et lorsque ses dirigeants parlaient de justice, ils faisaient référence aux droits de l'homme et du citoyen, d'un point de vue démocratique tel qu'il s'affirmait en Europe et aux États-Unis, particulièrement après la Première Guerre mondiale, ainsi qu'au droit à l'autodétermination pour chaque peuple.

Le conflit sur la Palestine les gênait sincèrement car, de tout cœur, ils voulaient non seulement être forts et vainqueurs, mais aussi bons et justes. Les partisans d'un État binational confrontaient les sionistes aux contradictions entre les aspirations nationales de leur mouvement et les fondements de la morale universelle dont ils se revendiquaient. Cela explique l'inclination de ses responsables, et en particulier de David Ben Gourion, à discuter interminablement avec les membres de l'Alliance pour la paix, d'Union et des autres associations favorables à un État binational. Ces discussions se révélèrent particulièrement tourmentées et douloureuses : les politiciens parlaient beaucoup de morale, et les membres de l'Alliance pour la paix de politique. Les uns comme les autres semblaient guidés par des considérations purement intellectuelles sans être capables de trouver un quelconque terrain d'entente ⁵⁵.

L'idée en faveur d'un État binational exigeait aussi un rapprochement avec la culture arabe. Cela s'avérait difficile, car la plupart des promoteurs de

cette idée étaient originaires d'Europe, pétris de culture européenne à laquelle ils ne voulaient pas renoncer. Ce penchant leur était commun à tous, tout comme à la plupart des membres de l'establishment sioniste. Rabbi Binyamin lui-même appelait à « éduquer » les Arabes en vue d'une véritable « vie culturelle ». Ainsi fut évoquée la possibilité d'accueillir des élèves arabes dans des écoles juives ⁵⁶.

Magnes connaissait de nombreux Arabes, et il lui semblait parfois trouver en eux des alliés dans son idée d'établissement d'un État binational. Mais la plupart réagirent négativement : comme la majorité des Juifs du pays, ils étaient également prisonniers de leur identité nationale et de leur envie de vaincre. Un jour, l'avocat Awni Abd Al Hadi convia quelques personnes chez lui à l'heure du thé, ayant comme cela se faisait souvent à Jérusalem, invité quelques étrangers, dont le célèbre journaliste américain, Lewis Fisher. Il fut question de l'avenir de la Palestine. Fisher se lança dans un long débat avec Khalil Al Sakakini qui lui confia que le conflit entre Juifs et Arabes ne pourrait être résolu que dans l'alternative suivante : « Ou la Palestine reste en notre possession, ou elle nous sera confisquée par la force », lui dit-il.

Pour donner plus de poids à ses propos, Abd Al Hadi révéla à Fischer que Sakakini était chrétien. Mais un autre convive, également américain, fit remarquer que les chrétiens, minoritaires parmi les Arabes, étaient à l'instar de toute minorité, portés à l'extrémisme, car ils craignaient la majorité. Sakakini lui demanda ce qui pouvait lui faire dire cela. L'homme lui répondit qu'il vivait en Palestine depuis déjà vingt ans. « Comment se fait-il que nous ne nous connaissions pas ? demanda Sakakini. Qui êtes-vous ? » Les autres invités furent passablement interloqués par cette question : il s'agissait du docteur Magnes, le président de l'université hébraïque, dirent-ils à Sakakini, lequel répondit qu'il avait entendu parler de lui mais qu'il n'avait jamais eu l'occasion de le rencontrer. Magnes ajouta qu'il connaissait ses livres qui lui avaient permis d'apprendre l'arabe et lui fit quelques compliments polis.

Sakakini n'en fut pas pour autant troublé : « Parlons franchement, docteur », lui dit-il, et il se mit à lui raconter l'histoire d'un âne : un homme, à califourchon sur son âne, croisa un homme à pieds et l'invita sur sa monture. « Comme ton âne est rapide ! » lui fit remarquer le marcheur. Puis, comme ils poursuivaient leur chemin, l'étranger dit cette fois : « Comme notre âne est rapide ! » Le propriétaire de l'âne lui ordonna alors de descendre. « Mais pourquoi ? » lui demanda l'autre. L'ânier lui répondit : « Je crains que tu ne t'exclames bientôt : comme mon âne est rapide ! »

Un long échange s'ensuivit. À la différence de la majorité des sionistes, Magnes ne pensait pas que la Palestine appartenait aux Juifs, estimant même qu'elle devait rester à ses propriétaires arabes. Mais il pensait aussi qu'elle devait rester ouverte à l'immigration juive. « C'est le danger que nous craignons le plus », dit Sakakini, et la conversation en resta là ⁵⁷. C'était la tragédie de ces pacifistes : personne ne voulait de leur bonne volonté. Le fossé était profond. Avec l'arrivée des nazis au pouvoir en Allemagne, il se creusa davantage.

Avant de s'installer dans leur nouvelle maison de Katamon, les Sakakini habitaient dans la Colonie allemande. Leurs deux filles allaient à l'école allemande. Lorsque les nazis arrivèrent au pouvoir, l'école allemande de Jérusalem se mit à adopter les nouveaux principes éducatifs nazis. Seuls les enfants allemands avaient rejoint le mouvement des jeunesses hitlériennes de Jérusalem, se souvint plus tard Hala Sakakini, mais tous chantaient *Deutschland Uber Alles* et l'hymne du parti nazi ¹⁸. Sakakini, en pédagogue humaniste, croyait que l'Allemagne nazie affaiblirait la Grande-Bretagne et permettrait d'arracher la Palestine des mains des Juifs. C'est la raison pour laquelle il apporta son soutien aux nazis ⁵⁹, ainsi que l'atteste son journal.

Sakakini y faisait remarquer que Hitler avait ouvert les yeux au monde entier : jusqu'à son accession au pouvoir, les gens craignaient les Juifs ou leur prêtaient une puissance illimitée. Hitler montrait au monde que le fusil juif n'était pas chargé. Les Allemands ne les redoutaient pas et avaient été les premiers à les clouer au pilori. Il y avait en réalité deux nations qui se moquaient du monde, écrivait Sakakini : les Juifs et les Britanniques. Hitler était arrivé et avait remis les Juifs à leur place : Mussolini était arrivé et avait remis les Britanniques à la leur. Lorsque l'on apprit à Jérusalem que la majorité des habitants de la Sarre avait voté par référendum l'annexion de la région par l'Allemagne nazie, Sakakini en fut particulièrement heureux et fêta cette victoire avec celle des Husseini aux élections municipales de Jérusalem. Ces deux victoires ne faisaient qu'une à ses yeux ⁶⁰.

Frances Newton inondait la presse nazie d'informations sur l'oppression arabe, ce qui irritait particulièrement les services secrets britanniques. Les services de renseignement de l'Agence juive estimaient que les Arabes agissaient sous l'influence d'éléments extérieurs, français, italiens ou allemands ⁶¹. Khalil Al Sakakini aurait été heureux si cela avait été exact, mais après cinquante jours de grève, il écrivit à ce propos : « jusqu'à présent, nous n'avons reçu aucune aide ni de l'Italie, ni de l'Allemagne. Nous n'avons entendu de leur part que de beaux discours ⁶² ».

L'Allemagne nazie bénéficiait également de la sympathie des élèves de miss Wilson à Bir Zeït. Lorsqu'ils durent étudier le *Coningsby* de Benjamin Disraeli, ils s'insurgèrent, comme l'avait prévu Wilson : « Il était juif ! » protestèrent-ils. Miss Wilson tenta de détourner la conversation sur la manière dont on pouvait définir un grand homme : un homme qui exerce une influence sur ses contemporains, dit-elle, la plupart des élèves placèrent en tête Adolf Hitler ⁶³.

Hitler déclara que le monde aurait mieux fait de condamner la répression des Arabes de Palestine plutôt que de jeter l'opprobre sur l'Allemagne.

Ici et là existaient des contacts entre Juifs et Arabes : ils achetaient les uns chez les autres, des Arabes travaillaient chez des Juifs, des Juifs louaient des appartements à des Arabes. Il arriva même que des ouvriers juifs et arabes fassent grève ensemble. Un jour, un Juif et un Arabe prirent la tête d'une grève des transports ⁶⁴. La Histadrout publia un journal en arabe, dans lequel parut une traduction d'une pièce de Gerhard Hauptmann, *Les Tisserands* et des nouvelles de Maxime Gorki, d'Oscar Wilde et d'Abraham Reizin, traduites pour ces dernières du yiddish en arabe ⁶⁵.

Les responsables de l'Agence juive continuaient de pratiquer la corruption. « Monsieur Shertok a eu l'occasion de s'entretenir avec Raghib Nashashibi, dit Ben Gourion à la direction de l'Agence juive, leur conversation a eu lieu lors d'une réception dans un consulat de Jérusalem. » M. Shertok avait été informé que Raghib s'était adressé à un Juif de Jérusalem pour lui demander de l'aider à obtenir un prêt, car sa situation financière n'était guère brillante. « Il se peut que nous soyons obligés de l'aider à obtenir ce prêt, en échange, bien sûr, d'une hypothèque sûre. Nul doute que si la Palestine devait être divisée. Raghib serait le premier homme du pouvoir du camp arabe ⁶⁶. » Ils soignaient particulièrement Abdallah, leur collaborateur et souverain de Transjordanie. « Abdallah réclamait deux mille livres ; [Rutenberg] ne lui en donna que mille », écrivit Ben Gourion dans son journal ⁶⁷.

L'histoire qui suit est celle d'une rencontre pitoyable. Mordekhaï Ben Hillel Ha Cohen la rapporte dans son journal. Son fils David, alors qu'il se rendait en voiture de Rosh Ha Avili à Haïfa, tomba en chemin sur une famille arabe : un homme et sa femme, avec un bébé dans les bras, et une fillette qui la tenait par le bord de son tablier. Ils faisaient de l'auto-stop. Ha Cohen leur demanda s'ils avaient de l'argent. L'homme lui remit dix groush. La famille s'engouffra dans la voiture et une forte puanteur prit alors Ha Cohen à la gorge.

Ils se mirent à discuter. L'homme était père de six enfants et venait d'un petit village de la région de Tull Qerem. Il n'avait pour tout bien que quelques figuiers et oliviers et travaillait dans la région de Petah Tiqvah comme contremaître avec un salaire de douze groush par jour. Il s'était aménagé sur place un logement de fortune, une tente fabriquée avec des nattes de paille. Leur bébé était tombé malade et ils avaient déjà dépensé cinquante groush pour le soigner à Petah Tiqvah. Ils retournaient dans leur village. Ha Cohen offrit à l'homme et à sa femme les provisions qu'il avait achetées et remit à la fillette « une des pièces que ce pauvre hère lui avait remises et qui lui brûlait les mains ». Peu avant d'arriver à Tull Qerem, l'Arabe demanda à descendre. Ha Cohen lui proposa de l'accompagner jusqu'à son village.

L'Arabe, « touché par la gentillesse » du conducteur, lui révéla qu'en réalité le bébé que sa femme portait dans les bras était mort. Ils étaient partis l'enterrer dans leur village. Les autres enfants étaient restés près de Petah Tiqvah là où il travaillait et ils n'avaient emmené avec eux que leur fille aînée qui avait du mal à se séparer de son petit frère. Ha Cohen les conduisit jusqu'au village. Il leur rendit toute la monnaie qu'ils lui avaient donnée, ajouta quelques shillings, puis s'en alla ⁶⁸. Tels étaient les sentiments étranges faits à la fois de pitié, de morgue et de culpabilité qui caractérisaient les rapports de nombreux Juifs avec les Arabes, comme en témoigne la littérature hébraïque de l'époque ⁶⁹.

L'Agence juive continuait de constituer des commissions afin de jeter les bases du nouvel État. Ce fut le principal bénéfice que put tirer le Yishouv du projet de partition : il donnait au rêve sioniste un aspect concret, à plus ou moins brève échéance. Ben Gourion demanda que des directives soient données dans ce sens : « Quelle en était la procédure ? Comment localiser ce nouvel État ? » C'est ainsi que naquit l'idée de l'État en marche. Mais tout en élaborant des projets, les Britanniques reculaient. Le projet de partage était devenu lettre morte, ne laissant derrière lui que des montagnes de paperasse. Ils avaient auparavant renoncé à l'idée du transfert. Un haut fonctionnaire du Foreign Office fit plus tard remarquer dans ses mémoires : « C'était un projet qu'auraient pu réaliser les Allemands ou les Russes ; on ne pouvait imaginer un instant que les Britanniques en eussent été capables ⁷⁰. »

Ils supprimèrent le projet de partition comme ils l'avaient élaboré, par le biais d'une commission d'enquête. C'était un procédé presque rituel : la commission Woodhead entendit elle aussi des témoins, et rédigea un imposant document de trois cent dix pages, riche en informations et en remarques judicieuses. La commission avait pour finalité d'examiner les modalités de

réalisation des recommandations de la commission précédente. Comme on pouvait s'y attendre, elle arriva à la conclusion qu'elles étaient irréalisables car ni les Juifs ni les Arabes n'en voulaient.

Vingt ans plus tard, Ben Gourion écrivit : « Si ce projet avait abouti, l'histoire de notre peuple aurait été différente et les six millions de Juifs européens n'auraient pas été exterminés, car la plupart seraient venus en Palestine ⁷¹. » C'était une affirmation fausse si l'on se fonde sur les propres prévisions de Ben Gourion : le Yishouv de Palestine n'était alors pas prêt à accueillir des millions de Juifs supplémentaires. Même si l'on considère les relations entre Juifs et Arabes, on ne saurait parler d'une occasion manquée : au moment où les Britanniques décidèrent d'adopter le principe de la partition, il n'y avait déjà plus aucune chance de résoudre le conflit par des voies pacifiques.

Selon le secrétaire général William Denis Battershill, toute cette affaire n'avait été qu'une perte de temps, une reculade : « Tout le monde ici vit sur les nerfs », écrivait-il. Car désormais les Britanniques ne demeureraient plus en Palestine, conscients que c'était ce qu'il y avait de mieux à faire. Ils étaient restés tout en sachant qu'il était préférable de retourner chez eux, mais ignorant comment procéder. « Personne ne sait que faire », écrivait Battershill, qui ne se séparait jamais de son revolver ⁷².

Le terrorisme arabe s'intensifiait. Après avoir assassiné le gouverneur de Galilée, Lewis Andrews, en septembre 1937, des rebelles arabes avaient pris possession de certains secteurs du pays, de routes, de villages et de quelques villes. Les forces de sécurité du gouvernement avaient été obligées d'évacuer Beer Sheba et Jéricho. Des rebelles faisaient le blocus de Jaffa. En octobre 1938, ils se rendirent maîtres pendant quelques jours de la vieille ville de Jérusalem ⁷³.

Au début de ce mois, des Arabes avaient attaqué le quartier juif de Tibériade et tué dix-neuf personnes dont onze enfants. Le camionneur Alex Morrison était arrivé dans la ville peu après la fuite des agresseurs. « Ils laissèrent derrière eux un des spectacles les plus horribles que j'aie vu de ma vie », écrivit-il plus tard : le sol était jonché de cadavres d'hommes, de femmes et d'enfants. « Les corps dénudés des femmes témoignaient de quel usage effroyable les agresseurs avaient fait de leurs couteaux. » Dans un bâtiment, probablement une pouponnière, brûlaient encore les corps calcinés d'enfants ; il était visible qu'on les avait aspergés d'essence avant d'y mettre le feu ⁷⁴.

20. L'Irlande en Palestine

1. Quelque temps après le début de la révolte arabe, les Britanniques firent venir en Palestine sir Charles Tegart, un de leurs plus grands spécialistes en matière de terrorisme. Il avait acquis son expérience comme chef de la police britannique en Inde et venait en Palestine afin de coordonner les différents départements de la sécurité. Parallèlement, débarquaient quelque vingt-cinq mille soldats et policiers. Moshe Shertok raconta à ses camarades que selon des rapports anglais, jamais une force militaire de cette importance n'avait quitté les côtes britanniques depuis la guerre mondiale. Les tribunaux militaires commencèrent à fonctionner dès l'automne 1937, peu après l'assassinat d'Andrews, manifestant en cela une volonté de réprimer plus sévèrement le terrorisme arabe ¹.

Le gouvernement britannique n'allait pas non plus tarder à remplacer Arthur Wauchope. Âgé de soixante-trois ans, après six ans et demi de service, il semblait épuisé, exténué, et ne laissait derrière lui que des échecs patents. À l'instar de ses prédécesseurs, Wauchope avait compris qu'aucun haut-commissaire en Palestine ne pouvait réussir dans sa tâche, mais il aurait voulu rester malgré tout : « Vous pouvez vous imaginer à quel point mon départ m'est pénible, surtout maintenant, alors que la situation du pays est si mauvaise. Si Weizmann n'avait rendu, à force de l'utiliser, cette expression galvaudée, je dirais moi aussi que j'en ai le cœur brisé », écrivait-il à William Battershill. Beaucoup de choses lui restaient à accomplir en Palestine. Comme il le souhaitait, il reçut en cadeau d'adieu des responsables de l'Agence juive les paroles de la *Ha Tiqvah* ¹⁵⁶.

Son successeur, Harold MacMichael était un bureaucrate froid, cynique et introverti qui ne considérait la Palestine que comme une étape parmi d'autres dans sa carrière coloniale. Il avait été au Soudan, au Tanga Nika et, de Palestine, devait partir pour la Malaisie. Son oncle n'était autre que l'ancien

ministre des Affaires étrangères, lord Curzon. Avant son arrivée, Ben Gourion consigna la remarque de l'un de ses conseillers : « Il est snob, pro-arabe, inefficace et corrompu. » On racontait que lorsqu'il était au Soudan, il avait une maîtresse arabe, la fille d'un cheik, et qu'il avait détourné, la ligne du chemin de fer pour la faire passer sur les terres du cheik. Certains toutefois démentaient cette histoire.

MacMichael était féru d'orientalisme. Ben Gourion s'étonnait de le voir mépriser les Arabes. Toutefois, dès leur première rencontre, il exprima des doutes quant à la possibilité que la Palestine puisse résoudre le problème juif. Tout le monde veut aller trop vite, estimait Ben Gourion : « Je vois qu'à nouveau nous nous retrouvons face à un mur. L'Anglais ne comprend pas ce que le temps représente pour nous. Il n'est ni pro-arabe ni projuif. [...] Il est britannique et n'agit qu'en fonction de son administration 156 157. »

Contrairement à son prédécesseur, MacMichael n'éprouvait aucune envie de rencontrer les autochtones. Ce qu'il voulait savoir, il l'apprenait de ses employés ou de ses dossiers. S'il n'avait pas aimé lire le *Palestine Post*, il aurait ordonné, comme il le confia un jour, que sa publication soit suspendue. Ce quotidien de langue anglaise affichait une ligne sioniste modérée qui irritait nombre de ses lecteurs, pour la plupart fonctionnaires de l'administration britannique. Qu'avait donc ce journal à insister sur l'origine juive de Suzanne Lenglen, la célèbre championne de tennis qui venait juste de mourir, s'insurgeait le haut-commissaire ¹⁵⁸. D'une phrase lapidaire il résumait ainsi sa fonction : « J'aurai de la chance si je sors d'ici sans un cheveu blanc ¹⁵⁹. »

2. Charles Tegart fut à l'origine de l'édification d'une barrière de sécurité le long de la frontière nord pour empêcher l'intrusion de terroristes.

Il dissémina à travers le pays des dizaines de postes de police et fit construire sur les routes des guérites en béton que les Anglais surnommaient des pill box. Il fit venir d'Afrique du Sud des dobermans, et créa à Jérusalem un centre spécial de formation aux méthodes de torture ⁶. Les suspects étaient soumis à des interrogatoires brutaux accompagnés d'humiliations, de brutalités et de tortures, tels des coups sous la plante des pieds et divers sévices sexuels dans la plus pure tradition turque. Douglas Duff, commandant de la police de Jérusalem, fit dans ses mémoires une description de ces interrogatoires. « Les coups laissaient très souvent des traces. Pour que le supplice de la bouilloire ne puisse être prouvé, la victime était couchée sur le dos, la tête coincée entre deux oreillers et l'on faisait couler dans ses narines

un maigre filet d'eau. Un membre d'Etsel, Mordekhaï Pechko, raconta qu'il avait, lui aussi, subi cette torture. D'autres témoignèrent avoir été soumis à d'interminables douches glacées ⁷.

Le tribunal militaire rendit des décisions sommaires de condamnation à des peines de prison. En 1939, le nombre de détenus arabes s'élevait à neuf mille, dix fois plus que deux ans plus tôt ¹⁶⁰ ⁸. Des milliers furent placés en détention administrative, sans procès, dans des camps où ils souffraient autant de la promiscuité que des médiocres conditions sanitaires. À un certain moment, la promiscuité devint si intolérable qu'il fallait libérer d'anciens détenus dès que de nouveaux étaient arrêtés ⁹.

Du début de 1938 à la fin de 1939, plus d'une centaine d'Arabes furent condamnés par des tribunaux militaires, soit en moyenne un par semaine, et plus d'une trentaine furent exécutés, c'est-à-dire un par mois. Edward Keith-Roach rapporta qu'il avait vu mourir des gens des dizaines de fois mais que jamais il n'en avait vu mourir de mort naturelle ¹⁰. Plus d'une fois, deux ou trois hommes furent pendus le même jour, comme le gouverneur Kirkbridge put en faire le récit.

Alec Seath Kirkbridge aimait la Galilée au printemps. Les fleurs, qu'il cite dans ses mémoires, iris, asphodèles, renoncules, narcisses, pavots rouges, blancs et pourpres, lui rendaient tout au long de la route le voyage plus agréable. Il avait été élevé et avait grandi en Égypte où ses parents s'étaient installés quand il était enfant. Pendant la Première Guerre mondiale, il s'était engagé dans le génie militaire, et en 1918, avait été envoyé aux côtés de Lawrence d'Arabie pour soutenir l'armée de Fayçal contre les Turcs. Puis il avait servi dans l'administration britannique en Transjordanie. Lorsque Lewis Andrews fut assassiné, Kirkbridge fut nommé, à sa place, gouverneur de Galilée. Il échappa un jour à une tentative d'assassinat. Le tapis de fleurs multicolores qui s'étendait le long du chemin le charmait au point de lui faire oublier la proximité de la mort, écrivit-il plus tard.

Ce jour qui devait le conduire à la prison de Saint-Jean-d'Acre, Kirkbridge se réveilla au milieu des verts et des ors d'un matin printanier extraordinaire : comment pouvait-on pendre des gens par une journée aussi merveilleuse, songea-t-il en prenant la route, escorté par une automitrailleuse de la police. Trois exécutions devaient avoir lieu ce jour-là. La première pendaison avait été fixée à huit heures du matin.

La prison de Saint-Jean-d'Acre était une forteresse en pierre datant du XVIII^e siècle. Kirkbridge arriva avec un quart d'heure d'avance. Sur le pont

au-dessus des douves qui entouraient le bâtiment, il s'entretint avec le directeur de la prison et un officier sanitaire venus à sa rencontre. Passa un aumônier musulman, venu préparer à la mort le premier des condamnés, qui salua le gouverneur. Celui-ci crut lire dans son regard une haine inextinguible qui le fit culpabiliser, lui donnant le sentiment d'être un « salaud ». Il avait besoin de se persuader qu'il n'était aucunement responsable de la sentence prononcée.

Les murs de la salle d'exécution étaient couverts de chaux blanche. C'était un renforcement dans l'enceinte intérieure de la forteresse et les fenêtres étaient d'étroites et sinistres lucarnes. Kirkbridge se crut revenu au Moyen Âge. Une estrade en bois avait été installée sur le sol, avec en son centre une trappe, et au-dessus, un portique d'où trois cordes pendaient. Le gouverneur entra et s'installa dans un angle de la pièce ; deux gardiens suivirent avec le premier condamné, un Arabe d'une vingtaine d'années. Prit également place au pied de l'échafaud un policier qui avait assisté au procès du jeune garçon et qui devait l'identifier.

Le directeur de la prison se mit à lire la sentence. Le condamné le coupa : « Au nom de Dieu ! Finissez-en ! » hurla-t-il. Il avait les deux mains entravées derrière le dos par des chaînes. Les gardiens avaient également attaché ses coudes et recouvert sa tête d'un sac noir : cela au moins lui éviterait de voir son visage, songea Kirkbridge. On le plaça sur la trappe. Kirkbridge vit que l'emplacement exact avait été marqué à la craie. On lui lia les chevilles. Les gardiens reculèrent de quelques pas. Le directeur de la prison actionna le mécanisme : la trappe s'ouvrit, le garçon tomba à travers l'ouverture et se retrouva suspendu dans le vide. Toute l'installation fut ébranlée par la force de la chute.

Le garçon avait perdu connaissance mais n'était pas encore mort. Le corps continua de s'agiter pendant de longues minutes ; les jambes, bien qu'attachées, s'écartèrent. Du sang s'écoulait du sac noir que le garçon portait sur la tête. Les gardiens dirent qu'il avait dû se blesser en tombant, mais le directeur de la prison les corrigea d'un ton docte et sûr de lui : l'hémorragie avait été provoquée par l'éclatement d'une veine dans les fosses nasales. L'officier sanitaire déchira la chemise du jeune garçon, écouta son cœur, et dit qu'il battait mieux que celui d'un homme bien portant. Il attendit encore puis constata le décès. Kirkbridge sortit dans la cour inondée de soleil, remarquant avec soulagement que les odeurs d'humidité et de désinfectants y étaient moins pénétrantes qu'à l'intérieur. En attendant la pendaison suivante, prévue à neuf heures, le gouverneur alla s'asseoir dans le bureau du directeur de la prison où il se fit servir un petit-déjeuner.

La seconde pendaison ressembla à la première, même si les choses ne se passèrent pas tout à fait comme on pouvait s'y attendre : lorsqu'on hissa le condamné sur la trappe, celui-ci s'évanouit et il fallut le tenir pour qu'il tombe correctement. Cette fois, vingt minutes furent nécessaires avant que l'officier sanitaire ne constate la mort. Le gouverneur trouva ces instants interminables, confia-t-il plus tard.

En attendant la pendaison suivante, fixée à dix heures, le gouverneur entreprit de faire le tour de la prison. Il détestait visiter les prisons, mais cela valait mieux que de rester assis, sans rien faire, à attendre. Il passa entre les cellules dans un profond silence. Tous les yeux étaient braqués sur lui. Tous savaient pourquoi il était là. À travers les barreaux d'une cellule, il vit un homme qui s'agitait dans tous les sens. Le gouverneur demanda qui était ce détenu. On lui répondit que c'était la prochaine victime. Le sentiment qui l'avait accompagné depuis le matin ne faisait que s'accroître. Il savait que la mort était le lot de toute guerre, mais ce qu'il était venu faire dans la prison de Saint-Jean-d'Acre était répugnant et il se sentit soudain envahi par un fort sentiment de pitié, autant pour lui-même que pour les condamnés. Serait-il seulement capable, le moment venu, d'affronter courageusement sa propre mort, comme ces gens-là, écrivit-il plus tard.

Dans une des cellules au bout du couloir, se trouvaient quelques détenus condamnés en raison de leur appartenance à des organisations terroristes. Leurs yeux étaient eux aussi étincelants de haine : « bien évidemment pas parce que j'étais venu pendre quelques Arabes, écrivit Kirkbridge, pour eux, cela suffisait que je sois britannique ». Un seul homme ne le regarda pas. Il était resté penché à la fenêtre, le regard perdu au loin en direction de la mer. Kirkbridge ressentit un besoin étrange de le remercier de ne l'avoir pas regardé.

Après la troisième pendaison, le gouverneur dut encore s'acquitter de la tâche de constater les décès. C'était en réalité une formalité, mais il se devait de voir les trois corps. Ils étaient étendus sur une dalle de marbre, le visage congestionné et le teint violet. Les condamnations à mort ne pourraient rien résoudre, pensa Kirkbridge, se disant qu'il serait peut-être bon que l'on demande aux juges d'assister à l'exécution de leurs sentences. Ce sentiment était largement partagé : « J'aimerais voir les juges à ma place », écrivit aussi Edward Keith-Roach ¹¹. Kirkbridge signa quelques documents et rentra chez lui. « Tu es livide », lui dit sa femme. « Je veux bien le croire », lui répondit-il ¹².

Plus d'une fois, de jeunes délinquants furent condamnés à être battus. C'étaient de jeunes garçons entre sept et seize ans : ils étaient frappés avec un fouet ou une cravache. Six coups de bâton pour un jeune enfant jusqu'à quatorze ans, vingt-quatre pour un plus âgé. S'il avait été condamné à recevoir plus de douze coups, sa punition lui était infligée en plusieurs fois, six coups à chaque fois, tous les trois jours. Ces châtiments n'étaient pas publics mais étaient administrés dans l'enceinte de la prison, en présence du directeur. Pour plus de douze coups, la présence d'un médecin était nécessaire¹³.

3. Les lois et les règlements édictés par les autorités pour réprimer le terrorisme rejetaient la responsabilité sur la communauté entière : le village, le quartier, et parfois même toute la ville. Le principe était que tout le monde était coupable jusqu'à preuve du contraire et que tout le monde devait expier. Le juge Gad Frumkin attribuait la punition collective à l'initiative qu'il avait prise après les événements de Nabi Moussa et de Jaffa au début des années vingt¹⁴.

Hilde Wilson, professeur à Bir Zeït, décrivit les perquisitions entreprises dans son village. Survenait d'abord un avion d'où un ordre de couvre-feu était lancé. Puis les soldats arrivaient, parfois plusieurs centaines, dans des dizaines de véhicules. Un jour elle en dénombra deux cents. On ne savait jamais s'ils venaient procéder à des perquisitions ou à des actions punitives destinées à effrayer et à humilier les habitants¹⁵. Chaque fois que l'armée pénétrait dans son village, Hilde Wilson se sentait remplie de honte et tentait de dissuader les soldats. Lorsque les Britanniques décrétaient le couvre-feu, elle s'enfuyait par des chemins de traverse dans la montagne pour se rendre à Jérusalem.

Le chauffeur de camion Alex Morrison décrivit dans son journal ce dont il avait été témoin à Tull Qerem, « un petit sillage biblique pittoresque ». Morrison « supposait » que les soldats étaient entrés dans le village à la recherche d'un terroriste. Mais à leur arrivée, ils virent qu'il n'y avait plus un seul homme et qu'il ne restait que les femmes, les enfants et quelques vieillards, dont le moukhtar. Le commandant exigea de savoir, par l'intermédiaire d'un interprète, où se trouvaient les hommes du village, mais le moukhtar refusa de répondre : « C'est typique des Arabes », remarqua-t-il, ajoutant : « Je les ai toujours admirés pour leur courage. J'ai vu des Arabes mourir plutôt que de trahir. » Personne ne fut tué, mais toutes les femmes furent obligées de se mettre en rang et de découvrir leur poitrine, afin de s'assurer qu'aucun homme travesti ne se trouvait parmi elles. Ce qui n'était pas le cas. Les maisons furent ensuite fouillées, mais sans résultat¹⁶.

Ces opérations étaient devenues routinières. Chaque village pouvait à tout instant être perquisitionné. Les soldats rassemblaient les hommes dans des camps de prisonniers improvisés qu'ils appelaient les « cages ». Pendant ce temps, ils allaient d'une maison à une autre à la recherche d'armes, cassant les portes, saccageant les meubles et pillant les garde-manger. Tout était répandu sur le sol, les bidons d'huile déversés, sous prétexte que les villageois pouvaient y dissimuler des armes. Mais les soldats agissaient aussi par méchanceté : « Ils ont fait exprès de mélanger la farine à l'huile et de tout renverser sur les lits », raconta un paysan. Les rebelles arabes conseillaient aux villageois de laisser les olives sur les arbres le plus longtemps possible 161 ⁷.

Un médecin britannique du nom d'Eliot Forster témoigna dans son journal de ce qui se passa au mois de mai 1939 dans le village de Khalkhoul, près d'Hébron. Quelques femmes avaient réussi à prendre la fuite et lui avaient raconté que les habitants du village avaient été emprisonnés dans deux camps en plein air, l'un pour les femmes, et l'autre pour les hommes. Ils ne recevaient ni eau ni nourriture et, selon elles, vingt hommes étaient déjà morts. « Il était évident que cela était exagéré, écrivait le médecin, ajoutant : Mais comment pourrais-je dire encore, le cœur léger, comme il y a un an, que jamais l'armée britannique ne peut être capable de tels actes et que toutes ces rumeurs ne sont que pure invention ? »

Cinq jours plus tard, le médecin récoltait d'un témoin oculaire d'autres informations : les femmes avaient été autorisées à sortir du camp au bout de deux jours mais les hommes étaient toujours emprisonnés. La plupart étaient des vieillards : les jeunes, plus téméraires, avaient réussi à s'enfuir. Quelqu'un raconta qu'ils étaient tous en bonne santé et sous surveillance médicale, mais au cours de la journée cinq d'entre eux avaient trouvé la mort. Quatre autres moururent par la suite. Ils étaient restés sept jours dans le camp, sans eau, sous le soleil brûlant du mois de mai. Le docteur Forster écrivit dans son journal : « Nous pourrions aussi en apprendre à Hitler sur la manière d'administrer des camps de concentration. »

Le haut-commissaire MacMichael confirma qu'au cours d'une perquisition, huit habitants étaient morts d'épuisement. C'était dans un village réputé « dangereux » : on y avait retrouvé vingt-six fusils et cinq pistolets. Ces hommes étaient morts, selon lui, à la suite « d'un malheureux concours de circonstances » : il faisait très chaud et les défunts étaient des vieillards. Il s'agissait d'un « accident de travail ». Personne n'avait sciemment tué les villageois de Khalkhoul et on ne pouvait dans ce contexte parler d'« horreurs », écrivit le commissaire. Malgré tout, en raison de ces

circonstances malheureuses, il fut décidé de verser aux familles endeuillées un dédommagement de deux mille soixante-cinq livres ¹⁸. Des opérations similaires furent menées dans de nombreux autres villages ¹⁹.

Le principe de punition collective était au centre des débats. Il semble que les autorités aient sincèrement essayé de ne pas agir arbitrairement. Elles se justifiaient par le fait que, contrairement aux Occidentaux, les Arabes attribuaient une plus grande valeur à la collectivité qu'à l'individu. À l'époque turque, des pressions étaient perpétuellement exercées à l'encontre des familles et des tribus. Les Turcs arrêtaient des tribus entières, flagellant les cheiks et les moukhtars. C'étaient des méthodes très efficaces que les Britanniques n'utilisaient pas. « Il faut lutter contre tout défaitisme, écrivait le général Robert Haining, chef de l'armée de Palestine ». Les Britanniques infligeaient des amendes collectives aux villages arabes. Cela relevait des officiers de district, et apparaissait autant une sanction qu'une œuvre pédagogique. Les officiers agissaient en toute occasion comme des boy-scouts, s'efforçant de garder une apparence de respectabilité.

Dans un village près de Jenine, cent mille oliviers avaient été incendiés ; c'était, semble-t-il, un acte criminel local. L'officier de district déclara que les habitants n'avaient pas fait tout ce qu'ils auraient pu pour empêcher que l'incendie se déclare et exigea une amende de cent quinze livres, précisant qu'une centaine serait affectée au dédommagement des propriétaires, les quinze livres restantes étant destinées au gouvernement.

Dans un autre village, l'officier de district décida que l'amende servirait au défrichement d'un terrain, près de l'école, et qu'il faudrait enseigner aux enfants que de tels actes ne pouvaient aucunement être qualifiés « d'actes virils ». Il prononça quelques sages paroles sur le rôle des arbres fruitiers dans la vie de l'homme. Ailleurs, l'officier de district décida que l'amende servirait à améliorer la route d'accès au village et expliqua que d'un point de vue moral et psychologique c'était le meilleur moyen d'agir à l'égard d'habitants primitifs. Les autorités recevaient parfois des lettres de contestation et acceptaient de reconnaître que les amendes étaient injustes ou trop élevées, ou qu'il fallait les faire payer aux riches plutôt qu'aux pauvres. Moshe Shertok revendiquait l'idée d'élargir le cadre de la punition collective et de sévir plus durement encore : s'il semblait difficile de savoir de quel village les terroristes étaient originaires, il proposait d'en rejeter la responsabilité sur tous les villages environnants et de leur infliger une sanction ²¹.

Hilde Wilson assista un jour aux préparatifs précédant une opération dans un village : « Il faut l'encercler et chasser les habitants vers les montagnes »,

avait dit le sergent. Lorsqu'il prononça le mot « chasser », elle perçut dans sa voix une cruauté que jamais elle ne pourrait oublier, confia-t-elle dans son journal. Hilde Wilson avait l'habitude de parler avec les soldats. Un jour qu'il pleuvait, elle s'était abritée dans un *pill box*. Leur préoccupation principale était leur petit-déjeuner. Au niveau supérieur de l'abri étaient conservés des œufs. Les soldats semblaient extrêmement fatigués et avaient l'air de somnambules, écrivit-elle.

À force de les fréquenter, elle avait fini par penser que s'ils se livraient au pillage, c'était par désœuvrement : « Ils s'ennuient à mourir, écrivait-elle, ils occupent des positions isolées, il n'y a ni cinéma ni activité sportive. Leurs interventions dans les villages sont leur seule distraction. Les soldats sont par nature portés aux actes de vandalisme ; même en Angleterre, ils ont pillé des maisons pendant la guerre. Que peut-on attendre d'eux dans un pays lointain, au milieu de villages considérés comme ennemis ²² ? »

À une époque, l'armée avait investi plusieurs villages pour installer des camps pendant plusieurs mois. Certains avaient été totalement vidés de leurs habitants. Au cours des actions antiterroristes, les autorités avaient l'habitude de démolir les maisons. Le haut-commissaire envoya un jour une lettre à Pollock, le gouverneur de Samarie, dans laquelle il le remerciait d'avoir « détruit en représailles » cinquante-trois maisons du village de Baqaâ al-Gharbieh ²³. Entre 1936 et 1940, deux mille maisons furent ainsi détruites par les autorités ²⁴. Le juge Anwar Nusseibeh observa que le lynchage était moins terrifiant que ce qu'avaient fait les Britanniques pour réprimer la révolte arabe : s'il caractérisait la haine et la terreur, il ne figurait pas, en revanche, dans le cadre des mesures légales ²⁵.

Tout cela contraignait les habitants à des décisions impossibles : si le village donnait refuge à un terroriste arabe, l'armée pouvait le sanctionner. S'il livrait un terroriste, ses camarades pouvaient alors le venger. Les rebelles et l'armée entraient et sortaient des villages, parfois à quelques heures d'intervalle. Les uns et les autres arrivaient avec leurs exigences et brandissaient des menaces de représailles. Les rebelles avaient leur propre loi qu'ils se faisaient forts de faire respecter.

À un certain moment, les autorités exigèrent de tous ceux qui quittaient leur village de se munir d'un laissez-passer. Les rebelles menacèrent les habitants s'ils obéissaient. Ceux-ci se trouvaient devant un terrible dilemme : soit subir le couvre-feu, soit s'exposer à la vengeance des rebelles. Les chauffeurs de bus étaient également concernés. Les élèves de miss Wilson ne savaient comment se rendre aux matchs de football en dehors de leur village,

et les villageoises ne savaient comment faire pour se débarrasser des chats errants. Il y en avait beaucoup en effet à Bir Zeit, écrivait Hilde Wilson dans son journal. De temps en temps, on les mettait dans de grands sacs pour les lâcher près du quartier juif de Neve Yaakov. « Nous, villageois, nous nous trouvons entre Satan et les abîmes de la mer bleue », rapportait une lettre envoyée d'un village de Ramallah au haut-commissaire, décrivant l'existence au quotidien, entre les rebelles et les soldats ; parmi ces derniers, était-il écrit, se trouvent de plus grands criminels que chez les rebelles ¹⁶².

Des actions analogues furent menées dans les villes, comme à Naplouse au mois d'août 1938 : près de cinq mille hommes furent détenus dans des « cages » et interrogés les uns après les autres. Ils furent libérés avec une marque tamponnée sur le bras. Pendant ce temps, la ville était fouillée. Quelques hommes recherchés furent découverts ainsi qu'un atelier clandestin de fabrication de bombes et deux pantalons kaki qui pouvaient faire penser à une tenue militaire. Un couvre-feu général fut décrété alors dans la plupart des villes. ¹⁶³

Les autorités étaient sensibles aux accusations, surtout à cause des échos dans la presse britannique et américaine. « Les événements sont répercutés à travers tout le pays et en Grande-Bretagne, ils sont portés chaque jour à la connaissance du parlement, des rédacteurs de presse, des éditorialistes, et influencent l'opinion publique [...] », écrivait Moshe Shertok au sujet de la répression de la révolte arabe. « La nécessité d'utiliser les grands moyens pour soumettre des populations entières à l'amende ou dynamiter des maisons, tout comme tirer sur des individus, tuer, ne fût-ce que sous l'effet de la colère, tout cela ne peut que mécontenter l'opinion britannique, lorsque l'on sait qu'il y a des victimes innocentes. À plus forte raison, lorsque ceux qui sont tués sont des fonctionnaires et des soldats britanniques. » L'Allemagne nazie utilisa les informations sur la répression arabe à des fins de propagande ²⁸.

Ainsi les autorités prirent-elles l'habitude de démentir toutes les accusations d'atteinte aux droits de l'homme et de les qualifier d'« exceptions ». Selon elles, les mauvais traitements « ne pouvaient » refléter leur politique qui était étrangère aux actes des soldats britanniques ²⁹, ce qui n'empêchait pas un officier de se plaindre « d'une violence superflue », vengeresse et meurtrière, et d'exiger que soient jugés ceux qui dépassaient les limites. Des militaires le furent pour mauvais traitements, et même pour meurtres, à l'encontre d'autochtones, mais ils n'écopèrent que de peines légères ³⁰.

Le secrétaire général Battershill écrivit que la répression de la révolte nécessitait des mesures « drastiques » auxquelles il trouvait une justification idéologique : « Je doute qu'il se trouve un Arabe qui s'oppose au meurtre, d'un point de vue moral. Je suis sûr que les Arabes voient dans le meurtre une arme convenable et justifiée, non seulement contre leurs adversaires mais aussi dans certaines situations politiques. Jamais nous ne parviendrons à changer leur opinion sur ce sujet, aussi notre seule chance réside-t-elle dans l'action afin de les dégoûter du meurtre et du terrorisme. En un mot, leur faire comprendre que cela ne paie pas. Alors seulement ils arrêteront. » Ce n'est pas un travail agréable, écrivait Battershill mais il est nécessaire ³¹.

Le général Haining exprima ses regrets que l'on ne puisse utiliser dans l'armée des gaz lacrymogènes pour refouler les terroristes. Le haut-commissaire s'y opposait parce que la Grande-Bretagne avait signé une charte internationale interdisant l'usage de gaz. Ils ne pouvaient être utilisés que pour sauver des vies humaines, comme au cours d'un assaut pour déloger des terroristes retranchés dans une maison. « Il est dommage que le gaz lacrymogène soit considéré comme un gaz, regrettait Haining. C'est là tout le problème ³². »

Les soldats ne rencontrèrent pas d'obstacle lorsqu'ils durent brûler les corps des terroristes qu'ils avaient tués, afin d'empêcher que leurs obsèques ne servent de prétexte à des manifestations ³³. Ils n'eurent pas non plus de scrupules à forcer des civils arabes à marcher en tête de leurs caravanes ; ils les faisaient également asseoir sur un wagonnet spécial attaché aux locomotives, afin d'empêcher que des terroristes ne minent la voie ferrée ou ne l'attaquent. Un de ces otages raconta plus tard : « Nous chantions à tue-tête afin d'avertir les rebelles qu'il y avait des Arabes dans la caravane qui approchait pour les empêcher de tirer. » Cette idée venait d'une autre colonie : un camarade du général O'Connor écrivit que c'était ce qui se faisait en Inde ¹⁶⁴³ 4.

4. Le terrorisme arabe permit à l'Agence juive de souligner ce qui à ses yeux depuis toujours apparaissait comme essentiel : le mouvement sioniste et l'Empire britannique étaient unis face à un ennemi commun. L'administration était désormais encline à le reconnaître.

Les Arabes étaient restés jusque-là sans direction réelle : quelques semaines après le meurtre d'Andrews, les autorités avaient écarté le mufti Al Hussein, lequel s'était enfui à Londres, déguisé en bédouin. Le Haut Comité arabe avait été déclaré hors-la-loi et un certain nombre de leaders de la communauté arabe avaient été arrêtés et exilés aux Seychelles ³⁵. En réalité,

le mufti avait déjà coupé les ponts avec les Britanniques longtemps avant qu'ils ne l'obligent à s'enfuir du pays. C'était inévitable, estimait le juge Anwar Nusseibeh : son amitié avec les Britanniques était fragile et artificielle depuis le début. Non pas parce que le mufti était antibritannique, au contraire : beaucoup le considéraient comme un ami, comme un agent britannique même.

Mais par sa double allégeance, il ne parvint plus à un certain moment à biaiser et dut choisir son appartenance arabe ³⁶ ».

Au fur et à mesure que la répression du terrorisme s'intensifiait, les liens entre l'Agence juive et les autorités se resserraient. Celle-ci apparaissait à cette époque comme l'un des rouages de la sécurité de l'administration : tout autant assistant, entrepreneur et client. On eut l'impression à un certain moment que l'armée britannique agissait au service de l'Agence juive et de particuliers, à la fois comme une armée de mercenaires et comme une milice. L'Agence juive participa au financement d'une partie des dépenses des forces de sécurité.

Avec l'intensification du terrorisme arabe, il fallut renforcer les forces de police, constituées jusqu'alors majoritairement d'Arabes, dont l'intégrité était désormais mise en doute. Aussi des milliers de policiers juifs furent-ils recrutés, dont une partie comme gardes dans des unités spéciales. Une police fut également créée pour protéger les agglomérations juives. Toutes ces unités étaient censées agir comme partie intégrante des forces de sécurité de l'administration, mais en réalité elles se trouvaient sous la tutelle de l'Agence juive, et devaient appartenir à une force militaire que la direction du Yishouv constituait progressivement, sous l'égide de l'administration, en vue de la confrontation avec les Arabes ³⁷. « Nous disons clairement au gouvernement, avertit Moshe Shertok, cette entreprise fera long feu si elle n'est pas dirigée par l'Agence juive. » Les nouvelles recrues devaient lui être fidèles : « Vous êtes tenus d'exécuter tous les ordres donnés par le gouvernement, mais vous avez un autre devoir moral : vous devez obéissance non seulement au gouvernement mais aussi aux autorités juives. Vous ne devrez pas seulement louer vos services en tant que mercenaires [...] car vous appartenez aussi à une organisation juive qui poursuit actuellement comme objectif de renforcer la défense légitime du Yishouv. L'organisation peut exiger de vous des comptes [...]. Elle est votre maître. »

Moshe Shertok expliquait que le succès de ce recrutement serait, entre autres, garanti si une armée juive voyait le jour. Aussi était-il de leur devoir « d'adopter une attitude sioniste responsable sur le plan moral ». L'aide que le

Yishouv prodiguait à l'administration était, selon lui, « un billet à ordre » signé par les autorités, mais aussi un acte politique. Avec la répression de la révolte, « il faudrait prendre en considération tous ces faits politiques ³⁸ ».

Les membres de l'Agence juive et de l'administration coordonnaient les poursuites, les actions punitives contre les villages, les amendes collectives et les condamnations à mort. Un jour, Moshe Shertok proposa de dévier un autobus de sa route, avec à son bord des militaires à la place des voyageurs ; « un véritable piège ambulant ! –, s'exclama alors le secrétaire général Hattershill qui était en contact direct avec le haut-commissaire pour tout ce qui touchait à la sécurité et aux renseignements. « Le commissaire m'a transmis en secret et à moi seul que nous devons nous tenir prêts si nécessaire pour recruter trois cents hommes supplémentaires. » Il informa le commissaire de l'entrée illégale d'armes par les Arabes ³⁹.

Lors d'une discussion avec le secrétaire général, Moody, Shertok s'engagea à ce que l'Agence juive collabore avec les autorités par tous les moyens possibles, afin de lutter contre les actions terroristes intentées par les membres d'Etsel contre des civils arabes. Lorsqu'il apprit que les autorités s'apprêtaient à arrêter le professeur Joseph Klausner, il entreprit de les en dissuader, en raison des répercussions négatives que cela pouvait avoir. Les autorités suivirent alors son conseil ⁴⁰.

Shertok fit part à ses camarades d'une polémique que l'on n'aurait jamais pu imaginer quelques années plus tôt : le gouvernement exigeait de l'Agence juive qui s'était mise à marchander qu'elle paie une partie des dépenses de la police. Quinze ans plus tôt, les autorités s'étaient indignées de la tentative de l'Agence juive d'« arrondir » le salaire des policiers juifs, considérant cela comme une forme de corruption. En juin 1935, elles exigèrent non seulement que l'Agence juive paie tous leurs salaires mais qu'elle finance également leurs uniformes. La police ne leur fournirait, quant à elle, que leurs armes. Shertok refusa et le secrétaire du gouvernement accepta de prendre aussi en charge les uniformes. Shertok ne trouvant pas cela suffisant, suggéra de partager les dépenses afférentes aux salaires et aux frais d'entretien. Le haut-commissaire accepta. Il semble que l'Agence juive ait eu à un certain moment du mal à financer tous les gardes que le gouvernement avait accepté d'engager ^{165.4} ¹.

Le gouvernement fournissait également des « services de sécurité » à des sociétés commerciales. « J'ai l'honneur de vous informer que nous avons placé trois policiers pour veiller aux biens de la colonie Roukhama, et je vous

remercie de bien vouloir nous verser la somme de soixante-douze livres pour les frais de garde pour une période de trois mois », écrivait l'inspecteur général de la police à la société Gan Shlomo qui avait des vergers dans la région. La société adressa à la police des lettres de protestation ⁴².

Charles Tegart avait foi dans le sionisme ⁴³. Il travaillait en étroite collaboration avec l'Agence juive dont il allait devenir également un important client : l'édification de la barrière, sur son initiative le long de la frontière nord, avait été confiée à Solel Boneh, la grande société de construction de la Histadrout qui construisit aussi les célèbres barrages de police, les « barrages Tegart ».

David Ha Cohen, qui se trouvait à la tête de Solel Boneh décrivait Tegart comme un Irlandais, grand, hâve et chenu, au visage sculptural et au nez aquilin. Il le rencontra la première fois dans sa chambre d'hôtel du King David à Jérusalem où il n'y avait pas de portemanteau. Tegart lui dit de poser son manteau sur le lit et commença, sans cérémonie, à s'entretenir de la construction de la barrière. Ha Cohen énuméra un certain nombre de difficultés. Il faudrait faire venir du fil de fer barbelé de l'Italie mussolinienne, ce à quoi pourrait s'opposer le gouvernement de Grande-Bretagne. Il aurait également besoin de nombreux gardes pour protéger les ouvriers. Cela devait être pris en compte dans le budget des travaux.

Tegart voulait que les choses aillent vite, sans appel d'offres ou autres retards administratifs. Il ne discuta pas le prix. Selon Edward Keith-Roach, il dépensa pour les barrages et la barrière près de deux millions de livres ⁴⁴. Ha Cohen calcula que la barrière allait rapporter à Solel Boneh soixante mille livres. Un millier d'ouvriers environ, tous juifs, furent transportés sur la lointaine frontière nord pour une opération nationale tout à fait extraordinaire que Ha Cohen qualifia d'« épopée », comme pour la construction du chemin de fer dans le Far West. L'écrivain Brakhah Habas, l'épouse de Ha Cohen, immortalisa dans un livre les différents incidents qui émaillèrent cette aventure.

Ha Cohen était en contact permanent avec les responsables de l'armée. Plusieurs d'entre eux l'aidèrent, plus d'une fois, contrevenant aux ordres de l'administration civile et à la loi⁴⁵. Tegart lui envoya un jour une lettre dans laquelle il comparait les dirigeants révisionnistes à Hitler et à Mussolini. Tout en écrivant, il sentait qu'il allait trop loin : cela arrive souvent aux Irlandais, écrivait-il, exprimant sa certitude que Ha Cohen saurait garder cela secret. Une main, probablement celle d'Ha Cohen, écrivit en hébreu sur la lettre : « Ultra secret ⁴⁶. »

5. La collaboration avec Tegart reposait essentiellement sur la conscience claire d'un intérêt commun. Orde Wingate agissait essentiellement sous l'influence de sa foi fanatique dans le sionisme qu'il avait adopté comme on adopte une religion. « Il apparaissait comme un homme dévoré par un feu intérieur, s'adonnant tout entier à une seule idée qui enflammait son imagination », écrivit Moshe Shertok. D'après son existence passée, il aurait dû être pro-arabe comme l'étaient certains cercles de l'armée. Son biographe avait du mal à comprendre cela. Il était né en Inde d'une famille d'officiers qui avaient servi dans les colonies : un proche, sir Reginald, avait été haut-commissaire en Égypte et croyait que les Juifs avaient poussé l'Empire ottoman à la guerre contre l'Empire britannique ⁴⁷. Wingate avait fait ses études dans une école prestigieuse, était devenu spécialiste du monde arabe et avait été officier d'artillerie au Soudan. Il connaissait l'arabe. Tout porte à croire qu'il se laissa séduire par le sionisme après avoir, en 1936, été nommé en Palestine officier des renseignements.

Lorsqu'il arriva, sa grande culture biblique lui avait déjà donné une idée de ce qu'était la Palestine. David Ha Cohen, l'un des premiers responsables du Yishouv qu'il rencontra, lui fit parcourir le pays. Près d'Eïn Harod, Wingate émit une critique sur la stratégie militaire du roi Saül : « Il aurait mieux valu qu'il établisse son commandement au sommet de la colline plutôt qu'à proximité de la source, et tout alors aurait été différent. » Dans sa voix, Ha Cohen put percevoir un mélange d'émotion, de colère mais aussi de douleur, comme si cela s'était passé la veille. Wingate installa son état-major à l'endroit où, selon lui, Saül aurait dû l'établir ⁴⁸.

L'homme que Basil Liddell-Hart décrivait dans une lettre à Winston Churchill comme une sorte de « Lawrence d'Arabie des Juifs » était, selon les propos de Moshe Shertok, « impérialiste et idéaliste », avec un grand sens moral et capable du plus grand courage et de la plus grande abnégation ⁴⁹. Dans une prière écrite à sa mémoire après qu'il eut trouvé la mort dans un accident d'avion en Birmanie, il était comparé au Gédéon du livre des Juges. Ben Gourion l'avait, ainsi que d'autres, surnommé « l'ami ». Dans un ouvrage publié en Israël plusieurs années après sa mort, on pouvait lire : « Les théories d'Orde Charles Wingate, sa personnalité et son autorité ont inspiré les commandants de la Haganah, tout comme son influence peut également se faire sentir dans les méthodes de combat de Tsahal. » Ses hommes parlaient de lui avec un mélange d'admiration et de crainte. On disait, derrière son dos, qu'il était fou ⁵⁰.

Il fonda une sorte de milice spécialisée dans la poursuite de terroristes en pleine nuit. C'était son idée. Il se mit à organiser l'unité de sa propre initiative, puis il reçut l'autorisation de ses supérieurs. « Les unités spéciales de nuit » sévissaient surtout en Galilée et étaient composées de quatre sous-sections constituées chacune de deux cents combattants, dont cent cinquante Juifs ⁵¹. Elles étaient chargées de protéger l'oléoduc en provenance d'Irak et la barrière de sécurité de Tegart, et ils combattaient les terroristes. Wingate répondait au terrorisme par le terrorisme.

Un de ses hommes, Zion Cohen, écrivit : « Nous arrivions à proximité d'un village près duquel l'oléoduc avait été saboté. Nous dormions là jusqu'à l'aube, puis nous entrions alors dans le village, rassemblant tous les hommes, le visage contre le mur et les mains derrière le dos. La sanction était administrée par Wingate et ses acolytes anglais car il ne voulait pas exacerber la haine des Arabes à notre égard. » Les hommes étaient fouettés, le dos nu. « C'était un spectacle effrayant », poursuivait-il. Wingate montait d'abord sur un rocher et les réprimandait sévèrement en arabe. Avec le temps, les sanctions devinrent de plus en plus sévères. Plusieurs fois, il ordonna aux villageois de s'enduire le visage de pétrole et de boue. Plus d'une fois, il tira sur eux avec l'intention de les tuer. « Wingate nous apprenait à nous conduire en bons soldats ayant certaines valeurs ⁵². »

Cohen relata une opération de représailles après la mort d'un boucher de Tibériade. C'était dans le village de Hitin. Wingate et ses troupes avaient regroupé tous les hommes. Il en choisit une dizaine et leur ordonna d'avancer. Cohen leur servait d'interprète. Vous avez tué des femmes, des enfants et des vieillards pendant leur sommeil, leur dit-il. Vous n'avez pas éprouvé la moindre pitié. Vous n'êtes que des pleutres et des lâches. Pour vous faire expier vos fautes, je vous condamne à mort. » À son ordre, les soldats firent feu sur les dix hommes. Parmi ces soldats, se trouvait Yigal Feïkovitch, qui se fera connaître plus tard sous le patronyme d'Allon 166 5 ³.

L'adjoint de Wingate s'appelait Humphrey Edgar Nicholson Breidin. Selon un témoignage conservé dans les archives sionistes, Breidin « avait condamné à mort » deux Arabes, après les avoir fait comparaître pour leur « procès ». Selon un autre témoignage, il rassembla un jour tous les hommes d'un village et exigea qu'ils lui remettent dans un délai d'un quart d'heure une dizaine de fusils. Ceux-ci n'ayant pas réagi, Breidin ordonna que le quinzième homme de chaque rangée sorte et fit exécuter les trois hommes sortis des rangs. Selon Chaïm Levakov, il arrivait que des soldats britanniques participent à des opérations, ivres, pillant et torturant sans retenue ⁵⁴.

Un jour Wingate organisa une action de provocation politique sur le marché de Haïfa : ses hommes, juifs, devaient se travestir en Arabes pour y pénétrer, armés de pistolets et provoquer une fusillade meurtrière, afin de créer un courant de panique. L'opération ne put aboutir. Un autre jour, il décida de mettre en fuite des terroristes en sonnant du schofar. Il avait lu la nuit précédente comment Josué avait détruit les murailles de Jéricho ⁵⁵.

L'Agence juive finança aussi une partie des dépenses des opérations menées par les unités de nuit spéciales, comme si elles avaient agi pour son compte. Elle finança les salaires d'une partie des gardes intégrés aux unités, ainsi que leur entraînement, tout comme les suppléments de salaire des commandants des unités, une partie des dépenses personnelles des soldats britanniques et celles afférentes aux transports et aux chevaux. Elle finança aussi les dépenses de construction d'une écurie et des baraquements pour les soldats. Dans un rapport interne de l'Agence juive, il est spécifié qu'elle finança également ce qui était qualifié de « développement des relations », apparemment des sommes d'argent allouées aux collaborateurs ⁵⁶.

L'action des unités de nuit spéciales de Wingate, raconta Moshe Shertok à ses camarades, se heurtait aussi à ce qu'il qualifiait de « forts blocages de la part des meilleurs de nos hommes ». Une action de ce genre « ne nous convient pas », pensaient-ils, craignant qu'elle ne compromette à jamais toute chance de coexistence avec les Arabes. Certains, rapportait Shertok, s'étaient même ralliés à des fonctionnaires de l'administration opposés à Wingate. Mais le service dans ses unités flattait l'image que cultivaient certains jeunes du Yishouv, essentiellement dans les kibboutz. « Il est ainsi prouvé dans l'armée britannique que le jeune Juif peut être aussi un bon soldat et que le Yishouv n'est pas composé que de boutiquiers et de tanneurs intéressés seulement par le commerce », spécifiait un autre rapport ⁵⁷.

6. Au début de novembre 1938, William Battershill notait dans son journal : « Une nouvelle étoile brille dans le ciel. » Il prévoyait le pire : le major général Bernard Montgomery allait tenter de s'assurer la mainmise sur toute la Palestine ⁵⁸. Battershill détaillait la longue liste des différends qui existaient entre les commandants de l'armée et les membres de l'administration civile, ainsi que les fortes rivalités, les violentes passes d'armes et la tentative de révolution de palais à l'encontre du haut-commissaire MacMichael dans l'intention de l'évincer. Durant cette polémique, l'armée ne se contentait pas d'avoir les mains libres pour agir. Ses membres exigeaient aussi que l'action de la police soit intensifiée. « L'administration civile ne fait rien pour s'aider elle-même, se plaignait le

commandant de l'armée Haining, ses membres attendent de Dieu qu'il fasse le travail à leur place ⁵⁹ ».

« Monty » en effet était arrivé en Palestine plein de morgue et d'autosuffisance. Dans les rapports qu'il adressait à Londres, il critiquait sévèrement l'administration et particulièrement le fonctionnement de la police. Il pensait qu'il fallait renvoyer ses responsables chez eux et en donner la direction à Tegart. Il avait reçu le commandement d'une division et partait combattre l'ennemi, insistant sur le fait que c'était une guerre. Les rebelles portaient des uniformes, répétait-il inlassablement, et il rejetait l'argument de l'administration civile selon lequel il s'agissait d'un mouvement national. Selon lui, la majorité de la population en avait assez de la révolte ; il dénonçait ses ennemis comme de véritables bandes organisées ⁶⁰.

« C'est une bien curieuse guerre, écrivit-il. Vous ne voyez pas votre ennemi, mais vous courez en permanence le danger que l'on vous tue ou que l'on vous fasse sauter ». Il avait donné un ordre simple à ses hommes, pour contrer les rebelles : les éliminer. Pour la première fois, des mitrailleuses Bern étaient utilisées. C'était un grand progrès par rapport aux mitrailleuses Lewis. Montgomery savait donner à ses hommes l'envie de se battre. Cette guerre allait permettre à l'armée et à l'aviation d'entraîner les meilleurs soldats en vue de la prochaine guerre en Europe, comme si la Palestine était son bac à sable et ses hommes de simples soldats de plomb. Montgomery pensait qu'ils méritaient d'être décorés. Ce qui fut fait ⁶¹.

Les rapports qu'envoyait Montgomery de Palestine pour décrire les opérations de répression intentées contre les rebelles auraient pu provenir de n'importe quel autre pays : soldat aguerri, impatient, il n'avait pas daigné apprendre les détails du conflit. Ainsi pensait-il que ce serait une erreur de libérer les prisonniers pour détendre l'atmosphère en vue des négociations politiques que le gouvernement préparait. « C'était notre politique au moment de la révolte du Sin Féin en Irlande en 1920-1921, écrivait-il, cela eut des conséquences désastreuses et entraîna la prolongation de la guerre pendant de longs mois ⁶². »

C'était une comparaison habituelle ⁶³. Nombre des membres de l'armée et de la police qui servaient en Palestine avaient d'abord fait partie des forces de sécurité en Irlande ⁶⁴. Lorsque les fonctionnaires de l'administration évoquaient « l'Irlande », ils faisaient allusion au terrorisme et à la défaite. David Ben Gourion craignait qu'une telle comparaison n'écorne l'image de la Palestine et ne porte préjudice aux moyens mis en œuvre par le mouvement sioniste pour attirer des investisseurs. Aussi, selon lui, ne fallait-il pas

l'identifier à une seconde Irlande, un pays où régnaient le terrorisme et l'anarchie ⁶⁵. Mais c'est pourtant ce qui se produisit. « Je me souviens très bien que je mettais toujours en garde contre une seconde Irlande », écrivit l'un des proches de John Chancellor à l'ancien haut-commissaire, au plus fort du terrorisme, « maintenant nous avons ici l'Irlande. Après ce qui s'est passé, il n'y a plus aucun espoir que nous puissions maîtriser à nouveau les Juifs ou les Arabes ⁶⁶ ».

« Il y a une grande ressemblance entre la situation en Palestine et celle en Irlande », écrivait le ministre des Colonies Ormsby-Gore, expliquant que sa relation avec les Juifs de Palestine était semblable à celle qu'il avait avec les protestants d'Irlande du Nord. Aussi était-il d'avis de partager le pays. Pendant ce temps, au Foreign Office, on discutait pour savoir s'il fallait mettre sur un même plan le mufti, Michael Collins et Gandhi : « Il me semble que c'est le mouvement national qui a fait le mufti et non l'inverse », écrivait un des fonctionnaires du ministère, ajoutant : « À l'opposé de Collins ou de Gandhi, il ne semble pas être doué des qualités d'un véritable leader 167 ⁶⁷. » Khalil Al Sakakini estimait que l'avenir du mouvement national arabe dépendait de ces deux issues : de deux choses l'une, ou il y aurait une guerre sainte, un *djihad*, ou les Arabes agiraient au sein de groupuscules terroristes comme le faisaient les rebelles en Irlande ⁶⁸.

Des nationalistes juifs et arabes puisaient leur espoir et leur inspiration dans l'histoire irlandaise. Lorsque Itshak Yezernitsky, devenu plus tard Shamir, eut besoin d'un nom de guerre dans le cadre de son action terroriste clandestine contre les Britanniques, il choisit de se faire appeler Mikhal en référence au leader irlandais Michael Collins.

David Ha Cohen admirait lui aussi Michael Collins. Il vivait en Angleterre lorsque les émeutes avaient éclaté en Irlande, au début des années vingt. Il s'identifiait aux Irlandais. « J'ai lu ce qui s'est passé sur la mainmise des lords anglais sur les meilleures terres irlandaises et l'exploitation de leurs fermiers. Sur le fait que des centaines de milliers de familles de paysans irlandais soient morts de faim [...], sur les persécutions, les procès et les pendaisons de patriotes irlandais, sur la fuite et l'exil d'un pourcentage non négligeable des habitants de l'île [...] ⁶⁹. »

Un exemple de la relation ambivalente avec les Britanniques en Palestine est illustré par l'histoire suivante : lorsqu'il était membre du conseil municipal de Haïfa, David Ha Cohen tenta d'obtenir des autorités un permis de construire pour une route supplémentaire devant relier la ville basse au centre du Carmel. Le gouverneur, Keith-Roach, repoussait le projet du budget

municipal, année après année. Un jour, lors d'un cocktail organisé sur le pont d'un bateau de guerre britannique, Ha Cohen réussit à le convaincre d'y consentir. Le whisky l'ayant rendu, selon Ha Cohen, quelque peu euphorique, il acquiesça à la construction de la route à la condition qu'elle porte son nom. Ce qui eut lieu.

Lorsque la route fut achevée, on installa sur toute sa longueur des petites plaques émaillées portant le nom du gouverneur en anglais, en hébreu et en arabe. Mais très vite une main malveillante les détériora. Le responsable du génie, Wooston, raconta à Ha Cohen que Keith-Roach ordonna une enquête pour démasquer le saboteur. Ha Cohen lui confia être celui-ci car il regrettait d'avoir accepté que la rue soit baptisée du nom de Keith-Roach. « Parfois, en montant la nuit au Carmel, écrivit-il, je m'arrêtais devant les plaques, descendais de mon véhicule et avec un couteau suisse, creusais de profonds sillons pour tenter d'effacer les lettres gravées. » L'ingénieur fut stupéfait de cette confession, mais il le comprit. C'était, écrivit Ha Cohen, un sioniste, un homme bon et respectable ⁷⁰.

Cette histoire faisait écho au sentiment croissant de puissance et d'impatience nationale. Au sein du Mapaï en 1938, certains commençaient à exiger l'indépendance immédiate. Shertok pensait que c'était pure folie. « On vous demandera ce que vous avez l'intention de faire, dit-il à ses camarades, va-t-on commencer à tuer des Anglais ? » Deux ans plus tôt, il déclarait : « Nous considérons le gouvernement britannique [...] comme une base stable dans ce pays. » Ben Gourion affirma sans ambiguïté : « Il est interdit de renoncer au Mandat 168 7 ¹. »

Charles Tegart avait l'habitude de comparer la Palestine non seulement à l'Irlande mais aussi à l'Inde. Arthur Wauchope y pensa lui aussi plus d'une fois. Le chef de l'armée britannique de Palestine, le général Robert Haining, avertit un jour Tegart que Ben Gourion pourrait bien adopter la politique de Gandhi et cesser de collaborer avec les autorités ⁷².

Le mouvement sioniste fit de grands efforts pour établir des liens avec Gandhi afin de bénéficier de son soutien. Ce dernier avait exprimé sa sympathie à l'égard des Juifs persécutés par l'Allemagne nazie mais il dénigrait le projet sioniste, entre autres parce qu'il nécessitait le recours à la force contre les Arabes, sous la protection de la Grande-Bretagne et de ses baïonnettes. Il manifestait une bienveillance circonspecte à l'égard du terrorisme arabe et suggéra aux Juifs de Palestine de ne pas s'opposer aux Arabes. Si ces derniers les précipitaient dans la mer Morte, la sympathie mondiale les sauverait. Ben Gourion tint des propos qui l'engageaient peu sur

l'indépendance de l'Inde : à l'instar de Gandhi qui ne pouvait soutenir le sionisme parce qu'il était opposé au pouvoir britannique dans son pays, Ben Gourion ne pouvait soutenir l'indépendance de l'Inde car il était favorable au maintien du pouvoir britannique en Palestine ⁷³.

7. Pendant que les Britanniques réprimaient la révolte arabe en collaboration avec l'Agence juive et la Haganah, le conflit en Europe se précisait. Des fonctionnaires britanniques au Proche-Orient commençaient à envoyer à Londres des avertissements : étant donné l'imminence de la guerre, il fallait tenir compte des Arabes. « Lorsque les ennuis commenceront en Europe, ils profiteront de l'occasion pour nous causer du tort par tous les moyens », avertissait un fonctionnaire en poste à Amman. Pour s'assurer leur soutien, il proposait de leur accorder l'indépendance : « Si cela ne conduit pas à ce qu'ils nous aident pour la prochaine guerre, du moins ne nous gêneront-ils pas. » Entre-temps, dans la seconde moitié des années trente, se forgea l'opinion selon laquelle c'était une erreur de permettre à tant de Juifs de s'installer en Palestine. « De là viennent les larmes et le sang », écrivait un fonctionnaire, suggérant de ne pas autoriser les Juifs à décider des flux migratoires. C'est ainsi que naquit l'idée de « suspendre » l'immigration, au moins pendant la période de guerre ⁷⁴.

Plus celle-ci approchait, plus il s'avérait que les Juifs étaient désarmés. Parallèlement, le poids des Arabes augmentait. Même ceux parmi les Britanniques qui croyaient encore que les Juifs dominaient le monde purent noter que les nazis avaient détruit une des forteresses du « judaïsme mondial » : la communauté juive d'Allemagne. Ils purent également constater que le mouvement sioniste n'avait rien pu faire pour l'en empêcher. Chaïm Weizmann, à qui depuis vingt ans on prêtait un pouvoir immense et démoniaque, était à présent un homme affaibli ayant grandement perdu de sa superbe. L'influence du mouvement sioniste avait en effet beaucoup diminué, en partie à cause du combat de Ben Gourion pour le statut du Yishouv en Palestine.

À la différence de Weizmann, les Britanniques avaient su estimer Ben Gourion à sa juste valeur : un militant politique local solide en passe de s'affirmer, et non le leader du peuple juif tout entier. En dépit de ses affinités avec le ministre des Colonies, Weizmann n'avait aucun appui. Au contraire : Macdonald, ce vieux camarade qui l'avait autorisé à l'appeler par son prénom, Malcolm, ne le considérait plus que comme le représentant d'un des courants lointains du Labour, et non comme l'incarnation du peuple juif.

On cherchait indéfiniment à évaluer à sa juste mesure l'influence réelle des Juifs aux États-Unis. Tout portait à croire qu'elle n'avait pas diminué et qu'à un certain moment la Grande-Bretagne avait même mené une campagne de propagande pour contrer la propagande sioniste. Mais tous s'accordaient à reconnaître que, à la veille de la guerre, l'influence des Juifs ne suffisait plus à monter les États-Unis contre la Grande-Bretagne. En effet, les tentatives faites par les leaders juifs américains pour manipuler le président Roosevelt échouèrent les unes après les autres ⁷⁵.

« Soyons réalistes, écrivait l'ambassadeur de Grande-Bretagne en Égypte, les Juifs ? Ils ne comptent guère plus aujourd'hui. Mais nous ne devons pas les laisser tomber. Ils ont attendu deux mille ans pour avoir leur "foyer" [...]. Ils peuvent très bien se permettre d'attendre encore un peu, jusqu'à ce que nous puissions les aider à prendre la dernière livre de chair, sous la forme d'un pourcentage défini (de l'ensemble de la population de Palestine) ou quelque chose de ce genre. Jusqu'à présent, nous ne leur avons pas causé de tort. Ils doivent comprendre que s'ils ont des exigences à adresser au Ciel, ils n'obtiendront rien, car sur la surface du globe, en dehors de nous, ils n'ont plus aucun ami. » Afin de ne laisser planer aucun doute, l'ambassadeur Charles Harold Bateman précisait, comme l'avait fait dix ans auparavant un commandant de l'armée en Palestine, qu'il n'était ni pro-arabe, ni anti-juif : « Je pense qu'ils sont aussi répugnants les uns que les autres. Je ne suis favorable qu'à un seul peuple sur toute la surface du globe : le peuple britannique, et je ne vois aucune justification à ce que même un seul de nos soldats se fasse tuer dans la guerre qui oppose ces deux maudits peuples sémites [...]. » Un fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères à Londres proposa de faire savoir à l'ambassadeur que le ministère soutenait ces propos ⁷⁶.

Le Premier ministre, Neville Chamberlain, déclara : « Si nous étions dans l'obligation de devoir porter atteinte à l'une des deux parties, que l'on s'en prenne aux Juifs plutôt qu'aux Arabes ⁷⁷. » Il faisait allusion aux Juifs de Palestine. Cette prise de position était maladroite, mais compréhensible à la veille de la guerre : les chefs d'État avaient tendance à croire qu'un appui en Palestine et en Égypte ainsi que le maintien du lien avec l'Irak étaient nécessaires. Avec l'approche de la guerre, les Juifs n'avaient pas le choix. Ils ne pouvaient soutenir que la Grande-Bretagne. Les Arabes, en revanche, pouvaient également soutenir les Allemands. Afin de s'assurer de l'appui des Arabes, le ministre des Colonies, Macdonald, suggéra de suspendre totalement l'immigration pendant la période de la guerre et d'étudier à nouveau l'avenir de la Palestine après la fin du conflit ⁷⁸.

Avant de publier les bases de la nouvelle politique, les Britanniques convoquèrent Arabes et responsables du mouvement sioniste à une conférence au palais Saint-James. Cela faisait partie du rituel diplomatique, inutile mais semble-t-il inévitable, à l'instar des autres commissions d'enquête qu'ils déléguaient de temps en temps en Palestine ⁷⁹. La conférence Saint-James n'avait pas été organisée pour concevoir la nouvelle politique, ni pour convaincre quiconque que c'était la bonne, et encore moins dans l'espoir de conduire Juifs et Arabes à un accord, mais pour prouver que les Britanniques continuaient de jouer franc-jeu. Comme l'on pouvait s'y attendre, ce fut un échec. Il y avait trop de monde réuni autour d'une trop grande table, dans une salle trop vaste aux murs couverts de trop grands tableaux à l'effigie des rois et des reines du royaume : se faisaient face Henri VIII, despote au regard menaçant, et la vertueuse reine Victoria à l'air satisfait et serein, écrivait Moshe Shertok ⁸⁰.

Étaient présents : le Premier ministre Chamberlain, le ministre des Affaires étrangères Halifax, celui des Colonies, Macdonald, ainsi que d'autres ministres, des secrétaires et des sous-secrétaires parlementaires et de nombreux fonctionnaires. Tous arrivèrent en fracs et coiffés de hauts-de-forme. Les discussions avec les Juifs et les Arabes se déroulaient séparément. Ceux-ci entraient et sortaient du palais par des portes différentes. Les délégations arabes représentaient les pays arabes et les habitants de Palestine. Certains venaient des Seychelles où ils avaient été exilés. Ils déclarèrent que Hadj Amin Al Hussein était le chef de leur délégation ; les Britanniques acquiescèrent et tous s'accordèrent pour décider que le mufti écarté ne devrait pas venir à Londres 1698 ¹.

Djamal Al Hussein, vieux briscard de la politique, fut l'un des premiers à venir de Palestine. George Antonius fut le porte-parole le plus intéressant. Il était venu accompagné de sa femme Cathy qui aida la délégation à rassembler des informations sur la politique de rigueur pratiquée par les Britanniques à l'encontre de la population arabe. Ainsi parvint-elle à obtenir le concours de quelques femmes de Jérusalem et d'autres villes arabes ⁸². « Ils se considèrent comme les vainqueurs, dit Ben Gourion, et en effet, ils ont triomphé (d'abord) en imposant le terrorisme, (puis) en étant invités à la table des négociations du gouvernement. » La liaison entre Arabes et Juifs était assurée par Moussa Alami.

Les sionistes firent précéder leur venue de dizaines de requêtes téléphoniques, afin de s'assurer du bon ordre de la réunion : il était primordial, pour eux, que leur délégation figure dignement et qu'elle soit

assise face à la délégation britannique. Ben Gourion tint à parcourir lui-même l'intérieur du palais avant d'entamer les discussions. Chaïm Weizmann se tenait à la tête de la délégation sioniste, accompagné d'une vingtaine de militants. Même Itshak Ben Zvi était présent. Il prononça quelques mots en hébreu. « Non seulement tu as satisfait les ministres du royaume, mais aussi toutes les générations de souverains d'Angleterre sur ces murs, ébaubis d'entendre cette langue bizarre », écrivit Moshe Shertok dans son journal. Les Britanniques prirent soin d'immortaliser le début des réunions par des photos officielles ; le protocole mentionne que du thé fut également servi ⁸³.

Dans les semaines qui suivirent furent rédigés à Saint-James des protocoles, mélange d'exercices pour séminaire de science politique, de leçon pour école de diplomates et de débat dans un tribunal, dont la lecture se révèle passionnante. L'on y trouve les affres de l'Histoire face à la justice et à l'iniquité : à nouveau, comme tant de fois dans le passé, Juifs et Arabes firent assaut d'esprit pour prouver que la Palestine leur appartenait. Ainsi ne manquèrent-ils pas de rappeler l'engagement pris par la Grande-Bretagne envers les Arabes pendant la Première Guerre mondiale. « Les lettres Mac Mahon », comme on les avait appelées, étaient encore considérées comme confidentielles. Les Arabes exigeaient qu'on les publie. Le gouvernement, par bêtise, tenta de s'y dérober pour, en définitive, céder. Cela se révélait embarrassant, mais les Arabes ne remportaient que quelques points : les lettres ne prouvaient pas clairement que la Palestine devait être incluse dans l'État indépendant promis aux Arabes.

Contrairement à la proposition qu'il avait faite quelques mois auparavant, Macdonald n'avait pas l'intention de stopper l'immigration, mais il tenta d'obtenir l'assentiment des Arabes à sa poursuite, tout au moins pendant la guerre. Il exigea, les suppliant même que les Arabes viennent à lui. Dans son empressement à vouloir les satisfaire, sa langue lui fourcha lorsqu'il voulut leur expliquer pourquoi les Juifs exigeaient beaucoup plus que ce à quoi ils avaient droit : c'était, selon lui, « le propre du peuple juif ⁸⁴ ». Ils évoquèrent le nombre d'émigrants, le rythme et les conditions de l'immigration : les Arabes exigeaient un droit de veto pour s'opposer à sa poursuite après la guerre. La question était de savoir qui alors régnerait en Palestine. Les Arabes continuèrent, comme toujours, d'exiger l'indépendance et le pouvoir conformément aux principes démocratiques, sans toutefois exiger que les Britanniques partent immédiatement.

Les Arabes vinrent à Londres avec leurs propres divisions et plusieurs voix s'élevèrent. Macdonald courait entre le Carlton, où étaient descendus les Nashashibi, et le Dorcister, où s'étaient installés les Husseini. Baffy Dugdale

releva dans les propos de son ami au cabinet une certaine émotion : Malcolm Macdonald avait changé depuis qu'il frayait avec les Arabes et se montrait fort impressionné par eux. Toutefois, il tenta de leur faire comprendre la situation des Juifs ; parce qu'ils étaient partout minoritaires, ils aspiraient à être majoritaires dans un même pays ⁸⁵. Il tenta de les apitoyer sur la détresse des réfugiés ; les Arabes répliquèrent qu'à travers l'Empire britannique il y avait certainement d'autres endroits susceptibles de les accueillir 170 ⁸⁶.

Un temps fut évoquée la possibilité de recevoir quelques milliers d'entre eux dans les pays arabes ; Macdonald approuvait cette idée ⁸⁷. Moussa Alami s'entretint de ce projet, apparemment sérieusement, avec Norman Bentwich. Ce dernier, quelque peu naïf, s'empressa d'en informer Ben Gourion qui exigea, froidement, qu'il se rappelle que le mouvement sioniste n'avait aucun intérêt à ce que des Juifs émigrent dans des pays arabes. Combien de Juifs européens aurait-on pu sauver si Ben Gourion avait renoncé à l'option sioniste jusqu'à la fin de la guerre ?

Ben Gourion savait qu'il n'y avait aucune chance de convaincre les Arabes : « Seraient-ils prêts pour nos beaux yeux à accepter que quelqu'un d'autre qu'eux habitent dans un pays arabe ? » Les Juifs et les Arabes se rencontrèrent également en tête à tête, sans résultat ⁸⁸.

Dans le contexte des événements en Europe, il y avait quelque chose de réellement stupéfiant dans l'énergie investie par les Britanniques pour débloquer la situation en Palestine. Le cabinet débattit à ce propos pas moins de vingt-huit fois. Une commission ministérielle se réunit onze fois à ce sujet, et tout cela au cours des sept mois qui avaient précédé la publication de la nouvelle politique ⁸⁹. Le Premier ministre Chamberlain tenta de se montrer bienveillant à l'égard des sionistes. Lorsque son père était ministre des Colonies, leur rappela-t-il, il avait reçu Theodor Herzl et lui avait suggéré d'installer les Juifs dans le désert du Sinaï ou en Afrique de l'Est. Ben Gourion fut touché par sa sincère sympathie. Chamberlain rassurant, contrairement à Macdonald qui faisait l'effet d'être nerveux et pessimiste, parla beaucoup de la puissance de l'Empire. Ben Gourion trouvait que Malcolm donnait le sentiment d'un greffier incompetent. Chamberlain ne prendrait pas non plus la défense des Juifs au cabinet. Les sionistes ne firent pas véritablement partie des négociations ; ils passèrent le plus clair de leur temps à attendre pour voir ce que Macdonald parviendrait à tirer des Arabes. Baffy Dugdale s'invita chez lui, tentant d'exercer des pressions morales : en réalité, elle l'accusait d'être un traître ; mais cela non plus ne fut pas suivi d'effet 171 ⁹⁰.

En mai 1939, après d'interminables consultations et négociations qui se déroulèrent même après Saint James, les Britanniques annoncèrent que dans un délai de dix ans un État indépendant binational verrait le jour. Entre-temps, serait limitée la possibilité pour les Juifs d'acquérir des terres arabes. Le nombre de Juifs autorisés à s'installer dans le pays ne devrait pas dépasser soixante-quinze mille. L'objectif était de garantir qu'ils constituent le tiers de la population. Toute immigration supplémentaire dépendrait de l'assentiment des Arabes ⁹¹. Ainsi fut annulé le principe qui avait déterminé jusqu'alors la politique d'immigration, selon laquelle les Juifs étaient autorisés à venir conformément à la capacité économique du pays à les accueillir.

La conférence Saint-James mit les nerfs de Ben Gourion à vif. « Je ne sais si j'aurais pu tenir une ou deux semaines encore dans cette atmosphère de terrible tension », écrivit-il à sa femme. Il qualifia le Livre blanc de coup dur, presque mortel : « L'on ne peut décrire politique plus perverse, plus stupide et plus aveugle », écrivait-il, faisant essentiellement référence à l'annulation de la déclaration Balfour par le gouvernement. En lui-même, il réagissait avec virulence : « Le diable en personne ne pourrait inventer de cauchemar plus oppressant et plus terrible », écrivait-il dans son journal. Macdonald y apparaissait comme un escroc, un menteur, un fourbe, un imposteur et un traître.

Il se demandait comment les gouvernants de Grande-Bretagne pouvaient supporter parmi eux « un type aussi louche », parfait hypocrite et intrigant, doublé d'un avocat de bas étage, digne seulement de défendre des bandes de gangsters et des maîtres chanteurs ⁹².

En tant que professionnel de la politique, Ben Gourion s'émerveillait aussi de la tactique de Macdonald : « Ses prières, son ton convaincant, prometteur et mielleux, sa volonté de nous faire peur, sa dialectique... Nul doute, concluait-il, Macdonald est le plus grand "filou" que compte l'Angleterre 172 ⁹³. » Il s'agissait de blessures d'amour-propre entre camarades du Labour : cela faisait dix ans qu'il connaissait Malcolm Macdonald ; il le considérait comme un ami proche. Plus d'une fois, Macdonald avait évoqué avec lui l'établissement de l'État juif.

La nouvelle politique provoqua également la rancœur collective des Juifs de Palestine et du monde entier. Il y eut des articles de presse, des manifestes, des grèves, des manifestations, dont certaines furent réprimées violemment. Le commandant de l'armée britannique en Palestine rapporta à ses supérieurs que les slogans des manifestants comparaient les règlements édictés par le Livre blanc aux lois de Nuremberg, et Macdonald à Hitler. Moshe Shertok

nota dans son journal qu'à la publication du Livre blanc s'était présentée dans son bureau une jeune étudiante juive polonaise à Oxford qui lui avait proposé de s'introduire au parlement afin d'assassiner Chamberlain puis de se donner la mort. Un jeune garçon avait aussi proposé à Weizmann de s'y suicider en signe de protestation ⁹⁴.

Au cours des mois qui s'écoulèrent entre la publication du Livre blanc et le début de la guerre, les membres d'Etsel commirent un certain nombre d'attentats contre le gouvernement britannique. Ils plastiquèrent des cabines téléphoniques, posèrent des bombes dans la poste centrale de Jérusalem. Parallèlement, ils continuèrent de s'en prendre à des civils arabes dans les cafés ou dans les marchés. Selon leurs propres estimations, ils tuèrent pendant cette période plus de cent trente personnes. Le commandant de l'organisation, David Raziël, et plusieurs dizaines de ses camarades furent arrêtés. Les manifestes d'Etsel faisaient la description de terribles tortures. Un officier de la police secrète qui, selon Etsel, avait maltraité une détenue, fut assassiné en pleine rue avec l'un de ses camarades ⁹⁵. Cela aussi força le mouvement travailliste à réagir.

Lorsque David Ben Gourion fut informé que les Britanniques projetaient de réduire l'immigration, il développa dans son journal le projet de provoquer « une révolte en faveur de l'immigration » qui se résumait pour l'essentiel à « faire venir ouvertement mais aussi clandestinement des milliers de jeunes d'Allemagne, d'Autriche et d'autres pays encore et de mettre les Anglais devant l'obligation de tirer sur les réfugiés ou de les refouler [...] » ; il estimait qu'une telle opération « ferait grand bruit à travers le monde », allait émouvoir l'opinion publique américaine et « révolter la conscience humaine », y compris en Grande-Bretagne. Il recopia dans son journal un poème de W.H. Auden que lui avait remis Edwin Samuel sur l'histoire de réfugiés apatrides et sans papiers : « Le consul frappa du poing sur la table et proféra : "Si vous n'avez pas de passeport, officiellement vous êtes morts" » ⁹⁶.

8. En juin 1939, le commissaire MacMichael pouvait à nouveau voir déambuler dans Jenine des hommes en tarbouches ⁹⁷. Quelques semaines plus tard, Bernard Montgomery déclarait : « La révolte arabe a été définitivement étouffée, le pouvoir en Palestine est à nouveau entre nos mains ⁹⁸. » Alex Morrison, le chauffeur de camion, était sur le point de terminer son service en Palestine. La veille de son départ, il réalisa son rêve : travesti en Arabe il se rendit avec un camarade, accompagné d'un guide, dans le club de french cancan arabe, dans le souk de Haïfa. S'ils s'étaient fait prendre, ils auraient

été traduits devant un tribunal militaire. Plus grave encore : s'ils avaient été démasqués, ils auraient pu être tués. Mais rien de tout cela heureusement n'arriva : ils burent de l'arak et vers minuit apparut une jeune Arménienne qui, dans le plus simple appareil, se mit à danser entre les tables. Elle valait bien tous les dangers courus, écrivit Morrison ⁹⁹. Peu de membres de l'administration auraient pu en dire autant.

Malgré la défaite infligée aux Arabes et la politique du Livre blanc, s'amplifiait chez les Britanniques le sentiment qu'ils n'avaient plus rien à faire en Palestine. Bernard Montgomery résumait ainsi la situation : « Les Juifs assassinent les Arabes et les Arabes assassinent les Juifs.

Ainsi en est-il aujourd'hui. Il est fort probable que cela perdure une cinquantaine d'années ¹⁰⁰. » Ils se trouvaient dans une situation sans issue et le comprenaient. « Les Arabes sont des traîtres en qui l'on ne peut avoir confiance, les Juifs sont quant à eux âpres au gain et lorsqu'ils ne sont pas persécutés, ils en persécutent d'autres [...] On ne peut compter sur les Arabes pour régner sur les Juifs, on ne peut se fier aux Juifs pour régner sur les Arabes. » Le haut-commissaire MacMichael doutait que la Grande-Bretagne soit encore capable de diriger l'Empire ; même un million de soldats britanniques ne pourrait venir à bout du terrorisme en Palestine ¹⁰¹.

Les Britanniques se plaignaient d'être haïs par les Arabes. Un fonctionnaire écrivait alors : « Les Arabes se seraient soulevés contre nous même si nous avions tenté de régner sur eux sans leur imposer le sionisme. La nouvelle génération réclame l'indépendance et mieux vaut pour nous lui céder. » Ils se plaignaient aussi de la haine des Juifs à leur égard : « Ils détestent tous les *goyim* », écrivait sir John Shackburgh du ministère des Colonies ¹⁰². Chaïm Weizmann observait que même le fonctionnaire qui débarquait en Palestine avec une certaine sympathie pour le sionisme, la perdait en quelques mois pour redevenir un parfait fonctionnaire colonial, comme au Tanga Nika ou dans n'importe quelle autre colonie britannique. « Nous apparaissions à ses yeux comme de simples autochtones et il est plein de rancœur à cause des difficultés que nous lui causons ¹⁰³. »

Si William Denis Battershill avait su ce qui l'attendait en Palestine, il ne serait pas venu. Il en avait plus qu'assez de toute cette affaire. C'était une tâche impossible : « Tu travailles toute la journée et la moitié de la nuit, et en définitive tu n'arrives à rien. Ni vie sociale, ni vie de famille, ni vie culturelle. Même la nuit on te poursuit chez toi au téléphone, jusqu'à ce que tu implores : Mon Dieu ! Jusqu'à quand ? » Il remerciait Dieu de lui avoir au moins laissé son sens de l'humour, se laissant aller à des élucubrations :

pendant deux mille ans, la Palestine n'avait pas connu la paix. Qui sait, peut-être était-ce la manière dont Dieu agissait pour la punir d'avoir crucifié son fils. Battershill rêvait de se rendre à Chypre et lorsqu'il reçut sa mutation, qu'il n'attendait pas, il ne put contenir sa joie ¹⁰⁴.

Telle fut la grande victoire des Arabes : les Britanniques avaient réprimé leur révolte mais ils étaient parvenus à les dégoûter de la Palestine. Seul une terrible secousse, écrivit le haut-commissaire MacMichael, pourrait peut-être nous faire sortir de cette impasse : un ou deux tremblements de terre, une guerre ou une épidémie. Le gouverneur du district de Haïfa, H.H. Pollock, arrivé dans le pays quelques jours après sa conquête, écrivit à son père : « On ne peut imaginer pire que cela ¹⁰⁵. » Ce jour-là, éclatait la Seconde Guerre mondiale.

Le dénouement (1939-1948)

Avec la montée de la violence, les autorités ordonnèrent à tous les citoyens britanniques de quitter la Palestine. Jane Lancaster d'Amona craignait le pire pour son jardin. « Je vais devoir m'en aller certainement quelques mois, écrivit-elle à Golda Meyerson, mais je crains qu'en mon absence ne viennent des voleurs car beaucoup de mes plantes ont une valeur inestimable. » Elle lui demanda d'affecter un de ses hommes à la surveillance. Cela était très important pour elle, écrivit-elle. C'était à une période des plus dramatiques dans l'histoire du peuple juif, mais la présidente du département politique de l'Agence juive trouva néanmoins le temps d'ordonner à l'un de ses hommes de veiller à ce qu'aucune main criminelle ne touche au jardin de miss Lancaster ¹.

21. La saison de la chasse

1 À la veille de la Seconde Guerre mondiale, Yaakov Cohen vivait sa première histoire d'amour. Il était alors élève au lycée Balfour de Tel-Aviv. Barbara Fuld, surnommée « Bebs » avait de très beaux yeux. Ils se rencontrèrent chez les scouts, alors qu'il faisait un exposé sur la situation politique. Elle se trouvait dans l'assistance. Leurs regards se croisèrent sans qu'il pût réussir à détacher d'elle le sien. Après son exposé, elle l'entraîna dans une danse : la Hora. Il croyait que cette attirance était réciproque, mais il se trompait. « Bebs » ne lui rendit jamais son amour.

Quatre semaines après le début du conflit mourut Sultana Sakakini ; son mari était inconsolable. Chaque jour, il se rendait au cimetière grec orthodoxe, sur le mont Sion à Jérusalem, pour déposer des fleurs sur sa tombe et il éclatait en sanglots. Un jour, en rentrant, il se mit à écrire, choisissant comme toujours des mots qui traduisaient tout autant sa douleur que ses sentiments nationaux. S'interrogeant sur l'habitude qu'ont les gens à se résigner à leur sort et à remercier Dieu, il espérait trouver un graveur de pierre pour inscrire sur sa tombe cette épitaphe : « Jamais nous ne nous résignerons ». Il songeait même à y faire ajouter : « Nous serons les premiers à déclarer la guerre à la Terre et au Ciel. » Son fils Sari se mit alors à jouer, pour le consoler, un morceau de Beethoven que sa mère aimait entendre ; Sakakini posa sa plume et pleura amèrement ².

Sari Sakakini était revenu d'Amérique, nanti d'une maîtrise en sciences politiques de l'université du Michigan, et avait trouvé un emploi au consulat américain de Jérusalem. Sa sœur, Hala, qui à cette époque poursuivait ses études à l'université américaine de Beyrouth, se souvint tard que son frère en avait rapporté une passion pour les cornflakes, l'hebdomadaire Life, le whisky et le thé glacé. Il semble qu'il avait en grande partie réalisé le rêve

américain de son père ³. À Jérusalem, il allait bientôt se faire un ami, Omran, qui était chauffeur de taxi. Ce fut une histoire d'amour impossible.

Michael Bryant, le directeur de la société d'électricité britannique à Jérusalem, aimait quant à lui Lotte Geiger, mais leur amour fut aussi une brève illusion : elle était juive ; il était anglais et marié. De son côté, le général Evelyn Barker, chef des forces britanniques en Palestine, marié lui aussi, s'était épris de Cathy Antonius. Cet amour enflammé et dévastateur fut lui aussi sans issue.

2. Yaakov Cohen était un enfant bien élevé, très attaché à ses parents ; il se rendait souvent au cinéma en compagnie de sa mère. Issu d'un milieu « bourgeois », son père, un employé, était originaire de Lodz en Pologne où son propre père tenait un commerce. Après avoir émigré en Allemagne et en France, puis avoir fait faillite, il dut s'établir avec sa famille en Palestine en 1934 ; Yaakov avait alors dix ans. Depuis un an, il avait commencé à rédiger un journal qu'il poursuivra jusqu'à la fin de sa vie. Celui-ci constitue un document important sur la vie de toute une génération en Palestine. Les premières pages sont encore écrites en allemand et évoquent la jeunesse juive de l'époque à Tel-Aviv.

« J'aime aller à l'école », écrivait-il. Il investissait beaucoup dans ses études. L'enjeu était de taille : l'obtention du baccalauréat. Ses activités de scoutisme comptaient également beaucoup. Il lisait, nageait, classait sa collection de timbres. Il apprenait aussi l'arabe et rendait souvent visite à des proches. Sa joie fut immense lorsque sa tante Yita obtint l'autorisation d'immigrer. L'oncle Eliezer se mit à bâtir une maison. Lorsque le toit fut posé, une petite fête fut organisée. La tante Yita arriva enfin ; ils attendaient toujours la venue d'autres membres de la famille restés à Lodz. Tel-Aviv célébrait alors ses trente ans d'existence et son vingt millièmes habitants. Un jour, en sautant sur une caisse, il se cassa la jambe, mais trois semaines plus tard, on lui retirait son plâtre ⁴.

« Bebs », qu'il vénérât et qui incarnait son idéal, venait de Berlin. Il pensait à elle nuit et jour. « C'était un amour totalement puéril, écrivit-il plus tard, je n'étais presque rien pour elle et elle représentait tout pour moi. Mais l'homme a parfois besoin de passion sans retour ; il me fallut de nombreux mois avant que je puisse me libérer totalement de mes sentiments. » Ce fut uniquement pour elle qu'il resta chez les scouts et il n'oublia jamais le jour où elle refusa le coquelicot qu'il lui avait cueilli ⁵. En septembre 1939, Cohen entra en seconde.

Au début de la guerre, le pays connut une certaine récession économique qui avait commencé avec la révolte arabe, ainsi qu'un ralentissement de l'immigration. La guerre avait porté préjudice à l'exportation des agrumes et mis un frein à la construction. En août 1940, le chômage atteignait un chiffre record. Mais peu après, la Palestine allait devenir un centre de production important et l'économie repartit de plus belle. Ainsi, des dizaines de nouvelles entreprises virent-elles le jour. La Palestine fournissait l'armée britannique en munitions, en mines, en carburant, en pneus et en pièces détachées. Elle habillait et chaussait ses soldats, leur offrait un gîte, de la nourriture et des loisirs lorsqu'ils y venaient en vacances. La guerre fut pour elle bénéfique. Des dizaines de milliers de personnes vivaient de son économie. Selon Arthur Ruppin, seul le beurre était difficile à trouver ; aussi fut-il remplacé par la margarine ⁶.

Cohen suivit les événements de la guerre. Il lisait chaque jour le journal dont il recopiait les gros titres et écoutait les nouvelles à la radio. Une ou deux fois, à l'école, ils s'entraînèrent à rejoindre les abris. Les sirènes d'alarme retentissaient également parfois à Tel-Aviv. L'extinction des feux était alors décrétée. Son père s'engagea dans la garde civile. Certains s'enrôlèrent dans l'armée ou dans la police spéciale « afin d'aider la Grande-Bretagne », écrivit Cohen ⁷. En septembre 1940, des avions italiens bombardèrent Tel-Aviv faisant plus d'une centaine de morts. Nombreux furent ceux qui durent s'enfuir hors de la ville. Cohen ce jour-là se trouvait à Jérusalem. Sa famille n'avait pas été touchée. Il écrivit que l'existence avait repris son cours normal et pensait qu'il fallait considérer les bombardements comme des faits exceptionnels auxquels, de toute façon, il fallait s'habituer.

3. La politique du Livre blanc allait faire long feu comme le pressentait Ben Gourion : « Nous n'avons pas dit notre dernier mot », écrivit-il dans son journal. Ce n'était pas seulement une intuition : quelque temps plus tard, il raconta au haut-commissaire que le Premier ministre Chamberlain lui avait dit clairement qu'il était question tout au plus de la période de la guerre, et qu'il n'existait pas de gouvernement capable de se fixer une politique pour les dix ans à venir. Aussi Ben Gourion ne redoutait-il pas le Livre blanc, car il savait qu'il n'était pas réalisable ⁸.

Le projet d'un État indépendant binational fut en effet classé parmi mille autres qui comme lui n'avaient eu aucune chance d'aboutir. Les règlements censés limiter l'acquisition de terres arabes par des Juifs restèrent également lettre morte : Juifs comme Arabes inventèrent mille ruses pour les contourner, comme ils l'avaient déjà fait à l'époque turque. Le Livre blanc ne pouvait,

pour l'heure, être supprimé. Ben Gourion pensait qu'il fallait « tenir tête » sans se soucier de la guerre, mais qu'il fallait aussi aider l'armée britannique comme si le Livre blanc n'avait jamais existé ⁹. C'est ce qu'ils firent. Ainsi raisonnaient-ils comme lors de la Première Guerre mondiale : « Tous croient que la défaite de l'Allemagne nazie conduira nécessairement à l'établissement de l'État juif en Palestine [...] », était-il spécifié dans un rapport du Foreign Office.

C'est également ce qui guida Ben Gourion dans son action ¹⁰. Il rapporte, dans son journal, des propos tenus par Edwin Samuel, qui allait devenir censeur principal des postes : certains « cercles de l'armée » éprouvaient de la sympathie pour la cause sioniste et considéraient le Livre blanc comme une grossière erreur. « Nous ne combattons pas la Grande-Bretagne », affirmait Ben Gourion, expliquant que l'élite britannique elle-même, dont le plus noble représentant, Winston Churchill, allait bientôt devenir Premier ministre, s'opposait au Livre blanc, qu'elle considérait comme une trahison ¹¹.

Tout avait pourtant mal commencé. Quelques semaines après le début des hostilités, furent arrêtés à proximité de Beït Shean quarante-trois jeunes membres de la Haganah. Ils revenaient de leur entraînement et portaient illégalement des armes. Moshe Dayan se trouvait parmi eux. Traduits devant un tribunal militaire, l'un d'entre eux fut condamné à la prison à perpétuité, et les autres à dix ans de détention. Mais l'officier d'état-major, le maréchal sir Edmund Ironside, estimant le verdict « bête et méchant » exigea son annulation. D'autres peines de prison infligées à des membres de la Haganah furent aussi réduites ou annulées ¹². Cela était d'autant plus surprenant que les tribunaux militaires continuaient de condamner les Arabes à de lourdes peines, et même à la peine de mort. Il y avait évidemment une différence entre les uns et les autres : les Arabes s'en prenaient aussi aux Britanniques, alors que les Juifs n'agissaient, jusqu'à présent, que contre les Arabes.

Au cours des quatre premiers mois de la guerre, l'Agence juive avait fourni aux autorités une liste dans laquelle figuraient cent trente-quatre mille noms de Juifs ayant accepté de servir dans l'armée britannique, soit un homme sur deux d'âge légal, mais également une vingtaine de milliers de femmes. Jusqu'à la fin de la guerre, trente mille hommes s'engagèrent effectivement ¹³.

Le mouvement sioniste eut du mal à convaincre les Britanniques de constituer des unités juives affectées à la défense de la Palestine. L'initiative vint, comme lors de la Première Guerre mondiale, de Zeev Jabotinsky. Chaïm Weizmann tenta lui aussi de faire pression dans ce sens, mais en vain : il n'y

avait pas de raison de prendre des gants pour engager des Juifs, alors qu'on n'en prenait pas pour engager des Écossais, des chauffeurs d'autobus ou des rouquins, déclara un fonctionnaire. La Brigade juive était à peine formée que la guerre touchait à sa fin : ses hommes, au nombre de cinq mille, n'entendirent que les derniers tirs 173 ¹⁴.

Lorsque la guerre éclata, Jabotinsky déclara que le mouvement révisionniste se tenait aux côtés de la Grande-Bretagne contre les nazis. Etsel proclama également un cessez-le-feu. Le commandant de l'organisation, David Raziël, avait été libéré et mis au service des Britanniques pour une opération de commando en Irak où il trouva la mort ¹⁵. Une partie des membres de l'Irgoun, avec à leur tête Abraham Stern, refusèrent de cesser le terrorisme et fondèrent leur propre organisation. Cela était aussi lié à une querelle interne concernant le leadership du mouvement ¹⁶. Jabotinsky mourut en 1940, laissant les révisionnistes sans dirigeant.

4. Le jeudi 23 janvier 1941, Yaakov Cohen ouvrit un nouveau cahier, comme il en avait l'habitude chaque année, qui commençait une nouvelle période de sa vie. Au cours des semaines écoulées depuis qu'il avait achevé le précédent, certains événements étaient survenus, dont la *bar mitsvah* de son jeune frère Gabriel. La nuit précédente, à une heure du matin, une sirène d'alarme avait retenti. Tout le monde avait été effrayé et était descendu se réfugier dans un abri : il n'y avait pas eu jusqu'alors d'alerte en pleine nuit.

Mais la cérémonie à la synagogue avait été un franc succès : Gabriel avait fait une lecture remarquable d'un passage du livre des Prophètes. Soixante-dix invités, des proches de la famille et des amis, étaient présents. Dans l'après-midi, Gabriel accueillit ses amis qui lui offrirent des livres et des jeux. Son frère Yaakov fit la vaisselle jusqu'à minuit, et au moment où il se couchait enfin, une sirène se mit à hurler. Le dernier étage de son école avait été fermé, et en plus du shabbat, un jour par semaine, le jeudi, il n'y avait pas classe. Il aimait faire du canoë dans le Yarkon et allait toujours au cinéma pour aller voir Leslie Howard et Ingrid Bergman. Un jour il se rendit au théâtre Ohel où l'on donnait *Les Aventures du brave soldat Svejk*. Le journal *Ha'Aretz* se montrait agacé : Dieu seul sait comment ce fascisme stupide et primitif a pu remporter un tel succès auprès du public, tout dépend maintenant de l'issue de la guerre, pouvait-on y lire. Mais Yaakov Cohen trouvait la pièce très réussie ¹⁷.

En juin 1941, Tel-Aviv fut à nouveau bombardée ; une bombe s'écrasa sur une maison de retraite, tuant certains de ses occupants. Yaakov Cohen, qui s'était porté volontaire dans une caserne de pompiers, participa aux secours.

Cela le gêna beaucoup car il était en train de préparer un examen de grammaire anglaise et de mathématiques. À l'approche des grandes vacances, les lycéens furent invités à « s'engager » dans les villages et les kibboutz : la vie citadine était considérée comme quelque peu « parasitaire », à l'opposé de « la corporation des travailleurs » qui œuvrait davantage pour promouvoir la cause sioniste. Yaakov Cohen se porta volontaire pour la Galilée. Il avait un réel plaisir au kibboutz où il se levait à quatre heures du matin et transportait le foin en charrette. Il lui restait du temps pour aller nager dans le lac de Tibériade et pour se promener. « À chacune de nos promenades, nous nous extasions devant la beauté de notre pays », écrivait-il ¹⁸.

Jusqu'à l'automne 1942, on craignit que les nazis n'envahissent l'Égypte d'où ils auraient pu pénétrer en Palestine. Beaucoup étaient paniqués. Certains tentèrent de prévoir un refuge dans des monastères, d'autres préférèrent se munir de cyanure. L'armée britannique proposa à ses soldats juifs de quitter le pays. Les responsables de l'Agence juive envisagèrent même de s'exiler. Parallèlement, ils tentèrent d'organiser, tant qu'il en était encore temps, le sauvetage de plusieurs responsables de la communauté juive égyptienne. L'Agence juive craignait qu'au cas où les nazis pénétreraient en Palestine ils ne pactisent avec les Arabes, et un responsable de la communauté orthodoxe s'empressa même de préparer une requête bien sentie à l'adresse des Arabes afin qu'ils épargnent les Juifs qui ne soutenaient pas les sionistes.

Ainsi s'engagea une virulente polémique sur la survie et le patriotisme : fallait-il se soumettre aux nazis et vivre dans la honte, ou les combattre et mourir dans l'honneur ¹⁹ ? Les Britanniques stoppèrent l'armée allemande dans le désert. Parmi les victimes sur le front d'Afrique du Nord se trouvait Frédéric Kisch. Bernard Montgomery put jouir d'une gloire éternelle : la communauté juive de Palestine qui lui devait d'avoir contribué à réprimer la révolte arabe, lui devait désormais de l'avoir sauvée des nazis. Ainsi se trouva renforcée la collaboration militaire entre les institutions du Yishouv et les autorités britanniques.

Les Britanniques utilisaient des Juifs pour des missions secrètes et de sabotage, entre autres au Liban et en Syrie, alors sous l'autorité du régime de Vichy, mais aussi dans la guerre contre les Allemands au Sahara occidental. Moshe Dayan qui perdit son œil dans une opération commanditée par l'armée britannique, proposa que soient engagés des « hommes de type aryen » qui se feraient passer pour des Allemands afin de s'introduire en tant qu'espions dans les camps de prisonniers. « Il serait judicieux qu'ils se fassent passer au début pour des simples d'esprit », écrivit-il. Parallèlement, il proposa aussi que des hommes se fassent passer pour des Arabes après avoir été familiarisés

à leur langue, leur accent, leur religion, et leur mode de vie, pour des opérations secrètes au service des Britanniques. Le département allemand, le département arabe (ceux qui se faisaient passer pour arabes) et d'autres encore constituèrent la base du Palmach : les principales unités de combat de la Haganah virent ainsi le jour en collaboration avec les autorités britanniques et agirent au début sous leur protection ²⁰.

5. Lorsque Yaakov Cohen entra en terminale, il recopia dans son journal des tracts exhortant les jeunes à s'engager dans l'armée et des propos de Churchill. Il prit aussi l'habitude d'inscrire en tête de chaque page la lettre V, symbole de la victoire. Il avait lu *Der Führer* de Konrad Heiden, une biographie d'Hitler dont il avait appris à imiter les discours, pour la plus grande joie de ses camarades. Bientôt une forte polémique allait s'engager dans sa classe : fallait-il rallier l'armée britannique ou la Haganah. Vingt-deux élèves, dont Yaakov Cohen, promirent qu'à la fin de leurs études, « ils se sacrifieraient pour le Yishouv » ; un seul décida de s'enrôler dans l'armée. Cohen rejoignit le Palmach en juin 1942, après avoir passé son baccalauréat. Cela faisait tout juste un an que ces unités avaient été créées, et elles comptaient déjà un millier d'hommes, dont la moitié étaient des membres de kibboutz ²¹ qui, bien que continuant à travailler, consacraient une part de leur temps à leur entraînement.

Itshak Landoberg, son commandant, venait de Russie. Aventurier et mélomane, marchand d'art, modèle académique, incorrigible coureur de jupons, bohème romantique appréciant la société des hommes de lettres et de théâtre, il avait déserté après avoir servi dans l'armée russe, et avait mûri pendant la révolution communiste. Il avait connu et vénéré Yosef Trumpeldor. En arrivant en Palestine, où il avait changé son patronyme en Sadé, il était devenu carrier puis s'était mis à rédiger des articles. Sorte de combattant révolutionnaire, il fut l'un des premiers de la Haganah à faire patrouiller des hommes en dehors des limites de leur village, ce qui était alors considéré comme une action extrêmement audacieuse. Lorsque Chaïm Weizmann vint en visite en Palestine pendant la révolte arabe, Sadé lui servit de garde du corps. Un de ses proches parents, le philosophe Isaiah Berlin, se souvint plus tard que Weizmann éprouvait une certaine amitié pour lui, et l'appelait « maître Itshak ²² ». Au sein du Palmach, on l'avait surnommé « le vieux ». En 1940, il avait cinquante ans. Nombreux étaient ceux qui admiraient son charisme.

Les unités du Palmach ne comptèrent jamais plus de six mille soldats, dont un millier de femmes ; elles étaient l'incarnation de « l'homme

nouveau ». Fervents patriotes et sionistes, les soldats s'identifiaient à l'armée Rouge et vénéraient Joseph Staline. Pétris de l'orgueil que leur conférait leur jeunesse, ils affichaient une certaine nonchalance et s'imposaient avec fanatisme une existence et un style d'une secte très fermée. La mèche rebelle, le bob, le keffieh et les sandales, le short et, l'argot, le refus de tout sentiment et la continence, les feux de camp la nuit, les chansons, l'humour, le cynisme politique et idéologique : tout cela était régi par des règles rigoureuses et précises. Seule comptait la communauté.

Ses deux années de service au sein du Palmach avaient conduit Yaakov Cohen dans les kibboutz Eïn Ha Horesh, Givat Brenner, Houlida et Dafna. Il avait travaillé dans une plantation de bananiers où il répandait de l'engrais, faisait paître les troupeaux, et effectuait des travaux de plomberie. Il avait appris à tirer avec une mitrailleuse Bern et à se battre au corps à corps : « Leçon de grenades et exposé sur les Arabes », écrivit-il un jour dans son journal. Il assistait à des conférences sur les événements, avait appris à manier des baïonnettes, à se tenir en faction, à s'infiltrer chez l'ennemi et avait même participé à des « exercices d'espionnage ». Ensemble ils lisaient la Bible. Des soirées dansantes étaient souvent organisées. Ses imitations d'Hitler amusaient toujours ses camarades. Il participa à la fondation d'un nouveau village : au cours de la guerre, une soixantaine de nouvelles agglomérations virent le jour²³. À la fin du shabbat, il écoutait des disques.

De temps en temps, il rentrait chez lui où il prenait une douche, dormait un peu, puis sortait boire une limonade chez Whittman. Nombreux étaient ceux, à Tel-Aviv, qui cherchaient à échapper à l'armée. Il lui arrivait parfois de voir Bebs pour aller au cinéma. *Autant en emporte le vent* était alors à l'affiche. Il écrivit dans son journal : « J'ai encore échoué avec Bebs, peut-être est-ce de ma faute²⁴. »

On trouve dans son journal de nombreux clichés nationalistes, échos de ce qu'il entendait à l'école. Il quitta Massada plein de respect et d'admiration pour ces héros qui avaient su tenir tête sans se soumettre. Il croyait dans la possibilité de peupler le désert du Néguev et que l'énergie et le travail juif sauraient surmonter tous les obstacles.

Les membres du Palmach ne se glorifiaient pas seulement d'incarner leur génération ; ils désiraient s'ériger en idéal pour tout le Yishouv²³, donnant ainsi une image officielle et conformiste. Pendant ce temps, l'Organisation militaire nationale déclarait la « révolte ».

6. « La révolte a surgi de la terre et du sang », écrivit Menahem Begin²⁴. En réalité, ce ne fut pas une « révolte » qui « éclata ». Ce fut la décision de

recourir à nouveau au terrorisme, cette fois essentiellement contre les Britanniques, à un moment où la gauche bénéficiait du monopole de l'héroïsme national, entre l'insurrection du ghetto de Varsovie débutée en avril 1943 et les violentes confrontations avec la police dans le kibboutz Ramat Ha Kovich. L'insurrection du ghetto de Varsovie apparaissait comme le résultat de l'éducation sioniste socialiste ; la part prise par le Betar fut occultée. Sous l'égide de la Histadrout, des opérations d'identification aux rebelles furent menées ¹⁷⁴27.

En septembre 1943, deux membres de la Haganah furent jugés lors d'un procès à sensation, et condamnés à dix et sept ans de prison : ils étaient accusés d'avoir dérobé à l'armée britannique des centaines de fusils et une centaine de milliers de munitions. Les deux hommes nièrent les faits, et l'Agence juive dépêcha, pour témoigner en leur faveur, Golda Meyerson. Malgré cela, la Haganah apparut comme le commanditaire de l'opération. Les armes qu'elle s'était procurées étaient destinées à combattre les Arabes, et non les Britanniques, mais l'entraînement de la Haganah se faisait principalement sans l'autorisation des autorités.

Quelques semaines plus tard commencèrent les heurts à Ramat Ha Kovich. Huit cents soldats indiens armés encerclèrent l'exploitation. Les policiers arrivèrent à bord d'une quarantaine de véhicules. Des avions surveillaient l'opération placée sous le commandement de Raymond Cafferata. Ils regroupèrent les hommes du kibboutz dans une sorte de camp d'internement, comme ils en avaient eu l'habitude par le passé dans les villages arabes, et les maisons furent fouillées. De nombreux bâtiments furent endommagés. Les habitants jetèrent des pierres aux policiers qui ripostèrent en les frappant avec leurs baïonnettes et la crosse de leurs fusils. Cafferata tira dans leur direction mais, selon une déclaration officielle, n'ayant visé que leurs jambes il ne fit qu'un blessé léger. Un des hommes du kibboutz mourut, le crâne fracassé. Le commandant de l'opération précisa dans son rapport :

« J'avais une certaine expérience des opérations de sécurité intérieure en Irlande et en Inde, mais jamais je ne me suis heurté à une réaction aussi fanatique et violente ¹⁷⁵2 ». »

Menahem Begin faisait partie des proches de Zeev Jabotinsky en Pologne. Il avait vingt-neuf ans en 1942, à son arrivée en Palestine, et était animé par le même nationalisme libéral. Aussi croyait-il au droit absolu du peuple juif sur tout le territoire de la Palestine, depuis le Nil jusqu'au Grand Fleuve, c'est-à-dire l'Euphrate. Il évoquait le « Salut de la Palestine » réalisable selon lui seulement par la force. Les publications d'Etsel évoquaient l'édification du

« Troisième Temple ». Begin prenait, comme Jabotinsky, des airs d'homme d'État : comme lui, il croyait dans le pouvoir des mots et faisait montre d'une certaine théâtralité. En février 1942, la police secrète parvint à débusquer Abraham-Yaïr Stern. L'officier de police Geoffrey Morton tira sur lui, le tuant dans des circonstances qui furent sujettes à controverses ²⁹. Certains membres d'Etsel furent enclins à désertier et à fonder une nouvelle organisation, le « Peuple combattant ». Avec plusieurs membres de la Haganah, ils projetèrent d'enlever le haut-commissaire. Quelques responsables du Lehi avaient entretemps réussi à s'évader d'un camp de détention à Latroun.

Tout cela, ajouté aux faits de bravoure du mouvement travailliste, donnait le sentiment qu'Etsel restait à l'écart du mouvement national et réclamait un coup de théâtre. En février 1944, Begin publia « une déclaration de guerre » contre les Britanniques, affichant son jusqu'au boutisme. En tête du manifeste, figurait le symbole de l'organisation, un fusil avec en toile de fond la carte de la terre d'Israël jusqu'à la frontière irakienne avec les mots : « Seulement ainsi ». Symboliquement, Begin voulait commencer la révolte en s'emparant du Mur occidental mais cela ne se fit pas ³⁰.

L'Irgoun comptait alors quelque six cents membres, mais deux cents seulement étaient opérationnels. Aucun ne servait à plein temps, seuls quelques-uns recevaient une faible rémunération : la plupart poursuivaient leurs activités civiles, couverture idéale pour leurs opérations clandestines. Le budget de l'Irgoun était alimenté par l'argent provenant de banques dévalisées ou extorqué à des hommes d'affaires locaux, mais également par des dons, en provenance principalement d'Amérique. L'Irgoun commença par commettre des attentats contre des immeubles abritant les bureaux du gouvernement dans différentes villes. Plus il rencontrait de succès, plus les deux autres organisations renforçaient leurs activités ³¹.

En août 1944, les membres du Lehi tentèrent d'assassiner le haut-commissaire Harold MacMichael en lançant une grenade sur son véhicule, près de Givat Shaül à Jérusalem. Le haut-commissaire ne fut que légèrement blessé. Sa compagne sortit indemne. Son chauffeur lui, fut, sérieusement blessé. C'était la seconde tentative du Lehi d'assassiner le haut-commissaire. Quelques mois plus tard, en novembre 1944, les membres de l'Irgoun assassinèrent lord Walter Moyne, le haut-représentant de la Grande-Bretagne en Égypte. C'est ainsi que le mouvement sioniste perdit l'amitié d'un de ses plus chauds partisans : Winston Churchill ³².

« Ce fut un tel coup infligé au sionisme que nous ne pouvions nous imaginer quel autre terrible préjudice cela pouvait encore nous causer, écrivit

Yaakov Cohen dans son journal. Si les commandos des bandes armées ne se taient pas une fois pour toutes, tous nos espoirs politiques en Palestine s'envoleront, tout comme notre chance d'imposer le sionisme en Palestine. » Le meurtre de Moyne, selon Cohen, confrontait le Yishouv à une lutte politique décisive ³³. C'était vrai.

Comme l'immigration clandestine, le terrorisme contre les Britanniques se trouvait aussi au cœur de la lutte pour le pouvoir dans le Yishouv, lutte qui faillit même dégénérer en guerre civile. Les radiodiffusions clandestines d'Etsel commencèrent à émettre en mars 1939. Les tracts et les journaux publiés par l'Irgoun fustigeaient la direction du Yishouv et en premier lieu le mouvement travailliste, traitant ses dirigeants de menteurs, de poltrons, d'imbéciles et de traîtres, et appelant la population à rejoindre ses rangs. C'était alors le message essentiel. Les opérations de l'Irgoun n'avaient pas seulement pour objectif de porter atteinte aux Britanniques mais aussi d'accroître son prestige politique face au mouvement travailliste. Parallèlement, Etsel rivalisait avec le Lehi. Menahem Begin n'avait manifesté aucun triomphalisme après le meurtre de Moyne ³⁴. La Haganah redoubla d'efforts pour aider les autorités à interpellier les membres des organisations clandestines. Ce fut ce qu'on appela « la saison de la chasse » ou plus laconiquement « la saison ». Moshe Shertok proposa au haut-commissaire de constituer une unité spéciale pour lutter contre le terrorisme juif ³⁵. C'était un exemple patent de coopération entre l'establishment sioniste et les autorités 176 ³⁶.

La révolte proclamée par Begin avait mis Ben Gourion dans une position délicate. Il s'efforçait d'expliquer au haut-commissaire MacMichael que des concessions politiques et particulièrement quelques facilités accordées en matière d'immigration pourraient renforcer l'Agence juive et faciliter ainsi la lutte contre le terrorisme. Mais MacMichael avait tendance à rejeter la responsabilité du terrorisme sur l'Agence juive. Ben Gourion rapporta à ses camarades qu'au cours d'une conversation avec le commissaire, celui-ci, « fulminant et rouge de colère », avait laissé éclater sa fureur au point d'être pris de tremblements. « Les Juifs sont un peuple bizarre, avait-il lâché, et de piètres psychologues qui ne comprennent rien aux Britanniques. Il n'y a qu'un seul peuple au monde qui accepte de les aider, le peuple britannique, le seul qui ait fait quelque chose pour eux, et c'est précisément ce peuple que les Juifs salissent, calomnient et humilient sans cesse et inlassablement, sans même un mot de remerciement 177 ³⁷. »

En octobre 1944, le chef de la Haganah, Moshe Séné, alla rencontrer le commandant d'Etsel, Menahem Begin pour le mettre en garde contre toute tentative de s'emparer de « l'âme » du Yishouv. Selon lui, la communauté était sous l'hégémonie du mouvement travailliste qui n'avait aucunement l'intention d'y renoncer. Il prétendait que le mouvement travailliste représentait le peuple juif et avertissait que si les membres d'Etsel tentaient de prendre le pouvoir, « cela conduirait inévitablement à la confrontation ». Les deux hommes étaient de vieilles connaissances et s'étaient déjà opposés au sein de la communauté juive de Pologne. Begin rétorqua qu'il avait connu la Sibérie et les geôles du NKVD, que ses camarades non plus « n'avaient pas de comptes à rendre » et que par conséquent Séné ne saurait les impressionner. Cela étant, Begin démentit formellement vouloir avoir la mainmise sur le Yishouv, mais Séné ne le crut pas ³⁸.

Baffy Dugdale rapporte dans son journal une conversation avec des militants du mouvement travailliste qui manifestaient la crainte que les révisionnistes ne renforcent aussi le terrorisme contre les Britanniques. Elle proposait d'agir pour que les bateaux d'immigrants puissent accoster en plein jour ³⁹.

7. La plupart des bateaux qui prenaient la mer sous la protection du mouvement travailliste partaient du port de Constantza en Roumanie ; il y eut une soixantaine de départs. Chacun reflétait un véritable drame humain et était l'expression d'un immense courage et d'une féroce envie de vivre. Il fallait trouver des bateaux, des équipages, les préparer pour le départ, les approvisionner en eau, en nourriture et en médicaments ; leur procurer des papiers et un pavillon. Il fallait rassembler les voyageurs et les conduire jusqu'au port d'embarquement. Plus d'une fois, au plus fort de la guerre, les sionistes leur firent passer les frontières secrètement dans des caravanes, par des sentiers de montagnes, à travers d'épaisses forêts. Les nazis tentèrent d'empêcher leur départ.

Cela nécessitait de la foi, du courage et de l'organisation, des relations et de l'argent, entre autres pour soudoyer la police et les responsables des services secrets, les ministères et les consuls étrangers. La mer méditerranée, théâtre de multiples batailles, était devenue dangereuse pour les bateaux civils. La plupart étaient de vieux rafiots et les conditions de vie sur le pont étaient extrêmement pénibles : promiscuité, faim, manque d'eau et d'appareils sanitaires. Il s'agissait souvent de simples canots ne pouvant contenir que peu de passagers. La plupart arrivaient près des côtes en pleine nuit. Leurs passagers débarquaient avec l'aide des membres du Palmach.

Jusqu'à la fin de la guerre, une vingtaine de milliers d'hommes débarquèrent ainsi. Parallèlement, arrivèrent pendant le conflit plus de quarante mille immigrants munis d'autorisations légales ⁴⁰. L'immigration clandestine pendant cette période ne fit pas augmenter le nombre de réfugiés : les autorités accordèrent soixante-quinze mille visas de moins que ce que prévoyait le Livre blanc. Les quotas qui avaient été fixés ne furent même jamais atteints 178 ⁴¹.

Les Britanniques avaient beaucoup de mal à lutter contre l'immigration clandestine. Une partie des bateaux était immobilisée en pleine mer, puis remorquée jusqu'aux côtes de Palestine où leurs passagers étaient arrêtés. Certains furent refoulés vers l'île Maurice 179 ⁴².

Plus d'une fois, les immigrants tentèrent de résister, plus ou moins violemment. Le ministre des Colonies écrivit au Premier ministre qu'il se trouvait parmi eux des jeunes extrémistes provoquant les forces de l'ordre et que des agents secrets nazis pouvaient s'y être infiltrés. Policiers et soldats traitaient durement les détenus et firent parfois même preuve de violence à l'égard des femmes et des enfants. La Haganah envoya un commando pour saboter un bateau, le *Palria*, qui devait reconduire plusieurs centaines de clandestins. Cette opération décidée à la hâte fut un échec et coûta la vie à trois cents immigrants ⁴³.

Certains bateaux sombrèrent et leurs passagers périrent. Le *Struma* coula avec sur son pont plus de huit cents passagers, c'était en février 1942. Le bateau était parti du port de Constantza et était resté à quai plusieurs mois à Istanbul. L'historien Ronald Zweig put établir que les autorités forcèrent le bateau à prendre la mer sur la requête du ministre des Affaires étrangères, Anthony Eden, trompant ainsi le Premier ministre Churchill et son cabinet. À la suite de ce drame, il fut décidé d'arraisonner les bateaux en pleine mer et de les détourner sur Chypre. Le gouvernement de Grande-Bretagne fut amené à débattre maintes et maintes fois du problème ; ses décisions reflétaient une certaine tendance à l'assouplissement, permettant même à ceux qui étaient parvenus à entrer en Palestine d'y demeurer. Les réfugiés, mieux qu'une armée, semblaient ainsi avoir soumis un Empire ⁴⁴.

Pendant ce temps, les Britanniques étaient toujours en proie aux doutes et aux hésitations quant à la bonne politique à pratiquer en Palestine. En novembre 1940, Martin, le secrétaire de Churchill, écrivait qu'au lieu de poursuivre les réfugiés en pleine mer, il valait mieux accorder aux Juifs un État indépendant. Il écrivit « la terre d'Israël », en caractères latins, songeant à un État juif au sein d'une fédération avec des pays arabes. Churchill lui-

même pensait qu'après la guerre il faudrait se consacrer à l'établissement d'un État capable d'accueillir des millions de Juifs ⁴⁵.

L'idée émergea au cours de nouveaux entretiens sur l'avenir de la Palestine et d'un réexamen du Livre blanc : cela, presque aussitôt après sa publication, exactement comme Ben Gourion l'avait prévu. « La Palestine est comme un carcan autour de notre cou », écrivait le ministre des Colonies. En 1941, on commençait déjà à songer au problème qu'allaient poser les rescapés juifs après la guerre, en cherchant à apprécier son incidence sur la situation en Palestine. Mais tout resta inchangé : propositions et contre-propositions se succédèrent jusqu'à ce que l'on retienne, en été 1943, à l'idée qu'en définitive il valait mieux probablement partager le pays en deux États. Pas moins de dix propositions de ce genre avaient été déposées auprès du gouvernement ¹⁸⁰.

Toutes ces discussions provenaient dans une large mesure de l'opposition manifestée par Churchill à la politique du Livre blanc : il l'avait toujours considéré comme un reniement de la Grande-Bretagne. Il ne l'annula pas car il pensait qu'il deviendrait caduc par la force des choses. En attendant, il autorisait de temps à autre certaines entorses à sa politique.

La limitation de l'immigration se solda par la perte de vies humaines, mais la part du Livre blanc dans la Shoah fut relativement faible. En été 1941, Chaïm Weizmann estimait qu'à la fin de la guerre vingt ans seraient nécessaires pour faire venir en Palestine un million et demi de Juifs ; Ben Gourion, quant à lui, pensait que dix suffiraient pour en amener trois millions ⁴⁶. La Palestine n'offrait donc pas de solution pour sauver des Juifs. Un seul moyen pouvait les sauver, et avec eux des millions d'autres, non juifs : la guerre. La majorité des Juifs qui survécut en Europe fut en effet sauvée grâce à la victoire remportée sur l'Allemagne nazie. La Grande-Bretagne perdit pendant cette guerre plus de deux cent cinquante mille civils. Parmi les victimes se trouvait le fils de Chaïm Weizmann, Michael, qui était pilote.

Avant, pendant et même à la fin de la guerre, lorsque tout le monde fut informé de l'extermination des Juifs, il semble qu'il y ait eu quelques tentatives de les sauver en échange d'argent. Des fonctionnaires britanniques agirent en certaines occasions pour que cela échoue. Certains manifestèrent même de l'antisémitisme ⁴⁷. Toutefois, les « affaires de sauvetages » les plus connues restent une énigme : l'on ne peut établir clairement qu'elles avaient toute chance de réussir. On ne peut prétendre avec certitude que les dirigeants du Yishouv comme les Britanniques aient raté des occasions de sauver des millions de Juifs.

La seule chose que l'on puisse dire c'est que les uns comme les autres étaient davantage préoccupés par la situation en Palestine que par le destin des Juifs d'Europe. « Bien que président de l'Agence juive, je n'étais pas alors expert en matière de sauvetage du judaïsme européen opprimé par les nazis, écrivit Ben Gourion quelques années plus tard. Je concentrai alors toute mon action à rallier le judaïsme pour réclamer l'établissement de l'État juif ⁴⁸. » Quant aux Britanniques, la réaction des Arabes était au cœur de leurs préoccupations.

8. Khalil Al Sakakini ne pardonnait pas aux Britanniques, même après qu'ils eurent adopté la politique du Livre blanc ; il ne pardonnait pas non plus aux Juifs, même lorsque l'on eut connaissance de leur extermination par les nazis. Comme à l'époque turque, il n'acceptait qu'ils ne viennent en Palestine que pour y mourir, et non pour y vivre, sous la protection des Britanniques ⁴⁹.

Lorsqu'il apprit dans la presse le naufrage du *Struma*, Sakakini écrivit que cet incident le navrait, mais que ses huit cents passagers étaient non pas des réfugiés, mais des envahisseurs. Si les Arabes avaient eu un régime indépendant, ils auraient combattu le bateau avant même qu'il ne prenne la mer et auraient probablement semé sa route de mines, pour l'empêcher d'accoster en Palestine. Ils qualifiaient ses passagers d'aventuriers, plus fanatiques que courageux, à l'image de celui qui dit : « Donne-moi ta maison, sinon je te jette à la mer. »

Sakakini se gaussait du deuil proclamé par les Juifs du pays après le naufrage. Pourquoi ne prennent-ils pas le deuil à chaque bateau qui coule ? Faut-il pleurer seulement lorsque des Juifs font naufrage ? « Non, écrivait-il, qu'ils n'attendent pas que le monde les aime, le monde est indifférent à leur souffrance. » Dans son combat contre l'immigration, Sakakini rédigea également un article qui fut publié en première page du journal *Palestine*, et dans lequel il étrillait David Ben Gourion. « Bienvenus à nos semblables, ironisait-il, nous sommes les hôtes et vous êtes les maîtres. Nous ferons tout pour vous être agréable. N'êtes-vous pas le peuple élu par Dieu ? » Lorsqu'il descendit en ville, il reçut de nombreux compliments. Il eut de nombreux coups de téléphone et un télégramme de félicitations d'un ami de Jaffa : « Serre les dents », lui disait-il. Sakakini avait alors soixante-six ans. Il sentait qu'il vieillissait et que la reconnaissance venait un peu tard. Il n'avait pas espéré provoquer un tel enthousiasme. Se rendant dans une librairie, il apprit que des dizaines de personnes étaient venues acheter le journal 181 ⁵⁰.

Dans le café où il aimait se rendre rue Mamila, le Picadilly, Sakakini retrouvait des intellectuels juifs parlant arabe avec lesquels il s'entretenait des

événements ⁵¹. Ce qu'il écrivit ne reflétait donc pas un ressentiment personnel à l'égard des Juifs, mais plutôt le fossé grandissant entre le mouvement sioniste et le mouvement national arabe.

La position des Arabes pendant la guerre fut diversement interprétée. Les sources de l'Agence juive soulignaient, naturellement, leur inclination pronazie, pour différentes raisons, dont certaines idéologiques. De temps en temps, les services de renseignement du mouvement sioniste rendaient compte de l'activité, au sein des Arabes de Palestine, d'agents secrets allemands, mais l'on supposait qu'il n'y avait pas d'organisation unique qui pût être qualifiée de « cinquième colonne ». Selon une autre estimation, près de soixante pour cent des Arabes du pays soutenaient les nazis.

Les Britanniques voyaient les choses de manière plus complexe : selon leurs sources, les Arabes étaient enclins à soutenir les vainqueurs. Au début de la guerre, le haut-commissaire fit savoir à Londres que les voyants de Palestine prédisaient la mort d'Hitler. Plus l'armée allemande progressait dans ses conquêtes, plus ils soutenaient le Führer, allant même jusqu'à le qualifier, au sommet de sa gloire, de héros arabe ⁵².

Le consulat américain à Jérusalem observait lui aussi la position des Arabes, aidé entre autres par les rapports circonstanciés rédigés par Sari Sakakini. Dans un de ses premiers rapports, il s'efforçait de réfuter l'opinion répandue selon laquelle l'Allemagne nazie s'était emparée du mouvement national arabe par la corruption et l'entremise des agents secrets. Ainsi comparait-il les Arabes aux combattants pour l'indépendance en Amérique : les Allemands les aidaient mais n'avaient pas pris possession de leur mouvement national, comme les Français avaient en leur temps aidé à la révolte contre les Britanniques en Amérique sans pour autant s'emparer du pouvoir. Les combattants pour l'indépendance de l'Amérique ne s'étaient pas non plus ralliés aux Français par amour, mais parce qu'ils les soutenaient contre les Britanniques. C'est ainsi qu'agissaient les Arabes en se tournant vers l'Allemagne. Ils étaient prêts à recevoir n'importe quel soutien. Les Britanniques avaient un moyen très simple pour les éloigner des nazis, en cessant d'aider les sionistes et en les soutenant. Les Arabes, et même le mufti, étaient prêts à prendre parti pour eux. Pendant ce temps, Hadj Amin Al Husseini était reçu chez Adolf Hitler.

Lorsqu'il se trouvait encore à Beyrouth, où il s'était installé après s'être enfui de Jérusalem, le mufti s'occupait de propagande et de politique, rassemblait des fonds et se procurait des armes. Les autorités du Mandat français faisaient surveiller sa maison. Il avait l'habitude chaque après-midi

d'aller se promener. Un jour d'octobre 1933 où il ne sortit pas, on apprit qu'il était resté chez lui à cause du jeûne du Ramadan. On ne le vit pas non plus le lendemain et les hommes préposés à la garde de sa maison se souvinrent alors qu'ils avaient aperçu la veille plusieurs femmes qui sortaient en voiture. Ils avaient pensé que c'étaient les femmes du mufti mais ils comprenaient désormais leur erreur : parmi elles se trouvait le mufti, le visage voilé. Les services de renseignements d'une douzaine d'États se lancèrent à sa recherche. Il s'était probablement caché à Bagdad, ou à Téhéran. Quoi qu'il en fût, le 30 novembre 1941 il était assis dans le bureau du Führer à Berlin.

Ce ne fut pas si facilement qu'il réussit à approcher Hitler, et il n'obtint pas non plus de lui tout ce qu'il désirait. Le protocole de leur entretien rappelle ceux entre les responsables du mouvement sioniste et les Britanniques pendant la Première Guerre mondiale. Husseini réclamait deux choses : une déclaration de soutien et la création d'une légion arabe sous l'égide de la Wehrmacht. Le mufti avait d'abord rencontré Mussolini et il espérait qu'Hitler accepte d'annoncer son soutien aux Arabes dans une déclaration commune avec le Duce. Les Arabes étaient les « amis naturels » de l'Allemagne, déclara-t-il pour renforcer sa requête, car ils se trouvaient confrontés aux mêmes ennemis : les Anglais, les Juifs et les communistes. Il fit part de sa certitude que les Allemands remporteraient la guerre proposant l'aide des Arabes en échange de la promesse qu'après la guerre l'Allemagne les aide.

Hitler acquiesça aux deux principes fondamentaux énoncés par Al Husseini : il combattait les deux pays dominés par les Juifs, la Grande-Bretagne et les États-Unis, et il n'accepterait naturellement pas qu'un État juif voie le jour en Palestine. Cela étant, il ne souhaitait pas publier une déclaration, ne voulant pas irriter alors les Français qui se trouvaient encore au Liban et en Syrie 182 ⁵³.

Berlin servit d'état-major au mufti où il fut invité à donner des conférences. De temps en temps, il faisait parvenir aux autorités toutes sortes de propositions, comme un projet de bombardement de Tel-Aviv ou de parachutage de troupes en Palestine. Tout cela n'allait pas avec les projets de guerre des Allemands, qui pourtant s'intéressèrent à l'idée de créer une légion arabe. Finalement, ils associèrent le mufti à un projet de constitution d'une unité balkanique dans le cadre des Waffen SS. Ainsi Husseini tissa-t-il des liens étroits avec Heinrich Himmler. À un certain moment, d'autres Arabes, rivaux du mufti, apparurent à Berlin, et les Allemands se trouvèrent confrontés au même problème que celui qui s'était posé aux Britanniques lorsqu'ils avaient dû louvoyer entre Weizmann et Jabotinsky ⁵⁴.

Sari Sakakini estimait que, même après la publication du Livre blanc, les Britanniques avaient du mal à comprendre que la situation des Arabes pendant la Seconde Guerre mondiale était en de nombreux points comparable à celle des Juifs lors du conflit précédent : ils pouvaient être du côté des Britanniques, comme du côté des Allemands. Tout était une question d'intérêt 183⁵⁵.

Dans le legs de George Antonius est conservé le brouillon d'une lettre qu'un médecin arabe de Jérusalem destinait probablement au président des États-Unis, dans lequel se trouve déjà résumée la position qu'allaient adopter les porte-parole arabes après la Shoah : ce n'étaient pas les Arabes qui devaient payer le prix de la persécution des Juifs d'Europe. « Nous éprouvons tous de la sympathie pour les Juifs, nous sommes tous consternés par leur persécution par les chrétiens. Mais attendez-vous des musulmans de Palestine d'avoir des sentiments plus humanitaires, plus chrétiens que ceux qui croient en Jésus-Christ ? : l'Allemagne, l'Italie, la Pologne, la Roumanie, etc. Devons-nous souffrir pour expier les crimes que vous avez commis contre les Juifs ⁵⁶ ? » Antonius lui-même écrivait : « La persécution des Juifs d'Allemagne et dans les autres pays d'Europe fait honte à la culture moderne [...], mais l'on ne peut trouver de solution à l'expulsion des Juifs d'Allemagne en expulsant les Arabes de leur patrie 184⁵⁶ »

Vers la fin de la guerre, le haut-commissaire MacMichael faisait part de la même frustration que ses prédécesseurs et semblait si désespéré, qu'il ne pût s'empêcher de déclarer lors d'une discussion avec le responsable de l'Agence juive qu'il n'avait pas la moindre idée de ce qu'on attendait de lui : personne ne lui disait quelle politique mener. Elle changeait sans cesse, donnant lieu à des interprétations infinies, à d'innombrables commissions d'enquêtes, à toutes sortes de livres blancs. Cela faisait vingt-cinq ans que Londres ne savait que faire, dépêchant des braves gens qui eux non plus ne savaient ce qu'ils voulaient. Lui-même ne savait pas ce qu'il faisait là. Selon lui, tout était possible si seulement on lui disait quoi faire. S'ils voulaient un partage, il y aurait un partage. S'ils demandaient un État, il y aurait un État. Tout, selon lui, revenait au même. Il ne s'intéressait pas à la politique car il n'y comprenait rien. Ce n'était ni son affaire ni même son rôle. Son seul objectif était de veiller au respect de la loi et de l'ordre public.

À la fin de cette conversation, alors que Ben Gourion se trouvait déjà près de la porte, le commissaire lui déclara : « Vous êtes beaucoup plus forts que nous. » MacMichael avait du mal à comprendre ce qu'il attendait de lui, mais il supposait qu'il avait sûrement une idée derrière la tête. « Il y a toujours une

intention dissimulée dans les propos des Juifs ou dans leurs actes », affirma-t-il. Le fait que le Premier ministre s'oppose à la politique officielle de son gouvernement lui rendait l'existence difficile et il suggéra de dissoudre l'Agence juive : « Il y aura après la guerre un bain de sang en Palestine », avertit-il. Sa proposition resta lettre morte ⁵⁸.

Ben Gourion estima que le commissaire aurait été heureux d'être démis de ses fonctions pour être nommé dans une autre petite colonie où il aurait pu se reposer un peu. « C'est un pauvre homme », souligna-t-il, mais les conversations qu'il avait eues avec lui étaient un véritable « supplice », confia-t-il à ses camarades. Golda Meyerson témoigna également de violentes passes d'armes avec les responsables de l'administration : le secrétaire général et le commissaire exigeaient de l'Agence juive une action plus ferme contre le terrorisme ; les représentants de l'Agence juive demandaient que la politique d'immigration soit assouplie et qu'ils puissent ainsi s'en féliciter 185 ⁵⁹.

9. Quelque temps après avoir fait la connaissance d'Omran, Sari Sakakini écrivit à sa sœur : « Omran est mon meilleur ami à Jérusalem. Sa virilité m'impressionne. » Omran lui était dévoué corps et âme ⁶⁰. Quelques mois plus tard, il publia un article dans un bulletin mensuel qu'imprimait le club de la YMCA de Jérusalem, sous le titre « Mon meilleur ami ». Sakakini ne le mentionnait que par ses initiales : « Nous aimons être ensemble, faire des choses ensemble, écrivait-il. Nous pensons l'un à l'autre, chacun fait tout pour satisfaire l'autre [...] chacun connaît les qualités et les défauts de l'autre ; nous nous faisons totalement confiance ; chacun trouve en l'autre un refuge. Dès que nous nous séparons, nous nous manquons. Chacun croit que les sentiments qu'il éprouve sont source de beauté et de poésie. Chacun sait lire les pensées de l'autre tellement nous nous connaissons bien. Aucun de nous n'ose exprimer son amour [...]. »

Cette dernière phrase était inexacte. Omran envoya à Sari Sakakini de nombreuses et longues lettres d'amour enflammées, empreintes d'une forte sensualité, sur le papier à en-tête de la société de taxis qui l'employait, l'Orient Taxi, avenue de la princesse Mary. Il les écrivait souvent le matin en rentrant du travail, après la nuit qu'il avait passée en sa compagnie. Sakakini, quant à lui, lui écrivit un poème d'amour.

En plus de ses sentiments nationalistes et de ses valeurs culturelles à l'image du rêve américain, Sari Sakakini avait semble-t-il aussi hérité de son père la même conception de la virilité. « Je veux que tu sois grand, musclé, que tu aies la poitrine large et les bras musclés, lui écrivait son père, je veux

que tu sois fort et que si tu dois lutter contre un taureau, tu saches le vaincre. » Il cherchait à lui inculquer le culte de la force :

« La force, la force ! Si tu dois te prosterner devant quoi que ce soit, que ce soit devant elle et que ton corps soit celui d'un Dieu. » Comme il lui fallait un jour remplir un formulaire, dans la case « Situation », il écrivit : « Célibataire, Dieu merci ! », et dans celle « Enfants » : « Jamais, au grand jamais ⁶¹ ! »

En mars 1944, Yaakov Cohen fêtait ses vingt ans. « Je suis maintenant certain d'avoir atteint l'âge adulte et je sais quels sont mes devoirs envers Dieu et le peuple juif », écrivit-il dans son journal. Entre-temps il avait terminé son séjour au kibboutz, « deux ans de service pour la patrie », soulignait-il, se demandant si cela en avait valu la peine : « Bien évidemment ! » répondit-il ⁶².

Vers la fin de la guerre, Cohen partit s'établir à Jérusalem où il s'inscrivit à l'université hébraïque. Il travailla comme éducateur dans un établissement pour enfants. Le 8 mai 1945, jour de la capitulation de l'Allemagne, il écrivit : « Toute la ville s'est arrêtée et les gens sont tous sortis dans les rues pour se mêler à la joie générale. » David Ben Gourion ne pouvait partager cette joie, après un conflit qui avait entraîné la mort de six millions de Juifs : « C'est un jour triste, écrivit-il dans son journal, très triste. » Khalil Al Sakakini ne se réjouissait pas de la défaite allemande : « Si un des deux belligérants a des raisons de se montrer satisfait, c'est bien l'Allemagne pour s'être battue contre le monde entier pendant six ans ⁶³. » Pendant ce temps, les organisations terroristes juives multipliaient leurs actions contre les Britanniques.

22. « Donnez-moi un pays sans idéologie »

1. Peu de temps après être arrivé en Palestine pour réprimer d'une main de fer le terrorisme juif, le général Barker entendit, au cours de l'émission radiophonique « Le moment musical », *Joue contre joue* d'Irving Berlin. C'était à la fin de l'été ou au début de l'automne 1946. Il était sept heures et quart du matin. Le général s'était assis pour écrire à Cathy Antonius : « Vous êtes la première femme avec qui j'ai dansé sur cet air. Je savourais chaque instant ; si seulement cela avait pu durer éternellement. » Elle lui avait déclaré alors : « Vous auriez pu m'aimer. » Cela faisait en réalité déjà bien longtemps qu'il était amoureux d'elle, lui confiait-il maintenant.

Cette histoire d'amour défile au long de la centaine de lettres sur papier à en-tête de l'armée que le général faisait porter à sa bien-aimée, de l'ouest de Jérusalem où il habitait à l'est où se trouvait la maison de Cathy, par un émissaire qui était, semble-t-il, son chauffeur. Ces lettres respirent le bonheur mais aussi la tragédie. Pleines de pathos, de mystère, de trahisons, de dangers et de désillusion, de romantisme, de larmes et de baisers, elles s'inscrivent sur fond de terrorisme nationaliste avec en arrière-plan, l'effondrement d'un Empire, la mort d'une nation et la naissance d'une autre.

Barker avait alors quarante-deux ans, était marié et avait un fils. Avant son arrivée en Palestine en mai 1946, il avait fait une prestigieuse carrière, commencée lorsqu'il avait décidé dans sa prime jeunesse, peu après la Première Guerre mondiale, de s'engager dans l'armée et de devenir, à l'instar de son père, militaire de carrière. Dans les années trente, il avait une première fois été envoyé en Palestine pour renforcer les troupes réprimant la révolte arabe. Sa biographie personnelle retiendra plus tard la part qu'il avait prise pour briser la révolte et mettre en fuite Fawzi Al Qawuqji vers la Transjordanie.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, Barker avait participé au débarquement en Normandie et s'était illustré dans la bataille de libération du Havre. Le roi lui avait alors décerné le titre de sir. Puis il avait rejoint le huitième corps d'armée qui, après avoir traversé le Rhin, avança jusqu'en Allemagne du nord sous le commandement du général Montgomery. Le 15 avril 1945, ses hommes libérèrent le camp d'extermination de Bergen-Belsen. Officier de la vieille école, il affichait une certaine morgue coloniale. Grand, maigre, un peu voûté, il avait un regard froid et pénétrant qui semblait dépourvu de tout sentiment. Dans sa correspondance avec Cathy Antonius, il apparaît tel un collégien amoureux 186 187.

Cathy Antonius était la fille du docteur Faris Nimar Pasha d'Alexandrie, sénateur, linguiste arabe, et propriétaire d'un prestigieux journal, *Al Moukadam*. Dès sa plus tendre enfance elle avait baigné dans la culture occidentale, fréquentant des diplomates dont elle parlait les langues couramment. Sa sœur avait épousé sir Walter Smart, haut fonctionnaire à l'ambassade britannique du Caire 188 189.

« Cathy Antonius était une femme intelligente, brillante et pleine d'esprit, avec beaucoup d'humour et un charme certain, connaissant tout des arcanes de la politique ; elle était à la fois belle et généreuse », dit un jour Anwar Nusseibeh. Elle habitait dans une maison qui appartenait au mufti où elle recevait la fine fleur de la société : tout ce que le pays comptait de fonctionnaires britanniques, de diplomates occidentaux, mais aussi des journalistes, des artistes et des célébrités du monde entier ainsi que des dirigeants arabes ¹⁹⁰.

Un de ses hôtes, le journaliste et politicien britannique Richard Crossman décrivit sa maison comme un salon à la française : « L'on y goûtait le faste des réceptions, des tenues de soirée, les mets et les boissons importés de Syrie, les danses sur le dallage de marbre. » Comme il avait pu le constater, les invités étaient autant britanniques qu'arabes.

« Il est facile de comprendre pourquoi les Britanniques préfèrent les Arabes des classes supérieures aux Juifs, écrivait Crossman, la classe arabe cultivée peut se prévaloir d'une culture française de divertissement, gaie et tragique à la fois. » Les Juifs d'Europe centrale paraissaient au contraire guindés et bourgeois. De retour en voiture à l'hôtel King David, un fonctionnaire britannique qui l'accompagnait lui avait confié : « Jérusalem compte deux sociétés distinctes, et non trois. La première est britannique et arabe, la seconde est juive. Il est impensable qu'elles puissent se mêler l'une à l'autre 187 189 190 191. »

Barker tomba, semble-t-il, amoureux de Cathy lors d'une de ces soirées. Lorsqu'ils se croisaient dans des manifestations officielles, ils veillaient à garder une certaine distance et à rester discrets. Le lendemain il lui écrivait combien il lui était difficile de se retrouver en sa présence sans pouvoir la toucher. Il lui rendait souvent visite le soir, et une fois rentré chez lui, lui adressait encore des lettres pour l'assurer de son plaisir d'être en sa compagnie, à quel point elle comptait pour lui, et combien il l'aimait. « Je ne suis pas un sentimental », lui écrivit-il dans un avion qui le reconduisait chez lui pour la période des vacances, « mais je suis sensible à l'amour et à la tendresse, et lorsque ce matin je suis parti, je n'ai pu contenir mes larmes ; vous trouverez peut-être cela complètement idiot ¹⁹² ». Avant d'atterrir, il eut encore le temps de rédiger une seconde lettre ¹⁹³. Il lui promettait à nouveau qu'il était du côté des Arabes, la mettant dans la confiance de certaines opérations secrètes contre le terrorisme juif.

2. Avec la fin de la guerre en Europe, Yaakov Cohen était devenu pessimiste : « Comment la paix pourra-t-elle triompher à travers le monde ? » se demandait-il dans son journal. Il pensait qu'il se préoccupait trop de politique et pas assez de la vie. Le shabbat, il partait en promenade avec ses élèves : « Rien n'est plus agréable à la saison des cyclamens et des coquelicots. » Mais il se sentait seul, s'ennuyait et rêvait d'une aventure amoureuse ²²². Un jour, rue Ben Yehoudah à Tel-Aviv, il croisa Bebs, son premier amour. Ce fut une rencontre fortuite, qui ne déboucha sur rien. Bebs avait elle aussi rejoint le Palmach, et se faisait désormais appeler Barbara. Elle fut tuée un peu plus tard. Yaakov Cohen apprit sa mort par le journal.

C'était en mars 1946. On attendait à Tel-Aviv l'arrivée d'un bateau en provenance d'Italie, avec à son bord quelque deux cent cinquante immigrés sans visa. À la mémoire de « l'ami », le bateau avait été baptisé *Wingate*. C'était une opération de grande ampleur. Il fut dit que des centaines de personnes, « des milliers » même, avaient été mobilisées sous le commandement de Itshak Sadé, secondé par Yigal Feïkovitch. Les hommes avaient été placés à des positions clés en bord de mer ; de nombreuses rues avaient été bloquées par des camions et des taxis pour empêcher le passage des forces de l'armée et de la police. On avait demandé à des centaines de familles d'héberger les voyageurs. Mais les Britanniques avaient arraisonné le bateau alors qu'il était en haute mer. Les membres du Palmach et les Britanniques échangèrent des coups de feu. Barbara Fuld blessée, mourut à l'hôpital. Six mois plus tard, on donna son nom à un autre bateau de clandestins ⁹.

Au lendemain de sa mort, Yaakov Cohen écrivit : « Mon heure viendra sûrement. Cela ne me préoccupe pas. Seul compte pour moi l'accomplissement de mon devoir. » Quelques jours plus tard, les Britanniques arraisonnaient un autre bateau, le *Tel Hai*. « Les gens ne meurent pas, écrivit Cohen, parce qu'il est bon de mourir pour notre pays. Ils meurent pour que la vie triomphe. On ne peut éviter qu'il y ait des victimes. Il n'y a pas le choix. » Une pensée perfide traversa son esprit : cela en valait-il vraiment la peine ? Pensée qu'il s'empressa de refouler « de peur que n'apparaissent parmi nous des êtres faibles ¹⁰ ».

À l'approche du premier anniversaire de ce qui fut appelé « la nuit du *Wingate* », Barbara Fuld était devenue elle aussi un symbole national. Cela irritait Cohen. Jusqu'alors, elle n'avait été qu'à lui, un amour secret. Comme il l'avait adorée ! Comme il avait voulu la servir ! Comme il aurait aimé lui ressembler ! Il lui semblait parfois qu'elle le narguait, semblant dire : « Il me connaît et sait qu'il ne réussira pas, car je ne suis pas à lui mais à tout le monde. » Et c'est ce qui se produisait. « Bebs m'avait infligé un coup fatal », écrivit-il. Dans les mois qui suivirent sa mort, il osa formuler l'idée qui l'avait effleuré le lendemain de son décès : « Nous devons nous demander si le jeu en vaut la chandelle. Devons-nous, pour la gloire, mettre en danger la vie de jeunes filles et de jeunes garçons ? Les émigrants continueront, quoi qu'il en soit, d'arriver ¹¹. »

Ce qui préoccupait alors Ben Gourion c'était que les rescapés de la Shoah ne veuillent pas venir en Palestine et préfèrent s'installer ailleurs : « Je pense qu'il ne faut pas négliger ce danger. Le plus grand qui soit pour le sionisme mais aussi pour le Yishouv », écrivait-il avant même que la guerre ne s'achève. La rivalité politique entre le mouvement travailliste et les révisionnistes continua d'être au centre de ses préoccupations, même après la fin du conflit. Selon lui, le terrorisme avait, entre autres, pour objectif de s'emparer par la force du Yishouv et du mouvement sioniste ¹². Si les mots ne suffisaient pas, il faudrait alors recourir à la guerre civile : « Il faut faire parler les armes, disait-il. À celui qui veut me convaincre par les armes, je ne répondrai que par les armes. » Il estimait toutefois qu'à la différence des Allemands, la communauté juive de Palestine ne se soumettrait jamais à la droite.

Ce n'était pas une comparaison originale. Comme avant la guerre, Ben Gourion continuait de qualifier Etsel de « groupuscule nazi » et ses membres « de nazis juifs ». Ils sont capables d'assassiner tous les habitants, disait Ben Gourion à ses camarades du comité exécutif de la Histadrout, comparant

volontiers Begin à Hitler : « Des jeunes gens ont également rejoint Hitler et se sont aussi fait tuer au nom de leur idéal. Certains membres idéalistes [du mouvement nazi] étaient eux aussi animés par des intentions pures, [mais] le mouvement dans son ensemble était souillé et a conduit inmanquablement le peuple allemand à sa perte [...] » Ainsi Etsel pouvait-il conduire le Yishouv à sa perte, disait Ben Gourion dans ses efforts pour convaincre, qualifiant l'Irgoun et ses militants de propagateurs de la peste 194¹³.

Le mouvement travailliste était également divisé : certains, particulièrement les membres des kibboutz et du Palmach, soutenaient les opérations contre les Britanniques et les attentats terroristes. Ils tentèrent de faire pression auprès des dirigeants. Une partie ne se satisfaisait pas des seules opérations en faveur de l'immigration clandestine. Les pressions qu'ils exercèrent furent, entre autres, à l'origine, en octobre 1945, du « mouvement en faveur de l'insurrection juive » aux côtés d'Etsel et du Lehi. Cela dura huit mois. En collaborant avec Etsel et le Lehi, la direction du Yishouv acceptait le principe de la lutte contre les Britanniques. Pour ces deux organisations il s'agissait d'une véritable victoire politique ; elles étaient désormais non seulement reconnues, mais elles participaient aussi aux décisions nationales. Les membres de l'Agence juive et de la Haganah cessèrent de les livrer aux autorités. Le mouvement d'insurrection juive donna l'occasion au Palmach de réaliser un certain nombre d'opérations, telles que des attentats sur les voies ferrées et les ponts.

La collaboration entre la Haganah et les deux organisations clandestines faillit sonner le glas des relations entre l'Agence juive et les autorités, mais permit à la Haganah d'exercer un certain contrôle sur l'Irgoun et le Lehi et de pouvoir les maîtriser¹⁴. C'est dans ce contexte qu'ils tentèrent d'assassiner Raymond Cafferata et organisèrent l'attentat contre l'hôtel King David.

3. Cafferata était alors commandant de la police de Haïfa. Son nom continuait de défrayer la chronique. À la fin de 1942, lord Wedgwood prétendit que les policiers britanniques en Palestine étaient viscéralement antisémites et qu'ils s'étaient même félicités du bombardement de Tel-Aviv par l'aviation italienne. En parlant du « vent fasciste » qui soufflait chez les policiers, le lord évoquait goguenard « les gentlemen aux vieux patronymes anglo-saxons » et désignait Cafferata¹⁵. Ce dernier lui adressa une violente lettre de protestation : seul l'ennemi nazi pouvait utiliser de tels propos, lui écrivit-il. Les remarques sur son patronyme étaient davantage dans le goût de ces énergumènes hissés sur des caisses à Hyde Park ; mais peut-être se

montrait-il injuste envers ces harangueurs, car ces derniers, comme il l'écrivait lui-même, gardaient au moins le sens de la décence ¹⁶.

Cafferata savait s'identifier à la tragédie des Juifs rescapés. Il consigna par écrit, probablement à la fin de son service en Palestine, le triste souvenir conservé de sa rencontre avec un certain Cupermann, un homme d'une cinquantaine d'années rencontré dans un café à Tel-Aviv. Cupermann lui avait raconté son histoire. Il avait quitté seul l'Allemagne, sans sa famille, et, après maintes tribulations, avait finalement embarqué sur un bateau de clandestins. Il lui décrivit les dures conditions d'existence sur le pont. Le bateau s'était échoué près des côtes de Tel-Aviv. On lui avait dit de sauter par-dessus bord. Cela lui avait été égal d'abandonner ses bagages : il portait autour de la taille une ceinture renfermant quelques diamants. Il avait réussi à nager jusqu'à la côte, et avait rejoint la terre ferme avec quelques camarades, trempé et transi de froid dans la nuit quand un jeune garçon d'une quinzaine d'années avait surgi et les avait conduits jusqu'à une cabane où se trouvaient des sièges, des ustensiles de cuisine et un réchaud à gaz allumé. On leur avait dit de s'installer et on leur avait apporté à manger. Puis ils étaient sortis les uns après les autres. Certains avaient de la famille en Palestine.

Cupermann s'était rendu à Tel-Aviv. Dans un café, il avait engagé la conversation avec des hommes qui avaient compris tout de suite qu'il avait émigré sans autorisation. Il leur avait fait part de son désarroi, mais ils l'avaient rassuré, proposant même de l'aider. Cupermann leur avait expliqué qu'il devait sauver sa famille d'Allemagne et la faire venir en Palestine. Les hommes avaient promis de l'aider contre de l'argent. Cupermann leur avait donné un des diamants qu'il portait à sa ceinture. Puis il leur en avait redonné un autre et un autre encore. Il s'avéra que ses nouveaux camarades étaient des truands et des maîtres chanteurs. Devant son refus de leur en donner d'autres, ils avaient menacé d'avertir le commandant de la Gestapo à Francfort de son évasion. Jamais il ne reverrait sa femme et ses enfants, l'avaient-ils menacé. Il leur avait alors laissé le dernier qu'il lui restait. C'était à ce moment qu'il avait fait la rencontre de Cafferata. Ce dernier lui affirma que son histoire ne l'étonnait pas : cela faisait dix ans qu'il était dans ce pays. Tout y avait un prix.

Cafferata tenta de consoler Cupermann et lui offrit un sandwich et une tasse de thé. Il lui assura que les Britanniques ne renvoyaient pas vers l'Allemagne nazie les Juifs qui avaient réussi à s'échapper et promit d'essayer de lui procurer un visa pour sa femme et ses enfants, le priant de revenir le lendemain soir dans le même café. Quelques heures avant leur rendez-vous, un rapport des différents événements de la journée lui fut comme d'habitude

soumis : quelques vols à l'étalage, une rixe ou deux, l'arrestation de petits revendeurs de haschisch... On avait aussi repêché sur la plage le cadavre d'un homme d'une cinquantaine d'années, les cheveux grisonnants. Cafferata se rendit à la morgue où il reconnut Cupermann. Celui-ci s'était suicidé en se jetant à la mer 7.

Le dénouement (1939-1948)

Des responsables de la communauté juive de Haïfa déclarèrent avoir entretenu de bonnes relations de travail avec le commandant de la police de la ville. Mais les membres de la Haganah lui rappelèrent ce qui s'était passé à Ramat Ha Kovesh et à Givat Chaïm. Les membres d'Etsel lui rappelèrent Hébron et l'accusèrent aussi de la mort d'un des leurs, Asher Trattner, un lycéen de dix-huit ans, originaire de Wroclaw : des policiers l'avaient arrêté alors qu'il placardait des tracts de l'Irgoun dans les rues de la ville. Comme il tentait de s'enfuir, ils lui avaient tiré dessus et l'avaient blessé à la jambe. Il avait été conduit à la prison de Saint-Jean-d'Acre pour y être interrogé sans que lui fussent dispensés les soins nécessaires. Trois semaines plus tard, il était transporté à l'hôpital où on dut lui couper une jambe. Deux jours plus tard, il mourait. Les tracts d'Etsel dénoncèrent sa mort, consécutive aux tortures sadiques couvertes par Cafferata. En réalité, Trattner avait eu le temps, avant de mourir, de confier à son frère que sa souffrance était due aux douleurs que lui causait sa jambe, et que les hommes qui l'avaient interrogé ne l'avaient jamais torturé ¹⁸.

Le projet d'assassiner Cafferata était une idée des membres du Lehi. Les instigateurs de « l'insurrection juive » en avaient été préalablement informés et n'avaient ni interdit ni autorisé l'opération. Il régnait alors un esprit d'unité entre les deux organisations terroristes. Cafferata habitait avec sa femme Peggy et leurs deux enfants sur le Carmel. Son bureau se trouvait dans la rue des Rois dans la ville basse, non loin du port. Tous les matins, son chauffeur l'y conduisait dans une Ford bleue. Il avait été décidé de bloquer sa voiture à proximité de l'hôtel Herzeliyah Court, à l'entrée de Hadar Ha Carmel. Il y avait là un virage dangereux et des arbres permettant de se cacher. Les agresseurs avaient prévu de tirer sur Cafferata ou de lancer une grenade dans sa voiture. Nehamia Ben Tor, membre du Lehi, désigné pour accomplir le meurtre, écrivit plus tard : « J'étais très heureux de me charger de cette tâche et j'étais fier d'être de ceux qui allaient venger les victimes de 1929. » Il se souvint également avoir reçu l'ordre d'annuler l'opération si Peggy Cafferata se trouvait à bord.

C'était une journée pluvieuse ; la pluie avait vidé les rues, ce qui était une bonne chose, mais l'opération échoua malgré tout : le chauffeur du camion censé bloquer la voiture de Cafferata n'avait pas eu le temps de le faire. Le chauffeur de Cafferata avait réussi à s'enfuir. Ben Tor avait vidé le chargeur de son Parabellum sur la vitre arrière de la voiture, se tirant, dans la confusion, une balle dans la jambe.

Comme prévu, cette affaire déclencha une polémique pour établir qui était responsable de l'échec de l'opération. Quelques années plus tard, Ben Tor écrivit : « Je fus plus d'une fois piqué par la curiosité de savoir quel genre d'homme était celui que je devais supprimer. » Ils avaient au moins une chose en commun : Cafferata s'était, lui aussi, blessé un jour à la jambe avec une balle échappée de son pistolet ¹⁹.

Cafferata sortit indemne de sa voiture et arriva à son bureau comme si de rien n'était. Sa secrétaire remarqua qu'il semblait ému mais il ne lui raconta rien de ce qui s'était passé. Les jours suivants, il sembla d'humeur maussade : il savait depuis longtemps que sa vie était menacée, mais vivait avec la conviction que « cela n'arrivait qu'aux autres 195 ²⁰ ».

Sa secrétaire le décrivait comme un homme généreux, dévoué à sa famille. Il n'avait pas beaucoup d'amis et fréquentait peu les pubs. Jamais elle ne l'avait entendu tenir des propos blessants sur les Juifs et s'étonnait qu'il n'ait pas d'opinion politique. Agent secret, elle recopiait chaque lettre qu'il lui dictait, pour la transmettre au commandement de la Haganah ²¹.

Quelques semaines après cet attentat, il rentrait chez lui. Il avait, prétendit-il, présenté sa démission bien avant cette tentative d'assassinat. Les Juifs, écrivait-il, avaient tout fait pour le faire échouer dans sa tâche, expliquant que par l'intermédiaire de quelques amis Juifs, il avait pu saisir leur forte hostilité à son égard. Celle-ci avait rendu sa tâche impossible, poursuivait-il, rappelant les propos de Wedgwood à son sujet à la Chambre des lords. Aussi avait-il décidé de s'en aller. S'il n'était pas parti de sa propre initiative, on l'aurait forcé à le faire, comme on avait forcé Geoffrey Morton, l'homme qui avait tué « Yaïr » ou comme on l'avait fait avec tant d'autres. Cela le consternait d'autant plus qu'il n'était pas antisémite : il avait de nombreuses fois joué dans des équipes de football juives, et c'était beaucoup plus que ce que faisaient la plupart des fonctionnaires britanniques en Palestine ; par ses relations avec les Juifs il avait souvent contribué à sauver leur vie. Il ne voulait pas quitter la Palestine ; s'il était resté encore six années, il aurait eu droit à une pleine retraite 196 ²².

En juin 1946, les opérations terroristes s'intensifièrent et à la fin du mois, le général Barker prit le commandement de « l'opération Agatha » : plus de cent mille soldats et policiers encerclèrent des dizaines de villages à travers le pays en décrétant le couvre-feu ; Tel-Aviv et Jérusalem étaient aussi concernées. Ce fut le « shabbat noir » : trois mille hommes furent arrêtés, dont des membres de la direction de l'Agence juive. À Meshek Yagour fut retrouvé un important dépôt d'armes ²³. Quatre semaines plus tard, les membres d'Etsel faisaient sauter l'aile sud de l'hôtel King David à Jérusalem, qui servait de siège au secrétariat du gouvernement, tandis que le général Barker associait Cathy Antonius à l'une de ses rêveries : redevenu célibataire, il revenait au Proche-Orient et aidait les Arabes à combattre pour leurs droits. « Nous aurions pu faire cela ensemble », lui écrivit-il ²⁴. Il rédigea aussi un ordre du jour à ses soldats, qui mit son gouvernement dans un grand embarras et qui bientôt allait le forcer à se séparer de Cathy.

4. « Le shabbat noir » fut l'opération la plus étendue et la plus violente intentée contre le Yishouv. L'attentat de l'hôtel King David avait causé la mort de plus de quatre-vingt-dix personnes et fut la plus vaste opération jamais commise à l'encontre des Britanniques ²⁵. L'une et l'autre demeurent des exceptions : le Yishouv comme les Britanniques eurent toujours tendance à se maîtriser sans jamais déployer toutes leurs forces.

Un soir d'hiver de 1946, les membres d'Etsel attaquèrent un poste de police de Jérusalem ; ils avaient auparavant dissimulé des charges explosives dans les rues alentour. L'attaque fut un échec, les bombes furent désamorcées. À la suite de cet incident, le haut-commissaire annula un dîner qui devait se tenir dans sa résidence, car les bombes disséminées dans les rues de la ville empêchaient les invités de s'y rendre. Ce fut l'opération la plus dramatique contre le terrorisme qu'entreprirent cette nuit-là les autorités. Le lendemain, Bernard Montgomery, devenu chef d'état-major de l'armée britannique, fulminait de rage. Il séjournait alors à Jérusalem. Si les policiers avaient agi comme ils auraient dû le faire, ils auraient dépêché sur place en dix minutes des patrouilles militaires et seuls quelques terroristes seraient parvenus à s'enfuir.

Montgomery vitupérait la police locale qui n'agissait pas, comme en Angleterre, avec bon esprit et tolérance, comme une force en laquelle la communauté pouvait placer sa confiance. Les policiers de Palestine étaient armés jusqu'aux dents et les hommes se déplaçaient souvent à bord de blindés. Au lieu d'agir comme des policiers de première classe, ils agissaient comme des soldats de troisième classe. La population les haïssait ²⁶.

Le célèbre « Monty » était venu en Palestine dans l'intention de réprimer le terrorisme juif d'une main de fer, comme il avait maté la révolte arabe. Orde Wingate avait auparavant déclaré à Ben Gourion que Montgomery « détestait » le Yishouv. La situation en Palestine l'irritait au plus haut point. Le gouvernement avait en réalité perdu le contrôle des événements. Ceux qui gouvernaient véritablement, estimait-il, étaient les Juifs qui sillonnaient le pays avec à la bouche un seul slogan « Vous n'oserez pas nous toucher ²⁷. » Lors d'un entretien avec le Premier ministre, Clement Attlee, Montgomery lui signifia que la situation n'était plus tenable : cent mille soldats avaient été envoyés en Palestine et ils avaient les mains liées. Il y avait chaque jour deux morts parmi eux. Montgomery ne l'acceptait pas : « Si nous ne sommes pas capables d'imposer la loi et l'ordre en Palestine, mieux vaut partir d'ici », déclara-t-il.

« Montgomery avait raison : toute une génération d'Israéliens avait grandi avec les aventures d'une bande d'enfants, *Hasamba*, sorte de *Club des cinq*, se battant contre un stupide et méchant policier, Jack Smith, surnommé « la coccinelle rouge ». Dans la première aventure, qui devait devenir le plus grand best-seller israélien après la Bible, Smith menaçait de jeter les enfants en prison. Leur chef, Yaron Zehavi, lui déclarait énergiquement que toute la Palestine demeurerait une vaste prison tant que les Britanniques empêcheraient sa libération et la création de l'État hébreux.

On était en présence d'une nouvelle confrontation entre l'armée et l'administration civile : l'armée exigeait d'avoir les mains libres, le haut-commissaire voulait la brider ; les Britanniques songeaient déjà à ce que l'Histoire retiendrait : l'armée préparait l'argument selon lequel la Palestine était perdue car il ne lui avait pas été donné de déployer toute sa force. Ce fut plus tard la version officielle : le gouvernement et le haut-commissaire avaient fait preuve de pusillanimité ²⁸.

Il ne s'agissait non pas tant de pusillanimité que de circonspection. Les Britanniques étaient dotés d'infrastructures opérationnelles et juridiques, et étaient conscients que le terrorisme écornait également l'image de respectabilité de l'Empire en d'autres endroits du monde ; mais même après le meurtre de lord Moyne, ils ne recoururent pas à la force, autant qu'ils auraient pu le faire, contre le Yishouv.

Les Britanniques appliquèrent des lois d'exceptions draconiennes, stigmatisées par le barreau comme dignes de l'Allemagne nazie ²⁹. Ils décrétèrent le couvre-feu pendant plusieurs mois : Tel-Aviv y fut soumise

pendant quatre mois ; les soldats britanniques allaient de maison en maison, multipliaient les arrestations, recouraient à la torture et déportaient des gens en Afrique. Mais ils n'agirent jamais à l'encontre des Juifs avec la même détermination et la même dureté dont ils avaient fait preuve pour réprimer la révolte arabe ³⁰. Ainsi le juge Anwar Nusseibeh fit-il remarquer que les habitants du quartier de Yemin Moshe, à proximité de l'hôtel King David, n'avaient pas été sanctionnés pour l'attentat commis dans l'hôtel comme ils l'auraient probablement été s'ils avaient été arabes, tout comme les habitants de Givat Shaül n'avaient pas non plus été punis pour celui raté contre le haut-commissaire.

Cela se passa ainsi car dans la communauté juive nombreux étaient ceux qui s'opposaient au terrorisme contre les Britanniques : le châtiment collectif aurait alors atteint un but contraire à celui recherché. À l'époque de la révolte arabe, les autorités avaient agi considérant que la majorité des Arabes soutenait le terrorisme. Contrairement aux organisations terroristes arabes, les organisations terroristes juives agissaient surtout dans les villes. Les Britanniques avaient donc du mal à les localiser et à intervenir. Les Juifs étaient des Européens, et non des – indigènes » arabes, alliés dans la guerre contre les nazis, et des rescapés de la Shoah. Les Britanniques étaient conscients des limites imposées par la morale : « Nous n'imiterons pas les méthodes d'extermination des Allemands », affirma l'un d'eux au Parlement. Winston Churchill revint sur ses propos ³¹. L'Agence juive et la Haganah continuèrent de se considérer comme faisant partie du pouvoir en Palestine, ce que les Britanniques acceptèrent jusqu'à leur départ 1973 ².

« L'insurrection juive » fut de courte durée. La Haganah condamna l'explosion de l'hôtel King David prétendant qu'elle n'y avait pas pris part. Ce n'était pas tout à fait exact : les responsables avaient autorisé l'attentat, mais au vu des nombreuses victimes, une polémique s'était engagée sur le déroulement de l'opération 198 ³³.

Quoi qu'il en fût, quelque temps après, l'unité clandestine se trouva brisée et la rivalité des organisations en fut ravivée. Lorsque les Britanniques décrétèrent la peine de mort pour un membre d'Etsel, Dov Groner, Ben Gourion réagit comme il l'avait fait à propos du verdict prononcé contre Shlomo Ben Yosef : il ne voulait pas que quiconque soit pendu, mais il ne ferait rien pour empêcher l'exécution. Il ne mettrait pas non plus les drapeaux en berne. Il fallait empêcher une fois pour toutes que Begin « manipule » le Yishouv ; autrement, mieux valait lui remettre les clefs. « Il dirigera le

Yishouv et nous plierons bagage », déclara-t-il ³⁴. Plus encore que les Britanniques, Begin était son pire ennemi.

Etsel continua ses actions, dont les plus notoires furent l'attaque du cercle des officiers dans la maison Goldschmidt à Jérusalem, la mutinerie de la prison de Saint-Jean-d'Acre et la pendaison de deux sergents britanniques en représailles à celle de sympathisants d'Etsel ³⁵.

Ben Gourion en fut particulièrement irrité car ces pendaisons détournèrent l'attention du combat du bateau *Exodus*. Ce devait être la manifestation de propagande la plus dramatique, « l'une des grandes révélations de la lutte sioniste, de la fierté juive et du lien avec la Palestine ». À l'instar de Begin, qui n'avait manifesté aucun enthousiasme lorsque les membres du Lehi avaient assassiné lord Moyne, Ben Gourion avait le sentiment qu'Etsel faisait de l'ombre à l'Agence juive. La pendaison des sergents fut, selon lui, un « acte nazi », et il se demandait qui, dans le monde, prêterait attention aux clandestins de l'*Exodus* après un tel acte ³⁶.

Le gouvernement mandataire concentrait ses efforts, en matière de sécurité, sur la protection de ses ressortissants, et non plus sur l'exercice de son pouvoir. Montgomery ordonna au général Evelyn Barker de bien faire comprendre aux soldats qu'ils se trouvaient face à un ennemi cruel et fanatique, sans que l'on puisse savoir qui était ami ou qui était ennemi. Parmi les terroristes se trouvaient aussi des femmes. Il fallait se garder de tout contact avec la population ³⁷.

À la suite du plastiquage du King David, Barker transforma ces directives en mesures contre les commerces juifs, y compris les restaurants et les lieux de loisir. Il savait que cela serait difficile, écrivit-il à ses soldats, mais pour bien faire comprendre aux Juifs à quel point ils répugnaient aux Britanniques, il fallait les frapper dans leur bourse. Ces propos, interprétés comme antisémites, provoquèrent une vive émotion. Cathy Antonius conserva dans ses papiers une caricature publiée en Angleterre représentant Barker, en train d'agiter sa déclaration, juché sur *Mein Kampf* d'Hitler. Il fut bientôt forcé de rentrer en Angleterre. Des années plus tard, Barker prétendit lors d'une conversation avec lord Nicholas Bethell que « cela avait été une malheureuse lettre écrite sous l'impulsion du moment ³⁸ ».

C'était inexact. Un an après être rentré en Angleterre, Barker écrivait à Cathy Antonius : « Les Juifs détestent qu'on s'en prenne à leur bourse, comme je l'ai affirmé dans ma lettre. » Quelques jours plus tard, il apprit dans la presse que quatre membres d'Etsel avaient été exécutés. « Hier, on a pendu

quatre Juifs, exultait-il. J'espère que les Arabes ne continueront pas de croire que nous avons peur de pendre des Juifs. » Deux terroristes s'étaient suicidés dans leur cellule avant d'être exécutés, et Barker insistait : « Cela en fait à présent deux de moins. » Sa haine pour les Juifs continuait d'être indissociablement liée à son amour pour Cathy : il regardait sa photo, les yeux embués par les larmes. « Je t'aime tant, Cathy, écrivait-il, quand je pense à tout ce que nous gaspillons pour ces Juifs en argent et en vies humaines. Oui, ils me dégoûtent tous autant qu'ils sont, qu'ils soient sionistes ou non. Pourquoi ne pas dire la vérité : nous les haïssons. Le moment est venu que cette race abjecte sache ce que nous pensons d'elle : c'est un peuple répugnant ³⁹. »

Quelques mois après son retour de Palestine, Barker avait reçu un paquet piégé. « L'odeur de l'emballage était bizarre, écrivit-il à Cathy Antonius le jour-même, j'ai aperçu une poudre verdâtre, du papier d'aluminium et deux fils électriques, et j'ai alors compris de quoi il s'agissait. » Il alerta un agent de la sécurité qui désamorça l'explosif. Deux membres d'Etsel avaient également projeté de miner la route qui conduisait à sa maison en Angleterre. L'un des deux était Ezer Weizmann, qui avait aussi été impliqué dans le projet d'attentat contre Raymond Cafferata ⁴⁰.

Barker n'était pas le seul à afficher de tels sentiments : un officier, le lieutenant-colonel Richard Webb avait convoqué chez lui des journalistes devant lesquels il se lança dans une diatribe antisémite. Cela se passa quelque temps après le retour en Angleterre de Barker. Churchill écrivit que la plupart des officiers britanniques en Palestine penchaient en faveur des Arabes. Un rapport des renseignements avertissait : « Faire de l'argent est presque une seconde religion chez les Juifs. » L'Agence juive recueillait continuellement des plaintes relatives à des soldats faisant usage d'expressions antisémites, employant fréquemment « *bloody Jew* », « sales porcs », hurlant parfois même « *Heil Hitler* » et promettant d'achever l'œuvre entreprise par le Führer ⁴¹.

Tout cela était dû dans une large mesure au moral des troupes. La plupart des soldats, rapporta un officier des renseignements britanniques, étaient arrivés en Palestine animés d'une certaine sympathie envers les Juifs en particulier à cause de leur sort pendant la Seconde Guerre mondiale. Les hommes de la sixième division aéroportée avaient été témoins de leur souffrance lorsqu'ils avaient combattu les nazis en Europe, écrivit l'un d'entre eux. Wilson. En débarquant en Palestine, les soldats avaient été confrontés à de grandes manifestations d'hostilité : « Émigration libre, État juif »,

scandaient les manifestants. Les hommes de la sixième division aéroportée s'étaient retrouvés, selon Wilson, face à eux, interloqués. Le terrorisme alimentait leur colère et les humiliait. Un jour, les membres d'Etsel enlevèrent deux hommes de la division, les déculottèrent et les fouettèrent publiquement, en représailles au châtimement infligé à l'un des leurs par un jugement du tribunal ⁴².

Lorsqu'il écrivit l'histoire de la division, Wilson se plaignit de ce qui lui apparaissait comme une transgression des lois de la guerre. Les actions du Lehi avaient éveillé chez ses hommes un sentiment de dégoût et de frustration, écrivait-il, décrivant l'une d'elles, une attaque de soldats préposés à la surveillance d'un garage de véhicules militaires à Tel-Aviv, comme un « meurtre collectif ⁴³ ». Un grand nombre d'entre eux n'allait pas tarder à identifier tous les Juifs aux terroristes.

Les hommes de la division aéroportée étaient arrivés en 1945 avec à leur tête le major général A.L. Bols, le fils du général qui avait été le chef d'état-major d'Allenby et qui avait remis à Herbert Samuel le fameux « reçu » sur la Palestine. Ils avaient d'abord été envoyés à Gaza, puis avaient participé à la répression des organisations terroristes. Avec l'ensemble des forces installées en Palestine, les soldats comptaient, au plus fort du terrorisme, quelque cent mille hommes ⁴⁴. Ils arboraient des bérets rouges ; aussi les membres du Yishouv les avaient-ils surnommés « les coquelicots ».

Nathan Alterman, le poète du combat national contre les Britanniques, écrivit un beau poème d'amour aux vers fort à propos : « Hélas seront oubliés les serments d'amour/ Mais les coquelicots fleuriront toujours/ Car quand les serments se meurent/ les coquelicots demeurent ⁴⁵. » Bien que ce ne fût pas un poème politique, les « coquelicots » se sentirent fortement humiliés, ainsi qu'à la suite d'autres manifestations d'animosité tout aussi blessantes : les gens les traitaient de « Gestapo » ou de « bâtards anglais » ; des enfants chantaient à tue-tête, imitant la chanteuse Shoshana Damari, « Coquelicots, coquelicots ». Lorsqu'il rédigea l'histoire de la division, Wilson cita un vers de ce poème qui, selon lui, signifiait que, comme les coquelicots, les membres de la division portaient un couvre-chef rouge et que leur cœur était noir. Cela les blessa plus que tout, lorsque l'on sait l'amour que portaient, les soldats britanniques aux enfants, écrivit-il ⁴⁶. Ils furent blessés inutilement : c'était peut-être une interprétation populaire, mais le poème d'Alterman n'y faisait aucunement référence.

Lorsque les soldats furent obligés, pour protéger leur vie, de se retrancher dans des camps après avoir décidé de « s'en prendre à la bourse des Juifs »,

ils furent contraints de mener « une vie monacale », à jouer au bridge ou au poker et à lire. Des films leur étaient projetés, ils jouaient au cricket et au football, mais c'étaient là leurs seules distractions ⁴⁷. Aussi aimaient-ils participer à des opérations. Certains étaient très jeunes et considéraient cela comme une compensation pour avoir raté la Seconde Guerre mondiale. Ils voulaient agir plus énergiquement. De temps en temps, les soldats participaient à des opérations de représailles contre des civils. Ainsi Wilson insistait-il sur l'une des difficultés à laquelle ils se heurtaient : trop souvent, les soldats s'avisait de la présence des médias internationaux, des journaux et des photographes et ils eurent plus d'une fois le sentiment de s'être laissés entraîner dans une guerre de propagande, ce qui était particulièrement flagrant lorsqu'ils devaient arrêter des immigrants clandestins.

Wilson décrivait les réfugiés avec commisération, sans haine, même si certains, selon lui, faisaient preuve d'une violence fanatique. Il y avait quelque chose de tragique, voire de touchant dans le désir qu'avaient ces gens de vouloir, à tout prix, demeurer en Terre sainte. Les rescapés des camps de concentration étaient misérables et inspiraient la pitié, écrivait un autre officier. L'ordre de les arrêter ou de les refouler dérangeait de nombreux soldats ⁴⁸. Nathan Alterman écrivit : « Il ne lui est pas facile d'éconduire l'orphelin et l'accouchée/ de ramper en se battant contre les pères endeuillés/ et d'être digne et fidèle à la patrie qui l'a envoyé sous la bénédiction du drapeau. » En fin de compte, concluait l'auteur des *Coquelicots*, les soldats avaient un rôle ingrat, obligés qu'ils étaient de frayer avec des hommes peu amènes ⁴⁹.

Le délégué de l'Agence juive à Londres, Teddy Kollek, rapporta qu'il avait lu des lettres de soldats en Palestine dans lesquelles il apparaissait qu'ils avaient clairement conscience que leur guerre n'était ni juste ni utile. Parents et amis adressaient régulièrement ces lettres aux rédactions de presse, mais aucun journal n'accepta de les publier. Abba Eban rapporta de Londres que le mauvais moral des troupes préoccupait les cadres de l'armée qui avaient du mal à leur dire pourquoi elles étaient maintenues en Palestine. Nombreux étaient ceux qui minimisaient la valeur stratégique de la Palestine, écrivait Eban. Un membre de l'Agence juive rapportait de Jérusalem que la haine contre les Britanniques ne faisait qu'augmenter, faisant part de sa crainte que les responsables du Yishouv ne perdent le contrôle de la communauté ⁵⁰.

5. L'animosité envers les Britanniques s'amplifiait, se concentrant sur le ministre des Affaires étrangères, Ernest Bevin, membre du Labour. Dans son programme, le parti avait promis l'immigration libre et le transfert ⁵¹. Mais il

n'avait pas tenu ses promesses : le nombre d'immigrés avait été fixé à mille cinq cents par mois. C'était une trahison et un camouflet, écrivit Yaakov Cohen, faisant part de la rancœur de la communauté juive : « Après la Grande Guerre nous avons eu la déclaration Balfour, mais avec celle-ci, nous n'avons rien obtenu ⁵². »

S'adressant directement aux Britanniques, Cohen écrivait : « Il y a déjà eu ici les Égyptiens, les Babyloniens, les Assyriens, les Grecs, les Romains, les Perses, etc. Mais tous s'en sont allés. Et vous aussi serez chassés. Vous devez savoir ce qui vous attend si vous continuez vos provocations à notre égard. Dieu se vengera de vous, comme il s'est vengé des Allemands. Il y a une justice dans le monde. Ce n'est ni la bombe atomique ni la division aéroportée qui parviendront à nous calmer. Nous savons où nous allons. La justice est de notre côté. Le jour viendra, que vous le vouliez ou non, où vous devrez quitter ce pays. Il ne vous appartient pas. » Afin de justifier leur présence en Palestine, poursuivait-il, les Britanniques attisent le conflit entre les Juifs et les Arabes ⁵³. Beaucoup pensaient ainsi. Cohen proposait de ne pas collaborer avec les autorités. Le ministre des Affaires étrangères, Bevin, était, selon lui, antisémite ⁵⁴.

C'était une opinion largement répandue : Bevin était considéré comme un grand ennemi des Juifs, semblable à Aman ou Titus, Hitler ou Himmler, écrivit Alan Bullock, son biographe. Golda Meir, quant à elle, affirmait : « Je ne sais si Bevin était un peu fou ou seulement antisémite, peut-être bien les deux à la fois. » Ce ne sont pourtant pas les pires choses qui furent proférées ou écrites à son sujet ⁵⁵.

Le ressentiment contre « la Grande-Bretagne nazie », comme elle fut appelée plus d'une fois assombrir la mémoire collective de toute la période du Mandat. Il alimenta le réveil patriotique mais fut relativement bref, sans être partagé par tous. Ainsi, plus qu'un combat national contre un pouvoir étranger, les actes terroristes contre les Britanniques, mais aussi l'immigration clandestine, continuèrent d'être le reflet des rivalités politiques entre les différents mouvements du pays qui se battaient pour le pouvoir sur l'État qui allait bientôt voir le jour. « L'insurrection » contre les Britanniques ne fut ainsi, dans une large mesure, qu'une fiction politique et psychologique : les véritables ennemis étaient non pas les Britanniques mais les Arabes.

En janvier 1947, un membre de l'Agence juive, Ézéchiél Sohar vint trouver l'inspecteur général de la police pour se plaindre, comme tant de fois ces trente dernières années, de ce que les autorités employaient trop de policiers arabes. Le colonel Grey rétorqua qu'il ne s'agissait pas là d'une

question politique : l'émissaire de l'Agence juive devait comprendre qu'il n'y avait plus en Palestine de guerre entre les Britanniques et les Arabes, mais entre les Britanniques et les Juifs. Sohar, qui allait devenir l'inspecteur général de la police du futur État d'Israël, assura qu'il ne s'agissait pas d'une guerre entre le Yishouv et les Britanniques mais entre les deux organisations terroristes et les Britanniques, et proposa une collaboration pour lutter contre les terroristes « tout en évitant une guerre fratricide ». Le haut-commissaire fut submergé de lettres privées, dont certaines en allemand, où figuraient des propositions pour lutter contre le terrorisme ⁵⁶.

Quelques mois plus tard, l'Agence juive publia un manifeste appelant, entre autres, les parents de membres d'organisations terroristes à livrer leurs enfants aux autorités, en s'inspirant de ce qui est écrit dans Deutéronome XXI, 18 : « Quand un homme a un fils rebelle et révolté », il doit le livrer aux Anciens, le conduire jusqu'à la porte de la ville et le lapider jusqu'à ce que mort s'ensuive. Les Britanniques n'agiraient pas ainsi, assurait l'Agence juive : tout au plus, les garderaient-ils en prison un an ou deux avant de les libérer ⁵⁷. En février 1947, Golda Meyerson rappela au haut-commissaire sa promesse d'aider l'Agence juive à combattre les révisionnistes, afin d'étayer sa demande d'autoriser plusieurs centaines de clandestins détenus à Chypre à entrer en Palestine, conformément à la loi « du quota à valoir sur le mois suivant ». Tant de choses en dépendaient, écrivait-elle, faisant allusion à la lutte contre les organisations terroristes. C'était leur intérêt commun, car tous deux avaient des responsabilités au pouvoir ⁵⁸.

Le détournement des bateaux d'immigrants clandestins vers des camps de transit à Chypre se faisait, alors, en coordination et avec l'agrément de l'Agence juive.

Cela explique que certains considéraient les Britanniques comme une administration légitime ; les gens avaient besoin d'une administration et lui obéirent jusqu'au dernier jour. Le responsable du conseil local de la plaine du Hefer demanda que soient libérés des prisonniers, sous prétexte qu'ils étaient innocents, affirmant dans sa lettre que s'ils avaient été de véritables malfaiteurs, il aurait reconnu la nécessité de les maintenir en détention. Hannah Ben Eliezer et Yafa Tamarkin, les femmes de membres d'Etsel prisonniers rencontrèrent le secrétaire général, afin de réclamer du gouvernement une aide financière pour les familles de détenus. Elles s'indignèrent que le gouvernement les promène d'un bureau à un autre. Leja Feitlovitch s'adressa aux autorités par l'intermédiaire du consul d'Éthiopie et demanda qu'au cours des grandes perquisitions à Tel-Aviv il ne soit pas porté

atteinte à la précieuse bibliothèque de son frère, éminent spécialiste du judaïsme éthiopien. C'était quelques jours après l'attaque du King David : on avait procédé à des perquisitions de grande ampleur pendant « l'opération requin ». Les événements de Tel-Aviv engendrèrent une série de plaintes qui aboutirent toutes au même constat : les forces de sécurité outrepassaient leurs droits ⁵⁹.

Le comité de quartier Beït Israël à Jérusalem s'adressa le même jour à Son Excellence le haut-commissaire, demandant de soulager les souffrances des habitants dues aux exactions de soldats dans les rues de la ville « bafouant ainsi la tradition britannique ». Cet argument fut maintes fois réitéré dans les requêtes du Yishouv auprès des autorités, invoquant parfois l'effort de guerre britannique contre les nazis. Ainsi, avec une certaine obséquiosité, le kibboutz Sh'faïm demanda à Son Excellence le haut-commissaire d'ouvrir une enquête après qu'un membre du kibboutz fut molesté par la police. Les signataires de la lettre arguaient du fait qu'il s'agissait d'un incident regrettable et que les policiers devaient payer pour leurs crimes ⁶⁰.

Le docteur Georg Beer de Haïfa envoya à Son Excellence une longue et touchante lettre qui aurait sûrement réjoui le général Barker. Avant de trouver refuge en Palestine, Beer avait été jugé en Allemagne. Il avait investi ses économies dans un petit bar, le Nelson, au 67 de la rue Yafo à Haïfa. La plupart de ses clients étaient des membres des forces de sécurité britanniques. Et voici que les autorités militaires en interdisaient l'accès à leurs soldats, au motif que le propriétaire était juif. Ainsi le punissait-on de crimes commis par d'autres Juifs. Sa famille perdait sa seule source de subsistance, était menacée par la honte et la misère, et tout cela à cause de la politique du commissaire. Sa lettre s'étendait sur trois pages : Beer suppliait que les membres des forces de sécurité soient autorisés à revenir au Nelson 199 ⁶¹.

Le cercle des amis de l'opéra de Tel-Aviv réclamait au gouvernement une aide financière : on était en janvier 1947. Au cours de la guerre, prétendait-il, plus de six cent mille personnes avaient assisté à des représentations comme celles de *Madame Butterfly* de Puccini et de *Rigoletto* de Verdi. Le secrétaire général voulut leur faire savoir qu'il était le premier à reconnaître l'importance de la musique, mais que dans « les circonstances actuelles », l'on ne pouvait espérer une aide du gouvernement, celui-ci n'ayant déjà pas assez d'argent pour lutter contre l'analphabétisme. Un certain nombre d'établissements culturels juifs en obtinrent pourtant. L'université hébraïque se vit attribuer une bourse d'un montant de quatorze mille cinq cents livres ; c'était au printemps 1948 et cela fut considéré comme une des dernières

décisions du gouvernement ⁶². Les autorités britanniques avaient longtemps tenté de s'accrocher à la routine, comme si le terrorisme ne les avait pas menacées. L'armée essaya de convaincre les médias, en Palestine et en Angleterre, de ne pas utiliser le terme de terrorisme, de peur de donner le sentiment que les autorités étaient prises de panique ; les médias ne furent pas convaincus pour autant 200 ⁶³.

En juin 1947 fut organisé à Jérusalem un défilé pour l'anniversaire du roi George VI : une brochure en anglais, en arabe et en hébreu fut publiée pour l'occasion, accompagnée d'une carte destinée à guider les invités, sur laquelle était indiqué le trajet du défilé autour de la vieille ville et aux environs de l'hôtel King David. L'hôtel était alors en ruines, mais la carte voulait donner de la ville l'impression d'un joyeux kaléidoscope avec ses hôtels et ses cafés, marqués d'une croix sur la carte : le Régent, le Savoy, le Trocadéro et l'Empire, le restaurant de la Reine, ainsi qu'un bar, le Pink ⁶⁴. Ce fut une manifestation grotesque : six mois auparavant, les autorités avaient évacué plus de deux mille civils britanniques de Jérusalem, pour la plupart des femmes et des enfants.

Pendant ce temps, Ben Gourion multipliait ses efforts pour convaincre les Britanniques de rester en Palestine, mais ces derniers voulaient rentrer chez eux.

Jack Jordine, membre du British Council, était fatigué et en avait assez de la Palestine. Il n'avait pas la moindre idée de l'endroit où on allait l'envoyer, pourvu que ce soit dans un autre pays : « Donnez-moi un pays sans idéologie », écrivait-il. Oui, confessait-il, c'était comme rêver du paradis. Peut-être ne rêvait-il que de l'Angleterre ⁶⁵. « Et c'est ainsi que nous sommes partis », concluait le dernier haut-commissaire ⁶⁶.

Un officier des unités britanniques considéra son service en Palestine comme le sommet de sa carrière militaire : « Un excellent climat, de superbes fleurs sauvages, un peu de danger, mais beaucoup de plaisir, de l'équitation, du tir, des promenades dans Jérusalem et dans les lieux saints. » Ses propos figurent dans la publication officielle résumant trente années de pouvoir britannique : « L'on ne peut dire que le bénéfice fut grand ⁶⁷. » C'était évidemment vrai pour les Britanniques ; pour ce qui est des Juifs, il en fut d'autant plus grand qu'ils obtinrent l'indépendance.

23. Le dernier obus

1. Au début de l'année 1946, l'Agence juive recevait un rapport sur l'histoire tragique d'une jeune femme originaire d'Autriche qui avait rencontré et épousé à Jérusalem un soldat britannique. Peu de temps après, son mari l'ayant quittée, elle avait tué leur enfant et tenté, sans succès, de se donner la mort. « Cette affaire doit absolument être révélée et connue de tous », écrivit le délégué de l'Agence juive à Londres. Le délégué proposait d'exploiter cet événement en soulignant qu'il ne s'agissait pas d'un cas isolé. Les relations amoureuses entre des jeunes Juives et des soldats britanniques étaient déjà montrées du doigt : « On ne peut la blâmer, écrivit ironiquement le rédacteur en chef de *Yediot Aharonot*. Elle avait un jour fréquenté un garçon juif qui l'avait quittée. Vous savez comment se comportent nos jeunes gens ! [...] Nos garçons sont extrêmement grossiers. Et elle fit la connaissance d'un jeune Anglais. Il semblait si différent. Quel gentleman ! Rien à voir avec nos jeunes garçons. Un véritable lord ! » Elle qui rêvait d'horizons nouveaux, il lui promettait une existence remplie de plaisirs, de distractions et d'honneurs. Elle l'avait suivi en Angleterre, mais humiliée et ridiculisée, elle comprit qu'elle ne serait jamais une lady anglaise. Sa belle-mère lui était hostile. À l'église on se moquait de son accent. Elle resterait toujours une jeune fille de Tel-Aviv. Dans un article intitulé « La Darling émancipée », Karlebach relatait le cas d'une vingtaine de femmes abandonnées par leurs maris britanniques après la naissance de leur premier enfant : « J'aimerais avoir les photos de ces quarante êtres délaissés à Londres pour les placarder à travers le pays, afin de dissuader les jeunes filles juives de se compromettre avec des étrangers 201¹. »

Lorsqu'elle arriva d'Allemagne en Palestine, en 1933, Lotte Geiger venait d'avoir dix-huit ans. Elle pensait trouver un pays libre sans distinction de classes. Elle trouva du travail dans le département des travaux publics et à la censure britannique. Sa liaison avec Michael Bryant, directeur de la société

d'électricité de Jérusalem, put s'épanouir dans une atmosphère de plus en plus cosmopolite alors que le temps des coquelicots touchait à sa fin.

Toute cette petite société s'était installée à l'hôtel Salabieh, près de la place Salame à Talbyeh et était composée, pour l'essentiel, d'immigrants, en quête d'une autre vie ou cherchant à refaire le monde, de conspirateurs, de terroristes, de poètes et aussi de fonctionnaires britanniques, de journalistes étrangers venant des quatre coins du monde, d'amateurs de whisky et de récits épiques. Tous, éminemment romantiques au milieu des pins et des géraniums, s'adonnaient à l'ivresse de leur temps. On vivait les dernières heures de l'anarchie. Comme en hiver 1917, la guerre, en cet hiver 1947, semblait imminente. « Jérusalem se trouve dans une situation de guerre civile », écrivait un fonctionnaire britannique. Pendant une courte période, il n'y eut plus à Jérusalem ni lois ni autorité. Comme trente ans plus tôt, on assistait au crépuscule d'un Empire, dans la ville qui s'attribuait le monopole de l'éternité : les Britanniques s'en allaient, personne n'avait encore pris leur place. La ville appartenait à tout le monde et à personne. Pendant une courte période, les hommes s'affranchirent de l'emprise de l'Histoire, ne vivant que pour eux-mêmes. C'étaient également les beaux jours des amours interdites et impossibles entre un Anglais et une Juive.

Mais les choses s'assombrirent pour Bryant et Lotte. Bryant, soupçonné de collusion avec les Arabes, fut enlevé par les membres d'Etsel. « J'ai toujours su qu'ils n'accepteraient jamais ici aucun Anglais, sauf s'il s'identifiait totalement aux Juifs », écrivit Bryant à Lotte. Il s'identifiait aux Juifs mais ceux qui l'interrogèrent ne le crurent pas. « Peut-être vaut-il mieux que je leur raconte tout simplement que je suis tombé amoureux d'une femme juive », poursuivait-il. Pendant ce temps, ses camarades pliaient bagage, préoccupés davantage par le sort de leurs valises que par celui de la Ville sainte.

2. Tout en évacuant quelque soixante-quinze mille hommes et deux cent cinquante kilos de matériel, les Anglais devaient également décider du sort des vieux bureaux, déterminer qui hériterait des chevaux, quand seraient libérés les criminels et quelle quantité de nourriture ils devraient laisser dans les hôpitaux psychiatriques du gouvernement. « Il nous faut maintenant scier la branche sur laquelle nous étions assis », écrivit le secrétaire général Henry Gurney. À l'approche de leur départ, les Britanniques se demandaient aussi ce qu'ils allaient faire des chiens qui avaient aidé la police dans la lutte contre le terrorisme. « Ils parlent l'afrikaans », était-il spécifié dans un document : les

Anglais les avaient fait venir d'Afrique du Sud. Après avoir envisagé diverses solutions, il fut décidé qu'il était préférable de les supprimer car personne n'aurait pu les nourrir après leur départ.

Les soldats détruisirent quantité de documents secrets, de timbres et de billets de banque. Mais les Britanniques avaient décidé de repartir avec la plupart de leurs équipements, des locomotives jusqu'au dernier trombone ; ils cherchèrent à en revendre une partie ainsi que certains bâtiments. Un fonctionnaire suggéra d'établir un inventaire et de l'accrocher tout simplement à la porte avant leur départ, mais l'administration avait ses propres règles : il fallait répertorier chaque fusil et chaque machine à écrire, avec la description et la valeur de chaque objet. Pour ce faire, des formulaires spéciaux qu'il fallait remplir en huit exemplaires furent imprimés ; c'était une opération extrêmement compliquée. Il s'avéra qu'il était plus facile de mettre en place une administration que de la démanteler ³.

Les Britanniques quittèrent la Palestine car ils étaient de plus en plus nombreux à partager la conviction de sir John Hope-Simpson et de sir John Chancellor au lendemain de la guerre, et que le maréchal sir Henry Wilson avait déjà formulée vingt ans auparavant : le projet Balfour avait été une erreur. Hope-Simpson s'en était également entretenu avec le haut-commissaire : « Tant de Juifs occupent aujourd'hui des postes clés ; cela ne donne pas une vision agréable du monde ⁶. »

C'était là un sentiment largement répandu : à Jérusalem comme à Londres, on estimait que les Juifs influaient à nouveau sur la politique des États-Unis, comme lors de la Grande Guerre. Ce même sentiment qui avait alors contribué à la conquête du pays poussait aujourd'hui les Britanniques à partir. « La presse et les sionistes américains sont coupables plus que tout des problèmes actuels de la Palestine, écrivit dans son journal le secrétaire général sir Henry Gurney. Plus vite nous partirons, mieux cela vaudra. » Quelque temps plus tard, il n'avait plus qu'un mot à la bouche pour qualifier la présence britannique en Palestine : une stupidité ⁷.

Le lobby pro-sioniste s'était en effet renforcé aux États-Unis et son influence était désormais plus grande qu'elle ne l'avait jamais été dans le passé ; il semble qu'à un certain moment les États-Unis aient cherché à imposer à la Grande-Bretagne de rester en Palestine et de renouveler son soutien au mouvement sioniste. De ce point de vue, les Britanniques purent se convaincre qu'en quittant la Palestine ils se tiraient d'un mauvais pas.

De nombreuses années plus tard une nouvelle polémique s'engagea en Israël pour déterminer « qui avait chassé les Britanniques ». C'était une

question très sensible. Les anciens sympathisants d'Etsel et du Lehi, de la Haganah et du Palmach revendiquaient cet « honneur ». Les uns comme les autres déployèrent tous leurs efforts, engageant pour soutenir leurs causes respectives, historiens et pédagogues, journalistes et autres façonneurs de mémoires et de mythes. Ce différend politique majeur était motivé par le postulat selon lequel ceux qui avaient chassé les Britanniques pouvaient s'arroger le droit moral et national de s'emparer du pouvoir en Israël. Tous éludaient le rôle que les Arabes avaient joué dans ce départ.

La révolte arabe, cruellement réprimée à la fin des années trente, avait fait comprendre aux Britanniques qu'il n'y avait aucune chance de compromis entre les Juifs et les Arabes. Seule une guerre pouvait trancher, en donnant au vainqueur le contrôle du pays. En effet, depuis que le mouvement sioniste avait entrepris en Palestine de créer un État indépendant, la guerre semblait inévitable. Tout portait à croire que ce serait un long conflit sans victoire décisive. La Palestine y perdrait son intérêt stratégique et les Britanniques verraient augmenter considérablement le risque de s'enliser davantage comme dans des sables mouvants, et de s'embourber dans les difficultés. Rétrospectivement, ils purent se dire, comme d'aucuns l'avaient affirmé fort justement, qu'ils s'étaient fourvoyés en autorisant le mouvement sioniste à les embarquer dans cette aventure. Au bout de vingt ans ils avaient déjà pu constater qu'ils avaient tenu leurs promesses en jetant les bases du foyer national promis aux Juifs.

La révolte arabe les avait dégoûtés de la Palestine. La Seconde Guerre mondiale, au cours de laquelle ils s'étaient interrogés sur la manière dont ils auraient pu s'en débarrasser, n'avait fait que repousser leur départ. Le terrorisme et l'immigration clandestine avait ainsi exacerbé un sentiment déjà forgé depuis la fin des années trente.

Après trente années de sionisme en Palestine, le moment de l'avènement du nouvel État juif n'apparaissait pas encore clairement, mais il ne faisait plus aucun doute que l'infrastructure sociale, politique, économique et militaire de « l'État en marche » était désormais solidement établie ; la communauté nationale était constituée. Le rêve sioniste allait devenir réalité. Et si rien ne permet d'affirmer que l'État fut créé « à cause » de la Shoah, la consternation et le sentiment de culpabilité qui avaient saisi le monde avaient engendré une profonde sympathie pour les Juifs en général et pour le mouvement sioniste en particulier qui en profita pour promouvoir son effort diplomatique et de propagande, concentrant tous ses efforts sur les rescapés des camps afin qu'ils rejoignent la Palestine. « Ils sont tous sionistes, tous désirent aller sur la terre d'Israël », prétendent-ils. Mais ce n'était pas vrai.

Le choix qui s'offrait aux déportés était soit de revenir chez eux, soit d'aller s'établir en Palestine. La grande majorité ne pouvait ni ne voulait retourner dans des pays alors en proie à la famine, à l'antisémitisme ou au communisme. Mais jamais on ne leur offrit de choisir entre la Palestine et les États-Unis, par exemple. Le choix portait entre la Palestine et les camps de réfugiés. Nombre d'entre eux, mais pas tous, préférèrent la Palestine. Beaucoup vinrent seulement parce qu'ils n'avaient pas d'autre alternative ou parce qu'ils avaient été convaincus par des délégués de Palestine. Un rapport secret sur les premiers immigrants débarqués après la guerre établissait que beaucoup avaient été déçus : « La déception provient tant du manque de conviction et d'une absence d'éducation sioniste que de promesses légères, voire fallacieuses de la part de nos délégués à l'étranger. [...] Ils n'ont aucun idéal. » Ce fut une des causes de la confrontation entre Israël et les rescapés de la Shoah ²⁰⁴.

Une solution devait être trouvée au problème des déportés. Un des plus chauds partisans de leur installation en Palestine était Herbert Samuel, l'ancien haut-commissaire, que Ben Gourion avait un jour qualifié de « traître ⁸ ». Le président Truman était, lui aussi, du même avis. Bevin, le ministre des Affaires étrangères s'insurgea : « Truman veut qu'ils soient envoyés en Palestine car il n'en veut pas en Amérique » ; ces propos injurieux valurent à Bevin sa réputation d'antisémite.

En réalité, il jugeait probablement préférable que les Juifs puissent retourner chez eux, considérant cela comme l'une des réparations morales de la part de l'Europe. Cette opinion était contraire aux fondements de l'idéologie sioniste : il avait été élevé dans la doctrine baptiste et était enclin à définir le judaïsme comme une religion et non comme une nation. Cela ne l'avait pas rendu antisémite, bien au contraire : le discours par lequel il proposait d'intégrer les déportés en Europe exprimait une profonde et intime opposition à toute forme de discrimination raciale et une sincère préoccupation de leur sort. Une commission d'enquête anglo-américaine n'allait pas tarder à se réunir et allait conseiller d'envoyer en Palestine cent mille déportés ⁹.

Lorsqu'il apprit l'éventualité que l'on fasse venir en Palestine des rescapés de la Shoah, Khalil Al Sakakini se mit en colère : « S'il s'agit d'un problème humanitaire, c'est à l'humanité de le régler », écrivit-il. Selon lui, les Juifs exploitaient la Shoah, revendiquant, comme des parasites, la Palestine pour patrie ; après l'avoir obtenue ils ne manqueraient pas de dire : « Faites partir les Arabes du pays pour que nous prenions leur place ! » Il était

conscient de l'influence des Juifs aux États-Unis ; si seulement il avait le pouvoir de supprimer aux Juifs américains leur droit de vote ! regrettait-il dans son journal ¹⁰.

Pendant une brève période fut envisagée la possibilité, déjà évoquée après la Première Guerre mondiale, d'associer les États-Unis au pouvoir en Palestine. Les Britanniques pensaient ainsi surtout au coût que cela représentait. Parallèlement, ils annoncèrent aux Américains qu'ils allaient suspendre leur aide à la Grèce ¹¹. Ils venaient tout juste de se séparer de l'Inde, le joyau de la couronne. L'idée d'instaurer en Palestine une administration américaine était propre à enflammer l'imagination, comme cela s'était produit lorsqu'elle avait été évoquée pour la première fois après la Première Guerre mondiale. Pourtant, comme alors, elle n'était pas envisageable, essentiellement parce que, à la différence des Britanniques, les Américains savaient se préserver des complications de ce genre. Impuissants, ne sachant plus que faire, les Britanniques tentèrent à nouveau de convaincre les délégués arabes et les délégués du mouvement sioniste d'aboutir à un accord à Londres, mais, comme cela était prévisible, ce fut encore un échec.

3. Au début de l'année 1947, David Ben Gourion participa à une série d'entretiens avec Ernest Bevin, au cours desquels il tenta de le convaincre de faire marche arrière pour revenir à l'époque qui avait précédé la politique du Livre blanc de 1939. Venu accompagné des responsables du mouvement sioniste, il s'exprima en faisant fi de l'enthousiasme patriotique manifesté alors par les partis de Palestine dans leur combat pour « chasser les Britanniques ». Les conversations avec Bevin et d'autres ministres n'étaient pas une « tactique », comme l'on tenta de les présenter plus tard, pour prouver que Ben Gourion voulait lui aussi « chasser les Britanniques ». Le mouvement sioniste n'avait rien à y gagner et cela ne pouvait que porter préjudice au politicien Ben Gourion. Il ne lui fut pas facile d'expliquer à ses camarades, qui dans le même temps faisaient tout pour les chasser de Palestine, pourquoi il avait tenté de convaincre les Britanniques de prolonger leur Mandat : Ben Gourion voulait que le Mandat britannique se poursuive car la Haganah n'était pas encore prête à se battre contre les Arabes. Le but était de gagner du temps. En juillet 1947, il évoqua encore la possibilité d'un « contrôle international » au lieu de la création d'un État, estimant que cette situation pourrait durer « des années ¹² ».

Ben Gourion savait très certainement que les chances de convaincre les Britanniques de rester étaient minces, mais les protocoles de ses entretiens avec le ministre des Affaires étrangères Bevin reflètent toute la difficulté qu'il

avait à croire que les Britanniques étaient prêts à partir : il semble que Ben Gourion ait eu du mal à comprendre à quel point la crise économique, sociale et psychologique qui pesait alors sur les Britanniques était profonde. Longtemps encore, il fut enclin à attribuer la difficulté de leurs relations à la haine personnelle que Bevin vouait, selon lui, au sionisme ¹³.

À cette époque déjà, Ben Gourion sentait que le centre de décision mondial était passé de Londres à Washington et New York, mais il avait encore quelque difficulté à se libérer du mythe colonial. Le sionisme avait lié son destin à l'Empire britannique, il avait progressé sous son égide presque jusqu'à l'indépendance, et Ben Gourion tentait de faire revivre cette alliance. En réalité, il essaya de forcer les Britanniques à rester dans le pays sur la base du Mandat original. Les Britanniques suggéraient de partager le pays en régions autonomes et de limiter l'immigration. Les sionistes rejetèrent ce projet ; les Arabes le refusèrent également ¹⁴. Il ne restait plus aux Britanniques qu'une seule solution : rentrer chez eux.

Ces entretiens furent toutefois intéressants ; ils permirent de remonter aux origines du conflit sur la Palestine. Ben Gourion déclara que l'on pouvait parcourir le pays pendant plusieurs jours sans rencontrer âme qui vive, faisant ainsi écho au cliché selon lequel les Juifs étaient un peuple sans terre qui revenait dans un pays sans peuple 205 ¹⁵.

Ben Gourion n'eut de cesse de rappeler l'amitié historique qui liait le peuple juif au peuple britannique ; il parla des idéaux communs aux deux peuples et tenta, probablement un peu tard, de séduire Bevin en brandissant l'argument, maintes et maintes fois rebattu par les sionistes, selon lequel les juifs étaient les seuls à représenter l'Europe au Proche-Orient. Pour sa part, Bevin, pessimiste et affichant parfois même une certaine hostilité, comparait les communautés de Palestine à des jumeaux nés de pères différents. Bevin consacra de nombreuses heures à ces entretiens ; un des protocoles le cite : « La Palestine n'est pas vitale pour la Grande-Bretagne, mais elle ne veut pas reconnaître son échec. » C'était là la clef pour comprendre la position de la Grande-Bretagne. Bevin avait aussi du mal à expliquer aux Anglais ce que faisaient encore leurs enfants soldats dans la lointaine Palestine, deux ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale. L'émotion commençait à gagner le pays, déclara-t-il à Ben Gourion ¹⁶. Partout le retour des soldats lui était réclamé. Cela était relayé par la presse, le Parlement et le gouvernement. « Régner ou partir » titrait un journal, quand un autre s'interrogeait : « Nos enfants doivent-ils mourir ? » Un troisième constatait simplement : « Le temps est venu de partir. » Cela reflétait l'influence psychologique du

terrorisme. Pour justifier ce départ, l'opinion publique fut souvent invoquée¹⁷.

Un parlementaire évoqua en séance ses souvenirs d'Irlande : comme le slogan « Rejoignez l'armée pour voir du pays », on entendait à l'époque : « Rejoignez la police irlandaise pour voir le paradis. » Aujourd'hui on pouvait dire : « Rejoignez la police de Palestine et vous verrez le paradis. »

L'homme qui réclamait le plus fort le départ était Winston Churchill. Les arguments ne lui manquaient pas, mais, comme par le passé, il semblait que c'était surtout le coût de cette présence qui le préoccupait : cent mille soldats coûtaient au contribuable britannique trente millions de livres sterling par an, c'est-à-dire trois cents livres par soldat, répétait-il inlassablement. Trente millions de livres pour maintenir cent mille hommes en dehors de chez eux. Cette immense force était nécessaire non seulement pour anéantir le terrorisme juif, mais aussi pour faire face à la tension grandissante entre Juifs et Arabes. Le maintien de la présence britannique en Palestine semblait grotesque, comparé à l'abandon de l'Inde. Moins d'un an plus tard, le Premier ministre déclarait à son cabinet que la situation en Palestine ressemblait beaucoup à celle de l'Inde ; aussi trouvait-il absurde d'y demeurer¹⁸.

Churchill reconsidéra un jour l'argument selon lequel la Palestine était nécessaire pour protéger le canal de Suez. Il pensait que c'était une « mauvaise idée » et déclara : « Nous pouvons rester dans la région du canal sans avoir à nous préoccuper des intérêts stratégiques de la Palestine. » Il n'avait, selon lui, jamais cru que la Grande-Bretagne ait pu y avoir un quelconque intérêt stratégique. L'armée et le ministère de la Guerre continuaient pendant ce temps de rédiger des rapports circonstanciés sur la question, qui ne méritent d'être évoqués que parce que le gouvernement choisit de les ignorer. Comme Winston Churchill, le gouvernement pensait que le pouvoir en Palestine avait un coût trop élevé. « Tout ça sur le dos du contribuable britannique », soulignait encore Henry Gurney dans son journal¹⁹.

Le chef du gouvernement Clement Attlee, le ministre des Affaires étrangères Ernest Bevin et celui des Colonies Arthur Creech-Jones ne virent pas toujours les choses telles qu'elles se présentaient. Attlee était plus sceptique que ses camarades quant à la capacité économique et militaire de la Grande-Bretagne à pouvoir maintenir son statut de « grande puissance » au Proche-Orient. Bevin craignait, quant à lui, une intervention russe et avait toujours tendance à raisonner en termes de grandeur et de prestige ; un temps, il avait cru encore dans la valeur militaire du Proche-Orient. Le pétrole arabe

aussi l'intéressait et il partageait l'avis du Premier ministre, selon lequel il fallait se débarrasser de la Palestine. Creech-Jones était, quant à lui, enclin à soutenir la branche modérée du sionisme mais lui non plus ne se battit pas pour la poursuite du Mandat. Ce fut un rare instant de consensus ²⁰.

La formule résumant le mieux l'opinion sur la Palestine fut énoncée par un ministre dans une lettre adressée au Premier ministre : « La situation actuelle nous coûte cher tant financièrement qu'en hommes, écrivait-il. Vous reconnaîtrez de plus qu'elle n'a aucune réelle valeur d'un point de vue stratégique ; car comment asseoir une position militaire sur un nid de vipères ? » La présence en Palestine, poursuivait le ministre, « confrontait le jeune Britannique à une expérience épouvantable, augmentant ainsi à un rythme effrayant l'antisémitisme ²¹ ». Ce n'est pas un hasard si l'auteur de ces propos, Hugh Dalton fut nommé plus tard ministre des Finances. Ce n'étaient pas des considérations économiques qui avaient poussé la Grande-Bretagne à entrer en Palestine et à s'y installer, mais ce fut l'argument essentiel qui la poussa à s'en aller.

Dalton écrivit cette lettre le 11 août 1947. Quatre jours plus tard était proclamée l'indépendance de l'Inde. Ce fut alors un très grand traumatisme. Si l'Inde avait été le joyau de la couronne, la Palestine n'avait été tout au plus qu'un coquelicot, aussi éphémère que le plaisir qu'en éprouvèrent les Britanniques. « Le peuple en a assez de toute cette affaire », avait confié le haut-commissaire à Ben Gourion ²².

En février 1947, le gouvernement de Grande-Bretagne décida de remettre le Mandat à l'Organisation des nations unies, qui avait succédé à la Société des nations. L'ONU se dépêcha de constituer une autre commission. De nouveau furent préparés enquêtes et rapports, de nouveau furent convoqués des témoins dont les propos furent consignés, et de nouveau fut élaborée une collection impressionnante de propositions historiques, comme toujours admirablement argumentées ; finalement, les membres de la commission décidèrent à l'unanimité de plaider devant l'assemblée de l'ONU pour le partage du pays. Il fallut encore recourir à la diplomatie, aux pressions, aux menaces, aux promesses, et même à la corruption. L'Agence juive rassembla ainsi un million de dollars, spécifiant que l'argent était destiné à « une action politique exceptionnelle 206 ²³ ».

Jusqu'au dernier moment, l'incertitude demeura. La décision fut rendue le 29 novembre 1947 : l'assemblée générale de l'ONU décidait de partager la Palestine en deux États, l'un pour les Juifs, l'autre pour les Arabes, et proposait de doter Jérusalem d'un statut international.

Les Arabes, eux non plus, n'étaient pas prêts pour la guerre et de ce point de vue, ils avaient aussi tout intérêt au maintien du pouvoir britannique. Mais peut-être croyaient-ils qu'ils vaincraient. Quoi qu'il en fût, prisonniers des positions qu'ils avaient adoptées en 1917, ils s'opposèrent au partage et continuèrent de réclamer l'indépendance ; ils promettaient de respecter les droits de la minorité juive, conformément aux règles démocratiques reconnues par l'ONU. Le partage proposé par l'ONU octroyait à l'État juif un territoire presque deux fois plus grand que celui évoqué dans le projet élaboré dix ans auparavant et que les Arabes avaient alors rejeté. « Les Arabes ont refusé de signer leur arrêt de mort », écrivit Anwar Nusseibeh ²⁴. Mais en rejetant ce projet, ils perdirent l'occasion de gagner du temps pour se préparer à la guerre. Ce fut une erreur tactique.

Des Juifs aussi s'opposèrent au partage : des « faucons » ne voulaient pas renoncer à des territoires offerts par l'ONU aux Arabes ; des « colombes » rejetaient le partage comme ils avaient rejeté le principe de la séparation car ils croyaient en l'idée d'un État binational. Le mouvement sioniste accepta le projet ; ce fut, d'un point de vue tactique, une position avisée, car tous savaient déjà que tant sur le plan géographique que démographique le plan de l'ONU était irréalisable. La frontière entre les deux États était longue et irrégulière, impossible à protéger. L'État juif devait contenir plus d'un demi-million d'Arabes, un peu plus que le nombre de Juifs qui y vivaient déjà. Quelque dix mille Juifs, dont les habitants de la ville de Nahariah, devaient être inclus dans l'État arabe. Rien non plus ne laissait présager que le projet d'établissement d'un pouvoir international à Jérusalem eût pu réussir ²⁵. Personne ne croyait dans la carte établie par l'ONU ; tous savaient que la guerre aurait lieu.

La proposition fut finalement acceptée à une majorité de trente-trois voix, parmi lesquelles celles des États-Unis et de l'URSS, treize contre et dix abstentions, dont la Grande-Bretagne ; ce résultat fut dans une large mesure le fruit du travail du lobby sioniste. David Lloyd George ne parut pas surpris : il avait toujours pensé que les Juifs dominaient le monde.

Sir Henry Gurney, le secrétaire général, suivait en permanence les œuvres de la propagande sioniste, qu'il analysait avec une haine féroce non dénuée toutefois d'une certaine intelligence ; aussi stigmatisait-il la propension du mouvement sioniste à dénoncer l'opposition au sionisme comme étant de l'antisémitisme. Gurney estimait que les Américains ne feraient pas montre d'un fol enthousiasme si les Juifs décidaient de créer un État indépendant à New York ; « Les pressions exercées par le "sioniste", écrivait-il, le rendent haïssable aux yeux du monde entier, mais peu lui chaut : il a en lui une

impulsion autodestructrice ; c'est ce qui le rend si désespéré et si introverti ²⁶. »

Yaakov Cohen était resté toute la nuit l'oreille collée à la radio pour écouter le déroulement du vote historique à New York ; en entendant le résultat, il n'avait pu contenir sa joie tant son émotion était forte : « Je ne peux encore en croire mes oreilles, mon cœur non plus ne peut le croire... Un État juif ! C'est incroyable ! » Ce sentiment était partagé par beaucoup : « De nouveau se rassemblèrent dans les rues de Jérusalem tous ses habitants, comme le jour de la victoire sur l'Allemagne. Jeunes et vieux se mirent à danser, à chanter et à boire toute la journée tant ils étaient heureux », écrivit Cohen dans son journal. Même des policiers et des soldats britanniques partagèrent la liesse générale, et se mirent à danser avec eux, soulignait-il. Ce n'était pourtant pas l'État tel que l'avait envisagé le mouvement sioniste. Les Juifs s'étaient vus octroyer une parcelle de terre qui n'incluait pas Jérusalem 207 ²⁷. Mais tout le pays « est désormais à notre portée », concluait Cohen.

Cependant lorsque la décision tomba, il n'y avait plus lieu d'hésiter un instant : « J'étais heureux jusqu'au plus profond de mon âme », écrivit-il. Il passa la journée à courir dans les rues, oubliant l'université et les cours qu'il donnait dans son école. « La lumière brille vers l'avenir, vive l'émigration massive, la libération des opprimés ! Que l'on renforce la construction ! Vive l'indépendance et vive la liberté ! » Amoureux alors d'une jeune fille, une certaine Dolly, ils aimaient se rendre aux concerts de Shoshana Daman, la chanteuse des coquelicots ²⁸.

4. Le général Evelyn Barker sentait qu'il devait s'excuser : ce n'était en effet pas correct de la part de son gouvernement de rendre le Mandat sur la Palestine à l'ONU, quand l'on savait dans quelles faveurs se trouvaient les Juifs à New York. D'un autre côté, écrivait-il à Cathy Antonius, elle ne pouvait leur en vouloir : même Hadj Amin Al Husseini, l'ancien mufti, ne pensait qu'à ses seuls intérêts et non à ceux de son peuple. Ainsi avait-il totalement desservi la cause des Arabes de Palestine, ne pensant qu'à renforcer son pouvoir politique.

Les Arabes n'avaient aucun leader, seulement des conflits et des jalousies mesquines. Là était leur malheur : ils n'avaient aucune direction.

L'ancien mufti avait réussi, presque au dernier moment, à fuir les décombres de Berlin et était arrivé en France où il avait été arrêté ; ayant réussi à s'évader, il s'était rendu au Caire. « Ce fut une immense joie », écrivit Khalil Al Sakakini dans son journal en l'apprenant ²⁹.

Toutes ces discussions à l'ONU auraient pu être évitées si seulement les Arabes avaient réussi à offrir une seule proposition censée plutôt que de rejeter toutes celles émises par les Britanniques, écrivit Barker. Ils ne savaient pas évaluer la situation avec une approche occidentale ; quel dommage, ajoutait-il, s'imaginant dans le rôle de conseiller politique auprès du Haut Comité arabe. Cathy Antonius partageait, semble-t-il, certaines de ses critiques : quel malheur que personne ne l'écoute ! Peut-être parce que c'est une femme, faisait remarquer le général ³⁰.

Cathy avait quitté sa maison de Jérusalem et était partie vivre en Égypte. « Je t'aime toujours, non seulement pour ta douceur mais également pour ton âme rebelle qui me plaît tant », lui écrivit Barker ³¹, manifestant sa souffrance de voir les Britanniques imposer à leurs amis arabes une telle situation, peu après l'adoption du plan de parution par l'ONU. Il en voulait aussi au président Truman de s'être vendu pour s'assurer le vote juif. Mais en tant que militaire, il n'avait aucun doute : les Juifs ne pourraient faire face à tout le monde arabe et ils seraient finalement exterminés. Ils ne devraient leur anéantissement qu'à la politique sioniste et bien évidemment à lord Balfour. Bien qu'il n'ait pas été nommé conseiller des Arabes, Barker leur prodiguait, par l'intermédiaire de sa bien-aimée, quelques conseils : ils devaient s'unir, être plus rusés et agir selon un projet commun. Il irait volontiers, poursuivait-il, se battre à leurs côtés pour anéantir les sionistes ³².

Cela faisait un an qu'il ne l'avait pas vue et il ressentait un besoin irrépressible d'épancher sa tendresse. Beaucoup de choses s'étaient passées au cours de l'année, mais son amour pour sa chère petite Cathy était toujours le même. Il se souvenait particulièrement d'un soir, comme si cela s'était passé la veille. Ils avaient cette nuit-là consommé leur amour : la joie l'emplissait à cette évocation. Oui, écrivait-il, peut-être avait-elle raison de dire qu'il l'aimait trop, mais quel bonheur il avait connu alors, pendant ces quelques mois à Jérusalem. Son amitié était pour lui une perle rare. Elle ne pouvait imaginer à quel point il lui était dévoué : il pensait à elle la nuit en allant se coucher, le matin lorsqu'il prenait son bain, mais aussi lorsqu'il travaillait. Pas une heure ne se passait sans qu'il pense à sa Cathy, avec sa mèche blanche qu'il aimait tant ³³.

Un jour il faillit se faire prendre. Il avait laissé traîner ses lettres sur la table et sa femme avait aperçu des timbres égyptiens. Heureusement pour lui, il y avait aussi une autre lettre d'Égypte et il avait réussi à s'en sortir. Mais il avait eu très peur. Aussi demanda-t-il à Cathy de lui envoyer dorénavant ses lettres avec un petit mot plus neutre qu'il pourrait montrer à sa femme. Je

vous en prie, lui écrivait-il, faites-le même si vous trouvez cela mensonger ³ ! Il invitait parfois des amis communs et ils parlaient d'elle. Un soir il dîna en compagnie de Moussa Alami pour qui il avait beaucoup d'estime. Barker aurait aimé le voir à la tête du mouvement arabe en Palestine à la place du mufti, même s'il le trouvait quelque peu obstiné ³⁵. Alami était lié par alliance à la famille Husseini. Il fut considéré un temps comme le représentant des Arabes de Palestine 208 ³⁶.

Alami fut autorisé à revenir à Jérusalem où il travailla comme avocat et s'occupa pendant quelque temps de centraliser les relations publiques diplomatiques des Arabes : ainsi constitua-t-il des bureaux de liaison à Londres, à New York et à Washington. L'argent provenait des caisses de la « Ligue arabe » qu'avaient entre-temps créée plusieurs pays arabes et dont le siège se trouvait au Caire.

Sari Sakakini avait démissionné de son poste au consulat américain pour prendre la direction du bureau arabe de Washington qui avait besoin d'un homme nouveau et efficace. Sari était l'homme de la situation. Pendant qu'il travaillait au consulat, il avait appris à expliquer aux Américains la politique arabe de Palestine et aux Arabes la politique américaine. Ainsi son père ne se trompait-il pas en écrivant dans son journal : « Quelqu'un comme Sari est capable d'accomplir ce travail. Si seulement cela pouvait lui être bénéfique à lui comme à la nation arabe ³⁷. » Mais le père si fier ignorait apparemment tout des liens amoureux qui retenaient son fils à Jérusalem.

Pour tenter de rester à Jérusalem, Sari rédigea un projet détaillé pour constituer un « département arabe » au consulat américain dont il désirait prendre la tête. Ses lettres au consul sont empreintes d'un ton très personnel, dénotant une certaine intimité et une certaine dépendance : « Je veux rester avec vous », lui écrivit-il un jour, sans que l'on sache si cela pouvait véritablement servir la cause arabe ³⁸.

Un ton similaire, entre obséquiosité et orgueil, caractérisait également ses lettres à Moussa Alami. Ce dernier tentait inlassablement de le convaincre de partir pour Washington, mais Sakakini posait ses exigences. Il rêvait d'une superbe villa avec un budget illimité pour ses frais de réception et une totale liberté d'action : « Je dois être maître de moi-même », écrivait-il. Alami se heurta à plusieurs difficultés qui retardaient encore plus le voyage, mais il avait l'impression que Sakakini cherchait à se dérober, ne sachant pas s'il voulait réellement partir : dans un de ses rapports, il assurait qu'il était resté en définitive à Jérusalem « pour des raisons personnelles » ; dans une longue

lettre à Alami, il prétendait qu'il avait commencé à travailler comme professeur d'anglais et que ses élèves avaient besoin de lui ³⁹.

Il resta finalement auprès d'Omran et aida Alami dans son bureau de Jérusalem. Alami devait bientôt se brouiller avec Hadj Amin Al Husseini et être écarté ⁴⁰. Lorsque l'ONU décida de partager la Palestine en deux États, il pensa que cela pourrait servir de base à une négociation avec les Juifs. Un des premiers diplomates du mouvement sioniste, Eliahu Eilat, le décrivit plus tard comme un véritable humaniste, toujours en quête de justice et de paix ⁴¹.

5. Les premiers coups de feu furent tirés sur des autobus qui roulaient en direction de Jérusalem. Six passagers furent tués. Cela se produisit quelques heures après l'annonce de la décision de partage de l'ONU ; les tireurs étaient arabes. De nombreux habitants juifs de la ville étaient encore en train de danser dans les rues. Dans les deux semaines qui suivirent, plus de quatre-vingts Juifs et plus de quatre-vingt-dix Arabes furent tués ⁴².

Face aux forces de la Haganah et du Palmach, d'Etsel et du Lehi, les Arabes avaient mobilisé des volontaires dont certains avaient participé à la révolte arabe dix ans plus tôt. Ces jeunes, issus de mouvements de jeunesse, avaient tous eu un entraînement militaire et étaient affiliés, comme dans le Yishouv, à différents partis politiques. Des milliers d'Arabes avaient en effet reçu ce type d'enseignement et avaient été exercés au combat par l'armée britannique. Les forces de sécurité britanniques et la police recrutaient à nouveau beaucoup d'Arabes. Les Britanniques avaient également créé la Légion arabe, pour contrer le terrorisme juif, à l'instar des unités de nuit spéciales créées dans le passé pour protéger les Juifs du terrorisme arabe.

Aux premiers stades de la violente confrontation, des Arabes attaquèrent des magasins juifs et posèrent des bombes dans le centre des villes. Les membres de la Haganah s'en prirent de façon anarchique à des villages arabes comme dans le village de Hasas dans la vallée de Houla où deux hommes et cinq enfants furent tués en représailles à l'assassinat d'un colon juif. Ce n'était déjà plus « une guerre civile comme certains le prétendaient, mais une guerre entre deux peuples. Bientôt allaient y participer des forces régulières qui servaient dans les armées des pays arabes ; leur participation reflétait un processus qui s'était déjà depuis longtemps cristallisé : les pays arabes prenaient peu à peu possession du conflit, confisquant ainsi le leadership des dirigeants arabes de Palestine et de l'ancien mufti ⁴³.

Lors de son séjour à Jérusalem en avril 1948, David Ben Gourion avait noté dans son journal que le moral de la ville était au plus bas. « Une grande

émotion régnait », écrivait-il. « Tout le monde critiquait la Haganah. Les *Nétoum Karta* 209 2 10 voulaient une reddition et les *Yekkes** de Rehaviah se révélaient impuissants. Des gens volaient l'eau des puits, faisaient des réserves de nourriture, certains spéculaient et beaucoup tentaient d'échapper au service militaire ⁴⁴. Dans ce contexte, il y avait quelque chose de grotesque à voir Yaakov Cohen user dans son journal de tant de clichés patriotiques. Il était revenu dans le Palmach et demeurait à Ma'ale Ha Hamisha, un kibboutz des environs de Jérusalem, baptisé du nom de cinq jeunes gens morts sur place pendant la révolte arabe en 1938. Cohen appartenait au régiment Har'el, dont l'officier responsable des opérations était Itshak Rabin ²¹¹.

Un jour, revenant d'une mission dans un village arabe, Cohen écrivit dans son journal : « L'opération ne fut pas un véritable succès, mais nous fûmes vite consolés, car heureux est le peuple qui a de tels fils, des fils exemplaires et dont j'ai l'honneur de faire partie... La route vers l'indépendance est semée de tristesse et de joie. Aussi devons-nous nous préparer pour l'avenir dans la ferveur et la foi, par le bien-fondé de nos actions et de notre mouvement. » Parmi eux se trouvait une jeune fille, Mikhal. « Elle m'avait conquis à cause de son étonnante ressemblance avec Bebs, de mémoire bénie », poursuivait-il.

De temps en temps, Cohen revenait en ville pour une brève visite au « palais des enfants », l'établissement dans lequel il travaillait dans le quartier d'Arnona, situé entre la maison de Jane Lancaster et celle de Shmuel Yosef Agnon. Le siège de la ville imposée par les Arabes n'avait fait qu'aggraver la situation en affamant presque les habitants. Personne ne pouvait dire si les quartiers juifs allaient pouvoir résister aux Arabes. L'accès aux quartiers éloignés, Arnona ou Talpiot, était devenu de plus en plus difficile. Cohen s'efforçait de s'y rendre afin de distraire un peu les enfants qui s'y trouvaient encore. Il se demandait parfois s'il allait pouvoir poursuivre ses études, mais ne regrettait pas de « se sacrifier pour la patrie ⁴⁵ ». Le 11 janvier 1948, il écrivait : « la mort rôde » ; cinq jours plus tard, il était tué au cours d'une expédition de trente-cinq hommes partis pour une opération de nuit près de Goush Etsion.

6. Quelques jours plus tard, Khalil Al Sakakini fêtait son soixante-dixième anniversaire. « C'est l'âge de la sénilité », écrivait-il, soulignant toutefois que sa santé était excellente. Depuis de nombreuses années, il prenait chaque matin une douche glacée et se sentait ainsi renaître. L'académie de la langue arabe du Caire l'avait accueilli en son sein ; aussi avait-il décidé de changer sa célèbre carte de visite, remplaçant sous son nom les mots « Simple mortel, par la grâce de Dieu », par l'inscription :

« Membre de l'académie de la langue, par la grâce de Dieu ⁴⁶. »

Ce qu'écrivit Sakakini dans son journal pendant l'hiver 1947 ressemblait de plus en plus à ce qu'il avait écrit au cours de l'hiver 1917 : la guerre était arrivée jusqu'au seuil de sa maison du quartier de Katamon qui allait bientôt devenir un des objectifs de conquête d'Itshak Rabin et de ses hommes. Les explosions l'empêchaient de dormir, comme lorsque les Britanniques s'étaient approchés de la ville. Au début du mois de janvier 1948, Sakakini notait : « Les juifs se sont introduits dans le quartier de Katamon par une nuit sombre et pluvieuse, à deux heures du matin, lorsque tout était calme, et ont fait sauter l'hôtel Sémiramis qui s'est effondré sur ses occupants. » Le bâtiment servait de quartier général aux Arabes ; parmi les victimes se trouvait le consul d'Espagne qui avait succédé au comte Antonio de Ballobar ²¹².

Les voisins de Sakakini s'organisaient pour monter la garde. Ils se réunissaient chez lui pour d'interminables discussions, vérifiant leur arsenal, cherchant à collecter des fonds et à recruter des gardes. Ils avaient disposé tout autour du quartier des tonneaux de sable. Plusieurs médecins et infirmières y résidaient, ainsi que des ingénieurs capables de vérifier les points faibles des maisons et de déterminer de quel côté les Juifs pourraient attaquer. Ainsi le quartier était devenu une véritable forteresse : « le rocher de Gibraltar n'est rien en comparaison », écrivit Sakakini, mi-figue mi-raisin ⁴⁷.

Mais redevenant sérieux, il ajoutait ne pas savoir comment résister aux attaques des Juifs qui, contrairement aux habitants de Katamon, étaient organisés, soudés et bien armés : « Le temps n'est-il pas venu de comprendre que l'unité fait la force, que l'organisation triomphe de l'anarchie et la vigilance de la négligence ? » C'étaient dans une large mesure les raisons de la défaite arabe. Lorsque les membres du Lehi pénétrèrent dans le quartier et firent sauter plusieurs immeubles, Sakakini et ses voisins se présentèrent devant le Haut Comité arabe pour réclamer des armes. On leur répondit qu'il n'y en avait pas. Réclamant alors des gardes, ils reçurent la même réponse. « Où sont les volontaires qui ont été entraînés ? Où se trouve l'argent collecté dans les pays arabes et islamiques ? » s'insurgea Sakakini, confiant dans son journal que cela ressemblait fort à la prophétie des Proverbes XXV, 14 : « Nuages, nuées et bourrasques, mais point de pluie. » Il ne citait pas la fin du verset, mais c'était probablement à elle qu'il faisait allusion : « Tel est l'homme qui promet, mais ne tient pas sa promesse. »

Un jour, Sakakini invita chez lui « Abou Moussa », Abd Al Qadir Al Hussein, un commandant arabe. Sakakini énonça devant lui un certain nombre de règles d'éthique afférentes à la guerre : il faut soigner les blessés,

se comporter correctement envers les prisonniers, restituer les cadavres, citant les propos du premier khalife : « Ne tuez jamais un enfant, un vieillard ou une femme. Ne brûlez pas d'arbre ; ne détruisez pas de maison, ne poursuivez pas celui qui fuit et ne profanez pas les cadavres, ne portez pas atteinte à celui qui se consacre à Dieu. » Il ne rapporta pas la réaction du chef arabe, qui semble ne pas l'avoir encouragé à poursuivre. S'il l'avait fait, continuait Sakakini, il lui aurait alors dit : « Rengainez vos épées et ne combattez plus, car il y a assez de place pour tous dans le monde. » Convaincu qu'il ne serait pas écouté, il se contentait des paroles de Jésus : « Mon royaume n'est pas de ce monde. » Husseini était déjà devenu une idole de son vivant ; fils de Moussa Kasem Al Husseini, le premier leader du mouvement national arabe et un des chefs de la révolte, il avait enflammé l'imagination d'un jeune Arabe, élève du lycée de garçons de Haïfa, Ednan Al Yah. Celui-ci aimait correspondre avec d'autres jeunes gens et jeunes filles de son âge aux États-Unis et en Australie. Il avait dix-neuf sur vingt en anglais et d'excellentes notes également dans les autres matières. Seules les mathématiques faisaient baisser sa moyenne.

Il écrivait aussi souvent à son frère et à ses cousins qui poursuivaient leurs études en d'autres endroits du pays. Ils évoquaient leurs professeurs, leurs camarades de classe, le football et le cinéma ; un jour, Ednan raconta à son cousin avoir vu un film, *Lettres d'amour*, dans lequel une chanteuse chantait en anglais : « Comme tu aurais aimé m'embrasser au clair de lune. » Ednan avait essayé de se procurer les paroles de la chanson, et il ajouta mystérieusement : « Lorsque tu viendras, je te dirai pourquoi. » Ils parlaient souvent dans leurs lettres des filles qu'ils rêvaient de rencontrer ou d'aimer, se confiant leurs tourments d'adolescents. Mais comme Yaakov Cohen lorsqu'il était élève au lycée Balfour à Tel-Aviv, l'élève du lycée de garçons de Haïfa, Ednan Al Yah vivait lui aussi le conflit sur la Palestine, s'imprégnant également de tous les clichés nationaux dont ses lettres se faisaient l'écho, comme s'il en avait été l'auteur.

Ednan écrivait parfois des poèmes ; des poèmes d'amour, mais aussi des poèmes patriotiques. Il appelait ses coreligionnaires à s'unir afin de bouter l'ennemi sioniste hors du pays. Dans l'un deux, il louangeait un de ses professeurs pour avoir dit que les Arabes ne laisseraient pas les Juifs demeurer en Palestine et que jamais Jérusalem ne leur appartiendrait. Dans un autre, il s'insurgeait contre les Arabes qui vendaient des terres à des Juifs, les traitant de chiens enragés. Son frère Mohammed, qui faisait ses études à Safed, le blâmait de passer des nuits entières dans le cercle des Frères

musulmans plutôt que de préparer ses examens, tout en lui racontant qu'il avait neigé à Safed.

Un ami lui écrivit de Jérusalem que les Britanniques avaient fermé des régions entières, par crainte du terrorisme. Les juifs avaient donné à ces régions le surnom de « Bevingrad ». Un autre camarade lui écrivit de Tull Qerem que les juifs tiraient de toutes parts, comme s'ils s'entraînaient sur des cibles humaines. Il avait peur, mais lorsque l'heure viendrait, ils se lèveraient tous comme un seul homme pour protéger la patrie, car il n'y avait pas d'honneur plus grand que de mourir en héros dans la guerre sainte pour son pays. En mars 1948, un ami lui écrivit : « Je suis heureux, Ednan, que tu connaisses un peu l'hébreu, pour que tu puisses comprendre ce que disent les juifs assassins ²¹³. »

Un de ses correspondants au Liban lui transmettait de bonnes nouvelles : notre armée avance, lui annonçait-il. Bientôt tu la verras devant toi. C'était un soldat qui s'entraînait à Damas. Il n'allait pas tarder à venir, promettait-il à Ednan. Il servait dans une brigade formée par les pays arabes, brigade qui portait le nom de la bataille conduite par Saladin contre les croisés sur le fleuve Yarmouk. Leurs lettres faisaient parfois référence à Abd Al Qadir Al Husseini, le héros de la région de Jérusalem.

Anwar Nusseibeh vénérât lui aussi Abd Al Qadir Al Husseini ; les deux hommes avaient étudié dans la même école. « Déjà lorsqu'il était élève, écrivait-il. Abd Al Qadir s'était illustré par son combat contre les injustices de l'impérialisme occidental telles qu'elles se manifestaient dans le sionisme. » En véritable chef, il avait renoncé à ce qu'auraient pu lui offrir ses origines, son éducation et son statut, et était parti dans les montagnes rejoindre les paysans pendant la révolte. « Ses hommes l'aimaient et étaient prêts à se sacrifier pour lui. »

Nusseibeh se trouvait dans la région lors des combats d'une rare violence sur le piton rocheux de Qastel, sur la route de Jérusalem. La description qu'il fit de la situation s'accordait avec sa théorie de la guerre : les Arabes étaient peu nombreux, mal équipés et mal armés. Abd Al Qadir tomba au cours d'un combat qui donna aux Arabes une victoire provisoire, avant réussi à prendre des positions aux mains des Juifs. Mais la mort de leur chef leur infligea un coup sévère ; ils affluèrent à ses obsèques à Jérusalem. Nusseibeh décrivit la folie et l'hystérie de la foule, les hommes tirant en l'air, en signe de deuil. « On aurait dit une grande bataille, écrivit-il. Il semble que les gens n'aient pu résister à la tentation et abandonnèrent leurs postes pour participer aux funérailles. » Le castel était resté sans défense. La poignée d'hommes

demeurés sur place, pris de panique à l'arrivée des Juifs, abandonnèrent les lieux.

Les combats dans le quartier de Katamon s'intensifiaient : « Le sifflement des balles et le tonnerre des obus ne s'interrompent jamais ; jamais nous n'avons entendu de tels bruits pendant les guerres mondiales précédentes », écrivit Sakakini. En rentrant chez eux, ils craignaient toujours que la maison leur tombe sur la tête ; dans les rues, ils rasaient les murs de peur de recevoir une balle perdue. Le téléphone ne cessait de sonner : des proches et des amis, résidant en d'autres endroits de la ville, s'inquiétaient pour eux, car tous savaient que le quartier de Katamon ressemblait au cratère d'un volcan en éruption avec ses coulées de lave, ses flammes et sa fumée. « Dans cette situation, l'on ne peut s'étonner que les habitants veuillent aller dans un autre quartier ou dans une autre ville », observait Sakakini, dressant la liste des voisins qui avaient déjà pris la fuite. Le 7 avril, il trouva sur sa véranda la balle d'un fusil qui avait ricoché en laissant une légère marque sur la solive de la porte. « Si quelqu'un était passé à ce moment-là, il aurait sûrement été tué, tenta-t-il de se rassurer. Le fidèle ne peut être touché deux fois par la même pierre. »

Mais la foi ne suffisait plus : le 9 avril, Sakakini participait lui aussi aux funérailles d'Abd Al Qadir Al Husseini. « Tout le pays était derrière son cercueil », remarqua-t-il ⁴⁸. Le gouverneur James H.H. Pollock écrivit à sa femme que pendant les obsèques il y avait eu davantage de blessés que lors de la bataille qui avait entraîné sa mort ⁴⁹. Fawzi, un des correspondants de l'élève Ednan Al Yahi, lui écrivit : « C'était un héros. Les Juifs le craignaient et avaient peur de lui. Ils l'ont assassiné. Les Arabes doivent s'incliner. Il nous a montré le chemin. Nous avons le devoir de suivre sa voie. » Fawzi rédigea un poème inspiré par les événements ; lorsqu'il le déclama en classe, il fut récompensé par un recueil de poésies. Supposant qu'Ednan allait lui aussi écrire une élogie à la gloire du héros, il lui demanda de la lui envoyer ⁵⁰.

Husseini était mort en patriote et en idéaliste ; aussi sa mort était-elle inévitable, écrivit Nusseibeh ; mais il avait été la victime des ambitions cyniques et des machinations de certains politiciens. « Toute cette opération (pour défendre le castel) avait donc été menée en vain », poursuivait-il, ne faisant semble-t-il pas seulement allusion au castel mais à toute la guerre qu'il qualifiait de « totalement inutile, un véritable gâchis ! » La mort dans l'âme, il rentra chez lui. Un historien israélien, critique lui aussi à l'égard de l'armée juive dans ce combat, intitula un chapitre d'un de ses ouvrages « Accident à Qastel ³¹. »

Le 13 avril 1948, Khalil Al Sakakini eut l'impression de se retrouver sur un champ de bataille. « La nuit tombe sans que nous puissions fermer l'œil, nous disant que si au lever du jour nous étions encore en vie, nous quitterions le quartier de Katamon, pour un autre, et peut-être même le pays. » Une semaine plus tard, il s'en allait avec sa famille, n'emportant que des vêtements. Il pensait sûrement revenir.

Quelques mois plus tard, il écrivait : « Chaque fois que je me souviens de ce moment terrible où nous quittâmes la maison en pleine nuit comme des voleurs, et qu'autour de nous tombaient les obus et que les balles volaient au-dessus de nos têtes, je me tords les mains en me disant : comment avons-nous pu oublier de prendre les bouteilles dans le bar ? »

Il s'imaginait les soldats juifs les trouvant dans sa maison, et se disait que, ne serait-ce que pour cela, il valait la peine de se battre. Il avait aussi oublié son narguilé, mais plus que tout il pleurait sa bibliothèque.

« Adieu, mes livres, écrivit-il, je ne sais ce que vous êtes devenus après notre départ. Avez-vous été pillés ? Brûlés ? Avez-vous été transportés avec respect dans une bibliothèque publique ou privée ? Ou avez-vous fini sur l'étalage d'une épicerie pour servir à envelopper des oignons 214 ⁵² ? »

Hala Sakakini écrivit plus tard que la décision de son père de quitter sa maison de Katamon, à quelques pas de Déir Yassin, avait été également influencée par le massacre perpétré dans le village en avril 1948, et non pas seulement à cause des obus qui étaient tombés sur elle ⁵³. Déir Yassin était un village arabe à l'ouest de Jérusalem. Les membres d'Etsel et du Lehi, en coordination avec la Haganah, l'avaient attaqué ; au cours de l'opération, une vingtaine d'habitants avaient été tués, pour la plupart des femmes et des enfants. L'Agence juive avait condamné cette opération. Un haut fonctionnaire de l'administration avait qualifié les horreurs de Déir Yassin de « massacre bestial », ce qui avait fait dire au secrétaire général Gurney : « Le camp de Bergen-Belsen est peu de chose à côté des massacres de Déir Yassin ⁵⁴. »

Contrairement à son exil précédent, Sakakini avait quitté Jérusalem en voiture avec ses deux filles ; Sari les avait précédés. Ils étaient allés jusqu'en Égypte. Son statut de réfugié lui était pénible, mais il s'était installé à l'hôtel Victoria. « Nous vivons en Égypte comme nous vivions à Jérusalem », écrivit-il. Hadj Amin Al Husseini vint lui rendre visite et lui donna rendez-vous chez Groppi, un café célèbre ; son fils Sari écrivit à une ancienne camarade d'université aux États-Unis : « La vie au Caire est agréable, elle a

ses avantages. Il y a un opéra, du théâtre, de la musique et des ballets ; mais tout cela est si cher ! Aussi allons-nous beaucoup au cinéma 215 ⁵⁵. »

Quelques jours après la mort d'Al Hussein et le massacre de Déir Yassin, un convoi qui faisait le trajet du secteur juif de la ville jusqu'au mont Scopus fut attaqué. La plupart des conducteurs étaient de simples civils juifs, employés de l'université hébraïque et de l'hôpital Hadassah, dont des médecins et des infirmières. Cela se produisit non loin de là maison des Antonius. Sur les cent douze passagers du convoi, soixante-dix-huit furent tués 216 ⁵⁶. Anwar Nusseibeh prétendit plus tard qu'il transportait des armes et des équipements militaires pour la base de la Haganah sur le mont Scopus ⁵⁷.

Les projets d'établissement de l'État portaient du principe qu'il resterait une forte minorité arabe. Mais la tragédie des Arabes de Palestine était la conséquence logique du principe de la séparation et de l'idée du transfert. Elle était inévitable, comme le fut la guerre elle-même. Le nombre de réfugiés arabes atteignit près de sept cent soixante-quinze mille. Une partie s'exila, une autre prit la fuite, d'autres encore furent chassés ⁵⁸. « Des gens quittèrent le pays, écrivit Sakakini, hébétés et perdus, sans maison et sans argent, malades et mourants, errant d'un endroit à un autre, se réfugiant dans des cabanes ou dans des grottes, n'ayant plus rien à se mettre et n'ayant plus rien à manger, souffrant dans les montagnes du froid et n'ayant personne pour les protéger [...] » Comme d'habitude, il faisait son autocritique : « Cela me fend le cœur de voir que les pays arabes observent cela sans rien faire ⁵⁹. » Par chance, mais aussi pour leur malheur, ils avaient où aller, manquant ainsi de détermination. Beaucoup eurent probablement la vie sauve pour s'être enfuis de chez eux, mais cette fuite massive détruisit pour de nombreuses années leur cohésion nationale.

Anwar Nusseibeh fit, lui aussi, une description de ceux qui partaient : ce furent d'abord les riches, surtout par crainte que les forces combattantes ne les obligent à financer la guerre, comme ils l'avaient fait au moment de la Grande Révolte, dix années auparavant. Même des Juifs qui avaient pu se permettre de partir n'avaient pas hésité, soulignait-il. Plus la guerre s'intensifiait, plus les gens s'en allaient. Dans de nombreux cas, c'était justifié. Une famille, dans son quartier de Cheikh Jarrah, n'était partie qu'après que sa maison, touchée par un obus, se fut effondrée. Le massacre de Déir Yassin avait poussé les gens à partir. La direction de la communauté arabe ne put empêcher ce processus. Elle n'avait aucun droit de le faire, écrivit Nusseibeh, car elle était incapable de garantir la sécurité des habitants, ni même celle des

femmes et des enfants. Nusseibeh donnait raison à ceux qui s'en allaient : personne ne s'était imaginé que la guerre serait si longue, personne n'avait pensé qu'elle s'achèverait comme elle s'acheva ; tous crurent qu'ils rentreraient vite chez eux, après la victoire des armées arabes triomphantes et qu'ils domineraient alors le pays ⁶⁰.

Jusqu'à l'expiration du Mandat, le 15 mai 1948, les forces de la Haganah et du Palmach, d'Etsel et du Lehi remportèrent un certain nombre de victoires, conquérant ainsi les villes de Tibériade, de Safed et de Haïfa. Lorsque Ben Gourion arriva dans la ville, Haïfa s'était vidée de ses habitants arabes : « C'est un spectacle effrayant et fantastique à la fois, écrivit-il dans son journal après avoir parcouru les quartiers arabes abandonnés. C'est une ville morte, une ville fantôme [...] Il n'y a pas âme qui vive, en dehors des chats errants. » Il se demandait comment des dizaines de milliers de gens avaient pu ainsi quitter leurs maisons « sans véritable raison ⁶¹ ». Parmi ceux qui avaient quitté la ville se trouvait probablement la famille Al Yahi, car les forces de la Haganah pénétrèrent dans sa maison et confisquèrent les lettres d'Ednan. Quelques jours plus tard, la ville de Jaffa était elle aussi conquise et vidée de ses habitants.

Les combats dans la ville de Jaffa engendrèrent un document stupéfiant, caractéristique des derniers jours du pouvoir britannique : le secrétaire général Gurney écrivit à Ben Gourion que si les combats ne cessaient pas, l'aviation britannique viendrait bombarder Tel-Aviv. Ben Gourion ne prit même pas la peine de répondre. Un fonctionnaire subalterne de l'Agence juive avait déjà pris sur lui de le faire ⁶².

7. La guerre avait trouvé les Arabes sans défense et sans direction ; ils ne s'étaient pas remis de la défaite que leur avaient infligée les Britanniques en réprimant leur révolte, moins de dix ans plus tôt. Le nombre de leurs combattants était plus faible que celui des Juifs et ils n'étaient pas convenablement armés ⁶³.

Selon Anwar Nusseibeh, un lot d'armes avait été envoyé du Caire à Jérusalem. Les fusils étaient vieux et dataient de la guerre du Sahara occidental ; certains n'étaient plus que de la ferraille. À Jérusalem on s'efforça de les réparer mais il s'agissait de fusils de fabrication anglaise, allemande, italienne, française et d'autres pays non identifiés.

Il n'y avait pas à Jérusalem de balles appropriées à ces fusils et il arriva plus d'une fois que des soldats se retrouvent sans munitions ⁶⁴. À un certain moment, les habitants de Jérusalem décidèrent d'acquérir des armes par leurs

propres moyens. Ils organisèrent même une collecte. Comparés aux résultats de celle organisée par les Juifs à New York, ceux de la collecte arabe étaient pathétiques, écrivit Nusseibeh ⁶⁵.

Nusseibeh, fils d'une grande famille hiérosolymitaine, avait étudié le droit à Cambridge. À son retour, il avait été nommé juge de paix. Puis il avait travaillé au département des territoires du gouvernement.

En 1945, il avait démissionné pour rejoindre le bureau arabe de Moussa Alami à Londres. De retour en 1946, il avait travaillé comme avocat et au mois de mai de la même année avait rallié le Haut Comité arabe. Lorsque les combats éclatèrent, il se distingua au sein de la communauté arabe de Jérusalem, s'occupant entre autres de l'organisation des comités de défense de quartier. Il avait alors trente-cinq ans. Au début des années cinquante, il rédigea ses mémoires, mais son implication politique – il devait bientôt être nommé ministre plénipotentiaire dans le gouvernement jordanien – le conduisit à cacher son manuscrit qui ne devait jamais être publié. Il écrivait avec sincérité sur l'incapacité des politiciens arabes, leur corruption et leur trahison. Selon lui, les Britanniques avaient affaibli les Arabes et renforcé les Juifs dont le seul objectif était de dominer le monde.

Le Haut Comité arabe, écrivait Nusseibeh, reposait sur une organisation centralisée ; cela portait préjudice à la population locale, surtout parce qu'il était installé au Caire. Les Arabes de Palestine restaient en réalité sans direction. Les tentatives pour organiser une défense de quartier vinrent trop tard. Les responsables du comité, tout comme ceux de la Ligue arabe, étaient en conflit et se trouvaient plongés dans des querelles intestines. Les uns comme les autres, écrivait Nusseibeh, n'étaient pas conscients de la situation réelle. « Ils considéraient le combat sur la Palestine comme une promenade de santé : la seule question qui semblait les préoccuper était qui parmi eux serait auréolé de la gloire de la victoire. Chacun la désirait ardemment. Ils s'étaient seulement mis d'accord pour que les Arabes de Palestine n'y aient pas leur part. » La recherche historique renforce cette hypothèse : au plus fort de la guerre, les leaders de la communauté arabe se querellèrent, entre autres sur le montant de leurs émoluments ⁶⁶.

Ainsi Hadj Amin Al Hussein se retrouva-t-il sans la moindre influence. Le mufti avait réussi comme symbole, mais avait échoué en tant que leader, écrivit Nusseibeh estimant que c'était inévitable. Il y avait en Palestine des antagonismes et des rivalités personnelles, familiales et politiques aussi entre les deux principaux commandants à la tête de la guerre contre les Juifs : Fawzi Al Qawuqji qui combattait au nord et Abd Al Qadir Al Hussein dans

la région de Jérusalem. Presque tous les projets arabes étaient communiqués aux Juifs par des traîtres, soulignait Nusseibeh. Les Juifs savaient également faire peur aux Arabes en menant une guerre psychologique.

Nusseibeh pensait qu'un certain nombre de commandants de l'armée locale agissaient selon des stratégies de la guerre précédente, celle de la révolte contre les Britanniques dans les années trente. Les rebelles s'étaient plus d'une fois repliés dans les montagnes, ce qui était alors justifié, écrivait-il, car les Britanniques ne cherchaient pas à s'emparer de territoires. Mais c'était là le but recherché par les Juifs ; aussi les combattants commirent-ils une erreur en désertant leurs villages, comme ils l'avaient fait dans le passé. Nusseibeh s'accusait aussi lui-même : « J'ai sous-estimé la force de mon ennemi et surestimé celle de mon peuple. » Cela s'était produit, selon lui, parce qu'il avait cru dans la gloire du passé et n'avait pas voulu voir les difficultés du présent. Mais cela ne devait pas affaiblir son argument principal : si les responsables de la politique arabe n'avaient pas fait échouer l'effort de guerre et s'ils avaient su collaborer, les Arabes auraient pu triompher dans la bataille sur la Palestine. Il pensait également que si le commandement suprême de l'armée arabe avait été confié à un chef local plutôt qu'à des commandants de troupes issus de pays arabes, la tragédie des Palestiniens aurait pu être évitée ⁶⁷.

Après la guerre au cours de laquelle il perdit la jambe gauche, Nusseibeh eut tout le temps de réfléchir au lien historique du conflit entre les Juifs et les Arabes. « J'ai lu *Les Protocoles des Sages de Sion* », écrivit-il. Chaïm Weizmann prétendait qu'il s'agissait d'un faux, mais lui, Nusseibeh, ne pouvait l'établir avec certitude. Quoi qu'il en fût, on ne pouvait les ignorer. Ainsi faisait-il une distinction entre le sionisme d'Herzl, « le père du sionisme moderne », et celui de Weizmann. Herzl avait accepté le « projet Ouganda » pour sauver les Juifs persécutés de la Russie tsariste. Ce n'était pas une doctrine agressive ni impérialiste. Weizmann au contraire incarnait un sionisme d'une tout autre espèce.

Nusseibeh avait également lu l'autobiographie de Weizmann. Elle contenait de passionnantes révélations sur les ambitions scientifiques, industrielles et politiques de l'État qu'il cherchait à instaurer. Était-ce seulement un hasard si Weizmann venait de Russie, là où précisément les communistes avaient gouverné pour la première fois ? N'était-ce qu'un hasard si tant de Juifs, dont Pinhas Rutenberg, ami et compagnon de Chaïm Weizmann, avaient participé à la révolution russe ? Le communisme et le sionisme apparaissaient tous deux comme une réaction à la répression tsariste en Russie : avaient-ils surgi séparément ou étaient-ils issus d'un même tronc

commun ? Et, en définitive, n'était-ce que le fruit du hasard si les *Protocoles* avaient été falsifiés précisément en Russie, comme cela se disait alors ?

Quoi qu'il en fût, écrivait Nusseibeh, si les *Protocoles* étaient en effet un complot ourdi par les Juifs pour s'emparer du monde, les systèmes qui y étaient détaillés pouvaient réussir. Le sionisme était effectivement un mouvement national, le communisme était international, mais malgré cela, on pouvait les considérer comme faisant partie d'un même complot, celui des Sages de Sion. Aussi n'y avait-il pas de place pour un compromis entre le nationalisme arabe et le sionisme. « Comme le nazisme », écrivait Nusseibeh, le sionisme est un mouvement offensif et agressif. Même si les Arabes tentaient de s'attirer les bonnes grâces des sionistes, ils ne réussiraient pas à satisfaire leurs revendications de plus en plus exigeantes ⁶⁸. Les remarques en faveur du nazisme formulées par Khalil Al Sakakini dans son journal, tout comme les saillies antisémites de l'ouvrage de Nusseibeh, témoignaient de l'incommensurable abîme entre les deux mouvements nationaux 217 ⁶⁹.

8. Les Britanniques étaient censés assumer la responsabilité du maintien de la loi et de l'ordre public jusqu'au 15 mai 1948 à minuit. Plus d'une fois ils durent protéger des agglomérations et des quartiers juifs, entre Kfar Szold et le quartier juif de la vieille ville de Jérusalem ⁷⁰, mais ils n'empêchèrent pas la progression de la Haganah : ils n'empêchèrent pas non plus la fuite et l'expulsion des Arabes, dans certains cas les aidant même à quitter leurs maisons. Parallèlement, ils coordonnèrent avec eux la prise en mains de l'administration par les dirigeants de l'Agence juive : ce fut leur dernière contribution, et non des moindres, en vue de l'établissement du « foyer national » juif.

L'évacuation de l'armée et la dissolution de l'administration furent soigneusement préparées, comme des opérations militaires à part entière, et réalisées par étapes. Quelque temps avant la décision de partition de l'ONU. David Ben Gourion demanda au secrétaire général Gurney de remettre à l'Agence juive un certain nombre de services comme les télécommunications, et l'approvisionnement en eau de Jérusalem. L'Agence juive avait dressé une liste exhaustive de trente-sept départements classés par ordre d'importance, du trésorier payeur général à la station de radiodiffusion, aux départements de statistiques, d'enquête et de l'aménagement du territoire, et avait bâti un dispositif pour pouvoir s'en s'emparer. Aussi estimait-elle qu'il fallait maintenir à leur poste les fonctionnaires déjà en place ⁷¹.

Gurney répondit à Ben Gourion que les Britanniques ne pouvaient créer un État pour les Juifs. Selon Ben Gourion, il semblait assez en colère, peut-

être aussi à cause de l'affaire de *l'Exodus*. Ben Gourion promet avec l'affabilité d'un vainqueur que l'Agence juive voulait que les adieux se fassent non seulement dans « l'honneur » mais aussi dans la « plus franche amitié ». Les Juifs voulaient conserver des relations amicales avec les Anglais ; « Pour vous cela n'a peut-être aucune importance, lui dit-il, mais pas pour nous. Gurney se plaignit d'un article qui avait paru le jour précédent dans le *Palestine Post* ⁷².

L'Agence juive envisageait deux cas de figure : soit les Britanniques lui remettraient les rênes du pouvoir correctement pour assurer une continuité sans heurt, soit ils partiraient de manière précipitée, créant ainsi le chaos, et entraînant une course au pouvoir entre Juifs et Arabes : le premier arrivé en sortirait vainqueur. Le parti travailliste pensait que les Britanniques agiraient selon la seconde hypothèse. Un agent de renseignement de l'Agence juive établit qu'il était « clair » que les Britanniques feraient tout pour mettre en échec les tentatives de l'Agence juive de s'emparer du pouvoir en Palestine et pronostiquait une politique de la terre brûlée ⁷³.

Les Britanniques pensaient différemment. En tête des problèmes liés à l'évacuation, ils estimaient nécessaire d'annoncer aux fonctionnaires l'interruption de leur travail, de leur promettre une avance sur les salaires qu'ils percevraient ailleurs pour leur nouvelle affectation, de s'assurer de l'expédition de leur mobilier et de leurs bagages en Angleterre, et également de s'occuper des fonds de pension pour les veuves et les orphelins, ce qui concernait soixante-deux personnes. Tout cela était détaillé dans un document de quatorze pages ⁷⁴. Ils auraient, bien sûr, pu partir sans se préoccuper de ce qui adviendrait, mais l'appareil qu'ils avaient mis en place leur était précieux. Edward Keith-Roach écrivit : « Des commissaires arrivent, d'autres s'en vont. Pour moi comme pour d'autres, la Palestine est toute notre vie ⁷⁵. » Ceux qui connaissaient le pays depuis vingt-cinq ans et qui avaient investi tant d'efforts dans l'élaboration de cette administration, suivaient alors avec inquiétude et dote leur le préjudice qu'elle subissait, écrivit aussi l'officier de district Pollock ; les Britanniques voulaient qu'elle continue de fonctionner normalement et c'est pour cela qu'ils déploraient tant d'efforts pour la remettre aux Juifs, une partie de l'appareil administratif fut remise aux municipalités, une autre à l'Agence juive ⁷⁶. Le programme d'évacuation, du sud vers le nord, leur laissait, et ce presque jusqu'au dernier moment, la responsabilité de la sécurité des centres de populations juives, compliquant ainsi sérieusement la tâche des Arabes ⁷⁷.

Ce qui les poussa à agir ainsi ne fut pas tant leur sympathie à l'égard du mouvement sioniste que leur mentalité de gouvernants : après leur départ il fallait encore des responsables pour les tribunaux, le service vétérinaire, le département des antiquités et le trafic ferroviaire ⁷⁸. Subsistait la question de savoir comment ils auraient réagi si les Arabes avaient eu eux aussi un État en marche.

9. Pendant ces derniers jours, le secrétaire général Gurney se sentit comme sur le fil d'un rasoir. Il était comme devenu fou, noircissant son journal d'inepties sur les événements, télégraphiant au ministère des Colonies le verset d'Isaïe XXXVII, 32 : « Car de Jérusalem sortiront des rescapés du mont Sion. L'amour jaloux du Seigneur fera cela ⁷⁹. » Face à la délitescence générale et à la violence meurtrière qui se déchaînait dans la ville, certains membres de l'administration s'accrochaient à la routine. Ainsi peut être résumé le grotesque qui caractérisa ces derniers jours : Bernard de Bunsen, le dernier directeur du département de l'Éducation du gouvernement prit la tête d'une opération héroïque qui avait pour but de récupérer les sujets d'examen du baccalauréat. Ceux-ci se trouvaient chez un fonctionnaire de son département, Juda Leib Bloom, dans le quartier de Rehavia à Jérusalem.

Il n'était alors pas si facile de circuler dans la ville, partagée en différents secteurs délimités par des fils barbelés ; le passage nécessitant un laissez-passer. De Bunsen parvint à se rendre de son bureau situé rue de la princesse Mary, devenue plus tard rue de la reine Shlomesion, jusqu'à la rue Gaza à Rehavia. Blum n'avait pas de laissez-passer pour sortir de son quartier. Les deux hommes se rencontrèrent de part et d'autre d'une barricade de sacs de sable et de barbelés. Des soldats les aidèrent à transmettre les sujets d'examens d'un côté à l'autre ⁸⁰.

Cela était d'autant plus absurde que même après trente ans de pouvoir en Palestine, les Britanniques n'avaient pas instauré d'enseignement obligatoire. Il y avait dans ce domaine des différences entre les enfants des villes et ceux des villages, ainsi qu'entre les villes et les garçons et seulement trois enfants arabes sur dix fréquentaient l'école. Soixante-dix pour cent étaient analphabètes, particulièrement dans les villages ⁸¹. Ce fut une génération perdue. Les résultats furent dévastateurs. Car en l'absence d'éducation nationale, il n'y eut pas non plus de cohésion nationale. À l'approche de la guerre de 1948, la communauté arabe était répartie en différentes régions et divisée en classes sociales, dans les villes comme dans les villages ⁸². L'éducation nationale des juifs en avait fait au contraire une communauté nationale, l'avait préparée à la guerre pour son indépendance et l'avait

conduite à la victoire. Si le soutien des Britanniques au mouvement sioniste n'avait consisté qu'à maintenir les Arabes dans leur sous-développement, ils purent se dire qu'ils avaient tenu leur promesse d'aider les Juifs à établir en Palestine leur loyer national 218 8 ³.

Ils étaient venus pleins de bonnes intentions et avaient fait entrer le pays dans le XX^e siècle, prétendait le secrétaire principal Gurney, la Palestine s'était enrichie. Elle avait été dotée de bonnes routes et d'un système d'approvisionnement en eau, d'écoles et d'hôpitaux, d'un réseau électrique, d'instituts de recherche agronomique, de ports, de voies ferrées et d'un système juridique débarrassé de la corruption, qui le rendait exemplaire dans tout le Proche-Orient. « Malgré les erreurs, nous avons fait un excellent travail », déclara un membre du Parlement.

Il suffisait de jeter un coup d'œil par la fenêtre de sa maison pour voir ce qui avait été entrepris dans la ville de Jérusalem au cours de ses vingt-cinq années, déclara également le commissaire Cunningham. Sur un budget de vingt-quatre millions de livres, huit millions avaient été affectés à la sécurité, soulignait-il. Il ne cessait de se demander ce qui aurait pu être fait de cet argent pour le bien du pays. Gurney pensait que leur problème en Palestine était plus fondamental : dès le début, tout n'avait été bâti que sur du sable. Les caractères du mot Palestine s'inscrivaient dans sa tête en arabe et en hébreu ⁸⁻¹.

James Pollock se trouvait à nouveau devant une décision cruciale : devait-il renvoyer l'argenterie séparément, ou devait-il donner l'ordre de l'emballer avec les meubles ? Au cours des trente ans qui s'étaient écoulés depuis son activée à Jérusalem avec l'armée d'Allenby, il avait séjourné quelque temps au Nigeria ; mais cela faisait quelques années déjà qu'il avait à nouveau été nommé en Palestine et il continuait d'écrire presque chaque jour à sa famille. Sa femme était partie quelques mois plus tôt et Pollock lui confiait ses tourments : s'il renvoyait l'argenterie et la porcelaine séparément, cela reviendrait très cher. L'expédition des bagages et des meubles était à la charge du gouvernement.

Le 9 novembre 1947 une cérémonie fut encore organisée à Jérusalem pour commémorer le trentième anniversaire de la conquête du pays. Tout le monde était présent, comme au premier jour, raconta Pollock ; comme toujours, il s'extasia devant les cafetans colorés des religieux et les turbans multicolores. Mais il faisait très froid et le vent soufflait avec vigueur. Pollock, qui était alors en poste à Haïfa, décrivit à sa femme la « guerre des différentes bandes » de la ville : « Il me semble que lorsque nous partirons, une telle

clameur retentira qu'elle s'entendra dans le ciel. » Pollock croyait alors qu'ils partiraient le 1^{er} mai, jour de malheur par excellence : un shabbat, le jour de la fête du travail, de la cérémonie du feu sacré au Saint-Sépulcre, et du pèlerinage de Nabi Moussa. « Que m'importe : nous ne serons plus responsables », écrivit-il avec un immense soulagement. Le lendemain de la décision du partage décrété par l'ONU, Pollock écrivit : « Ainsi, ma chère Dorine, les Juifs ont gagné. [...] Que puis-je t'écrire d'autre ⁸⁵ ? »

Parfois il lui parlait du terrorisme ; untel avait été tué, tel autre blessé, le cinéma *Le Rex* avait brûlé, le couvre-feu avait été décrété en ville. En janvier il lui raconta une partie de golf où des civils britanniques s'étaient mesurés à l'année, au son des tirs en provenance de Ramat Rahel. L'un d'eux était sorti à cheval voir ce qui se passait et était revenu, paniqué, seulement capable d'articuler ces mots : « Isabelle est morte » ; on parvint difficilement à lui arracher qu'il s'agissait de sa jument.

Le 22 février au matin, Pollock faillit tomber de son lit à cause du choc produit par une immense explosion qui ébranla la rue Ben Yehoudah à Jérusalem. Une vingtaine de personnes furent tuées. « Les Juifs sont persuadés que ce sont des policiers britanniques qui ont fait cela », écrivit-il à sa femme. Il n'écartait pas cette possibilité, signalant seulement que cet incident avait occulté la nouvelle selon laquelle la Palestine était sortie de la livre sterling. À l'instar de l'attentat dans les locaux du *Palestine Post* quelques jours plus tôt et de celui perpétré au siège de l'Agence juive trois semaines après, cela pouvait tout autant être l'œuvre des Britanniques que celle des Arabes, ou même encore une provocation de certains Juifs qui avaient parfois l'habitude au cours d'opérations de revêtir des uniformes britanniques 219 ⁸⁶.

Un policier, un certain D. Dreikford, s'adressa à l'Agence juive pour lui demander une lettre de recommandation : il ne savait plus que faire : peut-être allait-il être envoyé en Nouvelle-Zélande ou en Afrique du Sud. De toute façon, cette lettre lui était nécessaire, écrivait-il, rappelant à l'Agence juive que pendant ces sept dernières années il avait travaillé « en étroite collaboration » avec elle. L'Agence juive satisfait à sa demande et lui souhaita bonne chance. Un soldat britannique écrivit à Golda Meyerson qu'il avait décidé de rester en Palestine et de s'y installer comme agriculteur. Il était profondément solidaire des Juifs. Cela relevait de son devoir de chrétien. Le jour viendrait où la Palestine serait aux mains des Juifs, car c'est ce qui était écrit dans la Bible ; et il y croyait ⁴⁷.

Michael Bryant, lui aussi, avait envisagé de lier son destin à celui de la Palestine ; à l'instar du général Barker, il semble que le directeur de la société d'électricité de Jérusalem ait forgé son opinion politique sous l'influence de son amour pour Lotte Geiger. Bryant était un homme intelligent, aimant la vie, les livres et le vin. Il avait vingt-cinq ans lorsqu'il s'était installé à Jérusalem en 1936 avec sa femme et son fils. Pendant les douze années où il avait travaillé dans la société d'électricité, il s'était bien intégré dans la société locale et lorsqu'il fut accusé d'espionnage en faveur des Arabes, il se demanda pourquoi cela lui était arrivé : n'éprouvait-il pas une sincère sympathie pour les juifs. Il connaissait bien les responsables de la Haganah et les dirigeants de l'Agence juive.

Dans les fragments de son journal qui échurent à Lotte, il témoigne de ses efforts pour assurer la poursuite de l'approvisionnement régulier en électricité de la ville assiégée. Ce n'était pas facile. Son stock de carburant commençait à s'épuiser et il n'était pas possible de le renouveler. Même l'argent commençait à manquer dans les caisses. Les habitants de Jérusalem avaient cessé de payer leurs factures. Bryant était responsable de la sécurité des installations et de celle de ses employés, pour la plupart arabes. Le 12 mai, il relatait dans son journal une rencontre avec un « vieil ami » de l'Agence juive, Dov Yosef, qui entre-temps avait été nommé gouverneur de la partie occidentale de la ville. Bryant proposa d'instaurer sans plus tarder « une heure d'été avec un décalage de deux heures » pour économiser l'électricité, mais l'avocat vêtu de son éternel costume rayé et l'air revêche lui répondit qu'il ne pouvait faire avancer les aiguilles de crainte que l'on accuse l'Agence juive de vouloir tenter d'avancer d'autant l'expiration du Mandat.

Le 13 mai, Bryant écrivit qu'il cherchait une autorité quelconque qui l'autorise à planter son drapeau sur les installations de la société d'électricité, pour marquer sa neutralité dans le service public. Le délégué de la Croix-Rouge y consentit aussitôt, tentant d'exploiter la chose pour imposer l'emblème sur toute la ville. L'Agence juive et le Haut Comité arabe rejetèrent cette idée. Bryant se rendit auprès du représentant de l'ONU auquel il demanda l'autorisation de déployer son drapeau mais celui-ci tenta de l'en dissuader. Le drapeau de l'ONU était imprimé en bleu et blanc, l'avertit-il, et les Arabes pourraient croire qu'il s'agissait du drapeau d'Israël. Il ne voulait pas non plus brandir l'Union Jack, sachant que les Juifs et les Arabes le tenaient en horreur. Il reçut finalement l'assentiment de plusieurs consuls étrangers pour que leurs drapeaux soient déployés. Comme lors de la capitulation de Jérusalem, trente ans plus tôt, les heures de ce siège furent véritablement celles des consuls 220⁸⁸.

La Haganah organisa pour les derniers fonctionnaires britanniques un repas d'adieu ; l'atmosphère était mélancolique ⁸⁹. Les bureaux du gouvernement étaient déjà vides ; la police entreposa le reste de son équipement, d'une valeur d'un millier de livres, dans un hangar et voulut en confier les clefs à l'ONU qui refusa. Le secrétaire général Gurney se rendit à son état-major et déposa les clefs sur les marches de l'escalier. Cette nuit-là il ne réussit pas à dormir : après minuit, les tirs reprirent et se prolongèrent jusqu'à quatre heures du matin ; il trouva tout cela stupide.

À sept heures moins le quart, Gurney quitta avec dix-sept de ses hommes l'hôtel King David. L'un d'eux descendit le drapeau qui se trouvait sur le toit et déploya à sa place celui de la Croix-Rouge. Le correspondant de la BBC était présent ainsi que de nombreux journalistes et photographes. Ils partirent en convoi, avec deux voitures civiles, un autocar et quatre blindés de la police.

Sur la place Allenby et le long de la route de l'aéroport de Kalendia étaient alignés des tanks. De rares passants étaient dans les rues ; certains agitaient la main en signe d'adieu.

Le haut-commissaire passa en revue la dernière garde d'honneur ; à huit heures, après que le drapeau de la Croix-Rouge fut hissé, il s'en alla. À Kalendia, il prit congé de ses hommes, puis s'envola pour Haïfa où l'attendaient encore quelques cérémonies d'adieu ; il devait à minuit se trouver en pleine mer ⁹⁰.

Bernard de Bunsen faisait partie du convoi qui quitta le pays de l'aéroport de Lod. Un avion vint les chercher dans la soirée ; ils montèrent à bord et alors qu'ils allaient décoller, quelqu'un se rendit compte qu'ils avaient oublié le drapeau qui flottait sur le bâtiment de l'aéroport. Le décollage fut retardé, et un homme descendit le chercher. « Nous étions épuisés, écrivit de Bunsen, même les œufs au bacon que l'on nous servit à l'escale à Malte ne réussirent pas à nous reconforter ; c'est ainsi que nous rentrâmes en Angleterre, à bout de forces ⁹¹. »

Ainsi finit cette histoire qui connut encore un épilogue assez absurde, à l'origine duquel se trouva James H.H. Pollock. Le vendredi 14 mai 1948, ce dernier écrivit : « Les Juifs ont proclamé un État indépendant. C'est un jour très triste ⁹². » Pollock était resté en Palestine quelques semaines encore avec un général britannique, un certain MacMillan. Pendant quelques semaines, après que David Ben Gourion eut lu la charte d'indépendance, les Britanniques continuèrent de régner sur une petite enclave au centre de laquelle se trouvait le port de Haïfa. Ils avaient conservé cette position pour

assurer l'évacuation de l'équipement et des derniers ressortissants, mais les circulaires que rédigeait Pollock pour l'administration de son enclave donnèrent l'impression qu'il songeait à y instaurer un petit État. Il recruta des fonctionnaires, organisa des départements : finances, justice, communications. L'un d'eux était même exclusivement réservé aux ports, comme s'il avait projeté d'en construire un nouveau. Parmi les hommes de son dispositif, se trouvait un conseiller spécial aux affaires arabes et un aux affaires juives. Le général MacMillan publia une déclaration historique comme s'il avait été le général Allenby 221 ⁹⁹.

Pollock portait le titre de « Conseiller principal pour les affaires civiles ». Lui et ses hommes aidèrent les derniers Arabes de Haïfa à quitter la ville. Moins ils avaient à gérer la dissolution de l'administration, plus ils pouvaient s'occuper de la vente de l'équipement et de son rapatriement. Le rapport qu'il rédigea à la fin de sa mission reflétait une opération soigneusement préparée et réalisée sans incident. Il ne révélait les catastrophes qu'à son journal : au dernier moment on réussit à lui voler trois tanks Cromwell qui stationnaient sur l'aérodrome de Ramat David. Un fût retrouvé abandonné, les deux autres avaient disparu. « Ce fut un coup dur », écrivit Pollock. Il lui fallut subir également cet autre outrage : alors que le dernier bateau de guerre devait tirer une salve de quinze coups de canons, un seizième retentit : « Le dernier obus fut tiré par erreur », écrivit sèchement Pollock. Il détestait ce genre de chose. Une fois tout terminé il put, rasséréné, télégraphier à sa femme : « La mer est idéale, la Palestine s'efface au loin ⁹⁴. »

La guerre pour la Palestine était alors à son point culminant. Un jour, en plein milieu d'un combat sur le kibboutz Ramot Nephtali apparut dans le ciel un petit avion. À côté du pilote était assise une femme. C'était Laurence Wingate, la veuve de « l'ami ». Après avoir décrit plusieurs cercles autour des jeunes Juifs qui se battaient pour leur vie et pour leur patrie, l'avion leur jeta du ciel pour les encourager la petite Bible en hébreu de son mari. Arthur Koestler aimait bien cette histoire qu'il raconte dans son livre, dans un chapitre intitulé « David et Goliath. » Peut-être n'est-ce qu'une légende. Certains prétendent que M^{me} Wingate renonça en réalité à cette entreprise aérienne ⁹⁵. Mais cette histoire ne mérite-t-elle pas de trouver sa place entre les rêves et les illusions, les mythes et les légendes qui peuplèrent le temps des coquelicots ?

Abréviations

AE : Archives de l'État d'Israël.

ACS : Archives centrales sionistes, Jérusalem.

FRUS : Documents sur la politique étrangère des États-Unis.

HC : Débats parlementaires, Chambre des communes.

HL : Débats parlementaires, Chambre des lords.

HMSO : Imprimerie nationale d'Israël.

IWM : Impérial War Muséum, Archives.

KCL : King's College de Londres. Liddell Hart Center, Archives militaires.

MEC : Middle East Center, St Anthony's College, Oxford.

PCL : Pembroke College Library, Oxford.

PRO : Public Records Office.

PRONI : Public Records Office of Northern Ireland.

RCS : Commonwealth Royal Society, Bibliothèque de l'université de Cambridge.

RHL : Rhodes House Library, Oxford.

ULL : University of Liverpool Library, collections spécialisées et archives.

USNAM : United States National Archives, microfilms.

NOTES

On se reverra

1. Gabriel Barkai, « Les Vestiges archéologiques dans les environs de l'école Gobât », in Etie Schiller, Gidon Biger (éd). *La Vieille Ville de Jérusalem*. Ariei. 1988, p. 152 *sqq.* Gidon Armel. » Le cimetière protestant sur le mont Sion », in *ibid.*, p. 174 *sqq.*

2. Milton O. Gustafson, « Records in the national Archives Relating to America and the Holy Land », in Moshe Davis, *With Eyes Towards Zion*, New York. Arno Press, 1977, p. 133. Miriam Bouda, – Le Hollandais de Galilée », *Davar*, 10 décembre 1976, p. 10. Yaakov Schweit, Yaakov Goldstein et Chaïm Beer, *Lexique des personnalités de Palestine 1799-1948*. Am Oved, 1983, p. 124.186,251.261-263,291,293.309,362,435.

3. Correspondance, collection Antonius.

4. Mikhal Asaf, *Les Relations entre juifs et Arabes en Palestine 1860-1948*. Tarbout Vé Hinoukh. 19/0, p. 132.

5. Ruth Baki, *Roulette russe*, ministère de l'Intérieur, 1992.

6. Weizmann à Curzon, 2 février 1920, in Yéhoudah Reinharz (éd.), *Correspondance de Chaïm Weizmann*, Mosad Bialik, 1979, t. IX, p. 313.

7. Estelle Blyth. *When We lived in Jérusalem*, Londres, John Murray. 1927, p. 230. Yehoshouah Ben Arie, *Ville-reflet d'une époque, la ville moderne de Jérusalem à ses débuts*. Yad Ben Zvi, 1979, p. 371 *sqq.*

8. Bertha Spafford Vester. *Our Jérusalem, An American Family in The Holy City*. Beyrouth, jamais publié, 1950.

9. Meron Benvenisti, *Ville du repos éternel Keter*. 1990, p. 112. Margaret S. Drower, *Flinders Petrie, A Life in Archeology*. Londres. Victor Gollancz, 1985, p. 424.

10. P.J. Marshall, *Cambridge Illustrated History of the British Empire*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, p. 82. Corelli Barnett. *The Lost Victory, British Dreams, British Realities, 1945-1950*, Londres, Macmillan, 1995.

11. C-R. Ashbee, *Palestine Notebook 1918-1923*, Londres, Heinemann, p. 276.

12. Izza Khalaf. *Politics in Palestine*, Albany. State University of New York Press. 1991, p. 135.

13. Arthur Wauchope lors d'une conférence, novembre 1932.

14. Weizmann à la direction de l'Agence juive. 7 mars 1939.

15. Congreve à Wilson, sans date, vraisemblablement en avril 1920. Cafferata à Martin, 17 juil 1946, legs Cafferata avec le généreux concours de sa fille. David Ben Gourion, *Mémoires*, Am Ove 1971, t. 1, p. 365.

16. Wauchope à Battershill, 27 septembre 1937, 27 septembre 1937. RHL, *Battershill Papers*. Moshe Sharett, *Journal politique*, Am Oved, 1971, t. II, p. 146, 184, 347 sqq. Anwar Nusseibeh, *Pattern of Disaster Personal note on the Fall of Palestine*, p. 29, avec l'aimable concours de son fils.

17. Nathan Yalin Mor, *Lohamet Herut Yisrael*, Shikmona, 1975, p. 197 sqq. Yehoudah Koren, « La maîtresse de l'officier anglais », *Dvar Ha-Shaxtouth*, 28 novembre 1986, p. 12 sqq.

18. David Kroïnker, *Architecture de Jérusalem, la construction à l'époque du Mandat britannique*, Keter, 1991, p. 310.

19. Edwin Samuel à sa mère, 29 novembre 1930. Edmund Peleg, *Mon Israël*, Am Ha-Sefer, 1957, p. 69. Nasser Eddin Nashashibi. *Jerusalem's Other Voice*, Londres. Ithaca Press, 1990, p. 15.

20. David Kroïnker, *Architecture de Jérusalem...*, p. 231.

21. Edward Keith-Roach, *Pasha of Jerusalem*, Londres, The Raddifte Press, 1994, p. 89. Thomas Hodgkin, *Letters from Palestine 1932-36*, E.C. Dodgkin (éd), Londres, Quarter Books, 1986, p. 91. Walter Francis Stirling, *Safety Last*, Londres, Hollis and Carter, 1953, p. 232. Ronald Storrs, *Orientations*, Londres, Ivor Nicholson and Watson, 1939, p. 446. W.F. Stirling, *Safety Last*, p. 116.

22. Moshe Sharett, *Journal politique*, t. II, p. 292.

23. « Mémoires d'Aaron Danin ». Shimon Halfi, *Rêveurs de sable, à paraître*, cité avec l'aimable concours de Rahel Halfi.

24. Ronald Storrs, *Orientations*, p. 446.
25. Edward Keith-Roach, *Pasha of Jerusalem*, p. 90.
26. Herbert Samuel, *The Future of Palestine*, janvier 1915.
27. Herbert Samuel au sujet de Windham Deedes, sans date.
28. *Journal de Gurney*, 19 mars 1948, Henry Gurney, *Palestine Postscript*, p. 21.
29. Henry Gurney, *Palestine Postscript*, p. 21, MEC. St. Anthony's College.
30. *Journal de Gurney*, 14 mai 1948. MEC. St Anthony's College. Sir Alan Cunningham. « Palestine, the Last Days of the Mandate », *International Affairs*, t. XXIV, 1948, p. 490.
31. David Ben Gourion, *Mémoires*, Am Oved, 1973, t. III, p. 416,418.

Le temps des illusions (1917-1927)

1. Khalil Al Sakakini et son hôte

1. Khalil Al Sakakini, *C'est ainsi que je suis, Messieurs !*, Keter, 1990, p. 69.
2. Mordekhai Ben Hillel Ha Cohen, *La Guerre des peuples*, Yad Ben Zvi, 1985, t. II, p. 767. David Lloyd George, *War Memoirs*, Londres, Odhams Press, 1938, p. 1089 *sqq.*
3. Le vice-consul d'Espagne Vilna Kibler à Alter Levin. 7 septembre 1917, legs Levin, avec la précieuse collaboration de la famille Munin.
4. Aziz Bey, *Renseignement et espionnage en Syrie, au Liban et en Palestine pendant la Première Guerre mondiale 1912-1918*, Université de Bar Han, Maarakhot, 1991, p. 25 *sqq.*
5. « Journal hiérosolymitain ». *Nouvelles du pays*. 18 décembre 1918, p. 7.
7. « The Cruel Déportation of American Citizens from Jérusalem to Damascus », mémoire non daté, signé par Aller Levin, et cent cinquante et une autres personnes, legs Levin. Voir également Mordekhai Ben Hillel Ha Cohen, *La Guerre des peuples*, t. II, p.791

0. Le Hiérosolymitain Asaf Halévy, *Megilat Kedem*, Dekel, 1915.
7. Mémoire de Shulamit Levin, non daté, legs Levin.
8. Mémoire de Shulamit Levin, vraisemblablement daté de 1920 ; mémoire du consul Ballobar, 22 juin 1920, Legs Levin.
9. Asaf Halévy, *The Jewish Daily News*, 11 mai 1919,4.
10. Khalil Al Sakakini, *C'est ainsi que je suis, Messieurs !*, p. 73.
- 11, *journal de Ballobar*, 18 novembre 1914. Meir Dizengoff. *Le Peuple de Tel-Aviv en exil* Omanout 1931, p-13. Mordekhaï Néor, (éd.), *Tel-Aviv à ses débuts 1902-1934*, Yad Ben Zvi, J984, p. 71.
12. Khalil Al Sakakini, *C'est ainsi que je suis, Messieurs !*, p. 73.
13. Shabtaï Tevet, *Le Jeune et Zélé David Ben Gourion*, Schocken. 1977, p. 36 *sqq*, 298. Voir également : Mattatiaou Mints : « Conception historique venant éclairer les positions sionistes et politiques de David Ben Gourion pendant la Première Guerre mondiale, avant la déclaration Balfour », *Le Sionisme*, n° 13,1988, p. 69 *sqq*.
14. Mordekhaï Eliev, *Le Peuplement de la Palestine au XIXe siècle*, Keter, 1987, p. 335.
- Israël Kolet, *Histoire du Yishouv depuis la première Alyah, période ottomane*. Ha Akadémia Ha Léoumit lé Madaïm, Mosad Bialik, 1990.
15. David Ben Gourion, « Sur l'ancien Yishouv », *Ha Ahdout*, septembre 1910, p. 55. Menahem Friedman, *Société et religion, l'orthodoxie non-sioniste en Palestine, 1918-1936*, Yad Ben Zvi, 1977, p. 33.
16. Mordekhaï Ben Hillel Ha Cohen, *La Guerre des peuples*, Mitspeh, 1929, t. 1, p. 12. *Journal de Ballobar*, 31 mai 1915,7 septembre, 21 janvier 1916, *Journal de Mohammed Adal Allsahalakh*, Ha Sifriah Ha Léoumit, Département des manuscrits, p. 93.
17. *Journal de Ballobar*, 26 août 1915,19 mai 1916. George Antonius. *The Arab Awakeness*, Londres. Hamish Hamilton, 1938, p. 189.
18. Rahel Eljashar, *Mon album de famille*. Édition indépendante, 1990, p. 30.
19. Mordekhaï Ben Hillel Ha Cohen, *La Guerre des peuples*, t. II, p. 745.
20. Eduardo Manzano Moreno. *Diario de Jérusalem 1914-1919*, Madrid. Nerea, 1996, p. 13 *sqq*.

21. *Journal de Ballobar*, 7 et 18 janvier, 4 mai 1915, 21 décembre 1916, 11 janvier 1917.

22. Yaakov Gross, *Jérusalem 1917-1918, Ruine, miracle, rédemption*, Cyrus 1992, p. 20, 48. *Journal de Ballobar*, 20 mars 1915, avec l'aimable collaboration de sa fille.

23. Bertha Spafford Vester, *Our Jerusalem, An American Family in the Holy City*, p. 246.

24. Yehoudah Wallach, « La bataille militaire de Palestine pendant la Première Guerre mondiale », in Moshe Lisk (éd.). *Histoire du Yishouv depuis la première Alyah, période du Mandat britannique*, t. 1, Ha Akadémia Ha Léoumit Ha-Israélit Lé-Madaïm, Mosad Bialik, 1993, p. 97 sqq.

25. Moshe Smilansky, *Mémoires*, Hitahdout Ha-Ikanm. 1935, t. X, p. 196. Araf Al Arif, *Histoire de Gaza*, Daar Alaitham Alaslamiya. 1943, p. 251. Voir également Mikhal – Asaf. *Les Relations entre Juifs et Arabes en Palestine 1860-1948*. Tarbout Vé-Hinoukii, 1970, p. 131. Gerald Butt, *Life at the Crossroads, A History of Gaza*, Nicosia Rimai. 1995, p. 109 sqq.

26. Mordekhaï Ben Hillel Ha Cohen, *La Guerre des peuples*, t. II, p. 548. Ouziel Shmletz. « Diminution de la population palestinienne pendant la Première Guerre mondiale », in Mordekhaï Eliev (éd.), *Siège et détresse, la Palestine pendant la Première Guerre mondiale*. Yad Ben Zvi. 1991, p. 17 sqq.

27. *Journal de Ballobar*, 4 mars et 2 avril 1917, avec l'aimable collaboration de sa fille.

28. Ben Zion Dinar, *Le Livre de l'histoire de la Haganah*, Ha Sifriah Ha-Tsionu, Maarakhot. 1954, t. I, p. 392 sqq. Itshak Olshan, *Propos*, Schocken. 1978, p. 45 sqq.

29. Itshak Lofban dans Hapoel Hatsaïr, cité par Han Schkhori. *Rêve devenu métropole*, Avivim. 1990 p 102-103. Moshe Smilansky. *Mémoires*, t. X, p. 211.

30. Mordekhaï Ben Hillel Ha Cohen, *La Guerre des peuples*, t.II, p 540 573-574

31. Moshe Smilansky, *Mémoires*, t. X, p. 215. Hait Schkhori. *Rêve devenu métropole*, p 105 Voir également Ziona Rabau ». *Tel-Aviv sur les dunes*, Masada, 1973, p. 60 sqq.

32. Yosef Chaïm Brenner, « L'issue », *Écrits, nouvelles, romans et pièces de théâtre*, Sifriat Poalim, Haidbboutz Hameouhad. 1978, t. II, p. 1693. Voir également Menahem Brinker, *Jusqu'à la ruelle de Tibériade*, Am Oved. 1990, p. 43 *sqq.* Hilel Yafé, *Une génération d'immigrants clandestins*, Ha Sifriah Ha Tsionit, 1971, p. 385. Moshe Smilansky, *Mémoires*, t. X, p. 216.

33. *Journal de Ballobar*, 11 juin 1917, avec la précieuse collaboration de sa fille.

34. Mordekhaï Ben Hillel Ha Cohen, *La Guerre des peuples*, t. II, p. 538,557,567 *sqq.*, 583,590,642,647,670. David Ha Cohen, *Le Temps du récit*, Am Oved, 1974, p. 13 *sqq.*

35. Moshe Smilansky, *Mémoires*, t. II, p. 664, t. X, p. 110 *sqq.* *Journal de Ballobar*, 19 mai 1916,31 mai 1916. Boris Shatz, *L'édification de Jérusalem, un rêve éveillé*, Jérusalem, sans mention d'éditeur, 1924, p. 91,174 *sqq.* Helena Kagan, *Mes premiers pas à Jérusalem*, Histadrout Olamit Lé-Nachim Tsioniot, 1983, p. 64 *sqq.* Bertha Spafford Vester, *Our Jerusalem, An American Family in the Holy City*, p. 264,257.

36. Ouziel Shmletz, « Diminution de la population palestinienne pendant la Première Guerre mondiale », in Mordekhaï Eliev (éd.), *Siège et détresse en Palestine pendant la Première Guerre mondiale*, Yad Ben Zvi, 1991, p. 38. Gidon Biger, *Colonie royale ou foyer national, influence du pouvoir britannique sur la Palestine 1917-1930, analyse géographique et historique*, Yad Ben Zvi, 1983, p. 5.

37. Captain C.H. Perkins, November 1917. Brian Gardner, *Allenby*, Londres, Cassel, 1965. A Wavell, *Allenby Soldier ans Statesman*, Londres, George G. Harrap, 1945, p. 160 *sqq.* Cyril Falls, *Military Operations, Egypt and Palestine*, Londres, His Majesty's Stationery Office, 1930, p. 395 *sqq.* Yehoudah Walach, « La campagne militaire de Palestine pendant la Première Guerre mondiale », in Moshe Lisk (éd), *Histoire du Yishouv depuis la première Ahyah, période du Mandat britannique*. Ha Akadémia Ha-léoumit Ha-israélit Lé-Madaïm Vé-Mosad Bialik, 1994 11, p. 97 *sqq.*

38. Richard Meinertzhagen, *Fragment d'un journal proche-oriental 1917-1956*, Shikmona, 1973, p. 15 *sqq.* Friedrich Freiherr Kress von Kressenatein, *Mit den Tuerken zum Suezkanal*, Berlin, Otto Schlegel, 1938, p. 249. Voir également : Yigal Shéfi, « Conquête de la Palestine pendant la Première Guerre mondiale, aspect fallacieux », in Mordekhaï Eliev (éd.), *Siège et détresse*, Yad Ben Zvi, 1991, p. 219 *sqq.*

39. Captain William Hine to Hilda Gosling, 5 septembre 1917, IWM, Con. Shelf, Gosling Papers.

40. Yehoudah Walach, « La campagne militaire de Palestine pendant la Première Guerre mondiale », in Moshe Lisk (éd.), *Histoire du Yishouv depuis la première Alyah, période du Mandat britannique*, Ha Akademia Ha-Léoumit Ha-israélit Lé-Madaïm et Mosad Bialik, 1994, 1.1, p. 120-121.

41. Mordekhaï Ben Hillel Ha Cohen, *La Guerre des peuples*, t. II, p. 775 sqq. 779 sqq., 796, 1000. Ziona Rabau-Katinski, *Tel-Aviv sur les dunes*, Massada, 1973, p. 75 sqq., 78.

42. Moshe Smilansky, *Mémoires*, Dvir, 1948, t. III, p. 257. Voir également : Ilana Bet-El, « A soldier's Pilgrimage : Jérusalem 1918 », *Mediterranean Historical Review*, vol. 8, n 82, décembre 1993, p. 218 sqq.

43. Captain CH Perkins, novembre 1917.

44. C.H. Dudley Ward, *History of the 53rd (Welsh) Division*, Cardiff, Western Mail, 1927, p. 152, 163 sqq. Vivian Gilbert, *The Romance of the Last Crusade*, New York, D. Appelton, 1926, p. 139. Voir également : George de S. Barrow, *The Fire of Life*, Londres, Hutchinson, p. 170 sqq. W.T. Massey, *How Jérusalem Was Won*, Londres, Constable and Compagny, 1919. Yehoudah Walach, « La campagne militaire de Palestine pendant la Première Guerre mondiale », p. 125.

45. Moshe Smilansky, *Mémoires*, t. III, p. 222.

46. *Journal de Ballobar*, 16 février 1917.

47. *Ha-Herout*, 7 mars 1917, p. 1, 3. *Ha-Herout*, 23 mars 1917, p. 1. G. Karsel, *Histoire de la presse eu Palestine*, Ha Sifriah Ha Tsionit, 1964, p. 135.

48. *Journal de Al Sakakini*, 17 novembre 1917. Khalil Al Sakakini, *C'est ainsi que je suis, Messieurs !*, p. 68. *Journal de Ballobar*, 26 juin 1917.

49. Khalil Al Sakakini, *C'est ainsi que je suis, Messieurs !*, p. 74.

50. David Tadher, *Encyclopédie, des pionniers du Yishouv et de ses bâtisseurs*, *Les Précurseurs* 1947 t. II p. 920.

51. Gidon Shilo, – Le journal et l'existence d'un pédagogue palestinien hiérosolymitain, in Khalil Al Sakakini, *C'est ainsi que je suis, Messieurs !*, p. 9 sqq. Voir également la bibliographie p. 270. Anton Shammas. – Histoire sans titre-, *Kol Ha-Ir*, 2 septembre 1983, p. 29 sqq. Anton Shammas, – Le cousin Aller s'envole », *Kol Ha-Ir*, 30 septembre 1983, p. 18 sqq. Hala Sakakini, *Jérusalem and I*, Amman, non publié, 1987. Elie Kedouri,

« Religion and Politics : The Diaries of Khalil Sakakini », *St. Anthony's Papers*, n^o 4, *Middle Eastern Affairs* n^o 1, Londres, Chatto and Windus, 1958, p. 77 sqq.

52. Khalil Al Sakakini, *C'est ainsi que je suis, Messieurs !*, p. 33,44 sqq., 82. Voir également : Hala Sakakini, *Jérusalem and I*, Amman, non publié, 1990, p. 23.

53. Documents du legs Levin.

54. Khalil Al-Sakakini, *C'est ainsi que je suis, Messieurs !*, p. 156,160. Gidon Shilo. « Le journal et l'existence d'un pédagogue palestinien hiérosolymitain », in Khalil Al Sakakini, *C'est ainsi que je suis, Messieurs !*, p. 11. Voir également Yehoshouah Ben Hananiah : « Histoire de l'éducation arabe en Palestine », *Écho de l'Orient*, n^o 12,26 novembre 1943, p. 5, articles sous forme de feuillets.

55. Levin à Zehavi, 1^{er} octobre 1924, legs Levin. Le Hiérosolymitain Asaf Halévy, *Mégilat Kedem*, Dekel, 1915, p. 243.

56. Khalil Al Sakakini, *C'est ainsi que je suis, Messieurs !*, p. 97.

57. *Ibid.*, p. 50,51 sqq.

58. *Ibid.*, p. 73 sqq. « Le Hiérosolymitain Asaf Halévy », *The Jewish Daily News*, 11 mai 1919, p. 5.

59. Khalil Al Sakakini, *C'est ainsi que je suis, Messieurs !*, p. 74 sqq.

60. Elisa Gidoni, « La fin de la guerre », in Yaakov Gross, (éd), *Jérusalem 1917-1918, destruction, miracle, rédemption* ; Cyrus, 1993, p. *Journal de Ballobar*, 8 décembre 1917, avec la collaboration de sa fille. Gad Frumkin, *Le Parcours d'un juge à Jérusalem*, Dvir, 1954, p-194. « Les derniers jours de Jérusalem sous le gouvernement turc ». *Nouvelles de Terre sainte*, première année, n^o1, 4 avril 1918, p. 3.

61. Khalil Al Sakakini, *C'est ainsi que je suis, Messieurs !*, p. 76, *Journal de Ballobar*, 8 novembre 1917, avec la collaboration de sa fille.

62. Yehoudah Walach, « La campagne militaire de la Palestine pendant la Première Guerre mondiale », p. 127. Franz Von Papen, *Memoirs*, Londres, André Deutsch. 1952, p-76. Steuber, *filderin, Deutsche Streiter auf heiligem Boden*, Berlin, Gerhard Stalling, 1925, p. 120. Mordekhaï Eliev, « Implication des délégués allemands et autrichiens dans les événements de 1917 en Palestine », *Katédra*, n^o 48, juin 1988, p. 90 sqq.

63. *Journal de Ballobar*, 8 décembre 1917. Zvi Shiloni, « Changements dans la direction juive à Jérusalem au moment de la Première Guerre mondiale ». *Katédra*. 35, avril 1985, p. 87.

64. « Les derniers jours de Jérusalem sous le gouvernement turc », *Nouvelles de Terre sainte*, première année, n°1, 4 avril 1918, p-3.

2. Alliance avec le judaïsme

1. Herbert Samuel. *Memoirs*, Londres. The Crescent Press. 1945, p. 3 *sqq.*

2. Mayir Verete, « Kitchener, Gray and the Question of Palestine in 1915-1916, a Note ». *Middle Eastern Studies*, t. IX, mai 1973, n° 2, p. 226.

3. Yehoudah Reinharz, *Chaim Weizmann* », *L'ascension d'un chef d'État*, Ha-Sifria Ha Tsionit, 1996, p. 144.

4. Herbert Samuel lors d'une discussion sur la déclaration Balfour. 7 février 1917. Voir aussi : Weizmann A sa femme. 31 janvier 1919, in Yehoudah Reinharz (éd.). *Correspondance de Chaïm Weizmann*, t. IX, p-135- Herbert Samuel à Chaïm Weizmann. 29 novembre 1920. À E. David Ben Gourion à sa femme, 25 octobre 1938. David Ben Gourion. *Memoirs*. Am Oved. 1982, t. V, p. 360.

5. Bernard Wasserstein, *Herbert Samuel A Political Life*, Oxford. Clarendon Press. 1992, p. 210.

6. David Frumkin. *L'Espoir de la dernière chance*, Dvir, 1994, p. 161.

7. Herbert Samuel, *The Future of Palestine*, janvier 1915, AE. Chaïm Weizmann à Ahad Ha Am, 14-15 décembre 1914, in Dvora Barzilai (éd.). *Correspondance de Chaïm Weizmann*, t. VII, Mosad Bialik, 1977 p. 117 *sqq.* Bernard Wasserstein, *Herbert Samuel A Political Life*, p. 206 *sqq.* Dvora Barzilai (éd.) *Correspondance de Chaïm Weizmann*, t. MI, p. 16 *sqq.*

8. Herbert Samuel *The Future of Palestine*, mars 1915, AE. David Frumkin, *L'Espoir de la dernière chance*, p. 122 *sqq.* Elisabeth Monroe, *Britain's Moment in the Middle East 1914-1971*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1981, p. 11.

9. Regina Sharif, *Aon Jewish Zionism*, Londres, Zed Books, 1983, p. 79.

10. David Lloyd George. *Memoirs of the Peace Conference*, New Haven. Yale University Press, 1939, t. II, p. 720. David Ben Gourion. *Mémoires*, t. III, p. 261. Regina Sharif, *Non-jewish Zionism*, p. 79.

11. Barbara Tochman, *La Bible et l'épée*. Zmora Beïtan, 1987, p. 153,197. Baroukh Mévorakh (éd.), *L'Amour d'Israël et le retour à Sion chez les Britanniques à l'époque moderne*, Ha-Universita Ha Ivrit, 1987. Bernard Wasserstein. *Herbert Samuel. 4 Political Life*, p. 211.

12. Lloyd George, *Memoirs of the Peace conference*, p. 720. Mayir Verete, « Kitchener, Gray and the Question of Palestine in 1915-1916 », *Middle Eastern Studies*, p. 223.

13. *Ibid.*

14. Bernard Wasserstein, *Herbert Samuel A Political Life*, p. 136.

15. *Ibid.*, p. 8,211.

16. David Lloyd George, *Memoirs of the Peace Conférence*, p. 720 sqq.

17. Mayir Verete. « The Balfour Déclaration and its Makers », janvier 1970, n° 1, p. 69. Voir également : Mavir Verete, « Sur la déclaration Balfour et ses inspireurs », *La Nation*, 1^{re} année, novembre 1967, p. 306. David Frumkin, *L'Espoir de la dernière chance*, p. 38. Yehoudah Reinharz, *Chaïm Weizmann, L'ascension d'un chef d'État*, p. 103.

18. David Frumkin, *L'Espoir de la dernière chance*, p. 208.

19. Yehoudah Reinharz, *Chaïm Weizmann, en route vers le pouvoir suprême*, Ha Sifria Ha Tsionit, 1987, p. 240.

20. Ronald Storrs, *Orientations*, p. 432.

21. David Frumkin, *L'Espoir de la dernière chance*, p. 231.

22. Chaïm Weizmann, *Dans l'adversité*, Schocken, 1962, p. 115.

23. Regina Sharif, *Non-jewish Zionism*, Londres, Zed Press, 1983, p. 76. *Stenographisches Protokol der Verhandhigen des VII Zionisten-kongress*, Berlin, Judischer Verlag, 1905, p. 85.

24. Chaïm Weizmann, *Dans l'adversité*, p. 115. Chaïm Weizmann, *Trial and Error*, Londres, Hainish Hamilton, 1949, p. 143. L.S. Amery, *My Political Life*, Londres, Hutchinson, 1953, p. 114.

25. Chaïm Weizmann à Ahad Ha Am, 14-15 décembre 1914, in Dvora Barzilaï (éd.), *Correspondance de Chaïm Weizmann*, t. III, p. 117 sqq. Yehoudah Reinharz, *Chaïm Weizmann, L'ascension d'un chef d'État*, p. 145.

26. Chaïm Weizmann à Aaron Aaronson, 3 décembre 1917, in Dvora Barzilai (éd.), *Correspondance de Chaïm Weizmann*, t. VIII, p. 48.

27. Chaïm Weizmann à Brandeis, 21 décembre 1917, Weizmann à Rozov, 21 décembre 1917, Weizmann à sir Roland Graham, 23 décembre 1917, in Dvora Barzilai (éd.), *Correspondance de Chaïm Weizmann*, t. VIII, p. 63 sqq. Balfour avec Brandeis, 24 juin, sans mention d'année, ACS.

28. Howard Sacher, *A Jewish Palestine*, Londres, The Zionist Organisation, 1919, p. 16. Yehoudah Reinhartz, *Chaïm Weizmann, L'ascension d'un chef d'État*, p. 151. David Frumkin, *L'espoir de la dernière chance*, p. 37,79,208,265 sqq.

29. Yehoudah Reinhartz, *Chaïm Weizmann, L'ascension d'un chef d'État*, p. 185.

30. Ker à Derby, 22 août 1917. PRO. Shmuel Katz, *Jabo*, Dvir, 1993, p. 200. Yigal Ilam. *Les Brigades juives pendant la Première Guerre mondiale*, Maarakhot, 1984.

31. Lawrence James, *The Rise and Fall of the British Empire*, New York, St Martin's Press, 1994, p. 353 sqq.

32. David Lloyd George, *War Memoirs*, p. 586. Chaïm Weizmann, *Trial and Error*, p. 191

33. Yehoudah Reinhartz, *Chaïm Weizmann, L'ascension d'un chef d'État*, p. 52 sqq., 165.

34. George Antonius à Jeffrees, 17 novembre 1936, AE.

35. H. L. Debs, 21 juin 1922, cinquième série, t. 50, n° 47, col. 1118. E.L. Woodward (éd.), *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, Londres, Her Majesty's Stationery Office, 1952, cinquième série, t. III, p-345.

36. *The Interests of the Commonwealth in the Middle East*. Three papers by a study group of the Cairo group at Chatham house, 1945, ACS.

37. Correspondance de rameur, documents Antonius, p. 382 dossier 2731. Voir également : Yeshayaou Friedman, *La Question de la Palestine 1914-1918*, Magnes, 1987, p. 83 sqq. George Antonius, *The Arab Awakening*. David Frumkin, *L'Espoir de la dernière chance*, p. 146 sqq.

38. Yehoudah Reinhartz, *Chaïm Weizmann, L'ascension d'un chef d'État*, p. 231.

39. *The Interests of the Commonwealth in the Middle East*, Three papers by a study group of the Cairo Group at Chatham House, 1945, ACS. Lloyd

George, *Memoirs of the Peace Conference*, p. 724 sqq. Edward Keith-Roach, *Pasha of Jerusalem*, p. 67.

40. Theodor Herzl, *Journal*, Newman, 1930, t. I, p. 12.

41. Ronald Sanders, *The High Walls of Jerusalem*, New York, Holt Rinehart and Wilson, 1983, p. 564 sqq. Yehoudah Reinharz, *Chaïm Weizmann, L'ascension d'un chef d'État*, p. 210.

42. *Ibid.*, p. 185. Dvora Barzilaï, (éd.), *Correspondance de Chaïm Weizmann*, t. III, p. 11.

43. Yehoshouah Friedman, « La question de la Palestine pendant la Première Guerre mondiale », in Moshe Lisk et Gabriel Cohen (éd.). *Histoire du Yishouv depuis la première Aliyah, époque ottomane* ; Ha Academia Ha Leoumit Le Madaïm, Mosad Bialik, l'1, 1993, p. 16 sqq.

44. Herbert Samuel on Zionism. 15 octobre 1917. PRO CAB. Aéhoudah Reinharz. Chaïm Weizmann, *L'Ascension d'un chef d'état*, p. 213.

45. The Royal Institute of International Affairs, *Great Britain and Palestine 1913-1936*, New York. Oxford University Press, 1937, p. 15.

46. Correspondance de l'auteur. Archives Samuel. LS-Amery. *My Political Life*, Londres, Hutchinson, 1953, t. II, p. 117.

47. Yehoudah Reinharz, *Chaïm Weizmann, L'ascension d'un chef d'État*, p. 216.

48. Arthur Koestler. *Promesse et réalisation*, Ahiasaf, 1950, p. 18 sqq. Arthur Koestler. *Promise and Fulfilment*, Londres, Mac Millan, 1949, p. 7.

49. Ronald Sanders, *The High Walls of Jérusalem*, New York. Holt Rinehart and Winston. 1983, p. 615.

50. Chaïm Weizmann à Arthur Balfour. 19 novembre 1917, in Dvora Barzilaï, *Correspondance de Chaïm Weizmann*, t. MII, p. 41.

51. Nahum Gutman, *Une petite ville de peu d'habitants*, Am Oved et Dvir. 1959, p. 258. Voir également : Ziona Rabau, *Tel-Aviv sur les dunes*, Masada, 1973, p. 76 sqq. Eliahou Eljashar, *Vivre avec des Juifs*, Marcus, 1980, p. 101 sqq. Moshe Smilansky, *Mémoires*, t. X, p. 229. Mordekhaï Ben Hillel Ha Cohen. *La Guerre des peuples*, t. II, p. 796.

52. *Journal de Ballobar*, 9 décembre 1917, avec l'aimable collaboration de sa fille.

53. Ronald Storrs, *Orientations*, p. 288. Bertha Spafford Vester, *Our Jerusalem, An American Family in the Holy City*. Beyrouth, non publié, p. 273. Yaakov Gross (éd.). *Jérusalem 1917-1918, Ruine, miracle et rédemption*, Cyrns, 1992, p. 148 *sqq.* Dov Cavish, « Histoire de la « Colonie américaine » et de ses photographes », in Élie Shilo, (éd.), *Sefer Zeev Vilnai*, Ariel, 1984, p. 127 *sqq.*

54. Gizla Levin au Comte de Ballobar. 14 décembre 1917, Legs Levin, avec l'aimable collaboration de la famille Mimin.

55. Khalil Al Sakakini, *C'est ainsi que Je suis. Messieurs !*, p. 76. Voir également : Feigin à Rupin, 11 janvier 1918.

56. *Journal de Ballobar*, 9 décembre 1917. Helena Kagan, *Mes premiers pas à Jérusalem*, 1983, p. C.H. Dudley Ward. *History of the 53rd (Welsh) Division*, Cardiff, Western Mail, 1927, 158.

57. Gad Frumkin, *Le Parcours d'un juge à Jérusalem*, Dvir, 1954, p. 195.

58. *Journal de Ballobar*, 9 décembre 1917.

59. Yaakov Gross (éd.), *Jérusalem 1917-1918, Ruine, miracle et rédemption*, p. 180.

60. Ron Folks : « Histoire de l'édification des cimetières britanniques en Palestine », *Katédra*, 79, mars 1996, p. 114 *sqq.* Wavell, *Allenby, Soldier and Statesman*, Londres, George G. Harrap, 1945, p. 233. Brian Garden, *Allenby*, Londres, Cassel, 1965, p. 161.

61. Dov Gvish, « Histoire de la Colonie américaine et de ses photographes », in Elie Shilo, (éd.), *Sefer Zeev Vilnai*, Ariel, 1984, p. 139.

62. Vivian Gilbert, *The Romance of the Last Crusade*, New York, D. Appelton, 1926, p. 171. Voir également : David Lloyd George, *Memoirs of the Peace Conference*, t. II, p. 720.

63. James Pollock à son père, 16 décembre 1917, PRONI. James Pollock à ses parents, 12 avril 1918, PRONI. Voir également : Ilana Bet El, « A Soldier's Pilgrimage : Jérusalem 1918 », *Mediterranean Historical Review*, t. VIII, décembre 1933, n° 2, p. 218 *sqq.*

64. Brian Gardner, *Allenby*, Londres, Cassel, 1965, p. 145, 161 *sqq.*

3. Self-service

1. Yosef Eliahou Shelouche, *Histoire de ma vie 1870-1930*, Publication à compte d'auteur, 1931, p. 365.

2. Rahale Mékoubar, *Pouvoir et administration en Palestine 1917-1925*, Yad Ben Zvi, 1988, p. 73 *sqq.* Voir également : Gidon Biger, « L'organisation administrative à l'époque du pouvoir militaire 1917-1920 », in Mordekhai Eliev (éd.), *Siège et détresse, la Palestine pendant la Première Guerre mondiale*, Yad Ben Zvi, 1991, p. 17 *sqq.*

3. Ronald Storrs, *Orientations*, p. 303. *Journal de Ballobar*, 8 avril et 8 juillet 1918.

4. *Mémoire sur l'Administration Provisionnelle de Palestine*, 22 novembre 1917.

5. Gidon Biger, *Colonie royale ou foyer national*, Yad Ben Zvi, 1983, p. 5. Ronald Storrs, *Orientations*, p. 297 *sqq.* Edwin Samuel à son père, 5 mai 1918, AE.

6. Report on the Zionist Commission to Palestine, non daté, p. 6,15,43, ACS. Chaïm Weizmann à sa femme, 18 avril 1918, in Dvora Barzilai, (éd.), *Correspondance de Chaïm Weizmann*, t. VIII, p. 170.

7. Ronald Storrs, *Orientations*, p. 287,329,296. Roland Storrs à Herbert Samuel, 6 juillet 1920, AE.

8. Yaakov Gross (éd.), *Jérusalem 1917-1918 Ruine, Miracle et Rédemption*, Cyrus, 1993, p. 289 *sqq.* Voir également : Anita Shapira, *Berl*, Am Oved, 1980,t.1, p. 112 *sqq.*

9. Mordekhai Ben Hillel Ha Cohen, *La Guerre des peuples*, t. II, p. 962.

10. Mémoire non daté, Storrs Papers. PCL. Ronald Storrs, *Orientations*, p. 451. Mesures de régularisation de la prostitution, *Ha'Aretz*, 1^{er} novembre 1918, p. 2. Herbert Samuel à Maugres, 1^{er} mai 1915, AE.

11. Ronald Storrs, *Orientations*, p. 329.

12. David Kroïner, *Architecture à Jérusalem...*, p. 28 *sqq.*

13. Ronald Storrs, *Orientations*, p. 456. C.R. Ashbee, *A Palestine Notebook*, New York, Doubleday, 1923, p. 156 *sqq.* Voir également : C.R. Ashbee (éd.), *Jérusalem 1918-1920*, Londres, John Murray, 1921. Harry Luke, *Ciliés and Men*, Londres, Geoffret Blés, 1953, t. II, p. 216.

14. Ronald Storrs, *Orientations*, p. 336.

15. Douglas V. Duff, *Bailing with a Teaspoon*, Londres, John Long, 1963, p. 18 *sqq.*, 35.

16. Ronald Storrs, *Orientations*, p. 375.

17. Edward Keith-Roach, *Pasha of Jérusalem*, p. 1 *sqq.* ; 47.

18. Pollock à sa mère, 23 janvier 1919, PRONI. Pollock à son père, 5 janvier 1920, PRONI.

19. Horace Samuel, *Unholy Memories of the Holy Land*, Londres, The Hogarth Press, 1930, p. 38.

20. Avitar Prozel, *La Politique sioniste après la déclaration Balfour 1917-1922*, Université de Tel-Aviv, 1977, p-36 *sqq.* » 419. Chaïm Weizmann, *Dans l'adversité*, p. 214. Chaïm Weizmann, *Trial and Error*, Londres, Hamish Hamilton, 1949, p. 269. Chaïm Weizmann, 8 juillet 1920.

21. Yehoudah Reinharz, *Chaïm Weizmann*, p. 166 *sqq.* Yehoudah Reinharz, *Chaïm Weizmann : The Making of a Zionist Leader*, Londres et New York, Oxford University Press, 1985, p. 151. Shmuel Katz, *Jabo*, Dvir, 1993,1.1, p. 148.

22. J.B. Hobman (éd.), *David Eder, memories of a Modern Pioneer*, Londres, Victor Gollancz. 1945, p. 9,21,81,119 *sqq.* Voir également : *Des camarades parlent d'Eder*, 19 novembre 1936, ACS. James T. Boulton et Andrew Robertson (eds.), *The Letters of D.H. Lawrence*, Cambridge University Press, 1984, t. III, p. 353. John Carswell, *The Exile A Life of Ivy Litvinov*, Londres, Faber and Faber. 1983, p. 37 *sqq.*

23. Weizmann à Yaakov De Haez, 12-17 janvier 1918, in Dvora Barzilaï (éd.). *Correspondance de Chaïm Weizmann*, t. VIII, p. 99.

Hagit Levski, *Les Fondements budgétaires de l'entreprise sioniste : le comté des délégués 1918-1921*, Yad Ben Zvi, 1981, p. 54.

24. Weizmann à sa femme, 10 mars 1918, in Dvora Barzilaï (éd.), *Correspondance de Chaïm Weizmann*, t. VIII, p. 135.

25. Protocole de la première réunion du comité des délégués, 11 mars 1918, protocole de la deuxième réunion du comité des délégués, 14 mars 1918, ACS.

26. Weizmann à sa femme, 9 août 1918, in Dvora Barzilaï (éd.). *Correspondance de Chaïm Weizmann*, t. VIII, p. 287. Mordekhaï Ben Hillel Ha Cohen, *La Guerre des peuples*, t. II, p. 903.

27. Protocole de la réunion du comité des délégués, 2 juin 1918. Voir également : Hagit Levski, – Le comité des délégués à Jérusalem », Hagit Levski (éd.), *Jérusalem dans la conscience et l'action sioniste*. Centre Zalman Shazar, 1989, p. 173. *Report on the Zionist Commission to Palestine*, non daté, p. 40, ACS.

28. Centre des associations sionistes de Jérusalem pour le comité des délégués (non daté), ACS. Le bureau palestinien du comité des délégués, 24 janvier 1919. Voir également : Le protocole de la première réunion du comité des délégués, 11 mars 1918, ACS. Protocole, 5 février 1919. ACS.

29. Helen Bentwich, *If I Forget Thee*, Londres, Elek, 1973, p. 157-

Idar Sokolov, 18 février 1919, L4/966.

30. Impressions on the Jérusalem Situation, 1^{er} avril 1919, Hagit Levski, – Le comité des délégués à Jérusalem », in Hagit Levski (éd.), *Jérusalem dans la conscience et l'action sioniste*, p. 167 sqq. YL.. « L'opinion publique et les instances dirigeantes », *Ha'Aretz* 6 août 1919, p. 1. Voir également : – le comité des délégués ou comité exécutif”, *Ha'Aretz*, 6 août 1919, p-1. Y.L., « Subvention », *Ha'Aretz*, 28 août 1919, p. 1. Edwin Samuel à son père, 16 février 1918, AE. Weizmann à sa femme. 1^{er} juillet 1918, in Dvora Barzilai (éd.), *Correspondance de Chaïm Weizmann*, II Mil, p. 252. Mordekhaï Ben Hillel Ha Cohen, *La Guerre des peuples*, t. II, p. 927.

31. Protocole de la réunion du comité des délégués. 2 juin 1918, ACS. Weizmann à sa femme, 18 avril 1918, in Dvora Barzilai (éd.), *Correspondance de Chaïm Weizmann*, t. VIII, p. 170. Weizmann au comité des délégués. 23 septembre 1918, ACS. Voir également : Weizmann lors du comité des délégués, 16 mai 1918. Weizmann à Sokolov, 22 mai 1918, in Dvora Barzilai (éd.), *Correspondance de Chaïm Weizmann*, t. VIII, p. 228. Déclaration à la presse, 13 mai 1918, ACS. Voir également : Ussishkin à Itshak Ashkénaz », Francfort. 10 mai 1920. Mordekhaï Ben Hillel Ha Cohen. *La Guerre des peuples*, t. II, p. 938.

32. Weizmann à Brandeis, 25 avril 1918, in Dvora Barzilai (éd.), *Correspondance de Chaïm Weizmann*, t. VIII, p 197, Weizmann à Balfour. 30 mai 1918, Weizmann à sa femme, 1^{er} juillet 1918, 1^{er} août 1918. 9 août 1918, in Dvora Barzilai (éd.), *Correspondance de Chaïm Weizmann*, i. Mil, p. 233.252.279.287. Weizmann à Mottey. 20 janvier 1919, in Yehoudah Reinharz (éd.), *Correspondance de Chaïm Weizmann*, t. IX, p. 131.

33. Friedman *Société et religion*, Yad Ben Zvi, 1977, p. 33. Mordekhaï Ben Hillel Ha Cohen, *Ln Guerre des peuples*, t. II, p. 927.

34. Weizmann à sa femme, 9 août 1918, in Dvora Barzilai (éd.), *Correspondance de Chaïm Weizmann*, t. MII, p. 287. Ruth Vliterchtein au gouverneur militaire. 12 février 1919, AC S. Voir également : Eder et le général Watson, 14 août 1919, ACS. Le comité des délégués avec l'officier général de l'administration, 25 août 1919. ACS Eder au gouverneur de Jaffe, 31 octobre 1918, ACS.

35. Weizmann à sa femme. 18 avril 1918, in Dvora Barzilai (éd.), *Correspondance de Chaïm Weizmann*, t. Mil, p. 170.

36. Mordekhai Ben Hillel Ha Cohen, *La Guerre des peuples*, t. II, p. 916,941. Voir également : Shoshana Ha-Levi, *Les affaires qui ont jalonné l'histoire du Yishouv*, sans mention d'éditeur, 1989, p. 193 *sqq.* Protocole de la seconde réunion du comité des délégués, 14 mars 1918, Protocole de la treizième réunion du comité des délégués, 29 avril 1918, protocole de la dix-neuvième réunion du comité des délégués, 1^{er} septembre 1918, ACS. Ronald Storrs, *Orientations*, p. 360. Baz Kadar, « Cérémonie de l'inauguration de l'université hébraïque », Shaul Katz et Michal Ed (éd.), *Histoire de l'université hébraïque de Jérusalem*, Magnes, 1997, p. 93. Bernard Wasserstein, *The British in Palestine*, Oxford, Basil Blackwell, 1991, p. 227. Weizmann à Ormsby-Gore, 1^{er} mai 1918, in Dvora Barzilai (éd.), *Correspondance de Chaïm Weizmann*, t. Mil, p. 211. Weizmann à Balfour, 30 mai 1918, Balfour à Weizmann, 26 juillet 1918, ACS. *Report on the Zionist Commission to Palestine*, non daté, p. 11. Mordekhai Ben Hillel Ha Cohen, *La Guerre des peuples*, t. II, p. 941. Edward Keith-Roach, *Pasha of Jerusalem*, p. 70

37. Mordechai Ben Hillel Ha-Cohen, *La Guerre des peuples*, t. II, p. 918.

38. Yehoudah Reinharz, *Chaïm Weizmann, l'ascension d'un chef d'État*, Ha Sifria Ha Tsionit, 1996, p. 33. Yehoudah Reinharz, *Chaïm Weizmann, The Making of a Statesman*, New York, Oxford University Press, 1993, p. 22. Weizmann à sa femme, 13 mars, 16 mars, 23 mars 1913. Gdalia Yougav, Shiffrah Kolet, Avitar Prizel, (éd.), *Écrits de Chaïm Weizmann*, t. VI, p. 45,52,40. *Jour de fête, Détails de l'inauguration de (université hébraïque)*. Ha Universita Ha Ivrit, Archives centrales. Yaakov Gross (éd.), *Jérusalem 1917-1918 Ruine, miracle, rédemption*, Cyrus, 1993, p. 338 *sqq.* Mordekhai Ben Hillel Ha Cohen, *La Guerre des peuples*, t. II, p. 951,

39. Shoshana Halévy, *Les affaires qui ont jalonné l'histoire du Yishouv*, sans mention d'éditeur, 1989, p. 129 *sqq.* Yossi Katz, « Tournant dans les relations d'Ussishkin et des *Amants de Sion* quant au développement de Jérusalem et de l'établissement de l'université hébraïque avant la Première

Guerre mondiale », in Hagit Levski, (éd.), *Jérusalem dans la conscience et l'action sioniste*, p. 107 sqq. Weizmann lors du comité des délégués, 13 avril 1918, L3/285. Chaïm Weizmann, *Dans l'adversité*, p. 235. Chaïm Weizmann, *Trial and Error*, Londres, Hamish Hamilton, 1949, p. 195. Voir également : Yehoudah Reinharz, *Chaïm Weizmann, L'ascension d'un chef d'État*, p. 265 sqq. *Report on the Zionist Commission to Palestine*, non daté, p. 52 sqq. Yaakov Verman, « De la propriété de Gray-Hill à la concession du « terrain de l'université sur le mont Scopus », in Shaül Katz et Michal Hed (éd.), *Histoire de l'université hébraïque de Jérusalem*, Magnes, 1997, p. 163 sqq,

40. Mordekhai Ben Hillel Ha Cohen, *La Guerre des peuples*, t. II, p. 940,952 sqq. Voir également : *Jour de fête, détails sur les festivités de l'inauguration du bâtiment de l'université hébraïque*. Yaakov Gross, (éd.), *Jérusalem 1917-1918, Ruine, miracle et rédemption*, p. 338 sqq. *Journal de Ballobar*, 29 juillet 1918, avec l'aimable collaboration de sa fille. Chaïm Weizmann, *Dans l'adversité*, p. 235. Chaïm Weizmann, *Trial and Error*, p. 295.

41. Mordekhai Ben Hillel Ha Cohen, *La Guerre des peuples*, t. II ; p. 804,846,864.

42. Weizmann à Béla Berlin, 20 juin 1920, in Yehoudah Reinharz, (éd.), *Correspondance de Chaïm Weizmann*, p. 376. Mordekhai Ben Hillel Ha Cohen, *La Guerre des peuples*, t. II, p. 863.

43. Yigal Ilam, *Les Brigades juives pendant la Première Guerre mondiale*, Maarakhhot, 1984, p. 174,245 sqq. *Report on the Zionist Commission to Palestine*, non daté, p. 38. ACS Voir également : J.H. Patterson, *With the Judeans in the Palestine Campaign*, Londres, Hutchinson, 1922.

44. *A Brief record of the Advance of the Egyptian Expeditionary Force under the Command of General Sir Edmund H.H. Allenby*, Londres, His Majesty's Stationery Office, 1919, p. 101. Ron Foks, « Histoire de l'édification des cimetières britanniques de Palestine », *Katedra*, 79, mars 1996, p. 114 sqq.

45. *Journal de Ballobar*, 5 octobre 1918,

46 Khalil Al Sakakini, *C'est ainsi que je suis, Messieurs !*, p. 70,89.

47 Levin à Kurt Simann, 28 février 1918, et à un ami non identifié, sans mention de date. Legs Levin. Khalil Al Sakakini, *C'est ainsi que je suis, Messieurs !*, p. SI. *Journal de Sakakini*, 30 décembre 1917.

48. Hanoch Bartov, *Je ne suis pas un Sabra de légende*, Am Oved. 1995, p. 88 sqq. Yehoshouah Porat, *La Lance et la plume à la main, La vie de Yonathan ftatosh*, Cahiers de littérature, Zmora, 1989. Yaakov Shavit, *De l'Hébreu au Cananéen*, Domino, 1984. *Poème sans titre*, Legs Levin. Voir également : Asaf Halévy, *Le Hiérosolymitain, Méplat Kedem*, Dekel, 1915, p. 287, sqq., 183. Rahel, « Mégilat Kedem », *HaShiloach*, t. XXX-VII, n° 217,222, Nisan-Eloul, p. 595. Autres critiques dont celles de R. Binyamin, Ezra Ha Menahem, Moshe Smilansky, AA. Kabak, Dov Kimhi, Y. Rabinovitch, D. Shimonovitch, etc. Legs Levin. Voir également : « L'âme d'Asaf Halévy le Hiérosolymitain (Alter Levin) », *Ha'Aretz*, 28 septembre 1934, p. 9.

49. *Journal de Levin*, non daté, Legs Levin. Khalil Al Sakakini, *C'est ainsi que je suis. Messieurs !*, p. 86.

50. Theodor Herzl, *L'État juif*, Yédioth Aharonot, 1978, p. 23.

51. Notes de New York, Legs Levin.

52. Khalil Al Sakakini, *C'est ainsi que je suis, Messieurs !*, p. 27,72,81,89.162. Voir également : Khalil Al Sakakini à son fils, 12 décembre 1932,7 janvier 1933, et 12janvier 1933.

53. George Antonius, *The Arab Awakening*, Londres, Hamish Hamilton, 1938, p. 13 sqq.

54. Khalil Al Sakakini, *C'est ainsi que je suis, Messieurs !*, 84. Levin à Kurt Silmann, 18 février 1918, Legs Levin.

55. Levin à sa femme, 15 août 1918, Levin à un ami non identifié, sans mention de date. Levin à Kurt Silmann, 28 février 1918, Levin à Chaïm Kloriski, sans mention de date. Levin à Ruppin, 8 mai 1918, Le secrétaire du Joint à Samuel Harkabi, 18 janvier 1918. Legs Levin. Voir également le mémorandum sur la situation des réfugiés de Damas, 17janvier 1919, ACS.

56. Journal de Sakakini, 13 février, 17 mars 1918, Cité à partir de l'original. Voir également : Geoffrey Furlonge, *Palestine is my Country, The Story of Musa Alami*, New York. Praeger, 1969, p. 46. Le consul d'Espagne à Jérusalem, ACS, L3/33/37. Voir également le mémorandum sur la situation des réfugiés à Damas, 17 janvier 1919, ACS.

57. Khalil Al Sakakini, *C'est ainsi que je suis. Messieurs !*, p. 106,220.

58. *Ha'Aretz*, 28 décembre 1919, p. 1 (encart publicitaire).

59. *Journal de Ballobar*, 6 août 1918. Edward Keith-Roach, *Pasha of Jérusalem*, p. 59.

60. Helen Bentwich, *If I Forget Thee*, Londres, Elek, 1973, p. 159,164. Voir également : Béatrice L. Magnes, *Episodes*, Berkley. Juda L. Magnes Memorial Muséum, 1977, p. 94.

61. Margaret Pollock à sa mère, 6 octobre 1919,19 avril, 7 mai, 4 septembre 1920, PRONI.

62. Margaret Pollock à sa mère, 24 septembre 1919, PRONI.

63. Pollock à son père, 17 avril 1921, PRONI.

64. Ronald Storrs, *Orientations*, p. 460.

65. Pollock à ses parents, 1^{er} mars, Pollock à sa mère, 8 juin 1919, PRONI. Margaret Pollock à sa mère, 6 octobre 1919, PRONI.

4. Sensibilités opposées

1. Chaïm Weizmann. *Dans l'adversité*, p. 219.

2. Weizmann à sa femme, 6 avril, 19 et 20 mai 1918, in Dvora Barzilaï (éd.), *Correspondance de Chaïm Weizmann*, t. VIII, p, 156,222,225. Chaïm Weizmann, *Dans l'adversité*, p. 230. Voir également : *Ibid.*, p. 256. Weizmann à sa femme, 6 avril 1918, in Dvora Barzilaï (éd.). *Correspondance de Chaïm Weizmann*, t. VIII, p. 156.

3. *Nouvelles de Terre Sainte*, 6 décembre 1918, p. 7. Weizmann à sa femme, 26 mai 1919, in Dvora Barzilaï *Correspondance de Chaïm Weizmann*, t. VIII, p. 231. *Report on the Zionist Commission to Palestine*, non daté, p. 35. ACS Eder à Sokolov, 27 novembre 1918. Z4/538. Voir également : Allenby à Rishon Le Zion, *Nouvelles de Palestine*, 11 avril 1918, p. 7.

4. Allenby à Rozov, 1 (5 juin 1919. L3/427. Weizmann à Samuel, 22-23 novembre 1919, in Yehoudah Reinhartz, (éd.). *Correspondance de Chaïm Weizmann*, t. IX, p. 268. PRO. Rapport Clayton, 31 décembre

1918. Des officiers à leurs supérieurs, 12 et 16 août 1919. AGS.

5. *Journal de Ballobar*. ; 8 et 29 juillet 1918. *Report on the Zionist Commission to Palestine*, non daté, p. 51. ACS. Norman Bentwich, « The Legal System of Palestine under the Mandate », *Middle East Journal*, janvier

1948, p. 33 *sqq.* Gad Frumkin. *Le Parcours d'un juge à Jérusalem*, p. 210 *sqq.*

6. Mordekhaï Ben Hillel Ha Cohen. *La Guerre des peuples*, t. II, p. 763. W. R. Stirling, *Safety Last*, p. 112,228. Ronald Storrs, *Orientations*, p. 354,358,382.

7. La brigade juive à l'Agence juive, 14 juin 1931, ACS. W.F. Stirling, *Safety Last*, Londres, p. 115 *sqq.* lieutenant colonel A CH. Parker à Yaakov Thon, 29 décembre 1917.

8. Eder à Money, 22 juin 1918, ACS. *Report on the Zionist Commission to Palestine*, non daté, p. 50, ACS. Ussishkin au comité des délégués, 4 décembre 1919, ACS.

9. Weizmann à sir Louis Mallet, 18 juin 1919. Frizland à l'Organisation sioniste, 7 mars 1921, ACS. *Report on the Zionist Commission to Palestine*, non daté, p. 36 *sqq.* ACS.

10. *Ibid.*, p. 27. Eder, Bianikini et Jabotinsky en compagnie de Deedes, 18 novembre 1918. Eder à Sokolov, 18 février 1919.

11. W. F. Stirling, *Safety Last*, p. 118. *Journal de Kisch*, 25 mars 1925. F.H. Kisch, *Palestine Diary*, Londres, Victor Gollancz. 1938, p. 44. Bernard Wasserstein, *Wyndham Deedes in Palestine*, Londres, The Anglo-Israel Association, 1973, p. 5.

12. Norman et Helen Bentwich, *Mandate Memoirs 1918-1948*, Londres, The Hogarth Press, 1965, p. 41,50. Helena Kagan, *Mes premiers pas à Jérusalem*, p. 75.

13. Edwin Samuel à son père, 25 décembre 1917, AE. Edwin Samuel à son père, non daté, AE.

14. Clayton à Ormsby-Gore, 20 avril 1918. Clayton à Rozov, 16 juin 1919, L4/947. Mordekhaï Ben Hillel Ha Cohen, *La Guerre des peuples*, t. II, p. 918. Chaïm Weizmann, *Dans l'adversité*, p. 220. Voir également : Bernard Wasserstein, *The British in Palestine*, p. 49. Weizmann à sa femme, 24 mars 1918, in Dvoni Barzilai, (éd.), *Correspondance de Chaïm Weizmann*, t. MIL p. 146. Protocole du comité des délégués, 30 octobre 1918, ACS. Weizmann à Clayton, 5 et 25 novembre 1918, in Yehoudah Reinharz (éd.), *Correspondance de Chaïm Weizmann*, l'IX, p. 44,72. Protocole du comité des délégués, 5 décembre 1918, ACS. Weizmann à Clayton, 7 juillet 1919, ACS. Jabotinsky à Weizmann, 12 novembre 1920, ACS. *Journal de Kisch*,

12 septembre 1929, ACS. Arthur Ruppin, *Fragments de mon existence et l'émergence du peuple en Palestine 1920-1942*, Am Oved, 1968, p. 176.

15. Ronald Storrs, *Orientations*, p. 354 Voir également : Storrs et Thon, 11 janvier 1918, ACS.

16. Ronald Storrs, *Orientations*, p. 441 *sqq.*

17. Rapport Storrs, 4 novembre 1911, AE.

18. Ronald Storrs, *Orientations*, p. 352.

19. Rapport Congreve, non daté, IWM. Weizmann au comité des délégués, 21 octobre 1919, ACS. Congreve au ministère de la Guerre, 21 et 28 avril 1920. AE, secrétariat du gouvernement,

20. Congreve à Wilson, 18 mai 1920, IWM.

21. *Notes on Palestine and Syria*, IWM.

22. Protocole du comité des délégués, 13 avril 1918, ACS *Report on the Présent Political and Economic Attitude of the British Administration in Palestine*, 30 avril 1919, ACS. *Report on the Zionist Commission to Palestine*, non daté, p. 10, ACS. Chaïm Weizmann, *Dans l'adversité*, p. 217. Bernard Wasserstein, *The British in Palestine*, p. 67.

23. *Ibid.*, p. 19 *sqq.* Voir également : Money à Ormsby-Gore, 16 juin 1918, L3/285. Mordekhaï Ben Hillel Ha Cohen, *La Guerre des peuples*, t. II, p-912. Weizmann à Money, 26 janvier 1919, in Yehoudah Reinharz, (éd.), *Correspondance de Chaïm Weizmann*, t. IX, p. 131. Rapport Money, 1919, AE.

24. Congreve à Wilson, non daté, IWM.

25. Horace B. Samuel, *Unholy Memories of the Holy Land*, p. 60. Douglas V. Duff, *Bailing with a Teaspoon*, p. 36,46.

26. *Report on the Zionist Commission to Palestine*, non daté, p. 3,27, ACS.

27. *Ibid.*, p. 18.24 Réunion des délégués, 5 décembre 191K. ACS. Weizmann à sir Louis Mallet, 18 janvier 1919. Mallet à Weizmann, 7 juillet 1919, secrétariat d'État du gouvernement.

28. Weizmann à Ormsby-Gore, 7 avril 1918, ACS. Weizmann au comité des délégués. 13 avril 1918 ACS. Weizmann à Ormsby-Gore, 16 et 19 avril 1918, in Dvora Barzilai (éd.), *Correspondance de Chaïm Weizmann*, t. VIII, p. 166 *sqq.* Weizmann au cabinet sioniste de Londres, 7 novembre 1919, in

Yehoudah Reinharz (éd.), *Correspondance de Chaïm Weizmann*, l. IX, p. 251
sqq

29. *Report on the Zionist Commission to Palestine*, non daté, p. 10,56, ACS.

30. Le comité des délégués à L'organisation sioniste, 11 août 1920, ACS.

31. *Notes on Palestine and Syria*, IWM. *Organisation of the Commision*, non daté. ACS. L'officier principal de l'administration à l'état-major, 21 avril 1920.

32. J.B. Hobman, (éd.), *David Eder, Memories of a Modem Pioneer*, p. 197. Chaïm Weizmann. 8 juillet 1920, Archives Weizmann. Edward Keith-Roach, *Pasha of Jérusalem*, p. 70,80. Pollock son père, 15 mai 1920, PRONI.

33. Pollock à son père, 21 décembre 1919, PRONI. Voir également : *Report on the Présent Political and Economic Attitude of the British Administration in Palestine*, 30 avril 1919, ACS.

34. Pollock à son père, 21 décembre 1919, PRONI.

35. Weizmann au comité des délégués, 4 décembre 1919. ACS. Weizmann au comité des délégués, 21 octobre 1919, ACS. Voir également : Kenneth W. Stein, *The Land Question in Palestine. 1917-1939*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 1984, p. 42. La commission politique du comité des délégués, 6 novembre 1919, ACS. Weizmann à Julius Simon, 22 juillet 1919, in Yehoudah Reinharz, (éd, t. *Correspondance de Chaïm Weizmann*, L' X, p. 205.

36. Richard Meinertzhagen, *Fragments d'un journal proche-oriental, 1917-1936*, Shikmona, 1973, p. 64. Weizmann à Balfour, 23 juillet 1919, in Yehoudah Reinharz, (éd.). *Correspondance de Chaïm Weizmann*, t IX, p-207. Voir également : Weizmann à Sokolov, 11 juillet 1919, in Yehoudah Reinharz. (éd.). *Correspondance de Chaïm Weizmann*, L IX, p. 193. Weizmann au comité des délégués, 21 octobre 1919, ACS. Weizmann au cabinet sioniste, 7 novembre 1919, in Yehoudah Reinharz (éd.). *Correspondance de Chaïm Weizmann*,t. IX, p. 251.

37. Congreve au ministère de la Guerre, 21 et 28 avril 1920.

38. Bols à Allenby, 21 décembre 1919, AE.

39. Rapport Bols, 21 avril 1920. Secrétariat d'État du gouvernement.

40. Lorsque David Eder fit part de ses récriminations à ce propos au général Money, celui-ci reconnut que la police de Jérusalem était la plus

corrompue du pays.

41. Money à Eder, 26 janvier 1919, ACS. *Report on the Zionist Commission to Palestine*, non daté, p. 38. ACS. Eder à Bols, 28 janvier 1920, ACS. Tom Bowden. «Policing Palestine 1920-1936 : Some Problems of Public Security under the Mandate », in George L. Mosse (éd.), *Police Forces in History*. Londres, Sage Publications, 1975, p. 115 sqq.

42. A. Elmaliach : « La lèpre maligne ». *Doar Ha Yom*, 13 novembre 1919, p. 1. Itamar Ben Avi. *Rives et guerres*. Le comité public pour la publication des écrits de Itamar Ben Avi, 1978, p. 36 sqq. Bernard Wasserstein, *The British in Palestine*, p. 58 sqq.

43. Débats du conseil de Palestine, du 18 au 22 janvier 1919, ACS, les colons de Galilée au comité des délégués, 5 janvier 1919. ACS.

44. Rapport des renseignements, 1^{er} septembre 1919, ACS. Protocole du comité des délégués, 20 septembre 1919, ACS.

45. Mordekhaï Ben Hillel Ha Cohen, *La Guerre des peuples*, t. II, p. 979.

46. Centre des associations sionistes de Jérusalem aux membres de la commission sioniste de Londres, non daté. ACS. Jabotinsky à Weizmann, 12 novembre 1918, ACS.

47. Knesset Israël, Le comité national. Sefer Ha Téoudot, sans mention d'éditeur. 1949, p. 3.

48. Liste de livres à traduire, etc, ACS. Dictionnaire de Jabotinsky, non daté. *The Palestine News*, Première année, n°44.2 janvier 1919, p. IL

49. Hamam au comité provisoire. 22 octobre 1919. ACS. Voir également : Moshe Sharett, *Journal politique*, Am Ored. 1974, t. IV p. 157. Ben Gourion lors de rassemblée du contre provisoire de jaffa. *Nouvelles de Palestine*, 21 septembre 1919, p. 2. David Ben Gourion. *Mémoires*. I, p. 198. Ussishkin court les membres du comité des délégués américains. ACS. Theodor Herzl. *L'État juif*, p. 62.

50. J. R Patterson. *With the Zionits in Gallipoli*, Londres. Hutchinson. 1916, p. 35 sqq.

51. Shmuel Katz. *Jabo*, t. I, p. 262 saq. Voir également *Nouvelles de Palestine*, 6 décembre 1918, p. 3.

52. J.B. Hobman (ed.). *David Eder Memories of a Modern Pioneer*. Londres. Victor Gollancz, 1945, p. 156. Yigal Bam. *Les Brigades juives pendant la Première Guerre mondiale*, Maarakhot, 1984, p. 290 sqq.

55 Shabta Tevei. *Le Jeune et zélé David Ben Gourion*. Schocken, 1980, t. II, p. 22 *sqq.*

54, de la huitième assemblée du comité provisoire. 22-23 octobre 1919. ACS.

55. Weizmann au Cabinet sioniste. 7 octobre 1919, in Yehoudah Reinharz. *Correspondant de Chaïm Weizmann*, t. IX, p. 251. Weizmann au Cabinet sioniste de Londres, 7 novembre 1919, in Yehoudah Reinharz (éd., *Correspondance de Chaïm Weizmann*, t. IX, p. 251 *sqq.*

5. Mohammed et M. Cohen

1. Khahl Al Sakakini, *C'est ainsi que je suis. Messieurs !*, p. 111.

2. *Ibid.*, p. 65.242.107 *sqq.*. 110.128 *sqq.*, 167,220.242,88.

3. La Légion arabe. AE, archives Amonius. George Antonius, *The Arab Awakening*, p. 230. Philip Manar, *The mufti of Jérusalem*. New York-Columbia University Press, 1988, p. 12.

A Khal Al Sakakini. *C'est ainsi que je suis, Messieurs.* ¹, p. 115.

5. Rapport de police. 19 décembre 1920. AE. Statuts de la ligue musulmane et chrétienne, ACS. boshooah Parai, *Émergence du mouvement national arabe palestinien 1918-1929*, Am Oved. 1976. t. I, Baroch Kimmerling et Joel S. Migdal, *Palestinians, The Making of a People*, New York. The Free Press, 1993.

6. Khafil Al Sakakini, *C'est ainsi que je suis, Messieurs !*, p. 115.

7. Arie L. Avueri, *La Colonisation juive face à l'expulsion (1878-1948)*, Ha Kibboutz Ha Meouhad. 1950, p. 64 *sqq.*

8. Ahad Ha Am, *De la situation en Palestine, Œuvres complètes d'Ahad Ha Am*, Dvir, 1949, p. 24.

9. Correspondance entre Herzl et Khabdi, mare 1899, ACS. Yosef Lamdan, – *Les Arabes et le sionisme 1882-1914* ». Moshe et Gabriel Cohen (éd.), *Histoire du Yishouv depuis la première Alyah, période ottomane*, t. I, p. 219. Voir également à ce sujet des rapports émanant de représentants de Grande-Bretagne à Jérusalem, au Caire et à Constantinople (avril-mai 1911), PRO.

10. Rashid Khalidi, *Paksâman Identity* New York, Columbia University Press, 1997, p. 28 *sqq.*

11. Mohammed Izzat Darwazza. *Quatre-vingt-quinze années d'existence, Souvenirs et réflexions*, (en arabe). Arab Thought Forum, Jérusalem, 1993, p. 199. Khalil Al Sakakini, *C'est ainsi que je suis, Messieurs !*, p. 47.

12. Protocole de la cinquième assemblée du comité provisoire, 9 juin 1919, p. 112 *sqq.*, ACS.

13. « Représentation à Jaffa », *Hadasht Ha'Aretz*, 6 mars 1919, p. 12.

14. The Palestine Conférence, 15 février 1919, AE.

15. Contestation arabe, 1918, AE. Contestations arabes, mare-avril 1920, AE.

16. Khalil Al Sakakini, *C'est ainsi que je suis, Messieurs !*, p. 121.

17. Itshak Epstein. « Question invisible », *Ha Siâloach*, 1907, p. 193 *sqq.*

18. Yaakov Roi, « The Zionist Attitude to the Arabs 1908-1914 », *Middle Eastern Studies*, t. IV, n^s 3, avril 1968, p. 198 *sqq.* Interview de Sokolov traduite eu allemand et réaction de la presse égyptienne, anikmai 193 A ACS.

19. *Journal de Sahara*, 15 avril 1919. Khalil Al Sakakini, *C'est ainsi que je suis, Messieurs !*, p. 49-5] *sqq.*

20. *Vos relations avec les Arabes*, sans mention de date ni d'auteur, probablement vers 1920, ACS. Yaakov Joshua, *Enfance dans l'ancienne Jérusalem*, Reouven Mas, 1966, p. 215 *sqq.* Ronald Stores *Onedatutta*, p. 381. Geoffrey Furlong, *Palestine My Country*, p. 6.

21. H. Kakansky. – Les relations entre Juifs et Arabes avant la Première Guerre mondiait.. *Shêsfatênou,-t-IL* 2,1931, p. 51. Yosef Eliahou Shekniche, *Une histoire de ma vie 1870-1930*, publication à compte d'auteur, 1931, p. 424 *sqq.* Eliahou Eljashar, *Vivre avec les Palestiniens*, Yaad Adat Ha Sfarim, 1975 ; Eliahou Eljashar, *Vivre avec les Juifs*.

22. Percy : – Du rêve à la réalité –, *Ha Olam*, deuxième année, n° 34-38, du 28 août au 23 septembre 1908. David Ben Gourion, *Premiers écrits*. Ha Ahdout. 1962, p. 25. Voir également le compte rendu du ministère palestinien sur la presse syrienne. 24 juin 1912, ACS. Rapport n° 17,9 décembre 1912, L2/24 D' ; rapport n° 19,28 janvier 1913.

23. Préparation Fund Account, 30 juin 1918, ACS. Voir également Yeboodah Reinharz. Chaïm Weizmann, *L'ascension d'un chef d'état*, p.

245,287 *sqq.* Weizmann à Berlin, 8 novembre 1919, in Yehoudah Reinhartz (éd.), *Correspondance de Chaïm Weizmann*, t. IX, p. 264.

24. Weizmann à sa femme, 24 mars 1918 ; Weizmann à Sokolov. 18 avril 1918 : Weizmann à Ormsby-Gore, 21 avril 1918 ; in Dvora Barzilaï (éd.). *Correspondance de Chaïm Weizmann*, t. MIL p. 143,

172 *sqq.*. 185 *sqq.* Protocole du comité des délégués. 25 mars 1918, ACS. *Report on the Zionist Commission to Palestine*, non daté, p. 3,13. ACS. Weizmann au comité des délégués. 14 mars 191*. ACS.

25. Weizmann à Money, 26 janvier 1919, in Yehoudah Reinhartz (éd-). *Chaïm Weizmann*, t. IX, p. 131.

26. Yehoudah Reinhartz. *Chaïm Weizmann, L'ascension* – p-264. *Chaïm Weizmann* à Ahad Ha Am, 3 août 1918 ; Weizmann à Balfour, 30 mai 1918, in Dvora Barzilaï (éd.), *Correspondance de Chaïm Weizmann*, p. 131 *sqq.*, 283.

27. Weizmann à sa femme, 30 avril 1918. Dvora Barzilaï (éd.), *Correspondance de Chaïm Weizmann*, t. III, p. 206.

28. Weizmann à Balfour, 30 mai 1918, in Dvora Barzilaï (cd.). *Correspondance de Chaïm Weizmann* p-131.

29. Khalil Al Sakakini. *C'est ainsi que je suis. Messieurs !* p. 126.

30. Yehoudah Reinhartz, *Chaïm Weizmann, L'ascension...* p. 262.

31. Eder à Weizmann. 9 août 1920.

32. Chaïm Weizmann, *Dans l'adversité*, p. 231 *sqq.*

33. Weizmann à sa femme, 17 juin 1918, in Dvora Barzilaï (éd.). *Correspondance de Chaïm Weizmann*, t. Mil, p. 245.

34. Rapport de dayton, 12 juin 1918. PRO. Voir également : Aaron Klietnan. – The Weizman-Feisal Negotiations. *The Chicago Jewish Forum*, t. XXIV, p. 4, Été 1966, p. 297 *sqq.* Chaim Weizmann. *Dans l'adversité*, p. 234.

36. Weizmann à Balfour. 17 juin 1918, ACS.

36. Chaïm Weizmann. *Dans l'adversité*, p. 23/.

37. Kalvarisky lors de la commission consultative. 7 décembre 1920. ACS.

38. Protocole de la cinquième assemblée du comité provisoire des Juifs de Palestine. 9-11 juin 1919, ACS.

39. The Fifth Meeting of the Advisory Committee, 10 mai 1919, ACS.

40. Résumé d'un projet de pouvoir provisoire en Palestine, janvier 1919, ACS. Heads of Scheme for the Provisional Government. Rapport de l'Organisation sioniste au sujet de la Palestine. 3 février 1919, in Yehoudah Reinharz (éd.). *Correspondance de Chaïm Weizmann*, t. IX, p. 397.

41. FRL S, Document sur la politique étrangère des États-Unis. *The Paris Conférence 1919*, vol. IV. Washington. United States Printing Office. 1943, p. 169.

42. Martin Gilbert, *Atlas du conflit israélo-arabe*, ministère de l'Intérieur, 1980, p. 11 Voir également : Vigal Ilam : « Histoire politique 1918-1922-, in Moshe Lisk (éd.). *Histoire du depuis la première Alyah, époque du Mandat britannique*, III, p. 158 sqq.

43. Chaïm Weizmann. *Dans l'adversité*, p. 242.

44. FRUS *The Paris Peace Conference 1919*, vol. III, Washington, United States Printing Office 1943, p. 795-796.

45. *Journal de Ballobar*, 27 mai 1919.

Ha'Aretz, 25 juillet 1919, p. 3.

46. David Lloyd George, *Memoirs of the Peace Conference*, t. I, p. 66.

47. Zaha Bustami, *American Foreign Policy and the Question of Palestine*, A dissertation submitted at Georgetown University, Washington, 1989,1.1, p. 237. Chaïm Weizmann, *Dans l'adversité*, p. 191.

48. H. Sacher, *A Jewish Palestine*, p. 17.

49. « Nos relations avec les Arabes », sans mention d'auteur, probablement le 15 janvier 1920. Edwin Samuel lors de la commission Palin, avril 1920.

50. Rapport de Balfour, 11 août 1919. E.L. Woodward and Rohan Buller (eds.), *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, Londres, Her Majesty's Stationery Office, 1952, First Sériés, t. IV, 1919, p. 343. Chaïm Weizmann, *Dans l'adversité*, p. 320. Zaha Bustami, *American Foreign Policy and the Question of Palestine*, A dissertation submitted al Georgetown University, Washington, 1989,1.1, p. 230.

51. Charles Crâne à Donald M. Brodi, 30 novembre 1934, AE (Legs Antonius). Harry N. Howard, *The King Crâne Commission*, Beyrouth, Khayats, 1963, p. 99.

52. Khalil Al Sakakini, *C'est ainsi que je suis, Messieurs !*, p. 125,121.

53. *Editor and Publisher*, 22 décembre, vol. 55, n° 27, p. 1 *sqq.* (Legs Antonius).

54. J.N. Camp, 12 août 1919. E.L. Woodward et Rohan Butler (éd.), *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, L IV, p. 364. Herbert Samuel à l'émir Fayçal, 15 octobre 1919. Délégués juifs à Fayçal, 19 octobre 1919, ACS. Yigal Ilam, « Histoire politique 1918-1922 », in Moshe Lisk, (éd.), *Histoire du Yishouv depuis la première Alyah, époque du Mandat britannique*, t. I, p. 162. *Journal de Sakakini*, 30 mars 1919, 15 avril 1919.

55. Weizmann à l'exécutif de l'Organisation sioniste de Londres, 25 mars 1920, in Yehoudah Reinhartz (éd.), *Correspondance de Chaïm Weizmann*, t. IX, p. 144. Nakadimon Rogel : « L'homme de Weizmann à Damas », *Ha Tsionit*, n° 8, 1983, p. 292.

56. Chaïm Weizmann, *Dans l'adversité*, p. 234.

57. Samuel à sa femme, 8 août 1920, AE. Herbert Samuel, *Memoirs*, p. 158. Frances Emily Newton, *Fifty Years in Palestine*, Wrotham, Colhabour Press, 1948, p. 143. Weizmann à Eder, 8 décembre 1921. Bernard Wasserstein, (ed), *Correspondance de Chaïm Weizmann*, t. X, Mosad Bialik, 1979, p. 327. Newton à Ha'Aretz, 1^{er} juillet 1921, p. 3 Voir également : Interview de Fayçal, *Ha'Aretz*, 18 août 1920, p. 2.

58. Mordekhaï Ben Hillel Ha Cohen, *La Guerre des peuples*, t. II, p. 918.

59. Nakadimon Rogel, Tel Haï, *Un front sans arrière*, Yariv, 1979, p. 154. Nakadimon Rogel, *L'histoire de Tel-Haï, Documents sur la défense de la Galilée 1919-1920*, Ha Sifria Ha Tsionit, 1994, p. 238.

60. Shulamit Leskov, *Trumpeldor*, Keter, 1995.

61. Protocole du comité des délégués, 7 mars 1920.

62. Nakadimon Rogel, Tel-Haï, *Un front sans arrière*, Yariv, 1979, p. 190. M. Glickson, « Jour du souvenir », *Ha Poel Ha Tsair*, 22 et 28 mars 1921, p. 5. *Ha'Aretz*, 28 mars 1921, p. 3.

63. Y.L.N., « Jour anniversaire de Tel-Haï », *Ha Poel Ha Tsair*, 22 et 28 mars 1921, p. 3.

64. Kisch à Brodetsky, 24 mai 1931 et correspondance, ACS.

65. Yael Zerubavel, *Recovered Roots : Collective Memory and the Making of Israeli National Tradition*, Chicago, The University of Chicago Press, 1995. Arie Palkov (ed), *L'Enseignement de Tel-Haï*, Ha Kibboutz Ha Mcohad, 1980.

66. Yosef Chaïm Brenner, « Tel-Haï », *Œuvres complètes de Y.H. Brenner*, Dvir, 1960, t. II, p. 176.

67. Nahum Barnea, « La Guerre du Yizkor : de Berl Katznelson au rabbin Goren », in Tamar Brosh (éd.) *Nmum Il Kolet*, Ha Universita Ha Ptouha, 1993, p. 140.

68. Eder à Weizmann, 14 mars 1920, ACS.

69. *Ha'Aretz*, 19 mai 1920, p. 3.

6. Nabi Moussa, 1920

1. T.S. Eliot, *The Waste land. The complete Pœms and Plays of T. S. Eliot*, Londres Faber et Faber 1969, p. 61.

2. Khalil Al Sakakini, *C'est ainsi que je suis, Messieurs !*, p. 137. Rapport des renseignements, 2 avril 1920, ACS. Camel Afnadi lors de la commission d'enquête, *Ha'Aretz*, 9 mai 1920, p. 4. La commission sur les troubles de l'ordre public, avril 1920, ACS.

3. Khalil Al Sakakini, *C'est ainsi que je suis, Messieurs !*, p. 137.

4. *Des camarades parlent d'Eder*, 19 novembre 1936, ACS. Ussishkin avec Al Hussein, 21 octobre

1919, ACS. J

5. Rapport des renseignements, 20 mars 1919, ACS. Storrs à la commission d'enquête, *Ha'Aretz*,

1^{er} juin 1920.

6. Pétitions de la population arabe, AE. Le comité des délégués à Ussishkin, 27 février 1920, AE. Popham au comité des délégués, 8 mars 1920. Compte rendu d'une manifestation à Jérusalem, 8 mars 1920 ; compte rendu sur les événements de la manifestation de Haïfa, 8 mars 1920, AE. Rapport des renseignements, 9 mars 1920, ACS. Enquête journalistique, 12 mars 1920, ACS. Le conseil municipal des Juifs de Jérusalem à Storrs, 10 mars 1920, AE. Annonce lors des émeutes de Jérusalem, avril 1920, p. 7, ACS.

7. Ronald Storrs, *Orientations*, p. 342. Compte rendu de la commission d'enquête, avril 1920, p. 27, PRO.

8. Jabotinsky à Weizmann, 12 mars 1920, in Ben Zion Dinur (éd.), *Histoire de la Haganah*, 1.1, 2^e partie, p. 913. Ronald Storrs, *Orientations*, p. 316. « The Holy Riots in Jérusalem- », MEC, Adamson Papers.

9. Ronald Storrs, *Orientations*, Londres, p. 342. Y Shniorson : en compagnie du docteur Weizmann dans l'année 1920. Archives Weizmann. Chaïm Weizmann, *Dans l'adversité*, p. 253 *sqq.*

10. *Jerusalem Defense Scheme* 1919-1920, AE.

11. Ben Zion Dinur (éd.), *Histoire de la Haganah*, t. I, 2^e partie, p. 626 *sqq.* Khalil Al Sakakini, *C'est ainsi que je suis, Messieurs !*, p. 137.

12. Money, 23 mars 1919. Shmuel Katz, *Jabo*, 1.1, p. 258 *sqq.*

13. Ronald Storrs, *Orientations*, p. 433. Shmuel Katz, *Jabo*, 1.1, p. 377.

14. *Ibid.*, p. 345.

Ronald Storrs, *Orientations*, p. 441, 433.

15. *Journal de Sakakini*, 7 avril 1920.

16. Havat Migdal au comité des délégués, 2 avril 1920, ACS. Rahel Yanait, Itshak Abrahami, Yerah Etsion (éd.), *La Haganah à Jérusalem*, Organisation et documents de la Haganah. 1973, p. 10.

17. *The Holy Riots in Jérusalem*, 1920, MEC, Adamson Papers.

18. *Compte rendu de la commission d'enquête*, avril 1920, PRO. Rahel Yanait, Itshak Abrahami. Yerah Etsion (éd.), *La Haganah à Jérusalem*, organisation et documents de la Haganah, 1973.

19. *Ibid.*, p. 10. Itshak Rabin, *Carnet de bord*, Sifriat Maariv, 1979, t. 1, p. 15. Liste des émigrants à bord du *Rosslan*, 18 décembre 1919, ACS.

20. Annonce lors des émeutes de Jérusalem, avril 1920, p. 15, ACS. *Journal de Sakakini*, 6 et 7 avril

1920.

21. Yehoudah Banari : « Edmond Allenby et les troubles funestes de Jérusalem », *La Nation*, septième année, n°I, juillet 1968, p. 430.

22. *Compte rendu de Sola Pool*, 7 avril 1920. Storrs et Ussishkin, 12 avril 1920, ACS. Ronald Storrs, *Orientations*, p. 433.

23. Shmuel Katz, *Jabo*, p. 392 *sqq.* Congreve à Wilson, 26 avril 1920. Voir également : *Compte rendu de la commission d'enquête*, avril 1920. *The Times*, 27 avril 1920, p. 17.

24. Compte rendu de la commission d'enquête, avril 1920, p. 39. Edward Keith-Roach, *Pasha of Jerusalem*, p. 71.

25. Joseph Klausner : « Après les pogroms », *Ha Aretz*, 8 avril 1920, p. 3.

26. YB. M., « l' ! faut agir », *Correspondance (Kountres)*, 21 février 1920, p. 19 *sqq.* « Les événements de Jérusalem ». *Ha'Aretz*, 6 avril 1920, p. 1. « Au sujet de *Kountres* », *Ha'Aretz*, 24 février 1921, p. 4.

27. Témoignage d'un officier devant la commission d'enquête, *Ha'Aretz*, 9 mai 1920, p. 4. Shmuel Katz, *Jabo*, L I, p. 396. Compte rendu des renseignements, 20 avril 1920, ACS. Compte rendu du 19 avril 1920, ACS. Rashid Khalidi, *Palestinian Identity*, p. 168 *sqq.*

28. Richard Meinertzhagen, *Fragments d'un journal proche-oriental 1917-1956*, p. 12,75 *sqq.* Bernard Wasserstein, *The British in Palestine*, p. 71.

29. Meinertzhagen au Foreign Office, 31 mars 1920. Bernard Wasserstein, *The British in Palestine*,

P. 71.

30. Des civils à Glazebrook, sans mention de date, Legs Levin.

31. Annonce sur les troubles de Jérusalem, avril 1920, p. 10, ACS.

32. Compte rendu sur l'attitude des officiers britanniques, 30 avril 1919, ACS.

33. Compte rendu de la commission d'enquête, avril 1920, p. 46, PRO. Weizmann à C.P. Scott, 9 mai 1920, in Yehoudah Reinharz (éd.), *Correspondance de Chaïm Weizmann*, t. IX, p. 349.

34. Eder à Weizmann, 21 juin 1920.

35. Weizmann à sa femme, 21 et 29 mars 1920, in Yehoudah Reinharz (éd.), *Correspondance de Chaïm Weizmann*, p. 330 *sqq.*

36. Bernard Wasserstein, *The British in Palestine*, p. 65. Weizmann à sa femme, 19 avril 1920, in Yehoudah Reinharz (éd.), *Correspondance de Chaïm Weizmann*, L IX, p. 341.

37. Yehoudah Reinharz, *Chaïm Weizmann, l'ascension...*, p. 322. Samuel à son fils, 25 décembre

1919, AE. Bernard Wasserstein, *The British in Palestine*, p. 82. To the heads of all Communities, 28 avril

1920.

38. J. B. Hobman (éd.), *David Eder, Memories of a Modern Pioneer*, Londres, Victor Gollancz, 1945, p. 159. Herbert Samuel, *Memoirs*, p. 150. Weizmann à sa femme, 26 et 29 avril 1920, in Yehoudah Reinharz (éd.), *Correspondance de Chaïm Weizmann*, t. IX, p. 341.

39. Weizmann à Eder, 8 juin 1920, in Yehoudah Reinharz (éd.), *Correspondance de Chaïm Weizmann*, t. IX, p. 358. Demande de libération de Jabotinsky, Knesset Israël, le comité national, *Sefer Ha Téoudot*, (sans mention d'éditeur), 1949, p. 12. L. Yafa, « À travers le grillage », *Ha'Aretz*, 22 avril 1920, p. 1. Shmuel Katz, *Jabo*, 1.1, p. 409,387. Ronald Storrs, *Orientations*, p. 431.

40. Shmuel Katz, p. 419, Weizmann à Berl Katznelson et David Ben Gourion, 8 juin 1920, in Yehoudah Reinharz (éd.), *Correspondance de Chaïm Weizmann*, p. 365 sqq.

41. Weizmann à Eder, 8 juin 1920, in Yehoudah Reinharz (éd.), *Correspondance de Chaïm Weizmann*, p. 358 sqq.

42. Weizmann, 8 juin 1920, archives Weizmann. Yamima Rosenthal, *Chaïm Weizmann, Le premier président, choix de lettres et d'allocutions*, Archives nationales, 1994, p. 165 sqq. Yigal Losin, *La Colonne de feu, chapitres de l'histoire du sionisme*, Shikmona, p. 87.

43. Weizmann à sa femme, 26 et 29 avril 1920, in Yehoudah Reinharz (éd.), *Correspondance de Chaïm Weizmann*, L IX, p. 341.

44. Storrs à Samuel, 7 mai 1920, AE. Ronald Storrs, *Orientations*, p. 346.

7. Le grand Israël

1. Sakakini avec Watson-Taylor et Bols, 21 juin 1920, AE.

2. Khalil Al Sakakini, *C'est ainsi que je suis, Messieurs !*, p. 108 sqq.

3. *Journal de Sakakini*, 27 avril, 26 mai, 6 juin 1919.

4. *Ha'Aretz*, 26 juin 1920, p. 2.

5. Khalil Al Sakakini, *C'est ainsi que je suis, Messieurs*, p. 138. Bernard Wasserstein, *The British in Palestine*, p. 83. Araf Al Arif, 25 juin 1920, AE.

6. Pollock à son père, 6 et 15 mai 1920, Pollock à sa mère, 30 mai 1920, PRONI.

7. Wilson à Congreve, 12 juillet 1921, IWM. Wilson à Congreve, 11 octobre 1921, IWM. Wilson à Congreve, 1^{er} avril 1921, IWM.

8. Congreve à Wilson, 24 avril 1920, IWM. Congreve à Wilson, 7 janvier 1921, IWM.

9. Samuel à sa femme, 3 juillet 1920, AE. Elisabeth L. McQueen, – A Historic Event in Palestine », *Current History*, t. XIV, n° 4, 1921, p. 583 sqq. Compte rendu des renseignements, 7 juin

1920, ACS. Eder à Weizmann, 21 juin 1920, ACS.

10. Bernard Wasserstein, *Herbert Samuel, A Political Life*, p. 231.

11. Balfour à Samuel, 31 mars 1919, AE. Samuel à son fils, 27 janvier, 17 mars, 9 juin, 4 août et 18 décembre 1918. Béatrice Samuel à son fils, 25 décembre 1919, AE.

12. Samuel à son fils, 22 février 1919, AE. Samuel à Curzon, 14 mai 1920, AE.

13. Bernard Wasserstein, *The British in Palestine*, p. 88. Samuel à sa femme, 4 août 1920, AE. Samuel à son fils, 16 avril 1920, AE. Bernard Wasserstein, *Herbert Samuel, A Political Life*, p. 236 sqq.

14. Weizmann à sa femme, 21 mars 1920 et 29 mars 1920, in Yehoudah Reinharz (éd.), *Correspondance de Chaïm Weizmann*, p. 330 sqq. Itshak Shirion, *Mémoires*, édité à compte d'auteur, 1943, p. 203.

15. Theodor Herzl, *L'État juif*, p. 28.

16. Max Nordau, *Lettres sionistes*, troisième livre, Ha Sifria Ha Tsionit, 1960, p. 44.

17. Mordekhaï Ben Hillel Ha Cohen, *La Guerre des peuples*, t. II, p. 689. Yosef Gorny, *La Question arabe et le problème juif*, Am Oved, 1985, p. 56 sqq, *Journal d'Ha Cohen*, 8 août 1935, Bibliothèque nationale, département des manuscrits.

18. AA. Kabak, « Pour améliorer l'école en Palestine », *Ha'Aretz*, 2 septembre 1920, p. 3. Baroukh Ben Avram et Henry Near, *Réflexions sur la troisième vague d'émigration, représentation et réalité*, Yad Ben Zvi, 1995, p. 176.

19. Rafaela Bilski Ben Hor, *Chaque individu est rot, la pensée sociale et politique de Zeev Jabotinsky*, Dvir, 1988, p. 173.

20. Nurit Reikhal, « Racines ou Horizons, Portrait modèle de l'élève palestinien dans les années 1889-1933 », *Katédra*, n° 83, avril 1977, p. 55 sqq.

21. Lettres à Gitel, Rivkah, Shulamit et Rahel, Legs Levin. Publicité parue dans *Ha'Aretz*, 7 novembre 1923, p. 1.

22. Khalil AI Sakakini, *C'est ainsi que je suis, Messieurs !*, p. 130,162. Mordekhaï Ben Hillel Ha Cohen, *La Guerre des peuples*, p. 689.

23. M. Ezrahi Krishevki (traducteur), *L'Angleterre et les Anglais*, Sifria Amamit (Ha Poel HaTsair),

1921, p. 3 sqq.

24. Ben Gourion avec Wauchope, 29 et 30 juillet 1934.

25. A.T., Métoula et Dachénel », *Ha'Aretz*, 22 janvier 1920, p. 1. Z. Jabotinsky, « La crise en Palestine (il ne faut point exagérer) », *Ha'Aretz*, 28 mars 1920, p. 2.

26. Kisch à Brodetsky, 3 décembre 1928, ACS. Kisch à Rothschild, 28 août 1929, ACS.

27. L.S. Amery, *My Political Life*, p. 116. Mordekhaï Ben Hillel Ha Cohen, *La Guerre des peuples*,

p. 881.

28. Humphrey Bowman, *Middle-East Window*, Londres. Longrams, Green and Co., 1942, p. 328 sqq. Shmuel Katz. *Jabo*, t. I, p. 275. Weizmann à Money, 26 janvier 1919, in Yehoudah Reinharz (éd.), *Correspondance de Chaïm IX*, p. 131. Bernard Wasserstein, *British Officials and the Arab-Jewish Conflicts* submitted to the Faculty of Modern History in the University of x >, Chaïm Arlosoroff, *Journal de Jérusalem*, parti des travailleurs de Palestine, 1949, p. 59.

29. *Nouvelles de Terre sainte*, 16 mai 1918, p. 1. Weizmann à Samuel, 29 juillet 1920, in Bernard Wassenstein (éd.), *Correspondance de Chaïm Weizmann*, t. X, p. 37.

30. Herbert Samuel, *Memories*, p. 154. Samuel à Turner, 5 décembre 1959 et 16 mars 1960, AE.

31. Gad Frumkin, *Le Parcours d'un juge de Jérusalem*, p. 265. Le Septième Congrès Arabe au haut-commissaire (sans mention de date), ACS.

32. Herbert Samuel, *Memoirs*, p. 165. Samuel à sa femme, juin-novembre 1920, AE.

33. Béatrice Samuel à son fils, 2 mai 1920, AE.

34. Samuel à sa femme, 20 août et 26 septembre 1920, AE.

35. Samuel à son fils, 14 juillet et 20 août 1920, AE.

36. Arthur Ruppin, *Fragments de mon existence*, p. 14.

37. L'organisation sioniste à toutes les fédérations sionistes, 18 avril 1919, ACS. Samuel à Weizmann, 29 novembre 1920, ACS. Voir également : M. Mossek, *Palestine Immigration Policy under Sir Herbert Samuel*, Londres, Frank Cass, 1978. Weizmann à Samuel, 27 juin 1921, in Bernard Wasserstein (éd.), *Correspondance...*, p. 226. Moshe Lisk, « Émigration, intégration et construction de la Palestine dans les années vingt 1918-1930 », in Moshe Lisk et Gabriel Cohen (éd.), *Histoire du Yishouv en Palestine depuis la première Alyah, période ottomane*, t. II, p. 215.

38. Samuel à son fils, 4 août 1920, AE. Samuel à son fils, 21 mai 1922, AE.

39. Samuel au ministre des Colonies, 4 mars 1925, AE. Rapport de Churchill en août 1921, PRO. Shila Hatis-Rolf : « Politique du développement économique de Sir Herbert Samuel et son application la première année de son mandat de haut-commissaire », *Katedra*, n° 12, 1970, p. 70 *sqq.* Norman Rose, *Churchill, An Unruly Life*, New York, Simon and Schuster, 1995, p. 156.

40. Norman Cohen, *Le Complot du meurtre d'un peuple*, Am Oved, 1967, p. 127 *sqq.*

41. Herbert Samuel, *Memoirs*, p. 169. Bernard Wasserstein, *Herbert Samuel, A Political Life*, p. 252.

42. Shmuel Katz, *Jabo*, 1.1, p. 442 *sqq.*

43. Martin Gilbert, *Winston S. Churchill*, Londres, Heinemann, 1977, t. IV, Companion Part. 2, p. 860, 912, 1010-1012. Part 3, p. 1110, 1028-1029. Norman Rose, « Churchill and Zionism » in Robert Blake and Wm. Roger Luis (éd.), *Churchill*, Oxford, Oxford University Press, 1993, p. 147 *sqq.* Michael J. Cohen, *Churchill and the fem*, Londres, Frank Cass, 1985.

44. Bernard Wasserstein, *The British in Palestine*, p. 97. La présidence du comité national avec Churchill, 21 mars 1921. Knesset Israël, le comité national, *Sefer Ha Téoudot*, sans mention d'éditeur, 1949, p. 28 *sqq.* À

Ussishkin, non signé, 5 avril 1921, ACS. À Eder, non signé, 21 avril 1921, ACS. Han Shnori, *Rêve devenu métropole*, Avivim, 1990, p. 380. M. Glickson, « Allocutions de Churchill », *Ha'Aretz*, 5 avril 1921, p. 2.

45. Bernard Wasserstein, *Herbert Samuel, A Political Life*, p. 266. Rapport de Samuel, 11 avril 1921, AE.

46. Izza Khalaf, *Politics in Palestine*, Albany, State University of New York Press, 1991, p. 13

47. Gad Frumkin, *Le Parcours d'un juge de Jérusalem*, p. 285.

48. Herbert Samuel, *Memoirs*, p. 161,168. Voir également les débats du conseil consultatif, ACS. Gad Frumkin, *Le Parcours d'un juge de Jérusalem*, p. 252.

49. Samuel à Curzon, 16 décembre 1920, AE.

50. Yaakov Réouvéni, *L'Administration mandataire en Palestine 1920-1948, Analyse historique et politique*, Université de Bar Han, 1993, p. 26. Edward Keith-Roach, *Pasha of Jérusalem*, p. 91.

51. Humphrey Bowman, *Middle-East Window*, Londres, Longman, Green and Co., 1942, p. 326.

52. Samuel à Churchill, 4 mars 1925, AE.

53. Edwin Samuel, *A Lifetime in Jérusalem*, Israël Universities Press, 1970, p. 64.

54. Baruch Kimmerling and Joël S. Migdal, *Palestinians, The Making on a People*, p. 18. Ylana Miller, *Gouvernement and Society in Rural Palestine J 920-1948*, Austin, University of Texas Press, 1985, p. 48 sqq.

55. Edwin Samuel. *À Lifetime in Jérusalem*, p. 64 sqq., 74 sqq. Harry Luke and Eward Keith-Roach (eds.), *The Handbook of Palestine and Tram-Jordan*, Londres, Macmillan, 1930, p. 226.

633

Notes

56. Samuel à Churchill, 4 mars 1925, AE.

57. Gidon Biger, *Colonie royale ou foyer national*, Yad Ben Zvi, 1983, p. 160 sqq. W.F. Slirling, *Safety last*, p. 1¹⁴-

58. Yaakov Réouvéni, *L'Administration mandataire en Palestine 1920-1948*, p. 111 sqq.

59. *Ibid.*, p. 109.

60. Le Septième Congrès arabe au haut-commissaire, sans mention de date, ACS

61. Robert Heussler, *Yesterday's Rulers, The Making of the British Colonial Service*, Syracuse. Syracuse University Press, 1963, p. 74,85,216.

62. Yaakov Réouvéni, *L'administration mandataire en Palestine 1920-1948*, p. 109 *sqq.*

63. Rapport de Bramley, 14 janvier 1925, RCS, Bramley Papers. W.F. Stirling, *Safety Last*, p. 118.

64. Harry Luke, *Ciliés and Men*, Londres, Geoffret Blés, 1953, p. 213.

65. Robert Heussler, *Yesterday's Rulers, The Making of the British Colonial Service*, p. 4,205.

66. C.R. Ashbee, *A Palestine Notebook*, p. 156,270.

67. Sarah Azariahou, *Fragments de mon autobiographie*, Newman, 1957, p. 206 *sqq.* Chaïm Arlosoroff, *Journal de Jérusalem*, Le Mapaï, 1949, p. 283 *sqq.*

68. League of Nations Union to Tathbone, 6 juillet 1933. ULL. RP XIV, Eleanor Rathbone Papers, 2.5. 33. Le ministère des Colonies à Rathbone, 21 février 1933. ULL. RP XIV, Eleanor Rathbone Papers, 2.5. 8.

69. Harry Luke, *Cities and Men*, p. 213. Edwin Samuel, *A Lifetime in Jérusalem*, p. 85.

70. Edward Keith-Roach, *Paska of Jérusalem*, p. 45,110,148.

71. Humphrey Bowman, *Middle-East Window*, p. 296.

72. Gad Frumkin, *Le Parcours d'un juge de Jérusalem*, p. 238 *sqq.* Mordekhai Sherman and the Palestine Electric Corporation Ltd. Vi Feivel Danovitz, *Civil Appeal n° 113 of 1940. The Law Reports of Palestine*, Vol 7, p. 303 *sqq.* London Society for promoting Christianity among the Jews and others Lionel Alexander William Orr and others *Civil Appeal n° 29 of 1947, The Law Reports of Palestine*, vol. 14 (1947), p. 218 *sqq.* Asaf Léhovski : « Modèles coloniaux et jurisprudence anglaise à la haute cour de justice de la Palestine mandataire-, *Zmanim*, n° 56, été 1996, p. 87 *sqq.* « Défiance », *Davar*, 7 février 1930, p. 1. The Attorney General vs. Zalman Rubashof, H.C, n° 11/33. *Collection of judgments of the Courts of Palestine 1919-1933*, Tel-Aviv, L.M. Rotenberg, 1935, p. 369 *sqq.*

73. Yaakov Réouvéni, *L'Administration mandataire en Palestine 1920-1948*, p. 118 *sqq.* Voir également : Norman Bentwich : « The Legal System of Palestine under the Mandate- », *Middle East Journal*, janvier 1948, p. 33 *sqq.* Horace Barnett Samuel, *Unholy Memoirs of the Holy Land*, p. 177.

74. Edward Keith-Roach, *Pasha of Jérusalem*, p. 91. Yaakov Réouvéni, *L'Administration mandataire en Palestine 1920-1948*, p. 121.133.

75. Samuel lors d'une réception d'adieu, 30 avril 1925, AE. Voir également : Discours de Samuel, 28 novembre 1925, ACS. *Palestine Report of the High Commissioner on the Administration of Palestine*, Colonial n° 15, Londres, 1925.

76. Nahum Gross, « Ut politique économique de l'administration britannique mandataire en Palestine », *Katédra*, 24, juin 1982, p. 153 *sqq.*, *Katédra*, 25, septembre 1982, p. 135 *sqq.*

77. Weizmann avec Samuel, 3 juillet 1920, ACS, Z4/3766. Voir également : Barbara J. Smith, *The Roots of Separatism in Palestine, British Economic Policy 1920-1929*, Syracuse, Syracuse University Press, 1993, p. 57 *sqq.*

78. Rapport non signé, février 1923, AE. Voir également : Le Septième Congrès arabe au haut-commissaire, sans mention de date, ACS. M.F. Abcarius, *Palestine Through the Fog of Propagandes* Londres, Hutchinson and co., 1946, p. 105 *sqq.*

79. Y ; U*S ? J ¹ *Économie juive et économie arabe en Palestine, production, emploi et croissance a l'époque mandataire.* Centre Falk, 1990.

80. *The Roots of Separatism in Palestine, British Economic Policy 1920-1929*, p. 156.

81. Arthur Ruppin, *Fragments de mon existence*, p. 18. Ruppin à Hantaka, 9 mai 1921, ACS.

82. Le Palais à Samuel, 10 août 1920, AE. Samuel à sa femme, 31 juillet 1920, AE. Kerr à Samuel, 4 janvier 1921, AE. Herbert Samuel, *Memoirs*, p. 176.

83. Samuel à sa femme, 26 août 1920 ; Samuel à sa femme, 7 septembre 1920, AE.

8. Jaffa, 1921

1, itskar Kafkafi et Ouri Brenner (éd.), *Sur Y.H. Brenner, Autres souvenirs*, Ha Kibboutz Ha Méouhad, 1991, p. 213,209.

2. Mordekhaï Kouchner (éd.), *Yosef Chaïm Brenner, Sélection de Souvenirs*, Ha Kibboutz Ha Méouhad, 1944, p. 192,151.

3. Yosef Chaïm Brenner, *Ha Aretz*, 4 mai 1921, p. 3.

4. David Ben Gourion et Ytshak Ben Zvi, *La Palestine dans le passé et le présent*, Yad Ben Zvi, 1979 p. 198.

5. *Œuvres complètes de Yosef Chaïm Brenner*, Dvir, Ha Kibboutz Ha Méouhad, 1960, t. II, p. 323. Y H. Brenner, « Notes », *Kountres*, 67,28 avril 1921, p. 12 sqq.

6. Itshak Kafkafi et Ouri Brenner (eds.), *Sur Y H. Brenner, Autres souvenirs*, Ha Kibbouts Ha Méouhad, 1991, p. 215.

7. Témoignages de Weintris et de Mohammed Abou Réali lors de la commission Haycraft, ACS. *Palestine. Disturbances in May 1921. Reports of the Commission of Inquiry with Correspondence relating Thereto*. Cmd. 1540. (Londres, HMSO, 1921), p. 23. Le consulat américain au secrétaire d'État, 4 juin 1921. *Records of the United States Consulate in Jérusalem, Palestine, Confidential Correspondence, 1920-1935*, Record Group 84, USNAM.

8. *Palestine. Disturbances in May 1921. Reports of the Commission of Inquiry with Correspondence relating thereto*. Cmd. 1540., Londres, HMSO, 1921, p. 43,44. Témoignages de rescapés, *Kountres*, 11 mai 1921, p. 6 sqq. Ziona Rabau, *Tel-Aviv sur les dunes*, Massada, 1973, p. 95.

9. W.F. Stirling, *Safety Last*, p. 114.

10. Témoignage de Malher lors de la commission Haycraft.

11. Témoignage de Wager lors de la commission Haycraft.

12. Edward Keith-Roach, *Pasha of Jérusalem*, p. 87. *Ha'Aretz*, 4 mai 1921, p. 2.

13. M. Mossek, *Palestine Immigration Policy under Sir Herbert Samuel*, Londres, Frank Cass, 1978, p. 20.

14. Itshak Ben Zvi et David Yélin au comité national, 5 mai 1921, ACS. Témoignage de Eder lors de la commission Haycraft, ACS.

15. Sokolov au comité national, 8 mai 1921, ACS. Voir également : notes de Eder, mai 1921, ACS. Y.L. Fishman au comité national, 3 mai 1921, ACS.

16. Ben Zion Dinur (éd.), *Histoire de la Haganah*, première partie, p. 81. Yehoudah Araz (éd.), *La Troisième Alyah*, Am Oved, 1964,1.1, p. 236. Kalvarisky au comité national, 3 mai 1921, ACS.

17. Ytshak Kafkafi et Ouri Brenner (éds.), *Sur Y.H. Brenner, Autres souvenirs*, Ha Kibboutz Ha Méouhad, 1991, p. 218.

18. Eder à l'Organisation sioniste de Londres, 15 mai 1921, ACS. Témoignage de Margoulin lors de la commission Haycraft, *Ha'Aretz*, 7 et 8 juin 1921, p. 3. *Palestine, Disturbances in May 1921. Reports of the Commission of Inquiry unth Correspondence relating thereto*. Cmd. 1540. Londres, HMSO, 1921, p. 30. Ben Zion Dinur (éd.). *Histoire de la Haganah*, t. II, Première partie, p. 98.

19. Témoignage de Al Asmar et Abou-Réali lors de la commission Haycraft. W.F. Stirling, *Safety lutst*, p. 115. Ben Zion Dinur (éd.), *Histoire de la Haganah*, p. 103. *Palestine. Disturbances in May 1920 Reftorts of the Commission of Inquiry with Correspondence relating thereto*. Cmd. Londres, HMSO, 1921, p. 30.

20. Anita Shapira, *Berl*, t. 1, p. 169. Mordekhaï Kouchner, « Dans la demeure de Brenner et des Yat/ker », *Kountres*, 11 mai 1921, p-16. Ytshak Kaikafi et Ouri Brenner (eds.). *Sur Y.H. Brenner, Autres souvenirs*, p. 221.

21. Abraham Yaari, *Souvenirs de Palestine*, Massada, 1974, p. 1170.

22. R. Binyamin, *Familles, écrivains, visages*, Comité public pour la publication des écrits de R. Binyamin, 1960, p. 210 *sqq*, Shmuel Yosef Agnon, *De moi à moi*, Schocken, 1976, p. 111. Zeev Vilnaï *Tel-Aviv, Jaffa, La plus grande, ville, d'Israël*, Ahiavar, 1965, p. 276. Anita Shapira, *Berl*, t J, p. 169. Nalium Shadmi, *Ligne droite dans le cercle de l'existence*. Ministère de l'Intérieur, 1995, p. 58.

23. *Palestine. Disturbances in May 1920 Déports of the Commission of Injury with Correspondence relating thereto*. Cmd. 1540, Londres, HMSO, 1921, p. 60.

24. Han Shkhori, *Rêve devenu métropole*, Avivim, 1990, p. 324.

25. Ezra Danin, *Sioniste en toutes circonstances*, Kidoum, 1987, p. 42.

26. Ilan Shkhori, *Rêve devenu métropole*, p. 324.

27. Y.Y., « Barricadons-nous », *Kountres*, 20 mai 1921, p. 7A. M.K., « Ces jours là- », *Kountres*, 20 mai 1921, p. 11. M. Glickson, « Le système », *Kountres*, 20 mai 1921, p. 3 ; M.S. B, – La situation », *Kountres*, 21 mai 1921, p. 11. *Œuvres complètes de Brenner*, t. II, p. 323.

28. *Nouvelles de Terre sainte*, année, n° 11,21 juin 1918, p. 2. Baroukh Ben Anat, « Grand moment d'une petite génération, Projet Nordau 1919-

1920 », *Ha Tsionout*, n° 19, 1995, p. 89 sqq. S. Shwartz, « Commission Karlsber », *Ha 'Aretz*, 7 septembre 1920, p. 1. S. Shwartz, « Aide au judaïsme ukrainien », *Ha 'Aretz*, 7 mai 1920, p. 1. *Nouvelles de Terre sainte*, 19 juin 1919, p. 3 et 4. Ben Zvi et d'autres dans la direction sioniste, 22 octobre 1922, ACS. Conversation avec Israël Belkind, *Doar Ha Vont*, 21 mars 1923, p. 4. Israël Belkind sur les orphelins d'Ukraine, *Doar Ha Yom*, 28 décembre 1923, p. 4. « Le problème des orphelins », *Ha 'Aretz*, 22 septembre 1922, p. 3 ; « Lettre de Jaffa », *Ha 'Aretz*, 4 octobre 1922. Ahad Ha Am, « Construction », *Œuvres complètes d'Ahad Ha Am*, Dvir, 1947, p. 334.

29. « En avant et vers l'extérieur », *Ha 'Aretz*, 9 mai 1921, p. 2. « Dans chaque maison d'Israël », mai 1921, Knesset Israël, Le comité national, *Sefer Ha Téoudat*, (sans mention d'éditeur), 1949, p. 45. S. Shwartz, « Catastrophe et humiliation nationales », *Ha 'Aretz*, 13 mai 1921, p. 2. Anita Shapira, *Bert, l'I*, p. 172 sqq. Shabtaï Tevet, *Le jeune et zélé David Ben Gourion*, Schocken, 1980, t. II, p. 81 sqq

30. Yehoshouah Porat, *Émergence du mouvement nationaliste arabe palestinien 1918-1929*, Am Oved, 1976, 1.1, p. 104 sqq.

31. Toufiq Hamad et Shivli Djamal à la Société des Nations, 1921 (sans mention de date précise), ACS.

32. Khalil AJ Sakakini, *C'est ainsi que je suis, Messieurs !*, p. 140.

33. *Palestine. Disturbances in May 1921. Reports of the Commission of Inquiry with Correspondence relating thereto*. Cmd. 1540 ; Londres, HMSO, 1921, p. 24. « In Blunderland », *The Jewish Chronicle*, 11 novembre, 1921, p. 7. Bernard Wasserstein, *The British in Palestine*, p. 117. Voir également : Yerah Etsion (éd.), *La Haganah à Jérusalem*, organisation et dossiers de la Haganah, 1973, p. 21 sqq.

34. – Questions au gouvernement », *Ha 'Aretz*, 4 novembre 1921, p. 1' ; Brutus, « M. Ronald Storrs et son travail à Jérusalem », *Ha 'Aretz*, 8 novembre 1921, p. 2.

35. Shabtaï Tevet, *Ben Gourion et les Arabes de Palestine*. Schocken, 1985, p. 86.

36. Ronald Storrs, *Orientations*, p. 378. *Storrs Papen*, PCL, File V/IL

37. Joseph Klaitzner, « Sur la justice ». *Ha 'Aretz*, 27 novembre 1921, p. 1. « Procès des accusés du meurtre de Y. H-Brenner et de ses camarades », *Ha 'Aretz*, 25 janvier 1922.

38. S.A. Pan, « Aux dénonciateurs », *Ha'Aretz*, 22 janvier 1923, p. 2. SA. Pan, « Et à tous les étrangers »-. *Ha'Aretz*, 28 janvier 1923, p. 3. David Tedhar, *Au service de la patrie*, 1912-1960, Éditions Yedidim, 1960, p-99. « Le procès de David Bar », *Ha'Aretz*, 20 mars 1923, p. 3.

39. *Journal de David Ben Gourion*, 7 juillet 1926, Archives Ben Gourion.

Avi Kaczman. « Vie et mort du premier terroriste juif de Palestine », *Koteret Rashit*, 10 juillet 1985, n° 136, p. 24.

40. Journal des événements, 15 mai 1921, AE. « Allocution du haut-commissaire », *Ha'Aretz*, 5 juin 1921, p.3. Bernard Wasserstein, *The British Palestine*, p. 89 sqq. Eder à l'organisation sioniste de Londres, 4 juin 1921, ACS.

41. Eder à la commission Haycraft, ACS. Voir également : J.B. Hobman (éd.), *David Eder, Memoirs of a Modern Pioneer*, Londres, Victor Gollancz, 1945, p. 162. Eder à Cohen, 9 mai 1921, ACS.

42. Eder à l'Organisation sioniste de Londres, 4 juin 1921, ACS. Voir également : Mémoire de Solia Berger-Mohel, AK.

48. Arthur Ruppin. *Fragments de mon existence...*, p. 17,20 sqq. Ruppin et Sokolov au comité national, 5 mai 1921, ACS. Voir également : Correspondance entre Grindel et Landman, 10-17 mai 1921, ACS.

44. Le comité national au haut-commissaire, 10 et 20 mai 1921 : Ytshak Ben Zvi au haut-commissaire, 11 mai 1921, Manifeste du comité national, 7 juin 1921 : Knesset Israël, le comité national, *Sefer Ha Téoudot*, (sans mention d'éditeur), 1949, p. 39 sqq.

45. Weizmann à Deedes, 31 juillet 1921, in Bernard Wasserstein (éd.). *Lettres de Chaïm Weizmann*, t. X, p. 252. Evyatar Friesel. « Herbert Samuels Reassessment of Zionism in 1921 », *Studies in Zionism*, vol. 5, n° 2, 1984, p. 213 sqq.

46. Weizmann à sa femme. 10 août 1921, in Bernard Wasserstein (éd.), *Correspondance de Chaïm Weizmann*, t. X, p. 264. Chaïm Weizmann, *Dans l'adversité*, p. 273.

47. Weizmann à Ahad Ha Am. 30 juillet 1921, in Bernard Wasserstein (éd.). *Correspondance de Chaïm Weizmann* », t. X, p. 248.

48. Kisch à Brodetsky, 3 décembre 1928. ACS. Norman Bentwich et Michael Kisch, *Le brigadier Kisch, soldat sioniste*, Maarakhot. 1978, p. 18.

49. Weizmann à Samuel, 12 et 27 juin 1921, in Bernard Wasserstein (éd.), *Correspondance de Chaïm Weizmann*, t. X, p. 220 sqq.

50. Shabtaï Tevet, *Ben-Gourion et les Arabes de Palestine*, Schocken, 1985, p. 86.

51. Minute by HWG, 7 may 1921. PRO CO 733/17a 24068.

52. Bernard Wasserstein (éd.). *Correspondance de Chaïm Weizmann*, t. X, p. 268.

53. Weizmann à Shamriahou Levin, 15 juillet 1921, in Bernard Wasserstein (éd.), *Correspondance de Chaïm Weizmann*, t. X, p. 232.

54. Yehoudah Reinhartz, *Chaïm Weizmann, L'ascension d'un chef d'État*, p. 360. Evyatar Friesel, « Herbert Samuel's Reassessment of Zionism in 1921 », *Studies in Zionism*, vol. 5, n° 2, 1984, p. 235.

55. Edwin Samuel à son père, 25 décembre 1917. Herbert Samuel, *Memoirs*, p. 225, 168. Samuel à son fils, 25 décembre 1919, AE.

56. Sokolov et Samuel, 8 mai 1921, ACS.

57. Evyatar Friesel, « Herbert Samuel's Reassessment of Zionism in 1921 », *Studies in Zionism*, vol. 5, n° 2, 1984, p. 224. Elisabeth Monroe, *Britains Moment in the Midle East 1914-1971*, Bakimore, Johns Hopkins, University Press, 1981, p. 142.

58. Wilson à Congreve, 1^M avril 1921. IWM. Wilson à Gongreve. 11 octobre 1921, IWM.

59. Annexe, Wilson à Congreve, 16 décembre 1921, IWM. Weizmann à Joseph Kawan, 13 décembre 1921. *Correspondance de Chaïm Weizmann*, i. X, p. 333.

60. Weizmann et Churchill, 22 juillet 1921, ACS. Evyatar Friesel, « Herbert Samuel's Reassessment of Zionism in 1921 », *Studies in Zionism*, vol. 5, n° 2, 1984, p. 224. C.R. Ashbee, *A Palestine Notebook*, p. 267.277,

61. Weizmann à Balfour, 8 juillet 1921, in Bernard Wasserstein (éd.), *Correspondance de Chaïm Waizmann*, t. X, p. 230.

62. Weizmann à P. Schweitzer, 8 septembre 1921, in Bernard Wasserstein (éd.), *Correspondance de Chaïm Weizmann*, l. X, p. 269.

63. Weizmann à Lloyd George, 22 juillet 1921, ACS. Weizmann à Ahad Ha Am, 30 juillet 1921 ; Weizmann à Deedes, 31 juillet 1921, in Bernard

Wasserstein (éd.). *Correspondance de Chaïm Weizmann*, t. X, p. 250 *sqq.*
Bernard Wasserstein, *The British in Palestine*, p. 107.

64. Wilson à Congreve, 11 octobre 1921, IWM. Wilson à Congreve, 1er avril 1921.

65. Norman Bentwich et Michael Kisch. *Le Brigadier Kisch, soldat sioniste*, Maarakhot, 1978, p. 89, 122 Chaïm Weizmann, *Dans l'adversité*, p. 291, Chaïm Weizmann. *Trial and Error*, p. 367.

0 (i, *journal de Kisch*, 14 septembre 1925, ACS. F.H. Kisch, *Palestine Diary*, p. 213.

67. Kisch a Bordelchski, 3 décembre 1928, ACS. Yigal Ilam, *L'Agence juive, Premières années*. Ha Sifria Ha Tsionit, 1990, p. 459.

68. Moody l'apers. Evyatar Friesel, – British Officials and the Situation in Palestine, 1923-, *Middle Eastern Studies*, vol. 23, n° 2, April 1987, p. 194 *sqq.*

69. Protocole, sous-commission chargée des problèmes de défense, 12 juillet 1923, PRO.

70. W.F. Stirling, *Safety Last*, p. 122 *sqq.* Philip Graves. *Palestine, the Land of Three Faiths*, Londres. Jonathan Cape, 1923, p. 233 *sqq.* Humphrey Bowman, *Middle-East Window*, Londres. Longrams Green and co, 1942, p. 325 *sqq.*

71. Des camarades parlent d'Eder, 19 novembre 1936, ACS.

9. Conflit culturel

1. Aaron Tsarnihevski, « Le grand Albert Einstein ». *Ha'Aretz*, 9 février 1923, p. 2.

2. Yehoudah Reinharz, *Chaïm Weizmann, L'ascension d'un chef d'État*, p. 367. F.H. Kisch, *Palestine Diary*, p. 166.

3. David Kroïner, *Achitecture à Jérusalem*, p. 251. C.R. Ashbee. *Palestine Notebook 1918-1923*, p. 150.

4. *Journal d'Einstein*, 13 février 1923. Bibliothèque nationale, département des manuscrits. Archives Einstein, 29-129. Norman and Helen Bentwich. *Mandate Memoirs 1918-1948*, p. 89. « Conférence d'Einstein sur

le mont Scopus. *Ha'Aretz*, 11 février 1923, p. 3. F.H. Kisch. *Palestine Diary*, p. 9g *Journal de Kisch*, 7 février 1923.

5. *Journal d'Einstein*, 3 février 1923, Bibliothèque nationale, département des manuscrits. Archives Einstein. 29-129.

6. *Ibid.* Voir également : Norman and Helen Bentwich, *Mandate Memoirs 1918-1948*, p. 89.

7-Yosi Katz. « Tournant dans les relations d'Ussishkin et des Amants de Sion dans le développement de Jérusalem et rétablissement de l'université hébraïque avant la Première Guerre mondiale », in Hagit Levski (éd.), *Jérusalem dans la conscience et la geste sioniste*, Merkaz Zalmann Shazar, Ha Universita Ha Ivrit, 1989, p. 107 sqq.

8. David N. Myers, *Rewriting the Jewish Past*, New York. Oxford University Press. 1995, p. 18. Yehoudah Reinharz, « Fondement de l'université hébraïque de Jérusalem, la part prise par Chaïm Weizmann (1913-1914) », *Katedra* 46, décembre 1987, p. 123 sqq.

9. Yosef Chaïm Brenner, – Extraits du carnet ». *Œuvres complètes de VH. Brenner*, t. II, p. 134 sqq.

10. *Propos de Berl Katznelson sur l'université hébraïque*. Jérusalem, Sans mention d'éditeur, 1944, p. 31 sqq, Baroukh Ben-Avram et Henry Near. *Réflexions sur la troisième Aliyah..* „ p. 128 sqq. Bar Barokhov, *Écrits*, Sifriat Poalim, 1966, t. 1U, p-776. Zeev Sternhell, *Construction nationale ou régénération sociale* t. Am Oved, 1986, p. 330.

11. Weizmann à Rauiof. 7 décembre 1921, in Bernard Wasserstein (éd). *Correspondance de Chaïm Weizmann*, t, X, p. 320.

12. *Journal de Kisch*, 5 mars 1924. David N. Myers. *Be-Inventing the Jewish Past*, p. 50.

13. Rapport de la commission provisoire pour l'ouverture du département des sciences humaines de l'université hébraïque de Jérusalem (1922), JTS Gimberg Papers. Box 5.

14. Shimon Bernfeld. – Qu'est-ce que la science du judaïsme) -. *Ha Olam*, 5 juin 1925, p. 419 sua David N. Myers, *Re-inventing the Jewish Past*, p. 198.

17. David Kroïnker, *Architecture à Jérusalem...*, p. 100 sqq. Voir également : M.D. Eder, *The Hebrew University of Jérusalem*. Londres, Zionist Organisation, 1926, p. 3.

JS Baroukh Ben Asiam. *Partis et courants politiques à l'époque du foyer national 19/8-/948*, Centre Tatmann Shazar. 1978.

19. Zeev Sternhell, *Construction nationale ou régénération sociale* t, 1986.

20. Motel Gorny, *Politique et Imaginaire*, Yad Ben Zvi, 1995, p. 76

21. « La deuxième session de rassemblée des élus », *Ha'Aretz*, 8 mars 1922, p. 3. Yigal Orori, *Entre droite et gauche, les cercles civils-dans les années vingt*, Université de Tel-Aviv, 1990. Hanah Hertzog, « Organisations féminines dans les cercles civils, chapitre oublié de l'historiographie du Yishouv », *Katedtil*, n° 70, janvier 1994, p. 11 sqq.

22. Chaïm Weizmann. *Dans l'adversité*, p. 68.

23. *Ha'Aretz* 2 janvier 1920, p. 3. Ben Gourion à l'assemblée des élus, *Ha'Aretz* 8 mars 1922, p. 3. Arigdor Ha Méiri, « Religieux impénitents », *Ha'Aretz*, 13 mai 1923, p. 2. *Doar Ha Yom*, 16 février 1922, p. 3, 22 novembre 1922, p. 3.

24. R. Binyamin, « Yaakov Dahan », *Ha'Aretz*, 28 novembre 1923, p. 4. *Ha'Aretz*, 14 mai 1923, p. 4. F.H. Kisch, *Palestine Diary*, p. 31. *Journal de Kisch*, 2 juillet 1924, ACS.

25. Sbkwno Nakadimon et Shaül Meizlich, Dahan, *Le Premier Meurtre politique en Palestine*, Modern 1985, p. 11. Ronald Storrs, *Orientations*, p. 437.

26. Le haut-commissaire au ministre des Colonies, 30 juin 1922, AE. Bramley au Foreign Office, 22 novembre 1924. RCS, Bramley Papers. Zvi Mechi Zahav et Yehoudah Meshi Zahav, *Le Saint, Le premier assassinat sioniste en Palestine*, Institut du judaïsme orthodoxe.

27. Weizmann à Eder, 3 mars 1922, in Bernard Wasserstein (éd, j, *Correspondance de Chaïm Weizmann*, LIX, p. 90.

28. Rahel Alboy-Dror, « Les femmes dans l'utopie sioniste », *Katedrz*, n° 66, décembre 1992, p. 111*49

29. Rafi Thon, *Li Utile pour l'égalité des droits des femmes*, publié à compte d'auteur, 1996, p. 31. » Annonce du cabinet de la presse du comité des délégués », *Nouvelles de Terre sainte*, 29 septembre 1919, p. 3. Moche Smilansky * Homme-femme*, *Nouvelles de Terre sainte*, 19 juin 1919, p. 3.

30. Frances Emily Newton, *Fifty Year in Palestine*, p. 21. Milicent Fawcett, *Easter in Palestine, 1921-J 922*, Londres, T. Fisher L'nwin Ltd.,

1926, p. 80.

31. Sarah Azariahou, *fragments de mon existence*, Newman, 1957, p. 159. "Klausner dans une réunion de femmes », *Ha'Aretz*, 11 avril 1924, p. 4.

32. Itamar Ben Avi, « La vengeance d'Eve », *Doar Ha Yom*, 11 septembre 1919, p. 2. Moshe Smilansky. « Homme-femme », *Nouvelles de Terre sainte*, 19 juin 1919, p. 3.

33. Hanah Thon, « Réflexions sur le mouvement des femmes », *Ha /shah*, n° 3, juin 1919, p. 3. H. Gainer, -'Nos devoirs envers la femme qui émigre », *Ha /shah*, n° 2, avril 1925, p. 3 sqq. Manifeste, *Nouvelles de Terre sainte*, 4 juillet 1919, p. 1.

34. Berl Katznelson, « Pour le mouvement pionnier », Moshe Basok (éd.), *Le livre du pionnier*, L'Agence juive, 1940 » p. 9

35. Ben Gourion a l'exécutif du comité provisoire de » Juifs de Palestine, 23 juin 1919, *nouvelles de Palestine*, 4 juillet 1919, p. 2. Ben Gourion lors de la huitième assemblée du comité provisoire, 22-23 octobre 1920, AGS.

36 Enher Yavin à Sarah Azariahou, 1er novembre 1925. Voir également le manifeste de l'association des femmes, 1926.

37 Y.K. ; « Nous devons cette fois encore renoncer », *Zivur* //« JW, 20 avril 1920, p. 1. Abraham Al Mahah, « Sujet brûlant », *Doar Ha Yom*. 22 octobre 1919, p. 1 « Le droit des femmes en Palestine », *Doar Ha Yom* 26 février 1922, p. L

38. Anita Shapira, – Histoire politique du Yishouv 1918-1939 », in Moshe Lisk (éd.), *Histoire du Yishouv.*, t. II, p. IE

39. Ministère des Colonies à Rathbone. 21 février 1933. LLL RP XII, Eleanor Rathbone 2.3. (8,

40. Milicent Fawcett. *Easter in Palestine, 1921-1922*, p. 87 199. Gerda Arlosonoff-Goldstein. Remarques sur le mouvement des femmes de Palestine *Ha /shah*. 1929, ri t, p. 6 sqq

41. K<". de presse, p. 10, AC*S. *Ha Aretz*. 8 juin 1920, p. 2. Mémo front Arab women of

Palestine-1029. RML, Chancellor Papers.

42. Ronald Storrs *Orientations*, p. 455. Milicent Fawcett £« t ? r in *Palestine. 1921-1922*, p 72 sqq. Edward Keith-Roach *Pasha of Jérusalem*, p. H !.

43. Milicent Fawcett, *Easter in Palestine, 1921-1922*, p. – A sqq. Norman and Hellen Bentwich. *Palestine Memories 1911-194'-',* p. 65.

44. Rapport non ratifié, 20 juillet 1936, ACS.

45. Weizmann à Eder, 8 décembre 1921, in Bernard Wasserstein éd. *Correspondance de Chaïm Weizmann*, t. X, p. 327. *Journal de Kisch*, 7 février 1923, ACS Newton à Szold. 5 février 1937 : Salad à Newton, 1er septembre 1937, ACS. F.H. Kisch, *Palatine Dior}* – p 214.

46. Dov Gnihoski, *Histoires de Jérusalem*, Carta 1909, p. 79.

47. Herbert Parzen, – The Magnes-Weizman-Eitinstein Controversy *Jewish Social studies*, juillet 1970, vol. XXXII, n, p. 187 sqq.

48. F.H. Kisch, *Palatine Diary*, p. 170.

49. Arthur A. Goren (éd.), *Dissenter in lion*. Cambridge, Harvard University. Press 1982, p. 233 sqq-Weizmann à Kisch, 14-16 novembre 1923. Joshua Freundlich féd->. *The Letters and Papers of Chaïm Weizmann*, New Brunswick, NJ, et Jérusalem, Transaction Books. Rutger' Curveraty et Israël Universities Press, 1977, vol. XII, p. 22 sqq. F.H. Kisch, *Palestine Diary*, p. 169. Dov Goibovski. *Hihres à Jérusalem*, p. 79.

50. Frances Emily Newton, *Fifty Years in Palestine*, p. 193.

51. H.. X. Bialik sur l'université hébraïque, l'association des amis de l'université hébraïque de Palestine, 1935, p. 9. *Journal de Kich*, 2 avril 1925, ACS.

52. – Lord Balfour's Tour-, *The Times*. 6 avril 1925 p. 13. F. R Kisch. *Palatine Diary*, p. 166, – Balfour en Palestine-, *Ha Olam*, 3 avril 1925, p. 278 sqq. – Lord Balfour in Damascus-. *The Times*.

11 avril 1925, p, 10.

53. Herbert Samuel à Morgres, 1^{er} mai 1915 ; correspondance concernant la demande de Samuel de demeurer en Palestine.

54. Shlonsky à Levin, sans mention de date. Legs Levin.

55. – Insurance in Palestine-, *The Monshh Pioneer*, septembre 1928, p. 1.

56. Le Palais Buckingham à Levin, 19 décembre 1928. Legs Levin.

57. Gad Frumkin, *Le Parcours d'un Juge de Jérusalem*, p. 221.

58. Neil Caplan. *Palestine Jewry and the Arab Question 1917-1925*. Londres. Frank Cass, 1978, p. 141 sqq.

59. Ouri Ketsari : « Le destin d'« Alter Levin », *Doar Ha Yom*, 3 novembre 1933, p. 2. Ouri Ketsari : « Asa/Halévy et Alter Levin, *Ha'Aretz*, 28 septembre 1947, p. 3.

Dov Kirahi, *Petit livre d'essais*, Reouven Mas, 1938, p. 80 *sqq.*

60. Khalil Al Sakakini. *C'est ainsi que je suis, Messieurs !* p. 103.

61 – David Kroïner. *Architecture à Jérusalem...*, p. 388 *sqq.*

62. David Ben Gourion, *Mémoires*. 1.1, p. 207.

63. Ouri Keisari. « Le destin d'« Alter Levin », *Doar Ha Yom*, 3 novembre 1933, p. 2. Ouri Keisari,

. Asaf Halevy et Alter Levin –, *Ha'Aretz*, 28 septembre 1947, p. 3. Ouri Keisari,

64-Agnon à Levin, 26 février 1928. Legs Levin.

10. Yefim Gordin émigre en Palestine

1. Gordin à ses parents, 28 mai 1928. Lettres de Yefim Gordin, devenu plus tard Chaïm Shalom Halévy, cités avec l'aimable collaboration de son fils.

2. Moshe Lisk, « Émigration, intégration et émergence d'une société en Palestine dans les années vingt (1918-1930) », in Moshe Lisk (éd.), *Histoire du Yishouv*, t. II, p. 199,214. U. Schmeltz, « Migration-, *Encyclopedia Judaica*, t. 16, p. 518 *sqq.*

3. Gidon Biger, *Colonie royale ou foyer national, Influence du pouvoir britannique sur la Palestine, 1917« 1930, aspect historique et géographique*, Yad Ben Zvi, 1983, p. 174.

4. David Ben Gourion, *Mémoires*, L' I, p. 198.

5. Baroukh Ben-Avram et Henry Near, *Réflexions sur la troisième alyah...*, p. 21. Biger, *Colonie royale ou foyer national*, p. 174.

6. Weizmann et autres personnalités avec Samuel, 3 juillet 1920.

7. Moshe Lisk, *Histoire du Yishouv...*, t. II, p. 218.

8. Un déçu de l'immigration raconte, 17 décembre 1920.

9. Weizmann à Samuel, 22 novembre 1919, in Yehoudah Reinhartz (éd.), *Correspondance de Chaïm Weizmann*, t. IX, p. 270.

10. Samuel à Weizmann, 20 janvier 1920, ACS.

11. Eder, Ruppin et autres personnalités avec Herbert Samuel, 2 juillet 1920, AE. Moshe Lisk, *Histoire du Yishouv...*, t. II, p. 216 *sqq.* La direction du comité national au secrétaire des Colonies, 21 avril 1925. Knesset Israël, le comité national, *Sefer Ha Téoudot*, (sans mention d'éditeur), 1949, p. 84. M. Mossek, *Palestine Immigration Policy under Sir Herbert Samuel*, Londres, Frank Cass, 1978, p. 127. Shackburgh au ministère des Colonies, 25 mai 1925, PRO.

12. Weizmann et ses camarades avec Samuel, 3 juillet 1920.

13. Edwin Samuel, *A Lifetime in Jérusalem*, p. 79.

14. *Lettres choisies*, 35 mars 1923. Moshe Lisk, *Histoire du Yishouv...*, p. 219 *sqq.* David Ben Gourion, *Mémoires*, 1.1, p. 279.

15. Samuel lors du conseil consultatif, -10 mai 1919, ACS. Ruppin avec le commissaire, 1^{er} août 1920, AE. Eder et ses camarades chez le haut-commissaire, 2 juillet 1920, AE. Weizmann chez Graham, 11 juillet 1919, in Yehoudah Reinhartz (éd.), *Correspondance de Chaïm Weizmann*, t. IX, p. 191. Edwin Samuel, *A Lifetime...*, p. 81. *Journal de Kisch*, 10 juin 1930.

16. La direction sioniste en Palestine au bureau palestinien, 15 novembre 1922 et 8 mai 1922, ACS. Un déçu de l'immigration raconte... Baroukh Ben Avram et Henry Near, *Réflexions sur la troisième vague d'émigration...*, p. 113.

17. Ettinger au comité des délégués, 10 juin 1919, ACS. Yehoudah Araz (éd.), *Le Livre de la troisième alyah*, l'I, p. 219,411. Baroukh Ben Avram et Henry Near, *Réflexions sur la troisième vague d'émigration...*, p. 144.

18. Moshe Lisk, *Histoire du Yishouv...*, p. 237 *sqq.*

19. Le bureau palestinien à Elias, 6 mars 1919, ACS. Le comité des délégués, 22 mars 1919, ACS. Le département de l'immigration aux bureaux palestiniens, 14 mars 1923, ACS. Le centre d'aide à De Sola Paul, 20 août 1920, et De Sola Paul au Rav Kook, 11 octobre 1920, ACS.

20. Un déçu de l'immigration raconte... Le département de l'immigration aux bureaux palestiniens, 23 janvier 1923, ACS. Theodor Herzl, *L'État juif* p. 54, *écrits de Berl Katznelson*, Parti des ouvriers de Palestine, (sans date), 1.1,

p. 113. Baroukh Ben Avram et Henry Near, *Réflexions sur la troisième vague d'émigration...*, p. 32,35.

21. Douglas V. Duff, *Bailing with a Teaspoon*, p. 75. Y.G, au comité des délégués, 9 octobre 1921. L3/474.

22. Yosi Ben Artzi : « Spécificité et développement de Haïfa à l'époque du Mandat », Mordechai Neor et Yosi Ben Artzi (éd.). *Développement de Haïfa 1918-1948*, Yad Ben Zvi, 1989, p. 31. May Seikaly *Haïfa, Transformation of an Arab Society 1918-1939*, Londres, Tauris, 1995, p. 49.

Ben Artzi, *Tel-Aviv à ses débuts...* p-38 sqq.

23. Shimon Shatran : – Ilarlar Ha Carmel, centre de la vit-juive à Haïfa » Mordekhaï Neor et Yosi ¹/A. Gordin à ses parents, 8 et. 16 juin 1926.

25. Gordin à ses parents, 6 juillet 1926.

26. L. et Hanah Magiro, *Lod, Souvenirs*, édité à compte d'auteur, 1965.

27. Gordin à ses parents, 6 juillet 1926.

28. Gordin à ses parents, 28 août 1926.

29. Gordin à ses parents, 10 août 1926.

30. Han Shhori, *Rêve devenu métropole, Naissance et croissance de Tel-Aviv...*, p. 368 sqq.

31. Nathan Herpaz, « Des maisons de rêve aux maisons miniatures, Mordekhaï Neor (éd.), *Tel-Aviv à ses débuts...*, p. 91 sqq. Al ter Levin, *Mcgilat Kedem*, Dekel, 1915, p. 32.

32. Moshe Lisk, « Alyah, intégration et émergence... », in Moshe Lisk (éd.), *Histoire du Yishouv...*, t. II, p. 257 sqq., 214.

33. Gidon Biger, « Le projet de Geddes ayant modelé la physionomie de Jérusalem en 1925-, Actes du dixième congrès mondial des sciences du judaïsme, association nationale des sciences du judaïsme, 1990, t. I, p. 384 sqq. Geddes à Eder, 2 mai 1925. Helen Meller, *Patrick Geddes, Social evolutionist and City Planner*, Londres, Roudedge, 1990.

34. Souvenirs de Moshe Halévy, Shimon Halfi (éd.). *Rêve de sable*, à paraître, avec la collaboration de Rahel Halfi. Mordekhaï Ben Hillel Ha Cohen. *Mon univers*, Mitspeh, 1928, Quatrième livre, p. 147 sqq.

35. Baroukh Ben Avram et Henri Near. *Réflexions sur la troisième vague d'émigration...* p. 69. Weizmann à sa femme, 18 avril 1918, Chaïm Weizmann, in Dvora Barzilaï, *Correspondance de Chaïm Weizmann*, t VIII, p. 170.

36. Edmund Peleg, *Ma Palestine*, Am He Sefer, 1957, p. 83 *sqq.* Nahum Gutman, *Petite Ville de peu d'habitants*, Am Oved et Dvir, 1959, p. 261.

37. Souvenirs de Gabriel Tsifroni, Shimon Halfi (éd.). *Rêves de sable...*

38. Gordin à ses parents, 14 juillet 1926.

39. Département de l'immigration au bureau palestinien de Varsovie. 23 février. 8 mai et 4 septembre 1923. S6/267I Moshe Lisk, Alyah, intégration... –, in Moshe Lisk (éd.). *Histoire du Yishouv*

P-227,192,235 *sqq.*

40. Gordin à ses parents, 14 novembre 1926.

41. Gordin à ses parents, *ibid.*

42. Gordin à ses parents, 2 mai 1929.

43. Ilan Shhori, *Rêve devenu métropole...* p. 371.

44. Gordin à ses parents. 7 juin 1927.

45. Gordin à ses parents, 28 décembre 1926 ; 3 janvier. 1^{er}février et 12 août 1927.

46. Gordin à ses parents, I^{er} février et 17 mai 1927.

47. Gordin à ses parents. 28 décembre 1926.

48. Gordin à ses parents, 3 janvier 1927.

49. Gordin à ses parents, 9janvier, 22 septembre 1927.

50. Gordin à ses parents. 19 juillet 1927.

51. Gordin à ses parents. 6 juin 1929.

52. Gordin à ses parents. 27janvier 1928.

53. Gordin à ses parents, 19juillet 1927.

54. Gordin à ses parents. 12 avril. 17 mai et 17 juillet 1927.

55.Rosenblatt, « Afulah day », *The New Palestine*, 19 décembre 1924, p. 426. Moshe Glickson, « L'affaire d'Afoula ». *Ha'Aretz*, 30 novembre 1924, p.

2 sqq. F.H. Kisch, *Palestine Diary*, p. 154. Horace Samuel, *Unholy Memoirs of the Holy Land*, p. 229 sqq.

56. Dan Giladi, « Afoula, ville de la vallée ou Hile face à la vallée ? », Mordekhaï Neor (éd.), *La Vallée d'Izréel 1900-1967*, Yad Ben Zvi, 1993, p. 95 sqq. Iris Glazer, « The Valley of jezrel : Social Idéologies and Settlement Landscape 1920-1929 », *Studies in Zionism*, vol. 11, n° 1, (1990), p. 11 sqq.

57. Gordin à ses parents, 8 septembre 1926.

58. Gordin à ses parents, 28 septembre 1926.

59. Gordin à ses parents, 9 août, 7,14 et 10 novembre, 1^{er} décembre 1926.

60. Gordin à ses parents, 16 janvier 1927.

61. Gordin à ses parents, 7 février 1927.

62. Gordin à ses parents, 19 août 1927.

63. Gordin à ses parents, 28 juin 1928.

64. Gordin à ses parents, 3 avril 1928.

65. Gordin à ses parents, 14 septembre 1927.

66. Gordin à ses parents, 24 octobre 1926.

67. Joseph Klausner, *Jésus le chrétien*, Massada, 1945 p. 448.

David N. Myers, *Re-Inventing the Jewish Past*, p. 94 sqq.

68. Gordin à ses parents, 8 mars 1927.

69. Gordin à ses parents, 15 mars 1928.

70. Gordin à ses parents, 15 avril 1928.

71. Gordin à ses parents, 1^{er} février 1927.

72. Gordin à ses parents, 3 janvier, 5 avril, 6 juin 1927.

73. Gordin à ses parents, 11 décembre 1927.

74. Gordin à ses parents, 28 décembre 1926.

75. Gordin à ses parents, 27 janvier, 11 décembre 1928.

76. Gordin à ses parents, 6 juin 1929.

77. Gordin à ses parents, 11 juillet, 9 novembre et 28 décembre 1926.

11. L'homme nouveau

1. Moshe Lisk, « Émigration, adaptation et émergence d'une société en Palestine dans les années vingt (1918-1930) », in Moshe Lisk (éd.), *Histoire du Yishouv...*, t. II, p. 191

2. Henry Near, *The Kibbutz Movement*, Oxford, Oxford University Press, 1992, p. 138. David Kenaani (éd.), *Encyclopédie des sciences sociales*, Sifirat Poalim, 1970, t. V, p. 343.

3. Henry Near, *The Kibbutz Movement...*, p. 7 *sqq.* Yona Oren (Shifmiller), « Le groupe de Bitania Hit », in Yehoudah Erez (éd.), *Le Livre de la troisième alyah*, Am Oved, 1964, p. 417. Yehoudah Erez (éd.), *Le Livre de la troisième Alyah...*, t. I, p. 725 *sqq.* Sylvie Fogiel-Bijaoui, « From Révolution to Motherhood, The Case of Women in the Kibbutz 1910-1948 », in Deborah Bernstein, (éd.), *Jewish Women in Pre-State Israël*, New York, State University of New York, 1992, p. 211 *sqq.*

4. Shlomo Ben Yosef (Shlomo Horovitz), « Shomreya », Yehoudah Erez (éd.), *Le Livre de la troisième alyah...*, p. 419.

5. Dan Giladi, *Le Yishouv à l'époque de la quatrième Alyah (1924-1929)*, Am Oved, 1973, p. 71 *sqq.*

6. Baroukh Ben Avram et Henry Near, *Réflexions sur la troisième vague d'émigration...*, p. 100.

7. Takhki, « Le journal d'un membre du kibboutz B. », in Yehoudah Erez (éd.), *Le Livre de la troisième alyah...*, p. 429 *sqq.*

8. Nombres XXXII, 20-21 ; 31-32 ; Josué VI, 1-11. David Ben Gourion, *Mémoires*, Am Oved, 1971, 1.1, p. 336, 263, 300, 323, 329, 336, 337.

9. il Chroniques, XXVI, 23. H.N. Bialik sur l'université hébraïque, Association des amis de l'université hébraïque de Palestine, 1925, p. 9. Yehoudah Erez (éd.), *Le Livre de la troisième alyah...*, p. 9, 253.

10. Henry Near : « Qui est pionnier ? », *Toura B.*, Ha Kibboutz Ha Meouhad, 1992, p. 228 *sqq.* Yehoudah Erez (éd.), *Le Livre de la troisième Alyah...*, p. 7 *sqq.*

11. Hagit Levski, *Keren Kayemet Le Israël, Règle et pratique à l'époque du Mandat britannique*. Institut pour la recherche du Keren Kayemet et le peuplement d'Israël, 1993, p. 10. Baroukh Ben Avram et Henry Near, *Réflexions sur la troisième vague d'émigration...* p. 47, 114. Shmuel Almog, « La rédemption dans la rhétorique sioniste », in Ruth Kerek (éd.), *La*

Délivrance de la terre en Palestine, Idée et pratique, Yad Ben Zvi, 3990, p. 13 sqq.

12. Baroukh Ben Avram et Henry Near, *Réflexions sur la troisième vague d'émigration*, p. 54 sqq., 36,80. Gordin à ses parents, 8 juin 1926. Voir également, S.Z. Avramov, *Sur un parti disparu et sur le libéralisme*, Dvir 1995, p. 97 sqq.

13. Mordekhaï Ben Hillel Ha Cohen, « Le peuplement des villes », *Nouvelles de Terre sainte*, 24 septembre 19) 9, p. 4. Voir également : Mordekhaï Ben Hillel Ha Cohen, « Lieux où s'installer-, *Ha'Aretz*, 22 février 1920, p. 1 sqq. Joseph Klausner, « À la gloire de Tel-Aviv. *Ha'Aretz*, 15 avril 1921, p. 2. M. Kleinmann, « Renouveau de la vie sioniste, *Ha'Aretz*, 3 novembre 1921, p. 3. Dizengoff au comité exécutif sioniste, mai 1927, AGS. Rapport non daté à la gloire du peuplement urbain, ACS. Yigal Drori, *Entre droite et gauche, « Les cercles urbains » dans les années vingt*, Œuvres universitaires, 1990, p. 107 sqq. Dan Giladi, Retour à « la terre de nos ancêtres », *LD. Levantin, Alternative à la politique sioniste*. Le Centre israélien pour le progrès économique et social, 1994. Weizmann à Bêla Berlin, 8 novembre 1919, in Yehoudah Reinharz (éd.), *Correspondance de Chaïm Weizmann*, t. IX, p. 264 sqq. Yigal Drori, « Positions de Jabotinsky, Glickson et Lebonrin sur la question de l'occupation du sol au début des années vingt », in Ruth Kerek (éd.), *Rédemption du sol...*, p. 199sqq.

H. David Ben Gourion, *Mémoires*, t.1, p. 425. Yigal Drori, *Entre droite et gauche...*

15. Ilan Troan, « Tel-Aviv dans les années vingt et trente, idéologies concurrentes dans le façonnement de la physionomie sioniste urbaine », *Actes du dixième congrès mondial des sciences du judaïsme*, association nationale des sciences du judaïsme, 1990,1.1, p-391 sqq.

16. *Katedra*, n° 83, avril 1997 Voir également Baria Donar (éd.), *Vivre avec un rêve*, Dvir, 1989. Aima Shapira, *Nouveaux Juifs, anciens Juifs*, Am Oved, 1997, p. 155 sqq. Oz Almog, *Portrait du Sabra*, Am Oved,

1997. Arthur Ruppin, *Fragments de mon existence.*, p. 28, Archives sionistes.

17. Rafaela Bilski Ben Hor *Chaque individu est roi, La pensée sociale et politique de Zeev Jabotinsky*, Dvir, 1988, p. 182 sqq. David Ben Gourion, *Mémoires*, p. 470. Rahel Arbel, *Couleurs bleu et blanc. Images du sionisme 1897-1947*, Beit Ha Tfoutsot et Am Oved, p-124.

18. Halévy à ses parents, 20 septembre 1928.

19. Baroukh Ben Avram et Henry Near, *Réflexions sur la troisième vague d'émigration...*, p. 31,80. Y. Louria, « L'école et la renaissance », *Ha'Aretz*, 22 août 1921, p. 3. M. Zogorodski, – Adultes », *Ha'Aretz*, 7 septembre 1921, p. 2. Weizmann à sa femme. 18 avril 1918, in Dvora Bandai (éd.), *Correspondance...*, p. 169.

20. Nirit Rehal, « Racines ou Horizons ; Portrait de l'élève palestinien type dans les années 1889-1933 », *Katedra*, n° 83, avril 1997, p. 55 sqq.

21. Baroukh Ben Avram et Henry Near, *Réflexions sur la troisième vague d'émigration...*, p. 96.

22. Yehoudah Erez (éd.). *Le Livre de la troisième Alyah...* Baroukh Ben Avram, *Partis et courants politiques à l'époque du foyer national 1918-1948*, p. 84 sqq.

23. Ziona Rabau-Katinski *Tel-Aviv sur les dunes*, p. 103 sqq. Baroukh Ben Avram, *Partis et courants politiques à l'époque du foyer national 1918-1948*, p.84 sqq.

24. Dan Giladi, *Le Yishouv...*, p. 169.

25. Baroukh Ben Avram, *Partis et courants politiques*, p. 36, 39, A.T., « L'ignorant », *Ha'Aretz*, 26 janvier 1920 p. I, Weizmann A Samuel, 22 novembre 1919, in Yehoudah Reinhartz (éd.), *Correspondance de Chaïm Weizmann*, p. 268.

26. Baroukh Ben Avram, *Partis et courants politiques*, p. 27 sqq.

27. Anita Shapira, *Le Rêve et son interprétation, développement politique de la brigade du travail, 1920-1927*, thèse de Doctorat, Université de Tel-Aviv, 1967, p. 94.

28. Dan Giladi, *Le Yishouv...*, p. 180.

Nadav Halévy, *Le Développement économique du Yishouv 1917-1947*, Institut Falak 1979, p. 27.

29. Halévy à ses parents, 14 novembre 1926.

30. Nadav Halévy, *Le Développement économique du peuplement juif de Palestine, 1917-1947...*, p. 21.

31. Moshe Lisk, *Histoire du Yishouv...*, p. 215. Dan Giladi, *Le Yishouv...*, p. 229 sqq.

32. Avitar Przel, *La Politique sioniste après la déclaration Balfour 1917-1922*, Université de Tel-Aviv, 1977, p. 176. *Reports of the Experts Submitted*

to the Joint Palestine Survey Commission, Boston, 1928. Réponse d'Ussishkin au compte rendu de la réorganisation..., ACS.

33. Halévy à ses parents, 19 juillet 1927.

34. Gordin à ses parents, 28 mai 1929.

35. Halévy à ses parents, 14 novembre 1926.

36. Baroukh Ben Avram et Henry Near, *Réflexions...*, p. 131,134.

37. Halévy à ses parents, 24 mai 1927.

38. Ziona Rabau-Katinski, *Tel-Aviv sur les dunes...*, p. 108 *sqq.* Voir également : Ilan Shkhor, *Rêve devenu métropole*, Avivim, 1990, p. 364 *sqq.*

39. Halévy à ses parents, 19 juillet 1927. A.D. Gordon, « Un peu d'observation », S.H. Bergman et A.L. Shohat (éd.), *Œuvres de A. D. Gordon*, Ha Sifria Ha Tsionit, 1952, t, I, p. 124.

40. Halévy à ses parents, 23 novembre 1927.

41. Halévy à ses parents, 27 juillet 1927,11 décembre 1928.

42. Stem à Kisch, 4 mars 1927.

43. Ziona Rabau-Katinski, *Tel-Aviv sur les dunes...*, p. 108 *sqq.* Nathan Donvitz, *Tel-Aviv, Dunes transformées en métropole*, Schocken, 1959, p. 71. RHL, Chancellor Papers, 16 : 3, f. 113.1930.

44. Journal de Kisch, 5 décembre 1923.

45. Correspondance Halévy-Arlosoroff (1932).

46. Halévy à ses parents, 23 novembre 1927. Sarah Thon à Meir Vilkinski, 9 octobre 1919. Rafi Thon, *La Lutte pour l'égalité des droits des femmes, Histoire de Sarah Thon*, Édition à compte d'auteur, 1995, p. 216. Voir également : Nathan Efrati : « Le renouveau de la langue hébraïque et du mouvement sioniste », *Leshonenou La Am*, t. XLVIII, n° 3, avril-juin 1997, p. 93 *sqq.*

47. Ané L. Filovski, « Langue, culture et nationalisme dans le nouveau Yishouv – la polémique nationale au sujet du projet de la création d'une chaire de yiddish à Jérusalem à la fin de l'année 1927 », *Katedra*, n° 21, octobre 1982, p. 103 *sqq.*

48. Halévy à ses parents, 2 janvier 1928.

49. Halévy à ses parents, 20 avril 1928.

50. Arié L. Filovski, *art, cit.*, p. 122. Menahem Brinker, *Jusqu'à la ruelle étroite de Tibériade*, Am Oved, 1990, p. 209. Mordekhai Newman à la commission sur les questions concernant l'anglais (non daté), ACS. Nirit Rekha), « Racines ou Horizons..., », p. 55 *sqq.*

51. Halévy à ses parents, 9 mai 1927.

52. Arié L. Filovski, *art, cit.*, p. 107.

53. Halévy à ses parents, 25 décembre 1927. Voir également : David N. Myers, *Re-Inventing the Jewish Past*, p. 76 *sqq.*

54. Le comité national au haut-commissaire, 28 janvier 1923, Deedes au comité national, 16 février 1923, Knesset Israël, Comité national, *Sefer Ha Téoudot*, 1949, p. 64 *sqq.*

55. Israël Amikam, *Vingt-deux lettres qui se luttent pour leurs droits*, (sans mention d'éditeur), 1947.

56. Halévy à ses parents, 2 janvier 1928.

12. Tractations entre camarades

1 Ylana N. Miller, *Government and Society in Rural Palestine*. Baruch Kimmerling and Joël S. Migdal, *Palestinians, The Making of a People*, New York. Mahmoud Yazbek, « Immigration arabe à Haïfa, 1933-1948 : Analyse quantitative selon des sources arabes », *Katedra*, n° 45, septembre 1987, p. 131 *sqq.* Yosef Vachitz, « Immigration de villageois à Haïfa à l'époque du Mandat : Processus d'urbanisation ? », *Katedra*, n° 45, septembre 1987, p. 113 *sqq.* Gad Gilbert, « Tendances du développement démographique des Arabes de Palestine, 1870-1948 », *Katedra*, n° 45, septembre 1987, p. 42 *sqq.* Rachelle Taqqu, « Peasants into Workman : Internal labor Migration and the Arab Village Community under the Mandate », in Joël S. Migdal (éd.), *Palestinian Socials and Potitics*, Princeton, Princeton University Press, 1980, p. 261 *sqq.*

2. Gidon Shilo, « Le journal et la vie d'un éducateur palestinien hiérosolymitain », in Khalil Al Sakakini, *C'est ainsi que je suis, Messieurs !*, p. 14,146.

3. Rapport des renseignements 107,3 juillet, et rapport des renseignements 146,13 août 1920, ACS. Yehoshouah Porat, *Émergence du mouvement*

national arabe palestinien 1918-1929 11, p. 30 sqq. Revue de presse arabe, ACS. Rashid Khalidi, *Palestinian Identity...*, p. 145 sqq.

4. Yehoshouah Porat, *Émergence du mouvement nationaliste arabe*, L J, p. 102.

5. Irit Amit et Ruth Karak, *Yehoshouah Chankin, Deux amours*, Malo, 1996. Kenneth W. Stem, *The Land Question in Palestine, 1917-1839*, Chapel Hill, The University of North Carolina, 1984, p. 227,39.4,210.

6. H agit Levski, *Le Fonds national juif, règles et pratiques à l'époque du Mandat britannique*, L Institut pour la recherche de l'histoire du Fonds national juif et du peuplement d'Israël, 1993, p. 9 sqq. Iris Gracier, « The Valley of Jezreel : Social Idéologies and Settlement Landscape 1920-1929 », *Studies in Zionism*, vol. II n° 1 (1990), p. l'sqq. F.H. Kisch, *Palestine Diary*, p. 118.

7. The Royal Institute of International Affairs, *Great Britain and Palestine, 1913-1936*, New York, Oxford University Press, 1937, p. 50 sqq.

8. Pazner à Ruppin, 1^{er} juin 1930, ACS. Yosef Weits, *Sur la question de l'expulsion des Arabes*, 20 mars 1946 ? *Nos relations avec les Arabes*, sans mention d'auteur ni de date, probablement en 1920.

9-Arieh L. Avenéri. *La Colonisation juive et l'expulsion arabe 1878-1948*, Ha Kibboutz Ha Meouhad. 1980, p. 112 sqq. Ytshak Olshan, *Discussions*, Schocken, 1978, p. 141.

10. Khalil Al Sakakini, *C'est ainsi que je suis, Messieurs !*, p. 158,163.

H. Kenneth W. Stein, *The Land Question in Palestine 1917-1939*, p. 288 sqq. Rashid Khalidi, *Land Question in Palestine 1917-1939*, *Palestine Studies*, vol. XVII, n° 1, automne 1987, p. 146 sqq. Letter by Kenneth Stein, *Palestine Studies*, vol. XVII, n° 4, été 1988, p. 252 sqq.

12. Weizmann à Samuel, 22 novembre 1919, in Yehoudah Reinharz (éd.), *Correspondance de Chaïm Weizmann*, t. IX, p. 269. Weizmann à Sokolov. 21 août 1920 ; Weizmann à Cohen, 24 septembre 1921, in Bernard Wasserstein (éd.), *Correspondance de Chaïm Weizmann*, L' X, p. 53,270.

13. Yoav Gilbert, *Les Racines du narcisse*. Ministère de l'Intérieur. 1992.

14. Thon à la direction sioniste. 29 décembre 1925. ACS. Kisch à Brodetsky, 6 octobre 1932, ACS.

15. Kalvarisky à la direction sioniste, 18 juillet 1923, ACS. Kalvarisky à la direction sioniste de Londres, 2 juillet 1925, ACS.

16. Actions du secrétariat arabe du Comité national (1922), ACS. *Journal de Kisch*, 27 octobre et 26 avril 1923, ACS.

17. Rapport de Kisch, 19 mai 1925, ACS. Zeev Sternhell, *Construction d'une Nation ou régénération d'une société*, Am Oved, 1995. Gad Frumkin, *le Parcours d'un juge de Jérusalem*, p. 288. David Ha Cohen. *R est temps de raconter*, Am Oved, 1974, p. 45. Gad Frumkin, *le Parcours d'un juge de Jérusalem*, p. 288 sqq. Chaïm Arlosoroff *journal de Jérusalem*, Parti des ouvriers de Palestine, 1949, p. 205,120 sqq.

18. Baroukh Katinka, *Depuis lors et jusqu'à maintenant*, Kiriat Sefer, 1964, p. 257 sqq. Tayasir Jbara *palestinian Leader : Hajj Amin Al Hussayni mufti of Jérusalem*, Princeton, The Kingston Press 1985 p 64 sqq. Nasser Eddin Nashashibi. *Jerusalem's Other Voices*, p. 79 sqq. Yehoshouah Porat, *Des troubles à la révolte*, p. 79 sqq. David Kroïcker, *Palace*, Municipalité de Jérusalem, 1981

19. Avdin à l'Agence juive. 22 septembre 1922, A CS. *Journal de Kisch*, 1^{er} août 1924. ACS Bernard Wasserstein (éd.), *Correspondance de Chaïm Weizmann*, t. XI, p. 245 sqq. Budget du cercle et reçus des collaborateurs.

20. *Journal de Kisch*, 24 janvier 1923, ACS. Mémoire Kisch, 13 décembre 1922, ACS. Gilikin au Comité national, 4 décembre 1922. Le directeur de l'école juive-arabe de Tibériade au secrétaire du Comité national. 4 janvier 1923. ACS.

21. *Journal de Kisch*, 13 juin 1923, ACS.

22. *Ibid.*, 24 janvier 1923 et Annexe C, ACS.

23. *Ibid.*, 30 janvier 1923.

24. *Ibid.*, s' juillet 1924.

25. *Ibid.*, 9 juillet 1923.

26. *Ibid.*, 1^{er} février 1923,5 février 1923,15 avril 1923,15juin 1923.

27. *Ibid.*, 2 janvier 1924, ACS. Renie de presse des différents journaux arabes publiés en Palestine, 19 août 1921, ACS. *Journal de Kisch*, 1^{er} août 1924, ACS. Rédacteur d'un journal arabe à l'Agence juive, 10 juillet 1927. ACS. Centre du mouvement à Kisch, 5 avril 1923, ACS.

28. Kisch au secrétaire d'État, 15 novembre 1923, ACS. Kisch à Weizmann 20 juin 1923, ACS.

29. *Journal de Kisch*, 17 novembre 1924, ACS. Kisch à Deedes, 30 janvier 1923 et documents complémentaires.

30. David Ben Gourion, *Mémoires*, t. II, p. 145 *sqq.* Neil Caplan, *Palestine Jewry and the Arab Question*, p. 101 *sqq.* Ben Zvi au Comité national, 9 mai 1923, ACS. Salon au secrétaire d'État et Rapport Simon, 1^{er} mars 1935. *Records of the VS consulate in Jerusalem, Palestine*. Confidential Correspondence 1920-1935, Record group 84.

31. *Journal de Kisch*. 2 janvier 1924, ACS. Humphrey Bowman, *Middle-East Window*, p. 265. Rapport de Stein, 28 février 1924, ACS. Eliezer Domka, « L'enfantement douloureux de l'école Kadoorie », *katedra*, n° 35, avril 1985, p. 91 *sqq.* Rafaela Bilski Ben Hor, *Chaque individu est roi, La pensée sociale et politique de Zeev Jabotinsky*, Dvir 1988, p. 287 *sqq.*

32. Ahad Ha Am à A.L. Simon, 24 mai 1923. *Correspondance d'Ahad Ha Am*, Dvir, 1960, t. X, p. 253. *Journal de Kisch*, 20 novembre 1923, ACS. David Ben Gourion, *Mémoires*, t. I, p. 340. PA. Alsberg : « La lutte pour l'hégémonie de la municipalité de Jérusalem à l'époque mandataire », in Elie Shaaltial (éd.), *Chapitres de l'Histoire de Jérusalem à l'époque moderne*, Yad Ben Zvi, 1981, p. 310.

33. Anna Shapira, *La Lutte pour le travail juif 1929-1939*, Ha Kibboutz Ha Meouhad, 1977, p. 106. Yigal Drori. *Entre droite et gauche*, « les cercles citoyens » dans les années vingt, p. 165. Zachary Lockman, *Comrades and Enemies*, Berkeley, University of California Press, 1996.

34. *Propos de Berl Katznelson sur l'université hébraïque*, Jérusalem, sans mention d'éditeur, 1944, p. 36. Chaïm Arlosoroff, *Journal de Jérusalem*, p. 43.

35. Moshe Glickson et Moshe Smilansky (1922). Yigal Drori, *Entre droite et gauche...*, p. 38,106.

36. Zeev Sternhell, *Construction d'une nation...* p. 187 *sqq.* Shabtai Tevet, *Ben Gourion et les Arabes de Palestine*, p. 69 *sqq.*

37. Anita Shapira, « Histoire politique du Yishouv 1918-1939 », Moshe Lisk (éd.), *Histoire du Yishouv*, t. II, p. 79,97.

38. Le secrétaire aux affaires arabes à Sason Afnedi, 1^{er} décembre 1922, ACS. F.H. Kisch, *Palestine Diary...*, p. 139. Yehoudah Nini, *Ne fut-ce qu'un rêve ?, Les Yéménites de la région de Tibériade, Histoire de leur installation et de leur déracinement 1912-1930*, Am Oved, 1996, p. 102.

39. Norman and Helen Bentwich, *Palestine Memaries 1918-1948*, p. 53.

40. Ben Gourion à Aïchenberg. 10 décembre 1935, ACS. Rotenshtreich aux membres de la direction de l'Agence juive, 30 décembre 1936, ACS.

41. Liste des vergers et des lieux de travail où furent installés des postes de garde entre 1926-1934, ACS.

42. Halévy à ses parents, 13 juillet 1927. Arthur Ruppin, *Fragments de mon existence...*, p. 133.

Notes

43. *Journal de Kisch*, 12 mai 1925, ACS.

44. Norman and Helen Bentwich, *Palestine Memories*, p. 106. Edward Keith-Roach, *Pasha of Jérusalem*, p. 99. Douglas V. Duff, *Bailing with a Tempoon*, Londres, John Long, 1953, p. 105.

45. Zvi El-Peleg, *Le Grand mufti*, Ministère de l'Intérieur. 1989, p. 29.

46. Deedes au directeur du département de la sécurité intérieure, probablement en 1922. AI. Frances Emily Newton, *Fifty Years in Palestine*, p. 178.

47. Plumer à Emry, 28 août 1923.

Pinhas Ofer, « La consolidation du régime mandataire et les bases du foyer national juif 1921-1931 », in Moshe Lisk (éd.), *Histoire du Yishouv...*, t. I, p. 238 sqq.

48. *Journal de Kisch*, 21 octobre 1925, ACS.

49. Norman and Helen Bentwich, *Palestine Memories*, p. 106 sqq. Edward Keith-Roach, *Pasha of Jerusalem*, p. 99,115. Gad Frumkin, *Le Parcours d'un juge de Jérusalem*, p. 273. *Journal de Kisch*, 1er octobre 1925.

50. Eder avec Plumer, 26 juillet 1927, ACS. F.H. Kisch, *Palestine Diary...* p. 212. Norman and Helen Bentwich, *Palestine Memories*, p. 113 sqq.

51. Halévy à ses parents, 19 juillet 1927. F.H. Kisch, *Palestine Diary...* p. 237, ACS.

52. Yemima Rosenthal (éd.), *Chronologie de l'histoire du Yishouv 1917-1935*. Yad Ben Zvi. 1979,

53. *Journal de Kisch*, 12-13 février 1923, ACS.

54. Yemima Rosenthal,... p. 144.

55. Halévy à ses parents, 19 juillet 1927.

56. Horace Barnett Samuel, *Unholy Mentions of the Holy Land*, p. 174.
La terreur (1928-1938)

13. Jérusalem à fleur de peau

1. *Palestine Commission on the Disturbances of August 1929*, vol. I. Colonial n. 48 (His Majesty's Stationary Office, London. 1930), p. 228 *sqq.* F.H. Kisch. *Palestine Diary*, p. 224 *sqq.* Bernard Wasserstein. *The British in Palestine*, p. 154.

2. Norman and Helen Bentwich, *Mandate Memories 1918-1948*, p. 131.

3. Douglas V Duff, *Bailing wâh a Teaspoon*, p. 168 *sqq.* Edward Keith-Roach, *Pasha of Jerusalem*, P-119.

4. Landau à Kisch, 21 décembre 1928. ACS.

5. Ronald Storrs. *Orientations*, p. 342 *sqq.* 413. Le comité des délégués à la commission politique de Londres, 20 mai 1920, ACS.

6. Bowman à Holl, 23 septembre 1935, AE. Ben Zvi au secrétaire général. 31 décembre 1931. ACS.

7. Kisch à David Yelin, 10 avril 1927. ACS.

8. *Journal de Ha Cohen*, 3 janvier 1936, Bibliothèque nationale, département des manuscrits, ACS. Chaïm Arlosoroff. *Journal de Jérusalem*, p. 145.

9. Norman and Helen Bentwich. *Mandate memories 1918-1948*, p. 48.

10. Rapport sur les activités de Newton, 10 juin 1936, ACS. Cohen à Shertok, 4 juillet 1940, ACS. Frances Emily Newton. *Fifty Years in Palestine*, p. 143. *The Encyclopedia Britannica*. 13^e Édition. London, 1926, vol. II, p-39. L'Organisation sioniste à l'éditeur Macmillan, 22 octobre 1935, ACS.

11. Nanonhood, The case of Ben Zion Dinur », *History and Memory*, vol. 7, n°1 printemps/été 1995 p. 91 *sqq.*

12. Ashbal à Sharett, 28 février 1946.

13. Tarif Khalidi, « Palestinian Historiography, 1900-1948, *Journal of Palestine Studies*, vol. X, n° 3, printemps 1981, Issue 39, p. 59 *sqq.* Adnan

Abu-Ghazaleh, « Arab Cultural Nationalism in Palestine during the British Mandate », *Journal of Palestine Studies*, vol. I, n° 3, 1972, p. 37 *sqq.*

14. Rapport des renseignements 98,24 juin 1920, et Rapport des renseignements 107,3 juillet 1920, ACS. AE.

15. Kisch au commissaire, 9 janvier 1931. ACS. Knabenshue au département d'État, 20 janvier 1931. *Records of the United States Consulate in Jerusalem, Palestine*, Confidential Correspondent 1920-1935, Record group 84, ACS.

16. Bernard Wasserstein, *The British in Palestine*, p. 227.

17. Harry Luke, *Cities and Men*, p. 204, 217.

18. *Ibid.*, p. 213.

19. Horace Barnett Samuel, *Unholy Memoirs of the Holy Land*, p. 145 *sqq.* F.H. Kisch, *Palestine Diary*, p. 144, 146. Le comité national au commissaire, 22 septembre 1922, AE, ACS.

20. Ronald Storrs, *Orientations*, p. 441. F.H. Kisch, *Palestine Diary*, p. 131. P. Dagan, « Le scandale de La Juive », *Doar Ha Yom*, 29 juin 1924, p. 2. « Culture », *Doar Ha Yom*, 7 août 1924, p. 4. L'administration britannique et sa relation à rétablissement du foyer national, 1942-1947, ACS.

21. Ronald Storrs, *Orientations*, p. 342 *sqq.* ; 413 *sqq.*

22. Liste de ceux qui vendirent leurs terres, 5 janvier 1937, ACS. Bernard Wasserstein, *The British in Palestine*, p. 224

23. Rapport Knabenshue, 2 décembre 1929. *Records of the United States Consulate in Jerusalem, Palestine*. Rahel Arbal (éd.), *Les Couleurs bleus et blanc, Les Représentations du sionisme 1897-1947*, Beit Ha Tfoutsot et Am Oved, 1977.

24. Halévy à ses parents, 12 avril 1928.

25. Abraham Selah, « Les incidents du Mur (1929), Renversement dans les relations juives et arabes ? », in Hagit Levski (éd.), *Jérusalem dans la conscience et la praxis sioniste*, centre Zalman Shazar, 1989, p. 261 *sqq.* Yehoshuah Porat, *émergence du mouvement national arabe palestinien*, 1.1, p. 210 *sqq.*

26. Anita Shapira, « Histoire politique du Yishouv 1918-1939 », in Moshe Lisk (éd.), *Histoire du Yishouv...*, t. II, p. 60 *sqq.*

27. Shmuel Katz, *Jabo*, t. II, p. 705.

28. Ben Gourion au comité national, 16 octobre 1928, ACS.
29. Déclaration du comité national, 26 septembre 1928, Knesset Israël, le comité national, *Sefer Ha Téoudot*, sans mention d'éditeur, 1949, p. 119 *sqq.*
30. Edward Keith-Roach, *Pasha of Jerusalem*, p. 121.
31. Entretien avec Chancelier, 15 octobre 1928, ACS. Chancellor lors de son discours d'adieu, 26 août 1931. RHL, Chancellor Papers.

32. Chancellor à son fils, 8 octobre 1929 et 5 octobre 1930. Rhodes House Library, Chancellor Papers. Chancellor au mufti, 8 octobre 1929.

33. Yemima Rosenthal (éd.), *Chronologie de l'histoire du Yishouv 1917-1935*, p. 164 *sqq.* Edwin Samuel, *A Lifetime in Jérusalem*, p. 104.

34. Halévy à ses parents, 27 septembre 1928.

35. Halévy à ses parents, 18 octobre 1928.

36. Halévy à ses parents, 1^{er} octobre 1928. Kisch à Rothschild, 28 août 1929, ACS.

37. Halévy à ses parents, 1^{er} octobre, 18 octobre 1928.

38. Itshak Olshan, *Mémoires*, Schocken, 1978, p. 124.

39. Halévy à ses parents, 12 août 1929, Psaumes CXIX, 126.

40. Halévy à ses parents, 21 août 1929.

41 Bernard Wasserstein, *The British in Palestine*, p. 233.

42. Halévy a ses parents, 21 août 1928.

43. Journal d'Archidale, p. 2. *Retords of the United States Consulate in Jerusalem, Palestine*. Manifeste de la direction sioniste et du comité national, 28 août 1929, Knesset Israël, le comité national, *Sefer Ha Teoudot*, p. 134 *sqq.*

44. Rapport Kingley-Hare, AE. Halévy à ses parents, 21 août 1929. Douglas V. Duff, *Batling a Teaspoon*, p. 194.

45. F.H. Kisch, *Palestine Diary*, p. 248. Edwin Samuel.. *A lifetime, in Jerusalem*, p. 109.

46. Harry Luke, *Cities and Men*, vol. III, p. 15 *sqq.* Rapport de Ytshak Ben Zvi. 21 août 1929. Zmora à Ben Zvi, 27 septembre 1929. *Palestine Commission on the Disturbances of August 1929*, Colonial n°8 (His Majesty's Stationary Office : Londres, 1930. Evidence of Khadra, 27^e Sitting, 30 novembre 1929, vol. I, p. 481 *sqq.* Evidence of Braude, 33^e Sitting, 9 décembre 1929, vol. II, p. 584 *sqq.*

47. Halévy à ses parents, 21 août 1929.

14. Hébron, 1929

1. Harry Luke, *Cities and Men*, vol. III, p. 18 *Records on the United States Consulate in Jerusalem*, Palestine Confidential Correspondence 1920-1935, Record group 84. Edward Keith-Roach, *Pasha of Jérusalem*, p. 107. Palestine Commission on the Disturbances of August 1929, Colonial n. 48. Evidence of the Mufti, 28**30* Sitzings, 2-4 December 1929, vol. I, p. 492-vol. II p-453.

2. *Records of the United States Consulate in Jerusalem...* Edwin Samuel, *A Lifetime in Jerusalem*, p. 106 sqq. Harry Luke, *Cities and Men*. Palestine Commission on the Disturbances of August 1929. Evidence of the Mufti, 28*-30th Sitzings, 2-4 Décembre 1929.

3. Harry Luke, *Cities and Men*. Palestine Commission on the Disturbances of August 1929. Evidence of the Mufti...

4. *Journal d'Archidale*, p. 3. *Records of the United States Consulate in Jerusalem*. Itshak Ben Zvi, *Le Début de l'attaque sur Jérusalem*, sans mention de date, ACS. Rapport Nanrow, 23-25 août 1929, AE.

5. *Records of the United States Consulate in Jerusalem...* Voir également le rapport Kingsley-Hare, 21-26 août. AE. *Palestine Commission on the Disturbances of August 1929...* Evidence of Shammas. 21* Sitting, 23 novembre 1929, vol. I, p. 386 sqq.

6. Edward Keith-Roach. *Pasha of Jerusalem*, p. 123. Martin Kolinsky, *Louk Order and Bots...* p. 79.

7. Edwin Samuel, *A Lifetime in Jerusalem*, p. 108.

8. *journal d'Archulall*, p. 1 sqq. *Records of the United States Consulate in Jerusalem...*,

9. Ouri Brenner. *La Confédération des kibboutz dans la Haganah 1923-1939*. Ha Kibboutz Ha Meouhad, 1980, p. 8. Margery Bentwich à sa famille, 26 juillet 1929. Avec l'aimable collaboration d'Ari Shavit. Itshak Ben Zvi, *Le Début de l'attaque sur Jérusalem*, ACS. *Journal d'Anhidale*, p. 7,10. *Records of the United States Consulate in Jerusalem...*

10 Cafferata à sa mère, 4 août 1929. *Palestine Commission on the Disturbances of August 1929*, vol. 1, p. 154. Rapport Elias, ACS.

II. Cafferata, *Autobiographie* ; Clinton sur Cafferata 18 juillet 1921 ; Cafferata à sa mère, 4 août 1929.

12. Rapport Elias, ACS. *Le comité de la ville aux Juifs d'Hébron*, 20 nui 1921, ACS.

13. Rapport de Cafferata. *Palestine Commission on the Disturbances of August 1929*, vol. II, p. 983 sqq.

14. Rapport de Cafferata. *Palestine Commission on the Disturbances of August 1929*, vol. II, p. 984. Oded Avosar. – Au temps des pogroms, in Reliavam Zeevi (éd.), *Le massacre d'Hébron*, 1929. Havatselel, 1994. p. 31 sqq.

15. Yosef Agnon, *De moi à moi*, p. 402. Dan Laor, *La vie d'Agnon*, Schocken, 1998, p. 207 sqq.

16. Margery Bentwich à sa famille, 26 juillet 1929. Témoignage de Cafferata lors du procès Maraka. Compte-rendu de la commission d'enquête, Tel-Aviv, 1930, deuxième édition "Les procès", p. 46.

17. Témoignage de Shniorson et témoignage de Maraka, *Compte rendu de la commission d'enquête*,
p. 46,65.

18. Rapport Cafferata. *Palestine Commission on the Disturbances of August 1929* vol. II, p. 984. YL.

Grodzenski, « Hébron la purulente », in Rehavam Zeevi (éd.), *Le Massacre d'Hébron 1929* ; p. 52.

19. Rehavam Zeevi (éd.), *Le Massacre d'Hébron 1929*, p. 26 sqq, 69 sqq. *Records of the United States*

Consulate in Jerusalem...

20. Halévy à ses parents, 16 septembre 1929.

21. David Ben Gourion, *Mémoires*, L' I, p. 349.

22. Norman and Helen Bentwich, *Mandate Memories 1918-1948*, p. 135. Cafferata à sa mère, 29 novembre 1929.

23. *Records of the United States Consulate in Jerusalem...*

24. Rehavam Zeevi (éd.). *Le Massacre d'Hébron 1929*, p. 41. Oded Avissar (éd.). *Le Livre d'Hébron*, Keter. 1978, p. 80 sqq. Horowitz à Kisch, 10 novembre 1929, ACSS.

25. Shmuel Yosef Agnon, *De moi à moi*, p. 404 sqq. Halévy à ses parents, 30 octobre 1929.

26. Levin à Abramson, 23 octobre 1929.

27. Martin Kolinsky, *Law, Order and Riots in Mandatory Palestine, 1928-1935*, p. 49. F.H. Kisch, *Palestine Diary*, p. 255. Mouhamad Al Tavit, « Comment ont commencé les émeutes de Safed ».

28. Repl)¹ of the Palestinian Arab Executive on the High Commissioner's Proclamation, ACS. Arthur Ruppin. *Fragments de mon existence...*, p. 177. Le comité national au sujet de l'annonce du comité exécutif arabe, 6 septembre 1929, Knesset Israël, le comité national, *Sefer Ha Teoudot*, (sans mention d'éditeur), 1949, p. 139 *sqq.* *Report of the Commission on Palestine Disturbances of August 1929*, p. 65.

29. Shmuel Yosef Agnon, *De moi à moi*, p. 406.

30. *Journal d'Archidale*, p. 15 *sqq.* *Records of the United States Consulate in Jerusalem...*

31. Chancellor à Passfield, 7 septembre 1929. Martin Kolonsky, *Law, Order and Riots in Mandatory Palestine*, p. 56. Pinhas Ofer, « Émergence du régime mandataire et fondation du foyer national juif, 1922-1931 », in Moshe Lisk (éd.). *Histoire du Yishouv...*, p. 287.

32. Chancellor à son fils, 8 octobre 1929.

33. Chancellor à son fils, 23 octobre 1929. *Journal de Kisch*, 28 janvier 1931, ACS.

15. Un petit déjeuner à Chequers

1. Chancellor à Passfield, 10 novembre 1929. RHL, Chancellor Papers. Martin Kolinsky, *Law, Order and Riots...*, p. 91 *sqq.* Chaïm Weizmann, *Dans l'adversité*, p. 326. Chaïm Weizmann, *Trial and Error*, p. 412.

2. Chancellor à son fils, 20 octobre 1929, RHL, Chancellor Papers.

3. Macdonal à Chancellor, 18 octobre 1931. Chaïm Arlosoroff, *Journal de Jérusalem*, p. 205. Norman and Helen Bentwich, *Mandate Memories 1918-1948*, p. 139. Chancellor à Passfield, 10 septembre 1929. Les Arabes de Naplouse au Président de la Haute Cour de justice, 12 septembre 1929. Bentwich à Chancellor, 1^{er} octobre 1929. Rapport du comité exécutif arabe, 2 octobre 1929. Norman and Helen Bentwich, *Mandate Memories...*, p. 137 *sqq.*

4. Martin Kolinsky, *Law, Order and Riots....*, p. 87 *sqq.*
5. Chancellor à son fils, 13 janvier 1930 ; l'juin 1930. F.H. Kisch, *Palestine Diary*, p. 310. *Journal de Kisch*, 17 juin 1930, ACS. Chancellor à son fils, 14 février 1931.
6. F.H. Kisch, *Palestine Diary*, p. 260, ACS. Kisch à Chancellor, 10 septembre 1929.
7. F.H. Kisch, *Palestine Diary*, p. 267,279 *sqq.* Rahavam Zeevi, (éd.), *Le Massacre d'Hébron 1929*, p. 86 *sqq.* Bernard Wasserstein, *The British in Palestine*, p. 237. Norman and Helen Bentwich, *Mandate Memories...*, p. VM. *Journal de Kisch*, 16 septembre 1929, ACS. *Ibid.*
8. Annuel Yosef Agnon, *De moi à moi*, p. 406. Norman and Helen Bentwich, *Mandate Memories...*, p. J 33. Chancellor à son fils. 5 octobre 1930 ; 14 novembre 1930.
- t) p. U. Kisch. *Palestine Diary*, p, 287 *sqq.*, 261.
- 10.. 'Liverpool Man's Heroism in Palestine", *The Liverpool Echo*, 31 août 1929. *Official Gazette* ^{9 5} Septembre, 1929, p. 998.
11. insinuations à la presse, 10 septembre 1929, ACS.
12. Chancellor à son fils, 11 septembre 1929. F.H. Kisch, *Palestine Diary*, p. 270.
13. Discours pendant le Congrès sioniste. 1931, David Ben Gourion, *Mémoires*, t.II, p. 466. Shabtai Tevet, *Ben Gourion et les Arabes de Palestine*, p. 136.
14. Shmuel Kah, *Jabo*, t. II, p. 741 *sqq.* David Ben Gourion, *Mémoires*, t. III, p, 164, Arthur Ruppin, *Fragments de mon existence..*, p. 175.
15. Halévy à ses parents, 4 et 16 septembre 1929.
16. Kisch à Rothschild, 28 août 1929. ACS S25/I. Sondras à Cafferata, octobre 1929. Cafferata à Christopher Sykes. 30 avril 1964.
17. Pinhas Ofer, Émergence du régime mandataire... –, in Moshe Lisk. (éd.). *Histoire du Yishouv...*, t. I, p. 286 *sqq.*, 303 *sqq.* Gabriel Sheffer, « Les façonneurs de la politique mandataire, stéréotypes ou réalité », *Kesket*, n ° 48,1970, p. 174.
18. Chancellor à son fils, 3 novembre 1929.
19. Le mufti lors de la commission d'enquête. *Compte rendu de la commission d'enquête*, Tel-Aviv, 1930, seconde édition, t. IV, p. 92,98.

Palestine Commission on the Disturbances of August 1929. Evidence of the Mufti, 29th Sitting, 3 december 1929, vol. I, p. 509. Chancellor à son fils. 12 octobre 1929. David Ben Gourion, *Mémoires*, t. I, p. 344. Yehoshuah Porat, *émergence du mouvement national arabe palestinien*. Il I, p. 210 *sqq.* Zvi El Peleg, *Le Grand Mufti*, Ministère de l'Intérieur, 1989, p. 22 *sqq.* Philip Mattar, – The Role of the Mufti of Jerusalem in the Political Struggle over the Western Wall 1928-1929. *Middle Eastern Studies*, vol. 19, janvier 1983, n° 1, p. 104 *sqq.*

20. Chancellor à son fils, 11 novembre 1929. Chancellor avec les représentants arabes, 9 septembre 1929.

21. Chancellor à son fils, 12 octobre 1929 ; 13 janvier 1930 ; 18 octobre 1930.

22. Chancellor à son fils, 12 octobre 1930. Chancellor à son fils 12 octobre 1929.

23. Gabriel Sheffer, « Les façonneurs de la politique mandataire... », *Keshell* p. 170. Chancellor à son fils, 12 octobre 1929.

24. Chancellor à son fils, 6 octobre 1929. G. Sheffer. – Intentions and Results of British Policy in Palestine : Passfield's White Paper ». *Middle Eastern Studies*, vol. IX, janvier 1973, n° 1, p. 45.

25. Chancellor à Plumer, 3 octobre 1928. Chancellor au ministre des Colonies, 17 janvier 1930. Pinhas Ofer. « Émergence du régime mandataire... », in Moshe Lisk (éd.). *Histoire du Yishouv*, p. 290 *sqq.*

26. Chancellor à son fils, 18 octobre 1930.

27. A.J. P. Taylor, *English History, 1914-1945*, Oxford. Clarendon Press. 1965, p. 276.

28. G. Sheffer. « Intentions and Results of British Policy in Palestine... », p. 43 *sqq.*

29. Norman and Helen Bentwich. *Mandate Memories...*, p. 142. Chancellor à son fils. 16 novembre 1930. Alan Bullock, *Ernest Bevin*, Trade Union Leader, New York. WAV. Norton. 1960, p. 457.

30. Chaïm Weizmann, *Dans l'adversité*, p. 326. Gabriel Sheffer. « Le modèle palestinien et le Yishouv dans l'élaboration de la politique mandataire dans les années trente ». *Ha Zionoul*, 3, 1973,

p. 287.

31. Chancellor à son fils. 26 octobre 1980.

32. Chaïm Weizmann, *Dans l'adversité* p. 325 sqq, 323.330. Pinhas Ofer. – Émergence du régime mandataire...» in Moshe Lisk (ed.) « *Histoire du Yishouv...* », p. 290 sqq. The Royal Institute of International Affairs, *Great Britain and Palestine, 1915-1936*, New York, Oxford University Press, 1937, p. 54 sqq. *Réactions du comité national*, Knesset Israel, le comité national, Sefer ha Teoudot, 1949 (sans mention d'éditeur), p. 143 sqq.

33. Chancellor à son fils, 18 octobre 1930. Chancellor à Davidson, 7 mars 1937. George Rendel, *The Sword and the Olive*, London, John Murray, 1957, p. 120. Chancellor à son fils, 12 octobre 1929.

34. Shmuel Katz, *Jabo*, t. II, p. 816. Norman Rose, *Chaïm Weizmann, Domino*. 1986, p. 182 sqq.

35. David Ben Gourion, *Mémoires*, t. II, p. 420,428.

Shabtaï Tevet, *Le Jeune et Zélé David Ben Gourion*, t. II, p. 180 sqq.

36. David Ben Gourion, *Mémoires*, 1.1, p. 483 ; t. III, p. 140 ; t. V, p. 367.

37. Knabenshue au secrétaire d'État, 20 octobre 1931. *Records of the United States Consulate in Jerusalem, Palestine*, Confidential Correspondence 1920-1935, Record Group 84.

38. Chancellor à son fils, 14 et 15 novembre 1930 ; 13 mars 1931.

39. Chancellor à son fils, 12 octobre 1929 ; 23 octobre 1930.

40. Chancellor à son fils, 13 janvier 1930 ; 21 février 1930 ; Chancellor à Birchino (sans mention de date). Chancellor lors de son discours d'adieu, 26 août 1931.

41. Procedure for civil Marriage of Mr. Cafferata and Miss Ford-Dunn, April 5th, 1930. « Palestine Hero and his Bride », *The Liverpool Echo*, 22 avril 1930.

16. Hamlet à Haïfa

1. David Kroïnker, *Architecture à Jérusalem...*, p. 81 sqq.

2. Le consulat américain au ministère des Affaires étrangères, 4 juillet 1935. *Records of the united States Consulate in Jerusalem, Palestine*

Confidential Correspondent 1920-1935. *Journal de Battershill*, 14 août 1937 ; 1^{er} février 1939. RHL, Battershill Papers.

3. Horace Barnett Samuel, *Unholy Memoirs of the Holy Land*, p. 189.

4. Béatrice Magnès, *Épisodes*, p. 79.

5. Amos Oz, *Une panthère dans la cave*, Keter, 1995, p. 37.

6. Antonius à sa fille, 16 juillet 1930, AL 1051/5/P.

7. Edward Keith-Roach, *Pasha of Jerusalem*, p. 212 *sqq.* *Journal de Battershill*, 29 novembre 1938.

8. Wauchope à Battershill, 20 septembre 1937. *Journal de Battershill*, 15 décembre 1938.

9. Chaïm Arlosoroff, *Journal hiérosolymite*, Parti des ouvriers d'Eretz Israël, 1949, p. 195,164,181,237.

10. Chaïm Arlosoroff, *Journal Hiérosolymite*, p. 168. Correspondance, mai 1932, ACS S25/30.

11. Joseph F. Broadhurst, *From Vine Street to Jerusalem*, London, Stanley Paul, 1936, p. 223.

12. Michael Golinkin, *Des palais de Japhet aux tentes de Sem*, le comité pour la publication du livre de souvenirs de Golinkin, 1950. « Culture », *Ha'Aretz*, 9 mars 1923, p. 4.

13. Ronald Storrs, *Orientations*, p. 440. La municipalité de Tel-Aviv à Moshe Shertok, 28 mai 1934, ACSS25/9725.

14. Béatrice Magnès, *épisodes*, p. 108,116,151.

15. Chaïm Arlosoroff, *Journal hiérosolymite*, p. 224. Magnus Hirschfeld, *Men and Women, The World Journey of a Sexologist*, New York, G.P. Putman's Sons, 1935, p. 291.

16. *Journal de Ha Cohen*, 2 novembre 1934.

17. Edward Keith-Roach, *Pasha of Jerusalem*, p. 132 *sqq.* *Journal de Battershill*, 14 août 1937, 1^{er} janvier 1939. Le consulat américain au département d'État, 4 juillet 1955. Records of the United States Consulate in Jérusalem. David Ha cohen, *Le Temps du récit*, p. 63.

18. Norman and Helen Bentwich, *Mandate Memories...*, p. 153. Wauchope à Ormsby-Gore, 24 juin 1936, PRO CO 733/297 75156.

19. Le secrétaire général à l'Agence juive, 17 juillet 1930, ACS S25/4472.

20. Chaïm Ha Negbi, « Hébron, ma ville, histoire d'un amour différent », *Koteret Rashit*, 20 juillet 1983, p. 20 *sqq.* Chaïm Arlosoroff, *Journal hiérosolymitain*, p. 250. David Ben Gourion, *Mémoires*, t. 1, p. 364.

21. Martin Kolinsky, *Law, Orders and Riots...*, p. 181.

22. Edwin Samuel, *A Lifetime in Jérusalem*, p. 111, Edwin Samuel à son père, 17 septembre 1929, AE

23. Baroukh Katinka, *Depuis lors et jusqu'à maintenant*, p. 260.

24. Edward Keith-Roach, *Pasha of Jerusalem*, p. 130.

25. Humphrey Bowman, *Middle East Window*, p. 305.

26. Knabenshue au ministère des Affaires étrangères, 2 décembre 1929. Records of the United States Consulate in Jerusalem, Palestine. Arthur Ruppin. *Fragments de mon existence..*, p. 178.

27. Levin à Hoffein, 27 octobre 1929 ; Hoffein à Levin, 31 octobre 1929.

28. Legs Levin, avec l'aimable collaboration de la famille Levin.

29. Alter Levin, *Allons !*, Bibliothèque nationale, département des manuscrits.

30. Asaf Halévy le Hiérosolymitain, *Mégilat Kedem*, Dekel, 1915, p. 98 s.

31. Khalil Al Sakakini, *C'est ainsi que je suis, Messieurs !*, p. 167. *Journal de Sakakini*, 1940, (Sans précision de date au quotidien), avec l'aimable collaboration de ses filles.

32. Yemima Rosenthal, (éd.), *Chronologie de l'histoire du Yishouv en Palestine, 1917-1935*, Vad Ben-Zvi, 1979, p. 196 *sqq.*

33. Congrès arabes, 30 novembre 1930. *Records of the United States Consulate in Jerusalem*. Arlosoroff à Kisch, (1929 ?), ACS.

34. Yuval Arnon-Okhanah, « Le parti Al Istiqlal : Le début du radicalisme palestinien 1930-1937 ». *Katedra*, 12, juillet 1937, p. 91 *sqq.* Yehoshuah Porat, *Des meutes à la révolte, Le mouvement national arabe 1929-1939*, Am Oved, 1978, p. 147 *sqq.*

35. Martin Kolinsky, *Law, Order and Riots...*, p. 172 *sqq.*

36. Khalil Al Sakakini, *C'est ainsi que je suis, Messieurs !*, p. 169. Compte rendu de la commission d'enquête, *The Palestine Gazette*, n° 420,7 février 1934, p. 95 *sqq.*

37. Khalil Al Sakakini, *C'est ainsi que je suis, Messieurs !*, p. 171.

38. *Ibid*, p, 170.

39. Shabtaï Tevet, *Le Meurtre d'Arlosoroff*, Schocken, 1982 ; État d'Israël. La commission d'enquête dépêchée pour le meurtre du docteur Chaïm Arlosoroff, *Compte rendu*, 1985.

40. Yoseph Halper, *Le Lehi 1940-1949*, Centre Zalman Shazar et Keter, 1989, t. I, p. 19 *sqq*, t II, p. 531 *sqq*. *Journal de Battershill*, 21 novembre 1937.

41. *Journal de Mormon*, p. 19,5, 16, IWM, Morrison Papers.

42. *Journal de Mormon*, p. 11,8, 20, IWM, Morrison Papers.

43. Moshe Lisk, « Immigration, intégration et émergence d'une société dans la Palestine des années vingt (1918-1930) », in Moshe Lisk (éd.), *Histoire du Yishouv...*, t. II, p. 287 *sqq*. *Journal de Ha Cohen*, 12 octobre 1934, Ha Sifria Ha Leoumit, Département des manuscrits. May Seikaly, *Haifa, Transformation of an Arab Society, 1918-1939*, Londres, I.B. Tauris, 1995, p. 49.

44. Tom Segev. *Le Septième Million*, Keter. 1992, p. 13 *sqq* (version française, Liana Levi, 1993)

45. *A Survey of Palestine Prepared for the Anglo-American Committee of Inquiry*, Jerusalem, The Government Printer, 1946, vol. II, p.703.

46. Pavzner à Ruppin, 1^{er} juin 1930. ACS.

47. Humphrey Bowman, *Middle-East Window*, p. 261.

48. Mémoire Antonius. 1942, AE. M.F. Abcarian, *Palestine through the Fog of Propaganda*. Londres, Hutchinson and Co., 1947, p. 100. Yehoshuah Ben Hananiah, « Histoire de l'éducation arabe en Palestine », *écho de l'Orient*, 26 novembre 1943, p. 5 *sqq* : 10 décembre 1943, p. 10 *sqq* : 24 décembre 1943, p. 5 *sqq*, janvier 1944, p. 5 *sqq*, 28 janvier 1944, p. 6 *sqq* ; 11 février 1944, p. 4 *sqq* ; 7 avril 1944, p.4 *sqq*. *A Survey of Palestine Prepared for the Anglo-American Committee of Inquiry*, Jerusalem, The Government Printer, 1946, vol. III, p. 1147.

49. AL. Tibawi, *Arab Education in Mandatory Palestine*, Londres, Luzac and Co., 1956, p. 78. D. Mathews and Matta Arkawi, *Education in Arab Countries of the Near East*, Washington 78. Roderic American Council on Education, 1949, p. 217 *sqq*. Yaakov Reubeni, *L'Administration mandataire en Palestine, Analyse politico-historique*, Bar Ilan, 1993, p. 164.

50. The Distribution of Educational Benefits in Palestine (1945), MEC, Farrell Papers. Wauchope au ministre des Colonies, 31 décembre 1932, PRO CO.

51. Yaakov Reubeni, *L'Administration mandataire en Palestine...*, p. 164, 170 sqq. AL. Tibawi, *Arab Education in Mandatory Palestine*, p. 273. Rapport MacNear, p. 43 sqq, AE.

52. *Palestine and Transjordan, Report of the Financial Commission*, Middle East n° 43, London, July 1931,

53. Humphrey Bowman, *Middle-East Window*, p. 279. AL. Tibawi, *Arab Education in Mandatory Palestine*, p. 79.

54. Farrell au secrétaire général, 7 octobre 1935, AE. A.L. Tibawi, *Arab Education in Mandatory Palestine*, p. 80 sqq.

55. Khalil Al Sakakini, *C'est ainsi que je suis. Messieurs !*, p. 153.

56. AL. Tibawi, *Arab Education in Mandatory Palestine*, p. 80 sqq. Farrell au secrétaire général, 12 avril 1932, AE. Humphrey Bowman, *Middle-East Window*, p. 258. Ylana N. Miller, *Government and Society in Rural Palestine 1920-1948*, Austin, University of Texas Press, 1985, p. 202 sqq.

57. Moussa Kazam Al Husseini au haut-commissaire, 29 septembre 1932. AL Tibawi, *Arab Education in Mandatory Palestine*, p. 165. *Palestine Royal Commission Report*, Cmd. 5479, p. 337, Londres, HMSO, 1937.

58. Bernard de Bunsen, *Mémoires*, manuscrit non folioté, avec la collaboration de sa veuve. Wauchope au ministre des Colonies, 31 décembre 1932, PRO CO. *Palestine Royal Commission Report* Cmd. 5479, p. 337, Londres, HMSO, 1937. AL. Tibawi, *Arab Education in Mandatory Palestine*, p. 165.

59. *Palestine and Transjordan, Report of the Financial Commission*.

60. Wauchope à Lawrence, 25 mai 1935. Mémorandum Farrell, 23 octobre 1939, *Journal de Farrell*, p. 10, MEC, Farrell Papers.

61. Mahmoud Izbak, « Immigration arabe à Haïfa, 1933-1948 : analyse quantitative d'après des sources arabes », *Katedra*, 45, septembre 1987, p. 131 sqq. Yosef Veshetz, « Immigration de villageois à Haïfa à l'époque du Mandat, processus d'aveuglement ? », *Katedra*, 45, septembre 1987, p. 113 sqq. Gad Gilbert, « Tendances du développement démographique des Arabes de Palestine, 1870-1948 », *Katedra*, 45, septembre 1987, p. 42 sqq. Rachelle Taqu, « Peasants into Workman : Internal Labor Migration and the Arab

Village Community under the Mandate » in Joël S. Migdal (éd.), *Palestinian Society and Politics*, p. 261 sqq.

62. Kisch et d'autres camarades au haut-commissaire, 7 mai 1929 ; Chancellor à Emry, 15 mai 1929.

63. Ylana N. Miller, *Government and Society in rural Palestine 1920-1948*. Baruch Kimmerling and Joël

S. Migdal, *Palestinians, The Making of a People*.

17. Khalil Al Sakakini construit sa maison

1. Actions de bandes arabes en Palestine, 12 octobre 1936. ACS.

2. Khalil Al Sakakini, *C'est ainsi que je suis, Messieurs !*, p. 165,174.

3. Rapport du consulat américain à Jérusalem, 23 octobre 1935. Elie Palmer au ministre des Affaires étrangères, 1^{er} novembre 1935. *Records of the United States Consulate in Jerusalem, Palestine Confidential Correspondence 1920-1935*. ACS S25/4224.

4. Shai Lachman, « Arab Rébellion and Terrorism in Palestine 1929-1939 : the Case of Sheikh Izz al Din al Qassam and his movement », in Elie Kedourie and Sylvia G. Haïm (éd.), *Zionism and Arabism in Palestine and Israël*, Londres, Frank Cass, 1982, p. 52 sqq. A Shleifer, « The Life and Thought of Izz Id Din al Qassam », *The Islamic Quaterly*, vol. XXIII, n° 2, Second Quarter 1979.

5. Ben Gourion au Mapaï, 29 septembre 1936. Archives du parti travailliste.

6. Shai Lachman, – Arab Rebellion and Terrorism in Palestine 1929-1939..., », p. 71. Yehoshuah Porat, *Des troubles à la rébellion, Il mouvement national palestinien 1929-1939*, Am Oved, 1978, p. 218.

7. Ben Gourion au Mapaï, 6 juillet 1938. Archives du parti travailliste. Katznelson lors de la commission politique, 4 mai 1936. David Ben Gourion, *Mémoires*, t. III, p. 157.

8. Leila Khaled, *My People Shall live*, Londres, Hodder and Stoughton 1973, p. 23.

9. Journal de Sakakini, 28 juin, 30 juin 1936. Ezra Danin (éd.), *Documents et personnages des bandes arabes durant les événements de 1936-1939*, Magnes, 1981.

10. *School Year in Palestine*, p. 24. MEC, Wilson Papers.

11. Baruch Kimmerling and Joël S. Migdal, *Palestinians, The Making of a People*, p. 96 . Joseph Nevo, « Palestinian-Arab Violent Activity during the 1930s », in Michael J. Cohen and Martin Kolinsky, *Britain and the Middle East in the 1930s*, Londres, Macmillan, 1992, p. 169 *sqq.* Yehoshuah Porat, *Des troubles à la révolte*, p. 195 *sqq.*, 228. Ylana N. Miller, *Government and Society in Rural Palestine 1920-1948*, p. 121 *sqq.*

12. Pilly à Chancellor, 23 juin 1936.

13. Journal de Morrison, p. 13 *sqq.* IWM, Morrison Papers.

14. *School Year in Palestine*, p. 47,24. MEC Wilson Papers.

15. *Journal de Morrison*, p. 30.

16. Brakhah Habas (ed.), *Le Livre des événements de 1936*, Davar. 1937, p. 644. Wauchope à Ben Gourion, 17 mai 1936. ACS. Sakakini à son fils, 19 mai 1936.

17. Khalil Al Sakakini, *C'est ainsi que je suis, messieurs !*, p-188. Sakakini à son fils, 13 juin 1936. Hala Sakakini, *Jérusalem and I*, Amman, sans éditeur, 1987, p. 78.

18. Khalil Al Sakakini, *C'est ainsi que je suis, Messieurs !*, p. 180.

19. Eliahou Stern (éd.), *Chronologie de l'histoire du Yishouv en Palestine 1936-1947*, Vad Ben Zvi, 1974, p. 14. Chaïm Shalmoni (éd.), *Yizkor*, Imprimerie Moses, sans date de parution. Brakhah Habas (éd.). *Le Livre des événements de 1936*, p. 635.

20. *A Survey of Palestine Prepared for the Anglo-American Committee of Inquiry*, Jerusalem, The Government Printer, 1946, vol. I, p. 38,46,49. Eliahou Stern (éd.), *Chronologie de l'histoire du Yishouven Palestine 1936-1947*, p. 15,20 55 60,74,80,103,108. Brakhah Habas (éd.), *Le Livre des événements de 1936*, p. 691.

21. Moshe Sharett, *Journal politique, II*, p. 121.

22. Khalil Al Sakakini, *C'est ainsi que je suis, Messieurs !*, p. 187.

23. *Journal de Sakakini*, 10 juin, 15 juin et 16 juin 1936 ; avril, 5 mai, 7 mai, 23 mai 1936.

24. Rapport, daté (vraisemblablement) du 18 mars 1937. ACS. Zvi El Peleg, *Le Grand Mufti*, Ministère de l'Intérieur, 1989, p. 44 sqq. Tayasir Jbara, *Palestinian leader-Hajj Amin Al Hussayni, Mufti of Jerusalem*, p. 141 sqq. Phillip Mattan *The Mufti of Jérusalem*, p. 65 sqq.

25. *Journal de Sakakini*, 4 novembre 1933.

26. Yehoshuah Porai, *Des troubles à la révolte*, p. 204.

27. Yaakov Salomon à la commission royale, 4 novembre 1936. ACS.

28. Khalil Al Sakakini, *C'est ainsi que je suis, Messieurs !*, p. 185,161.

29. Le niveau moral du mouvement arabe (sans mention de date). ACS. Nouvelles de la grève, 4 février 1936. ACS.

30. Ted Swedenburg, *Memoir of Revolt*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1995, p. 167 sqq.

31. Amvar Nusseibeh, *Pattern of Disaster, Personal Note on the Fall of Palestine*.

32. *Journal de Sakakini*, 30 mai 1936. Yehoshuah Porat, *Des troubles à la révolte*, p. 318. *School Year in Palestine*, p. U, 13-MEC, Wilson Papers.

33. Ted Swedenburg, *Memoirs of Revolt*, p. 36.

34. Natanael Katsburg. La seconde décennie du régime mandataire en Palestine 193M939-, in

Moshe Lisk (éd.), *Histoire du Yishouv...*, t. 1, p. 376 sqq. Sonia Fathi El Nimr, *The Arab revolt of 1936-1939 in Palestine*, Ph. D. Thesis, The University of Exeter, 1990, p. 226.

35. Yehoshuah Porat, *Des troubles à la révolte*, p. 253. Moshe Sharett, *Journal politique*, p. 182.

36. Ben Gourion au Mapaï, 29 septembre 1936. Ben Gourion aux membres de la direction sioniste de Londres, 2 novembre 1933. ACS. Shabtaï Tevet, *Ben Gourion et les Arabes de Palestine*, p. 271. Ben Gourion au Mapaï, 6 juillet 1938.

37. Khalil Al Sakakini, *C'est ainsi que je suis Messieurs !*, p. 172 sqq.

38. *Ibid*, p. 183 sqq.

39. *Ibid*, p. 148 sqq.

40. *Ibid*, p. 173,177,167,148.

41. Sakakini à son fils, 12 décembre 1932, 7 janvier 1933, 12 janvier 1933.
42. Khalil Al Sakakini, *C'est ainsi que je suis, Messieurs !*, p. 192, 194, p. 156 *sqq.*, 175.
43. *Ibid*, p. 191.
44. *Ibid*, p. 193, 191 *sqq.*

18. La production nationale

1. Notes de Ben Gourion sur ses conversations avec les Arabes 1934-1936, ACS. Eliahaou Ilat : « Conversations avec Moussa Alami », *Le Judaïsme de notre temps*, t. II, 1958, p. 22.
2. Moshe Sharett, *Journal politique*, t. I, p. 136, 142 *sqq.*, 165 *sqq.* Ben Gourion avec Wauchope, du 29 au 30 avril 1934, ACS. Tentatives de dialogue avec les Arabes 1932-1945, ACS. Frumkin et d'autres avec Shertok, 28 juillet 1936, ACS. Gad Frumkin, *Le Parcours d'un juge à Jérusalem*, p. 321 *sqq.*
3. David Ben Gourion, Les Causes des troubles, 8 novembre 1936, ACS.
4. David Ben Gourion, *Mémoires*, t. III, p. 200.
5. David Ben Gourion, *Mémoires*, 1.1, p. 399.
6. Moshe Lisk, « Immigration, intégration et émergence d'une société en Palestine dans les années vingt (1918-1930) », in Moshe Lisk (éd.), *Histoire du Yishouv...*, t. II, p. 215.
7. Knesset Israël au haut-commissaire, 4 septembre 1936, ACS. L'administration britannique en Palestine 1938-1940, ACS. Arlosoroff à Wauchope, 16 avril 1933, ACS. Moshe Sharett. *Journal politique*, p. 32. Arlosoroff à Wauchope, 16 avril 1933. David Ben Gourion, *Mémoires*, p. 686 *sqq.* Netanael Katsburg : « La deuxième décennie du régime mandataire en Palestine 1931-1939 », in Moshe Lisk (éd.), *Histoire du Yishouv...*, t. I, p. 337 *sqq.* Banque anglo-polonaise à Antonius, 28 novembre 1932. AE. Manifestes de protestation en arabe. AE. Maires arabes avec le commissaire, 13 novembre 1933. AE.
8. *Journal de Ha Cohen*, 2 septembre 1934, 31 juillet 1934, Bibliothèque nationale, Département des manuscrits. Barlas à Arlosoroff, 17 février 1932, ACS. Moshe Sharett, *Journal politique*, t. III, p. 97. Kisch avec le haut-

commissaire, 25 août 1933, ACS. Ben Gourion et Sharett avec le haut-commissaire. 20 octobre 1933, ACS. Sharett avec le secrétaire général, 9 novembre 1934, ACS. Dalia Ofer, *Une voie dans la mer*, Itshak Ben Zvi, 1988, p. 474.

9. David Ben Gourion, *Mémoires*, t. II, p. 166,23.

10. G. Shafar : « Le modèle palestinien et le Yishouv dans l'émergence de la politique mandataire dans les années trente », *Ha Tsionout*, n° 3, université de Tel-Aviv, 1973, p. 289. Wauchope à Malchat. 31 janvier 1933, ACS. Wauchope à Arlosoroff, 6 avril 1933, ACS. Wauchope avec Henriette Szold, 27 juillet 1933. David Ben Gourion, *Mémoires*, p. 107,109. *A Survey of Palestine Prepared For the Anglo-American Committee of inquiry*, Jérusalem, The Government Primer, 1946, vol. I, p. 141.

11. Kenneth W. Stein, *The Land Question in Palestine 1917-1939*, p. 226. La direction du Fonds national juif, 6 décembre 1937, 6 juillet et 8 août 1938. 20 septembre, 30 novembre 1934. Chaïm Arlosoroff, *Journal de Jérusalem*, p. 133.

12. Arie L. Avneri, *La Colonisation juive et l'expulsion, 1878-1948*, Ha Kibouu Ha Meonhad, 1980, p. 112 *sqq.* Pavzner à Ruppiner, 1er juin 1930, ACS. Golan à Shlosberg. 13 septembre

13. *A Survey of Palestine Prepared for the Anglo-American Committee of Inquiry*, p. 296. Arlosoroff à la commission Frantz, 12 juillet 1932, ACS.

14. Alex Bayne, *Immigration et colonisation dans l'État d'Israël*, Am Oved, 1982, p. 265 *sqq.*

15. Ben Zion Dinur, *Histoire de la Haganah*, t. II, seconde partie, p. 851 *sqq.* Nahum Schdemi, *Ligne droite dans le cercle de la vie*, ministère de l'Intérieur, 1995, p. 114 *sqq.* Mordekhaï Neor (éd.), *L'Époque de Jour et muraille 1936-1939*, Yad Ben Zvi, 1987.

16. Moshe Sharett, *Journal politique*, t. III, p. 80 *sqq.* Mémorandum de l'Agence juive, avril 1939, ACS.

17. Wauchope à Shertok, 29 décembre 1937 ; Wauchope à Ben Gourion, 30 décembre 1937, ACS.

18. *Journal de Ha Cohen*, 28 juin 1934, 24 août 1934, 6 octobre 1934. Joseph F. Broadhurst, *From the Street to Jerusalem*, p. 225 *sqq.* E.C. Hodgkin, (éd.), *Thomas Hodgkin, Letters from Palestine, 1932-1936*, Londres, Quarter Books, 1986, p. 36 *sqq.*

19. W.F. Stirling, *Safety Last*, p. 113.
20. Journal de Ha Cohen, 30 octobre 1934, 6 octobre 1934.
21. L'Union des agriculteurs, Rapport des années 1936-1937, p. 9, ACS.
22. Moshe Sharett, *Journal politique*, 1.1, p. 336 *sqq*, t. II, p. 423 *sqq*.
23. Wauchope à Ormsby-Gore, 24 juin 1936. PRO CO. Rapport de Kisch, 14 octobre 1931, ACS. David Ben Gourion, *Mémoires*, t. I, p. 521, t. III, p. 64. Ben Gourion avec le commissaire, du 19 au 30 juillet 1934, ACS.
24. David Ben Gourion, *Mémoires*, t. III, p. 3, t. II, p. 330, 354.
25. Index des conversations, 1933-1935, ACS. David Ben Gourion, *Mémoires*, t. II, p. 151. Moshe Sharett, *Journal politique*, 1.1, p. 191, 183, 186.
26. Annonce du comité national, 26 avril 1936, in Brakhah Habas (éd.), *Les Événements de l'année 1936*, Davar, 1937, p. 49.
27. Brakhah Habas (éd.), *Les Événements de l'année 1936*, p. 51, 14.
28. David Ben Gourion, *Mémoires*, t. III, p. 122. Shabtaï Tevet, *Ben Gourion et les Arabes de Palestine*, p. 272, 285. David Ben Gourion, *Les Causes des troubles*, 8 novembre 1936, ACS.
29. *Journal de Ben Gourion*, 11 juillet 1936. Archives Ben Gourion.
30. Yigal Ilam, *La Haganah, Le sionisme et le recours à la force*, Zmora Beitan, p. 68 *sqq*. Meir Pail, *Le Développement des forces de défense juives 1907-1948*, p. 48 *sqq*.
31. R. Binyamin et Yaakov Petrazil (éd.), *Contre le terrorisme*, sans mention d'éditeur, août 1939.
32. Brakhah (Habas ?) : « Quarante jours », *Davar Le Yeladim*, 28 mai 1936, p. 3.
33. G. Karsel, *Histoire de la presse juive en Palestine*, p. 118 *sqq*.
34. Manifeste de Etsel, août 1938, Institut Jabotinsky, in Elie Y Tavin (éd.), *L'Organisation de l'Armée nationale de Palestine*, Institut Jabotinsky, 1990, 1.1, p. 270 *sqq*.
35. *Ibid*, août 1938.
36. Témoignage de C.S. Halévy, Institut Jabotinsky.
37. David Niv, *L'Organisation militaire nationale*, Mosad Klausner, 1965. Saul Zadka, *Blood in Zion*, London, Brassey's, 1995.

38. Yaakov Amrami et Menahem Meltski, *Chronique de la guerre d'indépendance*, ministère de l'Intérieur, 1981.

39. Moshe Sharett, *Journal politique*, t. III, p. 152.

40. Yaacov Shveït (éd.), *Défensive ou contre-offensive*, Université de Bar Ilan, 1983, p. 127.

41. David Ben Gourion, *Mémoires*, t. V, p. 220 *sqq.*, t. II, p. 19 *sqq.* Moshe Sharett, *Journal politique*, t. III, p. 208. Battershill à Shackburgh, 21 novembre 1937.

42. Eliahou Stern (éd.), *Chronologie de l'histoire du Yishouv en Palestine*, Yad Ben Zvi, 1974, p. 53,56,

71. Knesset Israël, le comité national, *Sefer Ha Teoudot*, sans mention d'éditeur, 1949, p. 202,208,219,241.

43. Ben Zion Dimir, *Il Livre de l'histoire de la Haganah*, t. II. Seconde partie, p. 840 *sqq.*,

44. Ben Zion Dinur, *Le Livre de l'histoire de la Haganah*, p. 850. Nahum Shadini, *Ligne droite dam le cercle de la vie*, p. 125 *sqq.* Moshe Sharett. *Journal politique*, p. 189,1*12.

45. Nalium Shadini, *Ligne droite dans le cercle de la vie*, p. 128 *sqq.*

46. David Ben Gourion. *Mémoires*, I. Il I, p. 444 *sqq.*, 843.

47. Moshe Sharett. *Journal politique*, t. I, p. 189,191,195 *sqq.*, 201 *sqq.*, 205 *sqq.*, 218 *sqq.*, 233,321. David Ben Gourion, *Mémoires*, t. III, p. 143.

48. Smilansky à Shertok, 4 septembre 1936 ; Rotenshtreich aux membres de la direction de l'Agence juive. 30 décembre 1930, ACS. David Ben Gourion, *Mémoires*, t. III, p. 478.

49. *Ibid*, p. 343,334,478.

50. *Journal de Sakakini*,. 30 avril 1936. Khalil Al Sakakini, *C'est ainsi que je suis, Messieurs !*, p. 188,

51. Chaïm Arlosoroff, *Journal de Jérusalem*, p. 98. Commission de Jérusalem, 24 décembre 1937, ACS. Moshe Sharett, *Journal politique*, t. III, p. 108. Chaïm Hanegbi, « Ma ville d'Hébron, Histoire d'un amour différent ». *Koteret Rashit*, 20 juillet 1983, p. 20 *sqq.*

52. Moshe Shertok au comité Nes-Ziona, 10 août 1939, Conseil des ouvriers de Haïfa à Kisch, 15 avril 1931 ; l'Agence juive à la Histadrout, 26 juin 1931, ACS. Kof'elvitch à la direction de l'Agence juive, 14 octobre

1935, ACS. Détails de la visite du docteur Werner Santor et Yosef Rabinovitch à Hadera, 4 novembre 1931, ACS. Protocole de la réunion avec le comité agricole, Pétait Tiqvah, 14 décembre 1935, ACS.

53. Meir Levni, *Un combat oublié. L'association en faveur de la production nationale, le département agricole. 1936-1949*, édition à compte d'auteur, 1990, p. 121,2, 160,8.

54. « Mangeons ce que produit notre économie » (anonyme), *Davar Le Yeladim*, 4 juin 1936, p. 16 ; Leah Goldberg, « Trente jours pour la production nationale », *Davar Le Yeladim*, 16 juillet 1936, p. 16, la » Black, *Zionism and the Arabs, 1936-1939*, New York, Garland Publishing, 1986, p. 39 *sqq.* David Ben Gourion, *Mémoires*, t. I, p. 476. *Ha'Aretz*, 3 juillet 1919, p. 1.

55. Yoram Bar-Cil, *Patrie et géographie pendant cent années d'éducation sioniste*, Am Oved, 1993, p. 76. The System of Education of the Jewish Community in Palestine Colonial n° 201, Londres, 1-IMSO, 1946, p. 5. The Distribution of Education of the Jewish Community in Palestine, 1945, p. 10 *sqq.* Bernard de Bunsen, *Mémoires*, Manuscrit non folioté.

56. Villas à Podhoster, 13 murs 1940, ACS. Shertok à Ben Zvi, 14 avril 1940.

57. *The Distribution of educational Benefits in Palestine*, 1945, p. 10 *sqq.* MEC, Farrell Papers.

58. Plumer avec Eder, 26 juillet 1927, ACS.

59. Palestine and Transjordan, Report of the Financial Commission, Middle East, n° 43, Londres, HMSO, 1931. David Ben Gourion, *Mémoires*, t. 111, p. 14.

60. David Ben Gourion, *Mémoires*, l. II, p. 419, t. III, p. 327, t. IV, p. 250. Moshe Sharett, *Journal politique*, 1.1, p. 363.

61. *Ibid*, p. 328,347, i. 111, p. 39. Weizmann à Shertok, 2 octobre 1936. Yemima Rosenthal (éd.), *The Utters and Papers of Chaim Weizmann*, New Brunswick, NJ, Transaction Books, 1979, vol. XVII, p. 352.

62. David Ben Gourion, *Mémoires*, p. 521.

63. *Ibid*, t. V, p. 208,1.1, p. 412,473.

64. *Ibid*, t. II, p. 145, t. III, p. 203.

65. *Ibid*, t.1, p. 675.

66. Shmuel Katz., *Journal*, t. II, p. 971.

67. David Ben Gourion, *Mémoires*, t. IV, p. 266.
68. *Ibid*, t. II I, p. 24,28.41,64.85.
69. *Ibid*, p. 143,105. Moshe Sharett, *Journal politique*, t. II, p. 273.
70. David Ben Gourion, *Mémoires*, c. II, p. 87,571.
71. *Ibid*, t. V, p. 220,402.
72. *Ibid*, t. V, p. 398.
73. *Ibid*, p. 402 sqq.
74. *Ibid*, t. I, p. 672,132.
75. Compte rendu du département de l'immigration de l'Agence juive 1937-1939. ACS,
76. Le comité national, Informations sur le travail social en Palestine, deuxième année, cahier 3-4, janvier 1937, p. 54. Repatriation of Chronic and Incurable Cases, The General Council of the Jewish Community of Palestine. Bulletin on Social Welfare in Palestine, vol. II, n° 3-4, décembre-janvier 1937, p. 54. Instructions au sujet du choix des enfants, 26 octobre 1939, ACS.
77. Moshe Sharett, *Journal politique*, t. I, p. 247,345,255.
78. Arthur Ruppin, *Fragments de mon existence...*, p. 292. David Ben Gourion, *Mémoires*, t. VI, p. 511 sqq.
79. *Ibid*, t. VI, p. 511 sqq, t. V, p. 220.
80. *Ibid*, t. II, p. 304, t. I, p. 180,366. Ben Gourion à son fils. 27 juillet 1937. Archives Ben Gourion.
81. David Ben Gourion, *Mémoires*, t. IV, p. 332.
82. *Ibid*, t. III, p. 298,415, t. VI, p. 416. Kisch à Brodetsky, 3 décembre 1928, ACS. Ben Gourion à Ussishkin, 11 novembre 1936. Moshe Sharett, *Journal politique*, t 111, p. 103,279 sqq, 294.

19. Histoire d'un âne

1. Le Foreign Office au ministère des Colonies, 6 novembre 1939, PRO FO.

2. David Ben Gourion, *Mémoires*, t. II, p. 220,222. Norman Rose (éd.), *Baffy, The Otaries of Blanche Dugdale 1936-1947*, Londres, Vallentine Micheil, 1973, p. 50 sqq.

3. Norman Rose (éd.), *Baffy, The Diaries of Blanche Dugdale 1936-1947*, p. 68,47 sqq.

4. Moshe Sharett, *Journal politique*, t. 11, p. 46.

5. David Ben Gourion, *Mémoires*, L Il I, p-416.

6. Notes de sir George Rende], 4 juin 1936. Martin Kolinsky, – *The Collapse and Restoration of Public Security* », Michael J. Cohen and Martin Kolinsky (éd.), *Britain and the Middle East in the 1930's*, p. 150. Edward Keith-Roach, *Pasha, of Jerusalem*, p. 131.

7. Frances Newton, *Fifty Years in Palestine*, p. 287. « *Demolitions at Jaffa*, *Times*. 4 Juillet 1936, p. 14.

8. *Ibid.*

9. Moshe Sharett, *Journal politique*, t. I, p. 183.186. Edward Keith-Roach, *Pasha of Jerusalem*, p. 185.

Gad Frumkin, *Le Parcours d'un juge à Jérusalem*, p. 345 sqq. Yehoshuah Pont, *Des troubles à la révolte...*, p. 236. Asaf Lakhovski : « *Modèle colonial et procès anglais à la Haute Cour de justice mandataire de Palestine* ». *Zmanim*, 56, été 1996, p. 87 sqq.

10. Michael J. Cohen. « Sir Arthur Wauchope, the Army and *the Rebellion in Palestine*. 1936 »,

Middle East Studies, vol. 9, n° 1, janvier 1973, p-27. Peely à Chancellor, 23 juin 1936.

11. Nathanaël Katsburg : « *La seconde décennie du régime mandataire en Palestine 1931-1939* », in Moshe Lisk (éd.), *Histoire du Yishvuv...*, t. 1, p. 332,343 sqq.

12. Wauchope à Ormsby-Gore, 24 juin 1936. *Ormsby-Gore au parlement*. 19juin 1936.

13. Nathanaël Katsburg : « *La seconde décennie du régime mandataire en Palestine 1931-1939* », p. 339 sqq.

14. Le ministre des Colonies à Rathbone 26 juin 1936 *et ses questions au Parlement*, 30 juin 1936.

15. David Ben Gourion, *Mémoires*, t. IV, p. 3. Hussein à la commission Peel. 12 janvier 1937. ACS.

16. Peel A Ormsby-Gore, 20 décembre 1936. PRO CAB 24/267.

17. Nathanaël Katsburg : – la deuxième décennie du régime mandataire en Palestine. 1931-1939 », p. 384 *sqq.*

18. S.B.H. Liddell-Hart. *Europe in Arms*. London, Faber and Faber, 1937, p. 57.59. Moshe Sharett, *Journal politique*, t. II, p. 90, i. HJ, p. IG. Herbert Sidebotham, Soine General Considérations on *British* Impérial Imeresis in Palestine.

19. Moshe Sharett, *Journal politique*, L II, p. 24,t. III, p. 28. Committee of Imperial defence, Strategic aspects of the partition of Palestine. 16 février 1938.

20. Edward Keith-Roach, *Pasha of Jérusalem*, p. 190.

21. Yehoshuah Porat, *Des troubles à la révolte...*, p. 271 *sqq.*

22. Newton à Chancellor, 12 juillet 1937.

23. Shmuel Dotan, *Polémique sur le partage à l'époque du Mandat*, Yad Ben Zvi, 1979. Meir Avizohar et Yeshayahou Fridman, *Réflexions sur le projet du partage 1937-1947*, Université Ben Gourion, 1984. David Ben Gourion, *Mémoires*, t. IV, p. 154.

24. *Ibid*, p. 267,290 *sqq.* Ben Gourion à son fils, 5 octobre 1937 ; Archives Ben Gourion.

25. *Journal de Ben Gourion*, 12juillet 1937. David Ben Gourion, *Mémoires*, T. IV, p. 296.

26. Theodor Herzl, *Le journal*, L' I, Newman, 1960, p. 71. Réflexions du conseil palestinien, du 18 au 22 décembre 1918, ACS.

27. Protocole de la cinquième réunion du conseil provisoire des Juifs de Palestine, 9-11 juin 1919,

28. Israël Zangwill, *The Voice of Jerusalem*, Londres, William Heinemann, 1920, p. 93.

29. Yehoudah Reinharz, *Chaïm Weizmann, l'ascension d'un chef d'État*, p. 288. Max Nordau, *écrits sionistes*, Ha Sifria Ha Tsionit, 1954, t. IV, p. 107. Le Conseil national, *Sefer Ha Teoudot*, sans mention d'éditeur, 1949, p. 11,

30. Granovski à la direction du KKL, 6 juillet 1938. David Ben Gourion, *Mémoires*, t. IV, p. 366.

31. Thon à Kisch, 2 juin 1931, ACS.
32. Ruppin et Ussishkin à la direction sioniste, 12 juin 1938, ACS.
33. Ussishkin, Zokhovitski, et Ben Gourion à la direction sioniste, 12 juin 1938, ACS.
34. David Ben Gourion, *Mémoires*, L IV, p. 409,298.
35. Ben Gourion à son fils, 27 juillet 1937. Archives Ben Gourion.
36. Mémorandum Mendelsonn, non daté, ACS.
37. Commission pour le transfert de la population, 1937, ACS. Rapport Bonné, juillet 1937, ACS. Yosi Katz : « Discussions de la commission de l'Agence juive pour le transfert de la population 1937-1938 », *Tsion*, 12,1988, p. 167 *sqq.*
38. David Ben Gourion, *Mémoires*, t. III, p. 324, t. V, p. 208 *sqq.* Mémorandum Oppenheimer, juillet 1937, ACS. À Berlin à la direction de l'Agence juive, 12 juin 1938, ACS.
39. David Ben Gourion, *Mémoires*, t. V, p. 404. Enquête sur la situation en Irak, avril 1938, ACS.
40. Moshe Sharett, *Journal politique*, t. IV, p. 376.
41. Mémorandum Mendelsonn, non daté. Yosef Gurney, *Politique et imagination*, Yad Ben, Zvi, 1993, p. 162.
42. Rapport Bachi, décembre 1944, ACS.
43. Shabtaï Tevet, « L'idée du transfert dans la pensée sioniste », *Ha'Aretz*, 23 septembre 1988, p. 65 ; *Ha'Aretz*, 25 septembre 1988, p. 14 *sqq.* Nur Masalha, *Expulsion of the Palestinians, the concept of « transfert » in Zionist Political Thought, 1882-1948*, Washington, Institute for Palestine Studies, 1992.
44. David Ben Gourion, *Mémoires*, i. IV, p. 424. Commission des minorités, protocole, 23 juin 1923, ACS. Protocole, 7 décembre 1937. Katznelson et Ben Gourion à la direction sioniste, 12 juin 1938, ACS.
45. Husseini lors des discussions de Londres, 16 février 1939,6 mars 1939.
46. Yosef Gurney, *La question arabe et le problème juif*, Am Oved, 1985, p. 51. Aharon Kedar,

« L'histoire de l'association pour la paix dans les années 1925-1928 », in Yehudah Bauer (éd.) *Extraits de recherche de l'histoire sioniste*, L'université hébraïque, 1976, p. 224 *sqq.* Susan Lee Hattis, *The Bi-national Idea in Palestine During the Mandatory Times*, Haifa, Shikmona, 1970. Robert Weltsch, « Zum XIV, Zionistenkongress » *Die Jüdische Rundschau*. 14 août 1925, p. 1.

47. Shalom Ratsbi, « Originaires d'Europe centrale de l'association pour la paix et la question du recours à la force », *Zmanim*, 58, printemps 1997, p. 78 *sqq.*

48. Edwin Samuel à son père, 22 septembre 1929, A£. Edwin Samuel. *A lifetime in Jerusalem, Jérusalem*, Israël Universities Press, 1970, p. 94 *sqq.*

49. Political Proposals by the Brit Shalom Society for Cooperation between Jews and Arabs in Palestine. Arthur Ruppin, *Fragments de mon existence...*, p. 196.

50. Arthur A. Goren (éd.), *Dissenterin Zion*, Cambridge, Harvard University Press, 1982, p. 272 *sqq.*

51. L'Alliance pour la Paix à Weizmann, 7 mars 1930, ACS. Membres de l'Union avec la présidence du comité exécutif sioniste, 2 septembre 1942, ACS.

52. Mémoire de Magnes à la commission d'enquête anglo-américaine, 19 mars 1946, ACS.

53. Kisch à l'Alliance pour la Paix, 13 juillet 1931, ACS.

54. Chaïm Margalit-Kalvarisky, programme d'accord judéo-arabe, 4 août 1930, ACS. Sason à Shertok, 27 août et 10 octobre 1941, ACS, David Ben Gourion, *Mémoires*, L' I, p. 403,413, t. V, p. 29 *sqq.*,71 *sqq.*, t. II, p. 53..

55. *Ibid*, L I, p. 298 *sqq.*, 337 *sqq.*, 562. Enquête de l'Agence juive parmi différentes personnalités sur l'avenir des relations avec les Arabes, octobre 1928, ACS. La direction de l'Agence juive avec l'association Union, 23 septembre 1942. Shabtai Tevet, *Ben Gourion et les Arabes de Palestine*, Schocken, 1985, p. 158 *sqq.*

56. Kastel à Weizmann, 23 août 1921, ACS. Avissar au comité national, 30 mai 1923 ACS., Itshak Epstein au comité national, 10 septembre 1924, ACS. Yosef Gurney, La question arabe et le problème juif, Am Oved, 1985, p. 51,53. Rapport du secrétariat arabe du comité national, 1922, ACS.

57. Khalil Al Sakakini, *C'est ainsi que je suis, messieurs !*, Keter, 1990, p. 212 sqq.

58. Hala Sakakini, *Jérusalem and I*, Amman, no Publisher, 1987, p. 54 sqq.

59. Khalil Al Sakakini, *C'est ainsi que je suis, messieurs !*, p. 187.

60. *Journal de Sakakini*, 24 octobre ; 15 janvier 1935, 20 janvier 1936.

61. Les événements de novembre dans le nord de la Palestine, mémorandum A.H. Cohen, 20 janvier 1936, ACS. Zaslani à Kaplan, janvier 1937, ACS.

62. *Journal de Sakakini*, 7 juin 1936. Yehoshuah Porat, *Des troubles à la révolte, le mouvement sioniste palestinien, 1929-1939*, p. 62, 100 sqq, 148. Baruch Kimmerling, Joël S. Migdal, *Palestinians, The Making of a People*, p. 133 sqq. Max Domarus (éd.), *Hitler-Reden*, Wiesbaden, R. Loweit, 1973, p. 956.

63. *School Year in Palestine*, p. 65. MEC, Wilson Papers.

64. *Mémoires de Sharga Goren et Israël Melishkevitch*, Institut Levon de recherche sur le mouvement travailliste. Knabenshue au secrétaire d'État, 7 novembre 1931. *Records of the United States Consulate in Jérusalem, Palestine*, Confidential Correspondence 1920-1935. Lev Louis Grinberg : « Grève de l'organisation des chauffeurs juifs et arabes- », in Ilan Pafa (éd.), *Juifs et Arabes à l'époque mandataire*, Institut de recherche sur la paix, 1995, p. 175 sqq.

65. Shabtai Tevet, *Ben Gourion et les Arabes de Palestine*, p. 106.

66. David Ben Gourion, *Mémoires*, L IV, p. 172. Ben Zvi à Shertok, 11 juin 1939, ACS.

67. Moshe Sharett, *Journal politique*, p. 387.

68. *Journal d'Ha Cohen*, 2 août 1935. Bibliothèque nationale, département des manuscrits.

69. Aaron Amir (éd.), *Terre de querelle, la lutte sur le pays dans le miroir de la littérature hébraïque*, ministère de l'Intérieur, 1992. Aaron Ben Ezer (éd.), *Dans la patrie des peines opposées, l'arabe dans la littérature hébraïque*, Zmora Beitan, 1992.

70. George Rendel, *The Sword and the Olive*, Londres, John Murray, 1957, p. 122.

71. Ben Gourion à Ben Zion Katz. 1^{er} septembre 1957, archives Ben Gourion. Aaron Kleiman, *La politique de la Grande-Bretagne et le partage de la Palestine, occasion manquée ?*, 1936-1939, Yad Ben Zvi. 1983.

72, *journal de Battershill*, 29 avril 1937.

73. *Ibid*, 10 octobre 1938.

74. *Journal de Morrison*, p. 30.1WM, Morrison Papers.

20. L'Irlande en Palestine

1. *Great Britain and Palestine 1915-1945*, London : Royal Institute of International Affairs, 1946, p. 116. Moshe Sharett, *Journal politique*, Ain Oved, 1968, t. 1, p. 323. Rendel à Shackburgh, 2 novembre

1937. PRO.

2. Michael J. Cohen, « Sir Arthur Wauchope, the Army and the Rebellion in Palestine, 1936 », *Middle East Studies*, vol. 9, n° 1, janvier 1973, p. 31. Wauchope à Battershill, 26 octobre 1937. RHL, Battershill Papers. Moshe Shareit. *Journal politique*, t. III, p. 47. Sharett à Wauchope, 28 avril 1938, ACS.

3. David Ben Gourion, *Mémoires*, t. V, p. 95,118,114,176. Collie Knox, *It Might Have Been You*, Londres, Chapman and Hall, 1933, p. 189 *sqq.*

4. Moshe Sharett, *Journal politique*, t. III, p. 109,212.

5. MacMichael à Tegart, 4 juin 1939. MEC, Charles Tegart Papers.

6. Edward Keith-Roach, *Pasha of Jerusalem*, p. 191.

7. Douglas V. Duff, *Batling with a Teaspoon*, p. 168.

8. Bruce Hoffman, *The Failure of British Strategy within Palestine 1939-1947*, Tel-Aviv, Bar Ilan University Press, 1983, p. 80. Martin Kolinsky, « The Collapse and Restoration of Public Security », in Michael J. Cohen and Martin Kolinsky (éd.), *Britain and the Middle East in the 1930s*, p. 155. Eliahou Sason avec Ezra Danin, 17 décembre 1939, ACS.

9. Nigel Hamilton, *Monty, The Making of a General*, Londres, Hamish Hamilton, 1981, p. 288 *sqq.*

10. Report of the Anglo-American Committee of Inquiry Regarding the Problems of European Jewry and Palestine, Londres, HMSO, 1946, p. 68, *Statistical Abstracts of Palestine 1939*, Jérusalem, Office of Statistics, 1939, Section XVI, line 80. *Statistical Abstracts of Palestine 1940*, Jérusalem, Office of Statistics, 1940, Section XVII, line 84.

11 Edward Keith-Roach. *Pasha of Jerusalem*, p. 198.

12. Alec Seath Kirkbridge, *A Crackle of Thorns*, London, John Murray, 1956, p. 100 *sqq.*

13. Ordre de sanctions à l'encontre de jeunes délinquants, *Ha'Aretz*, 15 août 1918, p. 1. Tegart à O Connor, 18 février 1939. KCL, O'Connor Papers.

14. Cad Frumkin, *Le Parcours d'un juge à Jérusalem*, p. 252.

15. *School Year in Palestine*, p. 59,25,40. MEC, Wilson Papers.

16. *Journal de Morrison*, p. 21.

17. Frances E. Newton, *Searchlight on Palestine, Punitive Measures in Palestine. School Year in Palestine*, p. 17,40. Haining à O'Connor, 13 décembre 1938. Sonia Fathi El-Nimr, *The Arab Revolt of 1936-1939 in Palestine*, Thesis submitted to the University of Exeter, 1990, p. 110. L'évêque de Jérusalem à Ormsby-Gore, 6 avril 1938.

18. *Journal de A.D. Forster*, 8-13 mai 1939. MEC, Forster Papers, MacMichael à Macdonald, 13 novembre 1939.

19. L'évêque de Jérusalem à l'archevêque de Canterbury, 26 février 1938. Newton à l'évêque de Jérusalem, 27 juin 1938.

20. Haining à Tegart, 25 juin 1938. Mac Michael à Macdonald, 13 novembre 1939. Martin Kolinsky, « The collapse and Restoration of Public Security.

21. Kfar Raggi, 12 juillet 1943, Klar Sirim, 5 octobre 1944. Moshe Sharett, *Journal politique*, t. I,

p. 168.

22. *School Year in Palestine*, p. 26 *sqq.*

23. Martin Kolinsky, « The Collapse and Restoration of Public Security », p. 156. « Palestine Rebels Declared "On Run", *The New York Times*, 27 octobre 1938, p. 17. Le secrétaire général à Pollock, 5 août

1938.

24. Bruce Hoffman, *The Failure of British Strategy within Palestine 1939-1947*, p. 81. Mac Michael à M Donald, 13 novembre 1939. Le ministère des affaires indiennes au Foreign Office, 11 novembre 1939.

25. Anwar Nusseibeh, *Pattern of disaster...*, p. 24.

26. *School Year in Palestine*, p. 13 *sqq*, 69 *sqq*. Khalil Zachi au haut-commissaire, 5 juillet 1938. AE.

27. Assistant District Commissioner Samaria to the District Commissioner Haifa and Samaria District Martin Kolinsky, « The collapse and restoration of Public Security », p. 158. Geoffrey Morton, *Just the job*, London, Hodder and Stoughton, 1957, p. 98. *Journal de Balterhill*, 15 janvier 1939. Moshe Sharett, *Journal politique*, t. III, p. 282. Knesset Israël à la direction du comité national, 28juin 1936, ACS.

28. Moshe Sharett, *Journal politique*, t. II, p. 419. O'Connor à Haining, 15 décembre 1938.

29. Stewart au secrétaire général, 3 juin 1936. Le cabinet du secrétaire général à Stewart, 3 juin 1936. *Journal de Battershill*, 15 mai 1939.

30. Haining à O'Connor, 13 décembre 1938. Mac Michael à Macdonald, 13 novembre 1939.

31. Battershill à Shackburgh, 21 novembre 1937.

32. Haining à Tegart, 8 août 1938.

33. Moshe Sharett, *Journal politique*, t. III, p. 190.

34. Sonia Fathi El-Nimr, *The Arab revolt of 1936-1939 in Palestine*, p. 207. Prot à O'Connor, 18 octobre 1938. A.J. Sherman, *Mandate Days*, Londres, Thames and Hudson, 1997, p. 109 *sqq*. Le consul général à Alexandrie à l'ambassadeur au Caire, 20 mars 1939. David Ben Gourion, *Mémoires*, t. III, p. 373. Moshe Sharett, *Journal politique*, t. II, p. 445.

35. Yehoshuah Porat, *Des troubles à la révolte*, p. 280 *sqq*.

36. Anwar Nusseibeh, *Pattern of Disaster, Personal Note on the Fall of Palestine*, p. 14.

37. Moshe Sharett, *Journal politique*, t. II, p. 18. *Le policier arabe à l'époque du Mandat*, sans mention d'auteur, ministère de l'Intérieur, non daté.

38. Moshe Sharett, *Journal politique*, t. III, p. 329 *sqq*.

39. *Ibid*, t. II, p. 379,405 *sqq*, 382,374.

40. *Journal de Sharett*, 7 juillet 1938.
41. Moshe Sharett, *Journal politique*, 1.1, p. 174,268,t. II, p. 452, t. II I, p. 204,166,321. *Great Britain and Palestine, 1915-1945*, London, Royal Institute of International Affairs, 1946, p. 116.
42. L'inspecteur général de la police à la société Gan Shlomo, 28 mai 1936, ACS.
43. Edward Keith-Roach, *Pasha of Jerusalem*, p. 142.
44. *Ibid*, p. 191.
45. David Ha Cohen, *Le Temps du récit*, p. 69,96.
46. Tegart à Ha Cohen, 3 août 1938, ACS.
47. Trevor Royle, *Orde Wingate, Irregular Soldier*, London, Weidenfeld and Nicholson, 1995, p. 98. Moshe Sharett, *Journal politique*, t. II, p. 201,208. David Frumkin, *La Dernière paix*, Dvir, 1994, p. 265.
48. David Ha Cohen, *Le Temps du récit*, p. 127 *sqq.*
49. Liddell Hart à Churchill, 11 novembre 1938. Archives de la Haganah. Moshe Sharett. *Journal politique*, 1.11, p. 201.
50. David Ben Gourion, *Mémoires*, t. V, p. 242. Mordekhaï Naor, *lexique de la force de défense de la Haganah*, ministère de l'intérieur, 1992, p. 140.
51. Yigal Ilam, *La Haganah, La voie sioniste du recours à la force*, p. 98.
52. Zion Cohen. *Purification*, Ministère de la défense, 1995, p. 52 *sqq.*
53. Yigal Feïkovitch à la garde supplétive de policiers, 26 octobre 1938. Zion Cohen, *Purification*, p. 52. Haining à O'Connor, 13 décembre 1938, ACS. Liberman à Tsimbel, 9 septembre 1938, ACS.
54. Rapport Wingate, 9 septembre 1938, ACS.
55. Zion Cohen, *Purification*, p. 54 *sqq.*
56. Le développement des unités de nuit spéciales, 25 juillet 1939, ACS.
57. Moshe Sharett, *Journal politique*, t. III, p. 202. Le développement des unités de nuit spéciales. 25 juillet 1939.
58. *Journal de Battershill*, 13 novembre 1938.
59. Haining à Tegart. 25 juin 1938. Macdonald à Haining, 15 octobre 1938. MEC. Haining Papers. Haining au ministère de la Guerre. 2 décembre 1938.

60. Montgomery à O'Connor, 26 novembre 1938.
61. General Service Medal, Army and Royal Air Force, "Palestine" Bar. Dorling and Granville (éds.), *Ribbons and Medals*, Londres, Spink and Son, 1960, p. 92.
62. Nigel Hamilton, *Monty, The Making of a General* p. 288 *sqq.*
63. Moshe Sharett, *Journal politique*, 1.1, p. 153.
64. Tom Bowden. *The Breakdown of Public Security, The Case of Ireland 1916-1921 and Palestine 1936-1939*, London, Sage Publications, 1977, p. 1.
65. David Ben Gourion, *Mémoires*, t. II, p. 531.
66. Pik à Chancellor, 26 avril 1938.
67. Ormsby-Gore à Chamberlain, 9 janvier 1938. Norman Rose (éd.), *Baffy, The Diaries of Blanche Dugdale...*, p. 47 *sqq.* Gallav à Chancellor, 30 août 1938.
68. Khalil AI Sakakini, *C'est ainsi que je suis, Messieurs !*, p. 186.
69. David Ha Cohen, *Le Temps du récit*, p. 19.
70. *Ibid*, p. 104.
71. Moshe Sharett, *Journal politique*, t. III, p. 296, t. I, p. 283. David Ben Gourion, *Mémoires*, t. II, p. 165.
72. Tegart à Mac Michael, non daté. Sharett avec le Commissaire, 8 février 1934. Haining à Tegart, 7 mai 1939.
73. Moshe Sharett, *Journal politique*, t. II, p. 58 *sqq.* David Ben Gourion, *Mémoires*, t. I, p. 429 *sqq.*, t IV, p. 234. Ghandi's statement in *The Bond*, Jerusalem, Rubin Mass, 1939, p. 39.
74. Pik à Chancellor, 20 décembre 1937. Policy in Palestine on the Outbreak of War, 26 septembre 1938.
75. Ormsby-Gore à Chamberlain et les réactions du Foreign Office, 9 janvier 1938. Norman Rose (éd.), *Baffy, The Diaries of Blanche Dugdale 1936-1947*, p. 123. Meir Avizohar : « Le sionisme combattant ». David Ben Gourion, *Mémoires*, t. VI, 55. Ronald Zweig, *Britain and Palestine During the Second Wold War*, Woodbridge, The Boydell Press, 1986, p. 153 *sqq.* Moshe Sharett *Journal politique*, t. IV, p. 278.
76. Beiunan à Oliphant, 30 août 1938. Ormsby-Gore à Chamberlain et les réactions du ministère des affaires Étrangères, 9 janvier 1938.

77. Chamberlain à la commission ministérielle concernant la Palestine, 20 avril 1939.

78. Ronald W. Zweig, « The Palestine Problem in the Context of Colonial Policy on the Eve of the Second World War ». Michael J. Cohen and Martin Kolinsky (éds.), *Britain and the Middle East in the 1930's*, p. 206 *sqq.*

79. Nathanaël Katsburg : « La seconde décennie du régime mandataire en Palestine 1931-1939 », in Moshe Lisk (éd.), *Histoire du Yishouv...*, t.1, p. 417 *sqq.*

80. Moshe Sharett, *Journal politique*, t. IV, p. 24 *sqq.*

81. Ben Gourion à la direction de l'Agence juive. 11 décembre 1938, ACS.

82. Arab Women's Committee to Mrs. Antonius, 30 Janvier 1939. AE. Zoulika She'hebi et d'autres femmes au commissaire, 2 mars 1939. AE.

83. David Ben Gourion, *Mémoires*, t. VI, p. 122,127. Moshe Sharett, *Journal politique*, t. IV, p. 26. Conférence Saint-James, première réunion, 7 février 1939. AE.

84. Conférence Saint James, deuxième réunion, 4 mars 1939. AE.

85. Moshe Sharett, *Journal politique*, t. IV, p. 36. Nonnan Rose (éd.), Baffy, *The Diaries of Blanche Dugdale*, p. 123. Conférence Saint-James, deuxième réunion, 4 mars 1939,

86. Bernard Wasserstein, *Britain and the Jews of Europe 1939-1945*, Oxford, Oxford University Press, 1988, p. 7. British Guiana as a second Jewish National Home. David Ben Gourion, *Mémoires*, t. VI,

p. 525. Meir Mikhalis, *Mussolini et les Juifs*, Yad Vashem, 1978, p. 243 *sqq.* Ronald Zweig, *Britain and Palestine During the Second World War*, p, 45.

87. Macdonald avec Alami, 21 novembre 1938. AE.

88. David Ben Gourion, *Mémoires*, t. VI, p. 130,240,158. Informal Discussions with Arab and Jewish Delegates, 24 février 1939.

89. Meir Avizohar : « Le sionisme combattant. » David Ben Gourion, *Mémoires*, t. VI, p. 52.

90. David Ben Gourion, *Mémoires*, t. VI, p. 147, Norman Rose (ed.), Baffy, *The Diaries of Blanche Dugdale*, p. 137,139.

91. J.C. Hurewitz, *Diplomacy in the Near and Middle East, A Documentary Record 1914-1956*, Princeton, D. Van Norstand Company, 1956, p. 218 *sqq.* Bernard Yosef, *Le Pouvoir britannique en Palestine*, Mosad Bialik, 1948, p. 289 *sqq.*

92. David Ben Gourion, *Mémoires*, t. VI, p. 200 *sqq.*

93. *Ibid*, p. 507,189.

94. Le ministère de la Guerre au ministère des Colonies, 6 mars 1940. Moshe Sharett, *Journal politique*, t. IV, p. 296.

95. Yaakov Amrami et Menahem Maltshi, *L'Histoire de la guerre d'indépendance*, Hadar, 1981, p. 24 *sqq.* *L'Organisation militaire nationale en Palestine, Sources et documents*. Institut Jabotinsky, 1990, t. I, p. 326 *sqq.*

96. David Ben Gourion, *Mémoires*, t. VI, p. 222,235,540.

W.H. Auden, *Collected Shorter Pœms 1927-1957*, Londres, Faber and Faber. 1966, p. 157.

97. Mac Michael à Tegart, 4juin 1939.

98. Montgomery à Brok, 21 juillet 1939.

99. *Journal de Morrison*, p. 38.

100. Montgomery à Brok, 21 juillet 1939.

101. Ormsby-Gore à Chamberlain, 9janvier 1938.

Moshe Sharett, *Journal politique*, L Il I, p. 209.

102-Pik à Chancellor, 26 avril 1938.

Mémorandum Chakborough, 27 mars 1938.

103. Chaïm Weizmann, *Dans l'adversité*, p. 371.

104. *Journal de Battershill*, 14 août et 20 mai 1937,10 octobre 1935.

105. Mac Michael à Tegart, 4juin 1939. Edward Keith-Roach, *Pasha of Jerusalem*, p. 195,222. *Journal de Battershill*, 6 novembre 1938. Pollock à son père, 2 septembre 1939.

21. Le dénouement (1939-1948)

1. Jane Lancaster à Golda Meyerson, 3 février 1947, ACS.
21. La saison de la chasse
2. Khalil Al Sakakini, *C'est ainsi que je suis. Messieurs !*, p. 199 sqq.
3. Hala Sakakini, *Jerusalem and I*, p. 76 sqq, 130 sqq.
4. *Journal de Cohen*, 24 juillet 1939 jusqu'au 29 février 1940. Archives de la Haganah.
5. *Ibid*, 26 mars 1946, 25 mars 1947.
6. Arthur Ruppin, *Fragments de mon existence...* p. 344.
7. *Journal de Cohen*, 7 juillet 1940.
8. David Ben Gourion. *Mémoires*, t. VI, p. 205, 220.
9. Ben Gourion au Mapaï. 12 septembre 1939.
10. *Mémemorandum Ins.* 11 octobre 1939. PRO FO. Ben Gourion au Mapaï, 12 septembre 1939.
11. David Ben Gourion. *Mémoires*, l'M, p. 292.327. Ronald Zweig, *Britain and Palestine During the Second World War*, p. 5.
12. Weizmann avec Mac Donald. 2 octobre 1939. PRO FO. Norman Rose (éd.), *Baffy, The Diaries of Blanche Dugdale...*, p. 153.
13. Rappon du Commissaire. 29 décembre 1939.
- 14 Policy in Palestine on the outbreak of war. 26 septembre 1938. Yoav Gelbar, *Histoire du volontariat* Il L Yad Itshak Ben Zvi. 1983. Norman Rose (éd.), *Baffy, The Dûmes of Blanche Dugdale...*, p. 165 sqq Weizmann à la direction de l'Agence juive, 22 octobre 1942. Barnett Litvinov (éd.), *Sélection de lettres de Chaïm Weizmann*. Am Oved, 1986, p. 394 David Ben Gourion, *Mémoires*, t. III, p. 163. David Ben Gourion. *Les Premiers Pas de l'État*, Am Oved, 1993, p. 359.
15. Shmuel Katz. *Jaba*, L Il, p. 1127. Shlomo Lev. \mi, *Dans la lutte à la rébellion*, ministère de l'Intérieur non daté, p. 154.
16. Yosef Haler. *Lehi*, Centre Zalman Shazar, 1989-
17. S. Gorlik : « Les aventures du brave soldat Svejk et le manifeste en faveur de l'enrôlement », *Ha 'Aretz*, 13 septembre 1939, p. % *Journal de Cohen*, 29 novembre 1940.
18. *Ibid*, du 15 au 23 juin ; 31 juillet 1941.

19. Ezra Danin. *Sioniste en toutes circonstances*, Kidoum, 1987, p. 157. Bakar à Shertok, 16 juillet 1942, ACS. Tom Segev. *Le Septième Million*, Keter, 1991, p. 60 sqq. Traduction française Liana Levi, 1993.

20. Yaakov Marcovitch. *Les Unités terrestres spéciales du Pahnach*, ministère de l'Intérieur, 1989.

21. *Journal de Cohen*, 20 janvier 1941. Février 1941.

22. Zvika Dror, *Le Stratège sans pouvoir*. Ha Kibboutz Ha Meouhad, 1996, p. 122.

23. Alex Bayne, *Immigration et colonisation dans l'État d'Israël* p. 271 sqq.

24 *Journal de Cohen*, du 15 juin au 8 février 1943.

25. Oz Ahnog, *Portrait du Sabra*.

26. Menahem Begin. *La Révolte*, Ahiasaf, 1981, p. 54

27. Yehoudah Slotski, *Le Livre de l'histoire de la Haganah*, Am Oved, 1973, t. III, Première partie, p. 628 sqq.

28. *Ibid*, p. 182 sqq. Bruce Hoffman, *The Failure of British Strategy within Palestine...*, p. 13,48 sqq. Le siège de Gréât Ghaïm 29 novembre 1945.

29. Geoffrey J. Morton. *Just the Job*, p. 141 sqq. Moshe Svorol. *Le Procès en diffamation sur les circonstances du meurtre de Yaïr*, édition à compte d'auteur, 1997.

50. L'Organisation Militaire nationale en Palestine, *Sources et documents*, Institut Jabotinsky, 1990, t. III, p. 172 sqq. Saul Zadka, *Blood in Zion*, p. 42.

31. *Ibid*. 28.

32. Report on the attempt to assassinate the Hight Commissioner, août 1944 Yosef Halper, *Lehi*, L 1, p. 185,208. Norman Rose, « Churchill and Zionism », in Robert Blake and W. Roger Louis (éd.), *Churchill* Oxford. Oxford University Press, 1993, p. 164

33. *Journal de Cohen*, 16 novembre 1944

54 *L'Organisation Militaire nationale*, Il I, p. 340 sqq, t. III, p. 139.

35. Yehouda Lapidot, *La Saison*, Institut Jabotinsky, 1994 L'organisation d'Etsel. 12 août 1941. ACS. JoBek avec l'inspecteur général de la police, 18 juin 1945, ACS. Sharett à Goret, 23 novembre 1944 ACS.

36-Henry Gurney, *Palestine Postscript*, p. 14

57. À« 4p. 3. Barker à Weizmann, 18 juin 1946, ACS.
38. Séné avec Begin, 9 octobre 1944. ACS.
39. Norman Rose (éd, j. Baffy, *The Diaries of Blanche Dugdale...*, p. 142.
40. Rapport du département de l'immigration de l'Agence juive, 1939-1946, p. 3. *A Survey of Palestine Prepared for the Anglo-American Committee of Inquiry*, Jerusalem, The Government primer, 1946, vol-1, p-183.
41. Ronald Zweig, *Britain and Palestine During the Second Wodd War*, p. 146. Rapport du département de l'immigration de l'Agence juive, 1939-1946, p. 10, ACS.
42. Martin à Lloyd, 21 novembre 1940. PRO PREM.
43. Lloyd à Churchill, 21 novembre 1940. PRO PREM. Weizmann au haut-commissaire. 24 janvier 1941, ACS. Zvika Dror, *Stratège sans pouvoir*, p. 180 *sqq.*
44. Ronald Zweig. *Britain and Palestine During the Second World War*, p. 118 *sqq.*
45. Martin à Lloyd, 21 novembre 1940. Ronald Zweig, *Britain and Palestine During the Second World War*, p. 112.
46. *Ibid*, p. 27,86 *sqq*, 174,171,108 *sqq.*
47. Bernard Wasserstein, *Britain and the Jews of Europe 1939-1945*.
48. Ben Gourion à Kustner, 2 février 1958. AE, cabinet du Premier ministre.
49. Khalil Al Sakakini, *C'est ainsi que Je suis, Messieurs /*, p. 217.
50. Journal de Sakakini, 1^{er} mars 1942. Khalil Al Sakakini. *C'est ainsi que je suis, messieurs* p. 215 *sqq.* Khalil Al Sakakini : « Le peuple juif est fou », 9 décembre 1936.
51. Khalil Al Sakakini, *C'est ainsi que je suis, Messieurs !*, p. 217.
52. Le ministère de la Guerre au ministère des Colonies. 19 septembre 1939. Le ministère des Colonies au ministère de la Guerre. 26 septembre 1939. Le ministère des Colonies au Foreign Office, 22 novembre 1940. Le ministère des Colonies au Foreign Office, 8 mars 1940. Moshe Shemesh. La position du journal de Haïfa Palestine, au sujet des pays de l'Axe et des démocraties: *Réflexions sur la création d'Israël*, t. II. 1992, p. 245 *sqq.* Rapport du commissaire. 1er décembre 1939, 28 février 1940. Rapport du commissaire, 25 juin 1940.

53. Hussein avec Hitler 30 novembre 1941. *Akten sur Deutschen Auswaertigen Politik 1918-1945*. Goettingen, Vanderhorck & Ruprechu 197a Série D. 1937-1941. Vol. XIII, Die Krieggahre, Sechster Band, Zweiter Haibband, p. 718. Leonard Mosley, *The Cat and the Mice*. Londres, Arthur Barker. 1958, p. 29.

54. Klaus Gensicke, *Der Mufti von Jérusalem, Amin Al Hussani und die Nationalstaalisten*, Francfort, Verlag Peter Lang, 1988.

55. Yosef Haler, *Lehi*, t. II, p. 530.

56. Brouillon d'une lettre du docteur T. Cannan (1938 r). AE.

57. George Antonius, *The Arab Awakening*, p. 411. Azmi Bechara : « Les Arabes et la Shoah », *Zmanim*, 53, Été 1995, p. 54 sqq ; Dan Mahman : « Arabes et sionistes pendant la Shoah. *Zmanim*. 54. Automne 1995, Azmi Bechara : Sur le nationalisme et l'universalisme, *Zmanim*, 55, Hiver 1996, p. 102 sqq. An war Nusseibeh. *Pattern of Disaster...*, p. 14.

58. Ben Gourion avec MacMichael. 2 avril 1944. Ronald Zweig, *Britain and Palestine During The Second World War*, p. 19,163.

59. Ben Gourion avec MacMichael, 2 avril 1944. ACS. Golda Meserson avec le secrétaire général. 29 janvier 1947 et avec le haut-commissaire, 31 juillet 1947. Herzog avec le commissaire. 1er février 1947, ACS. Meyerson avec le commissaire. 17 décembre 1947. ACS.

60. Sakakini à ses sœurs, 3 janvier 1945. AE.

61. Sakakini à son fils. / février 1933. AE, Sari Sakakini, formulaire individuel (1946). AE.

62. *Journal de Cohen*, Du 20 mars au 26 juin 1944.

63. *Ibid.* 8 mai 1945. *Journal de Ben Gourion*, s' mai 1945. – Archives Ben Gourion. Khalil Al Sakakini *C'est ainsi que je suis. Messieurs*, p. 219.

22. « Donnez-moi un pays sans idéologie »

1. Barker à Antonius, sans date. AE.

2. George Antonius, *The Arab Awakening*. Khalil Al Sakakini, *C'est ainsi que je suis, Messieurs !*,

p. 211.

3. Lettres d'Antonius à sa femme. AE.

4. Anwar Nusseibeh, *Pattern of Disaster...*, p. 170,176. Tom Segev : « Cathy et le général », supplément de *Ha'Aretz*, 15 juin 1979, p. 16 *sqq.*

5. Richard Crossman, *Mission en Palestine*, Sifriat Poalim, 1947, p. 151 *sqq.* Hadara Lazare, *Les Mandataires*. Keter. 1990, p. 114. Edward Keith-Roach, *Pasha of Jerusalem*, p. 149 *sqq.*

6. Barker à Antonius, 24 octobre 1946. AE.

7. *Ibid*, 26 octobre 1946.

8. *Journal de Cohen*, Du 12 au 22 mai 1945 ; du 2 au 19 mars 1946.

9. Yehoudah Slotski, *Le Livre d'histoire de la Haganah*, t III, deuxième partie, p. 874.

10. *Journal de Cohen*, 26 mars 1946.

31. *Ibid* 28 mars 1946.

12. Ben Gourion au comité national, 1^{er} avril 1947, ACS.

13. David Ben Gourion, *Les Premiers Pas de l'État*, p. 65,67,318,328. *Journal de Cohen*, du 28 juillet au 4 août 1947.

14. Shlomo Ben Ami, *Dans le combat et la révolte*, Ministère de l'intérieur (non daté), p. 259 *sqq.* Saul Zadka, *Blood in Zion*, p. 56.

15. Wedgwood à la Chambre des lords, 15 décembre 1942.

16. Cafferata à Wedgwood, 26 mars 1943.

17. Raymond Cafferata, « Tiger Hill ».

18. Souvenirs de Noam Zisman, Alfred Barad et Yaakov Salomon. Archives de la Haganah.

19. Board of Enquiry, Mr. Cafferata's Wound, 16 juillet 1931.

20. Legs Cafferata, avec l'aimable collaboration de sa fille.

21. Nehemia Ben Tor, *Aujourd'hui j'écirai à la plume*, Yair, 1991, p. 254 *sqq.*

22. Cafferata à Martin, 17 juillet 1946. Tom Segev, « Cathy et le général », p. 19.

23. Nicolas Battle, *Le Triangle palestinien*, Idanim, 1979, p. 20 *sqq.* R.D. Wilson, *Cordon and Search*, Aldershot, Gale and Polden, 1949, p. 56 *sqq.*
24. Barker à Antonius, 10 octobre 1946. AE.
25. Thurston Clarke, *By Blood and Fire*, New York, G.P. Putnam's Sons, 1981.
26. Bernard Montgomery, *Memoirs*, Londres, Collins, 1958, p. 426 *sqq.* Michael J. Cohen, *Palestine and the Great Powers 1945-1948*, Princeton, Princeton University Press, 1982, p. 231 *sqq.* Yigal Mosenzon, « Hasamba en prison », *Mishmarli Yeladim*, 10 novembre 1949, p. 5.
27. David Ben Gourion, *Mémoires*, l'VI, p. 223. Bernard Montgomery, *Memoirs*, p. 387*sqq.*
28. Oliver Lindsay, *Once a Grenadier*, Londres, Léo Cooper, 1996, p. 22. PRO WO.
29. *L'Avocat*, février 1946, p. 58 *sqq.*
30. Bruce Hoffman, *The Failure of British Strategy within Palestine...*, p. 76 *sqq.*
31. Churchill au Parlement, 31 janvier 1947.
32. Hugh Thomas, *John Strachey*, Londres, Eyre Methuen, 1973, p. 229.
33. David Ben Gourion, *Vers la fin du Mandat*, Am Oved, 1993, p. 192.
34. Geoula Cohen, *Rencontre historique*, Yair, 1986, p. 41 *sqq.*, 98 *sqq.*, 144. David Ben Gourion, *Les Premiers Pas de l'État*, p. 66, 317 *sqq.*
35. David Niv, *Campagnes de l'Organisation Militaire nationale*, Mosad Klausner, 1976, t. V, p. 103 *sqq.*, l'So *sqq.*, 161 *sqq.*
36. David Ben Gourion, *Les Premiers Pas de l'État*, p. 317.
37. Bernard Montgomery, *Memoirs*, p. 387 *sqq.*
38. Michael J. Cohen, *Palestine and the Great Powers 1945-1948*, p. 94. Tom Segev : « Cathy et le général », p. 19. Nicolas Battle, *Il Triangle palestinien*, p. 214.
39. Barker à Antonius, 14, 17, 21 et 27 avril 1947. AE.
40. *Ibid*, 8 juin 1947. Témoignage de Weizmann, Institut Jabotinsky.
41. Prime Minister's Personal Minute, 1^{er} mars 1941. Bruce Hoffman, *The Failure of British Strategy within Palestine 1939-1947*, p. 30.

42. R.D. Wilson, *Cordon and Search*, Aldershot, Gale and Polden, 1949, p. 15,87.

43. *Ibid*, p. 45 *sqq*.

44. Michael J. Cohen, *Palestine and the Great Powers 1945-1948*, p. 74.

45. Talma Eligon et Rafi Pashazon (éds.), *Mille chansons*, Kineret, 1983, p. 265 *sqq*.

46. R.D. Wilson, *Cordon and Search*, p. 60.

47. Oliver Lindsay, *Once a Grenadier*, p. 21.

48. *Ibid*, p. 23. R.D. Wilson, *Cordon and Search*, p. 203,45 *sqq*, 11 *sqq*.

49. *Ibid*, p. 205. Nathan Alterman, *La Septième Colonne*, Ha Kibboutz Ha Meouhad, 1977, LI, p. 80.

50. Kollek à Saraf, 2 septembre 1946, ACS. Rapport Eban, 10 et 17 mars 1947, ACS. Saraf à Kollek, 1^{er} octobre 1946, ACS.

51. *Labour Party Annual Conférence Report*, Londres, 1944, p. 9.

52. *Journal de Cohen*, 19 octobre, 14 novembre, 10 juin 1945.

53. *Ibid*, 26 novembre, 25 juin 1945.

54. *Ibid*, 14 novembre, 20 juin 1945. Conférence d'Aaron Cohen, 15 juillet 1947, ACS.

55. Alan Bullock, *Ernest Bevin, Foreign Secretary 1945-1951*, New York, W.V. Norton, 1983, p. 164. Golda Meir, *My Life*, Jérusalem and Tel-Aviv, Steimatzky's Agency, 1975, p. 164.

56. Y.S. (Sohar ?) avec Grey, 27 janvier 1947, ACS.

57. Appel au Yishouv pour livrer des terroristes à la police, avril 1947, ACS.

58. Meyerson à Locker, 9 février 1947, ACS.

59. À, Browman au gouverneur de district, 16 décembre 1945. AE. Ben Eliezer au sous-gouverneur du district de Netanyah, 6 mars 1945. AE. Le consul d'Éthiopie au secrétaire général, 1^{er} août 1946. AE.

60. Le comité de quartier Beit Israël au haut-commissaire, 1^{er} août 1946. AE. R. Shreyman au haut-commissaire, 29 novembre 1945. AE. Kibboutz Sh'faïm au commissaire, 18 novembre 1946. AE.

61. Beer au Commissaire, 13 février 1947. AE.

62. Le cercle des amis de l'opéra populaire de Palestine au secrétaire général, 26 décembre 1946.

AE. Edwin Samuel au secrétaire général, 17 décembre 1946. AE. Annonce à la presse. 4 juillet 1948. Legs de Bunsen. Avec l'aimable collaboration de sa veuve.

63. David Ben Gourion, *Mémoires*, L Il I, p. 364.

64. À Parade in Honour of the Birthday of H.M. King George VI, 12 Juin 1947.

65. Jordan à De Bunsen, 20 août 1948. Legs de Bunsen.

66. Alan Cunningham, *Palestine, The last Days of the Mandate*, *International Affairs*, vol. XXIV. 1948, p. 490.

67. Oliver Lindsay, *Once a grenadier*, p. 27.

23. Le dernier obus

1. « La Darling affranchie ». *Yediot Aharonot*, 22 juin 1945, p. 2. Eliahou Stern, *Chronologie de l'histoire du nouveau Yishouv en Palestine*, Yad Ben Zvi, 1974, p. 172. Yehoudah Koren : « L'amour de l'officier anglais », *Dvar Ha Shavouah*, 28 novembre 1986, p. 12 sqq.

2. AJ. Sherman. *Mandate Days*, p. 186.

3. Hadara Lazare, *Les Mandataires*, p. 109 sqq. Bryant à Geiger, 31 juillet 1948,

4. Henry Gurney, *Palestine Postscript*, p. 11.

5 Minutes of a Meeting held in the Department of Public Works, 8 octobre 1947. Chief

Secretary's Office, *Withdeawal*, 2 décembre 1947. Legs de Bunsen.

6. Hope-Simpson à Chancellor, 30 août et 15 octobre 1945. RHL, Chancellor Papers.

7. *Journal de Gurney*, p. 52,18. MEC, Gurney Papers, Gur.

8. Samuel à la chambre des lords, 10 novembre 1945.

9. Alan Bullock, *Ernest Bevin, Foreign Secretary 1945-1951*, New York, W.V. Norton, 1983, p. 167. Dean Acheson, *Present at the Creation*, New York. New American Library, 1970, p. 234.

10. Khalil Al Sakakini, *C'est ainsi que Je suis, Messieurs !*, p. 221.

11. Dean Acheson, *Present at the Creation*, p. 246. Wm. Roger Louis, « British Imperialism and the End of the Palestine Mandate », Wm. Roger Louis and Robert W. Stookey (éds.), *The End of the Palestine Mandate*, Austin, The University of Texas Press, 1986, p. 15 sqq.

12. Meir Avizohar : « Le changement de garde », David Ben Gourion, *Vers la fin du Mandat*, p. 52. Meir Avizohar : « La pendule de sable », in David Ben Gourion, *Les Premiers Pas de l'État*, p. 5. David Ben Gourion, *Les Premiers Pas de l'État*, p. 253.

13. David Ben Gourion, *Vers la fin du Mandat*, p. 379.

14. Michael J. Cohen, *Palestine and the Great Powers 1945-1948*, p. 217 sqq.

15. Ben Gourion avec Bevin, 3 février 1947.

16. David Ben Gourion, *Vers la fin du Mandat*, p. 355. Ben Gourion avec Bevin, 29 janvier, 3 et 6 février 1947.

17. Le *Sunday Express* et le *Daily Mail*, Saul Zadka, *Blood in Zion*, Londres, Brassey's, 1995, p. 181 sqq. Billy au Premier ministre, 31 décembre 1946. PRO FO.

18. Churchill au Parlement, 31 janvier 1947. *Ibid*, 3 mars 1947. *Ibid*, 12 novembre 1946. Le Premier ministre au Cabinet, 20 septembre 1947. PRO CAB.

19. Churchill au Parlement, 31 janvier 1947. Le chef de l'état-major de l'Armée de l'air au Cabinet, 14 février 1947. Dalton au Cabinet, 20 septembre 1947. *Journal de Gurney*, p. 38.

20. Correlli Barnett, *The Lost Victory, British Dreams, British Realities 1945-1950*, Londres, Macmillan, 1995, p. 53 sqq. Wm. Roger Louis, « British Imperialism and the End of the Palestine Mandate », p. 3 sqq.

21. Michael J. Cohen. *Palestine and the Great Powers 1945-1948*, p. 268.

22. Ben Gourion à la direction de l'Agence juive, 12 octobre 1947, ACS.

23. David Ben Gourion, *Les Premiers Pas de l'État*, p. 55. Lettre non signée, 5 mai 1941, ACS, Weizmann avec Roosevelt, 11 juin 1943. Archives

Weizmann. Yaron Ran, *Les Racines de l'option jordanienne*, Tseïtrin, 1991. Meyerson avec Abdallah, 17 novembre 1947, ACS.

24. Anwar Nusseibeh, *Pattern of Disaster...*, p. 12 *sqq.*

25. Michael J. Cohen, *Palestine and the Great Powers 1945-1948*, p. 260 *sqq.* David Ben Gourion, *Les Premiers Pas de l'État*, p. 217 *sqq.* Menahem Fridmann : « Tel est l'histoire du Statu quo, religion et État en Israël », in Verda Filovski (éd.), *Le Passage du Yishouv à l'État 1947-1948*, Université de Haïfa, 1990, p. 47 *sqq.*

26. Henry Gurney, *Palestine Postscript*, p. 14. *Journal de Gurney*, p. 22. Wm. Roger Louis, « British Imperialism and the End of the Palestine Mandate », p. 23 *sqq.*

27. Michaeli à l'Agence juive. 18 décembre 1947, ACS. Michael J. Cohen. *Palestine and the Great Powers 1915-1948*, p. 139.

28. *Journal de Cohen*, 27-30 novembre 1947.

29. *Journal de Sakakini*, 20 juin 1946.

30. Barker à Antonius, 14 et 27 mai, 21 juin, 6 juillet 1947. AE.

31. *Ibid*, 27 mai 1947.

32. *Ibid*, 27 octobre, 6 et 16 décembre 1947.

33. *Ibid*, 1er décembre 1947.

34. *Ibid*, 19 septembre et 1er octobre 1947.

35. *Ibid*, 6 juillet 1947.

36. *Ibid*, 3 juillet 1947.

37. Eliahu Eilat : « Conversations avec Moussa Al Alami », *Yahadout Zmanenou*, t. II, 1985, p. 35. Khalil Al Sakakini, *C'est ainsi que je suis, Messieurs !*, p. 222.

38. Sakakini à Pinkerton, 18 mai 1945, 16 mars 1947. AE.

39. Sakakini à Alami, 13 avril et 14 mai 1945. AE. *Ibid*, 21 avril 1946. *Ibid*, 5 mai 1947.

40. Izza Khalaf, *Politics in Palestine*, p. 138 *sqq.*

41. Eliahu Eilat : « Conversations avec Moussa Al Alami », p. 1, 43.

42. Eliahou Stem, *Chronologie de l'histoire du nouveau Yishouv*, p. 280.

43. Chaïm Levenberg, *Military Preparations of the Arab Community in Palestine 1945-1948*, Londres. Frank Cass, 1993, p. 179 sqq.
44. *Journal de Ben Gourion*, 20 avril 1948. Archives Ben Gourion.
45. *Journal de Cohen*, 7 et 25 décembre 1947.
46. Khalil AJ Sakakini, *C'est ainsi que je suis, Messieurs !*, p. 227,230.
47. *Ibid*, p. 229.
48. Khalil Al Sakakini, *C'est ainsi que je suis. Messieurs !*, p. 232.
49. Pollock à sa femme, 10 avril 1948. PRONI.
50. Faouzi à Ednan, 12 avril 1948. AE.
51. Anwar Nusseibeh, *Pattern of Disaster...*, p. 152 sqq. Ouri Milshteïn. *Histoire de la guerre d'indépendance*, Zmora Beïtan, 1991, t. IV, p. 201 sqq.
52. Khalil Al Sakakini. *C'est ainsi que je suis. Messieurs !*, p. 232. Hala Sakakini. *Jerusalem and I*. Amman, No publisher, 1987, p. 121 sqq. Protocole de la session du gouvernement, 9 juin 1948. (paragraphe confidentiel. Voir Tom Segev, « Les premiers secrets », *Ha'Aretz*, 3 février 1995, p. 5).
53. Hala Sakakini, */m/safo » and 1*, p. 118.
54. Ouri Milshteïn. *Histoire de la guerre d'indépendance*, p. 251 sqq. *Journal de Bunsen*, 11 avril 1948. *Journal de Gurney*, p. 59. MEC, Gurney Paper's.
55. Khalil Al Sakakini, *C'est ainsi que je suis. Messieurs !* p. 243. Hala Sakakini, *Jerusalem and I*, p. 140.
56. Natanael Lorekh, *Histoire de la guerre de l'indépendance*. Massada. 1989, p. 195. Chaïm Shalom Halévy et A. Bejinsky, *Double siège*, Hadar. 1982.
57. Anwar Nusseibeh, *Pattern of Disaster...*, p. 178 sqq.
58. Benny Morris, *La Naissance du problème des réfugiés palestiniens 1947-1949*, Am Oved, 1991.
59. Khalil Al Sakakini, *C'est ainsi que je suis. Messieurs !*, p. 243.
60. Anwar Nusseibeh, *Pattern of Disaster...*, p. 194.
61. *Journal de Ben Gourion*, 1^{er} mai 1948.
62. *Documents politiques et diplomatiques*, décembre 1947-mai 1948, Archives de l'État, 1980, p. 703.

63. Izzat Rihai, *Politics in Palestine*, Albany, State University of New York Press, 1991, p. 132.

64. Anwar Nusseibeh. *Pattern of Disaster...* p. 32 ; 80 sqq.

65. *Ibid*, p. 56 sqq.

66. Izza Khalaf, *Politics in Palestine*, p. 155.

67. Anwar Nusseibeh, *Pattern of Disaster.*, p. 13,15,39,43,56,60,80 sqq, 98 sqq, 102 sqq, 161,208.

68. *Ibid*, p. 78 sqq, 209 sqq.

69. Tom Segev, « Les premiers secrets », *Ha'Aretz*, 3 février 1995, p. 5.

70. Chaïm Levenberg, *Military Preparations of the Arab Community in Palestine 1945-1948*, p. 186.

71. Cadre du projet pour la prise du pouvoir en Palestine, 17 octobre 1947, ACS.

72. Ben Gourion avec Gurney, 13 octobre 1947, ACS.

73. Reouven Zaslani à Golda Meyerson, 16 novembre 1947, ACS.

74. Henry Gurney, *Palestine Postscript*, p. 11.

75. *Journal de Gurney*, p. 83. Keith-Roach à Parkinson, 30 septembre 1936.

76. Mémoire Pollock, 20 mars 1948.

Documents politiques et diplomatiques décembre 1947-mai 1948, p. 703 sqq.

77. Izza Khalaf, *Politics in. Palestine*, p. 199 sqq.

78. Chief Secretary's Office, Central Problems Common to all Departments, 2 décembre 1947. G. H.A. MacMillan, *The Planning of the Evacuation of Palestine*.

79. *Journal de Gurney*, p. 5,104 sqq.

80. *Journal de de Bunsen*, 24 mars 1948.

81. Mémoire, 6 novembre 1946. A.E. A Survey of Palestine Prepared for the Anglo-American Committee of Inquiry, Jérusalem, The government Printer, 1946, Vol. II, p. 638.

82. Izza Khalaf, *Politics in Palestine*, p. 162 203 sqq.

83. *Journal de Gurney*, pp. 5,37,53. Henry Gurney, *Palestine Postscript*, p. 3 sqq, 15 sqq.

84. Colonel Gum-Duncan au Parlement, 14 mai 1948. Alan Cunningham, *Palestine, The Last Days of the Mandate, International Affairs*, vol. XXIX, 1948, p. 4SI. *Journal de Gurney*, p. 5,37,53. Henry Gurney, *Palestine Postscript*, p. 3 sqq, 15.

85. Pollock à sa femme, 9,12,13 et 30 novembre 1947.

86. Ibid, 22 décembre 1947,2 février 1948. Témoignage de Yaakov Salomon, *Archives de la Haganah*.

87. Dreikford à l'Agence juive, 3 janvier 1948, Sakharov à Dreikford, 20 janvier 1948. Lettre à Meyerson, 15 novembre 1947.

88. *Journal de Bryant*, avec l'aimable collaboration de Lotte Geiger. Voir Tom Segev, « La réhabilitation de Michael Geiger », *Ha'Aretz*, 18 septembre 1992. Dov Yosef, *La Cité Fidèle*, Schocken, 1964. Le consul de Grande-Bretagne à Haïfa au ministère des Affaires étrangères, 13 août 1948.

89. Évacuation des zones de sécurité, 17 mai 1948, ACS.

90. *Journal de Gurney*, p. 106 sqq.

91. *Journal de de Bunsen*.

92. *Journal de Pollock*, 14 mai 1948.

93. Rapport Pollock, 23 juillet 1948 ; allocution de MacMillan.

94. *Journal de Pollock*, 29-30 juin 1948.

95. Arthur Koestler, *Promesse et réalisation*, Ahiasaf, p. 243. Ouri Yafé, « la Bible d'Orde Wingate », in Galia Yardani (éd.), *Premiers au combat*. Ha Kibboutz Ha Méouhad, 1967, p. 56 sqq. Tom Segev, « Deux, à tenir la Bible », *Ha'Aretz*, 27 février 1998, p. 7b.

Remerciements de l'auteur

La période du Mandat britannique en Palestine a intéressé de nombreux chercheurs, aussi voudrais-je tout d'abord remercier ceux qui m'ont précédé dans ce domaine. J'ai pu me procurer la plupart de leurs ouvrages et de leurs articles à la Bibliothèque nationale de l'université hébraïque de Jérusalem ; je voudrais particulièrement remercier les bibliothécaires préposés au prêt, aux salles de lecture et au département des manuscrits. Cette recherche repose sur des milliers de dossiers dont d'innombrables documents ont été exhumés et qui, pour leur majorité, se trouvent conservés dans les Archives historiques de l'État d'Israël dont les Archives générales sionistes, les Archives nationales, les archives Weizmann, les archives Ben Gourion, celles du Parti travailliste et de l'Institut de recherche du mouvement travailliste, les archives de la Haganah, les archives Jabotinsky et de la Yaïr House.

Pour les archives historiques britanniques il faut citer : le Public Records Office, l'Imperial War Muséum, la British Library, le Liddell-Hart Center, le Middle East Center au St. Anthony's College à Oxford, la Rhodes House Library et la Bodleian Library à Oxford, la Cambridge University Library et la Sidney Jones Library de l'université de Liverpool.

Je dois également remercier le Public Records Office of Northern Ireland à Belfast pour m'avoir permis de consulter le journal et les lettres de James H.H. Pollock, un des premiers Britanniques à être entré en Palestine et l'un des derniers à l'avoir quittée.

J'ai également utilisé pour ma recherche des documents conservés aux National Archives à Washington, au Jewish Theological Seminary de New York et à l'Institut d'histoire contemporaine de Munich, en Allemagne.

Je ne sais comment remercier pour l'aide utile et généreuse, les conseils avisés que nous avons reçus dans ces différentes institutions. Nous remercions tout particulièrement Clare Brown du St. Anthony's College.

Une grande part des documents à partir desquels ce livre a été écrit est d'ordre privé et est publiée ici pour la première fois ; tous les gens qui y ont pris part sont ici remerciés. Dona Maria Isabel de la Cierva, comtesse de Montefuerte de Madrid m'a ouvert le journal intime de son père, Antonio de

la Cierva Lewita, comte de Ballobar, qui fut, pendant la Première Guerre mondiale, consul d'Espagne à Jérusalem. Nous sommes parvenus à localiser la comtesse grâce aux miracles de l'internet. Avant que me parvienne le passionnant journal de son père, j'ai pu bénéficier de l'aide généreuse de l'historien espagnol Eduardo Manzano Moreno, de l'historien, ancien ambassadeur et mini, sue de l'Intérieur Shlomo Ben Ami, du D^r Dan Simon, directeur de la bibliothèque Sourasky de l'université de Tel-Aviv ainsi que de Julio Adin qui m'a aidé à traduire le journal.

La famille Munin de Jérusalem a mis à ma disposition un véritable trésor, le legs personnel et intime de son grand-père, Alter Levin, Asaf Halévy le Hiérosolymite. C'est ici l'occasion de remercier l'écrivain Anton Shammas.

Hala et Doumia Sakakini de Ramallah nous ont autorisé à consulter le journal original rédigé par leur père, le pédagogue et écrivain Khalil Al Sakakini. Ce document est d'une valeur inestimable et seuls quelques fragments ont été publiés jusqu'à ce jour en arabe et en hébreu. L'occasion nous est aussi donnée de remercier du fond du cœur Hussein Hamza, critique de littérature arabe, qui m'a aidé à traduire le journal et qui a sacrifié de son temps et de son talent pour tous les documents en arabe qui ont servi de base à ce travail.

Veronica Robertson de Liverpool a accepté de me remettre des fragments autobiographiques des lettres et autres documents du legs de son père, Raymond Cafferata, qui fut commandant de la police d'Hébron en 1929. Lady de Bunsen m'a permis de consulter le journal et diverses archives de son mari, sir Bernard, directeur du département de l'Éducation de Palestine. Major Peter Lewis nous a montré l'*Official History of the Grenadier Guards* avant qu'il ne soit publié.

Ari Shavit m'a autorisé à citer les lettres de Jérusalem de Margery Bentwich, Rahel Halfi m'a permis de consulter les fragments des mémoires de son père, Avraham Halfi, un des premiers habitants de Tel-Aviv, avant leur publication.

Shlomo Halévy de Jérusalem m'a remis quelques dizaines de lettres que son père avait envoyées de Palestine à ses parents à Vilnius. Je tiens à remercier particulièrement Yoram Mayorek qui a su attirer mon attention sur l'existence de ces importants documents.

Lotte Geiger de Jérusalem m'a montré les notes du journal de son amant Michael Bryant et m'a autorisé à citer certaines lettres intimes.

Je remercie, en lui faisant part de toute ma considération, Sari Nusseibeh, président de l'université Al Kuds, pour m'avoir autorisé à consulter les mémoires personnels de feu son père, un des leaders de la communauté arabe de Jérusalem. Je veux aussi remercier ici le journaliste Lorenzo Cremanesi.

De nombreuses autres personnes m'ont également aidé par leurs conseils ou leurs informations dont Gidon Hermel, le lieutenant-colonel Avner Paz, responsable du département d'histoire et d'information de l'armée de l'air, et Avraham Kushnir. Je remercie aussi beaucoup Antony French, conseiller juridique de l'UNSTO à Jérusalem pour m'avoir invité dans la résidence du haut-commissaire.

Trois années de recherche ont été nécessaires pour la rédaction de ce livre au cours desquelles j'ai été secondé par deux jeunes et brillants chercheurs, Ofer Nur et Jonathan Gummings. L'un et l'autre m'ont aidé non seulement à rassembler des documents mais aussi à les comprendre. Ils ont investi persévérance et réflexion dans ce travail et m'ont également gratifié de leur amitié, ce dont je tiens aussi à les remercier.

Avi Katzman s'est chargé du manuscrit en vue de sa publication avec intelligence et talent. Il a pu ainsi m'éviter certains écueils. Haïm Watzman, qui a traduit ce livre en anglais, m'a également aidé à parfaire le manuscrit.

Ce livre sort aux États-Unis, en Angleterre, en France et en Allemagne, et c'est avec le plus grand plaisir que je me dois enfin de remercier mon agent et amie Deborah Harris.

Cet ouvrage a été achevé d'imprimer en mars 2000 sur les presses de Normandie Roto Impression SA., à Lonrai (Orne)

N° d'imprimeur : 000718 Dépôt légal : mars 2000

Imprimé en France

Tom Segev

C'ÉTAIT EN PALESTINE AU TEMPS DES COQUELICOTS

Traduit de l'hébreu par Katherine Werchowski

En ce temps-là, les Juifs rêvaient d'une terre à eux et obtenaient des promesses de lord Balfour. Weizmann faisait du lobbying de part et d'autre de la Méditerranée. Lawrence d'Arabie poussait les Arabes à se révolter contre l'Empire ottoman qui s'effritait. Allenby s'emparait de Jérusalem, la ville de toutes les intrigues. Le mufti posait une des premières pierres de l'université

hébraïque sur le mont Scopus quelques années avant de rencontrer Hitler. C'étaient les années britanniques sur une terre deux fois promise qui ne s'appelait pas encore Israël...

Né en 1945 à Jérusalem de parents ayant fui l'Allemagne nazie. Tom Segev suit des études d'histoire et de sciences politiques. Responsable depuis 1986 d'une chronique hebdomadaire à *Ha'Aretz*, le célèbre quotidien israélien, il publie *Le Septième Million* en 1991. Un livre dérangeant qui le fait connaître dans le monde entier et l'impose comme l'un des essayistes israéliens les plus novateurs.

1

Les colonies sont des quartiers de Jérusalem anciennement investis par des populations issues d'un même pays. (*N, d. T.*)

2

Meron Benvenisti raconte que le temps que l'urne arrive à Londres, personne ne fut plus en mesure de l'identifier et elle fut alors oubliée dans les immenses sous-sols du British Muséum. « La tête de Flinders Petrie, écrit Benvenisti, reposait donc à l'endroit qui lui convenait le mieux, au milieu des reliques du passé qu'il avait exhumées. » Cette anecdote émouvante connut un dénouement : la tête du génial archéologue fut retrouvée une quarantaine d'années plus tard.

3

Plusieurs années après les faits, un des membres du service des renseignements turcs publiait ses mémoires. Il affirmait entre autres que ce n'était pas tant le célèbre réseau Nili qui avait contribué efficacement à l'avènement des Anglais que le pouvoir de nuisance d'un Juif, résident de Jérusalem. Le Turc, Aziz Bey, parvint à l'identifier comme étant Alter Levin. Il semble qu'il faisait référence à Levin. Selon Aziz, celui-ci sillonnait les villes du Levant pour y ouvrir des maisons doses où pouvaient être soutirées des informations aux clients.

4

« Guerre sainte ». (*N, d. T.*)

5

Juste après son expulsion de Palestine en raison de son activisme politique, et malgré sa fidélité totale au pouvoir, Ben Gourion partit pour les États-Unis.

6

Institution scolaire largement répandue en Europe orientale jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. (N. d. T.)

7

À la veille de la guerre, la Palestine comptait sept cent mille Arabes et quelque quatre-vingt-cinq mille Juifs. La majorité des Arabes étaient musulmans, vivant dans des s ou sillonnant le désert. Ceux qui étaient chrétiens vivaient dans des villes, comme la majorité des Juifs dont plus de la moitié vivait à Jérusalem.

8

Dans l'un de ces hôpitaux, un soldat allemand, Rudolf Hoess, plus tard commandant du camp de concentration d'Auschwitz, se trouvait entre la vie et la mort.

9

La France était alors encore considérée comme une alliée potentielle dans le partage du contrôle de la Palestine. Le célèbre accord du nom des deux diplomates qui en furent les instigateurs, Mark Sykes et Georges Picot, avait pour finalité de donner aux deux pays un point d'ancrage dans le monde arabe. Dans le même temps, les Britanniques poussèrent les Arabes à la révolte contre les Turcs.

10

Le sionisme chrétien avait une longue tradition en Angleterre : déjà au début du XIX^e siècle, un certain nombre de livres furent écrits à ce sujet. L'idée d'un retour des Juifs sur la terre de leurs ancêtres, dans l'esprit visionnaire des prophètes bibliques, donna lieu à de nombreux débats publics.

11

Comme nombre de ses pairs, Balfour s'émut de la participation des Juifs à la Révolution russe. Après un entretien avec un juge de la Haute Cour de justice américaine, Louis Brandeis raconta à Balfour ce qui lui avait été rapporté quelques jours auparavant, d'après « une source sûre » : la mère de Lénine aussi était juive !

12

Une partie au moins des partisans du sionisme, y compris ceux qui détestaient les Juifs, agirent en ce sens parce qu'ils détestaient plus encore les Arabes : « Les Arabes de Palestine avaient combattu en faveur du pouvoir ottoman », écrivit Lloyd George dans ses mémoires de guerre, ce qui le prédisposait à n'avoir qu'un souverain mépris pour le nationalisme arabe en

gestation. En fait, il ne connaissait pas plus les Arabes qu'il ne connaissait les Juifs. Sa politique arabe, si seulement elle avait existé, péchait par trop de fautives évaluations de terrain, par ses contradictions internes et son ignorance flagrante.

13

Theodor Herzl pensait également à une telle possibilité mais, contrairement à Montagu, y voyait une chose positive : « Les antisémites seraient nos plus fidèles amis, les pays antisémites seraient nos alliés », devait-il noter dans son journal.

14

Pour que l'on puisse bien comprendre ses intentions, un écrivain se doit d'énoncer préalablement quelques règles et principes qu'il veillera à respecter, écrivait Robert Graves, mais il arrive, précisait-il, que l'écrivain ne cherche pas à être compris. La langue anglaise se prête à merveille aux euphémismes, concluait Graves dans un manuel à l'usage des écrivains, soulignant que la déclaration Balfour en était la parfaite illustration.

15

À l'approche de Noël, le consul Antonio de Ballobar rendit compte au gouverneur militaire. Ronald Storrs, de la situation à Jérusalem. À la veille de la guerre, la ville comptait quelque quatre-vingts à quatre-vingt-cinq mille habitants. À la fin du conflit, il n'en restait plus que cinquante à cinquante-cinq mille. Les Juifs n'étaient plus qu'environ vingt-sept mille, soit la moitié de ce qu'ils étaient auparavant. Les pillages avaient cessé, des boulangeries rouvraient, mais la population continuait de mourir de faim. On avait fait venir jusqu'alors de la nourriture de Transjordanie. Avec l'arrivée des Turcs, les communications avaient été coupées.

18

La livre égyptienne qui valait cent piastres ou « groush » était à peu près équivalente à la livre britannique. En 1921, cette dernière était aussi en circulation en Palestine. La livre locale, d'une valeur équivalente à celle de la livre britannique, n'eut cours qu'à partir de 1927.

19

Dans le compte rendu qu'il rédigea après son entretien, Storrs écrivit que sur ce point le pape était de son avis et qu'il ne « put s'empêcher d'esquisser un sourire ». Storrs biffa toute la phrase de son livre. À la fin de la guerre, selon certaines estimations, il y avait quelque cinq cents prostituées dans la

ville, pour la plupart juives. Storrs tenta de circonscrire la prostitution à quelques quartiers comme Nahalat Shiva, Mea Shearim, etc. Il en fut de même dans d'autres villes. Dans les lieux où la prostitution n'était pas clairement tolérée, il était interdit aux femmes de racoler dans la rue, conformément à la législation ottomane qui était en vigueur à l'arrivée des Britanniques. Quelque temps plus tard, la prostitution fut définitivement interdite sur l'ensemble du territoire.

20

Cette énumération fut souvent citée. Storrs, par son tempérament, aurait pu tout aussi bien l'inventer. Mais un document qu'il légua témoigne des efforts qu'il avait dû déployer pour reconstituer l'itinéraire professionnel de ceux qui travaillaient pour lui.

21

Groupe d'intellectuels qui souhaitent imposer le socialisme par une lente et prudente pénétration dans tous les organes de la société. (*N, d. T*)

22

Aide financière donnée aux Juifs de Terre sainte par leurs coreligionnaires de Diaspora. (*N. d. T.*)

23

Certains membres de la communauté orthodoxe se plaignirent aux autorités d'être brimés par les sionistes. « Imagine-toi, écrivit Weizmann à sa femme, des orthodoxes nous ont calomniés devant le gouvernement en nous traitant de secte dangereuse, et en nous accusant de comploter contre le trône royal, etc. Ils traitèrent ces calomniateurs de fous, mais malgré tout, l'affaire reste typique de la société hiérosolymitaine [...]. » David Eder dénonça à son tour les orthodoxes : « Ils ne sont pas fiables, confia-t-il au gouverneur militaire de Jaffa. Des gens qui s'expriment en yiddish sont imprégnés de culture allemande. En fait, l'effet que produit la vue du Mur occidental sur les juifs étrangers est infiniment douloureux. Aussi faudrait-il "assainir" cet endroit. »

24

Les Britanniques avaient expatrié la plupart des Allemands, Ballobar les accompagna à la gare. Des années passèrent jusqu'à ce qu'ils fussent autorisés à revenir. Les premiers officiers et fonctionnaires britanniques s'emparèrent des maisons des Allemands et de leurs biens. Edward Keith-Roach qui avait pour tâche de rassembler les Allemands exigea d'eux une

liste exhaustive des effets qu'ils emportaient avec eux. Beaucoup se dérobèrent à sa demande.

25

Il semble que le général Allenby aussi fut séduit par le charme personnel de Weizmann qui avait déjà conquis lady Allenby. Il crut comprendre que le général était dans les meilleures dispositions à son égard après la lettre « des plus agréables » que lui avait adressée sa femme. -

26

Storrs s'immisça aussi dans cette histoire : il suggéra que l'on modifie le nom de l'hôtel pour l'appeler « Hôtel Allenby ». Il écrivit au général pour avoir son assentiment. On aurait pu tout aussi bien l'appeler « Hôtel Continental », « Le Bristol », « Le Savoy » mais cela n'aurait eu aucun sens, écrivit-il. Il existait malheureusement déjà une obscure auberge appartenant à un Juif répondant au nom de Kamintz qui s'appelait « Hôtel Jérusalem ». – Hôtel Sion » aurait été, politiquement, bien-sûr, trop tendancieux. Allenby acquiesça. À cette occasion. Storrs lui fit part d'une nette amélioration dans les relations avec les sionistes.

27

Horace Samuel, juriste juif qui fut pendant un temps juge, mit en garde contre la trop grande importance accordée aux propos des officiers et des fonctionnaires britanniques qui utilisaient sans y penser l'expression « maudits Juifs ²⁷ ». C'était leur manière de s'exprimer, les expressions racistes faisaient partie de leur vocabulaire.

28

Weizmann se plaignit de la présence de Storrs lors de festivités au cours desquelles des discours antisémites furent prononcés sans qu'il manifestât sa désapprobation. Cela se passait dans une école pendant un spectacle présenté par des élèves, intitulé *Cheik Amalik*. Il s'agissait, selon Storrs, d'une version « grotesque et ridicule d'Hamlet ».

29

David Eder fut l'objet quant à lui d'une remarque plus générale: «L'une des bizarreries qui caractérisaient cet homme, écrivait Wyndham Deedes, était qu'il savait être à la fois si typiquement anglais mais aussi foncièrement juif. » Les membres de l'administration avaient devant eux un Anglais qui parlait au nom des Juifs. Sa judéité conférait à ses propos une assurance et une force que n'aurait pu avoir un non juif. Sur ce plan, David Eder ressemblait à

Chaïm Weizmann, mais ce dernier fit remarquer qu'aucun membre du comité ne pouvait comprendre en même temps les Anglais et les juifs. C'était une qualité qu'apparemment il s'arrogeait seul.

30

Pollock était promis à une longue carrière en Palestine. Durant les trente années où il séjourna dans le pays et où il fut l'un des derniers soldats à quitter la Palestine, il entretint de bonnes relations avec certaines des personnalités du Yishouv.

31

Il s'agit du premier regroupement de personnalités publiques qui décidèrent de diriger la communauté juive et de la représenter auprès des autorités britanniques.

32

Jabotinsky rédigea un dictionnaire de cent mots hébreu-anglais à l'usage des soldats britanniques, – fa-que vous penserez du sionisme est important, écrivit-il dans l'introduction, il y a quelque chose que doit soutenir tout homme de culture, *juif* ou non-juif : la renaissance de la langue hébraïque, -

33

Theodor Herzl ne connaissait pas l'hébreu et ne croyait pas qu'il put servir au quotidien. – *Qui* d'entre nous connaît suffisamment l'hébreu pour *pouvoir* demander dans cette langue un billet de tram – écrivait-il dans *L'État juif*. Il pensait qu'à l'image du fédéralisme linguistique en Suisse, chacun parlerait dans le futur État juif sa propre langue – qui demeure la patrie secrète de nos pensées ».

34

Shabtaï Tevet, biographe de Ben Gourion, écrivit : « Cette affaire conforta l'opinion d'Eder sur Ben Gourion selon laquelle il n'était qu'un homme de parti mineur, fier, jeune loup opportuniste, prompt à vouloir se faire de la publicité par le biais de procès à sensations, un ambitieux sans responsabilités. »

35

Un article publié par le professeur Itshak Epstein en 1907 engendra une polémique quant au droit des Juifs d'établir leur foyer en Palestine et sur les relations qu'ils devaient avoir avec les Arabes. Ce débat agita le mouvement sioniste dès ses débuts.

Theodor Herzl réitéra ces propos devant Yousouf Di Al Khiladi, délégué du parlement ottoman, et ancien maire de Jérusalem. Selon lui, la valeur des maisons en Palestine allait augmenter avec l'arrivée des Juifs. Nahum Sokolov, l'un des leaders du mouvement sioniste, tint les mêmes propos lors d'une interview accordée à un journal égyptien. C'était l'un des principaux arguments avancés par les sionistes.

Le préjugé selon lequel les relations entre Juifs séfarades et Arabes étaient meilleures que celles qu'ils entretenaient avec les ashkénazes devint avec les années l'un des arguments politiques et culturels. Cela fut vrai seulement tant que le sionisme ne se mua pas en véritable force politique en Palestine. Certains des pionniers du rapprochement entre Juifs et Arabes étaient originaires d'Europe de l'Est. Les ashkénazes se distinguaient aussi comme d'éminents orientalistes, tel Yosef Yoël Riveline qui pendant le premier conflit mondial s'attela à la traduction du Coran. Il traduisit également en hébreu *Les Mille et Une Nuits*.

Ballobar s'apprêtait alors à rentrer chez lui. Au mois de mai 1919, il dîna avec le général Allenby. Il avait trouvé ce dernier terriblement ennuyeux, écrivit-il. Avant son départ, les Juifs de Jérusalem le convièrent à des dîners d'adieu. Ils lui décernèrent un brevet honorifique le décrivant comme un ange salvateur.

À l'approche du premier anniversaire du drame de Tel-Haï, l'hebdomadaire *HaPoel HaTsair* donnait une nouvelle version des derniers mots prononcés par Trumpeldor : « Il vaut mieux mourir pour la patrie que mourir pour une nation étrangère, mais il vaut mieux encore vivre pour la patrie... »

L'opinion publique juive de Palestine avait coutume déjà de se désigner elle-même sous le terme de Yishouv. Ce vocable, attesté dans les couches anciennes de la langue hébraïque, a entre autres sens celui de « minorité juive habitant dans des villages de non-juifs ». Yishouv s'oppose également au désert et aux ruines. Lorsqu'on utilisait le terme de Yishouv, on voulait signifier, inconsciemment, que les Juifs habitaient un pays désertique, non peuplé, c'est-à-dire sans Arabes. Un des membres de l'Organisation sioniste

proposa que l'on n'utilisât plus le terme de *moshava*, signifiant indifféremment colonie ou ferme collective, mais qu'on lui préfère l'expression *Yishouv haklai* (littéralement agglomération agricole) ou tout simplement *kfar* (village), en raison de la connotation colonialiste du terme *moshav* (coopérative agricole). Cela fut l'occasion de multiples débats.

41

Quoique l'expression revête sans conteste une certaine religiosité, c'était un éloge funèbre totalement laïque. Ces propos furent adaptés plus tard dans une prière nationaliste : les termes faisant écho au mouvement travailliste furent supprimés et l'on substitua à l'expression « le peuple d'Israël se souviendra » celle de « Dieu se souviendra » selon la Tradition.

42

Les festivités de Nabi Moussa poussèrent Sakakini à s'interroger sur les différences entre fêtes arabes et juives. Les Juifs ont coutume de se lamenter dans leurs fêtes parce que la plupart commémorent des événements terribles, alors que les Musulmans célèbrent leurs fêtes dans l'enthousiasme. Sakakini concluait péremptoire : « Une nation dont les fêtes ne sont que tristesse, n'a pas d'avenir. »

43

Dans le manuscrit original de son livre, il décrivait Jabotinsky comme un homme, passionnant et brillant ». Dans la version définitive, il substitua les termes de « versatile et violent » aux adjectifs de la première version.

44

Le *Rosslin* consolida le lien entre la Palestine et la Russie en symbolisant l'espoir d'un renouveau du Yishouv. C'était une sorte de *Mayflower* sioniste. Quelques-uns des voyageurs de ce navire devaient plus tard devenir célèbres comme la poétesse Rahel et l'historien Joseph Klausner.

45

Berl Katznelson, rédacteur en chef du journal, fut mis en demeure de présenter ses excuses. Il refusa. Un débat s'ouvrit alors sur la liberté d'expression et le droit à la critique dans la presse hébraïque.

46

Il semble qu'Araf Al Arif soit arrivé à la conclusion, avant sa fuite, que les agressions perpétrées contre les Juifs ne pouvaient que nuire aux intérêts arabes : « Il nous faut agir comme nos adversaires, avec ordre, discipline, calme et courage », est-il consigné dans un compte rendu des renseignements

du comité des délégués. Araf Al Arif et Al Husseini eurent désormais tendance à parler des Arabes de Palestine comme d'une entité séparée et non plus comme faisant partie de la « Syrie méridionale ». Ils allaient bientôt évoquer Jérusalem et non plus Damas pour parler de la « capitale ». De même s'agissant des désordres de Nabi Moussa ils les considéraient non plus comme l'expression du nationalisme arabe palestinien mais plutôt comme son détonateur.

47

Le courtier d'assurances Alter Levin signa avec quelques-uns de ses camarades, tous citoyens américains comme lui, une lettre commune adressée au consul américain Otis Glazebrook pour se plaindre des autorités qui avaient empêché les Juifs de se défendre eux-mêmes.

48

Ronald Storrs, pervers, devait l'accuser dans ses mémoires d'avoir camouflé dans les plis de son manteau la croix de l'Empire qui lui avait été offerte.

49

« Les manteaux ». (*N, d. T.*)

50

Dans le journal *Ha'Aretz* paraissait alors une publicité représentant une société commerciale de Jérusalem. On y voyait les clients idéaux : un homme et une femme, elle avec des talons hauts et coiffée d'un chapeau, lui vêtu d'un costume européen, arborant un couvre-chef. Un noir de petite taille portait leurs paquets.

51

Le cas personnel de Sakakini est d'une étonnante complexité : sa grand-mère maternelle était grecque, originaire d'Istanbul. À une certaine époque, Sakakini se passionna pour ses origines grecques : il avait appris à jurer en grec moderne et s'était entiché de musique grecque. Son adoration pour la philosophie grecque ancienne n'avait pas de limites. Il s'attribua le surnom de Socrate. Mordekhaï Ben Hillel Ha Cohen s'intéressa et écrivit sur des hommes tels que Sakakini, Arabes chrétiens, « ayant goûté à la culture européenne » : ils étaient « tirés à quatre épingles » comme les Européens, écrivit-il, mais « ils avaient l'âme souillée des sauvages ». Par la suite, il préféra parler de « leur âme impure ».

52

Quelque temps plus tard, Kisch écrivait aussi à lord Rothschild sur les différences entre les deux populations « d'indigènes » : « Il se trouve parmi les Juifs des gens qui ne sont pas moins intelligents que le fonctionnaire britannique moyen, tandis que la majorité de la population arabe ne sait pas même lire ou écrire et leur intelligence est proche de celle des ânes qu'ils martyrisent et talonnent avec des clous rouillés. »

53

Des années plus tard, le récépissé fut mis à l'encan à New York. Des journalistes téléphonèrent au vieux lord de quatre vingt-dix ans qui se mit en colère. Ce n'était aucunement un document historique, écrivit-il, c'était une plaisanterie. Sa valeur a titre de curiosité n'excédait pas deux shillings ou un dollar américain et guère plus. Le papier atteignit la somme de cinq mille dollars, ce qui fit dire sèchement à Samuel : « Le prix est surprenant, mais il y a souvent une grande différence entre le prix d'une chose et sa valeur réelle ».

55

Samuel travaillait parfois le jour du shabbat, toutefois lorsqu'il jeûnait à Kippour il expliquait à son épouse qu'il le faisait pour ne pas offenser ceux qui croyaient qu'il jeûnait habituellement, bien qu'en règle générale il ne respectât pas le jeûne.

56

Au moment où incombait à Churchill la charge du dossier palestinien, les journaux britanniques parlaient abondamment des *Protocoles des Sages de Sion*. Le *Times* de Londres se demanda s'il s'agissait d'un faux, mais laissa la question en suspens.

57

Elle n'avait pas son propre drapeau parce que tous les efforts de Samuel pour trouver un symbole fédérateur n'avaient pu aboutir. Il comprit qu'il ne fallait pas faire figurer sur le drapeau une étoile de David, une croix ou un croissant, ni un mélange des trois symboles. Peut-être était-il préférable, pensa-t-il, de choisir l'un des animaux emblématiques de Palestine, puis il décida finalement que le mieux serait de représenter un flambeau à l'intérieur d'un cercle : il symboliserait les lumières et le cercle incarnerait l'éternité. En définitive, on opta pour l'Union Jack.

58

Le culte de la correspondance publique était incontournable, les volumineux dossiers, les télégrammes, les rapports et comptes rendus avaient

raison du pouvoir, se plaignit Humphrey Bowman, responsable du département de l'Éducation. Aussi le lien avec la situation sur le terrain était-il de plus en plus relâché.

59

Les élections des conseils locaux furent retardées essentiellement pour régler d'abord la situation légale, de façon à ce que les juifs puissent également y participer : ils étaient encore majoritairement considérés comme des ressortissants étrangers, la loi turque encore en vigueur n'accordait le droit de vote qu'aux citoyens palestiniens. Les élections municipales eurent lieu pour la première fois à la fin de l'année 1926.

60

Le gouverneur de Jaffa, W.F. Stirling, se plaignit de ce que ses fonctions incluaient de nombreux frais de représentation : il devait inviter en permanence toutes sortes de notables locaux ou de gens recommandés par le gouvernement, mais personne ne lui remboursait ses nombreuses dépenses.

61

Thomas Hodgkin, haut fonctionnaire de l'état-major du haut-commissaire, invoquait pour les villageois arabes « une éternité sublime » et leur prédisait longue vie même après le départ des fonctionnaires de l'Empire, de ses soldats et de ses policiers : « Les instruments à vent des orchestres ne seront plus que ferrailles alors que les bergers de Palestine continueront de jouer de la flûte. Les uniformes seront rongés par les mites, tandis qu'ils arboreront fièrement leurs costumes traditionnels. »

62

Les autres dépenses du budget du gouvernement palestinien étaient réparties entre l'administration (vingt-neuf pour cent), la sécurité intérieure, y compris les tribunaux (vingt-neuf pour cent), et les services économiques courants comme la construction des routes, les communications, etc. (trente pour cent). Les recettes du gouvernement provenaient exclusivement des impôts locaux, essentiellement la douane et la taxe sur les récoltes. L'impôt sur le revenu n'apparut qu'en 1941. Les subsides que le gouvernement palestinien recevait de Londres n'excédaient pas dix pour cent de son budget total et servaient surtout aux frais engendrés pour le maintien de la sécurité.

63

Samuel essaya d'utiliser en vain ses relations pour obtenir le titre de lord pour Chaïm Weizmann.

64

De leur exil américain, David Ben Gourion et Itshak Ben Zvi avaient rédigé en yiddish un ouvrage sur la Palestine dans lequel il faisait leur la théorie avancée par d'autres selon laquelle les paysans arabes seraient les descendants des premiers Hébreux : cela tendait à prouver que des Juifs avaient continué de travailler la terre même après avoir perdu leur indépendance.

65

Le gouverneur de Jaffa se souvint par la suite de plaintes émanant de personnalités arabes selon lesquelles des garçons et des jeunes filles nageaient ensemble nus.

66

Quelques jours plus tard, David Eder exposait ce point de vue devant la commission d'enquête britannique, il n'y a pas en Palestine de véritable mouvement national.

67

Cela participait à la culture du deuil national que l'on cultivait alors, résumée dans le slogan « mieux vaut mourir pour le pays ». Moshe Gissin de Petah Tiqvah, père de l'un des défunts, commença l'oraison funèbre de son fils en ces termes : « Je suis heureux d'avoir pu vivre un tel événement historique dans l'histoire de Petah Tiqvah. »

68

Il y avait à Haïfa un jeune homme tout juste débarqué de Russie ; Nahum Kremer, devenu plus tard Shadmi, avait vécu à Odessa l'expérience traumatisante d'un pogrom. Lorsqu'il apprit le meurtre de Brenner, il fut sous le choc : les pogroms nous poursuivraient-ils ici aussi ? Il se rendit au foyer des émigrants de Haïfa où s'organisait un groupe d'autodéfense. Une femme qui répondait au nom de Rosa se trouvait là. C'était Rosa Rabin dite « La Rouge ». Elle lui donna un pistolet. Soudain un officier de police britannique fit irruption. Kremer fut pris de panique. Il s'avéra à son plus grand étonnement que celui-ci était « un des nôtres », venant donner des conseils aux membres de la Haganah.

69

L'urbaniste Richard Kaufmann, d'origine allemande, s'était inspiré pour dessiner les plans des quartiers de Rehavia et de Talpiot des banlieues pavillonnaires européennes. Talpiot devait devenir «le Grunewald de

Jérusalem» (Grunewald est une célèbre banlieue de Berlin). Lorsque Richard Kaufmann soumit aux autorités son projet pour Talpiot, l'architecte-urbaniste Charles Robert Ashbee trouva que les bâtiments avaient des volumes disproportionnés. Il demanda à Kaufmann ce qu'il recherchait, ce à quoi ce dernier répondit en allemand: «C'est notre Parlement.» Ashbee, conseiller du gouverneur Storrs et secrétaire de « l'association pour la promotion de Jérusalem », railla l'imagination débordante de Kaufmann, reflet de sa mégalomanie nationaliste. Ce projet naïf, séduisant, nourrissant l'espoir que le Parlement juif soit érigé dans ce quartier résidentiel, à proximité de Jérusalem, relevait également d'une certaine audace dans la volonté d'entreprendre des choses jamais réalisées auparavant. Quoi qu'il en soit, Ashbee, de mère juive allemande, voulut effacer ce rêve. Le projet fut corrigé selon ses désirs et le Parlement juif devint une galerie d'art.

70

Les Coushites sont les Éthiopiens. Extrait de Amos IX, 7. (JV, d. T.)

71

Le premier combat en faveur du droit de vote des femmes juives en Palestine fut mené dans la ferme collective de Zikhron Yaakov en 1903.¹¹ s'agissait de l'élection du comité censé représenter la petite communauté juive face aux autorités turques. Ce combat échoua. Sarah Thon, la femme de Yaakov Thon, délégué du mouvement sioniste en Palestine, écrivit un article en 1910 dans lequel elle demandait que fût accordé aux femmes le droit de vote en Palestine. Le principe était tenu pour acquis par tous les partis sionistes. Une déclaration publiée par le cabinet de presse du comité des délégués entérina le principe de la parité, admis par le mouvement sioniste tel qu'il ressortait des écrits de John Stuart Mill.

72

Berl Katznelson proposa aux candidates à l'émigration de se préparer en conséquence. Il serait bien qu'elles aient une idée des tâches ménagères et culinaires qui les attendaient-Cela exigeait – des femmes de talent, de goût et compréhensives, qui ne seraient pas toujours récompensées à leur juste mesure, écrivait Katznelson, leur suggérant aussi d'avoir avant leur arrivée une certaine connaissance – de la vie familiale et de l'éducation des enfants

73

Gerda Arlosoroff, la femme d'un des barons du mouvement travailliste, Chaïm Arlosoroff nourrissait de grands espoirs dans la rencontre entre les gouvernantes arabes et leurs patronnes juives. Cela ne pouvait, selon elle,

« qu'élargir l'horizon » de ces femmes, qui apprendraient à apprécier le bon goût vestimentaire de leurs maîtresses européennes, et exigeraient ainsi de leurs maris qu'ils les habillent selon les mêmes critères. Le passage au mode de vie européen permettrait une plus grande compréhension entre « la femme et sa sœur », écrivait-elle.

74

Au début de 1919, deux groupes de femmes arabes s'associèrent en syndicats, l'un chrétien, l'autre musulman dans le but d'améliorer le niveau d'études des femmes. Leur premier geste fut d'adresser un télégramme à la reine d'Angleterre. Au début de 1920, des femmes libanaises exigèrent que le droit de vote leur soit octroyé. Le mouvement nationaliste arabe fit signer les organisations féminines lors de différentes requêtes adressées aux autorités.

75

Tous les quinze jours, Landau organisait une soirée dansante fort prisée. Tout Jérusalem s'y précipitait : Des soirées extraordinaires-, selon Edward Keith-Roach.

76

Dans sa lutte en faveur de la cause arabe. Frances Newton avait l'habitude de rappeler que les sionistes prônaient en Palestine l'égalité des droits pour les femmes, ce qui menaçait le statut de l'homme arabe.

77

Hilik Weizmann, le frère du leader du mouvement sioniste, fut un jour convié à un dîner dont l'un des convives n'était autre que Frances Newton. Lorsqu'elle lui demanda si les Juifs avaient l'intention de rebâtir le Temple, il lui répondit que cela n'était pas nécessaire car ils avaient déjà l'université.

78

Les deux premières *alyah* étaient constituées ci une population d'immigrants, originaires pour la plupart du Yémen et de Russie, dès 1880.

79

Lorsque le nombre d'immigrants commença à diminuer, en raison de l'augmentation du chômage, Samuel écrivit à Weizmann que si la direction sioniste n'avait pas agi de la sorte, elle aurait dû en prendre l'initiative elle-même, et se serait ainsi exposée aux critiques qu'il devait en ce moment essuyer à sa place : « J'espère que vous vous rendez bien compte du service amical que je vous rends en la circonstance. »

80

Il nomma à un certain moment Edwin Samuel pour le seconder. Son père, le haut-commissaire, n'était déjà plus en Palestine,

81

Il était alors déjà arrivé que l'Organisation sioniste finance le retour des immigrants malades vers leur pays d'origine. Mar Neifeld, originaire de Varsovie, était atteint de tuberculose. « Il nous faudra dépenser davantage que les frais occasionnés pour son voyage », fut-il consigné dans un dossier. Mais cela resta toutefois un incident tout à fait exceptionnel : « Nous ne devons pas allouer des sommes, fussent-elles minimales, au départ des gens de Palestine. L'argent que nous possédons ne doit être consacré qu'à ceux de Palestine et à ceux qui ont besoin de notre aide », écrivit l'un des responsables du comité des délégués.

82

La distinction entre « masse humaine » souhaitable ou indésirable accompagna le mouvement sioniste dès ses débuts. Theodor Herzl lui-même utilisait ces termes dans *L'État juif*. C'étaient des expressions très répandues alors, apparaissant entre autres dans un des premiers articles rédigés par Berl Katznelson.

83

Dans les années vingt, le nombre de citadins arabes augmenta, passant de dix-huit mille à vingt-quatre mille. Le nombre de Juifs quant à lui fit plus que doubler, passant de six à seize mille. La proportion relative des Juifs dans la population de la ville (y compris plusieurs milliers d'étrangers non arabes) augmenta : au début des années vingt, un habitant sur quatre était juif. Vers la fin des années trente, un sur trois.

84

Huit immigrants sur dix étaient ashkénazes. Cela correspondait plus ou moins à la composition du peuple juif à l'époque. Quarante pour cent des immigrants des années vingt venaient de Pologne, soit le double du pourcentage des Juifs polonais dans l'ensemble de la population juive à travers le monde.

85

Institution complémentaire du Fonds national juif, Keren Kayemet Le Israël ou KKL, organisme financier de l'Agence juive. (*N, d. T.*)

86

L'utilisation de termes militaires accompagnait toujours les différents domaines de l'action sioniste : ainsi parlait-on de « l'année des travailleurs », de la « brigade du travail », de la « brigade des défenseurs de la langue », de la « conquête de la langue », de la « conquête de la terre », de la « conquête de la mer », de la « conquête du travail », etc. David Ben Gourion quant à lui évoquait les « pionniers conquérants ».

87

Les limonadiers étaient le symbole populaire et honni des immigrants, préférant la douceur de vivre en ville à la vie d'agriculteurs.

88

Cela étant, existaient quelques tentatives d'implanter en ville l'idéal collectiviste socialiste. On édifia ainsi dans des quartiers et des cités ouvrières, des habitations inspirées des logements ouvriers de l'époque de « Vienne la Rouge ».

89

Durant les dix premières années du pouvoir britannique, l'afflux du capital juif en Palestine atteignit quarante-quatre millions de livres, soit le double des dépenses du gouvernement. Douze millions (vingt-sept pour cent) constituaient le capital national et public, tandis que le reste (soixante-treize pour cent) relevait du capital privé.

90

L'usage de la langue hébraïque devait être l'un des signes incontestables de l'émergence de « l'homme nouveau ». A.D. Gordon écrivit un jour que les Juifs étaient des « parasites » non seulement parce qu'ils n'avaient pas de terre à eux, mais aussi sur le plan spirituel, y compris en littérature. Mais comme pour le retour à la terre, le retour à la langue de la Bible était un élément incontestablement conserva-

91

Quelque chose du même ordre se produisit un jour : Sarah Thon rendit compte depuis Jérusalem d'un incident qui avait lieu en 1919 dans la synagogue Hourra. Le grand rabbin Kook commença son sermon en yiddish. Menahem Ussishkin quitta ostensiblement les lieux. Quelques jeunes gens firent un scandale et le Rav Kook poursuivit son homélie en hébreu. Une partie de l'assistance manifesta alors son mécontentement et il revint au yiddish. Le redoutable Ussishkin se tenait à la tête de ceux qui s'opposaient à la chaire de jargon.

Dans ce contexte aussi était utilisée une terminologie pseudo religieuse, fortement connotée affectivement comme idéologiquement, en parlant de « rédemption » de la terre, à l'instar des termes – Yishouv – ou « Alyah ».

C'était une affaire assez complexe. Les terres de Palestine étaient classées en différentes catégories, selon des critères juridiques fluctuants, changeant d'une région et d'une époque à une autre. Il existait différents systèmes et unités de mesure. Il y avait différentes sortes de concessions et différents titres de propriétés. Les inscriptions au cadastre n'étaient pas non plus d'une grande précision.

Bohème et fantasque, Kalvarisky pratiquait comme il l'entendait la corruption à grande échelle. Certains recevaient de sa part un salaire fixe. Aussi s'engluait-il dans de grandes difficultés. Il lui arriva parfois de ne pouvoir tenir ses promesses que difficilement car le mouvement sioniste ne lui faisait pas parvenir l'argent dont il avait besoin ; il fut contraint d'utiliser ses propres deniers. Ainsi contracta-t-il des dettes. Il avait le sentiment que lui incombait une lourde responsabilité et croyait qu'il serait remboursé pour cela. Seule une partie lui fut restituée, mais lors des négociations les responsables de l'Organisation sioniste le traitèrent avec une certaine défiance, comme s'il devait se faire pardonner une fraude.

Plusieurs Juifs rencontrèrent le mufti : le juge Cad Frumkin le connaissait bien, tout comme David Ha Cohen, un contremaître de Haïfa ainsi que le fils de l'écrivain Mordekhaï Ben Hillel Ha Cohen qui avait de fréquentes conversations amicales avec lui. Les responsables de l'Agence juive se gardaient en général d'entretenir toute relation avec lui. Kisch ne fit jamais sa connaissance. Chaïm Arlosoroff se retrouva un jour à ses côtés à prendre le thé dans la résidence du haut-commissaire. Un membre des renseignements de l'Agence juive, Eliahou Sason le rencontra.

Certaines entreprises employaient aussi des ouvriers arabes. Une grande partie des marchandises qu'elles produisaient étaient destinées au marché arabe. Si elles les licenciaient, elles devraient fermer et il n'y aurait alors plus de travail pour les Juifs. Un certain Levistein, qui fabriquait des keffieh, en fit l'amère expérience. Lorsque les émeutes éclatèrent, les Arabes cessèrent

de lui acheter sa production, ce qui eut pour lui de lourdes conséquences financières.

97

Prélude à l'office du soir de Yom Kippour permettant aux fidèles de se délier de tous « vœux, obligations et serments » prononcés involontairement ou sous la contrainte. (N. d. T.)

98

Identifiée avec l'*Eïn Ganim* – source des jardins – du livre de Josué XIX. 21. (N. d. T.)

99

La version définitive du drapeau sioniste connut plusieurs avatars avant d'être définitivement fixée après la Seconde Guerre mondiale. Il en fut de même pour la *Ha Tiqvah* qui eut plusieurs versions.

100

Des Juifs s'indignèrent autant de la représentation du *Marchand de Venise* à Gaza où Shylock était représenté comme un salaud, l'Assistance hurlait : « *Yahoudi yahoudi* ». Parmi les spectateurs se trouvaient quelques officiers de police britanniques.

101

Stores rata le grand conflit concernant le Mur car il avait été muté deux ans, auparavant à Chypre. Il fut considéré comme hostile au sionisme même après la publication de son journal dans lequel il nota : « Il n'y a pas de promotion après Jérusalem. »

102

L'ironie du sort veut que Kisch ait lui-même exprimé des sentiments similaires : lorsque le haut-commissaire juif Samuel saluait le mufti sans que celui-ci daigne descendre de son cheval, « son sang ne faisait qu'un tour ».

103

Comme beaucoup de fonctionnaires britanniques, il laissa un journal fort édifiant. En mars 1929, il invita à Jérusalem l'écrivain Rudyard Kipling. Ce dernier s'intéressait alors aux cimetières militaires. En mai, Luke invita Chaïm Weizmann dont il recueillit la déclaration selon laquelle la révolution bolchevique avait été insidieusement provoquée par les Juifs de Russie. Il semble que Weizmann ne se lassait pas de faire accroire que les Juifs étaient tout puissants à travers le monde.

Lord Passfield (Sidney Webb), économiste réputé, fut l'un des fondateurs du Labour. Weizmann le soupçonnait d'éprouver une « profonde aversion » à l'égard de la cause sioniste. Lorsque les émeutes éclatèrent, Weizmann se rendit chez lui où il ne trouva que sa femme, Béatrice Webb, un écrivain célèbre. Dans ses Mémoires, Weizmann cite ses propos : « Je ne peux comprendre pourquoi les Juifs font tant de bruit pour la mort de centaines de personnes en Palestine. Autant d'hommes meurent chaque semaine à Londres dans des accidents de la route sans que personne s'en émeuve. »

Durant ses fonctions, écrivit Helen Bentwich, son mari fut plus d'une fois sur la défensive devant certains Juifs qui prétendaient qu'il usait de clémence à l'égard des criminels arabes. « Les Juifs ne nous pardonnent pas d'être anglais, tout comme les Anglais ne nous pardonnent pas d'être juifs », écrivit-elle, poursuivant : « Que la vie est dure ! » L'avocat Bentwich voulut assurer la défense du garçon qui lui avait tiré dessus.

Kisch suggéra à Chancellor de corrompre le mufti pour qu'il accepte de vendre l'esplanade du Mur occidental aux Juifs. Ce n'était pas une question d'argent, assura-t-il, comme si de rien n'était. Chancellor écrivit que Kisch lui avait fait l'effet d'un « individu bizarre ».

Kisch attribua toute cette affaire aux inclinations politiques de certains médecins qui étaient partisans de l'ouverture des tombes. Ils étaient révisionnistes et haïssaient les Britanniques, écrivit-il dans son journal. Il réussit davantage dans ses efforts pour prouver que la propagande arabe utilisait *Les Protocoles des Sages de Sion* et remporta même un franc succès médiatique en divulguant l'information selon laquelle les chrétiens marquaient leurs maisons d'une croix pour les différencier des maisons juives.

Avant que Raymond Cafferata ne paraisse devant la commission, ses supérieurs falsifièrent le rapport qu'il avait rédigé. « Le document produit devant elle est en effet bien différent de l'original », lui écrivit un de ses supérieurs, « toutefois il se révèle nécessaire afin que votre témoignage concorde avec la ligne officielle adoptée dans les autres rapports ». Cafferata fut passablement choqué, mais obtempéra sans mot dire.

Hope-Simpson faisait partie des membres de l'administration coloniale qui savaient conférer à leur travail une dimension humaine. Avant de venir en Palestine, il avait été impliqué dans l'échange de civils entre la Grèce et la Turquie. Ce fut une tragique histoire. Il semble que Hope-Simpson ait été enclin à prendre la défense des paysans arabes en raison du parallèle possible. Dans ce contexte, il écrivit qu'il ne s'étonnait point que de nombreux fonctionnaires britanniques débarqués en Palestine avec un préjugé pro-sioniste repartent avec un penchant pro-arabe.

David Ben Gourion pensait que jamais le mufti n'aurait signé de tels ordres de peur des conséquences d'un tel geste. Le fait d'être dépendant des Britanniques l'incitait à la plus grande prudence. Son titre de « Grand mufti », tel que l'avaient surnommé les Britanniques, le dotait d'un certain prestige : ainsi n'eut-il pas à se produire devant la commission d'enquête ; ce fut la commission d'enquête qui vint à lui.

Il décrivait les Arabes comme « puérils », « sots », « idiots ». « Il est impossible de leur apprendre quoi que ce soit », affirmait-il, avec une tristesse empreinte de morgue colonialiste.

Dans les archives Weizmann se trouve également une liste de noms portant comme titre « Membres du Parlement antisionistes ».

Josiah Clement Wedgwood, membre du Labour, disait qu'il fallait faire de la Palestine un septième dominion en la dotant d'un statut impérial semblable à celui de l'Australie, du Canada, de l'Afrique du Sud, etc. Le but était, disait-il, « que les Juifs de Palestine deviennent anglais ». « Le député Wedgwood », écrivit Ben Gourion, était « l'un de nos meilleurs amis », mais sa ferveur sioniste mettait en danger la conduite circonspecte du mouvement sioniste. Un jour que Wedgwood demandait à Ben Gourion de donner son nom à une rue, celui-ci lui répondit que l'on ne pouvait baptiser des rues du nom de personnes vivantes. C'était faux : Allenby, Balfour et d'autres encore avaient déjà ainsi été honorés de leur vivant

Le congrès sioniste de Bâle rejeta la proposition faite par Jabotinsky de déclarer que « le but final du mouvement sioniste était l'instauration d'un État juif ». L'impétueux Jabotinsky déchira sa carte de délégué et quitta bruyamment la salle. Nahum Sokolov fut élu à la place de Weizmann. Jusqu'à ce que ce dernier soit réélu quelques années plus tard, le mouvement resta sans véritable direction.

115

Quelque temps après, Ben Gourion écrivit : « Il faudrait que nous ayons notre propre avion. »

116

Le Commissaire Wauchope manifesta toutefois un fort intérêt pour le livre de l'idéologue sioniste Léon Pinsker, *Autoémancipation*. Arlosoroff lui fit parvenir l'ouvrage et entre les deux hommes s'établit une longue correspondance sur ce sujet.

117

Ronald Storrs qui avait l'habitude de siffler des airs d'opéra en s'accompagnant au piano raillait le public des pionniers qui fréquentait les salles de concert : de jeunes gens chaussés de lourdes sandales, en shorts et en « chemises bolcheviques », qui se glissent entre les rangées en décortiquant des pistaches, tandis que les Britanniques venaient en tenue de soirée. Dans les imitations envoyées un jour par la municipalité de Tel-Aviv à l'occasion d'une représentation exceptionnelle au théâtre Ha Bimah de *La Nuit des rois* de Shakespeare, il était spécifié aux invités de venir en smoking.

118

Doubnov ne vint jamais ; vers la fin de sa vie il s'installa à Riga en Lettonie et fut assassiné lorsque les nazis envahirent la ville.

119

Ben Gourion s'opposa au retour des Juifs dans la ville : « C'est un gâchis humain et financier, où dans le meilleur des cas on verra se former une sorte de ghetto juif. »

120

Deux grands maîtres du barreau de Jérusalem, Shalom Horowitz et Daniel Oster, s'occupaient alors d'exiger les indemnités réclamées par Levin en raison des souffrances qui lui avaient été infligées dans les geôles de Damas. Quand il obtint réparation, soit une somme de deux mille dollars, Levin n'était déjà plus de ce monde.

121

Do'ar Ha Yom triompha : le journal embaucha des détectives privés qui réussirent à retrouver les corps et à faire arrêter les coupables.

122

Entre 1929 et 1939, la population en Palestine doubla presque pour atteindre un million et demi d'habitants, dont un million d'Arabes. Pendant les dix années qui s'écoulèrent entre les événements de 1929 et le début de la Seconde Guerre mondiale, le nombre d'habitants à Haïfa doubla presque, passant de trente à soixante-cinq mille, ce qui signifiait qu'un habitant sur deux était nouveau dans la ville. Deux habitants sur trois étaient arabes.

123

Un jour, Farrell autorisa la pratique des châtiments corporels à l'encontre de plusieurs élèves car ils avaient disparu de l'école le jour de la déclaration Balfour. Dans ses mémoires, il prétend que les élèves furent punis, non pour avoir manifesté contre le sionisme, mais pour avoir quitté la classe sans l'autorisation du directeur.

124

Chancellor pensait que cela ne pourrait rester secret. Il espérait que les Arabes protesteraient. La discrimination prônée par les Juifs était contraire à la loi. Il consacra beaucoup de temps à ce sujet. Finalement, il proposa d'augmenter le salaire de tous les ouvriers, dans une juste proportion entre le salaire arabe et le salaire juif. Cela nécessitait d'augmenter de vingt pour cent la part réservée aux salaires dans le budget de la construction du port.

125

Le nom d'Al Qassam continua d'inspirer le terrorisme palestinien. Plusieurs années après sa mort, la pirate de l'air Leila Khaled écrivit que son combat était dans la continuité de celui d'Al Qassam : « Sa génération avait commencé la révolution, la mienne compte la terminer », écrivit-elle.

126

C'était un des plus luxueux cinémas de la ville. Quelques années après cette tuerie qui avait fortement impressionné son père, Sari prit un abonnement pour les concerts de l'orchestre philharmonique national dans la même salle. Avant chaque concert, était jouée la *Ha Tiqvah*. Sari Sakakini et ses sœurs restaient ostensiblement assis sous les regards désapprobateurs du public.

127

Ou *Yizkor* : office commémoratif selon le rite ashkénaze. (N. d. T.)

128

Les chiffres officiels incluent tous les morts britanniques et la majorité des morts juifs. Le nombre d'Arabes est beaucoup plus élevé : des milliers furent tués lors d'accrochages avec les forces de sécurité, et des centaines, voire des milliers, trouvèrent la mort au cours d'échauffourées. Le dénombrement des morts juifs n'est pas sans poser un problème spécifique : « Le livre des événements de 1936 » comprend dans ses listes des Juifs qui trouvèrent la mort dans des accidents de la route. De même, cet ouvrage recense trois Juifs assassinés à Bagdad, deux personnes qui avaient tenté de se rendre en Palestine mais qui moururent en chemin, ainsi qu'un homme qui s'était suicidé de désespoir en Pologne lorsqu'il avait eu vent « des premières et terribles nouvelles de Palestine ». Tous sont décrits comme autant de « morts de la Diaspora ».

129

Le secrétaire général, William Denis Battershill, avait établi une liste de noms de hauts fonctionnaires susceptibles à son avis d'être éliminés, dont lui-même. Celui de Lewis Andrews, le gouverneur de Galilée, assassiné quelque temps plus tard à Nazareth, n'y apparaissait pas.

130

Sakakini était pour le mufti, mais se plaignait que la politique supplante le combat national. « Un parti X s'oppose à un parti Y, non pas pour sauver du danger le pays, mais afin de confisquer gloire et influence à un autre. » Cela le désespérait : « Nous sommes une nation qui refuse de vivre, un point c'est tout [...] »

131

La radio du gouvernement avait au début investi les locaux de l'hôtel Palace à Jérusalem et émettait en anglais, en arabe, ainsi qu'en hébreu à partir de 1936. Il fut tout d'abord question d'appeler la station « la voix de Palestine, terre d'Israël ». En raison des protestations arabes, elle prit le nom de « la voix de Jérusalem ». Les speakers usaient de l'acronyme « Eï » pour « Eretz Israël », la terre d'Israël, ce qui blessait profondément la communauté du Yishouv.

132

Le commerce du keffieh était florissant. Les commerçants avaient inventé un slogan en rimes : « Achetez un keffieh pour dix groush, honni soit qui

porte le tarbouche. »

133

De nombreuses années plus tard, Alami déclara qu'il existait une certaine ressemblance entre le mufti et Ben Gourion : aucun ne cachait ses ambitions nationales. Lors d'une discussion avec un camarade juif, il fit poliment remarquer qu'il était dommage qu'il n'y ait jamais eu de Ben Gourion arabe.

134

Un vieil ami de George Antonius, un banquier britannique installé en Pologne, lui révéla que de nombreux Juifs recevaient des visas destinés à des capitalistes. C'est une curieuse transaction, expliquait-il, mais les autorités étaient convaincues que la personne autorisée à immigrer apportait avec elle le capital exigé ; elle renvoyait ensuite l'argent en Pologne, permettant ainsi à un second Juif d'obtenir un visa pour « capitaliste ». Le directeur de la banque anglo-polonaise ne cachait pas ce qui motivait sa rancœur : autrefois les émigrés avaient fait appel à ses services. Aujourd'hui, ils s'adressaient à une banque plus proche du mouvement sioniste. Les Arabes se plaignaient régulièrement de l'augmentation de l'immigration et stigmatisaient aussi ces transactions troubles.

135

Les premières tentatives de débarquement d'immigrés sans visa sur les côtes de Palestine commencèrent dès l'été 1934. Certains bateaux prenaient la mer à l'initiative des membres du mouvement travailliste, d'autres à celle des révisionnistes : les uns récriminaient contre les membres de l'Agence juive qui les avaient lésés dans le partage des visas, les autres exprimaient une certaine impatience revendicatrice et patriotique, reflet de leurs rivalités avec le mouvement travailliste. Tous embarrassaient alors la direction de l'Agence juive : « L'immigration clandestine » allait à l'encontre de la collaboration avec les Britanniques. Les autorités avaient pour habitude de restreindre la quantité de visas accordés à l'Agence juive, prenant en compte les immigrés qui débarquaient sans autorisation. Un Juif qui arrivait en Palestine sans visa prenait ainsi la place d'un autre Juif. À la fin du mandat de Wauchope, le nombre d'immigrés clandestins n'atteignait pas deux mille.

136

L'Agence juive soudoyait aussi des agents de police : le commandant adjoint de la police de Palestine. Alex Sandretys, obtint un prêt de la banque palestino-britannique avec la caution de l'Agence juive.

137

Le bulletin de la Histadrout, *Davar*, dirigé par Berl Katznelson commença à paraître en 1925. En 1935, le journal *Ha'Aretz* devenait la propriété du millionnaire juif allemand, Zalman Schocken, dont le fils était le rédacteur en chef. À cette époque paraissaient aussi quelques quotidiens en hébreu. En 1933 fut créé un quotidien du soir *Yediot Aharonot*. Il y avait également plusieurs hebdomadaires politiques. Le *Palestine Post*, quotidien sioniste en anglais, commença à paraître en 1932. Les journaux étaient considérés comme participant au combat sioniste et à l'élaboration de l'identité nationale, culturelle et politique de la communauté juive.

138

Peuple considéré comme l'« ennemi héréditaire » d'Israël. (*N, d. T*)

139

ses rangs. C'était en 1937. Les autres continuèrent d'agir au sein de l'organisation dissidente sous l'égide du mouvement révisionniste. Jabotinsky ne manifesta pas au début d'enthousiasme, mais dut se plier à leur pression et les soutenir.

140

À la suite d'une explosion qui provoqua la mort de ¹⁴⁰ dizaines de personnes dans le marché de Haïfa, le haut-commissaire dit au haut-commissaire que, selon lui, ce devait être une action commise par des agents nazis. Il prônait, une politique non-interventionniste même si les autorités ne parvenaient pas à juguler le terrorisme contre les Juifs. Dans ce contexte, il fit preuve d'une indulgence exemplaire ; « Même à Chicago ou à New York l'on peut craindre pour sa vie », disait-il, le secrétaire général Battershill n'excluait pas la possibilité que les révisionnistes revanchards s'en prennent aussi aux fonctionnaires du gouvernement britannique. Toutefois les membres d'Etsel, même à ses balbutiements, n'avaient jamais pris pour cible les Britanniques, ne s'en prenant qu'aux Arabes.

141

Bernard de Bunsen souligna ironiquement que les Juifs apprenaient également Shakespeare en hébreu. À l'instar de son prédécesseur qui s'était irrité du refus du mouvement sioniste d'accepter que Juifs et Arabes étudient ensemble dans l'école Kadouri, de Bunsen rappelait avec regret le rôle national de l'université hébraïque qui ne comptait pas plus de deux à trois étudiants arabes.

142

Zeev Jabotinsky évoqua en 1936 le projet « d'évacuer » d'Europe et d'installer en Palestine un million et demi de Juifs sur une période de dix ans.

143

Le mouvement sioniste hésita plus d'une fois sur la question de savoir s'il lui incombait d'agir aussi pour l'amélioration des conditions d'existence des Juifs en dehors de la Palestine ou s'il fallait qu'il limitât son action à inciter les Juifs à venir peupler la Palestine. En réalité, il contribua plus d'une fois à l'amélioration de la situation des Juifs à travers le monde.

144

Des hommes mariés à des femmes non juives rencontraient également des difficultés particulières pour obtenir de l'Agence juive des permis d'immigration.

145

Il avait également tendance à s'en prendre aux politiciens juifs britanniques qui ne suivaient pas à la lettre ses ordres. Herbert Samuel était, selon lui, « un traître et un esclave », James Rothschild, un « pleutre, bête et aigri ».

146

son « Waller ». Mais en règle générale, les Arabes, contrairement aux sionistes, n'avaient aucune relation personnelle avec les responsables de l'administration.

147

À cette époque, d'autres juges importants allaient se succéder. Certains firent montre de plus d'objectivité, d'une volonté plus égalitariste et de moins de morgue. Quelques-uns avantagèrent les habitants de Palestine en « suivant la loi à la lettre ». À l'instar des autres membres de l'administration, ils étaient différents les uns des autres. Leurs divisions reflétaient leur sensibilité tant personnelle que politique dans leur position vis-à-vis de la Palestine.

148

Le commissaire entretenait d'amicales relations avec le mufti Al Husseini et avec son adversaire Raghib Nashashibi. Il s'intéressait à l'agriculture et plus d'une fois manifesta son soutien aux agriculteurs arabes. Il prenait au sérieux la crainte que les Juifs inspiraient aux Arabes. Mais sa sympathie allait au sionisme.

149

Eleanor Rathbone, membre du Parlement, manifesta son irritation quant au fait qu'il n'y ait aucune femme au sein de la commission. Le ministre des Colonies lui répondit qu'on lui avait expliqué que les Juifs et les Arabes religieux refuseraient de collaborer au cas où une femme figurerait parmi ses membres.

150

David Ben Gourion raconta à ses camarades de la direction de l'Agence juive les échanges qu'il avait eus avec lord Peel, le président de la commission royale qui prônait le partage du pays : « Supposons même qu'il y ait en Palestine un million de Juifs, demanda le lord. Qu'est-ce que cela apporterait à un peuple de dix-sept millions de personnes ? » Ben Gourion répondit que la seule partie occidentale du pays pouvait contenir quatre millions de Juifs. Peel rétorqua que même dans ce cas, la majorité des Juifs resterait en Diaspora.

151

Parmi les discours fleuves qui avaient envahi la scène politique, l'on put relever le propos le plus laconique de l'histoire sioniste, deux mots en araméen prononcés par David Remez, favorable à la partition et membre du Mapai : « Nous verrons. »

152

Le sens des derniers mots est d'autant plus important qu'ils furent biffés dans le protocole de la réunion.

153

Lorsque les membres de l'Agence juive firent le projet de transférer les Arabes hors du pays, ils discutèrent également de ceux qui pourraient y rester. Le mouvement sioniste, qui ne croyait pas que des Juifs puissent vivre en Europe en tant que minorité, avait du mal à se faire à l'idée de l'existence d'une minorité arabe dans l'État juif-Ben Gourion était d'avis d'accorder aux Arabes des droits égaux. Mais tous ne croyaient pas qu'ils puissent jouir de tous ceux octroyés aux Juifs. Un jour, ils évoquèrent la question de savoir si les Arabes seraient autorisés à servir dans l'armée.

154

Edwin Samuel, gouverneur de district, avait reçu une autorisation spéciale du secrétaire général du gouvernement pour pouvoir intégrer l'association en Palestine. Il envoyait d'abord une partie des manifestes qu'elle projetait de publier à son père, l'ancien haut-commissaire, revenu aux affaires dès son

retour à Londres et même un temps ministre de l'Intérieur. Après les avoir lus et y avoir apporté quelques corrections, celui-ci les renvoyait à Jérusalem, assortis de notes et de propositions.

155

Magnes fut impliqué dans d'autres tentatives privées d'arriver à un accord de paix avec les Arabes.

160

Deux membres de l'Agence juive en charge des relations avec les Arabes avaient élaboré un programme pour suborner des témoins dans les tribunaux militaires, afin d'incriminer des accusés. La somme de vingt-cinq livres était versée en fonction de la peine prononcée : il n'y avait aucun paiement pour une sentence de moins de quinze ans de prison. Non, écrivaient-ils, il n'y avait aucun risque que ce programme rende les Juifs plus haïssables encore aux yeux des Arabes. Au contraire, écrivait l'un des deux hommes : ils n'y verraient qu'une version juive de la vengeance arabe.

161

Une correspondance entre les responsables militaires atteste que lots de ces perquisitions, des soldats volaient et faisaient subir aux villageois toutes sortes de brimades. Dans une lettre confidentielle au ministre des Colonies, l'évêque de Jérusalem confirma les faits.

162

Les forces de sécurité utilisèrent également les adversaires du mufti : ils étaient connus des villageois comme « unités Nashashibi » et faisaient régner la terreur. Plus d'une fois, les villageois se trouvèrent tiraillés entre différentes factions ennemies auxquelles ils avaient juré fidélité.

163

L'officier de police Geoffrey Morton essaya d'imposer aux habitants de Jenine le port du tarbouche en signe d'allégeance aux autorités. Un responsable de l'armée proposa même de placer ceux qui portaient un keffieh dans des « cages », jusqu'à ce qu'ils renoncent à leur symbole, mais le commandant du district de Haïfa s'y opposa. Au sein de l'Agence juive aussi, l'on émit la proposition d'exiger du gouvernement d'interdire le port du keffieh en dehors des villages, mais Moshe Shertok pensait que cela n'aurait aucune chance d'aboutir. Certains responsables du Yishouv « se montrèrent indignés » que les lois afférentes aux punitions collectives, y compris les amendes, puissent s'appliquer aux agglomérations juives. « Ce n'est pas

seulement une question financière, écrivaient-ils, c'est une question politique de première importance. » Des Juifs n'allaient pas tarder à se plaindre de la violence des policiers et des soldats.

164

Le consul général de Grande-Bretagne en Égypte évoqua une méthode « infallible » pour éradiquer le terrorisme : pour chaque homme tué par des actes terroristes arabes, les autorités accorderaient cent visas supplémentaires aux Juifs et inversement : pour chaque homme tué, à la suite d'actes terroristes perpétrés par des Juifs, cent visas seraient supprimés. Ben Gourion y avait déjà songé trois ans auparavant. C'était, selon lui, « une idée fantastique » dont il détaillait les avantages : « Il n'y a pas de moyen plus efficace pour contrer le terrorisme. C'est plus facile que de recourir à des dizaines de bataillons, que de procéder au dynamitage des maisons ou de poursuivre des bandes à travers la montagne. Ce moyen fonctionnera automatiquement et ne peut échouer. » Shertok soumit l'idée à Wauchope qui lui répondit qu'il étudierait la question.

165

Selon une information émanant du Parlement britannique, les frais d'entretien de l'armée supplétive envoyée en Palestine afin de réprimer la révolte arabe atteignaient cent soixante-quinze livres sterling par mois,

166

Feïkovitch rédigea un compte rendu de l'opération. Avec les plus grandes précautions, comme pour une commission d'enquête ou pour la postérité, il écrivait : « Lorsque les habitants du village sentirent l'armée approcher, ils commencèrent à fuir. [...] Ils se heurtèrent à une unité qui montait la garde et qui ouvrit le feu ; on pense que trois hommes furent tués [...] » Feïkovitch prenait soin d'écrire « furent tués » ou « nous avons tué ». À la première personne du singulier, il n'écrivait que : « J'ai ordonné de faire feu sur un homme qui tirait » Il n'est pas fait référence à Wingate. Cinq hommes furent également tués pour avoir ouvert le feu sur l'unité ou tenté de prendre la fuite.

167

Un proche de Chancellor, le major général John Glubb, utilisait une autre image : – Il y a ici une véritable guerre qui nécessite quatre ou cinq divisions, comme pour la guerre des Boers. »

168

La poursuite du Mandat revêtait une telle importance à leurs yeux qu'ils n'hésitèrent pas un instant à participer à la réunion de la commission des Mandats de la SDN qui se tint le soir du Kol Nidrei.

169

Ben Gourion pensait que dans l'intérêt des sionistes, il était préférable que seul vinssent les partisans du mufti : Il nous serait alors plus facile de contrer leurs arguments, expliquait-il, nous pourrions affirmer qu'ils sont les représentants du terrorisme et qu'ils ne représentent qu'une petite partie des Arabes de Palestine. Une plus large délégation avec la participation de "modérés" représenterait l'opposition générale des Arabes de Palestine aux "Juifs" »,

170

Jusqu'à ce que la guerre éclate, la Grande-Bretagne accueillit elle-même cinquante mille réfugiés juifs d'Allemagne. Des milliers trouvèrent également refuge en Australie, au Canada et en Afrique du Sud. Parallèlement, les Britanniques continuèrent de chercher pour les Juifs persécutés des terres d'accueil entre la Guyane et l'Afrique. Le président Roosevelt demanda à Benito Mussolini de permettre aux Juifs de s'installer en Éthiopie, alors sous l'autorité des Italiens, ce à quoi le Duce répondit, sans surprise. « Pourquoi n'installerait-on pas les réfugiés aux États-Unis ? »

171

En vue de l'application de la nouvelle politique, un responsable du Foreign Office fit remarquer à Moshe Shertok que la position des sionistes était bien représentée au gouvernement en la personne de Walter Eliot qui entretenait, comme chacun le savait, « des relations » avec M^{me} Dugdale. La vertueuse « Baffy » se montra interloquée et décida de n'en parler à personne, pas même à son « Walter ». Quelques jours plus tard, Moshe Shertok écrivait dans son journal que Baffy avait interrompu ses activités pour un certain temps : sa sœur, la belle-sœur du roi, venait de se suicider.

172

Lorsque Ben Gourion prit froid au cours des discussions, Macdonald lui fit envoyer à son hôtel un bouquet de fleurs. Ben Gourion nota pour lui-même qu'il fallait se méfier de la politesse anglaise : « Même lorsqu'ils vous font monter à l'échafaud, ils restent tout aussi prévenants et souriants. »

173

Au cours de la guerre, Weizmann fit quelques tentatives assez pathétiques pour réitérer le bluff qui avait permis aux juifs pendant la Première Guerre mondiale de remporter tant de succès ; un jour, il se rendit même en Suisse pour y montrer à un scientifique une grande invention de dessalement de l'eau de mer. La bonne Baffy se mit à spéculer avec lui sur qui, des Britanniques ou des Américains, en obtiendrait le brevet. Mais cela n'aboutit à rien. Pendant ce temps-là, Ben Gourion continuait, inépuisable, de tenter d'écorner encore l'image de Weizmann. Avant le début de la guerre, Weizmann écrivit une lettre virulente qu'il n'envoya finalement pas, dans laquelle il qualifiait Ben Gourion de « roitelet tyrannique », établissant un parallèle entre ce dernier et Hitler.

174

En octobre, un avion de l'armée de l'air britannique parachutait en Roumanie deux membres d'un kibboutz appartenant à la Haganah. Le but de cette opération était de poser les jalons d'un mythe politique se résumant pour l'essentiel à faire croire que le mouvement travailliste se démenait pour sauver des Juifs pendant la Shoah. Ce fut également le but poursuivi lors de l'envoi de parachutistes au-delà des lignes ennemies quelques mois plus tard.

175

Cafferata dirigea également plus tard des perquisitions dans le kibboutz Givat Chaïm au cours desquelles sept hommes furent tués. Dans d'autres kibboutz se produisirent aussi de violents accrochages.

176

Un membre de l'establishment britannique démentit cela plus tard : « La vérité est qu'il n'y eut jamais de juif capable de livrer un autre Juif à un goy », affirma le secrétaire général, Henry Gurney.

177

C'était un argument répandu. Le général Barker écrivit à Chaïm Weizmann que les cimetières militaires étaient pleins de soldats morts pour la libération du pays pendant la Première Guerre mondiale, ce qui avait permis de porter sur les fonts baptismaux le lover national ; en Afrique du Nord aussi, se trouvaient disséminées des tombes de soldats qui avaient empêché l'invasion nazie en Palestine, avant ainsi sauvé les membres du Yishouv.

178

Les chiffres exacts sont sujets à controverse, selon les différents modes de calcul et les données retenus. Selon une source, il restait le 31 mars 1944, près

de vingt mille visas non utilisés. Selon une autre, leur nombre n'excédait pas huit mille. Quoi qu'il en soit, les quotas fixés par le Livre blanc ne furent épuisés qu'en décembre 1945. Selon un autre mode de calcul, soixante-quinze mille immigrants débarquèrent jusqu'au 31 décembre, soit trente et un de plus que le nombre autorisé. Cinquante mille arrivèrent munis d'un visa, plus de vingt mille, sans autorisation.

179

Churchill s'opposa à ce que les immigrants clandestins conduits jusqu'à l'île Maurice y fussent maintenus derrière des barbelés, et son secrétaire, John Martin, mit en garde contre ce qui pourrait devenir un « Dachau britannique ».

180

L'établissement de la politique resta essentiellement du ressort des fonctionnaires du Foreign Office et du ministre des Colonies. Les propositions qu'ils rédigèrent reflétaient différents points de vue quant au statut de la Palestine au Moyen-Orient. Mais les hommes d'État et les fonctionnaires, les diplomates, les militaires et les différents départements bataillèrent non seulement pour les intérêts de l'Empire britannique, mais aussi pour le prestige, tant politique que personnel, qu'ils pouvaient en retirer. Beaucoup avaient fait leurs études dans de prestigieuses universités et rivalisaient pour savoir qui allait léguer aux archives historiques le document le plus captivant, donnant l'impression que la rhétorique et les arguties en tous genres ne servaient pas leurs points de vue mais les conditionnaient.

181

Quelques années auparavant, Sakakini avait écrit que les Juifs étaient paranoïaques : « Plus que tout, ils clament qu'ils sont persécutés par les Allemands et les Arabes », se moquait-il, concluant qu'ils étaient incorrigibles. « Quiconque tenterait de les soigner, serait aussi fou qu'eux. »

182

Le mufti parlait français ; l'interprète Johann Eppler fit remarquer au Führer que selon les règles de la courtoisie, il fallait offrir un café au mufti. Hitler se mit en colère et répondit qu'il n'aimait pas le café. Le mufti vit qu'il semblait irrité et demanda ce qui se passait ; peut-être Hitler n'était-il pas content de le voir. Eppler le rassura et expliqua au Führer qu'une conversation sans café laisserait un goût amer à son hôte. Hitler trépigna, hurlant qu'il n'autorisait personne à boire de café au siège de l'état-major, et sortit en

claquant la porte. Il revint quelques minutes plus tard, accompagné d'un SS apportant deux verres de limonade.

183

Abraham Stern, le chef du Lehi, proposa de conclure une alliance avec l'Allemagne nazie pour venir à bout des Britanniques en Palestine. C'était au moment où le mufti recherchait le soutien des nazis, en vertu du même principe : l'ennemi de mon ennemi est mon ami. Stern agissait en marge de l'opposition à la direction sioniste ; le mufti représentait le mouvement national arabe de Palestine. Le projet de Stern resta lettre morte,

184

Anwar Nusseibeh écrivit, quelque temps après la défaite arabe en 1948, que le mufti n'avait pas enfreint les principes du patriotisme arabe. Nusseibeh ne se démarquait ainsi pas de la collaboration avec les nazis. Le mufti n'avait, selon lui, commis comme seule erreur d'avoir cru qu'il obtiendrait davantage avec l'aide de l'Italie ou de l'Allemagne : « Les gens désespérés commettent des erreurs et les Britanniques l'ont poussé au désespoir. »

185

MacMichael quitta son poste en hiver 1944. Son successeur, lord John S. Gort, ne resta qu'un an en Palestine ; il devait mourir peu de temps après. Sir Alan Cunningham, le septième et dernier haut-commissaire s'installa dans ses nouvelles fonctions en novembre 1945.

186

George Antonius mourut en 1942, après avoir acquis une certaine notoriété en tant qu'auteur du livre le plus important jamais écrit jusque-là sur l'histoire du mouvement national arabe en Palestine. Khalil Al Sakakini porta son cercueil avec Moussa Alami. Lorsque vint son tour de faire l'éloge funèbre, près de sa tombe, sur le mont Sion, les sanglots lui nouèrent la gorge, l'empêchant presque de parler.

188

Son amour de jeunesse pour George Antonius fut également à l'origine d'un riche échange épistolaire ; il lui écrivait ses lettres en anglais, sur papier à en-tête du département de l'Éducation mandataire. Il comptait parmi les partisans du mufti, mais il préféra lier le destin du mouvement national palestinien à celui de l'Empire britannique. Ses lettres reflètent des amours tourmentées.

194

Yaakov Cohen lui aussi qualifiait les « pharisiens », comme avaient été surnommés les membres d'Etsel et du Lehi, de nazis : « Ils nous mèneront directement à la catastrophe, ».

195

Dans un manuscrit autobiographique qu'il rédigea plus tard, Cafferata écrivit que lui et ses camarades vivaient avec le sentiment permanent que les organisations terroristes pouvaient les supprimer ; il décrivait Menahem Begin comme un bandit cruel : « Al Capone, à côté, faisait figure d'enfant de chœur. »

196

Les membres du Lehi tentèrent également de supprimer le généra ! Evelyn Barker. Il habitait alors dans le quartier de Talbyeh Jérusalem. « Je m'étais déguisé en nourrice et j'étais sorti me promener avec la poussette sur le trottoir devant la maison de Barker », se souvint plus tard un membre du Lehi. « Le bébé était en fait une poupée. La mèche de l'explosif était dissimulée dans la poignée. Je faisais des allées et venues devant la maison, près de laquelle m'attendait un motocycliste. Il s'agissait de précipiter la poussette lorsque Barker en franchirait le seuil et de s'en éloigner aussi vile que possible. Barker n'apparut jamais au bon moment. Quelques jours plus tard, cela commença à éveiller les soupçons des voisins qui se demandaient comment, en ces jours pluvieux, on pouvait promener un bébé en poussette. Nous fûmes contraints de renoncer au projet. »

197

Au moins dans un cas, fut-il incroyable, la Haganah reçut l'autorisation informelle de commettre un attentat contre les Britanniques. Richard Crossman, membre du Labour au Parlement, ardent défenseur de la cause sioniste, raconta à un haut fonctionnaire de l'armée de l'air, John Strachey, que la Haganah projetait de faire sauter les ponts du Jourdain ; il demandait un « conseil ». Strachey, membre de la commission ministérielle sur la sécurité, lui demanda un délai pour vérifier l'information et le lendemain donna son accord à Crossman pour que l'opération ait lieu.

198

Ben Gourion se trouvait à ce moment-là à Paris où il rencontra entre autres le leader du mouvement national vietnamien, Hô Chi Minh. Ils demeurèrent deux semaines dans le même hôtel et se virent presque chaque jour.

199

Beer reçut une courte réponse. Le commissaire ne pouvait intervenir dans cette affaire. Il est spécifié dans une correspondance interne que le bar avait été fermé car s'y déroulaient des bagarres entre policiers et soldats, tous britanniques.

200

De manière similaire, Ion discuta pour savoir s'il fallait qualifier le terrorisme arabe de « révolte ». Ben Gourion pensait que cela n'avait aucune importance.

201

Une querelle éclata un jour à Tel-Aviv entre des jeunes filles et des jeunes garçons à propos de la fréquentation de soldats étrangers. Quelque temps auparavant, des tracts signés « Les fils de Pinhas » avaient été distribués. Cinq personnes furent blessées.

204

Quelque temps après la Shoah, le mouvement sioniste prit l'initiative de faire venir en Palestine les Juifs des pays arabes. Cela d'autant plus que le pays avait besoin d'hommes capables de travailler et de se battre à l'approche de la guerre avec les Arabes, qui débuta dans les quatre derniers mois du pouvoir britannique. La guerre devait en peu de temps entraîner les Juifs à ne plus pouvoir vivre dans des pays arabes, c'était là le prix à payer. Un rapport secret, transmis par un responsable de l'Agence juive à l'un de ses pairs, contient des descriptions extrêmement dures de l'intégration des Juifs des pays arabes, essentiellement d'Éthiopie. Leurs conditions de logement dans des camps mettaient leur vie en danger : « Nous entreprîmes de construire des logements misérables. » Il était spécifié dans le rapport que le prix d'une tente s'élevait à quarante livres. Au début de l'année 1945, l'Agence juive commença à ouvrir des camps de transit où avaient été édifiés des logements : chaque appartement coûtait trois cent cinquante livres. Ils étaient destinés aux immigrants éthiopiens. C'est l'une des causes du fossé qui devait plus tard séparer la société israélienne.

205

Bevin compara l'expulsion des Arabes à celle des Indiens d'Amérique. C'était un argument qui posait problème : les sionistes pouvaient dire qu'ils agissaient en Palestine comme les Britanniques en Amérique, mais en évoquant la conquête de l'Amérique, Bevin prit soin de passer sous silence l'identité britannique des conquérants, ne parlant que de – l'homme blanc ».

206

L'Organisation sioniste et le gouvernement de Grande-Bretagne continuaient de soudoyer les Arabes influents. Le président Roosevelt déclara également à Chaïm Weizmann que l'on pouvait acheter les Arabes. Weizmann répondit qu'il l'avait déjà entendu dire. Dans le compte rendu de leur entretien apparaît le terme *bakchich*. Le plus gros client des livres de compte de l'Agence juive était l'émir Abdallah.

207

Quelque temps après, le président du conseil local de Herzeliyah proposait que sa ville devienne la capitale de l'État juif, évoquant pour principal argument que Herzeliyah était la seule agglomération à porter le nom de Herzl. Ben Gourion avait un jour pensé à ces deux noms : Abdallah pour l'État arabe et Juda pour l'État juif.

208

Au cours du dîner avec Alami, écrivit Barker, ils discutèrent du livre de Richard Crossman, qui venait de sortir et dans lequel étaient décrites les réceptions de Cathy Antonius. Alami avait aimé le livre, mais Barker fit part de son irritation quant à certaines inexactitudes relevées çà et là et s'était demandé s'il fallait qu'il écrivît à son auteur. Mais c'était un homme si insignifiant et si stupide, écrivait-il, qu'il pensa que cela n'en valait pas la peine. Barker allait bientôt entendre une information retransmise par la BBC : les maudits Juifs avaient fait sauter la maison des Antonius à Jérusalem. Il ne savait pas alors que les maudits Juifs avaient mis la main sur de nombreux papiers, dont ses lettres d'amour.

209

En araméen « les gardiens de la cité », ils rejettent « l'entité sioniste » et restent cloîtrés dans leur quartier de Mea Shearim. (*N. d. T*)

210

Surnom donné aux Juifs allemands. (*N. d. T*)

211

Comme le commandant des coquelicots, Bols, dont le père était venu avec Allenby, et comme Sari Sakakini, Rabin appartenait à la deuxième génération de la guerre sur la Palestine : ses parents étaient « Rosa la rouge » et un membre des Brigades juives. Ils s'étaient rencontrés lors des événements de Nabi Moussa.

212

Ballobar lui-même, désormais fonctionnaire du ministère espagnol des Affaires étrangères, devait bientôt faire ses bagages : presque trente ans après avoir quitté la ville, il revenait comme consul d'Espagne à Jérusalem, dans la future capitale d'Israël.

213

Il semble que la famille Al Yahî ait entretenu des relations amicales avec des Juifs : avec les lettres que lui adressaient des adolescentes de la Nouvelle-Orléans, Ednan conserva un faire-part de mariage : Tova Zoldan épousait Ouriel Shitzer dans l'arrière-cour du café Noga, me Balfour.

214

Vingt ans plus tard, en été 1967, Hala et Doumia Sakakini se rendirent à la bibliothèque nationale de Jérusalem où elles retrouvèrent des ouvrages ayant appartenu à leur père ; l'université hébraïque avait l'habitude d'associer ses membres aux forces de la Haganah pour rassembler les livres des maisons arabes abandonnées. Sakakini avait eu le temps de remettre à sa sœur son journal qui couvrait une période de quarante années.

215

Sari Sakakini mourut en mai 1953, d'une attaque cardiaque alors qu'il avait trente-neuf ans. Son père mourut trois mois plus tard.

216

Ce jour-là, un des responsables de l'hôpital sur la colline n'était autre que Chaïm Shalom Halévy ; il avait continué tout au long de ces années à travailler pour Hadassah, là où il avait commencé alors qu'il était nouvel immigrant et étudiant ; il était arrivé sur la colline deux jours avant l'attaque du convoi. Halévy, qui fut un des fondateurs de « la sécurité sociale » en Israël, mourut en 1968, vingt et un ans après la mort de son fils Herzl (« Harzi ») pendant la guerre des Six Jours. Son nom fut donné plus tard à la place où se trouve la synagogue Yeshouroun.

217

« Si le mufti avait attaqué la vieille ville de Jérusalem il aurait égorgé tous les Juifs », déclara David Ben Gourion lors d'une des premières sessions du gouvernement israélien, en faisant référence à la Shoah. Dans un déferlement de paroles, il se mit soudain à parler des Arabes d'Israël à la seconde personne du pluriel comme s'ils avaient été présents : « Vous avez fait la guerre, et vous avez perdu. » Dans le protocole de l'une de ces sessions, figurent les mots proférés par Ben Gourion : « Nous avons décidé de purifier

Ramla. » Quelques mois plus tard, Ben Gourion proposa au gouvernement de conquérir la Galilée pour en chasser ses cent mille habitants arabes. Même alors, il parla de « purification ». Jusqu'à la fin de la guerre, six mille Juifs trouvèrent la mort, soit dix pour cent de la population juive du pays.

218

Le secrétaire général Gurney pensait que l'éducation sioniste générait un nationalisme militariste et étriqué, visant particulièrement le service national. « Les juifs deviennent de plus en plus nazis et arrogants », écrivait-il en faisant allusion à l'interdiction faite aux Juifs de Jérusalem par la Haganah de quitter la ville.

219

Anwar Nusseibeh décrivit ces trois attentats avec fierté ; le fait que des juifs mettent en doute que cela avait été l'œuvre des Arabes le blessa.

220

Michael Bryant et quelques-uns de ses employés devaient bientôt comparaître devant la première juridiction criminelle de l'État d'Israël. Ils furent accusés d'espionnage, conformément aux lois d'exception qu'Israël avait héritées de la Grande-Bretagne. Lotte Geiger déploya beaucoup d'énergie pour le faire libérer, courant d'un ministère à l'autre et parlant à qui voulait bien l'écouter. Finalement, Geiger fut libéré faute de preuves et put rentrer chez lui. Le consulat britannique qui suivit l'affaire de près veilla à mettre les termes « État d'Israël » entre guillemets.

221

Le gouvernement israélien les considéra avec bienveillance, presque avec une certaine affection. Pollock devait bientôt recevoir une imitation à un cocktail au consulat israélien qu'Israël avait installé à Londres.

)

Mouvement de jeunesse de droite. (N, d, T) ↵

)

En vue du combat sur le partage, Ben Gourion voulut donner une apparence d'unité du Yishouv face à l'ONU, et prit ainsi l'initiative d'un accord avec les responsables de la communauté religieuse. Ce fut la base du « statu quo » qui influença les relations entre religieux et laïcs dans l'État d'Israël pendant de nombreuses années. ⤵

)

Il semble aussi qu'Ernest Bevin ait cru au pouvoir du « judaïsme international » ; comme ses prédécesseurs du Foreign Office, trente ans auparavant, il était enclin à croire au lien entre les « Juifs » et les communistes dont le but était de faire entrer la Palestine dans la sphère d'influence de l'URSS. Les Soviétiques, de manière surprenante et inexpliquée, soutenaient alors le mouvement sioniste. ↵